Séance ordinaire du conseil d'arrondissement du lundi 7 mai 2018 à 19 h

6767, chemin de la Côte-des-Neiges

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Ouverture de la séance.

10.02 Ordre du jour

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 7 mai 2018 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

10.03 Procès-verbal

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du 11 avril 2018 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

10.04 Commentaires

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de commentaires de la mairesse et des conseillers.

10.05 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions et de demandes du public.

10.06 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions des membres du conseil.

10.07 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Correspondance.

12 – Orientation

12.01 Cadre d'intervention

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183558016

Offrir au conseil municipal, en vertu de l'article 85, alinéa 2, de la *Charte de la Ville de Montréal*, que l'arrondissement prenne en charge la fourniture de certains services pour la coordination et la réalisation des travaux sur les réseaux d'eau secondaires de la Ville, soit le branchement de la conduite d'égout sous Jean-Talon au réseau de Victoria-Buchan et le bouclage de la conduite d'aqueduc de Buchan à celle de Victoria.

12.02 Cadre d'intervention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1187772020

Reconnaître l'organisme LogisAction Notre-Dame-de-Grâce et approuver la modification à la liste des organismes reconnus (Annexe 1) conformément à la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif (OSBL) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce pour la période du 8 mai 2018 au 31 décembre 2021.

20 – Affaires contractuelles

20.01 Appel d'offres public

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185896002

Accorder à Construction D.G.A.V. inc. un contrat pour les travaux d'amélioration des blocs sanitaires, des vestiaires et du corridor dans l'aréna Doug-Harvey (ouvrage numéro 0297), au montant de 173 738,72 $, taxes incluses, et autoriser une dépense à cette fin de 178 337,72 $ comprenant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-DAI-027.

20.02 Appel d'offres public

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185302003

Accorder au Groupe DCR (9282-0786 Québec inc.) le contrat au montant de 225 302,37 $ taxes incluses, pour le réaménagement de bureaux et travaux connexes au centre Le Manoir (bâtiment 0755), et autoriser une dépense à cette fin de 236 799,87 $, comprenant toutes les taxes et frais accessoires le cas échéant (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-DAI-030.

20.03 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1185153007

Accorder à Construction Tro-MAP inc., le contrat au montant de 692 942,83 $, taxes incluses, portant sur la réfection mineure de trottoirs, de bordures et de travaux d'utilités publiques, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce - RMTUP-2018, et autoriser une dépense à cette fin de 762 942,83 $, incluant les taxes et les frais accessoires (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-011.

20.04 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1185153004

Accorder à Pavage Métropolitain inc., le contrat au montant de 10 829 150,27 $, taxes incluses, pour les travaux de planage, de revêtement bitumineux de chaussée, de réfection de trottoirs et de remplacement des entrées de service d'eau en plomb, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (PCPR-2018) (rues locales), et autoriser une dépense à cette fin de 11 209 150,27 $ incluant les taxes et les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-045.

20.05 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1185153008

Accorder à Les Entreprises Michaudville inc., le contrat au montant de 8 415 000 $, taxes incluses, pour les travaux de remplacements des entrées de service d'eau en plomb, de réfections de chaussées et de trottoirs, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (RESEP-2-2018) (rues locales), et autoriser une dépense à cette fin de 8 685 000 $ incluant les taxes et les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-021.

20.06 Entente

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183558009

Autoriser la signature d'une entente avec Les Développements Armstrong inc. relative à l'exécution de travaux municipaux pour la réalisation du projet de développement immobilier « Westbury ».

20.07 Immeuble - Location

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1186025003

Résilier le bail intervenu entre la Ville et Yuen Kwok Buddhist Temple en date du 30 avril 2018 (résolution CA14 170351). Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de l'Église presbyterienne Kensington Church, pour une durée de trois ans, à compter du 1er mai 2018 au 30 avril 2021, des locaux d'une superficie d'environ 360,93 m² situés au 6225, avenue Godfrey, à des fins d'activités communautaires et de loisirs pour la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, pour un loyer total de 32 400 $, non-taxable. Bâtiment 8779-001.

20.08 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1187772002

Autoriser la signature de douze conventions de contribution financière avec neuf organismes pour la réalisation de camps de jour pour la période estivale 2018 et octroyer des contributions financières totalisant une somme de 258 301,93 $, incluant toutes les taxes, si applicables.

20.09 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1181247004

Accorder une contribution financière de 70 000 $, incluant toutes les taxes si applicables, à Prévention Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, pour la réalisation des activités du projet « Travail de rue à Côte-des-Neiges » dans le cadre du programme de prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue et à la violence - Année 2018. Approuver le projet de convention à cet effet.

20.10 Autres affaires contractuelles

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185265009

Autoriser une dépense totalisant 920 $ à divers organismes pour l'achat de billets pour plusieurs événements.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Le Grand Pas | *The Big Step* 2410A, Park Row Ouest Montréal (Québec) H4B 2G4 a/s M. Jean-Ricardo André Président	Pour l'achat de deux billets dans le cade de l'événement de levée de fonds qui a eu lieu le 4 avril 2018, laquelle aidera Le Grand Pas à poursuivre son travail bénévole auprès des sans-abris et des Inuit (Premières Nations).	**TOTAL : 100 $** Christian Arseneault 100 $
Dépôt alimentaire NDG 146, av. de Marlowe Montréal H4L 3L5 **ou** 22528, succ. Monkland Montréal H4A 3T4 a/s M. Daniel Rotman Directeur général	Pour autoriser une dépense de 120 $, soit l'achat de 6 billets pour le spectacle de *Burton Street Singers* qui sera présenté au *Kensington Presbyterian Church* le samedi 28 avril 2018.	**TOTAL : 120 $** Sue Montgomery 120 $
Fondation Léa-Roback 106 – 1600, avenue De Lorimier Montréal (Québec) H2K 3W5 a/s Mme Karine Hébert Administratrice au c.a. de la Fondation Léa-Roback et responsable du comité 25e anniversaire	Pour l'achat d'une publicité concernant la soirée d'inauguration de l'exposition sur Léa Roback qui aura lieu le 3 mai 2018 à l'Atrium de la Bibliothèque publique juive, au 5151, chemin de la Côte-Ste-Catherine.	**TOTAL : 350 $** Sue Montgomery 175 $ Peter McQueen 175 $
L'Association Culturelle des Guyannais de Montréal | *Guyana Cultural Association of Montreal* 690, rue Rochelea Longueuil (Québec) J3Y 4S8 a/s Mme Barbara Fraser	Pour la l'achat de 2 billets pour *Tea Party with a Flair* qui aura lieu le 6 mai 2018 au Centre Communautaire Saint-Raymond.	**TOTAL : 50 $** Sue Montgomery 50 $
La Maison Bleue : milieu de vie préventif à l'enfance 3735, avenue Plamondon Montréal (Québec) H3S 1L8	Pour l'achat de billets pour le Gala bénéfice de la Maison Bleue qui aura lieu au Théâtre Rialto le 31 mai 2018.	**TOTAL: 300 $** Sue Montgomery 150 $ Magda Popeanu 150 $

20.11 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1185153006

Accorder à Les Entreprises Michaudville inc., le contrat au montant de 12 960 000 $, taxes incluses, pour les travaux de remplacements des entrées de service d'eau en plomb, de réfections de chaussées et de trottoirs, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (RESEP-1-2018) (rues locales), et autoriser une dépense à cette fin de 13 275 000 $, incluant les taxes et les frais accessoires (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-012.

20.12 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1181247003

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 482 042 $, incluant toutes les taxes si applicables, à 21 organismes désignés au sommaire décisionnel, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, en raison de la reconduction à venir de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018). Approuver les projets de convention à cet effet.

20.13 Subvention - Contribution financière

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185265008

Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 10 200 $.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Paroisse Notre-Dame-de-Grâce 5333, avenue Notre-Dame-de-Grâce Montréal (Québec) H4A 1L1 a/s Mme Maya Antaki Coordonnatrice des projets commumautaires a/s Mme Carole Gélinas Coordonnatrice adjointe – camps d'été	Pour favoriser la participation de plus de 135 enfants âgés de 6 à 16 ans à des activités aux camps de jour, de vacances, etc. offert aux enfants âgés de 6 à 16 ans	**TOTAL : 750 $** Sue Montgomery 250 $ Peter McQueen 500 $
Société québécoise d'ensemble-claviers 4397, avenue Coolbrook Montréal (Québec) H4A 3G1 a/s Mme Irina Krasnyanskaya Directrice artistique	Pour soutenir les activités de la 6e édition du festival « Saisons Russes de Montréal 2018 » de la Ville de Montréal.	**TOTAL : 600 $** Marvin Rotrand 100 $ Peter McQueen 100 $ Magda Popeanu 300 $ Christian Arseneault 100 $

Productions Alma Viva 2370, avenue de Hampton Montréal (Québec) H4A 2K6 a/s Mme Nadia Neiazy	Pour aider à la présentation d'une soirée d'opéra dans le parc Trenholme durant la Semaine des Arts de NDG.	**TOTAL : 1 000 $** Christian Arseneault 1 000 $
Les Femmes Pionnières des Caraïbes du Canada inc. | *The Caribbean Pioneer Women of Canada Inc.* 6767, chemin de la Côte-Saint-Luc Bureau 308 Montréal, (Québec) H4V 2Z6 a/s Mme Janet Smith	Pour faciliter l'organisation des activités culturelles, récréationnelles et sociales de cet organisme.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 100 $ Marvin Rotrand 200 $ Magda Popeanu 200 $
Fondation Mon Nouveau Bercail 1012, chemin Saint-Clare Mont-Royal (Québec) H3R 2N1 a/s M. Garbens Jean Coordonnateur	Pour assurer la réussite de la 1ère édition de l'événement « La Diversité est politiquement correcte » qui aura lieu le 9 juin 2018. Cet organisme accompagne les nouveaux arrivants dans leur processus d'installation et d'intégration dans notre arrondissement.	**TOTAL : 600 $** Sue Montgomery 200 $ Marvin Rotrand 100 $ Magda Popeanu 300 $
Ensemble vocal Carpe Diem 8833, rue Lajeunesse Montréal (Québec) H2M 1R8 a/s Mme Magdalena Filitis	Pour encourager les activités de cet ensemble vocal.	**TOTAL : 200 $** Magda Popeanu 200 $
Métèque Atelier **Galerie d'Art s.e.n.c.** 5442, ch. de la Côte-Saint-Luc Montréal (Québec) H3X 1C5 a/s Mme Carolina Echeverria Directrice artistique	Pour aider à la réalisation de divers projets permettant de sortir les nouveaux arrivants de leur isolation et de prendre part à des projets artistiques.	**TOTAL : 700 $** Sue Montgomery 200 $ Peter McQueen 200 $ Magda Popeanu 200 $ Christian Arseneault 100 $
Coopérative de solidarité en environnement la Maison verte 5785, rue Sherbrooke ouest Montréal (Québec) H4A 1X2 a/s M. James Hugues a/s M. John McKay	Pour soutenir l'organisation des activités de l'événement « Hors les murs NDG NDG / *Off the Wall* » qui sera présenté le 24 août 2018 au parc Notre-Dame-de-Grâce.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 100 $ Peter McQueen 300 $ Christian Arseneault 100 $
L'Envol des femmes / *Women on the Rise* 6870, rue de Terrebonne Montréal (Québec) H4B 1C5 a/s M. Nusrat Shimul Vice-président	Pour participer au succès du Déjeuner-Pancake annuel organisé par cet organisme qui vient en aide aux femmes et enfants en difficulté.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 300 $ Christian Arseneault 200 $

YMCA Notre-Dame-de-Grâce 4335, avenue de Hampton Montréal (Québec) H4A 2L3 a/s Mme Galia Benatuil Coordonnatrice programmes Jeunesse	Pour le maintien de son programme de service à la communauté livré par des d'adolescents dans le but d'une intégration socio-économique.	**TOTAL : 450 $** Sue Montgomery 150 $ Peter McQueen 300 $
Association des locataires de l'Habitation Goyer 2929, rue Goyer, bureau 99 Montréal (Québec) H3S 2V5 a/s Mme Sharon Drisdelle Présidente	Afin d'aider à la poursuite des activités offertes aux personnes âgées résidant à l'Habitation Goyer.	**TOTAL : 100 $** Sue Montgomery 100 $
Association Bangladesh Greater Noakhali 6420, avenue Victoria, bureau 216 Montréal (Québec) H3W 2S7 a/s M. Hossain Belait Président	Afin d'aider à la réussite de ses activités socio-communautaires et humanitaires organisées par cette association.	**TOTAL : 300 $** Marvin Rotrand 200 $ Lionel Perez 100 $
Société Bangladesh de Montréal inc. *Bangladesh Society of Montreal inc.* 4600, avenue Isabella, bureau 606 Montréal (Québec) H4V 2P1 a/s M. Toufiq Ezaz Président	Pour apporter notre soutien à la planification et à l'organisation des activités socio-culturelles de cet organisme.	**TOTAL : 300 $** Marvin Rotrand 150 $ Lionel Perez 150 $
Ligue de basketball des Philippines CDN–NDG 6546, avenue McLynn Montréal (Québec) H3X 2R6 a/s M. Royland Sanguir Président	Afin de permettre à plus de 400 joueurs de notre arrondissement répartis en 46 équipes de jouer au basketball.	**TOTAL : 1 250 $** Marvin Rotrand 750 $ Lionel Perez 500 $
Centre d'Orientation des Nouveaux Arrivants et immigrants de Montréal (CONAM) 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 693-4 Montréal (Québec) H3S 2T6 a/s M. Alfred Mandaka Directeur général	Pour soutenir ce centre qui offre de l'encadrement afin de faciliter l'intégration des immigrants africains dans notre arrondissement en collaboration avec les instances gouvernementales.	**TOTAL : 200 $** Sue Montgomery 200 $

Association des locataires de l'Habitation Mayfair inc. 6900, chemin de la Côte-Saint-Luc Bureau 508 Montréal (Québec) H4V 2Y9 a/s Mme Rita Del Grande	Afin d'aider à la réussite du programme d'activités des résidents, majoritairement des aîné-e-s.	**TOTAL : 250 $** Sue Montgomery 250 $
Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce 2180, av. Belgrave Montréal (Québec) H4A 2L8 a/s Mme Geneviève Polese Coordonnatrice de projets	Pour aider à la poursuite du développement du programme visant la réussite éducative et sociale des enfants et le bien-être des familles.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 250 $ Peter McQueen 250 $
La Promenade des arts NDG | *NDG Arts Walk* 2319, avenue de Hampton, bureau 1 Montréal (Québec) H4A 2K5 a/s M. MacLeod G. Scott **CHÈQUE AU FIDUCIAIRE: CONCORDIA UNIVERSITY** 1455, boul. De Maisonneuve Ouest Bureau BA 268 Montréal (Québec) H3G 1M8 a/s Mme Janis Timm-Bottos	Pour soutenir les activités organisées par la Promenade des arts NDG dans le cadre de la Semaine des arts de NDG le 26 août 2017 dont le fiduciaire est le Dépôt alimentaire NDG.	TOTAL **: 500 $** Sue Montgomery 125 $ Peter McQueen 250 $ Christian Arseneault 125 $
Association des locataires de l'Habitation Monkland 5959, avenue de Monkland Bureau 206 Montréal (Québec) H4A 3R9 a/s Mme Dora Tyson Présidente	Pour aider à l'organisation des célébrations pour la Saint-Jean-Baptiste et de la Fête du Canada.	**TOTAL : 1 000 $** Sue Montgomery 250 $ Peter McQueen 750 $

20.14 Subvention - Contribution financière

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1187772016

Autoriser le versement de contributions financières totalisant 15 000 $, incluant toutes les taxes si applicables, réparties comme suit : 7 500 $ à l'Association des Philippins de Montréal et banlieues (F.A.M.A.S.) pour la réalisation de l'événement « Pista Sa Nayon » (Fête des villages) et 7 500 $ au Conseil des associations canadiennes philippines du Québec pour la réalisation de l'événement « Journée de l'indépendance » pour la saison estivale 2018.

30 – Administration et finances

30.01 Administration - Mettre au rancart et disposer

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1187772018

Autoriser la cession à titre gratuit d'un lot de près 22 000 documents retirés de la collection des bibliothèques (Benny, Notre-Dame-de-Grâce, Côte-des-Neiges et Interculturelle) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce aux organismes Les Amis de la Bibliothèque de Montréal et Les partenaires de Benny.

30.02 Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1186954002

Adopter les surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2017, d'une somme de 3 017 100 $, et affecter un montant de 1 700 000 $ à la réalisation de divers projets et un montant de 1 317 000 $ au surplus libre.

40 – Réglementation

40.01 Ordonnance - Circulation / Stationnement

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183558012

Édicter une ordonnance pour la fermeture de la rue Buchan entre le lot 2 648 742 (après le 4955 Buchan) et l'avenue Victoria, excepté les véhicules autorisés.

40.02 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1187772015

Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 7 mai 2018 » joint au sommaire décisionnel, et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

40.03 Règlement - Avis de motion

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183558015

Donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté le règlement sur l'occupation du domaine public pour la réalisation du projet Westbury concernant les lots 6 049 214 et 6 049 219 du cadastre du Québec, et dont la présentation du projet de règlement est faite à même le sommaire décisionnel.

40.04 Règlement – Avis de motion et adoption du projet de règlement

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183558010

Donner un avis de motion et adopter un projet de règlement modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276); le *Règlement régissant la démolition des immeubles* (RCA02 17009); le *Règlement sur les clôtures et les haies à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (c. C-5); le *Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (c. O-1); le *Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (RCA07 17121); et le *Règlement sur les usages conditionnels* (RCA06 17097); afin de remplacer l'annexe A du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) et d'y intégrer des grilles des usages et des spécifications dont la présentation du projet de règlement est faite à même le sommaire décisionnel, puis mandater la secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

40.05 Urbanisme - Demande de dérogation à l'interdiction de convertir un immeuble en copropriété divise

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183558003

Accorder une dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise pour l'immeuble situé aux 2263–2265 avenue, Belgrave conformément au *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise* (R.R.V.M., c. C-11).

40.06 Urbanisme - Demande de dérogation à l'interdiction de convertir un immeuble en copropriété divise

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183558014

Accorder une dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise pour l'immeuble situé aux 4458–4460, avenue Girouard conformément au *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise* (R.R.V.M., c. C-11).

40.07 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183558017

Adopter, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017), un projet de résolution approuvant le projet particulier visant l'agrandissement du bâtiment principal situé au 4818, chemin de la Côte-des-Neiges, puis mandater la secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

51 – Nomination / Désignation

51.01 Nomination / Désignation

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1185284003

Désigner comme rue piétonne et place publique la bretelle du chemin de la Côte-des-Neiges direction sud située entre le chemin Queen-Mary et la rue du Frère-André, du 9 juillet au 7 septembre 2018, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses du 22 mai au 31 octobre 2018 et d'équipements d'embellissement et édicter les ordonnances.

60 – Information

60.01 Dépôt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1184535006

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 mars 2018.

60.02 Dépôt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1183571007

Prendre acte du dépôt, par la secrétaire d'arrondissement, de trois procès-verbaux de correction et des actes du conseil modifiés qui s'y rapportent, pour y corriger les erreurs qui apparaissent de façon évidente à la seule lecture des documents soumis à l'appui de la décision prise.

61 – Dépôt

61.01 Dépôt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1186954001

Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2018 en date du 31 mars 2018, pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et de l'état des revenus et des dépenses réels au 31 mars 2018 comparé avec le 31 mars 2017.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.03

2018/05/07 19:00

Unité administrative responsable	Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce
Niveau décisionnel proposé	Conseil d'arrondissement
Sommet	-
Contrat de ville	-
Projet	-
Objet	Approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du 11 avril 2018 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

Il est recommandé :

Que le procès-verbal de la séance ordinaire du 11 avril 2018 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce soit approuvé tel que soumis aux membres du conseil avant la présente séance et versé aux archives de l'arrondissement.

Signataire:

Geneviève REEVES

_____

Secrétaire d'arrondissement

Division du greffe
Direction des services administratifs et du greffe
Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal tenue le mercredi 11 avril 2018 à 19 h au 5151, chemin de la Côte-Sainte-Catherine à Montréal, sous la présidence de madame la mairesse Sue Montgomery**,** et à laquelle les personnes suivantes sont présentes :

Marvin Rotrand, conseiller du district de Snowdon;
Magda Popeanu, conseillère du district de Côte-des-Neiges;
Lionel Perez, conseiller du district de Darlington;
Peter McQueen, conseiller du district de Notre-Dame-de-Grâce;
Christian Arseneault, conseiller du district de Loyola.

ainsi que :

Stéphane Plante, directeur d'arrondissement;
Sonia Gaudreault, directrice des sports, loisirs, culture et du développement social;
Lucie Bédard, directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises;
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement;
Julie Faraldo-Boulet, secrétaire recherchiste.

À moins d'indication à l'effet contraire dans le présent procès-verbal, monsieur le maire de l'arrondissement se prévaut toujours de son privilège prévu à l'article 328 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) en s'abstenant de voter.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte à 19 h.

RÉSOLUTION CA18 170074

ADOPTION - ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Lionel Perez

appuyé par Marvin Rotrand

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 11 avril 2018 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, en retirant le dossier suivant :

30.01 - D'approuver, conformément au pouvoir délégué dans les résolutions CM15 1107 et CM15 1266, l'évaluation de rendement insatisfaisant du fournisseur Les entreprises Ventec inc. réalisée par l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dans le cadre du contrat pour la construction de trottoirs élargis (saillies) là où requis, sur différentes rues locales et artérielles de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (saillies 2016-2) - Appel d'offres CDN-NDG-AOP-16- TP-030.

Un débat s'engage.



EN AMENDEMENT

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Lionel Perez

De retirer le dossier suivant :

65.01 - Motion visant à créer une commission interculturelle pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

LA PROPOSITION PRINCIPALE TELLE QU'AMENDÉE EST ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.02

RÉSOLUTION CA18 170075

APPROBATION - PROCÈS-VERBAL

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Christian Arseneault

D'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du 12 mars 2018 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.03

PÉRIODE DE COMMENTAIRES DE LA MAIRESSE ET DES CONSEILLERS

- Sue Montgomery

Souligne la présence de Mmes Suzie Miron et Micheline Rouleau, conseillères de Ville de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et Lachine, et Mme Julie-Pascale Provost, conseillère d'arrondissement de Lachine.

Invite les citoyens à s'inscrire à l'infolettre mensuelle de l'arrondissement.

Demande aux citoyens de porter attention aux horaires de collecte de matières résiduelles.

Annonce qu'une minuterie sera utilisée pour la période de questions des citoyens.

Annonce la tenue d'un café-citoyen le 26 avril 2018, au Comptoir urbain, sur l'avenue Earnscliffe.



- Lionel Perez

Souligne l'inscription, à l'ordre du jour, de l'octroi de plusieurs contrats pour les infrastructures de l'arrondissement.

Indique avoir rencontré un groupe de citoyens concernant l'aire d'exercice canin qui sera aménagé dans le district de Darlington.

Souhaite que l'arrondissement étudie la possibilité d'accorder des subventions pour les couches lavables.

Rappelle la motion adoptée par le conseil d'arrondissement et demandant une consultation sur la fermeture de la voie Camilien-Houde, et déplore le fait que la consultation prévue par la Ville centre n'aura pas d'impact sur les modalités du projet-pilote.

Souligne l'adoption à l'unanimité, par le conseil de Ville, de deux motions, l'une visant à nommer une rue ou une place afin d'honorer Martin Luther King et l'autre, sur les pétitions électroniques.

Souligne le Yom HaShoah, journée à la mémoire des victimes de l'Holocauste, et invite les citoyens à un événement le soulignant.

- Marvin Rotrand

Rappelle les demandes de citoyens concernant l'avenue Ponsard et indique que l'arrondissement analysera ce qui peut être fait pour améliorer la sécurité.

Souligne la présence de M. Raveendirarajah Nagarajah et de l'équipe de criquet Vanaavil, ainsi que des organismes Échecs FilCan et club social, Organisation journée de la Grenade à Montréal et de l'Association filipino de l'âge d'or de Montréal.

Informe que le directeur général de la Ville quittera son poste sous peu et souligne avoir invité le président du comité exécutif à considérer l'aptitude du prochain candidat à travailler dans un milieu multiracial et souhaite qu'il soit bilingue.

Remercie la Ligue des Noirs de sa lettre d'appui à la motion 65.01, laquelle a été retirée.

Avise que sa motion demandant au gouvernement du Québec d'adopter une loi obligeant les chaînes de restauration rapide à afficher la valeur calorique de leur menu, a été adoptée à l'unanimité par le conseil de Ville.

- Christian Arseneault

Invite les citoyens à lui faire part de toute suggestion pour l'arrondissement et annonce à cet effet que le prochain café citoyen dans le district de Loyola aura lieu de 13 h à 15 h, le 21 avril prochain, au Second Cup situé à l'intersection de la rue Sherbrooke Ouest et de l'avenue Westmore.

Rappelle les améliorations que l'arrondissement souhaite faire au parc Loyola et invite les résidents du quartier à transmettre leurs souhaits pour le parc.

- Magda Popeanu

Annonce la tenue d'un tête-à-tête le 19 avril prochain, à 17 h 30, au Centre de Loisirs de la Côte-des-Neiges.

Rappelle que l'entente pour le programme Accès-Logis a été entérinée.

Annonce le programme d'appui à l'acquisition résidentielle et en donne le détail.

Indique que le greffier a déposé son avis sur un projet de pétition concernant une consultation sur la discrimination et le racisme systémique, lequel a été jugé recevable, et donne le détail des étapes subséquentes.



• Peter McQueen	Souligne la Journée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Mentionne que le remplacement des entrées d'eau en plomb est prévu à même les contrats de réfection routière. A participé à l'activité Bol du partage, organisée par le Dépôt alimentaire NDG et rappelle l'importance du travail de l'organisme. Souligne le point 20.14 de l'ordre du jour et invite les citoyens à participer au Mondial des monstres de Monkland. Annonce un spectacle d'humour organisé par la Semaine des arts afin de collecter des fonds et invite les citoyens à y participer.

PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

• Norman Simon	Demande à ce que l'arrondissement intègre un lien vers un site de traduction dans ses communications électroniques avec les citoyens, invite les citoyens au Rallye pour Israël à Montréal, ainsi qu'à un événement à la synagogue Shomrim Laboker.
• Joseph Lumpriss	Annonce la tenue de deux événements organisés par l'organisme Organisation journée de la Grenade à Montréal au parc de la Savane.
• Réal Vermette	Demande ce que le conseil entend faire concernant le salaire minimum à 15 $/heure.
• Line Bonneau	**Dépose des documents** concernant l'herbe à poux et s'enquiert de l'intégration de cette problématique dans le prochain plan local de développement durable.
• Maria Isabelle Hernandez	Rappelle avoir transmis ses suggestions concernant l'avenue Ponsard, demande si un comptage sera effectué et si l'arrondissement consultera les citoyens avant d'implanter de nouvelles mesures.
• Christine De Castelbajac	En lien avec l'église Saint-Columba, s'enquiert des mesures pouvant être prises afin d'améliorer la situation, notamment concernant les fenêtres placardées.
• Elan Gitelman	À titre de représentant du Fonds Einick Giltelman, **dépose des documents** concernant l'organisme, explique sa mission et demande à ce que celui-ci obtienne le statut d'organisme reconnu, et annonce la tenue d'un événement au parc Benny.
• Bert Aiera Kgor	Remercie le conseil pour l'adoption de la motion nommant le mois de juin Mois du patrimoine philippin et demande quel soutien peut être accordé à l'organisme.
• Neal Mukherjee	Demande des précisions concernant l'acte de vente du 4815, rue Buchan.
• Hossein Pourshafiey	Demande la position du conseil concernant l'avenir de la falaise Saint-Jacques, déplore les dépôts sauvages faits par certaines entreprises et demande des informations concernant la dalle-parc.
• Vincent Soumoy	En lien avec la circulation de l'avenue Ponsard, souhaite que les mesures qui seront prises ne causent pas davantage de problématiques.
• Zakia Chelfat	Demande qu'un arrêt soit installé à l'intersection des rues Lavoie et Vézina, ainsi qu'à l'intersection des rues Légaré et Bouchette.
• Gilbert Angwald	Remercie M. Rotrand de sa motion concernant le salaire minimum à 15 $/heure et Mme Popeanu pour son appui au dossier, et demande l'opinion des autres élus sur le sujet.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

• Lilia Esguerra	À titre de représentante de l'Association filipino de l'âge d'or de Montréal et banlieues, déplore le manque d'espace communautaire pour son organisme et s'enquiert des développements concernant l'entente Montréal-Manille.
• Monique Charpentier	Demande quand le conseil d'arrondissement ou municipal compte adopter une approche globale pour mettre en action les plans de protection du patrimoine bâti.
• Larry Karass	Demande si les citoyens du village Vendôme peuvent avoir accès aux plans révisés de l'îlot de Maisonneuve et souhaite savoir à quel moment les conduites seront remplacées sur certaines rues du village Vendôme.
• Alexandre Montagano	S'enquiert des mesures qui seront prises par le conseil d'arrondissement pour combattre la corruption dans l'arrondissement.
• Valérie Bell	**Lit puis dépose un document** déplorant le harcèlement de la mairesse par un citoyen et demandant diverses mesures afin notamment d'assurer une séance exempte de harcèlement et sécuritaire pour les citoyens.
• Yvan Thériault	Fait état de certaines problématiques de circulation dans le secteur de l'avenue Ponsard et propose des mesures pour améliorer la situation.
• Keeton Clarke	S'enquiert des raisons pour lesquelles le conseil a reporté la motion visant la création d'une Commission interculturelle.
• Raveendirarajah Nagarajah	Déplore le fait que les groupes pratiquant le criquet n'aient pas de terrain prévu à cet effet sur le territoire de l'arrondissement.

La période de questions et de demandes du public de 90 minutes est maintenant terminée.

RÉSOLUTION CA18 170076

PROLONGATION DE LA PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Christian Arseneault

De prolonger de 15 minutes la période de questions et de demandes du public.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.08

PÉRIODE DE QUESTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL

Aucune question n'a été posée.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

CORRESPONDANCE

Mme Geneviève Reeves dépose :

- une lettre du 3 avril 2018 de la Ligue des noirs du Québec appuyant la motion de M. Rotrand visant à créer une commission interculturelle;
- une lettre de remerciement du 4 avril 2018 de Mme Lilia Esguerra de l'Association Filipino de l'âge d'or de Montréal et banlieues, pour avoir adopté une motion déclarant le mois de juin mois du patrimoine philippin.
- un courriel du 6 avril 2018, de M. James Wendel de l'Association de la communauté noire de Côte-des-Neiges, appuyant la mise en place d'une commission interculturelle.

RÉSOLUTION CA18 170077

PROLONGATION DE CONTRAT - ENTREPRISE KÉPASC - TRAVAUX D'ESSOUCHEMENT

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Christian Arseneault

D'accorder à Entreprise Képasc (7762763 Canada inc.), la prolongation du contrat pour des travaux d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, conformément à l'appel d'offres public 17-16369.

D'autoriser une dépense à cette fin de 141 161,02 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires le cas échéant.

D'imputer cette dépense tel qu'inscrit à même l'intervention de la Direction des services administratifs et du greffe.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.01 1177413002

RÉSOLUTION CA18 170078

CONTRAT - LES AMÉNAGEMENTS FLEURS-O-PAVÉ INC. - PARC DE LA CONFÉDÉRATION

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Marvin Rotrand

D'accorder à Les Aménagements Fleurs-o-pavé Inc un contrat pour les travaux d'accessibilité universelle au parc de la Confédération, visant la transformation de l'aire de jeu des enfants de 2 à 5 ans, aux prix et conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public numéro CDN-NDG-18-AOP-DAI-020.



D'autoriser une dépense à cette fin de 166 068,47 $, plus les taxes pour un total de 190 937,23 $, comprenant les contingences au montant de 16 076,59 $, taxes incluses, les incidences au montant de 14 094,73$, taxes incluses, et tous les frais accessoires le cas échéant.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.02 1185896001

RÉSOLUTION CA18 170079

CONTRAT - LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC. - PRCPR-2018

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Marvin Rotrand

D'accorder à Les Entreprises Canbec Construction Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat au montant de 1 724 786,94 $, taxes incluses, pour les travaux de planage de surface, de revêtement bitumineux des chaussées et de trottoirs, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce - PRCPR-2018 (rues locales), aux prix et conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-010.

D'autoriser une dépense à cette fin de 1 954 786,94 $, comprenant les contingences au montant de 156 798,81 $, taxes incluses, les incidences au montant de 230 000 $, taxes incluses, et tous les frais accessoires.

D'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, le cas échéant, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.03 1185153005

RÉSOLUTION CA18 170080

CONTRAT - PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC. - PRR-2-2018



Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Christian Arseneault

D'accorder à Pavages Métropolitain inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat au montant de 12 528 450,07 $, taxes incluses, pour les travaux de réfection de trottoirs, de planage, de revêtement bitumineux de chaussée et de remplacement des entrées de service d'aqueduc en plomb, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce - PRR-2-2018 (rues locales), aux prix et conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-006.

D'autoriser une dépense à cette fin de 12 768 450,07 $, comprenant les contingences au montant de 1 138 950,01 $, taxes incluses, les incidences au montant de 240 000 $, taxes incluses, et tous les frais accessoires.

D'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, le cas échéant, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.04 1185153003

RÉSOLUTION CA18 170081

CONTRAT - PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC. - PRR-1-2018

Il est proposé par Lionel Perez

appuyé par Marvin Rotrand

D'accorder à Pavages Métropolitain inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat au montant de 4 045 261,41 $, taxes incluses, pour les travaux de réfection de trottoirs, de planage, de revêtement bitumineux de chaussée et de remplacement des entrées de service d'aqueduc en plomb, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce - PRR-1-2018 (rues locales), aux prix et conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-004.

D'autoriser une dépense à cette fin de 4 175 261,41 $, comprenant les contingences au montant de 367 751,04 $, taxes incluses, les incidences au montant de 130 000 $, taxes incluses, et tous les frais accessoires.

D'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, le cas échéant, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ



20.05 1185153002

RÉSOLUTION CA18 170082

APPEL D'OFFRES SUR INVITATION - OSBL - PAVILLON NDG

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Peter McQueen

D'autoriser la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) à procéder à un appel d'offres sur invitation à des OSBL reconnus de l'arrondissement pour l'accueil ainsi que la location et l'aménagement de salles multifonctionnelles du pavillon Notre-Dame-de-Grâce.

D'approuver la grille d'évaluation et la composition du comité de sélection.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.06 1187772014

RÉSOLUTION CA18 170083

CONTRAT - SOLUTIONS GRAFFITI - ENLÈVEMENT DE GRAFFITI

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Magda Popeanu

D'accorder à Solutions Graffiti (9181-5084 Québec Inc.), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour des travaux d'enlèvement de graffiti situés principalement sur le domaine privé de l'arrondissement pour l'année 2018 (2 soumissionnaires).

D'autoriser une dépense de 41 730,18 $ (taxes incluses) conformément à l'appel d'offres sur invitation numéro 18-16767 comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.07 1184795001

RÉSOLUTION CA18 170084

CONTRAT - SNC LAVALIN - PROGRAMME DE RÉAMÉNAGEMENTS GÉOMÉTRIQUES 2018



Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Magda Popeanu

D'accorder à la firme d'ingénieurs-conseils SNC Lavalin, le contrat au montant de 57 659,97 $, taxes incluses, pour la conception de plans et devis en vue de la réalisation du programme de réaménagements géométriques 2018, conformément à l'entente-cadre AO16-15542.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.08 1186725001

RÉSOLUTION CA18 170085

CONVENTION ET CONTRIBUTION FINANCIÈRE - 2160, GRAND BOULEVARD

Il est proposé par Peter McQueen

appuyé par Magda Popeanu

D'autoriser la signature d'une convention à intervenir entre l'arrondissement et Logements Communautaires et Solidaires Grand (L.C.S.G).

D'autoriser le versement d'une contribution financière de 22 904,56 $, à cet organisme, laquelle correspond au montant déboursé pour acquitter les frais d'étude de la demande de permis 3001161785 visant la transformation du bâtiment de logements sociaux comprenant 46 unités situé au 2160, Grand Boulevard.

D'imputer cette dépense à même les surplus de gestion, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.09 1183558007

RÉSOLUTION CA18 170086

CONVENTION ET CONTRIBUTION FINANCIÈRE - À DEUX MAINS INC.

Il est proposé par Christian Arseneault

appuyé par Peter McQueen

D'autoriser la signature d'une convention avec l'organisme À deux Mains inc. pour la période débutant le 1er avril 2018 et se terminant le 31 décembre 2019.



D'autoriser le versement d'une contribution financière de 104 447 $, incluant toutes les taxes, si applicables, à l'organisme À deux Mains inc.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.10 1187772007

RÉSOLUTION CA18 170087

CONVENTION ET CONTRIBUTION FINANCIÈRE - BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE JUIVE

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Lionel Perez

D'autoriser la signature d'une convention d'une durée de douze mois à intervenir entre l'arrondissement et la Bibliothèque publique juive afin de permettre à celle-ci de réaliser un projet d'activités de sensibilisation communautaire du 1er mai 2018 au 30 avril 2019 et autoriser le versement d'une contribution financière de 28 700 $, toutes taxes comprises si applicables.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.11 1187772013

RÉSOLUTION CA18 170088

CONVENTIONS ET CONTRIBUTION FINANCIÈRE - MAISON DE JEUNES DE CDN INC.

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Sue Montgomery

D'autoriser la signature de trois conventions avec la Maison de jeunes de la Côte-des-Neiges inc. pour la période débutant le 1er avril 2018 et se terminant le 31 décembre 2019 dans le cadre du programme Maison des jeunes et Jeunesse 2000, pour la période débutant le 1er avril 2018 et se terminant le 31 décembre 2018 dans le cadre du programme Activités de loisirs.

D'autoriser le versement d'une contribution financière de 167 755 $, incluant toutes les taxes, si applicables, à la Maison de jeunes de la Côte-des-Neiges inc.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ



20.12 1187772008

RÉSOLUTION CA18 170089

CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES NON RÉCURRENTES - 11 ORGANISMES

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Sue Montgomery

D'autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 3 980 $.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Centre de bénévolat Côte-des-Neiges 6-4945, chemin de la Côte-des-Neiges Montréal (Québec) H3V 1H5 a/s Mme Patricia Lavigne, directrice	Pour apporter notre soutien à l'organisation d'un souper pour les bénévoles soulignant le 35e anniversaire du centre, le 17 avril 2018.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 250 $ Magda Popeanu 250 $
Association des Philippins de Montréal et Banlieues (FAMAS) inc. | *Filipino Association of Montreal and Suburbs (FAMAS) Inc* 4708, avenue Van Horne Montréal (Québec) H3W 1H7 a/s Mme Mercy Sia Vice-présidente interne	Pour assurer le succès du *Binibining Pilipnas Montreal 2018 pageant* qui aura lieu le 28 avril 2018.	**TOTAL : 200 $** Marvin Rotrand 200 $
La Maison de la Barbade (Montréal) inc. | *Barbados House (Montreal) Inc.* Case postale 104 Montréal (Québec) H4B 3P4 1650, rue Decelles Montréal (Québec) H4L 2E6 a/s M. Gus Hollingworth, président	Pour la soirée « Nuit BIM en hiver » qui a eu lieu le 24 mars 2018.	**TOTAL : 350 $** Sue Montgomery 50 $ Marvin Rotrand 200 $ Christian Arseneault 100 $
Association Tamoule d'aînés du Québec 6767, chemin de la Côte-des-Neiges Bureau 692-2 Montréal (Québec) H3S 2T6 a/s M. Pathmanathan Sinnathurai Trésorier	Pour aider à l'organisation d'activités culturelles et religieuses.	**TOTAL : 600 $** Marvin Rotrand 300 $ Magda Popeanu 300 $

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Club sportif de Vaanavil | *Vaanavil sports club* 5-4750, avenue Barclay Montréal (Québec) H3W 1C7 a/s M. Raveen Nagararajah, président	Pour appuyer les activités organisées par ce club qui regroupe plus de 125 joueurs.	**TOTAL : 300 $** Sue Montgomery 100 $ Marvin Rotrand 200 $
Club récréatif Fil-Can Chess and Social Club 3835, avenue Van Horne Montréal (Québec) H3S 1R9 a/s M. Manny Lagasca, président	Pour aider à l'organisation de ses activités récréatives pour l'année 2018.	**TOTAL : 600 $** Sue Montgomery 100 $ Marvin Rotrand 500 $
Le Grand Pas | *The Big Step* 2410A, rue Park Row Ouest Montréal (Québec) H4B 2G4 a/s M. Jean-Ricardo André, président	Pour l'achat de deux billets dans le cade de l'événement de levée de fonds qui a eu lieu le 4 avril 2018, laquelle aidera Le Grand Pas à poursuivre son travail bénévole auprès des sans-abris et des Inuit (Premières Nations).	**TOTAL : 180 $** Sue Montgomery 80 $ Christian Arseneault 100 $
Fonds Einick Gitelman 4416, avenue Prince-of-Wales Montréal (Québec) H4B 2K9 a/s Mme Vera Gitelman M. Elan Gitelman	Afin d'appuyer les activités de la 4e édition du Festival familial *Rock the Park III* qui aura lieu le 14 juillet 2018 dans le parc Benny.	**TOTAL : 250 $** Sue Montgomery 50 $ Christian Arseneault 200 $
Dépôt alimentaire Notre-Dame-de-Grâce 2146, avenue de Marlowe Montréal (Québec) H4A 3L5 a/s M. Daniel Rotman, directeur général	Pour aider à la poursuite de son programme : cultiver des fruits et légumes pour le Dépôt alimentaire Notre-Dame-de-Grâce dans la Résidence 4040 Girouard.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 100 $ Peter McQueen 400 $
Centre des aînés Côte-des-Neiges 6600, avenue Victoria, bureau 101 Montréal (Québec) H3W 3G7 a/s M. Roger Risasi, M.Sc. Directeur général	Pour la réussite des activités organisées dans le cadre de la Semaine de l'action bénévole qui aura lieu du 15 au 21 avril 2018.	**TOTAL : 300 $** Sue Montgomery 100 $ Marvin Rotrand 100 $ Magda Popeanu 100 $
Chœur du Plateau 7643, rue Berri Montréal (Québec) H2R 2G8 a/s M. Benoit Jodoin-Fontaine Président	Pour apporter notre soutien à l'organisation de deux grands concerts annuels dont le prochain aura lieu le 8 avril 2018, à l'Oratoire Saint-Joseph.	**TOTAL : 200 $** Magda Popeanu 200 $

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.13 1185265007

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

RÉSOLUTION CA18 170090

CONTRIBUTION FINANCIÈRE ET ORDONNANCES - LA SEMAINE DES ARTS

Il est proposé par Peter McQueen

appuyé par Christian Arseneault

D'autoriser la tenue de l'événement « Le Mondial des monstres de Montréal » du 21 au 24 juin 2018 sur l'avenue Monkland, entre les avenues Girouard et Harvard et à l'occasion de l'événement.

D'édicter les ordonnances numéros OCA18 17011, OCA18 17012 et 0CA18 17013 permettant la fermeture de rue, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non alcoolisées, la consommation de boissons alcoolisées, la cuisine de rue de même que le bruit d'appareils sonores à l'extérieur.

D'autoriser la signature d'une convention de contribution financière à intervenir entre l'arrondissement et l'organisme La Semaine des arts pour l'organisation de l'événement « Le Mondial des monstres de Montréal ».

D'autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 8 000 $ à La Semaine des arts, mandaté par l'association des Gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce pour l'organisation de l'événement.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrite au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.14 1184535005

RÉSOLUTION CA18 170091

CONVENTION ET CONTRIBUTION FINANCIÈRE - CPE NDG

Il est proposé par Peter McQueen

appuyé par Sue Montgomery

D'autoriser la signature d'une convention à intervenir entre l'arrondissement et l'organisme CPE Notre-Dame-de-Grâce et le versement d'une contribution financière de 45 298,20 $, laquelle correspond au montant que l'organisme a déboursé pour s'acquitter de la contribution aux fins de parcs perçue en vertu du *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (14-049).



D'imputer cette dépense à même les sommes déposées dans le fonds spécial pour fins de parcs, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.15 1183408001

RÉSOLUTION CA18 170092

DÉPENSE - BILLETS POUR LES ALOUETTES DE MONTRÉAL

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Sue Montgomery

D'autoriser l'achat de 400 billets de faveur pour assister au match de football des Alouettes de Montréal, qui se tiendra le 15 juin 2018, lesquels seront redistribués aux organismes communautaires et sportifs de l'arrondissement.

D'autoriser une dépense à cette fin de 2 400 $, taxes et frais administratifs inclus.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.02 1184570005

RÉSOLUTION CA18 170093

ORDONNANCE - IMPLANTATION DE PANNEAUX D'ARRÊT

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Magda Popeanu

D'édicter l'ordonnance numéro OCA18 17014 établissant l'implantation de panneaux arrêt en direction Ouest sur le boulevard Édouard-Montpetit à l'intersection de l'avenue Mountain Sights.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.01 1187601001

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

RÉSOLUTION CA18 170094

ORDONNANCES - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC - MAI À AOÛT 2018

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Marvin Rotrand

D'autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 11 avril 2018 » joint au sommaire décisionnel, et édicter les ordonnances numéros OCA18 17015, OCA18 17016 et OCA18 17017 autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.02 1187772012

RÉSOLUTION CA18 170095

DÉROGATION À L'INTERDICTION DE CONVERTIR EN COPROPRIÉTÉ DIVISE - 4669-4671, AVENUE EARNSCLIFFE

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Sue Montgomery

D'accorder une dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise pour l'immeuble situé aux 4669–4671, avenue Earnscliffe, conformément au *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise* (R.R.V.M., c. C-11).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.03 1183558011

RÉSOLUTION CA18 170096

PIIA - 4700, RUE FULTON

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Christian Arseneault

D'approuver les travaux proposés visant l'ajout d'un quatrième étage au bâtiment situé au 4700, rue Fulton, aux documents identifiés « A-050 », « A-105 », « Élévation rue Fulton », « Élévation cour (est) », « Élévations nord et sud », « Matérialité : élévation Fulton et élévation cour », « Matérialité : élévation nord et élévation sud », « Coupe phase I », « plan de plantation » et « Stationnement modifié », préparés par Le Groupe Architex, estampillés le 23 mars 2017 et annexés au dossier faisant l'objet de la demande de permis de transformation



3001385649 pour lequel l'approbation du conseil est requise, en vertu du titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) et du projet particulier PP-102.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.04 1183558013

RÉSOLUTION CA18 170097

PIIA - 5139, AVENUE DE COURTRAI

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Sue Montgomery

D'approuver, conformément au projet particulier (PP-95) et du titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), la construction d'un bâtiment mixte au 5139, avenue de Courtai (Westbury phase 1), tel que présenté sur les plans :

- d'architecture signés par Sebastiano Campanella, estampillés le 2018-03-09 par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, joints à l'annexe A de la présente résolution;
- d'architecture du paysage signés par Karyne Ouellet, estampillés le 2018-03-09 par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, joints à l'annexe B de la présente résolution;
- d'affichage, estampillés le 2018-03-09 par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, joints à l'annexe C de la présente résolution;
- de construction du mur de protection ferroviaire, estampillés le 2018-03-09 par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, joints à l'annexe D de la présente résolution.

Selon les conditions suivantes :

- exiger, avant la délivrance du permis de construire, une garantie financière irrévocable d'un montant de 320 000 $, afin d'assurer que la construction sera réalisée conformément aux plans approuvés en matière acoustique;
- exiger, avant la délivrance du permis de construire, une garantie financière irrévocable d'un montant de 180 000 $, afin d'assurer que la construction sera réalisée conformément aux plans approuvés en matière de vibration;
- exiger, avant la délivrance du permis de construire, une garantie financière irrévocable d'un montant de 245 000 $, afin d'assurer que l'aménagement extérieur sera réalisé conformément aux plans approuvés;
- exiger, avant la délivrance du permis de construire, une garantie financière irrévocable d'un montant de 330 000 $, afin d'assurer que la construction du mur de protection ferroviaire sera réalisée conformément aux plans approuvés;



- exiger, avant la délivrance du permis de construire, une garantie financière irrévocable d'un montant de 320 000 $, afin d'assurer la réalisation de 32 logements abordables conformément à l'engagement relatif à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels de la Ville de Montréal, signé le 15 juillet 2016 par Les développements Armstrong Inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.05 1183558006

RÉSOLUTION CA18 170098

NOMINATION - MAIRE SUPPLÉANT - MAI À OCTOBRE 2018

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Sue Montgomery

De nommer M. Christian Arseneault maire suppléant du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce pour les mois de mai 2018 à octobre 2018 inclusivement.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

51.01 1184570002

RÉSOLUTION CA18 170099

DÉPÔT - RAPPORTS DÉCISIONNELS - FÉVRIER 2018

Mme Sue Montgomery dépose les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), pour la période du 1er au 28 février 2018.

60.01 1184535004

L'ordre du jour étant épuisé, madame la mairesse déclare la séance close.

La séance est levée à 21 h 40.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Sue Montgomery La mairesse d'arrondissement	Geneviève Reeves La secrétaire d'arrondissement

Les résolutions CA18 170074 à CA18 170099 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 12.01

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1183558016

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir au conseil municipal, en vertu de l'article 85, alinéa 2, de la Charte de la Ville de Montréal, que l'arrondissement prenne en charge la fourniture de certains services pour la coordination et la réalisation des travaux sur les réseaux d'eau secondaires de la Ville, soit le branchement de la conduite d'égout sous Jean-Talon au réseau de Victoria-Buchan et le bouclage de la conduite d'aqueduc de Buchan à celle de Victoria.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'offrir au conseil municipal, en vertu de l'article 85, alinéa 2, de la Charte de la Ville de Montréal, que l'arrondissement prenne en charge la fourniture de certains services pour la coordination et la réalisation des travaux sur les réseaux d'eau secondaires de la Ville, soit le branchement de la conduite d'égout sous Jean-Talon au réseau de Victoria-Buchan et le bouclage de la conduite d'aqueduc de Buchan à celle de Victoria.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-01 13:07

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1183558016**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir au conseil municipal, en vertu de l'article 85, alinéa 2, de la Charte de la Ville de Montréal, que l'arrondissement prenne en charge la fourniture de certains services pour la coordination et la réalisation des travaux sur les réseaux d'eau secondaires de la Ville, soit le branchement de la conduite d'égout sous Jean-Talon au réseau de Victoria-Buchan et le bouclage de la conduite d'aqueduc de Buchan à celle de Victoria.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) poursuit, via son programme d'intervention dans les réseaux, sa stratégie de gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ces interventions contribuent à améliorer les infrastructures collectives, et ce, afin d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs.
L'apport des arrondissements dans la mise en œuvre des travaux requis est donc souhaitable afin d'accroître le niveau de réalisation des projets et contribuer à la résorption du déficit d'investissement accumulé.

L'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grace (CDN—NDG) possède la main -d'œuvre et la compétence technique pour réaliser des travaux d'aqueduc et d'égouts sur les réseaux secondaires de la Ville. Il souhaite offrir au DGSRE, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de réaliser les travaux de raccordement de la conduite d'égout sous Jean-Talon au réseau Victoria-Buchan et le bouclage de la conduite d'aqueduc de Buchan à celle de Victoria.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CM18 0523 adoptée le 23 avril 2018 par le conseil municipal - Accepter les offres de services à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation de travaux d'aqueduc et d'égouts sur les réseaux d'eau secondaires de la Ville, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.
Résolution CE18 0602 adoptée le 11 avril 2016 par le comité exécutif - Accepter les offres de services à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation de travaux d'aqueduc et d'égouts sur les réseaux d'eau secondaires de la Ville, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.*

Résolution CM13 0144 le 25 février 2013 : Adopter le Règlement d'Emprunt de 30,9 M$

pour le financement de travaux de réaménagement de l'emprise publique dans le cadre du projet Le Triangle (phases 2 à 5).

DESCRIPTION

Le présent dossier porte sur l'acceptation des offres émanant d'un arrondissement de prendre en charge la réalisation d'un projet d'un branchement des conduites d'aqueduc et d'égouts des réseaux secondaires de la Ville, et ce, pour une réalisation des travaux durant la période de 2018-2019. Le but poursuivi est d'utiliser au maximum toutes les ressources disponibles pour améliorer la condition générale des réseaux d'eau.
Les modalités du transfert du projet de la ville centre services corporatifs vers l'arrondissement CDN—NDG sont les suivantes :

- la coordination des expertises municipales requises sera entièrement assumée par l'arrondissement qui s'engage à respecter les normes et exigences requises par les divers services;
- l'arrondissement s'assurera d'obtenir l'approbation par le Service de l'eau des plans et devis réalisés;
- l'arrondissement aura la responsabilité d'obtenir, préalablement au début des travaux, toutes les autorisations requises et s'engage à fournir, à la fin des travaux, les plans et profils finaux;
- l'arrondissement devra rendre compte, sur demande, de l'état d'avancement du projet, notamment de l'état des dépenses et du budget, de l'état du calendrier de réalisation, des enjeux principaux, des risques et des solutions possibles pour les atténuer;
- l'arrondissement devra établir et tenir à jour un budget maître et effectuer le suivi budgétaire détaillé du projet et participer, à la demande de la Ville, au processus d'évolution budgétaire;
- l'arrondissement s'engage à ne pas dépenser au-delà des crédits autorisés sans l'autorisation des instances municipales ayant approuvé le budget et les crédits;
- l'arrondissement s'engage à comptabiliser les dépenses dans un projet d'investissement distinct des autres dépenses de l'arrondissement de manière à permettre la reddition de compte exigée dans le cadre des programmes de subvention.

En réponse à l'offre de l'arrondissement et afin de rendre la prise en charge des projets possible, le Service de l'eau devra collaborer et fournir le support nécessaire à la réalisation des projets.

Finalement, l'arrondissement procédera avec un sommaire décisionnel d'octroi de contrat de réalisation des projets dans lequel il devra inclure les interventions de la DGSRE, pour les aspects techniques, et du Service des finances pour l'imputation des dépenses.

JUSTIFICATION

En raison de son expertise en construction et du fait que les travaux du réaménagement du domaine public sont présentement en cours, l'arrondissement est l'instance la mieux placée pour réaliser ce projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les travaux visant à améliorer la condition des réseaux d'eau secondaires, le coût des services professionnels externes et des travaux, excluant les travaux d'aqueduc, sont entièrement assumés par la ville centre. Les budgets requis à cet effet sont prévus au PTI

2018-2020 du Service de l'eau. Les coûts de main-d'oeuvre interne et autres dépenses accessoires hors contrats sont assumés par l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La délégation de ce projet à l'arrondissement permettra de respecter l'échéancier prévu pour la réalisation des travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du Conseil d'arrondissement : Fourniture de services à la DGSRE : 7 mai 2018
Demander une décision déléguée pour obtenir de la DGSRE l'autorisation de procéder à l'appel d'offres : mai 2018
Octroi du contrat : CA 26 juin 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau
Geneviève REEVES, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Mathieu-Pierre LABERGE, 26 avril 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-04-26

Jacques LEMIEUX
Ingénieur

Tél : 514 872-3897
Télécop. : 000-0000

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement

Tél : 514-872-2345
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1183558016

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Offrir au conseil municipal, en vertu de l'article 85, alinéa 2, de la Charte de la Ville de Montréal, que l'arrondissement prenne en charge la fourniture de certains services pour la coordination et la réalisation des travaux sur les réseaux d'eau secondaires de la Ville, soit le branchement de la conduite d'égout sous Jean-Talon au réseau de Victoria-Buchan et le bouclage de la conduite d'aqueduc de Buchan à celle de Victoria.

Résolution: CM18 0523

Resolution1182518002_CM.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacques LEMIEUX
Ingénieur

Tél : 514 872-3897
Télécop. : 000-0000

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 23 avril 2018 Séance tenue le 24 avril 2018	Résolution: CM18 0523

Accepter les offres de services à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation de travaux d'aqueduc et d'égouts sur les réseaux d'eau secondaires de la Ville, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 avril 2018 par sa résolution CE18 0602;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'accepter les offres de services à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation de travaux d'aqueduc et d'égouts sur les réseaux d'eau secondaires de la Ville, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1182518002
/pl

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 25 avril 2018

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 12.02

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1187772020

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Projet :	-
Objet :	Reconnaître l'organisme LogisAction Notre-Dame-de-Grâce et approuver la modification à la liste des organismes reconnus (Annexe 1) conformément à la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif (OSBL) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pour la période du 8 mai 2018 jusqu'au 31 décembre 2021.

Il est recommandé:
De reconnaître l'organisme LogisAction Notre-Dame-de-Grâce dans la classification collaborateur et approuver la modification à la liste des organismes reconnus pour l'année 2017 (Annexe 1) conformément à la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif (OSBL) de l'arrondissement de Côte-Des-Neiges–Notre-Dame -de-Grâce pour la période du 8 mai 2018 jusqu'au 31 décembre 2021.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-03 15:41

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187772020**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Projet :	-
Objet :	Reconnaître l'organisme LogisAction Notre-Dame-de-Grâce et approuver la modification à la liste des organismes reconnus (Annexe 1) conformément à la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif (OSBL) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pour la période du 8 mai 2018 jusqu'au 31 décembre 2021.

CONTENU

CONTEXTE

Le 27 juin 2016, l'arrondissement adoptait sa première Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif (ci-après la "Politique"). D'une part, la Politique réitère la volonté de l'arrondissement de soutenir les organismes dans la planification, le soutien et l'évaluation de l'offre de services réalisée pour les citoyens, et d'autre part, précise les pratiques qui doivent maintenant être uniformisées dans l'ensemble des directions quant à l'octroi de différents types de soutien à des organismes sans but lucratif (OSBL).
Pour la mise en oeuvre de la Politique, l'arrondissement a lancé un appel d'intérêt à l'automne 2016 et adopté sa première liste d'organismes reconnus pour la période 2017-2021. «*La reconnaissance définit le statut de l'organisme et le niveau de soutien accordé par l'Arrondissement. Elle est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de son approbation officielle et se renouvelle automatiquement, année après année, à condition que l'organisme respecte les critères de reconnaissance. L'organisme doit envoyer la mise à jour de son dossier à l'Arrondissement à chaque année et au plus tard trente (30) jours suite à la tenue de son assemblée générale. Il doit respecter, s'il y a lieu, toutes les exigences liées aux ententes conclues avec l'Arrondissement.* »

Annuellement, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCLSDS), qui a la responsabilité de la coordination de cette Politique, vérifie la conformité des dossiers et recommande, si nécessaire, la modification de la liste. En février dernier, suite à la mise à jour annuelle des dossiers, l'arrondissement a adopté la liste modifiée.

En 2021, l'arrondissement procédera à la révision de la politique et mènera un nouveau

processus de reconnaissance. Entre temps, *«(...) un organisme non reconnu, désirant inscrire une nouvelle offre de services peut le réaliser en s'associant avec un organisme reconnu par l'Arrondissement pour le développement de cette offre. De plus l'Arrondissement peut décider de procéder de façon ad hoc à une reconnaissance lorsque la situation le requiert. La reconnaissance accordée est valable de la date de son approbation jusqu'au terme de la Politique alors en vigueur.»*

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) a reçu une demande de reconnaissance de l'organisme LogisAction Notre-Dame-de-Grâce. Ce sommaire vise à recommander la reconnaissance de l'organisme et adoption de la liste modifiée des organismes reconnus par l'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA 18 170033- 12 Février 2018: D'approuver les modifications à la liste des organismes reconnus (Annexe 1) adoptée le 5 décembre 2016 (résolution CA16 170328) afin de reconnaître trois nouveaux organismes soit : Association Saint-Raymond NDG (anciennement Bocce St-Raymond), Maisons Les Étapes inc. et *Montreal Marquis Basket ball Club* .

De lever les conditions des cinq organismes suivants : Association de la communauté noire de Côte-des--Neiges (BCACDN), Centre d'orientation des nouveaux arrivants et immigrants de Montréal (CONAM), Club de rugby NDG, L'Envol des Femmes (*Women on the rise*) et *Westhaven Elmhurst Recreation Association* .

De modifier la classification de la Semaine des Arts de collaborateur à partenaire.

De retirer la reconnaissance et le soutien de l'arrondissement à *Montreal Athletics Regional Club* (M.A.R.C).

CA16 170183 - 27 juin 2016 : Adopter la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et le Cadre de référence en sports et loisirs de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

CA16 170328 - 5 décembre 2016 : De reconnaître les 78 organismes énumérés à l'annexe 1 conformément à la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif (OSBL) de l'arrondissement pour la période du 1er janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2021.

D'autoriser la DCSLDS à déroger exceptionnellement à la politique, pour reconnaître conditionnellement des organismes.

DESCRIPTION

L'organisme LogisAction Notre-Dame-de-Grâce, qui réalise des activités de sensibilisation et de soutien aux citoyens de Notre-Dame-de-Grâce dans le domaine du logement, a déposé une demande de reconnaissance à l'arrondissement. Parmi les organismes déjà reconnus, il n'y en a aucun qui offre déjà ce type de service dans le quartier. Il a donc été jugé judicieux de procéder à l'analyse de la demande.
L'organisme doit se qualifier à un ensemble de critères afin qu'il lui soit octroyé la reconnaissance et un statut.

Parmi les critères, et non limitativement, il doit démontrer qu'il :
· existent juridiquement;
· respectent les principes de vie démocratique;

· sont établis sur le territoire de CDN-NDG;
· desservent principalement la clientèle de CDN-NDG;
· œuvrent dans l'un des champs de compétence de l'Arrondissement;
· que leur mission soit reliée ou est complémentaire à l'un des champs de compétence de l'Arrondissement.

La conformité de chaque organisme aux conditions d'admissibilité ainsi qu'aux critères de reconnaissance et de soutien contenus dans la Politique est attestée par les membres du personnel de l'arrondissement responsables de l'analyse de leur dossier. La DCSLDS a établi l'admissibilité de l'organisme et la DAUSE a procédé à l'analyse du dossier en vue de recommander ou non la reconnaissance de l'organisme puisque ce dernier travaille dans un domaine d'activité tombant sous sa responsabilité.

En conclusion de ce processus, la DCSLDS recommande au conseil d'arrondissement de reconnaître l'organisme LogisAction Notre-Dame-de-Grâce à titre de collaborateur et de modifier la liste jointe à l'annexe 1 conformément à la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif. À la suite de cette reconnaissance, la DCSLDS communiquera cette décision à l'organisme.

JUSTIFICATION

L'organisme a déposé une demande en bonne et due forme;
L'organisme oeuvre sur le territoire de l'arrondissement depuis au moins trois ans;
L'organisme offre des services dans un domaine de compétence de l'arrondissement, soit le logement;
L'organisme travaille en concertation avec le Conseil communautaire de NDG;
Il n'existe aucun organisme œuvrant dans le domaine du logement dans le quartier NDG;
En raison des zones de défavorisation du territoire ainsi que de la vétusté de certains immeubles d'habitation, il y a un réel besoin pour des services de sensibilisation et de soutien en matière de logement.

La Politique est un instrument d'une grande pertinence pour l'arrondissement. Par sa mise en oeuvre, elle participe à la coordination et au contrôle des ressources attribuées, elle permet d'assurer un suivi de qualité en toute transparence, une prise en charge équitable des organismes en fonction du niveau de complémentarité de leur mission avec celle de l'Arrondissement. La reconnaissance de ces organismes contribuera à assurer aux citoyens de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce, une offre de service diversifiée et de qualité dans les domaines d'intervention qui relèvent des compétences de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Permets l'application de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal en y intervenant sur les quatre piliers; soit le sport, le loisir, le développement social et la culture.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Mise en oeuvre d'une offre de service (accompagnement, soutien et information) au bénéfice de clientèles vulnérables.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une nouvelle liste révisée sera mise en ligne sur le site internet de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt du dossier au conseil d'arrondissement - CA du 7 mai 2018.
Communiquer la décision - mai;
Publier la liste modifiée des organismes reconnus sur le site Internet de l'Arrondissement - fin mai 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

En conformité avec la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lucie BÉDARD_URB, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Lucie BÉDARD_URB, 27 avril 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 872-6364
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-26

Sonia GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 872-6364
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1187772020

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Reconnaître l'organisme LogisAction Notre-Dame-de-Grâce et approuver la modification à la liste des organismes reconnus (Annexe 1) conformément à la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif (OSBL) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pour la période du 8 mai 2018 jusqu'au 31 décembre 2021.

Validation du document : Texte préapprouvé de la banque de documents juridiques

Identification du document :

1. Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif (OSBL)

Politique_reconnaissance OSBL - V 22-06-2016_Finale.pdf

2. Liste modifiée des organismes reconnus

Annexe 1 - Liste OSBL - Reconnaissance - 2017-2021- déposée CA 7 mai.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 872-6364
Télécop. :

POLITIQUE DE RECONNAISSANCE ET DE SOUTIEN DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF (OSBL)

DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

5160, boul. Décarie
Montréal, (Québec) H3X 2H9

Document déposé au Conseil d'arrondissement du
27 juin 2016

TABLE DES MATIÈRES

1. FONDEMENTS DE LA POLITIQUE....4
1.1 LES PRINCIPES D'INTERVENTION....4
1.2 LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX....5

2. MODALITÉS DE RECONNAISSANCE DES ORGANISMES....6
2.1 CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ À LA RECONNAISSANCE....6
2.2 CRITÈRES D'EXCLUSION DE CERTAINS ORGANISMES....9
2.3 CRITÈRES D'ANALYSE....10
2.4 CLASSIFICATION DES ORGANISMES....11

3. PROCESSUS DE RECONNAISSANCE....13
3.1 DÉPÔT DE LA DEMANDE....13

4. CONDITIONS DE MAINTIEN DE RECONNAISSANCE....15
4.1 DURÉE DE LA RECONNAISSANCE....15
4.2 RENOUVELLEMENT DE LA RECONNAISSANCE....15
4.3 RÉVISION, PERTE DE RECONNAISSANCE....15

5. SOUTIEN DES ORGANISMES RECONNUS....17

6. REDDITION DE COMPTES....18

7. MISE À JOUR ET SUIVI DE LA POLITIQUE....19

ANNEXE 1 - CHEMINEMENT DE LA DEMANDE DE RECONNAISSANCE ET DE RENOUVELLEMENT....20

ANNEXE 2 – Panier de services....23

ANNEXE 3 - ASSISES LÉGALES....25

1. FONDEMENTS DE LA POLITIQUE

La reconnaissance est un acte posé par l'arrondissement de Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce (ci-après « l'Arrondissement ») qui officialise une relation avec un organisme sans but lucratif (OSBL). Cette relation est basée sur la réciprocité et permet un échange entre l'organisme offrant des services aux citoyens et l'Arrondissement fournissant un soutien pour le faire. L'obtention d'une reconnaissance rend l'organisme admissible à des services tels que le soutien matériel, technique, professionnel et financier.

1.1 LES PRINCIPES D'INTERVENTION

Les grands principes qui ont guidé la réalisation de la présente politique sont :

a. Respecter la diversité des organismes et de leurs pratiques de même que celle des milieux de vie et des champs d'activité.
b. Faire preuve de transparence et d'équité dans le traitement, l'analyse et le suivi des demandes.
c. Susciter, favoriser et valoriser le développement et le maintien de la vie démocratique au sein des différents organismes qui offrent des services répondant aux besoins des citoyens.
d. Mobiliser les organismes au développement et à l'application des politiques à être incluses dans l'offre de services.
e. Encourager les organismes à s'impliquer activement lors des démarches de concertation afin de planifier de façon stratégique l'offre de services aux citoyens.
f. Encourager les citoyens et citoyennes à devenir des acteurs principaux dans leur communauté en prenant en charge ou en améliorant l'offre de services locale.

1.2 LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Par l'entremise de cette politique, l'Arrondissement a comme objectifs :

a. Favoriser l'accès des organismes à la reconnaissance et au soutien de l'Arrondissement et maximiser leur utilisation des ressources offertes par ce dernier dans les champs d'activité couverts par celui-ci.
b. Normaliser le processus d'accès aux mesures de reconnaissance et de soutien de l'Arrondissement pour les organismes.
c. Permettre aux responsables de prendre des décisions en fonction des critères dont l'Arrondissement s'est doté en matière de reconnaissance et de soutien aux organismes.
d. Fournir un encadrement administratif précis et connu du public.
e. Appuyer les organismes dans leur réponse aux besoins des citoyens quant aux domaines d'activités de l'Arrondissement.
f. Exercer un leadership favorisant la concertation de l'ensemble des organismes afin de contribuer à la diversité, à la complémentarité et à la qualité de l'offre de services aux citoyens.

De plus, cette politique poursuit les objectifs spécifiques suivants :

a. Présenter les conditions d'admissibilité, les critères d'analyse et les procédures relatifs au traitement des demandes de reconnaissance.
b. Déterminer la classification des organismes.
c. Établir le type et le niveau de soutien offert selon la classification de l'organisme et les programmes de soutien.
d. Déterminer les exigences liées au maintien de la reconnaissance et de la reddition de comptes.
e. Décrire les conditions d'accès au soutien offert aux organismes reconnus.

2. MODALITÉS DE RECONNAISSANCE DES ORGANISMES

2.1 CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ À LA RECONNAISSANCE

Les conditions d'admissibilité permettent d'évaluer si un organisme est admissible à la reconnaissance. Un organisme qui ne se conforme pas à l'une ou l'autre de ces conditions ne pourra être reconnu par l'Arrondissement. La conformité aux conditions ne garantit pas l'obtention de la reconnaissance, seule l'analyse réalisée ultérieurement par l'Arrondissement le déterminera.

L'Arrondissement se réserve le droit de reconnaître le nombre d'organismes qu'il jugera suffisant dans un domaine donné.

L'Arrondissement se réserve le droit de ne pas reconnaître un organisme offrant des activités ou des services s'ils sont déjà accessibles à toute la population de sa juridiction.

Avant de déposer une demande de reconnaissance, l'organisme s'assure de son admissibilité en étant conforme aux conditions suivantes :

2.1.1 SUR LE PLAN JURIDIQUE

a. Être un organisme, dûment constitué, notamment selon la troisième partie de la *Loi sur les compagnies* (L.R.Q., chapitre C-38), la partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes* (S.R.C. 1970, c. C-32, articles 153 et ss.) ou sous forme de coopérative.

b. Ne pas être en défaut, en vertu de toute loi lui étant applicable. L'organisme doit déposer une déclaration attestant qu'il n'y a pas, à sa connaissance et contre lui, des réclamations relatives à toute exigence légale, notamment en matière de santé et sécurité au travail.

c. Avoir un dossier à jour au *Registraire des entreprises*.

2.1.2 SUR LE PLAN DE LA MISSION

La mission principale de l'organisme doit être liée à une compétence, une obligation ou un pouvoir particulier dévolu à l'Arrondissement en vertu des articles 130 et 141 de la Charte de la Ville de Montréal, comme suit :

- l'urbanisme ;
- la sécurité incendie et la sécurité civile ;
- l'environnement ;
- le développement économique local, communautaire, culturel et social ;
- la culture, les loisirs et les parcs d'arrondissement ;
- la voirie locale.

2.1.3 SUR LE PLAN DE LA GOUVERNANCE ET DE LA VIE DÉMOCRATIQUE

L'organisme doit se conformer aux lois et règlements en vigueur régissant la gouvernance et la vie démocratique des OSBL.

a. Avoir son siège social dans l'Arrondissement ou opérer un point de service et avoir au moins 75 % de sa clientèle qui réside dans l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

b. Avoir, comme organisme sportif, son siège social dans l'Arrondissement ou opérer un point de service et avoir au moins 65 % de sa clientèle qui réside dans l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

c. Démontrer une gestion financière saine et transparente et une capacité d'autofinancement.

d. Produire un bilan d'activités en lien avec le dernier exercice financier terminé.

e. Produire des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus.

f. Être doté de règlements généraux à jour.

g. Avoir un conseil d'administration constitué d'administrateurs démocratiquement élus en assemblée générale annuelle de ses membres dûment convoquée.

h. Être membre, comme organisme sportif, de la fédération encadrant la discipline visée par celui-ci et s'engager à le demeurer.

i. Détenir une assurance responsabilité civile d'au moins 2 M$. Un organisme fédéré doit être couvert par une assurance responsabilité d'une fédération ou d'un regroupement auquel il est associé.

2.1.4 SUR LE PLAN DE L'OFFRE DE SERVICE

a. Adhérer aux principes d'intervention de l'Arrondissement.

b. S'engager à participer sur demande aux démarches de concertation ou autres tables et comités de l'Arrondissement.

c. Exercer des activités qui prolongent la mission de l'Arrondissement ou qui sont complémentaires à celle-ci.

d. Proposer une offre de service publique.

e. Effectuer un renouvellement régulier de cette offre et permettre l'ajout de membres à l'organisme.

f. Faire connaître l'offre de services auprès de la population par l'entremise de ses propres outils de communication (ex. : site Internet, dépliant, affiche, etc.) ou outils de communication publics (ex. : journaux, répertoire, etc.).

g. Prioriser la participation des citoyens de l'Arrondissement aux activités et services.

h. S'engager à mettre en place un plan d'optimisation de la participation des résidents de l'Arrondissement à ses activités, afin que la totalité des activités soutenues par ce dernier se fasse au profit de ses résidents.

i. Démontrer, comme section locale d'un organisme régional, que les actions posées dans le cadre de sa mission concernent directement le territoire de l'Arrondissement.

j. Offrir obligatoirement, comme organisme sportif, une pratique de niveau « initiation et récréation ».

L'organisme sportif membre en règle d'une fédération ou d'une association régionale ou l'organisme qui dessert une clientèle ayant des limitations fonctionnelles et ayant le statut « d'organisme PANAM » obtient d'office l'admissibilité à une reconnaissance.

2.2 CRITÈRES D'EXCLUSION DE CERTAINS ORGANISMES

Cette politique s'adresse aux OSBL de l'Arrondissement et ne concerne pas ses partenaires institutionnels tels que : les commissions scolaires, les centres locaux d'emploi, les centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CIUSSS) avec qui des ententes spéciales peuvent être conclues.

Certains organismes dont l'action ne répond pas à la mission de l'Arrondissement sont exclus. Bien que constitués en tant qu'OSBL, ceux-ci ne s'inspirent pas, dans leur intervention, des critères définissant la pratique de l'action communautaire. Il s'agit des organismes suivants :

a. Les organismes institutionnels, publics ou parapublics.

b. Les organismes religieux qui ont uniquement pour mission la promotion des croyances religieuses ou qui célèbrent des services et des rites religieux.

c. Les ordres professionnels et les organisations syndicales qui ont uniquement pour mission de soutenir, de régir ou de protéger des intérêts du milieu professionnel, des affaires, du travail ou de ses propres membres.

d. les organisations politiques qui font la promotion d'une action politique partisane (rattachée à un parti ou à une cause politique).

e. les fondations et les organismes à vocation philanthropique qui ont uniquement pour mission de recueillir et de redistribuer des fonds.

2.3 CRITÈRES D'ANALYSE

L'analyse de la demande sera effectuée sur la base des critères suivants :

a) l'offre de services en fonction de son impact dans le milieu et de son lien avec les priorités identifiées par l'Arrondissement.

b) l'offre de service en fonction de sa contribution à la diversification de l'offre à la population et d'une répartition équitable des services sur le territoire.

c) la démonstration par l'organisme de réalisations probantes, sur trois ans, et dans un domaine d'expertise en lien avec la mission de l'Arrondissement.

d) la démonstration par l'organisme qu'il reçoit l'appui d'autres organismes déjà reconnus par l'Arrondissement.

L'analyse réalisée permettra de déterminer :

a) l'obtention ou non de la reconnaissance ;

b) la classification de reconnaissance obtenue (collaborateur, associé ou partenaire).

RECONNAISSANCE D'ORGANISMES À VOCATION PARTICULIÈRE

Un organisme à vocation particulière, comme celui qui dessert une clientèle ayant des limitations fonctionnelles, peut être reconnu même s'il ne répond pas aux critères de reconnaissance. L'Arrondissement peut toutefois lui demander de soumettre un plan d'action local à être approuvé et réalisé dans des délais prescrits dans le but de maintenir son statut d'organisme reconnu.

Cet organisme est également tenu de joindre certains documents et de s'engager à remettre tout autre document qui pourrait être exigé en appui à sa demande de reconnaissance et selon le format requis par l'Arrondissement. Les organismes qui désirent obtenir une reconnaissance en **sport, loisir** doivent également prendre connaissance du Cadre de référence ci-joint avant de compléter leur demande de reconnaissance. Ce document est disponible à la Direction culture, sport, loisir et développement social.

2.4 CLASSIFICATION DES ORGANISMES

L'organisme se voit attribuer une classification dès sa reconnaissance. La présente politique prévoit trois classifications, soit partenaire, associé ou collaborateur. Une brochette de services est ensuite définie pour chacune de ces classifications. S'il est reconnu, la direction mandatée par l'Arrondissement informe aussitôt l'organisme de la brochette de services auquel il a droit.

L'obtention de la classification est déterminée en fonction :

a) Des obligations de l'Arrondissement par rapport à l'offre de service de l'organisme aux citoyens.

b) De l'importance du lien unissant l'organisme et l'Arrondissement.

c) De l'apport de l'organisme à l'offre de service aux citoyens.

Une fois reconnu par l'Arrondissement, un organisme peut, selon les services qu'il propose, occuper l'un ou l'autre des statuts suivants :

ORGANISME PARTENAIRE

Il s'agit d'un organisme dont la mission est compatible avec celle de l'Arrondissement et qui contribue, par son apport spécifique, aux différentes phases de l'offre de services. Cette contribution comprend, entre autres, la définition des besoins et du programme d'activités, la réalisation des activités et leur financement, l'utilisation effective des services par les personnes réputées en avoir besoin et l'évaluation conjointe avec l'Arrondissement des services rendus.

ORGANISME ASSOCIÉ

Il s'agit d'un organisme qui intervient dans le milieu et selon sa propre initiative. Il entretient des relations plus ou moins régulières avec l'Arrondissement. Son impact à l'offre de service identifiée par l'Arrondissement est important; sa contribution est donc complémentaire.

ORGANISME COLLABORATEUR

Il s'agit d'un organisme qui collabore occasionnellement avec l'Arrondissement à la réalisation d'un projet, d'un événement ou d'une activité. Il offre des activités ou des services qui contribuent au mieux-être des citoyens et au développement de la vie communautaire, mais a très peu ou pas d'interaction directe ou régulière avec l'Arrondissement.

REMARQUE

Il importe de préciser qu'un organisme non reconnu, désirant inscrire une nouvelle offre de services peut le réaliser en s'associant avec un organisme reconnu par l'Arrondissement pour le développement de cette offre.

De plus l'Arrondissement peut décider de procéder de façon ad hoc à une reconnaissance lorsque la situation le requiert. La reconnaissance accordée est valable de la date de son approbation jusqu'au terme de la Politique alors en vigueur.

3. PROCESSUS DE RECONNAISSANCE

3.1 DÉPÔT DE LA DEMANDE

Pour être reconnu officiellement par l'Arrondissement et bénéficier de services, un organisme doit répondre à plusieurs critères et obtenir une résolution de reconnaissance du conseil d'Arrondissement.

Un organisme qui désire obtenir une reconnaissance doit remplir le formulaire de demande et le déposer auprès de l'Arrondissement, avec les documents permettant de vérifier sa conformité aux critères de reconnaissance, comme suit :

a. Une résolution de son conseil d'administration attestant :

- qu'il souhaite déposer une demande ;
- qu'il s'engage à respecter les exigences liées à sa reconnaissance ;
- que son siège social est situé dans l'Arrondissement ou qu'il y opère un point de service et qu'au moins 75 % de sa clientèle réside dans l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce ; ou, dans le cas d'un organisme sportif : que son siège social est situé dans l'Arrondissement ou qu'il y opère un point de service et qu'au moins 65 % de sa clientèle réside dans l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

b. Une copie de l'acte constitutif de son organisme (charte/lettres patentes) ;

c. Les règlements généraux de l'organisme ;

d. Le procès-verbal de la dernière assemblée générale annuelle ou un extrait du procès-verbal attestant la présentation du rapport d'activités ou du rapport de la présidence et des états financiers aux membres ;

e. Le dernier rapport annuel d'activités ou le rapport de la présidence ;

f. Les états financiers de la dernière année (revenus/dépenses et bilan) ;

g. Les coordonnées personnelles des membres du conseil d'administration, incluant le nom et l'adresse postale complète et telles que soumises au Registraire des entreprises du Québec ;

h. Une copie de l'attestation de la fédération encadrant la discipline visée par celui-ci certifiant que l'organisme sportif en est membre ;

i. Une copie du certificat d'assurance responsabilité civile d'au moins 2 M$ sachant qu'un organisme fédéré doit être couvert par une assurance responsabilité d'une fédération ou d'un regroupement auquel il est associé.

L'Arrondissement analysera la demande et effectuera la recommandation appropriée au conseil d'Arrondissement.

4. CONDITIONS DE MAINTIEN DE RECONNAISSANCE

4.1 DURÉE DE LA RECONNAISSANCE

La reconnaissance définit le statut de l'organisme et le niveau de soutien accordé par l'Arrondissement. Elle est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de son approbation officielle et se renouvelle automatiquement, année après année, à condition que l'organisme respecte les critères de reconnaissance. L'organisme doit envoyer la mise à jour de son dossier à l'Arrondissement à chaque année et au plus tard trente (30) jours suite à la tenue de son assemblée générale. Il doit respecter, s'il y a lieu, toutes les exigences liées aux ententes conclues avec l'Arrondissement.

4.2 RENOUVELLEMENT DE LA RECONNAISSANCE

Soixante (60) jours avant le terme de la reconnaissance, l'organisme doit faire la demande de renouvellement en remplissant le formulaire de demande et de renouvellement de reconnaissance et fournir l'ensemble des documents requis pour les organismes reconnus.

4.3 RÉVISION, PERTE DE RECONNAISSANCE

Une révision de la reconnaissance peut s'avérer nécessaire à tout moment lorsqu'un changement majeur survient chez un organisme reconnu. Cette révision peut s'effectuer à la demande de l'organisme ou de l'Arrondissement et sur avis écrit seulement.

L'Arrondissement peut exiger en tout temps d'un organisme reconnu qu'il fournisse des preuves supplémentaires démontrant que les renseignements qu'il a présentés sont véridiques. Si l'organisme omet de présenter ces preuves additionnelles ou fournit de faux renseignements, il est susceptible de perdre sa reconnaissance ainsi que le soutien en biens et services ou soutien financier qui lui ont été accordés.

Un organisme qui ne satisfait plus aux critères relatifs à sa classification perd sa reconnaissance ou voit sa classification changer. Un changement de classification peut entraîner la perte de certaines formes de soutien accordées par l'Arrondissement.

Une perte de reconnaissance signifie une perte d'accès au soutien professionnel, technique ou financier offerts par l'Arrondissement. Un organisme qui perd sa reconnaissance doit respecter un délai de 90 jours pour se qualifier à présenter une nouvelle demande de reconnaissance et être en mesure de profiter à nouveau du soutien offert.

L'organisme qui ne respecte pas l'une ou plusieurs des conditions essentielles au maintien de sa reconnaissance, que ce soit au plan juridique, administratif ou au plan de l'intervention, reçoit un premier avis de la part de l'Arrondissement l'informant des documents, informations ou changements nécessaires au maintien de sa reconnaissance ainsi que du délai prescrit pour remédier à la situation.

L'organisme qui omet de se conformer reçoit un second avis de l'Arrondissement l'invitant à corriger la situation dans un délai prescrit et l'informant des conséquences éventuelles à son manquement. À défaut de recevoir une réponse à ce deuxième avis, l'Arrondissement réclamera une rencontre avec les membres du conseil d'administration et la direction afin d'identifier un dénouement. Dans l'éventualité qu'aucun accord n'est intervenu entre l'organisme et l'Arrondissement, ce dernier transmet un avis final à l'organisme l'informant qu'une recommandation pour le retrait ou la modification de son statut d'organisme reconnu sera présentée à une prochaine séance du conseil d'Arrondissement, sans autres avis.

Retrait volontaire

Un organisme qui souhaite le retrait de sa reconnaissance peut, en tout temps, faire parvenir une demande par écrit à l'Arrondissement en l'appuyant d'une résolution de son conseil d'administration signifiant le souhait de ne plus être reconnu. Le retrait d'une reconnaissance devient effectif au moment de la réception de la demande, laquelle doit être entérinée par le conseil d'arrondissement. L'Arrondissement procèdera à la récupération des ressources qui avaient été allouées à cet organisme selon les ententes en vigueur.

5. SOUTIEN DES ORGANISMES RECONNUS

L'Arrondissement offre aux organismes reconnus différentes formes de soutien. Le soutien est octroyé en fonction des priorités de l'Arrondissement, des ressources disponibles, du statut attribué à l'organisme et selon la nature des activités réalisées ou des services rendus (Annexe 2).

Le soutien peut prendre les formes suivantes :

- Soutien administratif et bureautique (ex. : possibilité de faire des photocopies et accès à une ligne téléphonique) ;
- Soutien technique et événementiel (ex. : prêt de matériel et d'équipement) ;
- Soutien locatif (ex. : prêt de locaux et d'installations) ;
- Soutien professionnel (ex. : conseils) ;
- Soutien promotionnel (ex. : publication sur le site Internet de l'Arrondissement) ;
- Soutien financier.

6. REDDITION DE COMPTES

L'Arrondissement a un devoir de soutien envers tout organisme qui offre des services à sa communauté, comme il a une obligation de transparence envers les membres de celle-ci. Cette obligation se reflète notamment sur le plan de la gestion des fonds publics, qui permettent à l'organisme reconnu de bien remplir sa mission, et sur le respect de la mission elle-même.

Conséquemment, les OSBL qui reçoivent du soutien ont la responsabilité de fournir à l'Arrondissement, à leur communauté et aux personnes qu'ils desservent toute l'information permettant d'évaluer les services qu'ils offrent.

Certains éléments de reddition de comptes sont déjà identifiés dans les critères de reconnaissance. Ils concernent tous les organismes reconnus et visent, entre autres, la conservation du statut de reconnaissance. D'autres éléments concernent uniquement certains organismes, notamment ceux avec qui l'Arrondissement conclut des ententes de collaboration formelles. Dans ce cas particulier, les résultats et les attentes seront convenus entre l'Arrondissement et les organismes.

7. MISE À JOUR ET SUIVI DE LA POLITIQUE

L'Arrondissement est tenu de procéder à une révision de sa Politique et des documents y afférents dans le but d'améliorer son processus de soutien aux organismes. Cette révision se fera sur une base quinquennale et en fonction des besoins des clientèles, des nouvelles tendances, de l'évolution contextuelle des programmes et ententes ministérielles, des ressources disponibles et de ses propres orientations.

La politique de reconnaissance et de soutien définit les critères de reconnaissance et le soutien offert aux organismes de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Ce travail doit se poursuivre et des actions doivent être entreprises par les différentes directions de l'Arrondissement pour assurer son maintien.

La Politique de reconnaissance et de soutien vise tous les OSBL désirant être reconnus par l'Arrondissement. **Les organismes qui souhaitent, par ailleurs, proposer des services en sport, loisir doivent également prendre connaissance** du **Cadre de référence de la Direction culture, sports, loisir et développement social (ci-après « DCSLDS ») pour l'attribution du soutien locatif et du soutien financier**. Ce document précise les règles et les orientations stratégiques auxquelles ces organismes devront se conformer. Il a été rédigé dans le cadre d'une révision des programmes et des pratiques de la DCSLDS et dans le but de les uniformiser, d'en simplifier le processus et d'assurer une équité entre les organismes désirant bénéficier de son soutien.

ANNEXE 1 - CHEMINEMENT DE LA DEMANDE DE RECONNAISSANCE ET DE RENOUVELLEMENT

Critères d'admissibilité

- Sont admissibles à la reconnaissance, les organismes qui respectent tous les critères suivants (vous référer au chapitre 2, Modalité de reconnaissance des organismes).

- Le formulaire Demande et renouvellement de reconnaissance est disponible sur le site Internet de l'Arrondissement ou à la réception de la Direction culture, sports, loisirs et développement social (DCSLDS).

- Soixante (60) jours avant le terme de la reconnaissance, l'organisme doit faire la demande de renouvellement en remplissant le formulaire de Demande et renouvellement de reconnaissance et mettre à jour l'ensemble des documents requis.

1. PRÉSENTATION DE LA DEMANDE

Le formulaire « Demande et renouvellement de reconnaissance » complété et accompagné de tous les documents requis peut être transmis :

1) Par courriel à :
   rec-osblcdnndg@ville.montreal.q.ca

2) Par la poste à :

   Direction culture, sports, loisirs et développement social
   Demande de reconnaissance et renouvellement
   Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
   5160, boulevard Décarie, 4e étage
   Montréal (Québec) H3X 2H9

Pour toute information additionnelle, veuillez communiquer au 514 872-6364.

Documents obligatoires à inclure à la demande

a. Une résolution du conseil d'administration attestant :
- que l'organisme souhaite déposer une demande;
- qu'il s'engage à respecter les exigences liées à la reconnaissance;
- qu'il a son siège social dans l'arrondissement ou y opère un point de service et a au moins 75 % de sa clientèle qui réside dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce; ou, dans le cas d'un organisme sportif :que l'organisme a son siège social dans l'arrondissement ou y opère un point de service et a au moins 65 % de sa clientèle qui réside dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

b. Une copie de l'acte constitutif (charte/lettres patentes);

c. Les règlements généraux de l'organisme;

d. Le procès-verbal de la dernière assemblée générale annuelle ou un extrait du procès-verbal attestant le dépôt du rapport d'activités ou du rapport de la présidence et des états financiers aux membres;

e. Le dernier rapport annuel d'activités ou le rapport de la présidence;

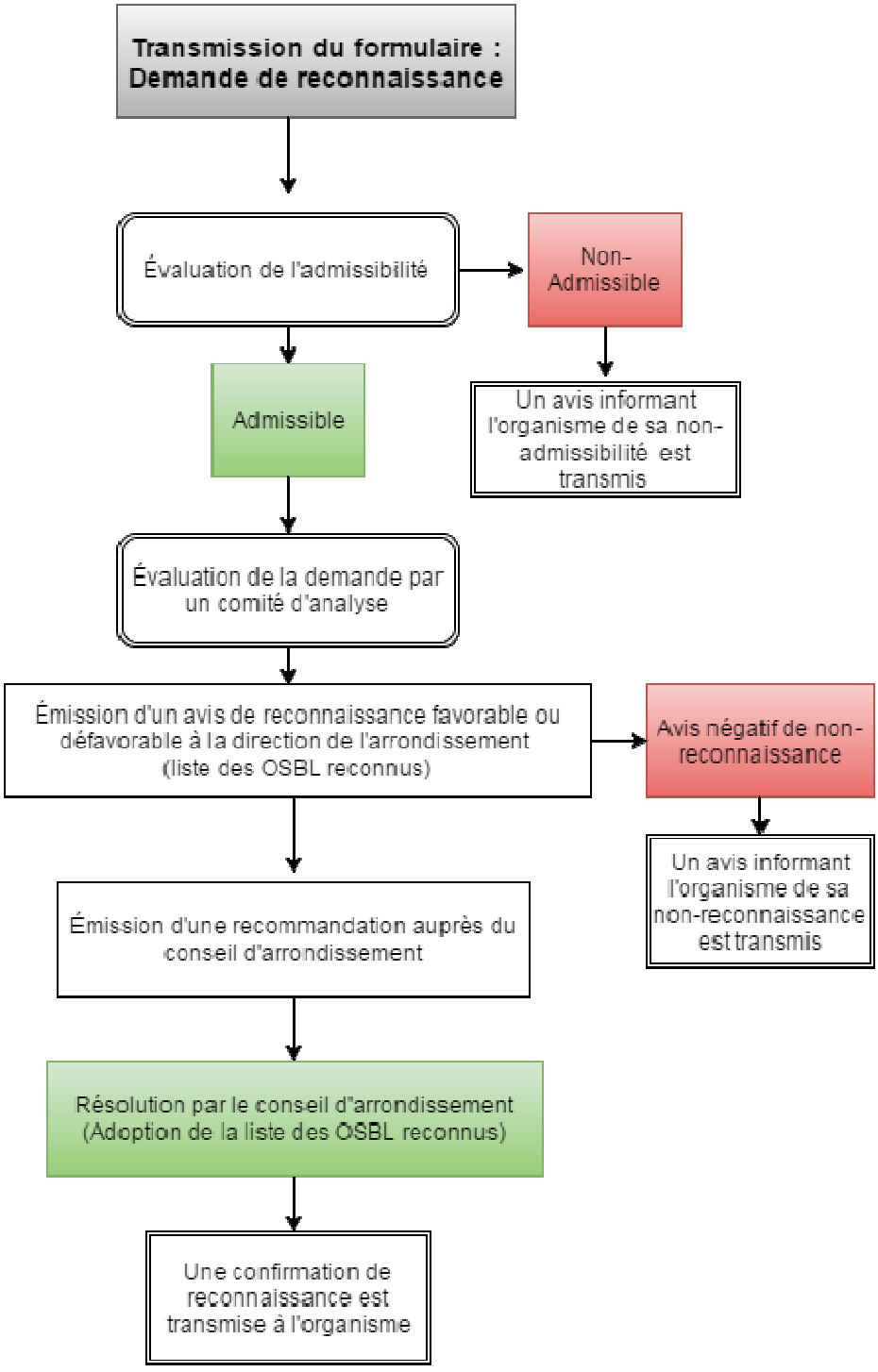
f. Les états financiers de la dernière année (revenus/dépenses et bilan);

g. Les coordonnées personnelles des membres du conseil d'administration incluant le nom et l'adresse postale complète, telles que soumises au Registraire des entreprises du Québec;

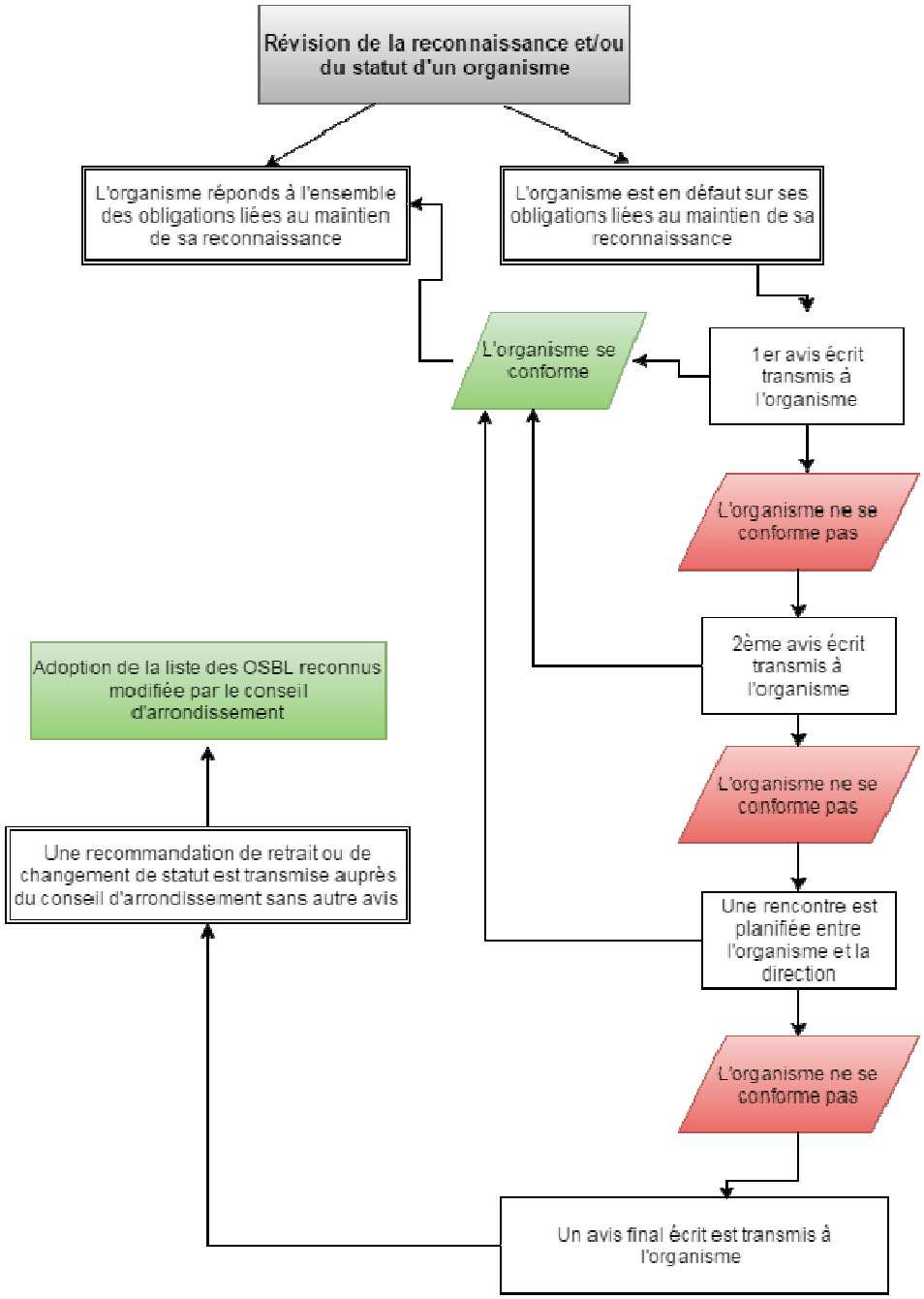
h. Une copie de l'attestation que l'organisme sportif est membre de la fédération encadrant la discipline visée par celui-ci;

i. Une copie du certificat d'assurance responsabilité civile d'au moins 2 M$. Un organisme fédéré doit être couvert par une assurance responsabilité d'une fédération ou d'un regroupement auquel il est associé.

2. ÉVALUATION DE LA DEMANDE DE RECONNAISSANCE



3. PROCESSUS D'ÉVALUATION POUR LE MAINTIEN OU LA RÉVISION (ANNUEL OU AD HOC)



Sauf exception, le délai de traitement maximal de la demande est de 90 jours. Advenant un dépassement de ce délai, un représentant de l'arrondissement communiquera avec l'organisme pour l'informer des raisons justifiant une prolongation et du nouveau délai de traitement de sa demande.

ANNEXE 2 – Panier de services

TABLEAU A
Panier de services de soutien de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

	Classification des organismes		
	Organisme partenaire	Organisme associé	Organisme collaborateur
Soutien professionnel			
a) Avis, conseils, accompagnement	**X**	**X***	
b) Administration de l'organisme	**X**		
c) Soutien au développement	**X**		
d) Documents administratifs	**X**		
Soutien promotionnel			
a) Promotion par d'autres outils	**X**	**X**	
b) Promotion par la programmation des loisirs	**X**	**X**	
Soutien locatif			
a) Assemblées et réunions	**X**	**X**	**X**
b) Activités sociales	**X**	**X**	**X***
c) Activités régulières	**X**	**X**	
d) Local permanent	**X**	**X***	
Soutien technique			
a) Prêt d'équipements et de matériel	**X**	**X**	
b) Soutien aux événements spéciaux	**X**	**X**	**X**
Soutien administratif			
Ligne téléphonique	**X***	**X***	
Soutien financier			
a) Programmes et activités régulières	**X****	**X****	
b) Activités ponctuelles	**X****	**X****	**X****

NOTE : 1) Tous les services sont offerts selon la disponibilité des ressources.
2) * Sous réserve de l'évaluation du besoin.
3) **Conformément aux programmes de soutien et sous réserve de l'évaluation du besoin.

ANNEXE 3 - ASSISES LÉGALES

LA CHARTE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

La *Charte de la Ville de Montréal* repose sur la *loi du Parlement du Québec* qui crée la Ville de Montréal, organise la municipalité, détermine ses compétences et prévoit les dispositions financières et fiscales qui lui sont propres.

La section III de la Charte stipule, relativement à ses compétences, que :
« Le conseil d'Arrondissement a, pour l'Arrondissement et dans la mesure prévue par la présente loi ou par le décret du gouvernement pris en vertu de l'article 9, des compétences, pouvoirs et obligations dans les domaines suivants : 1 ° l'urbanisme ; 2 ° les dérogations à l'interdiction de convertir un immeuble en copropriété divise ; 3 ° la sécurité incendie et la sécurité civile ; 4 ° l'environnement ; 5 ° le développement économique local, communautaire, culturel et social ; 6 ° la culture, les loisirs et les parcs d'Arrondissement ; 7 ° la voirie locale. (Extrait de l'article 130.)

Le conseil d'Arrondissement exerce les compétences de la ville à l'égard des parcs et des équipements culturels, de sports ou de loisirs situés dans l'Arrondissement.

Le conseil d'Arrondissement est également responsable de l'organisation des loisirs sportifs et socioculturels. Il peut notamment à cette fin soutenir financièrement des organismes dont le but est d'organiser et de favoriser l'activité physique ou culturelle. (Extrait de l'article 141.) »

LA CHARTE MONTRÉALAISE DES DROITS ET RESPONSABILITÉS

L'article 22 du chapitre 4 de *la Charte montréalaise des droits et responsabilités* stipule que :

« Aux fins de favoriser la jouissance par les citoyennes et les citoyens de leur droit au loisir, à l'activité physique et au sport, la Ville de Montréal s'engage à :

a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif ;

b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie ;

c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs.

LES COMPÉTENCES ET POUVOIRS DE L'ARRONDISSEMENT

En vertu de la *Loi sur les cités et villes* du Québec et de la *Charte de la Ville de Montréal*, le conseil d'Arrondissement possède des compétences, des pouvoirs et des obligations de nature variée quant à la gestion des affaires municipales dans les limites de son territoire.

En partenariat l'Arrondissement vise des services ou activités qui prolongent ou qui sont complémentaires à sa mission. Les missions des directions responsables sont énoncées dans les différents programmes.

LISTE DES DOCUMENTS CONSULTÉS

OBSEVATOIRE QUÉBÉCOIS DU LOISIR. Diagnostic et formulation de recommandations sur l'offre de service en sports et loisirs de l'arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce par André Thibault, Ph.D., juin 2015.

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PULIQUE. Actualiser le rôle et les modalités des services CSLDS, par G Divay et M Micheau, février 2016

ARRONDISSEMENT D'ANJOU. VILLE DE MONTRÉAL. Politique de reconnaissance et de soutien relative aux organismes, Service de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, décembre 2015.

ARRONDISSEMENT DE BEAUPORT. VILLE DE QUÉBEC. Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de l'arrondissement de Beauport, 2011.

ARRONDISSEMENT DE LACHINE. VILLE DE MONTRÉAL. Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif, 2016.

ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD. VILLE DE MONTRÉAL. Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif (OBNL) 2013, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES. VILLE DE MONTRÉAL. Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif (OBNL), 2014.

ARRONDISSEMENT DE SAINT-LÉONARD. VILLE DE MONTRÉAL. Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif (OBNL), Direction des affaires publiques et du développement communautaire, 2011.

ARRONDISSEMENT DU PLATEAU-MONT-ROYAL. VILLE DE MONTRÉAL. Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif (OBNL), 2012.

Arrondissement du Vieux-Longueuil, VILLE DE LONGUEUIL, Politique de reconnaissance et de soutien aux organismes, 18 octobre 2006.

ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION. VILLE DE MONTRÉAL. Cadre de référence en matière de reconnaissance des organismes (OBNL), Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, 2008.

DIRECTION DES SPORTS ET DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE. VILLE DE MONTRÉAL. Cadre de référence en matière de reconnaissance et de soutien aux organismes à but non lucratif (OBNL), 2013.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. Charte de la Ville de Montréal : RLRQ, chapitre C-11.4, à jour au 1er novembre 2015, [Québec], Éditeur officiel du Québec, 2015.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES. GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif (OBNL), 1998.

MINISTÈRE DU LOISIR, DU SPORT ET DU PLEIN AIR. GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. Cadre d'intervention gouvernementale en matière de loisir et de sport. Pour un partenariat renouvelé, 1997.

SERVICE DES SPORTS, DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL. VILLE DE

MONTRÉAL. Énoncé d'orientation sur le partenariat avec les organismes sans but lucratif en sports, loisirs et développement social, 2002

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DE LA VILLE DE MONTRÉAL. *Rapport du vérificateur général de la Ville de Montréal au conseil municipal et au conseil d'agglomération pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014,* chapitre 4, section 4.12.

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DE LA VILLE DE MONTRÉAL. Rapport du vérificateur général de la Ville de Montréal au conseil municipal et au conseil d'agglomération pour l'exercice entériné le décembre 2014

VILLE DE GATINEAU, Programme cadre de soutien, juillet 2014.

VILLE DE QUÉBEC, Politique municipale de reconnaissance et de soutien à des organismes à but non lucratif, août 2015.

VILLE DE MONTRÉAL. *Charte montréalaise des droits et responsabilités,* règlement 05-056, adoptée le 20 juin 2005 et modifiée le 21 novembre 2011.

ANNEXE 1 -Liste des organismes reconnus selon leur classification jusqu'au 31 décembre 2021

Soumise pour adoption au Conseil d'arrondissement du 7 mai 2018

Conformément à la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif de l'arrondissement Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce

PARTENAIRES	ASSOCIÉS	COLLABORATEURS
Association de la communauté noire de Côte des Neiges	À Deux Mains inc. / Head and Hands inc.	Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce
Association pour le développement jeunesse de Loyola	Association de hockey mineur N.D.G.	Association Bocce Saint Raymond
Bibliothèque publique juive	Association de soccer de N.D.G.	Centre communautaire Irakien
Centre communautaire de Loisir de la Côte-des-Neiges	Association des loisirs du quartier de Snowdon (L')	Centre communautaire MADA
Centre communautaire Mountain Sights	Association des parents de Côte-des-Neiges	Centre de bénévolat Côte-des-Neiges
Centre de ressources communautaires de Côte-des-Neiges	Baobab Familial	Centre de bénévolat Sarpad
Comité Jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce	Cafétéria communautaire Multi Caf (La)	Centre d'écoute et de référence Multi-écoute
Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce Inc.	Carrefour jeunesse-emploi de Côte-des-Neiges (CJECDN)	Club de l'âge d'or "Le Dragon d'Or" (Le)
Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges	Carrefour jeunesse-emploi Notre-Dame-de-Grâce (CJENDG)	Centre d'orientation des nouveaux arrivants et immigrants
Institut Fraser-Hickson	Centre communautaire Monkland	Communauté vietnamienne au Canada région Montréal
La semaine des Arts	Centre communautaire Notre-Dame-de-Grâce Inc.	Conseil des associations canadiennes philippines du Québec
Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Centre des aînés Côte-des-Neiges	Fondation MS Sun (Aram Bayat)
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Club Ami, la santé mentale par l'entraide et l'intégration socio-	HIPPY-QUÉBEC
Société environnementale de Côte-des-Neiges	Club de Judo Shidokan Inc.	Les Habitations Sherbrooke Forest
Westhaven Elmurst Recreational Association	Club 50 Plus	Les gens d'affaires de NDG
	Club plein air NDG	LogisAction Notre-Dame-de-Grâce
	Club de Rugby NDG	Envol des femmes (L') (Women on the rise)
	Dépot alimentaire NDG	Maisons transitionnelles O3
	Escrime Mont-Royal	Maison Les Étapes Inc.
	Femmes du Monde à Côte-des-Neiges	Montreal Marquis Basket ball Club
	Jardin communautaire Châteaufort	Projet Genèse
	Jeunesse Benny	PROMIS (Promotion - Intégration - Société nouvelle)
	Loisirs Soleil Inc.	YMCA NDG
	Maison de Jeunes de la Côte-des-Neiges, Inc.	**COLLABORATEURS SOUS CONDITIONS**
	NDG Baseball	Association culturelle roumaine
	Relais Côte-des-Neiges (Le)	Association des philippins de Montréal et banlieues inc.
	ROMEL	Centre culturel canadien-Bulgare Zornica
	Service d'interprète d'aide et de référence aux immigrants (SIARI)	Centre culturel et d'arts chinois
		Centre de bénévolat de Notre-Dame-de-Grâce
	ASSOCIÉS SOUS CONDITIONS	Centre de ressources de la communauté noire (Le)
	Association de ringuette N.D.G.	Centre Mackay - Camp Massawippi
	Club de gymnastique Flex-Art	Centre social Creatif Kadisha B'Nai Jacob Synagogue
	Club de patinage artistique Montréal	Club Recreatif Italo-Canadese Notre-Dame-de-Grâce
	Fédération de netball amateur du Québec	
	Les Partenaires de la bibliothèque Benny	
	Philippine Basketball Association of Montreal (PBAM)	

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1185896002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à Construction D.G.A.V. inc. un contrat pour les travaux d'amélioration des blocs sanitaires, des vestiaires et du corridor dans l'aréna Doug-Harvey (ouvrage no 0297), au montant de 173 738,72 $, taxes incluses, et autoriser une dépense à cette fin de 178 337,72 $ comprenant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (3 soumissionnaires)- Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-DAI-027.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder à la firme Construction D.G.A.V. inc. un contrat pour les travaux d'amélioration des blocs sanitaires, des vestiaires et du corridor dans l'aréna Doug-Harvey , au montant de 173 738,72 $, taxes incluses, et autoriser une dépense à cette fin de 178 337,72 $ comprenant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (3 soumissionnaires). Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-DAI-027

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-01 13:06

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1185896002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à Construction D.G.A.V. inc. un contrat pour les travaux d'amélioration des blocs sanitaires, des vestiaires et du corridor dans l'aréna Doug-Harvey (ouvrage no 0297), au montant de 173 738,72 $, taxes incluses, et autoriser une dépense à cette fin de 178 337,72 $ comprenant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (3 soumissionnaires)- Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-DAI-027.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier vise à accorder à la firme D.G.A.V. inc., le plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour les travaux d'amélioration des blocs sanitaires, des vestiaires et du corridor de l'aréna Doug-Harvey.
Cet édifice, construit en 1970, est situé au 4985 avenue West-Hill. Entre 2012 à 2014, des travaux de mise aux normes ont été effectués dans l'aréna. Ces travaux visaient principalement l'économie d'énergie, le respect de la réglementation, la sécurité des usagers, ainsi que l'amélioration de l'accessibilité universelle du bâtiment.

Toutefois, dans le cadre du projet de mise aux normes, les vestiaires et les blocs sanitaires n'ont pas été rénovés et les travaux d'amélioration de ces zones de l'aréna sont fortement demandés et attendus de la part des utilisateurs de l'aréna.

Pour améliorer les services aux citoyens, la Ville a décidé de procéder aux travaux d'amélioration des blocs sanitaires, des vestiaires et du corridor de l'aréna Doug-Harvey.

Dans un premier temps, à l'hiver 2017, l'arrondissement accordait un contrat de services professionnels en vue de la préparation des plans et des devis, ainsi que des services durant la construction.

Dans un deuxième temps, la Direction des services administratifs et du greffe a procédé, le 23 mars 2018, à un appel d'offres public portant le numéro CDN-NDG-18-AOP-DAI-027 publié dans le Devoir et sur le SÉAO. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 13 avril 2018 à 11 heures au bureau de l'arrondissement en présence de deux représentants des soumissionnaires, de deux représentants de la Division du greffe et d'un représentant du groupe d'aménagement des parcs — actifs immobiliers de l'arrondissement (voir le procès-verbal d'ouverture en pièce jointe). Aucun addenda n'a été émis par l'arrondissement durant la période d'appel d'offres qui a duré 20 jours calendrier.

Trois (3) soumissions conformes ont été reçues par l'arrondissement (voir les résultats des évaluations en pièces jointes).

Les vérifications relatives à la conformité de tous les soumissionnaires auprès des Registres de la RENA et de la RBQ, et sur la liste des personnes devant être déclarées non conformes en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal ont été faites après l'ouverture des soumissions (voir intervention de la Division du greffe).

La réalisation des travaux de construction est prévue pour l'été 2018, durant la période de fermeture de l'aréna.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA 175896003 - Accorder à la firme Cardin Ramirez Julien inc. un contrat de gré à gré pour des services professionnels en architecture pour les travaux d'amélioration des blocs sanitaires et des vestiaires dans l'aréna Doug-Harvey au montant de 23 339,93 $, taxes incluses, et autoriser une dépense à cette fin de 33 112,81 $ comprenant les taxes, les frais incidents et tous les frais accessoires, le cas échéant.
CA17 170312 - le mercredi 6 décembre 2017: Approuver le Programme triennal d'immobilisations 2018 - 2019 - 2020 et son financement.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi du contrat de construction d'entreprise général en vue de la réalisation des travaux d'amélioration des blocs sanitaires, des vestiaires et du corridor de l'aréna Doug-Harvey.
Plus spécifiquement, les travaux d'amélioration des blocs sanitaires, des vestiaires et du corridor incluront les items suivants :

- Remplacement des toilettes, des urinoirs et des lavabos de tous les blocs sanitaires* ;
- Installation de comptoirs* ;
- Remplacement des équipements de douche (pommeaux et boutons) ;
- Correction des pentes dans les toilettes des vestiaires pour assurer un bon drainage ;
- Peinture époxydique ultra-résistante sur les planchers des blocs sanitaires ;
- Remplacement des cloisons des toilettes et vestiaires ;
- Remplacement des équipements fixes dans les toilettes et vestiaires (miroirs, poubelles, distributeurs de savon, séchoirs à main) ;
- Isolation acoustique de la salle de toilettes des femmes, par rapport à la salle de repos des employés ;
- Enlèvement d'une petite rampe en checker plate du côté de la sortie de la surfaceuse ;
- Installation de panneaux de protection sur les murs des corridors.

*Ces travaux seront réalisés par les cols bleus de la Ville avant le début des travaux du présent projet.

La dépense totale à autoriser par le présent sommaire décisionnel est de 155 110,00 $, avant les taxes, pour un montant total de 178 337,72 $, toutes taxes incluses, incluant un montant de 22 661,57 $, taxes incluses pour les travaux contingents au contrat, ainsi qu'un montant de 4 599,00 $ taxes incluses pour les travaux incidents.

JUSTIFICATION

Sur cinq (5) preneurs du cahier des charges, trois (3) ont déposé une soumission. Les raisons de désistement apparaissent dans l'intervention de la division du greffe.
Le résultat des prix reçus est présenté dans la section «Pièces jointes» du présent dossier et

dans le tableau suivant :

Firmes soumissionnaires (Résultat vérifié de l'appel d'offres)	Prix de base (tx. inc.)	Contingences (tx inc.)	Total (tx inc.)
Construction D.G.A.V. inc.	151 077,15 $	22 661,57 $	173 738,72 $
Rénovacoeur Rénovation inc.	167 376,62 $	25 106,48 $	192 483,10 $
Afcor Construction inc.	169 030,53 $	25 354,57 $	194 385,10 $
Dernière estimation réalisée	177 776,83 $	26 666,53 $	204 443,36 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			186 868,97 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			7,6 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			20 646,38 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			11,9 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 30 704,64 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 15,0 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			18 744,38 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			10,8 %

(*)T.P.S de 5% et T.V.Q de 9.975%

Les prix soumis sont relativement rapprochés. En effet, l'écart entre la plus basse soumission conforme et le coût moyen des soumissions conformes est d'environ 7,6 %.

Aussi, le prix du plus bas soumissionnaire, Construction D.G.A.V. inc. à 173 738,72 $ taxes incluses est inférieur d'environ 15 % à l'estimation des coûts de 204 443,36 $ taxes incluses, soit une différence de coûts de 30 704,64 $ taxes incluses. Cet écart entre le prix du plus bas soumissionnaire conforme nous semble acceptable et s'explique par une évaluation trop haute du coût pour les travaux de fourniture et d'installation des panneaux de protection sur les murs des corridors. Le prix estimé pour cet item est environ 34 000 $ de plus que la moyenne des coûts soumis.

Aussi, la plus basse soumission conforme est complète et tous les travaux semblent bien y avoir été considérés.

Ainsi, la Direction des services administratifs et du greffe recommande l'octroi du présent contrat de travaux à la firme Construction D.G.A.V. inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour un montant de 151 110,00 $ avant taxes, soit un montant total de 173 738,72 $ incluant toutes les taxes. Ce montant total inclut 15 % de contingences, équivalant au montant de 19 710,00 $ avant taxes, pour un total de 22 661,57 $, incluant toutes les taxes.

De plus, un montant de 4 599,00 $, taxes incluses est recommandé pour couvrir les frais des travaux incidents au contrat. Ce montant réservé aux incidences n'est pas inclus au

contrat de l'entrepreneur et servira à payer des frais de laboratoire lors des tests sur les matériaux, des expertises ou des travaux à exécuter par des tiers.

La dépense totale à autoriser est de 155 110,00$, avant taxes, pour un total de 178 337,72 $, toutes taxes incluses.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget requis pour financer ce présent dossier est prévu pour l'aréna Doug-Harvey au PTI 2018 de l'arrondissement CDN-NDG, lequel a été approuvé par le conseil d'arrondissement le 6 décembre 2017.
La certification des fonds et les informations relatives au règlement d'emprunt, au code d'imputation et au numéro de sous-projet sont indiquées dans l'intervention de la Direction des services administratifs et du greffe de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame -de-Grâce du présent dossier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux seront réalisés selon la politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal (sans certification LEED du Conseil du bâtiment durable du Canada). Les trois mesures environnementales suivantes sont appliquées au projet :

a) Gestion des déchets de construction;

b) Choix des matériaux de construction et des équipements avec des procédures durables dans le respect de l'environnement.

c) Contrôle de la qualité d’air et des bruits durant le chantier;

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Calendrier et étapes subséquentes :

- Travaux de remplacement des lavabos, urinoirs, toilettes et comptoirs, par les cols bleus de la Ville : en cours
- Octroi de contrat pour la réalisation de travaux : CA du 7 mai 2018
- Approbation des fiches techniques et commande des matériaux : mai 2018
- Chantier : début juin à la mi-juillet 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier est conforme à la Politique municipale d'attribution des contrats. La Politique de gestion contractuelle adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* a été ajoutée aux instructions fournies aux soumissionnaires. Les règles d'adjudication des contrats de fourniture ont été respectées. Les vérifications relatives à la conformité de tous les soumissionnaires auprès des Registres de la RBQ et à la liste des

personnes devant être déclarées non conformes en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal ont été faites après la réception des soumissions.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Geneviève REEVES)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Michelle DESJARDINS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Myriam POULIN
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-6437
Télécop. : 514-868-4562

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-16

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-4358
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1185896002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder à Construction D.G.A.V. inc. un contrat pour les travaux d'amélioration des blocs sanitaires, des vestiaires et du corridor dans l'aréna Doug-Harvey (ouvrage no 0297), au montant de 173 738,72 $, taxes incluses, et autoriser une dépense à cette fin de 178 337,72 $ comprenant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (3 soumissionnaires)- Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-DAI-027.

RÉSULTATS.pdf Récapitulatif.pdf Tableau_des_couts.pdf Bordereau_de_soumission.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Myriam POULIN
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-6437
Télécop. : 514-868-4562

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RÉSULTAT DE SOUMISSION PUBLIQUE
Date de publication : 23 mars 2018
Date d'ouverture : 13 avril 2018

SOUMISION CDN-NDG-18-AOP-DAI-027
Réfection des blocs sanitaires et du corridor –
Aréna Doug-Harvey (0297) - 4985, avenue West-Hill

SOUMISSIONS		
1	D.G.A.V	173 738, 72 $
2	AFCOR CONSTRUCTION INC.	194 384,10 $
3	RÉNOVACOEUR RÉNOVATION INC.	192 483,10 $

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	AFCOR CONSTRUCTION INC.
2	D.G.A.V. CONSTRUCTIONS INC.
3	GROUPE DCR
4	PROJETS HETA
5	RÉNOVACOEUR INC.

Préparé le 13 avril 2018

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

SOUMISSION PUBLIQUE
CDN-NDG-18-AOP-DAI-027

Procès-verbal d'ouverture de soumissions tenue aux bureaux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le **vendredi 13 avril 2018** à **11 heures.**

Sont présents :

• Julie Faraldo-Boulet	secrétaire d'arrondissement substitut	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe
• Myriam Poulin	gestionnaire immobilier	Aménagement des parcs – actifs immobiliers
• Nadine Champagne	Technicienne en documents et archives	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe

Les soumissions reçues pour **CDN-NDG-18-AOP-DAI-027 Réfection des blocs sanitaires et du corridor - Aréna Doug-Harvey (0297) - 4985, avenue West-Hill** sont ouvertes par la secrétaire d'arrondissement substitut de la division du greffe. Les firmes mentionnées soumettent des prix :

SOUMISSIONNAIRES	**PRIX**
D.G.A.V	173 738, 72 $
AFCOR CONSTRUCTION INC.	194 384,10 $
RÉNOVACOEUR RÉNOVATION INC.	192 483,10 $

L'appel d'offres public de l'aménagement des parcs – actifs immobiliers a été publié dans Le Devoir et sur le site SEAO le 23 mars 2018.

Le secrétaire d'arrondissement substitut transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à l'aménagement des parcs – actifs immobiliers, pour étude et rapport

Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire d'arrondissement substitut
Division du greffe

TABLEAU DES COÛTS DES TRAVAUX

Projet : **CDN-NDG-18-AOP-DAI-027**
Aréna Doug-Harvey - bâtiment no.0297
Réfection des blocs sanitaires et du corridor (TRAVAUX)
révision 2018-04-13

			Tps 5,0%		Tvq 9,975%	Total
Contrat :	**Travaux forfaitaires**	**131 400,00**	6 570,00		**13 107,15**	**151 077,15**
	Sous-total :	**131 400,00**	**6 570,00**		**13 107,15**	**151 077,15**
	Contingences (15%)	19 710,00	985,50		1 966,07	22 661,57
	Total - Contrat :	**151 110,00**	**7 555,50**		**15 073,22**	**173 738,72**
Incidences :	Dépenses générales	0,00	0,00		0,00	0,00
	Total - Incidences :	**4 000,00**	**200,00**		**399,00**	**4 599,00**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)	**155 110,00**	**7 755,50**		**15 472,22**	**178 337,72**
Ristournes :	Tps 100,00%					7 755,50
	Tvq 50,0%					7 736,11
	Coût net après ristoune					**162 846,11**

préparé par Myriam Poulin

Montréal

COPIE

Appel d'offres public
Exécution des travaux

N° : CDN-NDG-18-AOP-DAI-027

FORMULAIRE DE SOUMISSION

CONTRAT À PRIX FORFAITAIRE

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	
23	3	2018	13	4	2018	Bureau Accès Montréal (bureau 100) 5160, boulevard Décarie Montréal (Québec) H2X 2H9, avant 11h

Titre : Aréna Doug-Harvey - Réfection des blocs sanitaires et du corridor (TRAVAUX)
Contrat: s/o Mandat: CDN-NDG-18-AOP-DAI-027 Bâtiment: 0297
Adresse : 4985, avenue West-Hill

Description et sommaire de soumission	Montant
Aréna Doug-Harvey - Réfection des blocs sanitaires et du corridor (TRAVAUX)	
Montant total avant taxes :	151,110.00 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	7,555.50 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	15,073.22 $
Montant total :	**173,738.72 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1171665558

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Constructions D.G.A.V. inc.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

2285 avenue Francis-Hughes SUITE 120 Laval Qc. H7S 1N5

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone :	514-778-6891	
DAN DUMITRU - PRÉSIDENT	Télécopieur :	450-667-5947	
	Courriel :	info@dgavconstruction.com	
Signature:	Jour: 13	Mois: avril	Année: 2018

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185896002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder à Construction D.G.A.V. inc. un contrat pour les travaux d'amélioration des blocs sanitaires, des vestiaires et du corridor dans l'aréna Doug-Harvey (ouvrage no 0297), au montant de 173 738,72 $, taxes incluses, et autoriser une dépense à cette fin de 178 337,72 $ comprenant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (3 soumissionnaires)- Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-DAI-027.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Analyse des soumissions 18-AOP-DAI-027.pdf

Contrat 18-AOP-DAI-027.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe
Tél : 514 868-4358

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-16

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement et directrice par interim
Tél : 514 868-4358
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **CDN-NDG-18-AOP-DAI-027**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMF[1]	Attestation fiscale	Liste PGC[2]	RENA[3]	Liste RBQ[4]	Licence RBQ[5]	LFRI[6]	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
AFCOR CONSTRUCTION INC.	1148887467	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		Conforme
RÉNOVACOEUR RÉNOVATION INC.	1165065229	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	Échéance attestation fiscale : 30 avril 2018*	Conforme**
CONSTRUCTION D.G.A.V. INC.	1171665558	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		Conforme

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013, 795-2014 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne les **2018-04-13**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-04-13**.
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-04-13**.
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.
6. Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant en date du **2018-04-13**.

* L'attestation fiscale doit être valide au moment de l'octroi du contrat. Le soumissionnaire pourrait en soumettre une nouvelle. Aucun impact dans le présent cas car n'est pas le plus bas

** sous réserve de remédier aux défauts mineurs

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : CDN-NDG18-AOP-DAI-027

No du GDD : 1185896002

Titre de l'appel d'offres : Aréna Doug-Harvey - réfection des blocs sanitaires et du corridor.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 23 - 3 - 2018

Ouverture originalement prévue le : - -

Ouverture faite le : 13 - 4 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 20 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 60

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 11 - 8 - 2018

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
D.G.A.V. CONSTRUCTION INC.	173 738,72 $	√	
RÉNOVACOEUR RÉNOVATION INC.	192 483,10 $		
AFCOR CONSTRUCTION INC.	194 385,10 $		

Information additionnelle

Les prix soumis comprennent des contingences de 15 %.
Raisons de désistement : 1 firme indique être arrivée quelques minutes après le délai maximal pour le dépôt des soumissions, 1 firme indique la difficulté d'obtenir le montant pour le chèque de garantie.

Préparé par : Julie Faraldo-Boulet

Le 13 - 4 - 2018

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185896002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder à Construction D.G.A.V. inc. un contrat pour les travaux d'amélioration des blocs sanitaires, des vestiaires et du corridor dans l'aréna Doug-Harvey (ouvrage no 0297), au montant de 173 738,72 $, taxes incluses, et autoriser une dépense à cette fin de 178 337,72 $ comprenant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (3 soumissionnaires)- Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-DAI-027.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certfication de fonds - TRAVAUX - Blocs sanitaires Arena Doug Harvey - Construction D.G.A.C. inc.GDD 1185896002.xls

---

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michelle DESJARDINS
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-5140

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-20

Geneviève REEVES
Directrice par intérim
Tél : 514 868-4358
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1185896002

Ristourne 2018 -	**1.049875**

GDD1185896001 - TRAVAUX.- Construction D.G.A.V. inc.- Blocs sanitaires- Arena Doug Harvey (0297)

	Montant avant taxe	**TPS**	**TVQ**	**Dépenses t.t.i**	**Crédits**	**Quote-part CORPO**	**Quote-part ARRON 100%**
Contrat	131 400.00	6 570.00	13 107.15	151 077.15	137 953.58	0.00	137 953.58
Contingences	19 710.00	985.50	1 966.07	22 661.57	20 693.04	0.00	20 693.04
S-total	**151 110.00**	**7 555.50**	**15 073.22**	**173 738.72**	**158 646.61**	**0.00**	**158 646.61**
Incidences	4 000.00	200.00	399.00	4 599.00	4 199.50	0.00	4 199.50
Total projet	**155 110.00**	**7 755.50**	**15 472.22**	**178 337.72**	**162 846.11**	**0.00**	**162 846.11**

Information budgétaire:

Provenance

PTI 2018 réfection d'immeubles	RCA14 17220	
Requérant:	59-00	
Projet :	67851	
Sous-projet :	1667851-003	
Projet Simon :	**159177**	
Montant :	162 846.11	$

Imputation

Requérant:	59-00	
Projet :	67851	
Sous-projet :	1767851-002	
Projet Simon :	**164639**	
Montant :	162 846.11	$

	2017	2018	2019	Ult	TOTAL
Budget au net au PTI - 2017	**0**	**163**	**0**	**0**	**163**
Prévision de la dépense					
Brut	**10**	**163**	**0**	**0**	**173**
Autre	**10**	**0**	**0**	**0**	**10**
Sub-C	**0**	**0**	**0**		**0**
Net	**0**	**163**	**0**	**0**	**163**

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : #REF! Téléphone : #REF!
Service/Arrondissement : #REF!

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	6406	0614220	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000
2	6406	0614220	800250	07141	57201	000000	0000	164639	000000	22025	00000
3	6406	0614220	800250	07141	57201	000000	0000	164639	012079	22025	00000
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
37											
38											
39											
40											

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

SIMON Système Intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

#REF!

Demandeur : #REF! Téléphone : #REF! **#REF!**

Service/Arrondissement : #REF!

Période : DÉC Année : 2017 **DÉC-17** Description de l'écriture : 180511udesjvc- TRAVAUX- Réfection des blocs sanitaires - Arena Doug Harvey (02

Virement de crédits demandé en vertu de : ◉ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de 40 000.00 $

○ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no.

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne	Contexte	No poste RH
1	6406	0614220	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		162 846.11	Règlement emprunt	B	
2	6406	0614220	800250	07141	54301	014200	0000	164639	000000	22025	00000	158 646.61		Contrats et contingeances	B	
3	6406	0614220	800250	07141	54390	014200	0000	164639	012079	22025	00000	4 199.50		Incidences	B	
4															B	
5															B	
6															B	
7															B	
8															B	
9															B	
10															B	
11															B	
12															B	
13															B	
14															B	
15															B	
16															B	
17															B	
18															B	
19															B	
20															B	
21															B	
22															B	
23															B	
24															B	
25															B	
26															B	
27															B	
28															B	
29															B	
30															B	
31															B	
32															B	
33															B	
34															B	
35															B	
36															B	
37															B	
38															B	
39															B	
40															B	
Total de l'écriture :												**162 846.11**	**162 846.11**			

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

SIMON Système intégré Montréal

Demande d'écriture de journal

Activités d'investissement

Les écritures de journal reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire. Elles seront effectuées à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Demandeur : #REF! Téléphone : #REF!
Service/Arrondissement : #REF!

Période : DÉC Année : 2017 **DÉC-17** Description de l'écriture :

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne	Contexte	No poste RH
1															A	
2															A	
3															A	
4															A	
5															A	
6															A	
7															A	
8															A	
9															A	
10															A	
11															A	
12															A	
13															A	
14															A	
15															A	
16															A	
17															A	
18															A	
19															A	
20															A	
21															A	
22															A	
23															A	
24															A	
25															A	
26															A	
27															A	
28															A	
29															A	
30															A	
31															A	
32															A	
33															A	
34															A	
35															A	
36															A	
37															A	
38															A	
39															A	
40															A	
Total de l'écriture :												**0.00**	**0.00**			

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Administration - SIMON

Demande de création de comptes de grand-livre

#	Comte de grand-livre
1	#REF!
2	#REF!
3	6406.0614220.800250.01909.57201.000000.0000.102600.000000.98001.00000
4	6406.0614220.800250.07141.57201.000000.0000.164639.000000.22025.00000
5	.....
6	.....
7	.....
8	.....
9	.....
10	.....
11	.....
12	.....
13	.....
14	.....
15	.....
16	.....
17	.....
18	.....
19	.....
20	.....
21	.....
22	.....
23	.....
24	.....
25	.....
26	.....
27	.....
28	.....
29	.....
30	.....
31	.....
32	.....
33	.....
34	.....
35	.....
36	.....
37	.....
38	.....
39	.....
40	.....

Demande de virement de crédits

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	#REF!	#REF!	#REF!
2	6406.0614220.800250.01909.57201.000000.0000.102600.000000.98001.00000	0.00	162 846.11
3	6406.0614220.800250.07141.54301.014200.0000.164639.000000.22025.00000	158 646.61	0.00
4	6406.0614220.800250.07141.54390.014200.0000.164639.012079.22025.00000	4 199.50	0.00
5	.....	0.00	0.00
6	.....	0.00	0.00
7	.....	0.00	0.00
8	.....	0.00	0.00
9	.....	0.00	0.00
10	.....	0.00	0.00
11	.....	0.00	0.00
12	.....	0.00	0.00
13	.....	0.00	0.00
14	.....	0.00	0.00
15	.....	0.00	0.00
16	.....	0.00	0.00
17	.....	0.00	0.00
18	.....	0.00	0.00
19	.....	0.00	0.00
20	.....	0.00	0.00
21	.....	0.00	0.00
22	.....	0.00	0.00
23	.....	0.00	0.00
24	.....	0.00	0.00
25	.....	0.00	0.00
26	.....	0.00	0.00
27	.....	0.00	0.00
28	.....	0.00	0.00
29	.....	0.00	0.00
30	.....	0.00	0.00
31	.....	0.00	0.00
32	.....	0.00	0.00
33	.....	0.00	0.00
34	.....	0.00	0.00
35	.....	0.00	0.00
36	.....	0.00	0.00
37	.....	0.00	0.00
38	.....	0.00	0.00
39	.....	0.00	0.00
40	.....	0.00	0.00

Demande d'écriture de journal

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	.....	0.00	0.00
2	.....	0.00	0.00
3	.....	0.00	0.00
4	.....	0.00	0.00
5	.....	0.00	0.00
6	.....	0.00	0.00
7	.....	0.00	0.00
8	.....	0.00	0.00
9	.....	0.00	0.00
10	.....	0.00	0.00
11	.....	0.00	0.00
12	.....	0.00	0.00
13	.....	0.00	0.00
14	.....	0.00	0.00
15	.....	0.00	0.00
16	.....	0.00	0.00
17	.....	0.00	0.00
18	.....	0.00	0.00
19	.....	0.00	0.00
20	.....	0.00	0.00
21	.....	0.00	0.00
22	.....	0.00	0.00
23	.....	0.00	0.00
24	.....	0.00	0.00
25	.....	0.00	0.00
26	.....	0.00	0.00
27	.....	0.00	0.00
28	.....	0.00	0.00
29	.....	0.00	0.00
30	.....	0.00	0.00
31	.....	0.00	0.00
32	.....	0.00	0.00
33	.....	0.00	0.00
34	.....	0.00	0.00
35	.....	0.00	0.00
36	.....	0.00	0.00
37	.....	0.00	0.00
38	.....	0.00	0.00
39	.....	0.00	0.00
40	.....	0.00	0.00

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1185302003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder au Groupe DCR (9282-0786 Québec inc.) le contrat au montant de 225 302,37 $ taxes incluses, pour le réaménagement de bureaux et travaux connexes au centre Le Manoir (bâtiment 0755), et autoriser une dépense à cette fin de 236 799,87 $, comprenant toutes les taxes et frais accessoires le cas échéant (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-DAI-030.

IL EST RECOMMANDÉ:
D'accorder au Groupe DCR (9282-0786 QUÉBEC inc.), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat au montant de 225 302,37 $ taxes incluses, pour le réaménagement de bureaux et travaux connexes au centre Le Manoir, au prix et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public numéro CDN-NDG-18-AOP-DAI-030;

D'autoriser une dépense à cette fin de 236 799,87 $, comprenant les contingences au montant de 29 387,27 $, taxes incluses, et les incidences au montant de 11 497,50 $, taxes incluses;

D'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières présentés dans la section «Pièces jointes» du présent dossier.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-02 09:29

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1185302003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder au Groupe DCR (9282-0786 Québec inc.) le contrat au montant de 225 302,37 $ taxes incluses, pour le réaménagement de bureaux et travaux connexes au centre Le Manoir (bâtiment 0755), et autoriser une dépense à cette fin de 236 799,87 $, comprenant toutes les taxes et frais accessoires le cas échéant (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-DAI-030.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier vise à accorder au Groupe DCR (9282-0786 QUÉBEC inc.), le plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour les travaux de réaménagement de bureaux au premier étage du centre Le Manoir, situé dans le district de Notre-Dame-de-Grâce de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

Le centre Le Manoir a été construit en 1955. Certaines modifications des espaces et une mise à niveau des installations électriques, ainsi que du câblage informatique sont nécessaires pour permettre l'utilisation des lieux mieux adaptée aux technologies actuelles. Étant donné que les revêtements muraux contiennent de l'amiante et du plomb, des procédures de travail particulières doivent être mises en place durant le chantier.

La Direction des services administratifs et du greffe a procédé, le 28 février 2018, à un appel d'offres public portant le numéro CDN-NDG-18-AOP-DAI-030 publié dans le Devoir et sur le SÉAO. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 29 mars 2018 à 11 heures au bureau de l'arrondissement en présence de trois représentants des soumissionnaires, de deux représentants de la Division du greffe et d'un représentant du groupe d'aménagement des parcs — actifs immobiliers de l'arrondissement (voir le procès-verbal d'ouverture en pièce jointe). Les soumissions sont valides pour une période de 120 jours à partir de la date de dépôt des soumissions. Un addenda a été émis par l'arrondissement durant la période d'appel d'offres qui a duré 27 jours calendrier.

La période des travaux de construction est prévue à partir du début de juin jusqu'à la mi-juillet 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Le présent dossier consiste à octroyer le contrat à un entrepreneur général en vue de la réalisation des travaux de réaménagement de bureaux et de travaux connexes au centre Le Manoir.

L'entrepreneur aura à fournir tous les matériaux nécessaires, ainsi que la main-d'œuvre qualifiée pour assurer la bonne exécution des travaux décrits aux plans et devis de l'appel d'offres.

Durant les travaux, seul le 1er étage du Manoir sera vacant et non accessible aux usagers.

Les services à rendre par l'entrepreneur général dans le cadre de ce contrat portent notamment sur :

§ Architecture;
- Démolition de trois cloisons au 1er étage;
- Remplacement des finis de plancher au 1er étage;
- Construction d'une nouvelle cloison au 1er étage;
- Peinture des locaux au 1er étage.

§ Électricité;
- Remplacement d'un panneau électrique au sous-sol;
- Fourniture et installation d'un panneau électrique au 1er étage;
- Fourniture et installation de nouvelles prises électriques au 1er étage;
- Enlèvement du câblage informatique existant en ce qui a trait aux prises abandonnées;
- Fourniture et installation de nouveau câblage informatique entre les nouvelles prises et le râtelier existant.

JUSTIFICATION

Sur quatre (4) preneurs du cahier des charges, trois (3) ont déposé une soumission. Aucun avis de désistement n'a pas déposé (voir l'intervention de la Division du greffe).
Les résultats des prix reçus sont présentés dans la section « Pièces jointes » du présent dossier et dans le tableau suivant :

Firmes soumissionnaires	Prix de base (tx inc.)	Contingences 15% (tx inc.)	Total (tx inc.)
Groupe DCR (9282-0786 QUÉBEC inc.)	**195 915,10 $**	**29 387,27 $**	**225 302,37 $**
CONSTRUCTION D.G.A.V. inc.	197 653,52 $	29 648,03 $	227 301,55 $
RÉNOVACOEUR RÉNOVATION inc.	199 726,52 $	29 958,98 $	229 685,50 $
Dernière estimation réalisée	164 283,91 $	24 642,59 $	188 926,50 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			227 429,81 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			0,94 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			4 383,13 $

Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100	1,95 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	36 375,86 $ 19,25 %

(*)T.P.S de 5 % et T.V.Q de 9.975 %

Les écarts de coût entre les soumissions reçues sont minimes. En effet, les soumissionnaires forment un groupe homogène, l'écart entre la moyenne et la plus basse des soumissions conformes est de 0,94%.

De plus, l'écart entre le prix du plus bas soumissionnaire, Groupe DCR à 225 302,37 $ taxes incluses et celui du plus haut soumissionnaire, RÉNOVACOEUR RÉNOVATION inc. à 229 685,50 $ taxes incluses est de 1,95 %, ce qui représente une différence de coûts de 4 383,13 $ taxes incluses.

Par contre, le prix du plus bas soumissionnaire, le Groupe DCR à 225 302,37 $ taxes incluses est supérieur d'environ 19,25 % à l'estimation des coûts de 188 926,50 $ taxes incluses, soit une différence de coûts de 36 375,86 $ taxes incluses.

L'important écart entre les soumissions reçues et l'estimation des coûts s'explique principalement par l'état actuel du marché de la construction qui est saturé. Un facteur de correction reflétant les conditions du marché (condition de l'offre et de la demande) de l'ordre de 10 à 30 % aurait dû être prévu dans l'estimation des coûts. De plus, en comparant le détail des soumissions reçues entre eux et avec l'évaluation des coûts, on remarque que les écarts significatifs se trouvent au niveau des travaux de démolition et des procédures de travail particulières en présence d'amiante et de plomb (51 %), ainsi que des portes et cadres (plus de 60 %). Le coût de ces travaux ont été sous-évalué dans l'estimation.

L'homogénéité des coûts entre les trois soumissions reçues permet une base comparative suffisante pour constater que la plus basse soumission conforme est représentative du marché actuel.

Les vérifications relatives à la conformité des trois soumissionnaires quant aux Registres des personnes non admissibles du Secrétariat du Conseil du Trésor (RENA), de la RBQ et de la liste des personnes devant être déclarées non conformes en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal ont été faites par la Division du greffe de l'arrondissement.

Bien que ce contrat ne soit pas visé par la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics,* le Groupe DCR a remis une copie de la lettre d'autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Cette copie est présentée dans la section « Pièces jointes » du présent dossier, elle est datée du 23 février 2016 et elle est valide jusqu'au 22 février 2019.

Une attestation valide délivrée le 12 février 2018 par Revenu Québec au Groupe DCR accompagne sa soumission (voir section «Pièces jointes»). Cette attestation est valide jusqu'au 31 mai 2018. Son numéro de licence RBQ est le 5668-8310-01.

La Direction des services administratifs et du greffe recommande l'octroi du présent contrat de travaux au Groupe DCR, plus bas soumissionnaire conforme, pour un montant de 195 957,70 $ avant taxes, soit un montant total de 225 302,37 $ incluant toutes les taxes. Ce montant total inclut 15 % de contingences équivalant au montant de 25 559,70 $, avant taxes, pour un total de 29 387,27 $, incluant toutes les taxes.

De plus, un montant de 11 497,50 $ taxes incluses est recommandé pour couvrir les frais des travaux incidents au contrat. Ce montant réservé aux incidences n'est pas inclus au contrat de l'entrepreneur et servira à payer des frais de laboratoire lors des tests sur les matériaux, des surveillances techniques supplémentaires ou des travaux à exécuter par des tiers.

La dépense totale à autoriser est de 205 957,70 $, avant taxes, pour un total de 236 799,87 $, toutes taxes incluses.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme totale à autoriser est de 216 229,84 $ (net de ristourne).
Ce projet sera financé à même le PTI 2018 affecté au centre Le Manoir et au centre communautaire NDG.

Les renseignements relatifs au règlement d'emprunt, au code d'imputation et au numéro de sous-projet sont indiqués dans l'intervention de la Direction des services administratifs et du greffe de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, ainsi que dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le réaménagement des bureaux et de travaux connexes au centre Le Manoir doit être réalisé selon la politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal (sans certification LEED du Conseil du bâtiment durable du Canada). De par la nature des travaux, les trois mesures environnementales suivantes sont applicables à ce type de projet :

a) Gestion des déchets de construction;

b) Choix des matériaux de construction et des équipements avec des procédures durables dans le respect de l'environnement;

c) Contrôle de la qualité d’air et des bruits durant le chantier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux permettront la mise à niveau des installations des bureaux

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Octroi du contrat de l’Entrepreneur : CA du 7 mai;
· Réalisation des travaux : Début juin à mi-juillet 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier est conforme à la Politique municipale d'attribution des contrats. La Politique de gestion contractuelle, en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes, a été incluse au devis. Les règles d'adjudication des contrats de construction ont été respectées.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Geneviève REEVES)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Michelle DESJARDINS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Sonia GAUDREAULT, 19 avril 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Brigitte B LEMAY
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-4140
Télécop. : 514-868-4562

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-19

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-4358
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1185302003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder au Groupe DCR (9282-0786 Québec inc.) le contrat au montant de 225 302,37 $ taxes incluses, pour le réaménagement de bureaux et travaux connexes au centre Le Manoir (bâtiment 0755), et autoriser une dépense à cette fin de 236 799,87 $, comprenant toutes les taxes et frais accessoires le cas échéant (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-DAI-030.

AMF.pdf Bordereau_soumission.pdf Récapitulatif PV.pdf RÉSULTATS.pdf Revenu_Quebec.pdf

Tableau_des_coûts.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Brigitte B LEMAY
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-4140
Télécop. : 514-868-4562

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 23 février 2016

9282-0786 QUÉBEC INC.
A/S MONSIEUR MAXIME CLERMONT
3660, ADAM
MONTRÉAL (QC) H1W 1Z2

N° de décision : 2016-CPSM-1011594
N° de client : 3000466861

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous GROUPE DCR, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). 9282-0786 QUÉBEC INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **22 février 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec

Montréal

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : CDN-NDG-18-AOP-DAI-030

FORMULAIRE DE SOUMISSION

CONTRAT À PRIX FORFAITAIRE

Section A - Sommaire

0

Parution :			500			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Bureau accès Montréal 5160, boul. Décarie , bureau 100 Montréal (Québec) H3X 2H9, avant 11 h
28	février	2018	29	mars	2018	

Titre : Centre Le Manoir / Réaménagement de bureaux et travaux connexes **Contrat:** CDN-NDG-AOP-DAI-030
Bâtiment: 0755

Description et sommaire de soumission	Montant
Pour la description et le sommaire de soumission voir la section C- Bordereau de soumission	
Montant total avant taxes :	170,398.00 $
Contingences de 15 %	25,559.70 $
Sous-total	**195,957.70 $**
Taxe sur les produits et services 5 % :	9,797.89 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	19,546.78 $
Montant total :	**225,302.37 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1169139962

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Groupe DCR

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

1636 Rue Gladstone, Montréal, Qc, H4E 1C7

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : 514-525-8109		
FRANÇOIS SIMONEAU HAMEL	Télécopieur : 514-529-0422		
	Courriel : info@groupedcr.com		
Signature:	Jour	Mois	Année
	29	mars	2018

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

SOUMISSION PUBLIQUE
CDN-NDG-18-AOP-DAI-030

Procès-verbal d'ouverture de soumissions tenue aux bureaux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le **jeudi 29 mars 2018** à **11 heures.**

Sont présents :

• Geneviève Reeves	secrétaire d'arrondissement	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe
• Myriam Poulin	Gestionnaire immobilier	Division de l'aménagement des parcs – actifs immobiliers
• Danièle Lamy	Secrétaire d'unité administrative	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe

Les soumissions reçues pour **CDN-NDG-18-AOP-DAI-030 Centre Le Manoir – Réaménagement de bureaux et travaux connexes** sont ouvertes par la secrétaire d'arrondissement de la division du greffe. Les firmes mentionnées soumettent des prix :

SOUMISSIONNAIRES	**PRIX**
GROUPE DCR (9282-0786 QUÉBEC INC.)	225 302,37 $
CONSTRUCTIONS D.G.A.V. INC.	227 301,55 $
RÉNOVACOEUR RÉNOVATION INC.	229 685,50 $

L'appel d'offres public de l'aménagement des parcs – actifs immobiliers a été publié dans Le Devoir et sur le site SEAO le 28 février 2018.

Le secrétaire d'arrondissement transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à l'aménagement des parcs – actifs immobiliers, pour étude et rapport

Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RÉSULTAT DE SOUMISSION PUBLIQUE
Date de publication : 28 février 2018
Date d'ouverture : 29 mars 2018

SOUMISION CDN-NDG-18-AOP-DAI-030 **Centre Le Manoir – Réaménagement de bureaux et travaux connexes**		
SOUMISSIONS		
1	GROUPE DCR (9282-0786 QUÉBEC INC.)	225 302,37 $
2	CONSTRUCTIONS D.G.A.V. INC.	227 301,55 $
3	RÉNOVACOEUR RÉNOVATION INC.	229 685,50 $

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	CONSTRUCTIONS D.G.A.V. INC.
2	GROUPE DCR (9282-0786 QUÉBEC INC.)
3	LES CONSTRUCTIONS AGLP INC.
4	RÉNOVACOEUR RÉNOVATION INC.

Préparé le 29 mars 2018

…2

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

9282-0786 QUEBEC INC.
1636, RUE GLADSTONE
MONTREAL (QUEBEC) H4E 1C7

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1169139962

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 824112-THZW-0452962
Date et heure de délivrance de l'attestation : 12 février 2018 à 9 h 54 min 29 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 mai 2018

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

Tableau des coûts

Projet : **CDN-NDG-18-AI-DAP-030**
Centre Le Manoir, bâtiment 0755
Réaménagement de bureau et travaux connexes
révision 2018-04-17

			Tps 5,0%		Tvq 9,975%	Total
Contrat :	**Travaux forfaitaires**	**$**				
	Prix forfaitaire	**170 398,00**	8 519,90		**16 997,20**	**195 915,10**
	Sous-total :	**170 398,00**	**8 519,90**		**16 997,20**	**195 915,10**
	Contingences 15%	25 559,70	1 277,99		2 549,58	29 387,27
	Total - Contrat :	**195 957,70**	**9 797,89**		**19 546,78**	**225 302,37**
Incidences :	Dépenses générales	0,00	0,00		0,00	0,00
	Total - Incidences :	**10 000,00**	**500,00**		**997,50**	**11 497,50**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)	**205 957,70**	**10 297,89**		**20 544,28**	**236 799,87**
Ristournes :	Tps 100,00%					10 297,89
	Tvq 50,0%					10 272,14
	Coût net après ristoune					**216 229,84**

préparé par Brigitte Lemay

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185302003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder au Groupe DCR (9282-0786 Québec inc.) le contrat au montant de 225 302,37 $ taxes incluses, pour le réaménagement de bureaux et travaux connexes au centre Le Manoir (bâtiment 0755), et autoriser une dépense à cette fin de 236 799,87 $, comprenant toutes les taxes et frais accessoires le cas échéant (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-DAI-030.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Contrat ao public 18-AOP-DAI-030.pdf

Analyse des soumissions 18-AOP-DAI-030 GDD.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe
Tél : 514 868-4358

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-19

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement et directrice par interim
Tél : 514 868-4358
Division : Direction des services administratifs et du greffe

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : CDN-NDG-18-AOP-DAI-030

No du GDD : 1185302003

Titre de l'appel d'offres : RÉAMÉNAGEMENT DE BUREAUX ET TRAVAUX CONNEXES AU CENTRE LE MANOIR

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 2 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 29 - 3 - 2018

Ouverture faite le : 29 - 3 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 7 - 3 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 28 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 75

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 27 - 7 - 2018

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
GROUPE DCR (9282-0786 QUÉBEC INC.)	225 302,37 $	√	
CONSTRUCITONS D.G.A.V.	227 301,55 $		
RÉNOVACOEUR RÉNOVATION	229 685,50 $		

Information additionnelle

Les prix soumis comprennent des contingences de 15 %.

Préparé par : Julie Faraldo-Boulet

Le 3 - 4 - 2018

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **CDN-NDG-18-AOP-DAI-030**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMF[1]	Attestation fiscale	Liste PGC[2]	RENA[3]	Liste RBQ[4]	Licence RBQ[5]	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
GROUPE DCR (9282-0786 QUÉBEC INC.)	1169139962	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		OK
CONSTRUCTION D.G.A.V. INC.	1171665558	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		OK
RÉNOVACOEUR RÉNOVATION INC.	2262755236	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	non soumise*		OK**

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013, 795-2014 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2018-04-03**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-04-03**.
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-04-03**.
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.

* défaut mineur pouvant être corrigné. Non pertinent dans le présent cas puisque n'est pas le plus bas soumissionnaire.

** Conforme dans la mesure où le soumissionnaire remédie au défaut.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185302003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder au Groupe DCR (9282-0786 Québec inc.) le contrat au montant de 225 302,37 $ taxes incluses, pour le réaménagement de bureaux et travaux connexes au centre Le Manoir (bâtiment 0755), et autoriser une dépense à cette fin de 236 799,87 $, comprenant toutes les taxes et frais accessoires le cas échéant (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-DAI-030.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Fichier des infos budg. et compt.- TRAVAUX - Groupe DCR - Réam. des bureaux au Centre le Manoir-GDD1185302003.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michelle DESJARDINS
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-5140

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-01

Geneviève REEVES
Directrice par intérim
Tél : 514 868-4358
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

MAJ : 30 juillet 2014

Demande de démarrage et de gestion d'un projet d'investissement

Demandeur : Michelle Desjardins Téléphone : 514-868-5140

Service/Arrondissement : CDN - NDG

Veuillez compléter les différentes pages de ce formulaire. Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Page 1 Demande de création ou modification du segment « Source »

Le demandeur doit y inscrire toutes les informations requises pour supporter la demande de création d'une valeur « Source » lié à un nouveau règlement d'emprunt entériné par le Conseil d'arrondissement, le Conseil municipal ou le Conseil d'agglomération. Les documents de support doivent, au besoin, être joints à la Demande de Service (DDS) ou envoyés par télécopieur. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité avant de procéder à une demande de création des valeurs demandées par l'entremise de CA Service Desk.

Page 2 Demande de création de comptes de grand-livre * Onglet complété

Le demandeur doit y inscrire les comptes de grand-livre à faire créer. Ces comptes de grand-livre sont reproduits automatiquement sur l'onglet «Administration» qui sera utilisé pour la création des comptes dans SIMON. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON au niveau des Activités d'investissement.

Page 3 Demande de virement de crédits

Le demandeur doit y inscrire les informations requises (comptes de grand-livre et montants) pour un virement de crédits ou pour l'inscription des crédits autorisés dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 4 Demande d'écriture de journal

Le demandeur doit y inscrire les informations nécessaires (comptes de grand-livre et montants) pour la saisie et l'enregistrement d'une écriture au RÉEL dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 5 Demande de documentation d'un « Projet »

Ce formulaire sert à 2 fins. Le demandeur doit y inscrire :

- les informations relatives au Programme de subvention gouvernementale en vertu duquel un projet est éligible;
- la période de financement lorsque le projet doit être financé sur une période plus courte que celle prévue par la politique de financement de la Ville. C'est le cas, notamment, d'un projet qui doit être financé sur une période décrétée par une instance décisionnelle (Conseil) ou par un programme de subvention en service de dette.

Page 6 Demande de crédits autorisés sur planification

Ce formulaire sert à verser des crédits autorisés sur planficiation pour les projets de dépenses en immobilistions. Les informations requises serviront à valider la capitalisation et à créer les clés comptables si requis.

Page 7 Demande de création d'un sous projet Investi / projet Simon

Le demandeur doit inscrire les informations nécessaires pour la création d'un sous projet Investi / projet Simon.

Calcul des taxes 2018

Contrat	Avec taxes
Montant avant taxes	195 957.70
TPS 5%	9 797.89
TVQ 9,975%	19 546.78
Contrat →	**225 302.37**
Ristourne TPS à 100%	(9 797.89)
Ristourne TVQ à 50%	(9 773.39)
Dépense →	205 731.09

205731.09

Incidence	Avec taxes
Montant avant taxes	10 000.00
TPS 5%	500.00
TVQ 9,975%	997.50
Contrat →	**11 497.50**
Ristourne TPS à 100%	(500.00)
Ristourne TVQ à 50%	(498.75)
Dépense →	10 498.75

TOTAL imputable **216 229.84**

Ristourne 2018 - ***1.049875***

GDD 1185302003 - ACHAT MOBILIER.- Groupe DCR - Centre Le Manoir (0755)

Calcul des dépenses							
	Montant avant taxe	**TPS**	**TVQ**	**Dépenses t.t.i**	**Crédits**	**Quote-part CORPO**	**Quote-part ARRON 100%**
Contrat	170 398.00	8 519.90	16 997.20	195 915.10	178 896.60	0.00	178 896.60
Contingents	25 559.70	1 277.99	2 549.58	29 387.27	26 834.49	0.00	26 834.49
S-total	***195 957.70***	***9 797.89***	***19 546.78***	***225 302.37***	***205 731.09***	***0.00***	***205 731.09***
Incidence	10 000.00	500.00	997.50	11 497.50	10 498.75	0.00	10 498.75
Total projet	***205 957.70***	***10 297.89***	***20 544.28***	***236 799.87***	***216 229.84***	***0.00***	***216 229.84***

DOSSIER	:	1185302003
Estimation du coût du projet	:	
Contrat travaux	:	195 957.70 $
Incidences	:	-
Laboratoire		-
Ingénierie		-
Imprévus		-
Moins ristourne (TPS)	:	(10 297.89)
Moins ristourne (TVQ)	:	(10 272.14)
Coût total net du projet	=	216 229.84 $
Portion Arron		216 229.84 $

PROVENANCE 1

Règlement d'emprunt	RCA14 17220 Travaux de réfection et protection d'immeubles, affecté au réam. Des bure
Source:	0614220
Sous-projet:	11867851002
Projet SIMON:	169920
Montant :	78 213.34 $

PROVENANCE 2

Règlement d'emprunt	RCA14 17220 Travaux de réfection et protection d'immeubles, affecté au réam. Des bure
Source:	0614220
Sous-projet:	1567851002
Projet SIMON:	154248
Montant :	134 000.00 $

PROVENANCE 3

PTI	Report PTI
Source:	0614220
Sous-projet:	1557101001 Mobilier urbain
Projet SIMON:	154223
Montant :	4 016.50 $

Requérant	:	59-00
Projet	:	67851
Sous-projet	:	1867851 002
Exécutant	:	59-00
Projet SIMON	:	169920
Montant :		216 229.84 $

		2018	2019	2020	Ult	TOTAL
Budget au net au PTI - 2015-2017	:	216	0		0	216
Prévision de la dépense						
Brut	:	216	0		0	216
Autre	:	0	0	0	0	0
Sub-C		0	0	0		0
Net	:	216	0	0	0	216
Écart	:	0	0	0	0	0

Demande d'écriture de journal - Réel (A)

Demandeur : Michelle Desjardins Téléphone : 514-868-5140
Service/Arrondissement : Arrondissement CDN NDG

Période : JAN Année : 2018 Type d'écriture : Réel (A)
Date de l'écriture : 2018-04-01 Nom d'écriture : 180115udesjvc

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1														
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
Total de l'écriture :												**0.00**	**0.00**	

Remarques

Veuillez enregistrer ce formulaire vierge sur votre poste de travail, le remplir et le transmettre à votre approbateur, s'il y a lieu.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de virement de crédits

Période : 11-May

Saisie par:

Téléphone : 514-868-5140 Initial: Confirmation # :

Service/Arrondissement : **CDN NDG**

Description du virement : 180511udesjvc- TRAVAUX - Réam. Bureaux Centre Le Manoir- - GDD 1185302003

*(Exemple: 140308udechna - Description) **Le code U doit être celui du demandeur*

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur	À (DT)	De (CT)	Description
1	6406	0614220	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		216 229.84	RCA14 17220
2	6406	0614220	800250	07123	57201	000000	0000	169920	000000	22015	00000	205 731.09		Travaux
3	6406	0614220	800250	07123	57201	000000	0000	169920	012079	22015	00000	10 498.75		Contingences
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
											Total de l'écriture	**216 229.84**	**216 229.84**	

Remarques

Approbation: Date:

Report :
(V.90) (Signature) (Date) (Confirmation #)

Approbation Directeur d'Arrondissement	
Stéphane Plante	Date

Catégorie de virement : V.10 ☐ V.20 ☐ V.90 ☒

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre à la personne qui a le pouvoir de faire la saisie dans SIMON.

Si vous effectuez la saisie pour une personne autorisée en vertu du règlement de délégation, veuillez transmettre la copie signée à Nathalie Dechamps

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Michelle Desjardins Téléphone : 514-868-5140
Service/Arrondissement : CDN - NDG

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	6406	0614220	800250	07123	57201	000000	0000	169920	000000	22015	00000
2	6406	0614220	800250	07123	57201	000000	0000	169920	012079	22015	00000
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
37											
38											
39											
40											

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Administration - SIMON

Demande de création de comptes de grand-livre

#	Comte de grand-livre
1	6406.0614220.800250.07123.57201.000000.0000.169920.000000.22015.00000
2	6406.0614220.800250.07123.57201.000000.0000.169920.012079.22015.00000
3	.....
4	.....
5	.....
6	.....
7	.....
8	.....
9	.....
10	.....
11	.....
12	.....
13	.....
14	.....
15	.....
16	.....
17	.....
18	.....
19	.....
20	.....
21	.....
22	.....
23	.....
24	.....
25	.....
26	.....
27	.....
28	.....
29	.....
30	.....
31	.....
32	.....
33	.....
34	.....
35	.....
36	.....
37	.....
38	.....
39	.....
40	.....

Demande de virement de crédits

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	#REF!	#REF!	#REF!
2	#REF!	#REF!	#REF!
3	#REF!	#REF!	#REF!
4	#REF!	#REF!	#REF!
5	#REF!	#REF!	#REF!
6	#REF!	#REF!	#REF!
7	#REF!	#REF!	#REF!
8	#REF!	#REF!	#REF!
9	#REF!	#REF!	#REF!
10	#REF!	#REF!	#REF!
11	#REF!	#REF!	#REF!
12	#REF!	#REF!	#REF!
13	#REF!	#REF!	#REF!
14	#REF!	#REF!	#REF!
15	#REF!	#REF!	#REF!
16	#REF!	#REF!	#REF!
17	#REF!	#REF!	#REF!

18	#REF!	#REF!	#REF!
19	#REF!	#REF!	#REF!
20	#REF!	#REF!	#REF!
21	#REF!	#REF!	#REF!
22	#REF!	#REF!	#REF!
23	#REF!	#REF!	#REF!
24	#REF!	#REF!	#REF!
25	#REF!	#REF!	#REF!
26	#REF!	#REF!	#REF!
27	#REF!	#REF!	#REF!
28	#REF!	#REF!	#REF!
29	#REF!	#REF!	#REF!
30	#REF!	#REF!	#REF!
31	#REF!	#REF!	#REF!
32	#REF!	#REF!	#REF!
33	#REF!	#REF!	#REF!
34	#REF!	#REF!	#REF!
35	#REF!	#REF!	#REF!
36	#REF!	#REF!	#REF!
37	#REF!	#REF!	#REF!
38	#REF!	#REF!	#REF!
39	#REF!	#REF!	#REF!
40	#REF!	#REF!	#REF!

Demande d'écriture de journal

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	#REF!	#REF!	#REF!
2	#REF!	#REF!	#REF!
3	#REF!	#REF!	#REF!
4	#REF!	#REF!	#REF!
5	#REF!	#REF!	#REF!
6	#REF!	#REF!	#REF!
7	#REF!	#REF!	#REF!
8	#REF!	#REF!	#REF!
9	#REF!	#REF!	#REF!
10	#REF!	#REF!	#REF!
11	#REF!	#REF!	#REF!
12	#REF!	#REF!	#REF!
13	#REF!	#REF!	#REF!
14	#REF!	#REF!	#REF!
15	#REF!	#REF!	#REF!
16	#REF!	#REF!	#REF!
17	#REF!	#REF!	#REF!
18	#REF!	#REF!	#REF!
19	#REF!	#REF!	#REF!
20	#REF!	#REF!	#REF!
21	#REF!	#REF!	#REF!
22	#REF!	#REF!	#REF!
23	#REF!	#REF!	#REF!
24	#REF!	#REF!	#REF!
25	#REF!	#REF!	#REF!
26	#REF!	#REF!	#REF!
27	#REF!	#REF!	#REF!
28	#REF!	#REF!	#REF!
29	#REF!	#REF!	#REF!
30	#REF!	#REF!	#REF!
31	#REF!	#REF!	#REF!
32	#REF!	#REF!	#REF!
33	#REF!	#REF!	#REF!
34	#REF!	#REF!	#REF!
35	#REF!	#REF!	#REF!
36	#REF!	#REF!	#REF!
37	#REF!	#REF!	#REF!
38	#REF!	#REF!	#REF!
39	#REF!	#REF!	#REF!
40	#REF!	#REF!	#REF!

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1185153007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à Construction Tro-MAP inc., le contrat au montant de 692 942,83 $, taxes incluses, portant sur la réfection mineure de trottoirs, de bordures et de travaux d'utilités publiques, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - RMTUP-2018, et autoriser une dépense à cette fin de 762 942,83 $, incluant les taxes et les frais accessoires (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN -NDG-18-AOP-TP-011.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'accorder à Construction Tro-MAP inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat au montant de 692 942,83 $, taxes incluses, pour des travaux de réfection mineure de trottoirs, de bordures et de travaux d'utilités publiques, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - RMTUP-2018, au prix et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-011.

D'autoriser une dépense à cette fin de 762 942,83 $ (comprenant les contingences au montant de 62 994,80 $, taxes incluses, les incidences au montant de 70 000,00 $, taxes incluses, et tous les frais accessoires) et dont une partie sera financée à hauteur de 243 077,50$ par le surplus libre de l'arrondissement.

D'imputer cette dépense, après avoir opéré les virements budgétaires requis, le cas échéant, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-02 09:28

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1185153007**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à Construction Tro-MAP inc., le contrat au montant de 692 942,83 $, taxes incluses, portant sur la réfection mineure de trottoirs, de bordures et de travaux d'utilités publiques, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - RMTUP-2018, et autoriser une dépense à cette fin de 762 942,83 $, incluant les taxes et les frais accessoires (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-011.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent contrat consiste à la réalisation des travaux de réfection mineure de trottoirs et de bordures en lien avec les opérations et interventions des raccordements d'égouts, d'aqueduc et de remplacement de bornes-fontaines, des plaintes de citoyens, ainsi qu'à la réalisation de nouvelles entrées charretières et des travaux d'utilités publiques, tels que les remplacements des puisards, etc., sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 170158 : 5 juin 2017 : Accorder à Les Entreprises Ventec Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat au montant de 549 017,12 $, taxes incluses, pour des travaux de réfection mineure de trottoirs, de bordures et de travaux d'utilités publiques, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce - RMTUP-2017, aux prix et conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-TP-005.

CA 1165153012 : juin 2016 : Accorder à Socomec Industriels inc., le contrat au montant de 1 108 121,69 $ taxes incluses, portant sur la réfection mineure de trottoirs, de bordures et de travaux d'utilités publiques, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - RMTUP-2016, et autoriser une dépense à cette fin de 1 137 121,69 $ incluant les taxes et les frais accessoires (7 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-16-AOP-TP-010.

CA 15 170120 : le lundi 4 mai 2015 : Accorder à EXCAVATION A.M. LTÉE, le contrat portant sur les travaux de réfections mineures de trottoirs et de bordures, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RMT-2015), au prix et aux conditions de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public CDN-NDG-15-AOP-BT-013, et autoriser une dépense à cette fin de 299

587,55 $ incluant les taxes, les travaux contingents, les frais de laboratoire et les frais incidents - Onze (11) soumissionnaires.

CA17 170325 - le mercredi 13 décembre 2017 : Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2018 - 2020, un règlement autorisant un emprunt de 7 157 000 $ pour la réalisation de travaux de réfection routière, de ruelles, de pistes cyclables et de réparations mineures de trottoirs.

CA17 170312 - le mercredi 6 décembre 2017 : Approuver le Programme triennal d'immobilisations 2018, 2019, 2020 et son financement.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel a pour but d'autoriser la Direction des travaux publics à effectuer les dépenses requises relatives aux travaux de réfections mineures de trottoirs, de bordures et des travaux d'utilités publiques, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RMTUP-2017), incluant les travaux contingents et le contrôle qualitatif (densité des matériaux, essais de convenances et de laboratoire), ainsi que d'autres frais incidents liés aux travaux décrits.
Il est recommandé d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme et autorisé par l'autorité des marchés financiers (AMF), soit l'entreprise Construction Tro-MAP inc., pour un montant de 692 942,83 $ (incluant les taxes et les travaux contingents).

Date de l'appel d'offres : 19 mars 2018

Date de l'ouverture des soumissions : 4 avril 2018

Vous trouverez ci-dessous la liste des entreprises ayant soumissionné et les prix soumis par chacune d'elles :

SOUMISSIONNAIRES		**PRIX**
1	LES ENTREPRISES VENTEC INC.	768 560,74 $
2	COJALAC INC.	706 317,29 $
3	GROUPE ABF INC.	800 412,84 $
4	CONSTRUCTION TRO-MAP INC.	692 942,83 $

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	LES ENTREPRISES VENTEC INC.
2	COJALAC INC.
3	GROUPE ABF INC.
4	CONSTRUCTION TRO-MAP INC.
5	CONSTRUCTION LAROTEK INC.
6	RMACOR CONSTRUCTION INC.

Les travaux du présent contrat visent à améliorer l'état des trottoirs, des bordures et les utilités publiques de l'arrondissement, afin d'assurer un niveau de service acceptable pour l'ensemble des usagers.

Il est nécessaire et utile d'investir les sommes requises pour atteindre le niveau sécuritaire des citoyens utilisant les trottoirs et les rues des divers districts de l'arrondissement.

Il est important d'engager les sommes recommandées en objet afin de réaliser ces travaux.

JUSTIFICATION

Sur six (6) preneurs du cahier des charges, quatre (4) ont déposé une soumission, deux (2) preneurs de cahier de charge n'ont pas soumissionné.

RMTUP-2018	
Firmes soumissionnaires	Total (contigences et taxes incluses)
GROUPE ABF INC.	800 412,84 $
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	768 560,74 $
COJALAC INC.	706 317,29 $
CONSTRUCTION TRO-MAP INC.	692 942,83 $
Dernière estimation réalisée	608 174,63 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)	742 058,43 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100	-7,29%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)	107 470,01 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100	15,51%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)	84 768,20 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	13,94%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)	13 374,46 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100	1,93%

(*)T.P.S de 5% et T.V.Q de 9.975%

Le prix du plus bas soumissionnaire, Construction TRO-MAP INC., à 692 942,63 $ taxes incluses, est supérieur d'environ 13,94 % à l'estimation des coûts de 608 174,63 $ taxes incluses, soit une différence de coûts de 84 768,20 $ taxes incluses. Cet écart entre le prix du plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation la plus récente nous semble acceptable.

D'autant plus que le prix moyen déposé par les soumissionnaires (742 058,43 $ taxes incluses) est supérieur d'environ 7,29% à la soumission conforme la plus basse, à (692 942,83 $ taxes incluses), ce qui correspond à un écart de 49 115,60 $. Suite à l'analyse des soumissions reçues, nous croyons que les montants soumis par les quatre entrepreneurs sont un peu élevés par rapport au coût du marché actuel. Cet écart s'explique possiblement par la difficulté pour les entrepreneurs d'évaluer avec précision

la valeur des travaux des différents items du bordereau de soumission notamment en ce qui concerne les distances (déplacements: perte de temps) entre les nombreux chantiers (plusieurs adresses sur tout le territoire de l'arrondissement).

Aussi, la plus basse soumission conforme est complète et tous les travaux semblent bien y avoir été considérés.

Ainsi, la Direction des travaux publics recommande l'octroi du présent contrat de travaux à la firme Construction TRO-MAP inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour un montant de 602 690,00 $ avant taxes, soit un montant total de 692 942,83 $ incluant toutes les taxes. Ce montant total inclut 10 % de contingences équivalant au montant de 54 790,00 $, avant taxes, pour un total de 62 994,8 $, incluant toutes les taxes.

De plus, un montant de 70 000,00 taxes incluses est recommandé pour couvrir les frais des travaux incidents au contrat. Ce montant réservé aux incidences n'est pas inclus au contrat de l'entrepreneur et servira à payer des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux de construction des travaux et/ou des frais pour des travaux d'infrastructures en lien avec la CSEM, Bell (et/ou autre partenaire de la Ville de Montréal) , ainsi que d'autres frais connexes au présent contrat de construction.

La dépense totale à autoriser est de 762 942,83 $ toutes taxes incluses.

L'adjudicataire Construction Tro-MAP inc. est le plus bas soumissionnaire conforme.

L'entrepreneur Construction Tro-MAP inc. a fourni une autorisation émise par l'Autorité des Marchés Financiers pour pouvoir conclure un contrat ou sous contrat auprès des organismes publics, telle que requise en vertu du décret 1049-2013, ainsi qu'une attestation fiscale émise par Revenu du Québec. Ces documents ont été vérifiés par la Division du greffe de l'arrondissement et sont en pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il est important et nécessaire d'investir les sommes requises pour pallier à moyen terme à la dégradation accrue du réseau routier, suite au constat de l'état des trottoirs et des utilités publiques, des diverses rues de l'arrondissement.
La Direction des travaux publics n'est pas dotée de personnel spécialisé dans ce type de travaux et ne dispose pas des moyens matériels pour répondre aux objectifs du contrat. Pour ce faire, il est requis d'engager les sommes recommandées en objet afin d'apporter les correctifs nécessaires dû au mauvais état des trottoirs, des travaux de raccordements, des entrées de service des résidences et de réparations des utilités publiques sur les différentes rues de l'arrondissement en lien avec le projet, pour assurer un niveau de service d'exploitation appréciable pour tous les usagers.

Réduire le déficit de dégradation des trottoirs et des utilités publiques devra passer, en outre, par l'investissement des sommes d'argent ci-après décrites afin d'améliorer l'état des trottoirs et les utilités publiques (puisards, regards, etc.) en partie pour le drainage des eaux pluviales.

Budget à autoriser :

Le budget requis pour financer le « Programme de réfection mineure de trottoirs et des utilités publiques - RMTUP-2018 », lequel inclut tous les travaux connexes et la réfection des excavations, est de **762 942,83 $** toutes taxes incluses. La dépense de l'enveloppe budgétaire sera financée à **100 %** par l'arrondissement concernant tous les travaux.

La dépense nette de ristourne est de 696 668,50$ et sera financé à hauteur de 336 000$ par le PTI 2018 lié au programme de réfections mineures de trottoirs, à hauteur de 100 000 $ par le PTI 2018 lié à la réfection de puisards de rues, à hauteur de 17 591$ par le report du PTI 2017 lié à la réfection des puisards de rues et à hauteur de 243 077,50$ par le surplus libre de l'arrondissement.

Les crédits demandés sont disponibles aux règlements d'emprunt RCA18 17292.

La répartition des coûts est détaillée dans le tableau suivant :

Partage des coûts de la soumission **RMTUP-2018** (taxes incluses)	
	Budget (PTI 2018)
Coût des travaux de trottoir et d'utilités publiques	629 948,03 $
Contingences	62 994,80 $
Services de laboratoire pour le contrôle qualitatif	50 000,00 $
Dépenses incidentes	20 000,00 $
Total des dépenses du contrat **CDN-NDG-18-AOP-TP-011**	**762 942,83 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux portant sur les travaux de réfections mineures de trottoirs, de bordures et travaux d'utilité publique, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RMTUP-2018), visent à améliorer l'infrastructure routière et à assurer la sécurité du public ainsi qu'aux usagers du réseau routier de l'arrondissement tout en utilisant les techniques, les matériaux qui respectent les normes environnementales en vigueur.
Aussi, la réalisation de ces travaux s'inscrit dans le cadre suivant :

- le maintien des conditions de circulation dans les secteurs très achalandés;
- améliorer l'état des infrastructures routières à moyen terme;
- assurer la sécurité du public;
- prolonger la pérennité des infrastructures routières;
- assurer la sécurité des usagers du réseau routier de l'arrondissement et incluant tous les organismes et institutions (Centres universitaires, Hôpitaux, écoles, etc.).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce programme vise l'aspect « sécurité routière » des citoyens, notamment, les usagers des rues de l'arrondissement.

Une gestion rigoureuse et un suivi permanent seront assurés par l'arrondissement en ce qui a trait au volet « signalisation et circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les citoyens riverains des rues concernées par les travaux décrits ci-dessus (RMTUP-2018) seront informés par lettre de la nature et de la durée des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Travaux par l'Entrepreneur :
Délais d'exécution des travaux contractuels est de 60 jours de calendrier.

- Réfection de trottoirs + corrélatifs (utilités publiques) 20 juin - 20 août / 2018

Le contrôle qualitatif des matériaux de construction des travaux sera effectué périodiquement aux étapes importantes du projet.

Le calendrier des travaux pourra être revu en fonction de certains éléments soit en cas de force majeure ou en raison de conditions climatiques défavorables (pluie : report des travaux et/ou conflit avec des travaux d'autres projets).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Il est à noter que conformément aux règlements en vigueur, les cahiers des charges à préparer pour les documents d'appel d'offres des différents contrats feront mention, de manière explicite, à l'ensemble des soumissionnaires, des clauses administratives générales en prévention de la collusion et de la fraude, afin de mettre en exergue la transparence et la loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.
Les dossiers respecteront au meilleur de nos connaissances les encadrements suivants :

- gestion des contingences et des incidences;
- politique de gestion contractuelle des contrats;
- loi visant à prévenir, combattre et sanctionner certaines pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction;
- dispositions visant à favoriser l'intégrité en matière de contrats;
- l'accréditation de l'autorité des marchés financiers pour conclure un contrat ou sous-contrat public, entre autres, avec la Ville de Montréal;
- respect des clauses contractuelles en matière de la santé et de la sécurité du travail (SST);
- application de la grille d'évaluation de l'entrepreneur responsable des travaux.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Geneviève REEVES)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Patricia ARCAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2018-04-26
Farid OUARET INGENIEUR		Chantal HOOPER Chef de division	
Tél : **Télécop. :**	514 872-7408 872-0918	**Tél :** **Télécop. :**	514 872-3625 514-872-0918

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1185153007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder à Construction Tro-MAP inc., le contrat au montant de 692 942,83 $, taxes incluses, portant sur la réfection mineure de trottoirs, de bordures et de travaux d'utilités publiques, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - RMTUP-2018, et autoriser une dépense à cette fin de 762 942,83 $, incluant les taxes et les frais accessoires (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN -NDG-18-AOP-TP-011.

ATTESTATION REVENU QUEBEC.pdf180404-SOUMISSION-RMTUP-2018.pdf

RÉSULTATS.pdfRécapitulatif PV.pdfLETTRE AMF.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Farid OUARET
INGENIEUR

Tél : 514 872-7408
Télécop. : 872-0918

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

CONSTRUCTION TRO-MAP INC.
11750, AV. PHILIPPE-PANNETON S
MONTREAL (QUEBEC) H1E 4G4

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1169971778

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 725142-MCBW-0455456
Date et heure de délivrance de l'attestation : 20 février 2018 à 12 h 12 min 37 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 mai 2018

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

mf

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Appel d'offres public Nº
CDN-NDG-18-AOP-TP-011
Exécution de travaux

Direction des travaux publics **Division des études techniques**	**EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE** **Section III - Clauses administratives spéciales**
Raison sociale du Soumissionnaire	No. Soumission
Construction Tro-MAP inc.	CDN-NDG-18-AOP-TP-011

1 CONTRAT

No. De contrat ou de Soumission	Donneur d'ouvrage		Année d'exécution
C-2017-035	Ville Mont-Royal		2017
Description du projet et de la nature des travaux		Municipalité	Nom de l'artère
Reconstruction du pavage et trottoirs sur diverses rues de la Ville de Mont-Royal		Ville Mont-Royal	diverses rues

Valeur du contrat ($)	Valeur des travaux réalisés à la date d'ouverture des Soumission ($) (doit être >ou équivalente)	Nom et coordonnées de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux
2,771,119.40$	2,136,544.52$	Andréa Delisle, Ville Mont-Royal, 20 avevue Roosevelt Mont-Royal, H3R 1Z4 tél.: (514) 734-3077

N'écrivez pas dans cet espace

2 CONTRAT

No. De contrat ou de Soumission	Donneur d'ouvrage		Année d'exécution
GENIE/2017-02	Ville de la Prairie		2017
Description du projet et de la nature des travaux		Municipalité	Nom de l'artère
Reconstruction des sections de trottoirs et bodures sur diverses rues de la Ville de la Prairie		Ville de la Prairie	diverses rues

Valeur du contrat ($)	Valeur des travaux réalisés à la date d'ouverture des Soumission	Nom et coordonnées de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux
116,921.53$	117,163.98$	Maxime Tremblay, Ville de la Prairie, 725 rue Bernier La Prairie, J5R 5W6, Tel.: (514) 217-4107

N'écrivez pas dans cet espace

Nom et titre du responsable	Date	Vérifié par (à l'usage de la Ville)	Date
Signature			

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : CDN-NDG-18-AOP-TP-011

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Service du greffe Bureau Accés Montréal-Arrondissement CDN-NDG 5160,BOUL,Décarie,RDC Montréal (Québec) H3X 2H9, avant 11h
19	Mars	2018	4	Avril	2017	

Réfections mineures de trottoirs, de bordures et de travaux d'utilités publiques, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce CDN-NDG-18-AOP-TP-011 (RMTUP-2018)

Description et sommaire de soumission	Montant
Réfections mineures de trottoirs, de bordures et de travaux d'utilités publiques, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce CDN-NDG-18-AOP-TP-011 (RMTUP-2018)	
Montant total avant taxes :	602,690.00 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	30,134.50 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	60,118.33 $
Montant total :	692,942.83 $

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1169971778

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Construction Tro-MAP inc.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

11750 avenue Philippe-Panneton, Montréal (Québec) H1E 4G4

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone :	514-648-0111	
Marco Polizzi, Président	Télécopieur :	514-648-0009	
	Courriel :	info@tro-map.com	
Signature:	Jour	Mois	Année
	4	avril	2018

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RÉSULTAT DE SOUMISSION PUBLIQUE
Date de publication : 19 mars 2018
Date d'ouverture : 4 avril 2018

CDN-NDG-18-AOP-TP-011
Réfections mineures de trottoirs, de bordures et de travaux d'utilité publique, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (RMTUP-2018).

SOUMISSIONS		
1	GROUPE ABF INC.	800 412,84 $
2	LES ENTREPRISES VENTEC INC.	768 560,74 $
3	COJALAC INC.	706 317,29 $
4	CONSTRUCTION TRO-MAP INC.	692 942,83 $

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	COJALAC INC.
2	CONSTRUCTION LAROTEK INC.
3	CONSTRUCTION TRO-MAP INC.
4	GROUPE ABF INC.
5	LES ENTREPRISES VENTEC INC.
6	RAMCOR CONSTRUCTION INC.

Préparé le 4 avril 2018

…2

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

SOUMISSION PUBLIQUE
CDN-NDG-18-AOP-TP-011

Procès-verbal d'ouverture de soumissions tenue aux bureaux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le **mercredi 4 avril 2018** à **11 heures.**

Sont présents :

• Julie Faraldo-Boulet	secrétaire d'arrondissement substitut	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe
• Nicolas Bernier-Groleau	ingénieur	Direction des travaux publics
• Vladimir Charles	agent technique en ingénierie municipale	Direction des travaux publics
• Driss Bendaoud	agent technique en ingénierie municipale	Direction des travaux publics
• Danièle Lamy	Secrétaire d'unité administrative	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe

Les soumissions reçues pour **CDN-NDG-18-AOP-TP-011 Réfections mineures de trottoirs, de bordures et de travaux d'utilité publique, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (RMTUP-2018)** sont ouvertes par la secrétaire d'arrondissement substitut de la division du greffe. Les firmes mentionnées soumettent des prix :

SOUMISSIONNAIRES	**PRIX**
GROUPE ABF INC.	800 412,84 $
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	768 560,74 $
COJALAC INC.	706 317,29 $
CONSTRUCTION TRO-MAP INC.	692 942,83 $

L'appel d'offres public de la Direction de travaux publics a été publié dans Le Devoir et sur le site SEAO le 19 mars 2018.

La secrétaire d'arrondissement substitut transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à la Direction des travaux publics, pour étude et rapport

Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire d'arrondissement substitut
Division du greffe

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 6 mars 2018

CONSTRUCTION TRO-MAP INC.
A/S MONSIEUR MARCO POLIZZI
11750, AV PHILIPPE-PANNETON
MONTRÉAL (QC) H1E 4G4

N° de décision : 2018-CPSM-1015206
N° de client : 3001410152

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). CONSTRUCTION TRO-MAP INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **5 mars 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185153007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder à Construction Tro-MAP inc., le contrat au montant de 692 942,83 $, taxes incluses, portant sur la réfection mineure de trottoirs, de bordures et de travaux d'utilités publiques, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - RMTUP-2018, et autoriser une dépense à cette fin de 762 942,83 $, incluant les taxes et les frais accessoires (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN -NDG-18-AOP-TP-011.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Analyse des soumissions GDD RMTUP 2018.pdf

RMTUP-2018.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe

Tél : 514 872-9492

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-26

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement et directrice par intérim
Direction des services administratifs et du greffe
Tél : 514 868-4358
Division :

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **CDN-NDG-18-AOP-TP-011 RMTUP-2018**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMF[1]	Attestation fiscale	Liste PGC[2]	RENA[3]	Liste RBQ[4]	Licence RBQ[5]	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
CONSTRUCTION TRO-MAP INC.	1169971778	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		Conforme
GROUPE ABF INC.	1169985711	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK*	Échéance de l'attestation fiscale : 30 avril 2018**	Conforme***
COJALAC INC.	1143922814	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		Conforme
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	1145668878	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		Conforme

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013, 795-2014 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2018-04-05**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-04-05**.
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-04-05**.
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.

*montant de protection à valider. Défaut mineur pouvant être corrigé.

** L'attestation fiscale doit être valide au moment de l'octroi du contrat. Le soumissionnaire pourrait en soumettre une nouvelle. Aucun impact dans le présent cas car n'est pas le plus bas soumissionnaire

*** sous réserve de remédier aux défauts mineurs.

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : CDN-NDG-18-AOP-TP-011

No du GDD : 1185153007

Titre de l'appel d'offres : Réfections mineures de trottoirs, de bordures et de travaux d'utilité publique, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement (RMTUP-2018)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 19 - 3 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 4 - 4 - 2018

Ouverture faite le : 4 - 4 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 26 - 3 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 15 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 67

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 2 - 8 - 2018

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
CONSTRUCTION TRO-MAP INC.	692 942,83 $	√	
COJALAC INC	706 317,29 $		
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	768 560,74 $		
GROUPE ABF INC.	800 412,84 $		

Information additionnelle

Les prix soumis comprennent des contingences de 10 %.
Désistements : 1 firme indiquele devis de circulation trop sévère, 1 firme indique les délais de réalisation trop court s'il y a ajout de sections de trottoirs.

Préparé par : Julie Faraldo-Boulet

Le 10 - 4 - 2018

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185153007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder à Construction Tro-MAP inc., le contrat au montant de 692 942,83 $, taxes incluses, portant sur la réfection mineure de trottoirs, de bordures et de travaux d'utilités publiques, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - RMTUP-2018, et autoriser une dépense à cette fin de 762 942,83 $, incluant les taxes et les frais accessoires (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN -NDG-18-AOP-TP-011.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1185153007- Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia ARCAND
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-02

Geneviève REEVES
Directrice par intérim

Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1185153007

Calcul de la dépense

Calcul des dépenses							
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne	Crédits autorisés (arrondis au dollar près)
Construction Tro-MAP inc.	547 900.00 $	27 395.00 $	54 653.03 $	629 948.03 $	54 721.52 $	575 226.52 $	575 227.00 $
Contingences (10%)	54 790.00 $	2 739.50 $	5 465.30 $	62 994.80 $	5 472.15 $	57 522.65 $	57 523.00 $
Sous-total - Portion entrées en plomb	**602 690.00 $**	**30 134.50 $**	**60 118.33 $**	**692 942.83 $**	**60 193.67 $**	**632 749.17 $**	**632 750.00 $**
Services de laboratoire (contrôle qualitatif)	43 487.71 $	2 174.39 $	4 337.90 $	50 000.00 $	4 343.34 $	45 656.66 $	45 657.00 $
Incidences	17 395.09 $	869.75 $	1 735.16 $	20 000.00 $	1 737.33 $	18 262.67 $	18 263.00 $
Total des dépenses	**663 572.80 $**	**33 178.64 $**	**66 191.39 $**	**762 942.83 $**	**66 274.34 $**	**696 668.50 $**	**696 670.00 $**

MAJ : 30 juillet 2014

Demande de démarrage et de gestion d'un projet d'investissement

Demandeur : Patricia Arcand Téléphone : 514-868-3488

Service/Arrondissement : Arrondissement CDN - NDG

Veuillez compléter les différentes pages de ce formulaire. Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Page 1 Demande de création ou modification du segment « Source »

Le demandeur doit y inscrire toutes les informations requises pour supporter la demande de création d'une valeur « Source » lié à un nouveau règlement d'emprunt entériné par le Conseil d'arrondissement, le Conseil municipal ou le Conseil d'agglomération. Les documents de support doivent, au besoin, être joints à la Demande de Service (DDS) ou envoyés par télécopieur. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité avant de procéder à une demande de création des valeurs demandées par l'entremise de CA Service Desk.

Page 2 Demande de création de comptes de grand-livre

Le demandeur doit y inscrire les comptes de grand-livre à faire créer. Ces comptes de grand-livre sont reproduits automatiquement sur l'onglet «Administration» qui sera utilisé pour la création des comptes dans SIMON. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON au niveau des Activités d'investissement.

Page 3 Demande de virement de crédits

Le demandeur doit y inscrire les informations requises (comptes de grand-livre et montants) pour un virement de crédits ou pour l'inscription des crédits autorisés dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 4 Demande d'écriture de journal

Le demandeur doit y inscrire les informations nécessaires (comptes de grand-livre et montants) pour la saisie et l'enregistrement d'une écriture au RÉEL dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 5 Demande de documentation d'un « Projet »

Ce formulaire sert à 2 fins. Le demandeur doit y inscrire :

- les informations relatives au Programme de subvention gouvernementale en vertu duquel un projet est éligible;
- la période de financement lorsque le projet doit être financé sur une période plus courte que celle prévue par la politique de financement de la Ville. C'est le cas, notamment, d'un projet qui doit être financé sur une période décrétée par une instance décisionnelle (Conseil) ou par un programme de subvention en service de dette.

Page 6 Demande de crédits autorisés sur planification

Ce formulaire sert à verser des crédits autorisés sur planficiation pour les projets de dépenses en immobilistions. Les informations requises serviront à valider la capitalisation et à créer les clés comptables si requis.

Page 7 Demande de création d'un sous projet Investi / projet Simon

Le demandeur doit inscrire les informations nécessaires pour la création d'un sous projet Investi / projet Simon.

Information budgétaire:

Provenance	**PTI 2018 Programme de réfection mineures de trottoirs**
Projet	55744
Sous-projet	1855744 001
Projet Simon :	**169930**
Montant :	336 000.00 $

Provenance	**PTI 2018 Programme de réfection des puisard de rues**
Projet	55734
Sous-projet	1855734 002
Projet Simon :	**169932**
Montant :	100 000.00 $

Provenance	**Report PTI 2017 Programme de réfection des puisard de rues**
Projet	55734
Sous-projet	1755734 002
Projet Simon :	**164651**
Montant :	17 591.00 $

Provenance	**Surplus libre**
Objet	31025
Montant :	243 077.50 $

Imputation	**RMTUP - 2018 (ARRON)**
Requérant:	59-00
Projet :	55734
Sous-projet :	1855734 006
Projet Simon :	**173547**
Montant :	696 668.50 $

	2018	2019	2020	Ult	TOTAL
Budget au net au PTI - 2018-2020	**454**	**0**	**0**	**0**	**454**
Prévision de la dépense					
Brut	**697**	**0**	**0**	**0**	**697**
BF	**243**	**0**	**0**	**0**	**243**
Autre		**0**	**0**	**0**	**0**
Sub-C	**0**	**0**	**0**		**0**
Net	**697**	**0**	**0**	**0**	**697**
Écart	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

Demande d'écriture de journal - Réel (A)

Demandeur : Patricia Arcand Téléphone : 514-868-3488
Service/Arrondissement : Arrondissement CDN NDG

Période : MAI Année : 2018 Type d'écriture : Réel (A)
Date de l'écriture : 2018/05/07 Nom d'écriture : 1180507uarca93 - RMTUP - 2018 - Construction Tro-MAP inc. GDD 1185153007

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	2406	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000	243 077.50		GDD 1185153007
2	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	173547	000000	17030	00000		243 077.50	GDD 1185153007
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
Total de l'écriture :												**243 077.50**	**243 077.50**	

Remarques

Veuillez enregistrer ce formulaire vierge sur votre poste de travail, le remplir et le transmettre à votre approbateur, s'il y a lieu.

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Avertissement !

Demandeur : Patricia Arcand Téléphone : 514-868-3488
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Période : MAI Année : 2018 **MAI-18** Description de l'écriture : 1180507uarca93 - RMTUP - 2018 - Construction Tro-MAP inc. GDD 1185153007

Virement de crédits demandé en vertu de :
- ○ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
- ◉ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no. GDD 1185153007

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	6406	0618016	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		453 592.50	RCA18 17292
2	6406	0618016	800250	03103	57201	000000	0000	173547	000000	17030	00000	389 672.50		Travaux + contingences
3	6406	9500998	800250	03103	57201	000000	0000	173547	000000	17030	00000	243 077.50		Travaux + contingences
4	6406	0618016	800250	03103	54301	000000	0000	173547	012079	17030	00000	18 263.00		Services de laboratoire (contrôle qualitatif)
5	6406	0618016	800250	03103	54590	000000	0000	173547	012079	17030	00000	45 657.00		Incidences
6	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	173547	000000	17030	00000		243 077.50	Surplus libre
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
26														
27														
28														
29														
30														
31														
32														
33														
34														
35														
36														
37														
38														
39														
40														
Total de l'écriture :												**696 670.00**	**696 670.00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Patricia Arcand Téléphone : 514-868-3488
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	6406	0618016	800250	03103	57201	000000	0000	173547	000000	17030	00000
2	6406	0618016	800250	03103	54301	000000	0000	173547	012079	17030	00000
3	6406	0618016	800250	03103	54590	000000	0000	173547	012079	17030	00000
4	6406	9500998	800250	03103	57201	000000	0000	173547	000000	17030	00000
5	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	173547	000000	17030	00000
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
37											
38											
39											
40											

Remarques

à

Administration - SIMON

Demande de création de comptes de grand-livre

#	Comte de grand-livre
1	6406.0618016.800250.0310357201.000000.0000.173547.000000.17030.00000
2	.....
3	.....
4	.....
5	.....
6	.....
7	.....
8	.....
9	.....
10	.....
11	.....
12	.....
13	.....
14	.....
15	.....
16	.....
17	.....
18	.....
19	.....
20	.....
21	.....
22	.....
23	.....
24	.....
25	.....
26	.....
27	.....
28	.....
29	.....
30	.....
31	.....
32	.....
33	.....
34	.....
35	.....

Demande de virement de crédits

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	6406.0614243.800250.01909.57201.000000.0000.102600.000000.98001.00000	0.00	453 592.50
2	6406.0614243.800250.03103.57401.000000.0000.161337.000000.32010.00000	389 672.50	0.00
3	.....	0.00	0.00
4	.....	0.00	0.00
5	.....	0.00	0.00
6	.....	0.00	0.00
7	.....	0.00	0.00
8	.....	0.00	0.00
9	.....	0.00	0.00
10	.....	0.00	0.00
11	.....	0.00	0.00
12	.....	0.00	0.00
13	.....	0.00	0.00
14	.....	0.00	0.00
15	.....	0.00	0.00
16	.....	0.00	0.00
17	.....	0.00	0.00
18	.....	0.00	0.00
19	.....	0.00	0.00
20	.....	0.00	0.00

Demande d'écriture de journal

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	.....	0.00	0.00
2	.....	0.00	0.00
3	.....	0.00	0.00
4	.....	0.00	0.00
5	.....	0.00	0.00
6	.....	0.00	0.00
7	.....	0.00	0.00
8	.....	0.00	0.00
9	.....	0.00	0.00
10	.....	0.00	0.00
11	.....	0.00	0.00
12	.....	0.00	0.00
13	.....	0.00	0.00
14	.....	0.00	0.00
15	.....	0.00	0.00
16	.....	0.00	0.00
17	.....	0.00	0.00
18	.....	0.00	0.00
19	.....	0.00	0.00
20	.....	0.00	0.00
21	.....	0.00	0.00
22	.....	0.00	0.00

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1185153004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Accorder à Pavage Métropolitain inc., le contrat au montant de 10 829 150,27 $, taxes incluses, pour les travaux de planage, de revêtement bitumineux de chaussée, de réfection de trottoirs et de remplacement des entrées de service d'eau en plomb, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (PCPR-2018) (rues locales), et autoriser une dépense à cette fin de 11 209 150,27 $ incluant les taxes et les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-045.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder à Pavages Métropolitain inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat au montant de 10 829 150,27 $, taxes incluses, pour les travaux de planage, de revêtement bitumineux de chaussée, de réfection de trottoirs et de remplacement des entrées de service d'eau en plomb, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement Côte-Des-Neiges–Notre-Dame de-Grâce - PCPR-2018 (rues locales), au prix et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-045.

D'autoriser une dépense à cette fin de 11 209 150,27 $, comprenant les contingences au montant de 984 468,21 $, taxes incluses, les incidences au montant de 380 000 $, taxes incluses, et tous les frais accessoires.

D'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, le cas échéant, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-04 11:34

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1185153004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Accorder à Pavage Métropolitain inc., le contrat au montant de 10 829 150,27 $, taxes incluses, pour les travaux de planage, de revêtement bitumineux de chaussée, de réfection de trottoirs et de remplacement des entrées de service d'eau en plomb, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (PCPR-2018) (rues locales), et autoriser une dépense à cette fin de 11 209 150,27 $ incluant les taxes et les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-045.

CONTENU

CONTEXTE

En fonction des besoins d'entretien du réseau des chaussées et des trottoirs, l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce devra procéder à des travaux dans le cadre du « Programme complémentaire de planage-revêtement du réseau local PCPR- 2018 - rues locales du PTI 2018 à 2020 ».

En vertu des orientations budgétaires 2018, le programme de réfection routière du réseau local a été reconduit pour l'année 2018, et ce, pour une somme de 70 M $ pour l'ensemble des arrondissements de la Ville de Montréal. Donc, en fonction des besoins d'entretien du réseau des chaussées et des trottoirs, l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce devra procéder à des travaux dans le cadre du « Programme complémentaire de planage-revêtement du réseau local relatif au PCPR-2018 (rues locales), alloué à cet effet par le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) de la Ville centre.

L'investissement accordé dans le cadre du présent contrat permettra d'atténuer ou d'éliminer, selon le cas, les dégradations des chaussées et des trottoirs tout en améliorant l'état global des voies publiques par l'application des meilleures techniques d'intervention en fonction de l'état des infrastructures existantes, et de mettre à niveau le réseau de distribution d'eau potable en éliminant les branchements d'eau en plomb.

Les travaux de planage revêtement et reconstruction de trottoirs, là où requis, sont financés par le PTI de la ville centre. Par ailleurs, les travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb sont financés par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau.

D'ici 2026, la Ville de Montréal s'est engagée à éliminer toutes les entrées de service en plomb sur le domaine public, et ce, grâce à un plan d'action axé sur la proactivité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 170063 - lundi le 12 mars 2018 : Approuver, dans le cadre du « Programme de réfection routière du réseau local » PRR-1-2018 (rues locales), PRR-2-2018 (rues locales), du « Programme complémentaire de planage-revêtement » PCPR-2018 (rues locales), du « Programme de réhabitation de chaussée par planage-revêtement » PRCPR-2018 (rues locales) et de « Remplacements des entrées de service d'eau en plomb » RESEP-1-2018 et RESEP-2-2018 (rues locales) les listes des rues visées par les travaux de réfections des chaussées et des trottoirs, incluant les changements des entrées de service d'eau en plomb, ainsi que des travaux seulement de remplacement des entrées de service d'eau en plomb sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

CA17 170325 - mercredi le 13 décembre 2017 : Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2018-2020, un règlement autorisant un emprunt de 7 157 000 $ pour la réalisation de travaux de réfection routière, de ruelles, de pistes cyclables et de réparations mineures de trottoirs.

CA16 170241 - mardi le 6 septembre 2016 : Approuver le Programme triennal d'immobilisations 2017, 2018, 2019 et son financement.

DESCRIPTION

Un contrat doit être octroyé pour les travaux de planage, de revêtement bitumineux de chaussée, de réfection de trottoirs et de remplacement des entrées de service d'aqueduc en plomb, là où requis, sur les différentes rues en mauvais état, tel qu'identifié sur la liste des rues détaillées ci-dessous.

Dans le cadre de ce contrat, les interventions qui seront prises en charge sont énumérées comme suit :

1. Remplacement des entrées d'eau en plomb (lorsque présent);
2. La reconstruction de sections de trottoirs en mauvais état;
3. Des interventions sur les utilités publiques répartit dans les limites des travaux ainsi que les autres accessoires;
4. Un planage de la couche d'asphalte;
5. Réparation de la fondation si requise;
6. La pose de revêtement bitumineux sur les tronçons déjà planés;

La présente a pour but d'autoriser la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce à effectuer les dépenses requises relatives aux travaux associés à la réalisation du « Programme complémentaire de planage-revêtement PCPR-2018 », ainsi que d'autres dépenses imprévue, mais liées aux travaux décrits.

Liste des rues du PCPR-2018

Numéro	Rue	De	A	District	Type
1	Decelles	Linton	Van Horne	CDN	Local
2	Decelles	Côte-Sainte-Catherine	Decelles	CDN	Local
3	Decelles	Decelles	Ellendale	CDN	Local

4	Decelles	Ellendale	Decelles	CDN	Local
5	Decelles	Decelles	Linton	CDN	Local
6	Linton	Decelles	Souart	CDN	Local
7	Jean-Brillant	Decelles	Louis-Colin	CDN	Local
8	Decelles	Decelles	Ellendale	Darlington	Local
9	Decelles	Ellendale	Decelles	Darlington	Local
10	Decelles	Decelles	Linton	Darlington	Local
11	Decelles	Côte-Sainte-Catherine	Decelles	Darlington	Local
12	Linton	Côte-des-Neiges	Decelles	Darlington	Local
13	Coronation	Chester	Côte-Saint-Luc	Loyola	Local
14	Coronation	Fielding	Chester	Loyola	Local
15	Belmore	Fielding	Chester	Loyola	Local
16	Belmore	Chester	Côte-Saint-Luc	Loyola	Local
17	Coolbrook	Monkland	Côte-Saint-Luc	NDG	Local
18	Northcliffe	Notre-Dame-de-Grâce	Côte-Saint-Antoine	NDG	Local
19	Marcil	Terrebonne	Côte-Saint-Luc	NDG	Local
20	Marcil	Côte-Saint-Antoine	Notre-Dame-de-Grâce	NDG	Local
21	Old Orchard	Saint-Jacques	Upper-Lachine	NDG	Local
22	Jean-Brillant	Lemieux	Victoria	CDN	Local
23	Jean-Brillant	Westbury	Lemieux	CDN	Local

Nota :

Incluant les travaux de remplacement des entrées de service d’eau en plomb.

Il est recommandé d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme et autorisé par l'Autorité des Marchés Financiers (l'AMF), soit à l'entreprise **Pavages Métropolitain inc**., pour un montant de **10 829 150,27 $** (incluant les taxes et les travaux contingents).

Vous trouverez ci-après la liste des entreprises ayant soumissionné et les prix soumis par chacune d'elles :

SOUMISSION CDN-NDG-18-AOP-TP-045 **Travaux de planage, de revêtement bitumineux des chaussées, de réfection de trottoirs et de remplacement des entrées de service d'aqueduc en plomb, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, PCPR-2018**		
SOUMISSIONS		
1	PAVAGE MÉTROPOLITAIN	10 829 150,27 $
2	DEMIX CONSTRUCTION	13 392 677,14 $
3	LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	14 983 242,61 $

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	CONSTRUCTION VIATEK INC.
2	DEMIX CONSTRUCTION, DIVISION DE CRH CANADA INC.
3	EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.
4	GROUPE TNT INC.
5	LES CONSTRUCTIONS ET PAVAGE JESKAR INC.

6	LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.
7	LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
8	LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC
9	LES ENTREPRISES VENTEC INC.
10	MELOCHE, DIVISION DE SINTRA
11	PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC.

JUSTIFICATION

Suite au constat de l'état des chaussées, des trottoirs et des rues de l'arrondissement, il a été jugé important et nécessaire d'investir les sommes requises au présent dossier pour pallier, à moyen terme, à la dégradation accrue du réseau routier et pour améliorer l'état du réseau routier.

Les travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb sont financés par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau.

La direction des travaux publics n'est pas dotée de personnel spécialisé dans ce type de travaux et ne dispose pas de moyens matériels pour répondre aux objectifs du contrat. Pour ce faire, il est important et nécessaire d'engager les sommes recommandées en objet, afin d'apporter les correctifs requis dus au mauvais état du réseau routier, notamment, les chaussées et les trottoirs des rues visées par la présente soumission, et ce, pour assurer un niveau de service d'exploitation appréciable pour tous les usagers.

Sur les onze (11) preneurs du cahier des charges, trois (3) ont déposé une soumission, huit (8) preneurs de cahier de charge n'ont pas soumissionné.

Résultat de la soumission publique :

PCPR-2018	
Firmes soumissionnaires	Total (contigences et taxes incluses)
Demix construction Inc.	13 392 677,14 $
PAVAGES METROPOLITAIN	10 829 150,27 $
BUCARO	14 983 242,61 $
Dernière estimation réalisée	11 699 597,60 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)	13 068 356,67 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100	-2,42%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)	4 154 092,34 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100	38,36%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)	(870 447,33 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	-7,44%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)	2 563 526,87 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100	23,67%

Le prix du plus bas soumissionnaire, **Pavages Métropolitain inc**. à 10 829 150,27 $ taxes incluses est inférieur d'environ 7,44% à l'estimation des coûts de 11 699 597,60 $ taxes incluses, soit une différence de coûts de 870 447,33 $ taxes incluses. Cet écart entre le prix du plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation la plus récente nous semble acceptable.

Aussi, la plus basse soumission conforme est complète et tous les travaux semblent bien y avoir été considérés.

Ainsi, la Direction des services administratifs et du greffe recommande l'octroi du présent contrat de travaux à l'entrepreneur Pavages Métropolitain inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour un montant de 9 418 699,95 $ avant taxes, soit un montant total de 10 829 150,27 $ incluant toutes les taxes. Ce montant total inclut 10 % de contingences équivalant au montant de 856 245,45 $, avant taxes, pour un total de 984 468,206 $, incluant toutes les taxes.

De plus, un montant de 380 000,00 taxes incluses est recommandé pour couvrir les frais des travaux incidents au contrat. Ce montant réservé aux incidences n'est pas inclus au contrat de l'entrepreneur et servira à payer des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux de construction des travaux et les frais de services du bureau conseil pour la gestion et la surveillance des travaux .

La dépense totale à autoriser est de 11 209 150,27 $ toutes taxes incluses.

L'adjudicataire est le plus bas soumissionnaire conforme.

L'adjudicataire, **Pavages Métropolitain Inc**, a fourni une autorisation émise par l'Autorité des Marchés Financiers pour pouvoir conclure un contrat ou sous contrat auprès des organismes publics, tel que requis en vertu du décret 1049-2013, ainsi qu'une attestation fiscale émise par

Revenu Québec. Ces documents ont été vérifiés par la division du greffe de l'arrondissement et sont joints en pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

Une approbation a préalablement été effectuée par la DGSRE, afin de s'assurer que les rues sélectionnées dans le cadre de ce contrat ne nécessiteront pas de travaux d'infrastructures souterraines, ni à court, ni à moyen terme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Budget à autoriser :

Le budget requis pour financer le « Programme de réfection routière PCPR-2018 », lequel inclut tous les travaux de reconstruction de trottoirs, de pavage et de remplacement des entrées d'eau en plomb, est de **11 209 150,27 $**, toutes taxes incluses. La dépense nette de ristourne est de **10 005 917,69 $** et sera financée à **51,81 %** par la ville centre concernant tous les travaux d'infrastructures et de **48,19 %** par la DGSRE concernant tous les travaux reliés aux remplacements des entrées d'eau en plomb.

La portion de la DRE, du montant de 5 401 256,65 $, taxes incluses, représente un montant de 4 932 067,25 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, est financée par le règlement d'emprunt 17-083.

La répartition des coûts est détaillée dans le tableau suivant :

Partage des coûts de la soumission **PCPR-2018** (taxes incluses)		
	Budget PCPR-2018 local	**Budget DGSRE (PTI 2018)**
Coût des travaux de chaussée	3 504 069,23 $	
Coût des travaux de trottoirs	1 557 652,25 $	
Coût des travaux de remplacement de services en plomb		4 782 960,59 $
Contingences	506 172,15 $	478 296,06 $
Services de laboratoire pour le contrôle qualitatif	100 000,00 $	60 000,00 $
Service d'une firme de génie - gestion et surveillance	140 000,00 $	80 000,00 $
Total subventionné de chaque budget	**5 807 893,62 $**	**5 401 256,65 $**
Total des dépenses du contrat **CDN-NDG-18-AOP-TP-045**	**11 209 150,27 $**	

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux de réfection routière du présent sommaire décisionnel portant sur les travaux de chaussées et de trottoirs visent à améliorer l'infrastructure routière et à assurer la

sécurité du public, ainsi qu'aux usagers du réseau routier de l'arrondissement, tout en utilisant les techniques et les matériaux qui respectent les normes environnementales en vigueur.

Aussi, la réalisation de ces travaux s'inscrivent dans le cadre suivant :

- améliorer la santé des citoyens de l'arrondissement;
- le maintien des conditions de circulation dans les secteurs très achalandés;
- améliorer l'état des infrastructures routières à moyen terme;
- assurer la sécurité du public;
- prolonger la pérennité des infrastructures routières;
- assurer la sécurité des usagers du réseau routier de l'arrondissement et incluant tous les organismes et institutions (Centres universitaires, Hôpitaux, écoles, etc.).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le plomb est reconnu pour avoir des effets néfastes sur la santé humaine. D'ici 2026, la Ville de Montréal s'est engagée à éliminer toutes les entrées de service en plomb sur le domaine public.

Les travaux de réfection de trottoirs et de chaussées des rues visées par le programme complémentaire de planage-revêtement du réseau local PCPR-2018 (rues locales) ont un impact majeur sur l'entretien de ces rues afin d'améliorer l'état des infrastructures routières pour une période à moyen terme.

Une gestion rigoureuse et un suivi permanent seront assurés par l'arrondissement en ce qui a trait au volet "signalisation et circulation". L'impact sur la circulation est décrit dans les cahiers des charges des documents d'appel d'offres.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les citoyens riverains des rues concernées par les travaux du programme de réfection routière du réseau local du projet susmentionné seront informés, par lettre, de la nature et la durée des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

La durée du projet est de 5 mois, débutant au mois de **mai** et se terminant au mois d'**octobre 2018**.

Travaux à réaliser par l'entrepreneur (échéancier approximatif) :

- Remplacement des entrées d'eau en plomb 28 mai - 15 août 2018
- Réfection de trottoirs + corrélatifs 15 juillet - 31 août 2018
- Planage 20 août - 30 septembre 2018
- Revêtement bitumineux 15 septembre - 31 octobre 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Il est à noter que conformément aux règlements en vigueur, les cahiers des charges préparés pour les documents d'appel d'offres des différents contrats faisaient mention, de manière explicite, à l'ensemble des soumissionnaires, des clauses administratives générales en prévention de la collusion et de la fraude, afin de mettre en exergue la transparence et la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

Les dossiers respecteront au meilleur de nos connaissances les encadrements suivants :

- gestion des contingences et des incidences;
- politique de gestion contractuelle des contrats;
- loi visant à prévenir, combattre et sanctionner certaines pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction;
- dispositions visant à favoriser l'intégrité en matière de contrats;
- l'accréditation de l'autorité des marchés financiers pour conclure un contrat ou sous-contrat public, entre autres avec la Ville de Montréal;
- respect des clauses contractuelles en matières de la santé et de la sécurité du travail (SST);
- application de la grille d'évaluation de l'entrepreneur responsable des travaux.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Geneviève REEVES)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Danièle HANDFIELD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports
Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau

Lecture :

Jean CARRIER, 1er mai 2018
Mathieu-Pierre LABERGE, 30 avril 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Farid OUARET
INGENIEUR

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-30

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-7408
Télécop. : 872-0918

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1185153004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder à Pavage Métropolitain inc., le contrat au montant de 10 829 150,27 $, taxes incluses, pour les travaux de planage, de revêtement bitumineux de chaussée, de réfection de trottoirs et de remplacement des entrées de service d'eau en plomb, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (PCPR-2018) (rues locales), et autoriser une dépense à cette fin de 11 209 150,27 $ incluant les taxes et les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-045.

LICENCE D'ENTREPRENEUR 2016.pdf
ARQ - PM - 2018-04-16.pdf
CERTIFICAT ATTESTATION AUTORISATION (AMF).pdf
AMF - CONFIRMATION DE DEMANDE DE RENOUVELLEMENT.pdf
Récapitulatif PV PCPR2018.pdf
RÉSULTATS PCPR2018.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Farid OUARET
INGENIEUR

Tél : 514 872-7408
Télécop. : 872-0918

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 5663-6806-01 — **Numéro de validation : 1-2639517878**

ÉMISE LE : 2013-07-24

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 24 juillet

TITULAIRE DE LA LICENCE

Pavages Métropolitain inc.
3500 boulevard Sir-Wilfrid-Laurier
Longueuil QC
Canada J3Y 6T1

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.2	Petits bâtiments
1.3	Bâtiments de tout genre
1.4	Routes et canalisation
1.5	Structures d'ouvrages de génie civil
1.6	Ouvrages de génie civil immergés
1.7	Télécommunication transport transformation et distribution d'énergie électrique

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe II)

2.1	Puits forés
2.2	Ouvrages de captage d'eau non forés
2.4	Systèmes d'assainissement autonome
10	Systèmes de chauffage localisé à combustible solide
11.1	Tuyauterie industrielle ou institutionnelle sous pression

RÉPONDANTS

Nicolas Laflamme

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité 1.4, Gestion de la sécurité 1.5, Gestion de la sécurité 1.6, Gestion de la sécurité 1.7, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers 1.4, Gestion de projets et de chantiers 1.5, Gestion de projets et de chantiers 1.6, Gestion de projets et de chantiers 1.7, Gestion de projets et de chantiers

---------- 1 répondant(s) autorisé(s). ----------

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 5663-6806-01 **Numéro de validation : 1-2639517878**

ÉMISE LE : 2013-07-24

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 24 juillet

TITULAIRE DE LA LICENCE

Pavages Métropolitain inc.
3500 boulevard Sir-Wilfrid-Laurier
Longueuil QC
Canada J3Y 6T1

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

15.7 Ventilation résidentielle

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

2.5 Excavation et terrassement
2.7 Travaux d'emplacement
3.2 Petits ouvrages de béton
9 Travaux de finition
11.2 Équipements et produits spéciaux

-------- 17 sous-catégorie(s) autorisée(s). --------

Régie du bâtiment du Québec

Président Secrétaire

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

PAVAGES METROPOLITAIN INC.
3500, BOUL. SIR-WILFRID-LAURIER
SAINT-HUBERT (QUEBEC) J3Y 6T1

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1168058395

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 613172-AHCT-0471623
Date et heure de délivrance de l'attestation : 16 avril 2018 à 12 h 57 min 46 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 juillet 2018

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 5 mars 2014

PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC.
A/S MONSIEUR JEAN CHAGNON
3500, BOUL SIR-WILFRID-LAURIER
SAINT-HUBERT (QC) J3Y 6T1

Nº de décision : 2014-CPSM-1013434
N° de client : 3000157721

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- RECYCLAGES MÉTROPOLITAIN
- RECYCLAGES MÉTROPOLITAIN - BÉTON, ASPHALTE, PIERRES, GRAVIER, TERRE VÉGÉTALE

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **4 mars 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 19 octobre 2016

PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC.
3500, BOUL SIR-WILFRID-LAURIER
SAINT-HUBERT QC J3Y 6T1

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	3000157721
N° de demande :	1631207200
N° de confirmation de paiement :	000205022907

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

VOLUME 18, NUMÉRO 4, JUIN 2016

PRÉCISIONS CONCERNANT LE RENOUVELLEMENT DES AUTORISATIONS DE CONTRACTER AVEC L'ÉTAT ÉMISES PAR L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

La Loi sur les contrats des organismes publics[1] prévoit que lorsqu'une entreprise présente une demande de renouvellement au moins 90 jours avant le terme de la durée de validité de son autorisation, elle demeure autorisée à contracter, sous réserve d'une révocation durant ce délai. L'entreprise demeure donc au Registre des entreprises admissibles (REA), et ce, jusqu'à ce que l'Autorité des marchés financiers (AMF) confirme ou non son renouvellement.

Cependant, si une entreprise dépose sa demande de renouvellement dans un délai inférieur à 90 jours avant l'expiration de son autorisation, elle est alors retirée du REA une fois ce délai expiré. Par conséquent, elle ne pourra plus signer de nouveaux contrats ou sous-contrats publics au-dessus des seuils. Elle pourra cependant poursuivre ceux qui sont en cours d'exécution.

Dans le cadre du processus de renouvellement, l'AMF transmet à l'entreprise, une fois que la demande de renouvellement est dûment soumise, un accusé de réception attestant la date à laquelle ladite demande a été reçue. L'entreprise est alors en mesure de déterminer si sa demande a été déposée dans le délai requis. Par la suite, la décision sur le renouvellement sera transmise à l'entreprise une fois qu'elle sera rendue par l'AMF. Ainsi, entre le moment où l'autorisation initialement délivrée est expirée et celui où la décision sur le renouvellement sera rendue, le REA fait foi de tout.

Il est de la responsabilité de l'organisme public de consulter systématiquement le REA, publié sur le site Web de l'Autorité des marchés financiers, avant de signer un contrat avec une entreprise, afin de s'assurer que celle-ci est bel et bien autorisée à le faire, à la date de signature dudit contrat.

Les entreprises qui souhaitent en savoir plus sur la demande d'autorisation pour conclure un contrat public ou un sous-contrat public peuvent visiter le site Web de l'Autorité des marchés financiers.

Pour présenter une demande de renouvellement

Les entreprises peuvent déposer leur demande dès maintenant auprès de l'Autorité des marchés financiers, qui rend disponibles sur le site www.lautorite.qc.ca les services en ligne nécessaires pour présenter une demande d'autorisation.

Les entreprises québécoises qui souhaitent présenter une demande de renouvellement devront utiliser les services en ligne de l'AMF. Pour accéder aux services en ligne en toute sécurité, elles devront détenir un compte clicSÉQUR-entreprises.

Les entreprises qui obtiennent une autorisation de l'AMF sont inscrites au Registre des entreprises autorisées à contracter avec un organisme public, qui peut être consulté sur le site Web de l'AMF.

Pour de plus amples renseignements :
Direction de l'évaluation de la conformité
418 643-0875, poste 4918

Téléphone sans frais : 1 855 883-7362

---

[1] Article 21.41 de la Loi sur les contrats des organismes publics

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

SOUMISSION PUBLIQUE
CDN-NDG-18-AOP-TP-045

Procès-verbal d'ouverture de soumissions tenue aux bureaux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le **jeudi 12 avril 2018** à **11 heures.**

Sont présents :

• Julie Faraldo-Boulet	secrétaire d'arrondissement substitut	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe
• Farid Ouaret	ingénieur	Direction des travaux publics
• Fethi Fathi	agent technique en ingénierie municipale	Direction des travaux publics
• Vladimir Charles	agent technique en ingénierie municipale	Direction des travaux publics
• Driss Bendaoud	agent technique en ingénierie municipale	Direction des travaux publics
• Danièle Lamy	Secrétaire d'unité administrative	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe

Les soumissions reçues pour **CDN-NDG-18-AOP-TP-045 Travaux de planage, de revêtement bitumineux des chaussées, de réfection de trottoirs et de remplacement des entrées de service d'aqueduc en plomb, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (PCPR-2018).** sont ouvertes par la secrétaire d'arrondissement de la division du greffe. Les firmes mentionnées soumettent des prix :

SOUMISSIONNAIRES	**PRIX**
DEMIX CONSTRUCTION, DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.	13 392 677,14 $
PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC.	10 829 150,27 $
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	14 983 242,61 $

L'appel d'offres public de la Direction de travaux publics a été publié dans Le Devoir et sur le site SEAO le 27 mars 2018.

La secrétaire d'arrondissement transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à la Direction des travaux publics, pour étude et rapport.

Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RÉSULTAT DE SOUMISSION PUBLIQUE
Date de publication : 27 mars 2018
Date d'ouverture : 12 avril 2018

CDN-NDG-18-AOP-TP-045
Travaux de planage, de revêtement bitumineux des chaussées, de réfection de trottoirs et de remplacement des entrées de service d'aqueduc en plomb, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (PCPR-2018).

SOUMISSIONS		
1	DEMIX CONSTRUCTION, DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.	13 392 677,14 $
2	PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC.	10 829 150,27 $
3	LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	14 983 242,61 $

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	CONSTRUCTION BAU-VAL INC.
2	CONSTRUCTION VIATEK INC.
3	DEMIX CONSTRUCTION, DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.
4	EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.
5	GROUPE TNT INC.
6	LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.
7	LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.
8	LES ENTREPRISES COGENEX INC.
9	LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
10	MELOCHE, DIVISION DE SINTRA
11	PAVAGE MÉTROPOLITAIN INC.

Préparé le 12 avril 2018

…2

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185153004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder à Pavage Métropolitain inc., le contrat au montant de 10 829 150,27 $, taxes incluses, pour les travaux de planage, de revêtement bitumineux de chaussée, de réfection de trottoirs et de remplacement des entrées de service d'eau en plomb, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (PCPR-2018) (rues locales), et autoriser une dépense à cette fin de 11 209 150,27 $ incluant les taxes et les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-045.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Analyse des soumissions PCPR 2018.pdf GDD Contrat PCPR 2018.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-9492

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-01

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe
Tél : 514 868-4358
Division :

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **CDN-NDG-18-AOP-TP-045**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMF[1]	Attestation fiscale	Liste PGC[2]	RENA[3]	Liste RBQ[4]	Licence RBQ[5]	LFRI[6]	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
DEMIX CONSTRUCTION, DIVISION DE CRH	1171462923	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK*	OK		Conforme**
PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC.	1168058395	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		Conforme
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	1144756336	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		Conforme

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013, 795-2014 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2018-04-13**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-04-13**.
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-04-13**.
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.
6. Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant en date du **2018-04-13**.

* défaut mineur : omission d'inscrire la durée de validité du cautionnement

** sous réserve de remédier aux défauts mineurs

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : CDN-NDG18-AOP-TP-045

No du GDD : 1185153004

Titre de l'appel d'offres : Travaux de planage, de revêtement bitumineux des chaussées, de réfection de trottoirs et de remplacement des entrées de service d'aqueduc en plomb

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 27 - 3 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 12 - 4 - 2018

Ouverture faite le : 12 - 4 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 6 - 4 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 15 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 27

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance initiale : 10 - 8 - 2018

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC.	10 829 150,27 $	√	
DEMIX CONSTRUCTION, DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.	13 392 677,14 $		
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	14 983 242,61 $		

Information additionnelle

Les prix soumis comprennent des contingences de 10%.
Désistements : 1 firme mentionne diverses raisons, notamment la durée de l'appel d'offres, le financement, les pénalités prévues et les risques importants pour les entrepreneurs; 1 fime mentionne les délais de soumission, 1 firme mentionne le manque de temps, 1 firme mentionne le devis technique trop spécialisé, 1 firme mentionne son inscription sur la LFRI.

Préparé par : Julie Faraldo-Boulet

Le 1 - 5 - 2018

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1185153004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder à Pavage Métropolitain inc., le contrat au montant de 10 829 150,27 $, taxes incluses, pour les travaux de planage, de revêtement bitumineux de chaussée, de réfection de trottoirs et de remplacement des entrées de service d'eau en plomb, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (PCPR-2018) (rues locales), et autoriser une dépense à cette fin de 11 209 150,27 $ incluant les taxes et les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-045.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Info_comptable DRE 1185153004.xlsx1185153004 - SIVT.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle HANDFIELD
Préposé au budget
Tél : 514-872-5916

Co-auteur:
Jean-François Ballard
Préposé au budget
514-872-5916

Co- auteure
Marie Claude Pierre
514-868-3837
Agente Comptable Analyste.

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-04

Reak Sa SEN
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2813

Division : Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier, PS Développement

Information financière pour dépense PTI - Service de l'eau

GDD #	1185153004

Taux 2017: 1.0951303727

Direction	DRE

Engagement #	CC85153004	Date	04/05/2018

Provenance

Description du règlement d'emprunt:

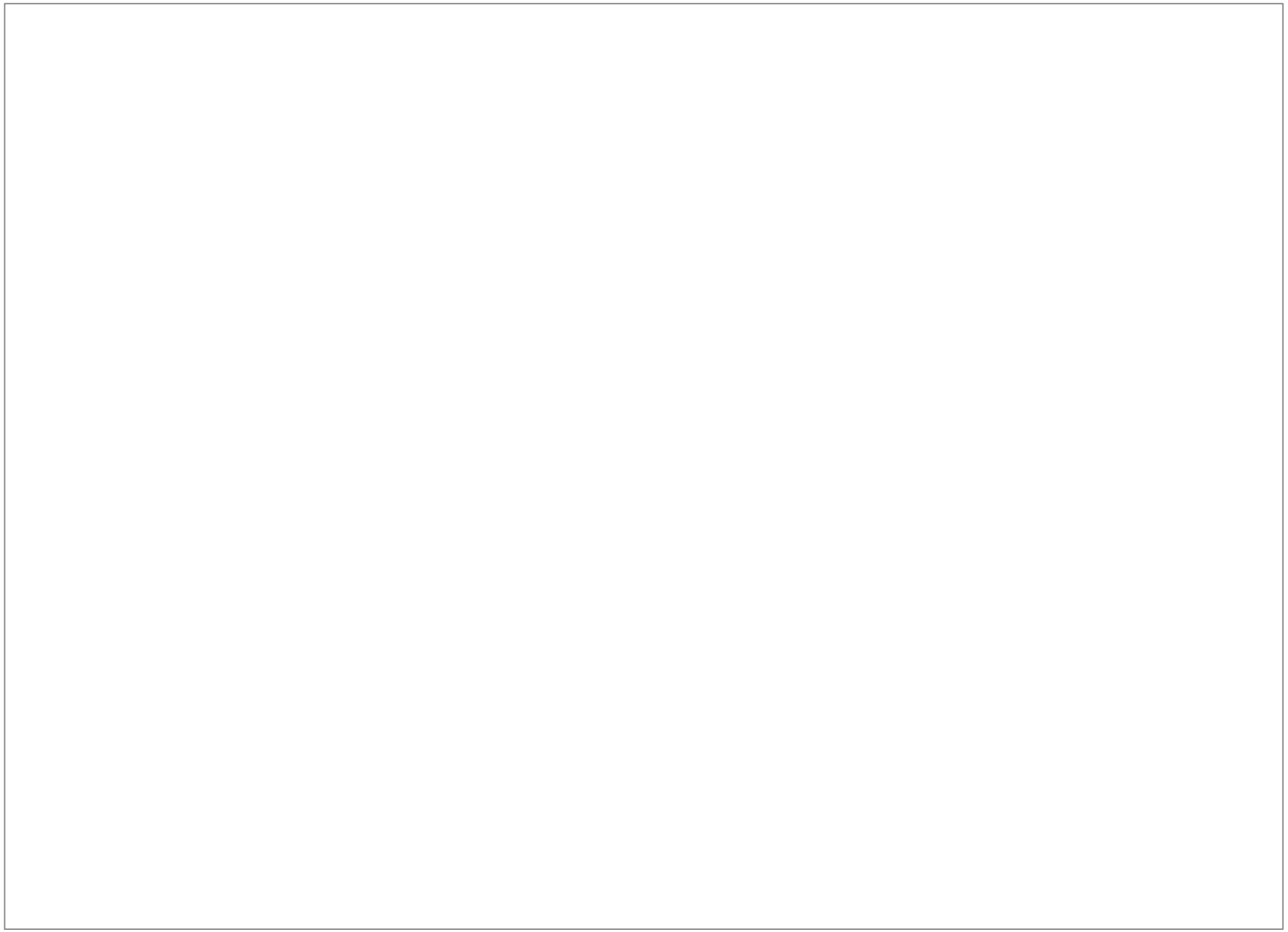
Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout												Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 17-083	6130	7717083	802705	01909	57201	000000	0000	169431	000000	98001	00000	5 401 256.65 $	4 932 067.25 $	4 932 069 $

Imputation

Description:

Entrées de service d'eau en plomb - diverses rue CDN-NDG												Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6130	7717083	802705	04121	57201	000000	0000	172766	000000	13020	00000	4 782 960.59 $	4 367 480.54 $	4 367 481 $
Contingences	6130	7717083	802705	04121	57201	000000	0000	172766	070008	13020	00000	478 296.06 $	436 748.05 $	436 749 $
Incidences	6130	7717083	802705	04121	54301	000000	0000	172766	070003	13020	00000	140 000.00 $	127 838.66 $	127 839 $

Total Direction :	5 401 256.65 $	4 932 067.25 $	4 932 069 $



NO GDD : 1185153004

Taux 2018: 1.0951303727

No d'engagement CC85153004

Provenance

Programme complémentaire de planage-revêtement - Local		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 17-008	6101.7717008.802701.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	5 807 893.63 $	5 303 381.02 $	5 303 382 $
Total provenance		**5 807 893.63 $**	**5 303 381.02 $**	**5 303 382.00 $**

Imputation

Travaux de planage et de revêtement bitumineux de la chasussée et réfection des trottoirs sur diverses rues de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat et contingences - chaussée	6101.7717008.802701.03103.57201.000000.0000.173600.000000.17025.00000	3 854 476.15 $	3 519 650.49 $	3 519 651 $
Contrat et contingences - Trottoirs	6101.7717008.802701.03107.57201.000000.0000.173601.000000.17030.00000	1 713 417.48 $	1 564 578.54 $	1 564 579 $
Incidences professionnelles	6101.7717008.802701.03103.54301.000000.0000.173602.070003.17025.00000	240 000.00 $	219 151.99 $	219 152 $
Total:		**5 807 893.63 $**	**5 303 381.02 $**	**5 303 382.00 $**
Total imputation		**5 807 893.63 $**	**5 303 381.02 $**	**5 303 382.00 $**

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Demandeur : Jean-François Rondou Téléphone : 514-868-3837
Service/Arrondissement :

Période : Année : 2016 **-16** Description de l'écriture :

Virement de crédits demandé en vertu de : ◉ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
○ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no.

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1														
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
Total de l'écriture :												**0.00**	**0.00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1185153008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à Les Entreprises Michaudville inc., le contrat au montant de 8 415 000,00 $, taxes incluses, pour les travaux de remplacements des entrées de service d'eau en plomb, de réfections de chaussées et de trottoirs, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RESEP-2-2018) (rues locales), et autoriser une dépense à cette fin de 8 685 000,00 $ incluant les taxes et les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN -NDG-18-AOP-TP-021.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder à Les Entreprises Michaudville inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat au montant de 8 415 000,00 $, taxes incluses, pour les travaux de remplacements des entrées de service d'eau en plomb, de réfections de chaussées et de trottoirs, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement Côte-Des-Neiges–Notre-Dame de-Grâce - RESEP-2-2018 (rues locales), au prix et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-021.

D'autoriser une dépense à cette fin de 8 685 000,00 $, comprenant les contingences au montant de 765 000,00 $, taxes incluses, les incidences au montant de 270 000 $, taxes incluses, et tous les frais accessoires.

D'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, le cas échéant, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-02 09:28

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1185153008**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à Les Entreprises Michaudville inc., le contrat au montant de 8 415 000,00 $, taxes incluses, pour les travaux de remplacements des entrées de service d'eau en plomb, de réfections de chaussées et de trottoirs, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RESEP-2-2018) (rues locales), et autoriser une dépense à cette fin de 8 685 000,00 $ incluant les taxes et les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-021.

CONTENU

CONTEXTE

À Montréal, de nombreux bâtiments sont susceptibles d'être desservis par des entrées de service en plomb. Les maisons de type « après-guerre » *(Wartime Housing)* construites entre les années 1940 et 1950, et les immeubles de 8 logements et moins, construits avant 1970, sont les bâtiments les plus susceptibles d'avoir des entrées de service en plomb.

Depuis 2005, la Ville de Montréal est sensibilisée à cette problématique. En collaboration avec de nombreux partenaires dont la Direction régionale de santé publique du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal (DRSP), la Chaire Industrielle en Eau Potable de l'école Polytechnique de Montréal et le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), la Ville de Montréal a mis en place une méthodologie de dépistage des entrées de service en plomb, ainsi qu'un programme de remplacement étalé sur 20 ans.

Les travaux de remplacement des entrées de service de plomb sont financés par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau.

D'ici 2026, la Ville de Montréal s'est engagée à éliminer toutes les entrées de service en plomb sur le domaine public, et ce, grâce à un plan d'action axé sur la proactivité.

La problématique des entrées de service d'eau en plomb touche 16 des 19 arrondissements de la Ville de Montréal, (seuls L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, Pierrefonds-Roxboro et Saint-Léonard sont exempts d'entrées de service en plomb).

L'objectif principal que l'arrondissement s'est fixé en collaboration avec la DGSRE est d'effectuer les travaux de remplacements de service d'eau en plomb en 2018 de la liste des rues du présent contrat, afin de pouvoir procéder à la réalisation des travaux de réfection routière (trottoirs et chaussées) des mêmes rues dans le

cadre des projets de PRR, PCPR et PRCPR en 2019, et ce, pour éviter une excavation dans une chaussée récente et en bon état.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 170063 - lundi le 12 mars 2018 : Approuver, dans le cadre du « Programme de réfection routière du réseau local » PRR-1-2018 (rues locales), PRR-2-2018 (rues locales), du « Programme complémentaire de planage-revêtement » PCPR-2018 (rues locales), du « Programme de réhabitation de chaussée par planage-revêtement » PRCPR-2018 (rues locales) et de « Remplacements des entrées de service d'eau en plomb » RESEP-1-2018 et RESEP-2-2018 (rues locales) les listes des rues visées par les travaux de réfections des chaussées et des trottoirs, incluant les changements des entrées de service d'eau en plomb, ainsi que des travaux seulement de remplacement des entrées de service d'eau en plomb sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

DESCRIPTION

Un contrat doit être octroyé pour les travaux de remplacements des entrées de service d'eau e réfections de chaussée et de trottoirs, là où requis, sur les différentes rues en mauvais état, tel qu'identifiées sur la liste des rues détaillées ci-dessous.

Dans le cadre de ce contrat, les interventions qui seront prises en charge sont énumérées comı

1. Dépistage des entrées de service d'eau;
2. Remplacement des entrées d'eau en plomb (lorsque présent);
3. La réfection de chaussées et de sections de trottoirs, excavés par le remplacement des e plomb ;

La présente a pour but d'autoriser la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Côte Notre-Dame-de-Grâce à effectuer les dépenses requises relatives aux travaux associés à la réa Programme de remplacement de service d'eau en plomb RESEP-2-2018 », ainsi que d'autres d imprévues mais liées aux travaux décrits.

Remplacement des entrées de service d'eau en plomb (RESEP-2-2018)

1 - Remplacement des entrées de service d'eau en plomb - 2018
2 - Infrastructures (trottoirs, planage et pavage) - 2019

Nombre de rue	Rue	De	A	District
1	Kent	Légaré	Côte-des-Neiges	Darlington
2	Carlton	Victoria	Lavoie	Darlington
3	Hudson	Van Horne	Kent	Darlington
4	Place Darlington	Darlington	Darlington	Darlington
5	Lennox	Van Horne	Clinton	Darlington
6	Lennox	Barclay	Clinton	Darlington
7	Bayard	Kirkfield	Douglas	Darlington
8	Bayard	Douglas	Glencoe	Darlington
9	Kirkfield	Roquancourt	Tilly	Darlington
10	Kirkfield	Churchill	Roquancourt	Darlington
11	Kirkfield	Maynard	Churchill	Darlington
12	Kirkfield	Bayard	Maynard	Darlington
13	Kirkfield	Mount	Bayard	Darlington
14	Kirkfield	Dieppe	Mount	Darlington
15	Trenton	Canora	Limite d'arr.	Darlington
16	Atherton	Powell	Mountain Sights	Snowdon
17	Newman	Fin de rue	Coolbrook	Snowdon
18	Newman	Coolbrook	Décarie	Snowdon
19	Rustic	Fin de rue	Coolbrook	Snowdon
20	Rustic	Coolbrook	Décarie	Snowdon
21	Dupuis	Trans Island	Mountain Sights	Snowdon
22	Dupuis	Décarie	Trans Island	Snowdon
23	Isabella	Westbury	Lemieux	Snowdon
24	Bonavista	Bonavista	Fin de rue	Snowdon
25	Bonavista	Côte-Saint-Luc	Bonavista	Snowdon
26	Ponsard	Meridian	Circle	Snowdon
27	Ponsard	Circle	Meridian	Snowdon
28	Trans Island	Van Horne	Plamondon	Snowdon
29	Westbury	Van Horne	Kent	Snowdon
30	Fendall	Decelles	McKenna	Côte-de-Neiges
31	Michel-Bibaud	Roslyn	Cedar Crescent	Côte-de-Neiges
32	De Soissons	Hudson	Northmount	Côte-de-Neiges
33	Louis-Colin	Lacombe	Privée, voie Montréal	Côte-de-Neiges
34	Louis-Colin	Privée, voie Montréal	Édouard-Montpetit	Côte-de-Neiges

Il est recommandé d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme et autorisé par l
Marchés Financiers (l'AMF), soit à l'entreprise **Les entreprises Michaudville inc.**, pour un m
415 000,00 $ (incluant les taxes et les travaux contingents).

Vous trouverez ci-après la liste des entreprises ayant soumissionné et les prix soumis par chac

	SOUMISSION CDN-NDG-18-AOP-TP-021 **Travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb, de réfection de cha trottoirs, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges de-Grâce, RESEP-2-2018**	
SOUMISSIONS		
1	SANEXEN	8 808 563,
2	LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.	8 415 000,

3	LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC	15 739 920

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	SANEXEN
2	DEMIX CONSTRUCTION, DIVISION DE CRH CANADA INC.
3	FORACTION INC.
4	GROUPE TNT INC.
5	LES ENTREPRISES COGENEX INC.
6	LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
7	LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC
8	CONSTRUCTION BEU-VAL INC.

JUSTIFICATION

Les travaux de remplacement des entrées de services de plomb sont financés par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau.

Sur les huit (8) preneurs du cahier des charges, trois (3) ont déposé une soumission, cinq (5) preneurs de cahier de charge n'ont pas soumissionné.

Résultat de la soumission publique :

Remplacement des entrées de service d'eau en plomb #2 (RESEP-2-2018)	
Firmes soumissionnaires	Total (contigences et taxes incluses)
SANEXEN	8 808 563,00 $
MICHAUDVILLE	8 415 000,00 $
CANBEC	15 539 000,00 $
Dernière estimation réalisée	9 462 643,90 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)	10 920 854,33 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100	23,98%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)	7 124 000,00 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100	84,66%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)	(1 047 643,90 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	-11,07%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)	393 563,00 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100	4,68%

(*)T.P.S de 5% et T.V.Q de 9.975%

Le prix du plus bas soumissionnaire, **Les entreprises Michaudville inc.** à 8 415 000,00 $ taxes incluses est inférieur d'environ 11,07% à l'estimation des coûts de 9 462 643,90 $ taxes incluses, soit une différence de coûts de 1 047 643,90 $ taxes incluses. Cet écart entre le prix du plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation la plus récente nous semble acceptable.

Aussi, la plus basse soumission conforme est complète et tous les travaux semblent bien y avoir été considérés.

Ainsi, la Direction des travaux publics recommande l'octroi du présent contrat de travaux à l'entrepreneur **Les entreprises Michaudville inc.** plus bas soumissionnaire conforme, pour un montant de 7 318 982,39 $ avant taxes, soit un montant total de 8 415 000,00 $ incluant toutes les taxes. Ce montant total inclut 10 % de contingences équivalant au montant de 665 362,04 $, avant taxes, pour un total de 765 000,00 $, incluant toutes les taxes.

De plus, un montant de 270 000,00 taxes incluses est recommandé pour couvrir les frais des travaux incidents au contrat. Ce montant réservé aux incidences n'est pas inclus au contrat de l'entrepreneur et servira à payer des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux de construction des travaux et les frais de service du bureau conseil pour la gestion et la surveillance des travaux.

La dépense totale à autoriser est de 8 685 000,00 $ toutes taxes incluses.

L'adjudicataire est le plus bas soumissionnaire conforme.

L'adjudicataire, **Les entreprises Michaudville inc.** a fourni une autorisation émise par l'Autorité des Marchés Financiers pour pouvoir conclure un contrat ou sous contrat auprès des organismes publics, tel que requis en vertu du décret 1049-2013, ainsi qu'une attestation fiscale émise par Revenu Québec. Ces documents ont été vérifiés par la division du greffe de l'arrondissement et sont joints en pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

Une approbation a préalablement été effectuée par la DGSRE afin de s'assurer que les rues sélectionnées dans le cadre de ce contrat ne nécessiteront aucun travaux d'infrastructures souterraines, et ce, ni à court ni à moyen terme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Budget à autoriser :

Le budget requis pour financer le « Programme de remplacement de service d'eau en plomb RESEP-2-2018 », lequel inclut tous les travaux de remplacement des entrées d'eau en plomb et la réfection des excavations, est de **8 685 000,00 $** toutes taxes incluses. La dépense de l'enveloppe budgétaire sera financée à **100 %** par la DGSRE concernant tous les travaux reliés aux remplacements des entrées d'eau en plomb.

La portion de la DRE, du montant de 8 685 000,00 $, taxes incluses, représente un montant de 7 930 562,63 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, est financée par le règlement d'emprunt 17-083.

La répartition des coûts est détaillée dans le tableau suivant :

Partage des coûts de la soumission **RESEP-2-2018** (taxes incluses)	
	Budget DGSRE (PTI 2018)
Coût des travaux de remplacement de services en plomb	7 649 999,99 $
Contingences	765 000,01 $
Services de laboratoire pour le contrôle qualitatif	100 000,00 $
Service d'une firme de génie - gestion et surveillance	170 000,00 $
Total des dépenses du contrat **CDN-NDG-18-AOP-TP-021**	**8 685 000,00 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le remplacement des entrées de service d'eau en plomb vise à améliorer la santé des citoyens de l'arrondissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le plomb est reconnu pour avoir des effets néfastes sur la santé humaine. D'ici 2026, la Ville de Montréal s'est engagée à éliminer toutes les entrées de service en plomb sur le domaine public.

Une gestion rigoureuse et un suivi permanent seront assurés par l'arrondissement en ce qui a trait au volet "signalisation et circulation". L'impact sur la circulation est décrit dans les cahiers des charges des documents d'appel d'offres.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les citoyens riverains des rues concernées par les travaux du programme de réfection routière du réseau local du projet susmentionné seront informés, par lettre, de la nature et la durée des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

La durée du projet est de 6 mois, débutant au mois de **juin** et se terminant au mois de **décembre 2018**.

Travaux à réaliser par l'entrepreneur (échéancier approximatif) :

- Remplacement des entrées d'eau en plomb 15 juin - 15 novembre 2018
- Réfection des excavations 15 juillet - 15 décembre 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Il est à noter que conformément aux règlements en vigueur, les cahiers des charges préparés pour les documents d'appel d'offres des différents contrats faisaient mention, de manière explicite, à l'ensemble des soumissionnaires, des clauses administratives générales en prévention de la collusion et de la fraude, afin de mettre en exergue la transparence et la

Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

Les dossiers respecteront au meilleur de nos connaissances les encadrements suivants :

- gestion des contingences et des incidences;
- politique de gestion contractuelle des contrats;
- loi visant à prévenir, combattre et sanctionner certaines pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction;
- dispositions visant à favoriser l'intégrité en matière de contrats;
- l'accréditation de l'autorité des marchés financiers pour conclure un contrat ou sous-contrat public, entre autres avec la Ville de Montréal;
- respect des clauses contractuelles en matière de la santé et de la sécurité du travail (SST);
- application de la grille d'évaluation de l'entrepreneur responsable des travaux.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Geneviève REEVES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau

Lecture :

Mathieu-Pierre LABERGE, 30 avril 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Farid OUARET
INGENIEUR

Tél : 514 872-7408
Télécop. : 872-0918

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-30

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1185153008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder à Les Entreprises Michaudville inc., le contrat au montant de 8 415 000,00 $, taxes incluses, pour les travaux de remplacements des entrées de service d'eau en plomb, de réfections de chaussées et de trottoirs, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RESEP-2-2018) (rues locales), et autoriser une dépense à cette fin de 8 685 000,00 $ incluant les taxes et les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN -NDG-18-AOP-TP-021.

RBQ.pdfAMF.pdfSoumission.pdfRécapitulatif PV RESEP 2.pdfRÉSULTATS RESEP2.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Farid OUARET
INGENIEUR

Tél : 514 872-7408
Télécop. : 872-0918

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC
270, RUE BRUNET
MONT-SAINT-HILAIRE (QUEBEC) J3G 4S6

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142707943

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 907130-ZZBT-0463643
Date et heure de délivrance de l'attestation : 19 mars 2018 à 13 h 53 min 52 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 30 juin 2018

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

mB

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 12 novembre 2015

LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
A/S MONSIEUR ROBERT PHANEUF
270, RUE BRUNET
MONT-SAINT-HILAIRE (QC) J3G 4S6

N° de client : 2700000245

Objet : Renouvellement de votre autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, nous désirons vous fournir de l'information concernant le renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public de LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC. pour laquelle vous êtes le répondant.

L'autorisation de votre entreprise est valide jusqu'au **9 avril 2016** et devra être renouvelée si vous souhaitez la conserver.

Renouvellement de votre autorisation

Afin de poursuivre l'exécution de vos contrats publics en cours, vous devez présenter à l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») une demande de renouvellement de votre autorisation au moins 90 jours avant la date de son expiration[1], c'est-à-dire le ou avant le **11 janvier 2016**.

- Si nous recevons votre demande avant cette date, l'autorisation de votre entreprise demeure valide, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant sa révocation, jusqu'à ce que l'Autorité procède à son renouvellement. Vous serez donc autorisé à poursuivre l'exécution de vos contrats publics en cours durant la période d'analyse de votre demande, de même qu'à conclure de nouveaux contrats ou sous-contrats publics.

  Afin d'être en mesure de déposer votre demande de renouvellement dans les délais requis, nous vous suggérons d'effectuer cette transaction par le biais des services en ligne de l'Autorité. Vous trouverez en annexe les étapes à suivre pour soumettre votre demande.

[1] Article 21.41 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, c. C-65.1).

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525 0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

- Si nous ne recevons pas votre demande dans les délais requis, **le nom de votre entreprise sera retiré du registre des entreprises autorisées** (le « REA ») à la date d'expiration de votre autorisation. ***Votre entreprise ne sera donc plus en mesure de conclure de nouveaux contrats/sous-contrats publics à partir de cette date.*** Cependant, vous pourrez poursuivre vos contrats/sous-contrats publics en cours d'exécution jusqu'à ce que l'Autorité statue sur votre demande de renouvellement.

Non-renouvellement de votre autorisation

Si vous ne souhaitez pas renouveler votre autorisation, vous trouverez en annexe les étapes à suivre pour soumettre une demande de non-renouvellement à l'aide des services en ligne de l'Autorité.

Il est important de noter que même si vous soumettez une demande de non-renouvellement avant la date anniversaire de votre autorisation, votre droit d'exercice **demeurera valide jusqu'à la date d'expiration prévue.**

Notez que si vous exécutez un contrat/sous-contrat public en tant que contractant/sous-contractant et que votre autorisation est expirée, vous serez réputé en défaut d'exécuter ce contrat/sous-contrat public au terme d'un délai de 60 jours suivant la date d'expiration de l'autorisation[2].

Renouvellement/non-renouvellement d'une autorisation par une entreprise étrangère

Si votre entreprise est considérée comme étrangère, nous vous invitons à consulter le site Web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca. Veuillez accéder à la section **Contrats publics et ESM**, puis choisir l'onglet **Contrats publics**. Vous y trouverez plus d'information sur la façon de soumettre votre demande de renouvellement ou de non-renouvellement de votre autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public.

Pour toute question concernant votre dossier, veuillez communiquer avec la Direction des contrats publics et des entreprises de services monétaires au 1 877 525-0337, poste 4848, ou par courriel au direction-lcop-esm@lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Direction des contrats publics et des entreprises de services monétaires

p.j. Annexe - Étapes à suivre pour soumettre une demande de renouvellement ou une demande de non-renouvellement

[2] Ibid.; article 21.19

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 17 décembre 2015

LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
270, RUE BRUNET
MONT-SAINT-HILAIRE QC J3G 4S6

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700000245
N° de demande :	1530857839
N° de confirmation de paiement :	000180236916

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0028

Québec, le 10 avril 2013

Les Entreprises Michaudville inc.
À l'attention de : Robert Phaneuf
270, Brunet
Mont-Saint-Hilaire (Québec) J3G 4S6

Objet :Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à
Les Entreprises Michaudville inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0028 n° d'identification de l'Autorité : 2700000245

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de conclure un contrat/sous contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Les Entreprises Michaudville inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 9 avril 2016 et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

La Direction des contrats publics et
des entreprises de services monétaires

Québec ☒
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal ☐
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

Montréal COPIE

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : CDN-NDG-18-AOP-TP-021

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Service du greffe Bureau Accés Montréal-Arrondissement CDN-NDG 5160,BOUL,Décarie,RDC Montréal (Québec) H3X 2H9, avant 11h
19	mars	2018	12	avril	2018	

Travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb, de réfection de chaussée et de trottoirs, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce N° CDN-NDG-18-AOP-TP-021 (RESEP-2-2018)

Description et sommaire de soumission	Montant
Travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb, de réfection de chaussée et de trottoirs, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce N° CDN-NDG-18-AOP-TP-021 (RESEP-2-2018)	
Montant total avant taxes :	7 318 982.39 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	365 949.12 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	730 068.49 $
Montant total :	**8 415 000.00 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 112707943

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Les Entreprises Michaudville inc.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

270 rue Brunet, Mont-Saint-Hilaire, Québec, J3H 0M6

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : 450-446-9933		
MARTIN BENOIT, ING., GÉRANT DE PROJETS	Télécopieur : 450-446-1933		
	Courriel : mbenoit@michaudville.com		
Signature:	Jour	Mois	Année
	12	avril	2018

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

SOUMISSION PUBLIQUE
CDN-NDG-18-AOP-TP-021

Procès-verbal d'ouverture de soumissions tenue aux bureaux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le **jeudi 12 avril 2018** à **11 heures.**

Sont présents :

• Geneviève Reeves	secrétaire d'arrondissement	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe
• Farid Ouaret	ingénieur	Direction des travaux publics
• Fethi Fathi	agent technique en ingénierie municipale	Direction des travaux publics
• Vladimir Charles	agent technique en ingénierie municipale	Direction des travaux publics
• Driss Bendaoud	agent technique en ingénierie municipale	Direction des travaux publics
• Viviane Gauthier	analyste de dossiers	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe

Les soumissions reçues pour **CDN-NDG-18-AOP-TP-021 Travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb, de réfection de chaussées et de trottoirs, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (RESEP-2-2018)**
sont ouvertes par la secrétaire d'arrondissement de la division du greffe. Les firmes mentionnées soumettent des prix :

SOUMISSIONNAIRES	**PRIX**
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	8 808 563,00 $
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.	8 415 000,00 $
CANBEC CONSTRUCTION INC.	15 739 920,20

L'appel d'offres public de la Direction de travaux publics a été publié dans Le Devoir et sur le site SEAO le 19 mars 2018.

La secrétaire d'arrondissement transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à la Direction des travaux publics, pour étude et rapport

Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RÉSULTAT DE SOUMISSION PUBLIQUE
Date de publication : 19 mars 2018
Date d'ouverture : 12 avril 2018

CDN-NDG-18-AOP-TP-021
Travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb, de réfection de chaussées et de trottoirs, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (RESEP-2-2018)

SOUMISSIONS		
1	SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	8 808 563,00 $
2	LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.	8 415 000,00 $
3	CANBEC CONSTRUCTION INC.	15 739 920,20

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	CONSTRUCTION BAU-VAL INC.
2	DEMIX CONSTRUCTION, UNE DIVISION DE CRH
3	EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.
4	EXCAVATION DDL
5	GROUPE TNT
6	LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.
7	LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.
8	LES ENTREPRISES CONGENEX INC.
9	LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
10	LES ENTREPRISES VENTEC INC.
11	SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMNTAUX INC.
12	TALVI INC.

Préparé le 12 avril 2018

…2

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185153008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder à Les Entreprises Michaudville inc., le contrat au montant de 8 415 000,00 $, taxes incluses, pour les travaux de remplacements des entrées de service d'eau en plomb, de réfections de chaussées et de trottoirs, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RESEP-2-2018) (rues locales), et autoriser une dépense à cette fin de 8 685 000,00 $ incluant les taxes et les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN -NDG-18-AOP-TP-021.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Analyse des soumissions RESEP-2 2018.pdf Contrat public - RESEP-2 2018.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-9492

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-02

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe
Tél : 514 868-4358
Division :

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **CDN-NDG-18-AOP-TP-021**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMF[1]	Attestation fiscale	Liste PGC[2]	RENA[3]	Liste RBQ[4]	Licence RBQ[5]	LFRI[6]	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	1172408883	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	Attestation fiscale valide jusq'au 30 avril 2018*	Conforme**
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.	1142707943	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		Conforme
CANBEC CONSTRUCTION INC.	1142106435	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	Attestation fiscale valide jusq'au 30 avril 2018*	Conforme**

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013, 795-2014 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2018-04-13**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-04-13**.
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-04-13**.
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.
6. Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant en date du **2018-04-13**.

* L'attestation fiscale doit être valide au moment de l'octroi du contrat. Le soumissionnaire pourrait en soumettre une nouvelle. Aucun impact dans le présent cas car n'est pas le plus bas

** sous réserve de remédier aux défauts mineurs

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : CDN-NDG18-AOP-TP-021

No du GDD : 1185153008

Titre de l'appel d'offres : Travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb, de réfection de chaussées et de trottoirs, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement (RESEP-2)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 19 - 3 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 4 - 4 - 2018

Ouverture faite le : 12 - 4 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 4 - 4 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 15 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 25

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 10 - 8 - 2018

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.	8 415 000,00 $	√	
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	8 808 563,00 $		
CANBEC CONSTRUCTION INC.	15 739 920,00 $		

Information additionnelle

Les prix soumis comprennent des contingences du 10 %.
Désistements : 1 firme indique l'absence d'étude géotechnique et de caractérisation, 1 firme mentionne diverses raisons, notamment la durée de l'appel d'offres, le financement, les pénalités prévues et les risques importants pour les entrepreneurs, 1 firme indique avoir priorisé d'autres types de contrats, 1 firme mentionne son inscription sur la LFRI.

Préparé par : Julie Faraldo-Boulet

Le 1 - 5 - 2018

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1185153008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder à Les Entreprises Michaudville inc., le contrat au montant de 8 415 000,00 $, taxes incluses, pour les travaux de remplacements des entrées de service d'eau en plomb, de réfections de chaussées et de trottoirs, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RESEP-2-2018) (rues locales), et autoriser une dépense à cette fin de 8 685 000,00 $ incluant les taxes et les frais accessoires (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN -NDG-18-AOP-TP-021.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Info_comptable DRE 1185153008.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : 514-872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-01

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier, PS Développement

Information financière pour dépense PTI - Service de l'eau

GDD #	1185153008

Taux 2017: 1.0951303727

Direction	DRE

Engagement #	EAU5153008	Date	01/05/2018

Provenance

Description du règlement d'emprunt:

Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout												Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 17-083	6130	7717083	802705	01909	57201	000000	0000	169431	000000	98001	00000	8 685 000.00 $	7 930 562.62 $	7 930 563 $

Imputation

Description:

Entrées de service d'eau en plomb - diverses rue CDN-NDG												Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6130	7717083	802705	04121	57201	000000	0000	172766	000000	13020	00000	7 649 999.99 $	6 985 469.66 $	6 985 470 $
Contingences	6130	7717083	802705	04121	57201	000000	0000	172766	070008	13020	00000	765 000.01 $	698 546.98 $	698 547 $
Incidences	6130	7717083	802705	04121	54301	000000	0000	172766	070003	13020	00000	270 000.00 $	246 545.99 $	246 546 $

Total Direction :	8 685 000.00 $	7 930 562.63 $	7 930 563 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.06

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1183558009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature d'une entente avec Les Développements Armstrong Inc. relative à l'exécution de travaux municipaux pour la réalisation du projet de développement immobilier « Westbury ».

D'approuver l'entente avec la compagnie Les développements Armstrong Inc. relativement à la réalisation des travaux d'infrastructures et aux équipement municipaux nécessaires à la réalisation du projet de développement immobilier sur les lots 2 086 870, 2 651 976, 2 944 773, 2 944 885, 2 944 897, 2 944 973, 5 047 753 et 6 056 341 du Cadastre du Québec.
D'autoriser une dépense au montant de 1 514 048,15 $, taxes incluses, assumée par l'Agglomération de Montréal, le tout conformément aux informations contenus au présent dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-04 11:33

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1183558009**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature d'une entente avec Les Développements Armstrong Inc. relative à l'exécution de travaux municipaux pour la réalisation du projet de développement immobilier « Westbury ».

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur les ententes relatives à des travaux municipaux (08-013) de la Ville de Montréal prévoit la signature d'une entente entre l'arrondissement et les promoteurs pour tout projet résidentiel qui nécessite la mise en place d'infrastructures municipales. La présente entente est donc nécessaire pour la réalisation du projet de développement mixte sur le site de l'ancienne usine « Armstrong » anciennement située au 6911, boulevard Décarie.
L'adoption du projet particulier PP-95 (CA 170049) et la signature d'une entente de développement (CA17 170037) ont précédemment permis d'établir les conditions applicables aux opérations cadastrales et confirmer l'engagement de Les Développements Armstrong Inc. à céder 10 % de la superficie totale de son immeuble pour fins de parc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 170037 - 13 février 2017 : Autoriser la signature d'une entente de développement à intervenir entre la Ville de Montréal et Les Développements Armstrong Inc. visant entre autres à permettre la constitution de deux servitudes de passage public et l'établissement de balises d'aménagement des sentiers piétonniers s'y rapportant pour la propriété sise au 6911, boulevard Décarie.
CA17 170049 - 13 février 2017 : Adopter la résolution modifiée approuvant le projet particulier PP-95 visant à autoriser la démolition de bâtiments en place, établir des conditions applicables aux opérations cadastrales, ainsi que définir diverses dispositions normatives quant à l'occupation et la construction des nouveaux bâtiments du projet de développement mixte au 6911 et 6875-6877, boulevard Décarie, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017)* .

CM16 1495 - 20 décembre 2016 : Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) », afin de modifier la carte 3.1.1 intitulée « L'affectation du sol » et la carte 3.1.2 intitulée « La densité de construction » afin de permettre un nouveau développement sur l'ancien site industriel Armstrong, à des fins résidentielles et commerciales, situé au 6911, boulevard Décarie.

DESCRIPTION

Le projet Westbury prévoit la construction de 8 bâtiments à vocation résidentielle, commerciale ou mixte, dont deux seront réservés à des logements sociaux et communautaires. La réalisation de ce nouveau développement immobilier nécessite la création de nouvelles infrastructures, d'où la nécessité de signer une entente relative à l'exécution de travaux municipaux entre Les Développements Armstrong Inc. et la Ville. Cette entente doit être entérinée conformément aux compétences de l'Arrondissement en ce domaine. Elle sera signée par le promoteur, Les Développements Armstrong Inc., et la Ville de Montréal.
Les travaux et les frais afférents seront payables par Les Développements Armstrong Inc., incluant la surveillance de ces travaux, qui sera réalisée par une firme mandatée par la Ville. Certains coûts seront remboursés par la Ville sous réserve de certaines conditions expliquées ci-après.

Les travaux prévus à cette entente consistent en le prolongement et le raccordement des avenues Trans Island, Mountain Sights, De Courtrai, et de la rue Mackenzie, ainsi que de la réalisation des travaux suivants :

- les réseaux d'égouts sanitaires, pluviaux et d'aqueducs et les branchements de services pour le bâtiment B5-6 et le parc public à venir ;
- l'aménagement de surface de la chaussée, des trottoirs, des intersections et l'installation de mobilier urbain ;
- l'aménagement paysager relatif à la plantation d'arbres et d'autres végétaux, ainsi qu'une noue ;
- les travaux d'éclairage, électriques et les structures nécessaires à l'enfouissement des réseaux câblés de distribution d'électricité et de télécommunication, les lampadaires et une borne de recharge double pour véhicules électriques (à l'exception des travaux réalisés par la CSEM et Gaz Métro) ;
- le marquage et la signalisation routière.

Suite à la signature de l'entente, Les Développements Armstrong Inc. déposeront une demande d'opération cadastrale créant les lots privés à construire, ainsi que les lots des rues et du parc public. Ces derniers seront, dès l'approbation de cette demande par la Ville, versés dans le domaine public. La validation par le Service de l'environnement de la décontamination des sols sera nécessaire avant cette approbation.

JUSTIFICATION

La signature de cette entente permettra la réalisation d'un important projet immobilier de près de 600 unités résidentielles et d'environ 33 000 m2 de superficie commerciale et de bureau.
La signature de cette entente est une condition préalable à l'approbation, par l'arrondissement, de la demande d'opération cadastrale visant à créer les terrains privés, les rues et le parc public. De plus, l'approbation des demandes de permis de construction sur ces terrains nécessite également la signature de cette entente.

Plusieurs intervenants ont supporté l'arrondissement lors de l'élaboration de cette entente. Parmi les principaux intervenants mentionnons le Service de l'Eau, le Service des Affaires

Juridiques, le Service de Mise En Valeur du Territoire, le Service des Infrastructures, de la Voirie et des Transports, le Service des Grands Parcs, du Verdissement et du Mont-Royal, le Service de Sécurité Incendie de Montréal et la Commission des services électriques de Montréal. Les commentaires de ses partenaires ont été intégrés à l'entente.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'estimation du coût total des travaux identifiés dans le cadre de cette entente est de 3 936 392.41 $ taxes incluses. En vertu du règlement sur les ententes relatives aux travaux municipaux (08-013) une partie de ce coût total sera assumée par la Ville (partie imputable aux futurs bâtiments d'habitation sociale) au programme triennal d'immobilisations (PTI) du Service de la mise en valeur du territoire (SMVT), le reste étant des coûts à la charge du promoteur. L'estimation ventilée et le partage qui en est fait sont décrits en annexe de l'entente. L'arrondissement aura à prévoir les coûts associés à l'aménagement du parc.
Le coût total estimé assumé par le Service de la mise en valeur du territoire - Direction de l'habitation au projet 48007 attribuable au développement de logements sociaux et communautaires est de 1 514 048.15 $ (taxes incluses). Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

La Ville assume de tels coûts à la condition que le promoteur ait construit les logements sociaux ou vendu les immeubles destinés à la construction de tels logements sociaux, construits ou non, à un des organismes figurant à la définition du « logement social » de l'article 1 du règlement sur les ententes relatives aux travaux municipaux (08-013).

L'entente prévoit que le promoteur devra fournir à la Ville, au moment de l'émission du premier permis de construction, quatre lettres de garantie bancaire d'un montant représentant 20 % du coût estimé de chacune des 4 phases des travaux d'infrastructures, excluant le coût des honoraires professionnels de réalisation des plans et devis puisque ces derniers ont déjà été complétés et payés par le promoteur. Les garanties totaliseront un montant approximatif de 665 000 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'exécution des travaux d'infrastructures sera conditionné par l'obtention par le promoteur de toutes les autorisations requises auprès du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques du Québec (MDDELCC). Les travaux prévus à l'entente inclus la réalisation d'une noue permettant la rétention et la filtration d'une portion des eaux de pluie ruisselant sur l'avenue De Courtrai. Le projet inclus également des fosses de plantation de type *Silva cells* assurant la croissance à maturité des arbres qui seront plantés dans les portions de rues en pavé de béton. Aussi, certaines portions de rues seront aménagées de façon à limiter les vitesses de circulation (pavés de béton et trottoirs abaissés). De plus, des intersections surélevées ainsi que de saillies de trottoir assureront une visibilité et le déplacement des piétons de façon sécuritaire dans le projet et vers le futur parc public. En plus d'une école préscolaire et primaire existante, le projet amènera certainement de nouvelles familles dans le quartier. Les aménagements proposés permettront le déplacement sécuritaire des enfants.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet d'opération cadastrale est en voie d'être déposé prochainement. Pour être en mesure de respecter l'échéancier de réalisation du projet, il est recommandé de présenter le dossier à l'assemblée du Conseil d'arrondissement du 7 mai 2018.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Pour que les travaux puissent débuter à l'été 2018, les étapes suivantes doivent être franchies:

- Autorisation de la signature de l'entente par le Conseil d'arrondissement lors de la séance du 7 mai 2018;
- Autorisation d'une opération cadastrale et versement dans le domaine public de la Ville des nouvelles emprises de rue et parc en mai ou juin 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Paule TANGUAY)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports (Rachid REKOUANE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre THÉRIAULT, Service de la mise en valeur du territoire
Pascal TROTTIER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau
Normand HACHEY, Service de l'eau
Isabelle MORIN, Service des infrastructures_voirie et transports
Gilles G - Ext GAUDET, Commission des services électriques
Sylvain FELTON, Service des infrastructures_voirie et transports
Marianne CLOUTIER, Service de la mise en valeur du territoire

Lecture :

Gilles G - Ext GAUDET, 4 mai 2018
Pascal TROTTIER, 4 mai 2018
Pierre THÉRIAULT, 3 mai 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gisèle BOURDAGES
conseiller(ere) en amenagement- c/e

Tél : 514 872-7600
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-30

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement

Tél : 514-872-2345
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1183558009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Autoriser la signature d'une entente avec Les Développements Armstrong Inc. relative à l'exécution de travaux municipaux pour la réalisation du projet de développement immobilier « Westbury ».

Annexe 1
Procuration de la Société Les développements Armstrong Inc

A1_Resolution_GiuseppeScalia.pdf

Annexe 2
Plan du projet faisant l'objet du PP-95

ANNEXE 2_plan du PP-95.pdf

Annexe 3
Plan et devis des travaux d'infrastructures

A3-1_Plan directeur_180503.pdf

A3-2_Plans_Eclairage_180425.pdf

A3-3_Devis_Eclairage_180425.pdf

A3-4_Plans civils_180425.pdf

A3-5_Devis civil_180330_extraits.pdf

A3-6_Plans APaysager_180425.pdf

A3-7_Devis APaysager_180409.pdf

Annexe 4
Estimations des coûts et frais des travaux d'infrastructures



A4-1_Estimation Infrastructel_180425.pdf



A4-2_Estimation CSEM_180425.pdf



A4-3 A4-3_Estimation promoteur_Phases1-4.pdf



A4-4 A4-4_tableau partage des couts.pdf

Annexe 5
Phase de réalisation des travaux d'infrastructures



A5_Echeancier travaux.pdf

Annexe 6
Zones des travaux d'infrastructures



A6_Plans des zones.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gisèle BOURDAGES
conseiller(ere) en amenagement- c/e

Tél : 514 872-7600
Télécop. :

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
D'UNE ASSEMBLEE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
de la Société LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC.,
tenue au Siège de ladite Société.

ADOPTEE le vingt-septième (27ième) jour du mois de février deux mille dix-huit (2018).

Il est résolu :

1) d'autoriser Giuseppe SCALIA, secrétaire de LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC., à entreprendre toutes les démarches nécessaires pour conclure une entente relative à des travaux municipaux pour le projet Westbury (en lien avec le projet particulier PP-95);

2) d'autoriser ledit Giuseppe SCALIA à s'informer, vérifier, cueillir toute informations, discuter, négocier, etc.;

3) de lier ladite société à toute entente, convention, etc.

2) de signer tous les documents jugés utiles ou nécessaires afin de donner plein effet à l'entente relative à des travaux municipaux pour le projet Westbury (en lien avec le projet particulier PP-95);

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

Montréal, ce vingt-septième (27ième) jour de février de l'an deux mille dix-huit (2018).

LES DÉVELOPPEMEMENTS ARMSTRONG INC.

Par : _____
Giuseppe SCALIA, secrétaire

ANNEXE – B Concept générale du découpage cadastral des propriétés, sur le territoire d'application.



VINCI
CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992

DÉVELOPPEMENT WESTBURY – 17-692C

PLAN DIRECTEUR AQUEDUC ET ÉGOUTS – ÉMISSION POUR ENTENTE DE CESSION

13 AVRIL 2018

info@vinciconsultants.com

1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792

102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

VINCI
CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992

Montréal, le 13 avril 2018

Menouar Hassaim, ing., M.Sc.A
Ville de Montréal - Service de l'eau
Direction de la Gestion Stratégique
des Réseaux d'Eau (DGSRE) - Unité Nord
menouar.hassaim@ville.montreal.qc.ca

Projet : Développement Westbury
No. Projet : 17-692C
Objet : Plan directeur aqueduc et égouts – Émission pour entente de cession

Monsieur,

Par la présente, nous vous transmettons la version finale du Plan directeur aqueduc et égouts pour le projet Westbury dans l'arrondissement Côte-des-Neiges, pour l'entente de cession. Les documents transmis comprennent :

- Rapport de plan directeur d'aqueduc et d'égouts, version pour entente de cession ;
- Annexes I à VIII, incluant un plan général (0J, daté du 13 avril 2018) et les simulations PCSWMM (prédéveloppement datée du 19 février 2018 et post-développement datée du 13 avril 2018) et EPAnet (datées du 14 mars 2018).

Veuillez agréer, Monsieur, nos cordiales salutations.

VINCI CONSULTANTS

Marie-Ève Larouche, ing. jr
Chargée de conception

Pour

Marie Dugué, ing. M.Sc.A. PA LEED
Associée

info@vinciconsultants.com

1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792

102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992

Montréal, le 13 avril 2018

Félix Allaire
Vice-Président Développement
Les Développements Armstrong inc.
4700 de la Savane #222
Montréal (QC) H4P 1T7
(514) 525-2929 poste 223
fallaire@devmont.ca

OBJET : Plan directeur d'aqueduc et d'égouts – Émission pour entente de cession
PROJET : Développement Westbury
N / DOSSIER : 17-692C

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992

REGISTRE DES RÉVISIONS ET ÉMISSIONS

NO DE RÉVISION	DATE	DESCRIPTION DE LA MODIFICATION ET/OU DE L'ÉMISSION
0A	2017/05/26	Émission préliminaire
0B	2017/07/05	Émission pour commentaires
0C	2017/12/13	Émission pour plan directeur
0D	2017/12/15	Émission pour plan directeur ➔ Changement d'une conduite sanitaire de Mountain Sights vers Mackenzie à la demande du client
0E	2018/02/01	Émission pour plan directeur – Révision après commentaires DGSRE
0F	2018/02/07	Émission pour plan directeur – Intégration du lot du centre MADA
0G	2018/02/19	Émission pour plan directeur – Modification de la superficie incluse pour le lot du centre MADA
0H	2018/03/14	Émission finale
0I	2018/03/21	Émission finale – ajout d'une annexe
0J	2018/03/23	Émission finale – correction d'une coquille
0K	2018/03/29	Émission finale
0L	2018/04/13	Émission pour entente de cession

Les modifications apportées entre la version 0K et 0L sont présentées en caractères gras.

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION 1

A. Mise en contexte 1
B. Description du mandat 2
C. Données disponibles 2

II. DESCRIPTION DU SITE 4

A. Description des infrastructures existantes 4
a. Aqueduc existant 4
b. Égouts existants 4
c. Problématiques de performance connues 4
B. Plan d'aménagement général projeté 4
a. Plan d'aménagement 4
b. Usage des bâtiments proposés 6

III. AQUEDUC PROPOSÉ 7

A. Approche et Méthodologie 7
B. Critères de conception 7
C. Raccordement à l'aqueduc existant 9
a. Alimentation normale 10
b. Alimentation d'urgence 10
D. Débits de consommation et incendie 11
E. Présentation des scénarios analysés 12
F. Performances de l'aqueduc proposé 13
a. Résultats Scénario 1 14
b. Résultats Scénario 2 14
c. Résultats Scénario 3 14
d. Résultats Scénario 4 15
G. Sommaire de la conception aqueduc 15

IV. RÉSEAU SANITAIRE 16

A. Approche et Méthodologie 16
B. Critères de conception 16
C. Raccordement à l'égout existant 17
a. Comportement du combiné existant 1200 mm 18
D. Débits de conception sanitaire 19
E. Résultats de l'étude pour le réseau d'égouts 20
a. Performance du réseau proposé 20
b. Conditions particulières 23
F. Sommaire de la conception sanitaire 23

V. RÉSEAU PLUVIAL 24

A. Approche et Méthodologie 24
B. Critères de conception 24

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

a. Critères hydrauliques 24
b. Critères de gestion des eaux pluviales 25
c. Paramètres hydrologiques 26
d. Paramètres de modélisation 26
C. DESCRIPTION DES OUVRAGES DE GESTION DES EAUX PLUVIALES 27
a. Débit de rejet 28
b. Ligne piézométrique 29

VI. CONFORMITÉ DE LA CONCEPTION DU RÉSEAU PLUVIAL 30

A. CONDITIONS PRÉ-DÉVELOPPEMENT 30
B. RESPECT DU RÈGLEMENT C-1.1 (CRITÈRE P8) 31
C. REJET VERS UN ÉGOUT UNITAIRE EXISTANT (CRITÈRES P11 ET P12) 31
D. ÉVALUATION DU COMPORTEMENT HYDRAULIQUE DU SYSTÈME DE DRAINAGE (CRITÈRE P7) 33
E. SOMMAIRE DE LA CONCEPTION PLUVIALE 35

VII. CONFORMITÉ AU CONTRÔLE DES SURVERSES (MDDELCC) 36

A. REJET SANITAIRE PRÉ-DÉVELOPPEMENT 36
B. RUISSELLEMENT EN CONDITIONS PRÉ-DÉVELOPPEMENT 36
C. CONTRÔLE DES SURVERSES (CRITÈRES P9) 37

VIII. SYNTHÈSE 40

LISTE DES ANNEXES I

ANNEXE I : 17-692C 301 - PLAN DIRECTEUR AQUEDUC ET ÉGOUTS II

ANNEXE II : RÉSULTATS DÉTAILLÉS AQUEDUC III

ANNEXE III : RÉSULTATS DES TESTS D'ÉCOULEMENT DES BORNES INCENDIE ET DES SIMULATIONS DE PRESSION IV

ANNEXE IV : RÉSULTATS DÉTAILLÉS SANITAIRE V

ANNEXE V : RÉSULTATS DÉTAILLÉS PLUVIAL VI

ANNEXE VI : PARAMÈTRES ET HYPOTHÈSES PCSWMM VII

ANNEXE VII : FICHE DE RÉGULATEUR TYPE ORIFICE (FG-250) VIII

ANNEXE VIII : SIMULATIONS PCSWMM PRÉ-DÉVELOPPEMENT ET POST-DÉVELOPPEMENT ET SIMULATIONS EPANET IX

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992

I. INTRODUCTION

A. MISE EN CONTEXTE

Le projet faisant l'objet de la présente étude, appelé développement Westbury, concerne le redéveloppement du site industriel de l'ancienne usine Armstrong, inoccupée depuis 2010. Le site occupe environ 3,5 ha et est situé dans l'arrondissement de Côtes-Des-Neiges à Montréal. Ce site est situé entre l'avenue de Westbury et le Boulevard Décarie (à l'est de l'autoroute 15), au prolongement nord des avenues Mountain Sights et Trans Island tel que montré à la figure suivante.

Le redéveloppement exige la démolition des bâtiments existants, l'excavation et la disposition des surplus d'excavation, la construction de nouveaux réseaux d'aqueduc, égouts sanitaire et pluvial, avec ouvrages de gestion quantitatifs et volumétriques. Une vue détaillée du site est fournie au plan 17-692C C301 en annexe 0.



Figure 1 : Délimitation approximative du site, Vue satellite Google Maps

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

B. DESCRIPTION DU MANDAT

VINCI CONSULTANTS a été mandaté par la société Les développements Armstrong inc. pour l'étude et la conception des nouveaux réseaux de distribution et collecte des eaux du développement Westbury. Le mandat consiste à réaliser les quatre activités suivantes :

- le plan directeur d'aqueduc et d'égouts ;
- la simulation EPAnet et PCSWMM des réseaux (aqueduc et égouts) ;
- le rapport d'ingénieur destiné à la DGSRE, la DÉEU, et au MDDELCC (au besoin) ;
- les plans et devis d'ingénierie.

Ces documents et activités sont réalisés dans le cadre d'une demande de permis en vertu du règlement C1.1 et des exigences de la DGSRE de la Ville de Montréal et du MDDELCC.

Après vérification, en date d'octobre 2017, selon la nouvelle procédure de la LQE, si le projet ne fait pas augmenter la fréquence des débordements, il peut être soustrait à l'article 32 pour le réseau pluvial, et les réseaux aqueduc et sanitaire peuvent faire l'objet d'une déclaration de conformité.

Le présent rapport adresse les deux premières activités du mandat. Le plan directeur sert principalement à valider la performance hydraulique des réseaux proposés. Suite aux commentaires et à l'approbation du plan directeur et des mesures de gestion des eaux pluviales (PGO) par la Ville de Montréal, les plans et devis d'ingénierie seront préparés et soumis pour approbation.

C. DONNÉES DISPONIBLES

Les principales données disponibles et documents consultés pour la réalisation de l'étude sont les suivants (liste non-exhaustive) :

- Atelier Christian Tiffault, *Plan d'implantation*, 11 mai 2017 ;
- Cadastre du Québec, *Plan cadastral parcellaire : Montréal*, 30 janvier 2017 ;
- DÉEU, *Aide-mémoire – Exigences et considérations*, 11 février 2016 ;
- Les Développements Armstrong inc., *Statistiques bâtiments et lots*, 26 avril 2017 ;
- DGSRE, *Courriel de confirmation des branchements du bâtiment B7*, décembre 2017 ;
- DGSRE, *Document de référence pour la réalisation des études hydrauliques sur le réseau d'eau secondaire de la Ville de Montréal*, 28 novembre 2014 ;
- DGSRE, *Hydrant Flow Curve à la borne incendie sur Mountain Sights*, reçu le 18 juin 2017 ;
- DGSRE, *Modèle hydraulique du réseau aqueduc*, transmis le 19 juin 2017 ;

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992
info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

- DGSRE, *Niveaux piézométriques de la conduite 1200mm existante au nœud 5 323 427*, 16 février 2016 ;
- Environnement LCL inc., *Résultats de perméabilité*, 26 juin 2017 ;
- François Anglehart, *Alignement et niveaux*, 11 mars 2015 ;
- François Anglehart, *Relevé supplémentaire*, 10 juillet 2017 ;
- GicloCept inc, *Résultats de tests d'écoulement sur bornes incendie*, 12 septembre 2016 ;
- MAMOT, *Rapport annuel de performance, Ouvrages de surverse 2014, 2015, 2016* ;
- MDDELCC, *Directive 001 – Captage et distribution des eaux*, 20 février 1984 ;
- MDDELCC, *Directive 004 – Réseaux d'égout*, 25 octobre 1989 ;
- MDDELCC, *Guide de gestion des eaux pluviales* ;
- MDDELCC, *Manuel de conception des ouvrages de gestion des eaux pluviales*, 23 mars 2017;
- MDDELCC, *Loi sur la qualité de l'environnement (Chapitre Q-2), Version administrative*, 23 mars 2017 ;
- Qualitas, *Étude géotechnique*, 25 juin 2015 ;
- Service Incendie de la Ville de Montréal, *courriel de confirmation du débit incendie à 10000 L/*s, 29 juin 2017 ;
- Solmatech, *Évaluation environnementale de site phases I et II*, mars 2011 ;
- Ville de Montréal, C-1.1 – *Règlement sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales*, 24 août 2001.

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

II. DESCRIPTION DU SITE

A. DESCRIPTION DES INFRASTRUCTURES EXISTANTES

a. Aqueduc existant

Le site est desservi par un réseau d'aqueduc existant privé, avec protection incendie, qui est branché à l'aqueduc municipal. Le réseau privé sera entièrement démoli. Le site sera raccordé à l'aqueduc existant à quatre endroits : sur l'avenue Westbury aux coins Courtrai et Mackenzie pour l'alimentation normale, et aux prolongements de Trans Island et de Mountain Sights avec des vannes normalement fermées pour alimentation d'urgence. L'évaluation de la capacité de l'aqueduc existant est fournie à la section III du présent rapport

b. Égouts existants

Le site existant de l'usine Armstrong était desservi par un réseau d'égout domestique privé et un réseau pluvial privé raccordés à une conduite combinée de 1200 mm (construite vers 1930) qui traverse ainsi le site à la hauteur de l'avenue de Courtrai pour rejoindre le Boulevard Décarie (voir État des lieux sur le plan C301 en annexe 0). La conduite combinée est ensuite raccordée sur Décarie au collecteur Décarie-Raimbault qui se branche à l'intercepteur nord-est (ouvrage de débordement 3410-2D). Le débordement se fait à la rivière des Prairies, près du pont de l'autoroute 15, à l'ouvrage de surverse Autoroute des Laurentides (3410-1D). Les réseaux privés existants seront complétement démolis sauf la conduite de 1200 mm qui sera conservée et intégrée au projet à l'intérieur de l'emprise de l'avenue Courtrai (voir Figure 2).

c. Problématiques de performance connues

La DGSRE a fourni des résultats de simulations hydraulique (théoriques) de la conduite d'égout existante de 1200 mm sous différentes conditions de pluie. Les résultats disponibles montrent que lors d'une pluie de période de retour 2 ans, cette conduite coule plein. Les simulations révèlent sa mise en charge pendant une durée de l'ordre de 20 à 40 minutes pour une pluie d'une durée de 3 heures de récurrence 2 ans et plus.

Pour l'aqueduc, la performance du réseau limitrophe existant est adéquate afin d'assurer la distribution du débit de consommation et protection incendie requise. Ces performances sont très importantes pour la suite de l'étude et sont développées dans le chapitre III.

B. PLAN D'AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL PROJETÉ

a. Plan d'aménagement

L'aménagement du site comprendra 425 m de nouvelles rues, 8 bâtiments (numérotés B1 à B8, où les bâtiments B5 et B6 forment une entité) et un parc de 3470 m². La Figure 2 présente le plan d'aménagement général du site. Le bâtiment B5-B6 sera raccordé à la conduite combinée existante sur Courtrai pour le sanitaire et le pluvial. Le bâtiment B7 sera raccordé sur Décarie pour l'aqueduc et sur la conduite existante pour le sanitaire et le pluvial. Les autres bâtiments sont raccordés aux nouveaux réseaux d'eau potable, d'égout sanitaire et pluvial proposés de leur rue respective.

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992
info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

Au coin de l'avenue Trans Island et de la rue Mackenzie se trouve le centre communautaire MADA (lot 2 385 047), un bâtiment existant présentement raccordé sur Décarie pour tous les services. Ce bâtiment est existant et un lot contigu sans bâtiment sert de stationnement (lot 6 049 216) et sera réaménagé. Les deux lots appartenant au même propriétaire et servant pour l'usage du MADA, ils sont considérés comme un seul lot dans le cas où une demande de permis est déposée. Le drainage pluvial du stationnement se fera vers le réseau proposé sur Trans Island et devra être régulé selon le C-1.1, étant donné que la superficie considérée est de plus de 1000 m² imperméable. Les branchements de service du bâtiment ne sont pas modifiés et ne sont pas inclus à ce Plan directeur.

Les services proposés faisant l'objet de la présente étude seront aménagés dans l'emprise de rue présentée (en rouge) à la Figure 2. Des ouvrages de gestion des eaux pluviales sont aussi prévus sur la propriété privée. Tous les ouvrages sont simulés à l'aide du modèle PCSWMM. Les réseaux d'aqueduc et d'égout dans l'emprise de rue seront cédés à la municipalité. Le concept général de ceux-ci est présenté aux sections III à V. L'usage des bâtiments est présenté au tableau 1.

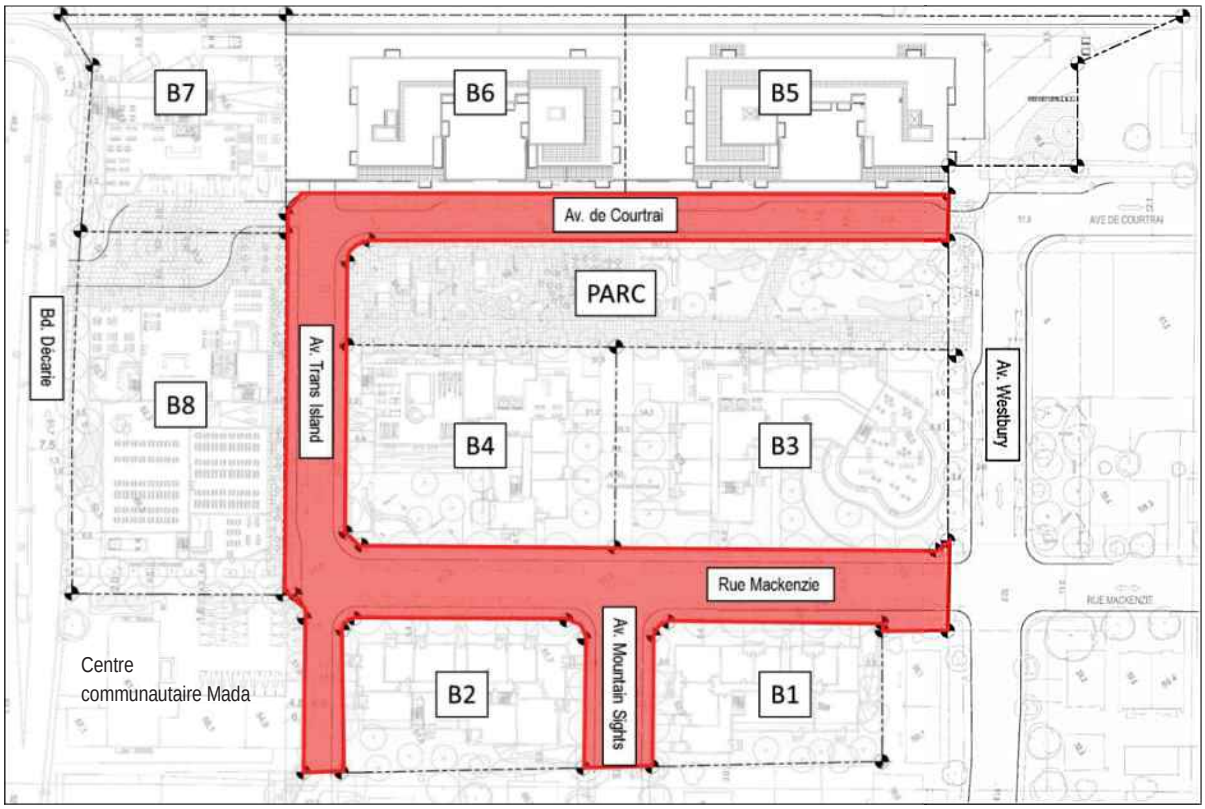


Figure 2 : Plan d'aménagement des Développements Armstrong

Du stationnement est prévu sur rue pour les visiteurs ainsi qu'en souterrain sous les bâtiments des lots privés. L'élévation géodésique proposée du site est comprise entre 51,25 m et 52,53 m. Le terrain est considéré plat.

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

b. Usage des bâtiments proposés

Les différentes caractéristiques présentées dans le tableau suivant sont issues des informations fournies par Les Développements Armstrong inc. en date du 26 avril 2017 et décrivent la vocation des bâtiments et des lots proposés. La population équivalente du site entièrement développé, comprenant logements résidentiels, bureaux et commerces, est de 3400 personnes.

Tableau 1 : Détails des bâtiments proposés inclus au Plan directeur

Bâtiments proposés	Numéro de lot (réformé)	Type de bâtiment	Caractéristiques (unités ou superficie totale)	Nombre d'étages
B1	6 049 218	Résidentiel	57 unités	6
B2	6 049 217	Résidentiel	70 unités	6
B3	6 049 220	Résidentiel	165 unités	12
		Commerces (avec garderie)	892 m²	
B4	6 049 215	Résidentiel	155 unités	12
B5-B6	6 049 212	Résidentiel	212 unités	11
		Commerces	2437 m²	
		Bureaux	2611 m²	
B7	6 049 211	Bureaux	9476 m²	12
B8	6 049 213	Hôtel	240 chambres	12
		Restaurant	450 sièges	
MADA[1]	6 049 216 et 2 385 047	Centre communautaire	N.A	N.A
Parc	6 049 214	n/a	3 470 m²	n/a

[1] Deux lots contigus appartenant au même propriétaire avec un bâtiment existant

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

III. AQUEDUC PROPOSÉ

A. APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE

Cette section décrit le réseau d'aqueduc proposé et les critères de conception. L'aqueduc proposé respecte les exigences de la directive 001 du MDDELCC, les exigences du SIAI (1999), les normes de la Ville de Montréal et les clauses techniques du BNQ 1809-300.

Les conduites seront en fonte ductile CL.350, de diamètre 300 mm et 200 mm aux endroits indiqués. Le résultat des calculs de débits de consommation et incendie sont présentés aux sections suivantes. La simulation hydraulique du réseau a été faite à l'aide du logiciel EPAnet 2.00.12 et les résultats détaillés sont fournis en annexe II. Le réseau proposé est illustré au plan 17-692C C301 en annexe 0.

Plusieurs scénarios de diamètres et de points de branchement avec le réseau existant ont été analysés et comparés. Après une rencontre avec l'arrondissement, la DGSRE et le Service incendie de la Ville de Montréal (SIM) le 13 mars 2018, le scénario recommandé dans ce rapport est le scénario optimal, compte tenu de toutes les contraintes du projet. Les autres scénarios analysés sont présentés sommairement plus loin dans cette section.

B. CRITÈRES DE CONCEPTION

Le réseau doit desservir un secteur mixte, résidentiel haute densité et commercial, avec protection incendie. Les critères de conception ont été sélectionnés en conséquence. Les critères considérés pour les aspects de performance hydraulique, numérotés de A1 à A14, sont énumérés au Tableau 2.

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

Tableau 2 : Critères de conception du réseau d'aqueduc projeté

	Critère	Valeur	Source
A1	Pression minimale	140 kPa (20 psi), borne d'incendie	DGSRE, Directive 001 Section 5.4.4, SIAI
A2	Pression minimale gicleurs	275 kPa, entrée bâtiment	SIAI
A3	Pression maximale, résidentiel	552 kPa	CNB Code de Plomberie, Chap. III
A4	Pression maximale en tout point	760 kPa	Directive 001, Section 5.4.4
A5	Pression minimale en tout point sous conditions normales	275 kPa	Directive 001, Section 5.4.4
A6	Vitesse minimale locale	0,3 m/s, faible consommation	Règle de l'art pour maintenir qualité d'eau suffisante
A7	Vitesse maximale	3,0 m/s, préférablement 1,8 m/s pour éviter les coups de bélier	Directive 001, Section 5.4.3.5
A8	Diamètre des conduites	200 ou 300 mm 150 mm : raccordement bornes incendie	Document de référence pour la réalisation des études hydrauliques sur le réseau d'eau secondaire de la Ville de Montréal, DGSRE
A9	Coefficient Hazen-Williams	C =120	Règle de l'art
A10	Profondeur des conduites	1,8 m minimal au-dessus de la couronne	Directive 001, Section 5.4.8.2
A11	Type de borne incendie	2 prises 65 mm et 1 prise STORZ (100 mm) pour 4 500 L/min et plus	Directive 001, Section 5.4.6.4
A12	Distance maximale entre deux bornes incendie	90 m, zone commerciale	SIAI
A13	Vannes	Vannes positionnées afin d'isoler au maximum 150 m de conduite	SIAI
A14	Débit maximal par borne incendie pour fins de simulation hydraulique	4 000 L/min	Document de référence pour la réalisation des études hydrauliques sur le réseau d'eau secondaire de la Ville de Montréal, DGSRE

Le Tableau 3 présente les critères A15 à A23, utilisés pour l'évaluation des besoins en eau. D'après les renseignements fournis par le promoteur, tous les bâtiments seront munis de gicleurs.

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992
info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

Tableau 3 : Critères de conception pour l'évaluation des besoins en eau

	Critère	Valeur	Source
A15a	Densité de population	3,2 pers/ unité de logement	Document de référence pour la réalisation des études hydrauliques sur le réseau d'eau secondaire de la Ville de Montréal (DGSRE)
A15b		2,2 pers/ chambre d'hôtel	Nombre de place par chambre (Les Développements Armstrong Inc.)
A16a	Consommation résidentielle moyenne	625 L/pers/jour	Document de référence pour la réalisation des études hydrauliques sur le réseau d'eau secondaire de la Ville de Montréal (DGSRE)
A16b	Consommation hôtel moyenne	400 L/client/jour	Brière, Tableau 3.2
A17	Consommation commerciale	6,1 L/m²/jour	Brière, Section 3.2
A18	Consommation bureaux	60 L/pers/jour	Brière, Tableau 3.2 (Représente environ 120% du rejet sanitaire)
A19	Consommation restaurant	150 L/siège/jour	Brière, Tableau 3.2 (Représente environ 120% du rejet sanitaire)
A20	Consommation piscine intérieure	Inclue dans la consommation moyenne	Définition de consommation domestique moyenne, Brière, Section 3.1
A21	Facteur de pointe, journée maximale	$FP_{d\ max}$ = 2,0	Guide de conception des installations de production d'eau potable, Tableau 5-1 (MDDELCC)
A22	Facteur de pointe, heure max	$FP_{h\ max}$ = 3,0	Guide de conception des installations de production d'eau potable, Tableau 5-1 (MDDELCC)
A23	Débit protection incendie	Pire incendie	SIAI (1999), ISO (2014)

C. RACCORDEMENT À L'AQUEDUC EXISTANT

Les points de raccordement à l'aqueduc existant sont identifiés au plan d'ensemble 17-692C C301 en annexe I. Chacun des points dispose d'une pression suffisante pour alimenter le projet en condition de consommation et d'incendie. Le secteur est desservi par les usines de production Charles-J-Des Baillets et Atwater.

Les essais de pression statique et dynamique réalisés le 9 septembre 2016, par GicloCept inc. sur les bornes fontaines du réseau existant, dont les résultats sont fournis en annexe III, permettent de déterminer la pression statique du réseau. De plus, un modèle d'une portion du réseau municipal a été fourni par la DGSRE et permet de déterminer les pressions dynamiques sur Westbury (points de raccordements A3 et A4) pour différents débits de simulation. Des résultats de modélisation de pression dynamique à la borne incendie sur l'avenue Mountain Sights, au nord de Vézina, ont aussi été transmis par la DGSRE et sont utilisés pour déterminer les pressions aux points de raccordements A1 et A2.

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992
info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

a. Alimentation normale

Les points de raccordement proposés pour alimentation normale sont sur la rue Westbury, aux coins des rues Courtrai et Mackenzie (A3, A4).

b. Alimentation d'urgence

En cas de fermeture des vannes d'alimentation normale (A3, A4), des raccordements d'urgence, avec vannes normalement fermées (V-3 et V-5), seront prévus vers les rues Trans Island et Mountain Sights (A1, A2). Ces raccordements de 200 mm de diamètre permettent d'assurer une alimentation en cas d'entretien sur l'avenue Westbury. Ces conduites sont normalement fermées afin de respecter la stratégie de sectorisation de la Ville de Montréal. Ce scénario permet de purger plus facilement le bout-mort actuel sur Trans-Island.

La Figure 3 présente le modèle EPAnet utilisé pour la simulation aqueduc.

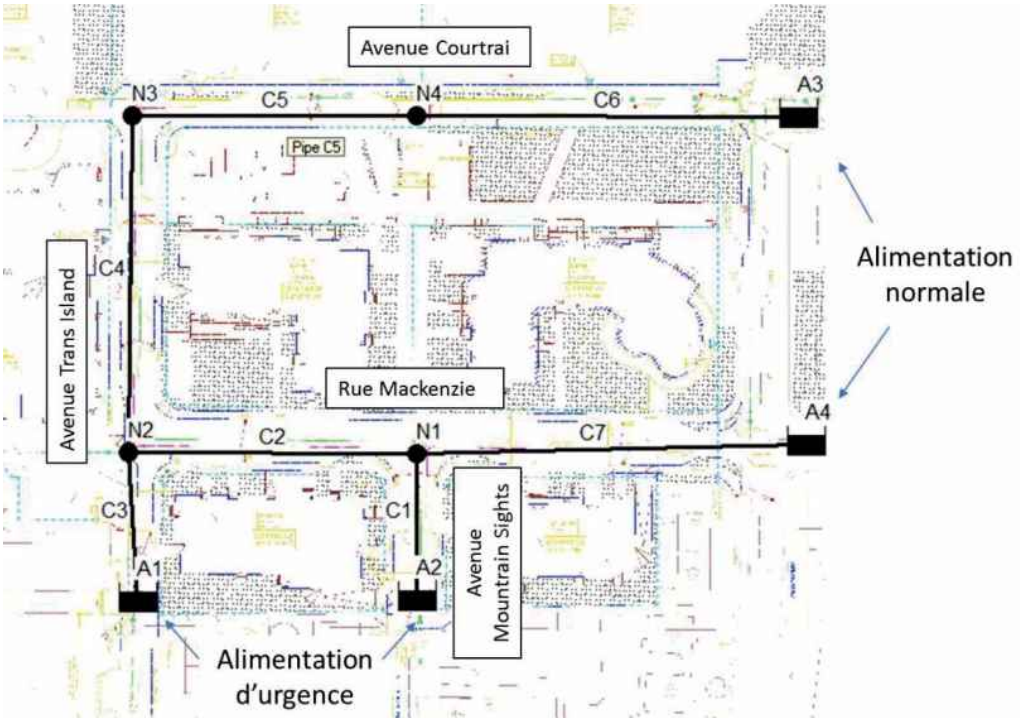


Figure 3 : Modèle EPAnet pour l'aqueduc

Le Tableau 4 résume les caractéristiques de l'aqueduc aux divers points de raccordements.

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

Tableau 4 : Caractéristiques de l'aqueduc existant aux points de raccordement proposés

	Point de raccordement à l'aqueduc existant			
	Proposés pour alimentation		Proposés avec vannes normalement fermées	
	A-3	A-4	A-1	A-2
Rue	Westbury et Courtrai	Westbury et Mackenzie	Trans Island	Mountain Sights
Diam. Existant (mm)	300	300	200	200
P statique (Psi / kPa)	82 / 565,5	82 / 565,5	82 / 565,5	82 / 565,5
P dynamique en situation incendie à 10 000 L/min (Psi / kPa)	70 (482)	70 (482)	46 (317)	46 (317)

D. DÉBITS DE CONSOMMATION ET INCENDIE

Les résultats de calculs des débits de consommation et de protection incendie requis sont résumés aux tableaux suivants. Une synthèse par occupation et par bâtiment est présentée. Le calcul détaillé est fourni en annexe II.

Tableau 5 : Débits de consommation projetés dans le réseau proposé, par occupation

	Débit de consommation Q		
	Moyen, FP =1	Jour max, FP = 2	Heure max, FP = 3
	L/s	L/s	L/s
Résidentiel	17,7	35,4	53,1
Commercial	0,2	0,5	0,7
Emploi	1,0	1,9	2,9
Restaurant et bar	1,1	2,2	3,3
Parc[2]	N.A	N.A	N.A
Total	20,0	40,0	60,0

La consommation totale journalière moyenne du site à partir du réseau proposé est évaluée à 1730 m³/jour. Le Tableau 6 présente les débits requis pour assurer la protection incendie aux bornes incendie pour chaque bâtiment. Le débit incendie calculé dépend essentiellement de la superficie de plancher et du nombre d'étages, du type de construction, du risque de combustion et de l'espacement entre les bâtiments. Le débit maximal calculé de 10 000 L/min pour le bâtiment B5-B6 a été confirmé par le Service Incendie de la Ville de Montréal le 26 juin 2017.

[2] Aucun débit de consommation calculé étant donné que l'aménagement du parc n'est pas déterminé. L'ajout de débit de consommation par le parc est posé comme n'affectant pas le dimensionnement.

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

Tableau 6 : Débits de protection incendie projetés par bâtiment

Bâtiment	Débit incendie Q_{inc} requis (L/min)	Volume incendie[3] de 2 h (m³)
B1	7 000	840
B2	7 000	840
B3	8 000	960
B4	8 000	960
B5-B6	10 000	1200
B7	7 000	840
B8	10 000	1200
MADA[4]	N.A	N.A
Parc[5]	N.A	N.A

E. PRÉSENTATION DES SCÉNARIOS ANALYSÉS

Le Tableau 7 présente une liste sommaire des scénarios de raccordement à l'aqueduc existant analysés pour ce projet.

Tableau 7 : Scénarios de raccordement analysés

Caractéristiques du réseau	Raison du rejet du scénario
Raccordement en alimentation normale à A1, A3 et A4	Sectorisation prévue de la portion au sud de Mackenzie et à Décarie
Raccordement en alimentation normale à A3, A4 et Décarie	Sectorisation prévue de la portion au sud de Mackenzie et à Décarie
Raccordement en alimentation normale à A3 et A4, raccordement d'urgence à A1	Raccordement à A1 ne peut fournir le débit incendie maximal à lui seul
Raccordement en alimentation normale à A3 et A4, raccordement d'urgence à A1 et Décarie	Raccordement à Décarie nécessite de modifier la servitude de la conduite d'égout (combiné 1200 mm existant) pour inclure l'aqueduc. L'échéancier d'une telle modification est difficile à prévoir et ne cadre pas avec l'échéancier du projet

[3] Durée minimale d'alimentation en eau requise pour un incendie de débit de 10 000 L/min selon le SIAI
[4] Bâtiment existant desservi sur Décarie. L'alimentation aqueduc ainsi que la protection incendie sont déjà assurées et ne sont pas modifiées.
[5] Pas de bâtiment majeur prévu sur le parc. Le débit incendie requis est posé comme étant inférieur au débit incendie maximal du reste du réseau proposé.

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992
info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

En plus des scénarios de raccordements analysés, des comparaisons de diamètres ont été faites afin de valider le choix du diamètre proposé. Les diamètres autorisés par la Ville de Montréal sur les réseaux secondaires sont de 200 ou 300 mm.

Pour ce projet, les conduites de 200 mm présentent de plus grandes pertes de charge, et causent des vitesses d'écoulement maximales en conditions incendie maximal (alimentation normale) qui dépassent les normes fixées par la Directive 001 du MDDELCC. Les résultats détaillés des divers scénarios analysés sont présentés à l'annexe II. Le scénario à 300 mm, dont les résultats sont présentés à la sous-section suivante, est donc le scénario recommandé pour le réseau d'aqueduc projeté.

F. PERFORMANCES DE L'AQUEDUC PROPOSÉ

Le réseau proposé a été simulé sous divers scénarios d'opération jugés critiques afin de valider le respect des critères A1 à A7, comme suit :

- Scénario 1 : Consommation jour max ($Q_{d\,max}$) + Incendie (Q_{inc}) au bâtiment B8 ;
- Scénario 2 : Scénario 1 + fermeture de la vanne au raccordement A4 ;
- Scénario 3 : Consommation horaire maximale ($Q_{h\,max}$), sans débit incendie ;
- Scénario 4[6] : Scénario 1 et fermeture des vannes aux raccordements A3 et A4, ouverture des vannes à A1 et A2 sur Trans Island et Mountain Sights (V-3 et V-5).

Chacun des scénarios présente des vitesses généralement comprises entre 0,19 et 3,0 m/s. Les pressions résiduelles disponibles aux bornes d'incendie sont toutes au-dessus de 140 kPa (20 Psi) en condition d'incendie et au-dessus de 275 kPa (40 Psi) en consommation horaire maximale (scénario 3). Les pressions dynamiques sont toutes en-dessous de 552 kPa.

Le Tableau 8 résume les résultats de pression aux nœuds et de vitesses dans les conduites de chaque scénario de la simulation EPANET. L'emplacement des nœuds et conduites est présenté sur les schémas de résultat en annexe II.

[6] Ce scénario est très peu probable mais est testé afin de connaître les conditions extrêmes pouvant être demandées au réseau proposé. Les résultats du scénario 4 devront être analysés en conséquence.

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992
info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

Tableau 8 : Résultats EPANET des divers scénarios

Simulé	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3	Scénario 4
Pression minimale (kPa[7])	509	495	537	322
Vitesse minimale (m/s)	0,68	0,19	0,11	1,20
Vitesse maximale (m/s)	1,84	2,91	0,40	3,42

Le réseau proposé prévoit, pour chaque bâtiment, trois (3) bornes incendie disponibles à une distance maximale de 90 m, ce qui permet d'assurer le débit maximum de 10 000 L/min minimum en tout point.

a. Résultats Scénario 1

Ce scénario représente le cas type le plus contraignant pour le réseau proposé. La directive 001 demande que ce cas soit vérifié. Il s'agit du débit de la journée maximale auquel on ajoute le débit incendie le plus élevé, celui au bâtiment B5-B6. Les pressions et vitesses dans le réseau sont conformes aux critères de projet.

b. Résultats Scénario 2

Ce scénario impose une fermeture de vanne sur une des conduites d'alimentation normale afin d'alimenter le débit d'incendie du bâtiment B5-B6. Cette condition permet d'assurer la protection du site en cas de travaux sur l'une ou l'autre des branches de raccordement au réseau bouclé. Les pressions et les vitesses sont conformes aux critères de projet. Ce scénario est jugé exceptionnel et permet de vérifier les pires conditions de débit, et n'est pas exigé par le MDDELCC.

c. Résultats Scénario 3

Ce scénario représente le deuxième cas type de vérification de performance selon la directive 001, soit le débit de pointe horaire. En pointe horaire, le débit est inférieur au débit incendie, et c'est pour cette raison que les vitesses minimales sont inférieures à 0,3 m/s.

En condition de consommation au débit moyen (FP = 1,0), puisque le débit de consommation moyen est de 20 L/s, et que la longueur des conduites principales du projet est d'environ 389 m, il est évalué que l'eau dans les conduites de 300 mm de diamètres sera en moyenne renouvelée 2,6 fois par heure. En condition de consommation minimale (FP = 0,4), le renouvellement se fera chaque heure.

Les vitesses minimales ne posent pas de problème de qualité d'eau pour les consommateurs, étant donné son renouvellement fréquent dans une journée.

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

[7] 100 kPa = 14,50 PSI

d. Résultats Scénario 4

Ce scénario d'urgence représente la fermeture des vannes aux points A3 et A4 sur Westbury. Pour alimenter et protéger le secteur, les vannes sur Trans Island et Mountain Sights (V-3 et V-5), en position normalement fermées, sont dans ce cas ouvertes. Les pressions et les vitesses dans le réseau sont conformes aux critères de projet, malgré que les vitesses maximales soient légèrement au-delà de 3,0 m/s. Ce scénario n'est pas demandé par le MDDELCC et ne sert qu'à tester les limites du réseau projeté.

G. SOMMAIRE DE LA CONCEPTION AQUEDUC

Les conduites proposées sur le site sont de 300 mm, sauf pour le prolongement des avenues Trans Island et Mountain Sights, au sud de la rue Mackenzie, qui sont de 200 mm. Les diamètres ont été validés à l'aide de EPAnet afin de satisfaire le plus possible les critères de vitesse et de pression dans le réseau, tout en satisfaisant les contraintes propres au projet.

L'alimentation normale se fait par les raccordements A3 et A4 sur l'avenue Westbury, et les vannes V3 et V5, en aval des points de raccordement A1 et A2, sont considérées comme étant normalement fermées.

Des vannes permettent d'isoler les tronçons de conduites sur moins de 150 m et chaque bâtiment est couvert par 2 ou 3 bornes incendie, tout dépendant de son débit incendie requis. Ceci permet de desservir les bâtiments avec un débit de 10000 L/min sans problème à même le réseau proposé.

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992
info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

IV. RÉSEAU SANITAIRE

A. APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE

Cette section décrit le réseau d'égout sanitaire projeté et les critères de conception. Le sanitaire projeté respecte les exigences de la directive 004 et les mesures de contrôle des surverses du MDDELCC, les exigences de la Ville de Montréal et les clauses techniques du BNQ 1809-300.

Les conduites proposées seront en PVC DR-35 de 300 mm de diamètre, toutes avec une pente de 0,5% permettant d'assurer une vitesse minimale de 0,6 m/s lorsqu'elles coulent à pleine capacité (Directive 004 du MDDELCC). Les résultats des calculs de débits d'eau usée sont présentés aux tableaux de cette section. La simulation hydraulique du réseau a été faite à l'aide du logiciel PCSWMM 7.1.2480. Les résultats détaillés de modélisation sont fournis en annexe IV et VIII.

Le réseau proposé est illustré au plan du Plan directeur 17-692C C301 en annexe 0. Aucun nouvel égout sanitaire est prévu sur la rue de Courtrai, puisque la conduite de 1200 mm demeurera en place et que les nouveaux drains de bâtiment pour B5-B6 et B7 y seront raccordés. Ces lots ne sont donc pas considérés dans le calcul de débit sanitaire du réseau sanitaire projeté.

B. CRITÈRES DE CONCEPTION

Le réseau projeté doit desservir un secteur mixte, résidentiel haute densité et commercial. Les critères de conception ont été sélectionnés en conséquence. Les paramètres considérés pour les aspects de performance hydraulique, numérotés de S1 à S8, sont énumérés au Tableau 9. Le Tableau 10 présente les critères, S9 à S16, utilisés pour l'évaluation des débits d'eau usée.

Tableau 9 : Critères de conception du réseau sanitaire projeté

	Critère	Valeur	Source
S1	Vitesse minimale	0,6 m/s	Directive 004, 5.2.5.2
S2	Vitesse maximale	4,5 m/s	Directive 004, 5.2.5.2
S3a	Pente minimale	0,25% 0,5 % en début de réseau	Directive 004, 5.2.5.3
S3b		Pente suffisante pour obtenir 0,6 m/s minimum ou 0,5%	Exigence de la DGSRE demandée par courriel le 171221
S4	Profondeur de conduite minimale	2,75 m au-dessus de la couronne	Normes de conception des conduites d'égouts de la Ville de Montréal (1989), Section 4.4
S5	Diamètre minimal	300 mm	Normes de conception des conduites d'égouts de la Ville de Montréal (1989), Section 2.4.1
S6	Distance maximale entre deux regards	120 m	Directive 004, Section 5.2.5.5
S7	Coefficient Manning	n = 0,015	Règle de l'art pour inclure l'usure future, V. T. Chow
S8	Critère abrogé		

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

Tableau 10 : Critères de conception pour l'évaluation des débits projetés

	Critère	Valeur	Source
S9a	Rejet résidentiel	320 L/pers./jour	Directive 004, Section 6.1.1.1
S9b	Rejet hôtel	300 L/chambre	Guide pour l'étude des technologies conventionnelles du traitement des eaux usées d'origine domestique, Chap. 2, MDDELCC
S10	Rejet commercial	7,5 L/m²/jour	Directive 004, Section 6.1.1.3
S11	Rejet bureaux	50 L/pers/jour	Guide pour l'étude des technologies conventionnelles du traitement des eaux usées d'origine domestique, Chap. 2, MDDELCC
S12	Rejet restaurant	125 L/siège/jour	Guide pour l'étude des technologies conventionnelles du traitement des eaux usées d'origine domestique, Chap. 2, MDDELCC
S13	Densité de population	3,2 pers./logement	Document de référence pour la réalisation des études hydrauliques sur le réseau d'eau secondaire de la Ville de Montréal, DGSRE
S14	Facteur de pointe	1,742 $Q_{moy}^{-0,1506}$	Directive 004, Figure 6.1.3.1 pour débit moyen entre 0,004 et 0,4 m³/s
S15	Débit de captage	50 L/pers/jour	Directive 004 pour réseaux séparés
S16	Débit d'infiltration	5,6 m³/ha/jour	Norme Ville de Montréal

C. RACCORDEMENT À L'ÉGOUT EXISTANT

Le réseau projeté se raccorde à seul un endroit sur la conduite combinée de 1200 mm à l'aide d'une chambre de raccordement. Ce point est identifié par le regard RC-01. La ligne piézométrique du collecteur a été prise en considération pour la conception des réseaux sanitaire et pluvial projetés. La Figure 4 présente le schéma de la chambre de raccordement au point RC-01. Les bâtiments B5-B6 et B7 ont leur propre raccordement à la conduite unitaire existante de 1200 mm.

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

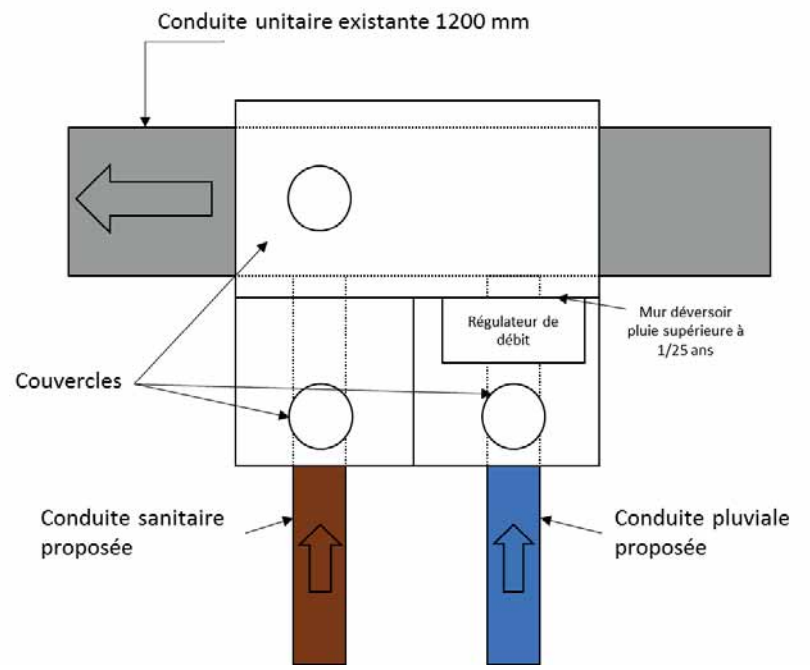


Figure 4 : Schéma du point de raccordement RC-01, avenue de Courtrai

a. Comportement du combiné existant 1200 mm

Les résultats de simulation hydraulique PCSWMM fournis par de la DGSRE ont permis de tenir compte de la variation dynamique de la ligne piézométrique dans la conduite unitaire de 1200 mm en temps de pluie et de son influence sur le réseau proposé, pour les pluies de récurrence 2 ans à 100 ans. Les pluies fréquentes (3 mois à 1 an) sont posées comme ayant des conditions frontières d'écoulement à « normal » dans PCSWMM étant donné le manque d'information à leur sujet.

Le Tableau 11 présente le sommaire des niveaux piézométriques maximum par temps sec et en temps de pluie dans le collecteur existant. La Figure 5 illustre la variation dynamique du niveau piézométrique au point de raccordement RC-01 pour les pluies de récurrence 2 ans, 25 ans (C-1.1) et 100 ans. Le nœud de simulation utilisé par la DGSRE est en amont du point de rejet, mais les courbes sont utilisées au point de raccordement RC-01.

Tableau 11 : Niveau piézométrique au raccordement combiné RC-01

Récurrence de pluie (ans)	Radier du 1200 existant (RC-01) (m)	Niveau piézométrique	
		Temps sec (m)	Temps de pluie max. (m)
2	47,10	47,396	48,451
10			49,387
10 (+15 %)			50,396
25 (C-1.1)			50,083
25			50,435
50			50,698
100			50,886

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

La conduite est considérée en charge pendant 20 à 40 minutes dès une pluie de 2 ans.

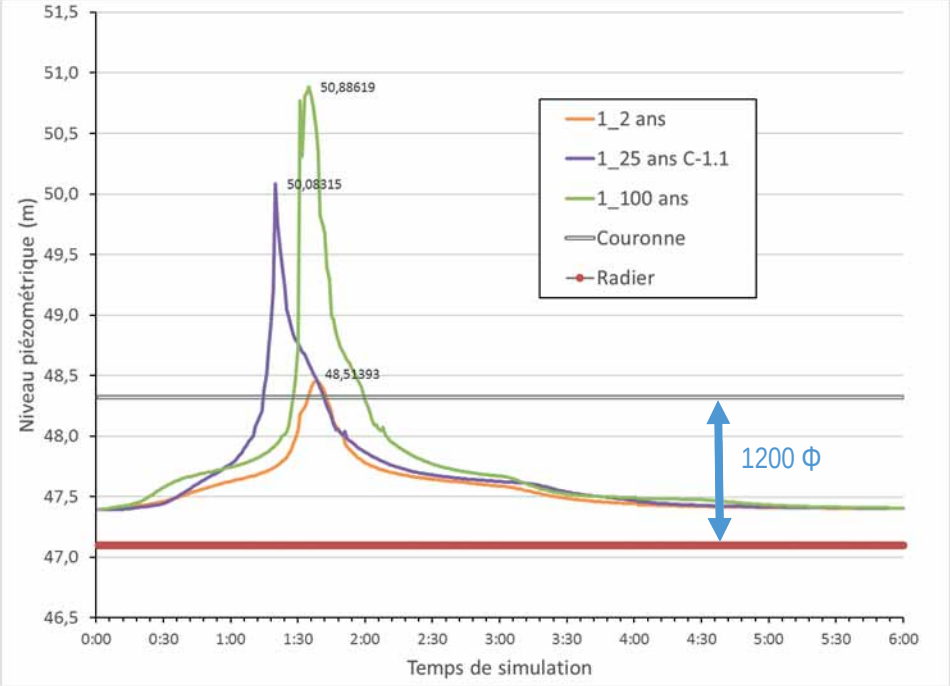


Figure 5 : Élévation de la ligne piézométrique par rapport à la conduite de 1200 mm au point RC-01

D. DÉBITS DE CONCEPTION SANITAIRE

Les résultats de calcul des débits d'eau usée rejetées sont résumés aux Tableau 12 pour le réseau proposé et au Tableau 13 pour les résultats détaillés pour tous les bâtiments. Une synthèse par occupation et par bâtiment est présentée. Le facteur de pointe et le débit total sont calculés au regard RC-01. Le calcul détaillé est fourni en annexe IV. Les conduites sanitaires sont toutes dimensionnées pour évacuer le débit de pointe Q_{max} coulant à une vitesse minimale de 0,6 m/s.

Tableau 12 : Débit sanitaire moyen et de pointe dans le réseau projeté – Regard RC-01

	Eau usée	
	Q moyen	Q max (FP = 3,68)
	L/s	L/s
Résidentiel	6,1	22,6
Commercial	0,1	0,3
Emploi	0,0	0,1
Restaurant et bar	0,8	2,8
Total domestique	7,0	25,7
Captage	0,8	0,8
Infiltration	0,2	0,2
TOTAL	8,0	26,7

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

Les débits sanitaires modélisés en temps sec sont les débits de pointe provenant de chaque drain de bâtiment, et considérés en régime permanent pour toute la durée des simulations pour l'évaluation par temps sec et lors de pluies fréquentes. Le débit moyen est utilisé pour l'évaluation du réseau lors de pluies rares. Dans tous les cas, les débits sont entrés aux regards (nœuds de simulation) correspondants vis à vis chaque bâtiment.

Tableau 13 : Débit sanitaire domestique par bâtiment

Bâtiment	Débit sanitaire Q_{moy} (L/s)	Débit sanitaire Q_{max} (L/s)	Emplacement du branchement	FP
B1	0,7	2,6	Réseau proposé	3,68
B2	0,8	3,2		3,68
B3	2,0	7,7		3,68
B4	1,8	7,0		3,68
B5-B6	2,5	10,0	Réseau existant (Courtrai)	4,0
B7	0,6	2,2		4,0
B8	1,6	5,9	Réseau proposé	3,68
MADA[8]	N.A	N.A	Réseau existant (Décarie)	N.A
Parc[9]	N.A	N.A	Réseau existant (Courtrai)	N.A

Étant donné que les bâtiments B5-B6 et B7 sont directement raccordés à l'égout combiné existant de 1200 mm, un facteur de pointe de 4,0 est appliqué afin de déterminer le débit maximal de ces lots. Pour le réseau sanitaire projeté, comme le débit moyen est supérieur à 4 L/s, le facteur de pointe peut être réduit, selon la Directive 004.

E. RÉSULTATS DE L'ÉTUDE POUR LE RÉSEAU D'ÉGOUTS

Les résultats de simulation du réseau sanitaire et de la performance au point de raccordement (RC-01) sont présentés dans cette section.

a. Performance du réseau proposé

Le Tableau 14 présente le débit sanitaire maximal par temps sec par tronçon de conduite, ainsi que les vitesses obtenues. Les pentes du réseau sanitaire sont à 0,5% afin d'assurer une vitesse minimale suffisante.

[8] Bâtiment existant desservi sur Décarie. Le branchement de service sanitaire du bâtiment ne sera pas modifié.
[9] Aucun débit de rejet sanitaire calculé étant donné que l'aménagement du parc n'est pas déterminé. L'ajout de débit par le parc est posé comme n'affectant pas le dimensionnement du réseau proposé puisque le branchement serait fait sur la conduite existante de 1200 mm sur Courtrai.

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

Tableau 14 : Débit sanitaire par tronçon en temps sec

Tronçon de conduite	Diamètre (mm)		Au débit de conception	
		Q max (L/s)	Vmin m/s	Vmax (m/s)
RC-01 à RS-02	300	26,5	0,88	0,92
RS-02 à RS-03	300	20,6	0,60	0,60

Par temps sec, le réseau sanitaire proposé et la conduite existante de 1200 mm coulent à surface libre.

La Figure 6 représente la ligne piézométrique dans l'égout sanitaire proposé (RC-01 à RS-03) en temps sec avec débit sanitaire maximal.

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

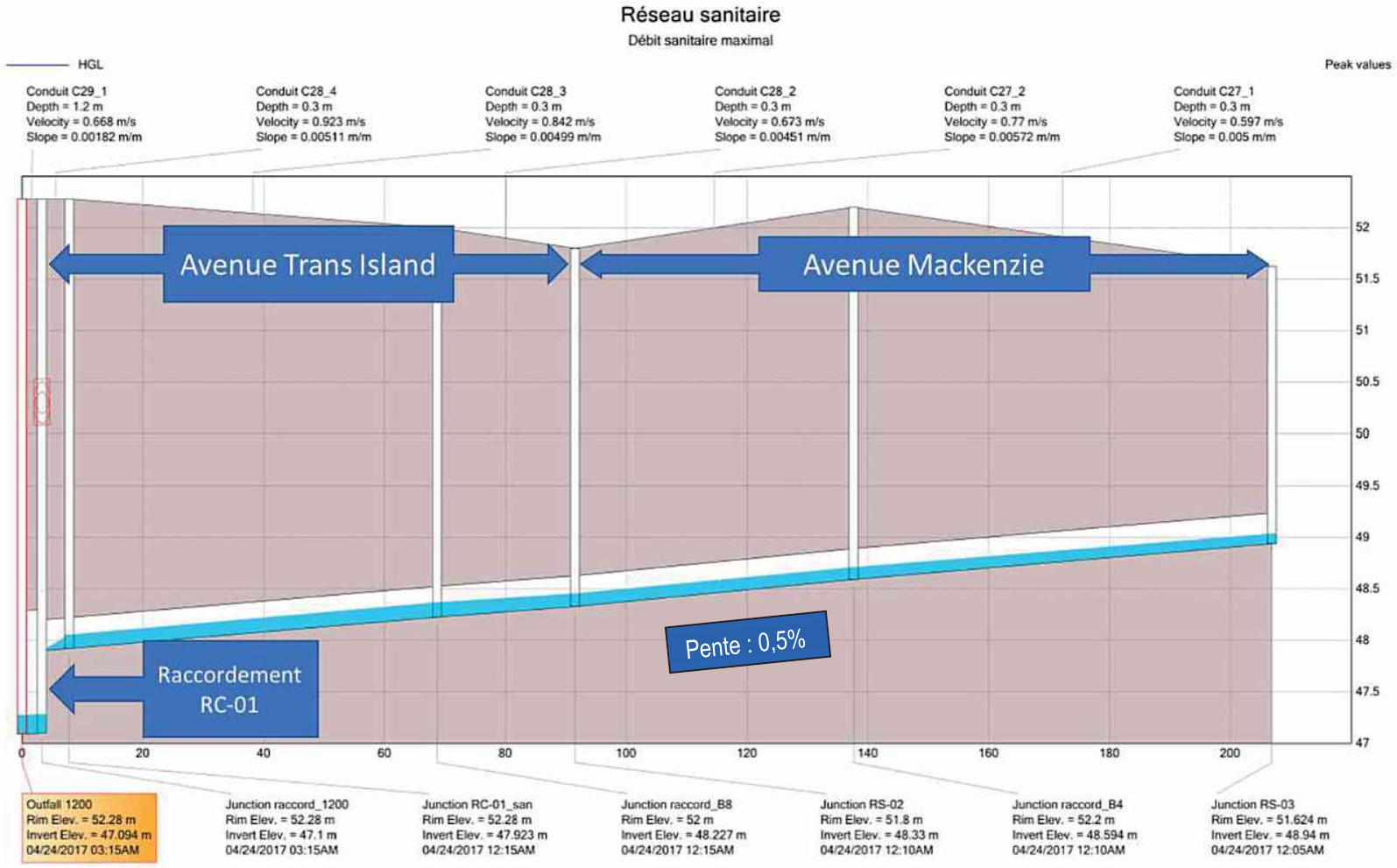


Figure 6 : Profil hydraulique du réseau sanitaire – Débit sanitaire maximal

b. Conditions particulières

La ligne piézométrique engendrée dans l'égout sanitaire proposé dépend du niveau d'eau dans le collecteur de 1200 mm. En temps sec, l'égout proposé coule à surface libre. En temps de pluie, le niveau maximal atteint dans la conduite est à l'élévation 50,08 m pour la pluie de récurrence 25 ans et 50,89 pour la pluie 100 ans.

Néanmoins le raccordement des drains sanitaires des bâtiments doit aussi être immunisé contre le refoulement des eaux usées du réseau proposé. Malgré que le collecteur de 1200 mm soit en charge généralement pour une durée de 20 à 50 minutes, la mise en charge du réseau de conduites de 300 mm permet tout de même d'évacuer les eaux durant cette période.

F. SOMMAIRE DE LA CONCEPTION SANITAIRE

Toutes les conduites du réseau proposé de Westbury sont de 300 mm, avec des pentes de 0,5%, ce qui assure une vitesse minimale suffisante. Les bâtiments B5-B6 et B7 sont raccordés directement à la conduite 1200 mm existante sur Courtrai, donc leurs débits sanitaires ne sont pas pris en considération pour la conception du réseau proposé, qui reçoit les eaux des autres bâtiments, et qui se raccorde à la conduite existante au regard RC-01.

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

V. RÉSEAU PLUVIAL

A. APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE

Cette section décrit le réseau d'égout pluvial projeté et les critères de conception. Le pluvial projeté respecte les exigences de la directive 004 et les mesures de contrôle des surverses du MDDELCC, les exigences de la Ville de Montréal et les clauses techniques du BNQ 1809-300.

Les conduites proposées seront en TBA Classe IV avec des raccordements de puisards en PVC DR-35 de 200 mm. La simulation hydraulique du réseau a été faite à l'aide du logiciel PCSWMM 7.1.2480. Les résultats détaillés de modélisation sont fournis à l'Annexe V, tandis que les paramètres utilisés et leurs hypothèses sont présentés à l'annexe VI.

Le réseau projeté est conçu pour drainer le débit de ruissellement des emprises de rue et des lots privés, incluant le parc, qui font tous l'objet d'un contrôle de rejet de pointe à 35 L/s/ha pour la pluie 25 ans. Le ruissellement provenant de la chaussée des rues proposées est géré dans les conduites surdimensionnées souterraines. Par conséquent, le territoire a été découpé en sous-bassins qui tiennent compte de cet aspect, avec deux niveaux de contrôle et gestion des eaux : privé et public. À cette fin, l'hydraulique des réseaux mineurs et majeurs a été modélisée.

B. CRITÈRES DE CONCEPTION

Il est nécessaire de se conformer aux exigences de la Ville de Montréal et du MDDELCC. Tous les critères ne sont pas identiques et certains sont plus restrictifs que d'autres. Les paramètres considérés dans les calculs sont regroupés en critères hydrauliques, hydrologiques et de contrôle et gestion des eaux.

a. Critères hydrauliques

Les critères de conception (P1 à P7) utilisés pour le dimensionnement hydraulique du réseau pluvial sont présentés au tableau suivant.

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

Tableau 15 : Critères de conception hydraulique des conduites pluviales

	Critère	Valeur	Source
P1	Vitesse minimale	0,9 m/s	Guide de gestion des eaux pluviales, Section 7.8.1.5
P2	Vitesse maximale	3,0 m/s	Normes de conception des conduites d'égouts de la Ville de Montréal (1989), Section 2.4.3
P3	Pente minimale des conduites	0,25% 0,5% en tête de réseau	Directive 004, 5.2.5.3
P4	Profondeur de conduite minimale	2 m au-dessus de la couronne	Normes de conception des conduites d'égouts de la Ville de Montréal (1989), Section 4.4
P5	Diamètre minimal des conduites	375 mm, à Montréal	Normes de conception des conduites d'égouts de la Ville de Montréal (1989), Section 2.4.1
P6	Coefficient de Manning	0,015	Règle de l'art pour inclure l'usure future, V. T. Chow
P7	Dimensionnement des conduites	Pas en charge jusqu'à la pluie de récurrence 10 ans (majorée de 15%)	DGSRE

b. Critères de gestion des eaux pluviales

En ce qui concerne la gestion des eaux pluviales et les mesures de mitigation des débordements, le tableau suivant liste les règles et objectifs à suivre afin de respecter les exigences municipales et provinciales. Certains des critères se recoupent. Suite aux simulations et calculs, les critères les plus restrictifs ont été choisis et les résultats sont présentés plus loin.

Tableau 16 : Critères de conception contrôle des eaux pluviales

	Critère	Valeur admissible	Application	Source
P8	Superficie développée (A) assujettie au contrôle des eau pluviales au taux (q)	A >1000 m^2 : q = 35 L/s/ha, pour pluie 1/25 ans C-1.1	Chaque lot	Règlement C-1.1, Ville de Montréal
P9	Volume combiné (pluvial et sanitaire) retourné au combiné existant	≤ Volume combiné de pré-développement de récurrence 3 mois, 6 mois, 1/1 an	Chaque phase de projet	MDDELCC
P11[10]	Ligne piézométrique admissible	Aucune surélévation au raccordement à l'existant, pluies de récurrence 2 ans, 10 ans et 25 ans	Réseau / point de raccordement	DÉEU
P12	Débit pluvial de pointe et sanitaire moyen retourné au combiné existant	≤ Débit de pré-développement de récurrence 2 ans, 10 ans, 25 ans, 50 ans et 100 ans	Chaque lot + Réseau	DGSRE
P13	Gestion des inondations	Pas de nuisances (sans débordement à l'extérieur des limites du projet), pluie 1/50 et 1/100 ans	Réseau	DGSRE et DÉEU

[10] Ce critère est considéré automatiquement respecté lorsque le critère P12 est respecté.

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

c. Paramètres hydrologiques

Des pluies de conception synthétiques sont utilisées dans le modèle afin de vérifier le respect des divers critères précédemment énumérés. Les pluies suivent une distribution de type « Chicago » crées à partir d'équations IDF fournies par la Ville de Montréal.

Des pluies spécifiques sont utilisées pour les calculs dépendamment de quel département de la Ville émet cette exigence et du type d'intervention à appliquer sur le réseau. Les caractéristiques principales des pluies et leur critère d'application correspondant sont donnés au Tableau 17.

Tableau 17 : Caractéristiques des pluies de conception utilisées - Montréal

Récurrence de pluie	Courbe IDF	Durée de la pluie (h)	Quantité de précipitation (mm)	Critère d'application
3 mois	Mitci	6	8,77	P9
6 mois	Mitci	6	14,11	P9
1 an	Mitci	6	20,23	P9
1/2 ans	V de M	3	33,96	P11, P12
1/10 ans	V de M	3	43,60	P11, P12,
1/10 ans + 15%	V de M	3	51,85	P7
1/25 ans (C-1.1)	V de M	3	50,22	P8
1/25 ans	V de M	3	51,02	P11, P12
1/50 ans	V de M	3	56,52	P12, P13
1/100 ans	V de M	3	62,04	P12, P13

d. Paramètres de modélisation

En ce qui concerne les sous-bassins de drainage proposés, le plan 17-692C C301 montre les limites post-développement établies en fonction du réseau proposé. Le Tableau 18 donne la superficie de chaque sous-bassin et son pourcentage de surfaces imperméables. Chaque lot privé ainsi que le parc sont considérés comme des sous-bassins propres devant respecter leurs critères applicables.

La pente de chaque sous-bassin, sur terrain privé, est dirigée vers le point bas désigné pour la gestion des eaux pluviales. Les sous bassins de rue ont des pentes variant de 0,5 à 2% en direction des points bas. Certaines des rues avec pentes nulles ont été simulées avec une pente longitudinale de 0,5% correspondant au cours d'eau variable qui sera construit.

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992
info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

Tableau 18 : Superficie et pourcentage d'imperméabilité des sous-bassins principaux proposés

Bassin versant[11]	Superficie du lot	Pourcentage imperméabilité Post-développement
	m²	%
BV-B1	1762	65,4
BV-B2	1967	65,7
BV-B3	3629	70,1
BV-B4	2900	68,1
BV-B5-B6	7579	94,1
BV-B7	2129	95,4
BV-B8	4390	94,3
BV-MADA[12]	840	95,0
BV-Parc[13]	3470	63,5
BV-Rue	6170	85,6
Total	34 836	82,0

Les taux d'imperméabilité du tableau précédent proviennent de la moyenne pondérée des différents types de surface établis par le plan d'implantation le plus récent (Atelier Christian Thiffault). Le lot de la rue est fragmenté en sous-bassins représentant les différents segments de rue (points hauts et points bas), en fonction du drainage proposé. Le double drainage a aussi été modélisé. Toutefois, le dimensionnement du réseau mineur est tel qu'il assure le transit de la pluie 1/100 ans sans utiliser le réseau majeur.

Pour le centre MADA, le bassin versant simulé dans la modélisation PCSWMM comprend seulement le lot contigu du stationnement. Le lot du bâtiment est présentement raccordé sur Décarie, et la modification de ce branchement n'est pas incluse à ce Plan directeur.

C. DESCRIPTION DES OUVRAGES DE GESTION DES EAUX PLUVIALES

La gestion des eaux pluviales du site est basée sur le respect de 12 critères clés des Tableau 15 et Tableau 16. Ces critères sont énumérés ci-dessous. Ils peuvent être regroupés par type d'intervention comme suit :

[11] Les limites des sous-bassins pour fin de simulation sont données au modèle PCSWMM en annexe.
[12] Bâtiment existant.
[13] Comme l'aménagement du parc (BV-Parc) n'a pas été fait au moment d'émettre le Plan directeur, un pourcentage imperméable de 63,5% est posé. Cela correspond à l'imperméabilité de l'aménagement proposé par Atelier Christian Thiffault en juin 2016.

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

- Débit de rejet : P8, P12
- Volume de rejet : P9
- Ligne piézométrique : P7, P11

La section suivante explique les moyens choisis pour respecter chacun des critères. Le détail des calculs est présenté dans les prochaines sections et est complété par les détails fournis en annexe V sous forme de tableaux et résultats de simulations PCSWMM.

a. Débit de rejet

Le débit de rejet à la conduite unitaire existante de 1200 mm est limité par un régulateur de débit de type orifice. Ce régulateur est installé dans la chambre de raccordement RC-01. Les profils hydrauliques résultant pour les pluies de haute fréquence et les pluies rares sont fournis en annexe V. Le réseau pluvial proposé draine le parc, les rues projetées, ainsi que tous les lots privés sauf ceux de B5-B6 et de B7. Ces derniers ont leur propre raccordement pluvial avec régulation privée sur la rue Courtrai, directement à la conduite unitaire existante.

En ce qui concerne le critère P8, visant le contrôle du débit sur la propriété privée, la conception proposée prévoit que chaque lot doive gérer individuellement sa rétention avec un ouvrage de contrôle du débit. Le drainage de chaque lot privé ainsi que celui du parc doivent être conçus afin de respecter le débit de rejet au réseau public fixé par ce Plan directeur, c'est-à-dire à 35 L/s/ha jusqu'à l'occurrence d'une pluie de 1/25 ans. Au-delà de cette pluie, le débordement pluvial au réseau public est accepté, via le réseau mineur. Les toitures sont soit raccordées directement aux ouvrages de rétention ou déconnectées vers une surface perméable. Aucune connexion directe des drains de toit vers le réseau pluvial ou sanitaire n'est permise. La conception de la plomberie du bâtiment doit tenir en compte de ce concept afin de respecter le Plan directeur. Le Tableau 19 présente, à titre informatif, les volumes de rétention minimum requis (d'après la simulation PCSWMM) pour les lots compris dans le Plan directeur de Westbury. Les volumes requis devront être évalués lors de la conception du drainage de chaque lot privé, ainsi que du parc, par leurs concepteurs respectifs.

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992
info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

Tableau 19 : Volumes de rétention requis par lot

Lot	Superficie du lot (m²)	Imperméabilité moyenne	Volume de rétention requis (25 ans) (m³)
B1	1762	65,4	43
B2	1967	65,7	48
B3	3629	70,1	92
B4	2900	68,1	72
B5-B6	7579	94,1	219
B7	2129	95,4	69
B8	4390	94,3	138
MADA[14]	840	95,0	29
Parc	3470	63,5	79
Total	28 666	81,2	789

Le réseau de conduites proposé est dimensionné pour faire le transit des débits et volumes de pluies plus rares que 1/25 ans lorsqu'il coule en charge. Le réseau proposé dans l'emprise de rue permet d'emmagasiner le surplus de volume des lots privés et l'ensemble du ruissellement de l'emprise de rue jusqu'à l'occurrence de la pluie de récurrence 100 ans, puisque la conduite existante sur laquelle le réseau est raccordé devient en charge temporairement. Un mur déversoir de crue ou trop-plein est prévu dans le regard RC-01 permettant l'évacuation des pluies supérieures à la pluie de 1/25 ans.

b. Ligne piézométrique

Les lignes piézométriques pour les pluies plus rares (1/2 ans à 1/100 ans) ont été simulées avec la variation dynamique du niveau d'eau dans le collecteur de 1200 mm. Le déversoir de crue pluviale est prévu à la cote de crue 25 ans (fournie par la DGSRE pour la conduite combinée existante de 1200 mm) dans le regard RC-01 (voir Figure 4) et permet de limiter la remontée de la ligne piézométrique pour des pluies plus rares que celle de 25 ans.

[14] Bâtiment existant. Superficie et volume requis pour lot contigu du stationnement seulement

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

VI. CONFORMITÉ DE LA CONCEPTION DU RÉSEAU PLUVIAL

Les résultats de validation et de respect des différents critères de rejet à l'égout combiné et du dimensionnement du réseau pluvial sont présentés dans cette section.

A. CONDITIONS PRÉ-DÉVELOPPEMENT

Les conditions de pré-développement permettent d'établir les rejets admissibles pour le projet en conditions post-développement.

Pour le réseau secondaire de la Ville de Montréal, sur lequel le réseau proposé du projet est raccordé, le débit de rejet post-développement admissible ne doit pas dépasser le débit de rejet pré-développement pour les pluies 1/2 ans à 1/100 ans. Le Tableau 20 présente les débits pré-développement obtenus selon les différentes récurrences de pluie. La superficie simulée correspond à la superficie du projet proposé, incluant le stationnement du centre MADA, ce qui donne une aire de 34 868 m².

Tableau 20 : Débit pluvial de pointe aux conditions pré-développement

Récurrence de pluie	Q_{max} (L/s)
1/2 ans	706,3
1/10 ans	1227,0
1/25 ans	1154,4
1/50 ans	1423,6
1/100 ans	1586,7

Chaque lot (privés, parc et rue) du projet doit respecter le débit de rejet pluvial de pointe de pré-développement. Le Tableau 21 présente les valeurs à respecter par lot.

Tableau 21 : Débit de ruissellement pluvial pré-développement

	Récurrence de pluie	B1	B2	B3	B4	B5-B6	B7	B8	MADA	Parc
Débit pluvial maximal admissible (L/s)	1/2 ans	35,3	39,5	72,8	58,2	152,0	42,7	88,1	16,8	69,6
	1/10 ans	61,6	68,8	127,0	101,5	265,2	74,5	153,6	29,4	121,4
	1/25 ans	58,0	64,7	119,4	95,4	249,4	70,1	144,5	27,6	114,2
	1/50 ans	71,6	79,9	147,4	117,8	307,9	86,5	178,4	34,1	141,0
	1/100 ans	79,8	89,1	164,4	131,4	343,4	96,5	198,9	38,1	157,2

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

B. RESPECT DU RÈGLEMENT C-1.1 (CRITÈRE P8)

Le débit pluvial de pointe admissible pour l'ensemble du projet, incluant le stationnement du centre MADA, selon le Règlement C-1.1 pour la pluie 1/25 ans (critère P8 du Tableau 16) est donné par l'équation suivante :

$$Q_{\max admissible} = \frac{35\frac{L}{s}}{ha} * 3{,}4868\ ha = 122{,}0\ L/s$$

Le débit admissible au regard RC-01, qui est le point de rejet du réseau pluvial projeté, est de 88,1 L/s puisque le réseau draine une superficie de 2,52 ha (car B5-B6 et B7 sont drainés indépendamment de RC-01). Un régulateur de débit de type orifice assurera le respect de ce critère.

Trois points de rejet pluvial sont pris en considération : le RC-01 pour le réseau public projeté et les raccordements des bâtiments B5-B6 et B7. Chaque raccordement respecte le débit du C-1.1 selon leur superficie drainée respective.

Le débit de rejet total (au combiné) simulé pour la pluie 1/25 ans du C-1.1 est de 114,0 L/s, ce qui est sous le débit admissible exigé de 122,0 L/s, pour l'ensemble du site. La rétention du lot de la rue se fait principalement dans les conduites de rue, qui servent au transit de l'eau. Les mesures de gestion des eaux proposées permettent de respecter le critère de rejet du C-1.1.

C. REJET VERS UN ÉGOUT UNITAIRE EXISTANT (CRITÈRES P11 ET P12)

Afin de ne pas solliciter davantage le réseau de collecte, le niveau piézométrique dans la conduite 1200 mm existante ne doit pas être augmenté pour les pluies 1/2 ans, 1/10 ans et 1/25 ans (Critère P11). Ce critère est automatiquement respecté lorsque le critère P12, contrôlant le débit de rejet combiné de pointe par rapport au pré-développement, est respecté.

Les données existantes de niveau piézométrique dans la conduite unitaire existante proviennent de la DGSRE et ont été transmises en février 2016. Celles-ci prenaient déjà en considération l'apport de l'usine Armstrong (pré-développement de Westbury) à 90% de pourcentage imperméable. Les données qui ont été simulées par la Ville de Montréal proviennent d'un point en amont du site (coin Westbury et Courtrai), à un radier d'environ 47,37 m. Dans la présente étude, les profils ont été posés à l'exutoire de la simulation post-développement, tout juste en aval du point RC-01.

Simplement pour vérifier la sensibilité de ce facteur, le débit post-développement du site de Westbury a été ajouté à celui déjà simulé, et la ligne piézométrique n'est pas affectée par le redéveloppement du site.

Le critère P12 correspond au contrôle du rejet combiné (ruissellement de pointe plus sanitaire moyen) pour les pluies rares. L'équation suivante présente le critère de débit combiné à respecter et le Tableau 22 présente les résultats de la simulation pour le critère P12 :

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992
info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

$(Q_{\text{pointe } pluvial} + Q_{\text{moy } sanitaire})_{prédev} \geq (Q_{\text{pointe } pluvial} + Q_{\text{moy } sanitaire})_{postdev}$ Équation 1

Tableau 22 : Comparaison des débits de rejet combinés (Critère P12)

Récurrence de pluie	Pré-développement Imperméabilité : 95%	Post-développement simulé		
	Q_{max} admissible (L/s)	Q_{max} ruisselé (L/s)	Q_{moy} sanitaire (L/s)	Q combiné (L/s)
1/2 ans	706,3	89,2	7,0	96,2
1/10 ans	1227,0	105,2	7,0	112,2
1/25 ans	1154,4	114,0	7,0	121,0
1/50 ans	1423,6	365,2	7,0	372,2
1/100 ans	1586,7	630,2	7,0	637,2

Les mesures présentées dans ce rapport permettent de respecter le critère P12, et donc automatiquement le critère P11, pour toutes les pluies.

Le Tableau 23 présente les critères retenus par lot à partir des valeurs les plus restrictives entre les critères P12 et P8, ainsi que les valeurs simulées en conditions post-développement.

Tableau 23 : Comparaison des débits de rejet pluvial pour chaque lot (Critères restrictifs)

	Récurrence de pluie	B1	B2	B3	B4	B5-B6	B7	B8	MADA	Parc
Débit pluvial maximal admissible (L/s)	1/2 ans	6,2	6,9	12,7	10,2	26,5	7,5	15,4	2,9	12,1
	1/10 ans	6,2	6,9	12,7	10,2	26,5	7,5	15,4	2,9	12,1
	1/25 ans	6,2	6,9	12,7	10,2	26,5	7,5	15,4	2,9	12,1
	1/50 ans	73,8	82,5	152,6	122,1	314,4	88,3	183,7	34,1	144,0
	1/100 ans	82,0	91,6	169,5	135,7	349,8	98,3	204,2	38,1	160,1
Débit pluvial maximal simulé (L/s)	1/2 ans	4,6	5,2	9,1	7,0	17,4	6,0	11,4	2,3	8,6
	1/10 ans	5,6	6,2	11,3	8,9	24,2	6,9	13,8	2,8	10,8
	1/25 ans	6,1	6,9	12,7	10,1	26,4	7,4	15,3	2,9	12,1
	1/50 ans	26,9	32,1	59,8	47,6	116,4	31,8	78,2	12,0	40,0
	1/100 ans	30,4	34,6	66,5	53,0	123,7	34,6	86,1	10,2	59,0

Les débits simulés respectent les critères. Ces débits simulés (post-développement) deviennent les critères admissibles de conception pour les différents lots, puisque le réseau public est conçu afin de pouvoir transiter ces débits. Ces débits simulés devront être respectés lors de la conception des réseaux de drainage de chaque lot. Le Service de l'eau de la Ville de Montréal sera en charge de transmettre les informations pertinentes aux concepteurs de chaque lot.

Pour le lot du bâtiment existant du centre MADA, les débits admissibles et simulés concernent la superficie du lot contigu du stationnement seulement.

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992
info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

D. ÉVALUATION DU COMPORTEMENT HYDRAULIQUE DU SYSTÈME DE DRAINAGE (CRITÈRE P7)

Le critère de dimensionnement du réseau mineur (P7) exige que celui-ci ne soit pas en charge pour une pluie de 1/10 ans majorée de 15%. Les profils d'écoulement du réseau mineur ainsi que le profil au point de raccordement sont présentés en annexe V tandis que le profil principal est présenté à la Figure 7. Le dimensionnement des conduites se fait à l'aide de PCSWMM. La condition frontière à l'exutoire pour ces simulations est posée à NORMAL.

La ligne piézométrique du réseau mineur est sous la couronne pour la pluie 1/10 majorée et pour la pluie 1/25 ans et dépasse la couronne pour la pluie 1/100 ans. Le critère P7 est respecté puisque le réseau proposé n'est pas en charge pour la pluie 1/10 ans, majorée de 15%.

De plus, les pluies supérieures à la pluie 1/25 ans ne causent pas de nuisances et ne ruissellent pas hors du site (Critère P13). Le réseau mineur permet de faire transiter ces pluies vers le RC-01 jusqu'à ce que la conduite combinée en charge puisse recevoir des apports supplémentaires.

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992
info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

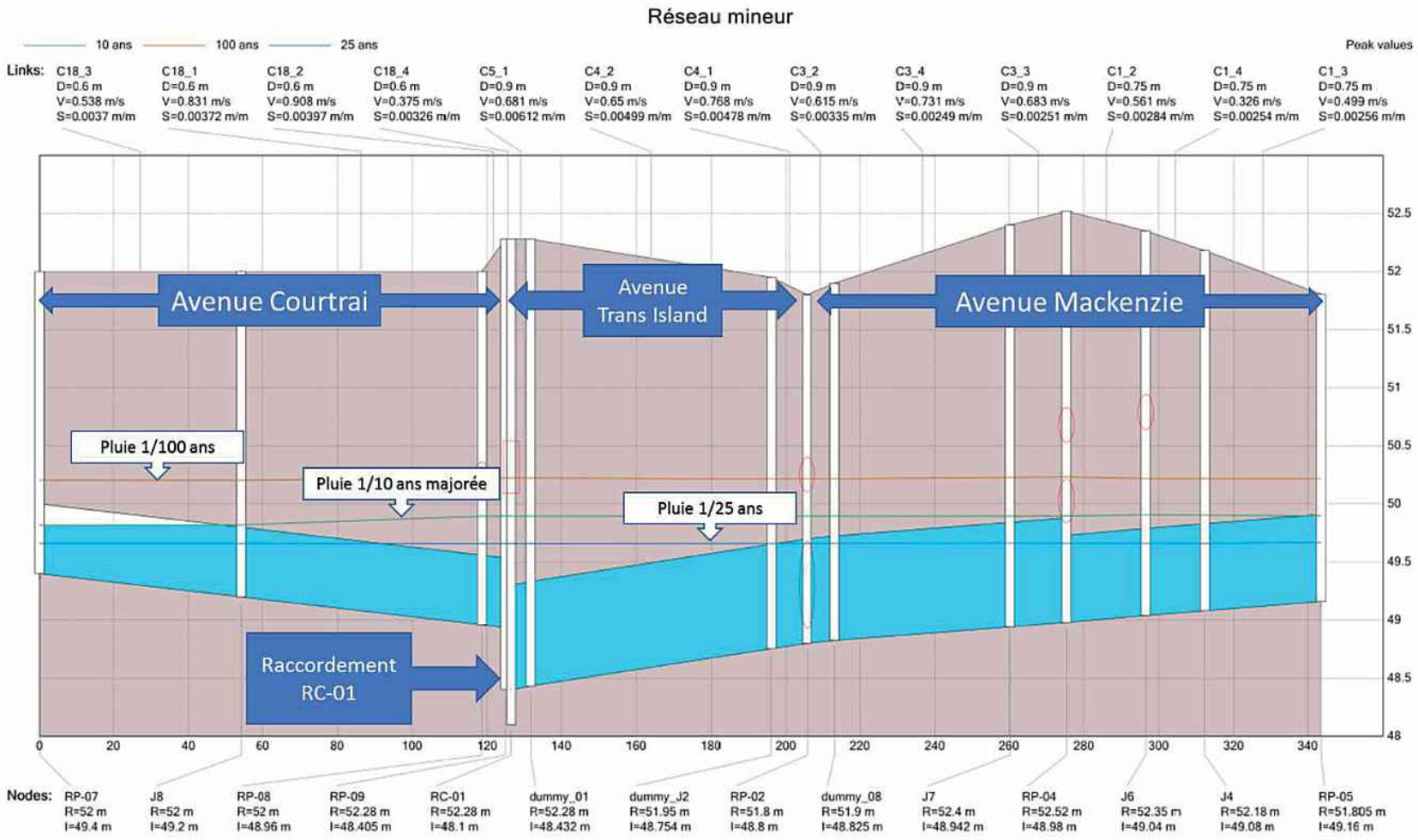


Figure 7 : Profil d'écoulement dans le réseau mineur projeté – Profils hydrauliques

E. SOMMAIRE DE LA CONCEPTION PLUVIALE

Le respect du débit de rejet du site se fait à l'aide d'un régulateur de débit de type orifice au point de raccordement, ajusté pour le débit de rejet maximal admissible pour la pluie 1/25 ans. Un trop-plein d'urgence de type déversoir permet d'évacuer directement dans la conduite unitaire en cas de pluie supérieure à 25 ans.

La rétention des eaux des lots privés et du parc doit se faire selon les débits de rejets admissible dans ce Plan directeur. Le plan C301 à l'annexe 0 résumé les rejets admissibles. Le réseau pluvial mineur assure le transit des eaux jusqu'au point de raccordement.

Tous les critères demandés par le règlement C-1.1 de la Ville de Montréal, le MDDELCC et la DGSRE sont respectés avec ces aménagements.

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

VII. CONFORMITÉ AU CONTRÔLE DES SURVERSES (MDDELCC)

Dans le but de ne pas augmenter les débordements, le MDDELCC demande, dans sa position ministérielle sur le contrôle des débordements (section C.7 du formulaire d'article 32), à ce que les rejets totaux retournés à l'égout (combiné) après le développement soient égaux ou inférieurs à ceux avant le développement.

En juillet 2017, le critère de pré-développement a été divisé en deux applications selon le type d'ouvrage de surverse en aval du réseau proposé. Pour un ouvrage de surverse régulé, tel l'ouvrage Autoroute des Laurentides (3410-1D) desservant le projet Westbury, le bilan doit se faire selon les volumes drainés au collecteur provenant des nouveaux réseaux secondaires pour des faibles pluies (3 mois, 6 mois, 1 an). Si l'ouvrage n'était pas régulé, le bilan devrait se faire selon les débits de pointe.

A. REJET SANITAIRE PRÉ-DÉVELOPPEMENT

Dans le but de ne pas augmenter les surverses, le MDDELCC demande à ce que les rejets combinés retournés à l'égout récepteur, après le développement, soient égaux ou inférieurs à ceux avant le développement au cours des 3 dernières années (ref : Position Ministérielle du MDDELCC : www.mddelcc.gouv.qc.ca/EAU/EAUX-USEES/ouvrages-municipaux/position-ministere.htm). Dans le cas de ce projet, comme l'ouvrage de surverse en aval du site est régulé, le bilan doit se faire en volume.

Actuellement, et depuis 3 ans, il est raisonnable de dire qu'aucun rejet sanitaire n'existe sur le site, puisque l'usine Armstrong n'est plus en fonction depuis 2010. Le rejet sanitaire pré-développement est donc nul.

B. RUISSELLEMENT EN CONDITIONS PRÉ-DÉVELOPPEMENT

Le Tableau 24 présente les résultats de volume post-développement admissible selon la récurrence de pluie selon le critère du MDDELCC (P9). Le volume sanitaire est déterminé selon le débit sanitaire domestique moyen transitant dans le réseau sanitaire projeté (7,0 L/s) pendant la durée moyenne des débordements à l'ouvrage de surverse, qui est de 2,26 h.

Tableau 24 : Volume de ruissellement pré-développement pour le site proposé – Critère P9

Récurrence de pluie	Pré-développement 95% imperméable
	Volume ruisselé (m^3)
3 mois	241
6 mois	415
1 an	613

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

Le Tableau 25 présente le volume de rejet admissible par lot privé proposé. Les détails de calcul de ces résultats est présenté à l'annexe V.

Tableau 25 : Volume de rejet pluvial admissible par lot privé

	Récurrence de pluie	B1	B2	B3	B4	B5-B6	B7	B8
Volume pluvial admissible (m^3)	3 mois	7,0	7,2	9,2	5,6	53,7	15,1	18,0
	6 mois	16,0	17,3	27,7	20,5	92,5	26,0	40,5
	1 an	26,3	28,7	48,9	37,3	136,7	38,4	66,1

C. CONTRÔLE DES SURVERSES (CRITÈRES P9)

Le critère P9 (MDDELCC) correspond au contrôle du volume combiné pour les pluies fréquentes, pour le nouveau réseau proposé. Le volume admissible à ne pas dépasser est celui de pré-développement. Ce critère est celui qui permet de se soustraire à un article 32 dans le cas de ce projet s'il est respecté, i.e. s'il n'y a pas d'augmentation de la fréquence des débordements.

Dans le cadre de ce critère, le rejet sanitaire des bâtiments B5-B6 et B7 sont exclus de l'évaluation étant donné que les raccordements sanitaires de ces lots se font directement au réseau existant. Le centre MADA est aussi totalement exclu de cette analyse puisque le réaménagement de ce lot ne concerne que le stationnement et qu'aucun rejet sanitaire est considéré. Ce lot ne cause donc pas d'augmentation de la fréquence des débordements.

Le volume sanitaire pré-développement du site est considéré nul et celui de post-développement est de 56,8 m^3. Ce volume sanitaire représente le débit sanitaire domestique moyen (7,0 L/s) sur la durée moyenne des débordements à l'ouvrage de surverse (2,26h). L'équation suivante présente le critère à respecter tandis que le Tableau 26 présente les résultats pour ce critère :

$$(V_{pluvial} + V_{san})_{prédev} \geq (V_{pluvial} + V_{san})_{postdev} \qquad \text{Équation 2}$$

Tableau 26 : Comparaison des volumes de rejet combiné (Critère P9) du réseau proposé

Récurrence de pluie	Pré-développement Imperméabilité : 95%	Post-développement simulé Imperméabilité : 82%		
	Vol admissible (m^3)	Vol ruisselé (m^3)	Vol sanitaire (m^3)	Vol combiné (m^3)
3 mois	241	180	56,8	237
6 mois	415	313	56,8	370
1 an	613	495	56,8	552

Comme les volumes combinés sont toujours sous les volumes admissibles, la conception proposée dans ce Plan directeur permet d'atteindre l'objectif du MDDELCC.

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992
info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

À partir des valeurs du Tableau 26, le Tableau 27 présente les résultats de ruissellement pluvial admissible et simulé (sans mesures compensatoires) selon chaque lot privé. Le détail de calcul de ces résultats est présenté à l'annexe V.

Tableau 27 : Comparaison des volumes de rejet pluvial par lot privé – Sans mesures compensatoires

	Récurrence de pluie	B1	B2	B3	B4	B5-B6	B7	B8
Volume pluvial admissible (m^3)	3 mois	7,0	7,2	9,2	5,6	53,7	15,1	18,0
	6 mois	16,0	17,3	27,7	20,5	92,5	26,0	40,5
	1 an	26,3	28,7	48,9	37,3	136,7	38,4	66,1
Volume pluvial ruisselé (m^3)	3 mois	2,1	2,3	17,8	13,8	50,3	14,5	28,3
	6 mois	7,1	8,0	31,0	24,1	86,7	24,7	49,6
	1 an	18,0	20,2	46,2	35,9	123,1	36,8	74,3

Les valeurs dans les cases grises représentent des dépassements pour les lots individuels, même si le site total respecte l'exigence.

Le phasage de construction du site du projet est donc pris en considération pour l'analyse des volumes combinés rejetés. De cette façon, en tout temps lors de l'exécution du projet jusqu'à sa complétion, le contrôle sur les surverses est effectué.

Étant donné que l'exigence est de ne pas causer d'augmentation de la fréquence des débordements, afin de respecter l'exigence à toutes les phases, il est posé qu'une vanne automatique retienne et retarde le rejet de la pluie 3 mois pour le bâtiment B8, c'est-à-dire un volume de 28,3 m^3. Ce volume peut être rejeté 6h après la pluie. Pour les pluies de plus grande intensité (6 mois et 1 an), le volume de 28,3 m^3 est toujours retenu pour 6h, puis l'excédent peut être rejeté sans retenue (tout en respectant tous les autres critères de rejet de ce Plan directeur).

Le Tableau 28 présente les volumes admissibles et les volumes simulés pour chaque phase de construction, en prenant en considération la retenue de la pluie 3 mois du lot du bâtiment B8. Comme les bâtiments B1 à B4 et le parc n'ont pas de date de travaux prévue, ces lots sont considérés comme faisant tous partie de la phase finale du projet. Le détail du calcul se trouve à l'annexe V.

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992
info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

Tableau 28 : Comparaison des volumes de rejet selon le phasage prévu – Avec mesures compensatoires

Phase	Lots inclus	Volume admissible cumulé (m³)			Volume postdev cumulé (m³)		
		3 mois	6 mois	1 an	3 mois	6 mois	1 an
1	Rue	43,7	75,3	111,3	43,4	68,4	106,7
2	B5-B6	97,5	167,8	247,9	93,7	155,1	229,8
3	B8	115,5	208,3	314,0	93,7	176,5	275,8
4	B7	130,6	234,3	352,4	108,2	201,2	312,6
5	Parc, B3, B4, B1, B2	184,2	358,2	556,2	151,8	284,8	465,8

Pour chaque récurrence de pluie, le volume combiné post-développement de chaque phase est inférieur au volume admissible. Cela indique que le réseau proposé ne cause pas d'augmentation de la fréquence des débordements.

Seul le bâtiment B8, puisqu'il est prévu pour une phase en amont des bâtiments B1 à B4 et B7, nécessite des mesures compensatoires (vanne).

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

VIII. SYNTHÈSE

Le projet Westbury, situé à Côte-des-Neiges, prévoit l'aménagement de 8 bâtiments à vocation mixte (résidentiel, commercial et bureaux), un parc public et des rues. Les rues, leurs infrastructures et le parc seront cédés à la municipalité après les travaux.

VINCI CONSULTANTS a été mandaté afin de réaliser les plans et devis des réseaux d'aqueduc, sanitaire et pluvial. Le présent Plan directeur s'inscrit dans une première validation de la protection hydraulique des réseaux. Ce Plan directeur exclut de l'étude le bâtiment B5-B6 puisque celui-ci est raccordé aux réseaux existants pour les trois services (aqueduc, pluvial, sanitaire).

Les critères de conception pour l'aqueduc, le sanitaire et le pluvial sont présentés aux Tableau 2, Tableau 3, Tableau 9, Tableau 10, Tableau 15 et Tableau 16.

Aqueduc

Le réseau d'aqueduc permet d'assurer la protection des bâtiments lors d'incendie. Le débit critique du réseau d'aqueduc est le débit d'incendie de 10 000 L/min, fourni par 3 bornes incendie sur le réseau projeté, avec le débit journalier maximal. L'annexe II présente les résultats détaillés.

Les exigences de vitesses et de pressions sont respectées. Les vitesses en consommation de pointe horaire sont faibles, mais le taux de renouvellement de l'eau, même avec des consommations minimales, est de l'ordre d'une fois par heure.

Sanitaire

Le réseau sanitaire permet d'évacuer le débit de pointe sans que les conduites ne dépassent 80% de leur capacité maximale, avec des vitesses minimales de 0,6 m/s. Toutefois, en prenant en considération le niveau piézométrique dans la conduite existante de 1200 mm où le raccordement du réseau sanitaire se fait, le niveau piézométrique dans le réseau sanitaire monte à l'élévation 50,89 m pour la pluie 1/100 ans pendant une période de temps d'environ 40 minutes. Les radiers des branchements privés doivent donc être positionnés en conséquence, et les drains sanitaires doivent être protégés contre les refoulements conformément aux exigences de la Ville de Montréal, au Code de la construction ainsi qu'au Code de plomberie.

Pluvial

Afin de respecter les rejets globaux du projet à l'égout unitaire public du secteur, les rejets de chaque lot privé et du parc doivent être conformes aux rejets permis par le présent Plan directeur.

Le critère du MDDELCC visant à ne pas augmenter la fréquence des débordements par rapport aux conditions pré-développement pour les pluies fréquentes est respecté. En effet, le volume de rejet combiné post-développement (82% imperméable), incluant le sanitaire, est inférieur à celui du site pré-développement (95% imperméable), où le rejet sanitaire considéré est nul. Cela permet donc de soustraire le réseau pluvial à l'article 32. Chaque lot privé est évalué afin de respecter cette exigence.

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992
info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

En prenant en considération le phasage de construction du projet, chaque phase permet d'atteindre l'objectif de ne pas augmenter la fréquence des débordements.

Pour le critère de la DGSRE, les débits pluviaux de pointe additionnés du sanitaire moyen, pour les pluies 1/2 ans à 1/100 ans, ne dépassent pas les débits pré-développement. Le régulateur de débit (type orifice) au point de raccordement permet de respecter ce critère pour toutes les pluies.

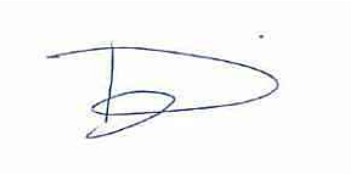
VINCI CONSULTANTS

Rédigé par :



Marie-Ève Larouche, ing. jr
Chargée de conception

Révisé par :



Marie Dugué, ing., M.Sc.A., PA LEED
Associée
No. OIQ : 134193



Pierre Legault, ing.
Ingénieur de projet
No. OIQ : 104562

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

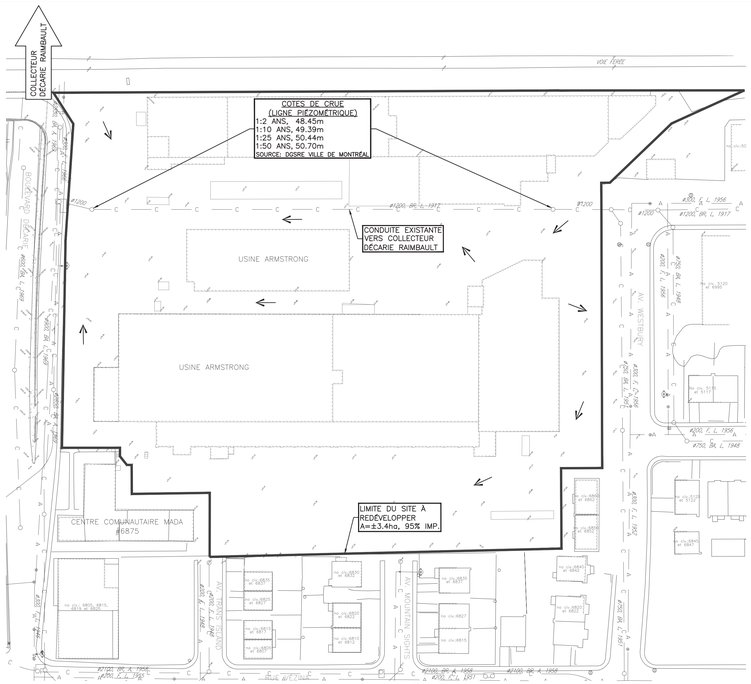
LISTE DES ANNEXES

I. 17-692C C301 - Plan directeur aqueduc et égouts
II. Résultats détaillés aqueduc
III. Résultats des tests d'écoulement des bornes incendie et des simulations de pression
IV. Résultats détaillés sanitaire
V. Résultats détaillés pluvial
VI. Paramètres et hypothèses PCSWMM
VII. Fiche de régulateur type orifice (FG-250)
VIII. Simulations PCSWMM pré-développement et post-développement et simulations EPANET

ANNEXE I : 17-692C 301 - PLAN DIRECTEUR AQUEDUC ET ÉGOUTS

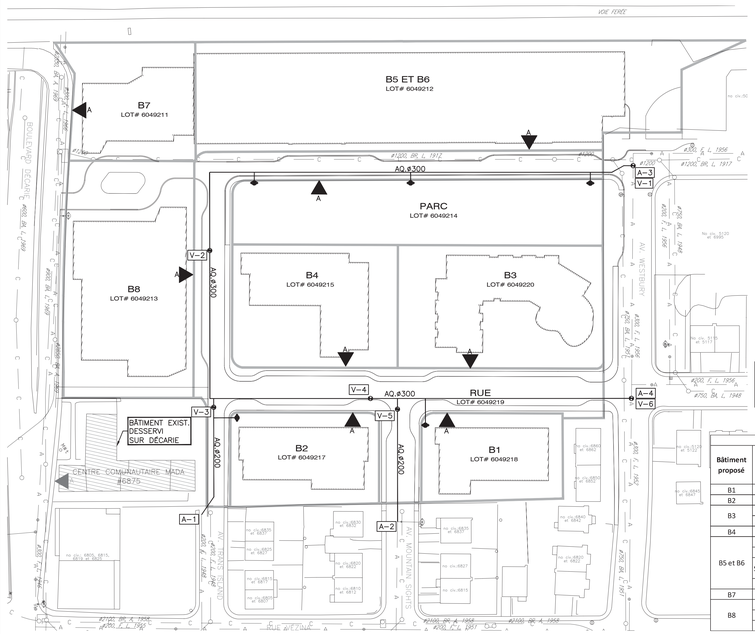
VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com



ÉTAT DES LIEUX - ANCIENNE USINE ARMSTRONG

ÉCHELLE: 1:750



AQUEDUC PROPOSÉ

ÉCHELLE: 1:750

NOTE POUR L'AQUEDUC :

- VANNES V-3 ET V-5 NORMALEMENT FERMÉES POUR RESPECTER LA SECTORISATION DE LA VILLE DE MONTRÉAL

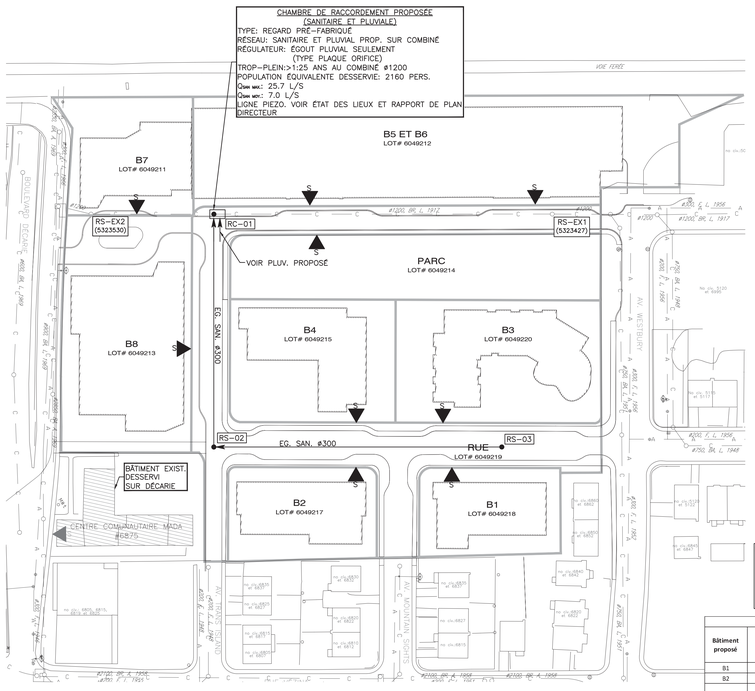
CARACTÉRISTIQUES DES CONSOMMATIONS D'EAU POTABLE

Bâtiment proposé	Type de bâtiment	Caractéristiques (unités ou superficie)	Population résidentielle (3,2 pers/unité)	Qd-moy	Qd-max	Qh-max	Qinc
				L/s	L/s	L/s	L/min
B1	Résidentiel	57 unités	182	1,32	2,64	3,96	7000
B2	Résidentiel	70 unités	224	1,62	3,24	4,86	7000
B3	Résidentiel	165 unités	528	3,82	7,64	11,46	8000
	Commerces (garderie)	892 m²		0,06	0,13	0,19	
B4	Résidentiel	155 unités	496	3,59	7,18	10,76	8000
B5 et B6	Résidentiel	212 unités	339	4,91	9,81	14,72	10000
	Superficie bureaux	2611 m²		0,24	0,47	0,71	
	Superficie commerciale	2437 m²		0,17	0,34	0,52	
	Restaurant	120 sièges		0,21	0,42	0,63	
B7	Bureaux	9476 m²		0,71	1,42	2,13	7000
B8	Hôtel	240 chambres		2,44	4,89	7,33	10000
	Bureaux	40 employés		0,03	0,06	0,08	
	Restaurant et bar	519 sièges		0,90	1,80	2,70	

LÉGENDE

	EXISTANT	PROPOSÉ
ÉGOUT COMBINÉ	C	
ÉGOUT AQUEDUC (FONTE)	A	AQ. ø
ÉGOUT PLUVIAL (PVC)		EG. PLUV. ø
ÉGOUT SANITAIRE (PVC)		EG. SAN. ø
SENS D'ÉCOULEMENT ET SENS DE RUISSELLEMENT SUR LE PAVAGE	→	→
CHAMBRE DE VANNE ET VANNE D'ARRÊT	⌖	⌖
REGARD ÉGOUT COMBINÉ	○	
REGARD ÉGOUT PLUVIAL		◐
REGARD ÉGOUT SANITAIRE		●
ANNOTATIONS	XXXXX	XXXXX
ÉLÉVATIONS	x	
BORDURE DE BÉTON		
BORNE INCENDIE	⇔	⇔
LIMITE DE BÂTIMENT		
ENTRÉES DE SERVICE A=AQUEDUC S=SANITAIRE P=PLUVIAL	S P	S P
LIMITE DE SOUS-BASSIN		
LIMITE DE SOUS-BASSIN PLUVIAL		
IDENTIFICATION SOUS-BASSIN PLUVIAL		BV-XX
POINT DE RACCORDEMENT À L'AQUEDUC EXIST.		A–X
VANNE D'AQUEDUC PROPOSÉE (CHAMBRE DE VANNE)		V–X

NOTE 1:
DES STATIONNEMENTS SOUTERRAINS SONT PRÉVUS SOUS L'ENSEMBLE DES LOTS DES BÂTIMENTS B3, B4, B5, B6, B7 ET B8. TOUTEFOIS SUR LE LOT DES BÂTIMENTS B5, B6 ET B7, UNE MARGE DE RECUL DE NON-CONSTRUCTION DE 4m EST RÉSERVÉE À L'ARRIÈRE POUR LE CHEMIN DE FER. DES STATIONNEMENTS SOUTERRAINS SONT ÉGALEMENTS PRÉVUS SOUS L'EMPREINTE DE BÂTIMENTS B1 ET B2.



ÉGOUT SANITAIRE PROPOSÉ

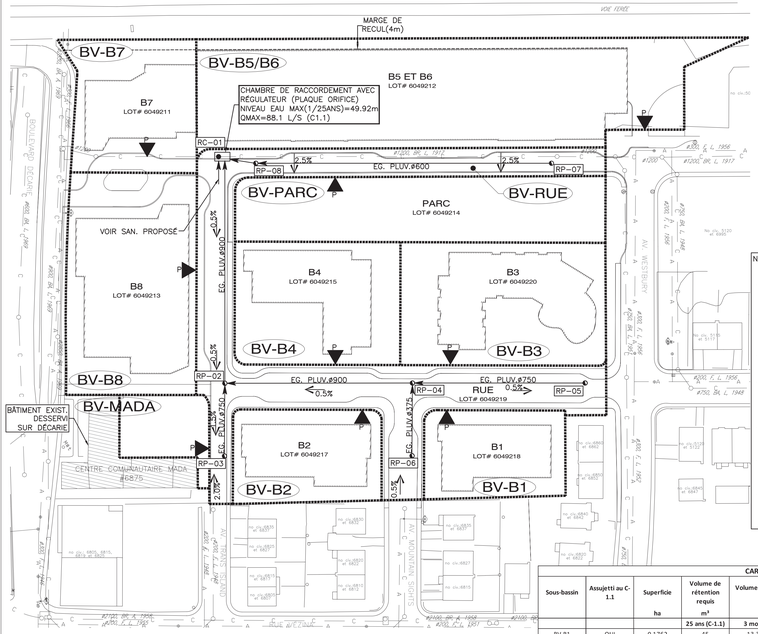
ÉCHELLE: 1:750

NOTE POUR L'ÉGOUT SANITAIRE:

- LES REJETS SANITAIRES DES LOTS B5/B6 ET B7 SONT DIRECTEMENT ENVOYÉS À LA CONDUITE COMBINÉE DE ø1200mm EXISTANTE SUR L'AV. DE COURTRAI. LE DÉBIT N'EST PAS COMPTABILISÉ DANS LA CONCEPTION DU RÉSEAU PROJETÉ.

CARACTÉRISTIQUES DES APPORTS SANITAIRES

Bâtiment proposé	Type de bâtiment	Caractéristiques (unités ou superficie)	Population résidentielle (3,2 pers/unité)	Qmoy	Qmax	Facteur de pointe
				(L/s)	(L/s)	
B1	Résidentiel	57 unités	182	0,68	2,49	3,68
B2	Résidentiel	70 unités	224	0,83	3,05	3,68
B3	Résidentiel	165 unités	528	1,96	7,19	3,68
	Commerces (garderie)	892 m²		0,08	0,28	
B4	Résidentiel	155 unités	496	1,84	6,76	3,68
B5 et B6*	Résidentiel	212 unités	339	2,51	10,05	4,00
	Superficie bureaux	2611 m²		0,21	0,85	
	Superficie commerciale	2437 m²		0,20	0,79	
	Restaurant	120 sièges		0,17	0,69	
B7*	Bureaux	9476 m²		0,59	2,36	4,00
B8	Hôtel	240 chambres		0,83	3,07	3,68
	Bureaux	40 employés		0,09	0,31	
	Restaurant et bar	539 sièges		0,75	2,76	



ÉGOUT PLUVIAL PROPOSÉ

ÉCHELLE: 1:750

NOTE POUR L'ÉGOUT PLUVIAL:

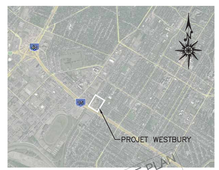
- LES CARACTÉRISTIQUES DES LOTS PRIVÉS ET DU PARC SONT A TITRE INDICATIF. LES CONCEPTEURS DE CHAQUE LOT DOIVENT ÉVALUER LES VOLUMES ET SOUMETTRE UNE DEMANDE DE PERMIS EN FONCTION DES CONDITIONS DU LOT.
- LES REJETS PLUVIAUX DES LOTS B5/B6 ET B7 SONT DIRECTEMENT ENVOYÉS À LA CONDUITE COMBINÉE DE ø1200mm EXISTANTE SUR L'AV. DE COURTRAI. LE DÉBIT N'EST PAS COMPTABILISÉ DANS LA CONCEPTION DU RÉSEAU PROJETÉ.
- UNE VANNE AUTOMATIQUE DEVANT RETENIR UN VOLUME DE 28,3 M³ (À REJETER 6H APRÈS LA PLUIE) DOIT ÊTRE PRÉVUE POUR LE BÂTIMENT B8
- LA CONCEPTION ET LA CONSTRUCTION DU SYSTÈME DE DRAINAGE DES LOTS PRIVÉS (B1 À B8 ET MADA) SERONT RÉALISÉES PAR LE PROMOTEUR EN RESPECTANT LES EXIGENCES FIXÉES PAR CE PLAN DIRECTEUR DE DRAINAGE ET EN TENANT COMPTE DES NIVEAUX D'EAU ÉLEVÉS DANS LE RÉSEAU D'ÉGOUTS LORS DES PLUIES ABONDANTES.
- LA CONCEPTION ET LA CONSTRUCTION DU SYSTÈME DE DRAINAGE DU PARC SERONT RÉALISÉES PAR L'ARRONDISSEMENT CDN–NDG EN RESPECTANT LES EXIGENCES FIXÉES PAR LE PLAN DIRECTEUR DE DRAINAGE.
- LA CONCEPTION DES SYSTÈMES DE DRAINAGE PRIVÉS ET CELUI DU PARC SERA SOUMISE À LA DIVISION DE LA GESTION DURABLE DE L'EAU – DGSRE POUR VALIDATION ET APPROBATION.
- LE BRANCHEMENT PLUVIAL DU CENTRE MADA EST EXISTANT SUR LE BOULEVARD DÉCARIE.UN BRANCHEMENT SUR TRANS ISLAND PEUT SE FAIRE POUR LE LOT DU STATIONNEMENT SEULEMENT.

CARACTÉRISTIQUES DES SOUS-BASSINS PLUVIAUX

Sous-bassin	Assujetti au C-1.1	Superficie	Volume de rétention requis	Volume combiné (pluvial + sanitaire) total permis à l'égout			Débit pluvial de pointe permis à l'égout (simulé)			Niveau d'eau maximum dans l'égout (simulé)		
			m³	m³			L/s			m		
		ha	25 ans (C-1.1)	3 mois	6 mois	1 an	2 ans	25 ans (C-1.1)	100 ans	2 ans	25 ans	100 ans
BV-B1	OUI	0,1762	45	13,3	22,9	33,9	4,6	6,1	30,4	50,00	49,92	50,89
BV-B2	OUI	0,1967	50	14,8	25,6	37,8	5,2	6,9	34,6	50,00	49,92	50,89
BV-B3	OUI	0,3629	96	27,3	47,1	69,7	9,1	12,7	66,5	49,26	49,92	50,89
BV-B4	OUI	0,2900	78	21,8	37,7	55,7	7,0	10,1	53,0	49,26	49,92	50,89
BV-B5-B6	OUI	0,7579	252	57,0	98,4	145,7	17,4	26,4	123,7	48,45	50,08	50,89
BV-B7	OUI	0,2129	70	16,0	27,7	40,9	6,0	7,4	34,6	48,45	50,08	50,89
BV-B8*	OUI	0,4390	140	33,0	57,0	84,4	11,4	15,3	86,1	49,26	49,92	50,89
BV-MADA**	OUI	0,0840	29	N.A	N.A	N.A	2,3	2,9	10,2	49,26	49,92	50,89
BV-Parc	OUI	0,3470	79	N.A	N.A	N.A	8,6	12,1	59,0	49,26	49,92	50,89

* Vanne de retenue à prévoir pour mesures compensatoires (voir notes)
** Lot du stationnement seulement

PLAN CLEF



GJ	18/04/13	ÉMIS POUR VÉRIFICATION	M.D.
GI	18/03/14	ÉMIS POUR APPROBATION	M.D.
GH	18/02/19	ÉMIS POUR DIRECTEUR R.05	M.D.
GG	18/02/07	ÉMIS POUR PLAN DIRECTEUR R.04	M.D.
GF	18/01/26	ÉMIS POUR PLAN DIRECTEUR R.03	M.D.
GE	18/01/12	ÉMIS POUR PLAN DIRECTEUR R.02	M.D.
GD	17/12/15	ÉMIS POUR PLAN DIRECTEUR R.01	P.L.
GC	17/12/13	ÉMIS POUR PLAN DIRECTEUR	P.L.
GB	17/07/07	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
GA	17/05/26	ÉMIS POUR PRÉLIMINAIRE	M.D.
No.	DATE	REVISION	PAR

CE PLAN N'EST PAS CONTRACTUEL
THIS PLAN IS NOT CONTRACTUAL

INGÉNIEURS CIVILS :
VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE | DESIGN | CONSEILS
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1961
info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505, Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6 514 759-8782
132 Lafleur Dutrémy, Pont-aux-Prices, (MÉT) 559-4774-4881
vinciconsultants.com

SCEAU :

PROJET :

WESTBURY

TITRE :

PLAN DIRECTEUR AQUEDUC, SANITAIRE ET PLUVIAL

ÉCHELLE : 1:750	10 0 10 20 30 40 50 m
DESSINÉ PAR : Samuel Roy, tech.	DOSSIER No. : 17-692C
CONÇU PAR : P.Legault, ing. & M.-È.Larouche, ing. jr	DATE : mai 2017
VÉRIFIÉ PAR : Marie Dugué, ing.	PLAN No. : C301

ANNEXE II : RÉSULTATS DÉTAILLÉS AQUEDUC

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

ÉVALUATION DES DÉBITS DE CONSOMMATION

PROJET 17-692C WESTBURY

No Bâtiment	Type	Nombre logements	Population résidentielle / hôtel	Surface commerce		Nb Employés de bureau	Nombre de siège (restaurant et bar)	débit quotidien pour logements L/s	Débit quotidien commerce (L/s)	débit quotidien bureau (L/s)	débit quotidien restaurant (L/s)
	Hypothèses			pi²	m²			625 L/pers/jour ou 400 L/pers en chambre/jour	6,1 L/m²/jour	60 L/pers/jour	150 L/siège/jour
Bâtiment B1	Résidentiel	57	182					1,319	0,000	0,000	0,000
Bâtiment B2	Résidentiel	70	224					1,620	0,000	0,000	0,000
Bâtiment B3	Résidentiel	165	528					3,819	0,000	0,000	0,000
	Commerce			9601	892			0,000	0,063	0,000	0,000
Bâtiment B4	Résidentiel	155	496					3,588	0,000	0,000	0,000
Bâtiment B5-B6	Résidentiel	212	678					4,907	0,000	0,000	0,000
	Bureaux					341		0,000	0,000	0,237	0,000
	Commerce			26234	2437			0,000	0,172	0,000	0,000
	Restaurant						120	0,000	0,000	0,000	0,208
Bâtiment B7	Bureaux					1020		0,000	0,000	0,708	0,000
Bâtiment B8	Chambres	240	528					2,444	0,000	0,000	0,000
	Bureaux					40		0,000	0,000	0,028	0,000
	Restaurant et bar						519	0,000	0,000	0,000	0,901
Total		**899**	**2637**	**35835**	**3329**	**1401**	**639**	**17,699**	**0,235**	**0,973**	**1,109**

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992

CALCUL DÉBIT INCENDIE - MÉTHODE SIAI (1999)
WESTBURY

DÉBIT INCENDIE																																		
	Typologie	Type de construction					Coef. Type de construction	Surface de plancher			Débit de base l/min minimum 2000 l/min	Majoration d'affectation					Coef. Relative à l'affectation	D2 (L/min)	Correction pour extincteurs			Coef. Reduction pour extincteur	D3 (L/min)										Coef. Type de construction	Débit incendie
Nom bâtiment		Bois	ordinaire		Métallique	Enrobée		Emprise au sol m²	Nbre étages	surf. Plancher totale		incombustible	peu combustible	combustible	facilement combustible	hautement combustible			Non	bâtiments entièrement protégés par des extincteurs automatiques	Source en eau suffisante ; installations surveillées			Distance construction nord	Distance construction sud	Distance construction est	Distance construction ouest	Coef majoration construction 1	Coef majoration construction 2	Coef majoration construction 3	Coef majoration construction 4		
B1	Résidentiel					x	0,6			3532	8 000 L/min	x					-25%	6 000 L/min		x		-30%	4 200 L/min	11	25	9	28,5	15%	10%	20%	10%	55%	7 000 L/min
B2	Résidentiel					x	0,6			3778	9 000 L/min	x					-25%	6 750 L/min		x		-30%	4 725 L/min	25	16,5	8,5	26,5	10%	15%	20%	10%	55%	7 000 L/min
B3	Résidentiel					x	0,6			7719	12 000 L/min	x					-25%	9 000 L/min		x		-30%	6 300 L/min	33,5	25	28,5	42	5%	10%	10%	5%	30%	8 000 L/min
B4	Résidentiel					x	0,6			5900	11 000 L/min	x					-25%	8 250 L/min		x		-30%	5 775 L/min	25	24	26,5	41	10%	10%	10%	5%	35%	8 000 L/min
B5	Résidentiel, Bureau et commercial					x	0,6			10285	14 000 L/min	x					-25%	10 500 L/min		x		-30%	7 350 L/min	34	1	42	0	5%	25%	5%	0%	35%	10 000 L/min
B6	Résidentiel, Bureau et commercial					x	0,6			10118	14 000 L/min	x					-25%	10 500 L/min		x		-30%	7 350 L/min	1	26	41	0	25%	10%	5%	0%	40%	10 000 L/min
B7	Bureau					x	0,6			5133	10 000 L/min	x					-25%	7 500 L/min		x		-30%	5 250 L/min	26	0	19	0	10%	0%	15%	0%	25%	7 000 L/min
B8	Hôtel					x	0,6			9680	13 000 L/min	x					-25%	9 750 L/min		x		-30%	6 825 L/min	24	0	20	19	10%	0%	15%	15%	40%	10 000 L/min

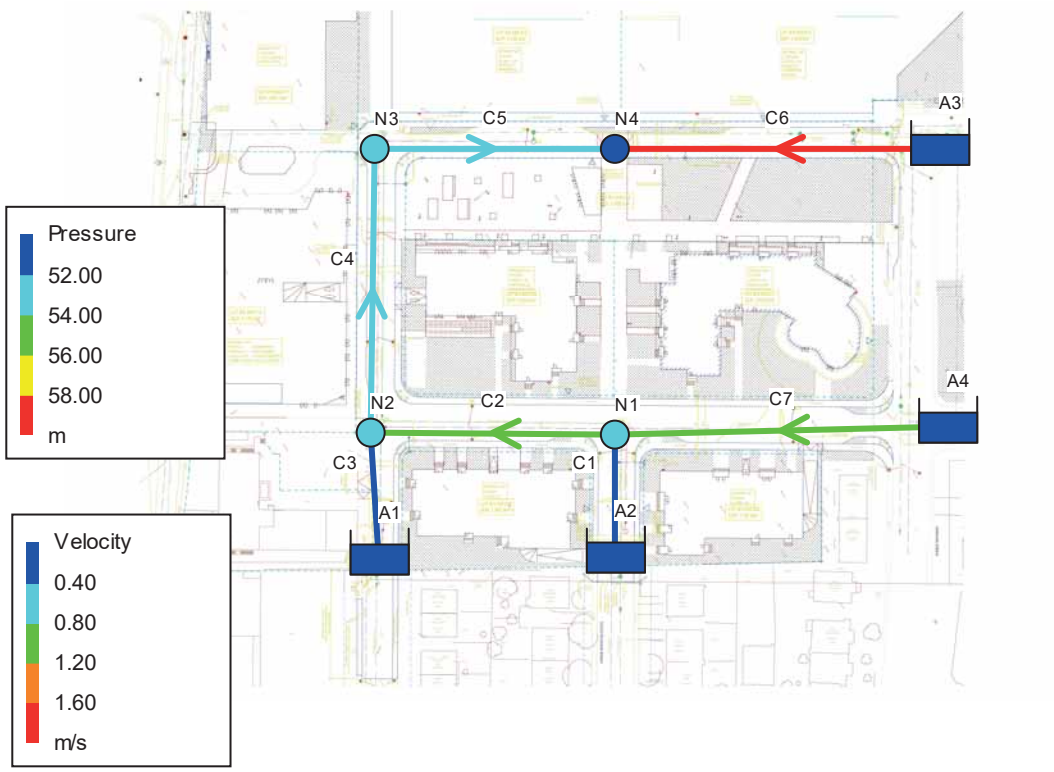
VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992

Débit total de consommation par noeud de simulation

Projet 17-692C Westbury

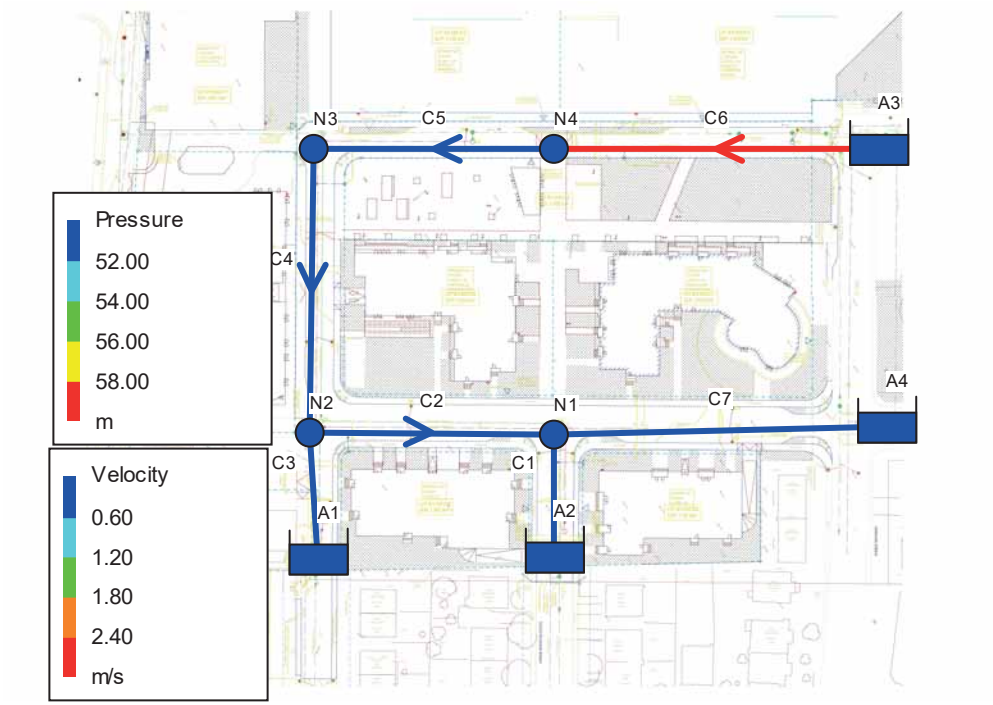
Nœud	Qmoy (L/s)	Qdmax (L/s)	Qhmax (L/s)	Qincendie (L/s)
1	6,82	13,64	20,47	0,00
2	6,96	13,92	20,88	0,00
3	0,00	0,00	0,00	0,00
4	5,52	11,05	16,57	166,67

SCÉNARIO 1 : CONSOMMATION JOURNALIÈRE MAX ET INCENDIE À B5-B5

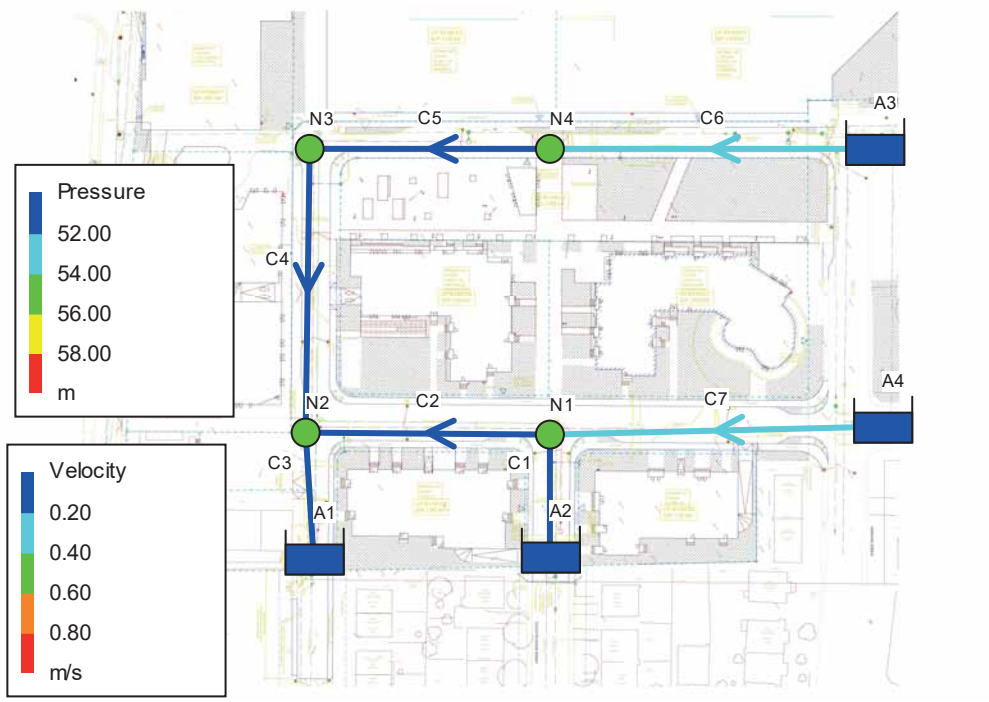


SCÉNARIO 2 : CONSOMMATION JOURNALIÈRE MAX ET INCENDIE À B5-B6 - VANNE A4 FERMÉE

Day 1, 1

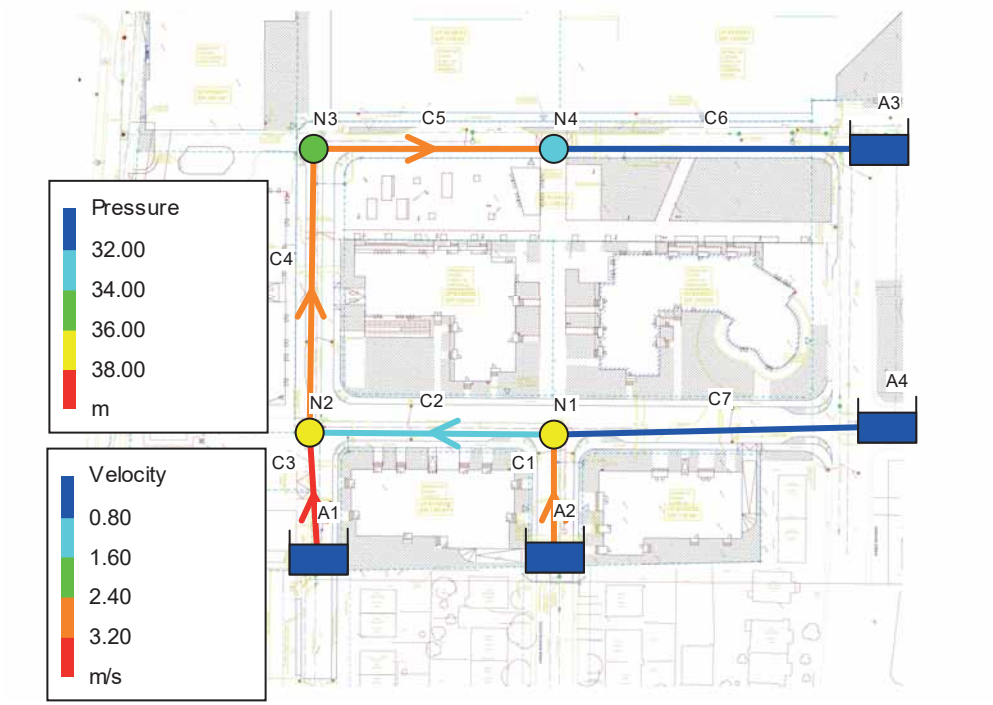


SCÉNARIO 3 - CONSOMMATION HORAIRE MAX



Day 1, 1

SCÉNARIO 4 : CONS. JOURNALIÈRE MAX ET INCENDIE À B5-B6 - A1 ET A2 OUVERTES, A3 ET A4 FERMÉES

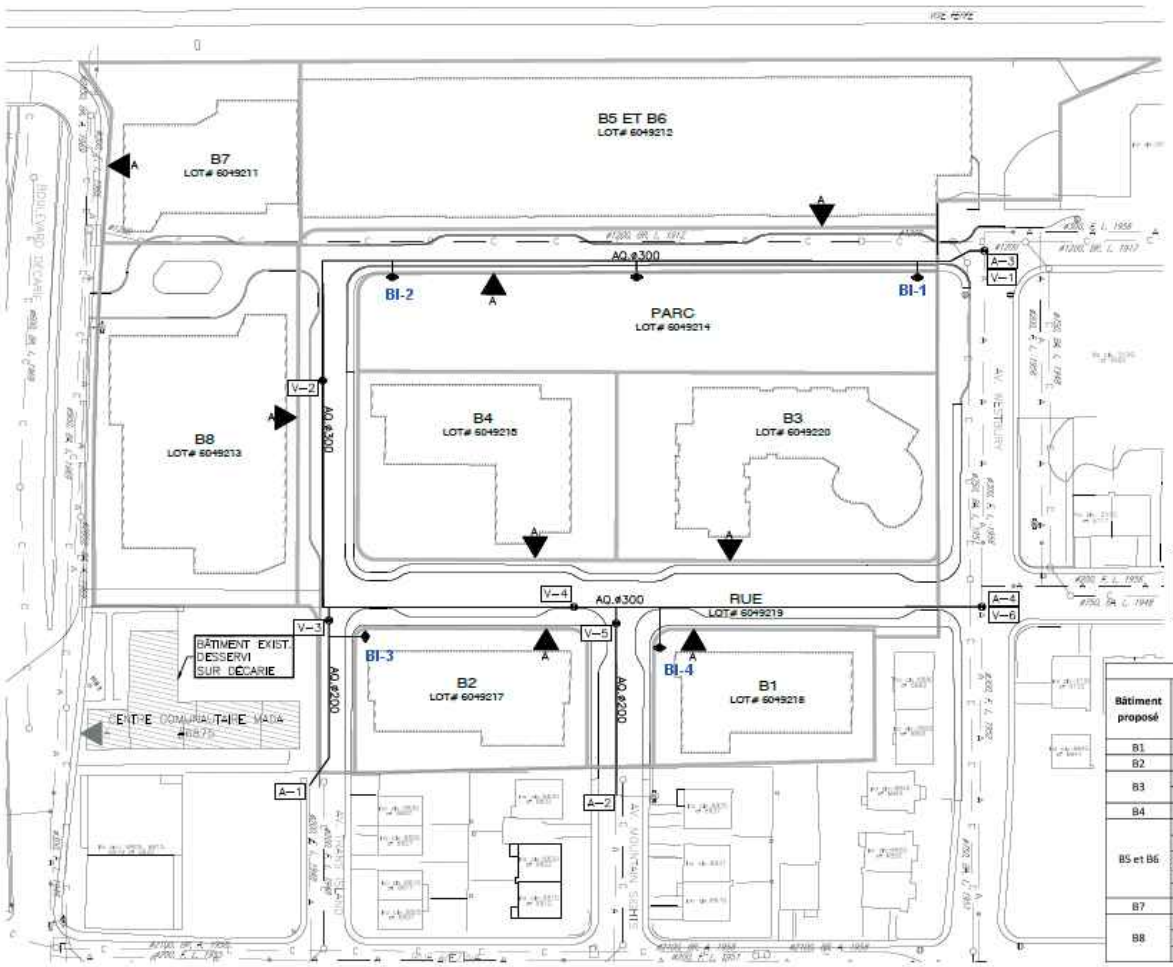


Résultats de l'analyse comparative en fonction des diamètres des nouvelles conduites projetées et des conditions d'exploitation

N° scénario	Description du scénario	Paramètres hydrauliques	Résultats en fonction du diamètre des nouvelles conduites projetées (mm)		
			300	**200**	**300 sur de Courtrai et 200 ailleurs**
1	▪ Conditions d'opération et d'exploitation normales (pas de vannes fermées, excepté celles de la sectorisation V-3 et V-5) ▪ Journée de consommation minimale ▪ Sans protection incendie	Pression d'opération du réseau (psi)	81,37	81,37	81,37
		Vitesse minimale (préciser la section du réseau) en m/s	0,02 (Trans Island)	0,04 (Mackenzie en aval de B3)	0,03 (Courtrai en aval de B5-B6)
		Temps de séjour maximal (heures)	60 min	26 min	39 min
2	▪ Conditions normales d'opération et d'exploitation (pas de vannes fermées, excepté celles de la sectorisation V-3 et V-5) ▪ Journée de consommation maximale ▪ Avec la protection incendie. Soutirer le débit d'incendie de 10000 l/min à partir des trois bornes d'incendie raccordées au réseau proposé B1, B2 et B4 à raison de 3000 l/min à 4000 l/min par BI	Pression résiduelle minimale (psi)	73,8	65,7	73,1
		Vitesse maximale (préciser la section du réseau) en m/s	1,84 (Courtrai amont de B5-B6)	4,13 (Courtrai amont de B5-B6)	2,32 (Courtrai amont de B5-B6)
3	▪ Conditions particulières d'opération et d'exploitation (fermeture de la vanne V-1 y compris les vannes pour la sectorisation V-3 et V-5)	Pression résiduelle minimale (psi)	64	Erreur, pression trop basse	10

	▪ Journée de consommation maximale ▪ Avec la protection incendie. Soutirer le débit d'incendie de 10000 l/min à partir des trois bornes d'incendie raccordées au réseau proposé B1, B2 et B4 à raison de 3000 l/min à 4000 l/min par BI	Vitesse maximale (préciser la section du réseau) en m/s	2,91 (Mackenzie)	Erreur	6,55 (Mackenzie)
4	▪ Conditions particulières d'opération et d'exploitation (fermeture de la vanne V-1 ainsi que les vannes pour la sectorisation V-3 et V-5) ▪ Journée de consommation maximale ▪ Avec la protection incendie. Soutirer le débit d'incendie de 10000 l/min à partir des deux bornes d'incendie raccordées au réseau proposé B1, B2 et de la borne d'incendie BI-3 raccordée sur Trans-Island (secteur de régulation de la pression) à raison de 3000 l/min à 4000 l/min par BI. La courbe de capacité hydraulique de la BI-3 vous a été déjà transmise.	Pression résiduelle minimale (psi)	73,2	61,5	72,6
		Vitesse maximale (préciser la section du réseau) en m/s	2,12 (Courtrai amont de B5-B6)	4,78 (Courtrai amont de B5-B6)	2,12 (Courtrai amont de B5-B6)
5	▪ Conditions extrêmes d'opération et d'exploitation (fermeture de la vanne V-1 et V-6. Ouverture des vannes pour la sectorisation V-3 et V-5) ▪ Journée de consommation maximale ▪ Avec la protection incendie. Soutirer le débit d'incendie de 10000 l/min à partir des trois bornes d'incendie raccordées au réseau proposé B2, B3 et B4 à raison de 3000 l/min à 4000 l/min par BI	Pression résiduelle minimale (psi)	69,3	33,3	40,5
		Vitesse maximale (préciser la section du réseau) en m/s	2,12 (Mackenzie)	4,78 (Mackenzie)	4,78 (Mackenzie)

❖ **Voir le plan ci-joint pour repérer la numérotation des vannes et des bornes d'incendie**



NOTE POUR L'AQUEDUC :

- VANNES V-3 ET V-5 NORMALEMENT FERMÉES POUR RESPECTER LA SECTORISATION DE LA VILLE DE MONTRÉAL

CARACTÉRISTIQUES DES CONSOMMATIONS D'EAU POTABLE

Bâtiment proposé	Type de bâtiment	Caractéristiques (unités ou superficie)	Population résidentielle (3,2 pers/unité)	Qd-moy L/s	Qd-max L/s	Qh-max L/s	Qinc L/min
B1	Résidentiel	57 unités	182	1,32	2,64	3,96	7000
B2	Résidentiel	70 unités	224	1,62	3,24	4,86	7000
B3	Résidentiel	165 unités	528	3,82	7,64	11,46	8000
	Commerces (garderie)	892 m²		0,06	0,13	0,19	
B4	Résidentiel	155 unités	496	3,59	7,18	10,76	8000
B5 et B6	Résidentiel	212 unités	339	4,91	9,81	14,72	10000
	Superficie bureaux	2611 m²		0,24	0,47	0,71	
	Superficie commerciale	2437 m²		0,17	0,34	0,52	
	Restaurant	120 sièges		0,21	0,42	0,63	
B7	Bureaux	9476 m²		0,71	1,42	2,13	7000
B8	Hôtel	240 chambres		2,44	4,89	7,33	10000
	Bureaux	40 employés		0,03	0,06	0,08	
	Restaurant et bar	519 sièges		0,90	1,80	2,70	

AQUEDUC PROPOSÉ

ÉCHELLE: 1:750

ANNEXE III : RÉSULTATS DES TESTS D'ÉCOULEMENT DES BORNES INCENDIE ET DES SIMULATIONS DE PRESSION

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

CONSULTANT :

GiclocCept inc.

Planification & conception en protection incendie

55, Boul. Ste-Rose, Laval (Québec) H7L 3J9 • 450 624-1414

RÉSULTATS DE TESTS D'ÉCOULEMENT SUR BORNES INCENDIE

PROCÉDURES ÉFFECTUÉES CONFORMÉMENT A LA NORME NFPA 291

Nom du projet : ARMSTRONG

Représentants : P.K. NORMAND - F. LECLERC
GICLOCEPT INC.

Adresse : 6911 BOULEVARD DÉCARIE

Ville : MONTRÉAL

Date : 2016-09-12

Heure : 10:15

RENSEIGNEMENTS SUR LE RÉSEAU DE DISTRIBUTION

Diamètre de la conduite souterraine :

En impasse : Dans les 2 sens : En Boucle :

Source de l'information :

Commentaires :

DONNÉES

Localisation des bornes fontaines :

- Pression résiduelle: (A) 79 PSI
- Le débit: (B) 1700 USGPM

Pression statique : 82 Psi Test

Essai No	Nombre de prises	Diamètre des orifices	Pression au tube de pitot (B)	Débit à chaque prise	Débit total	Pression résiduelle (A)	Remarques (COEFFICIENT DE CORRECTION DU DÉBIT)
1	1	2½"Ø	65	1504 x 0.80	1203	81	
2	2	2½"Ø	35,30	(1103+1022) x 0.80	1700	79	



Fait par:

Échelle: AUCUNE

RÉSULTATS GRAPHIQUES DE TESTS D'ÉCOULEMENT SUR BORNES INCENDIE

PROCÉDURES ÉFFECTUÉES CONFORMÉMENT A LA NORME NFPA 291

NOM DU PROJET : ARMSTRONG

DOSSIER NO:

ADRESSE : 6911 BOULEVARD DÉCARIE

VILLE : MONTRÉAL

REPRESENTANTS : P.K. NORMAND - F. LECLERC

GICLOCEPT INC.

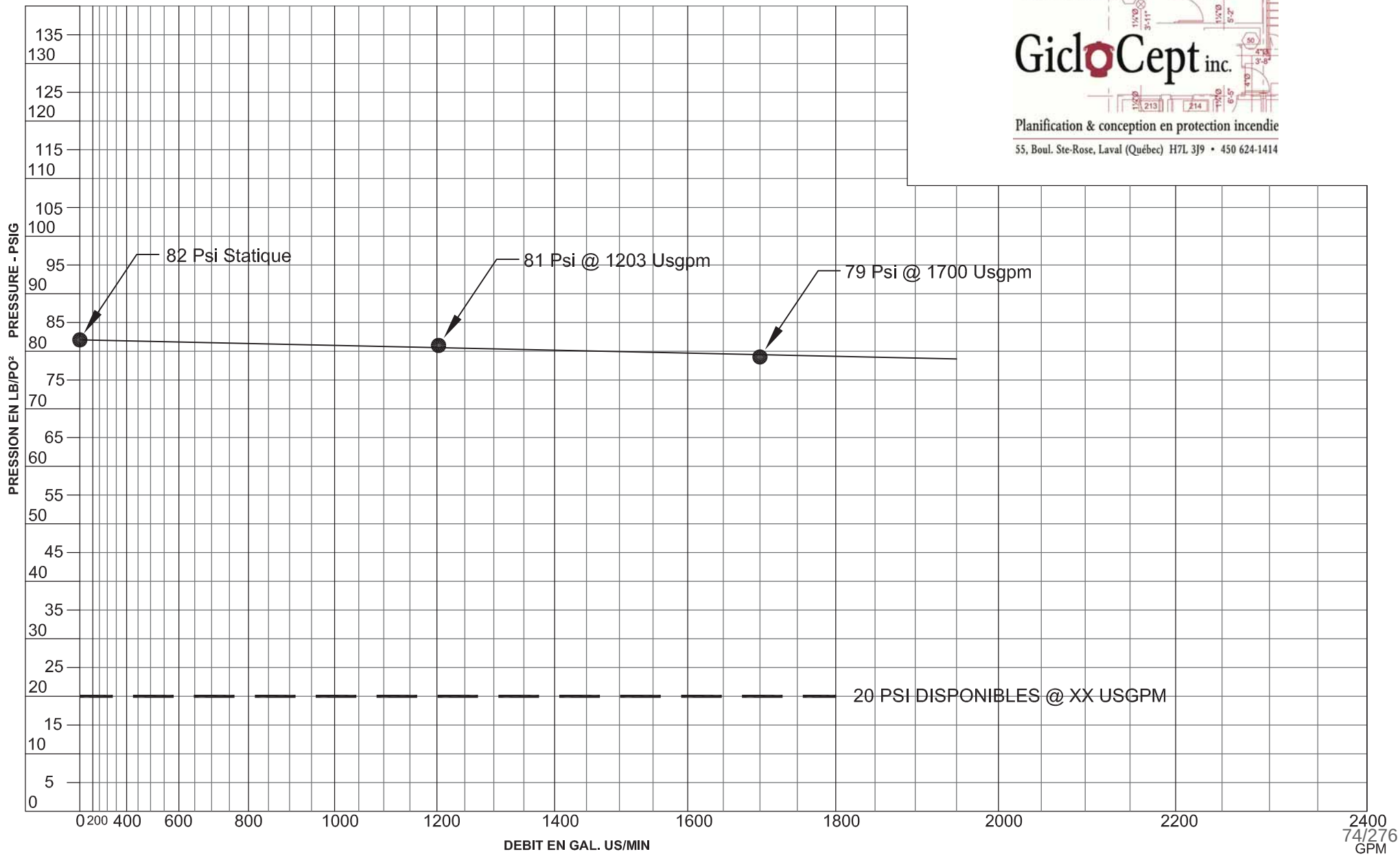
DATE : 2016-09-12 HEURE : 10:15

CONSULTANT :

GicloCept inc.

Planification & conception en protection incendie

55, Boul. Ste-Rose, Laval (Québec) H7L 3J9 • 450 624-1414



CONSULTANT :

GiclOCept inc.

Planification & conception en protection incendie

55, Boul. Ste-Rose, Laval (Québec) H7L 3J9 • 450 624-1414

RÉSULTATS DE TESTS D'ÉCOULEMENT SUR BORNES INCENDIE

PROCÉDURES ÉFFECTUÉES CONFORMÉMENT A LA NORME NFPA 291

Nom du projet : ARMSTRONG

Représentants : P.K. NORMAND - F. LECLERC
GICLOCEPT INC.

Adresse : 6911 BOULEVARD DÉCARIE

Ville : MONTRÉAL

Date : 2016-09-12

Heure : 10:45

RENSEIGNEMENTS SUR LE RÉSEAU DE DISTRIBUTION

Diamètre de la conduite souterraine :

En impasse : Dans les 2 sens : En Boucle :

Source de l'information :

Commentaires :

DONNÉES

Localisation des bornes fontaines :

- Pression résiduelle: (A) 78 PSI
- Le débit: (B) 1851 USGPM

Pression statique : 82 Psi Test

Essai No	Nombre de prises	Diamètre des orifices	Pression au tube de pitot (B)	Débit à chaque prise	Débit total	Pression résiduelle (A)	Remarques (COEFFICIENT DE CORRECTION DU DÉBIT)
1	1	2½"Ø	55	1383 x 0.80	1106	80	
2	2	2½"Ø	37,40	(1134+1180) x 0.80	1851	78	



Fait par:

Échelle: AUCUNE

RÉSULTATS GRAPHIQUES DE TESTS D'ÉCOULEMENT SUR BORNES INCENDIE

PROCÉDURES ÉFFECTUÉES CONFORMÉMENT A LA NORME NFPA 291

NOM DU PROJET : ARMSTRONG

DOSSIER NO:

ADRESSE : 6911 BOULEVARD DÉCARIE

VILLE : MONTRÉAL

REPRESENTANTS : P.K. NORMAND - F. LECLERC

GICLOCEPT INC.

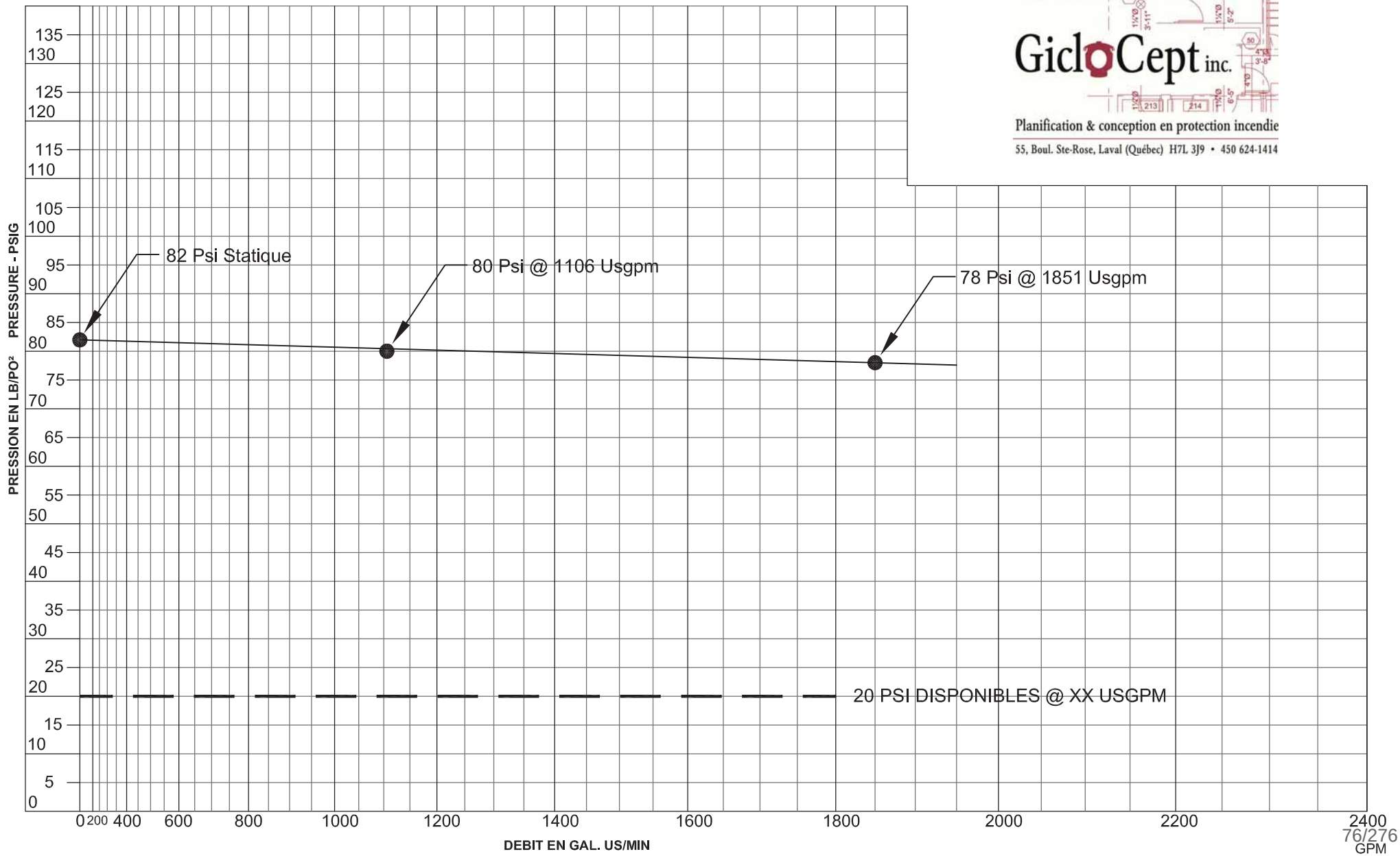
DATE : 2016-09-12 HEURE : 10:45

CONSULTANT :

GicloCept inc.

Planification & conception en protection incendie

55, Boul. Ste-Rose, Laval (Québec) H7L 3J9 • 450 624-1414



CONSULTANT :

GiclocCept inc.

Planification & conception en protection incendie

55, Boul. Ste-Rose, Laval (Québec) H7L 3J9 • 450 624-1414

RÉSULTATS DE TESTS D'ÉCOULEMENT SUR BORNES INCENDIE

PROCÉDURES ÉFFECTUÉES CONFORMÉMENT A LA NORME NFPA 291

Nom du projet : ARMSTRONG

Représentants : P.K. NORMAND - F. LECLERC
GICLOCEPT INC.

Adresse : 6911 BOULEVARD DÉCARIE

Ville : MONTRÉAL

Date : 2016-09-12

Heure : 11:45

RENSEIGNEMENTS SUR LE RÉSEAU DE DISTRIBUTION

Diamètre de la conduite souterraine :

En impasse : Dans les 2 sens : En Boucle :

Source de l'information :

Commentaires :

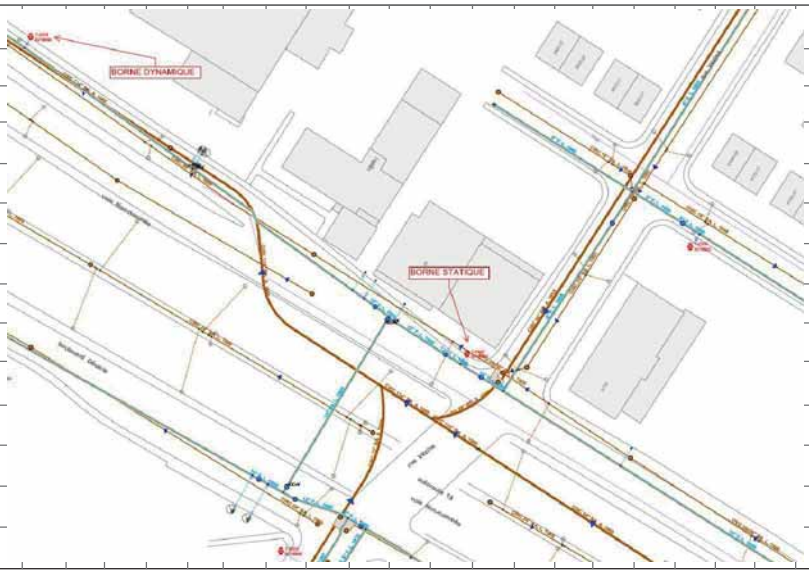
DONNÉES

Localisation des bornes fontaines :

- Pression résiduelle: (A) 79 PSI
- Le débit: (B) 1322 USGPM

Pression statique : 81 Psi Test

Essai No	Nombre de prises	Diamètre des orifices	Pression au tube de pitot (B)	Débit à chaque prise	Débit total	Pression résiduelle (A)	Remarques (COEFFICIENT DE CORRECTION DU DÉBIT)
1	1	2½"Ø	40	1180 x 0.70	826	80	
2	2	2½"Ø	32,20	(1055+834) x 0.70	1322	79	



Fait par:

Échelle: AUCUNE

RÉSULTATS GRAPHIQUES DE TESTS D'ÉCOULEMENT SUR BORNES INCENDIE

PROCÉDURES ÉFFECTUÉES CONFORMÉMENT A LA NORME NFPA 291

NOM DU PROJET : ARMSTRONG

DOSSIER NO:

ADRESSE : 6911 BOULEVARD DÉCARIE

VILLE : MONTRÉAL

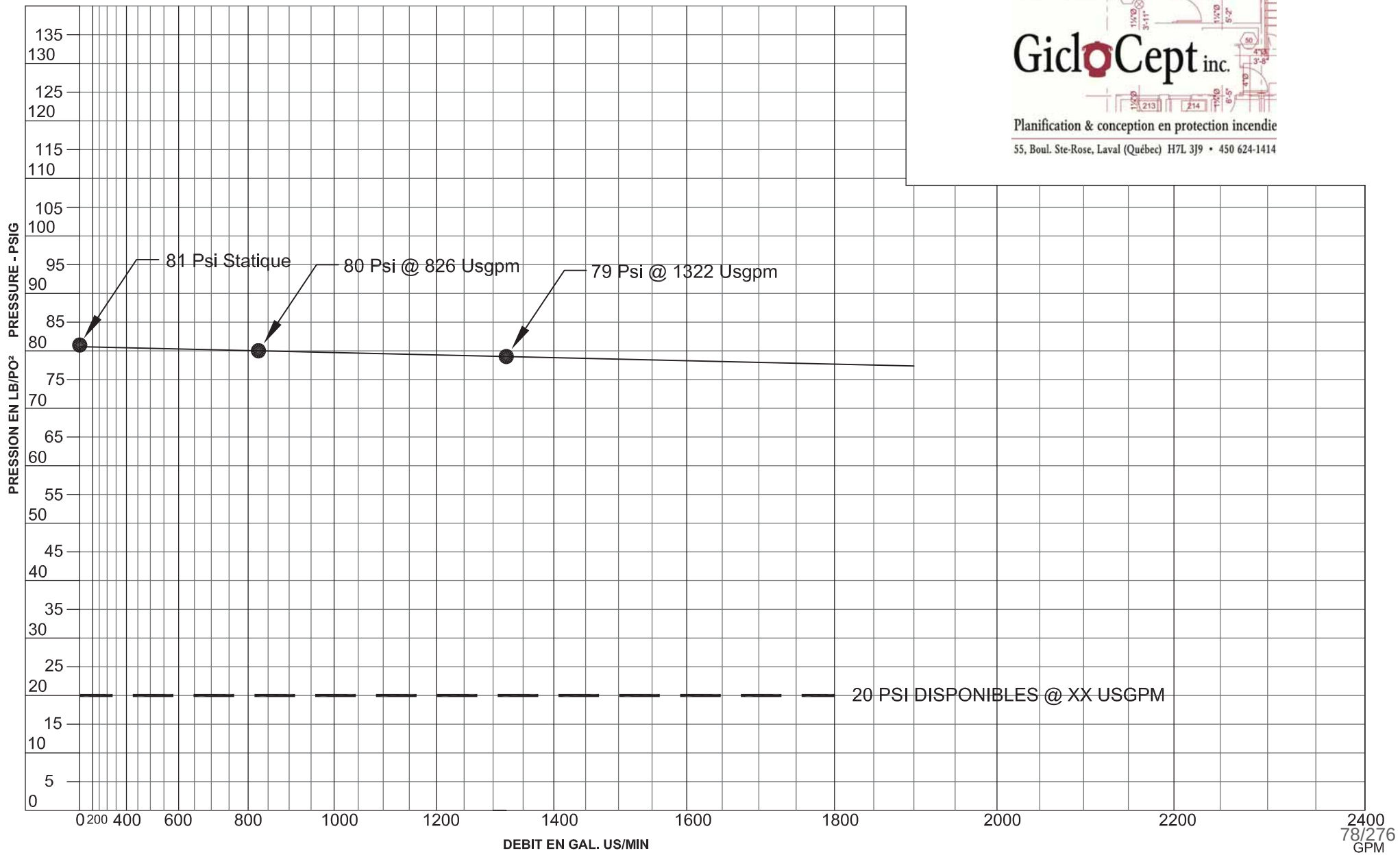
REPRESENTANTS : P.K. NORMAND - F. LECLERC

GICLOCEPT INC.

DATE : 2016-09-12 HEURE : 11:45

CONSULTANT :

GicloCept inc.
Planification & conception en protection incendie
55, Boul. Ste-Rose, Laval (Québec) H7L 3J9 • 450 624-1414



CONSULTANT :

GiclOCept inc.

Planification & conception en protection incendie

55, Boul. Ste-Rose, Laval (Québec) H7L 3J9 • 450 624-1414

RÉSULTATS DE TESTS D'ÉCOULEMENT SUR BORNES INCENDIE

PROCÉDURES ÉFFECTUÉES CONFORMÉMENT A LA NORME NFPA 291

Nom du projet : ARMSTRONG

Représentants : P.K. NORMAND - F. LECLERC
GICLOCEPT INC.

Adresse : 6911 BOULEVARD DÉCARIE

Ville : MONTRÉAL

Date : 2016-09-12

Heure : 12:30

RENSEIGNEMENTS SUR LE RÉSEAU DE DISTRIBUTION

Diamètre de la conduite souterraine :

En impasse : Dans les 2 sens : En Boucle :

Source de l'information :

Commentaires :

DONNÉES

Localisation des bornes fontaines :

- Pression résiduelle: (A) 79 PSI
- Le débit: (B) 1454 USGPM

Pression statique : 81 Psi Test

Essai No	Nombre de prises	Diamètre des orifices	Pression au tube de pitot (B)	Débit à chaque prise	Débit total	Pression résiduelle (A)	Remarques (COEFFICIENT DE CORRECTION DU DÉBIT)
1	1	2½"Ø	52	1345 x 0.70	942	80	
2	2	2½"Ø	32,30	(1055+1022) x 0.70	1454	79	



Fait par:

Échelle: AUCUNE

RÉSULTATS GRAPHIQUES DE TESTS D'ÉCOULEMENT SUR BORNES INCENDIE

PROCÉDURES ÉFFECTUÉES CONFORMÉMENT A LA NORME NFPA 291

NOM DU PROJET : ARMSTRONG

DOSSIER NO:

ADRESSE : 6911 BOULEVARD DÉCARIE

VILLE : MONTRÉAL

REPRESENTANTS : P.K. NORMAND - F. LECLERC

GICLOCEPT INC.

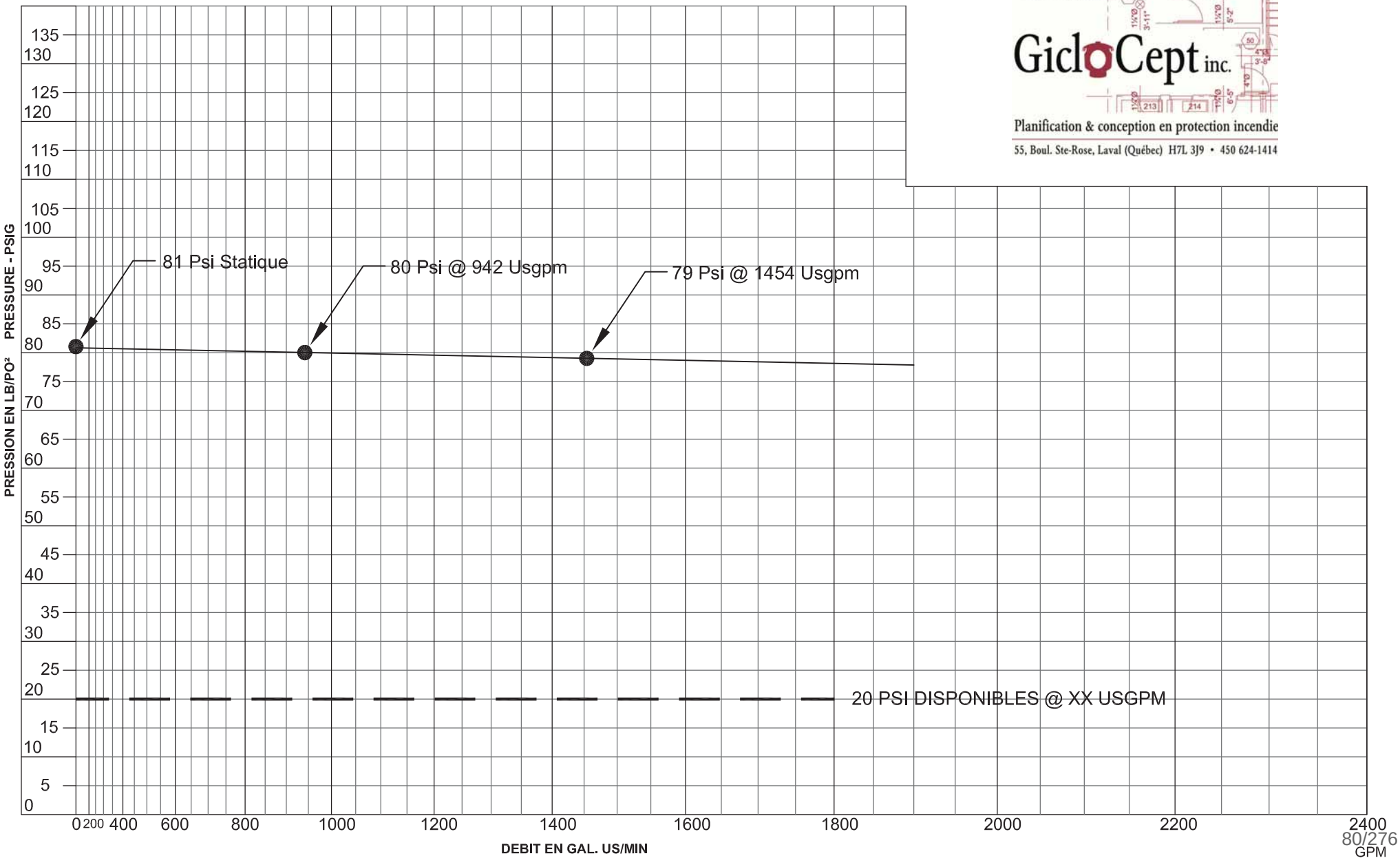
DATE : 2016-09-12 HEURE : 12:30

CONSULTANT :

GicloCept inc.

Planification & conception en protection incendie

55, Boul. Ste-Rose, Laval (Québec) H7L 3J9 • 450 624-1414



CONSULTANT :

GiclOCept inc.

Planification & conception en protection incendie

55, Boul. Ste-Rose, Laval (Québec) H7L 3J9 • 450 624-1414

RÉSULTATS DE TESTS D'ÉCOULEMENT SUR BORNES INCENDIE

PROCÉDURES ÉFFECTUÉES CONFORMÉMENT A LA NORME NFPA 291

Nom du projet : ARMSTRONG

Représentants : P.K. NORMAND - F. LECLERC
GICLOCEPT INC.

Adresse : 6911 BOULEVARD DÉCARIE

Ville : MONTRÉAL

Date : 2016-09-12

Heure : 13:00

RENSEIGNEMENTS SUR LE RÉSEAU DE DISTRIBUTION

Diamètre de la conduite souterraine :

En impasse : Dans les 2 sens : En Boucle :

Source de l'information :

Commentaires :

DONNÉES

Localisation des bornes fontaines :

- Pression résiduelle: (A) 80 PSI
- Le débit: (B) 1454 USGPM

Pression statique : 82 Psi Test

Essai No	Nombre de prises	Diamètre des orifices	Pression au tube de pitot (B)	Débit à chaque prise	Débit total	Pression résiduelle (A)	Remarques (COEFFICIENT DE CORRECTION DU DÉBIT)
1	1	2½"Ø	58	1420 x 0.70	994	81	
2	2	2½"Ø	32,30	(1055+1022) x 0.70	1454	80	



Fait par:

Échelle: AUCUNE

RÉSULTATS GRAPHIQUES DE TESTS D'ÉCOULEMENT SUR BORNES INCENDIE

PROCÉDURES ÉFFECTUÉES CONFORMÉMENT A LA NORME NFPA 291

NOM DU PROJET : ARMSTRONG

DOSSIER NO:

ADRESSE : 6911 BOULEVARD DÉCARIE

VILLE : MONTRÉAL

REPRESENTANTS : P.K. NORMAND - F. LECLERC

GICLOCEPT INC.

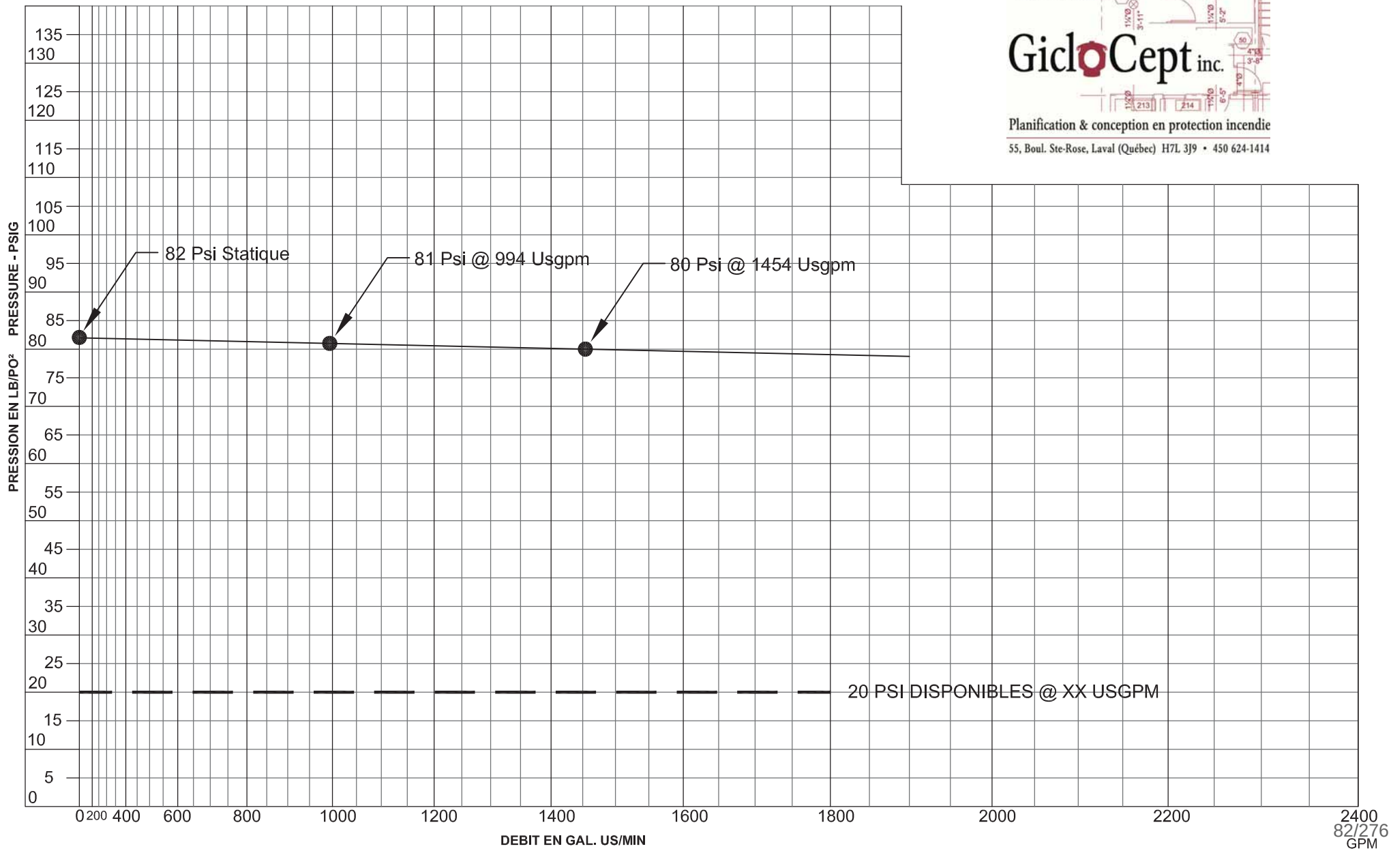
DATE : 2016-09-12 HEURE : 13:00

CONSULTANT :

GicloCept inc.

Planification & conception en protection incendie

55, Boul. Ste-Rose, Laval (Québec) H7L 3J9 • 450 624-1414



CONSULTANT :

GiclOCept inc.

Planification & conception en protection incendie

55, Boul. Ste-Rose, Laval (Québec) H7L 3J9 • 450 624-1414

RÉSULTATS DE TESTS D'ÉCOULEMENT SUR BORNES INCENDIE

PROCÉDURES ÉFFECTUÉES CONFORMÉMENT A LA NORME NFPA 291

Nom du projet : ARMSTRONG

Représentants : P.K. NORMAND - F. LECLERC
GICLOCEPT INC.

Adresse : 6911 BOULEVARD DÉCARIE

Ville : MONTRÉAL

Date : 2016-09-12

Heure : 13:45

RENSEIGNEMENTS SUR LE RÉSEAU DE DISTRIBUTION

Diamètre de la conduite souterraine :

En impasse : Dans les 2 sens : En Boucle :

Source de l'information :

Commentaires :

DONNÉES

Localisation des bornes fontaines :

- Pression résiduelle: (A) 79 PSI
- Le débit: (B) 1598 USGPM

Pression statique : 82 Psi Test

Essai No	Nombre de prises	Diamètre des orifices	Pression au tube de pitot (B)	Débit à chaque prise	Débit total	Pression résiduelle (A)	Remarques (COEFFICIENT DE CORRECTION DU DÉBIT)
1	1	2½"Ø	55	1383 x 0.70	968	81	
2	2	2½"Ø	35,40	(1103+1180) x 0.70	1598	79	



Fait par:

Échelle: AUCUNE

CONSULTANT :

GiclOCept inc.

Planification & conception en protection incendie

55, Boul. Ste-Rose, Laval (Québec) H7L 3J9 • 450 624-1414

RÉSULTATS DE TESTS D'ÉCOULEMENT SUR BORNES INCENDIE

PROCÉDURES ÉFFECTUÉES CONFORMÉMENT A LA NORME NFPA 291

Nom du projet : ARMSTRONG

Représentants : P.K. NORMAND - F. LECLERC
GICLOCEPT INC.

Adresse : 6911 BOULEVARD DÉCARIE

Ville : MONTRÉAL

Date : 2016-09-12

Heure : 13:45

RENSEIGNEMENTS SUR LE RÉSEAU DE DISTRIBUTION

Diamètre de la conduite souterraine :

En impasse : Dans les 2 sens : En Boucle :

Source de l'information :

Commentaires :

DONNÉES

Localisation des bornes fontaines :

- Pression résiduelle: (A) 79 PSI
- Le débit: (B) 1598 USGPM

Pression statique : 82 Psi Test

Essai No	Nombre de prises	Diamètre des orifices	Pression au tube de pitot (B)	Débit à chaque prise	Débit total	Pression résiduelle (A)	Remarques (COEFFICIENT DE CORRECTION DU DÉBIT)
1	1	2½"Ø	55	1383 x 0.70	968	81	
2	2	2½"Ø	35,40	(1103+1180) x 0.70	1598	79	



Fait par:

Échelle: AUCUNE

RÉSULTATS GRAPHIQUES DE TESTS D'ÉCOULEMENT SUR BORNES INCENDIE

PROCÉDURES ÉFFECTUÉES CONFORMÉMENT A LA NORME NFPA 291

NOM DU PROJET : ARMSTRONG

DOSSIER NO:

ADRESSE : 6911 BOULEVARD DÉCARIE

VILLE : MONTRÉAL

REPRESENTANTS : P.K. NORMAND - F. LECLERC

GICLOCEPT INC.

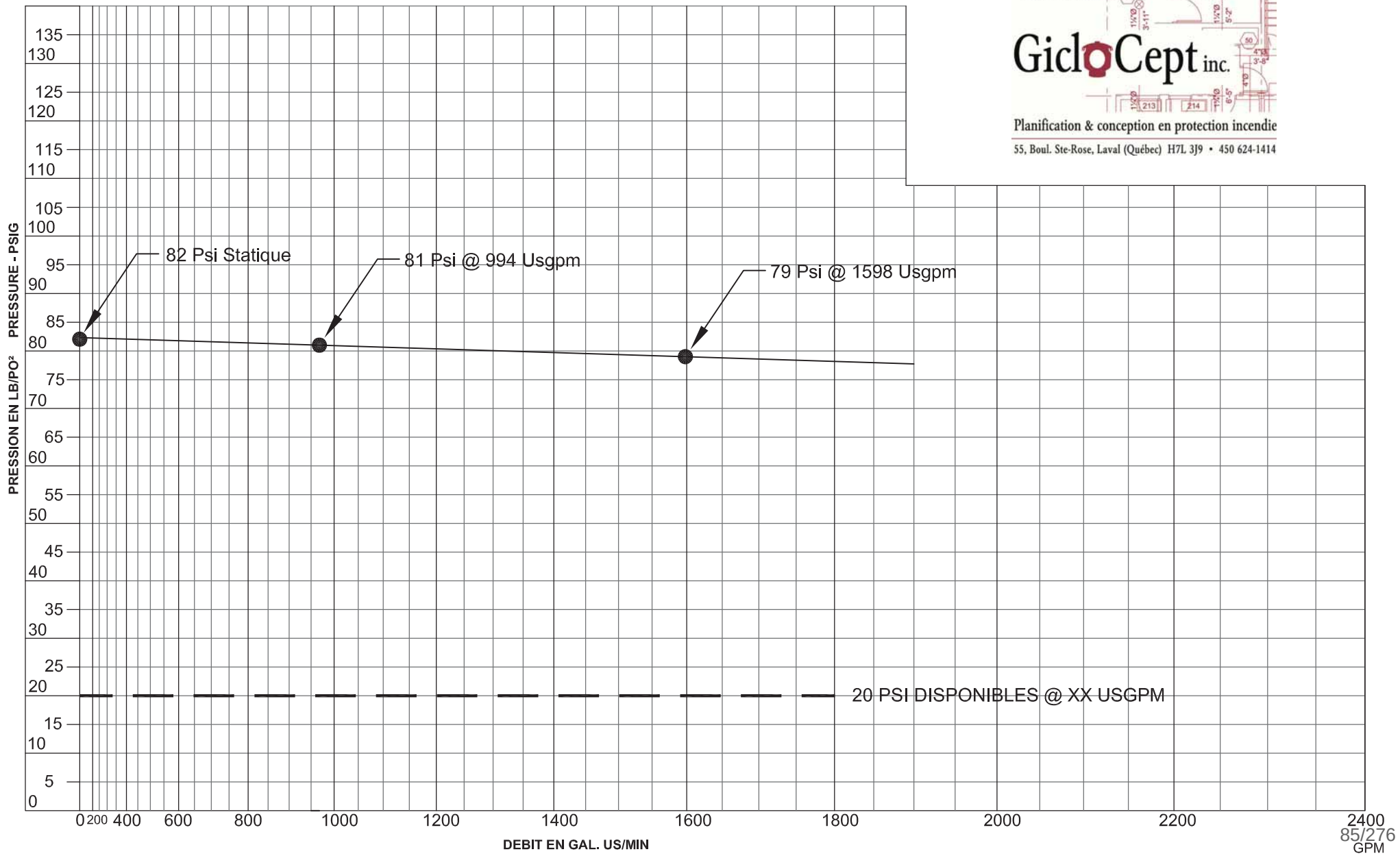
DATE : 2016-09-12 HEURE : 13:45

CONSULTANT :

GicloCept inc.

Planification & conception en protection incendie

55, Boul. Ste-Rose, Laval (Québec) H7L 3J9 • 450 624-1414



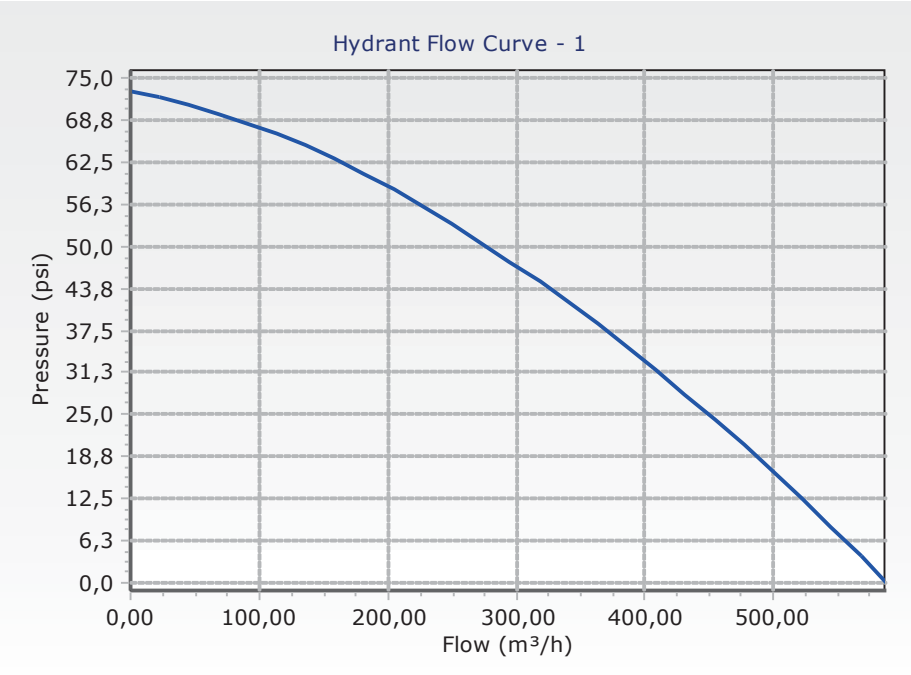
Hydrant Flow Curve Detailed Report - Hydrant Flow Curve - 1

Element Details			
Label	Hydrant Flow Curve - 1	Nominal Hydrant Flow	227,12 m³/h
Hydrant/Junction	10705607	Number of Intervals	10

Time (hours)
0,00

0,00 hours Flow (m³/h)	0,00 hours Pressure (psi)
0,00	73,1
22,71	72,1
45,42	71,0
68,14	69,7
90,85	68,3
113,56	66,7
136,27	65,0
158,99	62,9
181,70	60,7
204,41	58,4
227,12	55,9
249,84	53,3
272,55	50,6
295,26	47,8
317,97	44,8
340,69	41,7
363,40	38,5
386,11	35,1
408,82	31,6
431,54	28,0
454,25	24,3
476,96	20,5
499,67	16,5
522,39	12,4
545,10	8,2
567,81	3,9
587,88	0,0

Hydrant Flow Curve Detailed Report - Hydrant Flow Curve - 1



ANNEXE IV : RÉSULTATS DÉTAILLÉS SANITAIRE

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

ÉVALUATION DES DÉBITS SANITAIRES

PROJET 17-692C WESTBURY

Réseau sanitaire projeté - Facteur de pointe pour débit max : 3,68

No Bâtiment	Type	Nombre logements	Population résidentielle	Surface commerce		Nb Employés de bureau	Nombre de siège (restaurant et bar)	débit quotidien pour logements L/s	Débit quotidien commerce (L/s)	débit quotidien bureau (L/s)	débit quotidien restaurant (L/s)	Débit de pointe logements (L/s)	Débit de pointe commerce (L/s)	Débit de pointe bureau (L/s)	Débit de pointe restaurant (L/s)	Débit de captation (L/s)	Débit sanitaire maximal
	Hypothèses			pi²	m²			320 L/p/j ou 300 L/chambre/j	7,5 L/m²/j	50 L/pers/j	125 L/siege/jour	Résidentiel	Commercial	Bureaux	Restaurant	50 L/p/j	L/s
Bâtiment B1	Résidentiel	57	182					0,676	0,000	0,000	0,000	2,485	0,000	0,000	0,000	0,106	2,591
Bâtiment B2	Résidentiel	70	224					0,830	0,000	0,000	0,000	3,052	0,000	0,000	0,000	0,130	3,182
Bâtiment B3	Résidentiel	165	528					1,956	0,000	0,000	0,000	7,195	0,000	0,000	0,000	0,306	7,500
	Commerce			9601	892,0			0,000	0,077	0,000	0,000	0,000	0,285	0,000	0,000	0,000	0,285
Bâtiment B4	Résidentiel	155	496					1,837	0,000	0,000	0,000	6,759	0,000	0,000	0,000	0,287	7,046
Bâtiment B8	Chambres	240						0,833	0,000	0,000	0,000	3,066	0,000	0,000	0,000	0,000	3,066
	Bureaux					40		0,000	0,000	0,023	0,000	0,000	0,000	0,085	0,000	0,000	0,085
	Restaurant et bar						519	0,000	0,000	0,000	0,751	0,000	0,000	0,000	2,763	0,000	2,763
Total		**687**	**1430**	**9601**	**892**	**40**	**519**	**6,13**	**0,08**	**0,02**	**0,75**	**22,56**	**0,28**	**0,09**	**2,76**	**0,83**	**26,52**

Branchements sanitaires directement à l'existant - Facteur de pointe pour débit max : 4,00

No Bâtiment	Type	Nombre logements	Population résidentielle / hôtel	Surface commerce		Nb Employés de bureau	Nombre de siège (restaurant et bar)	débit quotidien pour logements L/s	Débit quotidien commerce (L/s)	débit quotidien bureau (L/s)	débit quotidien restaurant (L/s)	Débit de pointe logements (L/s)	Débit de pointe commerce (L/s)	Débit de pointe bureau (L/s)	Débit de pointe restaurant (L/s)	Débit de captation (L/s)	Débit sanitaire maximal
	Hypothèses			pi²	m²			320 L/p/j ou 300 L/chambre/j	7,5 L/m²/j	50 L/pers/j	125 L/siege/jour	Résidentiel	Commercial	Bureaux	Restaurant	50 L/p/j	L/s
Bâtiment B5-B6	Résidentiel	212	678					2,513	0,000	0,000	0,000	10,050	0,000	0,000	0,000	0,393	10,443
	Bureaux					341		0,000	0,000	0,197	0,000	0,000	0,000	0,789	0,000	0,000	0,789
	Commerce			26234	2437			0,000	0,212	0,000	0,000	0,000	0,846	0,000	0,000	0,000	0,846
	Restaurant						120	0,000	0,000	0,000	0,174	0,000	0,000	0,000	0,694	0,000	0,694
Bâtiment B7	Bureaux					1020		0,000	0,000	0,590	0,000	0,000	0,000	2,361	0,000	0,000	2,361
Total		**212**	**678**	**26234**	**2437**	**1361**	**120**	**2,513**	**0,212**	**0,788**	**0,174**	**10,050**	**0,846**	**3,150**	**0,694**	**0,393**	**15,134**

Bâtiment	Qdom (L/s)	Qcapt (L/s)	Qinf (L/s)	Qmoy total (L/s)	Qmax (L/s)	Facteur de pointe	Nœud de rejet (Simulation)
B1	0,68	0,11	0,01	0,79	2,60	3,68	RS-03
B2	0,83	0,13	0,01	0,97	3,20	3,68	raccord_B4
B3	2,03	0,31	0,02	2,36	7,81	3,68	RS-03
B4	1,84	0,29	0,02	2,14	7,07	3,68	raccord_B4
B5-B6	3,10	0,39	0,05	3,54	12,82	4,00	Hors réseau projeté
B7	0,59	0,00	0,01	0,60	2,37	4,00	
B8	1,61	0,00	0,03	1,64	5,94	3,68	raccord_B8
TOTAL	**10,67**	**1,22**	**0,16**	**12,05**	**41,82**		

ANNEXE V : RÉSULTATS DÉTAILLÉS PLUVIAL

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792

102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

CALCUL DES CRITÈRES DE REJET PLUVIAL
PROJET WESTBURY

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992

	Résultats predev - 95% imperméable			Résultats sanitaire postdev (Lots B1, B2, B3, B4 et B8)		Critères de rejet du pluvial (Incluant sanitaire Lots B1, B2, B3, B4 et B8)			Critères retenus		Résultats postdev	
Récurrence de pluie	Q ruissellement (L/s)	Q ruissellement (L/s/ha)	Volume (m³)	Qsan moy (L/s)	Qsan max (L/s)	Q admissible selon DGSRE (L/s)	Q admissible selon C-1.1 (L/s)	Vol admissible selon MDDELCC (m³)	Débit (L/s)	Volume (m³)	Débit de pointe pluvial (L/s)	Volume ruisselé (m³)
	(1)	**(2)**	**(3)**	**(4)**	**(5)**	**(6)**	**(7)**	**(8)**	**(9)**	**(10)**	**(11)**	**(12)**
3mois			256	7,0			122,0	199	122,0	199		180
6 mois			442	7,0			122,0	385	122,0	385		313
1 an			654	7,0			122,0	597	122,0	597		494
2 ans	706,3	202,6		7,0		699,3	122,0		122,0		89,2	
10 ans	1227,0	351,9		7,0		1220,0	122,0		122,0		105,2	
25 ans	1154,4	331,1		7,0		1147,4	122,0		122,0		114,0	
50 ans	1423,6	408,3		7,0		1416,6			1416,6		365,2	
100 ans	1586,7	455,1		7,0		1579,7			1579,7		630,2	

Superficie totale	3,4868	ha	**(13)**
Durée moyenne des débordements à l'ouvrage de surverse	2,26	h	**(14)**

(1) = Résultat SWMM
(2) = (1) / (13)
(3) = Résultat SWMM
(4) = Voir résultats sanitaires
(6) = (1) - (4)
(7) = 35 L/s/ha * (13)
(8) = (3) - (4)*(14)
(9) = Plus petit entre (6) et (7)
(10) = (8)
(11) = Résultat SWMM
(12) = Résultat SWMM

DÉTAIL DE CALCUL DES VOLUMES DE REJET PLUVIAL ADMISSIBLES ET SIMULÉS PAR LOT PRIVÉ
PROJET WESTBURY

Lot	Superficie totale (m²)	Proportion du site total (%)	% imperméable	Débit sanitaire moy (envoyé au réseau proposé) (L/s)	Volume sanitaire durée débordement (m³)	Volume prédev associé (m³)			Volume postdev simulé sans mesure compensatoire (m³)			Volume postdev simulé avec mesure compensatoire (m³)		
						3 mois	6 mois	1 an	3 mois	6 mois	1 an	3 mois	6 mois	1 an
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
B1	1762	5,2	67,4	0,676	5,50	7,0	16,0	26,3	2,1	7,1	18,0	2,1	7,1	18,0
B2	1967	5,8	67,5	0,830	6,75	7,2	17,3	28,7	2,3	8,0	20,2	2,3	8,0	20,2
B3	3629	10,7	71,8	2,033	16,55	9,2	27,7	48,9	17,8	31,0	46,2	17,8	31,0	46,2
B4	2900	8,5	74,0	1,837	14,95	5,6	20,5	37,3	13,8	24,1	35,9	13,8	24,1	35,9
B5-B6	7579	22,3	94,0			53,7	92,5	136,7	50,3	86,7	123,1	50,3	86,7	123,1
B7	2129	6,3	95,6			15,1	26,0	38,4	14,5	24,7	36,8	14,5	24,7	36,8
B8	4390	12,9	94,4	1,61	13,08	18,0	40,5	66,1	28,3	49,6	74,3	0,0	21,4	46,0

Superficie totale	3,4028	ha	**(15)**
Durée moyenne des débordements à l'ouvrage de surverse	2,26	h	**(16)**

(1) = Selon plan cadastre
(2) = (1) / (15)
(3) = Selon plan d'aménagement de Atelier Christian Thiffault. À titre indicatif seulement
(4) = Voir section sanitaire. Lots raccordés au réseau sanitaire proposé seulement
(5) = (4) * (16)
(6) = Volume total pré-développement pluie 3 mois * (2) - (5)
(7) = Volume total pré-développement pluie 6 mois * (2) - (5)
(8) = Volume total pré-développement pluie 1 an * (2) - (5)
(9) = Résultat SWMM
(10) = Résultat SWMM
(11) = Résultat SWMM
(12), (13) et (14) = volume 3 mois du bâtiment B8 retranché puisqu'une vanne de retenue est proposée pour ce lot

ANNEXE VI : PARAMÈTRES ET HYPOTHÈSES PCSWMM

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

Hypothèses PCSWMM mises en place

SOUS BASSINS			
% de pente	Toit	1%	représente conception
	Rue	0,5% ou 2%	représente conception
	Terrain	2%	représente conception
% imperméable	Toit	100%	Guide MDDELCC, P. 6-27
	Rue	100%	Guide MDDELCC, P. 6-27
	Gazon	0%	Guide MDDELCC, P. 6-27 demande 0%
	Parc	63,5%	Aménagement du parc non déterminé, donc valeur posée selon documents CCU
N imper		0,016	recommandation de la Ville
N per		0,15	recommandation de la Ville
D-Store-imp		1,5	Manuel de conception (MDDELCC)
D-Store-per		5	Manuel de conception (MDDELCC)
Zero imperv (%)		0	Toutes les surfaces ont des aspérités.
sub area routing		outlet	Sous-bassins privés avec sous-sol sous 100% du lot et sous-bassins publics car suffisament découpé pour représenter l'écoulement désiré
sub area routing		pervious	Sous-bassins privés avec sous-sol sous empreinte du bâtiment seulement (75% routing pour considérer zones imperméables directement drainées)
MODÈLE D'IFILTRATION			
Max infil:		75	recommandation de la Ville
min infil		7,5	recommandation de la Ville
decay cte		4	recommandation de la Ville
drying time		7	recommandation de la Ville
max volume (mm)#		20,3	recommandation de la Ville

ANNEXE VII : FICHE DE RÉGULATEUR TYPE ORIFICE (FG-250)

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

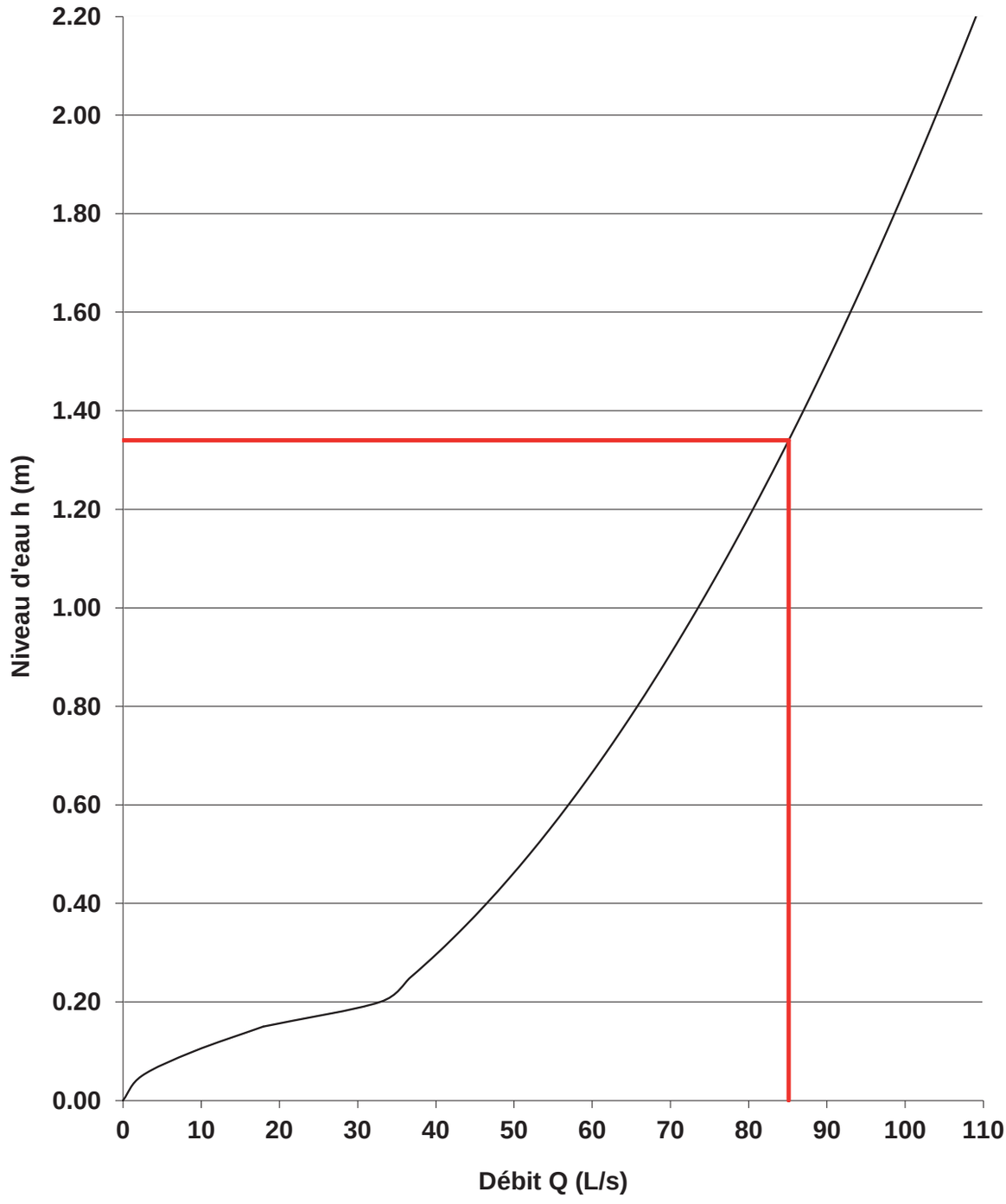
JOHN MEUNIER

Nom du Projet: ***WESTBURY, CDN, MONTREAL***

®Hydrovex®

FluidGate Vanne de Contrôle - Courbe de Débit

FluidGate Modèle	**FG-250**	
Identification du Site		
Diamètre nominale (DN)	**250**	**mm**
Débit de conception (Q)	**85.1**	**L/s**
Tête de conception (h)	**1.34**	**m**



JOHN MEUNIER

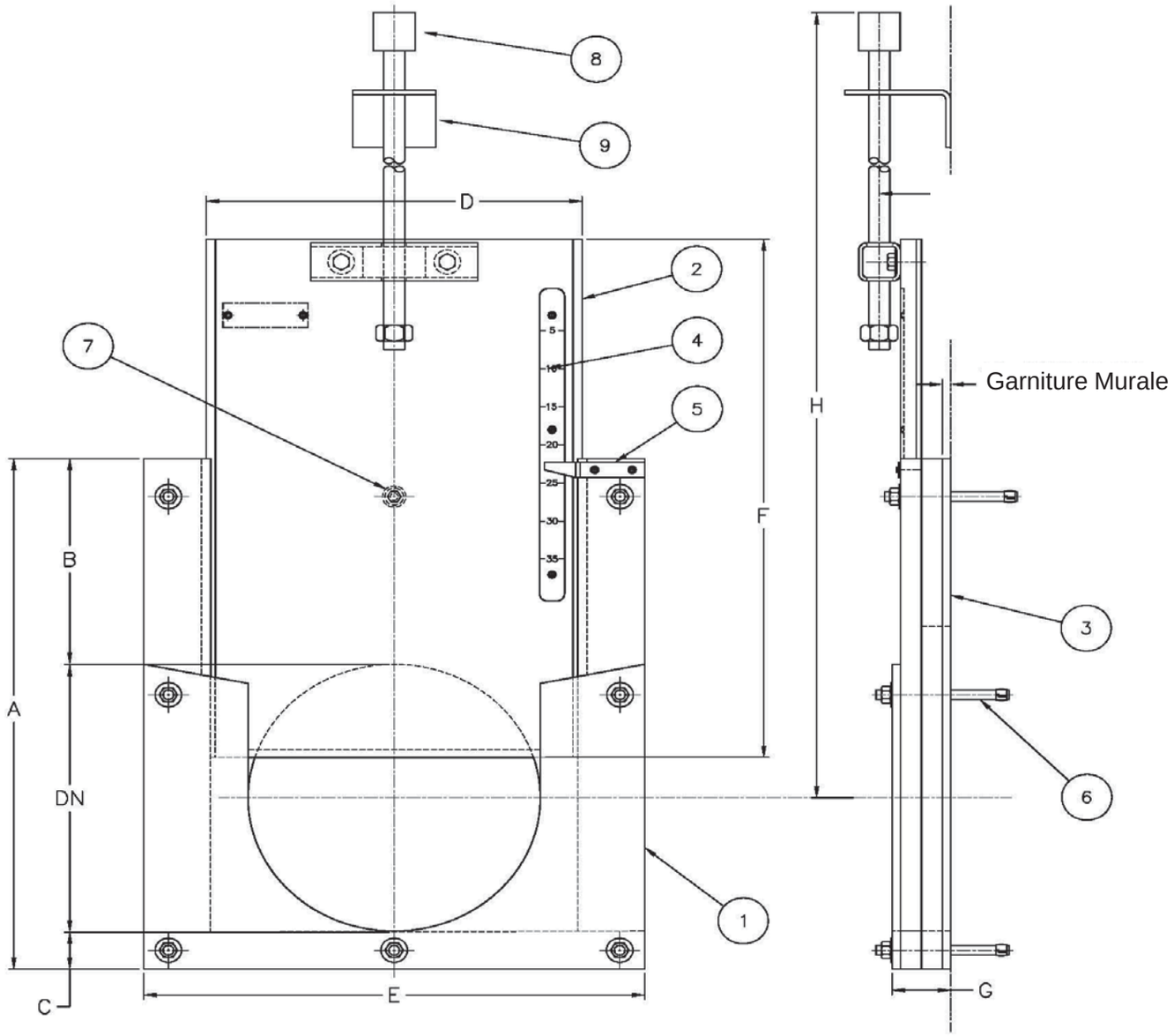
Nom du Projet: ***WESTBURY, CDN, MONTREAL***

Vanne de Contrôle FluidGate - Dessin Général

Hydrovex®

Modèle FluidGate	**FG-250 Type S**		
Identification du Site			
Débit de conception	**85.1**		**L/s**
Tête de conception	**1.34**		**m**
Regard Minimum	**915 mm**	**x**	**1220 mm**
Poids	**12**		**Kg**

Item	*Description*	*Qté*	*Matériel*
1	Cadre	1	PVC
2	Pelle	1	PVC
3	Garniture Murale	1	Néoprene
4	Échelle Graduée	1	Inox 304
5	Pointeur	1	Inox 304
6	Ancrage TypeØ 1/2"	6	Inox 304
7	Ancrage Type Ø 3/8"	1	Inox 304
8	Tige avec Noix Carré	1	Inox 304
9	Support de Tige	1	Inox 304



NOTE: L'ADAPTATEUR POUR REGARD CIRCULAIRE D'APPARAIT PAS SUR CETTE FICHE (SI REQUIS)

Dimensions	
DN (mm)	250
A (mm)	430.0
B (mm)	150.0
C (mm)	30.0
D (mm)	300.0
E (mm)	450.0
F (mm)	460.0
G (mm)	58.0
H (mm)	1800.0

NOTE: POUR INFORMATION SEULEMENT / PAS A L'ECHELLE

ANNEXE VIII : SIMULATIONS PCSWMM PRÉ-DÉVELOPPEMENT ET POST-DÉVELOPPEMENT ET SIMULATIONS EPANET

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

LISTE DE PLANS

		COORDINATION 2017-08-10	ENTENTE INFRASTRUCTURE 2018-03-20	SOUMISSION 2018-04-06	ENTENTE INFRASTRUCTURE 2018-04-18				
E-100	ÉCLAIRAGE DE RUE	✓	✓	✓	✓				
E-101	DÉTAILS	✓	✓	✓	✓				
E-102	DÉTAILS	✓	✓	✓	✓				
E-103	CALCULS D'ÉCLAIRAGE	✓	✓	✓	✓				
E-104	DEVIS			✓	✓				
E-105	DEVIS			✓	✓				

WESTBURY



ÉMIS POUR ENTENTE INFRASTRUCTURE
2018-04-18

CLIENT:
LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC.

EXPERT CONSEIL – MÉCANIQUE–ÉLECTRICITÉ–CIVIL:
DESJARDINS EXPERT CONSEIL
Société d'ingénierie
Mécanique Drainage urbain
Électricité du bâtiment
1666 Place de Lierre, Laval, Québec, H7G 4X7
bur: 450-663-1965 fax: 450-663-6757 info@genieconseil.com

ARCHITECTE:

STRUCTURE:

☐ *CIVIL*
☐ *MÉCANIQUE*
☑ *ÉLECTRICITÉ*

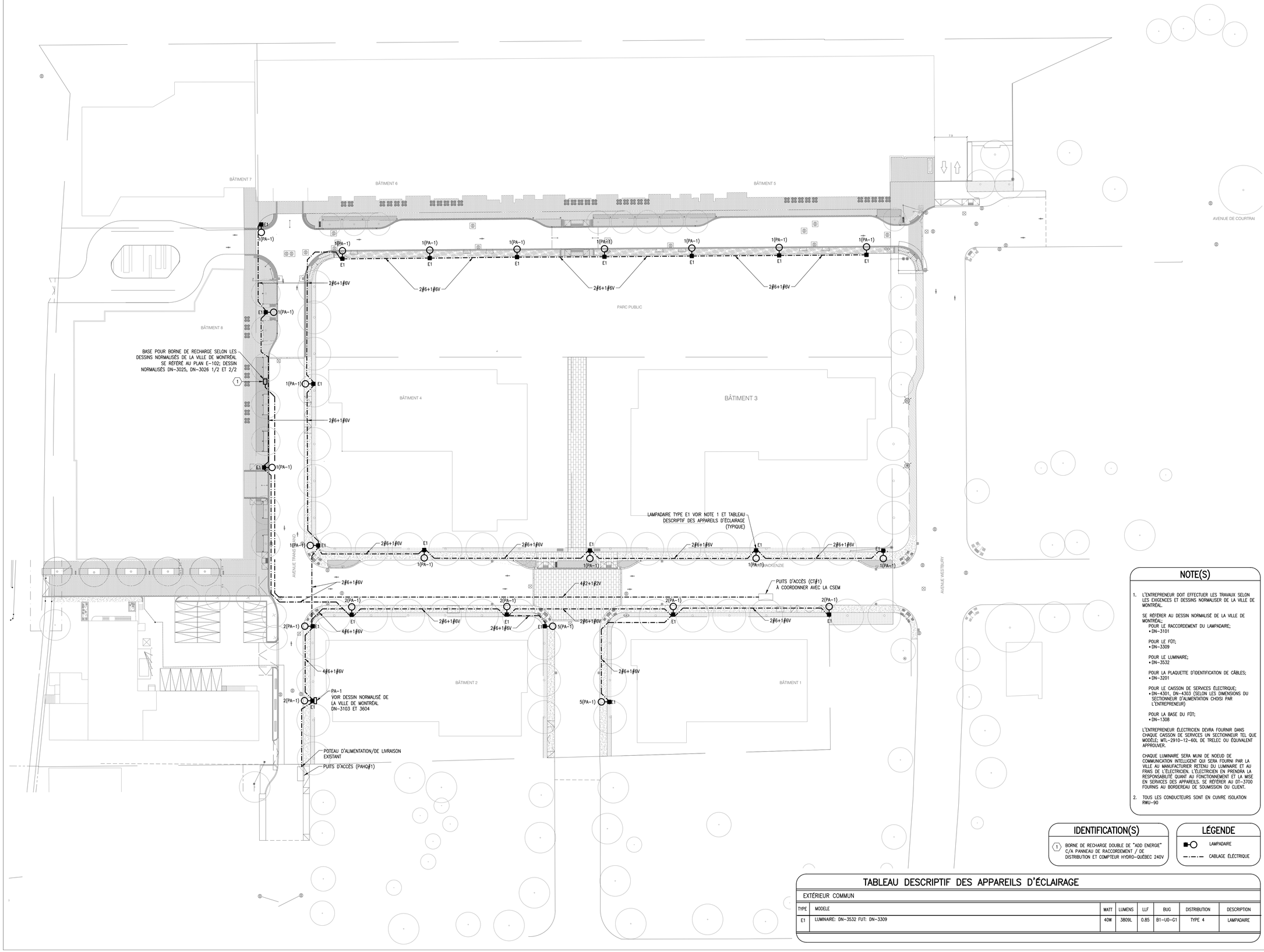
CLIENT:
LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC.

EXPERT CONSEIL – MÉCANIQUE–ÉLECTRICITÉ–CIVIL:
DESJARDINS EXPERT CONSEIL
Société d'ingénierie
Mécanique Drainage urbain
Électricité du bâtiment
1666 Place de Lierre, Laval, Québec, H7G 4X7
bur: 450-663-1965 fax: 450-663-6757 info@genieconseil.com

ARCHITECTE:

STRUCTURE:

PROJET 16093 WESTBURY



NOTE(S)

1. L'ENTREPRENEUR DOIT EFFECTUER LES TRAVAUX SELON LES EXIGENCES ET DESSINS NORMALISER DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

   SE RÉFÉRER AU DESSIN NORMALISÉ DE LA VILLE DE MONTRÉAL:
   POUR LE RACCORDEMENT DU LAMPADAIRE;
   • DN-3101

   POUR LE FÛT;
   • DN-3309

   POUR LE LUMINAIRE;
   • DN-3532

   POUR LA PLAQUETTE D'IDENTIFICATION DE CÂBLES;
   • DN-3201

   POUR LE CAISSON DE SERVICES ÉLECTRIQUE;
   • DN-4301, DN-4303 (SELON LES DIMENSIONS DU SECTIONNEUR D'ALIMENTATION CHOISI PAR L'ENTREPRENEUR)

   POUR LA BASE DU FÛT;
   • DN-1308

   L'ENTREPRENEUR ÉLECTRICIEN DEVRA FOURNIR DANS CHAQUE CAISSON DE SERVICES UN SECTIONNEUR TEL QUE MODÈLE; MTL-2910-12-60L DE TRELEC OU ÉQUIVALENT APPROUVER.

   CHAQUE LUMINAIRE SERA MUNI DE NOEUD DE COMMUNICATION INTELLIGENT QUI SERA FOURNI PAR LA VILLE AU MANUFACTURIER RETENU DU LUMINAIRE ET AU FRAIS DE L'ÉLECTRICIEN. L'ÉLECTRICIEN EN PRENDRA LA RESPONSABILITÉ QUANT AU FONCTIONNEMENT ET LA MISE EN SERVICES DES APPAREILS. SE RÉFÉRER AU DT-3700 FOURNIS AU BORDEREAU DE SOUMISSION DU CLIENT.

2. TOUS LES CONDUCTEURS SONT EN CUIVRE ISOLATION RWU-90

IDENTIFICATION(S)

(1) BORNE DE RECHARGE DOUBLE DE "ADD ENERGIE" C/A PANNEAU DE RACCORDEMENT / DE DISTRIBUTION ET COMPTEUR HYDRO-QUÉBEC 240V

LÉGENDE

LAMPADAIRE

CABLAGE ÉLECTRIQUE

TABLEAU DESCRIPTIF DES APPAREILS D'ÉCLAIRAGE

EXTÉRIEUR COMMUN

TYPE	MODELE	WATT	LUMENS	LLF	BUG	DISTRIBUTION	DESCRIPTION
E1	LUMINAIRE: DN-3532 FUT: DN-3309	40W	3809L	0.85	B1-U0-G1	TYPE 4	LAMPADAIRE

CLIENT

LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC.

INGÉNIEUR

DESJARDINS EXPERT CONSEIL
Société d'ingénierie
Mécanique - Électricité du bâtiment / Drainage urbain
1666 PLACE DE LIERRE, LAVAL, QC H7G 4X7
T.450-663-1965 | F.450-663-6757 | WWW.GENIECONSEIL.COM

ARCHITECTE

STRUCTURE

NOTES

- L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.
- AUCUNE DIMENSION NE SERA PRISE SUR CE PLAN POUR FIN DE RELEVÉ À MOINS QUE CE PLAN SOIT UN ORIGINAL.
- TOUTES OMISSIONS OU ERREURS DÉCOUVERTES PAR L'ENTREPRENEUR OU AUTRES DEVRONT ÊTRE TRANSMISES À L'INGÉNIEUR AFIN D'APPORTER LES MODIFICATIONS REQUISES AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.
- TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION TOTALE OU PARTIELLE DE CE DOCUMENT EST STRICTEMENT INTERDITE À MOINS D'OBTENIR L'APPROBATION DE LA FIRME DESJARDINS EXPERT CONSEIL.

ÉMISSION

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

No	DATE	ÉMIS POUR:	PAR:
A	2018-04-18	ENTENTE INFRASTRUCTURE	J.D.
00	2018-04-06	SOUMISSION	J.D.
–	2017-11-30	PERMIS	J.D.

SCEAU

PROJET

WESTBURY

TITRE

ÉLECTRICITÉ
ÉCLAIRAGE DE RUE

CONCEPTEUR: É.RACICOT
DESSINATEUR: É.PRÉVOST
PROJETEUR: É.RACICOT
INGÉNIEUR: J.DESJARDINS

ÉCHELLE 1:400

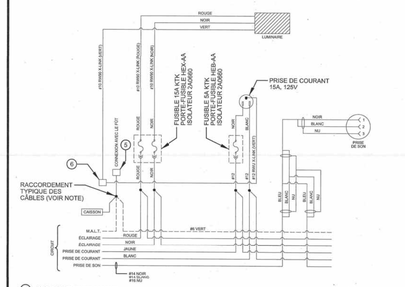
E-100

16093

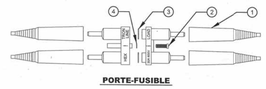
Montréal — Service des infrastructures, de la voirie et des transports

RACCORDEMENT TYPE D'UN LAMPADAIRE — DN-3101

NOTES:
- CALIBRE DU FILAGE DE DISTRIBUTION SELON LE P.LAN.
- 1 PAIR DE FUSIBLE / PORTE-FUSIBLE PAR LUMINAIRE.
- RACCORDEMENT DES CÂBLES:
  - BAGUES À COMPRESSION THOMAS & BETTS, SÉRIE 54600 OU BURNDY, SÉRIE YSM.
  - PROTECTEURS WRAP CAP DE IDEAL, SÉRIE 400.



1. ISOLATEUR "BUSS 2A060"
2. VIS DE SERRAGE
3. JOINT D'ÉTANCHÉITÉ
4. RONDELLE DE RETENUE
5. BORNE DE M.A.L.T. PRINCIPALE
6. BORNE DE M.A.L.T. SECONDAIRE



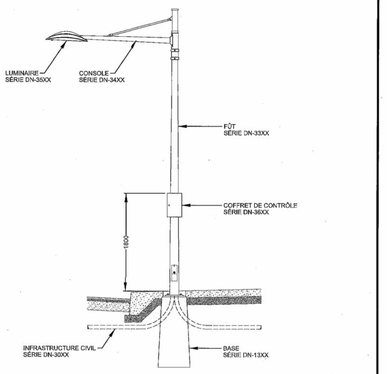
PORTE-FUSIBLE

N°	DATE	RÉVISION	DESSINÉ PAR	APPROUVÉ PAR	N° OIQ	SIGNATURE
3	2016 / 09 / 28	Précisions	Tommy Carrier, Dess.	Ervin Kojic, ing.	127168	
2	2016 / 02 / 26	Précisions	Tommy Carrier, Dess.	Ervin Kojic, ing.	127168	

* TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE CROQUIS EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

MONTAGE TYPIQUE D'UN LAMPADAIRE — DN-3103

NOTES:
- TOUTE LA QUINCAILLERIE DOIT ÊTRE EN ACIER INOXYDABLE.
- CERTIFIÉ CSA C22.2 NO. 206-13.



COUPE TYPIQUE - ÉCLAIRAGE DE RUE

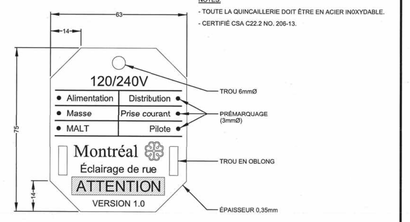
AUCUNE ÉCHELLE:
TOUTES LES DIMENSIONS SONT EN MILLIMÈTRES.

N°	DATE	RÉVISION	DESSINÉ PAR	APPROUVÉ PAR	N° OIQ	SIGNATURE
-	AAAA / MM / JJ	-	-	-	-	
1	2014 / 02 / 10	Général	Tommy Carrier, Dess.	Anne-Marie Perreault, ing.	146848	

* TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE CROQUIS EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

PLAQUETTE D'IDENTIFICATION DE CÂBLES — DN-3201

NOTES:
- TOUTE LA QUINCAILLERIE DOIT ÊTRE EN ACIER INOXYDABLE.
- CERTIFIÉ CSA C22.2 NO. 206-13.



CARACTÉRISTIQUES:

CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES:
- PLASTIQUE FLEXIBLE EN POLYÉTHYLÈNE.
- SÉRIGRAPHIE DE COULEUR NOIR (ARIAL BLACK).
- PLAQUETTE DE COULEUR BLANCHE.
- TROU EN OBLONG POUR UNE ATTACHE DE TYPE TIE-RAP.
- PRÉMARQUAGE (3mmØ) POUR PERÇAGE DE COULEUR NOIR.

RÉSISTANCE ENVIRONNEMENTALE:
- PROTECTION UV (DURÉE DE VIE 20 ANS).
- PROTECTION CONTRE L'HUMIDITÉ (DURÉE DE VIE 20 ANS).
- DOIT RÉSISTER À DES ESSAIS DE TYPE ASTM-C-5264.

ALIMENTATION:
- CÂBLES D'ALIMENTATION PRINCIPALE RACCORDÉS AU POINT DE BRANCHEMENT D'HYDRO-QUÉBEC.

DISTRIBUTION:
- CÂBLES D'ALIMENTATION DES LAMPADAIRES.

PRISE DE COURANT:
- CÂBLES D'ALIMENTATION DES PRISES DE COURANT.

PILOTE:
- CÂBLE DE COULEUR BLEU POUR LA COMMANDE DE PLUSIEURS COFFRETS DE CONTRÔLE D'ÉCLARAGE À PARTIR D'UN HORLOGE.

MASSE:
- CÂBLE DE RACCORDEMENT DE CONTINUITÉ DE MASSE ISOLÉ VERT OU NU.

MALT:
- CÂBLE DE RACCORDEMENT DE MISE À LA TERRE ISOLÉ VERT AVEC RAYURE JAUNE, OU ISOLÉ VERT LE CAS ÉCHEANT.

AUCUNE ÉCHELLE:
TOUTES LES DIMENSIONS SONT EN MILLIMÈTRES.

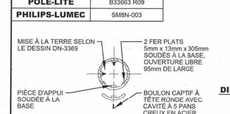
N°	DATE	RÉVISION	DESSINÉ PAR	APPROUVÉ PAR	N° OIQ	SIGNATURE
-	AAAA / MM / JJ	-	-	-	-	
1	2015 / 11 / 06	Général	Tommy Carrier, Dess.	Ervin Kojic, ing.	127168	

* TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE CROQUIS EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

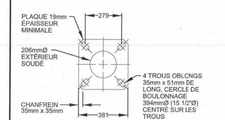
FÛT ROND DE 4m DÉCORATIF (EN ACIER GALVANISÉ) — DN-3309

RÉFÉRENCE	
FERALUX	MTL-309
PRÉCISION PLUS	PPMTL309G
POLE-LITE	B33663 R09
PHILIPS-LUMEC	SMBN-003

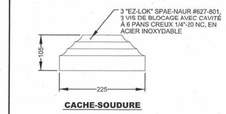
NOTES:
- TOUTE LA QUINCAILLERIE DOIT ÊTRE EN ACIER INOXYDABLE.
- CERTIFIÉ CSA C22.2 NO. 206-13.



COUPE A-A

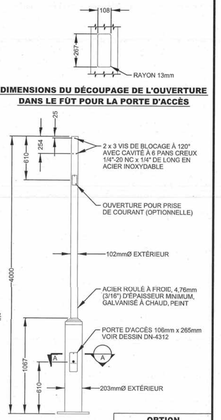


SEMELLE D'ANCRAGE



CACHE-SOUDURE

DIMENSIONS DU DÉCOUPAGE DE L'OUVERTURE DANS LE FÛT POUR LA PORTE D'ACCÈS



ÉLÉVATION

OPTION
PRISE DE COURANT

AUCUNE ÉCHELLE:
TOUTES LES DIMENSIONS SONT EN MILLIMÈTRES.

N°	DATE	RÉVISION	DESSINÉ PAR	APPROUVÉ PAR	N° OIQ	SIGNATURE
5	2017 / 06 / 16	Précisions	Rémi Veillette, ag.tech.	Ervin Kojic, ing.	127168	
4	2017 / 04 / 18	Précisions	Tommy Carrier, Dess.	Ervin Kojic, ing.	127168	

* TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE DESSIN EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

LUMINAIRE DÉCORATIF À DEL — DN-3532

NOTES:
- TOUTE LA QUINCAILLERIE DOIT ÊTRE EN ACIER INCXYDABLE.
- CERTIFIÉ CSA C22.2 NO. 250.0 ET C22.2 NO. 250.13.
- CONFORME À LA FICHE TECHNIQUE FT-3555 POUR ¡ES LUMINAIRES DEL.
- INDICE DE PROTECTION IP65 MINIMUM.

1. CHAPEAU.
2. SOURCE LUMINEUSE À DEL.
3. CONSOLE VERTICALE COURBÉE EN ALUMINIUM.
4. PUISSANCE DE LA LAMPE CÔTÉ RUE.
5. ANNÉE DE FABRICATION CÔTÉ TROTTOIR
6. 6 VIS DE BLOCAGE À 120°.
7. SUPPORT DE LUMINAIRE QUI DOIT S'INSÉRER SUR UN FÛT CONIQUE OÙ SUR UN TENON DE 102mmØ (4"Ø) EXTÉRIEUR.

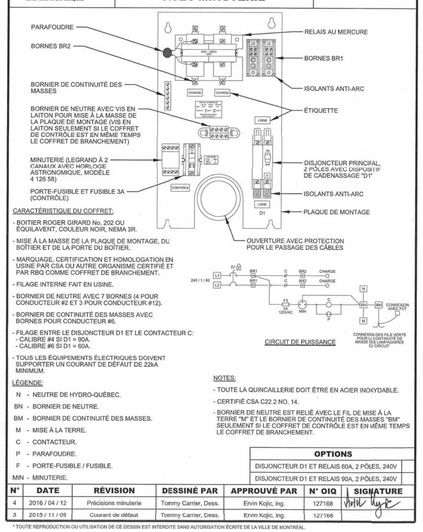
DIMENSIONS DU LUMINAIRE			
A	451 mm	à	570 mm
B	770 mm	à	886 mm
C	105 mm		

AUCUNE ÉCHELLE:
TOUTES LES DIMENSIONS SONT EN MILLIMÈTRES.

N°	DATE	RÉVISION	DESSINÉ PAR	APPROUVÉ PAR	N° OIQ	SIGNATURE
2	2015 / 05 / 06	Précisions	Tommy Carrier, Dess.	Madjid Mehenni, ing.	123258	
1	2013 / 07 / 24	Général	J.-P. Boucher, Ag. Tech.	Anne-Marie Perreault, ing.	146848	

* TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE CROQUIS EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

COFFRET DE CONTRÔLE D'ÉCLAIRAGE AVEC MINUTERIE — DN-3604



CARACTÉRISTIQUE DU COFFRET:
- BOITIER ROGER GIRARD No. 202 OU ÉQUIVALENT, COULEUR NOIR, NEMA 3R.
- MISE À LA MASSE DE LA PLAQUE DE MONTAGE, DU BOÎTIER ET DE LA PORTE DU BOÎTIER.
- MARQUAGE, CERTIFICATION ET HOMOLOGATION EN USINE PAR CSA OU AUTRE ORGANISME CERTIFIÉ ET PAR RBQ COMME COFFRET DE BRANCHEMENT.
- FILAGE INTERNE FAIT EN USINE.
- BORNIER DE NEUTRE AVEC 7 BORNES (4 POUR CONDUCTEUR #2 ET 3 POUR CONDUCTEUR #12).
- BORNIER DE CONTINUITÉ DES MASSES AVEC BORNES POUR CONDUCTEUR #6.
- FILAGE ENTRE LE DISJONCTEUR D1 ET LE CONTACTEUR C:
  - CALIBRE #4 SI D1 = 90A.
  - CALIBRE #6 SI D1 = 60A.
- TOUS LES ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES DOIVENT SUPPORTER UN COURANT DE DÉFAUT DE 22kA MINIMUM.

LÉGENDE:
- N - NEUTRE DE HYDRO-QUÉBEC.
- BN - BORNIER DE NEUTRE.
- BM - BORNIER DE CONTINUITÉ DES MASSES.
- M - MISE À LA TERRE.
- C - CONTACTEUR.
- P - PARAFOUDRE.
- F - PORTE-FUSIBLE / FUSIBLE.
- MIN - MINUTERIE.

CIRCUIT DE PUISSANCE

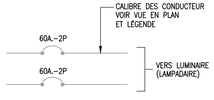
NOTES:
- TOUTE LA QUINCAILLERIE DOIT ÊTRE EN ACIER INOXYDABLE.
- CERTIFIÉ CSA C22.2 NO. 14.
- BORNIER DE NEUTRE EST RELIÉ AVEC LE FIL DE MISE À LA TERRE "M" ET LE BORNIER DE CONTINUITÉ DES MASSES "BM" SEULEMENT SI LE COFFRET DE CONTRÔLE EST EN MÊME TEMPS LE COFFRET DE BRANCHEMENT.

OPTIONS
DISJONCTEUR D1 ET RELAIS 60A, 2 PÔLES, 240V
DISJONCTEUR D1 ET RELAIS 90A, 2 PÔLES, 240V

N°	DATE	RÉVISION	DESSINÉ PAR	APPROUVÉ PAR	N° OIQ	SIGNATURE
4	2016 / 04 / 12	Précisions minuterie	Tommy Carrier, Dess.	Ervin Kojic, ing.	127168	
3	2015 / 11 / 09	Courant de défaut	Tommy Carrier, Dess.	Ervin Kojic, ing.	127168	

* TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE DESSIN EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

ALIMENTATION ET CALCUL DE CHUTE DE TENSION



CALCUL DE CHARGE

PA-1 CIRCUIT 1 12 LUMINAIRES TYPE E1 @ 40W.=480W.
CIRCUIT 2 11 LUMINAIRES TYPE E1 @ 40W.=440W.
TOTAL= 920W/240V.=4A.
DISJONCTEUR PRINCIPAL=60A.-2P

DESJARDINS Expert-Conseil

CALCUL DE CHUTE DE TENSION DANS UN CONDUCTEUR D'ALIMENTATION

PROJET : **Westbury**
CONTRAT : **16093**
IDENTIFICATION : **Éclairage de rue circuit C1**
PRÉPARÉ PAR : **JEAN DESJARDINS, ING.**

DATA

TENSION À LA SOURCE :	240	VOLTS
NOMBRE DE PHASE(S) :	1	
FACTEUR DE PUISSANCE DE LA CHARGE:	100 %	
VALEUR NOMINALE DE LA CHARGE :	2	A
LONGUEUR TOTALE DU CONDUCTEUR :	366,0	MÈTRES
	1200,0	PIEDS
CALIBRE DES CONDUCTEURS PROPOSÉ :	No 6 AWG	
NOMBRE DE CONDUCTEUR(S) PAR PHASE :	1	
TYPE DE CONDUCTEURS :	CUIVRE	
CONSIGNE DE CHUTE DE TENSION (0 @ 3 %) :	3	%

CALCUL

RÉSISTANCE DANS LES CONDUCTEURS :	0,984	OHMS
RÉSISTANCE DE LA CHARGE :	120,00	OHMS
CHARGE DU CIRCUIT :	2,00	A
CHUTE DE TENSION DANS LE CIRCUIT :	1,97	VOLTS
TENSION AUX BORNES DE LA CHARGE :	238,03	VOLTS
CHUTE DE TENSION :	0,82	%

RECOMMANDATION

CHUTE DE TENSION TOLERÉE :	7,20	VOLTS
RÉSISTANCE MAXIMALE PERMISE DE LA LIGNE :	3,600	OHMS
RÉSISTANCE MAXIMALE DU CONDUCTEUR :	1,500	OHMS/1000PI.
CONDUCTEURS RÉPONDANT À LA CONSIGNE :	No 6 AWG	CUIVRE
	0,41	OHMS/1000pi.
CHUTE DE TENSION OBTENUE :	1,97	VOLTS
TENSION AUX BORNES DE LA CHARGE :	238,03	VOLTS
CHUTE DE TENSION OBTENUE :	0,82	%
CONDUCTEURS RÉPONDANT À 125% DE LA CHARGE DU CIRCUIT :	No 14 AWG	CUIVRE
CONDUCTEURS RECOMMANDÉS :	**No 6 AWG**	**CUIVRE**

DESJARDINS Expert-Conseil

CALCUL DE CHUTE DE TENSION DANS UN CONDUCTEUR D'ALIMENTATION

PROJET : **Westbury**
CONTRAT : **16093**
IDENTIFICATION : **Éclairage de rue circuit C2**
PRÉPARÉ PAR : **JEAN DESJARDINS, ING.**

DATA

TENSION À LA SOURCE :	240	VOLTS
NOMBRE DE PHASE(S) :	1	
FACTEUR DE PUISSANCE DE LA CHARGE:	100 %	
VALEUR NOMINALE DE LA CHARGE :	1,9	A
LONGUEUR TOTALE DU CONDUCTEUR :	240,0	MÈTRES
	786,9	PIEDS
CALIBRE DES CONDUCTEURS PROPOSÉ :	No 6 AWG	
NOMBRE DE CONDUCTEUR(S) PAR PHASE :	1	
TYPE DE CONDUCTEURS :	CUIVRE	
CONSIGNE DE CHUTE DE TENSION (0 @ 3 %) :	3	%

CALCUL

RÉSISTANCE DANS LES CONDUCTEURS :	0,645	OHMS
RÉSISTANCE DE LA CHARGE :	126,32	OHMS
CHARGE DU CIRCUIT :	1,90	A
CHUTE DE TENSION DANS LE CIRCUIT :	1,23	VOLTS
TENSION AUX BORNES DE LA CHARGE :	238,77	VOLTS
CHUTE DE TENSION :	0,51	%

RECOMMANDATION

CHUTE DE TENSION TOLERÉE :	7,20	VOLTS
RÉSISTANCE MAXIMALE PERMISE DE LA LIGNE :	3,789	OHMS
RÉSISTANCE MAXIMALE DU CONDUCTEUR :	2,408	OHMS/1000PI.
CONDUCTEURS RÉPONDANT À LA CONSIGNE :	No 6 AWG	CUIVRE
	0,41	OHMS/1000pi.
CHUTE DE TENSION OBTENUE :	1,23	VOLTS
TENSION AUX BORNES DE LA CHARGE :	238,77	VOLTS
CHUTE DE TENSION OBTENUE :	0,51	%
CONDUCTEURS RÉPONDANT À 125% DE LA CHARGE DU CIRCUIT :	No 14 AWG	CUIVRE
CONDUCTEURS RECOMMANDÉS :	**No 6 AWG**	**CUIVRE**

CLIENT

LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC.

INGÉNIEUR

DESJARDINS EXPERT CONSEIL

Société d'ingénierie
Mécanique - Électricité du bâtiment / Drainage urbain
1666 PLACE DE LIERRE, LAVAL, QC H7G 4X7
T.450-663-1965 | F.450-663-6757 | WWW.GENIECONSEIL.COM

ARCHITECTE

STRUCTURE

NOTES

- L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.
- AUCUNE DIMENSION NE SERA PRISE SUR CE PLAN POUR FIN DE RELEVÉ À MOINS QUE CE PLAN SOIT UN ORIGINAL.
- TOUTES OMISSIONS OU ERREURS DÉCOUVERTES PAR L'ENTREPRENEUR OU AUTRES DEVRONT ÊTRE TRANSMISES À L'INGÉNIEUR AFIN D'APPORTER LES MODIFICATIONS REQUISES AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.
- TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION TOTALE OU PARTIELLE DE CE DOCUMENT EST STRICTEMENT INTERDITE À MOINS D'OBTENIR L'APPROBATION DE LA FIRME DESJARDINS EXPERT CONSEIL.

ÉMISSION

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

No	DATE	ÉMIS POUR:	PAR:
A	2018-04-18	ENTENTE INFRASTRUCTURE	J.D.
00	2018-04-06	SOUMISSION	J.D.
-	2017-11-30	PERMIS	J.D.

SCEAU

PROJET

WESTBURY

TITRE

ÉLECTRICITÉ

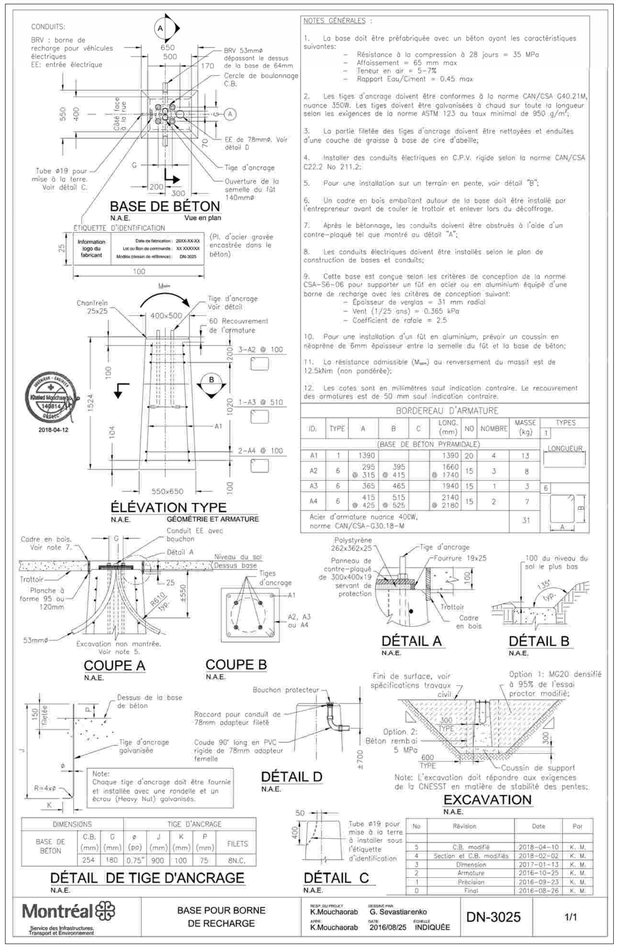
DÉTAILS

CONCEPTEUR:	É.RACICOT
DESSINATEUR:	É.PRÉVOST
PROJETEUR:	É.RACICOT
INGÉNIEUR:	J.DESJARDINS

ÉCHELLE AUCUNE

E-101

16093



NOTES GÉNÉRALES :

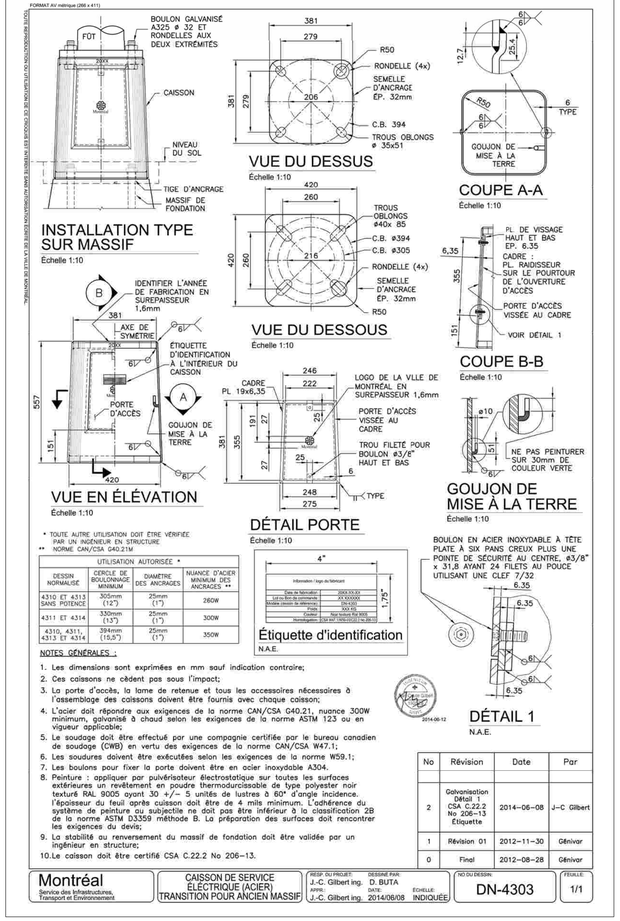
1. La base doit être préfabriquée avec un béton ayant les caractéristiques suivantes:
   - Résistance à la compression à 28 jours = 35 MPa
   - Affaissement = 65 mm max
   - Teneur en air = 5-7%
   - Rapport Eau/Ciment = 0.45 max
2. Les tiges d'ancrage doivent être conformes à la norme CAN/CSA G40.21M, nuance 350W. Les tiges doivent être galvanisées à chaud sur toute la longueur selon les exigences de la norme ASTM 123 ou taux minimal de 950 g/m²;
3. La partie filetée des tiges d'ancrage doivent être nettoyées et enduites d'une couche de graisse à base de cire d'abeille;
4. Installer des conduits électriques en C.P.V. rigide selon la norme CAN/CSA C22.2 No 211.2;
5. Pour une installation sur un terrain en pente, voir détail "B";
6. Un cadre en bois emboîtant autour de la base doit être installé par l'entrepreneur avant de couler le trottoir et enlever lors du décoffrage.
7. Après le bétonnage, les conduits doivent être obstrués à l'aide d'un contre-plaqué tel que montré au détail "A";
8. Les conduits électriques doivent être installés selon le plan de construction de bases et conduits;
9. Cette base est conçue selon les critères de conception de la norme CSA-S6-06 pour supporter un fût en acier ou en aluminium équipé d'une borne de recharge avec les critères de conception suivant:
   - Épaisseur de verglas = 31 mm radial
   - Vent (1/25 ans) = 0.365 kPa
   - Coefficient de rafale = 2.5
10. Pour une installation d'un fût en aluminium, prévoir un coussin en néoprène de 6mm épaisseur entre la semelle du fût et la base de béton;
11. La résistance admissible (M_{adm}) au renversement du massif est de 12.5kNm (non pondérée);
12. Les cotes sont en millimètres sauf indication contraire. Le recouvrement des armatures est de 50 mm sauf indication contraire.

BORDEREAU D'ARMATURE

ID.	TYPE	A	B	C	LONG. (mm)	NO	NOMBRE	MASSE (kg)	TYPES
(BASE DE BÉTON PYRAMIDALE)									
A1	1	1390			1390	20	4	13	LONGUEUR
A2	6	295 @ 315, 395 @ 415			1660 @ 1740	15	3	8	
A3	6	365	465		1940	15	1	3	6
A4	6	415 @ 425, 515 @ 525			2140 @ 2180	15	2	7	B
Acier d'armature nuance 400W, norme CAN/CSA-G30.18-M								31	A

Montréal — Service des infrastructures, Transport et Environnement

BASE POUR BORNE DE RECHARGE	RÉF. DU PROJET: G. Sevastianenko	DESSINÉ PAR: K.Mouchaorab	DATE: 2016/08/25	ÉCHELLE: INDIQUÉE	NO DU DESSIN: DN-3025	FEUILLE: 1/1



* TOUTE UTILISATION DOIT ÊTRE VÉRIFIÉE PAR UN INGÉNIEUR EN STRUCTURE

** NORME CAN/CSA G40.21M

UTILISATION AUTORISÉE *			
DESSIN NORMALISÉ	CERCLE DE BOULONNAGE MINIMUM	DIAMETRE DES ANCRAGES	NUANCE D'ACIER MINIMUM DES ANCRAGES **
4310 ET 4313 SANS POTENCE	305mm (12")	25mm (1")	260W
4311 ET 4314	330mm (13")	25mm (1")	300W
4310, 4311, 4313 ET 4314	394mm (15,5")	25mm (1")	350W

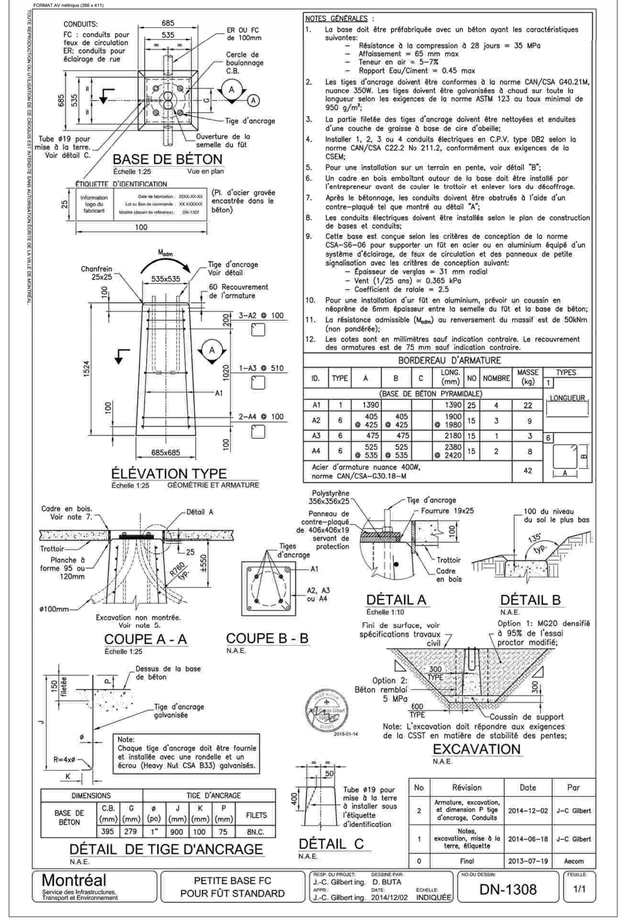
NOTES GÉNÉRALES :

1. Les dimensions sont exprimées en mm sauf indication contraire;
2. Ces caissons ne cèdent pas sous l'impact;
3. La porte d'accès, la tarre de retenue et tous les accessoires nécessaires à l'assemblage des caissons doivent être fournis avec chaque caisson;
4. L'acier doit répondre aux exigences de la norme CAN/CSA G40.21, nuance 300W minimum, galvanisé à chaud selon les exigences de la norme ASTM 123 ou en vigueur applicable;
5. Le soudage doit être effectué par une compagnie certifiée par le bureau canadien de soudage (CWB) en vertu des exigences de la norme CAN/CSA W47.1;
6. Les soudures doivent être exécutées selon les exigences de la norme W59.1;
7. Les boulons pour fixer la porte doivent être en acier inoxydable A304.
8. Peinture : appliquer par pulvérisateur électrostatique sur toutes les surfaces extérieures un revêtement en poudre thermodurcissable de type polyester noir texturé RAL 9005 ayant 30 +/— 5 unités de lustres à 60° d'angle incidence. L'épaisseur du feuil après cuisson doit être de 4 mils minimum. L'adhérence du système de peinture au subjectile ne doit pas être inférieur à la classification 2B de la norme ASTM D3359 méthode B. La préparation des surfaces doit rencontrer les exigences du devis;
9. La stabilité au renversement du massif de fondation doit être validée par un ingénieur en structure;
10. Le caisson doit être certifié CSA C.22.2 No 206-13.

No	Révision	Date	Par
2	Galvanisation Détail 1 CSA C.22.2 No 206-13 Étiquette	2014-06-08	J-C Gilbert
1	Révision 01	2012-11-30	Génivar
0	Final	2012-08-28	Génivar

Montréal — Service des infrastructures, Transport et Environnement

CAISSON DE SERVICE ÉLECTRIQUE (ACIER) TRANSITION POUR ANCIEN MASSIF	RESP. DU PROJET: J.-C. Gilbert ing.	DESSINÉ PAR: D. BUTA	DATE: 2014/08/08	ÉCHELLE: INDIQUÉE	NO DU DESSIN: DN-4303	FEUILLE: 1/1



NOTES GÉNÉRALES :

1. La base doit être préfabriquée avec un béton ayant les caractéristiques suivantes:
   - Résistance à la compression à 28 jours = 35 MPa
   - Affaissement = 65 mm max
   - Teneur en air = 5-7%
   - Rapport Eau/Ciment = 0.45 max
2. Les tiges d'ancrage doivent être conformes à la norme CAN/CSA G40.21M, nuance 350W. Les tiges doivent être galvanisées à chaud sur toute la longueur selon les exigences de la norme ASTM 123 ou taux minimal de 950 g/m²;
3. La partie filetée des tiges d'ancrage doivent être nettoyées et enduites d'une couche de graisse à base de cire d'abeille;
4. Installer 1, 2, 3 ou 4 conduits électriques en C.P.V. type DB2 selon la norme CAN/CSA C22.2 No 211.2, conformément aux exigences de la CSEM;
5. Pour une installation sur un terrain en pente, voir détail "B";
6. Un cadre en bois emboîtant autour de la base doit être installé par l'entrepreneur avant de couler le trottoir et enlever lors du décoffrage.
7. Après le bétonnage, les conduits doivent être obstrués à l'aide d'un contre-plaqué tel que montré au détail "A";
8. Les conduits électriques doivent être installés selon le plan de construction de bases et conduits;
9. Cette base est conçue selon les critères de conception de la norme CSA-S6-06 pour supporter un fût en acier ou en aluminium équipé d'un système d'éclairage, de faux de circulation et des panneaux de petite signalisation avec les critères de conception suivant:
   - Épaisseur de verglas = 31 mm radial
   - Vent (1/25 ans) = 0.365 kPa
   - Coefficient de rafale = 2.5
10. Pour une installation d'un fût en aluminium, prévoir un coussin en néoprène de 6mm épaisseur entre la semelle du fût et la base de béton;
11. La résistance admissible (M_{adm}) au renversement du massif est de 50kNm (non pondérée);
12. Les cotes sont en millimètres sauf indication contraire. Le recouvrement des armatures est de 75 mm sauf indication contraire.

BORDEREAU D'ARMATURE

ID.	TYPE	A	B	C	LONG. (mm)	NO	NOMBRE	MASSE (kg)	TYPES
(BASE DE BÉTON PYRAMIDALE)									
A1	1	1390			1390	25	4	22	LONGUEUR
A2	6	405 @ 425, 405 @ 425			1900 @ 1980	15	3	9	
A3	6	475			2180	15	1	3	6
A4	6	525 @ 535, 525 @ 535			2380 @ 2420	15	2	8	B
Acier d'armature nuance 400W, norme CAN/CSA-G30.18-M								42	A

Montréal — Service des infrastructures, Transport et Environnement

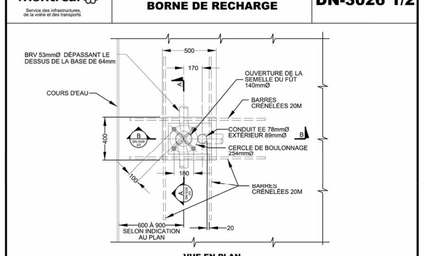
PETITE BASE FC POUR FÛT STANDARD	RESP. DU PROJET: J.-C. Gilbert ing.	DESSINÉ PAR: D. BUTA	DATE: 2014/12/02	ÉCHELLE: INDIQUÉE	NO DU DESSIN: DN-1308	FEUILLE: 1/1

No	Révision	Date	Par
2	Armature, excavation, et dimension P tige d'ancrage, Conduits	2014-12-02	J-C Gilbert
1	Notes, excavation, mise à la terre, étiquette	2014-06-18	J-C Gilbert
0	Final	2013-07-19	Aecom

TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE CROQUIS EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Montréal — Service des infrastructures, de la voirie et des transports

BASE MONOLITHE POUR BORNE DE RECHARGE — **DN-3026 1/2**



2018-04-12

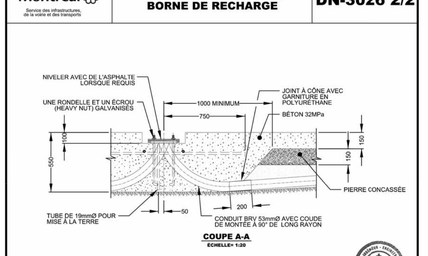
TOUTES LES DIMENSIONS SONT EN MILLIMÈTRES.

N°	DATE	RÉVISION	DESSINÉ PAR	APPROUVÉ PAR	N° OIQ	SIGNATURE
4	2018 / 04 / 10	C.B. modifié	J. Dumouchel, Dess.	Khaled Mouchaorab, ing.	140814	
3	2018 / 03 / 14	Section et C.B. modifiés	J. Dumouchel, Dess.	Khaled Mouchaorab, ing.	140814	
2	2017 / 02 / 13	Précisions	Tommy Carrier, Dess.	Khaled Mouchaorab, ing.	140814	
1	2016 / 12 / 02	Général	Tommy Carrier, Dess.	Khaled Mouchaorab, ing.	140814	

* TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE CROQUIS EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

Montréal — Service des infrastructures, de la voirie et des transports

BASE MONOLITHE POUR BORNE DE RECHARGE — **DN-3026 2/2**



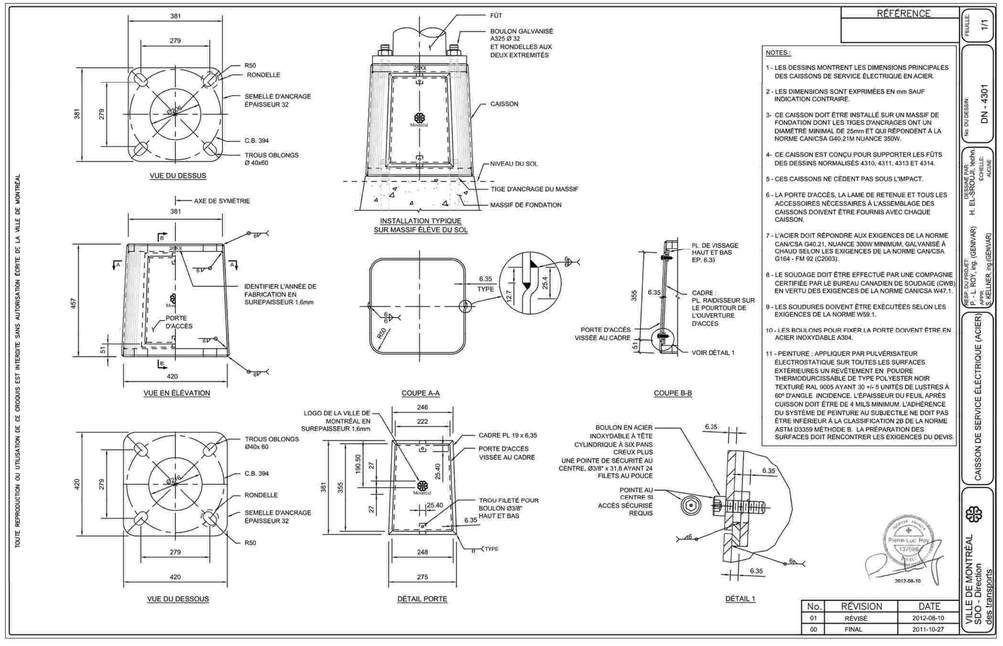
2018-04-12

TOUTES LES DIMENSIONS SONT EN MILLIMÈTRES.

N°	DATE	RÉVISION	DESSINÉ PAR	APPROUVÉ PAR	N° OIQ	SIGNATURE
4	2018 / 04 / 10	C.B. modifié	J. Dumouchel, Dess.	Khaled Mouchaorab, ing.	140814	
3	2018 / 03 / 14	Section et C.B. modifiés	J. Dumouchel, Dess.	Khaled Mouchaorab, ing.	140814	
2	2017 / 02 / 13	Précisions	Tommy Carrier, Dess.	Khaled Mouchaorab, ing.	140814	
1	2016 / 12 / 02	Général	Tommy Carrier, Dess.	Khaled Mouchaorab, ing.	140814	

* TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE CROQUIS EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE CROQUIS EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL



No.	RÉVISION	DATE
01	RÉVISÉ	2012-08-10
00	FINAL	2011-10-27

VILLE DE MONTRÉAL Service des infrastructures des transports

CAISSON DE SERVICE ÉLECTRIQUE (ACIER) | PROJET DU DESSIN: M. EL-SROUJI, ing. (DÉVELOPPEUR) K.BELHADJ, ing (GÉNIVAR) | NO DU DESSIN: DN - 4301 | ÉCHELLE: AUCUNE | FEUILLE: 1/1

LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC.

DESJARDINS EXPERT CONSEIL
Société d'ingénierie
Mécanique - Électricité du bâtiment / Drainage urbain
1666 PLACE DE LIERRE, LAVAL, QC H7G 4X7
T.450-663-1965 | F.450-663-6757 | WWW.GENIECONSEIL.COM

NOTES

- L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.
- AUCUNE DIMENSION NE SERA PRISE SUR CE PLAN POUR FIN DE RELEVÉ À MOINS QUE CE PLAN SOIT UN ORIGINAL.
- TOUTES OMISSIONS OU ERREURS DÉCOUVERTES PAR L'ENTREPRENEUR OU AUTRES DEVRONT ÊTRE TRANSMISES À L'INGÉNIEUR AFIN D'APPORTER LES MODIFICATIONS REQUISES AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.
- TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION TOTALE OU PARTIELLE DE CE DOCUMENT EST STRICTEMENT INTERDITE À MOINS D'OBTENIR L'APPROBATION DE LA FIRME DESJARDINS EXPERT CONSEIL.

ÉMISSION

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

No	DATE	ÉMIS POUR:	PAR:
A	2018-04-18	ENTENTE INFRASTRUCTURE	J.D.
00	2018-04-06	SOUMISSION	J.D.
–	2017-11-30	PERMIS	J.D.

PROJET

WESTBURY

TITRE

ÉLECTRICITÉ
DÉTAILS

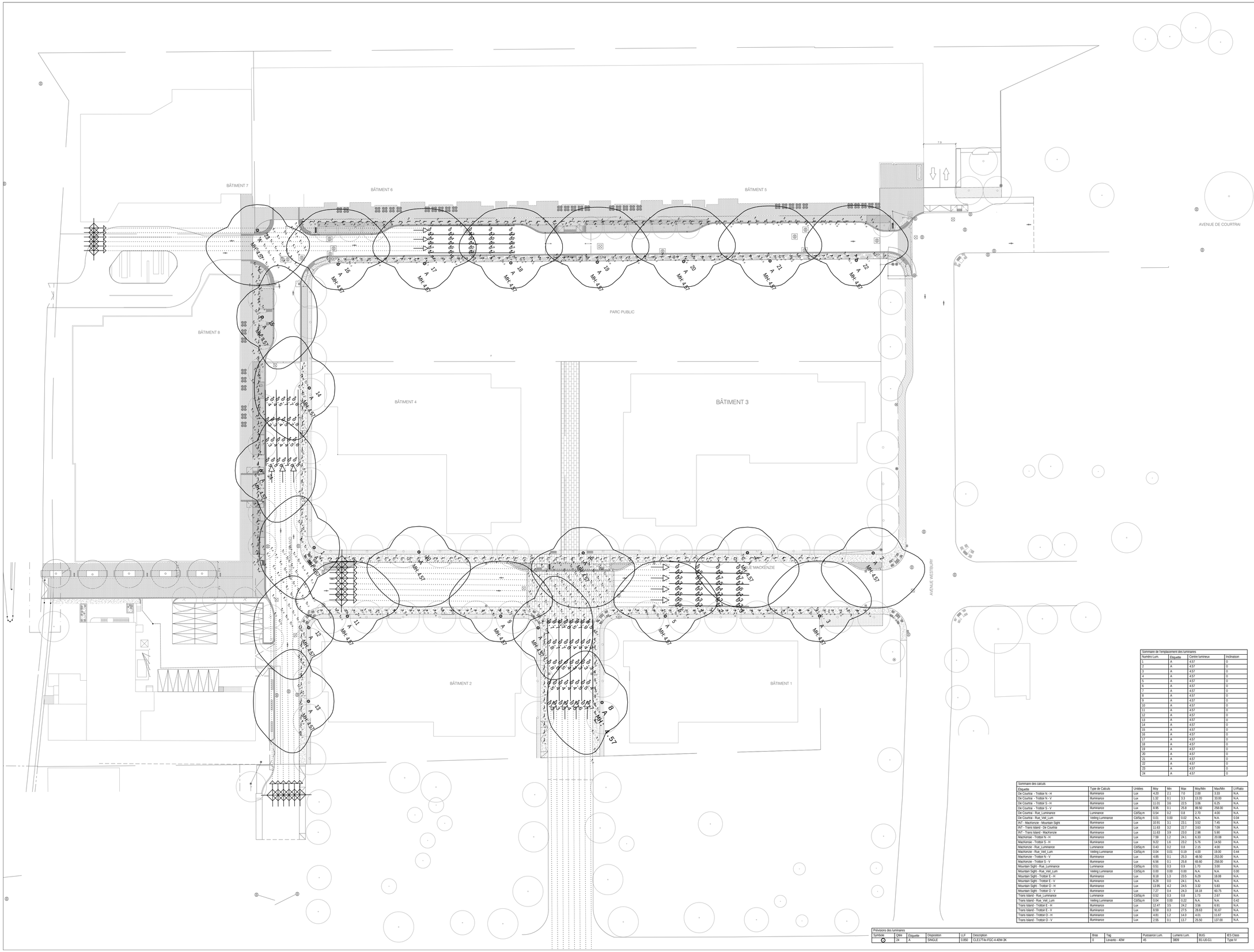
CONCEPTEUR:	É.RACICOT
DESSINATEUR:	É.PRÉVOST
PROJETEUR:	É.RACICOT
INGÉNIEUR:	J.DESJARDINS

ÉCHELLE AUCUNE

E–102

16093

CLIENT | INGÉNIEUR | ARCHITECTE | STRUCTURE | SCEAU | PROJET | TITRE | NOTES | ÉMISSION



Sommaire de l'emplacement des luminaires			
Numéro Lum.	Étiquette	Centre lumineux	Inclinaison
1	A	4.57	0
2	A	4.57	0
3	A	4.57	0
4	A	4.57	0
5	A	4.57	0
6	A	4.57	0
7	A	4.57	0
8	A	4.57	0
9	A	4.57	0
10	A	4.57	0
11	A	4.57	0
12	A	4.57	0
13	A	4.57	0
14	A	4.57	0
15	A	4.57	0
16	A	4.57	0
17	A	4.57	0
18	A	4.57	0
19	A	4.57	0
20	A	4.57	0
21	A	4.57	0
22	A	4.57	0
23	A	4.57	0
24	A	4.57	0

Sommaire des calculs								
Étiquette	Type de Calculs	Unitées	Moy	Min	Max	Moy/Min	Max/Min	L/VRatio
De Courtrai - Trottoir N - H	Illumnance	Lux	4.20	2.1	7.0	2.00	3.33	N.A.
De Courtrai - Trottoir N - V	Illumnance	Lux	1.32	0.1	3.3	13.20	33.00	N.A.
De Courtrai - Trottoir S - H	Illumnance	Lux	11.01	3.6	22.5	3.06	6.25	N.A.
De Courtrai - Trottoir S - V	Illumnance	Lux	8.95	0.1	25.8	89.50	258.00	N.A.
De Courtrai - Rue_Luminance	Luminance	Cd/Sq.m	0.54	0.2	1.5	2.70	4.00	N.A.
De Courtrai - Rue_Veil_Lum	Veiling Luminance	Cd/Sq.m	0.01	0.00	0.02	N.A.	N.A.	0.04
INT - MacKenzie - Mountain Sight	Illumnance	Lux	10.91	3.1	23.1	3.52	7.45	N.A.
INT - Trans Island - De Courtrai	Illumnance	Lux	11.63	3.2	22.7	3.63	7.09	N.A.
INT - Trans Island - MacKenzie	Illumnance	Lux	11.63	3.9	23.0	2.98	5.90	N.A.
MacKensie - Trottoir N - H	Illumnance	Lux	7.59	1.2	24.1	6.33	20.08	N.A.
MacKensie - Trottoir S - H	Illumnance	Lux	9.22	1.6	23.2	5.76	14.50	N.A.
MacKenzie - Rue_Luminance	Luminance	Cd/Sq.m	0.43	0.2	0.8	2.15	4.00	N.A.
MacKenzie - Rue_Veil_Lum	Veiling Luminance	Cd/Sq.m	0.04	0.01	0.19	4.00	19.00	0.44
MacKenzie - Trottoir N - V	Illumnance	Lux	4.85	0.1	25.3	48.50	253.00	N.A.
MacKenzie - Trottoir S - V	Illumnance	Lux	6.56	0.1	25.8	65.60	258.00	N.A.
Mountain Sight - Rue_Luminance	Luminance	Cd/Sq.m	0.51	0.3	0.9	1.70	3.00	N.A.
Mountain Sight - Rue_Veil_Lum	Veiling Luminance	Cd/Sq.m	0.00	0.00	0.00	N.A.	N.A.	0.00
Mountain Sight - Trottoir E - H	Illumnance	Lux	8.18	1.3	23.5	6.29	18.08	N.A.
Mountain Sight - Trottoir E - V	Illumnance	Lux	8.28	0.0	24.1	N.A.	N.A.	N.A.
Mountain Sight - Trottoir O - H	Illumnance	Lux	13.95	4.2	24.5	3.32	5.83	N.A.
Mountain Sight - Trottoir O - V	Illumnance	Lux	7.27	0.4	24.3	18.18	60.75	N.A.
Trans Island - Rue_Luminance	Luminance	Cd/Sq.m	0.52	0.3	0.9	1.73	2.87	N.A.
Trans Island - Rue_Veil_Lum	Veiling Luminance	Cd/Sq.m	0.04	0.00	0.22	N.A.	N.A.	0.42
Trans Island - Trottoir E - H	Illumnance	Lux	12.47	3.5	24.2	3.56	6.91	N.A.
Trans Island - Trottoir E - V	Illumnance	Lux	8.59	0.3	27.5	28.63	91.67	N.A.
Trans Island - Trottoir O - H	Illumnance	Lux	4.81	1.2	14.0	4.01	11.67	N.A.
Trans Island - Trottoir O - V	Illumnance	Lux	2.55	0.1	13.7	25.50	137.00	N.A.

Prévisions des luminaires										
Symbole	Qtité	Étiquette	Disposition	LLF	Description	Bras	Tag	Puissance Lum.	Lumens Lum.	BUG	IES Class
	24	A	SINGLE	0.850	CLE177-6x-FGC-4-40W-3K	0	Levanto - 40W	45	3809	B1-U0-G1	Type IV

LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC.

CLIENT

DESJARDINS EXPERT CONSEIL
Société d'ingénierie
Mécanique - Électricité du bâtiment / Drainage urbain
1666 PLACE DE LIERRE, LAVAL, QC H7G 4X7
T.450-663-1965 | F.450-663-6757 | WWW.GENIECONSEIL.COM

INGÉNIEUR

ARCHITECTE

STRUCTURE

NOTES

- L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.
- AUCUNE DIMENSION NE SERA PRISE SUR CE PLAN POUR FIN DE RELEVÉ À MOINS QUE CE PLAN SOIT UN ORIGINAL.
- TOUTES OMISSIONS OU ERREURS DÉCOUVERTES PAR L'ENTREPRENEUR OU AUTRES DEVRONT ÊTRE TRANSMISES À L'INGÉNIEUR AFIN D'APPORTER LES MODIFICATIONS REQUISES AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.
- TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION TOTALE OU PARTIELLE DE CE DOCUMENT EST STRICTEMENT INTERDITE À MOINS D'OBTENIR L'APPROBATION DE LA FIRME DESJARDINS EXPERT CONSEIL.

ÉMISSION

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

No	DATE	ÉMIS POUR:	PAR:
A	2018-04-18	ENTENTE INFRASTRUCTURE	J.D.
00	2018-04-06	SOUMISSION	J.D.
–	2017-11-30	PERMIS	J.D.

SCEAU

PROJET

WESTBURY

TITRE

ÉLECTRICITÉ
CALCULS D'ÉCLAIRAGE

CONCEPTEUR: É.RACICOT
DESSINATEUR: É.PRÉVOST
PROJETEUR: É.RACICOT
INGÉNIEUR: J.DESJARDINS

ÉCHELLE 1:400

E–103

16093

16000 - INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

1. 16000 GÉNÉRALITÉS

1.1. DÉFINITIONS:

1.1.1. LE CAHIER DES CHARGES GÉNÉRALES POUR LES TRAVAUX DE MÉCANIQUE ET D'ÉLECTRICITÉ FAIT PARTIE INTÉGRANTE DES CHAPITRES DE PLOMBERIE, CHAUFFAGE, VENTILATION, CLIMATISATION, ISOLATION, PROTECTION CONTRE L'INCENDIE, CONTRÔLE AUTOMATIQUE, CALIBRATION ET BALANCEMENT, COMME S'IL Y ÉTAIT REPRODUIT AU LONG. POUR LES FINS DES PRÉSENTS CHAPITRES DU CAHIER DES CHARGES, POUR LES TRAVAUX DE MÉCANIQUE ET D'ÉLECTRICITÉ, LES MOTS CI-APRÈS ÉNUMÉRÉS AURONT LA SIGNIFICATION SUIVANTE :

1.1.1.1. LE MOT «PROPRIÉTAIRE, CLIENT» DÉSIGNE: LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC.

1.1.1.2 LE MOT «INGÉNIEUR» DÉSIGNE: DESJARDINS EXPERT CONSEIL

1.1.2. LE MOT «ENTREPRENEUR», OU LE PRONOM QUI EN TIENT LIEU, DÉSIGNE LA PERSONNE, LA SOCIÉTÉ OU LA CORPORATION QUI S'ENGAGE À FOURNIR LES MATÉRIAUX ET À EXÉCUTER LES TRAVAUX TELS QUE DÉCRITS SUR LES PLANS ET DANS LES CHAPITRES DU CAHIER DES CHARGES DE MÉCANIQUE ET D'ÉLECTRICITÉ. LE MOT «ENTREPRENEUR» DÉSIGNE ÉGALEMENT SON REPRÉSENTANT, SES SUCCESSEURS OU AYANTS CAUSE.

1.1.3. LES MOTS «ENTREPRENEUR GÉNÉRAL» OU LE PRONOM QUI EN TIENT LIEU, DÉSIGNENT LA PERSONNE, LA SOCIÉTÉ OU LA CORPORATION QUI AGIT COMME PARTIE CONTRACTANTE AVEC LE PROPRIÉTAIRE POUR LES TRAVAUX DÉCRITS DANS LE PRÉSENT CAHIER DES CHARGES. LES MOTS «ENTREPRENEUR GÉNÉRAL» DÉSIGNENT ÉGALEMENT SON REPRÉSENTANT, SES SUCCESSEURS OU AYANTS CAUSE.

1.1.4. LES MOTS «MAÎTRE D'OEUVRE» DANS LE CADRE DU PRÉSENT PROJET, ET SEULEMENT POUR LES FINS D'APPLICATION DE LA LOI 63 SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL, L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL EST DÉSIGNÉ COMME LE «MAÎTRE D'OEUVRE». IL DOIT AGIR EN CONSÉQUENCE ET EN ASSUMER LES RESPONSABILITÉS QUI DÉCOULENT DE LA DITE LOI ET DE SES RÈGLEMENTS.

1.1.5. LE MOT «MANUFACTURIER» OU LE PRONOM QUI EN TIENT LIEU DÉSIGNE LA PERSONNE, LA SOCIÉTÉ OU LA CORPORATION QUI A FABRIQUÉ OU AUTREMENT ASSEMBLÉ LES MATÉRIAUX OU ÉQUIPEMENTS QUI SONT INCORPORÉS AU PROJET ET QUI ASSUME VIS-À-VIS DE CES MATÉRIAUX OU ÉQUIPEMENTS LA GARANTIE DU FABRICANT. LE MOT «MANUFACTURIER» DÉSIGNE ÉGALEMENT SON AGENT, SON REPRÉSENTANT, SES SUCCESSEURS OU AYANTS CAUSE.

1.1.6. L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.

1.1.7. AUCUNE DIMENSION NE SERA PRISE SUR LES PLANS POUR FIN DE RELEVÉ À MOINS QUE CES PLANS SOIENT DES ORIGINAUX.

1.1.8. TOUTES OMISSIONS OU ERREURS DÉCOUVERTES PAR L'ENTREPRENEUR OU AUTRES DEVRONT ÊTRE TRANSMISES À L'INGÉNIEUR AFIN D'APPORTER LES MODIFICATIONS REQUISES AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.

1.1.9. TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION TOTALE OU PARTIELLE DE CE DOCUMENT EST STRICTEMENT INTERDITE À MOINS D'OBTENIR L'APPROBATION DE LA FIRME DESJARDINS EXPERT CONSEIL.

1.2. DOCUMENTS DU CONTRATS

1.2.1. LES DOCUMENTS ÉNUMÉRÉS EN PAGE SOMMAIRE ET LES ADDENDAS ÉMIS SUBSÉQUEMMENT CONSTITUENT LES PLANS ET LE CAHIER DES CHARGES POUR LES TRAVAUX DE MÉCANIQUE ET D'ÉLECTRICITÉ (CI-APRÈS APPELÉ CAHIER DES CHARGES DE M/E) DU PRÉSENT PROJET.

1.2.2. PLANS ET CAHIER DES CHARGES D'ARCHITECTURE ET DE STRUCTURE :

1.2.2.1. TOUTES LES CLAUSES GÉNÉRALES DU CAHIER DES CHARGES POUR LES TRAVAUX D'ARCHITECTURE ÉMISES DANS LE CADRE DU PRÉSENT PROJET FONT PARTIE INTÉGRANTE DU CAHIER DES CHARGES DE M/E, COMME SI ELLES Y ÉTAIENT REPRODUITES AU LONG. L'ENTREPRENEUR SE FAMILIARISERA AVEC LE GENRE DE CONSTRUCTION PROPOSÉ EN EXAMINANT ATTENTIVEMENT LES PLANS ET LES CAHIERS DES CHARGES POUR LES TRAVAUX D'ARCHITECTURE ET DE STRUCTURE. AUCUNE RÉMUNÉRATION SUPPLÉMENTAIRE NE SERA ACCORDÉ POUR DES TRAVAUX NON PRÉVUS MAIS NÉCESSITÉS PAR LE GENRE DE CONSTRUCTION.

1.2.3. CODE, RÈGLEMENTS ET PERMIS :

1.2.3.1. L'ENTREPRENEUR EXÉCUTERA LES TRAVAUX INCLUS AUX PLANS ET AU CAHIER DES CHARGES DE M/E EN CONFORMITÉ AVEC LES CODES ET RÈGLEMENTS QUI RÉGISSENT LES TRAVAUX DU PRÉSENT PROJET; IL S'AGIT DES CODES ET RÈGLEMENTS ÉMIS PAR LES AUTORITÉS FÉDÉRALES, PROVINCIALES ET MUNICIPALES. L'ENTREPRENEUR DEVRA ÉGALEMENT EXÉCUTER LES TRAVAUX DONT IL A LA RESPONSABILITÉ CONFORMÉMENT AUX EXIGENCES PARTICULIÈRES DES COMPAGNIES D'UTILITÉS PUBLIQUES, FOURNISSEURS AUTORISÉS D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ ET DE TÉLÉPHONE. L'ENTREPRENEUR SE CONFORMERA À CES CODES, RÈGLEMENTS ET EXIGENCES SANS RÉMUNÉRATION SUPPLÉMENTAIRE. CHAQUE SECTION DOIT OBTENIR, À SES FRAIS, TOUS LES PERMIS ET CERTIFICATS NÉCESSAIRES, DÉFRAYER TOUS LES COÛTS D'APPROBATION DES DESSINS ET TOUS LES COÛTS DES INSPECTIONS EXIGÉES PAR LES ORGANISMES AYANT JURIDICTION.

1.2.4. DONNÉES ET STIPULATIONS DU MANUFACTURIER ;

1.2.4.1. CHAQUE APPAREIL SERA INSTALLÉ, RACCORDÉ ET MIS EN OPÉRATION EN STRICTE CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMANDATIONS DU MANUFACTURIER. LES DIRECTIVES ET STIPULATIONS DU MANUFACTURIER PORTANT SUR LA MANUTENTION, LA MISE EN PLACE, L'ESSAI ET LA MISE EN MARCHE DE TOUT ÉQUIPEMENT SONT CONSIDÉRÉES COMME FAISANT PARTIE INTÉGRANTE DU CAHIER DES CHARGES DE M/E, COMME SI ELLES Y ÉTAIENT REPRODUITES AU LONG. L'ENTREPRENEUR ET LE MANUFACTURIER GARANTISSENT CONJOINTEMENT ET SOLIDAIREMENT QUE L'ÉQUIPEMENT ACHETÉ POURRA S'INSTALLER NORMALEMENT ET DONNER LE RENDEMENT PRÉVU DANS LES CONDITIONS D'INSTALLATION ET DE FONCTIONNEMENT DU PRÉSENT PROJET.

1.2.5. PLANS ET CAHIER DES CHARGES DE M/E :

1.2.5.1. LES PLANS ET LE CAHIER DES CHARGES DE M/E SONT COMPLÉMENTAIRES. TOUT CE QUI PARAIT SOIT SUR LES PLANS, SOIT DANS LE CAHIER DES CHARGES, EST CONSIDÉRÉ COMME INCLUS DANS LES PLANS ET DANS LE CAHIER DES CHARGES DE M/E. LES PLANS INDIQUENT DE FAÇON APPROXIMATIVE L'EMPLACEMENT DES APPAREILS ET DES CONDUITS; LEUR LOCALISATION EXACTE SERA DÉTERMINÉE PAR L'ENTREPRENEUR D'APRÈS LES PLANS D'ARCHITECTURE ET DE STRUCTURE. DE PLUS, L'ENTREPRENEUR VÉRIFIERA SUR LE CHANTIER L'ESPACE DISPONIBLE AVANT DE FAIRE L'INSTALLATION DES APPAREILS ET DES CONDUITS. AUCUNE DONNÉE D'ARCHITECTURE OU DE STRUCTURE NE SERA PRISE SUR LES PLANS DE MÉCANIQUE ET D'ÉLECTRICITÉ. AUCUNE RÉMUNÉRATION SUPPLÉMENTAIRE NE SERA ACCORDÉE POUR LE DÉPLACEMENT DE CONDUITS ET D'APPAREILS QUI SERA JUGÉ NÉCESSAIRE À CAUSE DE LA STRUCTURE, DE L'ARCHITECTURE OU DE TOUTE AUTRE CONSIDÉRATION NORMALE. AVANT DE REMETTRE SA SOUMISSION, L'ENTREPRENEUR AVERTIRA L'INGÉNIEUR DE TOUTE ERREUR OU OMISSION QU'IL POURRAIT TROUVER DANS LES PLANS ET DANS LE CAHIER DES CHARGES, AINSI QUE DE TOUTE INCOMPATIBILITÉ AVEC CEUX D'ARCHITECTURE ET DE STRUCTURE. AUCUN SUPPLÉMENT NE SERA ACCORDÉ DE CE FAIT. LES PLANS DE DÉTAILS QUI POURRAIENT ÊTRE FOURNIS À L'ENTREPRENEUR AU COURS DES TRAVAUX FERONT EUX AUSSI PARTIE DES PLANS ET DU CAHIER DES CHARGES DE M/E. SI L'ENTREPRENEUR A BESOIN DE PLANS DE DÉTAILS, IL DEVRA LE DEMANDER À L'INGÉNIEUR PAR ÉCRIT AU MOINS QUINZE (15) JOURS À L'AVANCE. L'INGÉNIEUR SE RÉSERVE LE DROIT D'INTERPRÉTATION DES PLANS ET DU CAHIER DES CHARGES DE M/E. S'IL Y A DÉSACCORD ENTRE LES PLANS ET LE CAHIER DES CHARGES DE M/E EN CE QUI A TRAIT À LA QUANTITÉ, À LA QUALITÉ, À LA NATURE OU AU PRIX DE CERTAINS OUVRAGES OU MATÉRIAUX, L'ENTREPRENEUR UTILISERA POUR PRÉPARER SA SOUMISSION LA SOLUTION LA PLUS DISPENDIEUSE ET DEVRA PRÉSENTER SA SOUMISSION EN CONSÉQUENCE. UN CRÉDIT SERA ACCORDÉ AU PROPRIÉTAIRE SI UNE AUTRE SOLUTION EST ADOPTÉE LORS DE LA CONSTRUCTION.

1.2.6. PARACHÈVEMENT DES TRAVAUX :

1.2.6.1. LES PLANS ET LE CAHIER DES CHARGES DE M/E NE CONTIENNENT ÉVIDEMMENT PAS UNE DESCRIPTION, NI MÊME UNE MENTION, DE TOUS LES ACCESSOIRES, DÉTAILS, MÉTHODES D'INSTALLATION, ETC, REQUIS POUR L'EXÉCUTION COMPLÈTE DU TRAVAIL ET POUR LE BON FONCTIONNEMENT DES RÉSEAUX ET DES SYSTÈMES. MÊME S'ILS NE SONT PAS MONTRÉS OU DÉCRITS SPÉCIFIQUEMENT AUX PLANS ET AU CAHIER DES CHARGES DE M/E, L'ENTREPRENEUR EST TENU DE FAIRE TOUS LES MENUS OUVRAGES ET DE FOURNIR TOUS LES MATÉRIAUX REQUIS POUR UN BON FONCTIONNEMENT DES RÉSEAUX ET DES SYSTÈMES ET POUR UNE INSTALLATION COMPLÈTE ET CONFORME AUX RÈGLES DE L'ART, AUX CODES ET RÈGLEMENTS QUI RÉGISSENT LES PRÉSENTS TRAVAUX ET AUX RECOMMANDATIONS DU MANUFACTURIER. EN CONSÉQUENCE, L'ENTREPRENEUR S'ENGAGE À ACCEPTER LA DÉCISION DE L'INGÉNIEUR EN CE QUI CONCERNE LA FOURNITURE DES MATÉRIAUX ET L'EXÉCUTION DES TRAVAUX REQUIS POUR SATISFAIRE AUX EXIGENCES DES PLANS, DU CAHIER DES CHARGES DE M/E, AUX RÈGLES DE L'ART, AUX CODES ET RÈGLEMENTS QUI RÉGISSENT LES PRÉSENTS TRAVAUX ET AUX RECOMMANDATIONS DU MANUFACTURIER.

1.3. SOUMISSION

1.3.1. GÉNÉRALITÉS

1.3.1.1. L'ENTREPRENEUR PRÉSENTERA SA SOUMISSION SELON LES PLANS ET LE CAHIER DES CHARGES DE M/E, INCLUANT TOUS LES ADDENDAS ÉMIS AVANT L'OUVERTURE DES SOUMISSIONS.

1.3.2. EXAMENS DES LIEUX, CONDITIONS D'EXÉCUTION ET ÉCHÉANCIER DES TRAVAUX

1.3.2.1. AVANT DE REMETTRE SA SOUMISSION, L'ENTREPRENEUR VISITERA LES LIEUX AFIN DE SE FAMILIARISER AVEC TOUT CE QUI POURRAIT AFFECTER SES TRAVAUX DE QUELQUE FAÇON QUE CE SOIT ET IL DEVRA S'ENQUÉRIR DES CONDITIONS D'EXÉCUTION DESDITS TRAVAUX ET DE LEUR ÉCHÉANCIER DE RÉALISATION. AUCUNS FRAIS SUPPLÉMENTAIRES DÛS À L'IGNORANCE DES CONDITIONS LOCALES, DES CONDITIONS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX ET DE L'ÉCHÉANCIER NE SERONT RECONNUS PAR LE PROPRIÉTAIRE.

1.3.3. PENDANT LES SOUMISSIONS, CHAQUE SECTION DOIT ÉTUDIER LES DESSINS ET DEVIS DE MÉCANIQUE ET D'ÉLECTRICITÉ ET LES COMPARER AVEC LES DESSINS ET DEVIS D'ARCHITECTURE ET DE CHARPENTE ET AVISER L'ARCHITECTE OU L'INGÉNIEUR, AU MOINS CINQ JOURS OUVRABLES AVANT DE REMETTRE SA SOUMISSION, DE TOUTE CONTRADICTION, ERREUR OU OMISSION POUVANT ÊTRE CONSTATÉE.

1.3.4. PENDANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX, AVISER L'ARCHITECTE OU L'INGÉNIEUR DE TOUTE CONTRADICTION, ERREUR OU OMISSION CONSTATÉE AVANT DE COMMENCER LE TRAVAIL.

1.3.5. L'INGÉNIEUR SE RÉSERVE LE DROIT D'INTERPRÉTER LE CONTENU DES DESSINS ET DEVIS DE MÉCANIQUE ET D'ÉLECTRICITÉ.

1.3.6. AUCUNE INDEMNITÉ OU SUPPLÉMENT NE SERA ACCORDÉ POUR LE DÉPLACEMENT DE CONDUITS, TUYAUX, ETC., JUGÉ NÉCESSAIRE À CAUSE DE L'ARCHITECTURE, DE LA CHARPENTE OU DE TOUTE AUTRE CONSIDÉRATION NORMALE.

1.4. MAIN D'OEUVRE

1.4.1. L'ENTREPRENEUR ENGAGERA UN PERSONNEL COMPÉTENT. L'INGÉNIEUR SE RÉSERVE LE DROIT D'EXIGER DE L'ENTREPRENEUR LE RENVOI D'OUVRIERS OU DE CONTREMAÎTRES QU'IL JUGE INCOMPÉTENTS.

1.5. MATÉRIAUX

1.5.1. TOUS LES MATÉRIAUX SERONT NEUFS ET D'UNE QUALITÉ QUI N'EST PAS INFÉRIEURE À LA QUALITÉ DE PRODUCTION NORMALE DU FOURNISSEUR CONCERNÉ. DURANT LA CONSTRUCTION, LE PROPRIÉTAIRE POURRA FOURNIR CERTAINS MATÉRIAUX ET L'ENTREPRENEUR LUI DONNERA LE CRÉDIT CORRESPONDANT AUX MATÉRIAUX NEUFS SPÉCIFIÉS.

1.6. COMMANDES

1.6.1. LORSQU'UN APPAREIL EST IDENTIFIÉ PAR UN NUMÉRO, L'ENTREPRENEUR, AVANT DE PLACER SA COMMANDE, DOIT VÉRIFIER QUE LEDIT NUMÉRO CORRESPOND À L'OPÉRATION ET À LA FONCTION DÉCRITES ET QUE L'INSTALLATION EN EST POSSIBLE COMPTE TENU DES CONDITIONS DE CHANTIER. SI L'INGÉNIEUR L'EXIGE, L'ENTREPRENEUR FERA APPROUVER SES FEUILLES DE COMMANDE EN TROIS (3) EXEMPLAIRES. L'ENTREPRENEUR, À LA DEMANDE DE L'INGÉNIEUR, PRODUIRA ÉGALEMENT TOUTES LES FEUILLES DE LIVRAISON CONCERNANT LE MATÉRIEL DE CE PROJET. LES COMMANDES D'APPAREILS DEVRONT ÊTRE FAITES IMMÉDIATEMENT DANS LA SEMAINE SUIVANT LA SIGNATURE DU CONTRAT. AUCUN PRODUIT D'ÉQUIVALENCE OU DE SUBSTITUTION NE SERA CONSIDÉRÉ POUR N'AVOIR PAS PLACÉ À TEMPS LES COMMANDES D'APPAREILS SPÉCIFIÉS AU DEVIS.

1.7. DESSINS D'ATELIER ET ÉCHANTILLONS

1.7.1. IMMÉDIATEMENT APRÈS LA SIGNATURE DE SON CONTRAT, L'ENTREPRENEUR SOUMETTRA POUR VÉRIFICATION À L'INGÉNIEUR UN FICHIER FORMAT PDF DE LA LISTE DES MATÉRIAUX QU'IL SE PROPOSE D'UTILISER. IL Y INDIQUERA LE NOM DES FABRICANTS, LES NUMÉROS DE CATALOGUE ET FOURNIRA LES DESSINS D'ATELIER EN FRANÇAIS. AVANT DE FAIRE PARVENIR LES DESSINS D'ATELIER À L'INGÉNIEUR POUR VÉRIFICATION.

1.7.2. L'ENTREPRENEUR :

1.7.2.1. VÉRIFIERA SI LES DESSINS D'ATELIER SONT CONFORMES AUX PLANS ET AU CAHIER DES CHARGES QUANT À LA QUALITÉ, AUX CARACTÉRISTIQUES MÉCANIQUES ET ÉLECTRIQUES ET À L'ENCOMBREMENT.

1.7.2.2. CORRIGERA LES DESSINS D'ATELIER SI NÉCESSAIRE.

1.7.2.3. APPROUVERA LES DESSINS D'ATELIER. LA VÉRIFICATION DES DESSINS D'ATELIER PAR L'INGÉNIEUR EST UNE ÉTAPE INTERMÉDIAIRE DE CONTRÔLE DE QUALITÉ ET NE SAURAIT CONSTITUER UN ORDRE DE CHANGEMENT AUX DOCUMENTS CONTRACTUELS. L'INGÉNIEUR VÉRIFIERA LES DESSINS D'ATELIER SOUMIS PAR L'ENTREPRENEUR EN CE QUI À TRAIT À LA DISPOSITION GÉNÉRALE DE L'ÉQUIPEMENT SEULEMENT. LA VÉRIFICATION PAR L'INGÉNIEUR NE DÉGAGE EN RIEN L'ENTREPRENEUR DE SA RESPONSABILITÉ QUANT À L'EXÉCUTION DES PLANS ET CAHIER DES CHARGES ET NE RELÈVE PAS L'ENTREPRENEUR DES ERREURS OU OMISSIONS COMMISES PAR LUI OU PAR LE MANUFACTURIER OU FOURNISSEUR SUR LES DESSINS D'ATELIER. DE PLUS, LES ANNOTATIONS FAITES PAR L'INGÉNIEUR SUR LES DESSINS NE SONT PAS LIMITATIVES. L'ENTREPRENEUR, SUR DEMANDE, SOUMETTRA À L'INGÉNIEUR DES ÉCHANTILLONS DES APPAREILS OU MATÉRIAUX QU'IL SE PROPOSE D'INSTALLER.

1.8. ÉQUIVALENCES

1.8.1. LE NOM D'UN MANUFACTURIER N'EST MENTIONNÉ QUE DANS LE BUT D'ÉTABLIR UN STANDARD DE QUALITÉ QUANT AU MATÉRIEL ET AU SERVICE. LORSQU'UN APPAREIL OU MATÉRIAU EST IDENTIFIÉ PAR UN NUMÉRO DE CATALOGUE, CELA SIGNIFIE QUE LE SYSTÈME A ÉTÉ CONÇU AVEC LEDIT APPAREIL ET L'ENTREPRENEUR PRÉSENTERA OBLIGATOIREMENT SA SOUMISSION ORIGINALE AVEC L'APPAREIL SPÉCIFIÉ PAR NUMÉRO. TOUTEFOIS, L'ENTREPRENEUR POURRA PRÉSENTER SA SOUMISSION ORIGINALE AVEC UN APPAREIL D'UN MANUFACTURIER MENTIONNÉ AU DEVIS MAIS DONT LE NUMÉRO DE CATALOGUE N'EST PAS SPÉCIFIÉ, EN AUTANT QU'IL RÉALISE QU'IL DEVRA PAR LA SUITE SE CONFORMER AUX STIPULATIONS DES PARAGRAPHES .1 ET .2 DE L'ARTICLE "SUBSTITUTIONS".

1.9. SUBSTITUTIONS

1.9.1. LORSQUE L'ENTREPRENEUR DÉSIRE INSTALLER UN APPAREIL OU MATÉRIAU DONT LE NOM SEULEMENT DU MANUFACTURIER EST MENTIONNÉ AU CAHIER DES CHARGES, IL DOIT PRÉSENTER UNE DEMANDE ÉCRITE DE SUBSTITUTION EN UN FICHIER FORMAT PDF, DANS LES DIX (10) JOURS QUI SUIVENT LA SIGNATURE DE SON CONTRAT. L'ENTREPRENEUR JOINDRA AVEC SA DEMANDE UN FICHIER FORMAT PDF D'UN TABLEAU COMPARATIF DES CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE L'APPAREIL OU DU MATÉRIAU SPÉCIFIÉ ET DE CELUI PROPOSÉ. CE TABLEAU COMPRENDRA TOUTES LES DONNÉES RELATIVES À L'ENCOMBREMENT ET AUX CARACTÉRISTIQUES ÉLECTRIQUES ET MÉCANIQUES PROPRES AU GENRE DE L'APPAREIL OU MATÉRIAU.

1.9.2. LORSQUE L'ENTREPRENEUR DÉSIRE INSTALLER UN APPAREIL OU MATÉRIAU DONT LE NOM DU MANUFACTURIER N'EST PAS MENTIONNÉ AU CAHIER DES CHARGES, IL DOIT PRÉSENTER UNE DEMANDE ÉCRITE DE SUBSTITUTION EN UN FICHIER FORMAT PDF DANS LES DIX (10) JOURS QUI SUIVENT LA SIGNATURE DE SON CONTRAT. L'ENTREPRENEUR, EN PLUS DU TABLEAU COMPARATIF DÉCRIT AU PARAGRAPHE .1, JOINDRA À SA DEMANDE LES INFORMATIONS SUIVANTES :

1.9.2.1. UNE COPIE DE LA SOUMISSION POUR LES APPAREILS OU MATÉRIAUX SPÉCIFIÉS;

1.9.2.2. UNE COPIE DE LA SOUMISSION POUR LES APPAREILS OU MATÉRIAUX PROPOSÉS. S'IL Y A ÉCONOMIE, LA DIFFÉRENCE DE PRIX SERA REMISE AU PROPRIÉTAIRE;

1.9.2.3. LES RAISONS POUR LA DEMANDE DE SUBSTITUTION.

1.9.3. DANS LES DEUX CAS (PARAGRAPHES .1 ET .2), LA DÉCISION DE L'INGÉNIEUR OU DU PROPRIÉTAIRE SERA FINALE. SI LES CARACTÉRISTIQUES DE L'APPAREIL OU DU MATÉRIAU DE SUBSTITUTION APPROUVÉ NÉCESSITE DES CHANGEMENTS AUX PLANS ET AUX TRAVAUX À EFFECTUER, L'ENTREPRENEUR DÉFRAYERA LES COÛTS DE TOUS CES CHANGEMENTS. SI L'APPAREIL OU LE MATÉRIAU PROPOSÉ PAR L'ENTREPRENEUR EST REFUSÉ PAR L'INGÉNIEUR, L'ENTREPRENEUR FOURNIRA ET INSTALLERA L'APPAREIL OU LE MATÉRIAU SPÉCIFIÉ PAR NUMÉRO, LE TOUT SANS RÉMUNÉRATION SUPPLÉMENTAIRE.

1.10. PRIVILÈGE DU PROPRIÉTAIRE

1.10.1. LE PROPRIÉTAIRE SE RÉSERVE LE DROIT DE FAIRE EXÉCUTER PAR D'AUTRES ET À SES FRAIS, CERTAINS TRAVAUX CONCERNANT LE PROJET MAIS NON INCLUS AUX PLANS ET AU CAHIER DES CHARGES. L'ENTREPRENEUR NE SERA PAS, DE CE FAIT, DÉGAGÉ DE SA RESPONSABILITÉ QUANT AUX TRAVAUX QUI FONT PARTIE DE SON CONTRAT.

1.11. CHANGEMENTS

1.11.1. AUCUN CHANGEMENTS AUX PLANS ET AU CAHIER DES CHARGES DE M/E NE SERA ACCEPTÉ SANS AVOIR ÉTÉ AUTORISÉ PAR ÉCRIT PAR L'INGÉNIEUR. TOUT OUVRAGE NON CONFORME AUX PLANS ET AU CAHIER DES CHARGES SERA DÉFAIT ET REFAIT AUX FRAIS DE L'ENTREPRENEUR. LE PROPRIÉTAIRE AURA LE DROIT DE FAIRE LES CHANGEMENTS QU'IL JUGE À PROPOS PENDANT TOUTE LA DURÉE DE LA CONSTRUCTION. CES CHANGEMENTS N'AFFECTERONT NI N'ANNULERONT LES CONDITIONS DE CE CONTRAT. S'ILS ENTRAÎNENT UNE AUGMENTATION OU UNE DIMINUTION DU COÛT DES TRAVAUX, UN AJUSTEMENT ÉQUITABLE SERA APPORTÉ AU PRÉSENT CONTRAT TEL QUE DÉCRIT À L'ARTICLE "RÉMUNÉRATION SUPPLÉMENTAIRE".

1.12. TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES

1.12.1. L'ENTREPRENEUR NE POURRA EXÉCUTER DES TRAVAUX OU FOURNIR DES MATÉRIAUX SUPPLÉMENTAIRES SANS AVOIR REÇU L'AUTORISATION ÉCRITE DU PROPRIÉTAIRE OU DE SON REPRÉSENTANT AUTORISÉ. POUR AUCUNE CONSIDÉRATION, QU'IL S'AGISSE DE CHANGEMENTS AUX PLANS OU AU CAHIER DES CHARGES, DE SUBSTITUTIONS DE MATÉRIEL, DE LA NATURE DU SOL OU DU SOUS-SOL, ETC, LE PROPRIÉTAIRE NE PAIERA DE SUPPLÉMENT À L'ENTREPRENEUR, À MOINS QU'UNE ENTENTE ÉCRITE PRÉCISANT LE PRIX DE CE SUPPLÉMENT ET SON OBJET NE SOIT INTERVENUE AU PRÉALABLE ENTRE LE PROPRIÉTAIRE ET L'ENTREPRENEUR. LE PRIX DES TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES TEL QU'ÉTABLI PAR L'ENTREPRENEUR ET PRÉSENTÉ AU PROPRIÉTAIRE COMPRENDRA, EN PLUS DU COÛT DES MATÉRIAUX, DE LA MAIN-D'OEUVRE ET DE L'OUTILLAGE, LE COÛT OCCASIONNÉ PAR LES RETARDS AU DÉROULEMENT NORMAL DES OPÉRATIONS ET LE COÛT DES TRAVAUX DES AUTRES ENTREPRENEURS RENDUS NÉCESSAIRES PAR LES TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES. LES TRAVAUX ET MATÉRIAUX SUPPLÉMENTAIRES AUTORISÉS PAR ÉCRIT SERONT ESTIMÉS CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE "RÉMUNÉRATION SUPPLÉMENTAIRE". LES TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES SERONT RÉGIS PAR LES TERMES ET STIPULATIONS DU PRÉSENT CONTRAT.

1.13. ESTIMATIONS PROGRESSIVES

1.13.1. LES ESTIMATIONS PROGRESSIVES PRÉPARÉES PAR L'ENTREPRENEUR SERONT PRÉSENTÉES À L'INGÉNIEUR POUR APPROBATION AVANT D'ÊTRE SOUMISES À L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL. L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL NE FERA AUCUN PAIEMENT AVANT D'AVOIR REÇU CETTE APPROBATION ÉCRITE. LES ESTIMATIONS PROGRESSIVES SERONT SUFFISAMMENT DÉTAILLÉES SELON LA MAIN-D'OEUVRE ET LES DIFFÉRENTS TYPES D'ÉQUIPEMENT ET DE MATÉRIAUX EMPLOYÉS POUR QUE L'INGÉNIEUR PUISSE JUGER DES TRAVAUX. L'ENTREPRENEUR, AVANT LA PRÉSENTATION DE LA PREMIÈRE ESTIMATION PROGRESSIVE, SOUMETTRA À L'INGÉNIEUR UNE LISTE VENTILÉE DES TRAVAUX DONT IL EST RESPONSABLE. CETTE LISTE, UNE FOIS ACCEPTÉE PAR L'INGÉNIEUR, SERVIRA DE BASE AUX ESTIMATIONS PROGRESSIVES. L'ENTREPRENEUR NE RÉCLAMERA QUE POUR LES MATÉRIAUX MIS EN PLACE, ET NON POUR LES MATÉRIAUX SIMPLEMENT DISPONIBLES SUR LE CHANTIER. L'INGÉNIEUR POURRA, PAR EXCEPTION, ACCEPTER DES MATÉRIAUX OU APPAREILS SPÉCIFIQUEMENT DESTINÉS AU CONTRAT. L'APPROBATION DES ESTIMATIONS PROGRESSIVES PAR L'INGÉNIEUR NE SERA PAS CONSIDÉRÉE COMME UNE ACCEPTATION PARTIELLE DES TRAVAUX.

1.14. RÉMUNÉRATION SUPPLÉMENTAIRE

1.14.1. L'ENTREPRENEUR POURRA PRÉSENTER UNE RÉCLAMATION POUR DES FRAIS SUPPLÉMENTAIRES LORSQU'IL Y AURA VÉRITABLEMENT ADDITION D'UN APPAREIL OU D'UN MATÉRIAU, À CONDITION QUE CET APPAREIL OU CE MATÉRIAU NE SOIT PAS REQUIS POUR LE BON FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME OU PAR LES RECOMMANDATIONS DU FABRICANT, PAR LES CONDITIONS DES TRAVAUX, POUR RÉPONDRE À L'INTENTION VÉRITABLE DES PLANS ET DU CAHIER DES CHARGES, OU ENCORE POUR SATISFAIRE AUX EXIGENCES ÉNUMÉRÉES À L'ARTICLE "DOCUMENTS DU CONTRAT". L'ENTREPRENEUR NE POURRA PAS FORMULER DE RÉCLAMATION SUPPLÉMENTAIRE DANS LE CAS D'ERREUR, D'OMISSION OU DE MALFAÇON DE SA PART. IL EN SERA DE MÊME S'IL N'A PAS PRÉVU UNE DIFFICULTÉ OU SI DES TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES SONT NÉCESSITÉS À CAUSE D'UN MANQUE DE COLLABORATION OU DE COORDINATION AVEC LES AUTRES ENTREPRENEURS. S'IL DEVIENT NÉCESSAIRE, À CAUSE DES CONDITIONS DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX, DE CHANGER LA LOCALISATION DE CERTAINS APPAREILS OU ACCESSOIRES, LES TRAVAUX REQUIS POUR FAIRE CES CHANGEMENTS N'ENTRAÎNERONT AUCUNE RÉMUNÉRATION SUPPLÉMENTAIRE. TOUTEFOIS, UNE NOTE DE CRÉDIT NE SERA PAS RÉCLAMÉE S'IL Y A ÉCONOMIE DE MATÉRIEL OU DE MAIN-D'OEUVRE. LES RÉCLAMATIONS POUR RÉMUNÉRATION SUPPLÉMENTAIRE ET LES NOTES DE CRÉDIT SERONT SUFFISAMMENT DÉTAILLÉES QUANT À LA QUANTITÉ ET AU PRIX DU MATÉRIAU SUPPRIMÉ OU REMPLACÉ ET QUANT À LA MAIN-D'OEUVRE EN JEU, DE FAÇON À JUSTIFIER ET PROUVER LE BIEN-FONDÉ ET L'EXACTITUDE DE CETTE ESTIMATION. LES FRAIS SUPPLÉMENTAIRES SERONT CALCULÉS À PARTIR DU PRIX D'ACHAT DES MATÉRIAUX ET DU PRIX DE REVIENT NET DE LA MAIN-D'OEUVRE. À CE MONTANT, ON AJOUTERA DIX POUR CENT (10%) POUR COUVRIR TOUS LES FRAIS D'ADMINISTRATION ET CINQ POUR CENT (5%) POUR LE PROFIT. IL NE SERA ACCORDÉ AUCUN SUPPLÉMENT OU CRÉDIT POUR L'AUGMENTATION OU LA DIMINUTION DU COÛT DES MATÉRIAUX OU DE LA MAIN-D'OEUVRE.

1.15. COORDINATION ET COOPÉRATION

1.15.1. CHACUN DES ENTREPRENEURS SE DOIVENT D'ÉTUDIER LES DESSINS DE LEUR DISCIPLINE CONJOINTEMENT AVEC LES DESSINS DES AUTRES DISCIPLINES, DE FAÇON À COORDONNER SES TRAVAUX AVEC CEUX DES AUTRES INTERVENANTS ET À COMMUNIQUER LES INFORMATIONS NÉCESSAIRES À L'EXÉCUTION D'UN OUVRAGE COMPLET. DE PLUS, CHACUN COLLABORERA AVEC LES AUTRES ENTREPRENEURS SOUS LA SURVEILLANCE DE L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL, DE MANIÈRES À CE QUE LES TRAVAUX SOIENT EXÉCUTÉS LE PLUS EFFICACEMENT POSSIBLE.

1.16. ÉXÉCUTION

1.16.1. MANIÈRE DE PROCÉDER

1.16.1.1. L'ENTREPRENEUR INDIQUERA À TEMPS LES ESPACES À LAISSER DANS LES MURS, PLAFONDS, TOITS, PLANCHERS ET CLOISONS POUR L'INSTALLATION DES DIVERS APPAREILS ET CONDUITS. CHAQUE JOUR, IL ENLÈVERA TOUS LES DÉCHETS PROVENANT DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX. UNE FOIS LE TRAVAIL TERMINÉ, IL ENLÈVERA DES LOCAUX TOUS LES OUTILS, LES DÉBRIS, LES SURPLUS DE MATÉRIAUX ET LES DÉCHETS RÉSULTANT DES TRAVAUX EXÉCUTÉS, NETTOIERA TOUS LES APPAREILS INSTALLÉS ET S'ASSURERA QU'ILS NE SONT PAS ENDOMMAGÉS; S'ILS LE SONT, ILS SERONT RÉPARÉS OU REMPLACÉS. TOUS LES MATÉRIAUX SERONT ENTREPOSÉS SOIGNEUSEMENT DANS DES ENDROITS APPROPRIÉS, SANS GÊNER LA CIRCULATION.

1.16.2. PROTECTION DES TRAVAUX

1.16.2.1. L'ENTREPRENEUR PROTÉGERA SON INSTALLATION CONTRE TOUT DOMMAGE JUSQU'À CE QUE L'OUVRAGE COMPLET AIT ÉTÉ ACCEPTÉ PAR QUI DE DROIT. TOUTES LES EXTRÉMITÉS DES CONDUITS ET DES TUYAUX POSÉS PAR L'ENTREPRENEUR SERONT FERMÉES HERMÉTIQUEMENT. QUAND LES BANCS DE TRAVAIL SERONT INSTALLÉS À L'INTÉRIEUR DU BÂTIMENT, L'ENTREPRENEUR PROTÉGERA LE PLANCHER CONTRE TOUT DÉPÔT OU DÉBRIS POUVANT L'ENDOMMAGER.

1.17. OUVRAGE CACHÉ

1.17.1. AUCUN OUVRAGE NE SERA CACHÉ AVANT QUE L'INGÉNIEUR NE L'AIT ACCEPTÉ. À CETTE FIN, L'ENTREPRENEUR AVISERA L'INGÉNIEUR PAR ÉCRIT, AU MOINS TROIS (3) JOURS À L'AVANCE. SI L'ENTREPRENEUR NE S'Y CONFORME PAS, IL PAIERA LES FRAIS NÉCESSITES POUR L'INSPECTION DES TRAVAUX.

1.18. LOCAUX TEMPORAIRES

1.18.1. L'ENTREPRENEUR FOURNIRA, À SES FRAIS, UN BUREAU ET UN ENTREPÔT TEMPORAIRES. CES LOCAUX SERONT ÉCLAIRÉS ET CHAUFFÉS CONVENABLEMENT. DANS LE BUREAU, L'ENTREPRENEUR INSTALLERA UNE TABLE DE TRAVAIL ET GARDERA UNE COPIE COMPLÈTE DES PLANS ET DU CAHIER DES CHARGES DE M/E.

1.19. MANUELS D'INSTRUCTIONS

1.19.1. VERS LA FIN DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR FERA PARVENIR À L'INGÉNIEUR, POUR APPROBATION, TROIS (3) MANUELS D'INSTRUCTIONS. CHAQUE MANUEL CONTIENDRA LES INFORMATIONS SUIVANTES :

1.19.1.1. LA LISTE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN PÉRIODIQUES;

1.19.1.2. LA DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES APPAREILS INSTALLÉS;

1.19.1.3. LES DESSINS D'ATELIER DES APPAREILS INSTALLÉS;

1.19.1.4. LES MANUELS DU MANUFACTURIER CONCERNANT L'INSTALLATION, L'OPÉRATION ET L'ENTRETIEN DE CHAQUE APPAREIL INSTALLÉ. LES DOCUMENTS INDIQUÉS CI-DESSUS SERONT ASSEMBLÉS DANS UN CAHIER À ANNEAUX À COUVERTURE RIGIDE ET DE DIMENSIONS SUFFISANTES. LORSQUE LES MANUELS D'INSTRUCTIONS AURONT ÉTÉ REMIS AU PROPRIÉTAIRE, L'ENTREPRENEUR, VIA L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL, CONVOQUERA PAR ÉCRIT UNE RÉUNION AVEC LE PROPRIÉTAIRE, POUR LUI EXPLIQUER VERBALEMENT LE FONCTIONNEMENT, L'OPÉRATION ET L'ENTRETIEN DES SYSTÈMES ET APPAREILS INSTALLÉS. L'ENTREPRENEUR DRESSERA UN PROCÈS-VERBAL DE CETTE RÉUNION ET EN REMETTRA COPIES AU PROPRIÉTAIRE, À L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL ET À L'INGÉNIEUR.

1.20. PLANS REGISTRES

1.20.1. AU DÉBUT DES TRAVAUX, L'INGÉNIEUR REMETTRA À L'ENTREPRENEUR DES PLANS ÉLECTRONIQUE FORMAT PDF DE MÉCANIQUE ET D'ÉLECTRICITÉ. CES FICHIERS DEVRONT ÊTRE IMPRIMÉS ET SERVIRONT DE PLANS REGISTRES : UNE COMME BROUILLON ET L'AUTRE POUR LA MISE AU PROPRE DES MODIFICATIONS. L'ENTREPRENEUR NOTERA LES MODIFICATIONS AUX PLANS AU FUR ET À MESURE QU'ELLES SE PRÉSENTERONT, EN MARQUANT EN ROUGE LES PLANS REGISTRES. CES PLANS MARQUÉS EN ROUGE DEVRONT TOUJOURS ÊTRE DISPONIBLES AU CHANTIER POUR L'INGÉNIEUR LORS DES VISITES DE SUIVI DES TRAVAUX. L'ENTREPRENEUR RÉVISERA CES PLANS AVEC L'INGÉNIEUR AVANT LA PRÉSENTATION DE CHACUNE DE SES ESTIMATIONS PROGRESSIVES MENSUELLES. À LA FIN DES TRAVAUX, AVEC LA PRÉSENTATION DE SA DERNIÈRE ESTIMATION MENSUELLE, L'ENTREPRENEUR REMETTRA À L'INGÉNIEUR LA COPIE PROPRE (MARQUÉE EN ROUGE) DES PLANS REGISTRES.

1.21. ÉPREUVES

1.21.1. APRÈS AVOIR TERMINÉ SON OUVRAGE, L'ENTREPRENEUR FERA, À SES FRAIS ET EN PRÉSENCE DE L'INGÉNIEUR, DES ÉPREUVES DE NATURE À PROUVER QUE SON OUVRAGE REMPLIT TOUTES LES CONDITIONS EXIGÉES. SI L'OUVRAGE LAISSE PARAÎTRE QUELQUE DÉFAUT, L'ENTREPRENEUR SERA TENU D'Y REMÉDIER ET DE REFAIRE D'AUTRES ÉPREUVES, À SES FRAIS.

1.22. GARANTIE

1.22.1. L'ENTREPRENEUR GARANTIRA SON OUVRAGE CONFORMÉMENT AUX LOIS DU LIEU OU IL EST EXÉCUTÉ. LES GARANTIES MENTIONNÉES AU CAHIER DES CHARGES DE M/E ET LES RESPONSABILITÉS QUI EN DÉCOULENT NE SERONT PAS INTERPRÉTÉES COMME LIMITANT LES LOIS DU LIEU OU VENANT À L'ENCOMBRE DE CELLES-CI. CES LOIS ONT PRÉSÉANCE SUR LES EXIGENCES DU CAHIER DES CHARGES, SAUF SI LES EXIGENCES DE CE DERNIER SONT PLUS CONSIDÉRABLES QUE CELLES DES LOIS DU LIEU. L'ENTREPRENEUR CORRIGERA SANS HÉSITATION PAR RÉPARATION OU REMPLACEMENT, AU CHOIX DE L'INGÉNIEUR, TOUTE DÉFECTUOSITÉ QUI APPARAÎTRA DANS SON TRAVAIL OU DANS LES APPAREILS QU'IL A FOURNIS EN DEDANS D'UNE ANNÉE APRÈS L'ACCEPTATION DES TRAVAUX, L'USURE COURANTE EXCEPTÉE. TOUT DOMMAGE À TOUT AUTRE MATÉRIEL CAUSÉ PAR TELLE DÉFECTUOSITÉ ET TOUTE DÉPENSE ENTRAÎNÉE DIRECTEMENT PAR LES RÉPARATIONS SERONT AUX FRAIS DE L'ENTREPRENEUR.

1.23. SUIVI DES TRAVAUX

1.23.1. L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL FACILITERA À L'INGÉNIEUR L'INSPECTION DU CHANTIER EN TOUT TEMPS. L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL MAINTIENDRA SUR LE CHANTIER UN REPRÉSENTANT COMPÉTENT ET EN MESURE, ENTRE AUTRES :

1.23.1.1. DE S'ASSURER DE LA QUALITÉ D'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE MÉCANIQUE ET D'ÉLECTRICITÉ (MATÉRIAUX ET MAIN-D'OEUVRE);

1.23.1.2. DE VÉRIFIER SI LES DEMANDES FORMULÉES PAR L'INGÉNIEUR DANS LES RAPPORTS DE CHANTIER ONT ÉTÉ EXÉCUTÉES DE FAÇON ADÉQUATE;

1.23.1.3. D'ÉMETTRE UN COMPTE RENDU ÉCRIT POUR CONFIRMER QUE LES TRAVAUX OU CORRECTIONS AUX TRAVAUX (MATÉRIAUX ET MAIN-D'OEUVRE) DEMANDÉS DANS LES RAPPORTS DE CHANTIER ONT ÉTÉ EXÉCUTÉS. TOUTE COMMUNICATION FAITE PAR L'INGÉNIEUR À CE REPRÉSENTANT SERA CONSIDÉRÉE FAITE À L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL LUI-MÊME. LE SUIVI DES TRAVAUX FAITE PAR L'INGÉNIEUR CONSISTE À VÉRIFIER POUR LE PROPRIÉTAIRE QUE LES TRAVAUX SONT EXÉCUTÉS CONFORMÉMENT AUX EXIGENCES DES PLANS ET DU CAHIER DES CHARGES DE M/E. LE TRAVAIL DE L'INGÉNIEUR EN EST UN DE SUIVI DES TRAVAUX ET NON DE DIRECTION. L'ENTREPRENEUR EST LE SEUL RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX. L'INGÉNIEUR N'EST PAS TENU DE LUI DONNER DES DIRECTIVES SUR LA FAÇON DONT IL DOIT PROCÉDER POUR RÉALISER LES TRAVAUX DÉCRITS AUX PLANS ET CAHIER DES CHARGES DE M/E; L'INGÉNIEUR N'EST DONC PAS TENU DE FAIRE LE TRAVAIL DE CONTREMAÎTRE POUR LE BÉNÉFICE DE L'ENTREPRENEUR. SI UN OUVRAGE EST MAL EXÉCUTÉ, IL SERA DÉFAIT ET REPRIS AUX FRAIS DE L'ENTREPRENEUR, SANS QUE CELUI-CI PUISSE PRÉTENDRE QUE DES DIRECTIVES SUPPLÉMENTAIRES AURAIENT DÛ LUI ÊTRE DONNÉES PAR L'INGÉNIEUR AVANT L'EXÉCUTION DU TRAVAIL. L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL AGIRA AVEC DILIGENCE AFIN DE SATISFAIRE AUX REMARQUES INSCRITES AUX RAPPORTS DE CHANTIER ET AVANT LA RÉUNION DE CHANTIER SUBSÉQUENTE, IL PRÉPARERA LE COMPTE RENDU ÉCRIT DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX DEMANDÉS PAR CES REMARQUES. À DÉFAUT DE CE FAIRE DANS UN DÉLAI RAISONNABLE, LES PAIEMENTS PROGRESSIFS SERONT RETENUS JUSQU'À CE QUE L'ENTREPRENEUR AIT SATISFAIT AUXDITES REMARQUES. S'IL S'AVÈRE QUE DES TRAVAUX MENTIONNÉS AUX COMPTES RENDUS COMME ÉTANT EXÉCUTÉS NE SONT PAS EXÉCUTÉS OU NE SONT PAS ACCEPTABLES PAR L'INGÉNIEUR, LES FRAIS DES INSPECTIONS SUBSÉQUENTES REQUISES JUSQU'À L'ACCEPTATION DESDITS TRAVAUX SONT À LA CHARGE DE L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL ET PAYÉS PAR LE PROPRIÉTAIRE À MÊME LES SOMMES DUES À L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL.

1.24. ACCEPTATION DES TRAVAUX

1.24.1. EXAMEN DES TRAVAUX POUR L'ACCEPTATION

1.24.1.1. L'EXAMEN DES TRAVAUX EN VUE DE LEUR ACCEPTATION DOIT AVOIR LIEU DANS LES DIX (10) JOURS QUI SUIVENT LA RÉCEPTION PAR L'INGÉNIEUR D'UNE DEMANDE ÉCRITE DE L'ENTREPRENEUR PAR LAQUELLE CE DERNIER DÉCLARE QUE LES TRAVAUX SONT COMPLÉTÉS CONFORMÉMENT AUX PLANS ET AU CAHIER DES CHARGES. CET EXAMEN DES TRAVAUX, LORSQUE REQUIS PAR L'INGÉNIEUR, SERA FAIT EN PRÉSENCE DE L'ENTREPRENEUR ET DE L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL. SI LES TRAVAUX NE SONT PAS TROUVÉS EN ÉTAT D'ACCEPTATION, L'ENTREPRENEUR DOIT COMPLÉTER AVEC PROMPTITUDE LES TRAVAUX INACHEVÉS ET REDEMANDER UN NOUVEL EXAMEN. DANS CE CAS, LA DATE DE L'ACCEPTATION DES TRAVAUX SERA CELLE DU RÉEXAMEN OU LES TRAVAUX AURONT ÉTÉ TROUVÉS EN ÉTAT D'ACCEPTATION. TOUT RÉEXAMEN DOIT ÊTRE FAIT DANS LES DIX (10) JOURS QUI SUIVENT LA DEMANDE ÉCRITE DE L'ENTREPRENEUR. SI CE RÉEXAMEN DÉMONTRE QUE LES TRAVAUX NE SONT PAS ENCORE EN ÉTAT D'ACCEPTATION ET QUE L'ENTREPRENEUR DOIT FAIRE DE NOUVELLES CORRECTIONS OU DOIT COMPLÉTER LES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DEVRA DÉFRAYER LES HONORAIRES DES INSPECTIONS ET DES SUIVIS DE TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES DE L'INGÉNIEUR. CES HONORAIRES SERONT CALCULÉS SUR UNE BASE HORAIRE. CES FRAIS SERONT ENCOURUS DE PLEIN DROIT PAR L'ENTREPRENEUR SANS SOMMATION PRÉALABLE ET SERONT PRÉLEVÉS SUR LES SOMMES À PAYER À L'ENTREPRENEUR, ET EN CAS D'INSUFFISANCE, SUR SON CAUTIONNEMENT.

1.24.2. ACCEPTATION

1.24.2.1. S'IL APPERT QUE CERTAINES PARTIES DU CONTRAT NE PEUVENT ÊTRE EXÉCUTÉES IMMÉDIATEMENT, OU S'IL NE RESTE À EFFECTUER QUE CERTAINS TRAVAUX OU RÉPARATIONS MINEURES, L'ACCEPTATION DES TRAVAUX NE SERA PAS RETARDÉE, MAIS UNE SOMME JUGÉE SUFFISANTE POUR LEDIT PARACHÈVEMENT DES TRAVAUX SERA RETENUE EN GARANTIE PAR LE PROPRIÉTAIRE, EN SUS DE LA GARANTIE EXIGÉE DANS CE CAHIER DES CHARGES.

1.24.2.2. L'ACCEPTATION DES TRAVAUX SE FERA EN AUTANT QUE TOUS LES TRAVAUX, SAUF CEUX QUI SONT PRÉVUS AU PARAGRAPHE 2.1 DE LA PRÉSENTE CLAUSE, AURONT ÉTÉ EXÉCUTÉS ET APRÈS QUE TOUS LES DOCUMENTS MENTIONNÉS CI-APRÈS AURONT ÉTÉ FOURNIS AU PROPRIÉTAIRE :

1.24.2.2.1. UNE LETTRE DE L'INGÉNIEUR ACCEPTANT LES TRAVAUX ET LES DÉCLARANT CONFORMES À SES PLANS ET À SES CAHIERS DES CHARGES; LA DATE DE L'ACCEPTATION SERA ÉTABLIE PAR CETTE LETTRE;

1.24.2.2.2. UNE DÉCLARATION SOLENNELLE ET NOTARIÉE À L'EFFET QUE LES SALAIRES DES OUVRIERS ONT ÉTÉ PAYÉS, DANS TOUS LES CAS CONFORMÉMENT À L'ÉCHELLE DES SALAIRES ÉTABLIE PAR LA CONVENTION COLLECTIVE ET LES DÉCRETS EN VIGUEUR;

1.24.2.2.3. LE CERTIFICAT D'ACCEPTATION DES TUYAUX ET APPAREILS DE PLOMBERIE ET DE DRAINAGE DU SERVICE SANITAIRE PROVINCIAL, S'IL Y A LIEU;

1.24.2.2.4. LE CERTIFICAT D'ACCEPTATION DE TOUTES LES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES PAR LE REPRÉSENTANT DES AUTORITÉS CONCERNÉES, S'IL Y A LIEU;

1.24.2.2.5. UNE DÉCLARATION ASSERMENTÉE DE L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL À L'EFFET QUE LES SOUS-TRAITANTS QUI ONT COLLABORÉ À LA CONSTRUCTION ONT ÉTÉ PAYÉS SAUF, S'IL Y A LIEU, LA RETENUE DE 10% DU MONTANT DE LEUR CONTRAT;

1.24.2.2.6. UNE DÉCLARATION ASSERMENTÉE DE L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL À L'EFFET QUE TOUS LES FOURNISSEURS DE MATÉRIAUX ONT ÉTÉ PAYÉS EN ENTIER;

1.24.2.2.7. UN CERTIFICAT DE RECHERCHE À DATE ÉTABLISSANT L'ABSENCE OU LA RADIATION DE L'ENREGISTREMENT DE TOUT PRIVILÈGE D'OUVRIERS, DE FOURNISSEURS DE MATÉRIAUX, DE SOUS-TRAITANTS OU AUTRES, AINSI QUE L'ABSENCE OU LA RADIATION DE L'ENREGISTREMENT DE TOUTE POURSUITE OU DE TOUT JUGEMENT AUX FINS DE CONSERVER TEL PRIVILÈGE.

1.24.2.2.8. TOUT AUTRE CERTIFICAT ET TOUTE GARANTIE QUI POURRAIENT ÊTRE REQUIS EN VERTU DES LOIS PROVINCIALES OU FÉDÉRALES ET DES RÈGLEMENTS LOCAUX;

1.24.2.2.9. COPIE DES PLANS REGISTRES.

1.25. TRAVAUX PAR L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL

1.25.1. L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT FOURNIR ET EXÉCUTER, À SES FRAIS, UN CERTAINS NOMBRES DE TRAVAUX QUI SONT DÉCRITS AUX PLANS ET AUX DEVIS DE MÉCANIQUE ET D'ÉLECTRICITÉ, TELS QUE L'EXCAVATION, LA BUTÉE DE PROTECTION DE LA REMONTÉE DES CONDUITS SUR LE POTEAU DE BRANCHEMENT, LES PERCEMENTS, LES FONDS DE CLOUAGE, LES TRAVAUX DE BÉTON, LES BASES DE PROPRETÉ, LES BOLLARDS DE PROTECTION, LES BASES DE BÉTON POUR LAMPADAIRES, LES SOCLES ET LES ÉQUIPEMENTS EN BÉTON PRÉFABRIQUÉS. AVANT DE COMMENCER LE PROJET, L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL SOUMETTRA À L'INGÉNIEUR, POUR APPROBATION, LE COÛT VENTILÉ DE CES TRAVAUX.

1.25.2. AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA FAIRE LOCALISER LES INFRASTRUCTURES SOUTERRAINES PAR INFO-EXCAVATION, VÉRIFIER LES ÉLÉVATIONS, VÉRIFIER LES EMPLACEMENT EXACTES DES SERVICES MUNICIPAUX ET ASSURER LA COORDINATION AVEC LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS.

CLIENT

LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC.

INGÉNIEUR

DESJARDINS EXPERT CONSEIL
Société d'ingénierie
Mécanique - Électricité du bâtiment / Drainage urbain
1666 PLACE DE LIERRE, LAVAL, QC H7G 4X7
T.450-663-1965 | F.450-663-6757 | WWW.GENIECONSEIL.COM

ARCHITECTE

STRUCTURE

NOTES

- L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.
- AUCUNE DIMENSION NE SERA PRISE SUR CE PLAN POUR FIN DE RELEVÉ À MOINS QUE CE PLAN SOIT UN ORIGINAL.
- TOUTES OMISSIONS OU ERREURS DÉCOUVERTES PAR L'ENTREPRENEUR OU AUTRES DEVRONT ÊTRE TRANSMISES À L'INGÉNIEUR AFIN D'APPORTER LES MODIFICATIONS REQUISES AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.
- TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION TOTALE OU PARTIELLE DE CE DOCUMENT EST STRICTEMENT INTERDITE À MOINS D'OBTENIR L'APPROBATION DE LA FIRME DESJARDINS EXPERT CONSEIL.

ÉMISSION

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

No	DATE	ÉMIS POUR:	PAR:
A	2018-04-18	ENTENTE INFRASTRUCTURE	J.D.
00	2018-04-06	SOUMISSION	J.D.

SCEAU

PROJET

WESTBURY

TITRE

ÉLECTRICITÉ

DEVIS

CONCEPTEUR: É.RACICOT
DESSINATEUR: É.PRÉVOST
PROJETEUR: É.RACICOT
INGÉNIEUR: J.DESJARDINS

ÉCHELLE AUCUNE

E-104

16093

16000 - INSTRUCTIONS SPÉCIFIQUES

1. 16000 GÉNÉRALITÉS
2. 16010 CONDITIONS SPÉCIFIQUES;

2.1. CONDITIONS GÉNÉRALES

2.1.1. LES CONDITIONS GÉNÉRALES DU DEVIS D'ARCHITECTURE FONT PARTIE INTÉGRANTE DE CE DEVIS.

2.2. CODES, RÈGLEMENTS ET PERMIS

2.2.1. L'APPAREILLAGE ET L'INSTALLATION DEVRONT ÊTRE CONFORMES AU CODE DE L'ÉLECTRICITÉ AINSI QU'À TOUS CODES, NORMES ET RÈGLEMENTS QUI RÉGISSENT LES GENRES DE SYSTÈMES ET D'INSTALLATION DEMANDÉES, SANS QUE L'ENTREPRENEUR PUISSE RÉCLAMER UNE RÉMUNÉRATION SUPPLÉMENTAIRE. AVANT DE COMMENCER TOUT TRAVAIL, L'ENTREPRENEUR DEVRA OBTENIR L'APPROBATION DES PLANS ET CAHIER DES CHARGES DE LA PART DES AUTORITÉS CONCERNÉES QUI ONT JURIDICTION. TOUS LES TRAVAUX NON-CONFORMES, ENTREPRIS AVANT LES APPROBATIONS REQUISES, INDIQUÉES AUX PLANS OU NON, SERONT CORRIGÉS PAR L'ENTREPRENEUR SANS FRAIS AU PROPRIÉTAIRE JUSQU'À CE QUE LES DIRECTIVES ET ORDONNANCES DES AUTORITÉS QUI ONT JURIDICTION SOIENT SATISFAITES. L'ENTREPRENEUR DEVRA PAYER TOUS LES PERMIS ET TAXES EXIGÉS ET, APRÈS L'ACCEPTATION DES TRAVAUX, TOUS LES DÉBOURSÉS PRÉVUS PAR LA LOI. L'ENTREPRENEUR DEVRA REMETTRE À L'INGÉNIEUR UNE COPIE DES PLANS APPROUVÉS AINSI QUE LES CERTIFICATS D,ACCEPTATION. TOUS LES APPAREILS ET ACCESSOIRES FOURNIS PAR L'ENTREPRENEUR DEVRONT PORTER LE SCEAU DU C.S.A. TOUS LES APPAREILS ET ACCESSOIRES SERONT FOURNIS ET INSTALLÉS PAR L'ENTREPRENEUR EN STRICTE CONFORMITÉ AVEC LES CODES, NORMES ET RÈGLEMENTS QUI RÉGISSENT LEURS INSTALLATIONS DANS LES AMBIANCES CONCERNÉES ET SELON LES DIRECTIVES DES MANUFACTURIERS.

2.3. INSPECTION

2.3.1. L'ENTREPRENEUR DEVRA, À SES FRAIS, FAIRE ACCEPTER LES TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ PAR LE REPRÉSENTANT DES AUTORITÉS CONCERNÉES SUIVANT CES PLANS ET DEVIS, TEL QUE PRÉVU PAR LA LOI.

2.4. NATURE DES TRAVAUX

2.4.1. LA PRÉSENTE SECTION COMPREND LA FOURNITURE DU MATÉRIEL, LA MAIN-D'OEUVRE, LE TRAVAIL, LES OUTILS, TOUT CE QUI EST NÉCESSAIRE POUR L'INSTALLATION COMPLÈTE :

2.4.1.1. D'UN SYSTÈME D'ÉCLAIRAGE DE RUE;
2.4.1.2. D'UN RÉSEAU DE CABLÂGE POUR L'ÉCLAIRAGE DE RUE;
2.4.1.3. D'UN SYSTÈME DE CONTROLE D'ÉCLAIRAGE DE RUE
2.4.1.4. LES TRAVAUX DEVRONT ÊTRE RÉALISER SELON LES NORMES ET EXIGENCES DE LA VILLE DE MONTRÉAL

2.4.2. CETTE LISTE EST NON LIMITATIVE ET NE DÉGAGE DONC PAS L'ENTREPRENEUR D'EXÉCUTER D'AUTRES TRAVAUX MENTIONNÉS AILLEURS DANS CETTE SECTION.

ÉLECTRICITÉ - EXIGENCES GÉNÉRALES CONCERNANT LES RÉSULTATS DES TRAVAUX

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 DOCUMENTS/ ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION/INFORMATION

.1 FICHES TECHNIQUES
.1 SOUMETTRE LES FICHES TECHNIQUES REQUISES AINSI QUE LES INSTRUCTIONS ET LA DOCUMENTATION. LES FICHES TECHNIQUES DOIVENT INDIQUER LES CARACTÉRISTIQUES DES PRODUITS, LES CRITÈRES DE PERFORMANCE, LES DIMENSIONS, LES LIMITES ET LA FINITION.

.2 DESSINS D'ATELIER
.2 LES SCHÉMAS DE CÂBLAGE ET LES DÉTAILS DE L'INSTALLATION DES APPAREILS DOIVENT INDIQUER L'EMPLACEMENT, L'IMPLANTATION, LE TRACÉ ET LA DISPOSITION PROPOSÉS, LES TABLEAUX DE CONTRÔLE, LES ACCESSOIRES, LA TUYAUTERIE, LES CONDUITS ET TOUS LES AUTRES ÉLÉMENTS QUI DOIVENT ÊTRE MONTRÉS POUR QUE L'ON PUISSE RÉALISER UNE INSTALLATION COORDONNÉE.
.3 LES SCHÉMAS DE CÂBLAGE DOIVENT INDIQUER LES BORNES TERMINALES, LE CÂBLAGE INTERNE DE CHAQUE APPAREIL DE MÊME QUE LES INTERCONNEXIONS ENTRE LES DIFFÉRENTS APPAREILS.
.4 LES DESSINS DOIVENT INDIQUER LES DÉGAGEMENTS NÉCESSAIRES AU FONCTIONNEMENT, Á L'ENTRETIEN ET AU REMPLACEMENT DES APPAREILS.
.5 SOUMETTRE UN EXEMPLAIRES DES DESSINS, ET DES FICHES TECHNIQUES, Á L'AUTORITÉ COMPÉTENTE, ET AUX AUTORITÉS D'INSPECTION.
.6 SI DES CHANGEMENTS SONT REQUIS, EN INFORMER LE REPRÉSENTANT DU CLIENT.

.3 CERTIFICATS
.1 UNE FOIS LES TRAVAUX TERMINÉS, SOUMETTRE UN RAPPORT D'ÉQUILIBRAGE DES CHARGES

1.02 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

.2 LIVRAISON ET ACCEPTATION: LIVRER LES MATÉRIAUX ET LE MATÉRIEL AU CHANTIER DANS LEUR EMBALLAGE D'ORIGINE, LEQUEL DOIT PORTER UNE ÉTIQUETTE INDIQUANT LE NOM ET L'ADRESSE DU FABRICANT.
.3 ENTREPOSAGE ET MANUTENTION
.1 ENTREPOSER LES MATÉRIAUX ET LE MATÉRIEL DE MANIÈRE QU'ILS NE REPOSENT PAS SUR LE SOL, DANS UN ENDROIT PROPRE, CONFORMÉMENT AUX RECOMMANDATIONS DU FABRICANT.
.2 ENTREPOSER DE MANIÈRE Á LES PROTÉGER CONTRE LES MARQUES, LES RAYURES ET LES ÉRAFLURES.
.3 REMPLACER LES MATÉRIAUX ET LE MATÉRIEL ENDOMMAGÉS PAR DES MATÉRIAUX ET DU MATÉRIEL NEUFS.

2 PRODUITS

2.01 EXIGENCES DE CONCEPTION

.1 LES TENSIONS DE FONCTIONNEMENT DOIVENT ÊTRE CONFORMES Á LA NORME CAN3-C235.
.2 LES DISPOSITIFS DE COMMANDE/CONTRÔLE/RÉGULATION ET DE DISTRIBUTION DOIVENT FONCTIONNER D'UNE FAÇON SATISFAISANTE Á LA FRÉQUENCE DE 60 HZ ET Á L'INTÉRIEUR DES LIMITES ÉTABLIES DANS LA NORME SUSMENTIONNÉE.
.1 LES APPAREILS DOIVENT POUVOIR FONCTIONNER SANS SUBIR DE DOMMAGES DANS LES CONDITIONS EXTRÊMES DÉFINIES DANS CETTE NORME.
.3 LANGUE D'EXPLOITATION ET D'AFFICHAGE: PRÉVOIR AUX FINS D'IDENTIFICATION ET D'AFFICHAGE DES ÉTIQUETTES EN ANGLAIS ET EN FRANÇAIS POUR LES DISPOSITIFS DE COMMANDE/CONTRÔLE.

2.02 MATÉRIAUX/MATÉRIEL

.2 LE MATÉRIEL ET LES APPAREILS DOIVENT ÊTRE CERTIFIÉS CSA.
.3 LES TABLEAUX DE COMMANDE/CONTRÔLE ET LES ENSEMBLES DE COMPOSANTS DOIVENT ÊTRE ASSEMBLÉS EN USINE.

2.03 APPAREILS ET COMMANDES/CONTRÔLES

.1 VÉRIFIER LES RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'INSTALLATION ET DE COORDINATION POUR CE QUI EST DES APPAREILS ET DES COMMANDES/CONTRÔLES, SELON LES INDICATIONS.
.2 CÂBLAGE ÉLECTRIQUES DES CIRCUITS DE COMMANDE/CONTRÔLE: CONFORMES Á LA SECTION 26 29 03 - DISPOSITIFS DE COMMANDE.

2.04 TERMINAISONS DU CÂBLAGE

.1 S'ASSURER QUE LES COSSES, LES BORNES ET LES VIS DES TERMINAISONS DU CÂBLAGE CONVIENNENT AUTANT POUR DES CONDUCTEURS EN CUIVRE QUE POUR DES CONDUCTEURS EN ALUMINIUM.

2.05 IDENTIFICATION DU MATÉRIEL

.1 LES PLAQUES INDICATRICES DES SECTIONNEURSET DES CONTACTEURS DOIVENT INDIQUER L'APPAREIL COMMANDÉ ET LA TENSION.
.2 LES PLAQUES INDICATRICES DES COFFRETS DE BORNIERS ET DES BOÎTES DE TIRAGE DOIVENT INDIQUER LE RÉSEAU ET LA TENSION.

2.06 IDENTIFICATION DU CÂBLAGE

.1 LES DEUX EXTRÉMITÉS DES CONDUCTEURS DE PHASE DE CHAQUE ARTÈRE ET DE CHAQUE CIRCUIT DE DÉRIVATION DOIVENT ÊTRE MARQUÉES DE FAÇON PERMANENTE ET INDÉLÉBILE Á L'AIDE D'UN RUBAN DE PLASTIQUE NUMÉROTÉ.
.2 CONSERVER L'ORDRE DES PHASES ET LE MÊME CODE DE COULEUR POUR TOUTE L'INSTALLATION.
.3 LE CODE DE COULEUR DOIT ÊTRE CONFORME Á LA NORME CSA C22.1.
.4 UTILISER DES CÂBLES DE COMMUNICATION FORMÉS DE CONDUCTEURS AVEC REPÉRAGE COULEUR UNIFORME DANS TOUT LE RÉSEAU.

2.07 IDENTIFICATION DES CONDUITS ET DES CÂBLES

.2 APPLIQUER DU RUBAN DE PLASTIQUE OU DE LA PEINTURE, COMME MOYEN DE REPÉRAGE, SUR LES CÂBLES OU LES CONDUITS Á TOUS LES 15 M.
.3 LES BANDES DES COULEURS DE BASE DOIVENT AVOIR 25 MM DE LARGEUR

	COULEUR DE BASE	COULEUR COMPLÉMENTAIRE
JUSQU'Á 250 V	JAUNE	
JUSQU'Á 600 V	JAUNE	VERT
COMMUNICATION	ROUGE	BLEU

3 EXÉCUTION

3.01 INSPECTION

.1 VÉRIFICATION DES CONDITIONS: AVANT DE PROCÉDER Á L'INSTALLATION, S'ASSURER QUE L'ÉTAT DES SURFACES/SUPPORTS PRÉALABLEMENT MIS EN OEUVRE AUX TERMES D'AUTRES SECTIONS OU CONTRATS EST ACCEPTABLE ET PERMET DE RÉALISER LES TRAVAUX CONFORMÉMENT AUX INSTRUCTIONS ÉCRITES DU FABRICANT.
.1 FAIRE UNE INSPECTION VISUELLE DES SURFACES/SUPPORTS EN PRÉSENCE DU REPRÉSENTANT DU CLIENT.
.2 INFORMER IMMÉDIATEMENT LE REPRÉSENTANT DU CLIENT DE TOUTE CONDITION INACCEPTABLE DÉCELÉE.
.3 COMMENCER LES TRAVAUX D'INSTALLATION SEULEMENT APRÈS AVOIR CORRIGÉ LES CONDITIONS INACCEPTABLES ET REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DU REPRÉSENTANT DU CLIENT.

3.02 INSTALLATION

.1 SAUF INDICATION CONTRAIRE, RÉALISER L'ENSEMBLE DE L'INSTALLATION CONFORMÉMENT Á LA NORME CSA C22.1.
.2 SAUF INDICATION CONTRAIRE, INSTALLER LES RÉSEAUX AÉRIENS ET SOUTERRAINS CONFORMÉMENT Á LA NORME CAN/CSA-C22.3 NUMÉRO 1.

3.03 ÉTIQUETTES, PLAQUES INDICATRICES ET PLAQUES SIGNALÉTIQUES

.1 S'ASSURER QUE LES ÉTIQUETTES CSA, LES PLAQUES INDICATRICES ET LES PLAQUES SIGNALÉTIQUES SONT VISIBLES ET LISIBLES UNE FOIS LE MATÉRIEL INSTALLÉ.

3.04 HAUTEURS DE MONTAGE

.1 SAUF INDICATION OU PRESCRIPTION CONTRAIRE, MESURER LA HAUTEUR DE MONTAGE DU MATÉRIEL Á PARTIR DE LA SURFACE DU PLANCHER REVÊTU JUSQU'Á LEUR AXE.
.2 DANS LES CAS OÙ LA HAUTEUR DE MONTAGE N'EST PAS INDIQUÉE, VÉRIFIER AUPRÈS DES PERSONNES COMPÉTENTES AVANT DE COMMENCER L'INSTALLATION.

3.05 COORDINATION DES DISPOSITIFS DE PROTECTION

.1 S'ASSURER QUE LES DISPOSITIFS DE PROTECTION DES CIRCUITS COMME LES DÉCLENCHEURS DE SURINTENSITÉ, LES RELAIS ET LES FUSIBLES SONT INSTALLÉS, QU'ILS SONT DU CALIBRE VOULU ET QU'ILS SONT RÉGLÉS AUX VALEURS REQUISES.

3.06 CONTRÔLE DE LA QUALITÉ SUR PLACE

.1 ÉQUILIBRAGE DES CHARGES
.1 MESURER LE COURANT DE PHASE DES PANNEAUX DE DISTRIBUTION SOUS CHARGES NORMALES (ÉCLAIRAGE) AU MOMENT DE LA RÉCEPTION DES TRAVAUX. RÉPARTIR LES CONNEXIONS DES CIRCUITS DE DÉRIVATION DE MANIÈRE Á OBTENIR LE MEILLEUR ÉQUILIBRE DU COURANT ENTRE LES DIVERSES PHASES ET NOTER LES MODIFICATIONS APPORTÉES AUX CONNEXIONS ORIGINALES.
.2 EFFECTUER LES ESSAIS DES ÉLÉMENTS SUIVANTS
.1 RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, Y COMPRIS LE CONTRÔLE DES PHASES, DE LA TENSION ET DE LA MISE Á LA TERRE, ET L'ÉQUILIBRAGE DES CHARGES.
.2 SYSTÈME D'ÉCLAIRAGE ET DISPOSITIFS DE COMMANDE/RÉGULATION.
.3 EFFECTUER LES ESSAIS EN PRÉSENCE DU REPRÉSENTANT DU CLIENT.
.4 FOURNIR LES APPAREILS DE MESURE, LES INDICATEURS, LES APPAREILS ET LE PERSONNEL REQUIS POUR L'EXÉCUTION DES ESSAIS DURANT LA RÉALISATION DES TRAVAUX ET Á L'ACHÈVEMENT DE CES DERNIERS.

3.07 MISE EN ROUTE DE L'INSTALLATION

.1 INSTRUIRE LE REPRÉSENTANT DU CLIENT ET LE PERSONNEL D'EXPLOITATION DU MODE DE FONCTIONNEMENT ET DES MÉTHODES D'ENTRETIEN DE L'INSTALLATION, DE SES APPAREILS ET DE SES COMPOSANTS.
.2 FOURNIR CES SERVICES PENDANT UNE DURÉE SUFFISANTE, EN PRÉVOYANT LE NOMBRE DE VISITES NÉCESSAIRES POUR METTRE LES APPAREILS EN MARCHE ET FAIRE EN SORTE QUE LE PERSONNEL D'EXPLOITATION CONNAISSE TOUS LES ASPECTS DE LEUR ENTRETIEN ET DE LEUR FONCTIONNEMENT.

MISE À LA TERRE DU SECONDAIRE

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 DOCUMENTS/ ÉCHANTILLONS A SOUMETTRE POUR APPROBATION/INFORMATION

.2 FICHES TECHNIQUES
.1 SOUMETTRE LES FICHES TECHNIQUES REQUISES AINSI QUE LES INSTRUCTIONS ET LA DOCUMENTATION DU FABRICANT CONCERNANT LE MATÉRIEL DE MISE À LA TERRE. LES FICHES TECHNIQUES DOIVENT INDIQUER LES CARACTÉRISTIQUES DES PRODUITS, LES CRITÈRES DE PERFORMANCE, LES DIMENSIONS, LES LIMITES ET LA FINITION.

1.02 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

.2 LIVRAISON ET ACCEPTATION : LIVRER LES MATÉRIAUX ET LE MATÉRIEL AU CHANTIER DANS LEUR EMBALLAGE D'ORIGINE, LEQUEL DOIT PORTER UNE ÉTIQUETTE INDIQUANT LE NOM ET L'ADRESSE DU FABRICANT.
.3 ENTREPOSAGE ET MANUTENTION
.1 ENTREPOSER LES MATÉRIAUX ET LE MATÉRIEL DE MANIÈRE CONFORMÉMENT AUX RECOMMANDATIONS DU FABRICANT.

2 PRODUITS

2.01 MATÉRIEL

.1 COLLIERS DE MISE À LA TERRE : GRANDEUR APPROPRIÉE, POUR RACCORDER LES CONDUCTEURS À UNE CONDUITE D'EAU SOUTERRAINE DE BONNE CONDUCTIVITÉ ÉLECTRIQUE.
.2 ÉLECTRODES NOYÉES DANS LE BÉTON : CONDUCTEUR EN CUIVRE NU, TORONNÉ, RECUIT, DE GROSSEUR SELON LES INDICATIONS AU BESOIN ET D'AU MOINS 6 M DE LONGUEUR.
.3 TIGES-ÉLECTRODES : ACIER GALVANISÉ ACIER CUIVRÉ OU EN ACIER INOXYDABLE, DE 19 MM DE DIAMÈTRE SUR AU MOINS 3 M DE LONGUEUR.
.5 CONDUCTEURS DE TERRE : CUIVRE NU, TORONNÉ RECUIT, DE GROSSEUR, DIAMÈTRE INDIQUÉ.
.6 CONDUCTEURS DE TERRE SOUS ISOLANT : VERTS, EN CUIVRE, DE DIAMÈTRE INDIQUÉ.
.7 BARRES OMNIBUS DE TERRE : CUIVRE, DIMENSIONS SELON LES INDICATIONS, AVEC SUPPORTS ISOLANTS, FIXATIONS ET CONNECTEURS.
.8 ACCESSOIRES ANTICORROSION NÉCESSAIRES AU SYSTÈME DE MISE À LA TERRE, DE TYPES, DIMENSIONS ET MATÉRIAUX SELON LES INDICATIONS, NOTAMMENT LES ACCESSOIRES CI-DESSOUS.
.1 EMBOUTS DE MISE À LA TERRE ET DE LIAISONNEMENT.
.2 BRIDES DE PROTECTION.
.3 CONNECTEURS BOULONNÉS.
.4 CONNECTEURS À SOUDER PAR ALUMINOTHERMIE.
.5 CAVALIERS, TRESSES ET BARRETTES DE LIAISON.
.6 CONNECTEURS SERRE-FILS.

3 EXÉCUTION

3.01 EXAMEN

.1 VÉRIFICATION DES CONDITIONS : AVANT DE PROCÉDER À L'INSTALLATION DU MATÉRIEL DE MISE À LA TERRE, S'ASSURER QUE L'ÉTAT DES SURFACES/SUPPORTS PRÉALABLEMENT MIS EN OEUVRE AUX TERMES D'AUTRES SECTIONS OU CONTRATS EST ACCEPTABLE ET PERMET DE RÉALISER LES TRAVAUX CONFORMÉMENT AUX INSTRUCTIONS ÉCRITES DU FABRICANT.

3.02 INSTALLATION - GÉNÉRALITÉS

.1 INSTALLER UN SYSTÈME COMPLET, PERMANENT ET CONTINU DE MISE À LA TERRE, COMPRENANT LES ÉLECTRODES, CONDUCTEURS, CONNECTEURS ET ACCESSOIRES NÉCESSAIRES.
.2 POSER LES CONNECTEURS SELON LES DIRECTIVES DU FABRICANT.
.3 PROTÉGER CONTRE LES DOMMAGES LES CONDUCTEURS DE MISE À LA TERRE POSÉS À DÉCOUVERT.
.4 RÉALISER À L'AIDE DE CONNECTEURS MÉCANIQUES PERMANENTS OU DE CONNECTEURS À COMPRESSION EN CUIVRE OUVRÉ, CONTRÔLABLES, CONFORMES À LA NORME ANSI/IEEE 837, LES CONNEXIONS ENFOUIES, LES CONNEXIONS AUX ÉLECTRODES ET LES CONNEXIONS À UNE CONDUITE D'EAU SOUTERRAINE PRÉSENTANT UNE BONNE CONDUCTIVITÉ.
.5 UTILISER DES CONNECTEURS MÉCANIQUES POUR FAIRE LES RACCORDEMENTS DES APPAREILS MUNIS DE BORNES DE TERRE.
.6 LES JOINTS SOUDÉS SONT INTERDITS.
.7 POSER UN CONDUCTEUR DE TERRE DISTINCT POUR CHAQUE LAMPADAIRE D'ÉCLAIRAGE EXTÉRIEUR.

3.03 REGARD(S) D'ENTRETIEN

.1 POSER, DANS CHAQUE REGARD(S) D'ENTRETIEN, UNE BORNE DE TERRE FILETÉE FACILEMENT ACCESSIBLE, UNE ÉLECTRODE ET UN CONDUCTEUR EN CUIVRE TORONNÉ DE GROSSEUR INDIQUÉE.
.2 INSTALLER, DANS CHAQUE REGARD(S) D'ENTRETIEN, UNE TIGE DE TERRE ENFONCÉE DE FAÇON QUE LE HAUT, MUNI D'UNE BRIDE DE RACCORDEMENT, DÉPASSE DU PLANCHER DU REGARD(S) D'ENTRETIEN. CONFIRMER QUE LA VALEUR DE RÉSISTANCE À LA TERRE RESPECTE OU DÉPASSE LES EXIGENCES MINIMALES DU CODE CANADIEN DE L'ÉLECTRICITÉ.

3.04 ÉLECTRODES

.1 FAIRE LES CONNEXIONS DE MISE À LA TERRE SUR LA CONDUITE D'EAU, ENFOUIE ET ÉLECTRIQUEMENT CONDUCTRICE SUR TOUTE SA LONGUEUR, DU CÔTÉ RUE DU COMPTEUR D'EAU.
.2 POSER UNE DÉRIVATION AU COMPTEUR D'EAU.
.3 POSER DES ÉLECTRODES ENCASTRÉES DANS LE BÉTON DES EMPATTEMENTS DE LA FONDATION DU BÂTIMENT, ET RACCORDER LES BORNES AU RÉSEAU DE TERRE.
.4 POSER LES TIGES D'ÉLECTRODES ET FAIRE LES RACCORDEMENTS DE MISE À LA TERRE INDIQUÉS.
.5 RELIER ENTRE ELLES LES ÉLECTRODES INDÉPENDANTES.
.6 UTILISER DES CONDUCTEURS EN CUIVRE DE GROSSEUR 2/0 AWG POUR FAIRE LE RACCORDEMENT AUX ÉLECTRODES.
.7 PRENDRE DES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES POUR INSTALLER LES ÉLECTRODES DE MANIÈRE À OBTENIR UNE VALEUR DE RÉSISTANCE À LA TERRE ACCEPTABLE DANS LES TERRAINS SABLONNEUX OU ROCAILLEUX. FAIRE LES RACCORDEMENTS SELON LES INDICATIONS.

3.05 MISE A LA TERRE DU RÉSEAU ET DES CIRCUITS

.1 FAIRE LES RACCORDEMENTS DE MISE À LA TERRE DU RÉSEAU ET DES CIRCUITS DU RÉSEAU SECONDAIRE.

3.06 MISE A LA TERRE DE L'APPAREILLAGE

.1 FAIRE LES RACCORDEMENTS DE MISE À LA TERRE PRESCRITS, POUR L'ENSEMBLE DU MATÉRIEL, NOTAMMENT : APPAREILS DE BRANCHEMENT, TRANSFORMATEURS, APPAREILLAGE DE COMMUTATION, CANALISATIONS, BÂTIS DE MOTEURS, CENTRES DE COMMANDE DE MOTEURS, DÉMARREURS, TABLEAUX DE COMMANDE, CHARPENTE EN ACIER, GROUPES ÉLECTROGÈNES, ALTERNATEURS, ASCENSEURS ET ESCALIERS MÉCANIQUES, PANNEAUX DE DISTRIBUTION, RÉSEAU D'ÉCLAIRAGE EXTÉRIEUR ET CHEMINS DE CÂBLES.

3.07 BARRES OMNIBUS DE MISE A TERRE

.1 MONTER LES BARRES OMNIBUS EN CUIVRE SUR DES SUPPORTS ISOLÉS FIXÉS AU MUR DES LOCAUX DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES ET DU MATÉRIEL DE COMMUNICATION.
.2 RELIER L'APPAREILLAGE DU LOCAL DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES, AINSI QUE LE MATÉRIEL DE TI DU LOCAL DU MATÉRIEL DE COMMUNICATION, À LA BARRE OMNIBUS DE MISE À LA TERRE, À L'AIDE DE CONDUCTEURS INDIVIDUELS EN CUIVRE NU, TORONNÉ, DE GROSSEUR 2/0 AWG.

3.10 PERGÉLISOL

.1 ENFONCER TROIS (3) TIGES DE TERRE EN ACIER CUIVRÉ, DE 19 MM DIAMÈTRE X 3 M, À 1.8 M D'INTERVALLE AU MOINS, DANS UN SOL NON REMUÉ. SI LES TIGES NE PEUVENT PÉNÉTRER LE PERGÉLISOL, LES INCLINER À UN ANGLE NE DÉPASSANT PAS 60 DEGRÉS DE LA VERTICALE, ET LES ENFONCER TOUTES DANS LA MÊME DIRECTION. LES TIGES DOIVENT ÊTRE ENFONCÉES ET NON POSÉES DANS DES TRANCHÉES.
.2 POSER DES INTERCONNEXIONS D'ÉLECTRODES AUX ENDROITS OÙ DES PIÈCES MÉTALLIQUES, CIRCUITS, OU CONDUCTEURS ET/OU ÉLECTRODES DE TERRE SONT À PROXIMITÉ DES FILS DE DESCENTE DE PARATONNERRE.

3.11 CONTROLE DE LA QUALITÉ SUR PLACE

.1 FAIRE LES ESSAIS CONFORMÉMENT À LA SECTION 26 05 00 - ÉLECTRICITÉ - EXIGENCES GÉNÉRALES CONCERNANT LES RÉSULTATS DES TRAVAUX.
.2 VÉRIFIER LA CONTINUITÉ ET LA RÉSISTANCE DU RÉSEAU DE MISE À LA TERRE SELON DES MÉTHODES APPROPRIÉES AUX CONDITIONS LOCALES, ET APPROUVÉES PAR LE REPRÉSENTANT DU CLIENT ET LES AUTORITÉS LOCALES COMPÉTENTES.
.3 FAIRE LES ESSAIS AVANT DE METTRE L'INSTALLATION ÉLECTRIQUE SOUS TENSION.
.4 PENDANT LES ESSAIS, DÉBRANCHER L'INDICATEUR DE FUITES À LA TERRE.

ARMOIRE POUR ÉQUIPEMENT EXTÉRIEUR

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 DOCUMENTS/ ÉCHANTILLONS A SOUMETTRE POUR APPROBATION/INFORMATION

.2 FICHES TECHNIQUES
.1 SOUMETTRE LES FICHES TECHNIQUES REQUISES AINSI QUE LES INSTRUCTIONS ET LA DOCUMENTATION DU FABRICANT CONCERNANT LES ARMOIRES POUR ÉQUIPEMENT EXTÉRIEUR. LES FICHES TECHNIQUES DOIVENT INDIQUER LES CARACTÉRISTIQUES DES PRODUITS, LES CRITÈRES DE PERFORMANCE, LES DIMENSIONS, LES LIMITES ET LA FINITION.

1.02 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

.1 LIVRAISON ET ACCEPTATION : LIVRER LES MATÉRIAUX ET LE MATÉRIEL AU CHANTIER DANS LEUR EMBALLAGE D'ORIGINE, LEQUEL DOIT PORTER UNE ÉTIQUETTE INDIQUANT LE NOM ET L'ADRESSE DU FABRICANT.
.3 ENTREPOSAGE ET MANUTENTION
.1 ENTREPOSER LES MATÉRIAUX ET LE MATÉRIEL DE MANIÈRE QU'ILS NE REPOSENT PAS SUR LE SOL, DANS UN ENDROIT PROPRE, CONFORMÉMENT AUX RECOMMANDATIONS DU FABRICANT.
.2 ENTREPOSER LES ARMOIRES POUR MATÉRIEL EXTÉRIEUR DE MANIÈRE À LES PROTÉGER CONTRE LES MARQUES, LES RAYURES ET LES ÉRAFLURES.
.3 REMPLACER LES MATÉRIAUX ET LE MATÉRIEL ENDOMMAGÉS PAR DES MATÉRIAUX ET DU MATÉRIEL NEUFS.

2 PRODUITS

2.01 MATÉRIAUX ET MATÉRIEL

.1 SELON LES PRESCRIPTION DES DESSINS NORMALISÉ DE LA VILLE DE MONTREAL.

3 EXÉCUTION

3.01 EXAMEN

.1 VÉRIFICATION DES CONDITIONS : AVANT DE PROCÉDER À L'INSTALLATION DES ARMOIRES POUR MATÉRIEL EXTÉRIEUR, S'ASSURER QUE L'ÉTAT DES SURFACES/SUPPORTS PRÉALABLEMENT MIS EN OEUVRE AUX TERMES D'AUTRES SECTIONS OU CONTRATS EST ACCEPTABLE ET PERMET DE RÉALISER LES TRAVAUX CONFORMÉMENT AUX INSTRUCTIONS ÉCRITES DU FABRICANT.
.1 FAIRE UNE INSPECTION VISUELLE DES SURFACES/SUPPORTS EN PRÉSENCE DU REPRÉSENTANT DU CLIENT.
.2 INFORMER IMMÉDIATEMENT LE REPRÉSENTANT DU CLIENT DE TOUTE CONDITION INACCEPTABLE DÉCELÉE.
.3 COMMENCER LES TRAVAUX D'INSTALLATION SEULEMENT APRÈS AVOIR CORRIGÉ LES CONDITIONS INACCEPTABLES ET REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DU REPRÉSENTANT DU CLIENT.

3.02 INSTALLATION

.1 ASSEMBLER L'ARMOIRE CONFORMÉMENT AUX INSTRUCTIONS DU FABRICANT, ET LA MONTER SOLIDEMENT SELON LES INDICATIONS.

FUSIBLES - BASSE TENSION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 DOCUMENTS/ ÉCHANTILLONS A SOUMETTRE POUR APPROBATION/INFORMATION

.1 FICHES TECHNIQUES
.1 SOUMETTRE LES CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES NOMINALES DE PERFORMANCE DE CHAQUE TYPE DE FUSIBLE UTILISÉ.
.3 DESSINS D'ATELIER
.1 SOUMETTRE LES DESSINS D'ATELIER REQUIS.

1.02 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

.1 EXPÉDIER LES FUSIBLES DANS LEUR CONTENANT D'ORIGINE.

2 PRODUITS

2.01 FUSIBLES - GÉNÉRALITÉS

.1 FUSIBLES : PRODUIT D'UN SEUL ET MÊME FABRICANT.

2.02 TYPES DE FUSIBLES

.1 FUSIBLES DE LA CLASSE CC.

3 EXÉCUTION

3.01 INSTALLATION

.1 INSÉRER LES FUSIBLES DANS LES PORTE-FUSIBLES IMMÉDIATEMENT AVANT LA MISE SOUS TENSION DU CIRCUIT.
.2 S'ASSURER QUE LES FUSIBLES SONT INSÉRÉS DANS LES PORTE-FUSIBLES APPROPRIÉS ET PARFAITEMENT ASSORTIS.
.3 S'ASSURER QUE LES BONS FUSIBLES SONT INSÉRÉS À L'ENDROIT APPROPRIÉ POUR PROTÉGER LE CIRCUIT ÉLECTRIQUE DÉSIGNÉ.

ÉCLAIRAGE ROUTIER

1 GÉNÉRALITÉS

1.02 DOCUMENTS/ ÉCHANTILLONS A SOUMETTRE POUR APPROBATION/INFORMATION

.2 FICHES TECHNIQUES
.1 SOUMETTRE LES FICHES TECHNIQUES REQUISES AINSI QUE LES INSTRUCTIONS ET LA DOCUMENTATION DU FABRICANT CONCERNANT L'ÉCLAIRAGE ROUTIER. LES FICHES TECHNIQUES DOIVENT INDIQUER LES CARACTÉRISTIQUES DES PRODUITS, LES CRITÈRES DE PERFORMANCE, LES DIMENSIONS, LES LIMITES ET LA FINITION.

1.03 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

.1 LIVRAISON ET ACCEPTATION : LIVRER LES MATÉRIAUX ET LE MATÉRIEL AU CHANTIER DANS LEUR EMBALLAGE D'ORIGINE, LEQUEL DOIT PORTER UNE ÉTIQUETTE INDIQUANT LE NOM ET L'ADRESSE DU FABRICANT.
.2 ENTREPOSAGE ET MANUTENTION
.1 ENTREPOSER LES MATÉRIAUX ET LE MATÉRIEL DE MANIÈRE QU'ILS NE REPOSENT PAS SUR LE SOL, DANS UN ENDROIT PROPRE, SEC ET BIEN AÉRÉ, CONFORMÉMENT AUX RECOMMANDATIONS DU FABRICANT.
.2 ENTREPOSER LE MATÉRIEL D'ÉCLAIRAGE ROUTIER DE MANIÈRE À LE PROTÉGER CONTRE LES MARQUES, LES RAYURES ET LES ÉRAFLURES.
.3 REMPLACER LES MATÉRIAUX ET LE MATÉRIEL ENDOMMAGÉS PAR DES MATÉRIAUX ET DU MATÉRIEL NEUFS.

2 PRODUITS

2.01 POTEAUX EN ACIER

.1 POTEAUX EN ACIER, CONÇUS POUR ALIMENTATION SOUTERRAINE ET PRÉSENTANT LES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES.
.1 FUT SELON LES DESSSINS NORMALISÉ DE LA VILLE DE MONTRÉAL
.2 POTEAUX À MONTER SUR SOCLE EN BÉTON
.3 TYPE DE PORTEAUX : MONOPIÈCE; PAROI D'UNE ÉPAISSEUR D'AU MOINS 4.76 MM; CONIQUE, SECTION RONDE.
.4 FÛT DROIT, COMPORTANT UN (1)SUPPORT POUR LUMINAIRE
.5 BORNE DE MISE À LA TERRE.

2.02 SUPPORTS POUR LUMINAIRES

.1 SUPPORTS EN ACIER CONVENANT AU TYPE DE LUMINAIRE PRESCRIT ET PRÉSENTANT LES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES.
.1 SUPPORTS SIMPLES, SELON LES INDICATIONS.

2.03 LUMINAIRES

.1 LUMINAIRE À BOÎTIER EN ALUMINIUM MOULÉ, À L'ÉPREUVE DES INTEMPÉRIES, MUNI DES ACCESSOIRES SUIVANTS.
.1 SELON LES DESSINS NORMALISÉ DE LA VILLE DE MONTRÉAL
.2 LUMINAIRES PRÉFILÉS EN USINE AVEC BALLAST INCORPORÉ, PRÊTS À ÊTRE CONNECTÉS PAR LE BLOC À BORNES.

3 EXÉCUTION

3.01 INSPECTION

.1 VÉRIFICATION DES CONDITIONS : AVANT DE PROCÉDER À L'INSTALLATION DU MATÉRIEL D'ÉCLAIRAGE ROUTIER, S'ASSURER QUE L'ÉTAT DES SURFACES/SUPPORTS PRÉALABLEMENT MIS EN OEUVRE AUX TERMES D'AUTRES SECTIONS OU CONTRATS EST ACCEPTABLE ET PERMET DE RÉALISER LES TRAVAUX CONFORMÉMENT AUX INSTRUCTIONS ÉCRITES DU FABRICANT.
.1 FAIRE UNE INSPECTION VISUELLE DES SURFACES/SUPPORTS EN PRÉSENCE DU REPRÉSENTANT DU CLIENT.
.2 INFORMER IMMÉDIATEMENT LE REPRÉSENTANT DU DE TOUTE CONDITION INACCEPTABLE DÉCELÉE.
.3 COMMENCER LES TRAVAUX D'INSTALLATION SEULEMENT APRÈS AVOIR CORRIGÉ LES CONDITIONS INACCEPTABLES ET REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DU REPRÉSENTANT DU CLIENT.

3.02 INSTALLATION

.1 INSTALLER LES POTEAUX, ÉQUIPÉS DE LEURS SUPPORTS, DE MANIÈRE QU'ILS SOIENT DROITS ET D'APLOMB, SELON LES INSTRUCTIONS DU FABRICANT.
.2 INSTALLER LES LUMINAIRES SUR LES POTEAUX ET POSER LES LAMPES.
.3 VÉRIFIER L'ORIENTATION, LA HAUTEUR ET L'INCLINAISON DES LUMINAIRES.
.4 CONNECTER LES LUMINAIRES AU CIRCUIT D'ÉCLAIRAGE.
.5 EFFECTUER LES ESSAIS REQUIS, CONFORMÉMENT À LA SECTION ÉLECTRICITÉ - LES EXIGENCES DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

POSE DE CÂBLES EN TRANCHÉE ET EN CONDUITS

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 DOCUMENTS/ ÉCHANTILLONS A SOUMETTRE POUR APPROBATION/INFORMATION

.2 FICHES TECHNIQUES
.1 SOUMETTRE LES FICHES TECHNIQUES REQUISES AINSI QUE LES INSTRUCTIONS ET LA DOCUMENTATION DU FABRICANT CONCERNANT LES CÂBLES. LES FICHES TECHNIQUES DOIVENT INDIQUER LES CARACTÉRISTIQUES DES PRODUITS, LES CRITÈRES DE PERFORMANCE, LES DIMENSIONS, LES LIMITES ET LA FINITION.

1.02 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

.1 TRANSPORTER, ENTREPOSER ET MANUTENTIONNER LES MATÉRIAUX ET LE MATÉRIEL CONFORMÉMENT AUX INSTRUCTIONS ÉCRITES DU FABRICANT.
.2 LIVRAISON ET ACCEPTATION : LIVRER LES MATÉRIAUX ET LE MATÉRIEL AU CHANTIER DANS LEUR EMBALLAGE D'ORIGINE, LEQUEL DOIT PORTER UNE ÉTIQUETTE INDIQUANT LE NOM ET L'ADRESSE DU FABRICANT.
.3 ENTREPOSAGE ET MANUTENTION
.1 ENTREPOSER LES MATÉRIAUX ET LE MATÉRIEL DE MANIÈRE QU'ILS NE REPOSENT PAS SUR LE SOL DANS UN ENDROIT PROPRE, CONFORMÉMENT AUX RECOMMANDATIONS DU FABRICANT.
.2 ENTREPOSER LES CÂBLES DE MANIÈRE À LES PROTÉGER CONTRE LES MARQUES, LES RAYURES ET LES ÉRAFLURES.
.3 REMPLACER LES MATÉRIAUX ET LE MATÉRIEL ENDOMMAGÉS PAR DES MATÉRIAUX ET DU MATÉRIEL NEUFS.

2.01 EXAMEN

.1 VÉRIFICATION DES CONDITIONS : AVANT DE PROCÉDER À L'INSTALLATION DES CÂBLES, S'ASSURER QUE L'ÉTAT DES SURFACES/SUPPORTS PRÉALABLEMENT MIS EN OEUVRE AUX TERMES D'AUTRES SECTIONS OU CONTRATS EST ACCEPTABLE ET PERMET DE RÉALISER LES TRAVAUX CONFORMÉMENT AUX INSTRUCTIONS ÉCRITES DU FABRICANT.
.1 FAIRE UNE INSPECTION VISUELLE DES SURFACES/SUPPORTS EN PRÉSENCE DU REPRÉSENTANT DU CLIENT.
.2 INFORMER IMMÉDIATEMENT LE REPRÉSENTANT DU CLIENT DE TOUTE CONDITION INACCEPTABLE DÉCELÉE.
.2 COMMENCER LES TRAVAUX D'INSTALLATION SEULEMENT APRÈS AVOIR CORRIGÉ LES CONDITIONS INACCEPTABLES3.01 POSE DE CABLES EN CONDUITS
.1 POSER LES CÂBLES DANS LES CONDUITS, SELON LES INDICATIONS.
.2 IL EST INTERDIT DE TIRER DES CÂBLES ÉPISSÉS DANS LES CONDUITS.
.3 POSER SIMULTANÉMENT TOUS LES CÂBLES PASSANT DANS LA MÊME CANALISATION.
.4 POUR RÉDUIRE LA TENSION DE TIRAGE, UTILISER DES LUBRIFIANTS APPROUVÉS PAR LA CSA ET COMPATIBLES AVEC L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU CÂBLE.
.5 POUR PERMETTRE D'ASSORTIR PLUS FACILEMENT LES CÂBLES DE COMMANDE MULTICONDUCTEURS À CODE DE COULEURS, TOUJOURS LES DÉROULER DANS LE MÊME SENS DURANT LA POSE.
.6 AVANT DE TIRER LES CÂBLES DANS LES CONDUITS, ET JUSQU'À CE QU'ILS SOIENT RACCORDÉS DE FAÇON DÉFINITIVE, OBTURER LES EXTRÉMITÉS DES CÂBLES À GAINE DE PLOMB AU MOYEN D'UNE SOUDURE PAR ESSUYAGE, ET CELLES DES AUTRES CÂBLES, AU MOYEN D'UN RUBAN DE SCELLEMENT HYDROFUGE.
.7 UNE FOIS LA POSE DES CÂBLES TERMINÉE, OBTURER LES EXTRÉMITÉS DES CONDUITS AU MOYEN D'UN PRODUIT CONÇU POUR LE SCELLEMENT DES CONDUITS.

3.05 CONTROLE DE LA QUALITÉ SUR PLACE

.1 FAIRE LES ESSAIS CONFORMÉMENT À LA SECTION 26 05 00 - ÉLECTRICITÉ - EXIGENCES GÉNÉRALES CONCERNANT LES RÉSULTATS DES TRAVAUX.
.2 CONFIER L'EXÉCUTION DES ESSAIS À UN PERSONNEL COMPÉTENT.
.1 FOURNIR LES INSTRUMENTS ET LE MATÉRIEL NÉCESSAIRES.
.3 VÉRIFIER L'ORDRE DES PHASES ET REPÉRER INDIVIDUELLEMENT LES CONDUCTEURS DE CHAQUE PHASE DE CHAQUE ARTÈRE D'ALIMENTATION.
.4 VÉRIFIER LA CONTINUITÉ DE TOUTES LES ARTÈRES D'ALIMENTATION; S'ASSURER QUE CES DERNIÈRES SONT EXEMPTES DE COURTS-CIRCUITS ET DE FUITES À LA TERRE.
.1 S'ASSURER QUE LA RÉSISTANCE ENTRE LA TERRE ET CHAQUE CIRCUIT N'EST PAS INFÉRIEURE À 50 MÉGOHMS.
.5 ESSAIS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION.
.1 APRÈS LA POSE DES CÂBLES, MAIS AVANT L'ÉPISSAGE ET LE RACCORDEMENT, MESURER LA RÉSISTANCE D'ISOLEMENT DE CHAQUE CONDUCTEUR DE PHASE, À L'AIDE D'UN MÉGOHMMÈTRE DE 1000 V.
.2 APRÈS L'EXÉCUTION DE CHAQUE ÉPISSURE ET/OU RACCORDEMENT, VÉRIFIER LA RÉSISTANCE DE L'ISOLANT AFIN DE S'ASSURER QUE LE RÉSEAU DE CÂBLES EST PRÊT POUR L'ESSAI DE RÉCEPTION.
.6 ESSAIS DE RÉCEPTION
.1 S'ASSURER QUE TOUTES LES TERMINAISONS ET TOUT LE MATÉRIEL ACCESSOIRE SONT DÉBRANCHÉS.
.2 METTRE À LA TERRE LES BLINDAGES, LES FILS DE TERRE, LES ARMURES MÉTALLIQUES ET LES CONDUCTEURS NON SOUMIS AUX ESSAIS.
.3 ESSAIS DE RIGIDITÉ DIÉLECTRIQUE
.4 ESSAI DE COURANT DE FUITE
.1 AUGMENTER LA TENSION PAR ÉCHELONS, DE 0 À LA VALEUR MAXIMALE PRESCRITE PAR LE FABRICANT, POUR LE TYPE DE CÂBLE MIS À L'ESSAI.
.7 FOURNIR AU REPRÉSENTANT DU CLIENT UNE LISTE DES RÉSULTATS D'ESSAIS INDIQUANT L'EMPLACEMENT DE CHAQUE POINT D'ESSAI, LE CIRCUIT MIS À L'ESSAI ET LE RÉSULTAT DE CHAQUE ESSAI.
.8 ENLEVER ET REMPLACER INTÉGRALEMENT TOUTE LONGUEUR DE CÂBLE QUI NE SATISFAIT PAS AUX CRITÈRES DES ESSAIS.

PANNEAUX DE DISTRIBUTION À DISJONCTEURS

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 DOCUMENTS/ ÉCHANTILLONS A SOUMETTRE POUR APPROBATION/INFORMATION

.2 FICHES TECHNIQUES
.1 SOUMETTRE LES FICHES TECHNIQUES REQUISES AINSI QUE LES INSTRUCTIONS ET LA DOCUMENTATION DU FABRICANT CONCERNANT LES PANNEAUX DE DISTRIBUTION. LES FICHES TECHNIQUES DOIVENT INDIQUER LES CARACTÉRISTIQUES DES PRODUITS, LES CRITÈRES DE PERFORMANCE, LES DIMENSIONS, LES LIMITES ET LA FINITION.
.3 DESSINS D'ATELIER
.1 INDIQUER SUR LES DESSINS CE QUI SUIT.
.1 LES CARACTÉRISTIQUES ÉLECTRIQUES DES PANNEAUX, LE NOMBRE, LE TYPE ET LE CALIBRE DES DISJONCTEURS DE DÉRIVATION, ET LES DIMENSIONS DU COFFRET.

1.02 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

.1 LIVRAISON ET ACCEPTATION : LIVRER LES MATÉRIAUX ET LE MATÉRIEL AU CHANTIER DANS LEUR EMBALLAGE D'ORIGINE, LEQUEL DOIT PORTER UNE ÉTIQUETTE INDIQUANT LE NOM ET L'ADRESSE DU FABRICANT.
.3 ENTREPOSAGE ET MANUTENTION
.1 ENTREPOSER LES MATÉRIAUX ET LE MATÉRIEL DE MANIÈRE QU'ILS NE REPOSENT PAS SUR LE SOL, DANS UN ENDROIT PROPRE, CONFORMÉMENT AUX RECOMMANDATIONS DU FABRICANT.
.2 ENTREPOSER LES PANNEAUX DE DISTRIBUTION DE MANIÈRE À LES PROTÉGER CONTRE LES MARQUES, LES RAYURES ET LES ÉRAFLURES.
.3 REMPLACER LES MATÉRIAUX ET LE MATÉRIEL ENDOMMAGÉS PAR DES MATÉRIAUX ET DU MATÉRIEL NEUFS.

2 PRODUITS

2.01 PANNEAUX DE DISTRIBUTION

.1 PANNEAUX DE DISTRIBUTION : CONFORMES À LA NORME CSA C22.2 NUMÉRO 29. TOUS LES PANNEAUX DE DISTRIBUTION DOIVENT PROVENIR D'UN SEUL ET MÊME FABRICANT.
.1 LES DISJONCTEURS DOIVENT ÊTRE POSÉS DANS LES PANNEAUX AVANT LIVRAISON AU CHANTIER.
.2 LES PLAQUES SIGNALÉTIQUES DU FABRICANT DOIVENT INDIQUER, EN PLUS DES DONNÉES EXIGÉES PAR LA CSA, LE COURANT DE DÉFAUT QUE LE PANNEAU ET LES DISJONCTEURS PEUVENT SUPPORTER.
.2 PANNEAUX DE 250 ET 600 V, TENUE DES BARRES OMNIBUS AU COURANT DE DÉFAUT, 22KA (SYMÉTRIQUES); LES DISJONCTEURS DOIVENT AVOIR UN POUVOIR DE COUPURE NOMINAL DE 22KA (SYMÉTRIQUES) OU SELON LES INDICATIONS.
.3 FAIRE LES RACCORDEMENTS DE MANIÈRE QUE LES CIRCUITS À NUMÉRO IMPAIR SOIENT ALIMENTÉS PAR LA BARRE DE GAUCHE, ET CEUX À NUMÉRO PAIR, PAR LA BARRE DE DROITE. CHAQUE DISJONCTEUR DOIT PORTER L'IDENTIFICATION PERMANENTE DU NUMÉRO DE CIRCUIT ET DE LA PHASE.
.4 PANNEAUX DE DISTRIBUTION : INTENSITÉ NOMINALE, NUMÉROS ET CALIBRES DES DISJONCTEURS DE DÉRIVATION SELON LES INDICATIONS.
.5 AU MOINS DEUX (2) DISPOSITIFS DE VERROUILLAGE INSTALLÉS D'AFFLEUREMENT PAR PANNEAU DE DISTRIBUTION.
.6 TOUS LES PANNEAUX DE DISTRIBUTION DOIVENT AVOIR LE MÊME TYPE DE SERRURE. FOURNIR DEUX (2) CLÉS POUR CHAQUE PANNEAU.
.7 BARRES OMNIBUS EN CUIVRE; BARRE NEUTRE DE MÊME INTENSITÉ ADMISSIBLE QUE LES BARRES DE PHASE D'UNE INTENSITÉ ADMISSIBLE.
.8 BARRES OMNIBUS POUVANT RECEVOIR DES DISJONCTEURS BOULONNÉS.
.9 CADRE DE LA PORTE DES PANNEAUX AVEC BOULONS ET CHARNIÈRES DISSIMULÉS.
.10 PORTE ET CADRE DE PORTE REVÊTUS DE PEINTURE-ÉMAIL CUITE AU FOUR OU SELON LES INDICATIONS DU TABLEAU DES FINITIONS.
.11 BARRE OMNIBUS DE MISE À LA TERRE, ISOLÉE.

2.02 DISJONCTEURS

.1 DISJONCTEURS CONFORMES À LA SECTION 26 28 16.02 - DISJONCTEURS SOUS BOÎTIER MOULÉ.
.2 SAUF INDICATION CONTRAIRE, LES PANNEAUX DE DISTRIBUTION DOIVENT ÊTRE MUNIS DE DISJONCTEURS À DÉCLENCHEMENT THERMOMAGNÉTIQUE.

2.03 IDENTIFICATION DU MATÉRIEL

.1 MATÉRIEL IDENTIFIÉ CONFORMÉMENT À LA SECTION 26 05 00 - ÉLECTRICITÉ - EXIGENCES GÉNÉRALES CONCERNANT LES RÉSULTATS DES TRAVAUX.
.4 NOMENCLATURE COMPLÈTE DES CIRCUITS, AVEC LÉGENDE DACTYLOGRAPHIÉE INDIQUANT L'EMPLACEMENT ET LA CHARGE DE CHAQUE CIRCUIT, DANS UNE ENVELOPPE DE PLASTIQUE DU CÔTÉ INTÉRIEUR DE LA PORTE DU PANNEAU.

3 EXÉCUTION

3.01 EXAMEN

.1 VÉRIFICATION DES CONDITIONS : AVANT DE PROCÉDER À L'INSTALLATION DES PANNEAUX DE DISTRIBUTION, S'ASSURER QUE L'ÉTAT DES SURFACES/SUPPORTS PRÉALABLEMENT MIS EN OEUVRE AUX TERMES D'AUTRES SECTIONS OU CONTRATS EST ACCEPTABLE ET PERMET DE RÉALISER LES TRAVAUX CONFORMÉMENT AUX INSTRUCTIONS ÉCRITES DU FABRICANT.
.1 FAIRE UNE INSPECTION VISUELLE DES SURFACES/SUPPORTS EN PRÉSENCE DU REPRÉSENTANT DU CLIENT.
.2 INFORMER IMMÉDIATEMENT LE REPRÉSENTANT DU CLIENT DE TOUTE CONDITION INACCEPTABLE DÉCELÉE.
.3 COMMENCER LES TRAVAUX D'INSTALLATION SEULEMENT APRÈS AVOIR CORRIGÉ LES CONDITIONS INACCEPTABLES ET REÇU L'APPROBATION ÉCRITE DU REPRÉSENTANT DU CLIENT.

3.02 INSTALLATION

.1 INSTALLER LES PANNEAUX AUX ENDROITS INDIQUÉS, SOLIDEMENT, D'APLOMB, D'ÉQUERRE ET D'ALIGNEMENT AVEC LES SURFACES CONTIGUËS.
.2 MONTER LES PANNEAUX DE DISTRIBUTION À LA HAUTEUR PRESCRITE DANS LA SECTION 26 05 00 - ÉLECTRICITÉ - EXIGENCES GÉNÉRALES CONCERNANT LES RÉSULTATS DES TRAVAUX OU À LA HAUTEUR INDIQUÉE.
.4 RACCORDER TOUS LES CIRCUITS AUX ÉLÉMENTS DE CHARGE.
.5 RACCORDER LES CONDUCTEURS NEUTRES À LA BARRE OMNIBUS NEUTRE COMMUNE; CHAQUE CONDUCTEUR NEUTRE DOIT PORTER LA DÉSIGNATION APPROPRIÉE.

3.03 PROTECTION

.1 PROTÉGER LE MATÉRIEL ET LES ÉLÉMENTS INSTALLÉS CONTRE TOUT DOMMAGE PENDANT LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION.
.2 RÉPARER LES DOMMAGES CAUSÉS AUX MATÉRIAUX ET AU MATÉRIEL ADJACENTS PAR L'INSTALLATION DES PANNEAUX DE DISTRIBUTION.

DISJONCTEURS SOUS BOITIER MOULÉ

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 DOCUMENTS/ ÉCHANTILLONS A SOUMETTRE POUR APPROBATION/INFORMATION

.1 FICHES TECHNIQUES
.1 SOUMETTRE LES FICHES TECHNIQUES REQUISES AINSI QUE LES INSTRUCTIONS ET LA DOCUMENTATION DU FABRICANT CONCERNANT LES DISJONCTEURS. LES FICHES TECHNIQUES DOIVENT INDIQUER LES CARACTÉRISTIQUES DES PRODUITS, LES CRITÈRES DE PERFORMANCE, LES DIMENSIONS, LES LIMITES ET LA FINITION.
.2 INCLURE LES COURBES DES CARACTÉRISTIQUES TEMPS-COURANT DANS LE CAS DES DISJONCTEURS AYANT UN COURANT ADMISSIBLE DE 200 A ET PLUS OU AVEC POUVOIR DE COUPURE DE 22 000 A SYMÉTRIQUES EFFICACES ET PLUS, À LA TENSION DU RÉSEAU.
.3 CERTIFICATS
.1 AVANT L'INSTALLATION DES DISJONCTEURS DANS UNE INSTALLATION NEUVE OU EXISTANTE, L'ENTREPRENEUR DOIT FOURNIR UN EXEMPLAIRES D'UN CERTIFICAT D'ORIGINE DE LA PRODUCTION DU FABRICANT. CE CERTIFICAT DOIT ÊTRE DÛMENT SIGNÉ PAR UN REPRÉSENTANT DE L'USINE ET DU FABRICANT LOCAL, POUR ATTESTER QUE LES DISJONCTEURS PROVIENNENT DE CE FABRICANT ET QU'ILS SONT NEUFS ET CONFORMES AUX NORMES ET RÈGLEMENTS.
.1 LE CERTIFICAT D'ORIGINE DE LA PRODUCTION DOIT ÊTRE SOUMIS AU REPRÉSENTANT DU CLIENT POUR APPROBATION.
.2 SOUMETTRE EN RETARD LE CERTIFICAT D'ORIGINE NE JUSTIFIERA AUCUNE PROLONGATION DE LA DURÉE DU CONTRAT OU INDEMNISATION SUPPLÉMENTAIRE.
.3 LA FABRICATION, L'ASSEMBLAGE ET L'INSTALLATION DOIVENT COMMENCER SEULEMENT APRÈS QUE LE REPRÉSENTANT DU CLIENT A ACCEPTÉ LE CERTIFICAT D'ORIGINE DE LA PRODUCTION. SI CETTE EXIGENCE N'EST PAS RESPECTÉE, LE REPRÉSENTANT DU CLIENT SE RÉSERVE LE DROIT DE MANDATER LE FABRICANT INDIQUÉ SUR LES DISJONCTEURS POUR QU'IL AUTHENTIFIE LES NOUVEAUX DISJONCTEURS EN VERTU DU CONTRAT, ET CE, AUX FRAIS DE L'ENTREPRENEUR.
.4 LE CERTIFICAT D'ORIGINE DE LA PRODUCTION DOIT CONTENIR LES RENSEIGNEMENTS SUIVANTS.
.1 LE NOM ET L'ADRESSE DU FABRICANT, ET LE NOM DE LA PERSONNE RESPONSABLE DE L'AUTHENTIFICATION. CETTE PERSONNE DOIT SIGNER ET DATER LE CERTIFICAT.
.2 LE NOM ET L'ADRESSE DU DISTRIBUTEUR AUTORISÉ, ET LE NOM DE LA PERSONNE RESPONSABLE, CHEZ LE DISTRIBUTEUR, DU COMPTE DE L'ENTREPRENEUR.
.3 LE NOM ET L'ADRESSE DE L'ENTREPRENEUR, ET LE NOM DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU PROJET.
.4 LE NOM ET L'ADRESSE DU REPRÉSENTANT DU FABRICANT LOCAL. CE DERNIER DOIT SIGNER ET DATER LE CERTIFICAT.
.5 LE NOM ET L'ADRESSE DU BÂTIMENT OÙ L'ON INSTALLERA LES DISJONCTEURS.
.1 TITRE DU PROJET :
.2 NUMÉRO DE RÉFÉRENCE DE L'UTILISATEUR FINAL :
.3 LISTE DES DISJONCTEURS :

1.02 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

.1 LIVRAISON ET ACCEPTATION : LIVRER LES MATÉRIAUX ET LE MATÉRIEL AU CHANTIER DANS LEUR EMBALLAGE D'ORIGINE, LEQUEL DOIT PORTER UNE ÉTIQUETTE INDIQUANT LE NOM ET L'ADRESSE DU FABRICANT.
.2 ENTREPOSAGE ET MANUTENTION
.1 ENTREPOSER LES DISJONCTEURS DE MANIÈRE QU'ILS NE REPOSENT PAS SUR LE SOL CONFORMÉMENT AUX RECOMMANDATIONS DU FABRICANT.
.2 ENTREPOSER LES DISJONCTEURS DE MANIÈRE À LES PROTÉGER.
.3 REMPLACER LES MATÉRIAUX ET LE MATÉRIEL ENDOMMAGÉS PAR DES MATÉRIAUX ET DU MATÉRIEL NEUFS.

2 PRODUITS

2.01 EXIGENCES GÉNÉRALES

.1 DISJONCTEURS SOUS BOÎTIER MOULÉ: CONFORMES À LA NORME CSA C22.2
.2 DISJONCTEURS SOUS BOÎTIER MOULÉ, BOULONNÉS AUX BARRES OMNIBUS : DU TYPE À FERMETURE RAPIDE ET À RUPTURE BRUSQUE, À MANOEUVRES MANUELLE ET AUTOMATIQUE.
.3 DISJONCTEURS SOUS BOÎTIER MOULÉ : ENFICHABLES, DU TYPE À FERMETURE RAPIDE ET À RUPTURE BRUSQUE, À MANOEUVRES MANUELLE ET AUTOMATIQUE.
.4 LES DISJONCTEURS DOIVENT AVOIR UN POUVOIR DE COUPURE D'AU MOINS 22KA SYMÉTRIQUES EFFICACES.

3 EXÉCUTION

3.01 EXAMEN

.1 VÉRIFICATION DES CONDITIONS : AVANT DE PROCÉDER À L'INSTALLATION, S'ASSURER QUE L'ÉTAT DES SURFACES/SUPPORTS PRÉALABLEMENT MIS EN OEUVRE AUX TERMES D'AUTRES SECTIONS OU CONTRATS EST ACCEPTABLE ET PERMET DE RÉALISER LES TRAVAUX CONFORMÉMENT AUX INSTRUCTIONS ÉCRITES DU FABRICANT.
.1 FAIRE UNE INSPECTION VISUELLE DES SURFACES/SUPPORTS EN PRÉSENCE DU REPRÉSENTANT DU CLIENT.
.2 INFORMER IMMÉDIATEMENT LE REPRÉSENTANT DU CLIENT DE TOUTE CONDITION INACCEPTABLE DÉCELÉE.

3.02 INSTALLATION

.1 INSTALLER LES DISJONCTEURS SELON LES INDICATIONS.

CLIENT
LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC.

INGÉNIEUR
DESJARDINS EXPERT CONSEIL
Société d'ingénierie
Mécanique - Électricité du bâtiment / Drainage urbain
1666 PLACE DE LIERRE, LAVAL, QC H7G 4X7
T.450-663-1965 | F.450-663-6757 | WWW.GENIECONSEIL.COM

ARCHITECTE

STRUCTURE

NOTES
- L'ENTREPRENEUR DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.
- AUCUNE DIMENSION NE SERA PRISE SUR CE PLAN POUR FIN DE RELEVÉ À MOINS QUE CE PLAN SOIT UN ORIGINAL.
- TOUTES OMISSIONS OU ERREURS DÉCOUVERTES PAR L'ENTREPRENEUR OU AUTRES DEVRONT ÊTRE TRANSMISES À L'INGÉNIEUR AFIN D'APPORTER LES MODIFICATIONS REQUISES AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.
- TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION TOTALE OU PARTIELLE DE CE DOCUMENT EST STRICTEMENT INTERDITE À MOINS D'OBTENIR L'APPROBATION DE LA FIRME DESJARDINS EXPERT CONSEIL.

ÉMISSION

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

No	DATE	ÉMIS POUR:	PAR:
A	2018–04–18	ENTENTE INFRASTRUCTURE	J.D.
00	2018–04–06	SOUMISSION	J.D.

SCEAU

PROJET
WESTBURY

TITRE
ÉLECTRICITÉ
DEVIS

CONCEPTEUR: É.RACICOT
DESSINATEUR: É.PRÉVOST
PROJETEUR: É.RACICOT
INGÉNIEUR: J.DESJARDINS
ÉCHELLE AUCUNE
E–105
16093

1. Description des composantes

Les équipements de contrôle d'éclairage seront fournis par trois (3) différents manufacturiers : Current powered by GE, DimOnOff ainsi que Telematics Wireless. Les produits offerts par ces trois (3) manufacturiers sont très similaires. La répartition géographique par arrondissement des manufacturiers est disponible sur la FT-3700. Les composantes des produits de contrôle sont décrites ci-dessous.

A) Nœud externe :

Dispositif électronique muni d'un système de communication radio pouvant transmettre bidirectionnellement des données par ondes radiofréquences. Le nœud externe s'installe sur le réceptacle NEMA ANSI C136.41 situé sur le dessus du luminaire fonctionnel de type « Tête de cobra » ou projecteurs pour passage inférieur, tunnel ou sportif. Lorsque le réceptacle ne peut pas être installé sur le projecteur, il devra être installé dans une boîte de jonction qui doit être installé adjacent au projecteur.



Figure 1 – exemple d'un nœud externe et d'un réceptacle 7 positions NEMA Ansi 136.41

B) Nœud interne:

Dispositif électronique muni d'un radio pouvant transmettre bidirectionnellement des données par ondes radiofréquences. Le nœud interne est préinstallé en usine dans le boitier du luminaire décoratif au DEL. Seule l'antenne du nœud est visible à l'extérieur du luminaire.



Figure 2 – exemple d'un nœud interne

C) Passerelle:

Dispositif de communication composé d'un module de gestion, d'un module de communication, un module émetteur/récepteur radiofréquence ainsi qu'un modem cellulaire. La passerelle sert à relier les messages et données véhiculés entre les nœuds et le logiciel de gestion de l'éclairage situé dans le centre de gestion de la mobilité urbaine de Montréal (CGMU).

Les passerelles ne nécessitent aucune installation. **Elles sont déjà réparties sur le territoire des 19 arrondissements.**



Figure 3 – exemple d'une passerelle

2. Procédure d'approvisionnement des nœuds internes et externes

1- L'entrepreneur est responsable de fournir les nœuds (internes et externes) au projet.

2- L'entrepreneur doit fournir les dessins d'ateliers des luminaires pour passer sa commande au manufacturier des nœuds.

Voici les contacts pour l'achat des nœuds :

- GE : M.Varouj Artokun (varouj.artokun@ge.com)
- DimOnOff : M.Bernard Têtu (btetu@dimonoff.com)
- Telematics Wireless: M. Benoit Trottier (trottierb@energere.com)

3- Les nœuds internes doivent être fournis aux manufacturiers de luminaires afin qu'ils soient intégrés aux luminaires lors de la fabrication.

3. Installation physique des nœuds :

a) Nœud externe :

Le nœud externe s'installe sur le réceptacle NEMA situé sur le dessus du luminaire fonctionnel de type tête de cobra, du projecteur pour passage inférieur, tunnel ou sportif ou dans la boîte de jonction adjacente au projecteur. La fixation du nœud dans le réceptacle est de type « Twist-Lock ». Aucun outil n'est nécessaire pour cette intervention. L'installateur devra poser un collant avec le code-barre du nœud inclus avec les nœuds à la base du fût au niveau des fusibles sur la plaque signalétique de la Ville de Montréal (DN-3201). **L'entrepreneur est responsable de fournir ces plaques signalétiques.**

b) Nœud interne :

Le nœud interne sera utilisé avec les luminaires de type décoratifs et doit être préinstallé en usine. Aucune installation physique supplémentaire n'est requise.

Suite à l'approbation des dessins d'atelier des luminaires par la ville, montrant également l'installation des nœuds intelligents, l'entrepreneur sera responsable de coordonner la livraison des nœuds chez le manufacturier afin qu'ils soient installés dans le luminaire.

Le manufacturier devra installer le code-barres sur le manchon du luminaire en dessous du collant indiquant le type et la puissance optique. Les collants restants seront fournis à l'installateur qui devra le poser à la base du luminaire ou les fusibles sur la plaque signalétique de la Ville de Montréal (DN-3201).
L'entrepreneur est responsable de fournir ces plaques signalétiques.

4. Configuration et mise en marche des nœuds :

4.1 Principe de communication RF – Réseau maillé

Les nœuds à proximité de la passerelle communiquent directement avec celle-ci par ondes RF. Les nœuds plus éloignés utilisent les nœuds autour de lui pour véhiculer les données transmises jusqu'à la passerelle. Ce type de communication RF se nomme « réseau maillé ».

4.2 Équipements requis pour la mise en marche

Un téléphone intelligent possédant la fonction de localisation GPS ainsi qu'un appareil photo intégré est requis pour la mise en marche. Les frais de l'équipement et de données cellulaires pour cette procédure sont entièrement assumés par l'entrepreneur.

Note : Certains téléphones intelligents sont munis d'un système de localisation GPS dont la précision est insuffisante pour les besoins. L'utilisation d'un GPS externe pour téléphone intelligent peut être requise.

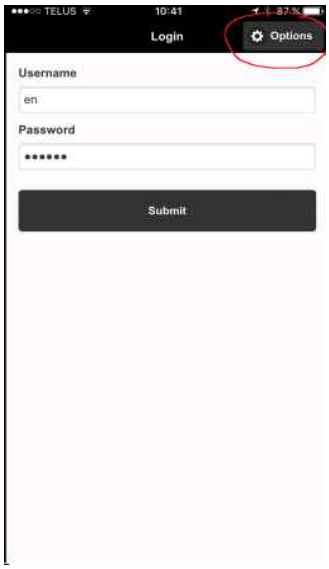
4.3 Logiciel requis pour la mise en marche

L'application de mise en marche des noeuds DimOnOff est accessible par une page WEB via le navigateur internet du téléphone. Les directives sur le site internet de DimOnOff indiquent la procédure pour installer l'application selon le système d'exploitation.

L'adresse internet de la page WEB avec les noms d'usager et mots de passe seront fournis à l'entrepreneur lors de la réunion de démarrage.

4.4 Étapes de mise en fonction des nœuds

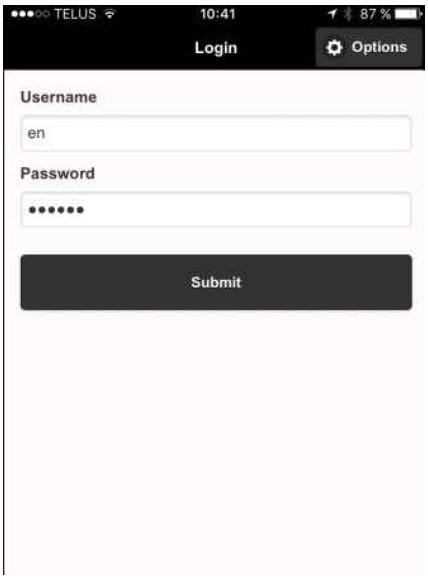
a. Sur votre téléphone ou tablette, lancez le logiciel DimOnOff
b. Appuyez sur le bouton OPTION



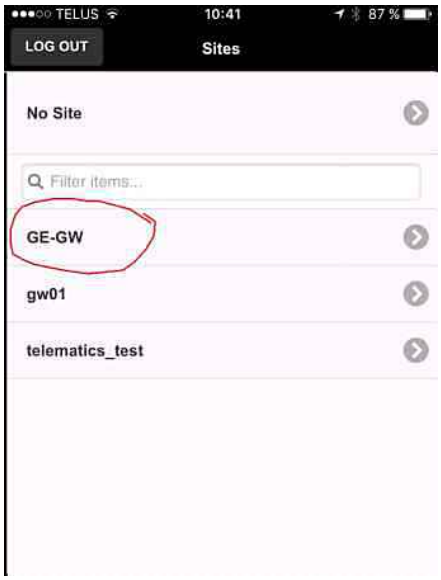
c. Entrez l'adresse du serveur qui vous sera fournie préalablement et appuyez sur **APPLY**.



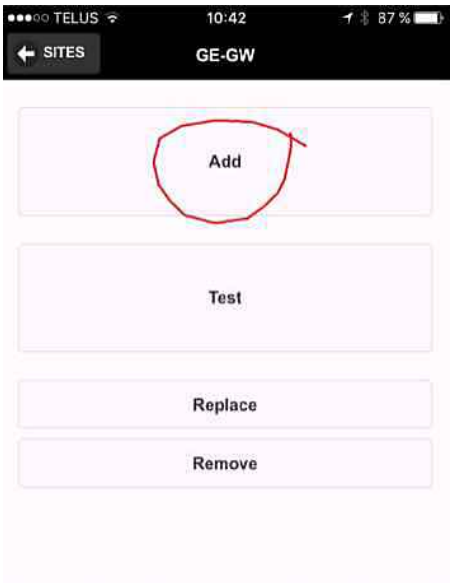
d. Entrez votre nom d'usager et votre mot de passe et appuyez sur **SUBMIT**.



e. Sélectionnez la passerelle sur laquelle les nœuds doivent communiquer. Le nom de la passerelle vous sera communiqué préalablement. Dans cet exemple, la passerelle GE-GW a été sélectionnée.



f. Appuyez sur le bouton **ADD**.



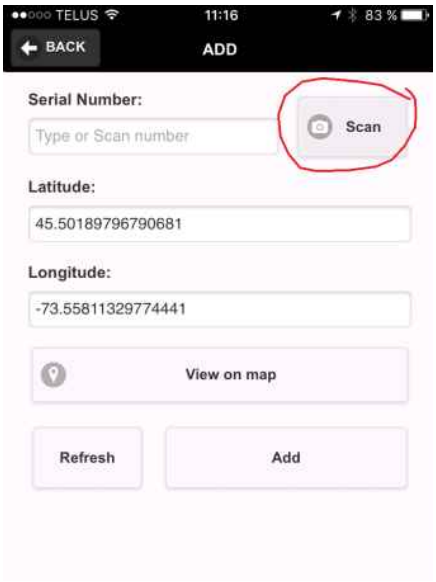
g. Entrée du numéro de série du nœud :

Méthode 1 : Lecture du code-barres via l'appareil photo du téléphone ou de la tablette.

Chaque nœud est muni d'un code-barres qui représente un numéro de série unique. Le code-barres des nœuds externes est affiché directement sur celui-ci. Le code-barres des nœuds internes est affiché à l'extérieur du luminaire sous l'autocollant du type et de la puissance du luminaire et sera visible aux entrepreneurs aux fins de mise en marche.

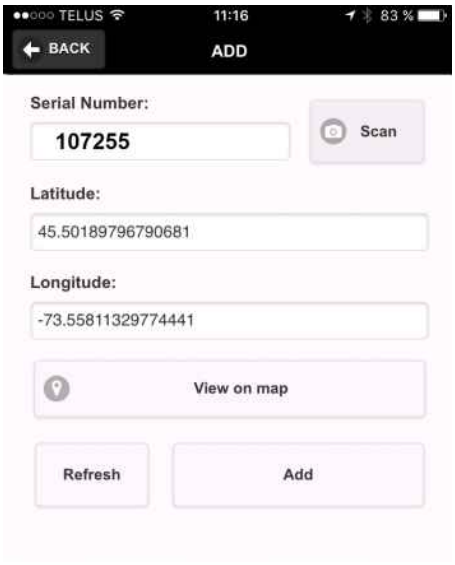
Dans le bas de chacun des fûts, à l'endos de la plaque signalétique, un autocollant avec le code-barres est également disponible.

i. Appuyez sur le bouton **SCAN**



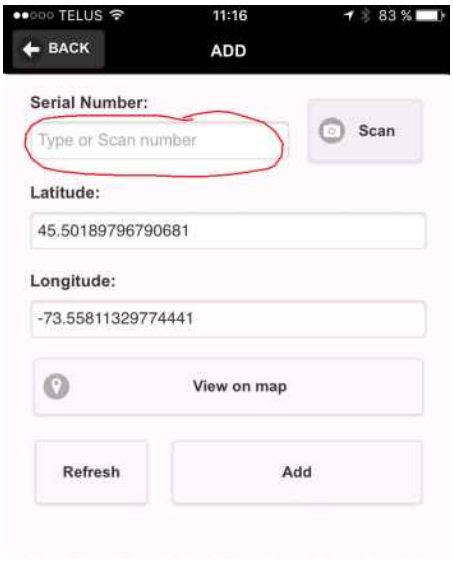
ii. Pointez l'appareil photo sur le code-barres. L'appareil détectera automatiquement le numéro de série du nœud et l'affichera à l'écran.





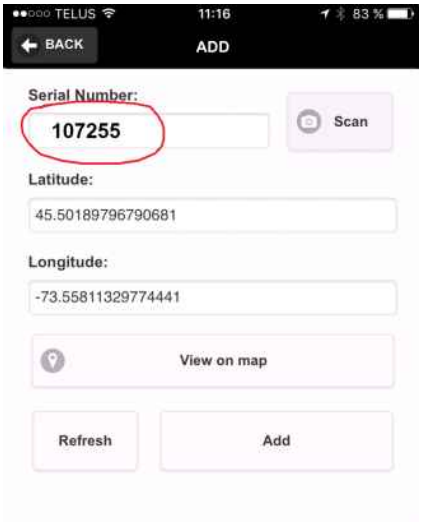
Méthode 2 : Numéro de série entré manuellement.

i. Appuyez sur la case SERIAL NUMBER



ii. Entrez manuellement le numéro de série.

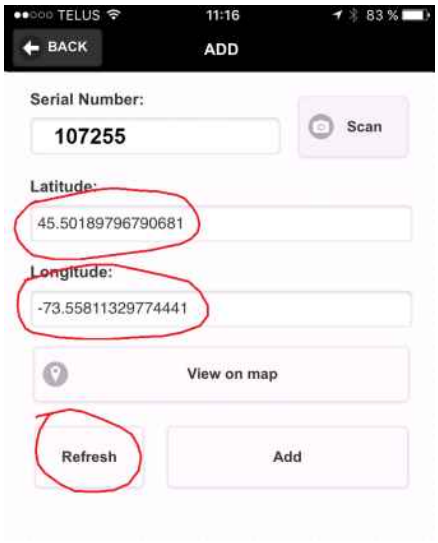




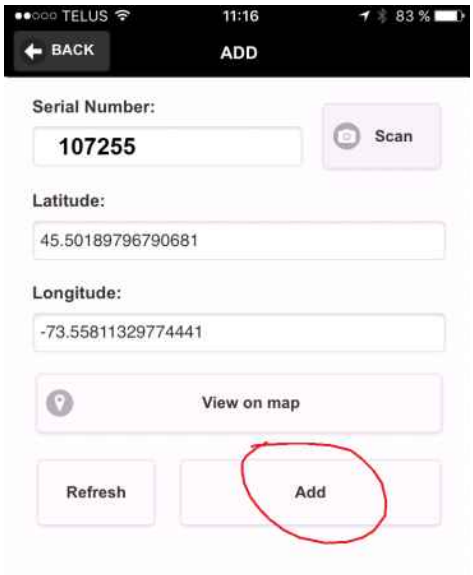
h. Localisation du nœud: Les nœuds n'étant pas munis de GPS, les coordonnées GPS provenant du téléphone seront utilisées lors de cette lecture comme données de localisation des nœuds. **Il est donc essentiel que la lecture du code-barres s'effectue au sol, directement sous le luminaire**.

Placez-vous sous l'endroit où le luminaire sera installé. Appuyez sur le bouton **REFRESH**. Votre position géolocalisée (longitude et latitude) s'affichera sur l'écran. Cette position sera utilisée pour localiser la position du nœud dans le logiciel principal.

Vous pouvez appuyer sur le bouton **REFRESH** plusieurs fois pour reprendre votre position au besoin.



i. Ajout du nœud dans le système : Lorsque la position du nœud est acceptable, appuyez sur le bouton **ADD** pour enregistrer le nœud dans la base de données du système.



4.5 Installation du luminaire et nœud externe par l'électricien

Suite à la lecture du code-barres, l'électricien procède à l'installation du luminaire.

Une fois le nœud externe installé sur le réceptacle prévu à cet effet, l'électricien procède à l'installation du luminaire.

Dans le cas des luminaires décoratifs, les nœuds internes sont préinstallés en usine.

4.6 Mise sous tension du circuit électrique des luminaires

Le contrôle sans-fil d'éclairage nécessite une alimentation électrique des luminaires en permanence. Dans le cas où plusieurs luminaires de type tête de cobra sont alimentés électriquement par le même circuit et que ce circuit est contrôlé par un relais minuterie ou une cellule photoélectrique centrale, un « by-pass » aux contrôles existants doit être effectué à priori par l'entrepreneur afin d'assurer le maintien en permanence du courant aux luminaires.

Dans le cas d'un circuit électrique alimentant des luminaires de type décoratifs, le « by-pass » doit être effectué lorsque la communication sans fil entre les nœuds internes et la passerelle aura été testée et démontrée. Voir le point 4.2 pour de l'information supplémentaire à cet effet.

4.7 Test de fonctionnement des nœuds externes.

Suite à l'installation du nœud sur le luminaire sous tension, le luminaire recevra automatiquement une commande provenant du nœud. Cette commande diffère quelque peu d'un manufacturier à l'autre et est présentée ci-dessous.

DimOnOff (Pourcentage de fonctionnement du luminaire en fonction du nombre de secondes après avoir été alimenté):

- Seconde 0 : Luminaire à 100%
- Minute 8 : Le luminaire est contrôlé par sa cellule photoélectrique (donc à 0% si c'est le jour) ou en marche à 100% s'il s'agit un nœud interne.

GE (Pourcentage de fonctionnement du luminaire en fonction du nombre de secondes après avoir été alimenté):

- Seconde 0 : Luminaire à 100%
- Seconde 15 : Luminaire à 10%
- Seconde 17 : Luminaire à 100%
- Seconde 50 : Le luminaire est contrôlé par sa cellule photoélectrique (donc à 0% si c'est le jour) ou en marche à 100% si c'est un nœud interne.

Telematics (Pourcentage de fonctionnement du luminaire en fonction du nombre de secondes après avoir été alimenté):

- Seconde 0 : Luminaire à 100%
- Seconde 25 : Luminaire à 5%
- Seconde 35 : Luminaire à 100%
- Seconde 42 : Luminaire fermé
- Seconde 53 : Le luminaire est contrôlé par sa cellule photoélectrique (donc à 0% si c'est le jour) ou en marche à 100% si c'est un nœud interne.

À noter que le nœud transmet automatiquement cette commande au luminaire la première fois qu'il est mis sous tension.

4.8 Test de fonctionnement des nœuds internes.

La procédure de test de fonctionnement des nœuds internes est similaire à celui des nœuds externes à l'exception des points ci-dessous:

- Les nœuds internes ne sont pas munis de cellule photoélectrique. Lors de la mise sous tension du luminaire, celui-ci restera allumé jusqu'à ce qu'il reçoive une commande de la passerelle.

Installation des nœuds – méthode de déploiement

Lors de l'installation des nœuds, il est préférable de prioriser les nœuds à proximité de la passerelle pour assurer une parfaite communication avec celle-ci. Une fois installés et mis en marche, ces nœuds serviront de pont de communication pour la configuration et la mise en marche des nœuds plus éloignés. L'emplacement des passerelles sera remis à la réunion de démarrage.

À noter que l'entrepreneur devra s'assurer que chaque luminaire soit correctement raccordé électriquement et que la communication sans fil soit fonctionnelle. Il devra assumer tous les coûts de main-d'œuvre et de transport reliés au remplacement des nœuds déficients, le cas échéant, et ce pour la durée du contrat.

5. Durée d'intervention

La durée d'intervention pour la configuration et la mise en marche d'un nœud est d'environ 5 minutes. Cette intervention est normalement effectuée au sol par le manœuvre qui accompagne l'électricien chargé du remplacement du luminaire.

Préparée par : Isabelle Lessard, ing

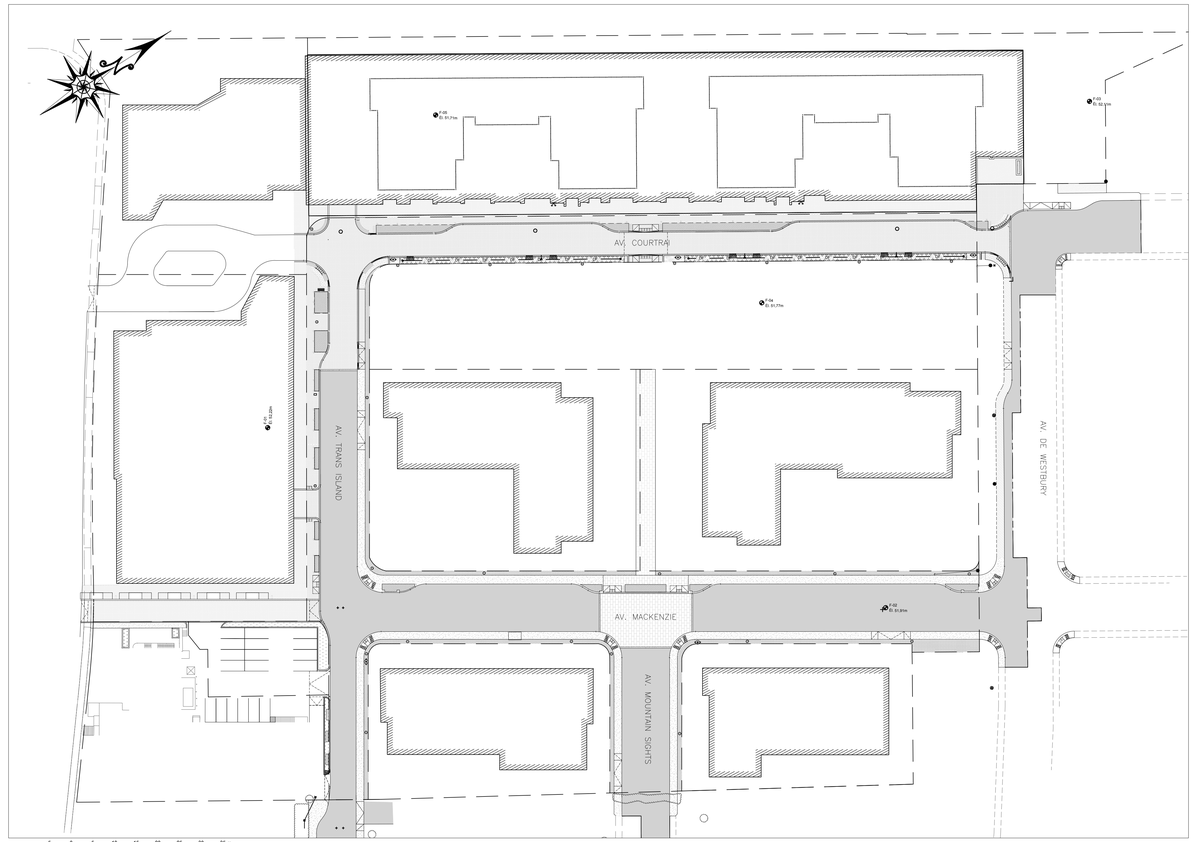
Isabelle Lessard ing.

Rév.	Description	Init.	Date

WESTBURY

17-692C

C100	PAGE TITRE
C101	NOTES GÉNÉRALES
C301	AVE. COURTRAI
C302	AVE. TRANS ISLAND
C303	AVE. MACKENZIE
C304	AVE. MOUNTAIN SIGHTS
C305	AVE. WESTBURY
C306	PLAN MARQUAGE ET SIGNALISATION
C601	DÉTAILS





N.A.E.

0J	18/04/06	ÉMIS POUR ENTENTE	M.D.
0I	18/03/29	ÉMIS POUR ENTENTE	M.D.
0H	18/03/14	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0G	18/02/06	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0F	18/02/05	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0E	17/12/05	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0D	17/12/01	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0C	17/11/27	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0B	17/11/07	ÉMIS POUR COORDINATION	M.D.
0A	17/10/31	ÉMIS POUR COMMENTAIRES 02	M.D.
No.	DATE	RÉVISION	PAR

N'UTILISER CE PLAN POUR CONSTRUCTION

INGÉNIEURS CIVILS :

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.500, Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6 514 759-4782
102 Lafleur Ouvrière, Port-au-Prince, HAÏTI 509 4774 4681
vinciconsultants.com

SCEAU :



PROJET :

WESTBURY

TITRE :

PAGE TITRE

ÉCHELLE :

N.A.E.

DESSINÉ PAR : Samuel Roy, tech.	DOSSIER No : 17-692C
CONÇU PAR : P.L., ing. et M.-E. L., ing.jr.	DATE : Octobre 2017
VÉRIFIÉ PAR : Marie Dugué, ing.	PLAN No : C100

NOTES GÉNÉRALES

1. GÉNÉRALITÉS

1.1 Les niveaux indiqués sont métriques

1.2 Ce plan doit être lu conjointement avec les plans des autres professionnels.

1.3 Avant de soumissionner, l'Entrepreneur devra visiter le site et en accepter toutes les conditions existantes, indiquées ou non au(x) plan(s).

1.4 Le fond de plan a été préparé à partir des relevés topographiques de F. Angelheart A.G.. La subdivision cadastrale provient de la minute 20420 de F. Angelheart A.G., Janvier 2017.

1.5 Les élévations existantes présentées dans le fond de plan proviennent des relevés topographiques de F. Angelheart A.G.(Minute 19590, 11 mars 2015 et minute 20618, 10 juillet 2017).

1.6 Le rapport géotechnique effectué par Qualitas, No. 626505, daté du 25 juin 2015 et No. 647026, daté 21 juin 2017 est disponible sur demande.

1.7 L'Entrepreneur doit soumissionner selon les spécifications des plans et devis pour les matériaux et l'exécution des travaux. Toutes les alternatives et équivalences doivent être présentées par écrit lors du dépôt de la soumission et le Propriétaire se réserve le droit d'accepter ou de refuser ces équivalences et alternatives.

1.8 Advenant une divergence entre les documents, la solution la plus dispendieuse peut être retenue.

1.9 Réparer et ragréer toutes les surfaces, services, matériaux, etc... affectés et/ou endommagés par l'exécution des présents travaux. Cette note s'applique à tous les documents.

1.10 Toute démolition de pavage, trottoir ou bordure doit être délimitée d'abord par un trait de scie.

1.11 La position de tous les services existants et proposés est approximative. Les dessins montrent l'emplacement souhaité pour les services proposés. L'Entrepreneur devra aviser l'Ingénieur s'il constate que les services ne peuvent être installés tel que suggéré au plan, et ce par écrit.

1.12 Toutes les dimensions ayant rapport avec l'existant devront être vérifiées sur le site et coordonnées avec ces documents avant le début des travaux. Aucune dimension ne doit être prise à l'échelle sur les plans.

1.13 Pour l'implantation, l'entrepreneur devra utiliser les données fournies au plan de l'arpenteur. (Voir notes générales, article 1.4 ci-haut) L'implantation est de la responsabilité de l'entrepreneur.

1.14 L'implantation des nouveaux éléments doit être faite de manière électronique afin d'avoir les coordonnées géodésiques ou arbitraires des points, selon le référentiel fourni par l'arpenteur.

1.15 L'entrepreneur n'est pas autorisé à commander des ouvrages préfabriqués sans avoir vérifié la position et la profondeur des services souterrains existants aux points de raccordement.

2. EXCAVATION, REMBLAI ET TERRASSEMENT

2.1 L'excavation du sol en place doit se faire jusqu'au niveau prévu de l'infrastructure.

2.2 La végétation, débris existants et les sols impropres, s'ils sont rencontrés, à moins de 600mm sous la ligne d'infrastructure doivent être excavés et disposés dans un site approuvé.

2.3 Tout sol impropre doit être remplacé par un matériau d'excavation réutilisable et compactable afin de limiter les coûts de construction le sol de remblai doit être mis en place par couches de 300mm et compacté à 90% P.M.

2.4 Avant la mise en place de la structure de chaussée, le sol en place doit être soumis à une épreuve de portance conforme aux exigences du CCDG.

2.5 L'entrepreneur doit faire inspecter le sol d'infrastructure par un ingénieur en géotechnique avant la mise en place des matériaux de structure de chaussée afin d'assurer que le sol corresponde à celui exigé par la note technique 647026, de Qualitas, datée du 21 juin 2017.

2.6 Les pentes d'excavation devront être conformes aux exigences du laboratoire et de la CNESST.

2.7 Les niveaux proposés indiqués sur ce plan sont les niveaux des surfaces finies. L'Entrepreneur doit donc remblayer le sol jusqu'à 150 mm sous le niveau des aires gazonnées, jusqu'à 450 mm sous le niveau des trottoirs, jusqu'à 600 mm sous le niveau des bordures et jusqu'à (890, 920 et 1140) mm minimum sous le niveau de pavage des aires pavées (voir les détails associés pour la ligne d'infrastructure de chaque rue).

2.8 Les matériaux de remblai et la pierre concassée doivent être conformes aux normes et aux spécifications du CCDG, édition 2011.

2.9 Talus : pente maximale = 1 verticale, 2 horizontale ; Roc : 10 verticale, 1 horizontale.

2.10 Les travaux de terrassement doivent être conformes au CCDG, édition 2011.

2.11 L'Entrepreneur devra communiquer avec INFO-EXCAVATION avant d'entreprendre tous travaux d'excavation.

2.12 L'entrepreneur doit faire la démonstration qu'il a atteint les niveaux de compaction demandés aux plans et devis.

3. ÉGOUTS ET AQUEDUC

3.1 Matériaux et exécution des travaux : selon la norme NQ-1809-300/2004(dernière édition), la directive 001 et 004 du MDDELCC (Ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les Changements Climatiques) du Québec et selon les normes et règlements applicables de la Ville.

3.2 Les regards d'égout, regards-puisards, puisards, chambres de vannes et poste des pompage préfabriqués en béton doivent répondre au exigences BNQ 2622-420.

3.3 Les Grilles, couvercles, tampons, cadres, trappes d'accès et bouche à clé doivent répondre au exigences BNQ 3221-500.

3.4 Les radiers, la position et le diamètre des regards, puisards et/ou conduites existants devront être vérifiés avant le début des travaux et l'Entrepreneur devra aviser l'Ingénieur de toute différence avec les plans, si c'est le cas.

3.5 Puisards: Lécuyer (ou équivalent approuvé) du type spécifié au plan. Fournis avec cloche et bassin de 300 mm, sauf indication contraire (S.I.C).

3.6 Regards-puisards d'égouts pluviaux : Lécuyer (ou équivalent approuvé) du type spécifié au plan. Fournis avec cloche, bassin de 300 mm et échelons, (S.I.C).

3.7 Regards d'égouts sanitaires, combinés et regards d'égouts pluviaux : Lécuyer (ou équivalent approuvé) du type spécifié au plan. Fournis avec échelons. Cunette de béton pour l'égout sanitaire seulement. Les cunettes dans les regards sont de type demi-diamètre. Les regards sont au minimum de 1200mm de diamètre conforme MV-216-B.

3.8 Les regards et regards-puisards sont fournis avec des couvercles ou des grilles de 775 mm de diamètre, « self-level » avec cadre guideur, échelons, cadres, couvercles et grilles en fonte ductile.

3.9 Les régulateurs de débits doivent être fixés aux parois du regard ou regard-puisard de manière permanente.

3.10 Vanne d'arrêt : Type R/W F-6100 de CLOW (AWWA C-509, ULC et FM) ou équivalent approuvé à siège oblique résilient, ouverture à droite, revêtement d'époxyde intérieur et extérieur, boîtier ou chambre de vanne selon les exigences des plans et/ou de la municipalité. les chambres de vanne doivent être rectangulaires (1500 x 1800) selon le dessin MV-235C.

3.11 Les conduites d'aqueduc doivent être munies de purgeurs d'air aux points hauts et de vannes de vidanges aux points bas.

3.12 Conduites :

3.12.1 Aqueduc: Fonte ductile, classe 350, accessoires en fonte ductile à joints mécaniques (Couvert minimum = 1 830 mm).

3.12.2 Pluvial: Béton armé, TBA, classe - IV.

3.12.3 Sanitaire: DR-28 lorsque la conduite d'aqueduc est située à moins de 300 mm au-dessus de l'égout et que la distance horizontale entre les parois les plus rapprochées est de moins que 300 mm OU la distance horizontale entre les parois les plus rapprochées de la conduite d'eau et de l'égout est de moins de 3 m. Sinon, PVC DR-35.

3.13 Les tuyaux en PVC et les raccords doivent être conformes aux exigences des normes : NQ-3624-130, NQ-3624-135 et NQ-3624-250.

3.14 Drain français en polyéthylène perforé avec membrane géotextile, de Armtec et non-perforé (raccord) ou équivalent approuvé.

3.15 Les conduites en polyéthylène doivent être fabriquées à partir d'une résine de polyéthylène de haute densité qui doit être conforme à la norme NQ-3624-120, de même pour la rigidité (320 kPa) et l'étanchéité à l'eau.

3.16 Pour les conduites en PEHD à double paroi, prévoir des adaptateurs pour le raccordement aux regards.

3.17 Toutes les conduites en PEHD à double paroi doivent être munies de cloches et garnitures.

3.18 Les tuyaux en fonte ductile, les raccords et les garnitures doivent être conformes aux exigences des normes NQ 3623-085, NQ 2613-090 et NQ 3623-095.

3.19 Les regards, regards-puisards et puisards préfabriqués doivent être conformes à la norme NQ 2622-410.

3.20 L'Entrepreneur doit inclure dans son prix les travaux associés aux raccordements incluant, mais sans s'y limiter, les vannes, les bornes-fontaines et les accessoires, le tout certifié NQ et conforme aux normes ULC, CSA, NFPA et FM.

3.21 Si des conduites du réseau existant doivent être enlevées ou condamnées, l'Entrepreneur s'engage à suivre les procédures décrites dans la norme NQ 1809-300/2004 relativement à l'enlèvement ou à l'abandon des conduites.

3.22 Les bornes d'incendie à trois bouches ont deux (2) sorties de 2-1/2, six (6) filets au pouce et une (1) sortie à raccordement rapide STORZ. Modèle CLOW Premier D67M. Elles doivent avoir reçu à l'usine deux (2) couches de peinture de la couleur et de la qualité acceptées par le surveillant. Les bornes d'incendie doivent être de type compression, conformes à la norme NQ-3638-100 Bornes d'incendie et être acceptées par la Canadian Fire Underwriters.

3.23 À chaque joint de la conduite d'aqueduc, l'Entrepreneur devra installer des systèmes de retenue conformément au BNQ 1809-300.

3.24 Préalable à la mise en service des conduites, l'Entrepreneur doit effectuer les essais, soumettre les rapports et les formulaires identifiés ci-après.

3.25.1 Aqueduc : Préalable à la mise en service des conduites d'aqueduc, l'Entrepreneur doit soumettre un rapport d'une firme spécialisée indépendante à l'effet que les travaux et les essais de curage, de désinfection et d'étanchéité ont été réalisés conformément au NQ 1809-300/2004(dernière édition).

3.25.2 Sanitaire: Préalable à la mise en service des conduites sanitaires, l'Entrepreneur doit soumettre un rapport d'une firme spécialisée indépendante à l'effet que les travaux de nettoyage et d'essais d'étanchéité ont été réalisés conformément au NQ 1809-300/2004(dernière édition).

3.25.3 Pluvial: Préalable à la mise en service des conduites pluviales, l'Entrepreneur doit soumettre un rapport d'une firme spécialisée indépendante à l'effet que les travaux de nettoyage, les essais de déformation et les inspections télévisées ont été réalisés conformément au NQ 1809-300/2004(dernière édition) et doit s'assurer que les conduites et les fonds des regards et des puisards ont tous été nettoyés.

4. PAVAGE, TROTTOIR ET BORDURES

4.1 Pavage : exécution et matériaux selon les prescriptions du CCDG et du MTQ, édition 2014.

4.2 L'Entrepreneur doit soumettre sa formule de mélange pour l'enrobé bitumineux avant le début des travaux.

4.3 Tous les joints entre l'ancien et le nouveau pavage doivent être exécutés à chaud.

4.4 Enduire d'un liant bitumineux toutes les surfaces verticales des murs, bordures, trottoirs, regards, puisards, etc. en contact avec le nouveau pavage.

4.5 Enduire d'un bitume d'impression la fondation granulaire supérieure avant la pose du pavage, enduire d'un bitume d'accrochage la couche de base (ESG-14) avant la pose de la couche d'usure (ESG-10).

4.6 Peinture sur pavage : marquages de 120 et 450 mm de largeur produits selon les normes NQ 3700-805,-806 et -807. Application selon la norme NQ 3711-927.

4.7 Béton pour ouvrages extérieurs (S.I.A.) :
-f'c = 35 MPa
-Air occlus 5 @ 8%
-Affaissement 80 ±20 mm.

4.8 Une planche asphaltique de 12 mm d'épaisseur devra être installée tout autour des trottoirs et bordures en contact avec toute autre surface de béton.

5. DISPOSITION DES MATÉRIAUX D'EXCAVATION

7.1 Les matériaux secs de démolition (bordures, béton, pavage, etc…) doivent être disposés dans un endroit approuvé par le MDDELCC du Québec.

7.2 L'Entrepreneur ne doit disposer, déverser ou laisser s'échapper sur le sol ou dans les cours d'eau aucune matière organique ou inorganique telle que, mais de façon non limitative, produits du pétrole ou leurs dérivés, antigel ou solvant. Ces matières doivent être récupérées à la source et éliminées conformément à la loi, aux politiques et réglementations du MDDELCC du Québec, de la façon approuvée par le Maître d'œuvre.

7.3 L'entrepreneur devient propriétaire des surplus de matériaux excavés. L'entrepreneur doit évaluer les quantités de surplus d'excavation et inclure l'excavation, le transport et la disposition des matériaux dans son prix.

7.4 Tous les matériaux excavés non réutilisés, incluant notamment le bois tronçonné, les gravats et plâtres, les pièces de béton et de maçonnerie ainsi que les morceaux de pavage, devront être transportés hors du site des travaux en un endroit conforme à la Loi sur la qualité de l'environnement, au Règlement sur les déchets solides et au Règlement sur les déchets dangereux. L'Entrepreneur devra lui-même trouver l'endroit et le soumettre à l'approbation de l'Ingénieur.

7.6 Protection des rives : l'Entrepreneur doit bien noter que, conformément à la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables du MDDELCC du Québec, aucune intervention pouvant endommager ou modifier le cours d'eau et les rives ne sera tolérée. L'Entrepreneur ne pourra y entreposer de matériaux, y faire circuler sa machinerie ou encore y pratiquer des tranchées.

7.7 En tout temps, la disposition des matériaux d'excavation devra être faite en dehors des plans d'eau (lacs, rivières, ruisseaux, etc.), de leur rive respective et des plaines inondables.

7.8 Dans tous les cas, l'Entrepreneur devra fournir à l'Ingénieur la preuve écrite que les matériaux provenant du chantier ont été déposés dans un site autorisé.

6. DESSINS TEL QUE CONSTRUIT ET D'ATELIER

8.1 L'Entrepreneur doit fournir des dessins tel que construit annotés pour obtenir l'approbation finale des travaux de génie civil.

8.2 L'Entrepreneur doit fournir des dessins d'atelier et obtenir l'approbation de l'Ingénieur avant de procéder à toute commande.

8.3 Pour toutes équivalences sur les géocomposites, l'Entrepreneur devra fournir un échantillon du produit en plus des dessins techniques.

7. OBTENTION DES PERMIS

9.1 L'obtention de tous les permis est la responsabilité de l'Entrepreneur.

10. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (VOIR SECTION DE DEVIS SPÉCIALE)

10.1 L'entrepreneur est responsable d'assurer un contrôle de l'érosion et des sédiments pendant les travaux.

10.2 L'entrepreneur devra soumettre lors de l'obtention du contrat un plan de gestion de l'érosion et des sédiments pendant les travaux et le faire approuver par l'ingénieur. Aucun travail ne pourra commencer avant approbation et mise en place des mesures.

10.3 La liste suivante, non exhaustive, regroupe des exemples de mesures à mettre en place : barrière à sédiments, protection des puisards, protection des tas mis en pile, abat-poussière, bassin de sédimentation, bacs de lavage des roues, nettoyage des rues.

10.4 L'entrepreneur, ou toute autre entité, est tenu de respecter la loi sur la qualité de l'environnement. Les mesures adéquates doivent être prises lors de l'excavation des sols afin de détecter la présence potentielle de sols contaminés et de les caractériser pour déterminer leur mode de gestion.

11.ILOT ET NOUE DE BIORÉTENTION (VOIR SECTION DE DEVIS SPÉCIALE)

11.1 L'entrepreneur devra fournir une fiche technique du substrat utilisé avant la commande du produit.

11.2 L'entrepreneur devra soumettre deux essais de perméabilité du substrat réalisés sur le site. Un essai sera réalisé après la mise en place et un second à la fin des travaux.

11.3 Aucune machinerie ne devra véhiculer sur le fond de la biorétention et/ou le substrat.

11.4 L'entrepreneur devra protéger adéquatement le substrat de toute contamination par le ruissellement et ce jusqu'à la pose du pavage. Des barrières à sédiments devront être installées au pourtour de la biorétention.

11.5 Une surveillance complète des travaux est requise pour ces travaux. L'entrepreneur devra s'assurer de la présence de l'ingénieur.

12.DÉTAIL ET DEVIS NORMALISÉ DE LA VILLE

12.1 Pour toute demande d'équivalence ou tout litige, le devis normalisé de la ville doit être utilisé.

NE PAS UTILISER CE PLAN POUR CONSTRUCTION

No.	DATE	REVISION	PAR.
0G	18/04/23	ÉMIS POUR ENTENTE	M.D.
0F	18/04/13	ÉMIS POUR ENTENTE	M.D.
0E	18/04/06	ÉMIS POUR ENTENTE	M.D.
0D	18/03/29	ÉMIS POUR ENTENTE	M.D.
0C	18/02/06	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0B	18/02/02	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0A	17/11/27	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.

INGÉNIEURS CIVILS :

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
ÉSTHR 1922

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 7.500, Montréal (Québec) CANADA H1K 1G8 514 759.4782
102 Lafleur Dantelais, Pont-sur-Prince, HAÏTI 509 4774 4681
vinciconsultants.com

SCEAU :

PROJET :

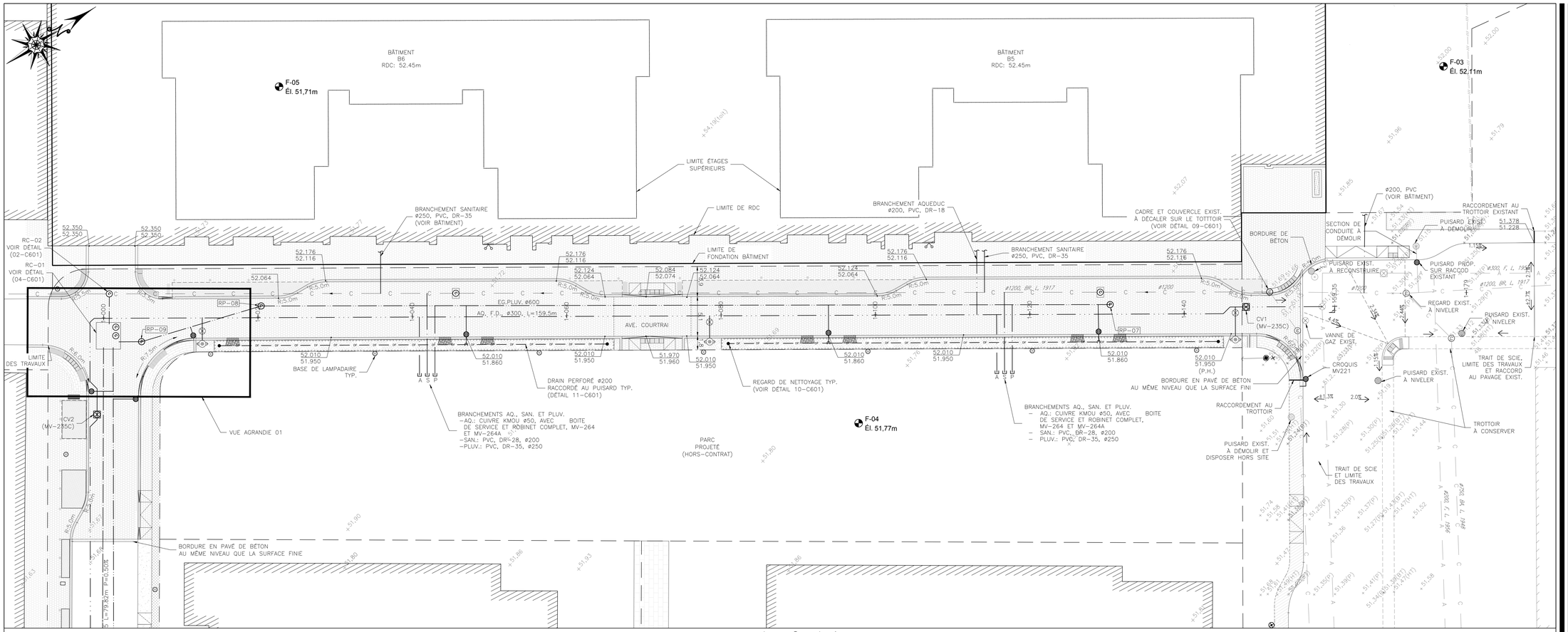
WESTBURY

TITRE :

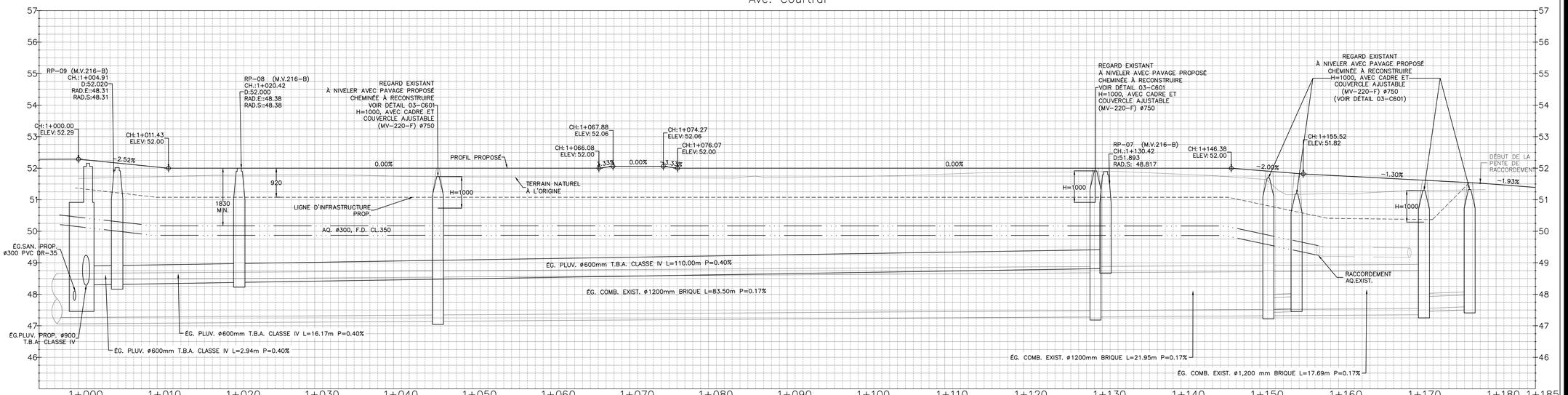
NOTES GÉNÉRALES

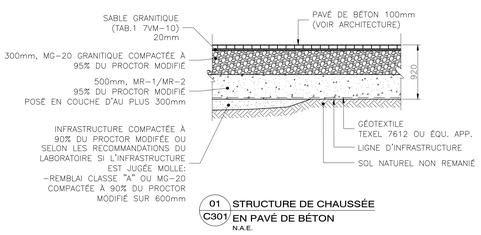
ÉCHELLE :

DESSINÉ PAR : Samuel Roy, tech.	DOSSIER No. : 17-692C
CONÇU PAR : P.L., ing. et M.-E. L., ing.jr.	DATE : Octobre 2017
VÉRIFIÉ PAR : Marie Dugué, ing.	PLAN No. : C101

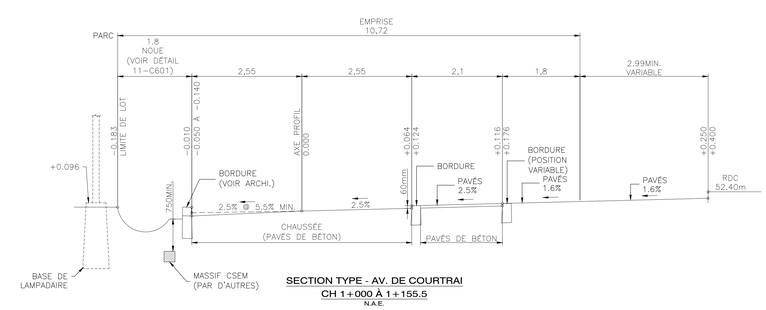


Ave. Courtrai

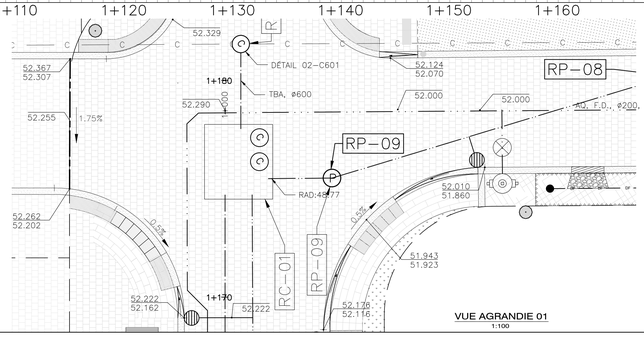




01 C301 STRUCTURE DE CHAUSSÉE EN PAVÉ DE BÉTON
N.A.E.



SECTION TYPE - AV. DE COURTRAI
CH 1+000 À 1+155.5
N.A.E.



VUE AGRANDIE 01
1:100

LÉGENDE

REVÊTEMENT BITUMINEUX
PAVÉS DE BÉTON
FOSSE DE PLANTATION (VOIR ARCHITECTE)
BÉTON
DÉPRESSION VÉGÉTALISÉE
PLAQUES PODOTACTILES (VOIR ARCHITECTE)
BORDURE DE GRANITE (VOIR ARCHITECTE)
BORDURE DE BÉTON (VOIR ARCHITECTE)

ÉLÉMENTS EXISTANTS ET PROJETÉS:

	EXISTANT	PROPOSÉ
ÉGOUT SANITAIRE	S	
AQUEDUC	A	
ÉGOUT PLUVIAL		
ÉGOUT COMBINÉ	C	
SENS D'ÉCOULEMENT		
REGARD	OU	
VANNE		
CHAMBRE DE VANNE		
ÉLÉVATIONS (R=RADIER) (BIT./VT.=BAS/HAUT TROTTOIR)	51,71	
ANNOTATIONS	XXXXX	
POTEAU ÉLECTRIQUE (PAR D'AUTRES)		
BASE DE LAMPADAIRE		
BORNE FONTAINE		
PUISARD (CROQUIS MV-222)		
PUISARD DE RUE (CROQUIS MV-221)		
LIMITE DE BÂTIMENT		
BORDURE ARASÉE ET ENRACINÉMENT (VOIR DÉTAIL 12-0901)		
BOLLARD (VOIR ARCHI.) (DR-7118)		
RÉGULATEUR DE DÉBIT		
CLAPET ANTI-RETOUR		
SIAMOISE		
LIMITE DE SOUS-SOL		
LIMITE DE LOTS		
SONDAGE	F-XX Él. XX.XXm	

BORDURE PAVAGE

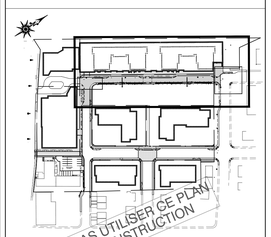
NOTE 01:

TOUS LES COUVERCLES EN FONTE (VANNE, REGARDS, ETC.) INSTALLÉS DANS LE PAVÉ SONT COULÉS DANS UN CARRÉ DE BÉTON. VOIR DÉTAIL MV-283. ADAPTER LA DIMENSION EN FONCTION DE LA TAILLE DES COUVERCLES.

NOTE 02:

LA VILLE PRÉVOIT DE PROCÉDER À DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION PAR CHEMISAGE SUR LA CONDUITE COMBINÉE EXISTANTE SUR LA RUE COURTRAI. (PAR LA VILLE)

PLAN CLÉ



NO.	DATE	RÉVISION	PAR
0M	18/04/13	ÉMIS POUR ENTENTE	M.D.
0L	18/04/13	ÉMIS POUR ENTENTE	M.D.
0K	18/04/05	ÉMIS POUR ENTENTE	M.D.
0J	18/03/23	ÉMIS POUR ENTENTE	M.D.
0I	18/03/14	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0H	18/02/06	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0G	18/02/02	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0F	17/12/05	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0E	17/12/01	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0D	17/11/27	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.

INGÉNIEURS CIVILS :
VINCI CONSULTANTS
INGÉNIEURS URBAINS DURABLES
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1892
info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.500, Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6 514 759-4782
102 Lafleur Ouellette, Port-au-Prince, HAÏTI 509 4774 4881
vinciconsultants.com

SCEAU: Marie Dugué, ing. 2018-04-13 — Pierre Lepage, ing. 2018-04-13

PROJET :

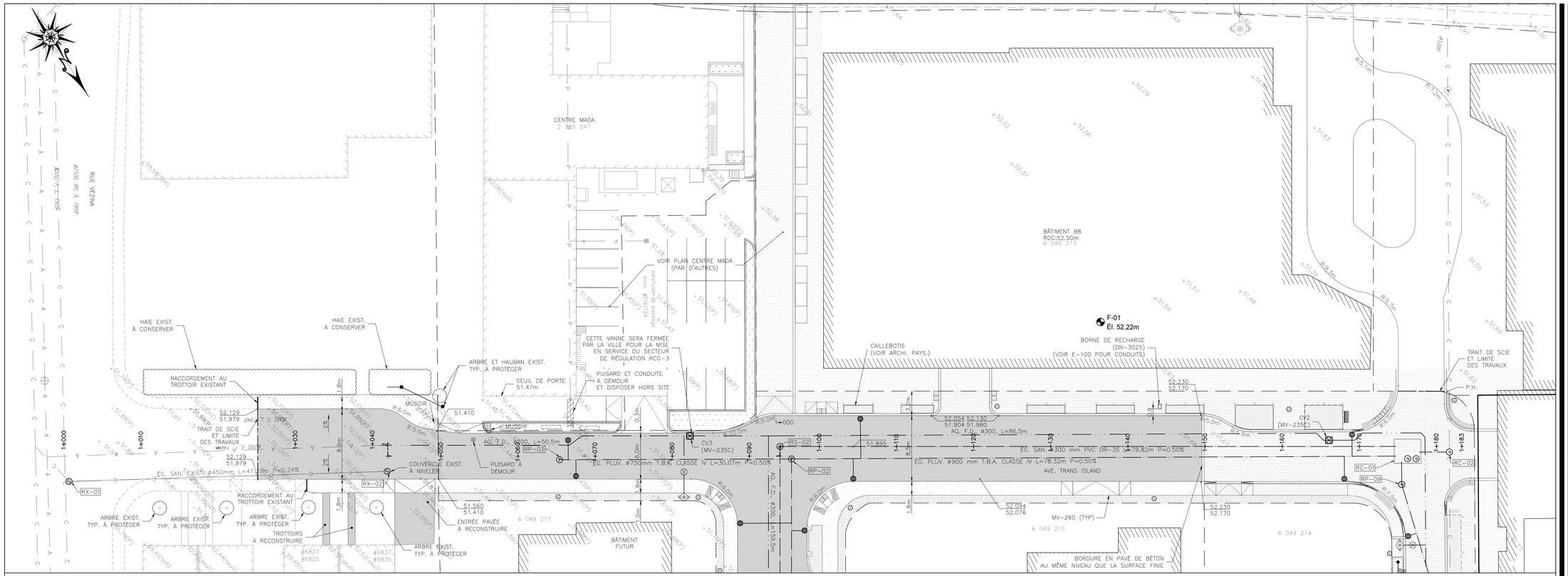
WESTBURY

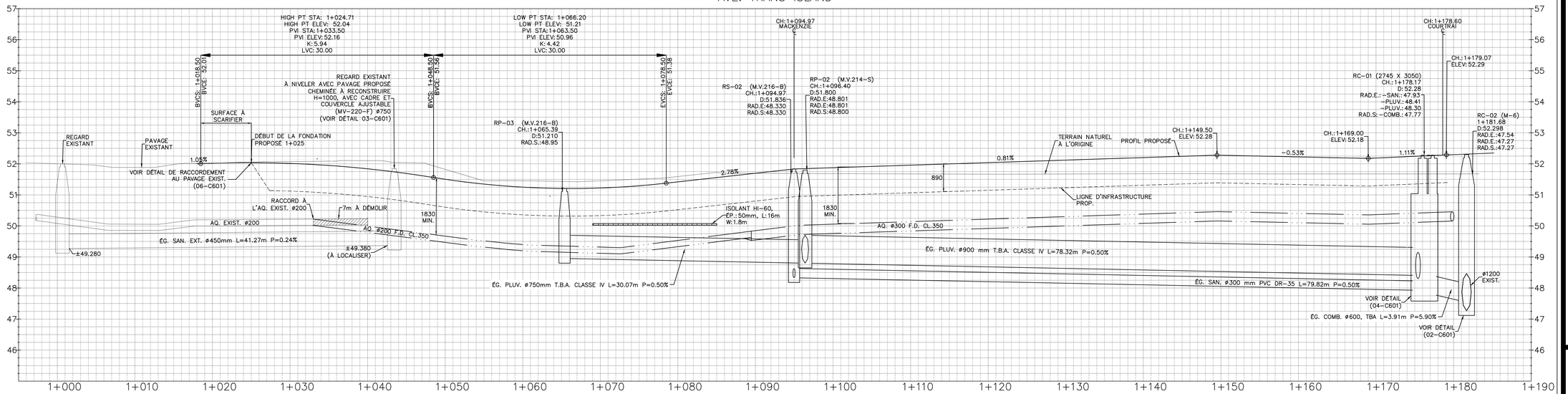
TITRE :

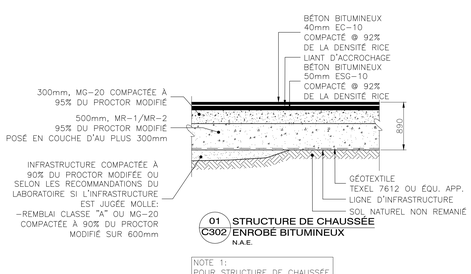
PLAN ET PROFIL AV. COURTRAI CH.1+000 @ 1+169

ÉCHELLE : H: 1:200 V: 1:50 (0 5 10 m)

DESSINÉ PAR : Samuel Roy, tech.	DOSSIER No. 17-692C
CONÇU PAR : P.L., ing. et M.-È. L., ing.jr.	DATE : Octobre 2017
VÉRIFIÉ PAR : Marie Dugué, ing.	PLAN No. C301

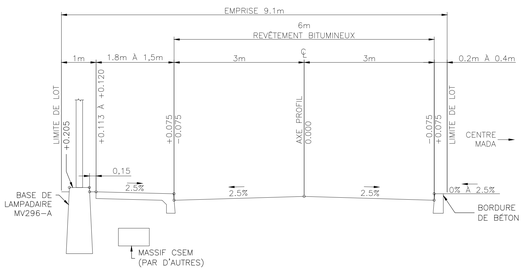




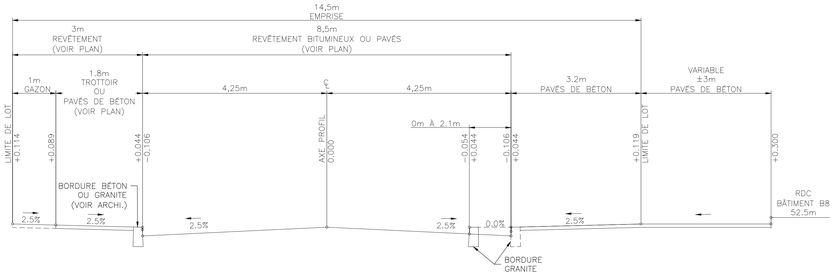


01 C302 STRUCTURE DE CHAUSSÉE ENROBÉ BITUMINEUX
N.A.E.

NOTE 1:
POUR STRUCTURE DE CHAUSSÉE SOUS PAVÉ DE BÉTON VOIR DÉTAIL 01-C201



SECTION TYPE - AV. TRANS ISLAND
CH 1+050 À 1+082
N.A.E.



SECTION TYPE - AV. TRANS ISLAND
CH 1+100 À 1+169.7
N.A.E.

LÉGENDE

- REVÊTEMENT BITUMINEUX
- PAVÉS DE BÉTON
- FOSSE DE PLANTATION (VOIR ARCHITECTE)
- BÉTON
- DÉPRESSION VÉGÉTALISÉE
- PLAQUES PODOTACTILES (VOIR ARCHITECTE)
- BORDURE DE GRANITE (VOIR ARCHITECTE)
- BORDURE DE BÉTON (VOIR ARCHITECTE)

ÉLÉMENTS EXISTANTS ET PROJETÉS:

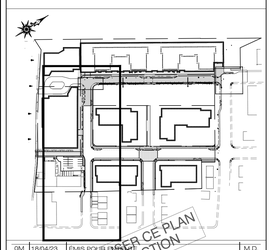
	EXISTANT	PROPOSÉ
ÉGOUT SANITAIRE	S	
AQUEDUC	A	
ÉGOUT PLUVIAL		
ÉGOUT COMBINÉ	C	
SENS D'ÉCOULEMENT		
REGARD	OU	
VANNE		
CHAMBRE DE VANNE		
ÉLÉVATIONS (RADIER/HAS/HAUT TROTTOIR	51,71	
ANNOTATIONS		
POTEAU ÉLECTRIQUE (PAR D'AUTRES)		
BASE DE LAMPADAIRE		
BORNE FONTAINE		
PUISARD (CHOQUIS MV-222)		
PUISARD DE RUE (CHOQUIS MV-221)		
LIMITE DE BÂTIMENT		
BORDURE ARASÉE ET ENRICHEMENT (VOIR DÉTAIL 13-C601)		
BOLLARD (VOIR ARCHI.) (SN1118)		
RÉGULATEUR DE DÉBIT		
CLAPET ANTI-RETOUR		
SIAMOISE		
LIMITE DE SOUS-SOL		
LIMITE DE LOTS		
SONDAGE	F-XX Él. XX.XXm	

BORDURE / PAVAGE

NOTE 01:

TOUS LES COUVERCLES EN FONTE (VANNE, REGARDS, ETC.) INSTALLÉS DANS LE PAVÉ SONT COULÉS DANS UN CARRÉ DE BÉTON. VOIR DÉTAIL MV-283. ADAPTER LA DIMENSION EN FONCTION DE LA TAILLE DES COUVERCLES.

PLAN CLÉ



0M	18/04/23	ÉMIS POUR APPROBATION	M.D.
0L	18/04/13	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0K	18/04/05	ÉMIS POUR COMMENTAIRES (04/04/18)	M.D.
0J	18/03/22	ÉMIS POUR ENTENTE	M.D.
0I	18/03/14	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0H	18/02/28	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0G	18/02/22	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0F	17/12/05	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0E	17/12/01	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0D	17/11/27	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
No.	DATE	REVISION	PAR

CE DOCUMENT EST PRÉLIMINAIRE ET NE DOIT PAS SERVIR À LA CONSTRUCTION

INGÉNIEURS CIVILS :
VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992
info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505, Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6 514 759-4782
102 Lafleur Ducheine, Port-au-Prince, HAÏTI 509 4774 4681
vinciconsultants.com

SCEAU

PROJET :

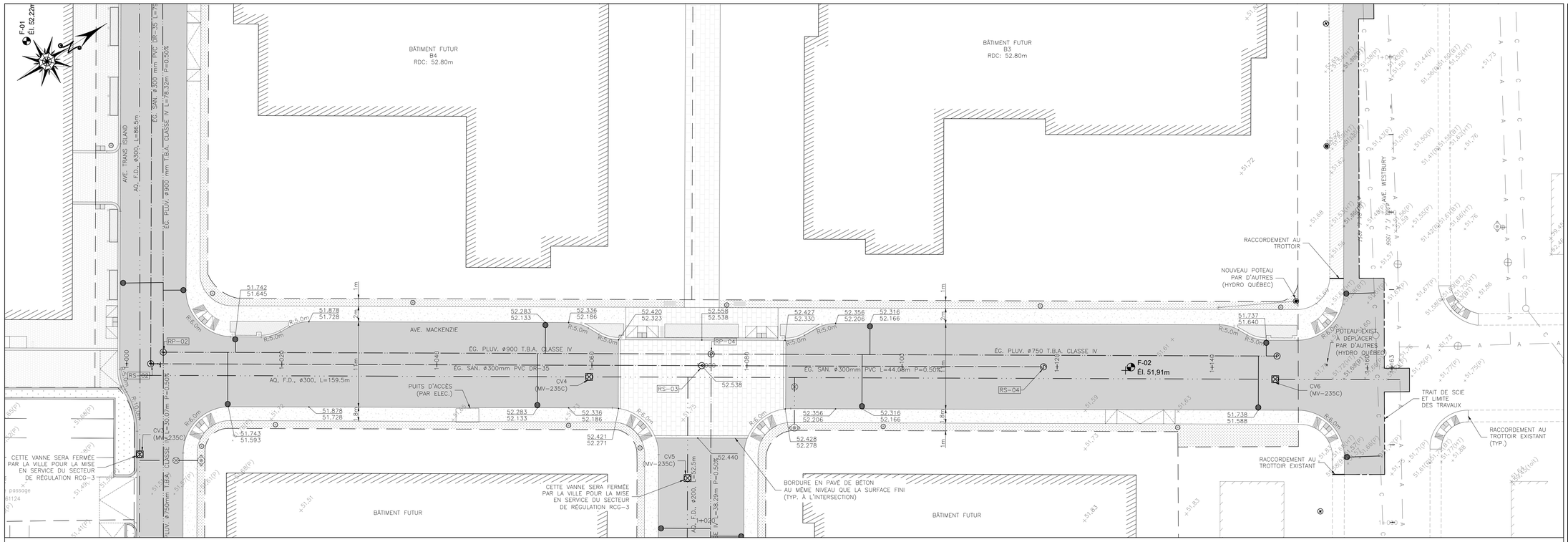
WESTBURY

TITRE :

PLAN ET PROFIL
AV. TRANS ISLAND
CH. 1+000 @ 1+182

ÉCHELLE : H: 1:200 V: 1:50

DESSINÉ PAR : Samuel Roy, tech.	DOSSIER No. : 17-692C
CONÇU PAR : P.L., ing. et M.-E. L., ing.jr.	DATE : Octobre 2017
VÉRIFIÉ PAR : Marie Dugué, ing.	PLAN No. : C302



LÉGENDE

REVÊTEMENT BITUMINEUX
PAVÉS DE BÉTON
FOSSE DE PLANTATION (VOIR ARCHITECTE) / OU
BÉTON
DÉPRESSION VÉGÉTALISÉE
PLAQUES PODOTACTILES (VOIR ARCHITECTE)
BORDURE DE GRANITE (VOIR ARCHITECTE)
BORDURE DE BÉTON (VOIR ARCHITECTE)

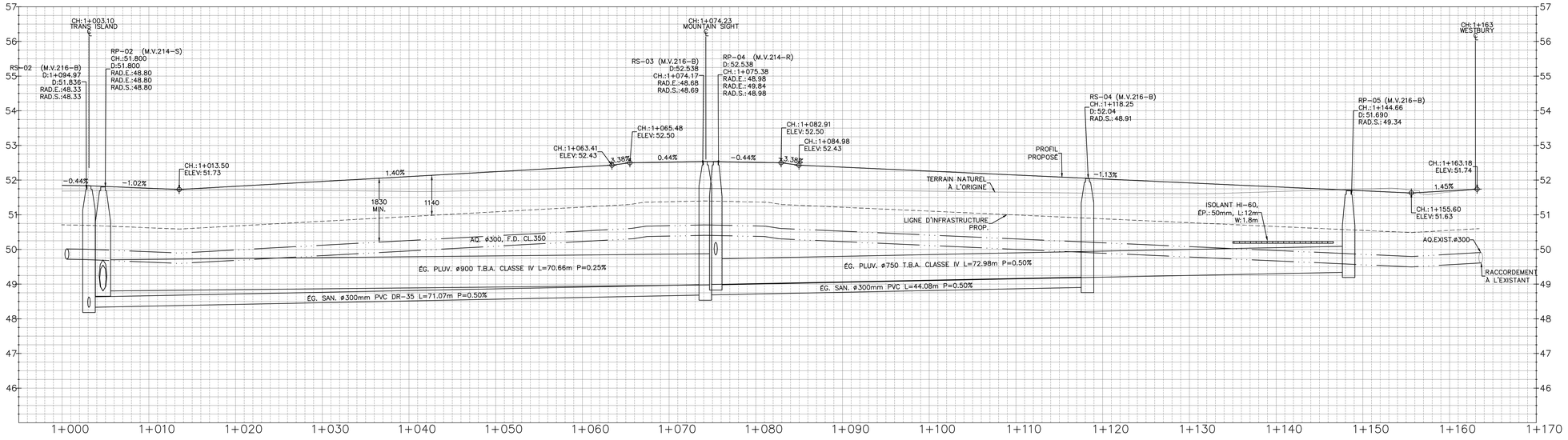
ÉLÉMENTS EXISTANTS ET PROJETÉS:

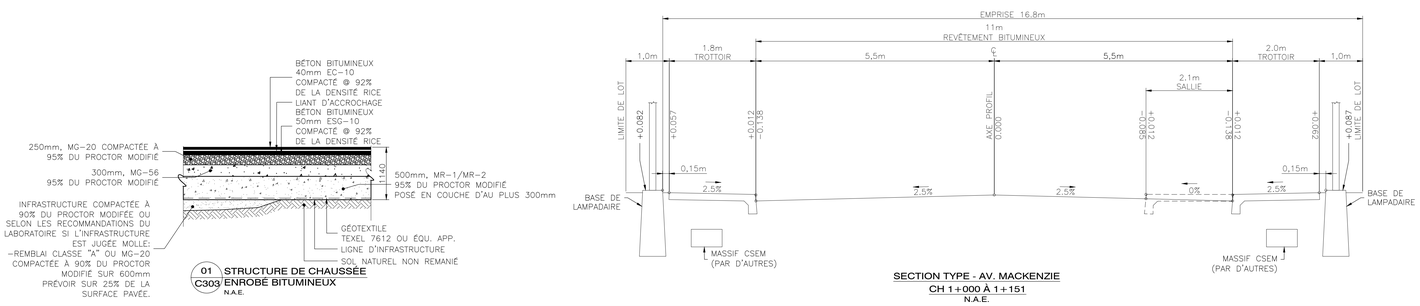
	EXISTANT	PROPOSÉ
ÉGOUT SANITAIRE	S	
AQUEDUC	A	
ÉGOUT PLUVIAL		
ÉGOUT COMBINÉ	C	
SENS D'ÉCOULEMENT		
REGARD	OU	
VANNE		
CHAMBRE DE VANNE		
ÉLÉVATIONS (BTM=BAS/HAUT TROTTOIR	51.71	BORDURE PAVAGE
ANNOTATIONS		
POTEAU ÉLECTRIQUE (PAR D'AUTRES)		
BASE DE LAMPADAIRE		
BORNE FONTAINE		
PUISARD (CROQUIS MV-222)		
PUISARD DE RUE (CROQUIS MV-221)		
LIMITE DE BÂTIMENT		
BORDURE ARASÉE ET ENRÔCHEMENT (VOIR DETAIL 12-0201)		ENRÔCHEMENT ARASÉ
BOLLARD (VOIR ARCH.) (SN1178)		
RÉGULATEUR DE DÉBIT		
CLAPET ANTI-RETOUR		
SIAMOISE		
LIMITE DE SOUS-SOL		
LIMITE DE LOTS		
SONDAGE	F-XX El. XX.XXm	

NOTE 01:

TOUS LES COUVERCLES EN FONTE (VANNE, REGARDS, ETC.) INSTALLÉS DANS LE PAVÉ SONT COLLÉS DANS UN CARRÉ DE BÉTON. VOIR DÉTAIL MV-283. ADAPTER LA DIMENSION EN FONCTION DE LA TAILLE DES COUVERCLES.

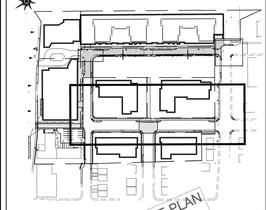
AVE. MACKENZIE





SECTION TYPE - AV. MACKENZIE
CH 1+000 À 1+151
N.A.E.

PLAN CLÉ



0M	18/04/23	EMIS POUR ENTENTE
0L	18/04/13	EMIS POUR ENTENTE
0K	18/04/06	EMIS POUR ENTENTE
0J	18/03/29	EMIS POUR ENTENTE
0I	18/03/16	EMIS POUR COMMENTAIRES
0H	18/02/26	EMIS POUR COMMENTAIRES
0G	18/02/02	EMIS POUR COMMENTAIRES
0F	17/12/05	EMIS POUR COMMENTAIRES
0E	17/12/01	EMIS POUR COMMENTAIRES
0D	17/11/27	EMIS POUR COMMENTAIRES
No.	DATE	RÉVISION

M.D.
M.D.
M.D.
M.D.
M.D.
M.D.
M.D.
M.D.
M.D.
M.D.
PAR

CE PLAN NE PEUT ÊTRE UTILISÉ POUR CONSTRUCTION À MOINS D'AVOIR LA MENTION POUR CONSTRUCTION

INGÉNIEURS CIVILS :
VINCI CONSULTANTS
INGÉNIEURS URBAINS DURABLES
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERS
DEPUIS 1982
info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.555, Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6 514.759.4782
163 Lafleur Dumfries, Port-au-Prince, HAÏTI 509 4774.4681
vinciconsultants.com

SCEAU :

PROJET :

WESTBURY

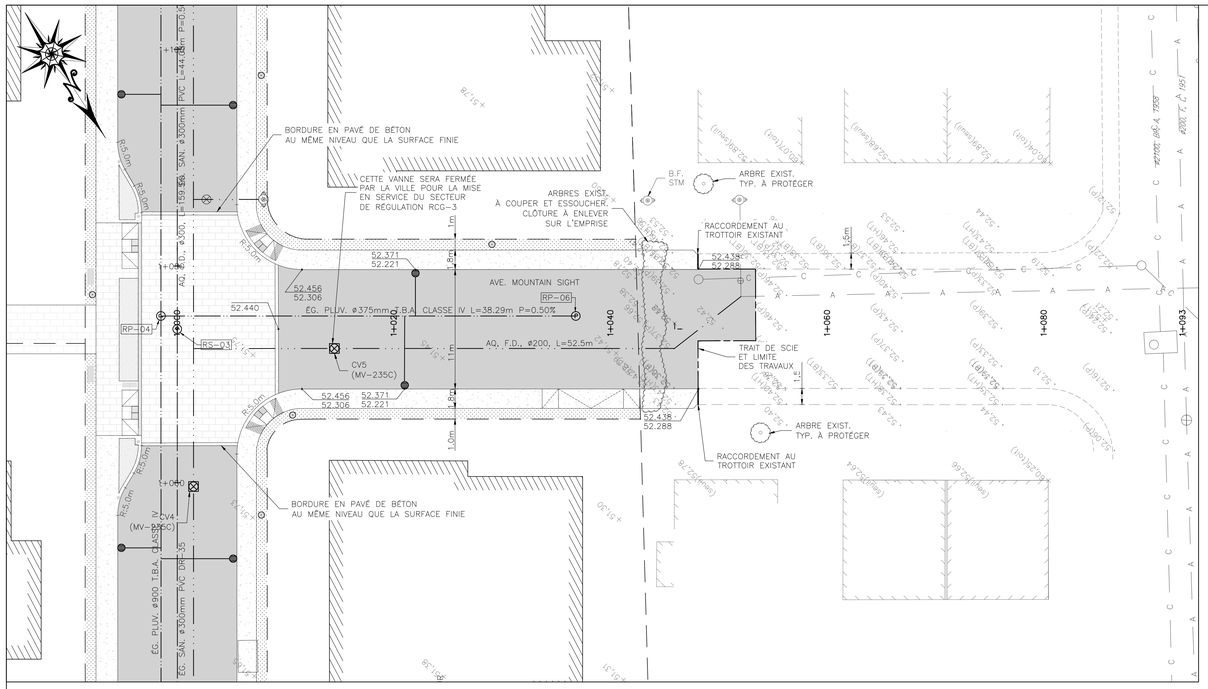
TITRE :

PLAN ET PROFIL
AV. MACKENZIE
CH. 1+000 @ 1+163

ÉCHELLE :
H: 1:200
V: 1:50
5 0 5 10 m

DESSINÉ PAR : Samuel Roy, tech.
CONÇU PAR : P.L., ing. et M.-E. L., ing.
VÉRIFIÉ PAR : Marie Dugué, ing.jr.

DOSSIER No. : 17-692C
DATE : Octobre 2017
PLAN No. : C303



SECTION TYPE - AV. MOUNTAIN SIGHTS
CH 1+009 À 1+044
N.A.E.

04 C304 STRUCTURE DE CHAUSSÉE ENROBÉ BITUMINEUX
N.A.E.

LÉGENDE

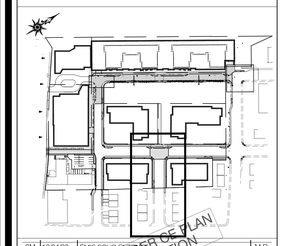
REVÊTEMENT BITUMINEUX
PAVÉS DE BÉTON
FOSSE DE PLANTATION (VOIR ARCHITECTE)
OU
BÉTON
DÉPRESSION VÉGÉTALISÉE
PLAQUES PODOTACTILES (VOIR ARCHITECTE)
BORDURE DE GRANITE (VOIR ARCHITECTE)
BORDURE DE BÉTON (VOIR ARCHITECTE)

ÉLÉMENTS EXISTANTS ET PROJETÉS:	EXISTANT	PROPOSÉ
ÉGOUT SANITAIRE	S	
AQUEDUC	A	
ÉGOUT PLUVIAL		
ÉGOUT COMBINÉ	C	
SENS D'ÉCOULEMENT		
REGARD	OU	
VANNE		
CHAMBRE DE VANNE		
ÉLÉVATIONS (EXEMPLE) (M)=HAS/HAUT TROTTOIR	51,71	BORDURE PAVAGE
ANNOTATIONS		
POTEAU ÉLECTRIQUE (PAR D'AUTRES)		
BASE DE LAMPADAIRE		
BORNE FONTAINE		
PUISARD (CROQUIS MV-222)		
PUISARD DE RUE (CROQUIS MV-221)		
LIMITE DE BÂTIMENT		
BORDURE ARASÉE ET ENROBÉCHEMIN (VOIR DÉTAIL 12-C601)		ENROBÉ BITUMINEUX
BOLLARD (VOIR ARCH.) (SN1178)		
RÉGULATEUR DE DÉBIT		
CLAPET ANTI-RETOUR		
SIAMOISE		
LIMITE DE SOUS-SOL		
LIMITE DE LOTS		
SONDAGE	F-XX Él. XX.XXm	

NOTE 01:

TOUS LES COUVERCLES EN FONTE (VANNE, REGARDS, ETC.) INSTALLÉS DANS LE PAVÉ SONT COULÉS DANS UN CARRÉ DE BÉTON. VOIR DÉTAIL MV-283. ADAPTER LA DIMENSION EN FONCTION DE LA TAILLE DES COUVERCLES.

PLAN CLÉ



0M	18/04/23	ÉMIS POUR ENREGISTREMENT	M.D.
0L	18/04/13	ÉMIS POUR APPROBATION	M.D.
0K	18/04/06	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0J	18/03/29	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0I	18/03/22	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0H	18/03/15	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0G	18/02/16	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0F	17/12/05	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0E	17/12/01	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0D	17/11/27	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
No.	DATE	RÉVISION	PAR

NOT PART OF PLAN
NE FAIT PAS PARTIE DU PLAN
POUR CONSTRUCTION

INGÉNIEURS CIVILS :
VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1982
info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.500, Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6 514 759-4782
102 Lafleur Duchaine, Port-au-Prince, HAÏTI 509 4774 4681
vinciconsultants.com

SCEAU :

PROJET :

WESTBURY

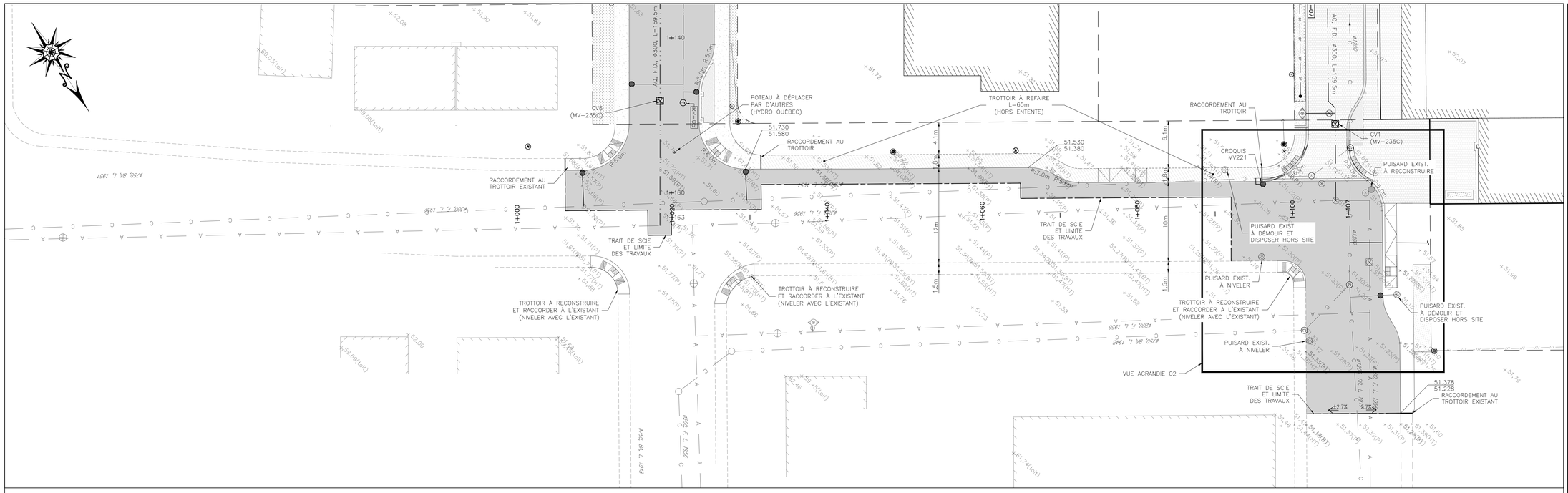
TITRE :

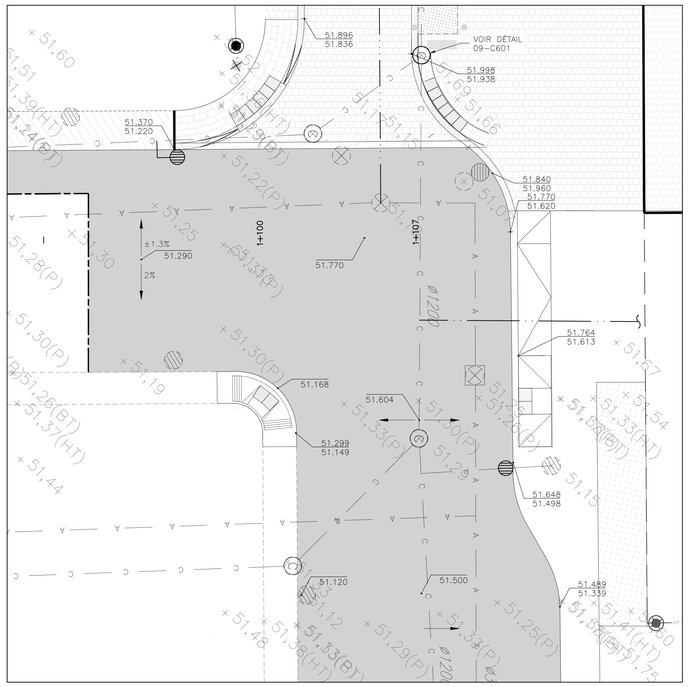
PLAN ET PROFIL AV. MOUNTAIN SIGHTS CH. 1+000 @ 1+093

ÉCHELLE : H: 1:200 V: 1:50

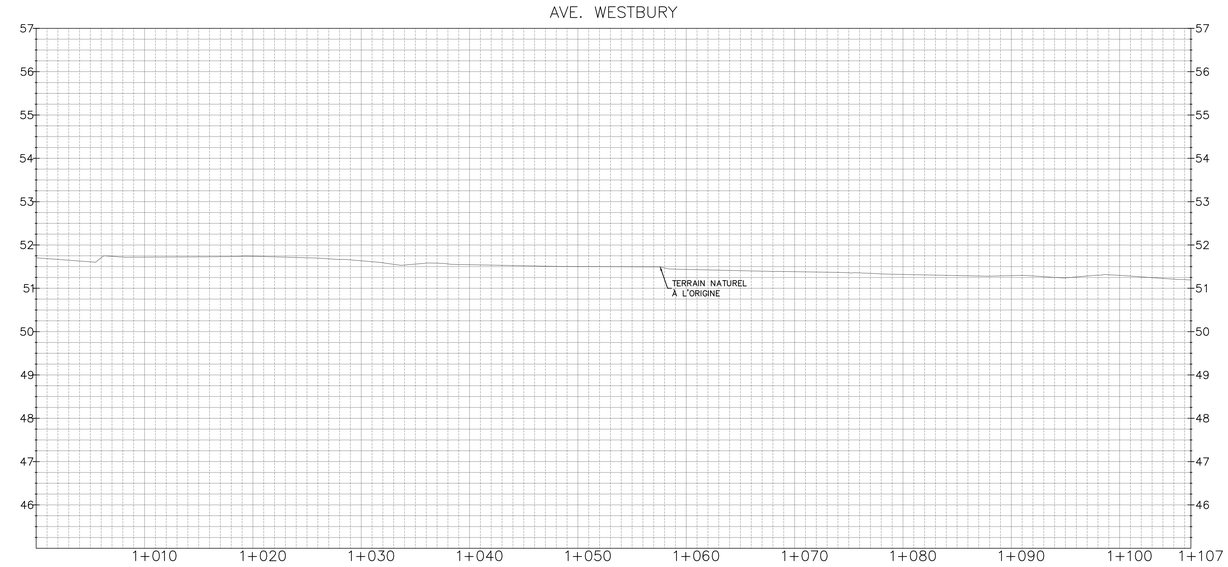
DESSINÉ PAR : Samuel Roy, tech.
CONÇU PAR : P.L., ing. et M.-E. L., ing.jr.
VISÉ PAR : Marie Dugué, ing.

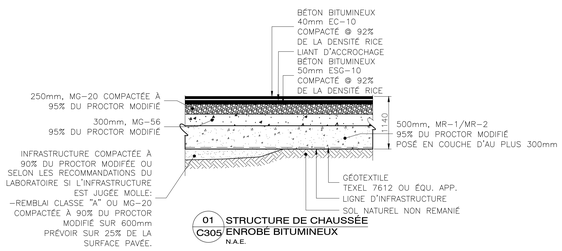
DOSSIER No : 17-692C
DATE : Octobre 2017
PLAN No : C304



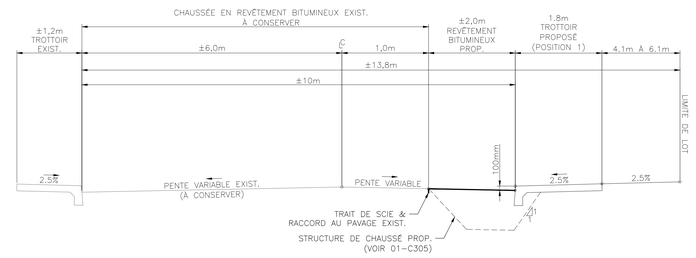


VUE AGRANDIE 02
1:100





01 C305 STRUCTURE DE CHAUSSÉE ENROBÉ BITUMINEUX
N.A.E.



SECTION TYPE - AV. WESTBURY
CH 1+006 À 1+166
N.A.E.

LÉGENDE

- REVÊTEMENT BITUMINEUX
- PAVÉS DE BÉTON
- FOSSE DE PLANTATION (VOIR ARCHITECTE)
- BÉTON
- DÉPRESSION VÉGÉTALISÉE
- PLAQUES PODOTACTILES (VOIR ARCHITECTE)
- BORDURE DE GRANITE (VOIR ARCHITECTE)
- BORDURE DE BÉTON (VOIR ARCHITECTE)

ÉLÉMENTS EXISTANTS ET PROJETÉS:

	EXISTANT	PROPOSÉ
ÉGOUT SANITAIRE	S	
AQUEDUC	A	
ÉGOUT PLUVIAL		
ÉGOUT COMBINÉ	C	
SENS D'ÉCOULEMENT		
REGARD	OU	
VANNE		
CHAMBRE DE VANNE		
ÉLÉVATIONS (EXISTANT=BAS/HAUT TROTTOIR)	51.71	BORDURE PAVAGE
ANNOTATIONS	XXXXX	
POTEAU ÉLECTRIQUE (PAR D'AUTRES)		
BASE DE LAMPADAIRE		
BORNE FONTAINE		
PUISARD (CROQUIS MV-222)		
PUISARD DE RUE (CROQUIS MV-221)		
LIMITE DE BÂTIMENT		
BORDURE ARASÉE ET ENRICHEMENT (VOIR DETAIL 12-Q001)		ENRICH. ARASÉE
BOLLARD (VOIR ARCH.) (DN 7118)		
RÉGULATEUR DE DÉBIT		
CLAPET ANTI-RETOUR		
SIAMOISE		
LIMITE DE SOUS-SOL		
LIMITE DE LOTS		
SONDAGE	F-XX Él. XX.XXm	

NOTE 01:

TOUS LES COUVERCLES EN FONTE (VANNE, REGARDS, ETC.) INSTALLÉS DANS LE PAVÉ SONT COULÉS DANS UN CARRÉ DE BÉTON. VOIR DÉTAIL MV-283. ADAPTER LA DIMENSION EN FONCTION DE LA TAILLE DES COUVERCLES.

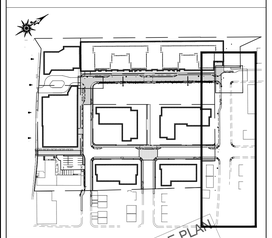
NOTE 02:

TOUS LES LAMPADAIRES EXISTANTS SUR LES POTEAUX D'HYDRO-QUÉBEC DEVRONT ÊTRE CONSERVÉS.

NOTE 03:

TOUS LES ARBRES QUI ONT ÉTÉ COUPÉS PAR L'ARRONDISSEMENT, SUR L'AVE. WESTBURY, DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE L'AGRILE DE FRÊNE SERONT EXCLUS DE L'ENTENTE.

PLAN CLÉ



No.	DATE	RÉVISION	PAR
0M	18/04/23	ÉMIS POUR ENTENTE	M.D.
0L	18/04/13	ÉMIS POUR ENTENTE	M.D.
0K	18/04/06	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0J	18/03/29	ÉMIS POUR ENTENTE	M.D.
0I	18/03/14	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0H	18/02/09	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0G	18/02/02	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0F	17/12/05	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0E	17/12/01	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0D	17/11/27	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.

NE PAS UTILISER CE PLAN POUR CONSTRUCTION

INGÉNIEURS CIVILS :

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992
info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.500, Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6 514 759.4782
102 Lafleur Ouvrière, Port-au-Prince, HAÏTI 509 4774 4681
vinciconsultants.com

SCEAU

PROJET :

WESTBURY

TITRE :

PLAN ET PROFIL AVE. WESTBURY CH. 1+000 @ 1+107

ÉCHELLE : H: 1:200 V: 1:50

DESSINÉ PAR : Samuel Roy, tech.
CONÇU PAR : P.L., ing. et M.-É. L., ing.jr.
VÉRIFIÉ PAR : Marie Dugué, ing.

DOSSIER No. : 17-692C
DATE : Octobre 2017
PLAN No. : C305

AVENUE DE COURTRAI

AVENUE TRANS-ISLAND

AVENUE MOUNTAIN SIGHT

RUE PRIVÉE

RUE MACKENZIE

RUE
LOT# 6049221

servitude de passage
inscr. #5161124

2.64

2.35

1300mm
TYP.

6
(EN BLOCS
JAUNES)

1300mm
TYP.

12000mm
TYP.

6.38

5 cases (2.1m x 6.1m)

2.07

5
(TYP.)

12.93

8 cases (2.1m x 6.1m)

1300mm
S.I.C.

2500mm
TYP.

8.63

8.63

S: 3 470,0

S: 2900,0

S: 3628,5

S: 1 967,4

S: 1 761,9

S: 941,7

S: 705,4

S: 708,1

S: 135,8

LÉGENDE

- REVÊTEMENT BITUMINEUX
- PAVÉS DE BÉTON
- DÉPRESSION VÉGÉTALISÉE
- LIMITE DE BÂTIMENT
- LIMITE DE SOUS-SOL
- LIMITE DE LOTS
- PIEUX POUR POTEAUX DE SIGNALISATIONS
- BASE DE LAMPADAIRE (PAR D'AUTRES)

1. STATIONNEMENT 120mm BLANC
2. LIGNE AXIALE 120mm JAUNE
3. LIGNE D'ARRÊT 450mm BLANC
5. PASSAGE PIÉTONS MARQUAGE EN PAVÉ UNI JAUNE — 400mm — 2400mm — 2500mm
6. PASSAGE PIÉTONS MARQUAGE 120mm BLANC COULEUR(S) JAUNE SI INDIQUÉ, MACKENZIE : JAUNE SI INDIQUÉ
7. PANNEAUX DE LIMITATION DE VITESSE (P-70-2) — MAXIMUM 30 — 600mm — 900mm
7.1 PANNEAUX DE LIMITATION DE VITESSE (P-70-4) — MAXIMUM 40 SECTEUR — 600mm — 900mm — 1500mm
8. FLÈCHE DE DOS D'ÂNE ALLONGÉ MARQUAGE BLANC — 1500mm
9. PANNEAUX D'ARRÊT (P-10) — ARRET — 600mm
10. PANNEAUX D'ENTRÉE INTERDITE (P-40) — 600mm — 600mm — 250mm
11. SENS UNIQUE (P-90-1) — 750mm
12. PASSAGE POUR PIÉTON (P-270-G ET P-270-D) — 750mm — 600mm
13. CONTOURNEMENT D'OBSTACLE (P-90-D) — 750mm — 600mm
14. VIRAGE OBLIGATOIRE (P-110-D-G) — 600mm — 600mm
15. ARRÊTS AUX INTERSECTIONS — 450mm — 450mm (P-010-P-2)
16. PASSAGE DE PERSONNES AVEC DOS D'ÂNE — 450mm — 450mm
17. EXCEPTÉ VÉHICULES AUTORISÉS — EXCEPTÉ VÉHICULES AUTORISÉS (P-110-P-2)

NOTES:

- DIMENSIONS DU MARQUAGE DE CHAUSSÉE CONFORME AU GUIDE DE MARQUAGES DE LA VILLE DE MONTRÉAL À MOINS D'AVIS CONTRAIRES.
- HAUTEUR DE MONTAGE DES PANNEAUX 2.1m. (VOIR DN-V-1-001 MTQ)
- POTEAUX DE RUE INSTALLÉS AVEC TIGE DE PIEUX 238 VISTECH OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ
- COORDONNER LA POSITION DES PANNEAUX AVEC LES MASSIFS SOUTERRAINS LORS DE L'EXÉCUTION.

No.	DATE	REVISION	PAR
0I	18/04/23	ÉMIS POUR ENTENTE	M.D.
0H	18/04/06	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0G	18/03/29	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0F	18/03/14	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	P.L.
0E	18/02/28	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	P.L.
0D	18/02/06	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0C	18/02/02	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0B	17/12/05	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0A	17/11/27	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.

NOT FOR CONSTRUCTION
NE PAS UTILISER CE PLAN POUR CONSTRUCTION

INGÉNIEURS CIVILS :

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505, Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6 514 759-4782
102 Lafleur Duchaine, Port-au-Prince, HAÏTI 509-4774.4681
vinciconsultants.com

SCEAU

PROJET :

WESTBURY

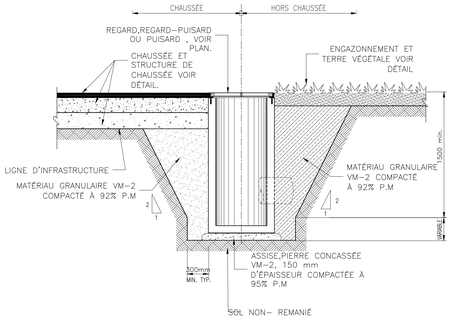
TITRE :

PLAN MARQUAGE ET SIGNALISATION

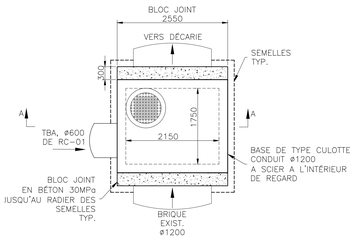
ÉCHELLE : 1:200 — 5 0 5 10 m

DESSINÉ PAR : Samuel Roy, tech.
CONÇU PAR : P.L., ing. et M.-E. L., ing.
VÉRIFIÉ PAR : Marie Dugué, ing.

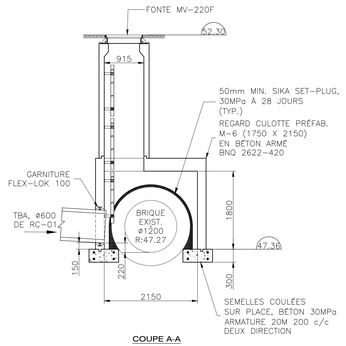
DOSSIER No. : 17-692C
DATE : Octobre 2017
PLAN No. C306



01 C30X **EXCAVATION TYPIQUE POUR REGARD, REGARD-PUISARD ET PUISARD**
N.A.E.

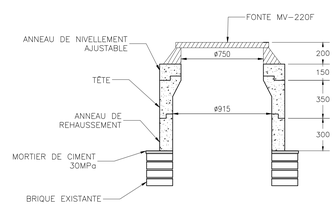


02 C301 **RACCORDEMENT AU COLLECTEUR REGARD RC-02 AVE. DE COURTRAI**
N.A.E.

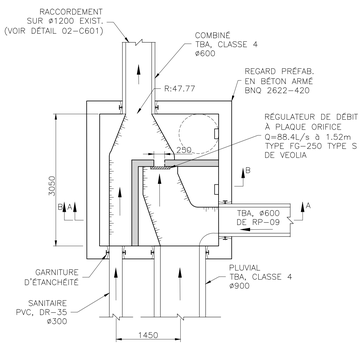


COUPE A-A

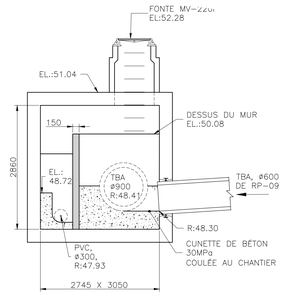
NOTE 01:
LA VILLE PRÉVOIT DE PROCÉDER À DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION PAR CHEMISAGE SUR LA CONDUITE COMBINÉE EXISTANTE SUR LA RUE COURTRAI. (PAR LA VILLE)



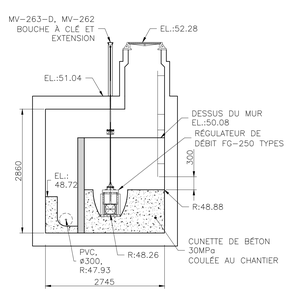
03 C301 **RECONSTRUCTION CHEMINÉ DE REGARD EXIST. CONFORME BNQ 2622-420**
N.A.E.



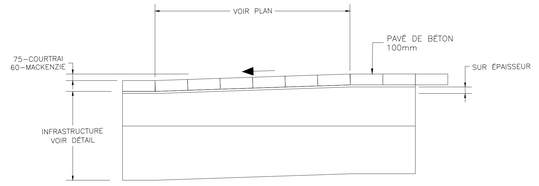
04 C302 **REGARD RC-01 - AVE. TRANS-ISLAND CONFORME BNQ 2622-420**
N.A.E.



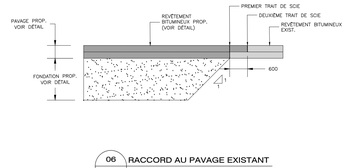
COUPE A-A



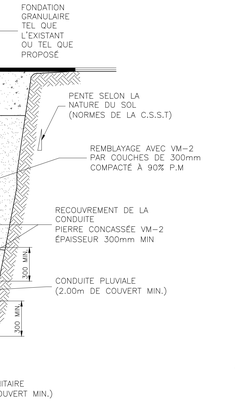
COUPE B-B



05 C301 **DOS D'ÂNE POUR PASSAGE PIÉTONNIER - PAVÉS DE BÉTON**
N.A.E.

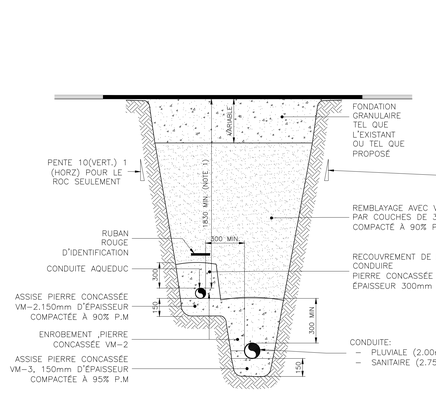


06 C301 **RACCORD AU PAVAGE EXISTANT**
N.A.E.



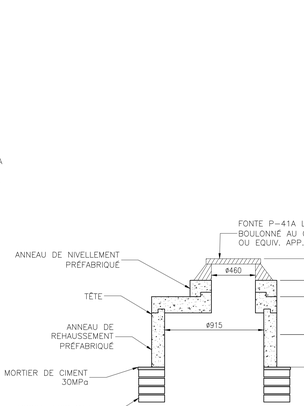
NOTE 1:
ISOLANT PROP. STYROFOAM HI–40 ÉPAISSEUR À DÉTERMINER PAR L'INGÉNIEUR SI LE RECOUVREMENT DE LA CONDUITE D'ÉGOÛT EST INFÉRIEUR À 1830mm.

07 C302 **TRANCHÉE TRIPLE**
N.A.E.

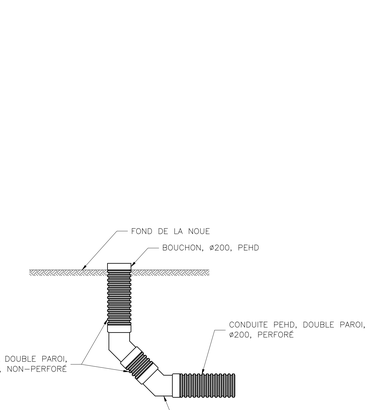


NOTE 1 :
ISOLANT PROPOSÉ STYROFOAM HI–40 ÉPAISSEUR À DÉTERMINER PAR L'INGÉNIEUR SI LE RECOUVREMENT DE LA CONDUITE EST INFÉRIEUR À 1830 mm.

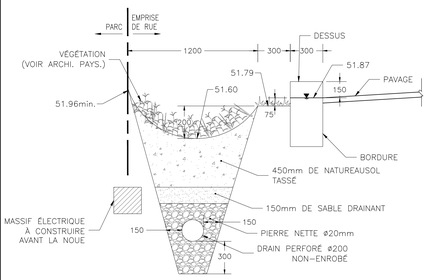
08 C302 **TRANCHÉE COMBINÉE**
N.A.E.



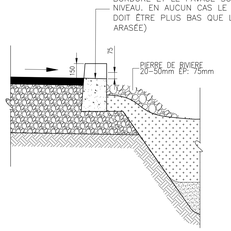
09 C302 **RECONSTRUCTION DE CHEMINÉ ET RÉDUCTION DE DIAMÈTRE**
N.A.E.

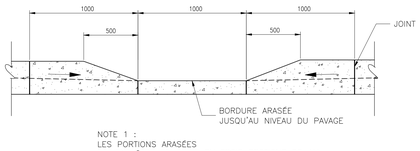


10 C301 **REGARD DE NETTOYAGE**
N.A.E.



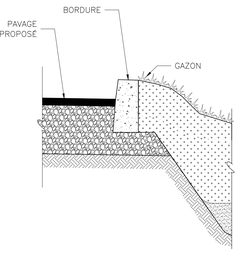
11 C301 **NOUE**
N.A.E.



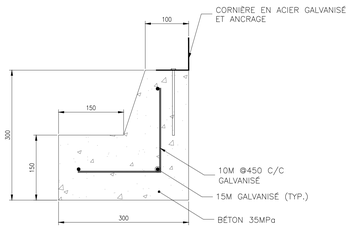


NOTE 1 :
LES PORTIONS ARASÉES DOIVENT ÊTRE FOURNIES EN TROIS SECTIONS DE 1M TEL QUE REPRÉSENTÉ CI–HAUT.

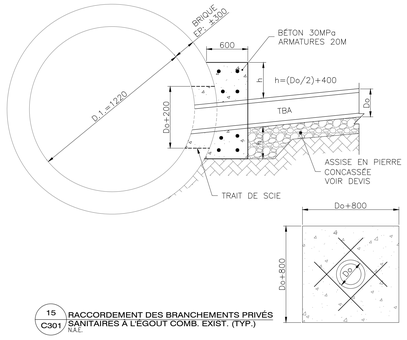
12 C301 **BORDURE ARASÉE**
N.A.E



13 C301 **BORDURE STANDARD**
N.A.E



14 C301 **BORDURE DE BÉTON SUR CELLULE SILVA**
N.A.E.



15 C301 **RACCORDEMENT DES BRANCHEMENTS PRIVÉS SANITAIRES À L'ÉGOUT COMB. EXIST. (TYP.)**
N.A.E.

No.	DATE	RÉVISION	PAR.
01	18/04/23	ÉMIS POUR ENTENTE	M.D.
0H	18/04/13	ÉMIS POUR ENTENTE	M.D.
0G	18/04/06	ÉMIS POUR ENTENTE	M.D.
0F	18/03/29	ÉMIS POUR ENTENTE	M.D.
0E	18/03/14	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0D	18/02/06	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0C	18/02/02	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0B	17/12/05	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.
0A	17/11/27	ÉMIS POUR COMMENTAIRES	M.D.

INGÉNIEURS CIVILS :
VINCI CONSULTANTS
INGÉNIEURS URBAINS DURABLES
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERS
DEPUIS 1982
info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505, Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6 514 759-4782
163 Lefleur Bucheke, Port-au-Prince, HAÏTI 509-4774-4681
vinciconsultants.com

SCEAU :

PROJET :

WESTBURY

TITRE :

DÉTAILS

ÉCHELLE :
N.A.E.

DESSINÉ PAR : Samuel Roy, tech.
CONÇU PAR : P.L., ing. et M.-E. L., ing.jr.
VÉRIFIÉ PAR : Marie Dugué, ing.

DOSSIER No. : 17-692C
DATE : Octobre 2017
PLAN No. C601

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992

Montréal, le 30 mars 2018

Félix Allaire
Vice-Président Développement
Les Développements Armstrong inc.
4700 de la Savane #222
Montréal (Québec) H4P 1T7
(514) 525-2929, poste 223
fallaire@devmont.ca

OBJET :	Devis de génie civil
PROJET :	Développement Westbury, Côte-des-Neiges – Notre Dame de Grâce
N / DOSSIER :	17-692C

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

REGISTRE DES RÉVISIONS ET ÉMISSIONS

NO DE RÉVISION	DATE	DESCRIPTION DE LA MODIFICATION ET/OU DE L'ÉMISSION
0A	2017/11/29	Émission pour commentaires
0B	2018/02/05	Émission pour commentaires finaux
0C	2018-03-14	Émission pour commentaires
OD	2018-03-30	Émission pour entente promoteur



Préparé par : Marie Dugué, ing. 134193

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

TABLE DES MATIÈRES

1. Cahier des charges
2. Dessins normalisés
3. Sections de devis normalisés et spéciales
4. Rapport géotechnique
5. Recommandations sur les structures de chaussée

VINCI CONSULTANTS
INGÉNIERIE URBAINE DURABLE
SUSTAINABLE URBAN ENGINEERING
DEPUIS 1992

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

CAHIER DES CHARGES

1. ENVERGURE DES TRAVAUX

Les travaux de voirie et d'infrastructures consistent, sans s'y limiter, à la construction de réseaux d'égouts et d'aqueduc, de trottoirs, de bordure et de la chaussée dans les nouvelles sections de rue De Courtrai, Mountain Sights, TransIsland et Mackenzie entre le boul. Décarie, la rue Westbury et Vezine et au sud de la voie ferrée.

L'Entrepreneur doit reconstruire la structure de la chaussée existant selon les profondeurs déterminées et en respectant les recommandations suivantes :

- Réseau d'égout sanitaire incluant sans s'y limiter les regards, les conduites, les raccordements à l'existant. Les travaux incluent aussi l'excavation et la disposition des matériaux hors du site si requis, l'achat des matériaux, la pose, le remblayage.

- Réseau d'égout pluvial incluant sans s'y limiter les regards et les conduites, les raccordements à l'existant. Les travaux incluent aussi l'excavation et la disposition des matériaux hors du site si requis, l'achat des matériaux, la pose, le remblayage.

- Raccordement combiné sur l'égout existant de diamètre 1200mm qui sera chemisé par la ville en 2018.

- Noue de drainage le long de la rue de Courtrai incluant sans s'y limiter le contrôle de l'érosion, l'excavation, le drain perforé et les regards de nettoyage, le substrat de plantation, le paillis et les végétaux

- Réseau d'aqueduc incluant sans s'y limiter les conduites, les bornes fontaines, les vannes et chambres de vanne, les raccordements à l'existant. Les travaux incluent aussi l'excavation et la disposition des matériaux hors du site si requis, l'achat des matériaux, la pose, le remblayage.

- Les nouvelles rues incluant sans s'y limiter la préparation du lit, la mise en place de la fondation granulaire conformément aux plans, détails et devis, la mise en place de pavage temporaire et de démolition; la mise en place des couches de pavage conformément aux détails des plans, ainsi que le marquage et la signalisation.

Tous les travaux devront être conformes aux plans et devis du projet.

2. GÉNÉRAL

- Tous les travaux devront être conformes aux plans et devis du projet.
- En cas de divergence entre les plans et le devis, c'est ce dernier qui prévaut.

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

3. MATÉRIAUX GRANULAIRES

- Tous les matériaux granulaires doivent être conformes à la norme 6VM-9
- Se référer à la section de devis normalisé.

4. TRAVAUX D'ÉGOUTS ET DE DRAINS

- Se référer à la section de devis normalisé.
- En cas de divergence entre les détails et le devis, c'est ce dernier qui prévaudra.
- Les modèles de regard exigés sont précisés aux profils des plans C301 à 306.
- Tous les puisards devront être percés afin d'accommoder un drain de rive conformément aux dessins normalisés.

info@vinciconsultants.com
1751 Richardson, bureau 3.505
Montréal (Québec) CANADA H3K 1G6
514.759.4792
102 Lafleur Ducheine
Port-au-Prince, HAÏTI
509.4774.4681
vinciconsultants.com

2. DESSINS NORMALISÉS

DESSINS NORMALISÉS	
No	**Titre**
MV-201-A	Regard d'égout et chambre de vanne dans un pavage flexible
MV-201-B	Puisard de rue dans un pavage flexible
MV-209	Armature et supports
MV-214-A	Regard d'égout préfabriqué pour tuyaux de 610mm max
MV-214-B	Regard d'égout préfabriqué pour tuyaux de 610mm max avec raccord 455 max
MV-214-C	Regard d'égout préfabriqué pour tuyaux de 760mm max avec raccord 455 max
MV-214-D	Regard d'égout préfabriqué pour tuyaux de 915mm max avec raccord 610 max
MV-214-E	Regard d'égout préfabriqué pour tuyaux de 760mm max
MV-214-F	Regard d'égout préfabriqué pour tuyaux de 1220mm max avec rac 760mm max
MV-214-R	Regard d'égout préfabriqué rectangulaire à garniture de caoutchouc pour égout pluvial de 915mm (36 po.) max.
MV-215	Cunette
MV-216-B	Regard d'égout préfabriqué circulaire étanche (pour tuyaux 610mm max.)
MV-216-C	Regard d'égout préfabriqué circulaire étanche (pour tuyaux 915mm max.)
MV-216-G	Garniture étanche A-LOK
MV-220-A	Cadre de couvercle de regard d'égout et de chambre de vanne
MV-220-B	Couvercle de regard d'égout pour cadre

MV-220-F	Cadre de type ajustable pour chambre de vanne et regard d'égout
MV-221	Puisard de rue
MV-221-A	Tête de puisard de rue
MV-221-C	Trappe de puisard de rue (pour drain de 225 mm)
MV-221-E	Garniture étanche Z-LOK
MV-221-F	Panier amovible pour puisard de ruelle
MV-221-H	Cadre et grille ajustable
MV-221-J	Grille de puisard de rue anti-vélo
MV-222	Puisard de trottoir
MV-223	Drain pluvial pour raccordement de puisard
MV-226	Sellette en fonte
MV-227	Sellette en béton armé
MV-230	Protection d'aqueduc contre le gel
MV-231	Collet de retenue (joint mécanique)
MV-231A	Collet de retenue (joint tyton)
MV-235-C	Chambre de vanne circulaire, préfabriquée rectangulaire de 1500 X 1800 pour vanne à joint mécanique retenus 200 à 300 mm
MV-236-A	Cadre de couvercle de chambre de vanne
MV-236-B	Couvercle de chambre de vanne
MV-236-C	Couvercle de chambre de vanne pour cadre MV 220-A
MV-245	Trottoirs à revêtement de béton
MV-245-A	Reconstruction du trottoir
MV-245-B (addenda 01)	Motif décoratif pour trottoir à revêtement de béton
MV-248	Service d'utilités publiques dans les trottoirs
MV-249	Saillie avec élargissement de trottoir
MV-249-A	Saillie sans élargissement de trottoir

MV-251 (addenda 01)	Joints dans les trottoirs à revêtement de béton
MV-251-B	Joint d’isolation étanche
MV-258	Gabarit pour entrée de garage
MV-260	Entrée pour voitures
MV-260-A	Bateau pavé pour personnes handicapées
MV-260-B	Bateau pavé pour personnes handicapées (détails)
MV-260-C	Bateau pavé pour personnes handicapées (construction)
MV-266	Borne-fontaine
MV-268	Clôture de protection temporaire
MV-277	Échelle et échelons
MV-277A	Échelle en aluminium
MV-283	Collet en béton armé
MV-285	Bordure en béton
MV-296-A	Base de lampadaire de rue
DN-3025-R4	Base pour borne de recharge
DN-7116	Saillie
DN7301 (addenda 02)	Abaissement de trottoir avec plaque podotactile
	Détails typiques bordure de granite (voir devis normalisé 7VM-10)

3. SECTIONS SPÉCIALES ET NORMALISÉES

SECTION GÉNIE CIVIL ET ARCHITECTURE DE PAYSAGE				
SECTIONS	**DESCRIPTION**	**NORMALISÉES**	**SPÉCIALES**	**SUR PLAN**
01 00 00	Clauses techniques générales			X
31 32 19.01	Géotextiles		X	
32 15 60-1	Contrôle de l'érosion et des sédiments		X	
32 94 01	Noue de biorétention		X	
02-212	Fascicule 02-212 – Excavation, creusage de tranchées et remblayage	X		
1-4	Fascicule 1-4 (et addenda) - Matériaux et matériel	X		
2-5	Fascicule 2-5 (et addenda) - Travaux de chaussée	X		
2-6	Fascicule 2-6 (et addenda) - Travaux de trottoirs	X		
2-7	Fascicule 2-7 (et addenda) - Travaux de bordure, de mail central, séparateur de circulation, îlot,	X		

	muret, chasse roues			
2-8	Fascicule 2.8 (et addenda) - Travaux d'égouts et de drains	X		
2-9	Fascicule 2-9 (et addenda) - Travaux de conduites d'eau	X		
933-05	Fascicule 933-05 – Travaux de conduites d'eau en fonte	X		
2-12-1	Fascicule 2-12-1- – Vanne à guillotine	X		
2-12	Fascicule 2-12- – Vanne papillon	X		
7VM-20	Fascicule 7VM-20 – Caractéristiques et installation des bordures de granit	X		
7VM-10	7VM-10 – Mise en œuvre des pavés et des dalles en béton ou en pierre naturelle sur assise granulaire	X		

Partie 1 Généralités

1.1 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION/INFORMATION

.1 Fiches techniques

.1 Soumettre les fiches techniques requises ainsi que les instructions et la documentation du fabricant concernant les géotextiles. Les fiches techniques doivent indiquer les caractéristiques des produits, les critères de performance, les dimensions, les limites et la finition.

1.2 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

.1 Entreposage et manutention

.1 Entreposer les matériaux et le matériel de manière qu'ils ne reposent pas sur le sol, dans un endroit propre, sec et bien aéré, conformément aux recommandations du fabricant.

.2 Entreposer les géotextiles de manière à les protéger contre la lumière directe du soleil et les rayons UV.

.3 Remplacer les matériaux et le matériel défectueux ou endommagés par des matériaux et du matériel neufs.

Partie 2 Produits

2.1 MATÉRIAUX ET MATÉRIEL

.1 Géotextiles pour chaussée : Texel 7609 ou équivalent approuvé.

.2 Géotextiles pour aqueduc : Texel 7618 ou équivalent approuvé.

Partie 3 Exécution

3.1 EXAMEN

.1 Vérification des conditions : avant de procéder à l'installation des géotextiles, s'assurer que l'état des surfaces/supports préalablement mis en oeuvre aux termes d'autres sections ou contrats est acceptable et permet de réaliser les travaux conformément aux instructions écrites du fabricant.

.1 Faire une inspection visuelle des surfaces/supports en présence de l'Ingénieur.

.2 Informer immédiatement l'Ingénieur de toute condition inacceptable décelée.

.3 Commencer les travaux d'installation seulement après avoir corrigé les conditions inacceptables et reçu l'approbation écrite de l'Ingénieur.

3.2 MISE EN PLACE

Travaux de chaussée

.1 Sur des surfaces nivelées, mettre en place les géotextiles en les déroulant dans le sens, de la manière et à l'endroit indiqués.

.2 Mettre en place les géotextiles de façon à obtenir une surface unie et exempte de plissements, de gondolements et de zones sous tension.

.3 Sur des surfaces en pente, mettre en place les géotextiles par bandes continues, à partir du pied de la pente jusqu'à la limite supérieure prévue.

.4 Faire chevaucher chaque bande de géotextile sur la bande précédemment mise en place, sur une largeur de 600 mm.

.5 Prévenir le déplacement des géotextiles et les protéger contre tout dommage ou toute détérioration avant, pendant et après la mise en place des couches de protection.

.6 Disposer la couche de protection dans les quatre (4) heures suivant la mise en place du géotextile.

.7 Remplacer les géotextiles endommagés ou détériorés, à la satisfaction de l'Ingénieur. Mettre en place et compacter les couches de terre de protection conformément aux sections applicables.

Travaux d'aqueduc

.8 Sur une conduite proposée en fonte, un géotextile type 7618 Texel (ou équivalent approuvé) est demandé comme enrobage de protection. Le géotextile est enrobé autour de la gaine de polyéthylène exigé aux devis de la Ville.

.9 Le géotextile est enroulé autour de la gaine de polyéthylène au moment de l'installation, avant le remblayage.

.10 Le géotextile doit être de largeur suffisante pour recouvrir la gaine avec un excédant de 300 mm de part et d'autre de la conduite.

.11 L'entrepreneur doit prendre les dispositions nécessaires pour que le géotextile reste bien en place lors des opérations de remblayage.

3.3 MESURES DE PROTECTION

.1 Interdire la circulation des véhicules directement sur les géotextiles.

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 EXIGENCES CONNEXES

.1 Section 31 32 19.01 Géotextiles.

.2 Section 01 00 00 Clauses techniques générales

1.2 PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT

.1 La fourniture et l'application d'eau utilisée comme abat-poussière seront payées dans le montant forfaitaire Mesures de contrôle de l'érosion durant les travaux.

.2 Aucune allocation additionnelle ne sera versée pour la commande et l'application d'eau le samedi, le dimanche ou un jour férié.

1.3 RÉFÉRENCES

.1 U.S. Environmental Protection Agency (EPA)/Office of Water

.1 EPA 832/R-92-005, Storm Water Management for Construction Activities: Developing Pollution Prevention Plans and Best Management Practices.

1.4 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION/INFORMATION

.1 Documents/Échantillons à soumettre relativement à la conception durable

.1 Contrôle de l'érosion et des sédiments : soumettre un plan de contrôle de l'érosion et des sédiments conformément à la norme EPA 832/R-92-005, aux exigences des autorités compétentes, ou autre section applicable. Le chantier ne pourra pas débuter avant l'approbation du plan par l'ingénieur et la mise en place des ouvrages de contrôle de l'érosion.

1.5 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

.1 Transporter, entreposer et manutentionner les matériaux et les matériels conformément aux instructions écrites du fabricant.

.2 Livraison et acceptation : livrer les matériaux et les matériels au chantier dans leur emballage d'origine, lequel doit porter une étiquette indiquant le nom et l'adresse du fabricant.

Partie 2 Produits

2.1 MATÉRIAUX

.1 Barrières à sédiments : assujettit à l'approbation de l'ingénieur

.2 Géotextile : conforme à la section 31 32 19 01

.3 A définir selon le plan de contrôle de l'érosion de l'entrepreneur

Partie 3 Exécution

3.1 PRÉPARATION

.1 Mettre en place des moyens temporaires de contrôle de l'érosion et des sédiments pendant les travaux pour prévenir :

.1 la perte de sol par l'action de l'eau de ruissellement ou du vent

.2 la sédimentation dans les égouts récepteur

.3 la pollution de l'air avec la poussière

Les exigences les plus rigoureuses entre celles énoncées dans le document 832/R-92-005 publié par l'EPA et celles établies par les autorités compétentes doivent être suivies.

.2 L'Entrepreneur devra soumettre lors de l'obtention du contrat un plan de gestion de l'érosion et des sédiments pendant les travaux et le faire approuver par l'Ingénieur. Aucun travail ne pourra commencer avant approbation et mise en place des mesures.

.3 Le plan de contrôle de l'érosion devra inclure minimalement les éléments suivants :

.1 Position et stabilisation des entrées au chantier

.2 Procédure de nettoyage des camions et de la rue à l'extérieur du chantier pour éviter la présence de sédiments à l'extérieur du site

.3 Protection des puisards existants et/ou proposés sur le site et à l'extérieur au pourtour des entrées du chantier

.4 Position des barrières à sédiments au pourtour du site lorsque l'eau de ruissellement pourrait se diriger hors du site

.5 Proposition de gestion des sols excavés. Si les sols sont entreposés sur le site, ils devront être couverts si entreposés plus d'une semaine. Si les sols sont sortis du site, le site de disposition devra être selon les exigences par la ville de Montréal et le MDDELCC.

.6 L'entrepreneur devra soumettre minimalement un narratif, un plan de contrôle de l'érosion et des sédiments montrant les mesures à mettre en place et un canevas des rapports hebdomadaires.

.4 L'Entrepreneur devra soumettre des rapports hebdomadaires permettant de constater les performances du contrôle de l'érosion.

.5 L'Entrepreneur devra s'assurer que tout le personnel et tous les sous-traitants connaissent et comprennent les installations mises en place afin de s'assurer que celles-ci demeurent fonctionnels tout au cours du chantier.

.6 Il est recommandé à l'Entrepreneur d'avoir une personne responsable dédiées aux installations de contrôle de l'érosion et que ce soit cette même personne qui réalise les inspections et les rapports demandés.

.7 L'Entrepreneur devra s'assurer que les mesures mises en place atteignent les objectifs de contrôle lors des pluies. Il doit considérer qu'il devra remettre en norme les installations si celles-ci sont inadéquates et ne répondent pas aux objectifs visés.

.8 La liste suivante, non-exhaustive, regroupe des exemples des mesures à mettre en place : barrières à sédiments, protection des puisards, protection des tas mis en pile, abat-poussière, bassin de sédimentation, bacs de lavage des roues et nettoyage des rues.

.9 L'Entrepreneur devra protéger adéquatement le substrat d'infiltration installée dans la noue, suite à son installation, de toute contamination par le ruissellement et ce jusqu'à la pose du pavage. Des barrières à sédiments peuvent être installées au pourtour de la noue ou un géotextile peut y être déposé sur toute la surface avec un système adéquat de retenue. La méthode utilisée devra faire partie du plan de gestion de l'érosion et des sédiments, mais sera payable dans l'item noue. Les mesures de protection pourront être enlevées une fois le pavage terminé et juste avant les travaux d'aménagement paysager.

.10 Il ne doit y avoir aucun déversement d'eaux usées dans l'environnement lors de la réalisation des travaux.

3.2 APPLICATION

.1 A définir dans le plan de contrôle de l'érosion à fournir par l'entrepreneur.

3.3 NETTOYAGE

.1 Laisser les lieux propres à la fin de chaque journée de travail.

.2 Nettoyage final : évacuer du chantier les matériaux/matériels en surplus, les déchets, les outils et l'équipement.

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 EXIGENCES CONNEXES

.1 Fascicule 2-10 Géotextiles.

.2 Fascicule 2-1 Clauses techniques générales.

.3 Fascicule 2-8 Travaux d'égouts et de drains.

1.2 RÉFÉRENCES

.1 CSA

.1 Normes de conception, et de construction pour la biorétention émise par CSA (en cours de production).

1.3 DOCUMENTS / ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION / INFORMATION

.1 Documents / Échantillons à soumettre relativement à la conception durable

.1 L'Entrepreneur devra fournir une fiche technique du substrat utilisé avant la commande du produit. De plus, il devra fournir, une fois livré au chantier, le bon de commande démontrant la provenance exacte du produit, en plus de la fiche technique.

.2 L'Entrepreneur devra soumettre deux essais de perméabilité du substrat réalisés sur le site. Un essai sera réalisé après la mise en place et un second à la fin des travaux.

.3 Documents à soumettre aux fins de la certification LEED Canada - NC, version 1.0 : selon le Fascicule 01-352 - Exigences LEED, ou autre section applicable.

1.4 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

.1 Le substrat de la noue de biorétention devra être protégé de la pluie, des intempéries et de la contamination par les sédiments.

.2 Transporter, entreposer et manutentionner les matériaux et les matériels conformément aux instructions écrites du fabricant.

.3 Livraison et acceptation : livrer les matériaux et les matériels au chantier dans leur emballage d'origine, lequel doit porter une étiquette indiquant le nom et l'adresse du fabricant.

.4 Gestion des déchets d'emballage : récupérer les déchets d'emballage aux fins de réutilisation / réemploi et de reprise des palettes, des caisses, du matelassage, et des autres matériaux d'emballage par leur fabricant.

Partie 2 Produits

2.1 MATÉRIAUX

.1 Les noues de biorétention incluent les drains et conduites perforées, les regards de nettoyage en PEHD, le sable drainant, le substrat d'infiltration, le paillis, les perrés de protection et les mesures de protection temporaire des bassins.

.2 Pour les conduites et matériaux en PEHD :

.1 Les regards de nettoyage hors-chaussée en PEHD doivent être conformes aux spécifications au plan et détails. Ils doivent être munis d'une cloche et d'une réserve de 300 mm, sauf indiqué autrement. De plus, ils doivent être munis d'une plaque et cadre en fonte.

.2 Les drains et conduites perforées doivent être conformes au BNQ 1809-300 le plus récent et aux spécifications en détails.

.3 Les drains français en polyéthylène perforé sans membrane géotextile doivent être conforme aux modèles spécifiés en plan.

.4 Les conduites en polyéthylène doivent être fabriquées à partir d'une résine de polyéthylène de haute densité qui doit être conforme à la norme BNQ-3624-120 le plus récent, de même pour la rigidité (320 kPa) et l'étanchéité à l'eau.

.5 Pour les conduites en PEHD à double paroi, prévoir des adaptateurs pour le raccordement aux regards.

.6 Toutes les conduites en PEHD à double paroi doivent être munies de cloches et garnitures.

.3 Le substrat d'infiltration doit être de type Natureausol (3129) de Savaria, ou équivalent approuvé.

.4 Le sable drainant doit être de type sable à drain (3386) de Savaria, ou équivalent approuvé.

.5 Les perrés de protection doivent être conforme aux demandes en plan, incluant un géotextile selon le cas.

2.2 PRÉPARATION ET INSTALLATION

.1 La préparation et l'installation des sols en place et de l'installation du drain doit être conforme au Fascicule 2-8.

.2 Pour le substrat d'infiltration :

.1 Aucune machinerie ne devra circuler sur le fond de la noue de biorétention et/ou sur le substrat.

.2 Si le substrat est entreposé temporairement sur le site, l'Entrepreneur devra s'assurer que ce dernier est protégé de toute contamination : il devra au minimum être déposé sur un géotextile et devra aussi être recouvert d'une bâche pour le protéger des contaminants.

.3 L'Entrepreneur devra protéger adéquatement le substrat, suite à son installation, de toute contamination par le ruissellement et ce jusqu'à la pose du pavage. Des barrières à sédiments peuvent être installées au pourtour de la biorétention ou un géotextile peut y être déposé sur toute la surface avec un système adéquat de retenu. La méthode utilisée devra faire partie du plan de gestion de l'érosion et des sédiments, mais sera payable dans l'item ci-présent. Les mesures de protection pourront être enlevées une fois le pavage terminé et juste avant les travaux d'aménagement paysager.

.4 L'Entrepreneur devra soumettre deux essais de perméabilité du substrat réalisés sur le site. Un essai sera réalisé après la mise en place et un second à la fin des travaux. Si la différence des résultats est plus de 10%, l'entrepreneur pour devoir changer le substrat à ses frais.

.5 Une surveillance complète des travaux est requise pour ces travaux. L'Entrepreneur devra s'assurer de la présence de l'Ingénieur.

2.3 NETTOYAGE

.1 Laisser les lieux propres à la fin de chaque journée de travail.

.2 Nettoyage final : évacuer du chantier les matériaux / matériels en surplus, les déchets, les outils et l'équipement.

.3 Gestion des déchets : trier les déchets en vue de leur réutilisation/réemploi et de leur recyclage.

.1 Retirer les bacs et les bennes de recyclage du chantier et éliminer les matériaux aux installations appropriées. Placer dans des contenants désignés les substances qui correspondent à la définition de déchets toxiques ou dangereux.

FIN DE LA SECTION

GROUPE QUALITAS INC.
591, rue Le Breton
Longueuil (Québec)
Canada J4G 1R9
www.qualitas.qc.ca

Tél. : 514-331-6910
Téléc. : 450-674-3370

Le 25 juin 2015

Monsieur Félix Allaire
Directeur de projets
Les Développements Armstrong inc.
4700, rue de la Savane
Bureau 222
Montréal (Québec) H4P 1T7

Dossier n° : 626505

Objet : **Étude géotechnique**
Projet résidentiel Armstrong
Site de l'usine Armstrong
Entre le boulevard Décarie et l'avenue de Westbury
Au nord de la rue Vézina
Montréal (Québec)

Monsieur,

Il nous fait plaisir de vous transmettre les résultats de l'étude géotechnique que vous nous avez confiée.

Tous les travaux sur le site et en laboratoire ont été effectués sous la supervision de Monsieur Réjean Prieur, ingénieur. Le présent rapport a été préparé par Monsieur Prieur et vérifié par le soussigné.

Nous espérons que ce rapport sera à votre entière satisfaction. N'hésitez pas à communiquer avec nous si vous désirez des renseignements supplémentaires.

GROUPE QUALITAS INC.

Yves Robert, ingénieur, M.Sc.A.
Directeur de projets
Sud du Québec
N° de membre de l'OIQ : 29429

RP/ma

TABLE DES MATIÈRES

Pages

1.0 INTRODUCTION....1

2.0 TRAVAUX RÉALISÉS

2.1 Travaux de terrain....1
2.2 Travaux de laboratoire....3
2.3 Rapports de forage....3

3.0 RÉSULTATS DES FORAGES

3.1 Enrobé bitumineux de surface, dalle de béton et remblai....4
3.2 Terrain naturel
3.2.1 Première couche de sol plastique silto-argileux....4
3.2.2 Sol granulaire fin....5
3.2.3 Seconde couche de sol plastique silto-argileux....6
3.2.4 Sol granulaire grossier....6
3.3 Socle rocheux....6

4.0 EAU SOUTERRAINE....7

5.0 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS PRÉLIMINAIRES

5.1 Capacités portantes
5.1.1 Fondations conventionnelles....9
5.1.2 Radiers....10
5.1.3 Fondations profondes (pieux)
5.1.3.1 Pieux battus au refus....11
5.1.3.2 Caissons avec emboîture dans le socle rocheux....12
5.1.4 Système de fondations mixtes....12
5.2 Sensibilité des sols de fondation....13
5.3 Influence du projet sur le tréfonds du tunnel du métro....13
5.4 Catégorie d'emplacement du site en fonction de la réponse sismique....14
5.5 Dalle de plancher de plus bas niveau....14
5.6 Excavation, soutènement et poussée latérale des terres....16
5.7 Ancrages au roc....17
5.8 Contrôle des eaux souterraines....18

6.0 CHANGEMENTS, INSPECTIONS ET ÉTUDE GÉOTECHNIQUE COMPLÉMENTAIRE....19

TABLE DES MATIÈRES (SUITE)

Liste des annexes

ANNEXE A : Rapports des forages F-01 à F-05 du présent mandat (planches A-1 à A-10)

Photographies des carottes de roc (planches A-11 à A-15)

ANNEXE B : Résultats d'essais de laboratoire (planches B-1 à B-11)

ANNEXE C : Levés sismiques MASW – Rapport de la firme Géophysique GPR International inc.

ANNEXE D : Plan de localisation des forages (dessin 626505-1)

SNC-Lavalin GEM Québec inc.
2271, boulevard Fernand-Lafontaine
Longueuil (Québec) Canada J4G 2R7
514.331.6913 450.674.3370

NOTE TECHNIQUE

DESTINATAIRE :	*Mme Geneviève Dubé, ing.* *Chargée de projets* *Développements Armstrong Inc.*
PROJET :	*Westbury*
ENDROIT :	*Quadrilatère formé des avenues de Courtrai et de Westbury, de la rue Vézina et du boulevard Décarie, Montréal (Québec)*
DOSSIER N° :	*647026*
DATE :	*21 juin 2017*
OBJET :	*Recommandations de structures de chaussée*

1.0 Introduction

Les services professionnels de SNC-Lavalin Environnement et géosciences (« SNC-Lavalin »), ont été retenus par Développements Armstrong Inc. pour formuler des recommandations concernant les futures structures de chaussée qui seront construites dans le cadre d'un projet de développement immobilier mixte connu sous le nom de « *Westbury* ».

Selon l'information obtenue, les nouvelles chaussées consisteront au prolongement des avenues de Courtrai, Mountain Sights, Trans Island et de la rue Mackenzie, à Montréal (Québec). Un revêtement de surface de type pavé uni serait prévu pour le prolongement de l'avenue de Courtrai et une portion de l'avenue Trans Island. Ailleurs, un revêtement souple en enrobé bitumineux devrait prévaloir. Aussi, les futures chaussées desserviront un secteur à caractère principalement résidentiel.

Une fois le projet achevé, il est prévu que les futures chaussées deviennent la propriété de la Ville de Montréal. Par conséquent, la conception des futures chaussées doit se faire en conformité avec les exigences de la Ville de Montréal.

Il est à noter qu'une étude géotechnique a été réalisée en juin 2015 sur le site par notre firme (anciennement Groupe Qualitas inc.) dans le cadre d'un mandat antérieur. L'information factuelle sur la nature des sols et matériaux contenue dans cette étude a été consultée dans le cadre du présent mandat. À cet effet, les rapports de forage et les essais de laboratoire géotechnique sont reproduits respectivement aux annexes 2 et 3.

Enfin, l'emprise projetée des nouvelles chaussées, de même que la nature du revêtement prévue et l'emplacement des anciens forages sont présentés sur le dessin 1 à l'annexe 4.

2.0 Données de base

2.1 Niveaux prévus des futures chaussées

Selon l'information transmise, les niveaux suivants sont prévus pour chacune des nouvelles chaussées :

- avenue de Courtrai : dessus de la chaussée à des niveaux variant entre 51,25 et 52,00 m;
- avenue Trans Island : dessus de la chaussée à des niveaux variant entre 51,25 et 52,00 m;
- rue Mackenzie : dessus de la chaussée à des niveaux variant entre 51,75 et 52,25 m;
- avenue Mountain Sights : dessus de la chaussée à des niveaux variant entre 52,00 et 52,50 m.

Sur la base des niveaux prévus des chaussées et des niveaux de terrain relevés au droit des forages en 2015, aucun profilage majeur du terrain n'est anticipé.

2.2 Nature du sol support

2.2.1 Avenues de Courtrai et Trans Island

Pour les avenues de Courtrai et Trans Island, le sol support consiste généralement en un silt argileux à silt et argile, traces à un peu de sable et de gravier (classifié CL) dans les forages F-01, F-03 et F-05. Ces sols sont considérés gélifs. Pour ces 2 avenues, la structure de chaussée devra être suffisamment épaisse pour limiter la pénétration du gel dans ces sols et pour limiter les soulèvements hivernaux et l'apparition de déficiences dans le nouveau revêtement bitumineux ou en pavé uni. Cette épaisseur minimale aura aussi comme effet d'éloigner de la surface les horizons de sol qui subissent des pertes de capacité de support au moment du dégel.

Selon le logiciel *Chaussée2* produit par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET), une chaussée locale construite sur une infrastructure composée de silt argileux à silt et argile, traces à un peu de sable et de gravier (classifiée « CL » avec I_p >12 et I_L < 0,9 dans *Chaussée2*) et située dans une région où l'indice de gel est d'environ 972 °C -jours, comme à Montréal, devrait être constituée d'au moins 890 mm de matériaux non gélifs pour assurer une protection partielle de l'infrastructure contre le gel et pour limiter les effets du gel sur l'ouverture des fissures et sur l'uni de la chaussée. Une aire pavée comprenant une épaisseur totale moindre que celle recommandée pourrait se dégrader plus rapidement suite aux cycles de gel et dégel et aux gonflements hivernaux de la chaussée.

2.2.2 Avenue Mountain Sights et rue Mackenzie

Pour l'avenue Mountain Sights et la rue Mackenzie, le sol support consiste généralement en un silt sableux à sable silteux, traces à un peu d'argile et de gravier (classifié CL) dans les forages F-02 et F-04. Ces sols sont considérés gélifs. Pour cette avenue et cette rue, la structure de chaussée devra être suffisamment épaisse pour limiter la pénétration du gel dans ces sols et pour limiter les soulèvements hivernaux et l'apparition de déficiences dans le nouveau revêtement bitumineux ou en pavé uni. Cette épaisseur minimale aura aussi comme effet d'éloigner de la surface les horizons de sol qui subissent des pertes de capacité de support au moment du dégel.

Selon le logiciel *Chaussée2* produit par le MTMDET, une chaussée locale construite sur une infrastructure composée de silt argileux à silt et argile, traces à un peu de sable et de gravier (classifiée « CL » avec I_p <=12 et I_L < 0,9 dans *Chaussée2*) et située dans une région où l'indice de gel est d'environ 972 °C -jours, comme à Montréal, devrait être constituée d'au moins 1 140 mm de matériaux non gélifs pour assurer une protection partielle de l'infrastructure contre le gel et pour limiter les effets du gel sur l'ouverture des fissures et sur l'uni de la chaussée. Une aire pavée comprenant une épaisseur totale moindre que celle recommandée pourrait se dégrader plus rapidement suite aux cycles de gel et dégel et aux gonflements hivernaux de la chaussée.

2.3 Trafic anticipé

Aucune donnée de trafic n'était disponible au moment de la rédaction du présent rapport. Toutefois, selon l'information reçue, les nouvelles chaussées desserviront un secteur à caractère principalement résidentiel. De plus, aucun circuit d'autobus n'est prévu et le transport de véhicule lourd devrait être limité aux véhicules d'urgences (tels les camions de pompier), au ramassage des ordures ménagères ou encore aux livraisons locales. Autrement, les nouvelles chaussées seront considérées limitées aux voitures.

Dans ces circonstances et pour des fins de dimensionnement, il a été considéré que les nouvelles chaussées devraient supporter au plus 100 000 ÉCAS (équivalent de charge axiale simple) chacune durant les 25 prochaines années.

Si les hypothèses mentionnées ci-dessus ne sont pas représentatives des conditions réelles du projet, les structures de chaussée fournies ci-après devront être revues.

3.0 Recommandations

3.1 Préparation du site

D'un point de vue strictement géotechnique, tout remblai existant présent sous le niveau prévu de l'infrastructure devrait être enlevé de l'emprise des futures aires pavées jusqu'au terrain naturel inorganique sous-jacent. Cependant, d'un point de vue économique, SNC-Lavalin est d'avis que certains matériaux de remblai existants pourront être laissés en place moyennant une méthode de préparation de l'infrastructure adéquate.

L'excavation sera réalisée jusqu'au niveau prévu de l'infrastructure proposée. Les sols contenant de la matière organique, de la végétation et des débris existants devront être enlevés de l'emprise des futures aires pavées, s'ils sont rencontrés à moins de 600 mm sous la ligne d'infrastructure. Par la suite, si le niveau prévu de l'infrastructure est plus haut que le niveau atteint après l'excavation du couvert végétal et des remblais impropres, on devra rehausser le terrain jusqu'au niveau prévu de l'infrastructure au moyen d'un remblai structural composé de matériaux de même nature que les sols environnants, mis en place par couches d'une épaisseur maximale de 300 mm et compactés à une masse volumique sèche minimale de 90 % de la valeur maximale du Proctor modifié. Le matériau de remblai structural devra rencontrer les exigences mentionnées ci-dessous :

- être exempt de matériaux contenant des matières organiques, de matériaux gonflants et de matériaux gelés;
- être ségrégé des débris ségrégables et des blocs de roc de plus de 200 mm de diamètre;
- avoir une teneur en eau qui en permet le compactage;
- être conforme d'un point de vue environnemental.

Si requis, la réutilisation de certains déblais d'excavation en provenance des excavations des futurs bâtiments pourra être envisagée afin de limiter les coûts de construction dans la mesure où ceux-ci respectent les critères mentionnés précédemment. Lequel cas, il est recommandé que les travaux de terrassement soient réalisés en période sèche, puisque les matériaux silteux peuvent perdre leur capacité portante lorsque remaniés, spécialement en présence d'eau.

La surface de l'infrastructure devra être aménagée de façon à favoriser le drainage des sols et à éviter les accumulations d'eau dans la fondation granulaire.

Au niveau de l'infrastructure, il est recommandé de compacter les sols en place sur une épaisseur d'au moins 300 mm à au moins 90 % de la masse volumique sèche maximale obtenue à l'essai Proctor modifié. Avant la mise en place de la structure de chaussée, SNC-Lavalin recommande que l'infrastructure soit soumise à une épreuve de portance telle que décrite dans le *Cahier des charges et devis généraux* (CCDG) du MTMDET. Toutes les zones molles ou flexibles détectées sur la surface d'infrastructure devront être excavées et remblayées par un matériau de même nature que le sol environnant adéquatement densifié. Essentiellement, il s'agit de constituer une base stable et homogène pour construire la structure de chaussée. Les structures de chaussée ne devront en aucun temps être mises en place sur des sols d'infrastructure gelés.

Enfin, il est à noter que les sols d'infrastructure ne devront pas être remaniés par le passage des équipements utilisés pour la construction. Ceux-ci devront emprunter des chemins renforcés.

3.2 Structures de chaussée

Sur la base des hypothèses précédentes, SNC-Lavalin recommande d'utiliser les structures de chaussée présentées aux tableaux 1, 2 ou 3 ci-après. Elles ont été conçues avec le logiciel *Chaussée 2*, basé sur la méthode de conception des chaussées de l'AASHTO « *1993 Guide for Design of Pavement Structures* » modifiée pour tenir compte du contexte québécois, notamment pour la protection partielle de sols sous la ligne d'infrastructure contre le gel et la limitation des soulèvements de la chaussée.

Tableau 1 Structure de chaussée en pavé uni recommandée pour les avenues de Courtrai et la portion Trans Island

Élément de la chaussée	Matériaux	Épaisseurs minimales (mm)
Revêtement :		
Pavé	Pavé de béton	80
Lit de pose	Sable à béton	20
Fondation	MG 20	300
Sous-fondation	MR-1 / MR-2	500 [1]
	Épaisseur totale	900 [2]

(1) Posée en couches d'au plus 300 mm d'épaisseur.

(2) En considérant un sol d'infrastructure de type « CL » avec Ip > 12 et IL < 0,9.

Tableau 2 Structure de chaussée flexible recommandée pour la portion de l'avenue Trans Island avec revêtement en enrobé bitumineux

Élément de la chaussée	Matériaux	Épaisseurs minimales (mm)
Revêtement :		
couche de surface	EC-10, 3b, 2, PG 58-28	40
couche de base	ESG-10, 3b, 2, PG 58-28	50
Fondation	MG 20	300
Sous-fondation	MR-1 / MR-2	500 [3]
	Épaisseur totale	890 [4]

(3) Posée en couches d'au plus 300 mm d'épaisseur.
(4) En considérant un sol d'infrastructure de type « CL » avec Ip > 12 et IL < 0,9.

Tableau 3 Structure de chaussée flexible avec revêtement en enrobé bitumineux recommandée pour la rue Mackenzie et l'avenue Mountain Sights

Élément de la chaussée	Matériaux	Épaisseurs minimales (mm)
Revêtement :		
couche de surface	EC-10, 3b, 2, PG 58-28	40
couche de base	ESG-10, 3b, 2, PG 58-28	50
Fondation	MG 20	250
Sous-fondation	MG 56	300
Sous-fondation	MR-1 / MR-2	500 [5]
	Épaisseur totale	1 140 [6]

(5) Posée en couches d'au plus 300 mm d'épaisseur.
(6) En considérant un sol d'infrastructure de type « CL » avec Ip < 12 et IL < 0,9.

3.3 Considérations générales

Une émulsion de bitume de type CSS-1h conforme à la norme 4105 *Émulsions de bitume* du MTMDET, au taux résiduel de 0,20 l/m², est requise entre les 2 couches d'enrobé.

Les enrobés bitumineux et la pierre concassée doivent respectivement satisfaire les exigences des devis normalisés suivants : 4VM-10 pour les enrobés à chaud et 6VM-9 pour les matériaux granulaires pour fondations, assise et remblai. Les matériaux recyclés (MR-VM) doivent être conformes à la norme 6VM-20.

Les épaisseurs des structures de chaussée proposées pour la construction ne visent pas à assurer une protection complète au gel du sol support. Ces structures de chaussée sont dimensionnées selon les règles de l'art actuelles de manière à offrir une protection partielle et à limiter les soulèvements (< 70 mm) pour des rues locales dans la région de Montréal, un sol support gélif et de bonnes conditions de drainage.

Les raccordements entre les nouvelles chaussées et les chaussées existantes devront se faire conformément au croquis n° MV-201 du Cahier des prescriptions normalisées de la Ville.

Compte tenu de leur nature, les sols d'infrastructure sont sensibles au remaniement. La pose d'un géotextile de type Geo-9 ou l'équivalent approuvé est recommandée si, au moment des travaux, les sols d'infrastructure sont instables et déformables. Quoi qu'il en soit, tel que mentionné précédemment, il faudra éviter de circuler sur ceux-ci ou de les laisser exposés aux intempéries.

Les enrobés devront être mis en place à l'aide de finisseurs sur toute la largeur de la chaussée à recouvrir par bandes adjacentes et successives pavées en une seule opération pour éliminer la présence de joints froids. Toutefois, si cette exigence ne peut pas être rencontrée lors des travaux, un adhésif pour joint froid de type Pavement joint adhesive de Crafco ou équivalent approuvé devra être appliqué sur la bande d'enrobé froide avant de poser la bande d'enrobé adjacente. Cette exigence s'applique à toutes les couches d'enrobé et aux joints de construction.

4.0 Mise en garde, changement et inspection

Les recommandations formulées dans le cadre de la présente note technique sont basées sur la nature des sols rencontrés au droit des forages réalisés en 2015 dans le cadre de notre étude géotechnique (dossier n° 626505). Les conditions rencontrées entre les forages et ailleurs dans l'emprise des travaux projetés peuvent différer de celles observées aux emplacements de ceux-ci. Par conséquent, les recommandations basées sur ces informations sont soumises à cette limitation. SNC-Lavalin devra être avisée promptement de tout écart décelé entre les matériaux décrits dans les rapports de forage joints en annexe et ceux rencontrés lors des travaux d'excavation, et ce, afin d'être en mesure d'adapter les recommandations concernant les structures de chaussée aux conditions rencontrées.

Par ailleurs, SNC-Lavalin devra être avisée par écrit de tout changement dans la localisation, la nature ou la conception du projet afin d'en évaluer l'impact et, au besoin, de modifier par un document écrit les recommandations formulées précédemment.

SNC-Lavalin recommande que le sol d'infrastructure soit inspecté par un ingénieur ou un technicien compétent en géotechnique avant la mise en place des matériaux de sous-fondation ou du remblai structural, et ce, afin de s'assurer que le sol d'infrastructure correspond bien à celui décrit dans la présente étude pour les diverses chaussées.

Une description plus détaillée de la portée de cette étude est fournie à l'annexe 1.

Enfin, mentionnons que SNC-Lavalin offre tous les services de contrôle et d'essai sur les matériaux qui seront requis lors de la réalisation du projet. De plus, SNC-Lavalin offre également tous les services qui pourraient être requis en lien avec la gestion environnementale des surplus d'excavation.

SNC-Lavalin GEM Québec inc.

Hugo Morand, ingénieur
Chargé de projets
N° de membre de l'OIQ : 5020121

Environnement et géosciences
Infrastructures

André Contant, ingénieur, M.Sc.A.
Directeur de projets
N° de membre de l'OIQ : 43706

Environnement et géosciences
Infrastructures

HM/nc

Annexe 1

Portée de l’étude

1. Utilisation du rapport

a. Utilisation du rapport

Le présent rapport a été préparé, et les travaux qui y sont mentionnés ont été réalisés par SNC-Lavalin GEM Québec inc. (SNC-Lavalin) exclusivement à l'intention du client (le Client) auquel le rapport est adressé, qui a pris part à l'élaboration de l'énoncé des travaux et en comprend les limites. La méthodologie, les conclusions, les recommandations et les résultats cités au présent rapport sont fondés uniquement sur l'énoncé des travaux et assujettis aux exigences en matière de temps et de budget, telles que décrites dans l'offre de services et/ou dans le contrat en vertu duquel le présent rapport a été émis. L'utilisation de ce rapport, le recours à ce dernier ou toute décision fondée sur son contenu par un tiers est la responsabilité exclusive de ce dernier. SNC-Lavalin n'est aucunement responsable de tout dommage subi par un tiers du fait de l'utilisation de ce rapport ou de toute décision fondée sur son contenu. Les conclusions, les recommandations et les résultats cités au présent rapport (i) ont été élaborés conformément au niveau de compétence normalement démontré par des professionnels exerçant des activités dans des conditions similaires de ce secteur, et (ii) sont déterminés selon le meilleur jugement de SNC-Lavalin en tenant compte de l'information disponible au moment de la préparation du présent rapport. Les services professionnels fournis au Client et les conclusions, les recommandations et les résultats cités au présent rapport ne font l'objet d'aucune autre garantie, explicite ou implicite. Les conclusions et les résultats cités au présent rapport sont valides uniquement à la date du rapport et peuvent être fondés, en partie, sur de l'information fournie par des tiers. En cas d'information inexacte, de la découverte de nouveaux renseignements ou de changements aux paramètres du projet, des modifications au présent rapport pourraient s'avérer nécessaires. Les résultats de cette étude ne constituent en aucune façon une garantie que le terrain à l'étude est exempt de toute contamination. Le présent rapport doit être considéré dans son ensemble, et ses sections ou ses parties ne doivent pas être vues ou comprises hors contexte. Si des différences venaient à se glisser entre la version préliminaire (ébauche) et la version définitive de ce rapport, cette dernière prévaudrait. Rien dans ce rapport n'est mentionné avec l'intention de fournir ou de constituer un avis juridique. Le contenu du présent rapport est de nature confidentielle et exclusive. Il est interdit à toute personne, autre que le Client, de reproduire ou de distribuer ce rapport, de l'utiliser ou de prendre une décision fondée sur son contenu, en tout ou en partie, sans la permission écrite expresse du Client et de SNC-Lavalin.

b. Modifications au projet

Les données factuelles, les interprétations et les recommandations contenues dans ce rapport ont trait au projet spécifique tel que décrit dans le rapport et ne s'appliquent à aucun autre projet ni autre site. Si le projet est modifié du point de vue conception, dimensionnement, emplacement ou niveau, SNC-Lavalin devra être consulté de façon à confirmer que les recommandations déjà données demeurent valides et applicables.

c. Nombre de sondages

Les recommandations données dans ce rapport n'ont pour but que de servir de guide à l'ingénieur en conception. Le nombre de sondages pour déterminer toutes les conditions souterraines qui peuvent affecter les travaux de construction (coûts, techniques, matériel, échéancier), devrait normalement être plus élevé que celui pour les besoins du dimensionnement. Le nombre de points d'échantillonnage et d'analyses chimiques ainsi que la fréquence d'échantillonnage et le choix des paramètres peuvent influencer la nature et l'envergure des actions correctives ainsi que les techniques et les coûts de traitement ou de disposition. Les entrepreneurs qui soumissionnent ou qui sous-traitent le travail, devraient compter sur leurs propres études ainsi que sur leurs propres interprétations des résultats factuels des sondages pour apprécier de quelle façon les conditions souterraines peuvent affecter leur travail et les coûts des travaux.

d. Interprétation des données, commentaires et recommandations

À moins d'avis contraire, l'interprétation des données et des résultats, les commentaires et les recommandations contenus dans ce rapport sont fondés, au mieux de notre connaissance, sur les politiques, les critères et les règlements environnementaux en vigueur à l'emplacement du projet et à la date de production du rapport. Si ces politiques, critères et règlements font l'objet de modifications après la soumission du rapport, SNC-Lavalin devra être consulté pour réviser les recommandations à la lumière de ces changements. Lorsqu'aucune politique, critère ou réglementation n'est disponible pour permettre l'interprétation des données et des résultats analytiques, les commentaires ou recommandations exprimés par SNC-Lavalin sont basés sur la meilleure connaissance possible des règles acceptées dans la pratique professionnelle. Les analyses, commentaires et recommandations contenus dans ce rapport sont fondés sur les données et observations recueillies sur le site, lesquelles proviennent de travaux d'échantillonnage effectués sur le site. Il est entendu que seules les données directement recueillies à l'endroit des sondages, des sites d'échantillonnage et à la date de l'échantillonnage sont exactes et que toute interpolation ou extrapolation de ces résultats à l'ensemble ou à une partie du site comporte des risques d'erreurs qui peuvent elles-mêmes influencer la nature et l'ampleur des actions requises sur le site.

2. Rapports de sondage et interprétation des conditions souterraines

a. Description des sols et du roc

Les descriptions des sols et du roc données dans ce rapport proviennent de méthodes de classification et d'identification communément acceptées et utilisées dans la pratique de la géotechnique. La classification et l'identification du sol et du roc font appel à un jugement. SNC-Lavalin ne garantit pas que les descriptions seront identiques en tout point à celles faites par un autre géotechnicien possédant les mêmes connaissances des règles de l'art en géotechnique, mais assure une exactitude seulement à ce qui est communément utilisé dans la pratique de la géotechnique.

b. Conditions des sols et du roc à l'emplacement des sondages

Les rapports de sondage ne fournissent que des conditions du sous-sol à l'emplacement des sondages seulement. Les limites entre les différentes couches sur les rapports de sondage sont souvent approximatives, correspondant plutôt à des zones de transition, et ont donc fait l'objet d'une interprétation. La précision avec laquelle les conditions souterraines sont indiquées, dépend de la méthode de sondage, de la fréquence et de la méthode d'échantillonnage ainsi que de l'uniformité du terrain rencontré. L'espacement entre les sondages, la fréquence d'échantillonnage et le type de sondage sont également le reflet de considérations budgétaires et de délais d'exécution qui sont hors du contrôle de SNC-Lavalin

c. Conditions des sols et du roc entre les sondages

Les formations de sol et de roc sont variables sur une plus ou moins grande étendue. Les conditions souterraines entre les sondages sont interpolées et peuvent varier de façon significative autant en plan qu'en profondeur des conditions rencontrées à l'endroit des sondages. SNC-Lavalin ne peut en effet garantir les résultats qu'à l'endroit des sondages effectués. Toute interprétation des conditions présentées entre les sondages comporte des risques. Ces interprétations peuvent conduire à la découverte de conditions différentes de celles qui étaient prévues. SNC-Lavalin ne peut être tenu responsable de la découverte de conditions de sol et de roc différentes de celles décrites ailleurs qu'à l'endroit des sondages effectués.

d. Niveaux de l'eau souterraine

Les niveaux de l'eau souterraine donnés dans ce rapport correspondent seulement à ceux observés à l'endroit et à la date indiqués dans le rapport ainsi qu'en fonction du type d'installation piézométrique utilisé. Ces conditions peuvent varier de façon saisonnière ou suite à des travaux de construction sur le site ou sur des sites adjacents. Ces variations sont hors du contrôle de SNC-Lavalin.

3. Niveaux de contamination

Les niveaux de contamination décrits dans ce rapport correspondent à ceux détectés à l'endroit et à la date indiqués dans le rapport. Ces niveaux peuvent varier selon les saisons ou par suite d'activités sur le site à l'étude ou sur des sites adjacents. Ces variations sont hors de notre contrôle. Les niveaux de contamination sont déterminés à partir des résultats des analyses chimiques effectuées sur un nombre limité d'échantillons de sol, d'eau de surface ou d'eau souterraine. La nature et le degré de contamination entre les points d'échantillonnage peuvent varier de façon importante de ceux à ces points. La composition chimique des eaux souterraines à chaque point échantillonnage est susceptible de changer en raison de l'écoulement souterrain, des conditions de recharge par la surface, de la sollicitation de la formation investiguée (i.e. puits de pompage ou d'injection à proximité du site) ainsi que de la variabilité saisonnière naturelle. La précision des niveaux de contamination de l'eau souterraine dépend de la fréquence et du nombre d'analyses effectuées. La liste des paramètres analysés est basée sur notre meilleure connaissance de l'historique du site et des contaminants susceptibles d'être trouvés sur le site et est également le reflet de considérations budgétaires et de délais d'exécution. Le fait qu'un paramètre n'ait pas été analysé n'exclut pas qu'il soit présent à une concentration supérieure au bruit de fond ou à la limite de détection de ce paramètre.

4. Suivi de l'étude et des travaux

a. Vérification en phase finale

Tous les détails de conception et de construction ne sont pas connus au moment de l'émission du rapport. Il est donc recommandé que les services de SNC-Lavalin soient retenus pour apporter toute la lumière sur les conséquences que pourraient avoir les travaux de construction sur l'ouvrage final.

b. Inspection durant l'exécution

Il est recommandé que les services de SNC-Lavalin soient retenus pendant la construction, pour vérifier et confirmer d'une part que les conditions souterraines sur toute l'étendue du site ne diffèrent pas de celles données dans le rapport et d'autre part, que les travaux de construction n'auront pas un effet défavorable sur les conditions du site.

5. Changement des conditions

Les conditions de sol décrites dans ce rapport sont celles observées au moment de l'étude. À moins d'indication contraire, ces conditions forment la base des recommandations du rapport. Les conditions de sol peuvent être modifiées de façon significative par les travaux de construction (trafic, excavation, etc.) sur le site ou sur les sites adjacents. Une excavation peut exposer les sols à des changements dus à l'humidité, au séchage ou au gel. Sauf indication contraire, le sol doit être protégé de ces changements ou remaniements pendant la construction. Lorsque les conditions rencontrées sur le site diffèrent de façon significative de celles prévues dans ce rapport, dues à la nature hétérogène du sous-sol ou encore à des travaux de construction, il est du ressort du Client et de l'utilisateur de ce rapport de prévenir SNC-Lavalin des changements et de fournir à SNC-Lavalin l'opportunité de réviser les recommandations de ce rapport. Reconnaître un changement des conditions de sol demande une certaine expérience. Il est donc recommandé qu'un ingénieur géotechnicien expérimenté soit dépêché sur le site afin de vérifier si les conditions ont changé de façon significative.

6. Drainage

Le drainage de l'eau souterraine est souvent requis aussi bien pour des installations temporaires que permanentes du projet. Une conception ou exécution impropre du drainage peut avoir de sérieuses conséquences. SNC-Lavalin ne peut en aucun cas prendre la responsabilité des effets du drainage à moins que SNC-Lavalin ne soit spécifiquement impliqué dans la conception détaillée et le suivi des travaux de construction du système de drainage.

7. Caractérisation environnementale – Phase I (Phase I)

Ce rapport a été rédigé suite à des activités de recherche diligentes et à partir d'une évaluation de sources de données ponctuelles ou des renseignements obtenus auprès de tiers et qui peuvent comporter des incertitudes, lacunes ou omissions. Ces sources d'informations sont sujettes à des modifications au fil du temps, par exemple, selon l'évolution des activités sur le terrain à l'étude et ceux environnants. La Phase I n'inclut aucun essai, échantillonnage ou analyse de caractérisation par un laboratoire. Sauf exception, la Phase I s'appuie sur l'observation des composantes visibles et accessibles sur la propriété et celles voisines et qui pourraient porter un préjudice environnemental à la qualité du terrain à l'étude. Les titres de propriété mentionnés dans ce rapport sont utilisés pour identifier les anciens propriétaires du site à l'étude et ils ne peuvent en aucun cas être considérés comme document officiel pour reproduction ou d'autres types d'usages. Enfin, tout croquis, vue en plan ou schéma apparaissant dans le rapport ou tout énoncé spécifiant des dimensions, capacités, quantités ou distances sont approximatifs et sont inclus afin d'assister le lecteur à visualiser la propriété.

Annexe 2

Rapports de forage (F-01 à F-05)

Qualitas

RAPPORT DE FORAGE

Planche A-1

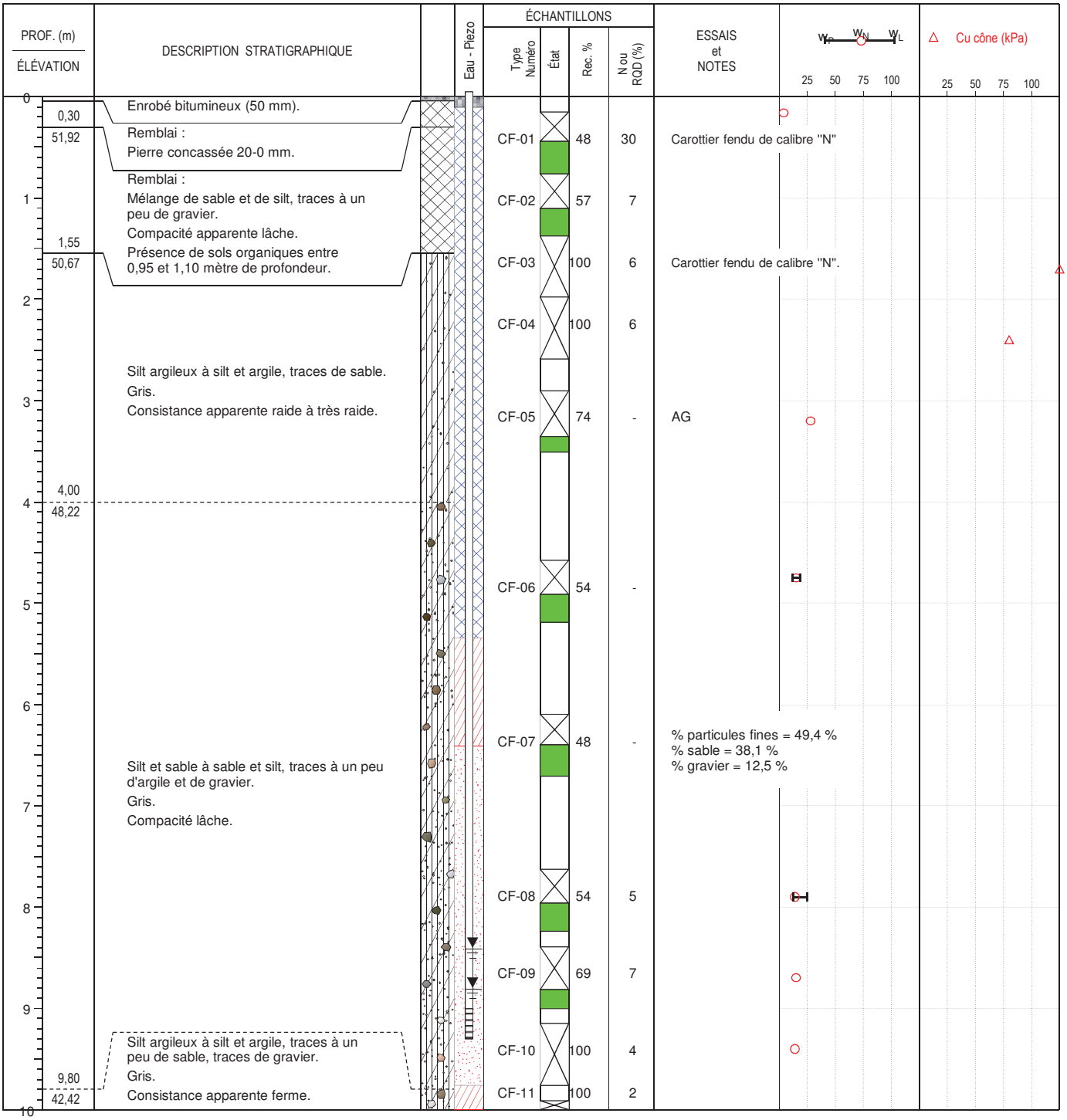
DOSSIER : **626505**
CLIENT : **Les Développements Armstrong inc.**
PROJET : **Projet résidentiel Armstrong**
LOCAL : **Site de l'usine Armstrong, entre le boulevard Décarie et l'avenue de Westbury, au nord de la rue Vézina, Montréal (Québec)**

SONDAGE : **F-01**

Date : **2/10/2015**
Technicien : **C.D.**
Fichier : **F-01**

Élev. surf. : **52,22 m** **Géodésique**

SYMBOLES STRATIGRAPHIQUES		NIVEAU D'EAU			TYPE ET ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON		TYPE DE SONDAGE
Gravier	Enrobé bitumineux	Profondeur (m)		Date	CF : Carottier fendu	Remanié	Équipement : CME-55
Sable	Remblai	Tube	Eau	aa-mm-jj	CR : Carottier à diamants	Perdu	Plongée : 90º
Silt	Calcaire	9,30	8,80	2015-02-16		Carotté	Direction :
Argile		9,30	8,41	2015-04-02			



DOSSIER : **626505**
CLIENT : **Les Développements Armstrong inc.**
PROJET : **Projet résidentiel Armstrong**
LOCAL : **Site de l'usine Armstrong, entre le boulevard Décarie et l'avenue de Westbury, au nord de la rue Vézina, Montréal (Québec)**

SONDAGE : **F-01**

Date : **2/10/2015**
Technicien : **C.D.**
Fichier : **F-01**

Élev. surf. : **52,22 m** **Géodésique**

SYMBOLES STRATIGRAPHIQUES		NIVEAU D'EAU ▼			TYPE ET ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON		TYPE DE SONDAGE
Gravier	Enrobé bitumineux	Profondeur (m)		Date	CF : Carottier fendu	Remanié	Équipement : CME-55
Sable	Remblai	Tube	Eau	aa-mm-jj	CR : Carottier à diamants	Perdu	Plongée : 90º
Silt	Calcaire	9,30	8,80	2015-02-16		Carotté	Direction :
Argile		9,30	8,41	2015-04-02			

PROF. (m) / ÉLÉVATION	DESCRIPTION STRATIGRAPHIQUE	Eau - Piezo	ÉCHANTILLONS Type Numéro	État	Rec. %	N ou RQD (%)	ESSAIS et NOTES	w_P w_N w_L 25 50 75 100	△ Cu cône (kPa) 25 50 75 100
42,22	Silt argileux à silt et argile, traces à un peu de sable, traces de gravier. Gris. Consistance apparente ferme.		CF-11		100	2	% particules fines = 95,2 % % sable = 4,4 %		
10,60									
41,62			CF-12		49	Refus	"N" = 11 - 13 - 50 coups/12 cm		
	Sable graveleux à sable et gravier, traces à un peu de silt. Gris. Présence probable de blocs et/ou cailloux. Compacité moyennne à très dense.		CF-13		46	19			
			CF-14		68	Refus	"N" = 29 - 50 coups/13 cm		
13,00			CF-15		0	Refus	"N" = 50 coups/2 cm		
39,22			CR-16		94	42	q_u = 82,3 MPa		
	Socle rocheux : Calcaire gris. Très fracturé à fracturé devenant massif à partir d'environ 14,70 mètres de profondeur.		CR-17		100	0			
			CR-18		100	20			
			CR-19		100	94			
16,30									
35,92	Fin du forage à 16,30 mètres de profondeur.								
	Notes : Forage effectué au moyen d'une tarière évidée jusqu'à 2,90 mètres de profondeur puis par rotation et lavage d'un tubage de calibre "NW" par la suite jusqu'au socle rocheux. Sol gelé en surface du terrain jusqu'à 0,30 mètre de profondeur. Socle rocheux carotté au moyen d'un carottier diamanté de calibre "NQ". Aucune perte d'eau de forage lors du carottage du socle rocheux. Installation d'un piézomètre Casagrande. Tentative de mesures de la résistance au cisaillement de 3,15 à 7,15 mètres de profondeur. Échantillons CF-05 à CF-07 remaniés par le scissomètre.								

Qualitas

RAPPORT DE FORAGE

Planche A-3

DOSSIER : **626505**
CLIENT : **Les Développements Armstrong inc.**
PROJET : **Projet résidentiel Armstrong**
LOCAL : **Site de l'usine Armstrong, entre le boulevard Décarie et l'avenue de Westbury, au nord de la rue Vézina, Montréal (Québec)**

SONDAGE : **F-02**

Date : **2/11/2015**
Technicien : **C.D.**
Fichier : **F-02**

Élev. surf. : **51,91 m** **Géodésique**

SYMBOLES STRATIGRAPHIQUES		NIVEAU D'EAU ▼			TYPE ET ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON		TYPE DE SONDAGE
Gravier	Enrobé bitumineux	Profondeur (m)		Date	CF : Carottier fendu	Remanié	Équipement : CME-55
Sable	Remblai	Tube	Eau	aa-mm-jj	CR : Carottier à diamants	Perdu	Plongée : 90º
Silt	Calcaire	14,31	9,11	15-02-16		Carotté	Direction :
Argile		9,95	9,11	15-02-16			
		3,53	3,53	15-02-16			

PROF. (m) / ÉLÉVATION	DESCRIPTION STRATIGRAPHIQUE	Eau - Piezo	ÉCHANTILLONS Type Numéro	État	Rec. %	N ou RQD (%)	ESSAIS et NOTES
0							
0,30	Enrobé bitumineux (60 mm).		CF-14		48	23	
0,50	Remblai :						
51,41	Pierre concassée 20-0 mm.		CF-01		100	69	Carottier fendu de calibre "N".
0,90	Remblai :						
1 51,01	Sol organique, traces de pierre concassée. Brun foncé.		CF-02		100	9	
	Remblai : Mélange de silt et d'argile, traces à un peu de sable. Présence de matières résiduelles (fragments de bois). Gris-brun.		CF-03		79	9	
2			CF-04		49	5	
3			CF-05		56	8	
4			CF-06		44	5	Carottier fendu de calibre "N".
	Silt sableux à sable silteux, traces à un peu d'argile et de gravier. Gris. Compacité lâche à très lâche.		CF-07		39	5	
5			CF-08		46	3	Carottier fendu de calibre "N".
6			CF-09		54	2	
7			CF-10		66	4	
7,60 44,31							
8	Silt argileux à silt et argile, traces à un peu de sable, traces de gravier. Gris. Consistance apparente ferme à raide.		CF-11		0	6	
			CF-12		100	3	
9,00 9 42,91	Sable graveleux à sable et gravier, traces à un peu de silt. Gris. Présence probable de blocs et/ou cailloux. Compacité moyenne à dense.		CF-13		46	36	
10							

DOSSIER : **626505**
CLIENT : **Les Développements Armstrong inc.**
PROJET : **Projet résidentiel Armstrong**
LOCAL : **Site de l'usine Armstrong, entre le boulevard Décarie et l'avenue de Westbury, au nord de la rue Vézina, Montréal (Québec)**

SONDAGE : **F-02**

Date : **2/11/2015**
Technicien : **C.D.**
Fichier : **F-02**

Élev. surf. : **51,91 m** **Géodésique**

SYMBOLES STRATIGRAPHIQUES		NIVEAU D'EAU			TYPE ET ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON		TYPE DE SONDAGE
Gravier	Enrobé bitumineux	Profondeur (m)		Date	CF : Carottier fendu	Remanié	Équipement : CME-55
Sable	Remblai	Tube	Eau	aa-mm-jj	CR : Carottier à diamants	Perdu	Plongée : 90º
Silt	Calcaire	14,31	9,11	15-02-16		Carotté	Direction :
Argile		9,95	9,11	15-02-16			
		3,53	3,53	15-02-16			

PROF. (m) / ÉLÉVATION	DESCRIPTION STRATIGRAPHIQUE	Eau - Piezo	ÉCHANTILLONS Type Numéro	État	Rec. %	N ou RQD (%)	ESSAIS et NOTES
10 — 41,91	Sable graveleux à sable et gravier, traces à un peu de silt. Gris. Présence probable de blocs et/ou cailloux. Compacité moyenne à dense.		CF-14		48	23	
11			CF-15		53	Refus	"N" = 14 - 40 - 50 coups/7 cm
11,35 — 40,56			CR-16		54	0	q_u = 72,0 MPa
12			CR-17		91	37	
13	Socle rocheux : Calcaire gris. Très fracturé à fracturé devenant peu fracturé à partir d'environ 13,00 mètres de profondeur.						
14 — 14,40			CR-18		97	83	
37,51	Fin du forage à 14,40 mètres de profondeur.						
15	Notes : Forage effectué au moyen d'une tarière évidée jusqu'à 3,00 mètres de profondeur puis par rotation et lavage d'un tubage de calibre "NW" par la suite jusqu'au socle rocheux. Sol gelé en surface du terrain jusqu'à 1,00 mètre de profondeur. Socle rocheux carotté au moyen d'un carottier diamanté de calibre "NQ". Aucune perte d'eau de forage lors du carottage du socle rocheux. Installation de deux piézomètres Casagrande (à différentes profondeurs) et d'un tube d'observation de l'eau souterraine.						
16							
17							
18							
19							
20							

DOSSIER : **626505**
CLIENT : **Les Développements Armstrong inc.**
PROJET : **Projet résidentiel Armstrong**
LOCAL : **Site de l'usine Armstrong, entre le boulevard Décarie et l'avenue de Westbury, au nord de la rue Vézina, Montréal (Québec)**

SONDAGE : **F-03**

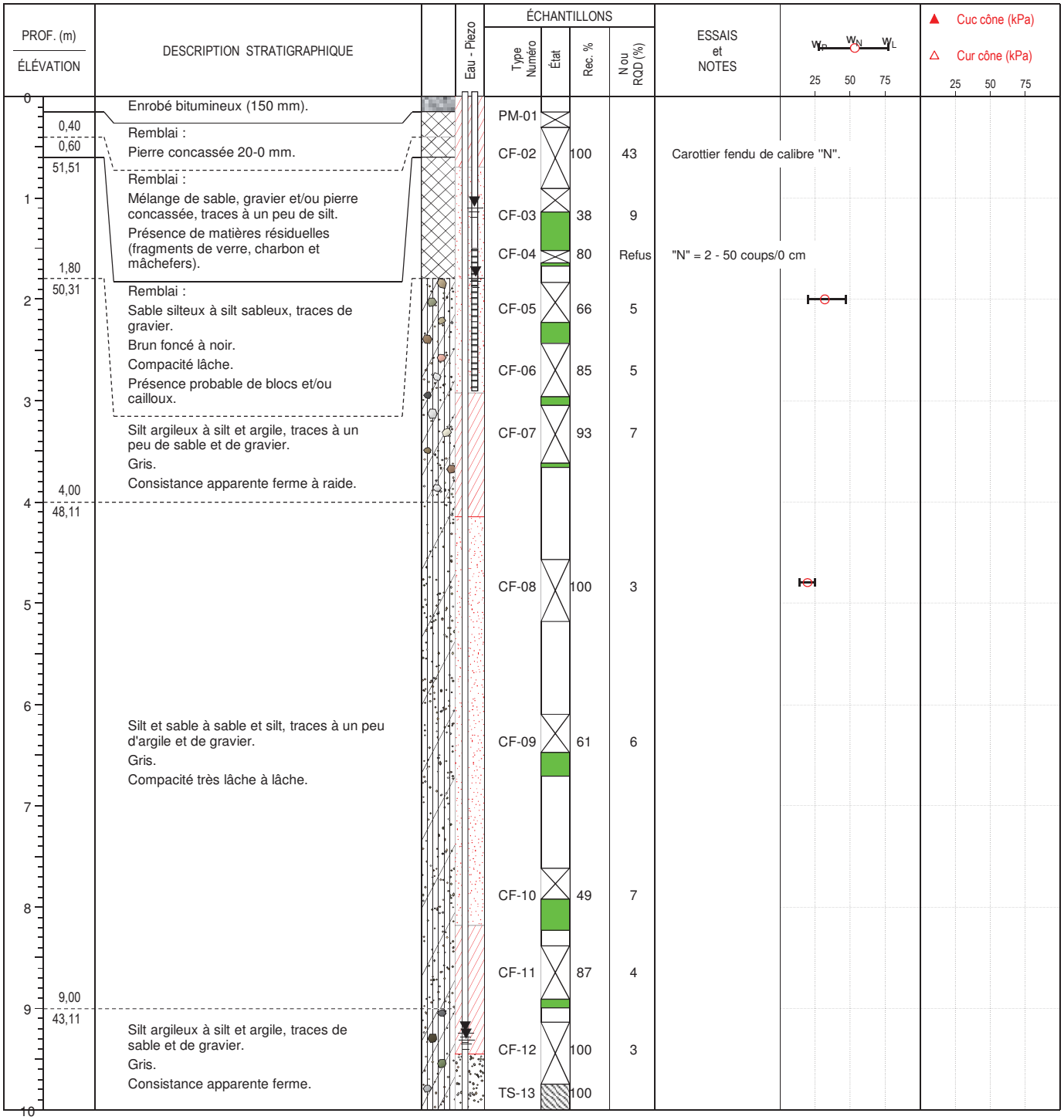
Date : **2/19/2015**
Technicien : **F.T.**
Fichier : **F-03**

Élev. surf. : **52,11 m** **Géodésique**

SYMBOLES STRATIGRAPHIQUES		NIVEAU D'EAU		
		Profondeur (m)		Date
		Tube	Eau	aa-mm-jj
Gravier	Enrobé bitumineux	11,02	9,30	15-02-19
Sable	Remblai	2,90	1,78	15-02-19
Silt	Calcaire	11,02	2,90	15-04-02
Argile		2,90	2,90	15-04-02

TYPE ET ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON		
PM : Manuel vrac		Remanié
CF : Carottier fendu		Intact
TS : Tube Shelby		Carotté
CR : Carottier à diamants		Perdu

TYPE DE SONDAGE	
Équipement :	CME-55
Plongée :	90º
Direction :	



DOSSIER : **626505**
CLIENT : **Les Développements Armstrong inc.**
PROJET : **Projet résidentiel Armstrong**
LOCAL : **Site de l'usine Armstrong, entre le boulevard Décarie et l'avenue de Westbury, au nord de la rue Vézina, Montréal (Québec)**

SONDAGE : **F-03**

Date : **2/19/2015**
Technicien : **F.T.**
Fichier : **F-03**

Élev. surf. : **52,11 m** **Géodésique**

SYMBOLES STRATIGRAPHIQUES		NIVEAU D'EAU			TYPE ET ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON		TYPE DE SONDAGE
Gravier	Enrobé bitumineux	Profondeur (m)		Date	PM : Manuel vrac	Remanié	Équipement : CME-55
Sable	Remblai	Tube	Eau	aa-mm-jj	CF : Carottier fendu	Intact	Plongée : 90°
Silt	Calcaire	11,02	9,30	15-02-19	TS : Tube Shelby	Carotté	Direction :
Argile		2,90	1,78	15-02-19	CR : Carottier à diamants	Perdu	
		11,02	9,26	15-04-02			

PROF. (m) / ÉLÉVATION	DESCRIPTION STRATIGRAPHIQUE	Eau - Piezo	ÉCHANTILLONS Type Numéro	État	Rec. %	N ou RQD (%)	ESSAIS et NOTES
10,20 / 41,91	Silt argileux à silt et argile, traces de sable et de gravier. Gris. Consistance apparente ferme.		TS-13		100		
	Sable et gravier, traces de silt. Présence de blocs et/ou cailloux. Gris.		CF-14		100	Refus	"N" = 50 coups/10 cm
11,50 / 40,61	Compacité très dense.		CR-15		100	19	
	Socle rocheux : Calcaire gris. Très fracturé jusqu'à environ 12,00 mètres de profondeur devenant massif par la suite.		CR-16		98	95	
			CR-17		100	96	
14,70 / 37,41	Fin du forage à 14,70 mètres de profondeur.						

Notes :
Forage effectué au moyen d'une tarière évidée jusqu'à 3,00 mètres de profondeur puis par rotation et lavage d'un tubage de calibre "NW" par la suite jusqu'au socle rocheux.
Sol gelé en surface du terrain jusqu'à 0,60 mètre de profondeur.
Socle rocheux carotté au moyen d'un carottier diamanté de calibre "NQ".
Aucune pente d'eau de forage lors du carottage du socle rocheux.
Installation d'un piézomètre Casagrande et d'un tube d'observation de l'eau souterraine.

w_P w_N w_L — 25 50 75

▲ Cuc cône (kPa)
△ Cur cône (kPa)
25 50 75

Qualitas

RAPPORT DE FORAGE

Planche A-7

DOSSIER : **626505**
CLIENT : **Les Développements Armstrong inc.**
PROJET : **Projet résidentiel Armstrong**
LOCAL : **Site de l'usine Armstrong, entre le boulevard Décarie et l'avenue de Westbury, au nord de la rue Vézina, Montréal (Québec)**

SONDAGE : **F-04**

Date : **2/18/2015**
Technicien : **F.T.**
Fichier : **F-04**

Élev. surf. : **51,77 m** **Géodésique**

SYMBOLES STRATIGRAPHIQUES		NIVEAU D'EAU			TYPE ET ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON		TYPE DE SONDAGE
Gravier	Enrobé bitumineux	Profondeur (m)		Date	PM : Manuel vrac	Perdu	Équipement : CME-55
Sable	Remblai	Tube	Eau	aa-mm-jj	CF : Carottier fendu	Remanié	Plongée : 90°
Silt	Calcaire	6,10	Sec	2015-02-19	CR : Carottier à diamants	Carotté	Direction :
Argile		6,10	Sec	2015-04-02			

PROF. (m) / ÉLÉVATION	DESCRIPTION STRATIGRAPHIQUE	Eau - Piezo	ÉCHANTILLONS Type Numéro	État	Rec. %	N ou RQD (%)	ESSAIS et NOTES
0 / 51,70	Enrobé bitumineux (70 mm).		PM-01		49	46	
0,45 / 51,32	Remblai : Pierre concassée 20-0 mm (présence de fragments de béton de ciment).		CF-02		90	14	Carottier fendu de calibre "N".
1,05 / 50,72	Remblai : Mélange de pierre concassée et de fragments de béton de ciment. Présence de fragments de charbon noir. Compacité apparante moyenne.		CF-03		44	8	
1,70 / 50,07	Remblai : Mélange de pierre concassée et de fragments de béton de ciment. Brun à gris foncé. Présence de matières résiduelles (fragments de brique et de charbon). Compacité lâche.		CF-04		41	5	
			CF-05		100	2	% particules fines = 64,5 % % sable = 25,5 % % gravier = 10,0 %
			CF-06		49	1	
	Silt sableux à silt et sable, traces à un peu d'argile et de gravier. Gris. Compacité très lâche devenant moyenne à partir d'environ 4,50 mètres de profondeur.						
5,20 / 46,57			CF-07		11	13	
	Silt, un peu d'argile et de sable, traces de gravier. Gris. Compacité lâche à très lâche.		CF-08		54	8	
			CF-09		56	2	
7,00 / 44,77							
	Silt argileux à silt et argile, traces à un peu de sable, traces de gravier. Consistance apparente ferme.		CF-10		82	2	
8,50 / 43,27							
	Sable graveleux à sable et gravier, traces à un peu de silt, traces d'argile. Gris. Présence de blocs et cailloux. Compacité dense.		CF-11		38	38	
10							

○ W naturelle

25 50 75

DOSSIER : **626505**
CLIENT : **Les Développements Armstrong inc.**
PROJET : **Projet résidentiel Armstrong**
LOCAL : **Site de l'usine Armstrong, entre le boulevard Décarie et l'avenue de Westbury, au nord de la rue Vézina, Montréal (Québec)**

SONDAGE : **F-04**

Date : **2/18/2015**
Technicien : **F.T.**
Fichier : **F-04**

Élev. surf. : **51,77 m** **Géodésique**

SYMBOLES STRATIGRAPHIQUES		NIVEAU D'EAU			TYPE ET ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON		TYPE DE SONDAGE
Gravier	Enrobé bitumineux	Profondeur (m)		Date	PM : Manuel vrac	Perdu	Équipement : CME-55
Sable	Remblai	Tube	Eau	aa-mm-jj	CF : Carottier fendu	Remanié	Plongée : 90º
Silt	Calcaire	6,10	9,30	2015-02-19	CR : Carottier à diamants	Carotté	Direction :
Argile		6,10	6,00	2015-04-02			

PROF. (m) / ÉLÉVATION	DESCRIPTION STRATIGRAPHIQUE	Eau - Piezo	ÉCHANTILLONS Type Numéro	État	Rec. %	N ou RQD (%)	ESSAIS et NOTES
41,77	Sable graveleux à sable et gravier, traces à un peu de silt, traces d'argile. Gris. Présence de blocs et cailloux. Compacité dense.		CF-12		49	46	
			CF-13		41	34	
11,85			CF-14		71	Refus	"N" = 34 - 50 coups/13cm
39,92	Socle rocheux : Calcaire gris. Peu fracturé à massif devenant fracturé à partir d'environ 14,75 mètres de profondeur. Très fracturé entre 11,85 et 11,95 mètres de profondeur.		CR-15		93	80	
			CR-16		103	94	
15,20			CR-17		90	27	
36,57	Fin du forage à 15,20 mètres de profondeur. Notes : Forage effectué au moyen d'une tarière évidée jusqu'à 2,75 mètres de profondeur puis par rotation et lavage d'un tubage de calibre "NW" par la suite jusqu'au socle rocheux. Sol gelé en surface du terrain jusqu'à 0,40 mètre de profondeur. Socle rocheux carotté au moyen d'un carottier diamanté de calibre "NQ". Aucune perte d'eau de forage lors du carottage du socle rocheux sauf entre environ 12,00 et 13,50 mètres de profondeur (50 % de perte). Installation d'un piézomètre Casagrande.						

W naturelle
25 50 75

Qualitas

RAPPORT DE FORAGE

Planche A-9

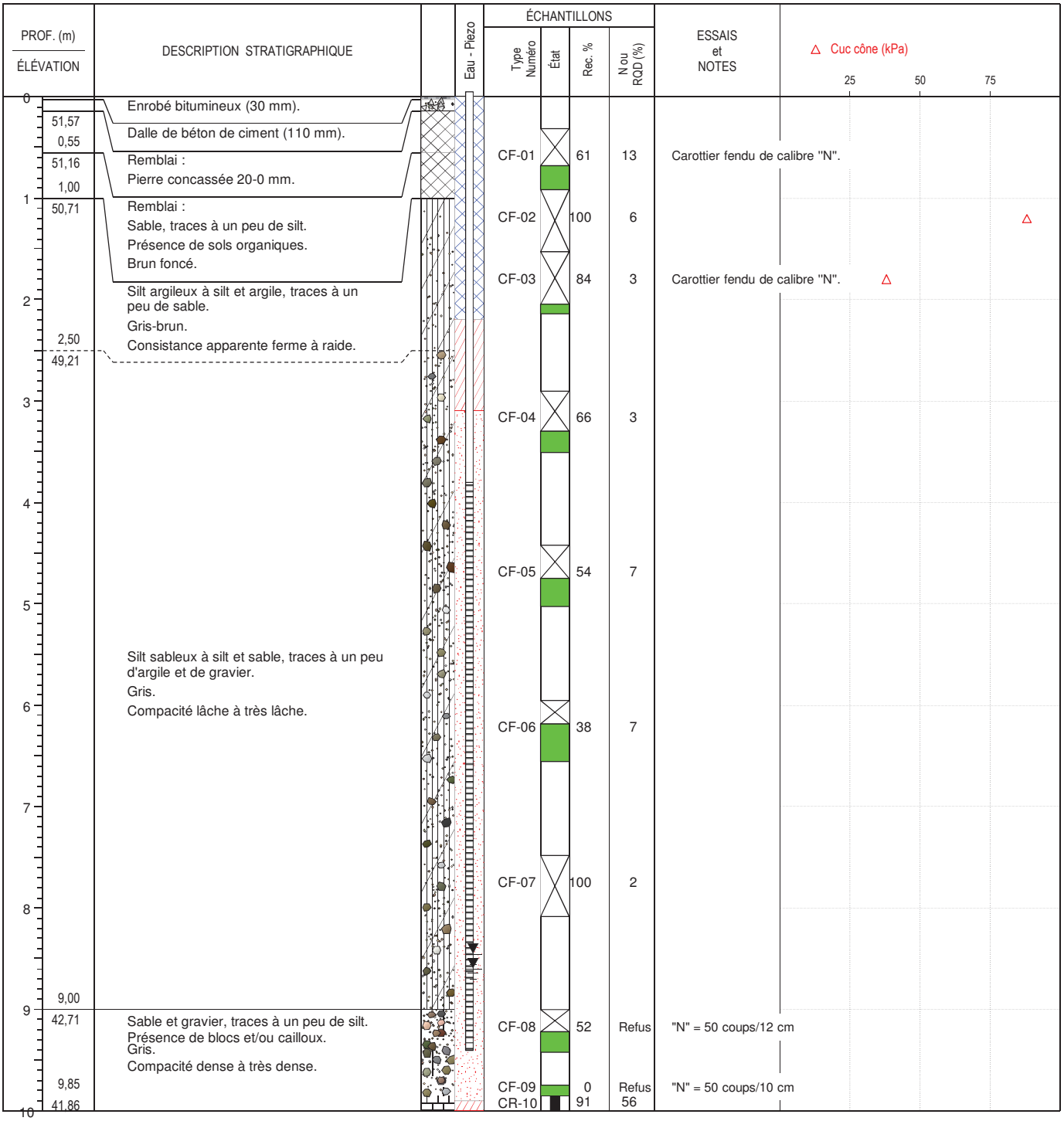
DOSSIER : **626505**
CLIENT : **Les Développements Armstrong inc.**
PROJET : **Projet résidentiel Armstrong**
LOCAL : **Site de l'usine Armstrong, entre le boulevard Décarie et l'avenue de Westbury, au nord de la rue Vézina, Montréal (Québec)**

SONDAGE : **F-05**

Date : **2/12/2015**
Technicien : **C.D.**
Fichier : **F-05**

Élev. surf. : **51,71 m** **Géodésique**

SYMBOLES STRATIGRAPHIQUES		NIVEAU D'EAU			TYPE ET ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON		TYPE DE SONDAGE
Gravier	Enrobé bitumineux	Profondeur (m)		Date	CF : Carottier fendu	Remanié	Équipement : CME-55
Sable	Béton	Tube	Eau	aa-mm-jj	CR : Carottier à diamants	Perdu	Plongée : 90°
Silt	Remblai	9,40	8,45	2015-02-19		Carotté	Direction :
Argile	Calcaire	9,40	8,60	2015-04-02			



DOSSIER : **626505**
CLIENT : **Les Développements Armstrong inc.**
PROJET : **Projet résidentiel Armstrong**
LOCAL : **Site de l'usine Armstrong, entre le boulevard Décarie et l'avenue de Westbury, au nord de la rue Vézina, Montréal (Québec)**

SONDAGE : **F-05**

Date : **2/12/2015**
Technicien : **C.D.**
Fichier : **F-05**

Élev. surf. : **51,71 m** **Géodésique**

SYMBOLES STRATIGRAPHIQUES			
Gravier	Enrobé bitumineux		
Sable	Béton		
Silt	Remblai		
Argile	Calcaire		

NIVEAU D'EAU ▼		
Profondeur (m)		Date
Tube	Eau	aa-mm-jj
9,40	8,45	2015-02-19
9,40	8,60	2015-04-02

TYPE ET ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON		
CF : Carottier fendu		Remanié
CR : Carottier à diamants		Perdu
		Carotté

TYPE DE SONDAGE
Équipement : CME-55
Plongée : 90º
Direction :

PROF. (m) / ÉLÉVATION	DESCRIPTION STRATIGRAPHIQUE	Eau - Piezo	ÉCHANTILLONS Type Numéro	État	Rec. %	N ou RQD (%)	ESSAIS et NOTES	△ Cuc cône (kPa) 25 50 75
10 41,71			CR-10		91	56	q_{u} = 253,6 MPa	
			CR-11		100	98	q_{u} = 235,3 MPa	
11	Socle rocheux : Calcaire gris. Peu fracturé à massif. Présence d'une roche intrusive de très forte à extrêmement forte résistance à la compression entre environ 9,85 et 10,45 mètres de profondeur.		CR-12		93	93		
12			CR-13		87	75		
12,50 39,21			CR-14		100	100		
13	Fin du forage à 12,50 mètres de profondeur. Notes : Forage effectué au moyen d'une tarière évidée jusqu'à 1,50 mètre de profondeur puis par rotation et lavage d'un tubage de calibre "NW" par la suite jusqu'au socle rocheux. Socle rocheux carotté au moyen d'un carottier diamanté de calibre "NQ". 50 à 75 % de perte d'eau de forage lors du carottage du socle rocheux. Installation d'un puits d'observation (PO) de l'eau souterraine.							
14								
15								
16								
17								
18								
19								
20								

Annexe 3

Essais de laboratoire géotechnique

Qualitas

ANALYSE GRANULOMÉTRIQUE DES SOLS INORGANIQUES / DES GRANULATS

NQ 2501-025 / LC 21-040

DOSSIER : **626505**
CLIENT : **Les Développements Armstrong inc.**
PROJET : **Projet résidentiel Armstrong**
LOCAL.: **Site de l'usine Armstrong, entre le boulevard Décarie et l'avenue de Westbury au nord de la rue Vézina Montréal (Québec)**

SONDAGE : **F-01**
ÉCHANT. : **CF-05**
PROF. (m) : **2.90 - 3.51**
Échant. no. : **01-05**
Fichier no. : 01-05.GRN

Silt argileux, traces de sable et de gravier.

MÉTHODE :	**SÈCHE**	
Masse totale sèche (g)	:	270
Masse totale > 5mm	:	5
Pourcentage retenu 5mm	:	2,0
Diamètre maximum (mm)	:	

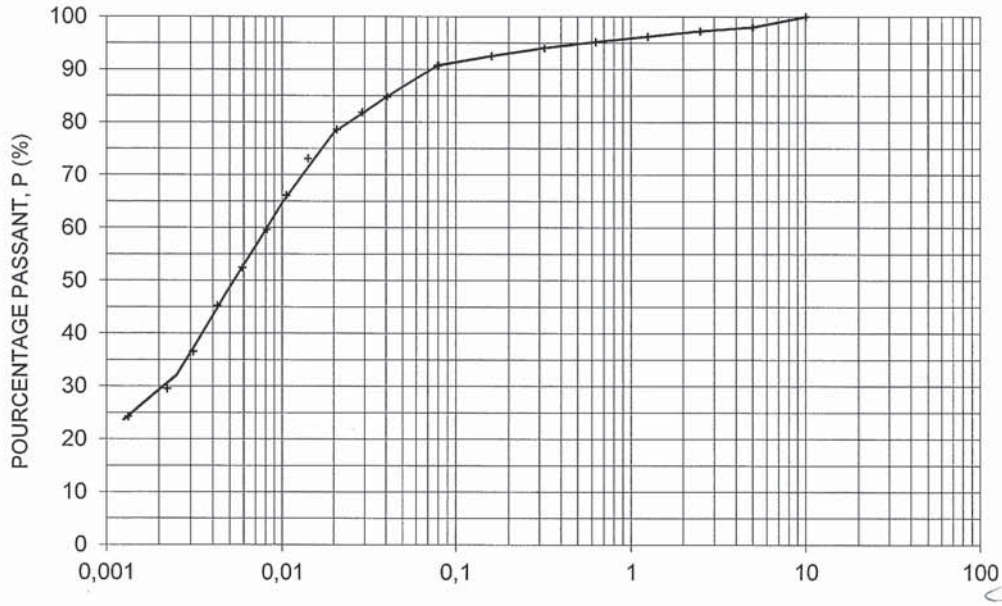
TENEUR EN EAU, w (%)		**Réception**
Fraction passant tamis	:	**Aucun**
Masse totale humide	:	580,6
Masse totale sèche	:	504,8
Tare no 9	:	235,1
TENEUR EN EAU, w (%)	:	**28,10**

MÉTHODE :	**SÈCHE**	
Fraction passant tamis	:	**2**
Masse de sol humide utilisée (g)	:	
Masse de sol sec utilisée (g)	:	41,32
Densité relative	:	2.72*
Pourcentage total passant	:	96,9
Hydromètre 151H	no	3742
Masse de l'hydromètre (g)	:	53,76
L = A.R + B	A (1/cm) :	-0,27
	B (cm) :	17,40
C = D + 0.2 (20-T)	D (1/1) :	3,8
Facteur d'échelle	F (1/1) :	0,99
Défloculant :	5 g hexametaphosphate / litre	

TAMIS (mm)	MASSES RETENUES INDIVID.	MASSES RETENUES CUMUL.	POURCENTAGES RETENU	POURCENTAGES PASSANT	POURCENT. TOTAL PASSANT
TAMISAGE DES GRAVIERS					
112					
80					
56					
40					
31,5					
20					
14					
10		0	0,0		**100,0**
5		5	2,0		**98,0**
Plateau		270			
TAMISAGE DU SABLE					
2,50		2,0	0,8	99,2	**97,2**
1,25		4,7	1,8	98,2	**96,2**
0,63		7,6	2,9	97,1	**95,2**
0,32		10,7	4,0	96,0	**94,1**
0,16		14,7	5,6	94,4	**92,5**
0,08		19,5	7,4	92,6	**90,8**
Plateau		264,4			

SÉDIMENTOMÉTRIE

D (mm)	Temps (min)	Tempér. (C)	Lecture R	L (cm)	
0,0792	0,25	19,0	28,8	8,6	**90,7**
0,0406	1		27,2	9,0	**84,8**
0,0291	2		26,4	9,2	**81,9**
0,0208	4		25,5	9,5	**78,6**
0,0142	9		24,0	9,9	**73,1**
0,0106	17	19,0	22,1	10,4	**66,1**
0,0081	30	19,2	20,3	10,9	**59,7**
0,0059	60	19,3	18,3	11,5	**52,4**
0,0042	120	19,5	16,3	12,0	**45,3**
0,0031	240	19,1	14,0	12,6	**36,6**
0,0022	480	19,5	12,0	13,2	**29,5**
0,0013	1 440	17,8	10,9	13,5	**24,3**



DIAMÈTRE (mm)	POURCENT. PASSANT
20	100,0
5	98,0
0,4	94,4
0,08	90,8
0,002	28,5
	10
0,0023	30
0,0082	60

CU :
CC :
USC :

Symbole: LA3S1G1

Remarques :

*Valeur estimée

Effect. par :
M.N. 2015-02-17

Vérifié par :
Hélène Bilodeau, ing.

Date : 2015-02-18

Qualitas

LIMITES DE CONSISTANCE DES SOLS

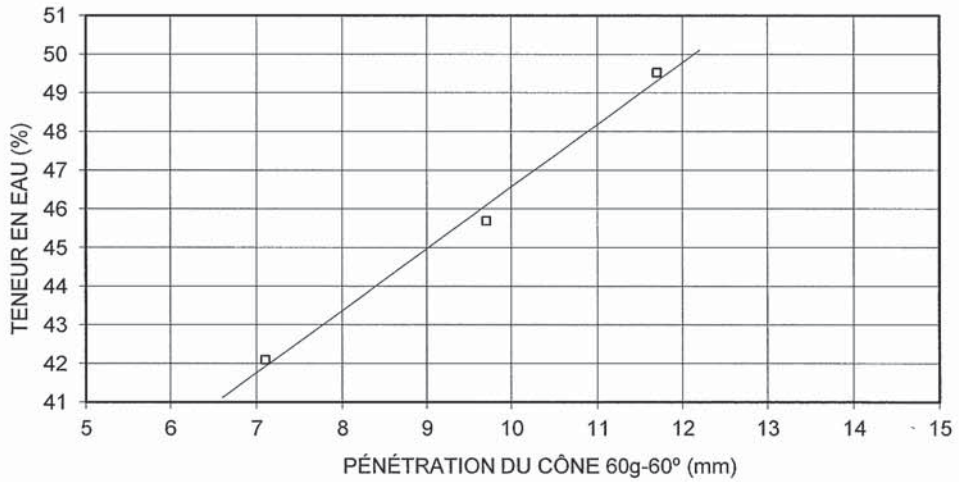
NQ 2501-092

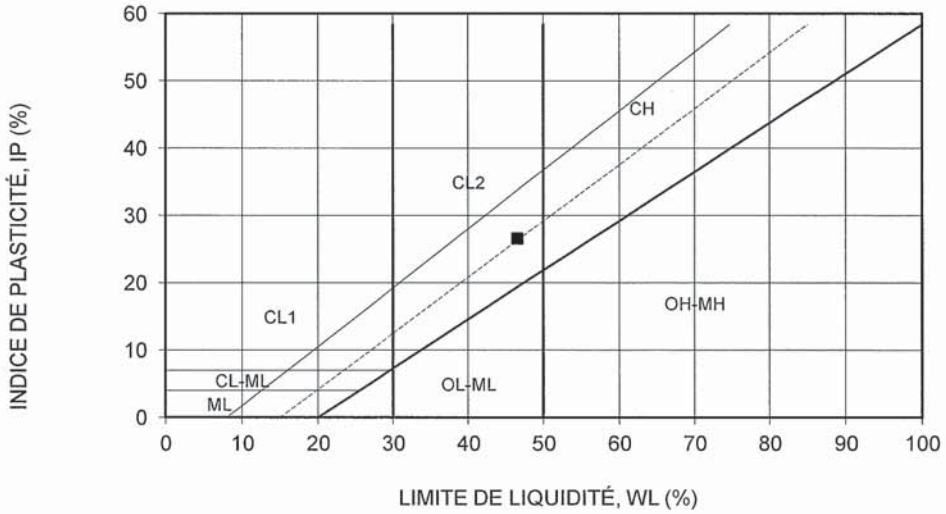
DOSSIER : **626505**
CLIENT : **Les Développements Armstrong inc.**
PROJET : **Projet résidentiel Armstrong**
LOCAL. : **Site de l'usine Armstrong, entre le boulevard Décarie et l'avenue de Westbury au nord de la rue Vézina Montréal (Québec)**

SONDAGE : **F-03**
ÉCHANT. : **CF-05**
PROF. (m) : **1.83 - 2.23**
ÉCH. No : **03-05**
FICHIER : 03-05.LIM

MÉTHODE ET PRÉPARATION		TENEURS EN EAU	NATURELLE			LIMITE DE PLASTICITÉ		
Méthode :	**Cône**	Remarques						
Séchage	Tamisage	Masse totale humide	163,50			18,74	19,75	
Assèchement	**Addition d'eau**	Masse totale sèche	127,94			16,03	16,85	
		Tare no	Q-58			242	123	
% < 5 mm :		Masse de la tare	16,87			2,38	2,38	
% < 0.40 mm :		Teneur en eau	32,02			19,85	20,04	
% < 0.08 mm :		**Valeurs moyennes**	**32,02**			**19,95**		
% < 0.002 mm :								

LIMITE DE LIQUIDITÉ								
Point no	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**
Remarque								
Pénétration cône 60g-60°	**7,1**	**9,7**	**11,7**					
Masse totale humide	27,32	26,28	27,80					
Masse totale sèche	19,94	18,79	19,38					
Tare no	294	203	246					
Masse de la tare	2,41	2,40	2,38					
Teneur en eau	**42,10**	**45,70**	**49,53**					





RÉSULTATS D'ESSAIS		
Teneur en eau naturelle :		
Globale	W_{NG} :	**32,0**
<	W_{NL} :	**32,0**
Limite de liquidité :		
Au cône	W_{LC} :	**46,6**
Limite de plasticité :		**19,9**
Indice de plasticité		
Au cône	I_{PC} :	**26,6**
Indice de liquidité		
Au cône	I_{LC} :	**0,45**
Activité (IP/2mm)		
Au cône	A_C :	

Classif.	USC	AASHO
Cône	**CL2**	

NP : Non plastique
ND : Non déterminé
EX : Exclus

Remarques:

Effectué par : M.N.
Date: 2015-03-18
Vérifié par : Réjean Prieur, ing.
Date : 2015-03-23

Qualitas

ANALYSE GRANULOMÉTRIQUE DES SOLS INORGANIQUES / DES GRANULATS

NQ 2501-025 / LC 21-040

DOSSIER : **626505** SONDAGE : **F-01**

CLIENT : **Les Développements Armstrong inc.** ÉCHANT. : **CF-07**

PROJET : **Projet résidentiel Armstrong** PROF. (m) : **6.10 - 6.71**

LOCAL.: **Site de l'usine Armstrong, entre le boulevard Décarie et l'avenue de Westbury au nord de la rue Vézina Montréal (Québec)**

Échant. no. : **01-07**

Fichier no. : 01-07.GRN

Silt et sable, un peu de gravier.

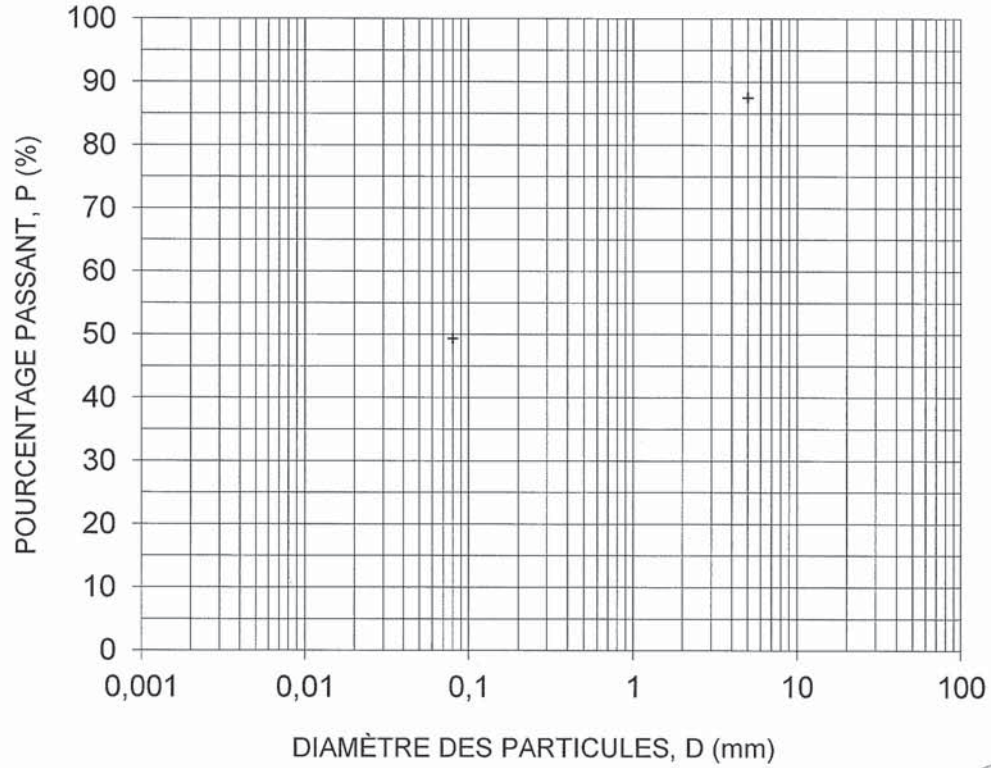
MÉTHODE : SÈCHE

Masse totale sèche (g)	:	531
Masse totale > 5mm	:	66
Pourcentage retenu 5mm	:	12,5
Diamètre maximum (mm)	:	

TENEUR EN EAU, w (%) Réception

Fraction passant tamis	:	**Aucun**
Masse totale humide	:	823,6
Masse totale sèche	:	758,1
Tare no EA-03	:	226,9
TENEUR EN EAU, w (%)	:	**12,33**

TAMIS (mm)	MASSES RETENUES INDIVID.	MASSES RETENUES CUMUL.	POURCENTAGES RETENU	POURCENTAGES PASSANT	POURCENT. TOTAL PASSANT
TAMISAGE DES GRAVIERS					
112					
80					
56					
40					
31,5					
20					
14					
10					
5		66	12,5		**87,5**
Plateau		531			
TAMISAGE DU SABLE					
2,50					
1,25					
0,63					
0,32					
0,16					
0,08		103,7	43,6	56,4	**49,4**
Plateau		237,9			



DIAMÈTRE (mm)	POURCENT. PASSANT
20	100,0
5	87,5
0,4	87,5
0,08	49,4
0,002	
	10
	30
0,0970	60

CU :
CC :
USC :

Symbole: LS4G2

Remarques :

Passant 80 µm

Effect. par : M.N. 2015-02-17

Vérifié par : Hélène Bilodeau, ing.

Date : 2015-02-18

Qualitas

ANALYSE GRANULOMÉTRIQUE DES SOLS INORGANIQUES / DES GRANULATS

NQ 2501-025 / LC 21-040

DOSSIER : **626505** SONDAGE : **F-04**

CLIENT : **Les Développements Armstrong inc.** ÉCHANT. : **CF-05**

PROJET : **Projet résidentiel Armstrong** PROF. (m) : **2.13 - 2.74**

LOCAL.: **Site de l'usine Armstrong, entre le boulevard Décarie et l'avenue Westbury au nord de la rue Vézina Montréal (Québec)**

Échant. no. : **04-05**

Fichier no. : 04-05.GRN

Silt sableux, un peu de gravier.

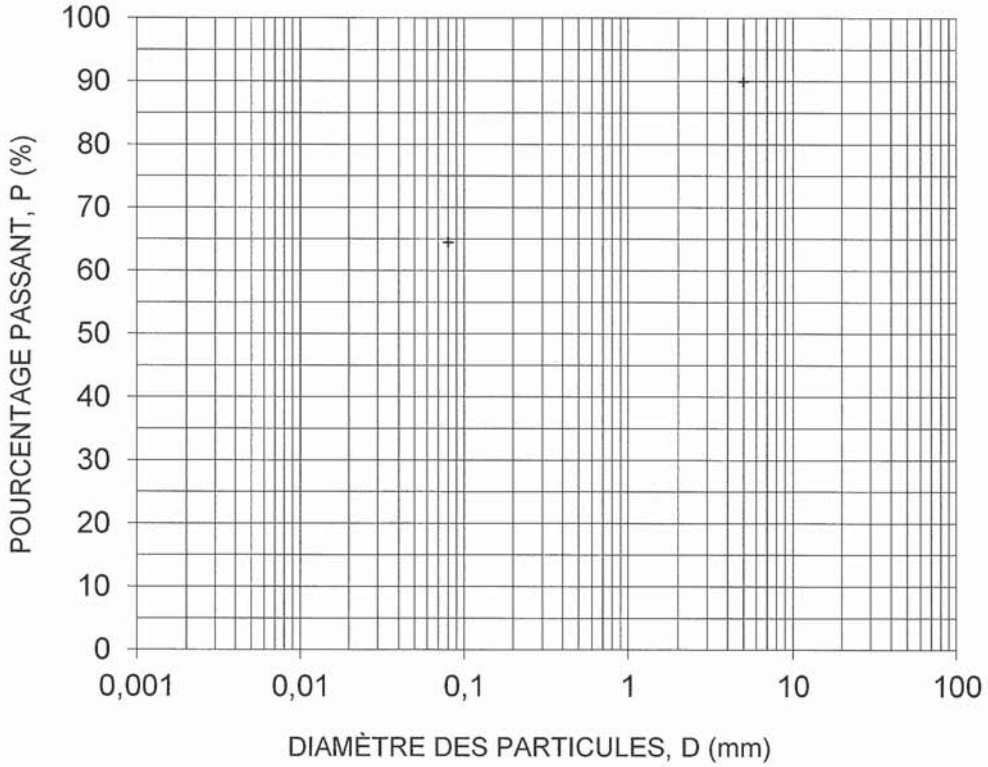
MÉTHODE : SÈCHE

Masse totale sèche (g)	:	820
Masse totale > 5mm	:	82
Pourcentage retenu 5mm	:	10,0
Diamètre maximum (mm)	:	

TENEUR EN EAU, w (%) — Réception

Fraction passant tamis	:	**Aucun**
Masse totale humide	:	1 178,4
Masse totale sèche	:	1 047,6
Tare no K-220	:	227,4
TENEUR EN EAU, w (%)	:	**15,94**

TAMIS (mm)	MASSES RETENUES INDIVID.	MASSES RETENUES CUMUL.	POURCENTAGES RETENU	POURCENTAGES PASSANT	POURCENT. TOTAL PASSANT
TAMISAGE DES GRAVIERS					
112					
80					
56					
40					
31,5					
20					
14					
10					
5		82	10,0		**90,0**
Plateau		820			
TAMISAGE DU SABLE					
2,50					
1,25					
0,63					
0,32					
0,16					
0,08		68,0	28,3	71,7	**64,5**
Plateau		240,1			



DIAMÈTRE (mm)	POURCENT. PASSANT
20	100,0
5	90,0
0,4	90,0
0,08	64,5
0,002	
	10
	30
	60

CU :
CC :
USC :

Symbole: LS3G2

Remarques :

Passant 80 mm

Effect. par :
M.N. 2015-03-19

Vérifié par :
Réjean Prieur, ing.

Date : 2015-03-23

Qualitas

LIMITES DE CONSISTANCE DES SOLS

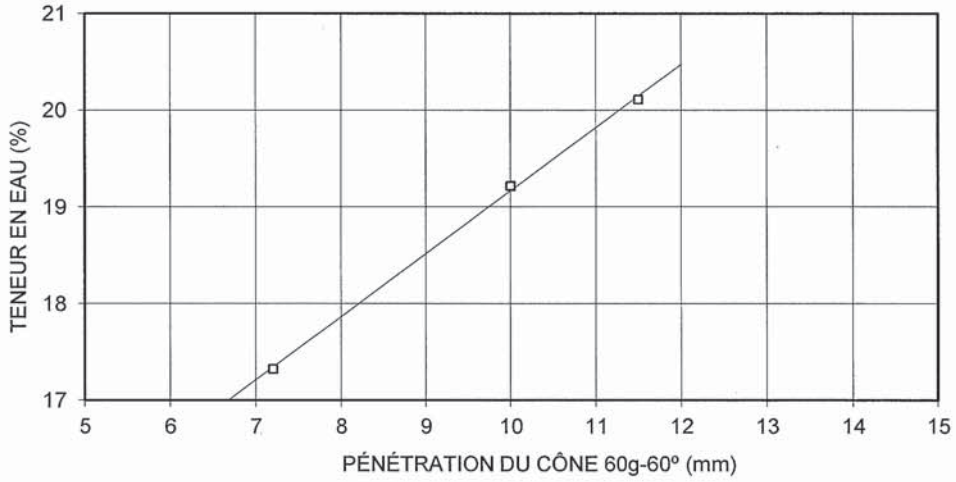
NQ 2501-092

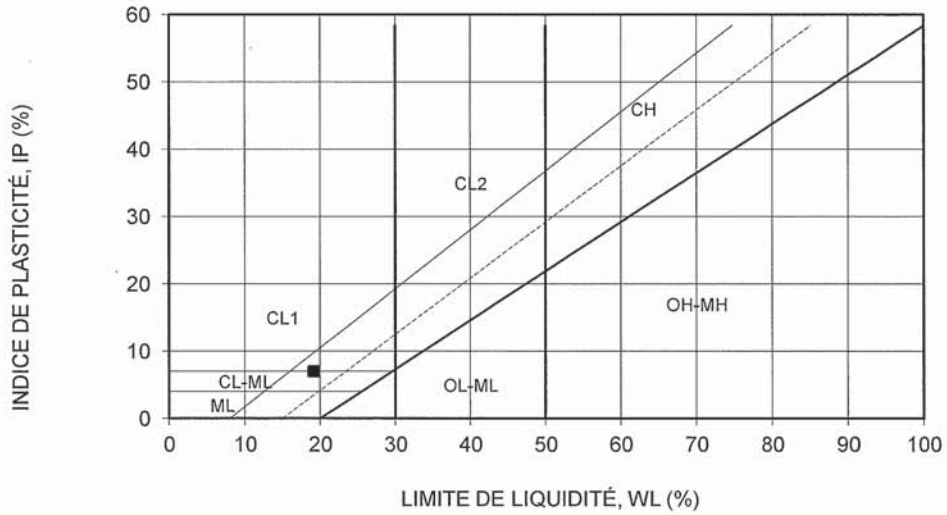
DOSSIER : **626505**
CLIENT : **Les Développements Armstrong inc.**
PROJET : **Projet résidentiel Armstrong**
LOCAL. : **Site de l'usine Armstrong, entre le boulevard Décarie et l'avenue de Westbury au nord de la rue Vézina Montréal (Québec)**

SONDAGE : **F-01**
ÉCHANT. : **CF-06**
PROF. (m) : **4.58 - 5.19**
ÉCH. No : **01-06**
FICHIER : 01-06.LIM

MÉTHODE ET PRÉPARATION		TENEURS EN EAU	NATURELLE			LIMITE DE PLASTICITÉ		
Méthode :	**Cône**	Remarques						
Séchage	**Tamisage**	Masse totale humide	77,76			24,89	24,77	
Assèchement	**Addition d'eau**	Masse totale sèche	69,94			22,46	22,34	
		Tare no	Q-115			149	105	
% < 5 mm :		Masse de la tare	16,98			2,41	2,39	
% < 0.40 mm :		Teneur en eau	14,77			12,12	12,18	
% < 0.08 mm :		**Valeurs moyennes**	**14,77**			**12,15**		
% < 0.002 mm :								

LIMITE DE LIQUIDITÉ								
Point no	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**
Remarque								
Pénétration cône 60g-60°	**11,5**	**10,0**	**7,2**					
Masse totale humide	30,17	32,90	31,60					
Masse totale sèche	25,52	27,98	27,29					
Tare no	9	232	189					
Masse de la tare	2,40	2,38	2,41					
Teneur en eau	**20,11**	**19,22**	**17,32**					





RÉSULTATS D'ESSAIS		
Teneur en eau naturelle :		
Globale	W_{NG} :	**14,8**
<	W_{NL} :	**14,8**
Limite de liquidité :		
Au cône	W_{LC} :	**19,2**
Limite de plasticité :		**12,2**
Indice de plasticité		
Au cône	I_{PC} :	**7,0**
Indice de liquidité		
Au cône	I_{LC} :	**0,37**
Activité (IP/2mm)		
Au cône	A_C :	

Classif.	USC	AASHO
Cône	**CL1**	

NP : Non plastique
ND : Non déterminé
EX : Exclus

Remarques:

Effectué par : M.N.
Date: 2015-02-18
Vérifié par : Hélène Bilodeau, ing.
Date : 2015-02-18

Qualitas

LIMITES DE CONSISTANCE DES SOLS

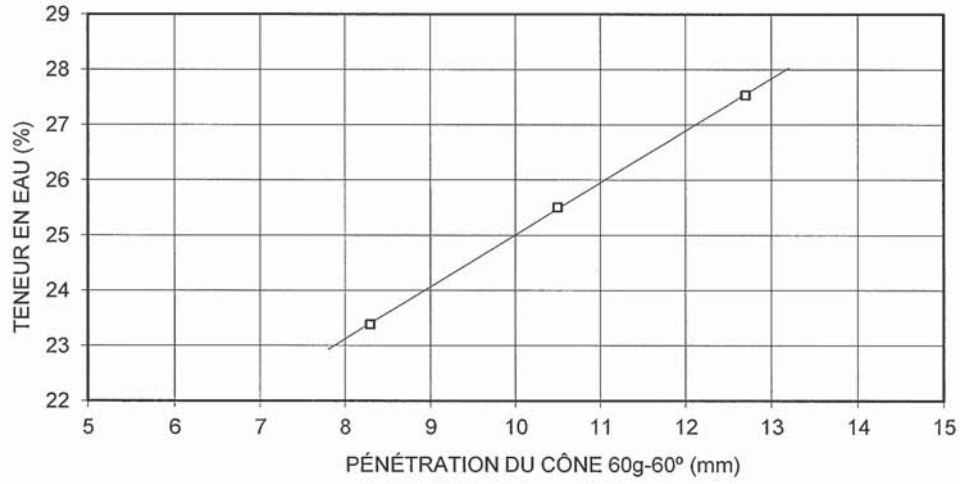
NQ 2501-092

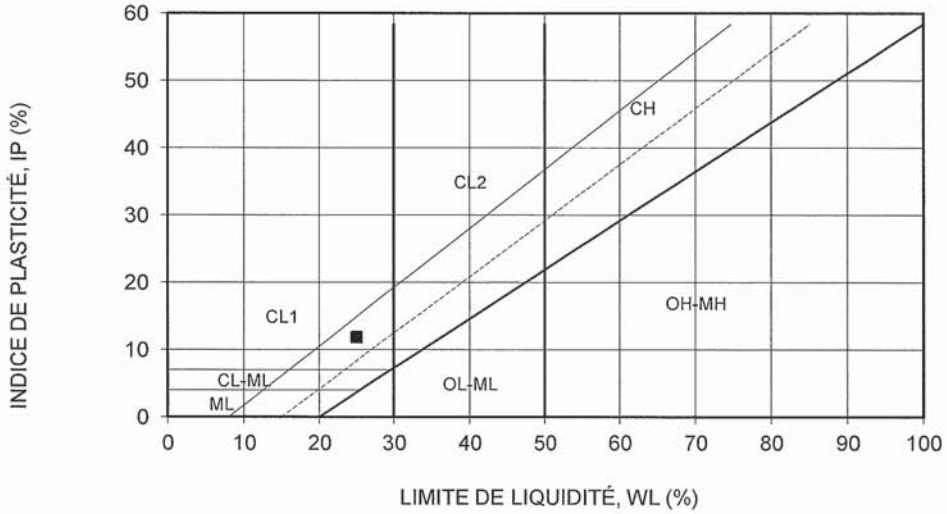
DOSSIER : **626505**
CLIENT : **Les Développements Armstrong inc.**
PROJET : **Projet résidentiel Armstrong**
LOCAL. : **Site de l'usine Armstrong, entre le boulevard Décarie et l'avenue de Westbury au nord de la rue Vézina Montréal (Québec)**

SONDAGE : **F-01**
ÉCHANT. : **CF-08**
PROF. (m) : **7.63 - 8.24**
ÉCH. No : **01-08**
FICHIER : 01-08.LIM

MÉTHODE ET PRÉPARATION		TENEURS EN EAU	NATURELLE			LIMITE DE PLASTICITÉ		
Méthode :	**Cône**	Remarques						
Séchage	**Tamisage**	Masse totale humide	91,60			20,53	20,28	
Assèchement	**Addition d'eau**	Masse totale sèche	82,48			18,38	18,25	
		Tare no	Q-49			243	112	
% < 5 mm :		Masse de la tare	17,02			2,39	2,37	
% < 0.40 mm :		Teneur en eau	13,93			13,45	12,78	
% < 0.08 mm :		**Valeurs moyennes**	**13,93**			**13,11**		
% < 0.002 mm :								

LIMITE DE LIQUIDITÉ								
Point no	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**
Remarque								
Pénétration cône 60g-60°	**12,7**	**10,5**	**8,3**					
Masse totale humide	26,51	25,76	25,90					
Masse totale sèche	21,30	21,01	21,44					
Tare no	209	138	90					
Masse de la tare	2,38	2,39	2,37					
Teneur en eau	**27,54**	**25,51**	**23,39**					





RÉSULTATS D'ESSAIS		
Teneur en eau naturelle :		
Globale	W_{NG} :	**13,9**
<	W_{NL} :	**13,9**
Limite de liquidité :		
Au cône	W_{LC} :	**25,0**
Limite de plasticité :		**13,1**
Indice de plasticité		
Au cône	I_{PC} :	**11,9**
Indice de liquidité		
Au cône	I_{LC} :	**0,07**
Activité (IP/2mm)		
Au cône	A_C :	

Classif.	USC	AASHO
Cône	**CL1**	

NP : Non plastique
ND : Non déterminé
EX : Exclus

Remarques:

Effectué par : M.N.
Date: 2015-02-16
Vérifié par : Hélène Bilodeau, ing.
Date : 2015-02-18

Qualitas

LIMITES DE CONSISTANCE DES SOLS

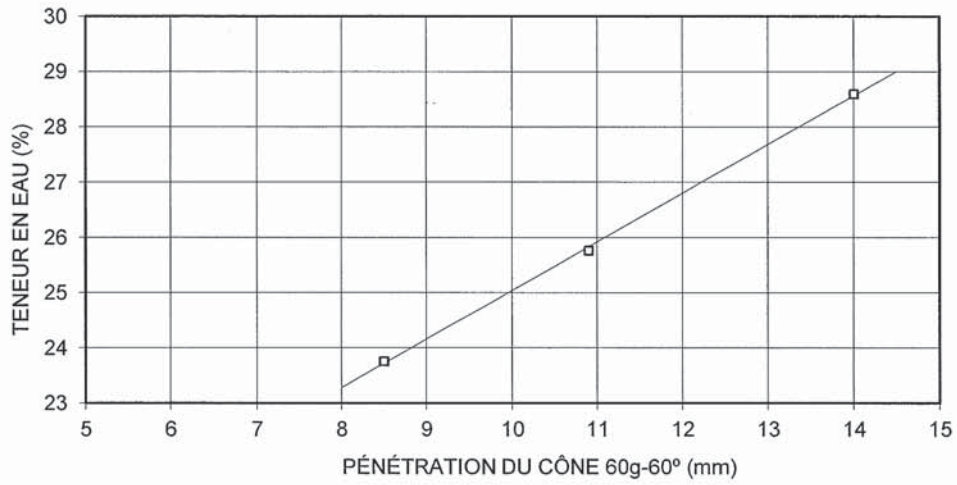
NQ 2501-092

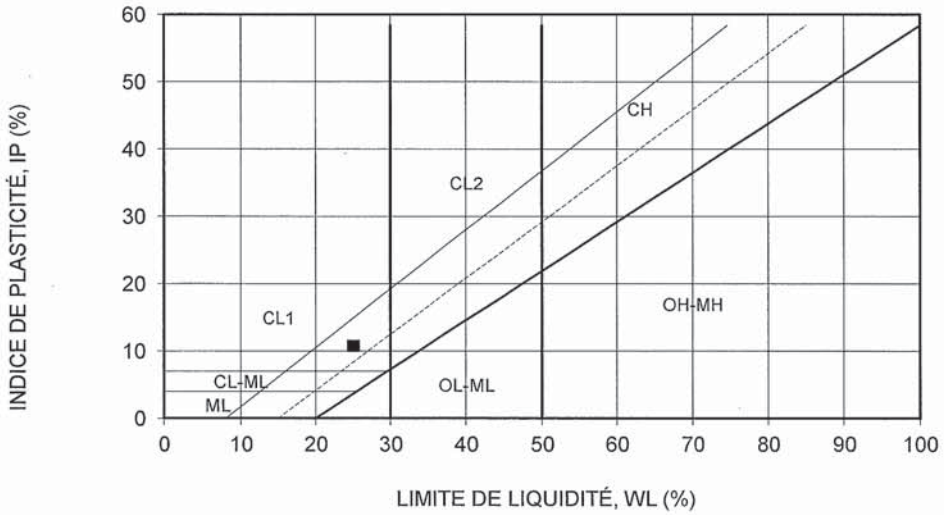
DOSSIER : **626505**
CLIENT : **Les Développements Armstrong inc.**
PROJET : **Projet résidentiel Armstrong**
LOCAL. : **Site de l'usine Armstrong, entre le boulevard Décarie et l'avenue de Westbury au nord de la rue Vézina Montréal (Québec)**

SONDAGE : **F-03**
ÉCHANT. : **CF-08**
PROF. (m) : **4.57 - 5.18**
ÉCH. No : **03-08**
FICHIER : 03-08.LIM

MÉTHODE ET PRÉPARATION		TENEURS EN EAU	NATURELLE			LIMITE DE PLASTICITÉ		
Méthode :	**Cône**	Remarques						
Séchage	**Tamisage**	Masse totale humide	177,55			22,48	21,91	
Assèchement	**Addition d'eau**	Masse totale sèche	151,09			19,93	19,52	
		Tare no	Q-99			213	173	
% < 5 mm :		Masse de la tare	16,87			2,38	2,41	
% < 0.40 mm :		Teneur en eau	19,71			14,53	13,97	
% < 0.08 mm :		**Valeurs moyennes**		**19,71**			**14,25**	
% < 0.002 mm :								

LIMITE DE LIQUIDITÉ								
Point no	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**
Remarque								
Pénétration cône 60g-60°	**8,5**	**10,9**	**14,0**					
Masse totale humide	26,29	33,33	26,10					
Masse totale sèche	21,70	26,99	20,83					
Tare no	251	285	133					
Masse de la tare	2,38	2,38	2,40					
Teneur en eau	**23,76**	**25,76**	**28,59**					





RÉSULTATS D'ESSAIS		
Teneur en eau naturelle :		
Globale	W_{NG} :	**19,7**
<	W_{NL} :	**19,7**
Limite de liquidité :		
Au cône	W_{LC} :	**25,0**
Limite de plasticité :		**14,2**
Indice de plasticité		
Au cône	I_{PC} :	**10,8**
Indice de liquidité		
Au cône	I_{LC} :	**0,51**
Activité (IP/2mm)		
Au cône	A_C :	

Classif.	USC	AASHO
Cône	**CL1**	

NP : Non plastique
ND : Non déterminé
EX : Exclus

Remarques:

Effectué par : M.N.
Date: 2015-03-18
Vérifié par : Réjean Prieur, ing.
Date : 2015-03-23

Qualitas

ANALYSE GRANULOMÉTRIQUE DES SOLS INORGANIQUES / DES GRANULATS

NQ 2501-025 / LC 21-040

DOSSIER : **626505** SONDAGE : **F-01**

CLIENT : **Les Développements Armstrong inc.** ÉCHANT. : **CF-11**

PROJET : **Projet résidentiel Armstrong** PROF. (m) : **9.91 - 10.52**

LOCAL.: **Site de l'usine Armstrong, entre le boulevard Décarie et l'avenue de Westbury au nord de la rue Vézina Montréal (Québec)**

Échant. no. : **01-11**

Fichier no. : 01-11.GRN

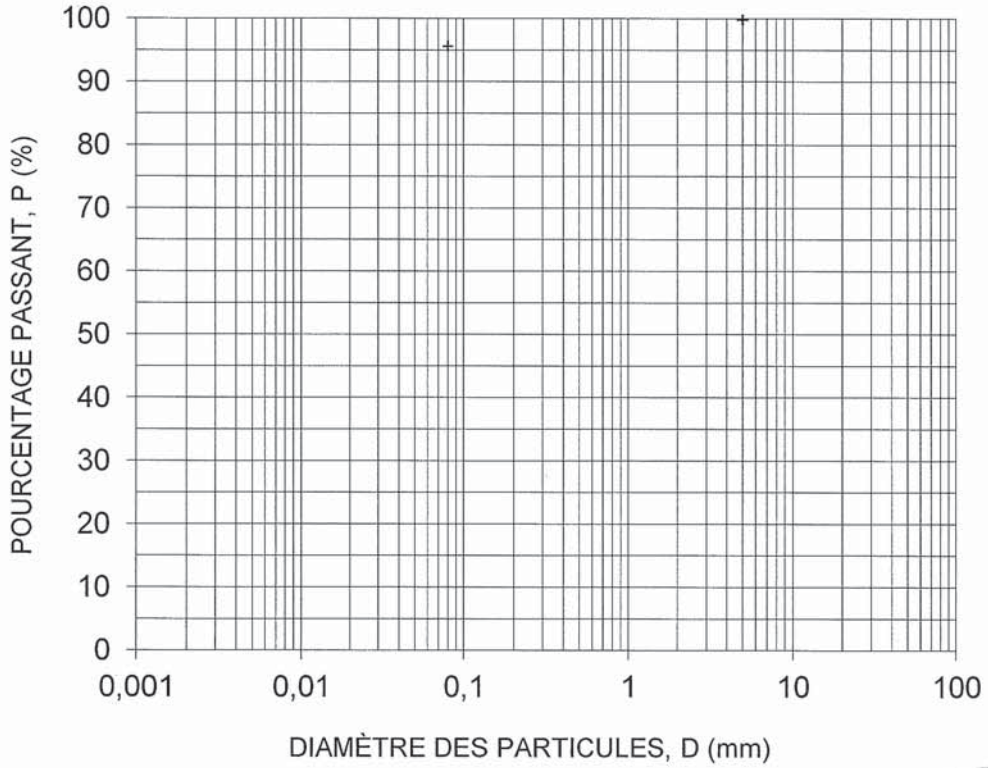
MÉTHODE : SÈCHE

Masse totale sèche (g)	:	306
Masse totale > 5mm	:	1
Pourcentage retenu 5mm	:	0,2
Diamètre maximum (mm)	:	

TENEUR EN EAU, w (%) — Réception

Fraction passant tamis	:	**Aucun**
Masse totale humide	:	638,6
Masse totale sèche	:	528,4
Tare no 8	:	222,5
TENEUR EN EAU, w (%)	:	**36,02**

TAMIS (mm)	MASSES RETENUES INDIVID.	MASSES RETENUES CUMUL.	POURCENTAGES RETENU	POURCENTAGES PASSANT	POURCENT. TOTAL PASSANT
TAMISAGE DES GRAVIERS					
112					
80					
56					
40					
31,5					
20					
14					
10					
5		1	0,2		**99,8**
Plateau		306			
TAMISAGE DU SABLE					
2,50					
1,25					
0,63					
0,32					
0,16					
0,08		9,7	4,2	95,8	**95,6**
Plateau		230,0			



DIAMÈTRE (mm)	POURCENT. PASSANT
20	100,0
5	99,8
0,4	99,8
0,08	95,6
0,002	
	10
	30
	60

CU :

CC :

USC : CL2

Symbole:

Remarques :

Passant 80 µm

Effect. par : M.N. 2015-02-17

Vérifié par : Hélène Bilodeau, ing.

Date : 2015-02-18

Qualitas

LIMITES DE CONSISTANCE DES SOLS

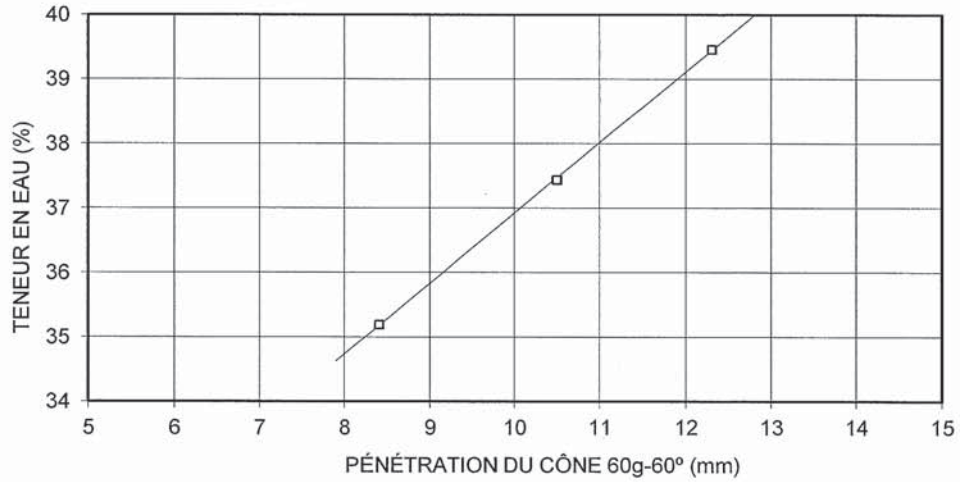
NQ 2501-092

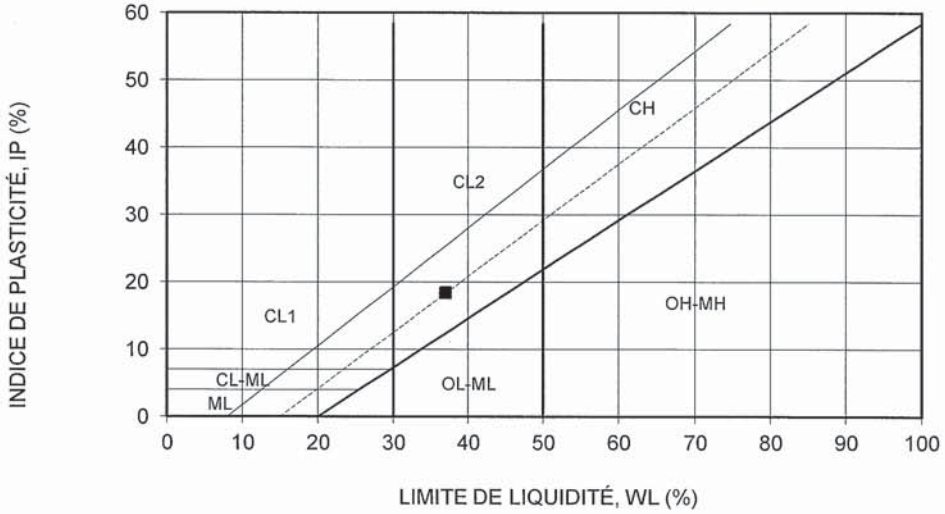
DOSSIER : **626505**
CLIENT : **Les Développements Armstrong inc.**
PROJET : **Projet résidentiel Armstrong**
LOCAL. : **Site de l'usine Armstrong, entre le boulevard Décarie et l'avenue de Westbury au nord de la rue Vézina Montréal (Québec)**

SONDAGE : **F-01**
ÉCHANT. : **CF-11**
PROF. (m) : **9.91 - 10.52**
ÉCH. No : **01-11**
FICHIER : 01-11.LIM

MÉTHODE ET PRÉPARATION		TENEURS EN EAU	NATURELLE			LIMITE DE PLASTICITÉ		
Méthode :	**Cône**	Remarques						
Séchage	Tamisage	Masse totale humide	638,61			19,54	20,27	
Assèchement	**Addition d'eau**	Masse totale sèche	528,40			16,89	17,47	
		Tare no	8			240	299	
% < 5 mm :		Masse de la tare	222,47			2,40	2,41	
% < 0.40 mm :		Teneur en eau	36,02			18,29	18,59	
% < 0.08 mm :		**Valeurs moyennes**	**36,02**			**18,44**		
% < 0.002 mm :								

LIMITE DE LIQUIDITÉ								
Point no	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**
Remarque								
Pénétration cône 60g-60°	**8,4**	**10,5**	**12,3**					
Masse totale humide	30,05	34,17	30,36					
Masse totale sèche	22,85	25,51	22,44					
Tare no	152	256	289					
Masse de la tare	2,39	2,38	2,37					
Teneur en eau	**35,19**	**37,44**	**39,46**					





RÉSULTATS D'ESSAIS		
Teneur en eau naturelle :		
Globale	W_{NG} :	**36,0**
<	W_{NL} :	**36,0**
Limite de liquidité :		
Au cône	W_{LC} :	**36,9**
Limite de plasticité :		**18,4**
Indice de plasticité		
Au cône	I_{PC} :	**18,5**
Indice de liquidité		
Au cône	I_{LC} :	**0,95**
Activité (IP/2mm)		
Au cône	A_C :	

Classif.	USC	AASHO
Cône	**CL2**	

NP : Non plastique
ND : Non déterminé
EX : Exclus

Remarques:

Effectué par : M.N.
Date: 2015-02-16
Vérifié par : Hélène Bilodeau, ing.
Date : 2015-02-18

Qualitas

ESSAIS AU CÔNE DE LABORATOIRE

BNQ 2501-092 et 2501-110

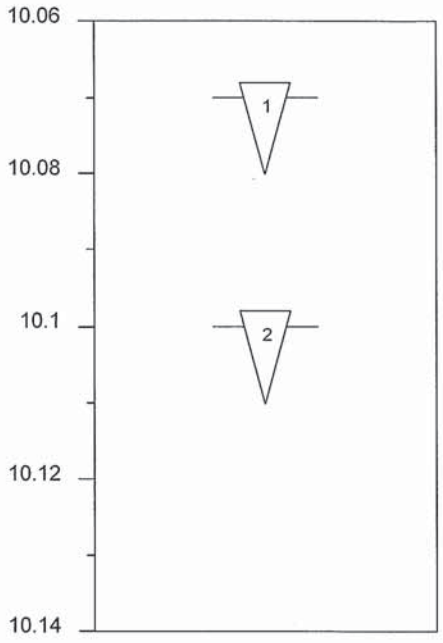
DOSSIER : **626505**
CLIENT : **Les Développements Armstrong inc.**
PROJET : **Projet résidentiel Armstrong**
LOCAL.: **Site de l'usine Armstrong, entre le boulevard Décarie et l'avenue de Westbury, au nord de la rue Vézina Montréal (Québec)**

SONDAGE : **F-03**
ÉCHANT. : **TS-13C**
PROF. (m) : **10.05 - 10.15**
ÉCH. No : **03-13C**
FICHIER : 03-13C.CON

ESSAIS SUR SOL INTACT				
Détermination no :	**1**	**2**	**3**	**4**
Localisation (cm du haut)	1	4		
Cône (Masse - angle)	400 - 30	400 - 30		
Pénétration moyenne (mm)	10,1	10,1		
C_{UC} (kPa)	**38**	**38**		
Teneurs en eau naturelles				
Masse totale humide	60,96	61,51		
Masse totale sèche	43,85	45,38		
Tare no	22	94		
Masse de la tare	2,39	2,39		
Teneur en eau	**41,3**	**37,5**		

ESSAIS SUR SOL REMANIÉ				
Type de détermination	**Wn**			
Cône (Masse - angle)	60 - 60			
Pénétration moyenne (mm)	**6,0**			
C_{UR} (kPa)	**5,0**			
Teneurs en eau				
Masse totale humide	35,89			
Masse totale sèche	27,36			
Tare no	244			
Masse de la tare	2,38			
Teneur en eau	**34,1**			

Croquis du spécimen

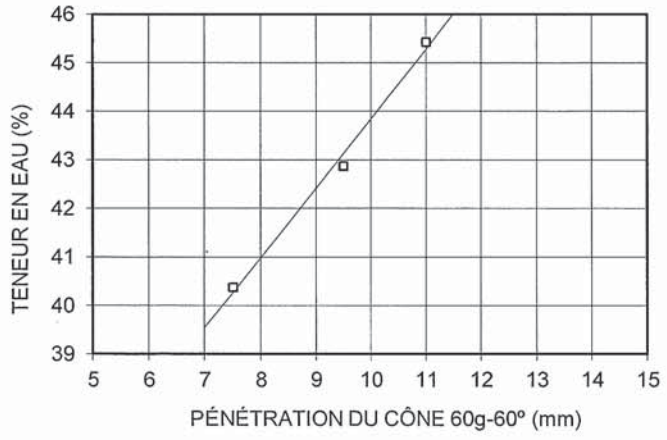


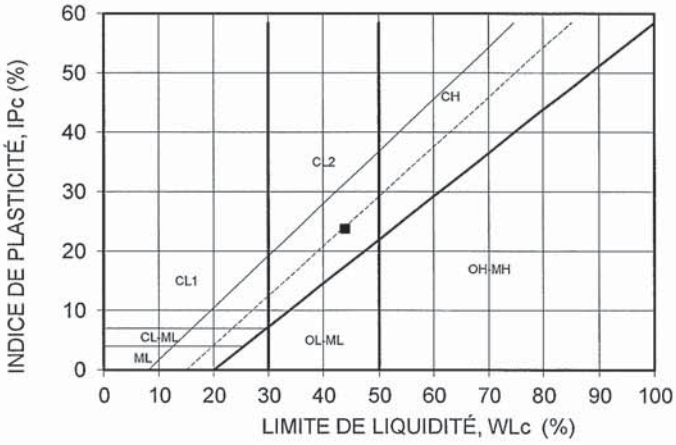
LIMITES DE CONSISTANCE						
	LIMITE DE LIQUIDITÉ				DE PLASTICITÉ	
Pénétration cône 60g-60°	**7,5**	**9,5**	**11,0**			
Masse totale humide	26,19	24,64	30,25		20,08	20,48
Masse totale sèche	19,35	17,96	21,55		17,10	17,48
Tare no	157	270	116		166	259
Masse de la tare	2,41	2,38	2,40		2,39	2,39
Teneur en eau	**40,4**	**42,9**	**45,4**		**20,3**	**19,9**

RÉSULTATS
C_{UC} : 38 kPa
C_{UR} : 5 kPa
S_t : 8
w_N : 34,1
w_{LC} : 43,9
w_P : 20,1
I_{PC} : 23,8
I_{LC} : 0,59
USC : CL2
Effectué par : MN 2015-02-27
Vérifié par : Réjean Prieur, ing.
Date : 2015-03-02

Remarques :

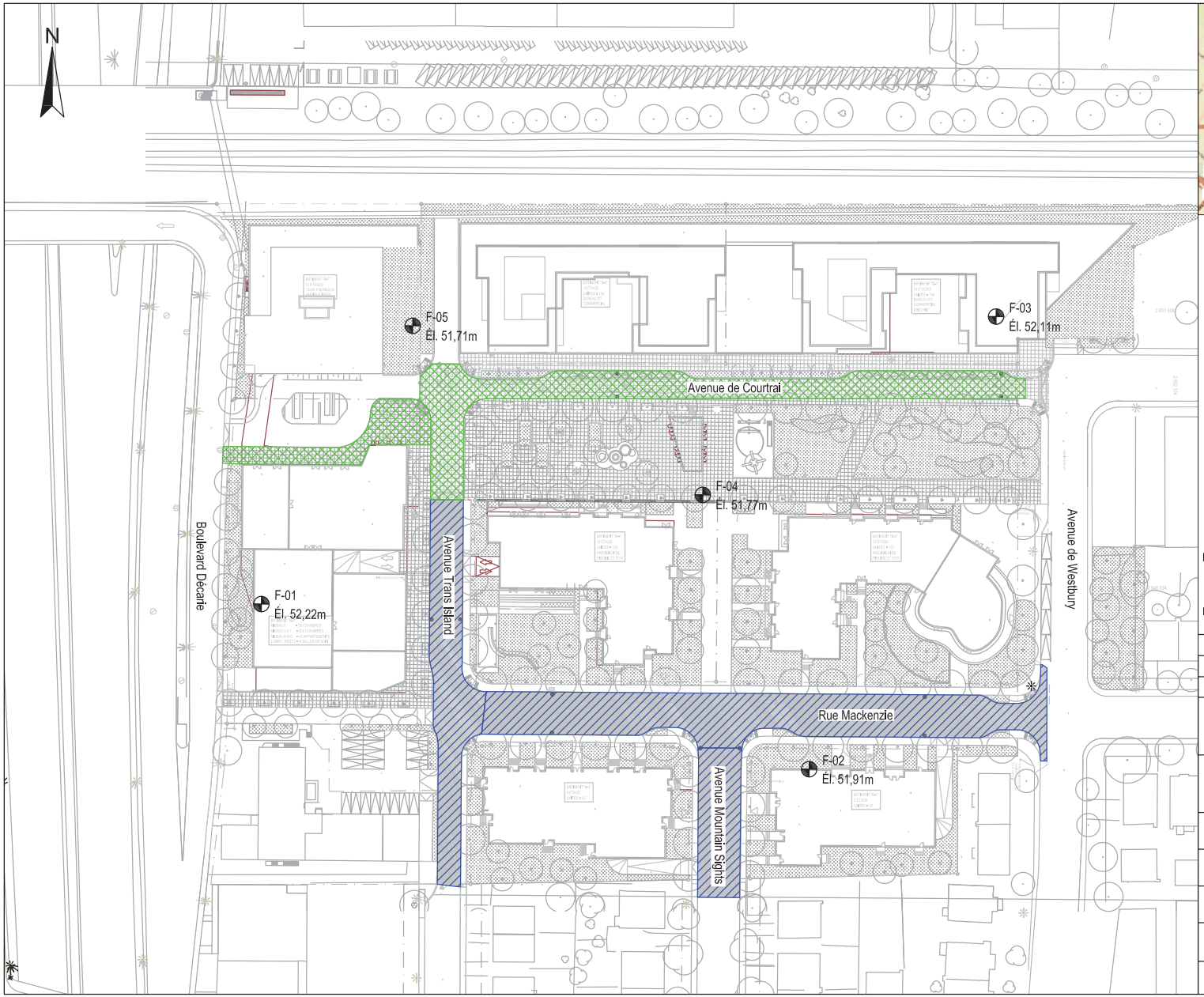
(*) Valeur estimée, ND: Non déterminé, NP = non Plastique





Annexe 4

Emprise projetée des futures chaussées (dessin 1)





LÉGENDE

- Revêtement en pavé uni
- Revêtement souple en enrobé bitumineux
- Forage, numéro et élévation géodésique (Groupe Qualitas, dossier no. 626505)
  F-01
  Él. 52,22m

Références : 1- 15012_CM.dwg.
2- World Street Map par ESRI.

Dessiné : J. Lachambre Approuvé : H. Morand, ing.

N°	DESCRIPTION	DATE

SNC·LAVALIN

CLIENT : Développements Armstrong Inc.

PROJET : Westbury

ENDROIT : Quadrilatère formé des avenues de Courtrai et de Westbury, de la rue Vézina et du boulevard Décarie, Montréal (Québec)

TITRE : Emprise projetée des futures chaussées

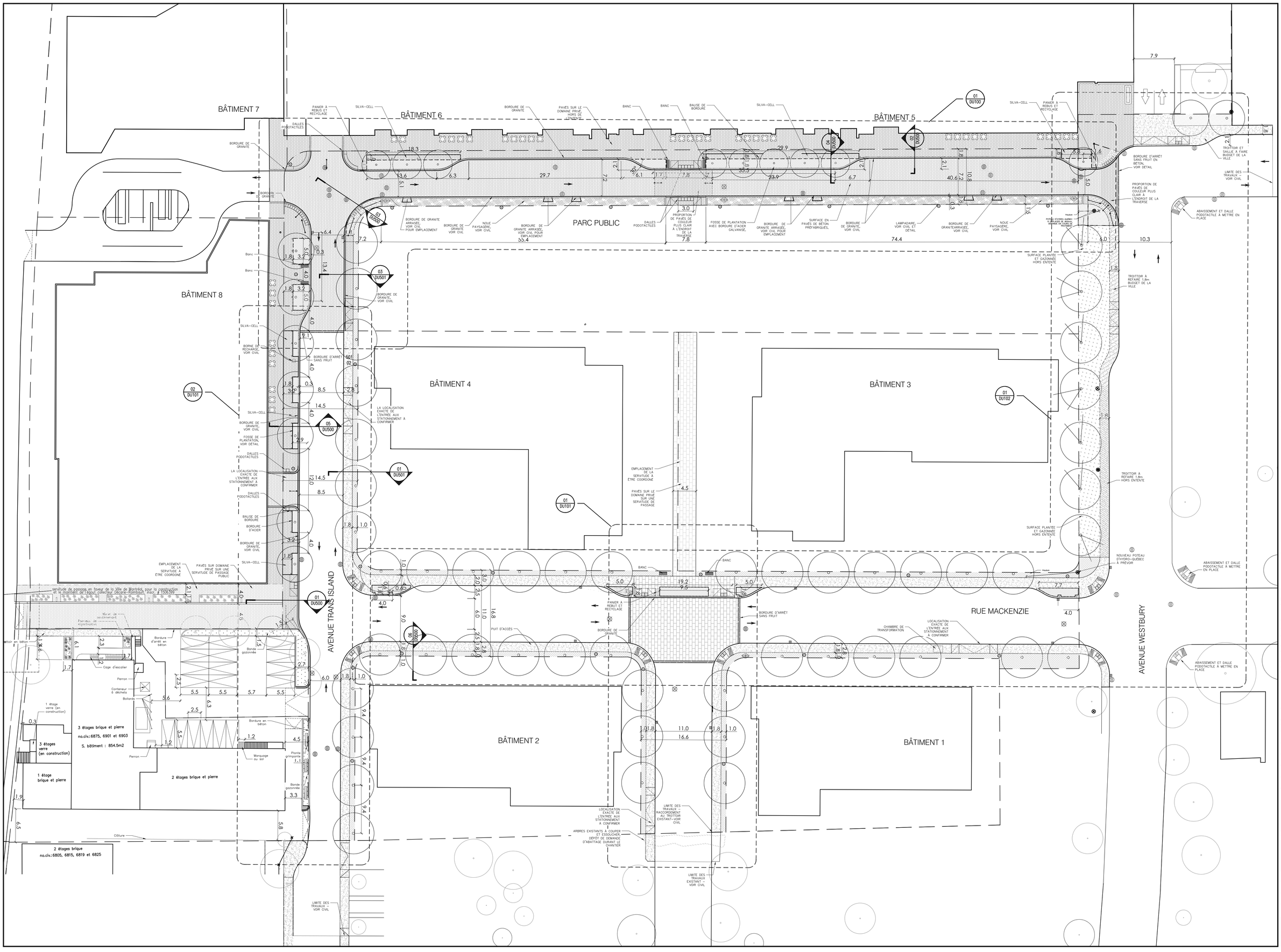
ÉCHELLE : 0 10 20 30 40 50 m 1:1000

DATE :	DOSSIER :	RÉV.	DESSIN :
2017-06-19	647026	00	1

V:\Projets\647026 – HM – Projet Westbury\4_Realisation\PLANS\647026-1.dwg

FORMAT 11x17

184276



Plan clé

Informations

Numéro de détail
Dessin sur lequel ce détail est représenté

Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

No	Date	Par	Révision	Ver.
06	2018-04-20	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.6	CT
05	2018-04-06	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.5	CT
04	2018-03-29	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.4	CT
03	2018-03-14	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.3	CT
02	2018-02-22	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.2	CT
J	2018-01-29	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
I	2018-01-22	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
01	2018-01-17	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.1	CT
01	2017-12-20	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE	CT
00	2017-12-06	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE	CT
H	2017-11-23	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
G	2017-09-22	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
F	2017-09-11	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
E	2017-07-06	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
D	2017-06-01	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
C	2017-05-29	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
B	2017-05-11	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
A	2016-05-30	CR	EMIS POUR INFORMATIONS	CT

Ce dessin ne doit pas être utilisé pour fins de construction sans approbation ci-dessous.

Approuvé

Architecture:
ATELIER CHRISTIAN THIFFAULT
ARCHITECTURE DESIGN URBAIN PAYSAGE
3641, Rue Dandurand, St-Hubert (Québec) J3Y 1Z3
T 450.676.0533 F 450.676.0553

Le présent document est la propriété exclusive d'Atelier Christian Thiffault

Sceau:

Client:
LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC.

Génie civil :
Desjardins Expert Conseil

DESIGN URBAIN :
ATELIER CHRISTIAN THIFFAULT

Gestion d'eaux et signalisation :
VINCI Consultants

Éclairage :
CYCLONE Lighting

Circulation :
CIMA + | Ingénierie

Autre :

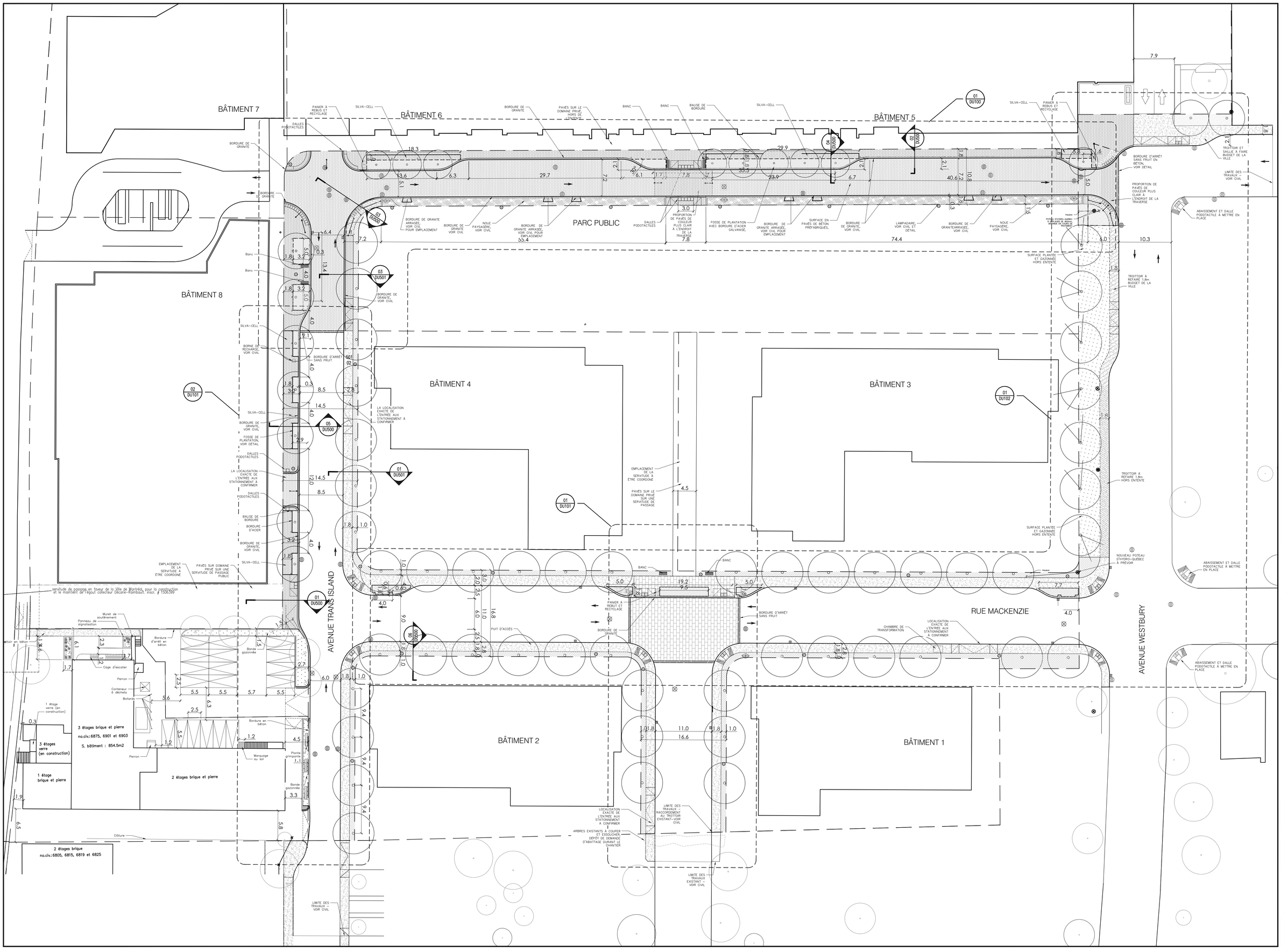
Dessiné par: CR, PG, MMJ, RB
Approuvé par: CT
Unités: MILLIMÈTRE
Échelle: 1:300
Logiciel: AUTOCAD 2014

Projet:
QUARTIER WESTBURY

Titre:
PLAN D'ESPACES PUBLICS DESCRIPTION DES TRAVAUX DOMAINES PUBLIC ET PRIVÉ

Fichier: 14272124_plan ensemble.dwg
Numéro du projet: 14272124

Numéro du dessin: / Feuille:
DU-000



Plan clé

Informations

Numéro de détail
Dessin sur lequel ce détail est représenté

Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

No	Date	Par	Révision	Ver.
06	2018-04-20	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.6	CT
05	2018-04-06	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.5	CT
04	2018-03-29	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.4	CT
03	2018-03-14	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.3	CT
02	2018-02-22	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.2	CT
J	2018-01-29	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
I	2018-01-22	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
01	2018-01-17	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.1	CT
01	2017-12-20	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE	CT
00	2017-12-06	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE	CT
H	2017-11-23	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
G	2017-09-22	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
F	2017-09-11	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
E	2017-07-06	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
D	2017-06-01	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
C	2017-05-29	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
B	2017-05-11	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
A	2016-05-30	CR	EMIS POUR INFORMATIONS	CT

Ce dessin ne doit pas être utilisé pour fins de construction sans approbation ci-dessous.

Approuvé

Architecture:
ATELIER CHRISTIAN THIFFAULT
ARCHITECTURE DESIGN URBAIN PAYSAGE
3641, Rue Dandurand, St-Hyacinthe (Québec) J2S 3X4
T 450.778.2822 F 450.778.2823

Le présent document est la propriété exclusive d'Atelier Christian Thiffault

Sceau:

Client:
LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC.

Génie civil :
Desjardins Expert Conseil

DESIGN URBAIN :
ATELIER CHRISTIAN THIFFAULT

Gestion d'eaux et signalisation :
VINCI Consultants

Éclairage :
CYCLONE Lighting

Circulation :
CIMA + | Ingénierie

Autre :

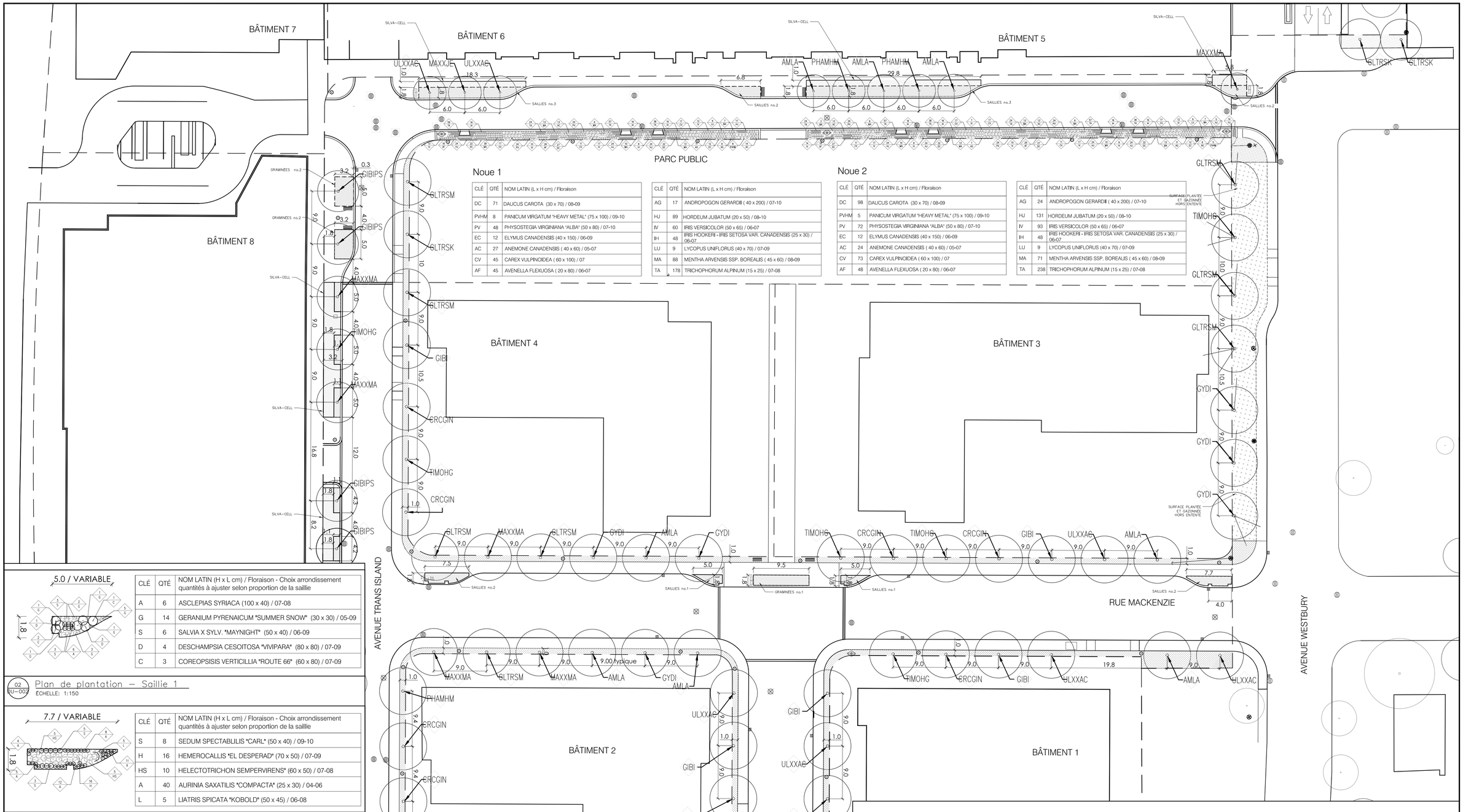
Dessiné par: CR, PG, MMJ, RB
Approuvé par: CT
Unités: MILLIMÈTRE
Échelle: 1:300
Logiciel: AUTOCAD 2014

Projet:
QUARTIER WESTBURY

Titre:
PLAN D'ESPACES PUBLICS DESCRIPTION DES TRAVAUX

Fichier: 14272124_plan ensemble.dwg
Numéro du projet: 14272124

Numéro du dessin: / Feuille:
DU-001



Noue 1

CLÉ	QTÉ	NOM LATIN (L x H cm) / Floraison
DC	71	DAUCUS CAROTA (30 x 70) / 08-09
PVHM	8	PANICUM VIRGATUM "HEAVY METAL" (75 x 100) / 09-10
PV	48	PHYSOSTEGIA VIRGINIANA "ALBA" (50 x 80) / 07-10
EC	12	ELYMUS CANADENSIS (40 x 150) / 06-09
AC	27	ANEMONE CANADENSIS (40 x 60) / 05-07
CV	45	CAREX VULPINOIDEA (60 x 100) / 07
AF	45	AVENELLA FLEXUOSA (20 x 80) / 06-07

CLÉ	QTÉ	NOM LATIN (L x H cm) / Floraison
AG	17	ANDROPOGON GERARDII (40 x 200) / 07-10
HJ	89	HORDEUM JUBATUM (20 x 50) / 08-10
IV	60	IRIS VERSICOLOR (50 x 65) / 06-07
IH	48	IRIS HOOKERI - IRIS SETOSA VAR. CANADENSIS (25 x 30) / 06-07
LU	9	LYCOPUS UNIFLORUS (40 x 70) / 07-09
MA	88	MENTHA ARVENSIS SSP. BOREALIS (45 x 60) / 08-09
TA	178	TRICHOPHORUM ALPINUM (15 x 25) / 07-08

Noue 2

CLÉ	QTÉ	NOM LATIN (L x H cm) / Floraison
DC	98	DAUCUS CAROTA (30 x 70) / 08-09
PVHM	5	PANICUM VIRGATUM "HEAVY METAL" (75 x 100) / 09-10
PV	72	PHYSOSTEGIA VIRGINIANA "ALBA" (50 x 80) / 07-10
EC	12	ELYMUS CANADENSIS (40 x 150) / 06-09
AC	24	ANEMONE CANADENSIS (40 x 60) / 05-07
CV	73	CAREX VULPINOIDEA (60 x 100) / 07
AF	48	AVENELLA FLEXUOSA (20 x 80) / 06-07

CLÉ	QTÉ	NOM LATIN (L x H cm) / Floraison
AG	24	ANDROPOGON GERARDII (40 x 200) / 07-10
HJ	131	HORDEUM JUBATUM (20 x 50) / 08-10
IV	93	IRIS VERSICOLOR (50 x 65) / 06-07
IH	48	IRIS HOOKERI - IRIS SETOSA VAR. CANADENSIS (25 x 30) / 06-07
LU	9	LYCOPUS UNIFLORUS (40 x 70) / 07-09
MA	71	MENTHA ARVENSIS SSP. BOREALIS (45 x 60) / 08-09
TA	238	TRICHOPHORUM ALPINUM (15 x 25) / 07-08

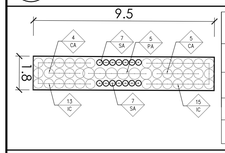
01 DU-002 **Plan de plantation**
ÉCHELLE: 1:300

CLÉ	QTÉ	NOM LATIN (H x L cm) / Floraison - Choix arrondissement quantités à ajuster selon proportion de la saillie
A	6	ASCLEPIAS SYRIACA (100 x 40) / 07-08
G	14	GERANIUM PYRENAICUM "SUMMER SNOW" (30 x 30) / 05-09
S	6	SALVIA X SYLV. "MAYNIGHT" (50 x 40) / 06-09
D	4	DESCHAMPSIA CESOITOSA "VIVIPARA" (80 x 80) / 07-09
C	3	COREOPSISIS VERTICILLIA "ROUTE 66" (60 x 80) / 07-09

02 DU-002 **Plan de plantation – Saillie 1**
ÉCHELLE: 1:150

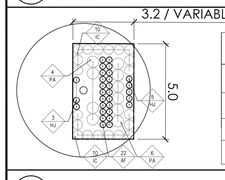
CLÉ	QTÉ	NOM LATIN (H x L cm) / Floraison - Choix arrondissement quantités à ajuster selon proportion de la saillie
S	8	SEDUM SPECTABILIS "CARL" (50 x 40) / 09-10
H	16	HEMEROCALLIS "EL DESPERAD" (70 x 50) / 07-09
HS	10	HELECTOTRICHON SEMPERVIRENS" (60 x 50) / 07-08
A	40	AURINIA SAXATILIS "COMPACTA" (25 x 30) / 04-06
L	5	LIATRIS SPICATA "KOBOLD" (50 x 45) / 06-08

03 DU-002 **Plan de plantation – Saillie 2**
ÉCHELLE: 1:150



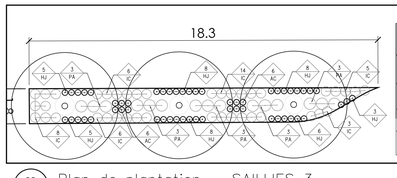
CLÉ	QTÉ	NOM LATIN (H x L cm) / Floraison - choix arrondissement
CA	9	CALAMAGROSTIS ACUTIFLORA "KARL FOERER" (90 x 50) / 07-09
PA	16	PEROVSKIA ATRIPLICIFOLIA "LITTLE SPIRE" (120 x 75) / 08-10
IC	28	IMPERATA CYLINDRICA "RED BARON" (45 x 40) / 09-10
SA	14	SESLERIA AUTUMNALIS (30 x 40) / 08-09

04 DU-002 **Plan de plantation – Graminées 1**
ÉCHELLE: 1:150



CLÉ	QTÉ	NOM LATIN (H x L cm) / Floraison - choix arrondissement
CA	9	CALAMAGROSTIS ACUTIFLORA "KARL FOERER" (90 x 50) / 07-09
PA	16	PEROVSKIA ATRIPLICIFOLIA "LITTLE SPIRE" (120 x 75) / 08-10
IC	28	IMPERATA CYLINDRICA "RED BARON" (45 x 40) / 09-10
SA	14	SESLERIA AUTUMNALIS (30 x 40) / 08-09

05 DU-002 **Plan de plantation – Graminées 2**
ÉCHELLE: 1:150



CLÉ	QTÉ	NOM LATIN (H x L cm) / Floraison - choix arrondissement quantités à ajuster selon proportion de la saillie - av. de Courtrai
CA	12	CALAMAGROSTIS ACUTIFLORA "KARL FOERER" (90 x 50) / 07-09
PA	15	PEROVSKIA ATRIPLICIFOLIA "LITTLE SPIRE" (120 x 75) / 08-10
IC	42	IMPERATA CYLINDRICA "RED BARON" (45 x 40) / 09-10
HJ	43	HORDEUM JUBATUM (50 x 20) / 08-10

06 DU-002 **Plan de plantation – SAILLIES 3**
ÉCHELLE: 1:150

	CLÉ	QTÉ	NOM LATIN
	ARBRES FEUILLUS - CHOIX DE L'ARRONDISSEMENT		
AMLA	AMLA	8	AMELANCHIER LEAVIS
CRCGIN	CRCGIN	7	CRATAEGUS CRUS-GALLI VAR. INERMIS
GIBI	GIBI	6	GINKGO BILOBA
GIBIPS	GIBIPS	4	GINKGO BILOBA "PRINCETON SENTRY"
GYDI	GYDI	6	GYMNOGLADUS DIOICUS
GLTRSK	GLTRSK	3	GLEDITSIA TRIACANTHOS INERMIS "STREET KEEPR"
GLTRSM	GLTRSM	8	GLEDITSIA TRIACANTHOS INERMIS "SHADEMASTER"
MAXXJE	MAXXJE	1	MALUS X JEFSPIRE
MAXXMA	MAXXMA	6	MALUS X MAKAMIK
PHAMHM	PHAMHM	4	PHELLODENDRON AMURENSIS "HIS MAJESTY"
TIMOHG	TIMOHG	6	TILIA MONGOLICA "HARVEST GOLD"
ULXXAC	ULXXAC	8	ULMUS X "ACCOLADE"

LÉGENDE GÉNÉRALE

- NOUVAUX ARBRES - 16 dans les fosses et 40 dans bandes plantés
- NOUVAUX ARBRES - HORS ENTENTE 7 dans bandes plantés
- GAZON EN PLAQUE
- GAZON EN PLAQUE - HORS ENTENTE
- FOSSE DE PLANTATION
- BORDURE MÉTALLIQUE EN ACIER INOX POUR PAVÉS
- SURFACE DE DÉPLOIEMENT DU SILVA CELL

Plan clé

Informations

Numéro de détail
Dessin sur lequel ce détail est représenté

Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur ces dessins.

No	Date	Par	Révision	Ver.
06	2018-04-20	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.6	CT
05	2018-04-06	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.5	CT
04	2018-03-29	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.4	CT
03	2018-03-14	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.3	CT
02	2018-02-22	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.2	CT
J	2018-01-26	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
I	2018-01-22	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
01	2018-01-17	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.1	CT
01	2017-12-20	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE	CT
00	2017-12-06	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE	CT
H	2017-11-23	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
G	2017-09-22	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
F	2017-09-11	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
E	2017-07-06	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
D	2017-06-01	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
C	2017-05-29	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
B	2017-05-11	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
A	2016-05-30	CR	EMIS POUR INFORMATIONS	CT

Ce dessin ne doit pas être utilisé pour fins de construction sans approbation ci-dessous.

Approuvé

Architecture:
ATELIER CHRISTIAN THIFFAULT
ARCHITECTURE DESIGN URBAIN PAYSAGE
3641, Rue St-Dominique, St-Hyacinthe, Québec, J2S 3G9
(450) 778-2822 | (450) 778-2823

Le présent document est la propriété exclusive d'Atelier Christian Thiffault

Sceau:

Client:
LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC.

Génie civil :
Desjardins Expert Conseil

DESIGN URBAIN :
ATELIER CHRISTIAN THIFFAULT

Gestion d'eaux et signalisation :
VINCI Consultants

Éclairage :
CYCLONE Lighting

Circulation :
CIMA + | Ingénierie

Autre :

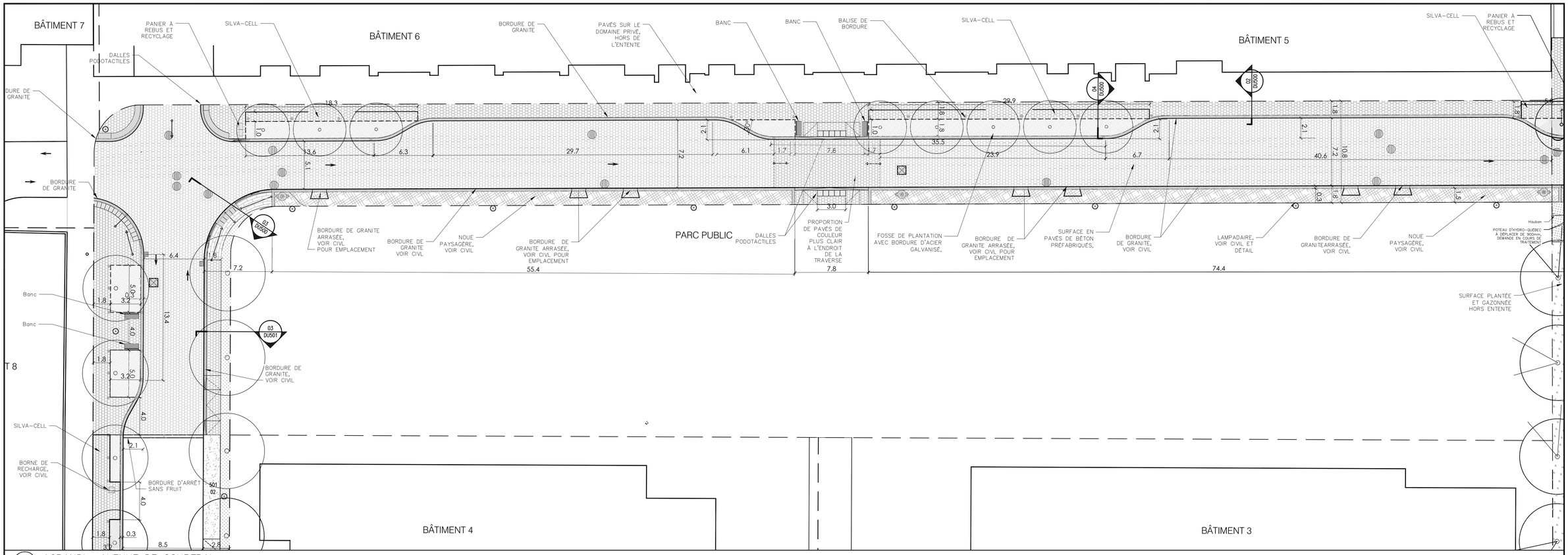
Dessiné par: CR, PG, MMJ, RB
Approuvé par: CT
Unités: MILLIMÈTRE
Échelle: 1:300
Logiciel: AUTOCAD 2014

Projet:
QUARTIER WESTBURY

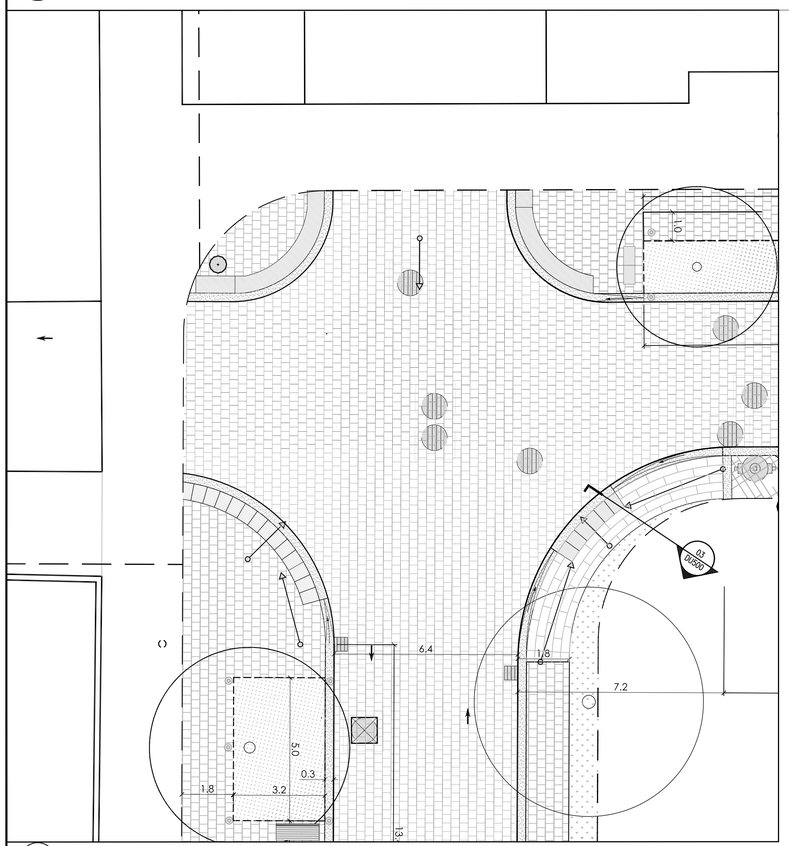
Titre:
PLAN D'ESPACES PUBLICS DESCRIPTION DES FOSSES DE PLANTATION

Fichier: 14272124_plan ensemble.dwg
Numéro du projet: 14272124

Numéro du dessin: / Feuille:
DU-002



01 DU-100 AGRANDI – AVENUE DE COURTRAI
ÉCHELLE: 1:200



02 DU-100 AGRANDI – INTERSECTION AVENUE DE COURTRAI ET TRANS-ISLAND
ÉCHELLE: 1:100

LÉGENDE GÉNÉRALE

- NOUVAUX ARBRES - PLANS DE PLANTATION À VENIR (AVEC ARRONDISSEMENT) 16 dans les fosses et 40 dans bandes plantés
- NOUVAUX ARBRES - HORS ENTENTE 7 dans bandes plantés
- SURFACE DE BÉTON COULÉ SUR PLACE
- TROTTOIR EN BÉTON COULÉ À REFAIRE - BUDGET VILLE
- PAVÉ DE BÉTON / CHAUSSÉE - VOIR PATRON DE POSE POUR INSTALLATION ET CHOIX DES COULEURS (± ANTRACITE 40% - BLANC 30% - GRIS 30%)
- PAVÉ DE BÉTON /TROTTOIR ET TRAVERSES - VOIR PATRON DE POSE POUR INSTALLATION ET CHOIX DES COULEURS (±ANTRACITE 20% - BLANC 40% - GRIS 40%)
- BORDURE DE GRANITE - CALÉDONIA FINI BRULÉ AU DESSUS ET GUILLOTINÉ SUR LES FACES VERTICALE - VOIR CIVIL ET CAHIER NORMALISÉ 7VM20 POUR LA POSE
- GAZON EN PLAQUE
- GAZON EN PLAQUE - HORS ENTENTE
- FOSSE DE PLANTATION, VOIR PLAN DE PLANTATION
- BORDURE MÉTALLIQUE EN ACIER INOX POUR PAVÉS
- PÉRIMÈTRE DU SILVA CELL
- DALLE PODOTACTILE EN FONTE - FINI NATUREUL - DURALAST - RECTANGULAIRE 24"x24" - 00700721
- DALLE PODOTACTILE EN FONTE - FINI NATUREUL - DURALAST - COURBE RAYON 6 MÈTRES (20 PIEDS) -00700621 OU RAYON DE 7,5 MÈTRES (25 PIED) - 00700625

MOBILIER RAPPORTÉ

- LAMPADAIRE - MODÈLE LEVANTO CP 4268 - CLE17T4D
- PANIER À REBUS ET RECYCLAGE - (Fourniture et installation de 3 items) - Modèle à déterminer par l'Arrondissement
- BANC - (Fourniture et installation de 6 items) - Modèle à déterminer par l'Arrondissement
- BALISE DE BORDURE / P.S.B. GESMA / R-6 - R30506N

INFRASTRUCTURE

- LA POSITION DES INFRASTRUCTURES EST INDIQUÉ À TITRE D'INFORMATION. SE RÉFÉRER AUX PLANS DE GÉNIE CIVIL POUR LOCALISATION EXACTE
- PUISARD - TÊTE CARRÉ - FINI NATUREL
- REGARD
- BORNE FONTAINE
- POTEAU D'HYDRO-QUÉBEC

Plan clé

Informations

Numéro de détail
Dessin sur lequel ce détail est représenté

Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur ces dessins.

No	Date	Par	Révision	Ver.
06	2018-04-20	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.6	CT
05	2018-04-06	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.5	CT
04	2018-03-29	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.4	CT
03	2018-03-14	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.3	CT
02	2018-02-22	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.2	CT
J	2018-01-29	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
I	2018-01-22	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
01	2018-01-17	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.1	CT
01	2017-12-20	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE	CT
00	2017-12-06	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE	CT
H	2017-11-23	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
G	2017-09-22	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
F	2017-09-11	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
E	2017-07-06	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
D	2017-06-01	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
C	2017-05-29	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
B	2017-05-11	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
A	2016-05-30	CR	EMIS POUR INFORMATIONS	CT

Ce dessin ne doit pas être utilisé pour fins de construction sans approbation ci-dessous.

Approuvé

Architecture:
ATELIER CHRISTIAN THIFFAULT
ARCHITECTURE DESIGN URBAIN PAYSAGE
3641, Rue Dandurand, St-Hubert (Québec) J3Y 1Z3
t 450.676.0003 | f 450.676.0913

Le présent document est la propriété exclusive d'Atelier Christian Thiffault

Sceau:

Client:
LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC.

Génie civil :
Desjardins Expert Conseil

DESIGN URBAIN :
ATELIER CHRISTIAN THIFFAULT

Gestion d'eaux et signalisation :
VINCI Consultants

Éclairage :
CYCLONE Lighting

Circulation :
CIMA + | Ingénierie

Autre :

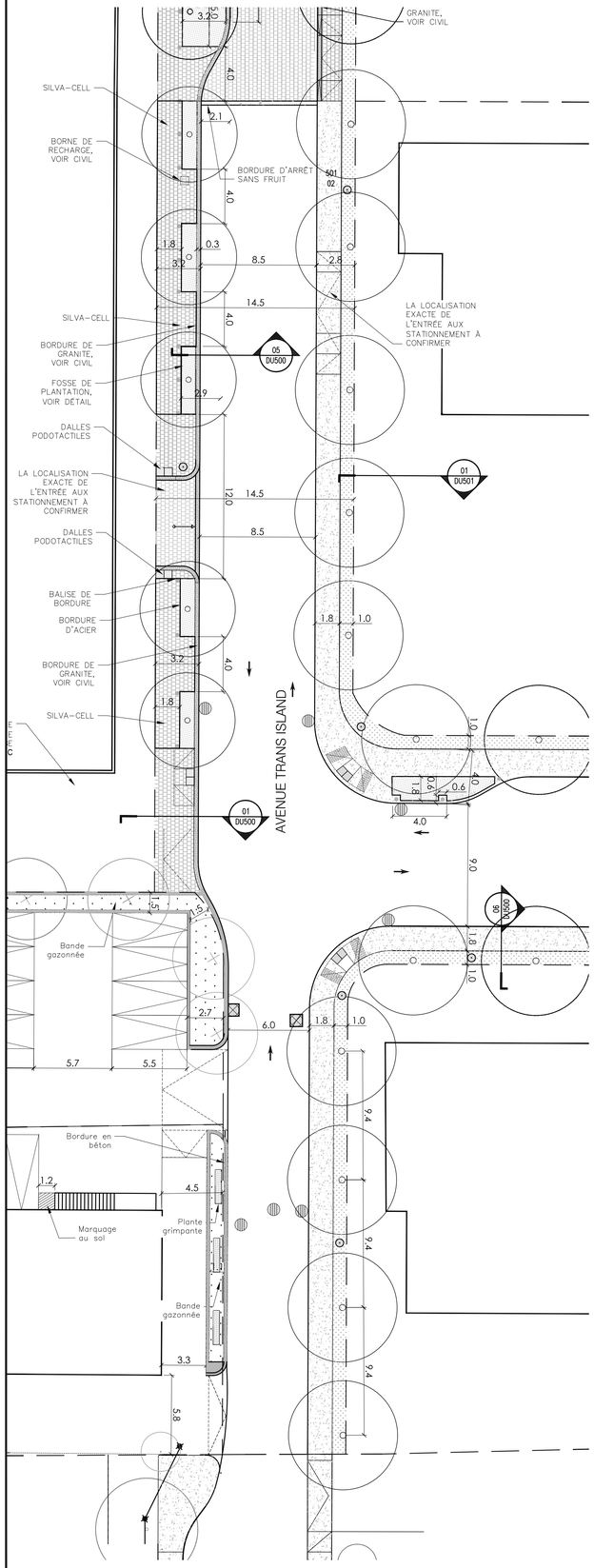
Dessiné par: CR, PG, MMJ, RB
Approuvé par: CT
Unités: MILLIMÈTRE
Échelle: 1:200
Logiciel: AUTOCAD 2014

Projet:
QUARTIER WESTBURY

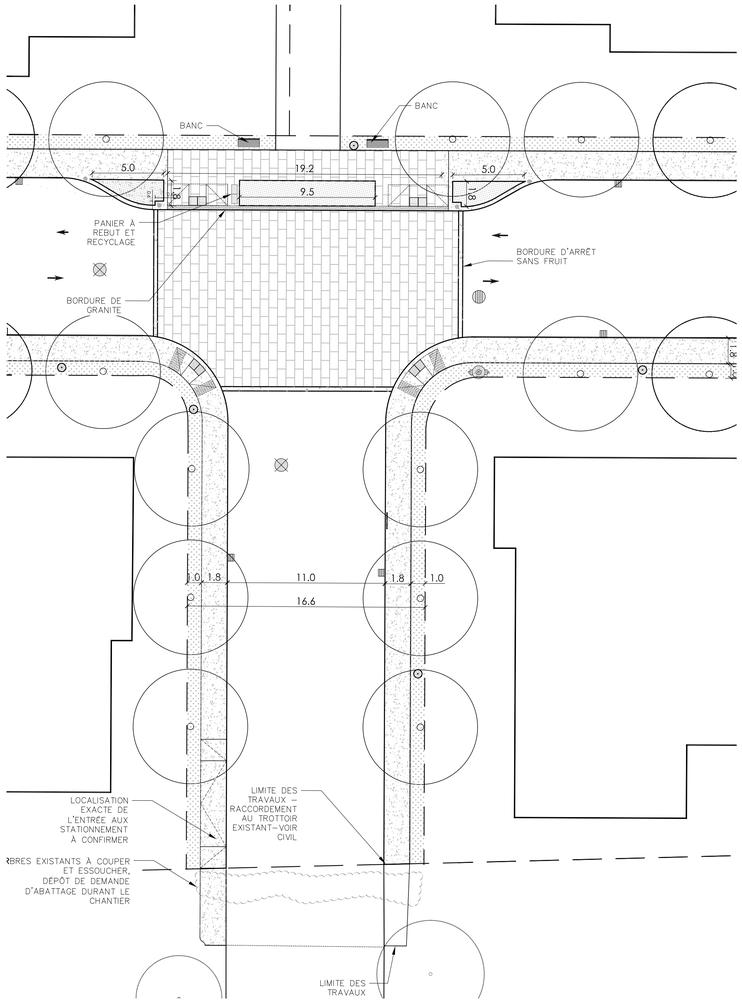
Titre:
PLAN D'ESPACES PUBLICS
PLAN D'AMÉNAGEMENT

Fichier: 14272124_plan ensemble.dwg
Numéro du projet: 14272124

Numéro du dessin: / Feuille:
DU-100



02 DU-101 AGRANDI – AVENUE TRANS-ISLAND
ÉCHELLE: 1:200



02 DU-101 AGRANDI –AVENUE MOUNTAIN SIGHT
ÉCHELLE: 1:200

LÉGENDE GÉNÉRALE

- NOUVAUX ARBRES - PLANS DE PLANTATION À VENIR (AVEC ARRONDISSEMENT) 16 dans les fosses et 40 dans bandes plantés
- NOUVAUX ARBRES - HORS ENTENTE 7 dans bandes plantés
- SURFACE DE BÉTON COULÉ SUR PLACE
- TROTTOIR EN BÉTON COULÉ À REFAIRE - BUDGET VILLE
- PAVÉ DE BÉTON / CHAUSSÉE - VOIR PATRON DE POSE POUR INSTALLATION ET CHOIX DES COULEURS (± ANTRACITE 40% - BLANC 30% - GRIS 30%)
- PAVÉ DE BÉTON /TROTTOIR ET TRAVERSES - VOIR PATRON DE POSE POUR INSTALLATION ET CHOIX DES COULEURS (±ANTRACITE 20% - BLANC 40% - GRIS 40%)
- BORDURE DE GRANITE - CALÉDONIA FINI BRULÉ AU DESSUS ET GUILLOTINÉ SUR LES FACES VERTICALE - VOIR CIVIL ET CAHIER NORMALISÉ 7VM20 POUR LA POSE
- GAZON EN PLAQUE
- GAZON EN PLAQUE - HORS ENTENTE
- FOSSE DE PLANTATION, VOIR PLAN DE PLANTATION
- BORDURE MÉTALLIQUE EN ACIER INOX POUR PAVÉS
- PÉRIMÈTRE DU SILVA CELL
- DALLE PODOTACTILE EN FONTE - FINI NATUREUL - DURALAST - RECTANGULAIRE 24"x24" - 00700721
- DALLE PODOTACTILE EN FONTE - FINI NATUREUL - DURALAST - COURBE RAYON 6 MÈTRES (20 PIEDS) -00700621 OU RAYON DE 7,5 MÈTRES (25 PIED) - 00700625

MOBILIER RAPPORTÉ

- LAMPADAIRE - MODÈLE LEVANTO CP 4268 - CLE17T4D
- PANIER À REBUS ET RECYCLAGE - (Fourniture et installation de 3 items) - Modèle à déterminer par l'Arrondissement
- BANC - (Fourniture et installation de 6 items) - Modèle à déterminer par l'Arrondissement
- BALISE DE BORDURE / P.S.B. GESMA / R-6 - R30506N

INFRASTRUCTURE

LA POSITION DES INFRASTRUCTURES EST INDIQUÉ À TITRE D'INFORMATION. SE RÉFÉRER AUX PLANS DE GÉNIE CIVIL POUR LOCALISATION EXACTE

- PUISARD - TÊTE CARRÉ - FINI NATUREL
- REGARD
- BORNE FONTAINE
- POTEAU D'HYDRO-QUÉBEC

Plan clé

Informations

Numéro de détail
Dessin sur lequel ce détail est représenté

Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

No	Date	Par	Révision	Ver.
06	2018-04-25	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.6	CT
05	2018-04-06	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.5	CT
04	2018-03-29	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.4	CT
03	2018-03-14	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.3	CT
02	2018-02-22	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.2	CT
J	2018-01-29	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
I	2018-01-22	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
01	2018-01-17	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.1	CT
01	2017-12-20	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE	CT
00	2017-12-06	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE	CT
H	2017-11-23	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
G	2017-09-22	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
F	2017-09-11	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
E	2017-07-06	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
D	2017-06-01	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
C	2017-05-29	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
B	2017-05-11	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
A	2016-05-30	CR	EMIS POUR INFORMATIONS	CT

Ce dessin ne doit pas être utilisé pour fins de construction sans approbation ci-dessous.

Approuvé

Architecture:
ATELIER CHRISTIAN THIFFAULT
ARCHITECTURE DESIGN URBAIN PAYSAGE
3540, rue St-Ambroise, bur. 4 Montréal (Québec) H4C 2C7
Tél.: 514-935-2553 | Télec.: 514-935-2553

Le présent document est la propriété exclusive d'Atelier Christian Thiffault

Sceau:

Client:
LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC.

Génie civil :
Desjardins Expert Conseil

DESIGN URBAIN :
ATELIER CHRISTIAN THIFFAULT

Gestion d'eaux et signalisation :
VINCI Consultants

Éclairage :
CYCLONE Lighting

Circulation :
CIMA + | Ingénierie

Autre :

Dessiné par: CR, PG, MMJ, RB
Approuvé par: CT
Unités: MILLIMÈTRE
Échelle: 1:200
Logiciel: AUTOCAD 2014

Projet:
QUARTIER WESTBURY

Titre:
PLAN D'ESPACES PUBLICS
PLAN D'AMÉNAGEMENT

Fichier: 14272124_plan ensemble.dwg
Numéro du projet: 14272124

Numéro du dessin: / Feuille:
DU-101

LÉGENDE GÉNÉRALE

- NOUVAUX ARBRES - PLANS DE PLANTATION À VENIR (AVEC ARRONDISSEMENT) 16 dans les fosses et 40 dans bandes plantés
- NOUVAUX ARBRES - HORS ENTENTE 7 dans bandes plantés
- SURFACE DE BÉTON COULÉ SUR PLACE
- TROTTOIR EN BÉTON COULÉ À REFAIRE - BUDGET VILLE
- PAVÉ DE BÉTON / CHAUSSÉE - VOIR PATRON DE POSE POUR INSTALLATION ET CHOIX DES COULEURS (± ANTRACITE 40% - BLANC 30% - GRIS 30%)
- PAVÉ DE BÉTON /TROTTOIR ET TRAVERSES - VOIR PATRON DE POSE POUR INSTALLATION ET CHOIX DES COULEURS (±ANTRACITE 20% - BLANC 40% - GRIS 40%)
- BORDURE DE GRANITE - CALÉDONIA FINI BRULÉ AU DESSUS ET GUILLOTINÉ SUR LES FACES VERTICALE - VOIR CIVIL ET CAHIER NORMALISÉ 7VM20 POUR LA POSE
- GAZON EN PLAQUE
- GAZON EN PLAQUE - HORS ENTENTE
- FOSSE DE PLANTATION, VOIR PLAN DE PLANTATION
- BORDURE MÉTALLIQUE EN ACIER INOX POUR PAVÉS
- PÉRIMÈTRE DU SILVA CELL
- DALLE PODOTACTILE EN FONTE - FINI NATUREUL - DURALAST - RECTANGULAIRE 24"x24" - 00700721
- DALLE PODOTACTILE EN FONTE - FINI NATUREUL - DURALAST - COURBE RAYON 6 MÈTRES (20 PIEDS) -00700621 OU RAYON DE 7,5 MÈTRES (25 PIED) - 00700625

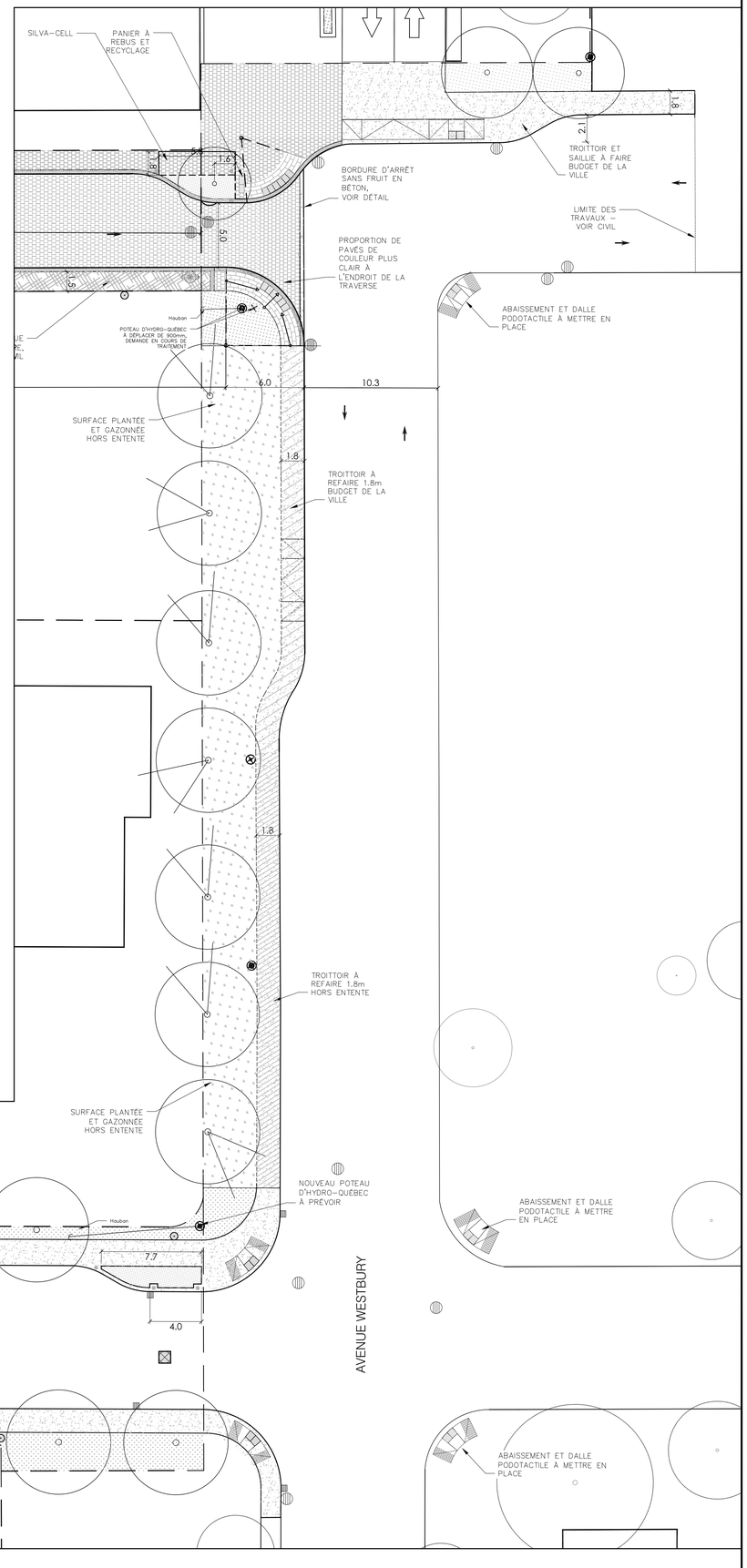
MOBILIER RAPPORTÉ

- LAMPADAIRE - MODÈLE LEVANTO CP 4268 - CLE17T4D
- PANIER À REBUS ET RECYCLAGE - (Fourniture et installation de 3 items) - Modèle à déterminer par l'Arrondissement
- BANC - (Fourniture et installation de 6 items) - Modèle à déterminer par l'Arrondissement
- BALISE DE BORDURE / P.S.B. GESMA / R-6 - R30506N

INFRASTRUCTURE

LA POSITION DES INFRASTRUCTURES EST INDIQUÉ À TITRE D'INFORMATION. SE RÉFÉRER AUX PLANS DE GÉNIE CIVIL POUR LOCALISATION EXACTE

- PUISARD - TÊTE CARRÉ - FINI NATUREL
- REGARD
- BORNE FONTAINE
- POTEAU D'HYDRO-QUÉBEC



01 DU-102 AGRANDI –INTERSECTION RUE MACKENZIE ET MOUNTAIN SIGHT
ÉCHELLE: 1:200

Plan clé

Informations

Numéro de détail
Dessin sur lequel ce détail est représenté

Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

No	Date	Par	Révision	Ver.
06	2018-04-25	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.6	CT
05	2018-04-05	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.5	CT
04	2018-03-29	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.4	CT
03	2018-03-14	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.3	CT
02	2018-02-22	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.2	CT
J	2018-01-29	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
I	2018-01-22	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
01	2018-01-17	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.1	CT
01	2017-12-20	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE	CT
00	2017-12-06	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE	CT
H	2017-11-23	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
G	2017-09-22	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
F	2017-09-11	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
E	2017-07-06	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
D	2017-06-01	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
C	2017-05-29	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
B	2017-05-11	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
A	2016-05-30	CR	EMIS POUR INFORMATIONS	CT

Ce dessin ne doit pas être utilisé pour fins de construction sans approbation ci-dessous.

Approuvé

Architecture:
ATELIER CHRISTIAN THIFFAULT
ARCHITECTURE DESIGN URBAIN PAYSAGE
3641, Rue Delisle, bur. 4 Montréal (Québec) H3K 2G4
T 514.270.0003 F 514.270.0013

Le présent document est la propriété exclusive d'atelier Christian Thiffault

Sceau:

Client:
LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC.

Génie civil :
Desjardins Expert Conseil

DESIGN URBAIN :
ATELIER CHRISTIAN THIFFAULT

Gestion d'eaux et signalisation :
VINCI Consultants

Éclairage :
CYCLONE Lighting

Circulation :
CIMA + | Ingénierie

Autre :

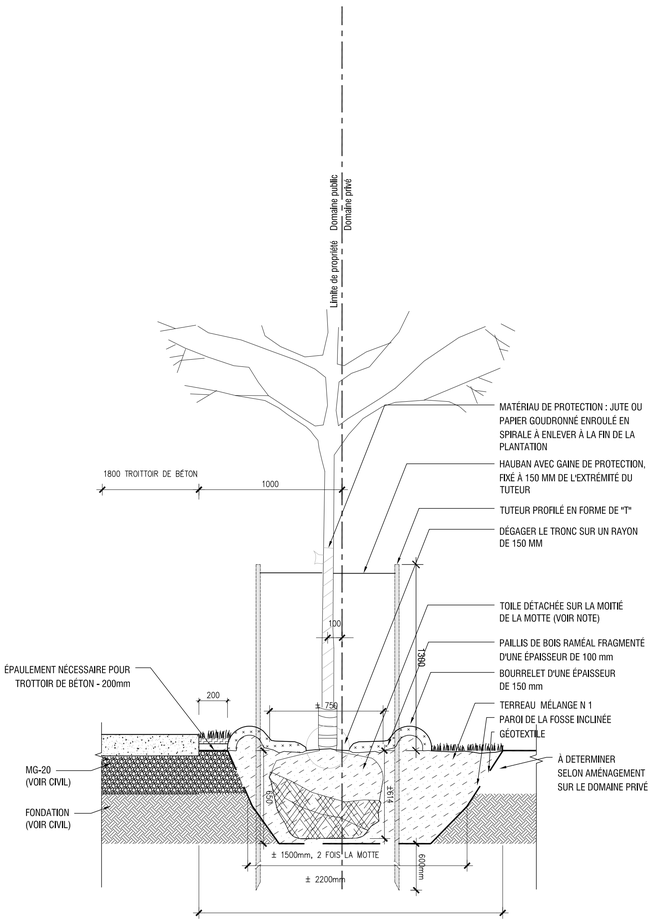
Dessiné par: CR, PG, MMJ, RB
Approuvé par: CT
Unités: MILLIMÈTRE
Échelle: 1:200
Logiciel: AUTOCAD 2014

Projet:
QUARTIER WESTBURY

Titre:
PLAN D'ESPACES PUBLICS PLAN D'AMÉNAGEMENT

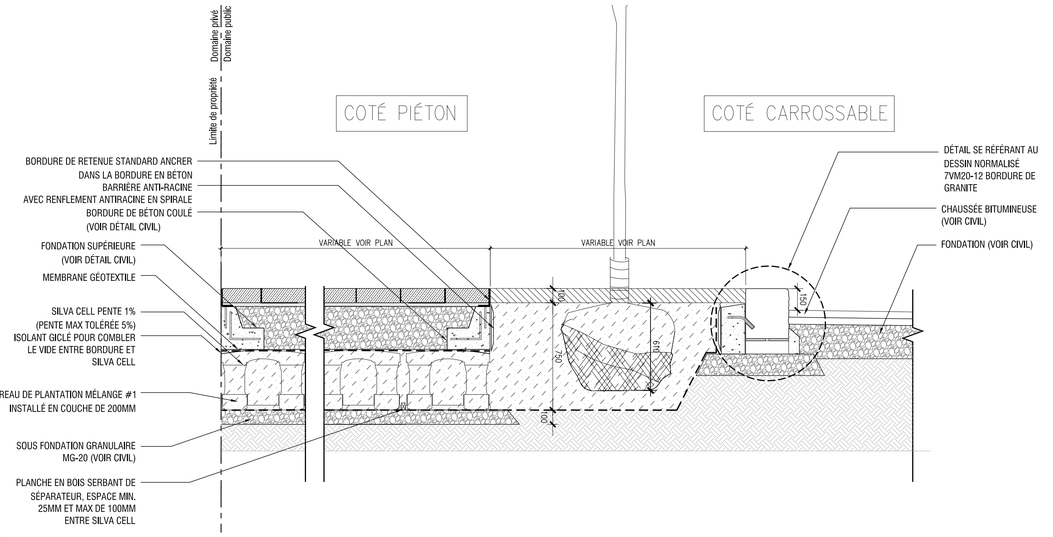
Fichier: 14272124_plan ensemble.dwg
Numéro du projet: 14272124

Numéro du dessin: / Feuille:
DU-102

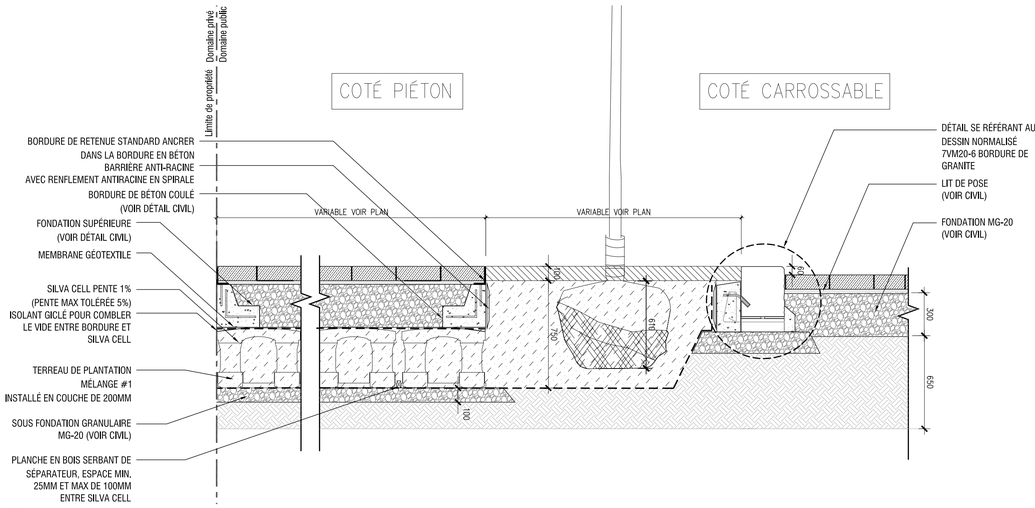


NOTES:
1: ENLEVER LA MOITIÉ SUPRÉRIEURE DE LA TOILE DE JUTE ET DU PANIER DE BROCHE, SANS BRISER NI DÉSTABILISER LA MOTTE
2: ENLEVER COMLÈTEMENT LES EMBALLAGES NON BIODÉGRADABLES (EX.: MATIÈRES PLASTIQUES)

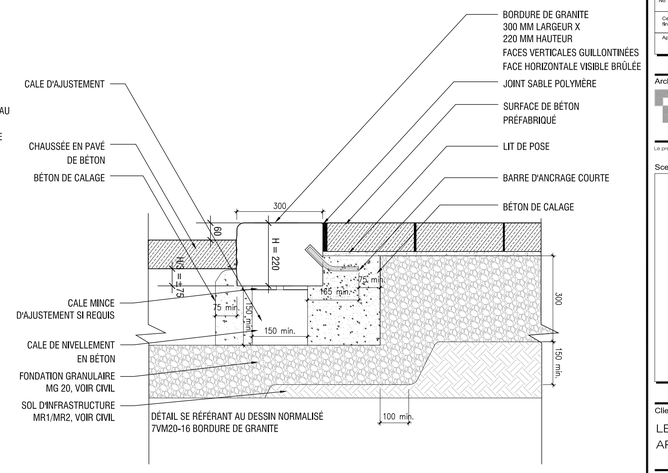
06/500 FOSSE DE PLANTATION EN PLEINE TERRE
ÉCHELLE: 1:10



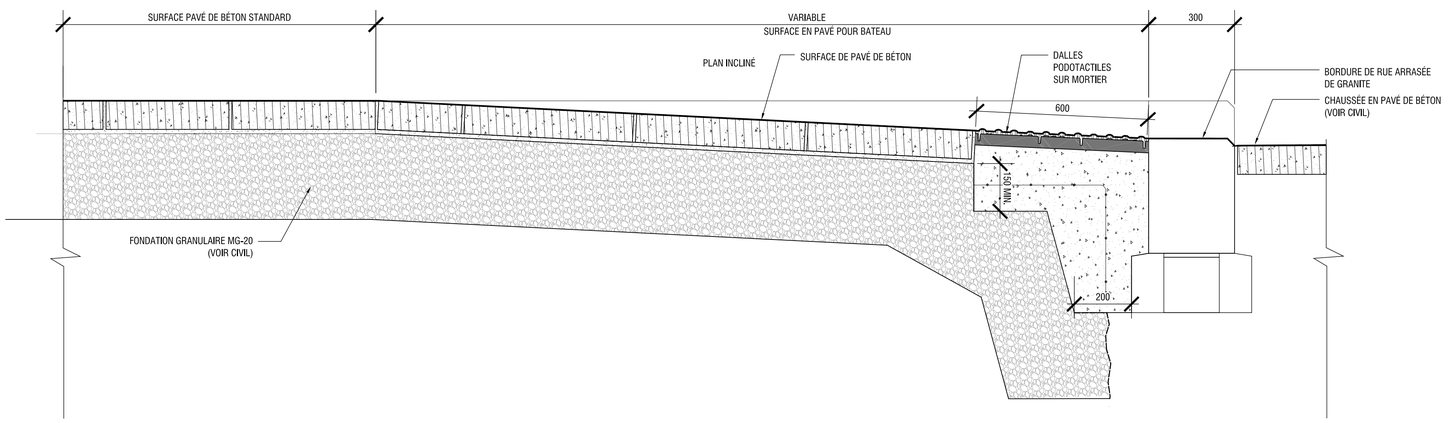
05/500 FOSSE DE PLANTATION – AVEC SILVA CELL SOUS LE PAVÉ UNI ET CHAUSSÉE FLEXIBLE (Trans-Island)
ÉCHELLE: 1:10



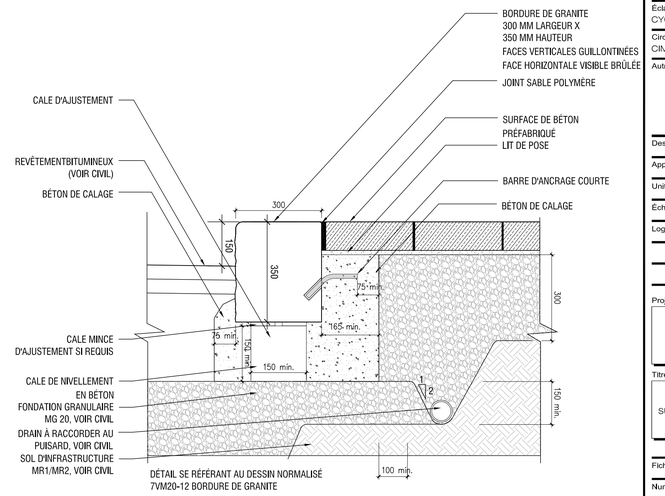
04/500 FOSSE DE PLANTATION – AVEC SILVA CELL SOUS LE PAVÉ UNI (De Courtrai)
ÉCHELLE: 1:10



02/500 BORDURE BASSE DE GRANITE, RUE ET TROTTOIR EN PAVÉ
ÉCHELLE: 1:10



03/500 BORDURE DE RUE, RUE ET TROTTOIR EN PAVÉ DE BÉTON
ÉCHELLE: 1:10



01/500 BORDURE HAUTE DE GRANITE, RUE ASPHALTÉE ET TROTTOIR EN PAVÉ
ÉCHELLE: 1:10

Plan clé

Informations

Numéro de détail
Dessin sur lequel ce détail est représenté

Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

No	Date	Par	Révision	Ver.
06	2018-04-25	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.6	CT
05	2018-04-06	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.5	CT
04	2018-03-29	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.4	CT
03	2018-03-14	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.3	CT
02	2018-02-22	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.2	CT
J	2018-01-29	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
I	2018-01-22	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
01	2018-01-17	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.1	CT
01	2017-12-20	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE	CT
00	2017-12-06	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE	CT
H	2017-11-23	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
G	2017-09-22	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
F	2017-09-11	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
E	2017-07-06	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
D	2017-06-01	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
C	2017-05-29	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
B	2017-05-11	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
A	2016-05-30	CR	EMIS POUR INFORMATIONS	CT

Ce dessin ne doit pas être utilisé pour fins de construction sans approbation ci-dessous.

Approuvé

Architecture:
ATELIER CHRISTIAN THIFFAULT
ARCHITECTURE DESIGN URBAIN PAYSAGE
3541, Rue Ontario Est, Montréal (Québec) H1W 1S3
T 514 270-3533 F 514 270-3553

Le présent document est la propriété exclusive d'Atelier Christian Thiffault

Sceau:

Client:
LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC.

Génie civil :
Desjardins Expert Conseil

DESIGN URBAIN :
ATELIER CHRISTIAN THIFFAULT

Gestion d'eaux et signalisation :
VINCI Consultants

Éclairage :
CYCLONE Lighting

Circulation :
CIMA + | Ingénierie

Autre :

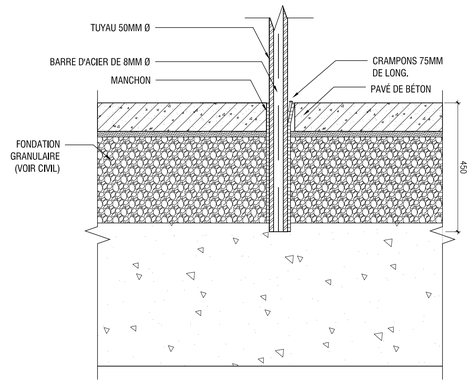
Dessiné par: CR, PG, MMJ, RB
Approuvé par: CT
Unités: MILLIMÈTRE
Échelle: 1:10 ET 1 : 20
Logiciel: AUTOCAD 2014

Projet:
QUARTIER WESTBURY

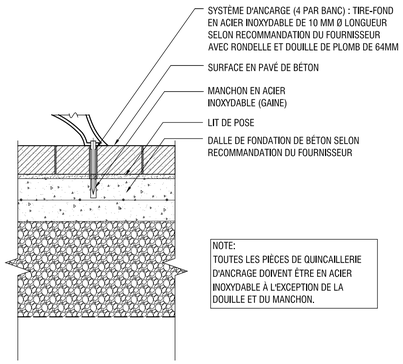
Titre:
SURFACE ET ANCRAGE DU MOBILIER

Fichier: 14272124_Détails.dwg
Numéro du projet: 14272124

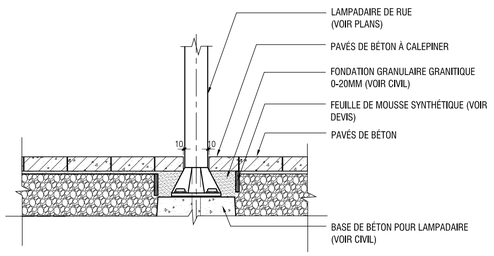
Numéro du dessin: / Feuille:
DU - 500



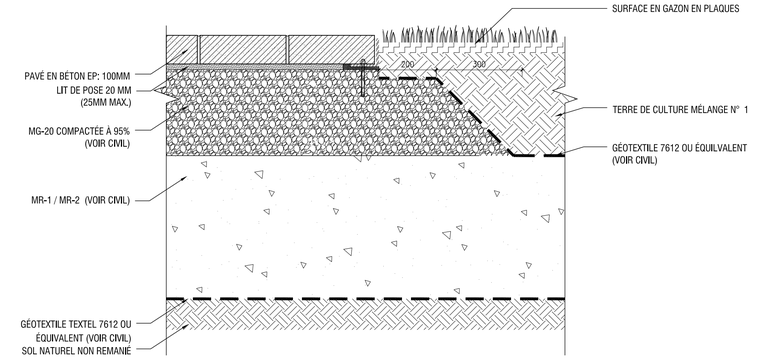
8/501 Manchon pour signalisation, trottoir en pavé de béton
ÉCHELLE: 1:10



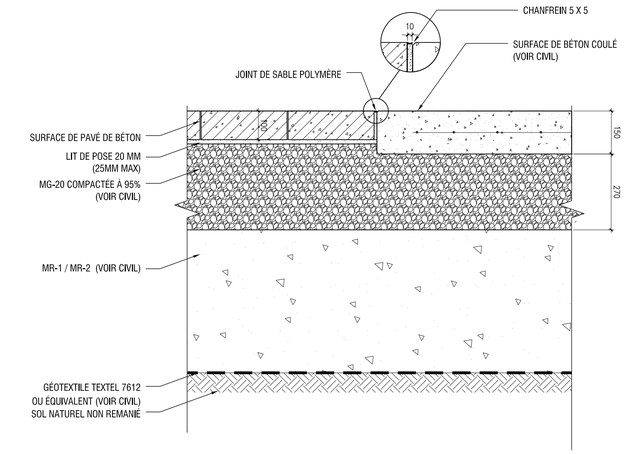
06/501 ANCRAGE DU MOBILIER SUR PAVÉ – BANC
ÉCHELLE: 1:10



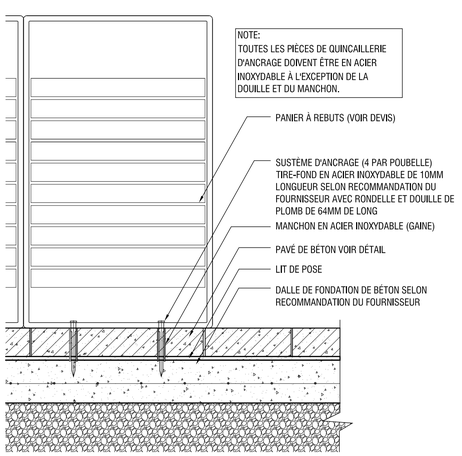
05/501 JONCTION DE SURFACE DE PAVÉ DE BÉTON AVEC LAMPADAIRE
ÉCHELLE: 1:20



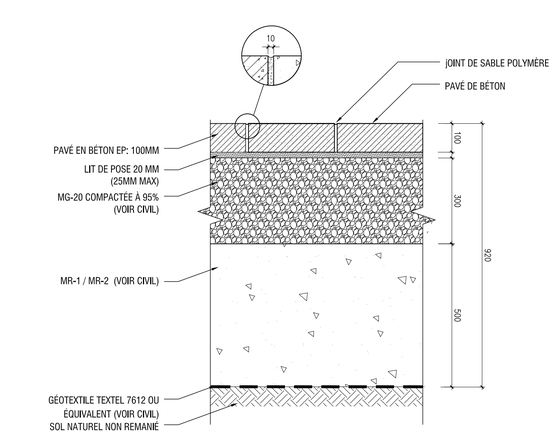
03/501 FONCTION SURFACE DE PAVÉ ET GAZON EN PLAQUE
ÉCHELLE: 1:10



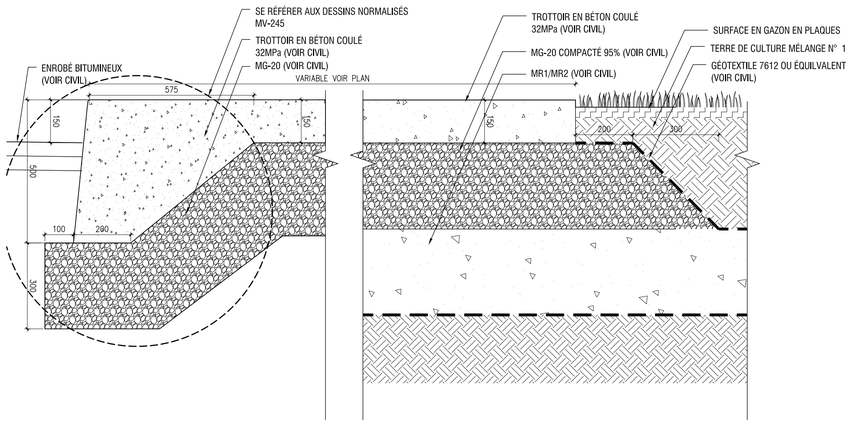
02/501 JONCTION DE SURFACE DE BÉTON COULÉ ET PAVÉ DE BÉTON
ÉCHELLE: 1:10



7/501 ANCRAGE DU MOBILIER SUR PAVÉ – PANIER À REBUTS
ÉCHELLE: 1:10



04/501 SURFACE DE PAVÉ DE BÉTON
ÉCHELLE: 1:10



01/501 JONCTION DE SURFACE DE BÉTON COULÉ ENTRE GAZON EN PLAQUES ET ENROBÉ BITUMINEUX
ÉCHELLE: 1:10

Plan clé

Informations

Numéro de détail
Dessin sur lequel ce détail est représenté

Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

No	Date	Par	Révision	Ver.
06	2018-04-25	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.6	CT
05	2018-04-05	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.5	CT
04	2018-03-29	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.4	CT
03	2018-03-14	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.3	CT
02	2018-02-22	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.2	CT
J	2018-01-29	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
I	2018-01-22	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
01	2018-01-17	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.1	CT
01	2017-12-20	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE	CT
00	2017-12-06	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE	CT
H	2017-11-23	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
G	2017-09-22	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
F	2017-09-11	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
E	2017-07-06	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
D	2017-06-01	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
C	2017-05-29	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
B	2017-05-11	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
A	2016-05-30	CR	EMIS POUR INFORMATIONS	CT

Ce dessin ne doit pas être utilisé pour fins de construction sans approbation ci-dessous.

Approuvé

Architecture:
ATELIER CHRISTIAN THIFFAULT
ARCHITECTURE DESIGN URBAIN PAYSAGE
3540, rue St-Ambroise, bur. 4 Montréal (Québec) H4C 2C7
T 514.935.2623 F 514.935.2653

Le présent document est la propriété exclusive d'Atelier Christian Thiffault

Sceau:

Client:
LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC.

Génie civil :
Desjardins Expert Conseil

DESIGN URBAIN :
ATELIER CHRISTIAN THIFFAULT

Gestion d'eaux et signalisation :
VINCI Consultants

Éclairage :
CYCLONE Lighting

Circulation :
CIMA + | Ingénierie

Autre :

Dessiné par:	CR, PG, MMJ, RB
Approuvé par:	CT
Unités:	MILLIMÈTRE
Échelle:	1:10 ET 1 : 20
Logiciel:	AUTOCAD 2014

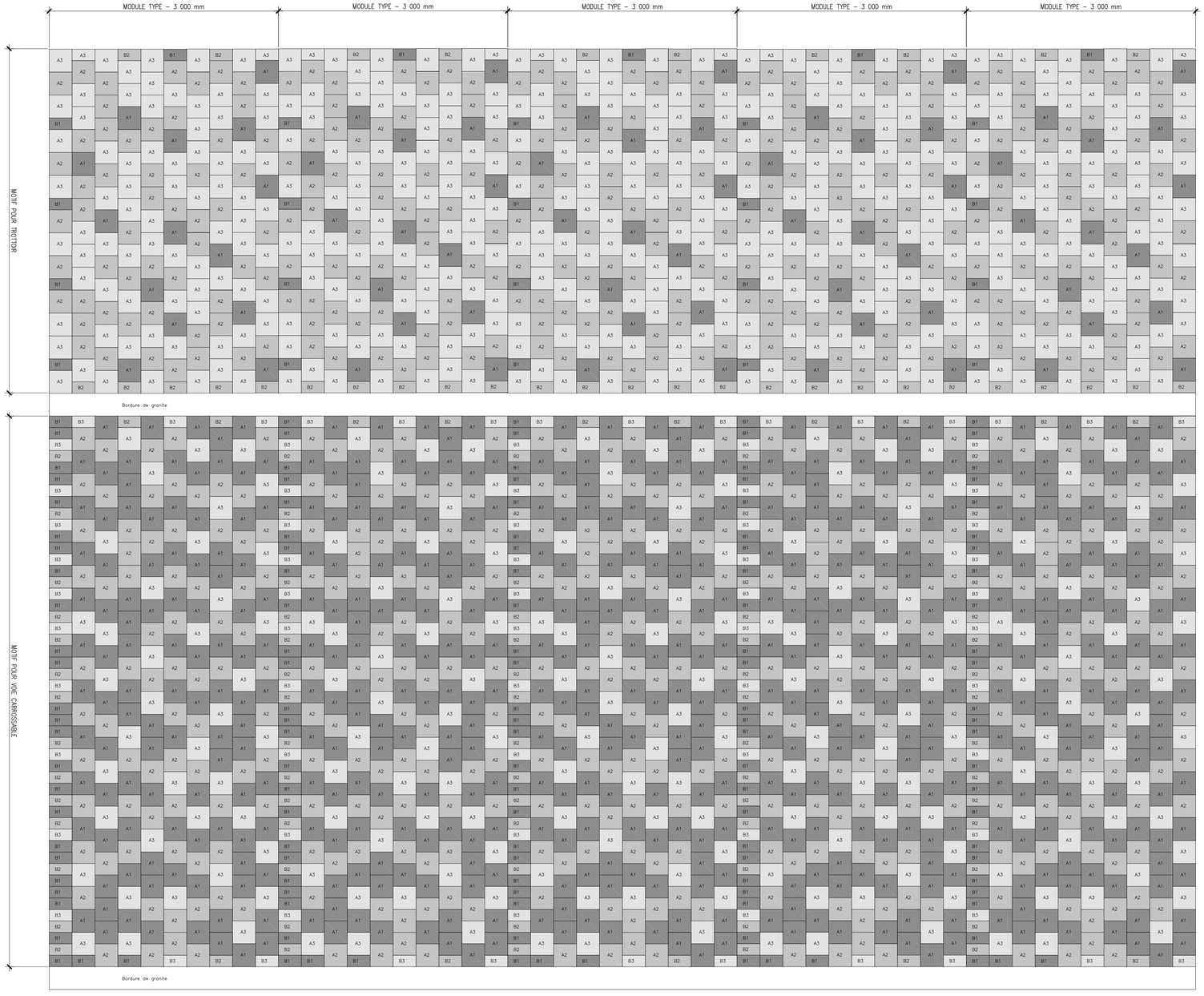
Projet:
QUARTIER WESTBURY

Titre:
SURFACE ET ANCRAGE DU MOBILIER

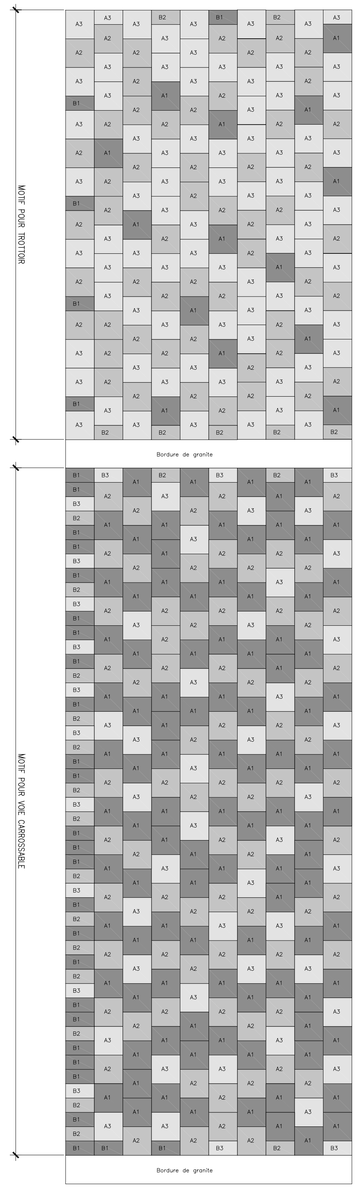
Fichier: 14272124_Détails.dwg

Numéro du projet: 14272124

Numéro du dessin: / Feuille:
DU - 501



02
502
Plan de pose de pavé sur 15m, répétition du motif 5 fois
ÉCHELLE: 1:30



01
502
Patron de pose de pavé
ÉCHELLE: 1:30

LISTE DES PAVÉS DE BÉTON

A1 = PAVÉ DE BÉTON GRIS ANTHRACITE FINI GRENART 300X300X100MM – IRS 6

A2 = PAVÉ DE BÉTON GRIS GRANITE FINI GRENART 300X300X100MM – IRS 42.9

A3 = PAVÉ DE BÉTON BLANC OPALE FINI GRENART 300X300X100MM – IRS 58.8

B1 = PAVÉ DE BÉTON GRIS ANTHRACITE 300X150X100MM

B2 = PAVÉ DE BÉTON GRIS GRANITE 300X150X100MM

B3 = PAVÉ DE BÉTON BLANC OPALE 300X150X100MM

STATISTIQUE Trottoir : ±142 unités de 300 x 300 mm et ± 14 unités de 150 x 300 mm

A1	A1 –> 14 unités	11.1 %
B1	B1 –> 5 unités	
A2	A2 –> 54 unités	38.6 %
B2	B2 –> 7 unités	
A3	A3 –> 74 unités	50.3 %
B3	B3 –> 2 unités	

STATISTIQUE Voie carrossable : ±213 unités de 300 x 300 mm et ± 58 unités de 150 x 300 mm

A1	A1 –> 100 unités	46.7 %
B1	B1 –> 26 unités	
A2	A2 –> 73 unités	33.7 %
B2	B2 –> 17 unités	
A3	A3 –> 40 unités	19.6 %
B3	B3 –> 15 unités	

BORDURE DE GRANITE

GRANITE CALÉDONIA DE POLYCOR
FINI GUILLOTINÉ SUR LES FACES VERTICALES
ET BRULÉ SUR LE DESSUS

Plan clé

Informations

Numéro de détail
Dessin sur lequel ce détail est représenté

Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

No	Date	Par	Révision	Ver.
06	2018-04-25	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.6	CT
05	2018-04-05	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.5	CT
04	2018-03-29	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.4	CT
03	2018-03-14	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.3	CT
02	2018-02-22	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.2	CT
J	2018-01-29	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
I	2018-01-22	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
01	2018-01-17	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.1	CT
01	2017-12-20	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE	CT
00	2017-12-06	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE	CT
H	2017-11-23	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
G	2017-09-22	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
F	2017-09-11	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
E	2017-07-06	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
D	2017-06-01	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
C	2017-05-29	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
B	2017-05-11	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
A	2016-05-30	CR	EMIS POUR INFORMATIONS	CT

Ce dessin ne doit pas être utilisé pour fins de construction sans approbation ci-dessous.

Approuvé

Architecture:
ATELIER CHRISTIAN THIFFAULT
ARCHITECTURE DESIGN URBAIN PAYSAGE
3540, rue Saint-Ambroise, bur. 4 Montréal (Québec) H4C 3R2
Tél.: 514-315-2663 | Télec.: 514-315-2663

Le présent document est la propriété exclusive d'Atelier Christian Thiffault

Sceau:

Client:
LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC.

Génie civil :
Desjardins Expert Conseil

DESIGN URBAIN :
ATELIER CHRISTIAN THIFFAULT

Gestion d'eaux et signalisation :
VINCI Consultants

Éclairage :
CYCLONE Lighting

Circulation :
CIMA + | Ingénierie

Autre :

Dessiné par: CR, PG, MMJ, RB
Approuvé par: CT
Unités: MILLIMÈTRE
Échelle: 1:30
Logiciel: AUTOCAD 2014

Projet:
QUARTIER WESTBURY

Titre:
SURFACE ET PATRON DE POSE

Fichier: 14272124_Détails.dwg
Numéro du projet: 14272124

Numéro du dessin: / Feuille:
DU - 502

Cahier des charges

Travaux de design urbain et de paysage pour le projet de Westbury

Christian Thiffault
Chargé de projet
Le 09 Avril 2018

Révision N°	Date	Description	Préparé par :
00	05/02/2018	Pour entente d'infrastructure	Rihane Bencherif
01	14/03/2018	Pour entente d'infrastructure	Rihane Bencherif
02	29/03/2018	Pour entente d'infrastructure	Rihane Bencherif
03	05/04/2018	Pour entente d'infrastructure	Rihane Bencherif
04	09/04/2018	Pour entente d'infrastructure	Rihane Bencherif

SECTION - DU

DEVIS TECHNIQUE DESIGN URBAIN ET AMÉNAGEMENT PAYSAGER

TABLE DES MATIÈRES

DEVIS TECHNIQUE
DESIGN URBAIN ET PAYSAGE

Pages

1. MISE EN CONTEXTE 2
2. NATURE ET DESCRIPTION DES TRAVAUX 2
3. CADRE LÉGAL ET FORMATIF 2
4. NORMES DU BUREAU DE NORMALISATION DU QUÉBEC (BNQ) 2
5. REVÊTEMENT EN PAVÉ DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ 3
6. DALLES PODOTACTILES 3
7. BORDURE DE RETENUE DE PAVÉ 3
8. BORDURE DE GRANITE 4
9. FOSSES D'ARBRES ET D'ARBUSTES 4
10. FOURNITURE ET POSE DE SILVA CELL 4
11. MANCHON POUR SIGNALISATION ÉCRITE 5
12. PAILLIS, BOIS RAMÉAL FRAGMENTÉ 5
13. FOURNITURE ET PLANTATION D'ARBRES 5
14. FOURNITURE ET PLANTATION DE VIVACES ET GRAMINÉES 6
15. BANC 6
16. FOURNITURE ET POSE DE CORBEILLE À REBUTS ET RECYCLAGE 6
17. TIGE DE PROTECTION HIVERNALE – BALISE DE BORDURE 6
18. MODIFICATIONS À LA SECTION NORMALISÉE DU FASCICULE 2.5 – TRAVAUX DE CHAUSSÉE 7

LISTE DES PLANS :

DESIGN URBAIN :

FEUILLET DU-000	PLAN D'ESPACES PUBLICS – DESCRIPTION DES TRAVAUX DES DOMAINES PUBLIC ET PRIVÉ
FEUILLET DU-001	PLAN D'ESPACES PUBLICS – DESCRIPTION DES TRAVAUX
FEUILLET DU-002	PLAN D'ESPACES PUBLICS – DESCRIPTION DES FOSSES DE PLANTATION
FEUILLET DU-100	PLAN D'ESPACES PUBLICS – PLAN D'AMÉNAGEMENT
FEUILLET DU-101	PLAN D'ESPACES PUBLICS – PLAN D'AMÉNAGEMENT
FEUILLET DU-102	PLAN D'ESPACES PUBLICS – PLAN D'AMÉNAGEMENT
FEUILLET DU-500	DÉTAILS – SURFACE ET ANCRAGE
FEUILLET DU-501	DÉTAILS – SURFACE ET ANCRAGE
FEUILLET DU-502	DÉTAILS – PATRON DE POSE

ANNEXES :

DU1- *Manuel d'utilisation du système Silva Cell*
DU2- *Instructions générales concernant les végétaux*
DU3- *Fiche technique et installation banc (à venir)*
DU4- *Fiche technique et installation panier à rebuts et recyclage (à venir)*

1. MISE EN CONTEXTE

Dans le cadre du projet transformation de l'usine Armstrong et du développement du projet Westbury, des travaux d'aménagement du domaine public sont à prévoir. Ces travaux seront réalisés par le promoteur immobilier et font l'objet d'une entente avec la Ville et l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.
Les travaux visent entre autres : la revitalisation du secteur, l'amélioration de l'accessibilité piétonne, la reconfiguration et le prolongement des rues et trottoirs ainsi que l'aménagement d'éléments de gestion écologique des eaux de pluie.
La présente entente vise l'aménagement, le réaménagement et/ou le prolongement de la rue Mackenzie et des avenues de Courtrai, Trans-Island, de Westbury et Mountain Sights, incluant la création d'une noue.

2. NATURE ET DESCRIPTION DES TRAVAUX

La présente section vise les aménagements en surface des rues et des trottoirs des différentes rues et avenues, ainsi que le mobilier urbain.
La présente section doit être lue en conjonction avec les plans de soumission, et les devis de voirie et d'électricité expliquant en détail les ouvrages à fournir.
Sans s'y limiter, les travaux à réaliser sont :

- Fourniture et installation de surfaces en pavé de béton préfabriqué et bordure de granite ;
- Fourniture et installation de système modulaire souterrain de type Silva Cell pour favoriser la croissance des arbres ;
- Fourniture et installation de mobilier urbain ;
- Fourniture et installation de substrat de croissance pour végétaux ;
- Fourniture et installation de végétaux ;
- Fourniture et installation de tiges de protection hivernale.

3. CADRE LÉGAL ET FORMATIF

L'entrepreneur en charge des travaux de plantation doit être en règle de l'AAPQ. L'entrepreneur devra soumettre une attestation de l'Association qui démontre qu'il est un membre en règle.

4. NORMES DU BUREAU DE NORMALISATION DU QUÉBEC (BNQ)

L'entrepreneur doit se conformer à toutes les lois et règlements applicables en vigueur ainsi qu'aux normes du bureau de normalisation du Québec (BNQ).

Le présent document doit être lu conjointement avec les documents de référence des devis normalisés en vigueur suivants :

- Bureau de normalisation du Québec (BNQ) ;
  - NQ 0605-100– Aménagement paysager à l'aide de végétaux
  - NQ 0605-200– Entretien arboricole et horticole
  - NQ 0605-300– Produits de pépinière et de gazon
  - NQ 0605-400– Produits de serre

- NQ 0605-500– Aménagement paysager à l'aide de matériaux inertes

- En cas de contraction, les exigences les plus rigoureuses s'appliquent.

L'entrepreneur doit examiner en détail tous les plans et documents de soumission et doit visiter les lieux du projet pour la préparation de sa soumission et pour se rendre compte de toutes les conditions particulières qu'il pourrait rencontrer dans l'exécution des travaux

5. REVÊTEMENT EN PAVÉ DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ

L'installation des pavés de béton dans la chaussée devra être réalisée conformément aux spécifications du devis technique normalisé 7VM-10 et du devis de génie Civil de la présente entente. Le lit de pose des pavés de béton doit être un sable manufacturier de composition granitique de calibre 0-5 mm. Il doit être mis en œuvre conformément aux exigences du devis technique normalisé 7VM-10.

L'item inclus la fourniture et la mise en place des pavés en béton préfabriqué ainsi que la mise en place de sable polymère HP-next-gel, ID21-H4 de couleur « granite », de la compagnie Techniseal ou équivalent approuvé. La largeur des joints entre les pavés mis en place doit être de 5 mm.

Les pavés en béton préfabriqué doivent du modèle suivant :
- Avenue RL, pavé de béton autobloquant de Bolduc :
- Largeur : 300 mm ;
- Longueur : 150 ou 300 mm ;
- Épaisseur : 100 mm ;
    - Couleur : Anthracite (IRS ±6), Gris granitique (IRS 42.9), et Blanc opale (IRS 58.8),
    - Fini : Grenart

Dans les proportions, et selon le motif de pose indiquées aux plans.

6. DALLES PODOTACTILES

Les dalles podotactiles devront avoir un fini brut naturel, modèle Durablast, voir plans et cahier civil.

7. BORDURE DE RETENUE DE PAVÉ

La bordure de retenue de pavé devra être fourni et installé, elle est de type SnapEdge ou équivalent approuvé.
L'installation des bordures doit se faire une fois le substrat granulaire de correction du nivellement posé. Le haut de la bordure devra correspondre aux niveaux finis indiqués aux plans de nivellement et servira de guide pour la complétion des travaux.

8. BORDURE DE GRANITE

Cet item inclus la fourniture et l'installation de bordure de granite autour du pavé, sans le côté intérieur des fosses.
Les travaux doivent être conformes aux plans et aux devis normalisé 7VM-20. Les caractéristiques physiques du granite devront être conformes aux exigences et prescriptions du devis normalisé 7VM-20.

L'entrepreneur fournira les dessins d'atelier à faire approuver par le représentant de la Ville avant de commencer la production des bordures, et ensuite fournir un échantillon pour approbation.

L'installation des bordures doit se faire une fois le substrat granulaire de correction du nivellement posé. Le haut de la bordure devra correspondre aux niveaux finis indiqués aux plans de nivellement et servira de guide pour la complétion des travaux.

Les bordures de granites doivent avoir les caractéristiques suivantes :
- Type : Calédonia;
- Largeur : 300mm de large,
- Hauteur et longueur variables selon les dessins et assemblages au plan (design urbain et Civil);
- Fini : Guillotiné et brûlé (flammé) sur le dessus (face horizontale apparente), guillotiné sur les faces verticales.

9. FOSSES D'ARBRES ET D'ARBUSTES

La préparation du lit d'une fosse de plantation doit se faire selon la norme BNQ NQ 0605-100 en vigueur.

La fourniture et pose de terre de culture doit se faire selon la norme BNQ NQ 0605-100, en vigueur.

10. FOURNITURE ET POSE DE SILVA CELL

Le système modulaire souterrain de type Silva Cell ou équivalent approuvé augmente le substrat de plantation disponible aux racines des arbres plantés dans le trottoir, et favorise la croissance d'arbres sains en milieu urbain.

L'Entrepreneur devra fournir et installer des rangées de Silva Cell de la compagnie DeepRoot ou équivalent approuvé, aux endroits indiqués aux plans. Cela inclra le terreau dans la Silva Cell ; les plateformes qui recouvrent les Silva Cells et sous les Silva Cells, et membrane géotextile WB 48/30 de la compagnie DeepRoot ou équivalent approuvé selon les recommandations du fournisseur.

Se référer aux palns et devis de génie civil pour les normes relatives à la sous-fondation granulaire sous le système Silva cell et au matériel granulaire sur les plateformes qui recouvrent le système.

Se référer l'**Annexe DU1**, *Manuel d'utilisation du système Silva Cell* pour les critères de performance, la description des produits et l'exécution des travaux.

11. MANCHON POUR SIGNALISATION ÉCRITE

L'Entrepreneur doit fournir et installer les manchons pour la signalisation écrite selon le croquis MV-245D du cahier des prescriptions normalisées et aux détails montrés aux plans.

Pour les manchons installés dans les pavés de béton mais ne bordant pas les bordures de granite, l'Entrepreneur doit construire une base en béton 32 MPa carrée de 500mm x 500mm et d'une hauteur de 300mm sur une fondation en MG-20 de 150 mm d'épaisseur, tel que montré aux plans, afin d'y installer le manchon.
Afin de s'assurer de la verticalité des manchons, ceux-ci doivent être mis en place à l'aide d'un niveau. S'assurer également de l'intégrité du pavé suite à l'installation.

12. PAILLIS, BOIS RAMÉAL FRAGMENTÉ

Le paillis de bois raméal fragmenté devra être installé sur une épaisseur de 100mm, de sorte à couvrir toute la surface des fosses d'arbres, de plantation et noues.

Le paillis devra être constitué de bois raméal fragmenté (B.R.F), déchiqueté provenant de branches de 70mm et moins de diamètre. Le paillis B.R.F. devra être calibré à 20 mm et de devra pas excéder 25mm sur deux dimensions.
L'entrepreneur devra fournir la provenance et l'analyse du paillis utilisé.

13. FOURNITURE ET PLANTATION D'ARBRES

Cet item inclus la fourniture et la plantation d'arbres dans les fosses et bandes gazonnés.
Les travaux inclus :

- La plantation d'arbres feuillus ;
- Le tuteurage des arbres incluant sellette fils de fer, tendeurs et gaines de tuyau de plastique transparent ;
- La réparation du terrain et le nettoyage des surfaces autour des fosses et des lits de plantation.

Les essences d'arbres seront déterminées par les Services de l'Arrondissement.

Se référer l'**Annexe DU2**, *Instructions générales concernant les végétaux* pour les informations complémentaires à cet item.

14. FOURNITURE ET PLANTATION DE VIVACES ET GRAMINÉES

Cet item inclus la fourniture et la plantation d'arbustes, vivaces et graminées.

Dans le cas des plants cultivés en pot, retirer le pot sans défaire la motte.

Ne jamais laisser dans les fosses des métaux d'enveloppement qui ne sont pas biodégradables.
Mélanger l'engrais naturel biologique selon recommandation du fournisseur.
Laisser un dégagement de 5 cm autour des collets, y compris pour le paillis.

Les essences sont déterminées par les Services de l'Arrondissement et figurent sur les plans.
Se référer l'**Annexe DU2**, *Instructions générales concernant les végétaux* pour les informations complémentaires à cet item.

15. BANC

Article à venir. Pour les fins de la présente entente 6 bancs seront fournis et installés.
Le modèle retenu sera un modèle qui est installé dans l'Arrondissement.
Les bancs sont de type …….. de la compagnie ……ou équivalent approuvé.

16. FOURNITURE ET POSE DE CORBEILLE À REBUTS ET RECYCLAGE

Article à venir. Pour les fins de la présente entente 3 items seront fournis et installés.
Le modèle retenu sera un modèle qui est installé dans l'Arrondissement.
Les bancs sont de type …….. de la compagnie ……ou équivalent approuvé.

17. TIGE DE PROTECTION HIVERNALE – BALISE DE BORDURE

À cet item, l'entrepreneur doit procéder à la fourniture et l'installation de 4 tiges de protection hivernale par fosse d'arbre ou le nombre indiqué aux plans, de modèle R-6 de sol par P.S.B. Gesma inc. Ou équivalent approuvé.
La fourniture et l'installation des tiges comprennent l'installation des composantes suivantes :

- Balise repère R-6 composée d'une tige de couleur jaune de 20 mm de diamètre et de 1.8 mètre de longueur qui s'accouple à un réceptacle de bordure ou de sol permanent ;
- Tige en fibre de verre de 10 mm ou de 12.5 mm de diamètre recouvert d'une enveloppe de polyéthylène basse densité d'une épaisseur de 5mm ou de 3.75 mm teintée de couleur jaune et traitée contre les rayons ultraviolets, possédant une bande réfléchissante basse densité de 75 mm de hauteur située à 400mm de bout de la tige ;
- Réceptacles de bordure en polycarbonate d'une longueur de 115mm avec filets intérieurs ;
- Réceptacle de sol en polycarbonate d'une longueur de 115mm et d'un diamètre de 64mm avec filets intérieurs ;
- Connecteur de tige repère en polycarbonate retenu à la tige à l'aide de languettes à pression latérale s'agrippant à l'encoche de l'enveloppe de polyéthylène ;
- Bouchon de réceptacle en polycarbonate muni d'un orifice d'installation conçu pour recevoir une clé Allen de 10 mm et fileté à l'extérieur ;

- Tuyau d'acier galvanisé de 19 mm de diamètre et d'une longueur pouvant varier de 600mm à 900 mm muni d'une plaque de retenue à une extrémité et fileté à l'autre.

L'entrepreneur devra, lors de l'exécution des travaux, installer les balises de niveau et d'équerre conformément aux instructions du fabricant. Les réceptacles de sol doivent être installés au même niveau que le niveau de fini du revêtement.

Pour installer, marquer d'abord d'un X l'emplacement souhaité. Visser le réceptacle sur le tuyau de retenu. Utiliser une tige de 5/8'' de diamètre et d'une longueur de 7 pieds ou le plantoir prévu aux fins d'installation de la R-6 de sol, et la glisser à l'intérieur du tuyau par l'ouverture du réceptacle. Glisser la tige de métal de haut en bas à l'intérieur du tuyau de retenue pour que la tige percute le bout inférieur du tuyau et que ce dernier s'enfonce dans le sol (béton, pavé de béton ou bordure).

Lorsque les ailettes du réceptacle sont sur le point de s'enfoncer dans le sol, s'assurer que les ailettes soient en ligne avec les marques en X. Dans un sol plus compact, forer un avant trou pour faciliter l'enfoncement du tuyau dans le sol. Cette opération peut s'effectuer avec l'aide d'une foreuse appropriée et une mèche de 1-1/4'' de diamètre.
S'assurer de l'intégrité et du fini des pavés, du granite et du béton suite à l'installation.

18. MODIFICATIONS À LA SECTION NORMALISÉE DU FASCICULE 2.5 – TRAVAUX DE CHAUSSÉE

Modification - La sections 7.23., d) Épandage de la terre de culture

- Annuler l'épaisseur pour les fosses d'arbres et remplacer par les instructions montrées aux plans de plantation
- Sauf si indiqué autrement aux plans, la profondeur de la fosse doit être la même que la profondeur de la motte de l'arbre qui sera plantée
- Les travaux devront être conformes au BNQ 0605-100-VIII en vigueur

Modification - La sections 7.23., e) Incorporation des amendements

- Lors de la plantation, l'entrepreneur doit utiliser la terre de plantation numéro 2 approuvé par la Ville de Montréal.
- En cas de besoin et selon les recommandations du spécialiste, le sol peut être amendé à l'aide d'engrais organique naturel ainsi qu'avec un inoculant mycorhizien.
- La nature, la provenance et le dosage de ces produits seront préalablement approuvées par le représentant de la Division des parcs et de l'horticulture de l'Arrondissement.

Modification - La sections 7.23., i) Terre de culture fournie par la ville

- La terre de culture n'est pas fournie par la ville
- Le mélange de terre de culture requis est le mélange no 2 de la Ville de Montréal.
- L'entrepreneur devra fournir le terreau de plantation selon les exigences de la ville. Il devra fournir un rapport d'analyse pour assurer la conformité.
- La terre de culture doit provenir d'un fournisseur préalablement accrédité par le laboratoire de la Ville.

- Tout chargement livré sur le site doit être accompagné d'un bordereau de livraison indiquant la provenance et le type de mélange. Une copie du bordereau de livraison et du rapport d'analyse doit être donnée au représentant de l'Arrondissement. (Tous les chargements de terre de culture doivent être acceptés et signés par le représentant de l'Arrondissement avant déchargement)

Modification – Les sections 8.48 et 8.49 sont amendées avec les points suivants :

- Il y a deux épaisseurs typiques de terre de culture à mettre en place dans les fosses de plantation. Les fosses de plantation prévues sur la rue De Courtrai et l'avenue Trans-Island ont une épaisseur de terre de culture de 850mm.
- Les fosses de plantation sans arbre prévues dans les saillies de la rue Mackensie ont une épaisseur de terre de culture de 0,5m.
- Les exigences de l'article 7.23 du fascicule 2-5 du cahier des prescriptions normalisées sont applicables à la fourniture et la pose de la terre de culture.

ANNEXE 1

DU1- Manuel d'utilisation du système Silva Cell

DeepRoot®

Manuel d'utilisation du système Silva Cells

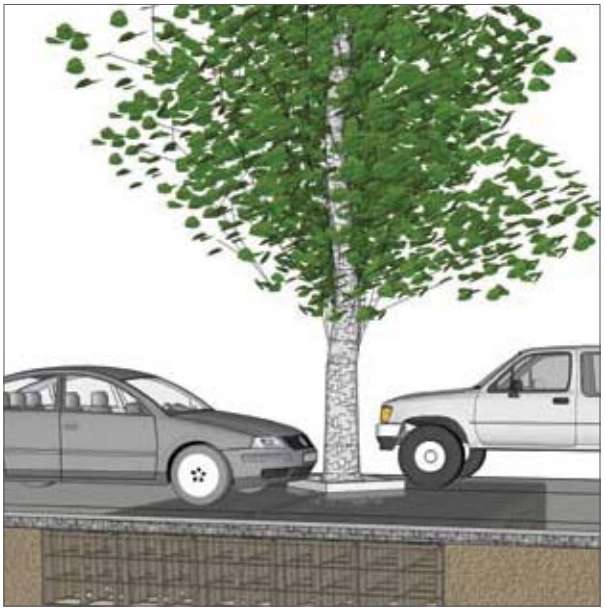


TABLE DES MATIÈRES

I. Vue d'ensemble du système

II. Ingénierie et design

III. Instructions d'installation d'une nouvelle construction (profondeur de 2 cellules)

IV. Profondeur de construction

V. Inspection et entretien

VI. Liste des matériaux

VII. Fiche technique de santé et sécurité des Silva Cells

VIII. Définitions de la terminologie

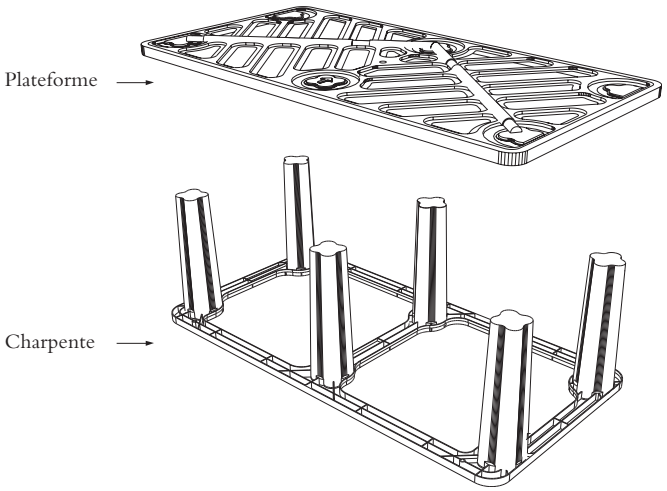
IX. Garantie

AIDER LES ARBRES À VIVRE DANS UN ENVIRONNEMENT URBAIN

I. Vue d'ensemble du système

Le système Silva Cell est un système modulaire souterrain de bio-rétention qui utilise la capacité des sols pour la gestion des eaux pluviales et pour la croissance d'arbres sains afin de créer une infrastructure verte dans un environnement défini. La grande quantité de sol sain contenue à l'intérieur des Silva Cell sert à deux fonctions importantes : faire pousser de gros arbres et traiter l'eau de pluie sur place. L'intégration de commodités vertes telles que le sol, les arbres et l'eau dans les zones urbaines augmente dramatiquement la durabilité de l'environnement et aide à alléger certains de nos plus pressants défis écologiques, incluant la mauvaise qualité de l'air, les températures qui augmentent et les inondations et la pollution provenant des averses quotidiennes. Le volume de sol offert par les Silva Cells est typiquement non-disponible dans les zones urbaines ce qui cause la mort des arbres urbains de 5 à 7 ans après leur plantation et qui outrepasse une solution écologique et simple pour réduire les inondations et les sources de pollution qui peuvent être causées même par des petites averses. Des arbres sains, nourris et supportés par une quantité suffisante de sol de grande qualité, aident à nettoyer l'air et absorbent une quantité significative d'eau de pluie. Ils augmentent également la valeur des habitations et des commerces. Et, en premier lieu, ils rendent nos villes et villages plus beaux et vivables. Le système Silva Cell aide à rendre ces objectifs possibles.

La modularité et la force du système Silva Cell en font la solution idéale pour n'importe quelle application, que ce soit pour des stationnements et des aménagements paysagers urbains, des parcs ou des stationnements suburbains.



II. Ingénierie et design

Chaque Silva Cell est composée d'une charpente et d'une plateforme. Les Silva Cell peuvent être empilées de une, deux ou trois unités de hauteur et coiffées d'une plateforme pour créer la profondeur désirée pour accommoder toute grandeur de zone de plantation. Les Cells peuvent être étendues latéralement, aussi large que nécessaire. Les Silva Cells ont approximativement 92% de profondeur de chargement et contiennent 10 pi3 (.28 m3) de terroir, l'aidant à aisément accommoder la plupart des commodités environnantes. Les Silva Cells ont une longueur de 48 po (1200 mm), une largeur de 24 po (600 mm) et une hauteur de 16 po (400 mm).

CHARPENTE

Six poteaux rigides verticaux dépassent du bas de la charpente, offrant un support structural au pavement et à la charge qu'il supporte. Leurs forme transversale maximisent la rigidité axiale et les empêchent de s'emboîter les uns dans les autres lorsque les Cells sont empilées. Les arêtes arrondies préviennent les concentrations de stress, ce qui veut dire que le pavement supporté par les Cells ne s'écrase pas dû à des forces de compression. La portion inférieure de la charpente est relativement souple, lui permettant ainsi de se conformer aux irrégularités du sol sans se briser ou subir une perte de robustesse.

PLATEFORME

La plateforme est une plateforme rigide avec 6 enclaves positionnées pour se reposer de façon sécuritaire sur les six poteaux de la charpente. Les ouvertures sur la plateforme offrent de l'espace suffisant pour que l'air et l'eau puissent pénétrer et nourrir le sol à l'intérieur. Deux canaux diagonaux dans la portion supérieure de la plateforme comportent des tubes en acier galvanisé qui préviennent la déformation des poteaux et aident à éliminer le glissement plastique.

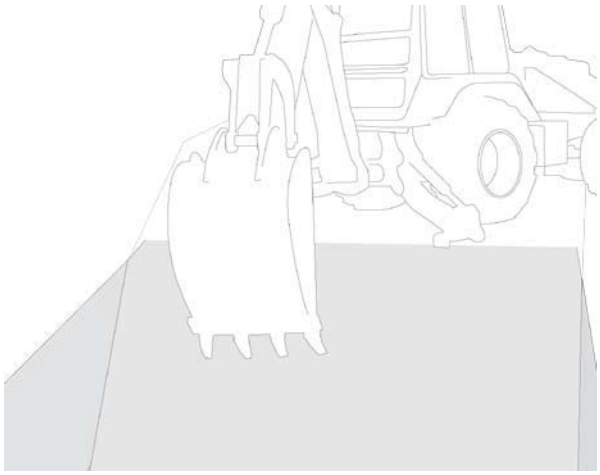
III. Instructions d'installation d'une nouvelle construction (profondeur de 2 cellules)

Les charpentes et les plateformes des Silva Cell ne devraient jamais être coupées, percées ou autrement modifiées structurellement au cours de quelqu'installation, procédure d'inspection ou de maintenance que ce soit. Toute charpente ou plateforme Silva Cell endommagée doit être remplacée

PRÉPARATION DU SITE + EXCAVATION

ÉTAPE 1

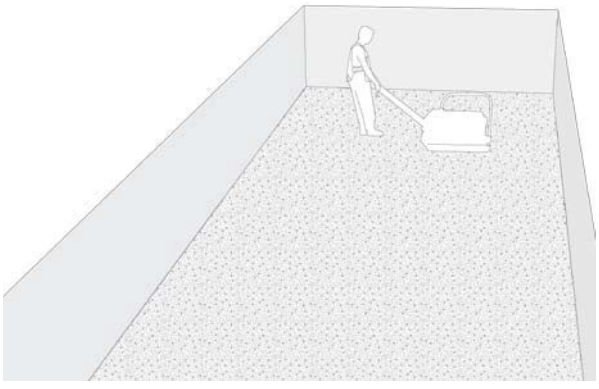
Excavez une tranchée sur le site d'installation conformément aux dimensions nécessaires pour accommoder le système Silva Cell. Assurez-vous que le périmètre de la tranchée ait un minimum de 8 po (20 cm) et un maximum de 12 po (30 cm) de plus que les limites du système Silva Cell.



PRÉPARATION DE LA COUCHE DE FONDATION

ÉTAPE 1

Placez l'agrégat de la couche de fondation dans la tranchée et étendez-le de façon uniforme. Voir les spécifications des Silva Cell pour les détails de l'agrégat.

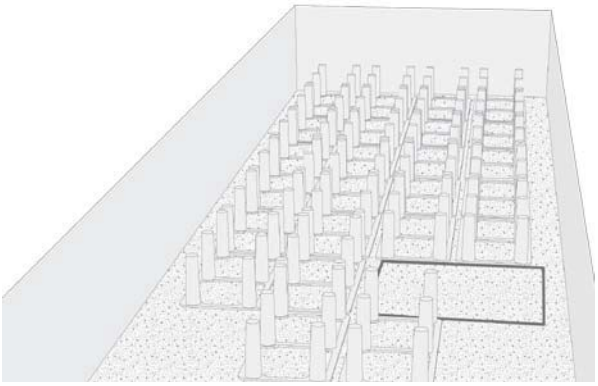


ÉTAPE 2

Placez l'agrégat de la couche de fondation dans la tranchée et étendez-le de façon uniforme. Voir les spécifications des Silva Cell pour les détails de l'agrégat.

ÉTAPE 3

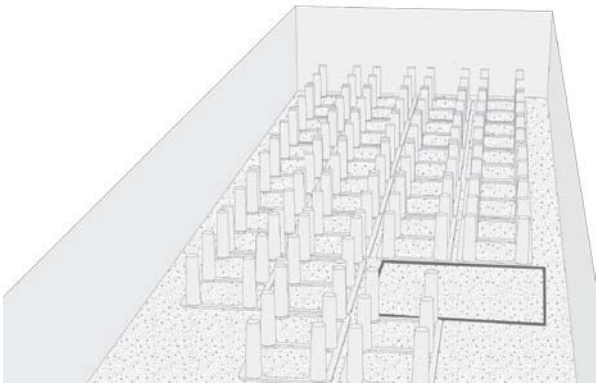
Situez les ouvertures pour les arbres selon les spécifications de l'architecte-paysager. Lorsque les arbres sont situés, marquez les dimensions extérieures des ouvertures pour les arbres sur la tranchée de la couche de fondation préparée.



PLACEMENT DU SYSTÈME SILVA CELL

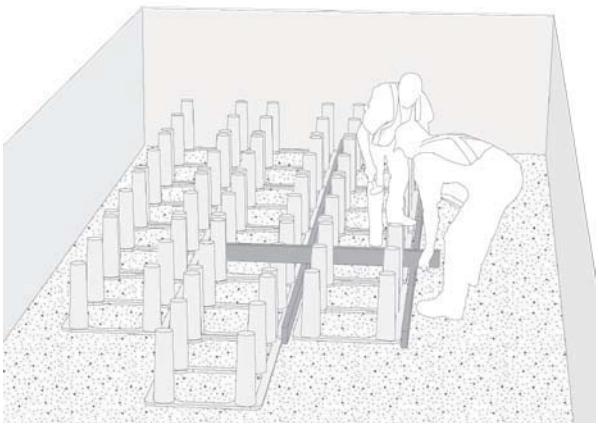
ÉTAPE 1

Posez une corde de délimitation de la « zone de travail » pour clairement définir la zone du système Silva Cell à partir de l'endroit où le remblayage commence. Assurez-vous de suivre le schéma conformément aux plans afin d'assurer un espacement adéquat pour les Silva Cells. Assurez-vous d'inspecter chaque charpente et chaque plate-forme avant l'installation. Des charpentes et des plateformes brisées ne **peuvent pas** être utilisées pour construire le système (toutefois, les charpentes peuvent être utilisées comme renfort si elles sont assez solides). Toute charpente brisée non utilisée comme renfort doit être recyclée par un programme local ou jetée.



ÉTAPE 2

Placez la première couche des charpentes Silva Cell dans la tranchée, en commençant autour des ouvertures pour les arbres et en allant vers l'extérieur. Placez l'extrémité courte (600 mm/24 po) de la Silva Cell vers les ouvertures pour les arbres lorsque possible. Suivez le plan des Silva Cells tel que dessiné. Des obstacles imprévus peuvent demander des ajustements du plan d'aménagement. Pour de plus amples renseignements, demandez à l'ingénieur de chantier de communiquer avec DeepRoot Partners (415-781-9700).



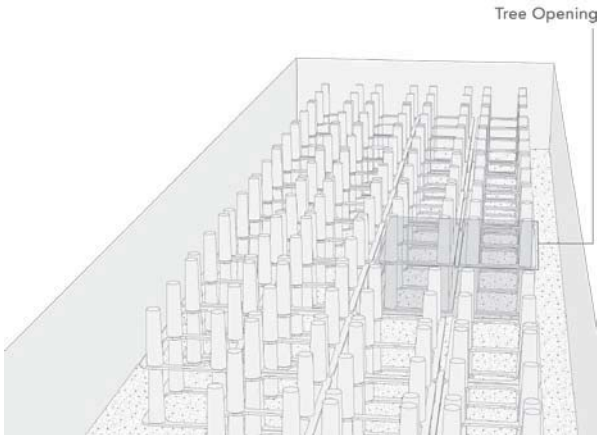
ÉTAPE 3

Il doit y avoir un espace de 1 à 3 po (25 à 75 mm) entre les poutres de chaque charpente. Pour des renseignements concernant l'espacement de plus de 3 po (75 mm) entre les Silva Cell, veuillez communiquer

directement avec DeepRoot au 415-781-9700. Lorsque la première couche est en place, sécurisez les Silva Cells au sol avec les piquets d'ancrage spécifiés par les quatre trous de guidage sur les coins des charpentes Silva Cell. **Ne marchez jamais sur les charpentes.**

ÉTAPE 4

Placez la seconde couche de charpentes des Silva Cell. Il n'y a qu'une seule façon de placer correctement la deuxième couche de charpente sur la première couche. Afin de les sécuriser correctement, positionnez les flèches sur le dessus des poteaux afin qu'elles pointent les unes vers les autres.



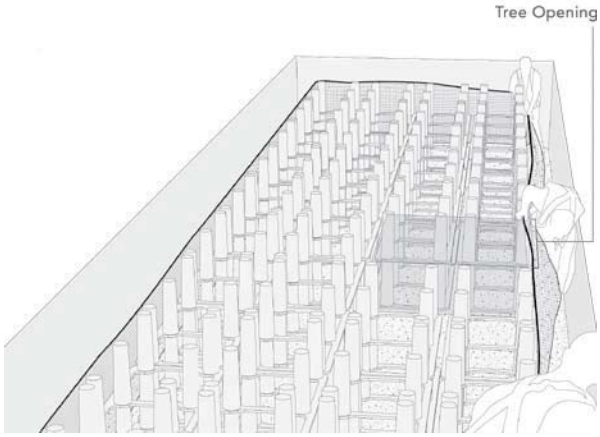
ATTACHEMENT DE LA GÉOGRILLE

ÉTAPE 1

Coupez la géogrille en vous assurant qu'il y a un surplus de 6 à 8 po (15 à 20 cm) au bas de chaque charpente et un surplus de 12 po (30 cm) au dessus de la couche supérieure des charpentes. Un système à deux Silva Cell aura besoin d'une géogrille de 50 po (127 cm) de hauteur.

Lorsque les deux couches de Silva Cells ont été placées, enveloppez la géogrille autour du système en entier. Sécurisez les deux couches de charpente avec des câbles ou des attaches mono-usage.

Le surplus de 18 à 20 po de géogrille est nécessaire pour permettre une rétention adéquate et complète du sol des arbres à l'intérieur du système Silva Cell lorsqu'il est rempli.



ÉTAPE 2

Aux endroits où les ouvertures pour les arbres ont un côté contre le périmètre compacté de la tranchée, la géogrille peut être repliée en travers du devant des ouvertures pour les arbres mais elle doit être coupée avant le placement de la terre. Ré-attachez les extrémités de la géogrille aux charpentes avec des attaches mono-usage. NE COUVREZ PAS LES OUVERTURES POUR LES ARBRES AVEC LA GÉOGRILLE.

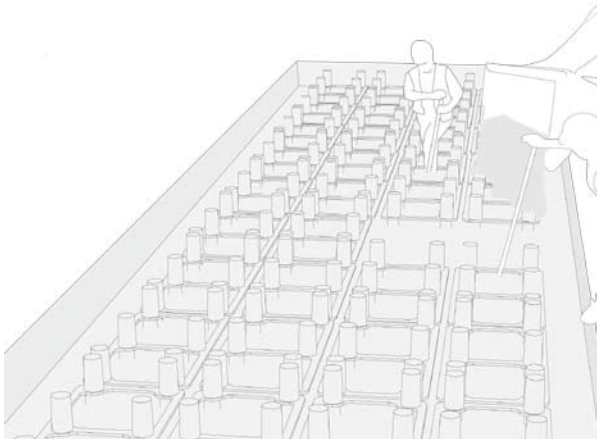
Lorsque le système Silva Cell est rempli de terroir, la géogrille devrait être égale avec le dessus des charpentes (l'excédent ayant été tiré vers le bas par la terre). Tout excédent de géogrille au-dessus des charpentes devrait être replié et attaché aux charpentes lorsqu'ils sont en place.

PLACEMENT DE LA TERRE

ÉTAPE 1

Placez le terroir spécifié à l'intérieur des multiples zones du système par bordées de 8 po (20.5 cm). Étalez sur tout le système avec des pelles et en faisant attention de ne pas frapper quelque partie que ce soit de la charpente. La terre ne devrait pas s'élever au-dessus de la première couche de Silva Cells.

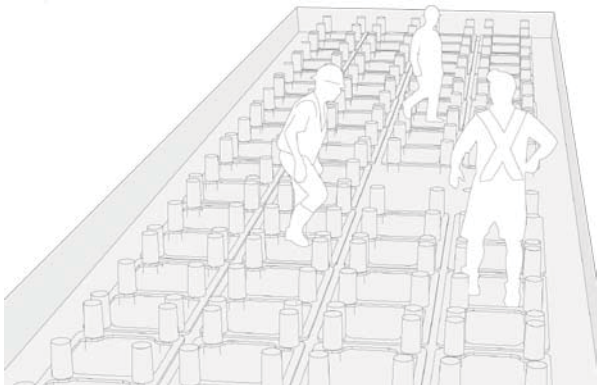
Note: lorsque la terre est distribuée avec un seau, l'opérateur doit s'assurer que le seau n'entre pas en contact avec quelque partie de la charpente que ce soit.



ÉTAPE 2

Compactez légèrement la terre dans la première couche en marchant sur le système en entier. Assurez-vous que chaque charpente est remplie de terre.

Note: ne marchez pas sur quelque portion des charpentes que ce soit.



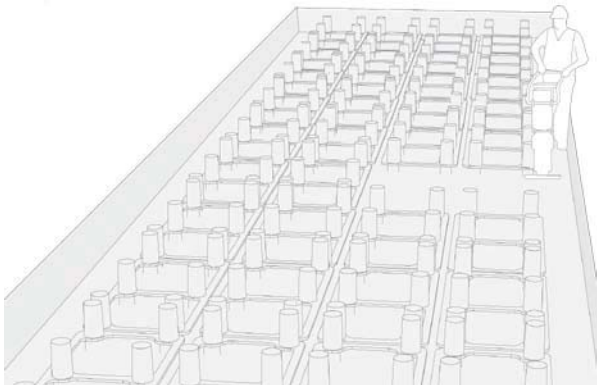
ÉTAPE 3

Lorsque la première couche est remplie et légèrement compactée, remblayez et compactez le périmètre de la tranchée par des bordées de 8 po (20.5 cm) en faisant attention de ne pas endommager les charpentes. Du contreplaqué (ou du carton) peut être utilisé pour diriger chaque bordée de remblayage lorsqu'elles sont déversées afin d'éviter qu'il ne se mélange avec la terre de plantation dans le système de Silva Cells.

STEP 4

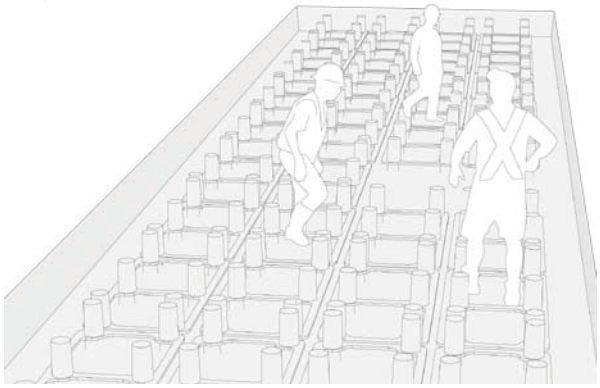
Ajoutez les renforts à la deuxième couche de Silva Cells. Répétez les étapes 1 et 2 (ci-dessus). Laissez un espace pour l'air, le paillis ou le compost sur le dessus des couches (tel que spécifié).

Note: Un remplissage excessif de la deuxième couche des Silva Cells avec de la terre, du paillis ou du compost rendra impossible la sécurisation des plateformes lorsque les supports auront été retirés.



ÉTAPE 5

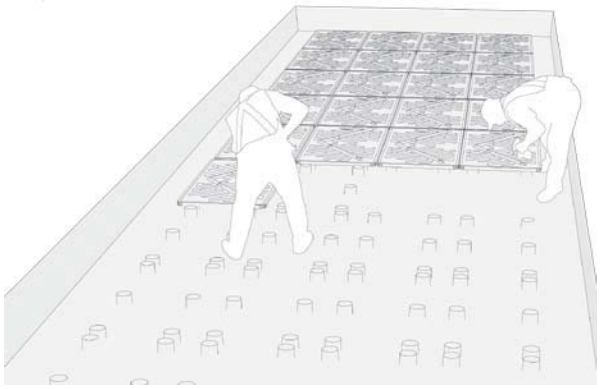
Remblayez le périmètre de la tranchée avec des bordées de 8 po (20.5 cm) jusqu'au dessus de la deuxième couche de charpentes. La tranchée devrait être compactée à une densité sèche de 95% au maximum.



ATTACHEMENT DES PLATEFORMES ET FINALISATION DE L'INSTALLATION

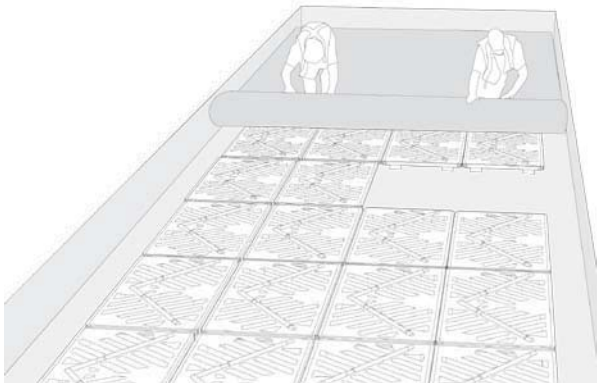
ÉTAPE 1

Gardez les plateformes près de vous. Enlevez les renforts et nettoyez les poteaux de tous débris, un à la fois, en remplaçant **immédiatement** chaque renfort par une plateforme. Placez les plateformes sur les charpentes en alignant les flèches sur les coupelles des plateformes avec les flèches sur les poteaux des charpentes. Lorsqu'ils sont adjacents aux flèches sur les plateformes, les coins supérieurs gauches et inférieurs droits comportent des mécanismes d'enclenchement pour sécuriser les plateformes aux charpentes. Un maillet en caoutchouc peut être utilisé pour activer les mécanismes d'enclenchement. Finissez d'attacher les plateformes en vissant les coins des plateformes avec les vis fournies



ÉTAPE 2

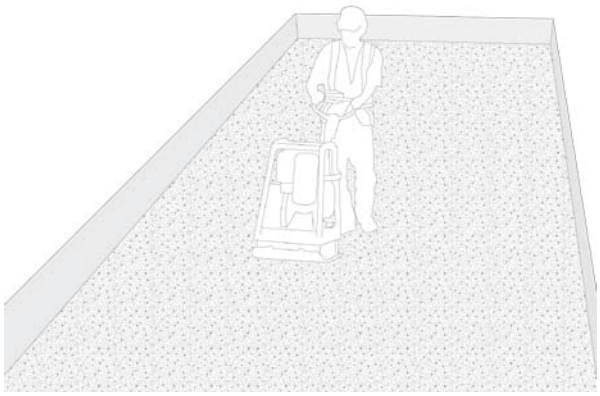
Lorsque les plateformes sont installées, placez et compactez la couche finale de remblayage dans le périmètre de la tranchée jusqu'au niveau du sol de plateformes. Assurez-vous que le compacteur n'entre pas en contact ou n'endommage pas les plateformes.



ÉTAPE 3

Étendez la toile géotextile par-dessus le système en entier en vous assurant qu'il y a un chevauchement de 18 po (45 cm) sur chaque côté de la tranchée. Coupez la toile géotextile **à l'intérieur** des ouvertures pour les arbres afin qu'elle s'étende de 6 à 8 po (15 à 20 cm) au-delà des rebords des plateformes. Le surplus de toile géotextile permet à la couche d'agrégat de pousser la toile géotextile vers le bas,

à l'intérieur des ouvertures des plateformes. Le matériel supplémentaire assure qu'il y aura assez de toile géotextile pour maintenir les plateformes couvertes lorsque la bordure sera coulée. Un chevauchement excessif est préférable; tout excédent peut être coupé.

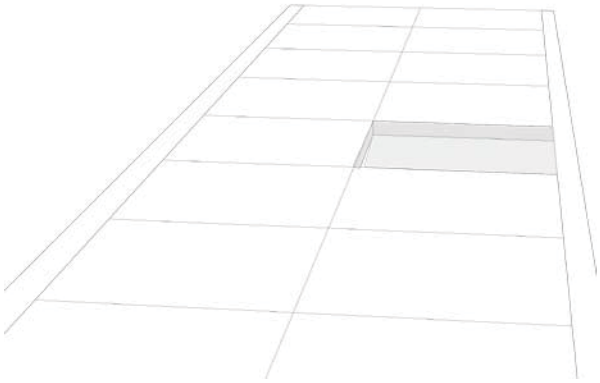


ÉTAPE 4

Placez l'agrégat des assises de base par bordées de 6 po (15 cm) pour les pavés ou l'asphalte (en compactant après chaque bordée). Si le pavement est du béton, placez l'agrégat des assises de base en une seule bordée de 4 po (10 cm) et compactez. Utilisez un rouleau ou une plaque de compaction ayant un poids maximum de 1000 lb (453.5 kg). Compactez au pourcentage de pavement spécifié. Communiquez avec DeepRoot pour connaître d'autres types d'équipement..

ÉTAPE 5

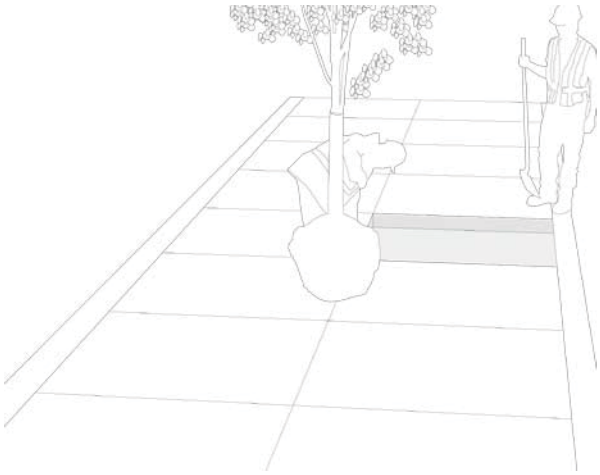
Installez le pavement. Communiquez avec DeepRoot pour les détails sur directives de pavage en asphalte.



NE CONDUISEZ PAS SUR LE SYSTÈME AVANT QUE LE SURFAÇAGE FINAL (PAVAGE OU BÉTON) NE SOIT EN PLACE! Consultez DeepRoot pour connaître les charges totales concernant les machines à asphaltage et les compacteurs non-vibratoires d'asphaltage. Le sable pour les pavés ou le ciment devra être chargé à partir de la rue. Lorsque vous empilez les formes pour les ouvertures pour arbres, assurez-vous que les piquets ne passent pas au travers des plateformes. Ceci est spécialement important si vous n'utilisez que 4 po (10 cm) d'agrégat et de béton.

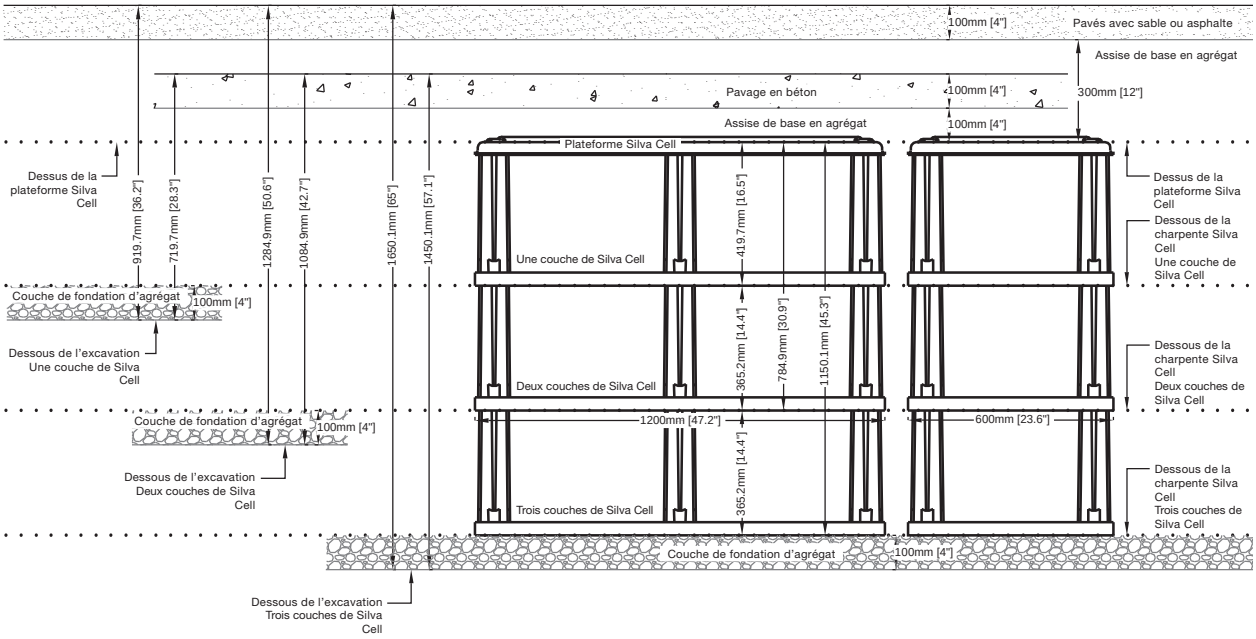
ÉTAPE 6

Plantez les arbres dans les ouvertures pour arbres et installez les Guides de racines d'arbres DeepRoot appropriés tel que spécifié.



Assurez-vous de planter les arbres à une profondeur adéquate, avec le dessus du pain racinaire égal avec la ligne de sol.

IV. Profondeur de constrution



Les informations contenues dans le détail standard ci-avant n'est pas à l'échelle.
Le détail standard est fourni pour l'éduction en générale et à titre informatif seulement et ne constitue pas un endossement, une approbation ou une recommandation de quelque type que ce soit. L'actuelle recevabilité et applicabilité de cette information pour un usage spécifique dépend d'une grande variété de considérations, incluant les spécifications spécifiques à un projet, sur lesquelles DeepRoot® ne possède aucune information ou contrôle. Ce détail standard ne DEVRAIT PAS être utilisé comme base pour les calculs de volumes qui sont spécifiques à chaque chantier et qui varient grandement dépendant des espaces entre les cellules et les plateformes, les conditions du sol et la compaction du sol. Tous les produits Silva Cell™ de DeepRoot® sont vendus avec la compréhension que l'acheteur, soit individuellement ou en consultation avec les professionnels en aménagement de l'acheteur, a déterminé de façon indépendante la recevabilité de chaque produit pour l'application pour laquelle il est acheté. À l'exception de ce qui est expressément fournis, DeepRoot® décline toute garantie, expresse ou tacite, et encourage fortement le lecteur à consulter un professionnel de la construction/design et/ou un ingénieur avant d'appliquer quelque partie de cette information que ce soit pour une usage ou utilisation spécifique.

DeepRoot
Deep Root Partners L.P.
Not to Scale
Revised October 18, 2007

V. Inspection et entretien

Notes: Chaque empilage de Silva Cell est indépendant de l'empilage adjacent de Silva Cell. Si des Silva Cells individuels sont dérangés, le système en entier n'est pas compromis.

Les plateformes et charpentes Silva Cell ne devrait en aucun temps être coupées, trouées ou autrement modifiées structurellement lors de l'installation, des procédures d'inspection ou d'entretien. Toute charpente ou plateforme Silva Cell endommagée doit être remplacée.

1. L'EXCAVATION EST EFFECTUÉE ET DÉCHAUSSE LES SILVA CELL

Si les Silva Cell sont déchaussées accidentellement lors de l'excavation du site, cessez immédiatement l'excavation. Consultez le plan du site ou communiquez avec le locateur de services publics (radar pénétrant GPR) pour déterminer l'étendue du système Silva Cell, ainsi que les services publics associés ou encastrés pour les eaux, l'électricité, le gaz ou le téléphone. Continuez l'excavation en suivant les étapes additionnelles ou redessinées, et assignez les plans d'excavation pour éviter le système Silva Cell.

N'excédez pas les spécifications de chargement H-20. Dégagez les Silva Cell perturbées et la terre des corridors. Excavez aux limites des perturbations en vous assurant de ne pas endommager davantage les Silva Cell ou les autres composantes de l'installation. Remplacez toutes les charpentes ou plateformes Silva Cell endommagées ou brisées.

Voyez les détails et spécifications d'installation des Silva Cell pour la réinstallation de toutes les Silva Cells enlevées ou endommagées ou des composantes d'installation dans la zone perturbée. Replacez la couche de base d'agrégat et le pavement en vous assurant de ne pas endommager davantage les Silva Cells ou autres composantes d'installation

2. INSTALLATION DES SERVICES PUBLICS, ENTRETIEN, RELOCATION OU REMPLACEMENT À L'INTÉRIEUR DU SYSTÈME SILVA CELL

Lorsque l'installation de services publics, l'entretien, la relocation ou le remplacement sont requis à l'intérieur du système Silva Cell, localisez premièrement la zone perturbée. Limitez la zone de perturbation autant que possible. N'excédez pas les spécifications de chargement de H-20.

Enlevez le pavement et la couche de base d'agrégat. Coupez soigneusement la toile géotextile pour permettre l'enlèvement de la plateforme Silva Cell. Ne coupez pas les charpentes ou les plateformes Silva Cells. Dépliez la géogrille des plateformes Silva Cell et repliez-la soigneusement en l'éloignant des Silva Cells. Retirez les plateformes en enlevant les vis et mettez de côté. Enlevez la terre en utilisant un outil manuel ou un HydroVac **seulement** et mettez de côté. Si vous creusez à la main, assurez-vous un entreposage propre de la terre en excavant à l'intérieur d'un endroit contenu/isolé et couvrez durant les travaux. La terre doit être inspectée et approuvée avant la réinstallation. Retirez les charpentes de Silva Cell tel que nécessaire et mettez de côté.

Réparez et faites l'entretien des services publics tel que nécessaire. Enlevez complètement si localisé en-dehors de l'installation Silva Cell.

OPTION 1:

Replacez les charpentes et plateformes Silva Cell ainsi que la terre tel que requis par les détails et spécifications d'installation des Silva Cells. Ré-enveloppez les plateformes Silva Cells avec la géogrille avec un chevauchement sur le rebord.

OPTION 2:

Installez la terre structurelle au niveau latéral avec la tranchée et les plateformes Silva Cell. Assurez la compaction tel que requis par les spécifications du manufacturier ou l'espace de pont structural. Repliez la toile géotextile par-dessus la terre structurelle installée.

Replacez la couche de base en agrégat et le pavage, en vous assurant de ne pas endommager les Silva Cells ou les autres composantes d'installation.

3. LE PAVAGE DOIT ÊTRE RÉPARÉ OU REMPLACÉ AU-DESSUS DU SYSTÈME SILVA CELL

Lorsque le pavage doit être réparé, assurez-vous que l'équipement est conforme aux spécifications de chargement H-20. Les plateformes et charpentes Silva Cell ainsi que les autres composantes du système ne devraient pas être endommagés. Là où la couche de base en agrégat s'est déplacée, remesurez et replacez l'agrégat si nécessaire pour assurer que la profondeur des Silva Cells soit conforme aux spécifications pour le type de pavage utilisé.

Ne conduisez pas sur la couche de base en agrégat lorsque le pavage a été enlevé.

Lorsque le pavage original doit être remplacé par un autre type de pavage par-dessus le système Silva Cell, référez-vous aux détails de standards et spécifications de Silva Cell. Un changement des matériaux de surface pourrait requérir que la profondeur de la couche de base soit changée en se basant sur les détails de standards et spécifications. Les changements doivent être exécutés selon les spécifications.

4. REMPLACEMENT D'UN ARBRE

Le remplacement d'un arbre pourrait être nécessaire à cause de conditions climatiques, circonstancielles ou de chantier imprévues.

Limitez autant que possible la zone de perturbation. N'excédez pas les spécifications de chargement H-20.

Enlevez toute structure de l'ouverture pour arbre (grille d'arbre, etc.). Enlevez le paillis et tout excédent de terre du dessus des racines de l'arbre; n'endommagez pas les charpentes et les plateformes des Silva Cells. Retirez la terre avec des outils manuels seulement ou un HydroVac et mettez de côté. Si vous creusez à la main, assurez-vous d'entreposer la terre dans un contenant propre en excavant dans un endroit contenu/isolé et en couvrant la terre durant les travaux. La terre doit être inspectée et approuvée avant la réinstallation.

Consultez un entrepreneur, un architecte paysagiste ou un arboriste certifié pour enlever l'arbre. Si nécessaire, coupez les racines de l'arbre du ballot de racines principales, ne coupez pas les charpentes et les plateformes Silva Cell. Enlevez le ballot de racines de l'arbre de l'ouverture pour arbre. Si vous utilisez de l'équipement de construction pour retirer l'arbre, n'excédez pas les spécifications de chargement H-20.

Avant de planter un nouvel arbre, installez du terroir supplémentaire, à la profondeur indiquée, à l'intérieur de l'ouverture pour arbre adjacente au pavage supporté par les Silva Cells. Assurez-vous que le terroir sous le ballot de racines de l'arbre est compacté à approximativement 85-90% pour prévenir le tassement du ballot de racines. Le terroir à l'intérieur de l'ouverture pour arbre doit être le même terroir que dans les Silva Cells adjacentes. Voir les spécifications Silva Cells pour de plus amples détails. Replacez la barrière de racines.

Plantez l'arbre en conformité avec les spécifications du propriétaire ou selon les directives de l'arboriste consulté. Enlevez tous les débris de l'ouverture pour l'arbre. Placez les racines à une élévation adéquate.

Couvrez le terroir de qualité fine avec 2 po (50 mm) de paillis tel que mentionné dans les spécifications de Silva Cell.

5. ENLÈVEMENT D'UNE PORTION DE L'INSTALLATION DE SILVA CELL

Lorsqu'une grosse portion d'une installation de Silva Cell doit être enlevée, localisez premièrement la zone de perturbation. Limitez la perturbation autant que possible. N'excédez pas les spécifications de chargement H-20.

Retirez le pavage et la couche de base en agrégat. Coupez soigneusement la toile géotextile pour permettre le retrait des plateformes Silva Cell. Assurez-vous qu'il y a un chevauchement d'au moins 18 po (45 cm) à l'intérieur des nouvelles limites d'excavation. Ne coupez pas les charpentes et les plateformes Silva Cell. Dépliez la géogrille de la plateforme Silva Cell et

repliez-la soigneusement en l'éloignant des Silva Cells. Retirez les plateformes Silva Cell en enlevant les vis et mettez de côté. Enlevez la terre en utilisant des outils manuels ou un HydroVac **seulement** et mettez de côté. Si vous creusez à la main, assurez-vous d'entreposer la terre dans un contenant propre en excavant dans un endroit contenu/isolé et en couvrant la terre durant les travaux. La terre doit être inspectée et approuvée avant la réinstallation. Retirez les charpentes Silva Cell tel que requis et mettez-les de côté. Retirez les piquets d'ancrage des poutres Silva Cell et mettez-les de côté. Si une toile géotextile est à la base du système, coupez soigneusement la toile géotextile à au moins 6 po (15 cm) des limites intérieures de l'excavation.

Installez une géogrille tout le long de la nouvelle façade du système Silva Cell et remblayez aux nouvelles limites de l'excavation conformément aux spécifications Silva Cell. Le remblayage devrait être compacté selon les spécifications du manufacturier avec un minimum de 95% proctor. Installez couche de base en agrégat et le pavement en vous assurant de ne pas endommager les Silva Cells ou autres composantes d'installation.

6. SILVA CELLS ADDITIONNELLES DEVANT ÊTRE INSTALLÉES À CÔTÉ D'UNE INSTALLATION EXISTANTE

Lorsque des Silva Cells additionnelles doivent être installées à côté d'un système Silva Cell existant, localisez premièrement la zone de perturbation. Limitez autant que possible la perturbation. N'excédez pas les spécifications de chargement H-20.

Excavez jusqu'à 12 po (300 mm) des Silva Cells existantes. Excavez le 12 po (300 mm) restant à la main. Coupez la géogrille de la façade du système Silva Cell existant. Ne coupez pas les charpentes et plateformes Silva Cell.

Installez les nouvelles charpentes et plateformes Silva Cell selon les spécifications.

VI. Liste des matériaux pour l'installation des Silva Cells

QUANTITÉ (TEL QUE SOUMISSIONNÉ)

TERROIRS

_____ Couche de base en agrégat (au-dessus de la plateforme de la Silva Cell): Agrégat répondant aux exigences ASTM D448 No. 8. Classification standard des formats d'agrégat pour la construction des routes et des ponts.

_____ Couche de fondation en agrégat (en-dessous de la charpente de la Silva Cell): Agrégat répondant aux exigences ASTM D1241-07, Type 1, Grade B. Spécification standard pour les matériaux des couches de fondation, des bases et des surfaces de sols en agrégat.

_____ Matériaux de remblayage (adjacent au système Silva Cell): Terre propre, compactable et à grains grossiers répondant aux exigences du Système unifié de classification de sols pour la terre de type GQ, GP, BC avec moins de 30% de particules fines, SW et SC avec moins de 30% de particules fines. Les matériaux de remblayage doivent être exempts de matériel organique, de déchets ou d'autres débris et doivent être exempts de matériel toxique qui pourrait nuire à la croissance d'une plante.

_____ Terre de semis: Terre locale, modifiée ou importée pour remplir les charpentes et autres espaces de plantation pour supporter la croissance d'arbres ou d'autres plantes. Si de la terre modifiée ou importée est utilisée, référez-vous aux spécifications de sol pour plus de détails.

TISSUS

_____ Géogrille: Miragrid 2XT tel que fabriqué par Ten Cate Nicolon, Norcross, GA, ou un équivalent reconnu, www.tcmirafi.com

_____ Toile géotextile: Polypropylène géotextile non-tissé de Mirafi 180N, fabriqué par Ten Cate Nicolon, Norcross, GA, ou un équivalent reconnu, www.tcmirafi.com

SILVA CELLS ET ACCESSOIRES

_____ Plateformes Silva Cell: 5 cm x 600 mm x 1200 mm (2 po x 24 po x 48 po). Plateformes comportant des tubes d'acier galvanisé installés par le fabriquant. (Fournis).

_____ Vis pour plateformes Silva Cell: Vis en acier inoxydable fournies par le fabriquant pour attacher les plateformes aux charpentes, 316 vis en acier inoxydable à têtes cylindriques larges (Philips), numéro 1, ¾ po (2 cm) de longueur, pour connecter de façon sécuritaire les plateformes aux charpentes du dessous (fournis).

_____ Charpentes Silva Cell: Charpentes de 400 mm x 600 mm x 1200 mm (16 po x 24 po x 48 po) avec structure de poteaux et de poutres (fournis).

_____ Piquets de charpente Silva Cell: Piquets galvanisés, spiral de 250 mm (10 po) de long par 8 mm (19/64 po) de diamètre. Utilisez 4 piquets dans chaque charpente sur la première couche de Silva Cells pour ancrer la charpente à la couche de fondation en agrégat (fournis).

_____ Support Silva Cell: Unités de charpentes Silva Cell modifiées de 400 mm x 600 mm x 150 mm (24 po 48 po x 6po) conçues pour raidir et aligner les charpentes lors du placement du terroir et du remblayage. Les Supports doivent être retirés avant de placer la plateforme. Ils pourront être réutilisés au fur et à mesure que le travail progresse (fournis).

_____ Barrière à racines: La barrière à racines doit être une Barrière à racines DeepRoot. UB 18-2, fabriquée par DeepRoot Partners, L.P. (DeepRoot); 530 Washington Street, San Francisco, CA 9411; 415-781-9700; 800-458-7668; fax: 415-781-0191; www.deeproot.com (fournis).

_____ Attaches mono-usage: Attaches de plastique robustes d'une longueur de 35.5 cm (14 po) pour attacher les géogrilles aux plateformes et charpentes Silva Cell.

VII. Fiche technique de santé et sécurité des Silva Cells

1. IDENTIFICATION DE PRODUIT ET DE FABRIQUANT:

Nom du produit: Silva Cell
Description du produit: Cellules modulaires structurales pour la croissance de gros arbres et pour la gestion des eaux pluviales
Produit chimique: GAPEX - RPP30EA18BK
Polypropylène en fibre de verre renforcé
Couleur: Noir
Date d'émission: 11 mai 2007

CONTACT POUR DES RENSEIGNEMENTS/IDENTIFICATION DU FABRIQUANT:

Deep Root Partners, L.P.
530 Washington Street
San Francisco, CA 94111 USA
Téléphone: 415-781-9700
Télécopieur: 415-781-0191

Composantes fabriquées par:
Ferro Corporation
Filled and Reinforced Plastics Division
5001 O'Hara Dr.
Evansville, IN USA 47711

CARACTÉRISTIQUES NOMINALES HMIS:
1 Santé
1 Flammabilité
0 Réactivité

Numéro pour information du fabriquant:
812-423-5218
Numéro pour information 24/7:
216-641-5324

2. COMPOSITION / RENSEIGNEMENTS SUR LES INGRÉDIENTS:

Nom chimique: Préparation de polypropylène renforcé de fibre de verre
Famille chimique: Polypropylène
Apparence du produit: Opaque, naturelle ou en granules de couleur

3. IDENTIFICATION DES DANGERS:

Ce produit n'est pas dangereux tel que défini dans 29 CFR 1910,1200
Ceci est un matériel polymétrique. Tous les constituants sont encastrés à l'intérieur de la matrice polymétrique et ne présentent aucune vraisemblance d'exposition lors de la manipulation et les conditions de traitement normal.

- À une température de décomposition, des vapeurs peuvent être émises qui pourraient être irritantes et toxiques.
- Un contact avec des matériaux fondus pourraient causer des brûlures.
- Une accumulation de charges statiques est possible et pourrait causer la décharge d'une étincelle incendiaire.
- Dans la forme d'une poussière fine, une mixture d'air poussiéreux explosive pourrait être possible.

EFFETS POTENTIELS SUR LA SANTÉ:

CONTACT AVEC LES YEUX

Les particules pourraient égratigner la surface des yeux causant une irritation mécanique.

CONTACT AVEC LA PEAU

Minimalement dangereux à la température ambiante (jusqu'à 30 degrés Farenheit). Les produits fondus peuvent causer des brûlures.

INHALATION

Minimalement dangereux à la température ambiante et de traitement. À des températures plus élevées (décomposition), le produit pourrait commencer à émettre des vapeurs ou des aérosols qui pourraient temporairement irriter la bouche, le nez, la gorge et les poumons.

4. MESURES DE PREMIERS SOINS:

CONTACT AVEC LES YEUX

Rincer les yeux avec de l'eau. Si l'irritation continue, voir un médecin.

CONTACT AVEC LA PEAU

Pour un produit chaud, refroidissez la zone brûlée avec de l'eau propre et froide. Couvrir la zone avec un bandage propre et voir un médecin. Si un produit fondu est collé à la peau, ne pas essayer de l'enlever. La peau endommagée en-dessous du matériel pourrait facilement être arrachée. Couvrir la zone avec un bandage propre et voir immédiatement un médecin.

INHALATION

Si exposés à des niveaux excessifs de poussières ou de vapeurs, respirer de l'air frais et voir un médecin si une toux ou d'autres symptômes se développent.

INGESTION

Peu probable. Les premiers soins ne sont généralement pas requis.

5. MESURES DE LUTTE CONTRE LES INCENDIES:

Les matériaux brûleront dans un incendie et émettront des oxydes de carbones et autres vapeurs, gaz et fumées toxiques. Comme pour n'importe quelle incendie, porter un appareil respiratoire autonome à adduction d'air pur sur demande, MSHA/NIOSH (approuvé ou équivalent) et un dispositif de protection complet. Utiliser n'importe quel média d'extinction d'incendie conventionnel. Ne pas pulvériser de l'eau directement sur le plastique brûlant puisqu'il pourrait éclabousser, brûler les pompiers et répandre l'incendie.

6. MESURES POUR DÉVERSEMENTS ACCIDENTELS:

Récupérer les matériaux déversés et les placer dans des contenants appropriés pour recyclage ou élimination.
Éviter les ruissellements dans les égouts sanitaires.
Éviter les ruissellements dans les fossés ou égouts fluviaux qui mènent à un cours d'eau.
Des granules déversées peuvent représenter un danger de glissement.

7. MANIPULATION ET ENTREPROSAGE:

Assurer l'utilisation de procédures d'immobilisation adéquates lors du transfert en vrac de ces matériaux.
Garder éloigné des flammes.
Entreposer dans un endroit sec.
Pour éviter la contamination, garder les contenants fermés lorsqu'ils ne sont pas utilisés.

8.CONTRÔLES D'EXPOSITION ET PROTECTION PERSONNELLE:

Lors de la manipulation, utiliser une ventilation générale ou locale adéquate pour maintenir les poussières et les vapeurs

en-dessous de la limite d'exposition.

Porter des lunettes de sécurité avec des écrans latéraux.

Lorsque les matériaux sont chauffés, porter des gants et une protection pour les bras contre les brûlures thermiques.

9. PROPRIÉTÉS PHYSIQUES ET CHIMIQUES:

Granules en plastique, naturelles ou colorées, avec une légère odeur de plastique.
Gravité spécifique : 1.13
Point de fonte : > 275 degrés Farenheit

10. STABILITÉ ET RÉACTIVITÉ:

Matériaux stables.
À une température de décomposition, les matériaux pourraient émettre des vapeurs, gaz ou fumées qui pourraient contenir des traces d'acroléine, de formaldéhyde ou autres aldéhydes et d'autres hydrocarbures moléculaires légers.
Une polymérisation dangereuse ne pourra se produire.

11.INFORMATION TOXICOLOGIQUE:

L'information disponible suggère que ce matériel, tel qu'expédié par Ferro, est d'un très bas niveau de toxicité indépendamment du parcours d'exposition. La dégradation des produits peut inclure une trace minime de produits chimiques listés comme étant des carcinogènes par plusieurs agences, incluant ACGIH, NTP et l'état de la Californie (Propp 65).

12. INFORMATION ÉCOLOGIQUE:

Ces granules sont des matériaux inertes qui ne devraient pas se décomposer et dont les constituants ne devraient pas se répandre dans l'environnement. Évitez les écoulements dans les égouts fluviaux ou fossés qui se mènent à un cours d'eau. Les poissons et les oiseaux aquatiques pourraient non-intentionnellement ingérer les granules qui rejoignent leur habitat.

13.CONSIDÉRATION DE DISPOSITION:

Recycler ou réutiliser autant que possible. Ce matériel, tel qu'expédie par Ferro, n'est pas considéré comme un déchet dangereux selon la RCRA. Vérifier les règlements provinciaux et locaux pour les instructions de disposition. L'emballage utilisé peut être réutilisé, recyclé ou jeté aux ordures.

14. INFORMATION DE TRANSPORT:

Non réglementé sous DOT. Non considéré comme « matériel dangereux » pour le transport.

15. INFORMATIONS RÉGLEMENTAIRES:

TSCA

Les composantes de ce produit sont listées dans l'inventaire de la TSCA. Non-sujets à la section 12(b) des exigences de notification d'exportation du TSCA.

CERCLA

Ce produit n'est pas sujet aux exigences de rapports CERCLA.

SARA 313

Ce produit contient les matériaux suivants sujets aux exigences de rapport de SARA 313: Aucun.

CLEAN WATER ACT: Les granules de plastique sont définies par l'U.S.E.P.A. en vertu de la Loi sur l'eau propre comme un « matériel significatif » qui requiert que toute usine qui pourrait exposer les granules à des eaux de pluie obtienne un permis d'autorisation de rejet.

16. AUTRES INFORMATIONS:

Pour des renseignements supplémentaires sur les produits, communiquer avec votre représentant technique de ventes. Pour des renseignements supplémentaires concernant la santé et sécurité, appeler le 812-423-5218.

Exigences de notification d'exportation

Veuillez vérifier avec vos agences locales de régulations pour connaître les exigences supplémentaires.

L'information et les recommandations contenues dans cette fiche technique de santé et sécurité ont été compilées à partir de sources dites fiables et pour représenter l'opinion courante la plus raisonnable sur le sujet lorsque le MSDS a été préparé. Aucune garantie ou représentation n'est faite quant à la véracité ou la suffisance d'information. L'utilisateur de ce produit doit décider quelles mesures de sécurité sont nécessaires pour utiliser ce produit de façon sécuritaire, soit seul ou en combinaison avec d'autres produits, et déterminer l'obligation de conformité avec les exigences environnementales en vertu des lois fédérales ou provinciales.

VIII. Terminologie

Attache mono-usage: Attaches de plastique pour attacher les géogrilles aux charpentes ou aux plateformes Silva Cell.

Arbre: Une plante vivace de bois ayant un ou plusieurs troncs et une couronne distincte, et qui est prévu pour devenir assez gros pour apporter de l'ombre sur les gens et/ou véhicules.

Barrière de racines: Dispositif de diversion des racines en plastique avec des membres verticaux placés tout le long de la bordure de l'ouverture pour arbre, conçu pour faire dévier les racines des arbres vers le bas, sous la barrière et à l'intérieur de la terre située dans le système Silva Cell.

Béton poreux: Béton coulé sur place fabriqué d'une formule mixte qui permet à l'eau et à l'air de circuler librement à travers le béton lorsqu'il est séché.

Canal: L'encoche moulée à l'intérieure de la partie inférieure de la plateforme qui reçoit le tube de renfort en acier.

Charpente: Le membre de base de l'assemblage des Silva Cells, avec poteaux et poutres.

Conduite de récupération des fluides perforée: Tuyau de drainage en plastique perforé, flexible ou rigide, conçu pour récolter et diriger l'eau des médiums de collection sous-marine vers les drains fluviaux ou les déversoirs.

Coupelle: La dépression moulée dans la face inférieure de la plateforme qui clique sur le poteau de la charpente du dessous.

Encastrement de la bordure de pavage: Matériaux de bordure en plastique, acier ou béton entre le sable de fixation des pavés et le terroir conçus pour empêcher les pavés de bouger dans le terroir.

Flèche de localisation: Flèche gravée et moulée sur les dessus du centre du poteau de la charpente qui indique que ce poteau doit être placé à l'opposé de la flèche de localisation sur le poteau de la charpente du bas.

Géogrille: Filet tressé fabriqué de fibres synthétiques enduites de polymère qui offre une force stabilisante à l'intérieur de la structure du sol là où le remblayage s'imbrique dans la grille.

Grille d'arbre: Une charpente en béton pré-moulée, en métal ou en plastique conçue pour se placer au-dessus de l'ouverture pour arbre, fabriquée de façon à ce qu'un jeune tronc d'arbre puisse grandir au travers d'une ouverture dans le centre de la charpente.

Languette: Crampon de fixation moulé dans la sous-face de la charpente ou de la plateforme pour sécuriser la plateforme à la charpente ou une charpente à une autre.

Matériaux de la couche de fondation en agrégat (en-dessous du système Silva Cell) : Agrégat de roches de type, épaisseur et compaction diverses tel que défini dans les spécifications, placés sous le système Silva Cell pour distribuer les charges et niveler le dessous de l'excavation.

Matériaux de la couche de fondation en agrégat (au-dessus du système Silva Cell, en-dessous du pavage): Agrégat de roches de type, épaisseur et compaction diverses tel que défini dans les spécifications, placé en-dessous du pavage et au-dessus de la plateforme Silva Cell pour distribuer les charges et servir de niveau pour les matériaux de pavage.

Matériaux de remblayage: Matériaux de terre ou d'agrégat de type et compaction tel que défini dans les spécifications placé entre la limite extérieure du système Silva Cell et le sol adjacent.

Niveau définitif du sol: Élévation de la surface finale du terroir ou du pavage.

Ouverture pour arbre: L'espace entouré par le pavage où l'arbre est planté.

Pavage de béton: Pavage de béton coulé sur place, situé par-dessus la base d'agrégat (au-dessus de la plateforme), de type et d'épaisseur défini dans les spécifications.

Pavage en asphalte: Pavage en asphalte flexible avec une couche de base en agrégat faite de matériaux de types et d'épaisseurs tel que requis pour réussir la charge théorique au-dessus du système Silva Cell.

Pavé: Pavé en terre glaise, en béton pré-moulé ou en pierre.

Pavés poreux: Pavés pré-moulés ou en terre glaise formés avec des espaces ou autres designs pour aider l'eau à circuler au travers des joints ou des espaces.

Piquet: Piquet à bois galvanisé et en spiral de 10 po (250 mm) de longueur x 19/64 po (8 mm) de diamètre utilisé pour stabiliser la charpente des Cell sur les matériaux de la couche de fondation en agrégat.

Plateforme: Le membre supérieur de l'assemblage des Silva Cells, avec des tubes de renfort en acier.

Poteaux: Le membre vertical ou la colonne de l'unité de base des Silva Cells qui transfert la charge de pavage verticalement vers le bas jusqu'à la base des Silva Cells.

Poutre: La barre horizontale connectant les poteaux à la base de la charpente.

Récole de l'eau: Le procédé de détournement des eaux de pluie des flots de surface à l'intérieur d'un système de gestion des eaux pluviales.

Silva Cells: Complexe à ultra haute résistance fait de verre et de polypropylène et comportant des poteaux, des poutres et des plateformes conçus pour être remplis avec de la terre de semis pour le racinage des arbres et/ou pour la bio-rétention ainsi que pour supporter le pavage. Les Silva Cells sont conformes au Brevet 7,080,480 des États-unis. Autres brevets en attente.

Support: Charpente modifiée des Silva Cells conçue pour être attachée à la partie supérieure de la Silva Cell pour une meilleure stabilité pendant l'installation de la terre de semis et du remblayage.

Sol de fondation: Surface ou élévation du sous-sol restant après avoir complété l'excavation ou surface supérieure d'un remplissage ou remblayage.

Sous-sol: Toute terre en-dessous de la couche de terre arable du profil du sol, typiquement libre de matière organique et d'organisme de terre.

Symbole de localisation: Symbole gravé et moulé sur le dessus du centre de la coupelle de la plateforme qui indique que cette coupelle doit être placée par-dessus l'endroit où il y a une flèche sur le poteau de la charpente du bas.

Terroir: De la terre telle que définie dans la Division 2 section « terroir pour les Silva Cells » des spécifications visant à remplir les charpentes et autres zones de plantation.

Toile géotextile: Tissu géo-synthétique non-tressé, appliqué sur toutes les surfaces du sol ou entre les matériaux, ayant des propriétés de filtrage, de séparation ou de stabilisation.

Trou à piquet: Trou moulé dans la poutre de la charpente pour recevoir le piquet.

Trou à vis: Trous ronds pour recevoir les vis positionnés à chaque coin de la plateforme et de la charpente.

Tube de renfort en acier: Tube en acier galvanisé inséré dans le canal de la sous-face de la plateforme pour augmenter la rigidité de la plateforme et améliorer la capacité de charge.

Tube vertical: Tuyau de métal ou de plastique qui connecte les conduites de récupération des fluides à la surface pour l'inspection et le nettoyage.

Vis: 316 vis à tôle en acier inoxydable à tête tronconique Philips, numéro 14, ¾ po (2 cm) de long, pour connecter de façon sécuritaire la plateforme à la charpente du bas.

IX. Garantie de DeepRoot

DeepRoot® garantit à l'acheteur original de ses produits Silva Cell™ que ce produit ne comportera aucun défaut dans ses matériaux ou dans sa fabrication, et performera selon les spécifications écrites de DeepRoot® pour le produit garantit, lorsqu'il est installé et utilisé tel que spécifié dans les directives d'installation et ce, pour une période de 20 ans à partir de la date d'achat. Cette garantie ne couvre pas l'usure suite à une utilisation normale, ou les dommages causés par de l'abus, une mauvaise manipulation, des altérations, une mauvaise installation et/ou assemblage, un accident, un mauvais emploi ou un manque d'entretien adéquat du produit. Cette garantie ne s'applique pas aux événements ou conditions hors du contrôle de DeepRoot® tels que l'effondrement ou le tassement du sol, les tremblements de terre et autres événements naturels, agissements d'une tierce partie et/ou cas de force majeure. Si cette garantie est violée, DeepRoot® offrira un produit de remplacement. Les coûts encourus, tel que la main d'œuvre pour l'enlèvement du produit original, l'installation du produit de remplacement et les frais accessoires ou autres matériaux ou coûts ne sont pas couverts sous la présente garantie.

DEEPROOT® NE FAIT AUCUNE AUTRE GARANTIE, EXPRESSE OU IMPLICITE, ET DÉCLINE SPÉCIFIQUEMENT LA GARANTIE QUANT À LA QUALITÉ MARCHANDE OU L'APTITUDE POUR UN OBJET PARTICULIER. DEEPROOT® NE SERA ÉGALEMENT PAS RESPONSABLE EN DÉLIT CIVIL OU PAR CONTRAT POUR QUELQUE DOMMAGE ACCESSOIRE OU CONSÉQUENTIEL, PERTE DE PROFIT, PERTE DE REVENUS, PERTE D'USAGE OU VIOLATION D'UNE QUELCONQUE GARANTIE EXPRESSE OU IMPLICITE.

Certaines provinces ne permettent pas l'exclusion des dommages accessoires ou conséquentiels donc, les limitations et exclusions ci-avant pourraient ne pas s'appliquer à vous. Cette Garantie vous offre des droits juridiques spécifiques et vous pourriez également avoir d'autres droits juridiques, qui peuvent varier selon la province.

DeepRoot®

Deep Root Partners, L.P.
530 Washington Street
San Francisco, CA 94111

Tel: 415 781 9700
Toll Free: 800 458 7668
Fax: 415 781 0191
www.deeproot.com
info@deeproot.com

DeepRoot Canada Corp.
Unit 740, 1190 Melville St.
Vancouver, BC V6E 3W1

Tel: 604 687 0899
Toll Free: 800 561 3883
(Canada Only)
Fax: 604 684 6744

mjames@deeproot.com

DeepRoot B.V.
Prins Bernhardplein 200
1097 JB Amsterdam
The Netherlands

europe@deeproot.com

DeepRoot UK
43-45 Portman Square
London
W1H 6HN
United Kingdom

Tel: +44 (0) 207 969 2739
Fax: +44 (0) 207 969 2800

steve@deeproot.com

ANNEXE 2

DU2- Instructions générales concernant les végétaux

Annexe DU2
Instructions générales concernant les végétaux

Cette annexe concerne les instructions générales quant à la fourniture, le transport et l'entreposage des végétaux détaillés aux items arbres, vivaces, graminées et arbustes.

1. PLANTATION DES ARBRES

La plantation de l'arbre devra être faite sous la supervision du représentant de la ville. Ces derniers devront être contactés au moins 72 heures avant de procéder à la plantation de l'arbre.

La méthodologie de plantation devra se faire conformément à la norme BNQ NQ 0506-100, en vigueur.

Les fertilisants utilisées devront être des mycorhizes et de l'engrais naturelle biologique. Ils devront être utilisés selon les recommandations du fournisseur.
L'entrepreneur devra fournir la provenance et l'analyse des fertilisants utilisés.

La position, les espèces et les dimensions des arbres à planter seront indiquées par des drapeaux de couleurs ou piquets. Il est à noter que la plantation des arbres dans les noues n'est pas au centre de la noue. L'entrepreneur doit suivre à la lettre l'emplacement indiqué sur les plans de soumission.

Tout réajustement sur la localisation des végétaux peut être réclamé par le Directeur. Si l'intention en vient de l'entrepreneur, faire approuver la modification par le Directeur. De tels ajustements ne pourront constituer motif à paiement supplémentaire. Planter seulement en conditions propices au sain développement des plantes.

3. TAILLE

Élagueur les branches mortes ainsi que les branches brisées des arbres et arbustes ayant subi des dommages. Toute branche brisée ou morte constatée devra être retirée dans les 48 heures suivant l'avis du surveillant des travaux ou représentant de la Ville.
La taille des arbres devra être limitée au minimum nécessaire pour enlever les branches brisées, malades, interférentes ou mortes suite à la plantation. Les coupes doivent être faites de manière nette à l'aide d'outils stérilisés et bien affûtés. L'entrepreneur ne doit jamais tailler plus de 10% de la ramure vivante de l'arbre.

TUTEURAGE DES ARBRES

Le tuteurage des arbres devra se faire selon la norme BNQ NQ 0605-100, en vigueur.

La technique utilisée doit être de 2 tuteurs plantés à l'extérieur de la motte.

Le tuteurage doit être effectué de la façon suivante :
Pour les arbres feuillus, ficher 2 Profilés d'Acier en T de 40 x 40 x 5 x 2 440 mm avec deux anneaux de protection qui ne blessent pas l'écorce en prenant soin de ne pas endommager les racines principales. Les anneaux de protection seront constitués de fil galvanisé de 4 mm de diamètre, recouvert d'un boyau d'arrosage renforcé en caoutchouc à deux plis (ou l'équivalent), ayant un diamètre de 25 mm. Placer le tuteur du côté des vents dominants. Utiliser des fils de hauban horticoles approuvés par le Directeur, et des tendeurs à œillets en acier galvanisé à chaud approuvés par le Directeur.

ARROSAGE

La technique d'arrosage devra se faire selon la norme BNQ NQ 0605-100, en vigueur.

La fréquence d'arrosage à respecter devra être la suivante :

- Dans les 3 premières semaines de plantations : 1 fois par jour ;
- Après et pour les 3 prochains mois : 2 fois par semaine.

En aucun moment, l'Entrepreneur ne laissera se flétrir ou se détériorer les arbustes, les arbres ou les vivaces. Il devra voir à ce que des arrosages soient effectués au bon moment et en quantité suffisante pour voir à la bonne croissance des plantes.

L'arrosage doit se faire en dehors des heures d'ensoleillement intense. Utiliser un jet fin et éviter le ruissellement. Dans le cas d'un arrosage automatique, le représentant fournit le matériel nécessaire et voit à son maintien en bon état, autrement l'Entrepreneur doit fournir tout le matériel pour arroser et voir à son maintien en bon état. Une pluie abondante peut équivaloir à un arrosage.

4. SÉLECTION DES VÉGÉTAUX

Le fournisseur de végétaux doit être sur la liste des fournisseurs acceptés par la Ville.
Au début du chantier, l'Entrepreneur doit obtenir l'approbation par la Ville ou son représentant du fournisseur proposé.
La Ville désire obtenir des arbres possédant les caractéristiques précisées dans la norme NQOGOS-300 : Produits de pépinières et de gazon provenant du Bureau de normalisation du Québec.

Chaque arbre devra être vigoureux, présenter une bonne croissance et être exempt de maladies, d'insectes, de défauts de structure majeurs, de branches mortes ou cassées, ou de blessures.

Chaque arbre devra avoir un appareil végétatif conforme aux caractéristiques de l'espèce et du cultivar. Le tronc sera droit avec un défilement régulier et une pousse apicale unique. Les branches auront une distribution radiale et verticale adéquate. Il y aura absence de fourches faibles, d'écorces incluses ou encore de tiges codominantes.
Les arbres présentant des plaies sur le tronc sur une hauteur de 0 à 2 m, signe d'un élagage récent, seront rejetés.

Les mottes devront être façonnées sur les lieux mêmes de l'extraction des arbres et contenir le sol original de la pépinière de production.
L'emballage des mottes devra être bien serré afin d'éviter qu'elles ne se désagrègent et ne s'effritent lors du transport. Les mottes devront être fermes et le rester jusqu'au moment de la plantation.
Aucun arbre provenant de zones infestées d'un pathogène et identifiée comme telles par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, Direction des produits végétaux, Division de la protection des végétaux ne sera accepté.

5. PRÉ-ACHAT DES VÉGÉTAUX

Les végétaux doivent être commandés en formule de préachat chez le pépiniériste 4 mois avant la date de livraison des végétaux.

6. SÉLECTION ET ACCEPTATION DES VÉGÉTAUX

L'Entrepreneur est tenu de fournir les bons produits de végétaux demandés (types, variétés et cultivars, quantités, calibres et mode de plantation etc.).

La liste des végétaux devra être approuvée par le représentant de la Ville, et être conforme au plan de plantation élaboré avec l'Arrondissement.

L'entrepreneur doit effectuer la plantation de toutes les plantes en respectant, sauf indications contraires, le gabarit de distance de plantation aux plans et détails.

PROJET WESTBURY

PROJET # 80165020 ETUDE 20170323

ESTIMATION PARTIE LOGEMENTS SOCIAUX

Infrastructel révisé le 18-04-25

Description	No Dessin	Quantité		Unité	Prix Unitaire		ouvages communs				Eclairage de rue		Ouvrages pour logements sociaux seulement	
					Pour X conduits	Pour 1 conduit	Bell + Vidéotron		HQ					
							quantité	Montant	quantité	Montant	quantité	Montant	quantité	Montant
MASSIF DE BETON														
1 conduit Béton	401/402	43	377,70	m.	150,00	150,00	10,00	1 500,00	10	1 500,00	357,7	53 655,00	0,00	0,00
2 conduits Béton	401/402	15	88,20	m.	160,00	80,00			36	2 880,00	36	2 880,00	16,20	1 296,00
3 conduits Béton	401/402	23	73,70	m.	170,00	56,67	10,20	578,00	30,8	1 745,33	19,1	1 082,33	13,60	770,67
4 conduits Béton	401/402	0	54,20	m.	190,00	47,50			0	0,00	54,2	2 574,50	0,00	0,00
5 conduits Béton	401/402	3	81,30	m.	215,00	43,00			38,8	1 668,40	42,5	1 827,50	0,00	0,00
6 conduits Béton	401/402	27	128,50	m.	225,00	37,50	25,60	960,00	60	2 250,00	23,9	896,25	19,00	712,50
7 conduits Béton	401/402	10	78,70	m.	245,38	35,05	6,00	210,33	12	420,65	36,7	1 286,49	24,00	841,30
8 conduits Béton	401/402	6	59,70	m.	275,00	34,38	12,00	412,50	12	412,50	11,7	402,19	24,00	825,00
9 à 12 conduits Béton	401/402	86	582,00	m.	321,47	35,72	110,00	3 929,08	110	3 929,08	115,6	4 129,10	246,40	8 801,13
				TOTAL CONDUITS				**7 589,90**		**14 805,96**		**68 733,37**		**13 246,60**
DIVERS CONDUITS														
Corde de tirage	xxx	1249		m.	1,80		173,80	**312,84**	309,6	**557,28**	697,4	**1 255,32**	343,2	**617,76**
R.A.S., SERVICES ET BASES														
Base forme régulière lampadaire	501	6		ch.	1 066,82						24	25 603,68		
PUITS D'ACCES														
PATL 2.8mx1.6m,hl.2.0m	xxx	1		ch.	25 000,00		1,00	25 000,00						
Puits d'accès modifié type CTE 2,2	210	1		ch.	29 606,05				1	29606,05				
IMPRÉVUS														
Imprévus (au besoin seulement)														

Rapport d'estimation (Étude flottante)

Étude: 20180180 **Liste de prix:** INT **Feuillet:** 1

Décarie, boulevard / Vézina, rue (Côté nord)
Westbury, avenue / Mackenzie, rue (Côté nord)

Article	Description	Quantité	Unité	Prix unit.	Montant	C.S.E.M.	HQ-VMTL	HQ-PROM.	ER	TEL-VMTL	TEL-PROM
MASSIF DE BETON											
2	2 conduits Béton	13	m.	160.00	2 080.00				2 080.00		
8	8 conduits Béton	35	m.	275.00	9 625.00	9 625.00					
8	8 conduits Béton	0.43	m.	275.00	118.25				118.25		
8	8 conduits Béton	25.01	m.	275.00	6 877.75			6 877.75			
8	8 conduits Béton	12.56	m.	275.00	3 454.00		3 454.00				
10	13 à 16 conduits Béton	19.5	m.	399.32	7 786.74	7 786.74					
10	13 à 16 conduits Béton	4.3	m.	399.32	1 717.08			1 717.08			
10	13 à 16 conduits Béton	2.2	m.	399.32	878.50		878.50				
DIVERS CONDUITS											
53	Bris. conduit avec câbles	64	m.	33.86	2 167.04	2 167.04					
54	Bris. conduit sans câble	52	m.	31.06	1 615.12	1 615.12					
55	Rec. conduit avec câbles	61	m.	47.22	2 880.42	2 880.42					
56	Rec. conduit sans câble	34	m.	39.36	1 338.24	1 338.24					
R.A.S., SERVICES ET BASES											
72	RAS double sur poteau	1	ch.	650.00	650.00				650.00		
90	Base forme régulière	1	ch.	912.70	912.70	912.70					
101	Briser base	1	ch.	333.27	333.27	333.27					
108	Dépl.fût circul. sup.temp	1	ch.	1 772.10	1 772.10	1 772.10					
PUITS D'ACCES											
131	Puits d'accès no 45	1	ch.	39 714.17	39 714.17	39 714.17					
148	Puits d'accès préf.no 42P	0.14	ch.	38 473.01	5 386.22				5 386.22		
148	Puits d'accès préf.no 42P	0.57	ch.	38 473.01	21 929.62			21 929.62			
148	Puits d'accès préf.no 42P	0.29	ch.	38 473.01	11 157.17		11 157.17				
BRISER,ABAN.,RECONSTRUIRE											
161	Briser PA existant >= #40	1	ch.	32 000.00	32 000.00	32 000.00					
CHAMBRES TRANSFORMATEURS											
221	Protec. et supp.de câbles	29	ch.	400.00	11 600.00	11 600.00					
222	Câbles dans coffrages	3	ch.	440.00	1 320.00	1 320.00					
ENL./REFEC. DE SURFACES											
251	Enl./Réf.chaussée Bét/Asp	42	m2	143.02	6 006.84	6 006.84					
251	Enl./Réf.chaussée Bét/Asp	12	m2	143.02	1 716.24				1 716.24		
251	Enl./Réf.chaussée Bét/Asp	20	m2	143.02	2 860.40			2 860.40			
251	Enl./Réf.chaussée Bét/Asp	10	m2	143.02	1 430.20		1 430.20				

Étude: 20180180 **Liste de prix:** INT **Feuillet:** 1

Décarie, boulevard / Vézina, rue (Côté nord)
Westbury, avenue / Mackenzie, rue (Côté nord)

Article	Description	Quantité	Unité	Prix unit.	Montant	C.S.E.M.	HQ-VMTL	HQ-PROM.	ER	TEL-VMTL	TEL-PROM
253	Enl./Réf. trottoir boulv.	28.5	m2	127.48	3 633.18	3 633.18					
253	Enl./Réf. trottoir boulv.	3.65	m2	127.48	465.30			465.30			
253	Enl./Réf. trottoir boulv.	1.85	m2	127.48	235.84		235.84				
254	Enl./Réf. trot. monolithe	98.75	m2	137.96	13 623.55	13 623.55					
254	Enl./Réf. trot. monolithe	7.72	m2	137.96	1 065.05				1 065.05		
254	Enl./Réf. trot. monolithe	47	m2	137.96	6 484.12			6 484.12			
254	Enl./Réf. trot. monolithe	23.53	m2	137.96	3 246.20		3 246.20				
257	Enl./Réf. asphalte 75 mm	8.75	m2	61.69	539.79	539.79					
257	Enl./Réf. asphalte 75 mm	0.86	m2	61.69	53.05				53.05		
257	Enl./Réf. asphalte 75 mm	7.59	m2	61.69	468.23			468.23			
257	Enl./Réf. asphalte 75 mm	3.8	m2	61.69	234.42		234.42				
264	Enl./Réf. surface gazonne	11	m2	17.49	192.39	192.39					
264	Enl./Réf. surface gazonne	8	m2	17.49	139.92				139.92		
264	Enl./Réf. surface gazonne	7.34	m2	17.49	128.38			128.38			
264	Enl./Réf. surface gazonne	3.66	m2	17.49	64.01		64.01				
DIVERS - REFEC. SURFACES											
267	Dessin dans trottoir	17	m2	14.82	251.94	251.94					
267	Dessin dans trottoir	5.34	m2	14.82	79.14			79.14			
267	Dessin dans trottoir	2.66	m2	14.82	39.42		39.42				
268	Treillis métallique	43.5	m2	18.00	783.00	783.00					
268	Treillis métallique	24.81	m2	18.00	446.58			446.58			
268	Treillis métallique	11.69	m2	18.00	210.42		210.42				
269	Epaiss. add. entrée char.	26.5	m2	15.99	423.74	423.74					
269	Epaiss. add. entrée char.	19.47	m2	15.99	311.33			311.33			
269	Epaiss. add. entrée char.	9.03	m2	15.99	144.39		144.39				
PRIX UNITAIRE COMPLET											
2216	Puisard déplacé	1	ch.	475.00	475.00	475.00					
SIGNALISATION ROUTIERE											
4244	Panneaux détour	10	ch/jr	1.00	10.00	10.00					
4246	Flèche lumineuse	10	ch/jr	125.00	1 250.00	1 250.00					
4274	Panneaux-Fusion voies	2	ch/jr	1.00	2.00	2.00					
4282	Flèche obl/directionnelle	2	ch/jr	1.00	2.00	2.00					
4430	Panneaux-signal avancé	4	ch/jr	1.00	4.00	4.00					
			Total feuillet 1:		**214 333.45**	**140 262.22**	**21 094.58**	**41 767.91**	**11 208.74**		

Étude: 20180180 **Liste de prix:** INT **Feuillet:** 2

Décarie, boulevard / Vézina, rue (Côté nord)
Westbury, avenue / Mackenzie, rue (Côté nord)

Article	Description	Quantité	Unité	Prix unit.	Montant	C.S.E.M.	HQ-VMTL	HQ-PROM.	ER	TEL-VMTL	TEL-PROM
MASSIF DE BETON											
1	1 conduit Béton	5	m.	150.00	750.00				750.00		
2	2 conduits Béton	8	m.	160.00	1 280.00		1 280.00				
4	4 conduits Béton	38	m.	190.00	7 220.00			7 220.00			
4	4 conduits Béton	27	m.	190.00	5 130.00		5 130.00				
4	4 conduits Béton	17.18	m.	190.00	3 264.20						3 264.20
4	4 conduits Béton	9.82	m.	190.00	1 865.80					1 865.80	
6	6 conduits Béton	0.67	m.	225.00	150.75		150.75				
6	6 conduits Béton	0.21	m.	225.00	47.25						47.25
6	6 conduits Béton	0.12	m.	225.00	27.00					27.00	
R.A.S., SERVICES ET BASES											
71	RAS simple sur poteau	1	ch.	650.00	650.00				650.00		
72	RAS double sur poteau	1	ch.	650.00	650.00		650.00				
74	RAS quadr. sur poteau	1	ch.	950.00	950.00			950.00			
74	RAS quadr. sur poteau	0.5	ch.	950.00	475.00		475.00				
74	RAS quadr. sur poteau	0.32	ch.	950.00	304.00						304.00
74	RAS quadr. sur poteau	0.18	ch.	950.00	171.00					171.00	
ENL./REFEC. DE SURFACES											
251	Enl./Réf.chaussée Bét/Asp	13	m2	143.02	1 859.26			1 859.26			
251	Enl./Réf.chaussée Bét/Asp	13	m2	143.02	1 859.26		1 859.26				
251	Enl./Réf.chaussée Bét/Asp	8.28	m2	143.02	1 184.21						1 184.21
251	Enl./Réf.chaussée Bét/Asp	4.72	m2	143.02	675.05					675.05	
254	Enl./Réf. trot. monolithe	29	m2	137.96	4 000.84			4 000.84			
254	Enl./Réf. trot. monolithe	31	m2	137.96	4 276.76		4 276.76				
254	Enl./Réf. trot. monolithe	19.73	m2	137.96	2 721.95						2 721.95
254	Enl./Réf. trot. monolithe	11.27	m2	137.96	1 554.81					1 554.81	
261	Enl./Réf chaussée imbriq.	9	m2	180.00	1 620.00		1 620.00				
DIVERS - REFEC. SURFACES											
271	Enl/Réf.asph.temp.75mm tr	13	m2	115.00	1 495.00			1 495.00			
271	Enl/Réf.asph.temp.75mm tr	9	m2	115.00	1 035.00		1 035.00				
271	Enl/Réf.asph.temp.75mm tr	5.73	m2	115.00	658.95						658.95
271	Enl/Réf.asph.temp.75mm tr	3.27	m2	115.00	376.05					376.05	
SIGNALISATION ROUTIERE											
4228	Baril/Balise	220	ch/jr	1.00	220.00			220.00			

Étude: 20180180 **Liste de prix:** INT **Feuillet:** 2

Décarie, boulevard / Vézina, rue (Côté nord)
Westbury, avenue / Mackenzie, rue (Côté nord)

Article	Description	Quantité	Unité	Prix unit.	Montant	C.S.E.M.	HQ-VMTL	HQ-PROM.	ER	TEL-VMTL	TEL-PROM
4228	Baril/Balise	80	ch/jr	1.00	80.00		80.00				
4228	Baril/Balise	50	ch/jr	1.00	50.00						50.00
4228	Baril/Balise	29	ch/jr	1.00	29.00					29.00	
4244	Panneaux détour	3	ch/jr	1.00	3.00		3.00				
4244	Panneaux détour	2	ch/jr	1.00	2.00						2.00
4244	Panneaux détour	1	ch/jr	1.00	1.00					1.00	
4245	Barricade/Barrière	1	ch/jr	1.00	1.00			1.00			
4274	Panneaux-Fusion voies	10	ch/jr	1.00	10.00			10.00			
4282	Flèche obl/directionnelle	10	ch/jr	1.00	10.00			10.00			
4282	Flèche obl/directionnelle	40	ch/jr	1.00	40.00		40.00				
4282	Flèche obl/directionnelle	25.5	ch/jr	1.00	25.50						25.50
4282	Flèche obl/directionnelle	14.5	ch/jr	1.00	14.50					14.50	
4430	Panneaux-signal avancé	20	ch/jr	1.00	20.00			20.00			
4430	Panneaux-signal avancé	15	ch/jr	1.00	15.00		15.00				
4430	Panneaux-signal avancé	9	ch/jr	1.00	9.00						9.00
4430	Panneaux-signal avancé	6	ch/jr	1.00	6.00					6.00	
		Total feuillet 2:			**46 788.14**		**16 614.77**	**15 786.10**	**1 400.00**	**4 720.21**	**8 267.06**

Étude: 20180180 **Liste de prix:** INT **Feuillet:** 2

Décarie, boulevard / Vézina, rue (Côté nord)
Westbury, avenue / Mackenzie, rue (Côté nord)

Article	Description	Quantité	Unité	Prix unit.	Montant	C.S.E.M.	HQ-VMTL	HQ-PROM.	ER	TEL-VMTL	TEL-PROM
	Coût de la construction :				**261 121.60**	**140 262.23**	**37 709.34**	**57 554.03**	**12 608.73**	**4 720.21**	**8 267.06**
	Contingent (15%) :				**39 168.23**	**21 039.33**	**5 656.40**	**8 633.10**	**1 891.31**	**708.03**	**1 240.06**
	TPS (5%) payée par la CSEM :				**15 014.50**	**8 065.08**	**2 168.29**	**3 309.36**	**725.00**	**271.41**	**475.36**
	TVQ (9.975%) payée par la CSEM :				**29 953.92**	**16 089.83**	**4 325.73**	**6 602.17**	**1 446.38**	**541.47**	**948.34**
	Récupération de taxes :				**-42 422.34**	**-22 787.27**	**-6 126.33**	**-9 350.35**	**-2 048.44**	**-766.86**	**-1 343.09**
	Coût total de la construction :				**302 835.91**	**162 669.20**	**43 733.43**	**66 748.31**	**14 622.98**	**5 474.26**	**9 587.73**
	Jour de surveillances (430.92$ x 90 jours) :				**38 782.80**	**20 832.29**	**5 600.74**	**8 548.15**	**1 872.70**	**701.06**	**1 227.86**
	Laboratoire (sols contaminés) :				**2 000.00**	**1 074.31**	**288.83**	**440.82**	**96.57**	**36.15**	**63.32**
	Laboratoires :				**1 500.00**	**805.72**	**216.62**	**330.62**	**72.43**	**27.12**	**47.49**
	Total des dépenses incidentes :				**42 282.80**	**22 712.32**	**6 106.19**	**9 319.59**	**2 041.70**	**764.33**	**1 338.67**
	Total (Construction et dépenses incidentes) :				**345 118.71**	**185 381.52**	**49 839.62**	**76 067.90**	**16 664.68**	**6 238.59**	**10 926.40**
	Frais Généraux (14.5%, 16%) :				**52 438.26**	**26 880.32**	**7 974.34**	**12 170.86**	**2 666.35**	**998.17**	**1 748.22**
	Total :				**397 556.97**	**212 261.84**	**57 813.96**	**88 238.76**	**19 331.03**	**7 236.76**	**12 674.62**
	TPS (5%) payée par le client :						**2 890.70**	**4 411.94**	**966.55**	**361.84**	**633.73**
	TVQ (9.975%) payée par le client :						**5 766.94**	**8 801.82**	**1 928.27**	**721.87**	**1 264.29**
	Grand Total :				**425 304.92**		**66 471.60**	**101 452.52**	**22 225.85**	**8 320.47**	**14 572.64**

ESTIMATION BUDGÉTAIRE GÉNIE CIVIL ET ARCHITECTURE DE PAYSAGE - PHASE 1

PROJET: WESTBURY

OBJET: **ESTIMATION PRÉLIMINAIRE (PAR PHASES ET ZONES)**

Dernière mise à jour Vinci +ACT

DATE:**2018-04-25**

	CIVIL
	ARCHITECTURE PAYS. + ELEC

Item	Description	Unité	Quantité	Prix unitaire	Montant total
A	Démolition et préparation du site				14 050,00 $
	Phase 1				
	Contrôle de l'érosion	forf.	1	1 100,00 $	1 100,00 $
	Préparation de site (roulotte, signalisation, etc.)	forf.	1	5 400,00 $	5 400,00 $
	Remblai jusqu'à la ligne d'infrastructure (élevation bas structure de rue) (classe A)	m³	39	25,00 $	975,00 $
	Raccordement				
	Contrôle de l'érosion	forf.	1	500,00 $	500,00 $
	Préparation de site (roulotte, signalisation, etc.)	forf.	1	2 600,00 $	2 600,00 $
	Remblai jusqu'à la ligne d'infrastructure (élevation bas structure de rue) (classe A)	m³	19	25,00 $	475,00 $
	Puisard à démolir et disposer hors site	unit.	3	1 000,00 $	3 000,00 $
B	Égouts et aqueduc				345 965,50 $
	Phase 1				
	AQUEDUC				
	Fonte ductile (AQ, Ø 300mm, classe 350)	ml	152	250,00 $	38 000,00 $
	Raccordement à l'aqueduc exist.	unit.	1	1 000,00 $	1 000,00 $
	Chambre de vanne (avec vanne)	unit.	1	14 000,00 $	14 000,00 $
	B.F. (inclus raccordement, vanne et accessoires)	unit.	3	4 500,00 $	13 500,00 $
	ÉGOUTS				
	PVC DR-35 (PLUV., Ø 200mm)	ml	14	200,00 $	2 800,00 $
	T.B.A classe IV(Ø 600mm)	ml	125	375,00 $	46 875,00 $
	Regard M-1200 (avec cadre ajustable et collet M.V.283)	unit.	2	7 500,00 $	15 000,00 $
	Regards en brique à niveler (avec cheminée et cadre)	unit.	6	3 000,00 $	18 000,00 $
	Puisard (Ø610, M.V.221, complet)	unit.	7	3 500,00 $	24 500,00 $
	Puisards à niveler (avec anneaux, cadre et grille ø750mm)	unit.	2	2 000,00 $	4 000,00 $
	Branchement de services privés (AQ, ø50mm) (Parc)	unit.	2	850,00 $	1 700,00 $
	Branchement de services privés (Sanitaire, ø200) (Parc)	unit.	2	850,00 $	1 700,00 $
	Branchement de services privés (Pluvial, ø250) (Parc)	unit.	2	850,00 $	1 700,00 $
	NOUE (AV. COURTRAI)				
	Excavation 2e classe et mise en place	m³	216	25,00 $	5 400,00 $
	Géotextile texel 7612	m²	465	2,50 $	1 162,50 $
	Drain perforé ø200mm	m.l.	131	60,00 $	7 860,00 $
	Substrat (natureausol)	m³	145	50,00 $	7 250,00 $
	Vivaces (noue)	m²	206	100,00 $	20 600,00 $
	Paillis (bois rameal)	m²	206	15,00 $	3 090,00 $
	Sciage des bordures de granite	unit	7	300,00 $	2 100,00 $
	ÉCLAIRAGE DE RUE				
	Base de lampadaire	unit.	7	2 000,00 $	14 000,00 $
	Coffret de raccordement (fourniture, installation, raccordement)	unit.	1	2 200,00 $	2 200,00 $
	MASSIF ÉLECTRIQUE				
	Lot de câblage pour les lampadaires et borne de recharge (fourniture, installation, raccordement)	unit.	1	8 000,00 $	8 000,00 $
	INFRASTRUCTURE ET EMPIRREMENT				
	structure de chaussée granulaire et géotextile (1050mm max. ép.)	m²	1346	68,00 $	91 528,00 $
C	Aménagement				355 915,80 $
	Phase 1				
	BORDURE ET TROTTOIRS				
	Bordure de granite 200mm larg.	ml	285	230,00 $	65 550,00 $
	Bordure d'acier autour de fosse (sans silva-cell) insérée dans le pavé	ml	4	50,00 $	210,00 $
	Trottoir de pavé de béton (largeur variable)	m²	270	180,00 $	48 600,00 $
	RUE				
	Pavé de béton sur rue (sans la structure de chaussée)	m²	888	70,00 $	62 160,00 $
	AUTRES				
	Plaque podotactile en fonte	unit.	10	460,00 $	4 600,00 $
	Balise de déneigement (fourniture et pose)	unit.	17	150,00 $	2 550,00 $

	MOBILIER URBAIN ET BASE				
	Base de banc	unit.	2	1 000,00 $	2 000,00 $
	Base de poubelle et recyclage	unit.	1	2 000,00 $	2 000,00 $
	Banc	unit.	2	1 800,00 $	3 600,00 $
	Poubelle et recyclage	unit.	1	4 000,00 $	4 000,00 $
	ÉCLAIRAGE				
	Lampadaire E1 (fut et appareil d'éclairage, fourniture seulemet)	unit.	7	3 291,00 $	23 037,00 $
	Lampadaire E1 (installation et raccordement)	unit.	7	750,00 $	5 250,00 $
	PLANTATION				
	Préparation du lit d'une fosse de plantation de 650mm de profondeur	m²	9	30,00 $	270,00 $
	Préparation du lit d'une fosse de plantation de 750mm de profondeur	m²	84	32,00 $	2 688,00 $
	Fourniture et pose de terrre de culture n°2, de 650mm d'épaisseur, incluant géotextile pour fosse	m²	9	30,00 $	270,00 $
	Fourniture et pose de terrre de culture n°2, de 750mm d'épaisseur, incluant géotextile pour fosse	m²	84	35,00 $	2 940,00 $
	Arbres en fosse	unit.	8	1 000,00 $	8 000,00 $
	Vivaces (saillies)	m²	93	100,00 $	9 300,00 $
	Paillis	m²	93	15,00 $	1 395,00 $
	SILVA CELL				
	Préparation du lit de Silva-cell	m²	53	55,00 $	2 901,25 $
	Cadre de béton coulé sous les 4 cotés de la fosse avec cornière	ml	108	115,00 $	12 374,00 $
	Fondation supérieure en pierre concassée MG-20, 200mm d'épaisseur	m²	53	49,00 $	2 584,75 $
	Membrane de géotextile au dessus des cellules de Silva-cell	m²	53	5,00 $	263,75 $
	Fourniture et pose de Silva-cell, profondeur 425mm	m²	53	251,00 $	13 240,25 $
	Sous-fondation (sous silva-cell) en pierre concassée MG-20, 100mm d'épaisseur	m²	53	40,00 $	2 110,00 $
	Fourniture et pose de terrre de culture n°2, de 425mm d'épaisseur	m²	53	28,00 $	1 477,00 $
	Aménagement - Raccordement				
	BORDURE ET TROTTOIRS				
	Bordure de granite 200mm larg.	ml	21	230,00 $	4 830,00 $
	Bordure d'arrêt sans fruit en béton	ml	12	120,00 $	1 440,00 $
	Bordure d'acier autour de fosse (sans silva-cell) insérée dans le pavé	ml	2	50,00 $	90,00 $
	Trottoir de béton (largeur variable)	m²	48	110,00 $	5 280,00 $
	Trottoir de pavé de béton (largeur variable)	m²	102	180,00 $	18 360,00 $
	RUE				
	Revêtement bitumineux 90mm sur rue (sans la structure de chausée)	m²	411	30,00 $	12 330,00 $
	Pavé de béton sur rue (sans la structure de chausée)	m²	47	70,00 $	3 290,00 $
	Trait de scie (sur revêtement bitumineux)	unit.	2	500,00 $	1 000,00 $
	AUTRES				
	Plaque podotactile en fonte (rayon intégré)	unit.	14	580,00 $	8 120,00 $
	Plaque podotactile en fonte	unit.	2	460,00 $	920,00 $
	Balise de déneigement (fourniture et pose)	unit.	2	150,00 $	300,00 $
	MOBILIER URBAIN ET BASE				
	Base de poubelle et recyclage	unit.	1	2 000,00 $	2 000,00 $
	Poubelle et recyclage	unit.	1	4 000,00 $	4 000,00 $
	PLANTATION				
	Préparation du lit d'une fosse de plantation de 650mm de profondeur	m²	48	30,00 $	1 434,00 $
	Préparation du lit d'une fosse de plantation de 750mm de profondeur	m²	4	32,00 $	121,60 $
	Fourniture et pose de terrre de culture n°2, de 650mm d'épaisseur, incluant géotextile pour fosse	m²	48	30,00 $	1 434,00 $
	Fourniture et pose de terrre de culture n°2, de 750mm d'épaisseur, incluant géotextile pour fosse	m²	4	35,00 $	133,00 $
	Arbres en fosse	unit.	1	1 000,00 $	1 000,00 $
	Arbres dans le gazon	unit.	2	1 000,00 $	2 000,00 $
	Vivaces (saillies)	m²	4	100,00 $	380,00 $
	Gazon en rouleau	m²	48	15,00 $	717,00 $
	Paillis	m²	4	15,00 $	57,00 $

	SILVA CELL				
	Préparation du lit de Silva-cell	m²	5	55,00 $	283,25 $
	Cadre de béton coulé sous les 4 cotés de la fosse avec cornière	ml	8	115,00 $	874,00 $
	Fondation supérieure en pierre concassée MG-20, 200mm d'épaisseur	m²	5	49,00 $	252,35 $
	Membrane de géotextile au dessus des cellules de Silva-cell	m²	5	5,00 $	25,75 $
	Fourniture et pose de Silva-cell, profondeur 425mm	m²	5	251,00 $	1 292,65 $
	Sous-fondation (sous silva-cell) en pierre concassée MG-20, 100mm d'épaisseur	m²	5	40,00 $	206,00 $
	Fourniture et pose de terrre de culture n°2, de 425mm d'épaisseur	m²	5	28,00 $	144,20 $
	TROTTOIR À RAGRÉER				
	Revêtement bitumineux pour ragréer au trottoir temporaire 150mm ép.	m²	5	46,00 $	230,00 $

D	Marquage et signalisation				3 786,00 $
	Phase 1				
	Signalisation (panneau, fut, manchon et installation)	unit.	11	300,00 $	3 300,00 $
	Marquage au sol (traverses et autres)	ml	21	6,00 $	126,00 $
	Marquage au sol à l'intersection De Courtrai et Westbury	ml	60	6,00 $	360,00 $
E	Honoraire				170 460,00 $
	Phase 1				
	Réalisation des plans et devis civil (excluant le plan directeur) - Déja réalisé	forf.	1	26 500,00 $	26 500,00 $
	Réalisation des plans et devis civil (excluant le plan directeur) - à venir	forf.	1	2 900,00 $	2 900,00 $
	Réalisation des plans et devis arch pays - Déja réalisé	forf.	1	20 600,00 $	20 600,00 $
	Réalisation des plans et devis arch pays - à venir	forf.	1	1 500,00 $	1 500,00 $
	Réalisation des plans d'électricité - Déja réalisé	forf.	1	5 000,00 $	5 000,00 $
	Surveillance de chantier civil	forf.	1	7 400,00 $	7 400,00 $
	Surveillance de chantier architecture de paysage	forf.	1	5 900,00 $	5 900,00 $
	Tests de laboratoire	forf.	1	10 300,00 $	10 300,00 $
	Inspections	forf.	1	1 400,00 $	1 400,00 $
	Mesure de débit et pression, etc.. (tests conformes au BNQ 1809-300)	forf.	1	6 800,00 $	6 800,00 $
	Plans TQC	forf.	1	1 200,00 $	1 200,00 $
	Recommandations structure de chaussée - Déja réalisé	forf.	1	1 000,00 $	1 000,00 $
	Études géotechniques - Déja réalisé	forf.	1	8 200,00 $	8 200,00 $
	Test de perméabilité de sol pour noue - Déja réalisé	forf.	1	180,00 $	180,00 $
	Frais d'arpentage pendant la conception - Déja réalisé	forf.	1	4 870,00 $	4 870,00 $
	Arpentage pendant les travaux	forf.	1	16 200,00 $	16 200,00 $
	Entretiens des infrastructure civil et de la Noue (4ans)	forf.	1	10 410,00 $	10 410,00 $
	Excavation et disposition des sols B-C (620 m³)	forf.	1	40 100,00 $	40 100,00 $
F	TOTAL AVANT TAXE ET CONTINGENCES				890 177,30 $
	Contingences d'ingénierie				
	0%				- $
	Contingences de chantier				
	10%				89 017,73 $
	Total avant taxes				979 195,03 $
	Taxes				
	TPS	5,0%			48 959,75 $
	TVQ	9,975%			97 674,70 $
				GRAND TOTAL	1 125 829,49 $

ESTIMATION BUDGÉTAIRE GÉNIE CIVIL ET ARCHITECTURE DE PAYSAGE - PHASE 2

PROJET: WESTBURY

OBJE**T: ESTIMATION PRÉLIMINAIRE (PAR PHASES ET ZONES)**

Dernière mise à jour Vinci +ACT

DA**TE:2018-04-25**

	CIVIL
	ARCHITECTURE PAYS. + ELEC

Item	Description	Unité	Quantité	Prix unitaire	Montant total
A	Démolition et préparation du site				3 350,00 $
	Phase 2				
	Contrôle de l'érosion	forf.	1	500,00 $	500,00 $
	Préparation de site (roulotte, signalisation, etc.)	forf.	1	2 400,00 $	2 400,00 $
	Remblai jusqu'à la ligne d'infrastructure (élevation bas structure de rue) (classe A)	m³	18	25,00 $	450,00 $
B	Égouts et aqueduc				144 224,00 $
	Phase 2				
	AQUEDUC				
	Fonte ductile (AQ, Ø 300mm, classe 350)	ml	38	250,00 $	9 500,00 $
	Chambre de vanne (avec vanne)	unit.	1	14 000,00 $	14 000,00 $
	ÉGOUTS				
	PVC DR-35 (SAN., Ø 300mm)	ml	25	230,00 $	5 750,00 $
	PVC DR-35 (PLUV., Ø 200mm)	ml	6	200,00 $	1 200,00 $
	T.B.A classe IV(Ø 900mm)	ml	25	550,00 $	13 750,00 $
	T.B.A classe IV(Ø 600mm)	ml	4	375,00 $	1 500,00 $
	Regard M-1200 (avec cadre ajustable et collet M.V.283)	unit.	1	7 500,00 $	7 500,00 $
	Regard M-6 (en culotte) (avec cadre ajustable et collet M.V.283)	unit.	1	15 000,00 $	15 000,00 $
	Regard RC-01 (2745mm x 3050mm) (avec régulateur de débit)	unit.	1	40 000,00 $	40 000,00 $
	Puisard (Ø610, M.V.221, complet)	unit.	2	3 500,00 $	7 000,00 $
	ÉCLAIRAGE DE RUE				
	Base de lampadaire	unit.	3	2 000,00 $	6 000,00 $
	Coffret de raccordement (fourniture, installation, raccordement)	unit.	1	700,00 $	700,00 $
	MASSIF ÉLECTRIQUE				
	Lot de câblage pour les lampadaires et borne de recharge (fourniture, installation, raccordement)	unit.	1	2 400,00 $	2 400,00 $
	INFRASTRUCTURE ET EMPIRREMENT				
	structure de chaussée granulaire et géotextile (1050mm max. ép.)	m²	293	68,00 $	19 924,00 $
C	Aménagement				232 624,10 $
	Phase 2				
	BORDURE ET TROTTOIRS				
	Bordure de granite 200mm larg.	ml	137	230,00 $	31 510,00 $
	Bordure d'arrêt sans fruit en béton (préfab.)	ml	9	120,00 $	1 080,00 $
	Bordure d'acier autour de fosse (sans silva-cell) insérée dans le pavé	ml	22	50,00 $	1 115,00 $
	Bordure d'acier pavé/gazon	ml	27	50,00 $	1 350,00 $
	Trottoir de pavé de béton (largeur variable)	m²	272	180,00 $	48 960,00 $
	RUE				
	Pavé de béton sur rue (sans la structure de chausée)	m²	293	70,00 $	20 510,00 $
	AUTRES				
	Base de béton pour borne de recharge électrique (préfab.)	unit.	1	1 500,00 $	1 500,00 $
	Borne de recharge électrique	unit.	1	12 500,00 $	12 500,00 $
	Plaque podotactile en fonte (rayon intégré)	unit.	33	580,00 $	19 140,00 $
	Plaque podotactile en fonte	unit.	8	460,00 $	3 680,00 $
	Balise de déneigement (fourniture et pose)	unit.	24	150,00 $	3 600,00 $
	MOBILIER URBAIN ET BASE				
	Base de banc	unit.	2	1 000,00 $	2 000,00 $
	Base de poubelle et recyclage	unit.	1	2 000,00 $	2 000,00 $
	Banc	unit.	2	1 800,00 $	3 600,00 $
	Poubelle et recyclage	unit.	1	4 000,00 $	4 000,00 $
	ÉCLAIRAGE				
	Lampadaire E1 (fut et appareil d'éclairage, fourniture seulemet)	unit.	3	3 291,00 $	9 873,00 $
	Lampadaire E1 (installation et raccordement)	unit.	3	750,00 $	2 250,00 $
	PLANTATION				
	Préparation du lit d'une fosse de plantation de 650mm de profondeur	m²	23	30,00 $	696,00 $
	Préparation du lit d'une fosse de plantation de 750mm de profondeur	m²	58	32,00 $	1 849,60 $

	Fourniture et pose de terrre de culture n°2, de 650mm d'épaisseur, incluant géotextile pour fosse	m²	23	30,00 $	696,00 $
	Fourniture et pose de terrre de culture n°2, de 750mm d'épaisseur, incluant géotextile pour fosse	m²	58	35,00 $	2 023,00 $
	Arbres en fosse	unit.	7	1 000,00 $	7 000,00 $
	Arbres dans le gazon	unit.	2	1 000,00 $	2 000,00 $
	Vivaces (saillies)	m²	58	100,00 $	5 780,00 $
	Gazon en rouleau	m²	23	15,00 $	348,00 $
	Paillis	m²	58	15,00 $	867,00 $
	SILVA CELL				
	Préparation du lit de Silva-cell	m²	77	55,00 $	4 235,00 $
	Cadre de béton coulé sous les 4 cotés de la fosse avec cornière	ml	85	115,00 $	9 740,50 $
	Fondation supérieure en pierre concassée MG-20, 200mm d'épaisseur	m²	77	49,00 $	3 773,00 $
	Membrane de géotextile au dessus des cellules de Silva-cell	m²	77	5,00 $	385,00 $
	Fourniture et pose de Silva-cell, profondeur 425mm	m²	77	251,00 $	19 327,00 $
	Sous-fondation (sous silva-cell) en pierre concassée MG-20, 100mm d'épaisseur	m²	77	40,00 $	3 080,00 $
	Fourniture et pose de terrre de culture n°2, de 425mm d'épaisseur	m²	77	28,00 $	2 156,00 $

D	Marquage et signalisation				2 898,00 $
	Phase 2				
	Signalisation (panneau, fut, manchon et installation)	unit.	8	300,00 $	2 400,00 $
	Marquage au sol (traverses et autres)	ml	83	6,00 $	498,00 $
E	Honoraire				98 131,00 $
	Phase 2				
	Réalisation des plans et devis civil (excluant le plan directeur) - Déja réalisé	forf.	1	8 000,00 $	8 000,00 $
	Réalisation des plans et devis civil (excluant le plan directeur) - à venir	forf.	1	900,00 $	900,00 $
	Réalisation des plans et devis arch pays - Déja réalisé	forf.	1	6 300,00 $	6 300,00 $
	Réalisation des plans et devis arch pays - à venir	forf.	1	400,00 $	400,00 $
	Réalisation des plans d'électricité - Déja réalisé	forf.	1	1 500,00 $	1 500,00 $
	Surveillance de chantier civil	forf.	1	2 200,00 $	2 200,00 $
	Surveillance de chantier architecture de paysage	forf.	1	1 800,00 $	1 800,00 $
	Tests de laboratoire	forf.	1	3 100,00 $	3 100,00 $
	Inspections	forf.	1	500,00 $	500,00 $
	Mesure de débit et pression, etc.. (tests conformes au BNQ 1809-300)	forf.	1	2 000,00 $	2 000,00 $
	Plans TQC	forf.	1	400,00 $	400,00 $
	Recommandations structure de chaussée - Déja réalisé	forf.	1	300,00 $	300,00 $
	Études géotechniques - Déja réalisé	forf.	1	2 561,00 $	2 561,00 $
	Test de perméabilité de sol pour noue - Déja réalisé	forf.	1	70,00 $	70,00 $
	Frais d'arpentage pendant la conception - Déja réalisé	forf.	1	1 500,00 $	1 500,00 $
	Arpentage pendant les travaux	forf.	1	4 900,00 $	4 900,00 $
	Entretiens des infrastructure civil et de la Noue (4ans)	forf.	1	3 200,00 $	3 200,00 $
	Excavation et disposition des sols B-C (905 m³)	forf.	1	58 500,00 $	58 500,00 $
F	TOTAL AVANT TAXE ET CONTINGENCES				481 227,10 $
	Contingences d'ingénierie				
	0%				- $
	Contingences de chantier				
	10%				48 122,71 $
	Total avant taxes				529 349,81 $
	Taxes				
	TPS	5,0%			26 467,49 $
	TVQ	9,975%			52 802,64 $
				GRAND TOTAL	608 619,94 $

ESTIMATION BUDGÉTAIRE GÉNIE CIVIL ET ARCHITECTURE DE PAYSAGE - PHASE 3

PROJET: WESTBURY

OBJE**T: ESTIMATION PRÉLIMINAIRE (PAR PHASES ET ZONES)**

Dernière mise à jour Vinci +ACT

DA**TE:2018-04-25**

	CIVIL
	ARCHITECTURE PAYS. + ELEC

Item	Description	Unité	Quantité	Prix unitaire	Montant total
A	Démolition et préparation du site				17 300,00 $
	Phase 3				
	Contrôle de l'érosion	forf.	1	1 300,00 $	1 300,00 $
	Préparation de site (roulotte, signalisation, etc.)	forf.	1	6 400,00 $	6 400,00 $
	Remblai jusqu'à la ligne d'infrastructure (élevation bas structure de rue) (classe A)	m³	47	25,00 $	1 175,00 $
	Raccordement				
	Contrôle de l'érosion	forf.	1	240,00 $	240,00 $
	Préparation de site (roulotte, signalisation, etc.)	forf.	1	1 200,00 $	1 200,00 $
	Remblai jusqu'à la ligne d'infrastructure (élevation bas structure de rue) (classe A)	m³	9	25,00 $	225,00 $
	Puisard à démolir et disposer hors site	unit.	1	1 000,00 $	1 000,00 $
	Aqueduc à démolir et disposer hors site	ml	7	150,00 $	1 050,00 $
	Arbre à protéger terrain privé	unit.	5	150,00 $	750,00 $
	Démolition de trottoir de béton (Terrain privé)	m²	13	15,00 $	195,00 $
	Démolition surface asphalté (Terrain privé)	m²	35	15,00 $	525,00 $
	Enlèvement d'asphalte pour ragréer au pavage proposé (Av. Trans Island)	m²	216	15,00 $	3 240,00 $
B	Égouts et aqueduc				339 900,00 $
	Phase 3				
	AQUEDUC				
	Fonte ductile (AQ, Ø 300mm, classe 350)	ml	113	250,00 $	28 250,00 $
	Fonte ductile (AQ, Ø 200mm, classe 350)	ml	51	200,00 $	10 200,00 $
	Raccordement à l'aqueduc exist.	unit.	1	1 000,00 $	1 000,00 $
	Chambre de vanne (avec vanne)	unit.	1	14 000,00 $	14 000,00 $
	B.F. (inclus raccordement, vanne et accessoires)	unit.	1	4 500,00 $	4 500,00 $
	ÉGOUTS				
	PVC DR-35 (SAN., Ø 300mm)	ml	110	230,00 $	25 300,00 $
	PVC DR-35 (PLUV., Ø 200mm)	ml	33	200,00 $	6 600,00 $
	T.B.A classe IV(Ø 900mm)	ml	107	550,00 $	58 850,00 $
	T.B.A classe IV(Ø 750mm)	ml	30	450,00 $	13 500,00 $
	Regard M-1200 (avec cadre ajustable et collet M.V.283)	unit.	2	7 500,00 $	15 000,00 $
	Regard MR-1050 (avec cadre ajustable et collet M.V.283)	unit.	1	9 000,00 $	9 000,00 $
	Puisard (Ø610, M.V.221, complet)	unit.	8	3 500,00 $	28 000,00 $
	ÉCLAIRAGE DE RUE				
	Base de lampadaire	unit.	7	2 000,00 $	14 000,00 $
	Coffret de raccordement (fourniture, installation, raccordement)	unit.	1	2 100,00 $	2 100,00 $
	MASSIF ÉLECTRIQUE				
	Lot de câblage pour les lampadaires et borne de recharge (fourniture, installation, raccordement)	unit.	1	7 600,00 $	7 600,00 $
	INFRASTRUCTURE ET EMPIRREMENT				
	structure de chaussée granulaire et géotextile (1050mm max. ép.)	m²	1500	68,00 $	102 000,00 $

C	Aménagement				157 751,50 $
	Phase 3				
	BORDURE ET TROTTOIRS				
	Trottoir de béton (largeur variable)	m²	349	110,00 $	38 390,00 $
	RUE				
	Revêtement bitumineux 90mm sur rue (sans structure de chaussée)	m²	1285	30,00 $	38 550,00 $
	AUTRES				
	Plaque podotactile en fonte (rayon intégré)	unit.	4	580,00 $	2 320,00 $
	Balise de déneigement (fourniture et pose)	unit.	3	150,00 $	450,00 $
	ÉCLAIRAGE				
	Lampadaire E1 (fut et appareil d'éclairage, fourniture seulemet)	unit.	7	3 291,00 $	23 037,00 $
	Lampadaire E1 (installation et raccordement)	unit.	7	750,00 $	5 250,00 $
	PLANTATION				
	Préparation du lit d'une fosse de plantation de 650mm de profondeur	m²	181	30,00 $	5 439,00 $
	Fourniture et pose de terrre de culture n°2, de 650mm d'épaisseur, incluant géotextile pour fosse	m²	181	30,00 $	5 439,00 $
	Arbres dans le gazon	unit.	19	1 000,00 $	19 000,00 $
	Vivaces (saillies)	m²	12	100,00 $	1 180,00 $
	Gazon en rouleau	m²	181	15,00 $	2 719,50 $
	Paillis	m²	12	15,00 $	177,00 $
	Aménagement - Raccordement				
	BORDURE ET TROTTOIRS				
	Trottoir de béton (largeur variable)	m²	84	110,00 $	9 240,00 $
	RUE				
	Revêtement bitumineux 90mm sur rue (sans structure de chaussée)	m²	202	30,00 $	6 060,00 $
	Trait de scie	unit.	1	500,00 $	500,00 $

D	Marquage et signalisation				3 780,00 $
	Phase 3				
	Signalisation (panneau, fut, manchon et installation)	unit.	11	300,00 $	3 300,00 $
	Marquage au sol (traverses et autres)	ml	80	6,00 $	480,00 $
E	Honoraire				164 750,00 $
	Phase 3				
	Réalisation des plans et devis civil (excluant le plan directeur) - Déja réalisé	forf.	1	25 300,00 $	25 300,00 $
	Réalisation des plans et devis civil (excluant le plan directeur) - à venir	forf.	1	2 800,00 $	2 800,00 $
	Réalisation des plans et devis arch pays - Déja réalisé	forf.	1	19 700,00 $	19 700,00 $
	Réalisation des plans et devis arch pays - à venir	forf.	1	1 400,00 $	1 400,00 $
	Réalisation des plans d'électricité - Déja réalisé	forf.	1	4 800,00 $	4 800,00 $
	Surveillance de chantier civil	forf.	1	7 000,00 $	7 000,00 $
	Surveillance de chantier architecture de paysage	forf.	1	5 600,00 $	5 600,00 $
	Tests de laboratoire	forf.	1	9 900,00 $	9 900,00 $
	Inspections	forf.	1	1 400,00 $	1 400,00 $
	Mesure de débit et pression, etc.. (tests conformes au BNQ 1809-300)	forf.	1	6 500,00 $	6 500,00 $
	Plans TQC	forf.	1	1 100,00 $	1 100,00 $
	Recommandations structure de chaussée - Déja réalisé	forf.	1	1 000,00 $	1 000,00 $
	Études géotechniques - Déja réalisé	forf.	1	7 800,00 $	7 800,00 $
	Test de perméabilité de sol pour noue - Déja réalisé	forf.	1	250,00 $	250,00 $
	Frais d'arpentage pendant la conception - Déja réalisé	forf.	1	4 600,00 $	4 600,00 $
	Arpentage pendant les travaux	forf.	1	15 500,00 $	15 500,00 $
	Entretiens des infrastructure civil et de la Noue (4ans)	forf.	1	10 000,00 $	10 000,00 $
	Excavation et disposition des sols B-C (1 900 m³)	forf.	1	122 900,00 $	40 100,00 $
F	TOTAL AVANT TAXE ET CONTINGENCES				683 481,50 $
	Contingences d'ingénierie				
	0%				- $
	Contingences de chantier				
	10%				68 348,15 $
	Total avant taxes				751 829,65 $
	Taxes				
	TPS	5,0%			37 591,48 $
	TVQ	9,975%			74 995,01 $
				GRAND TOTAL	864 416,14 $

ESTIMATION BUDGÉTAIRE GÉNIE CIVIL ET ARCHITECTURE DE PAYSAGE - PHASE 4

PROJET: WESTBURY

OBJE**T: ESTIMATION PRÉLIMINAIRE (PAR PHASES ET ZONES)**

Dernière mise à jour Vinci +ACT

DA**TE:2018-04-25**

	CIVIL
	ARCHITECTURE PAYS. + ELEC

Item	Description	Unité	Quantité	Prix unitaire	Montant total
A	Démolition et préparation du site				18 830,00 $
	Phase 4				
	Contrôle de l'érosion	forf.	1	1 600,00 $	1 600,00 $
	Préparation de site (roulotte, signalisation, etc.)	forf.	1	7 600,00 $	7 600,00 $
	Remblai jusqu'à la ligne d'infrastructure (élevation bas structure de rue) (classe A)	m³	56	25,00 $	1 400,00 $
	Raccordement				
	Contrôle de l'érosion	forf.	1	300,00 $	300,00 $
	Préparation de site (roulotte, signalisation, etc.)	forf.	1	1 500,00 $	1 500,00 $
	Remblai jusqu'à la ligne d'infrastructure (élevation bas structure de rue) (classe A)	m³	11	25,00 $	275,00 $
	Clôture à démolir et disposer hors site	ml	15	45,00 $	675,00 $
	Arbre à protéger terrain privé	unit.	2	150,00 $	300,00 $
	Arbre à abattre, essoucher et disposer hors site	unit.	5	400,00 $	2 000,00 $
	Enlèvement asphalte pour ragréer au pavage proposé (Av. Mountain Sight et	m²	212	15,00 $	3 180,00 $
B	Égouts et aqueduc				366 765,00 $
	Phase 4				
	AQUEDUC				
	Fonte ductile (AQ, Ø 300mm, classe 350)	ml	107	250,00 $	26 750,00 $
	Fonte ductile (AQ, Ø 200mm, classe 350)	ml	53	200,00 $	10 600,00 $
	Raccordement à l'aqueduc exist.	unit.	2	1 000,00 $	2 000,00 $
	Chambre de vanne (avec vanne)	unit.	3	14 000,00 $	42 000,00 $
	B.F. (inclus raccordement, vanne et accessoires)	unit.	1	4 500,00 $	4 500,00 $
	ÉGOUTS				
	PVC DR-35 (SAN., Ø 300mm)	ml	60	230,00 $	13 800,00 $
	PVC DR-35 (PLUV., Ø 200mm)	ml	39	200,00 $	7 800,00 $
	T.B.A classe IV(Ø 900mm)	ml	18	550,00 $	9 900,00 $
	T.B.A classe IV(Ø 750mm)	ml	73	450,00 $	32 850,00 $
	T.B.A classe IV(Ø 375mm)	ml	39	275,00 $	10 725,00 $
	Regard M-1200 (avec cadre ajustable et collet M.V.283)	unit.	4	7 500,00 $	30 000,00 $
	Regard MR-900 (avec cadre ajustable et collet M.V.283)	unit.	1	8 000,00 $	8 000,00 $
	Puisard (Ø610, M.V.221, complet)	unit.	8	3 500,00 $	28 000,00 $
	ÉCLAIRAGE DE RUE				
	Base de lampadaire	unit.	7	2 000,00 $	14 000,00 $
	Coffret de raccordement (fourniture, installation, raccordement)	unit.	1	2 500,00 $	2 500,00 $
	MASSIF ÉLECTRIQUE				
	Lot de câblage pour les lampadaires et borne de recharge (fourniture, installation, raccordement)	unit.	1	9 100,00 $	9 100,00 $
	INFRASTRUCTURE ET EMPIRREMENT				
	structure de chaussée granulaire et géotextile (1050mm max. ép.)	m²	1680	68,00 $	114 240,00 $
C	Aménagement				227 046,00 $
	Phase 4				
	BORDURE ET TROTTOIRS				
	Bordure d'arrêt sans fruit en béton (préfab.)	ml	30	120,00 $	3 600,00 $
	Trottoir de béton (largeur variable)	m²	404	110,00 $	44 440,00 $
	Trottoir de pavé de béton (largeur variable)	m²	64	180,00 $	11 520,00 $
	RUE				
	Revêtement bitumineux 90mm sur rue (sans structure de chaussée)	m²	1126	30,00 $	33 780,00 $
	Pavé de béton sur rue (sans structure de chaussée)	m²	239	70,00 $	16 730,00 $
	AUTRES				
	Plaque podotactile en fonte (rayon intégré)	unit.	4	580,00 $	2 320,00 $
	Plaque podotactile en fonte	unit.	4	460,00 $	1 840,00 $
	Balise de déneigement (fourniture et pose)	unit.	7	150,00 $	1 050,00 $
	MOBILIER URBAIN ET BASE				
	Base de banc	unit.	2	1 000,00 $	2 000,00 $
	Base de poubelle et recyclage	unit.	1	2 000,00 $	2 000,00 $

	Banc	unit.	2	1 800,00 $	3 600,00 $
	Poubelle et recyclage	unit.	1	4 000,00 $	4 000,00 $
	ÉCLAIRAGE				
	Lampadaire E1 (fut et appareil d'éclairage, fourniture seulemet)	unit.	7	3 291,00 $	23 037,00 $
	Lampadaire E1 (installation et raccordement)	unit.	7	750,00 $	5 250,00 $
	PLANTATION				
	Préparation du lit d'une fosse de plantation de 650mm de profondeur	m²	297	30,00 $	8 913,00 $
	Fourniture et pose de terrre de culture n°2, de 650mm d'épaisseur, incluant géotextile pour fosse	m²	297	30,00 $	8 913,00 $
	Arbres dans le gazon	unit.	21	1 000,00 $	21 000,00 $
	Vivaces (saillies)	m²	40	100,00 $	3 960,00 $
	Gazon en rouleau	m²	297	15,00 $	4 456,50 $
	Paillis	m²	40	15,00 $	594,00 $
	Aménagement - Raccordement				
	BORDURE ET TROTTOIRS				
	Trottoir de béton (largeur variable)	m²	84	110,00 $	9 240,00 $
	RUE				
	Revêtement bitumineux 90mm sur rue (sans structure de chaussée)	m²	307	30,00 $	9 210,00 $
	AUTRES				
	Plaque podotactile en fonte (rayon intégré)	unit.	8	580,00 $	4 640,00 $
	PLANTATION				
	Préparation du lit d'une fosse de plantation de 650mm de profondeur	m²	13	30,00 $	381,00 $
	Fourniture et pose de terrre de culture n°2, de 650mm d'épaisseur, incluant géotextile pour fosse	m²	13	30,00 $	381,00 $
	Gazon en rouleau	m²	13	15,00 $	190,50 $

D	Marquage et signalisation				5 388,00 $
	Phase 4				
	Signalisation (panneau, fut, manchon et installation)	unit.	14	300,00 $	4 200,00 $
	Marquage au sol (traverses et autres)	ml	84	6,00 $	504,00 $
	Marquage au sol à l'intersection MacKenzie et Westbury	ml	114	6,00 $	684,00 $
E	Honoraire				148 500,00 $
	Phase 4				
	Réalisation des plans et devis civil (excluant le plan directeur) - Déja réalisé	forf.	1	30 200,00 $	30 200,00 $
	Réalisation des plans et devis civil (excluant le plan directeur) - à venir	forf.	1	3 400,00 $	3 400,00 $
	Réalisation des plans et devis arch pays - Déja réalisé	forf.	1	23 400,00 $	23 400,00 $
	Réalisation des plans et devis arch pays - à venir	forf.	1	1 700,00 $	1 700,00 $
	Réalisation des plans d'électricité - Déja réalisé	forf.	1	5 700,00 $	5 700,00 $
	Surveillance de chantier civil	forf.	1	8 400,00 $	8 400,00 $
	Surveillance de chantier architecture de paysage	forf.	1	6 700,00 $	6 700,00 $
	Tests de laboratoire	forf.	1	11 700,00 $	11 700,00 $
	Inspections	forf.	1	1 700,00 $	1 700,00 $
	Mesure de débit et pression, etc.. (tests conformes au BNQ 1809-300)	forf.	1	7 700,00 $	7 700,00 $
	Plans TQC	forf.	1	1 300,00 $	1 300,00 $
	Recommandations structure de chaussée - Déja réalisé	forf.	1	1 200,00 $	1 200,00 $
	Études géotechniques - Déja réalisé	forf.	1	9 300,00 $	9 300,00 $
	Test de perméabilité de sol pour noue - Déja réalisé	forf.	1	300,00 $	300,00 $
	Frais d'arpentage pendant la conception - Déja réalisé	forf.	1	5 500,00 $	5 500,00 $
	Arpentage pendant les travaux	forf.	1	18 400,00 $	18 400,00 $
	Entretiens des infrastructure civil et de la Noue (4ans)	forf.	1	11 900,00 $	11 900,00 $
F	TOTAL AVANT TAXE ET CONTINGENCES				766 529,00 $
	Contingences d'ingénierie				
	0%				- $
	Contingences de chantier				
	10%				76 652,90 $
	Total avant taxes				843 181,90 $
	Taxes				
	TPS	5,0%			42 159,10 $
	TVQ	9,975%			84 107,39 $
				GRAND TOTAL	969 448,39 $

Projet Westbury / Armstrong - Entente d'infrastructures

Le 1er mai 2018

Dossier GDD 1183558009

1 - Frontage linéaire des lots du Promoteur et du Social pour fins de partage des coûts :

a) Aqueduc (incluant borne fontaine), égout sanitaire et égout pluvial[1] :

	Mètre linéaire	%
Promoteur	107,15	33,67%
Social	211,05	66,33%
Total	318,2	100,00%

b) Préparation du site, fondation de rue, pavage, trottoirs, bordures, lampadaires, borne de recharge, plantation, marquage, signalisation, raccordements, mobilier urbain, honoraires, études et frais[2] :

	Mètre linéaire	%
Promoteur	594,20	73,79%
Social	211,05	26,21%
Total	805,25	100,00%

2 - Superficie des lots pour le partage des coûts de la noue de rétention des eaux pluviales dans la nouvelle rue de Courtrai[3] :

	Superficie m2	%
Promoteur	24076,40	86,60%
Social	3725,30	13,40%
Total	27801,70	100,00%

3 - Coût estimé total des travaux, honoraires, études et frais :

3.1 - Travaux- nature[4]	Coût avant taxes	Contingences 10%	Sous total	TPS 5 %	TVQ 9,975%	Coût avec taxes	Coût net	Promoteur		Social		Social
						Dépense	Crédits	Dépense	Crédits	Dépense	Crédits	Sous-projet
Phase 1												
Préparation du site (incluant excavation et disposition de sols B-C 620 m3 pour les nouvelles rues)	47 575,00 $	4 757,50 $	52 332,50 $	2 616,63 $	5 220,17 $	60 169,29 $	54 942,58 $	44 399,37 $	40 542,54 $	15 769,92 $	14 400,04 $	1848007200
Aqueduc (incluant borne fontaine)	65 500,00 $	6 550,00 $	72 050,00 $	3 602,50 $	7 186,99 $	82 839,49 $	75 643,49 $	27 895,20 $	25 472,03 $	54 944,29 $	50 171,46 $	1848007201
Branchements de service aqueduc (parc)[5]	1 700,00 $	170,00 $	1 870,00 $	93,50 $	186,53 $	2 150,03 $	1 963,27 $	2 150,03 $	1 963,27 $			
Raccordement Westbury/de Courtrai: aqueduc	1 000,00 $	100,00 $	1 100,00 $	55,00 $	109,73 $	1 264,73 $	1 154,86 $	933,25 $	852,18 $	331,47 $	302,68 $	1848007201
Branchements de service sanitaire (parc) [5]	1 700,00 $	170,00 $	1 870,00 $	93,50 $	186,53 $	2 150,03 $	1 963,27 $	2 150,03 $	1 963,27 $			
Égout pluvial	111 175,00 $	11 117,50 $	122 292,50 $	6 114,63 $	12 198,68 $	140 605,80 $	128 391,84 $	47 347,30 $	43 234,40 $	93 258,50 $	85 157,44 $	1848007202
Branchements de service pluvial (parc)[5]	1 700,00 $	170,00 $	1 870,00 $	93,50 $	186,53 $	2 150,03 $	1 963,27 $	2 150,03 $	1 963,27 $			
Raccordement Westbury/de Courtrai: démolition puisards	3 000,00 $	300,00 $	3 300,00 $	165,00 $	329,18 $	3 794,18 $	3 464,59 $	2 799,75 $	2 556,55 $	994,42 $	908,04 $	1848008202
Ouvrage de rétention (noue de biorétention)	47 462,50 $	4 746,25 $	52 208,75 $	2 610,44 $	5 207,82 $	60 027,01 $	54 812,66 $	51 983,67 $	47 468,02 $	8 043,34 $	7 344,64 $	1848007202
Lampadaires (fûts, fourniture et installation)	28 287,00 $	2 828,70 $	31 115,70 $	1 555,79 $	3 103,79 $	35 775,28 $	32 667,60 $	26 398,84 $	24 105,66 $	9 376,43 $	8 561,93 $	1848007206
Fondation de rue	91 528,00 $	9 152,80 $	100 680,80 $	5 034,04 $	10 042,91 $	115 757,75 $	105 702,25 $	85 418,51 $	77 998,48 $	30 339,24 $	27 703,77 $	1848007204
Pavage de rue	62 160,00 $	6 216,00 $	68 376,00 $	3 418,80 $	6 820,51 $	78 615,31 $	71 786,25 $	58 010,82 $	52 971,61 $	20 604,48 $	18 814,64 $	1848007204
Trottoirs (incluant plaques podotactiles et balises de déneigement) et bordures	121 510,00 $	12 151,00 $	133 661,00 $	6 683,05 $	13 332,68 $	153 676,73 $	140 327,34 $	113 399,21 $	103 548,60 $	40 277,52 $	36 778,75 $	1848007205
Mobilier urbain (bancs et poubelles, incluant bases)	11 600,00 $	1 160,00 $	12 760,00 $	638,00 $	1 272,81 $	14 670,81 $	13 396,41 $	10 825,70 $	9 885,31 $	3 845,11 $	3 511,10 $	1848007205
Plantation (incluant fosses Silva Cell)	59 814,00 $	5 981,40 $	65 795,40 $	3 289,77 $	6 563,09 $	75 648,26 $	69 076,95 $	55 821,42 $	50 972,39 $	19 826,84 $	18 104,55 $	1848007207
Marquage de la chaussée et signalisation routière	3 426,00 $	342,60 $	3 768,60 $	188,43 $	375,92 $	4 332,95 $	3 956,56 $	3 197,31 $	2 919,57 $	1 135,63 $	1 036,98 $	1848007208
Raccordement Westbury/de Courtrai: préparation du site, pavage de rue, trotoirs (incluant plaques podotactiles et balises de déneigement), bordures, mobilier urbain (poubelle incluant base), plantation (incluant fosse Silva Cell), marquage de la chaussée	76 249,80 $	7 624,98 $	83 874,78 $	4 193,74 $	8 366,51 $	96 435,03 $	88 058,03 $	71 160,13 $	64 978,68 $	25 274,90 $	23 079,35 $	1848007209
Raccordement Westbury/de Courtrai: trottoir asphaltée temporairement [5]	230,00 $	23,00 $	253,00 $	12,65 $	25,24 $	290,89 $	265,62 $	290,89 $	265,62 $			
Total travaux phase 1	735 617,30 $	73 561,73 $	809 179,03 $	40 458,95 $	80 715,61 $	930 353,59 $	849 536,83 $	606 331,47 $	553 661,45 $	324 022,12 $	295 875,38 $	
Phase 2												
Préparation du site (incluant excavation et disposition de sols B-C 905 m3 pour les nouvelles rues)	61 850,00 $	6 185,00 $	68 035,00 $	3 401,75 $	6 786,49 $	78 223,24 $	71 428,25 $	57 721,51 $	52 707,44 $	20 501,73 $	18 720,81 $	1848007200
Aqueduc	23 500,00 $	2 350,00 $	25 850,00 $	1 292,50 $	2 578,54 $	29 721,04 $	27 139,27 $	10 008,20 $	9 138,82 $	19 712,84 $	18 000,45 $	1848007201
Égout sanitaire	25 750,00 $	2 575,00 $	28 325,00 $	1 416,25 $	2 825,42 $	32 566,67 $	29 737,71 $	10 966,43 $	10 013,81 $	21 600,24 $	19 723,90 $	1848007203
Égout pluvial	65 950,00 $	6 595,00 $	72 545,00 $	3 627,25 $	7 236,36 $	83 408,61 $	76 163,18 $	28 086,84 $	25 647,03 $	55 321,77 $	50 516,15 $	1848007202
Lampadaires (fûts, fourniture et installation)	12 123,00 $	1 212,30 $	13 335,30 $	666,77 $	1 330,20 $	15 332,26 $	14 000,40 $	11 313,79 $	10 331,00 $	4 018,47 $	3 669,40 $	1848007206
Borne de recharge	12 500,00 $	1 250,00 $	13 750,00 $	687,50 $	1 371,56 $	15 809,06 $	14 435,78 $	11 665,63 $	10 652,27 $	4 143,44 $	3 783,51 $	1848007206
Fondation de rue	19 924,00 $	1 992,40 $	21 916,40 $	1 095,82 $	2 186,16 $	25 198,38 $	23 009,48 $	18 594,07 $	16 978,87 $	6 604,31 $	6 030,61 $	1848007204
Pavage de rue	20 510,00 $	2 051,00 $	22 561,00 $	1 128,05 $	2 250,46 $	25 939,51 $	23 686,23 $	19 140,96 $	17 478,25 $	6 798,55 $	6 207,98 $	1848007204
Trottoirs (incluant plaques podotactiles et balises de déneigement) et bordures	110 435,00 $	11 043,50 $	121 478,50 $	6 073,93 $	12 117,48 $	139 669,91 $	127 537,24 $	103 063,47 $	94 110,68 $	36 606,44 $	33 426,56 $	1848007205
Mobilier urbain (bancs et poubelles, incluant bases)	11 600,00 $	1 160,00 $	12 760,00 $	638,00 $	1 272,81 $	14 670,81 $	13 396,41 $	10 825,70 $	9 885,31 $	3 845,11 $	3 511,10 $	1848007205
Plantation (incluant fosses Silva Cell)	63 956,10 $	6 395,61 $	70 351,71 $	3 517,59 $	7 017,58 $	80 886,88 $	73 860,50 $	59 687,03 $	54 502,22 $	21 199,85 $	19 358,28 $	1848007207
Marquage de la chaussée et signalisation routière	2 898,00 $	289,80 $	3 187,80 $	159,39 $	317,98 $	3 665,17 $	3 346,79 $	2 704,56 $	2 469,62 $	960,61 $	877,17 $	1848007208
Total travaux phase 2	430 996,10 $	43 099,61 $	474 095,71 $	23 704,79 $	47 291,05 $	545 091,54 $	497 741,23 $	343 778,20 $	313 915,32 $	201 313,35 $	183 825,92 $	
Phase 3												
Préparation du site (incluant excavation et disposition de sols B-C 1900 m3 pour les nouvelles rues)	131 775,00 $	13 177,50 $	144 952,50 $	7 247,63 $	14 459,01 $	166 659,14 $	152 182,01 $	122 979,02 $	112 296,24 $	43 680,11 $	39 885,77 $	1848007200
Aqueduc (incluant borne fontaine)	56 950,00 $	5 695,00 $	62 645,00 $	3 132,25 $	6 248,84 $	72 026,09 $	65 769,42 $	24 253,91 $	22 147,06 $	47 772,17 $	43 622,36 $	1848007201
Raccordement Trans Iland: aqueduc (incluant démolition section existante et disposition)	2 050,00 $	205,00 $	2 255,00 $	112,75 $	224,94 $	2 592,69 $	2 367,47 $	1 913,16 $	1 746,97 $	679,52 $	620,50 $	1848807201
Égout sanitaire	34 300,00 $	3 430,00 $	37 730,00 $	1 886,50 $	3 763,57 $	43 380,07 $	39 611,78 $	14 607,71 $	13 338,79 $	28 772,35 $	26 272,99 $	1848007203
Égout pluvial	121 950,00 $	12 195,00 $	134 145,00 $	6 707,25 $	13 380,96 $	154 233,21 $	140 835,48 $	51 936,17 $	47 424,64 $	102 297,05 $	93 410,84 $	1848007202
Raccordement Trans Iland: démolition puisard	1 000,00 $	100,00 $	1 100,00 $	55,00 $	109,73 $	1 264,73 $	1 154,86 $	933,25 $	852,18 $	331,47 $	302,68 $	1848007202
Lampadaires (fûts, fourniture et installation)	28 287,00 $	2 828,70 $	31 115,70 $	1 555,79 $	3 103,79 $	35 775,28 $	32 667,60 $	26 398,84 $	24 105,66 $	9 376,43 $	8 561,93 $	1848007206
Fondation de rue	102 000,00 $	10 200,00 $	112 200,00 $	5 610,00 $	11 191,95 $	129 001,95 $	117 795,98 $	95 191,50 $	86 922,53 $	33 810,45 $	30 873,44 $	1848007204
Pavage de rue	38 550,00 $	3 855,00 $	42 405,00 $	2 120,25 $	4 229,90 $	48 755,15 $	44 519,95 $	35 976,79 $	32 851,60 $	12 778,36 $	11 668,35 $	1848007204
Trottoirs (incluant plaques podotactiles et balises de déneigement) et bordures	41 160,00 $	4 116,00 $	45 276,00 $	2 263,80 $	4 516,28 $	52 056,08 $	47 534,14 $	38 412,57 $	35 075,80 $	13 643,51 $	12 458,34 $	1848007205
Plantation	33 954,50 $	3 395,45 $	37 349,95 $	1 867,50 $	3 725,66 $	42 943,11 $	39 212,78 $	31 688,04 $	28 935,40 $	11 255,07 $	10 277,38 $	1848007207
Marquage de la chaussée et signalisation routière	3 780,00 $	378,00 $	4 158,00 $	207,90 $	414,76 $	4 780,66 $	4 365,38 $	3 527,69 $	3 221,25 $	1 252,98 $	1 144,13 $	1848007208
Raccordement Trans Iland: préparation de site, pavage de rue, trottoirs	21 455,00 $	2 145,50 $	23 600,50 $	1 180,03 $	2 354,15 $	27 134,67 $	24 777,57 $	20 022,88 $	18 283,56 $	7 111,80 $	6 494,02 $	1848007209
Raccordement Trans Iland: démolition sur terrains privés (trottoirs et surface asphaltée)	720,00 $	72,00 $	792,00 $	39,60 $	79,00 $	910,60 $	831,50 $	910,60 $	831,50 $			
Total travaux phase 3	617 931,50 $	61 793,15 $	679 724,65 $	33 986,23 $	67 802,53 $	781 513,42 $	713 625,92 $	468 752,15 $	428 033,19 $	312 761,27 $	285 592,73 $	
Phase 4												
Préparation du site	10 600,00 $	1 060,00 $	11 660,00 $	583,00 $	1 163,09 $	13 406,09 $	12 241,54 $	9 892,45 $	9 033,13 $	3 513,63 $	3 208,42 $	1848007200
Aqueduc (incluant borne fontaine)	83 850,00 $	8 385,00 $	92 235,00 $	4 611,75 $	9 200,44 $	106 047,19 $	96 835,22 $	35 710,11 $	32 608,09 $	70 337,08 $	64 227,13 $	1848007201
Raccordement Westbury/Mackenzie et Mountain Sights: aqueduc	2 000,00 $	200,00 $	2 200,00 $	110,00 $	219,45 $	2 529,45 $	2 309,73 $	1 866,50 $	1 704,36 $	662,95 $	605,36 $	1848007201
Égout sanitaire	21 800,00 $	2 180,00 $	23 980,00 $	1 199,00 $	2 392,01 $	27 571,01 $	25 176,00 $	9 284,20 $	8 477,71 $	18 286,80 $	16 698,29 $	1848007203
Égout pluvial	119 275,00 $	11 927,50 $	131 202,50 $	6 560,13 $	13 087,45 $	150 850,07 $	137 746,22 $	50 796,94 $	46 384,37 $	100 053,14 $	91 361,85 $	1848007202
Lampadaires (fûts, fourniture et installation)	28 287,00 $	2 828,70 $	31 115,70 $	1 555,79 $	3 103,79 $	35 775,28 $	32 667,60 $	26 398,84 $	24 105,66 $	9 376,43 $	8 561,93 $	1848007206
Fondation de rue	114 240,00 $	11 424,00 $	125 664,00 $	6 283,20 $	12 534,98 $	144 482,18 $	131 931,49 $	106 614,48 $	97 353,24 $	37 867,70 $	34 578,26 $	1848007204
Pavage de rue	50 510,00 $	5 051,00 $	55 561,00 $	2 778,05 $	5 542,21 $	63 881,26 $	58 332,10 $	47 138,46 $	43 043,70 $	16 742,80 $	15 288,41 $	1848007204
Trottoirs (incluant plaques pododactiles et balises de déneigement) et bordures	64 770,00 $	6 477,00 $	71 247,00 $	3 562,35 $	7 106,89 $	81 916,24 $	74 800,44 $	60 446,61 $	55 195,81 $	21 469,63 $	19 604,64 $	1848007205
Mobilier urbain (bancs et poubelles, incluant bases)	11 600,00 $	1 160,00 $	12 760,00 $	638,00 $	1 272,81 $	14 670,81 $	13 396,41 $	10 825,70 $	9 885,31 $	3 845,11 $	3 511,10 $	1848007205
Plantation	47 836,50 $	4 783,65 $	52 620,15 $	2 631,01 $	5 248,86 $	60 500,02 $	55 244,58 $	44 643,42 $	40 765,39 $	15 856,60 $	14 479,19 $	1848007207
Marquage de la chaussée et signalisation routière	4 704,00 $	470,40 $	5 174,40 $	258,72 $	516,15 $	5 949,27 $	5 432,47 $	4 390,01 $	4 008,66 $	1 559,26 $	1 423,81 $	1848007208
Raccordement Westbury/Mackenzie et Mountain Sights: préparation du site, pavage de rue, trotoirs (incluant plaques podotactiles), plantation, marquage de la chaussée	32 956,50 $	3 295,65 $	36 252,15 $	1 812,61 $	3 616,15 $	41 680,91 $	38 060,23 $	30 756,65 $	28 084,93 $	10 924,25 $	9 975,30 $	1848007209
Total travaux phase 4	592 429,00 $	59 242,90 $	651 671,90 $	32 583,60 $	65 004,27 $	749 259,77 $	684 174,04 $	438 764,37 $	400 650,35 $	310 495,40 $	283 523,68 $	

3.2 - Honoraires, frais et études[4]	Coût avant taxes	Contingences 10%	Sous total	TPS 5 %	TVQ 9,975%	Coût avec taxes Dépense	Coût net Crédits	Promoteur Dépense	Promoteur Crédits	Social Dépense	Social Crédits	Social Sous-projet
Phase 1												
Plans ert devis (civils, paysagement, électrique)	56 500,00 $	5 650,00 $	62 150,00 $	3 107,50 $	6 199,46 $	71 456,96 $	65 249,73 $	52 728,63 $	48 148,26 $	18 728,34 $	17 101,47 $	1848007210
Surveillance (civil, paysagement) et plans TQC	14 500,00 $	1 450,00 $	15 950,00 $	797,50 $	1 591,01 $	18 338,51 $	16 745,51 $	13 532,13 $	12 356,63 $	4 806,39 $	4 388,87 $	1848007211
Tests et inspections	18 680,00 $	1 868,00 $	20 548,00 $	1 027,40 $	2 049,66 $	23 625,06 $	21 572,83 $	17 433,11 $	15 918,75 $	6 191,95 $	5 654,08 $	1848007212
Études (structure de chaussée Lavallin, géotechnique Qualitas)	2 502,24 $	250,22 $	2 752,46 $	137,62 $	274,56 $	3 164,65 $	2 889,74 $	2 335,22 $	2 132,36 $	829,43 $	757,38 $	1848007213
Arpentage pour la conception (relevé du site, cadastre)	4 870,00 $	487,00 $	5 357,00 $	267,85 $	534,36 $	6 159,21 $	5 624,18 $	4 544,93 $	4 150,12 $	1 614,28 $	1 474,06 $	1848007213
Arpentage de chantier pour les infrastructures	16 200,00 $	1 620,00 $	17 820,00 $	891,00 $	1 777,55 $	20 488,55 $	18 708,77 $	15 118,65 $	13 805,34 $	5 369,89 $	4 903,43 $	1848007213
Frais d'entretien (infrastructures et noue de biorétention)	10 410,00 $	1 041,00 $	11 451,00 $	572,55 $	1 142,24 $	13 165,79 $	12 022,12 $	9 715,13 $	8 871,21 $	3 450,65 $	3 150,91 $	1848007214
Total honoraires, études et frais phase 1	123 662,24 $	12 366,22 $	136 028,46 $	6 801,42 $	13 568,84 $	156 398,73 $	142 812,88 $	115 407,79 $	105 382,70 $	40 990,94 $	37 430,19 $	
Phase 2												
Plans ert devis (civils, paysagement, électrique)	17 100,00 $	1 710,00 $	18 810,00 $	940,50 $	1 876,30 $	21 626,80 $	19 748,15 $	15 958,58 $	14 572,31 $	5 668,22 $	5 175,84 $	1848007210
Surveillance (civil, paysagement) et plans TQC	4 400,00 $	440,00 $	4 840,00 $	242,00 $	482,79 $	5 564,79 $	5 081,40 $	4 106,30 $	3 749,60 $	1 458,49 $	1 331,80 $	1848007211
Tests et inspections	5 670,00 $	567,00 $	6 237,00 $	311,85 $	622,14 $	7 170,99 $	6 548,07 $	5 291,53 $	4 831,87 $	1 879,46 $	1 716,20 $	1848007212
Études (structure de chaussée Lavallin, géotechnique Qualitas)	769,18 $	76,92 $	846,10 $	42,30 $	84,40 $	972,80 $	888,30 $	717,84 $	655,48 $	254,96 $	232,82 $	1848007213
Arpentage pour la conception (relevé du site, cadastre)	1 500,00 $	150,00 $	1 650,00 $	82,50 $	164,59 $	1 897,09 $	1 732,29 $	1 399,88 $	1 278,27 $	497,21 $	454,02 $	1848007213
Arpentage de chantier pour les infrastructures	4 900,00 $	490,00 $	5 390,00 $	269,50 $	537,65 $	6 197,15 $	5 658,83 $	4 572,93 $	4 175,69 $	1 624,23 $	1 483,14 $	1848007213
Frais d'entretien (infrastructures et noue de biorétention)	3 200,00 $	320,00 $	3 520,00 $	176,00 $	351,12 $	4 047,12 $	3 695,56 $	2 986,40 $	2 726,98 $	1 060,72 $	968,58 $	1848007214
Total honoraires, études et frais phase 2	37 539,18 $	3 753,92 $	41 293,10 $	2 064,65 $	4 118,99 $	47 476,74 $	43 352,59 $	35 033,44 $	31 990,20 $	12 443,30 $	11 362,39 $	
Phase 3												
Plans ert devis (civils, paysagement, électrique)	54 000,00 $	5 400,00 $	59 400,00 $	2 970,00 $	5 925,15 $	68 295,15 $	62 362,58 $	50 395,50 $	46 017,81 $	17 899,65 $	16 344,76 $	1848007210
Surveillance (civil, paysagement) et plans TQC	13 700,00 $	1 370,00 $	15 070,00 $	753,50 $	1 503,23 $	17 326,73 $	15 821,62 $	12 785,53 $	11 674,89 $	4 541,21 $	4 146,73 $	1848007211
Tests et inspections	18 050,00 $	1 805,00 $	19 855,00 $	992,75 $	1 980,54 $	22 828,29 $	20 845,27 $	16 845,16 $	15 381,88 $	5 983,12 $	5 463,39 $	1848007212
Études (structure de chaussée Lavallin, géotechnique Qualitas)	2 428,96 $	242,90 $	2 671,86 $	133,59 $	266,52 $	3 071,97 $	2 805,11 $	2 266,83 $	2 069,92 $	805,14 $	735,20 $	1848007213
Arpentage pour la conception (relevé du site, cadastre)	4 600,00 $	460,00 $	5 060,00 $	253,00 $	504,74 $	5 817,74 $	5 312,37 $	4 292,95 $	3 920,04 $	1 524,78 $	1 392,33 $	1848007213
Arpentage de chantier pour les infrastructures	15 500,00 $	1 550,00 $	17 050,00 $	852,50 $	1 700,74 $	19 603,24 $	17 900,37 $	14 465,38 $	13 208,82 $	5 137,86 $	4 691,55 $	1848007213
Frais d'entretien (infrastructures et noue de biorétention)	10 000,00 $	1 000,00 $	11 000,00 $	550,00 $	1 097,25 $	12 647,25 $	11 548,63 $	9 332,50 $	8 521,82 $	3 314,75 $	3 026,81 $	1848007214
Total honoraires, études et frais phase 3	118 278,96 $	11 827,90 $	130 106,86 $	6 505,34 $	12 978,16 $	149 590,36 $	136 595,94 $	110 383,84 $	100 795,16 $	39 206,51 $	35 800,77 $	
Phase 4												
Plans ert devis (civils, paysagement, électrique)	64 400,00 $	6 440,00 $	70 840,00 $	3 542,00 $	7 066,29 $	81 448,29 $	74 373,15 $	60 101,30 $	54 880,50 $	21 346,99 $	19 492,64 $	1848007210
Surveillance (civil, paysagement) et plans TQC	16 400,00 $	1 640,00 $	18 040,00 $	902,00 $	1 799,49 $	20 741,49 $	18 939,75 $	15 305,30 $	13 975,78 $	5 436,19 $	4 963,97 $	1848007211
Tests et inspections	21 400,00 $	2 140,00 $	23 540,00 $	1 177,00 $	2 348,12 $	27 065,12 $	24 714,06 $	19 971,55 $	18 236,69 $	7 093,56 $	6 477,37 $	1848007212
Études (structure de chaussée Lavallin, géotechnique Qualitas)	2 903,76 $	290,38 $	3 194,14 $	159,71 $	318,62 $	3 672,46 $	3 353,44 $	2 709,93 $	2 474,53 $	962,52 $	878,91 $	1848007213
Arpentage pour la conception (relevé du site, cadastre)	5 500,00 $	550,00 $	6 050,00 $	302,50 $	603,49 $	6 955,99 $	6 351,74 $	5 132,88 $	4 687,00 $	1 823,11 $	1 664,74 $	1848007213
Arpentage de chantier pour les infrastructures	18 400,00 $	1 840,00 $	20 240,00 $	1 012,00 $	2 018,94 $	23 270,94 $	21 249,47 $	17 171,80 $	15 680,14 $	6 099,14 $	5 569,33 $	1848007213
Frais d'entretien (infrastructures et noue de biorétention)	11 900,00 $	1 190,00 $	13 090,00 $	654,50 $	1 305,73 $	15 050,23 $	13 742,86 $	11 105,68 $	10 140,96 $	3 944,55 $	3 601,90 $	1848007214
Total honoraires, études et frais phase 4	140 903,76 $	14 090,38 $	154 994,14 $	7 749,71 $	15 460,67 $	178 204,51 $	162 724,47 $	131 498,44 $	120 075,60 $	46 706,07 $	42 648,87 $	
Total section 3.1 travaux et section 3.2 honoraires, frais et études	2 797 358,04 $	279 735,80 $	3 077 093,84 $	153 854,69 $	306 940,11 $	3 537 888,65 $	3 230 563,90 $	2 249 949,70 $	2 054 503,97 $	1 287 938,95 $	1 176 059,93 $	

3.3 - Enfouissement du réseau de distribution d'électricité et de télécommunications incluant honoraires, incidences et frais (CSEM)	Coût avant taxes	Contingences 10% et 15 %	Sous total	TPS 5 %	TVQ 9,975%	Coût avec taxes Dépense	Coût net Crédits	Promoteur Dépense	Promoteur Crédits	Social Dépense	Social Crédits	Social Sous-projet
Massifs de conduits souterrains pour éclairage (incluant bases)[6] - sur site	116 642,37 $	16 443,86 $	133 086,23 $	6 654,31 $	13 275,35 $	153 015,89 $	139 723,90 $	112 911,57 $	103 103,31 $	40 104,32 $	36 620,59 $	1848007206
Massifs de conduits souterrains pour borne de recharge (incluant base)[7] - sur site	19 138,12 $	2 118,22 $	21 256,34 $	1 062,82 $	2 120,32 $	24 439,47 $	22 316,50 $	18 034,07 $	16 467,51 $	6 405,40 $	5 848,99 $	1848007206
Massifs de conduits et structures souterrains - sur site exclusif à la desserte des logements sociaux[8]	66 710,16 $	10 006,52 $	76 716,68 $	3 835,83 $	7 652,49 $	88 205,01 $	80 542,93 $			88 205,01 $	80 542,93 $	1848007215
Massifs de conduits et structures souterrains - sur site exclusif à la desserte des logements privés (portion Promoteur)[13]								note 13	note 13			
Honoraires CSEM 8% (conception, surveillance, incidences, TQC, fermeture du dossier) - pour travaux sur site[9]			18 484,74 $	924,24 $	1 843,85 $	21 252,83 $	19 406,67 $	10 475,65 $	9 565,66 $	10 777,18 $	9 841,00 $	1848007216
Raccordements - hors site exclusifs aux travaux d'éclairage de rue[10]			14 622,98 $	731,15 $	1 458,64 $	16 812,77 $	15 352,30 $	12 406,27 $	11 328,58 $	4 406,50 $	4 023,72 $	1848007206
Honoraires CSEM (surveillance, incidences et frais généraux) - hors site exclusifs aux travaux d'éclairage de rue[11]			4 708,05 $	235,40 $	469,63 $	5 413,08 $	4 942,86 $	3 994,35 $	3 647,38 $	1 418,73 $	1 295,49 $	1848007216
Raccordements - hors site (Westbury, Trans lland, Vézina) exclusifs à la desserte des logements sociaux[10]			49 207,69 $	2 460,38 $	4 908,47 $	56 576,54 $	51 661,92 $			56 576,54 $	51 661,92 $	1848007215
Raccordements - hors site (Westbury, Trans lland, Vézina) exclusifs à la desserte des logements privés (portion Promoteur)[14]			9 587,73 $	479,39 $	956,38 $	11 023,49 $	10 065,92 $	11 023,49 $	10 065,92 $			
Honoraires CSEM (surveillance, incidences et frais généraux) - pour travaux de raccordements hors site exclusifs à la desserte des logements sociaux[11]			15 843,03 $	792,15 $	1 580,34 $	18 215,52 $	16 633,20 $			18 215,52 $	16 633,20 $	1848007216
Honoraires CSEM (surveillance, incidences et frais généraux) - pour travaux de raccordements hors site exclusifs à la desserte des logements privés (portion Promoteur)[14]			3 086,89 $	154,34 $	307,92 $	3 549,15 $	3 240,85 $	3 549,15 $	3 240,85 $			
Total enfouissement, honoraires, incidences et frais (CSEM)	202 490,65 $	28 568,60 $	346 600,36 $	17 330,02 $	34 573,39 $	398 503,76 $	363 887,05 $	172 394,56 $	157 419,21 $	226 109,20 $	206 467,84 $	
Total section 3.1 travaux, section 3.2 honoraires, frais et études et section 3.3 Enfouissement et frais CSEM	2 999 848,69 $	308 304,40 $	3 423 694,20 $	171 184,71 $	341 513,50 $	3 936 392,41 $	3 594 450,95 $	2 422 344,26 $	2 211 923,18 $	1 514 048,15 $	1 382 527,76 $	

Note 1: Les lots projetés 6 049 211, 6 049 212, 6 049 213, 6 049 214 et 6 049 220 sont considérés desservis pour ces travaux

Note 2: Aucun lot projeté n'est considéré desservi pour ces travaux et frais

Note 3: Le coût estimé de la noue de rétention pluviale dans la nouvelle rue de Courtrai requise pour les eaux publiques du site est partagé entre le Promoteur et le Social au prorata de la superficie des lots projetés 6 049 211 à 6 049 215 inclusivement, 6 049 217, 6 049 218 et 6 049 220.

Note 4: Les coûts estimés des travaux, honoraires, frais et études proviennent de la firme Vinci consultants mandatée par le Promoteur (25 avril 2018).

Note 5: Les coûts des branchements de service des bâtiments aux conduites d'aqueduc, d'égout sanitaire et d'égout pluvial ne sont pas assujettis à un partage selon le règlement sur les ententes relatives à des travaux municipaux (08-013-1). Ces coûts sont à 100 % assumés par le Promoteur. Les coûts d'aménagement de trottoirs temporaires sont entièrement assumés par le Promoteur.

Note 6: Les coûts estimés des travaux d'enfouissement des réseaux cablés de distribution des services d'électricité pour l'éclairage sur le site proviennent de la firme Vinci consultants (25 avril 2018) (coffret de raccordement et cablage) et de la firme Infrastructel (25 avril 2018) (conduits et bases) mandatées par le Promoteur.

Note 7: Les coûts estimés des travaux d'enfouissement des réseaux cablés de distribution des services d'électricité pour la borne de recharge sur le site proviennent de la firme Vinci consultants (25 avril 2018) (base et cablage) et de la firme Infrastructel (25 avril 2018) (conduits et structure) mandatées par le Promoteur.

Note 8: Les coûts estimés des travaux d'enfouissement des réseaux cablés de distribution des services d'électricité et de télécommunications sur le site et exclusifs à la desserte des logements sociaux proviennent de la firme Infrastructel (25 avril 2018) (conduits et structures) mandatée par le Promoteur.

Note 9: Le coût estimé des frais d'honoraires CSEM pour la conception, la surveillance, les incidences, les plans TQC et la fermeture du dossier concernant l'enfouissement des réseaux câblés sur site pour l'éclairage, la borne de recharge et les massifs de conduits et structures exclusifs à la desserte des logements sociaux provient de la CSEM (selon entente CSEM/Promoteur 8% du coût des travaux). Les montants inscrits au tableau varieront lorsque les informations mentionnées à la note 13 seront connus.

Note 10: Les coûts estimés des travaux de raccordements - hors site (Westbury,Trans lland et Vézina) exclusifs à l'éclairage de rue et exclusifs à la desserte des logements sociaux, proviennent de la CSEM (23 avril 2018).

Note 11: Les coûts estimés des honoraires CSEM (surveillance, incidences et frais généraux) pour les travaux de raccordements hors site exclusifs à l'éclairage de rue et exclusifs à la desserte des logements sociaux proviennent de la CSEM (23 avril 2018).

Note 12: Les frontages et superficies des lots projetés et utilisés pour le partage des coûts proviennent du plan de cadastre préparé par François Anglehart, arpenteur-géomètre, matricule 1680, minute 20420, dossier 10563, version 9 en date du 24 janvier 2017.

Note 13 : Cette information n'est pas disponible actuellement et sera connue ultérieurement.

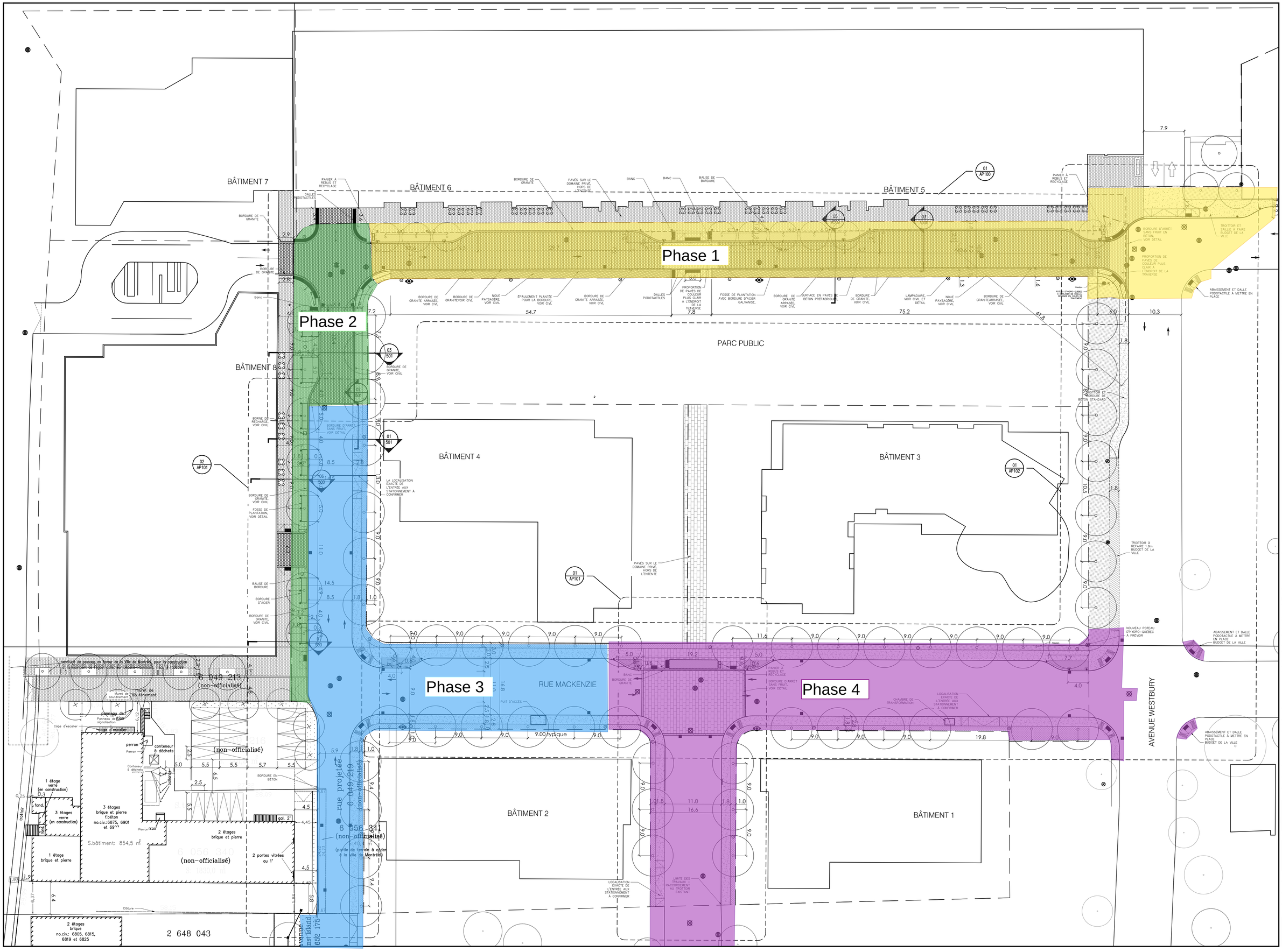
Note 14 : Cette information sera à valider avec la CSEM et selon les dispositions applicables

Note 15 : Les travaux de raccordements CSEM hors site concernant HQ ne sont pas intégrés au tableau. La CSEM indique que le coût de ces travaux sera facturé directement par HQ au Promoteur.

westburymontréal

Échéancier Infrastructures Municipales

	2019				2021				2022				2023				2024			
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4
PHASE 1 (Ave de Courtrai)																				
Égouts et Aqueduc																				
Éclairage de rue																				
Massif électrique et conduit pour RTU																				
Infrastructure et empierrement																				
Bodures et trottoirs																				
Pavés-unis																				
Plantation, éclairage																				
Pavage rue raccord à l'existant (coin Westbury Courtrai)																				
PHASE 2 (Ave Trans Island Ouest)																				
Égouts et Aqueduc																				
Éclairage de rue																				
Massif électrique et conduit pour RTU																				
Infrastructure et empierrement																				
Bodures et trottoirs																				
Plantation, éclairage																				
Pavés-unis																				
PHASE 3 (Mackenzie Ouest)																				
Égouts et Aqueduc																				
Éclairage de rue																				
Massif électrique et conduit pour RTU																				
Infrastructure et empierrement																				
Bordures et Trottoirs																				
Pavage de la rue 1ere couche																				
Plantation, éclairage																				
Pavage 2e couche final																				
PHASE 4 - Zone 5 (Mackenzie Est + Mountain Sights)																				
Égouts et Aqueduc																				
Éclairage de rue																				
Massif électrique et conduit pour RTU																				
Infrastructure et empierrement																				
Bordures et Trottoirs																				
Pavage de la rue 1ere couche																				
Plantation, éclairage																				
Pavage 2e couche final																				



Plan clé

Informations

Numéro de détail
Dessin sur lequel ce détail est représenté

Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur ces dessins.

No	Date	Par	Révision	Ver.
J	2017-01-25	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
I	2017-01-20	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
01	2017-01-17	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE REV.1	CT
01	2017-12-20	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE	CT
00	2017-12-06	CR	EMIS POUR ENTENTE DES INFRASTRUCTURE	CT
H	2017-11-23	CR	EMIS POUR COORDINATION	CT
G	2017-09-22	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
F	2017-09-11	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
E	2017-07-06	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
D	2017-06-01	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
C	2017-05-29	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
B	2017-05-11	MMJ	EMIS POUR COORDINATION	CT
A	2016-05-30	CR	EMIS POUR INFORMATIONS	CT

Ce dessin ne doit pas être utilisé pour fins de construction sans approbation ci-dessous.

Approuvé

Architecture:
ATELIER CHRISTIAN THIFFAULT
ARCHITECTURE DESIGN URBAIN PAYSAGE
3641, Rue Dandurand, St-Hubert (Québec) J3Y 1Z4
t 450.676.0333 f 450.676.0553

Le présent document est la propriété exclusive d'Atelier Christian Thiffault

Sceau:

Client:
LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC.

Génie civil :
Desjardins Expert Conseil

DESIGN URBAIN :
ATELIER CHRISTIAN THIFFAULT

Gestion d'eaux et signalisation :
VINCI Consultants

Éclairage :
CYCLONE Lighting

Circulation :
CIMA + | Ingénierie

Autre :

Dessiné par: CR, PG, MMJ, RB
Approuvé par: CT
Unités: MILLIMÈTRE
Échelle: 1:300
Logiciel: AUTOCAD 2014

Projet:
QUARTIER WESTBURY

Titre:
PLAN D'ESPACES PUBLICS DESCRIPTION DES TRAVAUX

Fichier: 14272124_plan ensemble.dwg
Numéro du projet: 14272124

Numéro du dessin: / Feuille:
AP-000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1183558009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Autoriser la signature d'une entente avec Les Développements Armstrong Inc. relative à l'exécution de travaux municipaux pour la réalisation du projet de développement immobilier « Westbury ».

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1183558009 inform budgétaires.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Paule TANGUAY
Préposée au budget
Tél : 514 872-5911

Co- auteure
Marie Claude Pierre
Agente Comptable Analyste
514-868 3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-03

Christian BORYS
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5676

Division : Division du conseil et du soutien financier - Point de service Développement

NO GDD : **1183558009 - projet Westbury / Armstrong - entente d'infrastructure**

Taux 2018: 1,0951303727

No d'engagement **CC83558009**

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération

Provenance

Développement de logements sociaux et communautaires - infrastructure		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement RCG 12-009	5001.5012009.802715.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000	1 514 048,15 $	1 382 527,76 $	1 382 537,00 $
Total provenance		**1 514 048,15 $**	**1 382 527,76 $**	**1 382 537 $**

Imputation

projet Westbury / Armstrong - entente d'infrastructure		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat et contingences: Préparation du site	5001.5012009.802715.03107.57201.000000.0000.173581.000000.12010.00000	83 465,41 $	76 215,04 $	76 216 $
Contrat et contingences: Aqueduc	5001.5012009.802715.03107.57201.000000.0000.173582.000000.13010.00000	194 440,32 $	177 549,93 $	177 550 $
Contrat et contingences: Égoûts pluviaux et sanitaires, raccordements	5001.5012009.802715.03107.57201.000000.0000.173583.000000.12010.00000	472 270,03 $	431 245,49 $	431 246 $
Contrat et contingences: Mobilier urbain	5001.5012009.802715.03107.57401.000000.0000.173584.000000.17030.00000	11 535,34 $	10 533,30 $	10 534 $
Contrat et contingences: Fondation et pavage de rue	5001.5012009.802715.03107.57201.000000.0000.173585.000000.17020.00000	165 545,89 $	151 165,46 $	151 166 $
Contrat et contingences: Trottoirs	5001.5012009.802715.03107.57201.000000.0000.173586.000000.17030.00000	111 997,11 $	102 268,29 $	102 269 $
Contrat et contingences : Lampadaires, borne de rechrge et CSEM sur site	5001.5012009.802715.03141.57201.000000.0000.173587.000000.19010.00000	82 800,92 $	75 608,28 $	75 609 $
Contrat et contingences: Plantation	5001.5012009.802715.03107.57201.000000.0000.173588.000000.17030.00000	68 138,36 $	62 219,40 $	62 220 $
Contrat et contingences: Marquage de la chaussée et signalisation routière	5001.5012009.802715.03161.57201.000000.0000.173589.000000.17040.00000	4 908,47 $	4 482,09 $	4 483 $
Services professionnels: Plan et devis	5001.5012009.802715.03107.54301.000000.0000.173590.000000.12010.00000	63 643,18 $	58 114,71 $	58 115 $
Services professionnels: Surveillance	5001.5012009.802715.03107.54301.000000.0000.173591.000000.12010.00000	16 242,28 $	14 831,37 $	14 832 $
Services techniques: tests et inspections	5001.5012009.802715.03107.54507.000000.0000.173592.000000.12010.00000	21 148,10 $	19 311,03 $	19 312 $
Services professionnels: Études de structure de la chaussée et arpentage	5001.5012009.802715.03107.54301.000000.0000.173593.000000.12010.00000	26 542,58 $	24 236,91 $	24 237 $
Services techniques: Entretien (infrastructure et noue de biorétention)	5001.5012009.802715.03107.54507.000000.0000.173594.000000.12010.00000	11 770,68 $	10 748,20 $	10 749 $
Contrat et contingences: CSEM sur site	5001.5012009.802715.03107.57201.000000.0000.173595.000000.19520.00000	98 982,19 $	90 383,93 $	90 384 $
Contrat et contingences: CSEM hors site	5001.5012009.802715.03107.57201.000000.0000.173597.000000.19520.00000	80 617,29 $	73 614,33 $	73 615 $

Total imputation	**1 514 048,15 $**	**1 382 527,76 $**	**1 382 537,00 $**

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Demandeur : _____ Téléphone : _____
Service/Arrondissement : _____

Période : _____ Année : 2017 **-17** Description de l'écriture : _____

Virement de crédits demandé en vertu de : ◉ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de _____
○ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no. _____

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1														
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
Total de l'écriture :												**0,00**	**0,00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1183558009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Autoriser la signature d'une entente avec Les Développements Armstrong Inc. relative à l'exécution de travaux municipaux pour la réalisation du projet de développement immobilier « Westbury ».

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La présente entente est approuvée quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

Entente Ville et Les développements Armstrong Inc. numérisée 04052018.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 514-868-4137

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-04

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division
Tél : 514 872-8323
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
0 3 MAI 2018
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTENTE RELATIVE À LA RÉALISATION DE TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES

PROJET WESTBURY
Redéveloppement du site Armstrong

1. Désignation des Parties

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par Me Geneviève Reeves, secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisée aux fins de la présente entente en vertu de l'article 5 du règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044);

Ci-après désignée comme étant la « **Ville** »

ET

LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC., personne morale de droit privé, constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions*, ayant une place d'affaires au 4700, rue de la Savane, bureau 222, agissant et représentée par monsieur Giuseppe Scalia, secrétaire, dûment autorisé à signer la présente entente en vertu d'une résolution adoptée par le conseil d'administration de cette société, le 27 janvier 2017, copie de cette résolution étant jointe en annexe 1 de la présente entente, après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant.

Ci-après désignée comme étant le « **Promoteur** »

Ci-après, collectivement désignées les « **Parties** »

ATTENDU QUE le Promoteur a signé, le 15 juillet 2016, des engagements relatifs à la « Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels de la Ville de Montréal » dans le cadre d'un projet immobilier sur le site de l'usine Armstrong situé au 6911 boulevard Décarie;

ATTENDU QUE le conseil municipal de la Ville de Montréal a adopté, le 19 décembre 2016, un règlement permettant la modification du plan d'urbanisme afin de permettre un développement immobilier mixte au 6911, boulevard Décarie (résolution CM16 1495);

ATTENDU QUE le conseil d'arrondissement a adopté, le 13 février 2017, une résolution approuvant le projet particulier PP-95 visant à autoriser la démolition des bâtiments, les conditions applicables aux opérations cadastrales et la construction d'un tel développement immobilier (ci-après, le « **Projet** »), tel qu'il appert du plan joint en annexe 2 de la présente entente, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017)* (résolution CA17 170049);

ATTENDU QUE les Parties ont signé, le 15 février 2017, une entente de développement précisant plusieurs des modalités du Projet dont la cession à des fins de parc à effectuer, et ce, en vertu du *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (14-049)* (résolution CA17170037);

ATTENDU QU'IL est nécessaire d'exécuter des travaux relatifs aux infrastructures et aux équipements municipaux afin de permettre la réalisation du Projet sur les lots 2 086 870, 2 651 976, 2 944 773, 2 944 885, 2 944 897, 2 944 973, 5 047 753 et 6 056 341 du Cadastre du Québec (ci-après, le « **Site** »);

ATTENDU QUE la réalisation de tels travaux est assujettie à la conclusion d'une entente conformément à l'article 4 du *Règlement sur les ententes relatives à des travaux municipaux (08-013)* (ci-après, le « **Règlement** ») adoptée par le conseil de la Ville de Montréal;

ATTENDU QUE le Promoteur entend soumettre une opération cadastrale, pour approbation par la Ville, visant, entre autres, à créer et verser gratuitement dans le domaine public municipal des lots à des fins de rues et de parc conformément au projet particulier PP-95 et à l'entente de développement signée entre les Parties.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

2. Description des travaux et désignation de la Partie responsable

2.1 Les travaux à réaliser sont illustrés aux plans et devis joints comme annexe 3 de la présente entente et se décrivent comme suit :

2.1.1 Travaux d'infrastructures sur site à réaliser par le Promoteur :

Le prolongement, dans les limites du Site, de l'avenue Trans Island, l'avenue Mountain Sights, l'avenue De Courtai et la rue Mackenzie, et dans ces nouvelles portions de rues, la réalisation des travaux relatifs à ce qui suit :

- les réseaux d'égouts sanitaires, pluviaux et d'aqueducs, ainsi que les bornes-fontaines ;
- les branchements de services aux réseaux d'égout sanitaire, pluvial et d'aqueduc pour le bâtiment B5-B6 et le parc public à venir. Lors du branchement, la Ville pourrait demander des ajustements si des facteurs inexistants au moment de la signature de l'entente influencent les calculs de débit ou de pression;
- la fondation, la chaussée, le pavage permanent en deux (2) couches, le pavé de béton, les trottoirs, les intersections surélevées, les bordures, les saillies de trottoir, les dalles podotactiles ainsi que les poubelles et les bancs dont les modèles seront choisis par la Ville et communiqués au Promoteur en temps utile;
- les fosses de plantation, la plantation d'arbres et d'autres végétaux, ainsi qu'une noue ;
- les travaux civils d'éclairage, électriques et les structures nécessaires à l'enfouissement des réseaux câblés de distribution d'électricité et de télécommunication, les lampadaires et une borne de recharge double pour véhicules électriques.

2.1.2 Travaux d'infrastructures sur site à réaliser par la Ville :

- le marquage et la signalisation routière.

2.1.3 Travaux de raccordement à réaliser par le Promoteur :

Le raccordement, à la périphérie extérieure du Site, des nouvelles portions de rues à l'avenue Trans Island, l'avenue Mountain Sights, l'avenue De Courtai et la rue Mackenzie, et dans ces raccordements, la réalisation des travaux relatifs à ce qui suit :

- les réseaux d'égouts sanitaires, pluviaux et d'aqueducs ;
- la fondation, la chaussée, le pavage permanent en deux (2) couches, le pavé de béton, les trottoirs, les bordures, les saillies de trottoir et les dalles podotactiles ;
- les fosses de plantation, la plantation d'arbres et d'autres végétaux ;

2.1.4 Travaux de raccordement à la périphérie extérieure du Site à réaliser par la Ville;

- le marquage et la signalisation routière.

2.1.5 Travaux de raccordement à la périphérie extérieure du Site qui seront réalisés par la CSEM :

- les travaux civils d'éclairage, électriques et les structures nécessaires à l'enfouissement des réseaux câblés de distribution d'électricité et de télécommunication.

2.2 La personne qui réalise les travaux devra obtenir, préalablement au début des travaux, toutes autorisations requises du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec. Pour les travaux à réaliser par le Promoteur, ce dernier doit transmettre à la Ville ces autorisations dès qu'il les obtient.

2.3 Tout entrepreneur mandaté pour réaliser tout ou une partie des travaux devra détenir une licence de la Régie du bâtiment du Québec dans la spécialité pertinente aux travaux à exécuter.

2.4 Les plans et devis, joints en annexe 3 de la présente entente, ont été préparés par les ingénieurs mandatés par le Promoteur selon les normes et directives de la Ville et de la CSEM et ont été approuvés par la Ville et la CSEM.

2.5 Les travaux prévus à la présente entente seront réalisés sous la surveillance d'une firme de génie-conseil et de laboratoire de sols mandatée par la Ville. Cette firme fournira, à la fin des travaux, un certificat de conformité des travaux ainsi que les plans et les profils « tels que construits », le tout conformément aux exigences de la Ville, plus précisément par le Service des infrastructures, de la voirie et des transports de la Ville en ce qui a trait aux travaux relatifs à la borne de recharge.

2.6 Le Promoteur devra effectuer tous les travaux d'arpentage, de piquetage et de relevé topographique afin de déterminer les emprises de rues, nécessaires à la préparation des plans et des profils « tels que construits ».

2.7 La Ville pourra effectuer, aux frais du Promoteur, toutes les inspections et tests qu'elle jugera nécessaires ou exiger du Promoteur que ce dernier les exécute et transmette copie des résultats à la Ville.

2.8 En ce qui a trait aux infrastructures comportant la construction de structures nécessaires à l'enfouissement des réseaux câblés d'électricité et de télécommunication, le Promoteur doit se conformer à toutes les règles et spécifications de la CSEM contenues aux ententes dont cette dernière exige la conclusion. Pour ces travaux, la CSEM s'occupera de la surveillance des travaux, de leurs acceptations provisoire et définitive et de la production des plans tels que construits.

2.9 Dans le cadre des travaux prévus à la présente entente dont il est responsable de l'exécution (articles 2.1.1 et 2.1.3), le Promoteur doit respecter les conditions suivantes :

2.9.1 soumettre, avant le début de chaque phase des travaux décrites à l'article 5 de la présente entente, pour approbation par la Ville, un plan de camionnage afin de limiter la circulation de transit dans le secteur environnant au Projet et sur les rues pour lesquelles il y a eu une acceptation provisoire des travaux par la Ville ;

2.9.2 entretenir la surface des rues en pierre concassée afin qu'elles soient carrossables, par leur empierrement et nivellement, dès la livraison du premier bâtiment du Projet et jusqu'à la pose de la première couche complète de pavage ;

2.9.3 limiter, pendant toute la durée des travaux, les impacts de l'émission de poussière jusqu'à la fin des travaux de construction (infrastructures et bâtiments du Projet) et d'aménagement ;

2.9.4 nettoyer, pendant toute la durée des travaux et de façon journalière, les rues salies par les véhicules et machineries de l'entrepreneur général, de ses mandataires et des fournisseurs de matériaux, sur le Site et sur les rues avoisinantes ;

2.9.5 soumettre les arbres et autres végétaux prévus à l'article 2.1 pour approbation, avant la livraison sur le Site, à un agent technique en horticulture et arboriculture de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Les plantations devront respecter les normes « BNQ NQ0605-100 Aménagement à l'aide de végétaux », ainsi que les dispositions de l'article 2.13 ;

2.9.6 jusqu'à l'acceptation provisoire de chacune des phases des travaux d'infrastructures, effectuer le déneigement des infrastructures de ladite phase conformément aux exigences de la Ville ;

2.9.7 mettre en place un mécanisme de réception des plaintes relatives aux nuisances causées par le chantier, soit un bureau de chantier visible, accessible et sécuritaire, ainsi qu'une adresse courriel permettant aux citoyens de joindre le Promoteur et lui formuler des plaintes, et ce, pour toute la durée des travaux.

2.10 Lorsqu'il est constaté par la firme mandatée par la Ville et responsable de la surveillance des travaux que ceux-ci ont été exécutés à son entière satisfaction, cette dernière avise la Ville qu'elle est prête à procéder à l'acceptation provisoire des travaux ou à leur acceptation définitive. L'acceptation provisoire ou définitive ne pourra être donnée sans l'accord de la Ville et plus précisément de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce. Les acceptations provisoire et définitive seront accordées par phases telles que décrites à l'article 5. Conformément à l'article 2.8, la CSEM s'occupera de l'acceptation provisoire et définitive des travaux d'enfouissement des réseaux câblés de distribution de service d'électricité et de télécommunication réalisés sur le site et dans les raccordements.

2.11 Durant la période entre l'acceptation provisoire des travaux et l'acceptation définitive, tout défaut ou malfaçon résultant des travaux devra être corrigé avec diligence par le Promoteur. À cette fin, la Ville transmettra un avis de défaut au Promoteur dans les dix (10) jours suivant la découverte du défaut. Si le Promoteur ne remédie pas à la situation dans le délai imparti de l'avis de défaut, la Ville fera corriger les déficiences à sa satisfaction. Tous les frais occasionnés seront réclamés au Promoteur.

2.12 À l'exception du déneigement prévu à l'article 2.9.6 qui doit être fait conformément à cet article, le Promoteur est responsable de l'entretien complet de tous les travaux d'infrastructures pour lesquels il est responsable de la réalisation jusqu'à leur acceptation définitive par la Ville et la CSEM. Les infrastructures du Projet seront ensuite prises en charge par la Ville et la CSEM.

2.13 En ce qui concerne les travaux d'entretien des arbres et des végétaux, ceux-ci devront être entretenus et protégés par le Promoteur à ses frais et jusqu'à leur acceptation définitive par la Ville, selon les normes « BNQ NQ0605-200 Entretien arboricole et horticole ».

Lors de la plantation, les arbres devront être amendés avec un fertilisant organique et mycorhize. Ensuite et jusqu'à leur acceptation définitive, le Promoteur devra les arroser et tailler les branches cassées, malades ou mortes à ses frais.

Les autres végétaux devront être amendés avec fertilisant organique lors de la plantation. Ensuite et jusqu'à leur acceptation définitive, le Promoteur devra tailler les branches cassées, malades ou mortes et effectuer un désherbage bimensuel jusqu'à la fermeture des aménagements à l'automne à ses frais.

Les protections hivernales des arbres et des arbustes devront demeurer en place durant tout l'hiver aux frais du Promoteur.

Le Promoteur devra, jusqu'à leur acceptation définitive par la Ville, remplacer tous les arbres et végétaux morts, dépérissants ou malades à ses frais, et ce, à la demande de l'agent technique en horticulture et arboriculture de l'arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce.

2.14 Le Promoteur devra fournir à la Ville un manuel d'entretien de la noue avant l'acceptation définitive de celle-ci par la Ville.

2.15 Dans le cas des travaux d'infrastructures réalisés par le Promoteur, ce dernier s'engage à solliciter le marché avant de conclure tout contrat relatif à leur réalisation et à soumettre pour approbation par la Ville le résultat de sa sollicitation afin de permettre l'obtention de prix compétitifs. Le Promoteur accepte et reconnaît également que la Ville produira une estimation professionnelle détaillée du coût des travaux, établie à partir des plans et devis et selon les prix du marché actuel (matériaux, équipements, main d'œuvre, etc) et qui servira de référence et déterminante dans l'acceptation ou non des prix obtenus par le Promoteur. Dans le processus d'analyse, de validation et d'acceptation des prix, tout écart significatif défavorable entre l'estimation

détaillée de la Ville et les prix obtenus par le Promoteur devra être expliqué et justifié par le Promoteur à la satisfaction de la Ville. Le Promoteur accepte que la décision finale quant à la reconnaissance ou au refus de prix obtenus revient à la Ville.

2.16 Compte tenu de la participation financière de la Ville prévue à la présente entente aux coûts de travaux d'infrastructures et frais afférents à ces travaux réalisés par le Promoteur, et dans un souci d'intégrité en matière d'octroi de contrats, le Promoteur s'engage, pour la réalisation des travaux dont il est responsable, à solliciter des entreprises détenant une attestation en vigueur de l'Autorité des marchés financiers et n'ayant pas une licence restreinte par la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni figurant sur le Registre des entreprises non admissibles (RENA). Les entreprises sollicitées par le Promoteur détiendront également une attestation valide délivrée par Revenu Québec.

3. Détermination de coûts

3.1 Le coût total estimé de réalisation des travaux d'infrastructures prévus à la présente entente est de 3 936 392,41$ incluant toutes les taxes applicables. Le détail des coûts est présenté à l'annexe 4 de la présente entente.

Sous réserve des coûts assumés par la Ville en vertu de la présente entente, ces coûts sont payables par le Promoteur et se ventilent comme suit :

3.1.1 Le coût estimé pour la réalisation des travaux d'infrastructures sur site (articles 2.1.1 et 2.1.2) est de 3 093 980,82 $.

3.1.2 Le coût estimé pour la réalisation des travaux de raccordement (articles 2.1.3 à 2.1.5) est de 262 310,67$.

3.1.3 Le coût estimé des frais afférents aux travaux tels que définis à l'article 1 du Règlement et tout autre frais prévus à l'article 2 de l'entente est de 580 100,92$.

3.2 Les frais afférents aux travaux mentionnés à l'article 1 du Règlement sont payables par le Promoteur sur présentation par la Ville de factures ou pièces justificatives.

3.3 Les coûts et les frais mentionnés à l'article 8 du Règlement, payables par la Ville aux conditions qui y sont indiquées, se ventilent comme suit :

- Les coûts et les frais des infrastructures sur site et des travaux de raccordement desservant un projet de logements sociaux est de 1 514 048,15$, ceux-ci sont décris et ventilé à l'annexe 4.

4. Modalités de paiement des coûts relatifs aux travaux et garanties financières

4.1 Pour les travaux dont la réalisation est sous la responsabilité du Promoteur, il doit, pour que lui soit délivré le premier permis de construction de l'ensemble du Projet, remettre à la Ville, quatre lettres de garantie bancaire en faveur de celle-ci, émises par une institution financière dûment autorisée comme suit :

4.1.1 une première lettre d'un montant correspondant à 20% du coût estimé des infrastructures de la phase 1 identifiée à l'Annexe 5, lesquelles desserviront les bâtiments 5 et 6 du Projet tel qu'identifiés au plan de l'Annexe 2;

4.1.2 une deuxième lettre d'un montant correspondant à 20% du coût estimé des infrastructures de la phase 2 identifiée à l'Annexe 5, lesquelles desserviront le bâtiment 8 du Projet tel qu'identifié au plan de l'Annexe 2;

4.1.3 une troisième lettre d'un montant correspondant à 20% du coût estimé des infrastructures de la phase 3 identifiée à l'Annexe 5, lesquelles desserviront le bâtiment 4 du Projet tel qu'identifié au plan de l'Annexe 2;

4.1.4 une quatrième lettre d'un montant correspondant à 20% du coût estimé des infrastructures de la phase 4 identifiée à l'Annexe 5, lesquelles desserviront le bâtiment 3 du Projet tel qu'identifié au plan de l'Annexe 2;

Aux fins de l'établissement du montant de toute lettre de garantie bancaire exigée en vertu du présent article, sont exclus du coût estimé des infrastructures les honoraires professionnels de réalisation des plans et devis puisque ces derniers ont déjà été payés par le Promoteur et de tels plans et devis sont complétés.

4.2 Pour les travaux et frais dont la réalisation est sous la responsabilité de la Ville, le Promoteur doit lui verser, par chèque visé, lors de l'octroi des contrats pour la réalisation de ceux-ci ou sur demande de la Ville, préalablement à leur réalisation, le coût total des travaux qu'il devra payer, plus les taxes, les frais contingents et les imprévus. Si le coût réel des travaux est plus élevé que le montant versé par le Promoteur conformément à ce qui précède, ce dernier doit alors verser à la Ville la différence. Si le coût réel des travaux est moins élevé, la Ville remet la différence au Promoteur lors de l'acceptation définitive des travaux, et ce, sans aucun intérêt. Aux fins du présent alinéa, le Promoteur devra également verser à la Ville la totalité de la part des coûts et des frais estimés à être assumée par la Ville en vertu de l'article 3.3 de la présente entente.

4.3 Dans les trente (30) jours de l'acceptation provisoire des travaux de chaque phase identifiée à l'Annexe 5, la Ville rembourse au Promoteur les coûts et frais payés par ce dernier mais que la Ville assume en vertu de l'article 3.3 de la présente entente, et ce, pour la phase correspondante, en contrepartie de la remise par ce dernier d'une lettre de garantie bancaire en faveur de la Ville d'un montant correspondant à la somme que lui rembourse la Ville. Les coûts et frais sont remboursés sur présentation, par le Promoteur, de pièces justificatives, à la satisfaction de la Ville, faisant état du coût réel de ces travaux et frais.

4.4 À l'acceptation définitive des travaux d'infrastructures de chaque phase identifiée à l'Annexe 5, la lettre de garantie correspondante exigée en vertu de l'article 4.1 est remise au Promoteur.

4.5 Toutefois, toute lettre de garantie bancaire exigée en vertu du paragraphe 4.3 du présent article est conservée par la Ville, mais une fois par année, à la demande du Promoteur, le montant de la garantie est réduit selon les modalités établies au

paragraphe 4.6, sur preuve de l'accomplissement de l'une des conditions suivantes :

4.5.1 lors de la vente des immeubles destinés à la construction de logements sociaux, construits ou non, à un des organismes figurant à la définition du « logement social » de l'article 1 du Règlement ;

4.5.2 lorsque les travaux de construction d'immeubles regroupant des logements sociaux sont terminés. Les travaux de construction sont terminés lorsque les immeubles construits sont prêts pour l'usage auquel ils sont destinés.

La Ville remet au Promoteur la lettre de garantie bancaire qu'elle détient lorsque ce dernier lui en présente une nouvelle pour le montant révisé.

4.6 La réduction du montant de la garantie bancaire correspond à la somme que la Ville a remboursée au Promoteur pour les travaux d'infrastructures réalisés desservant les immeubles décrits au paragraphe 4.5 du présent article.

4.7 La Ville remet au Promoteur la lettre de garantie bancaire qu'elle détient lorsque ce dernier lui présente une nouvelle lettre de garantie bancaire, pour le montant révisé conformément au paragraphe 4.6 du présent article. Celle nouvelle lettre de garantie bancaire doit respecter les conditions prescrites au paragraphe 4.3 du présent article.

4.8 Toute lettre de garantie bancaire exigée en vertu des présentes doit être encaissable sur le territoire de la Ville de Montréal, à première demande, nonobstant tout litige entre les Parties et indiquer qu'elle est automatiquement renouvelable de manière à être valide jusqu'à l'acceptation définitive des travaux d'infrastructures visés et qu'elle sera encaissable par la Ville si elle n'est pas renouvelée 60 jours avant son échéance.

5. Date à laquelle les travaux doivent être complétés

Le Promoteur s'engage à compléter les travaux relatifs aux infrastructures décrits à l'article 2 de la présente entente et pour lesquels il est responsable de la réalisation, selon l'échéancier et les zones de travaux apparaissant aux annexes 5 et 6, après avoir été reconnues véritables et signées pour identification par les Parties.

Si le Promoteur ne construit pas des logements sociaux ou ne vend pas les immeubles destinés à la construction de tels logements sociaux, construits ou non, à un des organismes figurant à la définition du « logement social » de l'article 1 du Règlement tel qu'il s'y est engagé, la Ville pourra encaisser la lettre de garantie bancaire émise en vertu de l'article 4.3.

6. Résiliation

6.1 À défaut par le Promoteur d'entreprendre les travaux prévus à la présente entente dans un délai de 12 mois suivant la signature de celle-ci, la Ville pourra

résilier unilatéralement la présente entente en transmettant un avis écrit au Promoteur.

6.2 Suivant un avis écrit au Promoteur l'informant de son défaut de respecter une ou des conditions de la présente entente et advenant qu'il ne remédie pas à son défaut à l'intérieur d'un délai de trente (30) jours, la Ville pourra également résilier unilatéralement la présente entente sans autre avis ni délai et encaisser toute lettre de garantie bancaire sans préjudice de ses autres droits et recours.

7. Assurance responsabilité

7.1 Le Promoteur s'engage à tenir la Ville indemne de toute responsabilité pouvant découler de l'exécution des travaux, à partir du début des travaux jusqu'à douze (12) mois après l'acceptation provisoire de ceux-ci. Ainsi, il s'engage à prendre fait et cause pour la Ville de toute réclamation pour dommages corporels ou matériels qui pourraient survenir en raison de l'exécution des travaux par lui-même ou ses mandataires.

7.2 Pour ce faire, dans les quinze (15) jours suivant l'octroi des contrats, le Promoteur devra remettre à la Ville copie de sa police d'assurance responsabilité ou celle de son entrepreneur prise aux fins de l'exécution de travaux. Cette police, qui devra être approuvée par la Ville, devra désigner la Ville comme coassurée.

7.3 Cette police devra assurer une protection pour dommages corporels et matériels de deux millions de dollars (2 000 000$) par évènement. Elle doit indiquer qu'elle ne pourra pas être résiliée sans un avis écrit d'au moins vingt (20) jours à la Ville.

7.4 Cette police d'assurance responsabilité doit être souscrite et maintenue en vigueur, aux frais du Promoteur, à compter de la date du début des travaux et jusqu'à douze (12) mois après l'acceptation provisoire des travaux. Si à compter du quinzième (15^{e}) jour précédant la date d'échéance ou de résiliation de la police, il est constaté que le Promoteur néglige ou refuse de maintenir cette police pendant toute cette période, la Ville pourra la maintenir en vigueur aux frais du Promoteur ou contracter une nouvelle police d'assurance couvrant les mêmes risques et offrant une couverture équivalente à celle prévue l'article 7.3. Le Promoteur doit, dans les quinze (15) jours précédant la date de l'échéance de la police, remettre au responsable de la Ville la preuve du renouvellement de la police d'assurance.

8. Garanties

Le Promoteur, par la présente entente, cède et transfère à la Ville toute garantie qu'il détiendra en regard des travaux d'infrastructures.

9. Avis

Tout avis, communication ou correspondance entre les Parties aux présentes doit être transmis par courrier recommandé à l'adresse suivante :

Pour la Ville :
M. Pascal Trottier
Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
2140, avenue Madison – 3ième étage
Montréal (Québec) H4B 2T4

Pour le Promoteur :
Giuseppe Scalia
Les Développements Armstrong inc.
4700, rue de la Savane, bureau 222
Montréal (Québec) H4P 1T7

Tout changement d'adresse par une Partie doit être communiqué à l'autre.

10. Entrée en vigueur

La présente entente entre en vigueur le jour de sa signature par tous les représentants des Parties dûment autorisés.

11. Signatures

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé cette entente aux dates et lieux indiqué en regard de leur signature.

Le e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves
Secrétaire de l'arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Le e jour de 2018

LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC.

Par : _____
Giuseppe Scalia
Secrétaire

Annexe 1 : Procuration de Les Développements Armstrong Inc.
Annexe 2 : Plan du Projet faisant l'objet du PP-95
Annexe 3 : Plans et devis des travaux d'infrastructures
- 3-1 : Plan directeur
- 3-2 : Plans éclairage
- 3-3 : Devis éclairage
- 3-4 : Plans civils
- 3-5 : Devis civils
- 3-6 : Plans aménagement paysager
- 3-7 : Devis aménagement paysager
- 3-8 : Plans d'enfouissement des réseaux câblés la CSEM

Annexe 4 : Estimations des coûts et frais des travaux d'infrastructures
- 4-1 : Estimation du Promoteur (Infrastructel)
- 4-2 : Estimation CSEM
- 4-3 : Estimation du promoteur (Vinci)
- 4-4 : Tableau de partage des coûts (Direction de l'habitation)

Annexe 5 : Phases de réalisation des travaux d'infrastructures
Annexe 6 : Zones des travaux d'infrastructures

...

Annexe 1
(Procuration de Les Développements Armstrong Inc.)

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
D'UNE ASSEMBLEE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
de la Société LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC.,
tenue au Siège de ladite Société.

ADOPTEE le vingt-septième (27ième) jour du mois de février deux mille dix-huit (2018).

Il est résolu :

1) d'autoriser Giuseppe SCALIA, secrétaire de LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC., à entreprendre toutes les démarches nécessaires pour conclure une entente relative à des travaux municipaux pour le projet Westbury (en lien avec le projet particulier PP-95);

2) d'autoriser ledit Giuseppe SCALIA à s'informer, vérifier, cueillir toute informations, discuter, négocier, etc.;

3) de lier ladite société à toute entente, convention, etc.

2) de signer tous les documents jugés utiles ou nécessaires afin de donner plein effet à l'entente relative à des travaux municipaux pour le projet Westbury (en lien avec le projet particulier PP-95);

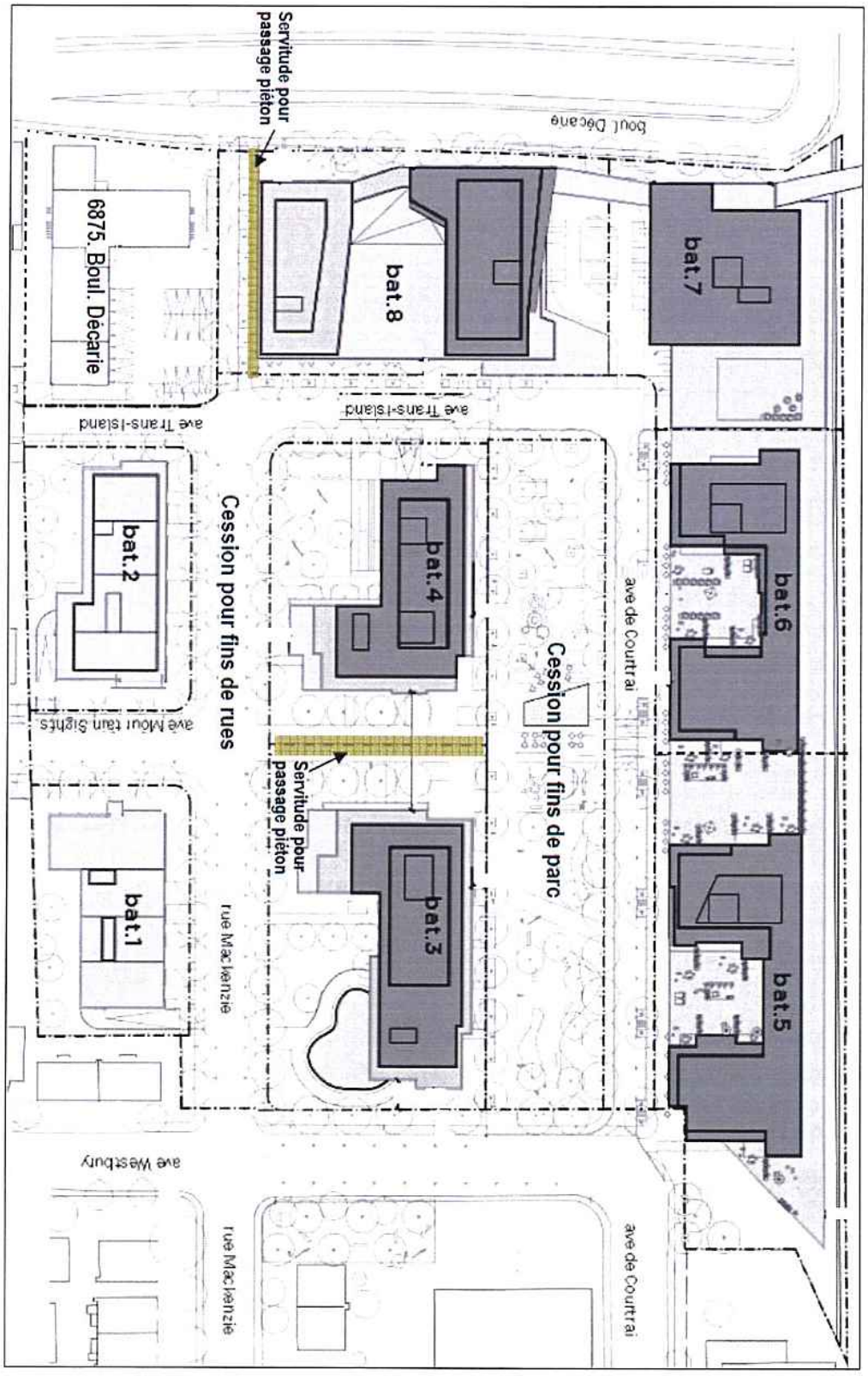
EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

Montréal, ce vingt-septième (27ième) jour de février de l'an deux mille dix-huit (2018).

LES DÉVELOPPEMEMENTS ARMSTRONG INC.

Par : _____
Giuseppe SCALIA, secrétaire

Annexe 2
Plan du Projet faisant l'objet du PP-95



Annexe 3
(Plans et devis des travaux d'infrastructures)

Pièces jointes à part

Annexe 4
(Estimations des coûts et frais des travaux d'infrastructures)

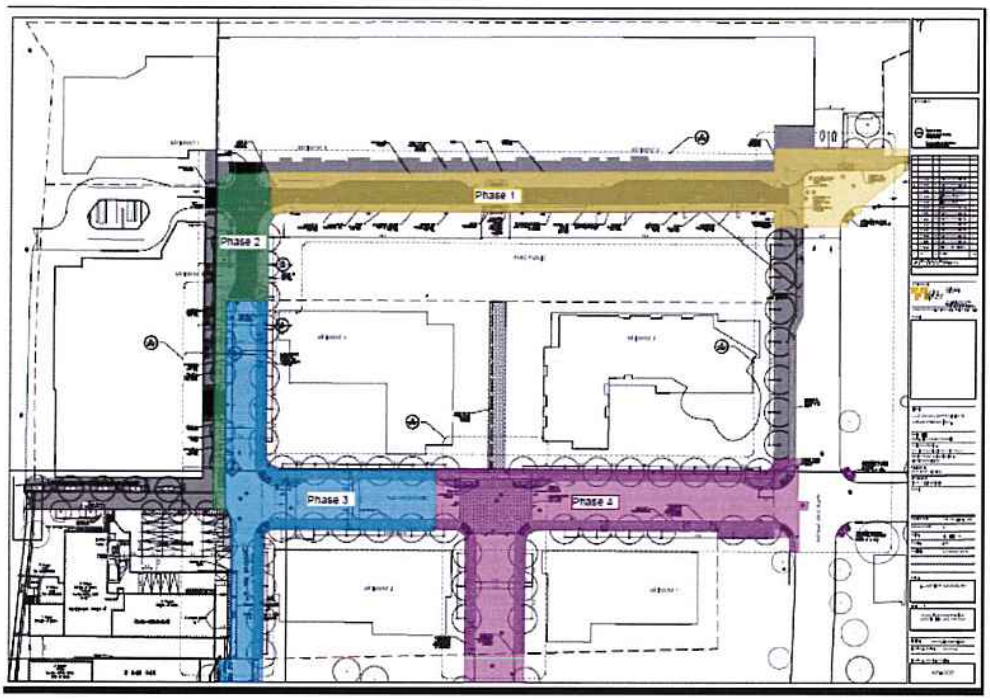
Pièces jointes à part

Annexe 5
(Phases de réalisation des travaux d'infrastructures)

Échéancier Infrastructures Municipales

	2019				2021				2022				2023				2024			
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4
PHASE 1 (Ave de Courtrai)																				
Égouts et Aqueduc																				
Éclairage de rue																				
Massif électrique et conduit pour RTU																				
Infrastructure et empierrement																				
Bodures et trottoirs																				
Pavés-unis																				
Plantation, éclairage																				
Pavage rue raccord à l'existant (coin Westbury Courtrai)																				
PHASE 2 (Ave Trans Island Ouest)																				
Égouts et Aqueduc																				
Éclairage de rue																				
Massif électrique et conduit pour RTU																				
Infrastructure et empierrement																				
Bodures et trottoirs																				
Plantation, éclairage																				
Pavés-unis																				
PHASE 3 (Mackenzie Ouest)																				
Égouts et Aqueduc																				
Éclairage de rue																				
Massif électrique et conduit pour RTU																				
Infrastructure et empierrement																				
Bordures et Trottoirs																				
Pavage de la rue 1ere couche																				
Plantation, éclairage																				
Pavage 2e couche final																				
PHASE 4 - Zone 5 (Mackenzie Est + Mountain Sights)																				
Égouts et Aqueduc																				
Éclairage de rue																				
Massif électrique et conduit pour RTU																				
Infrastructure et empierrement																				
Bordures et Trottoirs																				
Pavage de la rue 1ere couche																				
Plantation, éclairage																				
Pavage 2e couche final																				

Annexe 6
(Zones des travaux d'infrastructures)



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports

Dossier # : 1183558009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Autoriser la signature d'une entente avec Les Développements Armstrong Inc. relative à l'exécution de travaux municipaux pour la réalisation du projet de développement immobilier « Westbury ».

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Rachid REKOUANE
Ingénieur
Tél : 514-868-3476

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-04

Isabelle MORIN
C/d developpement des transports
Tél : 514-872-9948
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1186025003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Résilier le bail intervenu entre la Ville et Yuen Kwok Buddhist Temple en date du 30 avril 2018 (Résolution: CA14 170351). Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de l'Église presbyterienne Kensington Church, pour une durée de trois (3) ans, à compter du 1er mai 2018 au 30 avril 2021, des locaux d'une superficie d'environ 360,93 m² situés au 6225, rue Godfrey, à des fins d'activités communautaires et de loisirs pour la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour un loyer total de 32 400 $, non-taxable. Bâtiment 8779-001.

Il est recommandé :

1- De résilier le bail intervenu entre la Ville et Yuen Kwok Buddhist Temple en date du 30 avril 2018;

2- D'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de l'Église presbyterienne Kensington Church, situé au 6225, rue Godfrey, des locaux d'une superficie d'environ 360,93 m², à des fins d'activités communautaires et de loisirs, pour la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour une période de trois (3) ans, à compter du 1er mai 2018. La dépense totale est de 32 400 $, non-taxable;

3- D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'Arrondissement.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-01 13:02

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1186025003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Résilier le bail intervenu entre la Ville et Yuen Kwok Buddhist Temple en date du 30 avril 2018 (Résolution: CA14 170351). Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de l'Église presbyterienne Kensington Church, pour une durée de trois (3) ans, à compter du 1er mai 2018 au 30 avril 2021, des locaux d'une superficie d'environ 360,93 m² situés au 6225, rue Godfrey, à des fins d'activités communautaires et de loisirs pour la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour un loyer total de 32 400 $, non-taxable. Bâtiment 8779-001.

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce offre son soutien à l'organisme communautaire « 50 Plus Club » depuis près de 30 ans. Cet organisme est géré majoritairement par des bénévoles et dessert une clientèle âgée de 50 ans et plus. Les locaux sont utilisés à des fins communautaires ayant pour objectif de briser l'isolement, de partager des repas, d'organiser des sorties et d'offrir des activités physiques et de loisirs aux membres.

L'organisme occupe actuellement des locaux situés au 6870, rue de Terrebonne et le locateur de ceux-ci, Yuen Kwok Buddhist Temple, souhaite reprendre possession des lieux pour ses propres besoins. Par conséquent, le bail du 6870, rue de Terrebonne est résilié en date du 30 avril 2018, soit deux (2) mois avant la fin du bail.

Compte tenu de la situation, l'Arrondissement a soumis la demande au Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) afin de trouver de nouveaux locaux. La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement souhaite louer un bureau à usage exclusif, ainsi que des salles partagées dans l'Église presbyterienne Kensington, sise au 6225, avenue Godfrey, afin que l'organisme « 50 Plus Club » puisse poursuivre ses activités communautaires et de loisirs pour le bénéfice de la population, et ce, pour une période de trois (3) ans, soit du 1er mai 2018 au 30 avril 2021. Le bail a été négocié de gré à gré avec le bailleur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DB 175941001 - 18 juillet 2017 - Approuver le renouvellement du bail avec Yuen Kwok Buddhist Temple pour une période d'un an à compter du 1er juillet 2017.
CA14 170351 - 6 octobre 2014 - Approuver un projet de bail avec Yuen Kwok Buddhist Temple pour une période de trois (3) ans à compter du 1er juillet 2014.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande de :
1- résilier le bail par lequel la Ville loue de Yuen Kwok Buddhist Temple, des locaux dans l'immeuble sis au 6870, rue de Terrebonne, en date du 30 avril 2018 et;

2- d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de l'Église presbyterienne Kensington, des locaux d'une superficie d'environ 360,93 m² au rez-de-chaussée de l'immeuble situé au 6225, rue Godfrey, pour une période de trois (3) ans, à compter du 1er mai 2018, moyennant un loyer total de 32 400 $, non-taxable, à des fins d'activités communautaires et de loisirs pour la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

JUSTIFICATION

Le bail avec Yuen Kwok Buddhist Temple vient à échéance le 30 juin 2018 et il n'y avait aucune possibilité de renouvellement de celui-ci, car le locateur doit reprendre les locaux pour ses besoins. De nouveaux locaux ont donc été trouvés afin que l'organisme « 50 Plus Club » puisse poursuivre sa mission auprès des citoyens aînés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La superficie locative des nouveaux locaux est d'environ 360,93 m² et comprend des espaces partagés. Les lieux loués sont accessibles selon l'horaire établi au bail.

	Loyer total
Loyer brut annuel	10 800 $
Loyer brut total (3 ans)	32 400 $

Le loyer est fixe pour toute la durée du bail.

Le loyer inclut tous les frais d'exploitation, les frais d'énergie ainsi que les taxes municipales. La dépense totale pour le terme est de 32 400 $.

Le loyer est exonéré de la perception de la TPS et TVQ.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'Arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce bail permettra la poursuite des activités au bénéfice de la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'Arrondissement compte émettre un communiqué sur la relocalisation de l'organisme dans les nouveaux locaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement du mois de mai 2018.
Date de début de bail : 1er mai 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Michelle DESJARDINS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

April LÉGER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Nadia MOHAMMED, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Marie-Claude OUELLET, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Hélène BROUSSEAU, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

April LÉGER, 10 avril 2018
Nadia MOHAMMED, 5 avril 2018
Hélène BROUSSEAU, 4 avril 2018
Marie-Claude OUELLET, 3 avril 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève QUESNEL
Conseillère en immobilier

Tél : 514-872-0394
Télécop. : 514-280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-03

Joel GAUDET
Conseiller en immobilier, en remplacement de Madame Nicole Rodier, chef de la Division des locations, du 29 mars au 3 avril 2018 inclusivement.

Tél : 514 872-0324
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Carl BEAULIEU
Chef de division, en remplacement de Madame Francine Fortin, directrice de la Direction des transactions immobilières du 3 au 13 avril 2018 inclusivement.
Tél : 514 872-2803
Approuvé le : 2018-04-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2018-04-06

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1186025003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Résilier le bail intervenu entre la Ville et Yuen Kwok Buddhist Temple en date du 30 avril 2018 (Résolution: CA14 170351). Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de l'Église presbyterienne Kensington Church, pour une durée de trois (3) ans, à compter du 1er mai 2018 au 30 avril 2021, des locaux d'une superficie d'environ 360,93 m² situés au 6225, rue Godfrey, à des fins d'activités communautaires et de loisirs pour la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour un loyer total de 32 400 $, non-taxable. Bâtiment 8779-001.

8779 - Bail signé - 1 signature.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève QUESNEL
Conseillère en immobilier

Tél : 514-872-0394
Télécop. : 514-280-3597

BAIL

8779-001

Paraphes	
Locateur	Locataire

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 – DÉFINITIONS

1.1 Aires et installations communes
1.2 Bail
1.3 Dépenses de nature capitalisable
1.4 Édifice
1.5 Expert
1.6 Frais d'administration et de gestion
1.7 Frais d'exploitation
1.8 Immeuble
1.9 Lieux loués
1.10 Taxes foncières
1.11 Transformations
1.12 Travaux d'aménagement
1.13 Travaux de base

ARTICLE 2 – LIEUX LOUÉS

2.1 Désignation
2.2 Superficie locative des Lieux loués
2.3 Superficie locative de l'Édifice
2.4 Quote-part d'occupation
2.5 Stationnement

ARTICLE 3 – DURÉE

3.1 Durée
3.2 Renouvellement
3.3 Reconduction tacite
3.4 Résiliation

ARTICLE 4 – LOYER

4.1 Loyer
4.2 Loyer unitaire et Taxes foncières
4.3 Ajustement des Frais d'exploitation

ARTICLE 5 – TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

5.1 Modalités
5.2 Fin des travaux
5.3 Acceptation provisoire
5.4 Acceptation définitive
5.5 Période d'emménagement
5.6 Retard
5.7 Pénalité
5.8 Paiement des Travaux d'aménagement
5.9 Remise en état

ARTICLE 6 – TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ADDITIONNELS

6.1 Travaux sous la responsabilité du Locataire
6.2 Travaux sous la responsabilité du Locateur
6.3 Paiement

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU LOCATEUR

7.1 Accès
7.2 Heures normales d'occupation
7.3 Respect des exigences
7.4 Entretien ménager

7.5 Entretien intérieur
7.6 Entretien extérieur
7.7 Bris de vitres
7.8 Température
7.9 Air frais
7.10 Eau
7.11 Éclairage
7.12 Électricité
7.13 Assurance
7.14 Sécurité incendie
7.15 Développement durable
7.16 Voies d'accès
7.17 Drapeau et signalisation
7.18 Affichage
7.19 Désignation de responsables et remise des clés
7.20 Transformations
7.21 Stationnement et remisage
7.22 Peinture
7.23 Sous-location et cession
7.24 Rangement

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

8.1 Publication
8.2 Usage
8.3 Responsabilité et assurance
8.4 Avis
8.5 Réparations
8.6 Visites

ARTICLE 9 – DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

9.1 Destruction partielle
9.2 Destruction totale
9.3 Résiliation

ARTICLE 10 – DÉFAUT DU LOCATEUR

10.1 Modalités
10.2 Certifications
10.3 Résiliation

ARTICLE 11 – DÉFAUT DU LOCATAIRE

11.1 Modalités
11.2 Résiliation

ARTICLE 12 – AMIANTE

12.1 Déclaration
12.2 Test d'air
12.3 Correctifs
12.4 Défaut

ARTICLE 13 – DIVERS

13.1 Rubriques
13.2 Renonciation
13.3 Accord complet
13.4 Force majeure
13.5 Lois applicables

ARTICLE 14 – POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

14.1 Adoption

14.2 Application
14.3 Respect

ARTICLE 15 – ANNEXES

15.1 Énumération
15.2 Interprétation

ARTICLE 16 – ÉLECTION DE DOMICILE

16.1 Adresses
16.2 Modification
16.3 Avis

ARTICLE 17 – DÉMÉNAGEMENT

17.1 Responsabilité

ARTICLE 18 – COURTIER

18.1 Commission

ARTICLE 19 – RÉDUCTION DES LIEUX LOUÉS

19.1 Modalités
19.2 Réduction de loyer
19.3 Conformité
19.4 État des lieux remis

ARTICLE 20 – OPTION DE LOCATION ADDITIONNELLE

20.1 Modalités
20.2 Ajustement du loyer
20.3 Conformité

ARTICLE 21 – DROIT DE PRÉFÉRENCE

21.1 Modalités
21.2 Acceptation
21.3 Refus

BAIL

ENTRE : **L'ÉGLISE PRESBYTÉRIENNE KENSINGTON**, personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la Loi du Canada à caractère privé, ayant son siège au 6225 Avenue Godfrey, à Montréal, province de Québec, H4B 1K3, agissante et représentée par Monsieur Michael McGregor, Président du comité des finances et de la maintenance et Madame Ann Jackson, Greffière de session, dûment autorisés aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du 24 MARS 2018.

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, situé au 5160, boulevard Décarie, à Montréal, province de Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par Madame Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du règlement RCA04-17044 du Conseil d'arrondissement.

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire, qui accepte, les Lieux loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

1.1 **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble, excluant les stationnements intérieur et extérieur, qui ne sont pas loués ou désignés pour l'être et qui sont disponibles ou désignés, de temps à autre, par le Locateur pour l'usage ou le bénéfice de tous les locataires de l'Immeuble, y compris le Locataire, ainsi que leurs invités et employés.

1.2 **Bail** : le présent Bail, incluant le préambule et les annexes.

1.3 **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit, de système mécanique ou électrique et la réfection du stationnement, dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.

1.4 **Édifice** : le bâtiment dans lequel sont situés les Lieux loués décrits à l'article 2.

1.5 **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par le Locateur avec l'approbation préalable du Locataire, sauf mention contraire au Bail, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

1.6 **Frais d'administration et de gestion** : dépenses du Locateur pour gérer l'Immeuble et administrer le Bail qui ne peuvent représenter plus de dix pour cent (10%) des Frais d'exploitation.

1.7 **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locateur pour l'énergie, incluant la consommation électrique, les contrats de service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, l'entretien ménager, les primes d'assurance, la surveillance, l'entretien et les réparations mineures de l'Immeuble et des Lieux loués. Toutes les Dépenses de nature capitalisable sont exclues des Frais d'exploitation de l'Immeuble. Sont également exclues des Frais d'exploitation les Taxes foncières ainsi que toutes dépenses encourues par le Locateur pour le compte des autres locataires de l'Immeuble, incluant, sans limitation, les frais engagés pour faire respecter les baux des autres locataires et les pertes résultant des loyers impayés.

1.8 **Immeuble** : l'Édifice, le terrain sur lequel est érigé l'Édifice ainsi que les espaces de stationnement décrits à l'article 2.5.

1.9 **Lieux loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

1.10 **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer le Locateur, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

1.11 **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

1.12 **Transformations** : toutes modifications apportées par le Locateur à ses frais à l'Immeuble, y compris aux Lieux loués.

1.13 **Travaux d'aménagement** : les travaux requis par le Locataire pour adapter les Lieux loués aux besoins spécifiques de l'occupant, ou tous autres travaux d'aménagement à être réalisés par le Locateur ou le Locataire pendant la durée du Bail.

1.14 **Travaux de base** : les travaux requis et réalisés par le Locateur, à ses frais, excluant les Travaux d'aménagement, ou pour rendre et maintenir l'Immeuble conforme aux lois et règlements applicables, incluant, sans limitation, l'enveloppe de l'Édifice, les murs périphériques et la dalle des Lieux loués ainsi que tous les systèmes mécaniques et électriques de l'Édifice, à l'exclusion de la distribution dans les Lieux loués.

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2.1 **Désignation** : Des locaux situés au sous-sol et au rez-de-chaussée du bâtiment sis au 6225, avenue Godfrey, à Montréal, province de Québec, H4B 1K3, tel que montré sur le plan joint au Bail comme Annexe 1. Cet emplacement est connu et désigné comme étant le lot 5 038 093 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

2.2 **Superficie locative des Lieux loués :** La Superficie locative des Lieux loués est fixée à environ trois mille huit cent quatre-vingt-cinq pieds carrés (360,93 m^2 ou 3 885 pi^2) pour le bureau à usage exclusif et les trois (3) salles partagées. S'ajoutent à la superficie locative des Lieux loués, les espaces partagés, tels que la cuisine et les salles de bains, selon l'horaire établi à l'article 7.1.

2.3 **Superficie locative de l'Édifice** : biffé intentionnellement

2.4 **Quote-part d'occupation** : biffé intentionnellement

2.5 **Stationnement** : biffé intentionnellement

ARTICLE 3
DURÉE

3.1 **Durée** : Le Bail est consenti pour un terme de trois ans (3) ans, commençant 1er mai 2018 et se terminant le 30 avril 2021.

3.2 **Renouvellement** : Le Locateur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance pour deux (2) termes additionnels et consécutifs d'un (1) an chacun, aux mêmes termes et conditions, sauf quant au loyer qui sera alors à négocier selon le taux du marché, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locataire au moment de ce renouvellement.

Pour exercer une option, le Locataire devra en aviser le Locateur par écrit, à ses bureaux, au moins trois (3) mois avant l'échéance du Bail ou de l'option en cours. Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit dans le délai prescrit, le Locateur devra alors demander par écrit au Locataire son intention quant à l'option de renouvellement. Le Locataire devra, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la demande du Locateur, donner un avis écrit de son intention de se prévaloir de l'option, à défaut de quoi cette option et toutes celles restantes, le cas échéant, deviendront nulles et non avenues.

Si le Locataire exerce une option mais, que les parties n'arrivent pas à un accord sur le loyer payable pendant cette période de renouvellement dans un délai de trente (30) jours suivant la date à laquelle le Locataire aura signifié au Locateur son intention de se prévaloir de cette option de renouvellement, la question sera soumise à l'arbitrage, le tout conformément aux dispositions des articles 2638 à 2643 inclusivement du *Code civil du Québec* et des articles 940 et suivant du *Code de procédure civile de la province de Québec*, sous réserve que l'arbitrage aura lieu devant un seul arbitre désigné d'un commun accord entre les parties. Pour fixer le loyer, l'arbitre nommé par les parties devra s'appuyer sur le taux du marché pour un espace similaire et un usage semblable, sans tenir compte des améliorations locatives apportées aux Lieux loués, pour une location de même durée. Les frais d'arbitrage seront à la charge égale de chacune des parties. Chaque partie sera responsable de ses propres frais.

3.3 **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement. Ainsi, si le Locataire ne donne pas avis de son intention de se prévaloir d'une option de renouvellement dans le délai prescrit, il sera réputé ne pas vouloir exercer toute telle option de renouvellement et, dans ce cas, le Bail se terminera de plein droit à son échéance.

Si le Locataire continue néanmoins à occuper les Lieux loués après l'échéance du Bail ou de l'option de renouvellement en cours, selon le cas, tous les termes et conditions du Bail continueront de s'appliquer et auront plein effet durant cette période d'occupation prolongée par le Locataire. Sous réserve des dispositions de l'article 3.2, le Locateur pourra mettre fin à cette occupation prolongée par le Locataire sur préavis écrit de soixante (60) jours.

3.4 **Résiliation**: Nonobstant le terme fixé pour la durée des présentes, chacune des parties pourra y mettre fin, après la 2e année du bail, soit à compter du 1er mai 2020, en signifiant à l'autre partie un préavis écrit de six (6) mois à cet effet.

ARTICLE 4
LOYER

4.1 **Loyer** : Le Bail est consenti en considération d'un loyer brut annuel de dix mille huit cent dollars (10 800,00 $), payable en douze (12) versements mensuels,

égaux et consécutifs de neuf cents dollars (900,00 $) chacun, non-taxable, d'avance au début de chaque mois à compter de la première journée du Bail. Si cette date ne coïncide pas avec le premier (1er) jour du mois, un ajustement du loyer devra être fait pour ce mois au prorata du nombre de jours restant dans ce mois. Il en sera de même pour le dernier mois du Bail, le cas échéant. Le loyer sera ajusté selon les modalités contenues au Bail et au prorata d'occupation tel qu'établie à l'article 2.4.

4.2 **Loyer unitaire et Taxes foncières** : Le loyer brut annuel établi ci-dessus inclut le loyer de base et tous les Frais d'exploitation.

Sont inclus dans le loyer brut annuel, les Frais d'exploitation suivants :

- Assurance de l'Immeuble ;
- Taxes foncières et taxes scolaires, le cas échéant ;
- Frais d'énergie (électricité, mazout, gaz, etc.) ;
- Entretien et réparations intérieurs ;
- Entretien et réparations extérieurs ;
- Entretien ménager des Lieux loués ;
- Frais d'administration et de gestion.

4.3 **Ajustement des Frais d'exploitation** : aucun ajustement des Frais d'exploitation n'est prévu et ce, pour toute la durée du Bail.

ARTICLE 5
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

5.1 **Modalités** : biffé intentionnellement

5.2 **Fin des travaux** : biffé intentionnellement

5.3 **Acceptation provisoire** : biffé intentionnellement

5.4 **Acceptation définitive** : biffé intentionnellement

5.5 **Période d'emménagement** : biffé intentionnellement

5.6 **Retard** : biffé intentionnellement

5.7 **Pénalité** : biffé intentionnellement

5.8 **Paiement des Travaux d'aménagement** : biffé intentionnellement

5.9 **Remise en état** : biffé intentionnellement

ARTICLE 6
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ADDITIONNELS

6.1 **Travaux sous la responsabilité du Locataire** : Le Locataire pourra, à ses frais, après en avoir avisé le Locateur par écrit, effectuer des Travaux d'aménagement additionnels à ceux réalisés au début du Bail dans les Lieux loués. Dans son avis, le Locataire devra décrire la nature et l'étendue des travaux visés.

Toutefois, si ces travaux influent sur la structure ou les systèmes électromécaniques des Lieux loués, le Locataire devra obtenir, préalablement à l'exécution des travaux, la permission du Locateur, laquelle ne pourra être refusée ni retardée sans motifs raisonnables.

Le Locataire retiendra les services de l'Expert de son choix.

6.2 **Travaux sous la responsabilité du Locateur** : Si le Locataire demande au Locateur d'effectuer ces Travaux d'aménagement additionnels, un prix pour ces travaux devra être négocié avant leur réalisation et, à cet effet, le Locateur devra

fournir au Locataire les informations requises à l'établissement d'un juste prix.

À défaut d'entente sur le prix, le Locateur s'engage à remettre au Locataire, dans les meilleurs délais, des directives concernant les travaux à être réalisés et à demander pour ces travaux des prix à trois (3) entrepreneurs désignés par le Locataire. L'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme devra être retenu par le Locateur.

Dans tous ces cas, le Locateur devra, sous sa seule et entière responsabilité, faire réaliser tous les travaux, soit au prix convenu et par l'entrepreneur de son choix, soit par l'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme au prix soumis. Dans ce dernier cas, le Locateur pourra majorer d'au plus cinq pour cent (5%) ce prix, incluant les Frais d'administration et de gestion ainsi que les profits.

Le Locateur devra réaliser les travaux dans le délai convenu avec le Locataire.

6.3 **Paiement** : Il est convenu entre les parties que le coût total des Travaux d'aménagement additionnels payé par le Locateur, incluant tous les coûts chargés par l'entrepreneur et le coût de financement, seront amortis sur la période comprise entre la fin des travaux et la fin du Bail ou payés comptant, au choix du Locataire.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Le Locateur s'engage à :

7.1 **Accès** : donner libre accès aux Lieux loués aux employés du Locataire, ainsi qu'au public, en tout temps pendant la durée du Bail, selon l'horaire suivant :

- Bureau exclusif disponible en tout temps selon les heures normales d'occupation.

- Permettre l'utilisation des salles communes pour un maximum de 15 heures d'utilisation par semaine, réparties dans les salles suivantes :

  - « Kensington Hall room »
  - « Knox Hall room »
  - « Mackay Hall »
  - Ou autre salle selon un accord commun entre les parties.

- Permettre l'utilisation des aires communes, de la cuisine et des salles de bains.

Les sessions d'activités régulières opèrent entre les mois de septembre et avril de chaque année. Entre les mois de mai et août, il y a des activités mensuelles (ex. dîners, sorties, réunions). Les horaires sont sujets à subir des modifications mineures selon les besoins. Il est entendu que le Locateur, est une Église et que toutes les fonctions de l'Église auront la priorité sur l'horaire des activités du Locataire. Si possible, le Locateur donnera un avis de deux (2) semaines, afin de modifier l'horaire.

7.2 **Heures normales d'occupation** : biffé intentionnellement

7.3 **Respect des exigences** : fournir et maintenir les Lieux loués ainsi que l'Immeuble conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables ainsi qu'à celles décrites au Programme fonctionnel et technique, le cas échéant. Il produira à ses frais, sur demande du Locataire, les certificats requis (systèmes électromécaniques, protection des incendies, plans d'évacuation, etc.).

7.4 **Entretien ménager** : faire l'entretien ménager écologique des Lieux loués et de l'Immeuble. De plus, le Locateur devra, sur demande, fournir avec diligence un registre des travaux d'entretien, à l'exception des travaux quotidiens. Le Locateur devra fournir le papier hygiénique, les serviettes à mains ou séchoirs à mains électriques et le savon requis dans la ou les salles de toilettes.

7.5 **Entretien intérieur** : maintenir, en tout temps au cours du Bail, les Lieux loués, leurs améliorations et Transformations ainsi que l'Édifice en bon état et propres à l'occupation et il devra, dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder aux réparations. De plus, le Locateur devra effectuer l'entretien et le remplacement, au besoin, des équipements électromécaniques et de protection.

7.6 **Entretien extérieur** : maintenir l'extérieur de l'Immeuble propre et en bon état, et notamment :

a) tondre la pelouse et entretenir les plates-bandes, les trottoirs, les haies, les clôtures, les espaces de stationnement et tous autres éléments paysagers extérieurs, le tout sans faire l'utilisation de pesticides et d'herbicides ; et

b) enlever la neige et la glace sur toutes les voies d'accès, dégager les marches, les entrées, les sorties d'urgence, les trottoirs, les espaces de stationnement et répandre les abrasifs et du fondant lorsque requis.

7.7 **Bris de vitres** : remplacer, en cas de bris, les vitres intérieures et extérieures nonobstant la cause (feu, vol, vandalisme ou autre).

7.8 **Température** : chauffer, ventiler et maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation.

7.9 **Air frais** : biffé intentionnellement

7.10 **Eau** : fournir le service d'eau domestique (froide et chaude) selon les besoins du Locataire.

7.11 **Éclairage** : remplacer tout ballast, ampoule, fusible, tout tube fluorescent ou protecteur, défectueux ou grillé.

7.12 **Électricité** : fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux loués selon les besoins du Locataire et selon la capacité disponible, et payer le coût de cette consommation électrique.

7.13 **Assurance** : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Locateur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de deux millions de dollars (2 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locataire. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locataire et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locataire.

7.14 **Sécurité incendie** : assurer la protection des occupants des Lieux loués et fournir, à ses frais, un plan d'évacuation des Lieux loués, le tout conformément aux règles en vigueur.

7.15 **Développement durable** : biffé intentionnellement

7.16 **Voies d'accès** : voir à ce que l'accès de la voie publique à l'Édifice soit pavé et que l'accès des piétons soit séparé de celui des véhicules motorisés.

7.17 **Drapeau et signalisation** : biffé intentionnellement.

7.18 **Affichage** : voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux loués et des Aires et installations communes soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements. Par contre, les lumières de sorties d'urgence sont en anglais seulement « Exit ».

7.19 **Désignation de responsables et remise des clés** : fournir au Locataire une liste complète des noms, adresses et numéros de téléphone des employés, préposés et mandataires du Locateur qui recevront les plaintes du Locataire, le cas échéant, et qui peuvent être rejoints en tout temps en cas d'urgence ou de panne de tout service qui doit être assuré par le Locateur en vertu du Bail, et ce, en vue d'effectuer les réparations qui pourraient être nécessaires au rétablissement de ces mêmes services dans les meilleurs délais. De plus, le Locateur devra remettre les clés uniquement au représentant désigné par le Locataire.

7.20 **Transformations** : prendre toutes les mesures requises pour minimiser les inconvénients et assurer la jouissance paisible des Lieux loués par le Locataire s'il désire effectuer, à ses frais, des Transformations ou des Travaux de base. Le Locateur devra, au préalable, avoir obtenu l'autorisation écrite du Locataire avant d'entreprendre des travaux dans les Lieux loués.

7.21 **Stationnement et remisage** : biffé intentionnellement.

7.22 **Peinture** : biffé intentionnellement.

7.23 **Sous-location et cession** : biffé intentionnellement.

7.24 **Rangement** : si disponible, mettre à la disposition du Locataire un ou des compartiments fermés à clé, afin de pouvoir y ranger en toute sécurité, lorsqu'ils ne seront pas utilisés, les équipements et le matériel fournis par le Locataire; seul le personnel du Locataire pourra avoir accès à ce ou ces compartiments. Fournir un nombre suffisant de clés, pour les compartiments fermés, à la personne responsable (animateur)..

ARTICLE 8
OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à :

8.1 **Publication** : prendre à sa charge le coût de la publication du Bail, le cas échéant, sous la forme d'un avis de bail seulement.

8.2 **Usage** : n'utiliser les Lieux loués qu'à des fins d'activités de loisirs et d'activités communautaires.

8.3 **Responsabilité et assurance** : tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants. De plus, le Locataire se tiendra responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux. Le Locataire déclare qu'il s'auto-assure et en conséquence, il ne sera tenu de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit.

L'organisme, partenaire du Locataire, qui utilisera les Lieux loués, devra fournir annuellement au Locateur, un certificat d'assurance valide. Ce certificat devra ajouter le Locateur « L'Église presbytérienne Kensington » comme étant un assuré additionnel à la police d'assurance OU l'organisme devra accepter de souscrire à la police d'assurance de groupe, dont les autres groupes locataires de l'Église souscrivent.

8.4 **Avis** : aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou à ses accessoires.

8.5 **Réparations** : permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il

pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

8.6 **Visites** : permettre, pendant les trois (3) derniers mois du Bail, à toute personne intéressée à louer les Lieux loués de les visiter, les jours ouvrables entre neuf heures (9h00) et dix-sept heures (17h00).

8.7 **Taxes** : prendre à sa charge, les taxes d'eau ou toute autre taxe pouvant être imposée au Locataire ou au Locateur en rapport avec l'utilisation des Lieux loués par le Locataire, à l'exception des Taxes foncières qui sont la responsabilité du Locateur.

ARTICLE 9
DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifice ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locataire, les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes :

9.1 **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux loués, le Locateur s'engage à aviser par écrit le Locataire, dans un délai de trente (30) jours, de la durée des travaux de réparation et si applicables, les modalités de relocalisation du Locataire.

Le Locateur devra procéder à la réparation des Lieux loués avec toute la diligence nécessaire. Le loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des Lieux loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués.

Pour la partie non utilisable des Lieux loués, le Locateur devra, si des locaux dans l'Édifice sont disponibles, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu au Bail. Si aucun local n'est disponible dans l'Édifice, alors le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire.

9.2 **Destruction totale** : Si les Lieux loués sont devenus totalement impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux loués.

S'il décide de ne pas procéder aux réparations, le Locateur en avisera le Locataire par écrit le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, sauf faute de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

S'il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de tels dommages ou destruction jusqu'à la date de relocalisation prévue ci-après.

Le Locateur devra entre-temps relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu aux présentes.

9.3 **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, le Locataire aura toujours le droit, tant dans les cas de destruction partielle que dans ceux de destruction totale, et ce, même si le Locateur décide de procéder aux réparations, de mettre fin au Bail et il sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, à l'exclusion de toute autre somme.

ARTICLE 10
DÉFAUT DU LOCATEUR

10.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locataire signifierait au Locateur un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doivent être assumées par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locateur ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les quinze (15) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué par le Locataire dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locataire est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locataire pourra, sans autre avis au Locateur, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locataire, le Locateur devra assumer tous les frais engagés par le Locataire pour remédier à ce défaut et, s'il n'acquitte pas ces frais lorsqu'il en sera requis, le Locataire est autorisé à déduire ces frais du loyer ou de tout autre montant payable par le Locataire au Locateur en vertu du Bail.

Pour les réparations jugées urgentes et nécessaires par le Locataire, pour la conservation ou l'usage des Lieux loués, le Locataire pourra y procéder, sous réserve de tous ses autres droits et recours, après en avoir informé ou tenté d'en informer le Locateur. Le Locateur devra rembourser au Locataire les dépenses raisonnables ainsi encourues. À défaut par le Locateur d'en effectuer le remboursement lorsqu'il en sera requis, le Locataire pourra déduire ces dépenses du loyer ou de tout autre montant payable par lui au Locateur en vertu du Bail.

Toute réparation effectuée par le Locataire pour le compte du Locateur demeurera néanmoins la responsabilité de ce dernier.

Par ailleurs, l'encaissement par le Locateur d'un chèque après toutes telles déductions ne constituera pas en soi une acceptation par le Locateur d'une telle déduction.

Le droit du Locataire prévu ci-dessus de procéder aux réparations jugées par lui urgentes et nécessaires ne s'appliquera pas dans les cas de « DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS » prévus à l'article 9.

10.2 **Certifications** : biffé intentionnellement

10.3 **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, le Locataire aura toujours le droit, au lieu de remédier au défaut du Locateur ou de retenir une partie du loyer, de mettre fin au Bail et il sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu'à la date de l'inexécution de l'une des obligations qui doivent être assumées par le Locateur en vertu du Bail, à l'exclusion de toute autre somme.

ARTICLE 11
DÉFAUT DU LOCATAIRE

11.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locateur signifierait au Locataire un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doivent être assumées par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locataire ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les quinze (15) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué dans cet avis s'il y a urgence ou si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locateur est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locateur pourra, sans autre avis au Locataire, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locateur, le Locataire doit assumer tous les

frais raisonnables engagés par le Locateur pour remédier à ce défaut, à moins que le Locataire ait commencé à remédier avec diligence à ce défaut auquel il ne peut être remédié raisonnablement dans les délais exigés. Dans ce cas, le Locataire pourra présenter au Locateur un plan de correction accompagné d'un échéancier.

11.2 Résiliation : Nonobstant ce qui précède, le Locateur aura toujours le droit, au lieu de remédier au défaut du Locataire, de mettre fin au Bail.

ARTICLE 12
AMIANTE

12.1 Déclaration : À sa connaissance, le Locateur déclare qu'il n'y a pas actuellement d'amiante friable dans l'Édifice.

12.2 Test d'air : Le Locateur s'engage, dès la découverte d'amiante friable dans l'Édifice, à en informer le Locataire. Le Locateur devra alors, à ses entiers frais, réaliser un test d'air par année, le tout selon les normes et règlements du milieu de travail (CNESST). Le Locateur fournira au Locataire, sans frais, une copie des résultats de ces tests d'air.

12.3 Correctifs : Le Locateur s'engage de plus, si les résultats des tests d'air ne respectent pas les normes prescrites, à apporter les correctifs nécessaires à ses frais et à soumettre son plan d'action au Locataire dans les meilleurs délais.

12.4 Défaut : Advenant le défaut du Locateur de respecter ses engagements, le Locataire pourra, à son choix, mettre fin au Bail, sans aucun recours en dommage de quelque nature que ce soit de la part du Locateur. De plus, le Locataire pourra réclamer du Locateur tous les coûts inhérents à la relocalisation des occupants.

ARTICLE 13
DIVERS

13.1 Rubriques : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

13.2 Renonciation : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou du Locateur ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

13.3 Accord complet : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

13.4 Force majeure : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre, qu'elle soit déclarée ou non.

13.5 Lois applicables : Le Bail est régi par les lois du Québec.

ARTICLE 14
POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

14.1 Remise : Le Locataire a adopté une politique de gestion contractuelle

conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., c. C-19) et il a remis une copie de cette politique au Locateur.

ARTICLE 15
ANNEXES

15.1 Énumération : Annexe 1 : Plan des lieux loués

15.2 Interprétation : biffé intentionnellement

ARTICLE 16
ÉLECTION DE DOMICILE

16.1 Adresses : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur ou courrier électronique :

► Pour le Locateur :

Église presbytérienne Kensington
6225, avenue Godfrey
Montréal, Québec, H4B 1K3
Téléphone : 514-486-4559
Courriel : info@kensingtonchurch.ca

► Pour le Locataire :

VILLE DE MONTRÉAL
Direction des stratégies et transactions immobilières
Division des locations
303, rue Notre Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8
Télécopieur : (514) 872-5279

16.2 Modification : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

16.3 Avis : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur ou par courrier électronique. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur ou courrier électronique, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Toute transmission d'avis par télécopieur ou courrier électronique doit être accompagnée d'un envoi par la poste, sous pli recommandé, du texte original de cet avis portant la signature manuscrite du représentant autorisé pour valoir comme avis valide aux termes du Bail.

ARTICLE 17
DÉMÉNAGEMENT

17.1 Responsabilité : biffé intentionnellement

ARTICLE 18
COURTIER

18.1 Commission : biffé intentionnellement

ARTICLE 19
RÉDUCTION DES LIEUX LOUÉS

19.1 Modalités : biffé intentionnellement

19.2 Réduction de loyer : biffé intentionnellement

19.3 Conformité : biffé intentionnellement

19.4 État des lieux remis : biffé intentionnellement

ARTICLE 20
OPTION DE LOCATION ADDITIONNELLE

20.1 Modalités : Le Locateur offrira en priorité, au Locataire, les heures qui pourraient être libérées par d'autres locataires de l'Immeuble pendant la durée du Bail et de toute période de renouvellement.

20.2 Ajustement du loyer : Si les Lieux loués sont ainsi augmentés, le loyer payable, qui sera le même que pour les Lieux loués, sera ajusté au prorata de la nouvelle Superficie locative des Lieux loués par rapport à la Superficie locative de l'Édifice, et ce, à compter de la date de prise de possession de cette superficie additionnelle par le Locataire.

20.3 Conformité : Les Lieux loués ainsi augmentés devront demeurer conformes aux lois et aux règlements en vigueur.

ARTICLE 21
DROIT DE PRÉFÉRENCE

21.1 Modalités : Pendant la durée du Bail et de toute période de renouvellement, le cas échéant, le Locateur devra informer en priorité le Locataire, advenant un éventuel changement de vocation de l'Immeuble (exemple : vente, fermeture, changement d'usage, etc.).

Pendant la durée du Bail et de toute période de renouvellement, le cas échéant, le Locateur accorde au Locataire le droit de se porter acquéreur de l'Immeuble avant tout autre si le Locateur décidait de le vendre, modifier l'usage ou autrement l'aliéner, le tout de la manière ci-après prévue. Ce droit dont bénéficie le Locataire signifie qu'avant de procéder à la vente ou à l'aliénation de l'Immeuble de quelque manière que ce soit, à un tiers de bonne foi n'étant pas lié au Locateur, ce dernier s'engage à soumettre au Locataire un avis écrit accompagné d'une copie de l'offre d'achat de tout tel tiers, et le Locataire aura le droit prioritaire de se porter acquéreur de l'Immeuble, et ce, aux mêmes termes et conditions que ceux prévus à toute telle offre.

21.2 Acceptation : La décision du Locataire d'exercer son droit de préférence se fera au moyen d'une résolution des autorités municipales compétentes à cet effet, remise au Locateur dans un délai de soixante (60) jours de la réception de l'avis dont il est fait état au paragraphe précédent, à défaut de quoi le Locataire sera présumé ne pas vouloir exercer son droit de préférence. Si le Locataire décide d'exercer son droit de préférence et d'acquérir l'Immeuble, l'acte de vente devra être signé dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de la résolution des autorités municipales à cet effet.

21.3 Refus : Si le Locataire décide de ne pas exercer son droit de préférence ou s'il ne

remet pas la résolution requise au Locateur dans le délai prévu, le Locateur pourra donner suite à telle offre et si, pour quelque motif que ce soit il n'est pas donné suite à cette offre d'achat, il est entendu entre les parties que le droit de préférence du Locataire renaîtra jusqu'à l'échéance du Bail et de toute période de renouvellement, le cas échéant.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le 24 mars 2018

LOCATEUR

L'ÉGLISE PRESBYTÉRIENNE KENSINGTON

Par : _____

Nom : A. JACKSON

Majuscules

Par : _____

Nom : MICHAEL J. McGREGOR

Majuscules

Le _____ 2018

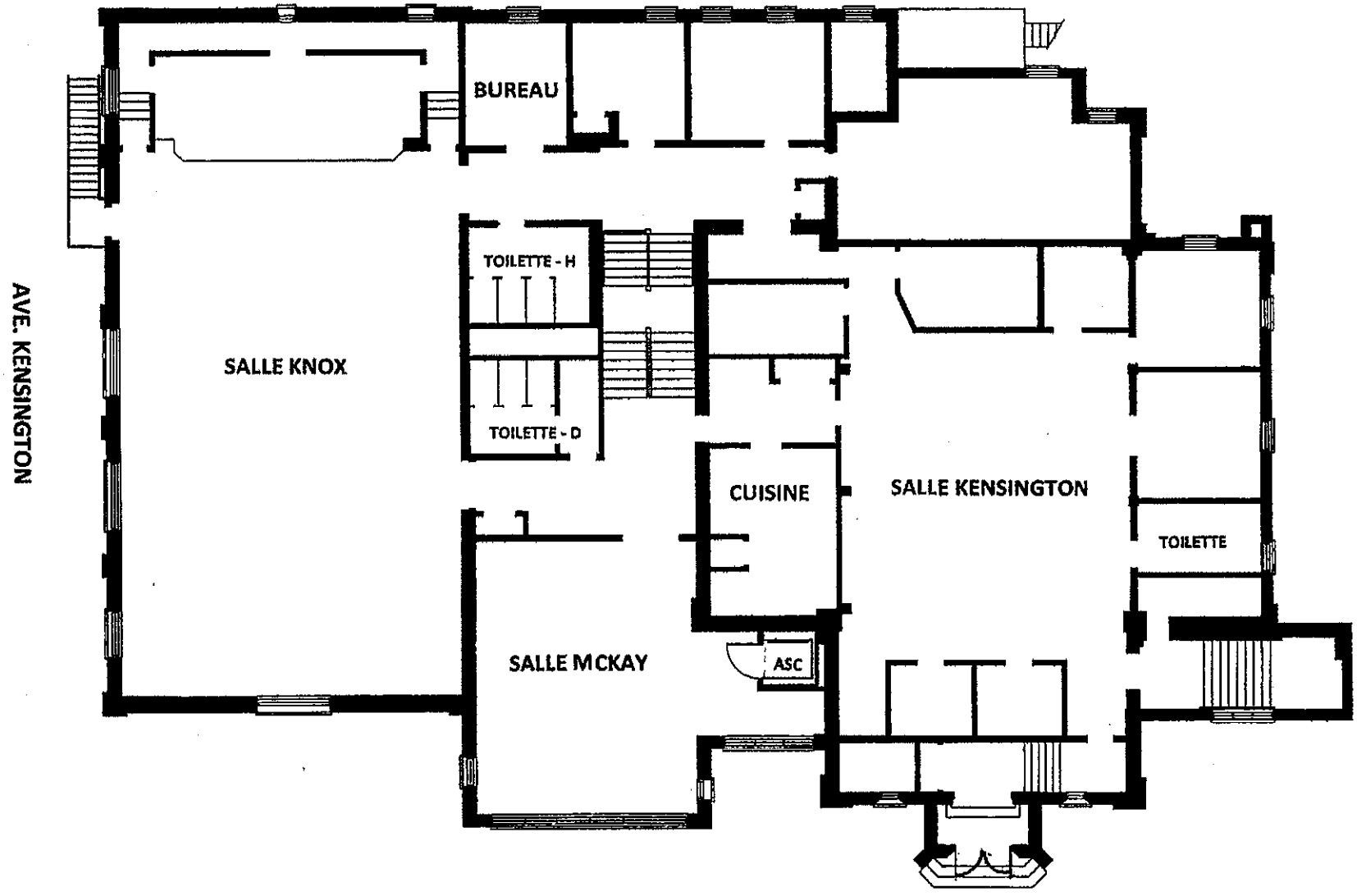
VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Nom : _____

Majuscules

Numéro de la résolution : _____



ANNEXE 1

ÉTAGE

1/16" = 1' – 0"

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1186025003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Résilier le bail intervenu entre la Ville et Yuen Kwok Buddhist Temple en date du 30 avril 2018 (Résolution: CA14 170351). Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de l'Église presbyterienne Kensington Church, pour une durée de trois (3) ans, à compter du 1er mai 2018 au 30 avril 2021, des locaux d'une superficie d'environ 360,93 m² situés au 6225, rue Godfrey, à des fins d'activités communautaires et de loisirs pour la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour un loyer total de 32 400 $, non-taxable. Bâtiment 8779-001.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1186025003 BAIL Église presbytérienne 2018-2021.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michelle DESJARDINS
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-5140

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-05

Geneviève REEVES
Directrice par intérim

Tél : 514 868-4358
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

No. de dossier	**1186025003**
Nature du dossier	**Résiliation et nouveau bail – Église Presbytérienne Kensington Church**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à :

1- Résilier le bail intervenu entre la Ville et Yuen Kwok Buddhist Temple à compter du 30 avril 2018 (Résolution: CA14 170351).

2 - Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de l'Église presbyterienne Kensington Church, pour une durée de trois (3) ans, à compter du 1er mai 2018 au 30 avril 2021, des locaux d'une superficie d'environ 360,93 m² situés au 6225, rue Godfrey, à des fins d'activités communautaires et de loisirs pour la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour un loyer total de 32 400 $, non-taxable. **Bâtiment 8779-001.**

Imputer la dépense comme suit :

Bail – Église presbytérienne Kensington

Imputation	2018	2019	2020	2021
2406.0010000.300727.07001.55201.010420 .0000.000000.000000.00000.0000 CR: CDN - Gest. C.S.L.D.S. A: Loisirs et culture - Dir., adm. et soutien - À répartir O: Location - Immeubles et terrains SO: Facturation immobilière - SGPI (DIMM) - Fact.interne P: Général Au: Général	6 300.00 $	10 800,00 $	10 800,00 $	4 500.00, $
Total	**6 300.00 $**	**10 800,00 $**	**10 800,00 $**	**4 500,00 $**
Grand Total	**32 400.00 $**			

Le loyer est de 3 000 $ moins dispendieux annuellement que le précédent bail mais la superficie locative est d'environ 80 mètres carrés de moins.

Ce bâtiment est exonéré des taxes TPS et TVQ.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.08

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1187772002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature de douze (12) conventions de contribution financière avec neuf (9) organismes pour la réalisation de camps de jour pour la période estivale 2018 et octroyer des contributions financières totalisant une somme de 258 301,93 $, incluant toutes les taxes, si applicables.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser la signature de douze (12) conventions de subvention avec neuf (9) organismes pour la réalisation de camp de jour pour la période estivale 2018 et octroyer des contributions financières totalisant une somme de 258 301,93 $, taxes incluses si applicables.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-04 10:39

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1187772002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature de douze (12) conventions de contribution financière avec neuf (9) organismes pour la réalisation de camps de jour pour la période estivale 2018 et octroyer des contributions financières totalisant une somme de 258 301,93 $, incluant toutes les taxes, si applicables.

CONTENU

CONTEXTE

Chaque année, l'arrondissement de Côte-Des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (CDN–NDG) signe des conventions de contribution financière avec des organismes sans but lucratif (OSBL) de son territoire pour la réalisation de camps de jour. Ces OSBL forment un réseau de partenaires graduellement mis en oeuvre depuis 1996.
La DCSLDS a produit en 2017 :

- une nouvelle politique pour la reconnaissance et le soutien des OSBL;
- un nouveau cadre de référence en sports et loisirs;
- un nouveau programme pour le soutien aux camps de jour.

Le nouveau programme camps de jour ainsi que les nouvelles modalités de calcul des contributions financières ont été adoptés le 6 juin 2016 par le Conseil d'arrondissement. Une implantation graduelle sur trois (3) ans a été mise en place en 2016 afin d'amortir les impacts possibles du changement auprès des organismes et de leur permettre de s'adapter.

Ce sommaire vise l'autorisation de signer douze (12) conventions avec neuf (9) organismes pour la réalisation de projets de camps de jour pour l'été 2018 et l'approbation d'une dépense totale de 258 301,93$, toutes taxes comprises, si applicables.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 170092 - 3 avril 2017: Autoriser la signature de onze (11) conventions de subvention avec neuf (9) organismes pour la réalisation de camps de jour pour la période estivale 2017 et octroyer des contributions financières totalisant une somme de 258 301,92

$, taxes incluses si applicables.
CA16 170090 - **4 avril 2016:** Autoriser, conditionnellement à la signature de onze (11) conventions de partenariat avec neuf (9) organismes pour l'encadrement du volet « camp de jour » pour l'été 2016, à être entérinées au plus tard par le Conseil d'arrondissement à sa séance régulière du 6 juin 2016, l'octroi de contributions financières totalisant une somme de
257 031,92 $ incluant toutes taxes si applicables.

CA16 170163 - 6 juin 2016: Adopter le Programme Camps de jour et autoriser la signature de onze (11) conventions de subvention avec neuf (9) organismes pour la réalisation de Camps de jour pour la période estivale 2016 et la signature d'un avenant à la convention intervenue avec Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce et le Centre communautaire Mountain Sights pour remplacer les annexes 2 et 4 visant les volets encadrement d'un club de vacances.

DESCRIPTION

Le programme camps de jour permet de soutenir la réalisation d'une d'offre d'activités durant l'été destinée principalement aux enfants âgés entre 6 et 12 ans et résidant dans l'arrondissement. Le programme est avant tout, un programme de loisir régulier permettant aux jeunes de vivre une expérience de vacances enrichissante. Le jeu est au cœur des expériences vécues à travers les différentes activités programmées.
Sur la base des données produites par le camp de jour et suite à l'évaluation, la subvention accordée à un organisme est calculée comme suit :
· un montant de 1 000 $ (moins de 100 places) ou 1 500 $ (100 places et plus) en guise de soutien de base;
· 60 % de la contribution pour le nombre d'heures de service offert par jeune par l'organisme;
· 40 % de la contribution pour l'accessibilité (écart entre les frais d'inscription exigés et la médiane de tous les tarifs des groupes).

Pour respecter la capacité financière de l'Arrondissement, un maximum de 20 000 $ est fixé pour les camps de moins de cent (100) places et 25 000 $ pour les camps de cent (100) places et plus.

Pour obtenir un soutien financier, chacun des organismes reconnus voulant réaliser un projet de camp de jour à l'été 2018 a rempli un formulaire de demande de soutien. La demande a fait l'objet d'une analyse et d'une recommandation. Une décision a été rendue et un calcul de la contribution financière a été effectué sur la base des données recueillies auprès des camps de jour à la fin de l'été 2017. Chaque organisme dont la demande a été acceptée, devra réaliser son projet de camp de jour en respectant les balises du programme.

Année 3 de l'implantation transitoire 2016-2018 :

L'implantation du nouveau système de calcul des contributions financières a évolué sur trois (3) ans; 2016 étant l'année de départ (statu quo), 2017 marquant l’an deux de ce processus (application à 50 %) et 2018 étant la dernière année de cette transition (application à 100 %).

En résumé, les contributions pour 2017 ont été établies à partir des données recueillies auprès des camps en 2016. La contribution octroyée en 2017 tenait compte d'une mesure d'atténuation de la contribution à 50 %. En 2018, l'Arrondissement appliquera intégralement le résultat du calcul, c'est-à-dire sans mesure d'atténuation et ce, à partir des données 2017.

Il est également important de mentionner qu'en plus du soutien financier, la DCSLDS coordonne la Table des camps de jour et met une panoplie de locaux et plateaux à la disposition des OSBL afin qu'ils offrent des camps de qualité.

JUSTIFICATION

Les organismes qui ont déposé une demande de soutien financier pour la réalisation d'un projet de camp de jour ont été reconnus par l'Arrondissement lors du processus de reconnaissance;
Les organismes ont déposé une demande de financement sur le formulaire fourni de manière à présenter de façon uniformisée leur mission, objectifs, ressources, plan d'action et prévisions budgétaires;
Les demandes sont en lien avec le Cadre de référence en sports et loisirs de la Direction;
Les demandes ont fait l'objet d'une analyse et d'une recommandation;
Chaque organisme signera une convention de subvention pour chacun des projets déposés dans lesquelles sont indiquées les obligations et responsabilités des parties;
Les contributions demandées respectent le cadre budgétaire de la Direction;
Les contributions permettront de maintenir l'offre de service à la population.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Une contribution financière totale de 258 301,93 $ est prévue dans le budget de fonctionnement de la DCSLDS pour l'encadrement des camps de jour, incluant toutes les taxes, si applicables.
Le numéro d'imputation pour l'exercice financier 2018 est :
2406.0010000.300741.07123.61900.016490

Nom de l'organisme	Nom du camp (projet)	Montant de la contribution	Numéro de DA
Association de la communauté noire de Côte-des-Neiges	Marcus Garvey All-star day camp	20 000,00 $	543469
Association des loisirs du quartier Snowdon	MacDonald Day camp	21 403,26 $	542866
Centre communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges	Camp de jour CCL régulier	25 000,00 $	543439
Centre communautaire Mountain Sights	Camp de jour Mountain Sights	20 000,00 $	548320
Comité jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce	Camp de jour Walkley	20 000, 00 $	543445
Comité jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce	Camp de jour St-Raymond	13 258,05 $	543447
Comité jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce	Camp de jour NDG	17 054,14 $	543450
Comité jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce	Service aux camps de jour	40 117,92 $	543450
Jeunesse Benny	Benny camp	25 000,00 $	543453
Loisirs Soleil inc.Loisirs Soleil inc.	Loisirs Soleil	25 000,00 $	548359
Loisirs sportifs Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Camp de jour Simonne-Monet	11 468,56 $	543458
Westhaven Elmurst Community Recreation Association	Westhaven	20 000,00 $	543459

	TOTAL: 258 301,93 $	

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Permet l'application de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal en y intervenant sur les quatre (4) piliers, soit le sport, le loisir, le développement social et la culture.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Soutenir des projets de camps de jour permet :
· d'offrir un service de proximité en camp de jour aux citoyens;
· une bonne répartition des services offerts sur le territoire;
· une accessibilité aux services aux personnes à faibles revenus;
· de garantir des services en priorité aux résidents.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Diffusion des informations dans les secteurs appropriés de l'Arrondissement. Diffusion de la programmation sur Loisirs en ligne.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature des conventions;
Coordination de la Table des camps de jour;
Réalisation et évaluation du programme, reddition de comptes et le plan d'action;
Présentation des résultats pour la saison 2018;
Vérification du maintien de la reconnaissance.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Muy-Heak TANG TONGSOMSONG)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude OUELLET
Chef de division culture, sports et loisirs

Tél : 514 872-6365
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-24

Sonia GAUDREAULT
Directrice de la Culture, des sports, des loisirs et du développement

Tél : 514 868-5024
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1187772002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Autoriser la signature de douze (12) conventions de contribution financière avec neuf (9) organismes pour la réalisation de camps de jour pour la période estivale 2018 et octroyer des contributions financières totalisant une somme de 258 301,93 $, incluant toutes les taxes, si applicables.

Programme de soutien des camps de jour :



LE PROGRAMME CAMPS DE JOUR.PDF

Indicateurs de résultats pour le Programme de soutien des camps de jour :



GRILLE_Camps de jour_Indicateurs résultats_20160530.pdf

Explications sur le calcul des contributions



FICHE_Camps de jour_Méthode de calcul_2016-2018.pdf

Tableau des contributions financières 2018



Contributions financières 2018_ prog camp de jour.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude OUELLET
Chef de division culture, sports et loisirs

Tél : 514 872-6365
Télécop. :

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

LE PROGRAMME CAMPS DE JOUR

de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

5160, boul. Décarie
Montréal (Québec) H3X 2H9

bouger
s'épanouir
s'enrichir
en
santé

#vivacdndg

Document adopté au Conseil d'arrondissement du 6 juin 2016
Produit en 2016



UNE DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROGRAMME

Le programme camps de jour est un programme de loisir régulier se déroulant durant la période des vacances estivales et permettant aux jeunes des différents voisinages de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG) de vivre une expérience de vacances enrichissante ainsi que des situations d'apprentissage et de développement personnel par le jeu.

La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) s'associe à des organismes sans but lucratif (OSBL) afin de soutenir cette offre de services destinée aux résidants de son territoire.

LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Offrir en priorité des activités de loisir aux jeunes de 6 à 12 ans de l'arrondissement de CDN-NDG pendant la saison estivale.

LES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Permettre aux jeunes d'explorer et d'être initiés à des activités de loisir physiques et sportives, récréatives, récréotouristiques, culturelles, scientifiques et de plein air.

Permettre aux jeunes de découvrir les différents attraits et ressources de l'Arrondissement ainsi que les diverses installations récréotouristiques de la région de Montréal.

LES OBJECTIFS OPÉRATIONNELS

Proposer des services permettant d'atteindre les objectifs spécifiques décrits ci-dessus. La nature, la durée, la quantité et la qualité de ces services opérationnels doivent être mentionnées dans le plan d'action de l'OSBL.

PARTICULARITÉ DU PROGRAMME

L'OSBL s'assure de se conformer aux normes relatives à l'encadrement des activités du programme camps de jour. Les normes en vigueur dans l'arrondissement de CDN-NDG sont précisées dans le présent document. En plus de celles-ci, il est recommandé aux OSBL de se référer aux ouvrages de référence reconnus sur lesquels s'appuie l'Arrondissement pour administrer le programme (voir la section « Références »).

CLIENTÈLE

Le groupe d'âge visé par le programme camps de jour est celui des 6 à 12 ans. Un camp de jour pourra également offrir un programme d'activités complémentaire à des participants âgés de 3 à 5 ans ou de 13 à 15 ans. Ces programmes devront être établis en fonction des besoins du milieu, tenir compte de la capacité d'accueil de l'endroit où se déroulent les activités et des ressources disponibles.

HORAIRE ET DURÉE

L'horaire et la durée des activités du camp de jour sont fixés en fonction de la programmation ou du plan d'action, mais doivent de façon générale respecter les balises suivantes : le camp de jour doit se dérouler du lundi au vendredi, offrir entre 30 et 35 heures d'opération par semaine, être ouvert entre 7 et 8 semaines et se dérouler durant la période estivale.

INSCRIPTIONS

L'OSBL tient chaque année une période d'inscription publique. L'OSBL doit respecter les ententes conclues entre la Ville de Montréal et les différentes commissions scolaires concernant les quotas d'inscription réservés à la clientèle des services de garde des écoles utilisées. L'OSBL doit donner priorité à l'inscription des résidants de l'Arrondissement et au moins 75 % des places doivent être réservées à ces derniers.

RESSOURCES HUMAINES

L'OSBL s'assure d'encadrer adéquatement les activités qu'il dispense avec un personnel d'animation et d'encadrement qualifié.

QUALIFICATION DU PERSONNEL

Le coordonnateur

Le coordonnateur possède un minimum de 500 heures d'expérience en animation ainsi qu'une formation appropriée ou une expérience équivalente (gestion, supervision, relations interpersonnelles, animation de réunion, etc.).

Le moniteur

Le moniteur doit, au moment de son entrée en fonction, avoir complété un secondaire IV et satisfaire à au moins une des exigences suivantes :

A. Avoir une formation reconnue de moniteur en loisir adaptée à la clientèle (minimum 30 heures).

B. Avoir une expérience de travail dans un poste de responsabilité auprès d'un groupe de jeunes (minimum 250 heures).

C. Avoir complété une année de scolarité au niveau collégial ou universitaire dans un domaine d'intervention auprès des jeunes (loisirs, animation, éducation, etc.).

Il est également recommandé d'exiger :

Moniteur 3 à 5 ans:

- une formation complémentaire adaptée aux 3 à 5 ans

Moniteur 6 à 12 ans:

- une formation reconnue (exigence A) et une expérience de travail pertinente (exigence B)
- une expérience de travail pertiente (exigence B) et une scolarité niveau CEGEP ou universitaire (exigence C) ou

Moniteur 13 à 15 ans:

- une scolarité niveau CEGEP ou universitaire (exigence C)

L'accompagnateur (aide-moniteur)

L'accompagnateur est idéalement âgé de 14 ans et plus. Il est un bénévole en formation accompagnant le moniteur dans toutes ses tâches et déplacements. Cette expérience lui permet d'acquérir un vécu en loisirs et de réaliser des apprentissages afin de développer ses compétences en animation. Il offre un soutien essentiel au moniteur contribuant ainsi au développement de la relève du personnel d'animation des camps de jour.

L'OSBL s'assure que cet accompagnateur a pris connaissance du « *Guide pratique de sécurité pour les sorties des camps* » publié par la Ville et surtout de l'aide-mémoire du bon accompagnateur (version synthèse du Guide).

EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Premiers soins

L'OSBL retient les services d'un personnel (coordination, animation et service d'accueil prolongé) possédant une certification en matière de premiers soins généraux d'une durée de 16 heures. Cette certification est valide au moment de l'entrée en fonction du personnel et pour la durée de son embauche. Elle inclut la réanimation cardio-respiratoire (RCR) niveau C et l'utilisation d'un défibrillateur externe automatisé (DEA). Le personnel connaît les notions de base en premiers soins et est en mesure de les dispenser ainsi que de pratiquer la réanimation cardiorespiratoire chez les bébés, les enfants et les adultes. Cette formation est suivie à nouveau et au complet chaque deux (2) ans et la certification est émise par l'un des fournisseurs reconnus par la Ville de Montréal.



Ratio d'encadrement

L'OSBL embauche un nombre suffisant de moniteurs pour respecter la norme du ratio d'encadrement de la Ville de Montréal que voici :

Groupes d'âge	Ratios au camp	Ratios en sorties	Ratios pataugeoires (moins de 9 ans)	Ratios piscines
3 à 5 ans	1/10	1/8	1/8	-
6 ans	1/20	1/15	1/15	1/3
7 ans	1/20	1/15	1/15	1/7
8 à 9 ans	1/20	1/15	1/15	1/15
10 ans et plus	1/20	1/15	-	1/15

Le moniteur est idéalement assisté d'un accompagnateur (jeune aide-moniteur bénévole ou adulte) lors de tout déplacement en dehors du site où se déroulent les activités régulières. **La présence de l'aide-moniteur ne peut servir à diminuer le ratio du groupe et, en aucun cas, l'aide-moniteur ne peut se substituer au moniteur en cas d'absence.**

Identification – chandail

L'OSBL s'assure que les enfants portent une identification visuelle (t-shirt du camp); celle-ci est obligatoire en sortie et est facultatif sur le site du camp. Les moniteurs du camp de jour portent en tout temps l'identification visuelle propre à son camp (t-shirt du camp).

RESSOURCES MATÉRIELLES

L'OSBL respecte les modalités des ententes conclues entre la Ville de Montréal et les différentes commissions scolaires, propriétaires d'immeubles ou autres entités concernant l'utilisation des installations récréatives. Il s'assure de mettre à la disposition de sa clientèle un téléphone et une trousse de premiers soins en cas d'urgence. L'OSBL s'assure également que les installations et les équipements mis à la disposition de sa clientèle soient utilisés de façon sécuritaire et s'engage à informer immédiatement la DCSLDS de toute dégradation et de toute déficience susceptible de compromettre la sécurité des participants. Les biens immobiliers mis à la disposition des OSBL le sont aux seules fins des activités et services inscrits au plan d'action approuvé par la DCSLDS.

RESSOURCES FINANCIÈRES

L'OSBL peut exiger des frais de participation, mais ceux-ci doivent être proportionnels à la capacité de payer des familles desservies par le programme. Les frais d'inscription demandés aux résidants provenant d'autres arrondissements de la Ville de Montréal doivent être identiques à ceux demandés aux résidants de l'Arrondissement.

L'OSBL peut obtenir un soutien financier de l'Arrondissement. Ce soutien est octroyé selon les fonds disponibles et uniquement si l'OSBL répond aux critères d'admissibilités. La contribution financière est accordée pour la réalisation des activités indiquées au plan d'action et destinées uniquement aux enfants âgés de 6 à 12 ans résidants dans l'Arrondissement. La contribution financière de l'Arrondissement vient compléter les autres sources de financement de l'OSBL. Ce dernier s'assure que les sommes accordées par l'Arrondissement sont utilisées uniquement aux fins desquelles elles lui ont été versées.

COMMUNICATIONS

L'OSBL et l'Arrondissement s'engagent mutuellement à souligner, dans leurs publications et lors d'événements, leurs contributions respectives au programme. De plus l'OSBL s'engage à intégrer sur toutes communications promotionnelles, le logo officiel de l'Arrondissement.

ANALYSE DES BESOINS

L'OSBL et l'Arrondissement examinent et analysent l'offre de services du programme camps de jour offerte par les autres OSBL dans le voisinage et le secteur dans le but d'améliorer l'offre globale des services, éviter les dédoublements et viser la complémentarité.

PLAN D'ACTION

L'OSBL et l'Arrondissement font une analyse conjointe du plan d'action avant le début de la saison. La nature et la fréquence des échanges requis entre l'OSBL et l'Arrondissement sont déterminées et révisées au besoin, en fonction de la nécessité d'harmoniser les stratégies, de faire le point, ou en fonction des difficultés rencontrées.

L'OSBL élabore son plan d'action sur le formulaire prévu à cette fin. Il y inscrit les objectifs opérationnels, les moyens utilisés pour les atteindre, les résultats attendus et les indicateurs de mesure.

Ce plan d'action doit être cohérent avec les objectifs poursuivis par le programme et refléter les observations effectuées au moment de l'analyse de besoins. Le plan d'action doit également tenir compte de :

- L'intégration des priorités et besoins spécifiques de l'Arrondissement.
- L'inclusion de services complémentaires à ceux offerts par les autres OSBL du milieu.
- L'utilisation optimale des installations et équipements mis à la disposition de l'OSBL.

PROGRAMMATION

L'OSBL intègre à son plan d'action une section portant sur la programmation détaillée des activités sur le formulaire prévu à cette fin.

CONCERTATION

L'OSBL participe aux mécanismes de concertation établis, dont la Table des camps de jour de l'Arrondissement.

ENQUÊTE DE SATISFACTION

L'OSBL invite les parents, à la fin du camp de jour, à remplir un formulaire d'enquête de satisfaction fourni par l'Arrondissement. L'OSBL analyse les résultats et les joint à son rapport annuel d'activités.

ÉVALUATION

L'OSBL et l'Arrondissement conviennent de mettre en place, dans le cadre du programme, un mécanisme permettant d'évaluer la qualité des services rendus aux citoyens en fonction du plan d'action approuvé. L'évaluation sera effectuée au moins une fois par année, à la fin de la prestation des services du programme camps de jour et au plus tard le 30 octobre.

LES INDICATEURS DE RÉSULTATS

Les indicateurs de résultats permettent d'effectuer une évaluation de la prestation de services selon le plan d'action et basée sur des cibles à atteindre.



SUIVI DE GESTION OU REDDITION DE COMPTE ATTENDUE

Pour chaque volet du programme « camps de jour », l'OSBL s'engage à fournir les documents de suivi et de gestion suivants :

Documents à transmettre à la DCSLDS

Avant le début de la saison :

- Formulaire « plan d'action ».
- Formulaire « informations générales du camp de jour »
  (Nombre de semaines, nombre d'heures, horaire du camp de jour et du service de garde, dates de durée, dates des préinscriptions et inscriptions, tarifications, etc.).
- Formulaire « formations des employés »
  (Certificats, attestations, cartes de compétence : cours de premiers soins, stage d'animation, scolarité, etc.).

En cours de réalisation :

- Formulaire « liste d'inscriptions avec codes postaux ».
- Formulaire « rapport de fréquentations ».
- Grille horaire d'activités hebdomadaires.

À la fin du projet :

- Formulaire « diversité des activités ».
- Rapport annuel d'activités complet comprenant les éléments suivants :
  - Bilan du plan d'action (avec justification des écarts, s'il y a lieu).
  - Programmation détaillée des activités.
  - États financiers de l'OSBL ou bilan budgétaire (ventilation du budget dédié au programme, y compris les revenus provenant d'autres bailleurs de fonds).
  - Présentation des résultats de « l'enquête de satisfaction des parents ».

Documents à transmettre au besoin :

- Formulaire « rapport d'accident » (personnes).
- Formulaire « rapport d'incident » (vols, pertes, dommages).

CRITÈRES D'ATTRIBUTION DU FINANCEMENT

Les critères d'attribution ont été définis afin d'assurer une équité dans l'octroi des contributions financières pour ce programme. Les critères sont les suivants :

- Avoir obtenu du soutien financier en 2015 pour le programme camps de jour.
- Offrir un camp de jour de loisir régulier se déroulant l'été.
- Offrir une programmation de 30 à 35 heures par semaine pour une durée de 7 à 8 semaines.
- Offrir des activités de camp de jour aux enfants de 6 à 12 ans.
- Accueillir au moins 75 % d'enfants résidant dans l'Arrondissement.

RÉFÉRENCES

- *Cadre de référence pour la sécurité dans les sorties des camps de jour*, Ville de Montréal, 2005, 132 p. http://www.csle.qc.ca/uploaddir/files/Municipal/SAE/Cadre_de_reference_pour_la_securite_dans_les_sorties.pdf
- *Guide pratique pour les sorties des camps de jour*, Ville de Montréal, 2005, 42 p. http://www.csle.qc.ca/uploaddir/files/Municipal/SAE/Guide_pratique_pour_la_securite_dans_les_sorties.pdf
- *Cadre de référence pour les camps de jour municipaux*, Association québécoise du loisir municipal, Association des camps certifiés du Québec, avril 2011, 52 p. (version synthèse du cadre). http://www.loisirmunicipal.qc.ca/userfiles/file/CampsJourMunicipaux_AQLM.pdf
- *Guide de référence destiné aux gestionnaires de camp de jour et de camp de vacances, pour des relations harmonieuses au camp, Prévention de l'intimidation, de la violence et des agressions sexuelles*, Loisir et Sport Montérégie, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Centre national pour la prévention du crime du gouvernement du Canada, 2006, 57 p. http://www.csle.qc.ca/uploaddir/files/Municipal/SAE/Guide_de_reference_ethique.pdf
- *Guide encadrement sécuritaire des groupes d'enfants en milieu aquatique*, Association des camps du Québec, Croix Rouge canadienne division Québec, Société de sauvetage, ministère de l'éducation, du Loisir et du Sport, 2006, 30 p. http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/SLS/promotion_securite/encadrement_aquatique_fr.pdf



Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Indicateurs de résultats pour le programme de Camps de jour 2016 à 2018

Les résultats sont évalués selon les indicateurs et les normes identifiés dans le tableau suivant pour s'assurer du respect des exigences du programme et de l'atteinte des objectifs.

Critère	Objectifs	Indicateurs de résultat	Norme	Outils de collecte et de mesure
Accessibilité	Favoriser la participation du plus grand nombre de jeunes résidents au programme de camps de jour	a. Le nombre de jeunes inscrits de 6 à 12 ans	a. La cible du camp identifiée au début de l'été	a. Le formulaire de la liste des inscriptions et des codes postaux
		b. Le coût d'inscription	b. Le coût se situant près de la médiane de tous les camps	b. Le formulaire d'informations générales du camp
		c. Le nombre d'heures de programmation	c. La cible de 30 à 35 heures par semaine	c. Le formulaire d'informations générales du camp
		d. Le nombre de semaines d'activités	d. La cible minimale de 7 semaines	d. Le formulaire de la liste des inscriptions et des codes postaux
	Optimiser l'utilisation des locaux	e. Le lieu de résidence des participants	e. Le minimum de 75 % de résidants de l'arrondissement	e. Le formulaire d'informations générales du camp
		f. Le nombre de places disponibles	f. La cible du camp identifiée au début de l'été	f. Le formulaire d'informations générales du camp
Diversité	Offrir une programmation d'activités diversifiée	g. Le nombre d'activités différentes réalisées par groupe d'âge et par semaine	g. La cible: 1 activité/groupe d'âge /semaine / catégorie	g. Le formulaire de rapport de diversité des activités et l'horaire des activités hebdomadaires
Qualité	S'assurer de la présence de personnel qualifié	h. Le cours de premiers soins reconnu	h. La carte de compétence de premiers soins RCR niveau C à jour et émise par un fournisseur reconnu par la Ville	h. Le formulaire de formations des employés
		i. L'âge	i. La norme du programme = sec IV minimum	i. Le formulaire de formations des employés
		j. Le nombre d'heures de formation et/ou Le nombre d'heures d'expériences et/ou La scolarité dans un domaine d'intervention ciblé	j. <u>Une norme minimale respectée parmi :</u> 30 heures de formation en animation et/ou 250 heures d'expérience et/ou Une année de scolarité niveau collégial ou universitaire dans un domaine d'intervention auprès des jeunes (loisirs, animation, éducation, etc.)	j. Le formulaire de formations des employés
	Offrir un encadrement sécuritaire	k. Le nombre d'enfants à la charge d'un moniteur	k. La norme du programme = ratio d'encadrement 1/15	k. Le formulaire de fréquentations et le formulaire de formations des employés

	S’assurer d’un taux optimal de satisfaction des enfants et parents	I. Le taux de satisfaction	I. La cible du camp identifiée au début de l’été	I. Le sondage de satisfaction

Occupation 60%

- Mesure visant à soutenir une offre de service optimale
- Calculé en fonction du nombre d'heures total de service
- Un % est accordé en fonction du nombre total d'heures de service de l'ensemble des camps

Accessibilité 40%

- Mesure visant à encourager des tarifs abordables
- Le financement est calculé en fonction de la médiane de tous les tarifs des camps
- Si le tarif est inférieur = reçoit un % (montant x$)
- Si le tarif est supérieur = non (0$)

Prime forfaitaire

- Mesure assurant un soutien de base à tous
- Permet de répondre aux besoins ponctuels du moment (réductions, gratuité, équipement, matériel, événement, etc)
- Montant fixe accordé selon 2 catégories de prime:
  - de 100 places = 1 000 $
  100 places et + = 2 000 $

Plafond

- Permet une équité entre les camps, relative au nombre de palces disponibles
- Plafond maximum du total des contributions selon 2 catégories de prime:
  - de 100 places = 20 000$
  100 places et + = 25 000 $

5 mai 2016

Conventions



CON_Ass Comm Noire CDN ContributionsCdJour_20180419.pdf



CON_Ass des loisirs de Snowdon_ContributionsCdJour_20180419.pdf



CON_CELO ContributionsCdJour_20180419.pdf



CON_CCMountainSight_ContributionsCdJour_20180419.pdf



CON_Comité Jeunesse NDG (2)_ContributionsCdJour_20180419.pdf



CON_St-Raymond ContributionsCdJour_20180419.pdf



CON_Walkley 20180419.pdf



CON_Comité Jeunesse NDG (1)_ContributionsCdJour_20180419.pdf



CON_Jeunesse Benny_ContributionsCdJour_20180419.pdf



CON_LoisirsSoleil_ContributionsCdJour_20180115.pdf



CON_Westhaven 20180419.pdf



CON_LoisirsSportifsCDN-NDG_ContributionsCdJour_20180419.pdf

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA04 17044, article 5 :

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **L'ASSOCIATION DE LA COMMUNAUTÉ NOIRE DE CÔTE-DES-NEIGES,** personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 6585, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal (Québec) H3S 2A5, agissant et représentée par Madame Tiffany Callender, directrice générale et Madame Nicole Antoine, coordinatrice d'opérations, dûment autorisées aux fins de la présente convention tel qu'elles le déclare;

N° d'inscription TPS : 106728702RT0001
N° d'inscription TVQ : 106728702RR0001
Numéro d'organisme de charité : s/o

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de de promouvoir des programmes et activités relatifs aux loisirs et activités sociales, culturelles et éducatives, au bénéfice de la population de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme camp de jour pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme de camp de jour**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 «**Responsable**» : le (la) Directeur (trice) de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.10 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.11 « **Unité administrative** » : l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de vingt mille dollars (20 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 INSTALLATIONS

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DU PROJET

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 novembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité joints, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, au plus tard dix (10) jours ouvrables après le début du trimestre un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6585, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal (Québec) H3S 2A5, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice générale et de la Coordinatrice d'opérations. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6^{e} étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

L'ASSOCIATION DE LA COMMUNAUTÉ NOIRE DE CÔTE-DES-NEIGES

Par : _____
Tiffany Callender, directrice générale

Et : _____
Nicole Antoine, coordinatrice d'opérations

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, le e jour de …….. 20__ (Résolution ……).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Date de réception de la demande

Formulaire de demande de soutien financier

Programme: Camp de jour

Année : 2018

1. Identification de l'organisme

Nom légal de l'organisme
L'Association de la Communauté Noire de Cote-Des-Neiges

No d'enregistrement REQ: 1142166710

Date d'incorporation: 2/23/1981

Adresse (no civique, rue, ville, province, code postal)
6585 Ch. Cote-Des-Neiges, Montreal, Qc, H3S 2A5

Représentant désigné: Tiffany Callender et Nicole Antoine

Titre: Directrice générale; Coordinatrice d'opérations

Numéro de téléphone: 514-737-8321

Adresse courriel: tcallender@cdnbca.org; nantoine@cdnbca.org

Site internet
www.cdnbca.org

Mission de l'organisme, tel qu'inscrite dans vos lettres patentes (maximum 5 lignes)
La mission de l'Association de la Communauté Noire de Cote des Neiges est de soutenir le développement des institutions sociales, culturelles, éducatives et économiques dans notre communauté.

L'Association de la Communauté Noire de Cote des Neiges est guidée par des principes forts qui préservent les droits de tous les membres de cette société afin qu'ils vivent dans l'égalité et la dignité.

Décrivez brièvement la raison de la demande de soutien

Offrir une variété d'activité en sport et loisir à la clientèle ciblée par la DCSLDS à travers une programmation de camp de jour

2. Description du Plan d'action/Projet

Date de début	Date de fin
6/26/2018	8/18/2018

2.1 Objectif général du Programme
Offrir en priorité des activités de loisir aux jeunes de 6 à 12 ans de l'arrondissement de CDN- NDG pendant la saison estivale

2.2 Objectifs spécifiques du Programme
Permettre aux jeunes d'explorer et d'être initiés à des activités de loisir physiques et sportives, récréatives, récréotouristiques, culturelles, scientifiques et de plein air.
Permettre aux jeunes de découvrir les différents attraits et ressources de l'arrondissement ainsi que les diverses installations récréotouristiques de la région de Montréal.
Le camp dure 7 semaines, du 26 Juin au 17 Aout, de 8h-16h. Par semaine le prix est 50$/semaine individuelle et pour 8 semaine (Un rabais de 25$). Nous offrons le service de garde durant les 7 semaines, de 7h30 à 8h00 et de 16h à 18h00 pour 25$. Notre frais de participation est 10$ par participant. Il va avoir une semaine de bonus offert independamment par CDNBCA a 65$.
Les 8 postes d'animateur sont postulés en Avril sur Emploi Québec et dans les réseaux des cégeps. Après l'embauchement des candidats, ils passent une semaine d'orientation avec le coordinateur du camp pour réviser le plan d'action, les activités, les processus de sécurité et des ateliers d'animation.

2.3 Objectifs opérationnels du Plan d'action/Projet (avec indicateurs)	Moyen/Ressources	Suivi de gestion/ Outils de mesure	Résultats attendus
Offrir une variété d'activité en sport et loisir à la clientèle ciblée par la DCSLDS à travers une programmation de camp de jour	Camp de jour All-Stars à un duré de 8 semaines qui offre au jeunes entre l'age de 5-12 ans l'occasion d'experimenter chaque semaine avec 1 des 5 éléments du Hip Hop qui inclus les arts de danse, poésie, music, croquis, et la vidéographie par des animateurs dans ces domaines.	Compléter les rapports d'inscriptions, fréquentation et évaluations (performance des ressources humaines et commentaires des participants) aux différents activités	80 jeunes entre l'asge de 5-12 and avec 75% des jeunes provenant de CDN/NDG

1187772002
L'Association de la Communauté Noire de Côte-des-Neiges

Initiales _____

Initiales _____

2.4 Activités offertes dans le cadre du Programme/Projet

Activité*	Clientèle cible/ groupe d'âge	Nb de participants prévus	Durée Nb sem	Nb heure/sem	Coût/ participant
Camp de jour All-Star	5-12 ans	80	7	8	$50/sem

*Au besoin, vous pouvez joindre la programmation de l'organisme.

Initiales __________

Initiales __________

2.5 Personnel et/ou bénévoles

Pour le Plan d'action/Projet	Total d'heures de bénévolat pour le Plan d'action/Projet	Nombre de personnes
Bénévoles (sauf le temps consacré aux réunions du C.A.)	200	6

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet

Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	Nbr de postes		Tâches effectuées	Formation demandée et expérience recherchée exemple: 1er soins, bacc, DEC, etc.
	Temps plein	Temps partiel		
Coordinateur des programmes	x		Coordonation et support techniques des programmes	Bacc, experience communautaire
Coordinateur du camps	x		Coordonation et support techniques du camp	Bacc, experience communautaire
Animateur	x		Animer les activités des programmes	Dec ou experience pertinent, 1er soin
Moniteur		x	Gérer les salles et équipements durant les activités	Dec ou experience pertinent, 1er soin

2.6 Collaboration prévue pour le Plan d'action/Projet

Autre(s) organisme(s) associé(s), comité(s) et/ou table(s) de concertation

Nom de l'organisme,Table, etc.	Rôle ou contribution prévue	Personne(s) contactée(s)	Téléphone
ACDPN	Offres des activités reliés au promouvoir	Tania Charles	514-737-3213
Table jeunesse CDN	Activités co-joints	Joel Poirier	

3. Prévisions budgétaires

Votre budget doit être **équilibré**.

3.1 Pour l'ensemble des activités de l'organisme	Montant
Revenus	560,911 $
Dépenses	700,360 $
Surplus/déficit	-139,449 $

3.2 Pour le Plan d'action/Projet

Donnez vos prévisions budgétaires pour la première année du (des) plan(s) d'action que vous soumettez.

A) Revenus		Montant
Contribution de la Ville de Montréal	Arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (pour le Plan d'action/Projet)	20,000 $
	Autres services de la Ville de Montréal	
Contributions du gouvernement provincial (précisez)		
Contributions du gouvernement fédéral (précisez)	Service Canada	43,680 $
Contributions d'autres sources (précisez)		
Revenus autonomes	Cotisations des membres	
	Tarification des activités	32,000 $
	Service de garde	8,000 $
	Activités d'autofinancement	
	Autres revevenus	
	TOTAL DES REVENUS=	103,680 $

B) Dépenses		Nb d'heure	Taux horaire	Montant
Salaires et avantages sociaux	Coordination	400	15 $	6,000 $
	Animation	3600	12 $	39,600 $
	Intervention			
	Gestion et soutien administratif	890	13 $	11,125 $
	Accueil	360	12 $	4,428 $
	Soutien technique			
	Surveillance			
	Entretien			
	Autres - Employer cost			15,600 $
Honoraires	Services professionnels			3,780 $
Frais de location	Bâtiments			
	Équipements			
Frais d'entretien	Bâtiments			
	Équipements			
Frais de déplacement et transport				500 $
Matériel et fournitures				800 $
Dépenses d'activités (ex. frais d'entrées)				1,000 $
Autres dépenses				2,000 $
	TOTAL DES DÉPENSES =			84,833 $

4. Locaux, espaces et ressources matérielles (pour le Plan d'action/Projet)

4.1 Détermination des besoins

Les organismes peuvent bénéficier de locaux gratuits pour la réalisation du Plan d'action/Projet convenu, en fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'Arrondissement.

	Ensemble des activités de l'organisme	Plan d'action/ Projet
Nombre d'employés à temps complet (1820 heures par année)	4	
Nombres d'employés à temps partiel et occasionnels	10	
Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à la réalisation du plan d'action spécifique au Plan d'action/Projet		80%
Pourcentage d'heures consacrées aux autres activités reliées à la mission de l'organisme	20%	

4.2 Ressources locatives (locaux, gymnase, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité
Centre d'Appleton 6585 Ch. Cote Des Neiges	
Gymnase Ecole Lavoie	

4.3 Ressources matérielles (tables, chaises, équipement sportif, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité
Chaises	120
Tables	20
Tshirts	130
Jersey Pratique	80
Ballons de Basket	20
Ballons de Soccer	8
Corde a sauté	8
Radio de syteme	2
Tablets	2

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Engagement de l'organisme

Nous soussigné L'Association de la Communauté Noire de Cote-Des-Neiges

Après avoir pris connaissance du Programme - Camp de jour
nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts, complets et conformes au registre de notre organisation. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif ou conseil municipal de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui y sont établies.

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet et nous nous engageons à remettre à la Ville, à l'échéance du Plan d'action/Projet, toute somme non engagée dans la réalisation des activités convenues avec la Ville dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet.

Signature Nicole Antoine

Représentant dédigné par l'organisme pour la présente demande de soutien

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la demande de soutien
Nicole Antoine

Date 2·22·18

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

A. Documents obligatoires au moment de la demande financière

- ☑ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé
- ☑ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

B. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

- ☐ Copie du certificat d'assurances requis pour le Plan d'action/Projet
- ☐ Plan d'action modifié si requis

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés.

a) dans une enveloppe directement à l'attention de

Demande de soutien financier
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS)
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie bureau 400
Montréal (Québec) H3X 2H9

ou

b) numérisés et envoyés par courriel à: manon.leveille@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que:

Les renseignements demandés doivent être inscrits sur le formulaire ;

Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme Camp de jour seront automatiquement retournés à l'organisme.

Pour tous renseignements, veuillez contacter votre agent de développement attitré.

7/8

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Extrait authentique du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de

Nom légal de l'organisme
L'Association de la Communauté Noire de Cote-Des-Neiges

Tenue le jour/date/mois/année (ex. mercredi 3 avril 2016)
Tuesday February 27'18

Lieu et heure
Montreal 17:30 pm.

No de résolution (si applicable)

Attendu que la corporation désire signer une convention dans le cadre du Programme: Camp de jour avec la Ville de Montréal, Division de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Nicole Antoine et Tiffany Callender à représenter la Corporation et à signer tous documents nécessaires aux fins du dossier de la convention avec la Ville de Montréal.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Nicole Antoine et Tiffany Callender à signer tous documents liés aux affaires courantes de l'organisme cité.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Nicole Antoine et Tiffany Callender à signer tous documents liés aux documents liés aux affaires bancaires de l'organisme cité.

Président	**Secrétaire**
Wendel James	Ayanna Alleyne
Nom en lettres moulées	Nom en lettres moulées
Wendel A. James	
Signature	Signature
02/27/2018	
Date	Date

8/8

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Extrait authentique du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de

Nom légal de l'organisme
L'Association de la Communauté Noire de Cote-Des-Neiges

Tenue le jour/date/mois/année (ex. mercredi 3 avril 2016)
Tuesday February 27/18

Lieu et heure
Montreal 17:30 pm

No de résolution (si applicable)

Attendu que la corporation désire signer une convention dans le cadre du Programme: Camp de jour
avec la Ville de Montréal, Division de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Nicole Antoine et Tiffany Callender à représenter la Corporation et à signer tous documents nécessaires aux fins du dossier de la convention avec la Ville de Montréal.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Nicole Antoine et Tiffany Callender à signer tous documents liés aux affaires courantes de l'organisme cité.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Nicole Antoine et Tiffany Callender à signer tous documents liés aux documents liés aux affaires bancaires de l'organisme cité.

Président	**Secrétaire**
Wendel James	Ayanna Alleyne
Nom en lettres moulées	Nom en lettres moulées
Signature	Signature
Date	02/27/2018
	Date

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autoriation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de session	Date de fin de session	Jours	Heures
Centre Appleton	6585, chemin de la Côte-des-Neiges	Centre Appleton	Installation déjà incluse dans la convention de loisirs intervenue avec l'organisme pour la période de janvier 2017 à décembre 2018. CA17 170011 – 16 janvier 2017.			
Pavillon Nelson-Mandela	4920, rue Vézina, Montréal	Le pavillon Nelson-Mandela	Installation déjà incluse dans la convention de loisirs intervenue avec l'organisme pour la période de janvier 2017 à décembre 2018. CA17 170011 – 16 janvier 2017.			
École LaVoie (Entente locale convenue avec la Commission scolaire de Montréal CSDM)	6755, rue La Voie, Montréal	Gymnase	27 juin 2018	10 août 2018	Lundi au vendredi	7h30 à 18h

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité
s/o		

ANNEXE 3
NORMES DE VISIBILITÉ

Non applicable

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

NOM DE L'ORGANISME: **Association de la communauté noire de Côte-des-Neiges (camp de jour Marcus Garvey)**

ADRESSE: **6585 chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal (QC) H3S 2A5**

NOM DE LA PERSONNE AUTORISÉE: **Tiffany Callender**

NUMÉRO DE TÉLÉPHONE: **514-737-8321**

GDD#: **1187772002**

Chef de section : **April Léger** **Agent de développement :** Stéphane Livernoche

Volet	Nombre de mois	Contribution mensuelle	Contribution annuelle	Nombre des versements	Date du 1er versement	Montant du 1er vers.	Date du 2e versement	Montant du 2e vers.
Camp de jour								
année:								
2018	12	1 666,67 $	20 000,00 $	1	15-mai-18	20 000,00 $		
Sous total			20 000,00 $					

Total 2018	**20 000,00 $**

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA04 17044, article 5 :

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **L'ASSOCIATION DES LOISIRS DU QUARTIER DE SNOWDON**, personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 5389, avenue Earnscliffe, Montréal (Québec) H3X 2P8, agissant et représentée par Monsieur Michael Held, président, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

N° d'inscription TPS : s/o
N° d'inscription TVQ : s/o
Numéro d'organisme de charité : s/o

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de de promouvoir des programmes et activités relatifs aux loisirs et activités sociales, culturelles et éducatives, au bénéfice de la population de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme camp de jour pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme de camp de jour**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 «**Responsable**» : le (la) Directeur (trice) de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.10 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.11 « **Unité administrative** » : l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de vingt-et-un-mille-quatre-cent-trois dollars et 26 cents (21 403,26 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 INSTALLATIONS

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DU PROJET

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 novembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité joints, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, au plus tard dix (10) jours ouvrables après le début du trimestre un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 RESPONSABILITÉ

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au le 5389, avenue Earnscliffe, Montréal (Québec) H3X 2P8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6^{e} étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

L'ASSOCIATION DES LOISIRS DU QUARTIER DE SNOWDON

Par : _____
Michael Held, président

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, le e jour de …… 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce Montréal

Demande de soutien

Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce Montréal

Date de réception de la demande

Formulaire de demande de soutien financier

Programme: Camps de jour MacDonald

Année : 2018

1. Identification de l'organisme

Nom légal de l'organisme
L'association des loisirs du quartier de Snowdon

No d'enregistrement REQ: 1142282889

Date d'incorporation: 92-04-02

Adresse (no civique, rue, ville, province, code postal)
5389 av, Earnscliffe

Représentant désigné: Michael Held

Titre: Président

Numéro de téléphone: 514-795-5389

Adresse courriel: donna3@videotron.ca

Site internet
macdonalddaycamp.com

Mission de l'organisme, tel qu'inscrite dans vos lettres patentes (maximum 5 lignes)
D'établir et d'organiser une association des résidants du district électoral municipal de Snowdon qui offrirait des programmes qui bénéficieraient à la population de ce district.
Animer un esprit de communauté qui soit sain, par des moyens d'encouragement et aider les résidants de Snowdon, enfants et adultes, à participer de façon active dans les activités de loisir et de la communauté.

Décrivez brièvement la raison de la demande de soutien
Offrir un camp de jour au enfants des résidents de CDN/NDG.
Organiser un carnaval pour les camps de jour de l'arrondissement CND/NDG

1/8

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

2. Description du Plan d'action/Projet

Date de début: 06-26-2018

Date de fin: 08-10-2018

2.1 Objectif général du Programme

Offrir en priorité des activités de loisir aux jeunes de 6 à 12 ans de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pendant la saison estivale.

2.2 Objectifs spécifiques du Programme

Permettre aux jeunes d'explorer et d'être initiés à des activités de loisir physiques et sportives, récréatives, récréotouristiques, culturelles, scientifiques et de plein air.

Permettre aux jeunes de découvrir les différents attraits et ressources de l'arrondissement ainsi que les diverses installations récréotouristiques de la région de Montréal.

2.3 Objectifs opérationnels (du Plan d'action/Projet) (avec indicateurs)	Moyen/Ressources	Suivi de gestion/ Outils de mesure	Résultats attendus
1. Atteindre 175 inscription au camp de jour MacDonald en offrent un camp, à un prix abordable en assurant 75% des places réservées aux enfants et les familles en besoin residant dans l'arrondissement - 35 hrs semaine entre le 26 juin et le 11 août 2017 de 9h à 15h30h du lundi au vendredi	1.1 Diffusé l'information dans les écoles du quartier et les journeaux locaux 1.2 Offre pre-inscription en personne pour enfants enregistré l'année dernière: 07 mai de 17:00 à 19:00 08 mai de	1.1.2 Monitorer les pré-inscriptions et inscription afin d'assurer le niveau de 75% est accordé au résident de l'arrondissement CDN-NDG 1.1.6 Remise de rapport de fréquentation	Avoir atteint un minimum de 175 inscriptions 75% des participants provenant de l'arrondissement CDN-NDG Faire découvrir aux jeunes les attraits et ressources de l'arrondissement CDN-NDG et de la région de Montréal
2. Recruter, embaucher et encadrer des jeunes bilingues avec les qualifications	2.1 Recruter des candidats potentiels parmi notre réseau Universitaire début mars	2.1.1 Entrevus et embauches: Qualification du personnel au dossier	Respecter la norme du ratio d'encadrement pour les différents groupes d'âge
3. Assurer la sécuriter des utilisateurs internes et externes	3.1 Planifier la présence des employés à la formation : sécurité aquatique	3.1.2 Réception d'une lettre d'entente signé par l'employé une fois la formation complété.	100% des employés seront certifiés en premiers soins.
4 Assurer l'amélioration continue de nos camps de jours	4.1Créer et distribuer un sondage de satisfaction à la mi-juillet.	4.1.1 Évaluer et adresser le contenu du sondage fin juillet avec le personnel	Avoir atteint un cote de satifcation - Satisfait ou +
5. Organiser et superviser un carnaval estival a un coût abordable pour tous les camps	5.1 reservation du promoteur - 10 - 15 jeux ciblé pour les enfants de 6 - 12 - vente de hot	5.1.1 Soumission de demande de permis	Taux élevé de participation

0000000Snowdon - Daycamp - 2017

1. Atteindre 175 inscription au camp de jour MacDonald en offrant un camp, à un prix abordable en assurant 75% des places réservées aux enfants et les familles en besoin resident dans l'arrondissement - 35 hrs semaine entre le 26 juin et le 10 août 2018 de 8h30 à 15h15h du lundi au jeudi et de 8h30 à 13h15 le vendredi - Accueil prolongé de 6:30am à 8:00am et de 15h30h à 18h du lundi au jeudi et de 13h15 à 18h le vendredi 7 semaines de camps- $450.00 ($500.00 non-résident) + $15.00 frais d'inscription + $10.00 pour le chandail du camp. Aucun frais d'inscription pour le deuxième enfant. Coût semaine - $150.00 Accueil prolongé - 7 semaines - $220.00 Accueil prolongé - semaine - $35.00 1.2 Assurer d'offrir et planifier des activités attrayantes et des thématiques ciblées par DCSLDS de l'arrondissement CDN-NDG aux jeunes de 6 à 12 ans	1.1 Diffusé l'information dans les écoles du quartier et les journaux locaux 1.2 Offre pré-inscription en personne pour enfants enregistré l'année dernière: 06 mai de 17:00 à 19:00 07 mai de 16:00 à 20:00 1.5 Offrir différent mode de paiement ; comptant, chèque, chèque post daté afin d'alléger les paiements. 1.6 Mise à jour du site web comprenant toutes informations pertinentes d'un camp, planifier des activités attrayantes et des thématique ciblées par la DCSLDS et l'arrondissement CDN-NDG. 1.2.1 Partager l'information des objectifs spécifiques avec les animateurs du camp et s'assurer que les activités répondent aux critères cibler par la DCSLDS. 1.2.2 Assurer la planification des activités du camp 1 semaines d'avance afin d'assurer de bien inclure les thématiques ciblées	1.1.2 Monitorer les pré-inscriptions et inscription afin d'assurer le niveau de 75% est accordé au résident de l'arrondissement CDN-NDG 1.1.6 Remise de rapport de fréquentation	Avoir atteint un minimum de 175 inscriptions 75% des participants provenant de l'arrondissement CDN-NDG Faire découvrir aux jeunes les attraits et ressources de l'arrondissement CDN-NDG et de la région de Montréal
2. Recruter, embaucher et encadrer des jeunes bilingues avec les qualifications nécessaires et en nombre suffisant afin d'assurer le respect des ratios d'encadrement de la DCSLDS.	2.1 Recruter des candidats potentiels parmi notre réseau Universitaire début mars 2.2 Inviter nos anciens employés ou accompagnateurs la possibilité d'un retour a nos camps de jour ayant les qualifications et les compétences requises de la DCSLDS. 2.3 Participer à la table des camps de jour de l'Arrondissement	2.1.1 Entrevus et embauches: Qualification du personnel au dossier 2.2.1 Accuser de réception des retours d'employés	Respecter la norme du ratio d'encadrement pour les différents groupes d'âge Avoir créé une banque d'employés potentiels qui ont atteint ou surpassé les attentes pour la prochaine année de camp.

0000000Snowdon - Daycamp - 2017

1. Atteindre 175 inscription au camp de jour MacDonald en offrant un camp, à un prix abordable en assurant 75% des places réservées aux enfants et les familles en besoin resident dans l'arrondissement - 35 hrs semaine entre le 26 juin et le 10 août 2018 de 8h30 à 15h15h du lundi au jeudi et de 8h30 à 13h15 le vendredi - Accueil prolongé de 6:30am à 9:00am et de 15h30h à 18h du lundi au jeudi et de 13h15 à 18h le vendredi - 7 semaines de camps- $450.00 ($500.00 non-résident) + $15.00 frais d'inscription + $10.00 pour le chandail du camp. Aucun frais d'inscription pour le deuxième enfant. Coût semaine - $190.00 Accueil prolongé - 7 semaines - $220.00 Accueil prolongé - semaine - $35.00 1.2 Assurer d'offrir et planifier des activités attrayantes et des thématiques ciblées par DCSLDS de l'arrondissement CDN-NDG aux jeunes de 6 à 12 ans	1.1 Diffusé l'information dans les écoles du quartier et les journeaux locaux 1.2 Offre pré-inscription en personne pour enfants enregistré l'année dernière: 06 mai de 17:00 à 19:00 07 mai de 16:00 à 20:00 1.5 Offrir différent mode de paiement ; comptant, chèque, chèque post daté afin d'alléger les paiements. 1.6 Mise à jour du site web comprenant toutes informations pertinentes d'un camp, planifier des activités attrayantes et des thématique ciblées par la DCSLDS et l'arrondissement CDN-NDG. 1.2.1 Partager l'information des objectifs spécifiques avec les animateurs du camp et s'assurer que les activités répondent aux critères cibler par la DCSLDS. 1.2.2 Assurer la planification des activités du camp 1 semaines d'avance afin d'assurer de bien inclure les thématiques ciblées	1.1.2 Monitorer les pré-inscriptions et inscription afin d'assurer le niveau de 75% est accordé au résident de l'arrondissement CDN-NDG 1.1.6 Remise de rapport de fréquentation	Avoir atteint un minimum de 175 inscriptions 75% des participants provenant de l'arrondissement CDN-NDG Faire découvrir aux jeunes les attraits et ressources de l'arrondissement CDN-NDG et de la région de Montréal
2. Recruter, embaucher et encadrer des jeunes bilingues avec les qualifications nécessaires et en nombre suffisant afin d'assurer le respect des ratios d'encadrement de la DCSLDS.	2.1 Recruter des candidats potentiels parmi notre réseau Universitaire début mars 2.2 Inviter nos anciens employés ou accompagnateurs la possibilité d'un retour a nos camps de jour ayant les qualifications et les compétences requises de la DCSLDS. 2.3 Participer à la table des camps de jour de l'Arrondissement	2.1.1 Entrevus et embauches: Qualification du personnel au dossier 2.2.1 Accuser de réception des retours d'employés	Respecter la norme du ratio d'encadrement pour les différents groupes d'âge Avoir créé une banque d'employés potentiels qui ont atteint ou surpassé les attentes pour la prochaine année de camp.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

2.4 Activités offertes dans le cadre du Programme/Projet

Activité*	Clientèle cible/ groupe d'âge	Nb de participants prévus	Durée Nb sem	Nb heure/sem	Coût/ participant
Camp de jour -Arrondissement CDN/NDG	6 à 12 ans	175	7	35	$ 450.00
Camp de jour - Non- CDN/NDG	6 à 12 ans	25	7	35	$ 500.00
Accueil prolongé - AM/PM - 7 semaines	6 à 12 ans	35	7	18.5	$ 220.00
Accueil prolongé - semaines	6 à 12 ans	15	1	18.5	$ 35.00
Frais d'inscription					$ 15.00
Chandail					$ 10.00

*Au besoin, vous pouvez joindre la programmation de l'organisme.

3/8

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

2.5 Personnel et/ou bénévoles

Pour le Plan d'action/Projet	Total d'heures de bénévolat pour le Plan d'action/Projet	Nombre de personnes
Bénévoles (sauf le temps consacré aux réunions du C.A.)		

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet

Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	Nbr de postes (temps plein)	Nbr de postes (temps partiel)	Tâches effectuées	Formation demandée et expérience recherchée (exemple : années, bac, DEC, etc.)
Coordonnateur	1	0	Coordonation des activités et la thématique, gestion de personnel, application des règles de sécurité et de hygne	DEC ou Minimum, 500 heures d'expérience en
Moniteur	14		Planification d'activités, animation auprès des jeunes, assurer la sécurité des participants	Secondaire IV, ou avoir une formation reconnue de

2.6 Collaboration prévue pour le Plan d'action/Projet

Autre(s) organisme(s) associé(s), comité(s) et/ou table(s) de concertation

Nom de l'organisme, Table, etc.	Rôle ou contribution prévue	Personne(s) contactée(s)	Téléphone
Table de camp de jour	participants	Laura Bustamate	514-208-3003
CJNDG/Jeunesse Benny	Fournisseur pour présentation de film et de nourriture	Paul Ford	514-872-6055
MorrisetÉvénement	Carnival	Sylvain Morisset	

3. Prévisions budgétaires

Votre budget doit être **équilibré**.

3.1 Pour l'ensemble des activités de l'organisme	Montant
Revenus	138,178 $
Dépenses	123,179 $
Surplus/déficit	14,999 $

4/8

3.2 Pour le Plan d'action/Projet

Donnez vos prévisions budgétaires pour la première année du (des) plan(s) d'action que vous soumettez.

A) Revenus		Montant
Contribution de la Ville de Montréal	Arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (pour le Plan d'action/Projet)	21,403 $
	Autres services de la Ville de Montréal	
Contributions du gouvernement provincial (précisez)		
Contributions du gouvernement fédéral (précisez)	Emploi Canada - Potential only	16,000 $
Contributions d'autres sources (précisez)	Subvention	
	Levée de fonds	1,300 $
Revenus autonomes	Cotisations des membres	
	Tarification des activités	78,750 $
	Location d'installations et d'équipements	
	Activités d'autofinancement	20,725 $
	Autres revenus	
	TOTAL DES REVENUS=	138,178 $

B) Dépenses		Nb d'heure	Taux horaire	Montant
Salaires et avantages sociaux	Coordination	400	17 $	6,800 $
	Animation	3640	13 $	47,320 $
	Intervention			
	Gestion et soutien administratif			
	Accueil prolongé	315		4,095 $
	Soutien technique			
	Surveillance			
	Entretien			
	Autres - cit's			12,500 $
Honoraires	Services professionnels			
Frais de location	Bâtiments			
	Équipements			
Frais d'entretien	Bâtiments			
	Équipements			
Frais de déplacement et transport				5,500 $
Matériel et fournitures				15,000 $
Dépenses d'activités (ex. frais d'entrées)				19,170 $
Autres dépenses DAS - Ins - First Aid course - Comm				12,794 $
	TOTAL DES DÉPENSES =			123,179 $

4. Locaux, espaces et ressources matérielles (pour le Plan d'action/Projet)

4.1 Détermination des besoins

Les organismes peuvent bénéficier de locaux gratuits pour la réalisation du Plan d'action/Projet convenu, en fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'Arrondissement.

	Ensemble des activités de l'organisme	Plan d'action/ Projet
Nombre d'employés à temps complet (1820 heures par année)	0	0
Nombres d'employés à temps partiel et occasionnels	0	15
Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à la réalisation du plan d'action spécifique au Plan d'action/Projet		100
Pourcentage d'heures consacrées aux autres activités reliées à la mission de l'organisme		

4.2 Ressources locatives (locaux, gymnase, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité
Châlet - Parc MacDonald	

4.3 Ressources matérielles (tables, chaises, équipement sportif, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Engagement de l'organisme

Nous soussigné L'association des loisirs du quartier de Snowdon

Après avoir pris connaissance du Programme - Camps de jour MacDonald
nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts, complets et conformes au registre de notre organisation. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif ou conseil municipal de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui y sont établies.

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet et nous nous engageons à remettre à la Ville, à l'échéance du Plan d'action/Projet, toute somme non engagée dans la réalisation des activités convenues avec la Ville dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet.

Signature _____
Représentant dédigné par l'organisme pour la présente demande de soutien

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la demande de soutien
Michael Held - President

Date
02-22-2018

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

A. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☒ formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☒ une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

B. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☐ copie du certificat d'assurances requis pour le Plan d'action/Projet

☐ Plan d'action modifié si requis

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés.

a) dans une enveloppe directement à l'attention de

Demande de soutien financier
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS)
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie bureau 400
Montréal (Québec) H3X 2H9

ou

b) numérisés et envoyés par courriel à: manon.leveille@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que:

Les renseignements demandés doivent être inscrits sur le formulaire ;

Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme Camps de jour MacDonald seront automatiquement retournés à l'organisme.

Pour tous renseignements, veuillez contacter votre agent de développement attitré.

7/8

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Extrait authentique du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de

Nom légal de l'organisme
L'association des loisirs du quartier de Snowdon

Tenue le jour/date/mois/année (ex. mercredi 3 avril 2016)
Jeudi 22 Février, 2018

Lieu et heure
4:47 PM

No de résolution (si applicable)

Attendu que la corporation désire signer une convention dans le cadre du Programme: Camps de jour MacDonald avec la Ville de Montréal, Division de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Michael Held à représenter la Corporation et à signer tous documents nécessaires aux fins du dossier de la convention avec la Ville de Montréal.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Michael Held à signer tous documents liés aux affaires courantes de l'organisme cité.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Michael Held à signer tous documents liés aux documents liés aux affaires bancaires de l'organisme cité.

Président	**Secrétaire**
Michael Held	Donna Held
Nom en lettres moulées	Nom en lettres moulées
Signature	Signature
02-23-2018	02-23-2018
Date	Date

8/8

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autoriation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
École des Cinq-Continents Pavillon Dupuis (Entente locale convenue avec la Commission scolaire de Montréal CSDM)	5530, avenue Dupuis Montréal (Québec) H3X 1N8	Gymnase	27 juin 2018	10 août 2018	Lundi au vendredi	7h à 18h30
Pavillon du parc Macdonald	5355, avenue Clanranald, Montréal	Locaux de rangements et bureau	27 juin 2018	10 août 2018	Lundi au vendredi	7h à 18h30

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité
s/o		

ANNEXE 3
NORMES DE VISIBILITÉ

Non applicable

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

NOM DE L'ORGANISME: **Association des loisirs du quartier Snowdon**

ADRESSE: **5389, avenue Earnscliffe, Montréal (QC) H3X 2P8**

NOM DE LA PERSONNE AUTORISÉE: **Mike Held**

NUMÉRO DE TÉLÉPHONE: **514-489-1235**

GDD#: **1187772002**

Chef de section : **April Léger** **Agent de développement :** Nadia Mohammed

Volet	Nombre de mois	Contribution mensuelle	Contribution annuelle	Nombre des versements	Date du 1er versement	Montant du 1er vers.	Date du 2e versement	Montant du 2e vers.
CAMPS DE JOUR								
année:								
2018	12	1 783,61 $	21 403,26 $	1	15-mai-18	21 403,26 $		
Sous total			21 403,26 $					

Total 2018	**21 403,26 $**

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA04 17044, article 5 :

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIR DE LA CÔTE-DES-NEIGES,** personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 5347, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal (Québec) H3T 1Y4, agissant et représentée par Madame Denise Beaulieu, directrice, dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription TPS : 11976895TR0001

N° d'inscription TVQ : 1006184509TQ0001

Numéro d'organisme de charité : 119767895RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de de promouvoir des programmes et activités relatifs aux loisirs et activités sociales, culturelles et éducatives, au bénéfice de la population de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme camp de jour pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme de camp de jour**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 «**Responsable**» : le (la) Directeur (trice) de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.10 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.11 « **Unité administrative** » : l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de vingt-cinq mille dollars (25 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 INSTALLATIONS

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DU PROJET

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 novembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité joints, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, au plus tard dix (10) jours ouvrables après le début du trimestre un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 RESPONSABILITÉ

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5347, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal (Québec) H3T 1Y4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6^{e} étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIR DE LA CÔTE-DES-NEIGES

Par : _____
Madame Denise Beaulieu, directrice

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, le e jour de ……. 20__ (Résolution ……..).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Date de réception de la demande

Formulaire de demande de soutien financier

Programme: Camp de jour
Année : 2018

1. Identification de l'organisme

Nom légal de l'organisme
Centre communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges

No d'enregistrement REQ: 1142118950
Date d'incorporation: 1976-12-20

Adresse (no civique, rue, ville, province, code postal)
5347 Chemin de la Côte-des-Neiges

Représentant désigné: Denise Beaulieu
Titre: Directrice

Numéro de téléphone: 514-733-1478
Adresse courriel: direction.generale@cclcdn.qc.ca

Site internet
www.celocdn.org

Mission de l'organisme, tel qu'inscrite dans vos lettres patentes (maximum 5 lignes)
Créer un milieu de vie rassembleur, harmonieux et participatif visant le développement personnel et collectif des citoyens du quartier Côte-des-Neiges par le loisir, l'éducation populaire et l'action communautaire.

Décrivez brièvement la raison de la demande de soutien

Besoin de soutein financier pour le programme de camp de jour

1/9

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

2. Description du Plan d'action/Projet

Date de début | Date de fin

2.1 Objectif général du Programme

Offrir en priorité des activités de loisir aux jeunes de 6 à 12 ans de l'arrondissement de CDN- NDG pendant la saison estivale

2.2 Objectifs spécifiques du Programme

Permettre aux jeunes d'explorer et d'être initiés à des activités de loisir physiques et sportives, récréatives, récréotouristiques, culturelles, scientifiques et de plein air.

Permettre aux jeunes de découvrir les différents attraits et ressources de l'arrondissement ainsi que les diverses installations récréotouristiques de la région de Montréal.

2.3 Objectifs opérationnels du Plan d'action/Projet (avec indicateurs)	Moyen/Ressources	Suivi de gestion/ Outils de mesure	Résultats attendus
1. - Recevoir des enfants de 3 à 11 ans, du lundi au jeudi de 9h à 16h et le vendredi de 9h à 12 pendant 8 semaine. Sous forme d'inscriptions par bloc de semaine. Offrir 2 semaines de formations aux jeunes animateurs en pré-camp afin d'augmenter leurs compétences et bonifier le contenu du camp	1.1 Ressources nécessaires: un accompagnateur qui planifie, organise, encadre , évalue, fait le lien avec les partents, 1 coordonnateur adjoint qu'y assiste dans l'accomplissement de ses tâches, 15 animateurs, 15 bénévoles aide animateurs et 5 animateurs du service de garde lors des sorties extérieures. 1.2 Un programme d'activités sportives culturelles autour d'une thématique tous les matins, baignades, sorties découvertes dans les parcs à chaque semaine et à l'extérieur de la ville à toutes les 2 semaines	Statistiques fréquentation	1- 4 groupes d'enfants de 4-5 ans pour un total de 40 enfants par bloc. 5 groupe d'enfants de 6-7 ans, pour un total de 60 enfants par blocs, 3 groupes d'enfants de 8-9 ans pour un total de 45 enfants par bloc, 2 groupes d'enfant de 10-11 ans pour un total de 30 enfants par blc. un total de 175 enfants par semaine et par blc, 350 environ pour l'été.
1. Offrir un accompagnateur à environ 15 jeunes de 6-12 ans pour leur permettre de participer au camp et ce, pendant les 4 premières semaines de camp	2.1 Ressources nécessaires: 1 coordonnateurs de ce camp TED pour engager le personnel, les superviser, participer aux activités du groupe, intervenir sur le terrain, faire le suivi avec les parents: 12 accompagnateurs. Offrir des activités adaptés aux difficultés vécues par les jeunes et les intégrer le plus possible dans les activités offertes à tous les jeunes du camp		15 jeunes autistes de 6-11 ans référés par les travailleurs sociaux du CLSC

2/9

3. Offrir un services de garde de 07h30 à 09h00 et de 16-18 h du lundi au jeudi et de 07h30 à 09h00 et 12 à 18 heures les vendredi	3.1 Ressources nécessaires: adjoint à la coordination pour superviser les animateurs et faire le suivi avec les partents: 5 animateurs; 5 bénévoles aide-animateurs. 3.2 Des jeux de groupes dans la cours d'école ou le parc, des activités de lectures, bricolage, jeux de société		Entre 80 et 100 enfants tous les jours
4. offrir un programme d'activités qui répond aux intérêts des adolescents, qui mets au défi de se dépasser, d'oser, et qui est adapté à leur rythme de vie, du lundi midi à 17h et du mardi au vendredi de 10h à 17h.	4.1 Ressources nécessaires: 1 coordonatrice qui planifie, organise, supervise, évalue, fait le suivi des parents: 4 animateurs, 4 bénévoles et aides animateurs. 4.2 Des activités sportives en gym, des activités de dans, cuisine, jeux de groupes, sorties, camping, nuit vidéo.		4. 80 jeunes de 12 à 16 ans qui s'inscrivent pour tout l'été

2.4 Activités offertes dans le cadre du Programme/Projet

Activité*	Clientèle cible/ groupe d'âge	Nb de participants prévus	Durée Nb sem	Nb heure/sem	Coût/ participant
Camp de jour enfants	05-avr	40	8	31	80
Camp de jours enfants		60	8	31	80
Camp de jour enfants		45	8	31	80
Camp de jour enfants		30	8	31	80
Accompagnement TED		12	4	31	80
Service de garde		100	8	20	25
Camp de jour ado		80	8	32	150 / été

*Au besoin, vous pouvez joindre la programmation de l'organisme.

2.5 Personnel et/ou bénévoles

Pour le Plan d'action/Projet	Total d'heures de bénévolat pour le Plan d'action/Projet	Nombre de personnes
Bénévoles (sauf le temps consacré aux réunions du C.A.)	7352	20

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet

Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	Nbr de postes		Tâches effectuées	Formation demandée et expérience recherchée exemple: 1er soins, bacc, DEC, etc.
	Temps plein	Temps partiel		
1 coordo 4-12	x		planifier organiser encadrer évaluer camps de jour	Bacc et expérience
1 coordo 12-16	x		planifier, organiser, encadrer le club 12-16	Bacc et expérience
1adjoint 4-11	x		assister coordination et animation	Dec et expérience
1 adjoint 12-18	x		Assister coordonnateur et participe animation	Dec et expérience
2 coordo Camp ted		x	planifier organiser encadrer évaluer camps TED	Bacc et expérience
36 animateurs	x		animae les camps 4-16 et TED	Collégial et 1er soins

2.6 Collaboration prévue pour le Plan d'action/Projet

Autre(s) organisme(s) associé(s), comité(s) et/ou table(s) de concertation

Nom de l'organisme,Table, etc.	Rôle ou contribution prévue	Personne(s) contactée(s)	Téléphone
Arrondissement CDN -NDG	participation à la table des camps	Stéphane Livernoche	
Table jeunesse CDN	Référence jeunes	Joël Poirier	

3. Prévisions budgétaires

Votre budget doit être **équilibré**.

3.1 Pour l'ensemble des activités de l'organisme	Montant
Revenus	1 444 324 $
Dépenses	1 497 952 $
Surplus/déficit	-53 628 $

3.2 Pour le Plan d'action/Projet

Donnez vos prévisions budgétaires pour la première année du (des) plan(s) d'action que vous soumettez.

A) Revenus		Montant
Contribution de la Ville de Montréal	Arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (pour le Plan d'action/Projet)	25 000 $
	Autres services de la Ville de Montréal	9 695 $
Contributions du gouvernement provincial (précisez)	Ministère du loisir (PAFCCL)	20 822 $
	Ministère du loisir (PAL)	4 382 $
Contributions du gouvernement fédéral (précisez)		68 691 $
Contributions d'autres sources (précisez)	CSSS de la Montagne	2 720 $
	Conseil des églises	4 000 $
	Autres organismes	3 510 $
Revenus autonomes	Cotisations des membres	
	Tarification des activités	158 819 $
	Location d'installations et d'équipements	2 122 $
	Activités d'autofinancement	80 $
	Autres revenus	423 $
	TOTAL DES REVENUS=	300 264 $

B) Dépenses		Nb d'heure	Taux horaire	Montant
Salaires et avantages sociaux	Coordination			51 899 $
	Animation			144 191 $
	Intervention			20 270 $
	Gestion et soutien administratif			6 121 $
	Accueil			9 433 $
	Soutien technique			
	Surveillance			
	Entretien			
	Autres			19 456 $
Honoraires	Services professionnels			1 700 $
Frais de location	Bâtiments			
	Équipements			
Frais d'entretien	Bâtiments			
	Équipements			
Frais de déplacement et transport				9 389 $
Matériel et fournitures				2 199 $
Dépenses d'activités (ex. frais d'entrées)				35 043 $
Autres dépenses				563 $
	TOTAL DES DÉPENSES =			300 264 $

4. Locaux, espaces et ressources matérielles (pour le Plan d'action/Projet)

4.1 Détermination des besoins

Les organismes peuvent bénéficier de locaux gratuits pour la réalisation du Plan d'action/Projet convenu, en fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'Arrondissement.

	Ensemble des activités de l'organisme	Plan d'action/ Projet
Nombre d'employés à temps complet (1820 heures par année)		
Nombres d'employés à temps partiel et occasionnels		
Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à la réalisation du plan d'action spécifique au Plan d'action/Projet		
Pourcentage d'heures consacrées aux autres activités reliées à la mission de l'organisme		

4.2 Ressources locatives (locaux, gymnase, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité

4.3 Ressources matérielles (tables, chaises, équipement sportif, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Engagement de l'organisme

Nous soussigné Centre communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges

Après avoir pris connaissance du Programme - Camp de jour
nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts, complets et conformes au registre de notre organisation. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif ou conseil municipal de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui y sont établies.

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet et nous nous engageons à remettre à la Ville, à l'échéance du Plan d'action/Projet, toute somme non engagée dans la réalisation des activités convenues avec la Ville dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet.

Signature Denise Beaulieu

Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande de soutien

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la demande de soutien
Denise Beaulieu Directrice

Date
21-12-2017

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

A. Documents obligatoires au moment de la demande financière

- ☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé
- ☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

B. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

- ☐ Copie du certificat d'assurances requis pour le Plan d'action/Projet
- ☐ Plan d'action modifié si requis

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés.

a) dans une enveloppe directement à l'attention de

Demande de soutien financier
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS)
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie bureau 400
Montréal (Québec) H3X 2H9

ou

b) numérisés et envoyés par courriel à: manon.leveille@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que:

Les renseignements demandés doivent être inscrits sur le formulaire ;

Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme Camp de jour seront automatiquement retournés à l'organisme.

Pour tous renseignements, veuillez contacter votre agent de développement attitré.

8/9

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Extrait authentique du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de

Nom légal de l'organisme
Centre communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges

Tenue le jour/date/mois/année (ex. mercredi 3 avril 2016) | Lieu et heure
18 avril 2018 ~~29-nov-17~~ | 19h00

No de résolution (si applicable)

Attendu que la corporation désire signer une convention dans le cadre
du Programme: Camp de jour
avec la Ville de Montréal, Division de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Denise Beaulieu à représenter la Corporation et à signer tous documents nécessaires aux fins du dossier de la convention avec la Ville de Montréal.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Denise Beaulieu à signer tous documents liés aux affaires courantes de l'organisme cité.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Denise Beaulieu à signer tous documents liés aux documents liés aux affaires bancaires de l'organisme cité.

Président	**Secrétaire**
Josée Bélanger	Colette Oger
Nom en lettres moulées	Nom en lettres moulées
Signature	Signature
18 avril 2018	18 avril 2018
Date	Date

9/9

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autoriation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'installation	Adresse	Espace prêté	Dates début session	Date de fin de session	Jours	Heures
Centre communautaire de Loisir de la Côte-des-Neiges	5347 Ch. de la Côte-des-Neiges, Montréal Qc H3T 1Y4	Centre communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges	Installation déjà incluse dans la convention de loisirs intervenue avec l'organisme pour la période de janvier 2017 à décembre 2018. CA17 170011 – 16 janvier 2017.			
Centre sportif Notre-Dame-des-Neiges	5354 rue Gatineau, Montréal Qc	Centre sportif Notre-Dame-des-Neiges	Installation déjà incluse dans la convention de loisirs intervenue avec l'organisme pour la période de janvier 2017 à décembre 2018. CA17 170011 – 16 janvier 2017.			
École Notre-Dame-des-Neiges (Entente locale convenue avec la Commission scolaire de Montréal CSDM)	5309, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal (Québec) H3T 1Y4	Gymnase Classe 006	27 juin 2018	10 août 2018	Lundi au vendredi	7h à 18h30

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité
s/o		

ANNEXE 3
NORMES DE VISIBILITÉ

Non applicable

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

NOM DE L'ORGANISME: **Centre Communautaire de Loisir de la Côte-des-Neiges (CELO)**

ADRESSE: **5347, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal (QC) H3T 1Y4**

NOM DE LA PERSONNE AUTORISÉE: **Denise Beaulieu**

NUMÉRO DE TÉLÉPHONE: **514-733-1478**

GDD#: **1187772002**

Chef de section : **April Léger** **Agent de développement :** Stéphane Livernoche

Volet	Nombre de mois	Contribution mensuelle	Contribution annuelle	Nombre des versements	Date du 1er versement	Montant du 1er vers.	Date du 2e versement	Montant du 2e vers.
CAMPS DE JOUR								
année:								
2018	12	2 083,33 $	25 000,00 $	1	15-mai-18	25 000,00 $		
Sous total			25 000,00 $					

Total 2018	**25 000,00 $**

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA04 17044, article 5 :

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE COMMUNAUTAIRE MOUNTAIN SIGHTS**, personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 7802, avenue Mountain Sights, Montréal (Québec) H4P 2B2, agissant et représentée par Monsieur Rafik Ameur, coordonnateur des activités, dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

N° d'inscription TPS : 144428190RT0001
N° d'inscription TVQ : ----------
Numéro d'organisme de charité : s/o

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de promouvoir des programmes et activités relatifs aux loisirs et activités sociales, culturelles et éducatives, au bénéfice de la population de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme camp de jour pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme de camp de jour**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 «**Responsable**» : le (la) Directeur (trice) de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.10 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.11 « **Unité administrative** » : l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de vingt mille dollars (20 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 INSTALLATIONS

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DU PROJET

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 novembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité joints, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, au plus tard dix (10) jours ouvrables après le début du trimestre un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 RESPONSABILITÉ

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 7802, avenue Mountain Sights, Montréal (Québec) H4P 2B2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Coordonnateur des activités. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6^{e} étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

CENTRE COMMUNAUTAIRE MOUNTAIN SIGHTS

Par : _____
Rafik Ameur, coordonnateur des activités

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, le e jour de …… 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Date de réception de la demande

Formulaire de demande de soutien financier

Programme: Camps de jour
Année : 2018

1. Identification de l'organisme

Nom légal de l'organisme
CENTRE COMMUNAUTAIRE MOUNTAIN SIGHTS

No d'enregistrement REQ: 1148086441
Date d'incorporation: 1998-10-21

Adresse (no civique, rue, ville, province, code postal)
7802 Avenue Mountain Sights, Montréal (Québec) H4P 2B2

Représentant désigné: RAFIK AMEUR
Titre: Coordonnateur des activités

Numéro de téléphone: 514-872-0576
Adresse courriel: rafik.ameur.coordonnateurccms@gmail.com

Site internet
https://centrecommunautairemountainsights.wordpress.com

Mission de l'organisme, tel qu'inscrite dans vos lettres patentes (maximum 5 lignes)
Offrir des services d'éducation et de relation d'aide à des citoyens pauvres de Côte-Des-Neiges et plus particulièrement ceux du secteur Mountain Sights

Décrivez brièvement la raison de la demande de soutien
Pour permettre aux jeunes 6-12 ans de l'arrondissement Côte-des-Neige/NDG de divers horizons et surtout ceux issues de milieux défavorisés d'avoir acccés à un camp de jour abordable et de qualité tout en offrant une programmation d'été encore plus riche et plus diversifiée et qui respect les normes de l'arrondissement en matière de sécurité et de programmation estivale. De plus, cette année, un budget bonifié, le centre veut s'engager à représenter la mixité du quatier le Triangle.

1/8

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

2. Description du Plan d'action/Projet

Date de début	Date de fin
2018-06-25	10-août-18

2.1 Objectif général du Programme
Offrir en priorité des activités de loisir aux jeunes de 6 à 12 ans de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pendant la saison estivale.

2.2 Objectifs spécifiques du Programme
Permettre aux jeunes d'explorer et d'être initiés à des activités de loisir physiques et sportives, récréatives, récréotouristiques, culturelles, scientifiques et de plein air.

Permettre aux jeunes de découvrir les différents attraits et ressources de l'arrondissement ainsi que les diverses installations récréotouristiques de la région de Montréal.

2.3 Objectifs opérationnels du Plan d'action/Projet (avec indicateurs)	Moyen/Ressources	Suivi de gestion/ Outils de mesure	Résultats attendus
Atteindre un maximum de 75 jeunes inscrits pendant le camp de jour	Faire la promotion auprès de nos partenaires,de nos membres, des écoles et de la Ville (arrondissement)	Compléter les rapports d'inscription et de fréquentations aux différentes activités	Atteindre au moins 75 ou plus inscription
Réaliser 3 sorties à l'exterieur de l'ile de Montréal	Planifier de façon hebdomadaire et établir un calendrier de sortie sur l'ile de Montréal	Faire un suivi hebdomadaire de la planification (calendrier, statistique, programmation)	Avoir réalisé 3 sorties à l'extérieur de l'ile de Montréal pendant l'été
Réaliser 1 activité éducative par semaine	Dresser une liste de sorties ou d'activités éducatives possibles offertes sur l'île de Montréal	Évaluation des apprentissages et des acquis des enfants	Avoir réalisé 1 activité éducative par semaine et par groupe d'âge
Organiser 3 thématiques pendant le camp de jour	Faire participer les moniteurs dans l'élaboration d'une thématique pour leur groupe.	Envoyer la programmation à l'animateur de Ville ainsi que les rapports de fréquentations	Avoir réalisé 3 thématiques différentes pendant l'été
Organiser au moins 3 activités de SHV pendant l'été	Faire appel à des partenaires qui ont une expertise dans le domaine des SHV afin de planifier les activités		Avoir organisé au moins 3 activités de SHV ou plus pendant l'été

2.4 Activités offertes dans le cadre du Programme/Projet

Activité*	Clientèle cible/ groupe d'âge	Nb de participants prévus	Durée Nb sem	Nb heure/sem	Coût/ participant
Camp de jour 6-12 (membre)	jeunes issues de milieu défavorié d	75	7	34h	185 $
Camp de jour 6-12 (non-membre)	jeunes issues de milieu défa	75	7	34h	200 $

*Au besoin, vous pouvez joindre la programmation de l'organisme.

2.5 Personnel et/ou bénévoles

Pour le Plan d'action/Projet	Total d'heures de bénévolat pour le Plan d'action/Projet	Nombre de personnes
Bénévoles (sauf le temps consacré aux réunions du C.A.)	0	0

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet

Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	Nbr de postes		Tâches effectuées	Formation demandée et expérience recherchée exemple: 1er soins, bacc, DEC, etc.
	Temps plein	Temps partiel		
Coordonnateur	1		Planification, coordination et gestion du camp et RH	Bacc en gestion, RH, expér
Chef-Animateur	1		Planification des activités et gestion RH lors des sorties	DEC en travail social ou an
moniteurs		4	gestion du groupe, encadrement aide-moniteur et planificati	DEC en travail social ou an
Aide-moniteurs		4	aide a la gestion du groupe et à la planification des sorties	Secondaire minimalement,

2.6 Collaboration prévue pour le Plan d'action/Projet

Autre(s) organisme(s) associé(s), comité(s) et/ou table(s) de concertation

Nom de l'organisme,Table, etc.	Rôle ou contribution prévue	Personne(s) contactée(s)	Téléphone
Comité jeunesse NDG	information, formation 1er soins, réuni	Sheryll Gill	514-872-6055

3. Prévisions budgétaires

Votre budget doit être **équilibré**.

3.1 Pour l'ensemble des activités de l'organisme	Montant
Revenus	52 376 $
Dépenses	52 335 $
Surplus/déficit	41 $

3.2 Pour le Plan d'action/Projet

Donnez vos prévisions budgétaires pour la première année du (des) plan(s) d'action que vous soumettez.

A) Revenus		Montant
Contribution de la Ville de Montréal	Arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (pour le Plan d'action/Projet)	20 000 $
	Autres services de la Ville de Montréal	
Contributions du gouvernement provincial (précisez)		
Contributions du gouvernement fédéral (précisez)	carrière été Canada	15 751 $
Contributions d'autres sources (précisez)		
Revenus autonomes	Cotisations des membres	375 $
	Tarification des activités	14 250 $
	Location d'installations et d'équipements	
	Activités d'autofinancement	
	Autres revenus	2 000 $
	TOTAL DES REVENUS=	52 376 $

B) Dépenses		Nb d'heure	Taux horaire	Montant
Salaires et avantages sociaux	Coordination			7 115 $
	Animation			21 870 $
	Intervention			
	Gestion et soutien administratif			800 $
	Accueil			
	Soutien technique			
	Surveillance			
	Entretien			
	Autres			
Honoraires	Services professionnels			
Frais de location	Bâtiments			
	Équipements			
Frais d'entretien	Bâtiments			
	Équipements			
Frais de déplacement et transport				5 000 $
Matériel et fournitures				1 050 $
Dépenses d'activités (ex. frais d'entrées)				16 500 $
Autres dépenses				
	TOTAL DES DÉPENSES =			52 335 $

4. Locaux, espaces et ressources matérielles (pour le Plan d'action/Projet)

4.1 Détermination des besoins

Les organismes peuvent bénéficier de locaux gratuits pour la réalisation du Plan d'action/Projet convenu, en fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'Arrondissement.

	Ensemble des activités de l'organisme	Plan d'action/ Projet
Nombre d'employés à temps complet (1820 heures par année)	7	2
Nombres d'employés à temps partiel et occasionnels	5	8
Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à la réalisation du plan d'action spécifique au Plan d'action/Projet	[redacted]	
Pourcentage d'heures consacrées aux autres activités reliées à la mission de l'organisme	65%	

4.2 Ressources locatives (locaux, gymnase, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité
Pavillon de la Savane (5111 Rué Paré)	
Grande Salle	1
Salon des ados	1

4.3 Ressources matérielles (tables, chaises, équipement sportif, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité
Tables	12
Chaises	75

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Engagement de l'organisme

Nous soussigné | CENTRE COMMUNAUTAIRE MOUNTAIN SIGHTS |

Après avoir pris connaissance du Programme - Camps de jour
nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts, complets et conformes au registre de notre organisation. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif ou conseil municipal de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui y sont établies.

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet et nous nous engageons à remettre à la Ville, à l'échéance du Plan d'action/Projet, toute somme non engagée dans la réalisation des activités convenues avec la Ville dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet.

Signature _____
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande de soutien

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la demande de soutien | RAFIK AMEUR , COORDONNATEUR |

Date | 31-janv-18 |

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

A. Documents obligatoires au moment de la demande financière

- ☑ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé
- ☑ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

B. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

- ☐ Copie du certificat d'assurances requis pour le Plan d'action/Projet
- ☐ Plan d'action modifié si requis

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés.

a) par la poste ou en personne, dans une enveloppe directement à l'attention de:

Demande de soutien financier
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS)
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie bureau 400
Montréal (Québec) H3X 2H9

ou

b) numérisés et envoyés **par courriel** à: hela.dhaou@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que:

Les renseignements demandés doivent être inscrits sur le formulaire ;

Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme | Camps de jour | seront automatiquement retournés à l'organisme.

Pour tous renseignements, veuillez contacter votre agent de développement attitré.

7/8

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Extrait authentique du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de

Nom légal de l'organisme
CENTRE COMMUNAUTAIRE MOUNTAIN SIGHTS

Tenue le jour/date/mois/année (ex. mercredi 3 avril 2016)
lundi le 29 janvier 2018

Lieu et heure
16h30 à Montréal

No de résolution (si applicable)

Attendu que la corporation désire signer une convention dans le cadre du Programme: Camps de jour avec la Ville de Montréal, Division de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Liza Novak ou Rafik Ameur à représenter la Corporation et à signer tous documents nécessaires aux fins du dossier de la convention avec la Ville de Montréal.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Liza Novak ou Rafik Ameur à signer tous documents liés aux affaires courantes de l'organisme cité.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Liza Novak ou Alexandra Craan à signer tous documents liés aux documents liés aux affaires bancaires de l'organisme cité.

Président	**Secrétaire**
Dominique Loubert P.V. pour Riley Dalys-Fife, prés.	Linda Coutire
Nom en lettres moulées	Nom en lettres moulées
Dominique Loubert	Linda Coutire
Signature	Signature
29 janvier 2018	29 janvier 2018
Date	Date

8/8

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autoriation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Pavillon de la Savane	5111, rue Paré, Montréal (Québec) H4P 1P4	Pavillon de la Savane	Installation déjà incluse dans la convention de loisirs intervenue avec l'organisme pour la période de janvier 2017 à décembre 2018. CA17 170011 – 16 janvier 2017. L'espace devra être libéré pour le 17 août et/ou selon indication de la DSLDS			

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité
s/o		

ANNEXE 3
NORMES DE VISIBILITÉ

Non applicable

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

NOM DE L'ORGANISME: **Centre communautaire Mountain Sights**

ADRESSE: **7802, avenue Mountain Sights, Montréal (Québec) H4P 2B8**

NOM DE LA PERSONNE AUTORISÉE: **Liza Novak**

NUMÉRO DE TÉLÉPHONE: **514-737-4644**

GDD#: **1187772002**

Chef de section : **April Léger** **Agent de développement :** Stéphane Livernoche

Volet	Nombre de mois	Contribution mensuelle	Contribution annuelle	Nombre des versements	Date du 1er versement	Montant du 1er vers.	Date du 2e versement	Montant du 2e vers.
CAMPS DE JOUR								
année:								
2018	12	1 666,67 $	20 000,00 $	1	15-mai-18	20 000,00 $		
Sous total			20 000,00 $					

Total 2018	**20 000,00 $**

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA04 17044, article 5 :

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **COMITÉ JEUNESSE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**, personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 5319, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal (Québec) H4A 1L2, agissant et représentée par Monsieur Nelton Simeon Pompey, directeur animation, dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription TPS : 1006477671
N° d'inscription TVQ :141207548
Numéro d'organisme de charité : s/o

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de de promouvoir des programmes et activités relatifs aux loisirs et activités sociales, culturelles et éducatives, au bénéfice de la population de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme camp de jour pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme de camp de jour**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 «**Responsable**» : le (la) Directeur (trice) de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.10 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.11 « **Unité administrative** » : l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de quarante-mille-cent-dix-sept dollars et quatre-vingt-douze cents (40 117.92 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 INSTALLATIONS

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DU PROJET

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 novembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité joints, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, au plus tard dix (10) jours ouvrables après le début du trimestre un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5319, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal (Québec) H4A 1L2, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directeur animation. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6^{e} étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

COMITÉ JEUNESSE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Par : _____
Nelton Simeon Pompey, directeur animation

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, le e jour de …… 20__ (Résolution ……).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce Montréal

Demande de soutien

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Date de réception de la demande

Formulaire de demande de soutien financier

Programme: Camps de jour (2) - Notre Dame de Grâce - 5319 av, Notre Dame de Grâce

Année : 2018

1. Identification de l'organisme

Nom légal de l'organisme
comité Jeunesse Notre Dame de Grâce

No d'enregistrement REQ: 1145693223

Date d'incorporation: 87-08-05

Adresse (no civique, rue, ville, province, code postal)
5319 av, Notre Dame de Grâce

Représentant désigné: Nelton Simeon Pompey

Titre: Directeur Animation

Numéro de téléphone: 514-872-6055

Adresse courriel: admin@cjndg.org

Site internet: www.cjndg.org

Mission de l'organisme, tel qu'inscrite dans vos lettres patentes (maximum 5 lignes)
Le CJNDG travaille au sein de la communauté à façonner une communauté solide et saine en améliorant la qualité de vie du quartier et de ses habitants. Il collabore avec l'arrondissement CDN/NDG, et divers partenaires à développer des programmes intéressants et stimulants qui incluent l'aspect multiculturel et diversifié de sa collectivité.

Décrivez brièvement la raison de la demande de soutien
Soutenir plusieurs Associations durant la période estival été - Offrir un soutien de réception, administration, service de paie, emplace

1/8

2. Description du Plan d'action/Projet

Date de début: 01-01-2018

Date de fin: 01-12-2018

2.1 Objectif général du Programme

Offrir en priorité des activités de loisir aux jeunes de 6 à 12 ans de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pendant la saison estivale.

2.2 Objectifs spécifiques du Programme

Permettre aux jeunes d'explorer et d'être initiés à des activités de loisir physiques et sportives, récréatives, récréotouristiques, culturelles, scientifiques et de plein air.

Permettre aux jeunes de découvrir les différents attraits et ressources de l'arrondissement ainsi que les diverses installations récréotouristiques de la région de Montréal.

2.3 Objectifs opérationnels du Plan d'action/Projet (avec indicateurs)	Moyen/Ressources	Suivi de gestion/ Outils de mesure	Résultats attendus
1. Assurer la sécurité Responsable de distribuer et maintenir les trousses de premiers soins en collaboration avec la Ville de Montréal pour 14 camps de jour. Responsable de fournir les	1.1 Metre à la disponibilité des camps de jour, une formation de premiers soins (RCR - DEA Niveau C) d'un fournisseur reconnu par la Ville de Montréal aux personnel pour tous les camps de l'arrondissement CDN-NDG. 1.2 Sécuriser une salle et	1.1.1 Reception des cartes de premier soins pour les camps de l'arrondissement 1.1.2 Toutes demandes de réapprovisionnement seront traitées journalièrement.	Camps aviser de la réception des cartes de premier soins. 100% des demandes reçus pour trousses de premiers soins seront prêtes a être ramasser avant le début du camp. Demande de réapprovisionnement prête à ramasser
2. Offrir aux coordonnateurs des camps de l'arrondissement (11) qui n'ont pas accès a un	2.1 Sécuriser un espace de bureau situé au manoir avec 2 ordinateurs pour les employés		Utilisation régulière de la salle, ordinateurs et photocopieur par les camps de jour du quartier.
3. Assurer le bon déroulement de la paye pour approx. 91 employés, 50 CIT's pour une	3.1 Offre de Roadshow a chaque association Session d'information sur les DAS,	3.1.1 Prévoir une session d'information avec les associations qui en ont faite la	Avoir rencontré les associations qui ont accepté de participer au Roadshow - fin juin
4. Assurance Fêtes de quartier. Fournir une assurance pour les fêtes de voisinage en	4.1 Tenir une police d'assurance en vigueur	4.1.1 Accuser de réception du formulaire de permission de la Ville de Montréal	4.1.1.1 Transmettre une copie de la demande de permission signée à la Ville de Montréal par un
5. Ciné-Parc. Organisé et présenté 3 nouveaux et 3 rétro films aux résidents de	5.1 Sécuriser les dates de présentation et la sélection de films avec la Ville de Montréal	5.1.1 Accuser de réceptions des dates et sélection de films	5.1.1.1 Rencontrer les exigences en ce qui attrait aux événements publics.
6. Coordination de l'entente pour offrir l'activité du vendredi (Cinema au dollar)	6.1 Rencontrer le responsable du cinéma en pré-saison afin de négocier l'entente et confirmer	6.1.1 Présences, recouvrement des comptes pour divers associations, encredrement de	6.1.1.1 Taux de participation 7.1.1.1 Offrir une option à faible

000000NDG - Daycamp

Objectifs opérationnels	Moyen/Ressources	Suivi de gestion/Outils de mesure	Résultats attendus
1. Assurer la sécurité Responsable de distribuer et maintenir les trousses de premiers soins en collaboration avec la Ville de Montréal pour 14 camps de jour. Responsable de fournir les chandails en partenariat avec la Ville de Montréal pour les employés de 14 camps de jou 1.4 Adapter les heures du bureau administratif aux heures du camp	1.1 Mettre à la disponibilité des camps de jour, une formation de premiers soins (RCR - DEA Niveau C) d'un fournisseur reconnu par la Ville de Montréal aux personnel pour tous les camps de l'arrondissement CDN-NDG. 1.2 Sécuriser une salle et distribuer via courriel les dates et heures de formation à tous les camps 1.3 Assurer la distribution des formulaires d'accidents/incidents a nos camps. 1.4 Distribution du formulaire de demande de trousse de premier soins de tous les camps de l'arrondissement durant la première réunion des camps de jours et afficher le formulaire de réapprovisionnement pour trousse de premier soins disponible sur *dropbox* 1.5 Distribution du formulaire de demande de chandail de tous les camps de l'arrondissement	1.1.1 Réception des cartes de premier soins pour l'arrondissement 1.1.2 Toutes demandes de réapprovisionnement seront traitées journalièrement.	Camps aviser de la réception des cartes de premier soins. 100% des demandes reçus pour trousses de premiers soins seront prêtes a être ramasser avant le début du camp Demande de réapprovisionnement prête à ramasser hebdomadairement. Avoir distribué tous les chandails avant le début ou au début du camp
2. Offrir aux coordonnateurs des camps de l'arrondissement (11) qui n'ont pas accès a un espace de travail accès à l'internet, ordinateur et photocopieur situé au Manoir	2.1 Sécuriser un espace de bureau situé au manoir avec 2 ordinateurs pour les employés des différents camps, communiquer cette information à une rencontre des coordos en début de saison. 2.2 Assigner un numéro d'accès photocopieur pour chaque camp. 2.3 Assurer la distribution des formulaires d'accidents/incidents a nos camps.		Utilisation régulière de la salle, ordinateurs et photocopieur par les camps de jour du quartier.

000000NDG - Daycamp

3. Assurer le bon déroulement de la paye pour approx. 51 employés, 50 CT's pour une période de 7 semaines cessation d'emploi, T4, RL1. Camp Benny Camp Loyola Association de Netball Camp Snowdon (Macdonald) Camp Loisir soleil Camp NDG Camp Patricia Camp St Raymond Camp Walkley Camp Westhaven Assurer le bon déroulement de préparation de chèque d'activité/DAS (approx 600 transactions) pour une période de 7 semaines pour: Camp Benny Camp Loyola Association de Netball Camp Snowdon (Macdonald) Camp Loisir soleil Camp NDG Camp Patricia Camp St Raymond Camp Walkley Camp Westhaven	3.1 Offrir de Roadshow a chaque association Session d'information sur les DAS, feuille de temps, explication de congé férié, vacances, responsabilité d'employés 3.2 Maintenir les dossiers d'employés pour chaque association 3.3 Créer un sommaire de paye pour 8 associations 3.4 Remise de DAS mensuel	3.1.1 Prévoir une session d'information avec les associations qui en ont faite la demande 3.2.1 Aucune paye produite si l'information d'employé est non reçu	Avoir rencontré les associations qui ont accepté de participer au Roadshow - fin juin Avoir complété et remis les chèques de paye sans retard à chaque période de paye. Avoir complété les T4 et RL1 avant le 16 février 2019	
4. Assurance Fêtes de quartier. Fournir une assurance pour les fêtes de voisinage en collaboration avec la Ville de Montréal et s'assurer que les termes et conditions sont respectés	4.1 Tenir une police d'assurance en vigueur	4.1.1 Accuser de réception du formulaire de permission de la Ville de Montréal	4.1.1.1 Transmettre une copie de la demande de permission signée à la Ville de Montréal par un représentant de Comité Jeunesse NDG	
5. Ciné-Parc. Organisé et présenté 3 nouveaux et 3 rétro films aux résidents de l'arrondissement CDN-NDG en collaboration avec l'arrondissement CDN-NDG. Offrir une gamme de jeux gonflables, service de nourriture et activités en collaboration avec Jeunesse Benny, Benny camping group, ainsi que l'association du Quartier Snowdon pour le film présenté au parc MacDonald.	5.1 Sécuriser les dates de présentation et la sélection du films avec la Ville de Montréal 5.2 Promouvoir la présentation des films dans les journaux locaux, site web de CJMDG, NDGCC, section activités loisirs de la Ville de Montréal, affiches, etc. 5.3 Assurer la présence de personnel formé en premiers soins (RCR-DEA Niveau C) à chaque présentation. 5.4 Sécuriser la disponibilité de l'équipement et son bon fonctionnement 5.5 Suivre la méthode des piscines publiques déjà établie par la Ville de Montréal afin de tabuler le nombre de participants 5.6 Promouvoir un sondage de satisfactions disponible en ligne auprès des participants	5.1.1 Accuser de réceptions des dates et sélection de films 5.1.2 Aviser la SPVM et la DCSLDS des dates et emplacements de présentation. 5.2.1. Annonces de journaux, mise à jour du site web, distribution des affiches, etc. 5.4.1 Remplir la liste de contrôle d'équipement 2 jours avant l'événement 5.5.1 Compléter le rapport de fréquentation pour la Ville de Montréal 5.6.1 Étudier la rétroaction des sondages	5.1.1.1 Rencontrer les exigences en ce qui attrait aux événements publics.	
6. Coordination de l'entente pour offrir l'activité du vendredi (Cinema au dollar) pour l'ensemble des camps de jour 7. Tenir une police d'assurance de responsabilité civile pour les associations qui opèrent durant la saison estivale (camp de jour) seulement	6.1 Rencontrer la responsable du cinéma en pré-saison afin de négocier l'entente et confirmer les dates, diffuser l'information aux camps de jours 7.1 Faire un inventaire d nombre d'associations ayant besoin de ce service	6.1.1 Présences, recouvrement des comptes pour divers associations, encaissement de l'activité 7.1.1 Tenir un registre à jour de renouvellement et paiement	6.1.1.1 Taux de participation 7.1.1.1 Offrir une option à faible coût.	

2.4 Activités offertes dans le cadre du Programme/Projet

Activité*	Clientèle cible/ groupe d'âge	Nb de participants prévus	Durée Nb sem	Nb heure/sem	Coût/ participant

*Au besoin, vous pouvez joindre la programmation de l'organisme.

2.5 Personnel et/ou bénévoles

Pour le Plan d'action/Projet	Total d'heures de bénévolat pour le Plan d'action/Projet	Nombre de personnes
Bénévoles (sauf le temps consacré aux réunions du C.A.)		

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet

Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	Nbr de postes : temps plein	Nbr de postes : temps partiel	Tâches effectuées	Formation demandée et expérience recherchée (exemple: 1er soins, bac, DEC, etc.
Réception		1.2	Accueil les parent et répondre aux appels de parents,	Secondaire IV +
Payroll		1.5	Paye, Déductions à la source, réquisition de chèques, etc.	Expériences QuickBook Pro,windows,
Directeur camp de jour		1	Soutien au délégué de la Ville de Montréal, camp de jour. Gestion de personnel, Suivi de budget, application des règles de sécurité et de bonne conduite,	DEC ou Minimum, 500 heures d'expérience en animation, formation appropriée ou une expérience équivalente (gestion, supervision, relations interpersonnelles, animation de réunion), 1er soins

2.6 Collaboration prévue pour le Plan d'action/Projet

Autre(s) organisme(s) associé(s), comité(s) et/ou table(s) de concertation

Nom de l'organisme, Table, etc.	Rôle ou contribution prévue	Personne(s) contactée(s)	Téléphone

3. Prévisions budgétaires

Votre budget doit être **équilibré**.

3.1 Pour l'ensemble des activités de l'organisme	Montant
Revenus	1,239,603 $
Dépenses	1,194,196 $
Surplus/déficit	45,408 $

3.2 Pour le Plan d'action/Projet

Donnez vos prévisions budgétaires pour la première année du (des) plan(s) d'action que vous soumettez.

A) Revenus		Montant
Contribution de la Ville de Montréal	Arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (pour le Plan d'action/Projet)	40,118 $
	Autres services de la Ville de Montréal	
Contributions du gouvernement provincial (précisez)		
Contributions du gouvernement fédéral (précisez)		
Contributions d'autres sources (précisez)		
Revenus autonomes	Cotisations des membres	
	Tarification des activités	
	Location d'installations et d'équipements	
	Activités d'autofinancement	
	Autres revenus	
	TOTAL DES REVENUS=	40,118 $

B) Dépenses		Nb d'heure	Taux horaire	Montant
Salaires et avantages sociaux	DayCamp Director	15		443 $
	DayCamp Coordinator			
	Animation - camp de jours/movies	162		4,681 $
	Gestion et soutien administratif	395		11,437 $
	Accueil - reception	70		1,035 $
	Soutien technique			
	Surveillance			
	Entretien			
	Autres			
Honoraires	Contributions financières			4,200 $
Frais de location	Bâtiments			
	Équipements			
Frais d'entretien	Bâtiments			
	Équipements			1,500 $
Frais de déplacement et transport				1,400 $
Matériel et fournitures				12,386 $
Dépenses d'activités (ex. frais d'entrées)				3,000 $
	TOTAL DES DÉPENSES =			40,082 $

4. Locaux, espaces et ressources matérielles (pour le Plan d'action/Projet)

4.1 Détermination des besoins

Les organismes peuvent bénéficier de locaux gratuits pour la réalisation du Plan d'action/Projet convenu, en fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'Arrondissement.

	Ensemble des activités de l'organisme	Plan d'action/ Projet
Nombre d'employés à temps complet (1820 heures par année)		
Nombres d'employés à temps partiel et occasionnels		5
Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à la réalisation du plan d'action spécifique au Plan d'action/Projet		100
Pourcentage d'heures consacrées aux autres activités reliées à la mission de l'organisme		

4.2 Ressources locatives (locaux, gymnase, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité
Bureau administratif	3

4.3 Ressources matérielles (tables, chaises, équipement sportif, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Engagement de l'organisme

Nous soussigné | comité Jeunesse Notre Dame de Grâce |

Après avoir pris connaissance du Programme - Camps de jour (2) - Notre Dame de Grâce - 5319 av, Notre Dame , nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts, complets et conformes au registre de notre organisation. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif ou conseil municipal de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui y sont établies.

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet et nous nous engageons à remettre à la Ville, à l'échéance du Plan d'action/Projet, toute somme non engagée dans la réalisation des activités convenues avec la Ville dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet.

Signature _____

Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande de soutien

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la demande de soutien | Date
Nelton Simeon Pompey - Directeur Animation | 28-02-2018

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

A. Documents obligatoires au moment de la demande financière

- ☒ formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé
- ☒ une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

B. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

- ☐ copie du certificat d'assurances requis pour le Plan d'action/Projet
- ☐ Plan d'action modifié si requis

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés.

a) dans une enveloppe directement à l'attention de

Demande de soutien financier
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS)
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie bureau 400
Montréal (Québec) H3X 2H9

ou

b) numérisés et envoyés par courriel à: manon.leveille@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que:

Les renseignements demandés doivent être inscrits sur le formulaire ;

Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme | Camps de jour (2) - Notre Dame de Grâce - 5319 av, Notre Dame de Grâce | seront automatiquement retournés à l'organisme.

Pour tous renseignements, veuillez contacter votre agent de développement attitré.

7/8

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Extrait authentique du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de

Nom légal de l'organisme
comité Jeunesse Notre Dame de Grâce

Tenue le jour/date/mois/année (ex. mercredi 3 avril 2016)
Mercredi 28 février 2018

Lieu et heure
3757 av, Prud'homme, Montréal, QC 18:00

No de résolution (si applicable)

Attendu que la corporation désire signer une convention dans le cadre
du Programme: Camps de jour (1) - Notre Dame de Grâce - 5319 av, Notre Dame de Grâce
avec la Ville de Montréal, Division de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Nelton Simeon Pompey à représenter la Corporation et à signer tous documents nécessaires aux fins du dossier de la convention avec la Ville de Montréal.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Nelton Simeon Pompey à signer tous documents liés aux affaires courantes de l'organisme cité.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Nelton Simeon Pompey à signer tous documents liés aux documents liés aux affaires bancaires de l'organisme cité.

Président	**Secrétaire**
Brian O'Connell	Michael Held
Nom en lettres moulées	Nom en lettres moulées
Signature	Signature
28 février 2018	28 février 2018
Date	Date

8/8

1187772002
Comité Jeunesse Notre-Dame-de-Grâce (2)

Initiales _____

Initiales _____

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autoriation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Centre Le Manoir	5319, avenue Notre-Dame-de-Grâce Montréal (Québec) H4A 1L2	Bureaux administratifs Entrepôts Gymnases Salle C Caisses Salon (simulateur)	Installation déjà incluse dans la convention de loisirs intervenue avec l'organisme pour la période de janvier 2017 à décembre 2018. CA17 170011 – 16 janvier 2017.			

Équipements

Équipement déjà inclût dans la convention de loisirs intervenue avec l'organisme pour la période de janvier 2017 à décembre 2018. CA17 0011 – 16 janvier 2017.

ANNEXE 3
NORMES DE VISIBILITÉ

Non applicable

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

NOM DE L'ORGANISME: **Comité jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce (soutien aux camps de jour)**

ADRESSE: **5319, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal (QC) H4A 1L2**

NOM DE LA PERSONNE AUTORISÉE: **Simeon Pompey**

NUMÉRO DE TÉLÉPHONE: **514-872-6055**

GDD#: **1187772002**

Chef de section : **April Léger** **Agent de développement :** Nadia Mohammed

Volet	Nombre de mois	Contribution mensuelle	Contribution annuelle	Nombre des versements	Date du 1er versement	Montant du 1er vers.	Date du 2e versement	Montant du 2e vers.
Soutien aux camps de jour								
année:								
2018	12	3 343,16 $	40 117,92 $	1	15-mai-18	40 117,92 $		
Sous total			40 117,92 $					
Total 2018			**40 117,92 $**					

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA04 17044, article 5 :

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **COMITÉ JEUNESSE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE,** personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 5319, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal (Québec) H4A 1L2, agissant et représentée par Monsieur Nelton Simeon Pompey, directeur animation), dûment autorisées aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

N° d'inscription TPS : 1006477671
N° d'inscription TVQ : 141207548
Numéro d'organisme de charité : s/o

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de de promouvoir des programmes et activités relatifs aux loisirs et activités sociales, culturelles et éducatives, au bénéfice de la population de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme camp de jour pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme de camp de jour**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 «**Responsable**» : le (la) Directeur (trice) de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.10 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.11 « **Unité administrative** » : l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de treize-mille-deux-cent-cinquante-huit dollars et cinq cents (13 258,05 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 INSTALLATIONS

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DU PROJET

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 novembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité joints, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, au plus tard dix (10) jours ouvrables après le début du trimestre un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5319, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal (Québec) H4A 1L2, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directeur animation. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6^{e} étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

COMITÉ JEUNESSE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Par : _____
Nelton Simeon Pompey, directeur animation

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, le e jour de ……. 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce Montréal

Demande de soutien

Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce Montréal

Date de réception de la demande

Formulaire de demande de soutien financier

Programme: Camps de jour St. Raymond - 5600 chemin Upper Lachine

Année : 2018

1. Identification de l'organisme

Nom légal de l'organisme
Comité Jeunesse Notre Dame de Grâce

No d'enregistrement REQ: 1145693223

Date d'incorporation: 87-08-05

Adresse (no civique, rue, ville, province, code postal)
5319 av, Notre Dame de Grâce

Représentant désigné: Nelton Simeon Pompey

Titre: Directeur Animation

Numéro de téléphone: 514-872-6055

Adresse courriel: admin@cjndg.org

Site internet
www.cjndg.org

Mission de l'organisme, tel qu'inscrite dans vos lettres patentes (maximum 5 lignes)
Le CJNDG travaille au sein de la communauté à façonner une communauté solide et saine en améliorant la qualité de vie du quartier et de ses habitants. Il collabore avec l'arrondissement CDN/NDG, et divers partenaires à développer des programmes intéressants et stimulants qui incluent l'aspect multiculturel et diversifié de sa collectivité.

Décrivez brièvement la raison de la demande de soutien
Demande de soutien financier afin de pouvoir offrir aux résidents un camp de jour de loisirs qui est abordable et répond aux besoins de la communauté. Les activités offertes dans le cadre de ce camp de jour permettront aux enfants de 6 à 12 ans de découvrir la ville de Montréal et ses attraits récréo-touristiques en plus d'être initiés à plusieurs sports et loisirs, à des activités culturelles et scientifiques. Il est important pour nous de pouvoir offrir un service abordable sans compromettre la qualité des activités offertes afin de permettre aux enfants de découvrir le plus d'activités et champs d'intérêts possible.

2. Description du Plan d'action/Projet

Date de début: 01-06-2018

Date de fin: 01-10-2018

2.1 Objectif général du Programme

Offrir en priorité des activités de loisir aux jeunes de 6 à 12 ans de l'arrondissement de CDN- NDG pendant la saison estivale

2.2 Objectifs spécifiques du Programme

Permettre aux jeunes d'explorer et d'être initiés à des activités de loisir physiques et sportives, récréatives, récréotouristiques, culturelles, scientifiques et de plein air.

Permettre aux jeunes de découvrir les différents attraits et ressources de l'arrondissement ainsi que les diverses installations récréotouristiques de la région de Montréal.

2.3 Objectifs opérationnels du Plan d'action/Projet (avec indicateurs)	Moyen/Ressources	Suivi de gestion/ Outils de mesure	Résultats attendus
1. Atteindre 120 inscription au camp de jour St.Raymond en offrent un camp tout inclus, à un prix abordable en assurant 75% des places réservées aux enfants et les familles en besoin residant dans l'arrondissement - 40 hrs semaine entre le 27 juin et le 11 août 2017 de 9h à	1.1 Diffusé l'information dans les écoles et les garderies du quartier. 1.2 Communiquer les parents des enfants inscrit des années précédentes par l'entremise de notre système électronique d'inscription	1.1.1 Mise à jours hebdomadaire du site web 1.1.2 Monitorer les pré-inscriptions et assurer le niveau de 75% est accordé au résident de l'arrondissement CDN-NDG 1.1.3 Ouvertures de selection	Avoir atteint un minimum de 90 inscriptions à temps plein (7 semaines) 75% des participants provenant de l'arrondissement CDN-NDG Faire découvrir aux jeunes les attraits et ressources de l'arrondissement CDN-NDG et de la
2. Recruter, embaucher et encadrer des jeunes bilingues avec les qualifications	2.1 Recruter des candidats potentiels parmi notre réseau Universitaire début mars	2.1.1 Entrevus et embauches: Qualification du personnel au dossier	Respecter la norme du ratio d'encadrement pour les différents groupes d'âge
3. Assurer la sécuriter des utilisateurs internes et externe	3.1 Planifier la présence des employés à la formation : sécurité aquatique	3.1.2 Réception d'une lettre d'entente signé par l'employé une fois la formation complété.	100% des employés seront certifiés en premiers soins.
4 Assurer l'amélioration continue de nos camps de jours	4.1 Organiser une soirée d'information et de rencontre pour les parents avant le début	4.1.1 Évaluer et adresser le contenu du sondage fin juillet avec le personnel	Avoir atteint un cote de satifcation - Satisfait ou +

1187772002
Comité Jeunesse Notre-Dame-de-Grâce–Saint-Raymond

Initiales _____

Initiales _____

000000Snowdon - Daycamp - 2017

1. Atteindre 120 inscription au camp de jour St Raymond en offrent un camp tout inclus, à un prix abordable en assurant 75% des places réservées aux enfants et les familles en besoin resident dans l'arrondissement - 40 hrs semaine entre le 27 juin et le 11 août 2018 de 9h à 16h du lundi au vendredi - Accueil prolongé de 7:30am à 9:00am et de 16h à 18h du lundi au vendredi 7 semaines de camps- $550.00 avec un rabais de $10.00 pour chaque enfants additionnels Coût semaine - $170.00 7 semaines d'acceuil prolongé - $285.00. Coût 7 semaines AM - $150.00 Coût 7 semaines PM - $200.00	1.1 Diffusé l'information dans les écoles et les garderies du quartier. 1.2 Communiquer les parents des enfants inscrit des années précédentes par l'entremise de notre système électronique d'inscription 1.3 Offrir la pré-inscription aux résidents de l'arrondissement Pré-inscription en ligne - Du 1er – 15 mars Pré-inscription en personne Le jeudi 16 mars de 18:30 à 20:00 1.4 Sessions d'inscriptions en ligne: Du 17 mars au 14 juin En personne au centre: Jeudi le 13 avril 18:30 à 20:00 Jeudi le 18 mai 18:30 à 20:00 Samedi le 10 juin 11:00 à 13:00 1.5 Offrir différent mode de paiement ; paiements post-dates, carte de crédit/débit, e-chèque 1.6 Mise à jour du site web comprenant toutes informations pertinentes d'un camp tout inclus, planifier des activités attrayantes et des thématique ciblées par la DCSLDS et l'arrondissement CDN-NDG. (simeon and Nadine need to specify)	1.1.1 Mise à jours hebdomadaire du site web 1.1.2 Monitorer les pré-inscriptions et assurer le niveau de 75% est accordé au résident de l'arrondissement CDN-NDG 1.1.3 Ouvertures de sélection hebdomadaire prévue pour la mi-juin (créer une liste d'attente) 1.1.4 Sondage auprès des parents: Comment avez-vous entendu parler de nous? 1.1.4 Visualiser les rapports d'inscriptions hebdomadaire 1.1.5 Suivi près des demandes d'inscription parvenant de la CSSS et la paroisse pour 7 camps de l'arrondissement 1.1.6 Remise de rapport de fréquentation	Avoir atteint un minimum de 90 inscriptions à temps plein (7 semaines) 75% des participants provenant de l'arrondissement CDN-NDG Faire découvrir aux jeunes les attraits et ressources de l'arrondissement CDN-NDG et de la région de Montréal
2. Recruter, embaucher et encadrer des jeunes bilingues avec les qualifications nécessaires et en nombre suffisant afin d'assurer le respect des ratios d'encadrement de la DCSLDS.	2.1 Recruter des candidats potentiels parmi notre réseau Universitaire début mars 2.2 Inviter nos anciens employés ou accompagnateurs la possibilité d'un retour a nos camps de jour ayant les qualifications et les compétences requises de la DCSLDS. 2.3 Participer à la table des camps de jour de l'Arrondissement	2.1.1 Entrevus et embauches: Qualification du personnel au dossier 2.2.1 Accuser de réception des retours d'employés	Respecter la norme du ratio d'encadrement pour les différents groupes d'âge Avoir créé une banque d'employés potentiels qui ont atteint ou surpassé les attentes pour la prochaine année de camp.

000000Snowdon - Daycamp - 2017

3. Assurer la sécurité des utilisateurs internes et externes	3.1 Planifier la présence des employés à la formation : sécurité aquatique 3.2 Planifier au besoin la présence du personnel à la formation de premiers soins aux nouveaux employés ainsi que ceux dont la certification est expirée (RCR - DEA Niveau C). 3.3 Assurer que l'accompagnateur a pris connaissance du guide de pratique de sécurité 3.4 Assurer que le personnel complète les formulaires d'accidents/incidents au besoin	3.1.2 Réception d'une lettre d'entente signé par l'employé une fois la formation complété. Afficher au dossier d'employé. 3.2.1 Assurer d'avoir en main une copie de la certification valide au moment de l'entrée en fonctions du personnel par l'un des fournisseurs reconnus par la DCSLDS 3.3.1 Assurer l'accusé de confirmation signé par l'accompagnateur d'avoir pris connaissance du guide	100% des employés seront certifiés en premiers soins. Accusé de réception de tous les formulaires d'incidents/accidents et transmis à la Ville de Montréal
4. Assurer l'amélioration continue de nos camps de jours	4.1 Organiser une soirée d'information et de rencontre pour les parents avant le début du camp. Adresser les commentaires positifs et négatifs de l'année précédente. À déterminer. 4.3 Créer et distribuer un sondage de satisfaction à la fin juillet et à la fin du camp.	4.1.1 Évaluer et adresser le contenu du sondage fin juillet avec le personnel 4.1.2 Faire parvenir le Sondage de satisfaction aux parents à la fin du Camp	Avoir atteint un cote de satifcation - Satisfait ou +

2.4 Activités offertes dans le cadre du Programme/Projet

Activité*	Clientèle cible/ groupe d'âge	Nb de participants prévus	Durée Nb sem	Nb heure/sem	Coût/ participant
Camp de jour	4 à 5	8	7	35	$550.00
Camp de jour	6 à 12 ans	82	7	35	$550.00
Camp de jour - Semaine	6 à 12 ans	30	1	35	$170.00
Accueil prolongé - AM/PM	6 à 12 ans	15	7	17.5	$285.00
Accueil prolongé - AM	6 à 12 ans	2	7	7.5	$150.00
Accueil prolongé - PM	6 à 12 ans	3	7	10	$200.00
Accueil prolongé - AM	6 à 12 ans	5	1	7.5	$30.00
Accueil prolongé - PM	6 à 12 ans	10	1	10	$35.00

*Au besoin, vous pouvez joindre la programmation de l'organisme.

2.5 Personnel et/ou bénévoles

Pour le Plan d'action/Projet	Total d'heures de bénévolat pour le Plan d'action/Projet	Nombre de personnes
Bénévoles (sauf le temps consacré aux réunions du C.A.)		

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet

Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	Nbr de postes: Temps plein	Nbr de postes: Temps partiel	Tâches effectuées	Formation demandée et expérience recherchée exemple: 1er soins, bacc, DEC, etc.
Coordonnateur	1	0	Coordination des activités et la logistique; gestion de personnel, application des règles de sécurité et de bonne	DEC ou minimum 300 heures d'expérience en
Moniteur	7		Planification d'activités, animation auprès des jeunes, assurer la sécurité des participants	secondaire V, ou avoir une formation reconnue de

2.6 Collaboration prévue pour le Plan d'action/Projet

Autre(s) organisme(s) associé(s), comité(s) et/ou table(s) de concertation

Nom de l'organisme,Table, etc.	Rôle ou contribution prévue	Personne(s) contactée(s)	Téléphone

3. Prévisions budgétaires

Votre budget doit être **équilibré**.

3.1 Pour l'ensemble des activités de l'organisme	Montant
Revenus	273,873 $
Dépenses	269,560 $
Surplus/déficit	4,313 $

3.2 Pour le Plan d'action/Projet

Donnez vos prévisions budgétaires pour la première année du (des) plan(s) d'action que vous soumettez.

A) Revenus		Montant
Contribution de la Ville de Montréal	Arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (pour le Plan d'action/Projet)	13,258 $
	Autres services de la Ville de Montréal	
Contributions du gouvernement provincial (précisez)		
Contributions du gouvernement fédéral (précisez)	emplois d'été Canada	9,062 $
Contributions d'autres sources (précisez)		
Revenus autonomes	Cotisations des membres	
	Tarification des activités	52,250 $
	Location d'installations et d'équipements	
	Activités d'autofinancement	12,000 $
	Autres revenus	
	TOTAL DES REVENUS=	86,570 $

B) Dépenses		Nb d'heure	Taux horaire	Montant
Salaires et avantages sociaux	Coordination	400	15.00 $	6,000 $
	Animation	2240	13.00 $	29,120 $
	Intervention			
	Gestion et soutien administratif			
	Accueil prolongé	280	12.00 $	3,360 $
	Soutien technique			
	Surveillance			
	Entretien			
	Autres - CIT			6,200 $
Honoraires	Services professionnels			
Frais de location	Bâtiments			
	Équipements			
Frais d'entretien	Bâtiments			
	Équipements			
Frais de déplacement et transport				10,380 $
Matériel et fournitures				3,000 $
Dépenses d'activités (ex. frais d'entrées)				12,500 $
Autres dépenses				14,000 $
	TOTAL DES DÉPENSES =			84,560 $

4. Locaux, espaces et ressources matérielles (pour le Plan d'action/Projet)

4.1 Détermination des besoins

Les organismes peuvent bénéficier de locaux gratuits pour la réalisation du Plan d'action/Projet convenu, en fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'Arrondissement.

	Ensemble des activités de l'organisme	Plan d'action/ Projet
Nombre d'employés à temps complet (1820 heures par année)	1	
Nombres d'employés à temps partiel et occasionnels		10
Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à la réalisation du plan d'action spécifique au Plan d'action/Projet		25
Pourcentage d'heures consacrées aux autres activités reliées à la mission de l'organisme	75	

4.2 Ressources locatives (locaux, gymnase, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité
Salle Polyvalente	7
Gymnase	1
Salle d'entrepot	3
Cuisine	2

4.3 Ressources matérielles (tables, chaises, équipement sportif, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité
Fillets de hockey	2
Fillets de soccer	2
poteaux de Volley-ball	2
Poteaux de badminton	4
Ballons de basktball	33
Ballons de soccer	5
Chaises pliante	200
Tables	40

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Engagement de l'organisme

Nous soussigné | Comité Jeunesse Notre Dame de Grâce |

Après avoir pris connaissance du Programme - Camps de jour St. Raymond - 5600 chemin Upper Lachine nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts, complets et conformes au registre de notre organisation. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif ou conseil municipal de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui y sont établies.

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet et nous nous engageons à remettre à la Ville, à l'échéance du Plan d'action/Projet, toute somme non engagée dans la réalisation des activités convenues avec la Ville dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet.

Signature _____
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande de soutien

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la demande de soutien | Date
Simeon Nelton Pompey - Directeur Animation | 02-22-2018

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

A. Documents obligatoires au moment de la demande financière

- ☒ formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé
- ☒ une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

B. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

- ☐ copie du certificat d'assurances requis pour le Plan d'action/Projet
- ☐ Plan d'action modifié si requis

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés.

a) dans une enveloppe directement à l'attention de

Demande de soutien financier
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS)
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie bureau 400
Montréal (Québec) H3X 2H9

ou

b) numérisés et envoyés par courriel à: manon.leveille@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que:

Les renseignements demandés doivent être inscrits sur le formulaire ;

Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme Camps de jour St. Raymond - 5600 chemin Upper Lachine seront automatiquement retournés à l'organisme.

Pour tous renseignements, veuillez contacter votre agent de développement attitré.

7/8

Extrait authentique du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de

Nom légal de l'organisme
Comité Jeunesse Notre Dame de Grâce

Tenue le jour/date/mois/année (ex. mercredi 3 avril 2016)
Jeudi 22 février 2018

Lieu et heure
12:00

No de résolution (si applicable)

Attendu que la corporation désire signer une convention dans le cadre
du Programme: Camps de jour St. Raymond - 5600 chemin Upper Lachine
avec la Ville de Montréal, Division de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Simeon Nelton Pompey à représenter la Corporation et à signer tous documents nécessaires aux fins du dossier de la convention avec la Ville de Montréal.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Simeon Nelton Pompey à signer tous documents liés aux affaires courantes de l'organisme cité.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Simeon Nelton Pompey à signer tous documents liés aux documents liés aux affaires bancaires de l'organisme cité.

Président	**Secrétaire**
Brian O'Connell	Michael Held
Nom en lettres moulées	Nom en lettres moulées
Signature	Signature
22 février 2018	22 février 2018
Date	Date

8/8

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autoriation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Centre communautaire St-Raymond	5600, chemin Upper Lachine Montréal (Québec) H4A 2A6	Tout le centre	Installation déjà incluse dans la convention de loisirs intervenue avec l'organisme pour la période de janvier 2017 à décembre 2018. CA17 170011 – 16 janvier 2017.			

Équipements

Équipement déjà inclût dans la convention de loisirs intervenue avec l'organisme pour la période de janvier 2017 à décembre 2018. CA17 0011 – 16 janvier 2017.

ANNEXE 3
NORMES DE VISIBILITÉ

Non applicable]

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

NOM DE L'ORGANISME: **Comité jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce (camp de jour St-Raymond)**

ADRESSE: **5319, avenue Notre-Dame-de-Grâce,Montréal (QC) H4A 1L2**

NOM DE LA PERSONNE AUTORISÉE: **Simeon Pompey**

NUMÉRO DE TÉLÉPHONE: **514-872-6055**

GDD#: **1187772002**

Chef de section: **April Léger** **Agent de développement :** Nadia Mohammed

Volet	Nombre de mois	Contribution mensuelle	Contribution annuelle	Nombre des versements	Date du 1er versement	Montant du 1er vers.	Date du 2e versement	Montant du 2e vers.
CAMPS DE JOUR								
année:								
2018	12	1 104,84 $	13 258,05 $	1	15-mai-18	13 258,05 $		
Sous total			13 258,05 $					

Total 2018	**13 258,05 $**

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA04 17044, article 5 :

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **COMITÉ JEUNESSE NDG – CENTRE WALKLEY**, personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 5319, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal (Québec) H4A 1L2, agissant et représentée par Monsieur Simeon Pompey, directeur, dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription TPS : 1006477671
N° d'inscription TVQ : 141207548
Numéro d'organisme de charité : s/o

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de de promouvoir des programmes et activités relatifs aux loisirs et activités sociales, culturelles et éducatives, au bénéfice de la population de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme camp de jour pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme de camp de jour**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 «**Responsable**» : le (la) Directeur (trice) de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.10 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.11 « **Unité administrative** » : l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de vingt mille dollars (20 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 INSTALLATIONS

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 novembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité joints, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, au plus tard dix (10) jours ouvrables après le début du trimestre un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5319, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal (Québec) H4A 1L2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6^{e} étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

COMITÉ JEUNESSE NDG – CENTRE WALKLEY

Par : _____
Simeon Pompey, directeur

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, le e jour de …… 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Date de réception de la demande

Formulaire de demande de soutien financier

Programme: Camp de jour
Année : 2018

1. Identification de l'organisme

Nom légal de l'organisme
Comité Jeunesse NDG - Centre Walkley

No d'enregistrement REQ | Date d'incorporation

Adresse (no civique, rue, ville, province, code postal)
5319 Notre-Dame de Grâce, Montréal, QC, H4A 1L2

Représentant désigné: Simeon Pompey | Titre: Directeur

Numéro de téléphone: 514-872-6055 | Adresse courriel: walkley.center@gmail.com

Site internet

Mission de l'organisme, tel qu'inscrite dans vos lettres patentes (maximum 5 lignes)
Comité Jeunesse N.D.G offre aux groupes communautaires, sportifs et culturels du quartier un espace propice à la tenue de réunions et événements spéciaux de toutes sortes. CJNDG offre également à ces groupes une variété de services administratifs.

Décrivez brièvement la raison de la demande de soutien

Demande de soutien financier afin de pouvoir offrir aux résidents du secteur Fielding Walkley un camp de jour de loisirs qui est abordable et répond aux besoins de la communauté. Les activités offertes dans le cadre de ce camp de jour permettront aux enfants de 6 à 12 ans de découvrir la ville de Montréal et ses attraits récréo-touristiques en plus d'être initiés à plusieurs sports et loisirs, à des activités culturelles et scientifiques. Le secteur étant considéré comme vulnérable selon les trois palliers de gouvernement, il est important pour nous de pouvoir offrir un service abordable sans compromettre la qualité des activités offertes afin de permettre aux enfants de découvrir le plus d'activités et champs d'intérêts possible.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

2. Description du Plan d'action/Projet

Date de début	Date de fin
2018-11-06	2018-10-08

2.1 Objectif général du Programme

Offrir en priorité des activités de loisir aux jeunes de 6 à 12 ans de l'arrondissement de CDN- NDG pendant la saison estivale

2.2 Objectifs spécifiques du Programme

Permettre aux jeunes d'explorer et d'être initiés à des activités de loisir physiques et sportives, récréatives, récréotouristiques, culturelles, scientifiques et de plein air.

Permettre aux jeunes de découvrir les différents attraits et ressources de l'arrondissement ainsi que les diverses installations récréotouristiques de la région de Montréal.

2.3 Objectifs opérationnels du Plan d'action/Projet (avec indicateurs)	Moyen/Ressources	Suivi de gestion/ Outils de mesure	Résultats attendus
Rejoindre une population locale de 95 enfants (7 groupes) au minimum de 6 à 12 ans don't 90% sont de l'arrondissement CDN-NDG pour une période de sept semaines.	Promouvoir le camp de jour auprès des partenaires institutionnels et communautaires du secteur Fielding-Walkley. Offrir une réduction de prix de 20$ pour les frateries et de 25$ pour les résidents de CDN-NDG.	Nombre de familles référées, inscriptions, nombre de groupes formés, rapport de fréquentations du camp de jour	95 enfants seront inscrits dans 7 groupes dont 90% seront résidents de l'arrondissement CDN-NDG du 26 juin au 11 août 2017.
Assurer la sécurité et l'épanouissement des participants et du personnel durant la saison de camp de jour	Offrir des cours de premiers soins RCR (DEA Niveau C) à tous les animateurs n'ayant pas la certification ou don't la certification a atteint deux ans. Offrir une formation de 25h à tous les membres du personnel d'animation incluant des foramtions sur la sécurité et l'intervention auprès d'enfants présentant des difficultés de comportement. Traiter efficacement les accidents et incidents. Embauche d'intervenants spécialisés pour permettre la participation équitable d'enfants HDAA	Cartes de certification de premiers soins, rapport sur le personnel dans les indicateurs de camp de jour, feuilles de temps du personnel, attestations de participation aux formations, rapports d'accident et d'incident	Tous les animateurs du camp de jour auront une formation de premiers soins valide depuis un maximum de deux ans, de sécurité aquatique, en saines habitudes de vie, en intervention auprès d'enfants ayant des troubles de comportement et issus de communautés vulnérables.

1187772002
Comité Jeunesse NDG – Centre Walkley

Initiales _____

Initiales _____

Offrir une programmation diversifiée touchant aux domaines ciblés par les indicateurs de l'arrondissement CDN-NDG sur une période de 35h/semaine et de sept semaines	Embaucher une équipe spécialisée en animation. Offrir un bloc de formation de 2h sur la diversité des activités lors de la semaine de formation du personnel. Élaborer les contenus de la programmation avec la participation active de l'équipe d'animation.	Rapport sur le personnel dans les indicateurs de camp de jour, CV des animateurs embauchés, cartable des animateurs, portrait de la diversité des activités dans les indicateurs de camp de jour, horaires hebdomadaires	Réalisation d'au moins une activité des catégories suivantes par semaine, par groupe: loisirs, culture, récréotourisme, sciences et technologies et sports. Réalisation d'une activité familiale au cours de l'été et d'un spectacle de fin d'année.
Offrir une expérience de travail significative pour les adolescents et aux jeunes adultes de l'arrondissement par le biais d'une formation de qualité et d'un suivi assurant le développement de l'équipe d'animation.	Offre d'une semaine de formation en partenariat avec 3 autres groupes communautaires. Une évaluation du contenu et des méthodes de formation par le personnel. Offrir des rencontres d'équipes quotidiennes (30 minutes par jour). Évaluer le personnel à mi-parcours et à la fin de l'été.	Cartable de formation du personnel, formulaires d'évaluation de la semaine de formation, feuilles de temps du personnel, formulaires d'évaluation individuelle de mi- et fin d'été signés par la coordination et le personnel	75% du personnel recevra une invitation de retour pour la saison 2018.
Obtenir une évaluation globale positive du camp de jour des participants et des parents des enfants fréquentant le camp de jour.	Distribuer le sondage d'appréciation des camps de jours aux parents par copie électronique et aux enfants en copie papier. Demander la rétroaction et les suggestions des parents par le biais des courriels hebdomadaires.	Formulaires d'évaluation de camp de jour, communications électroniques.	Réception de sondages de 50% des parents et de 75% des enfants participants au camp de jour. Appréciation globale moyennement-haute (mention: bien) des parents des participants de camp de jour.

1187772002
Comité Jeunesse NDG – Centre Walkley

Initiales _____

Initiales _____

2.4 Activités offertes dans le cadre du Programme/Projet

Activité*	Clientèle cible/ groupe d'âge	Nb de participants prévus	Durée Nb sem	Nb heure/sem	Coût/ participant
Camp de jour	6-12 ans	95	7	35	385$ pour résidents Ville de Montréal - 410$ pour non-résidents
Service de garde: matin	6-12 ans	12	7	5	115$
Service de garde: après-midi	6-12 ans	15	7	10	145$

*Au besoin, vous pouvez joindre la programmation de l'organisme.

2.5 Personnel et/ou bénévoles

Pour le Plan d'action/Projet	Total d'heures de bénévolat pour le Plan d'action/Projet	Nombre de personnes
Bénévoles (sauf le temps consacré aux réunions du C.A.)	960	3

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet

Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	Nbr de postes		Tâches effectuées	Formation demandée et expérience recherchée exemple: 1er soins, bacc, DEC, etc.
	Temps plein	Temps partiel		
Coordonnateur	1		Coordination d'équipe, embauche et formation du personnel, suivi quotidien des activités, lien parents-animateurs, gestion de situations conflictuelles de l'équipe de camp de jour	1ers soins, expérience d'au moins 5 ans en animation, formation en saines habitudes de vie, formation programme Alliance, études dans un domaine connexe
Animateur	7		Assurer la sécurité, la planification et l'animation de groupes de 15 enfants maximum. Promotion des saines habitudes de vie. Soutien à la formation des aide-animateurs	1ers soins, expérience en animation, DES
Aide-animateur	7 (paiement par honoraires)		Assurer la sécurité, le soutien à la planification et l'animation de groupes de 15 enfants maximum. Promotion des saines habitudes de vie.	secondaire 3

2.6 Collaboration prévue pour le Plan d'action/Projet

Autre(s) organisme(s) associé(s), comité(s) et/ou table(s) de concertation

Nom de l'organisme,Table, etc.	Rôle ou contribution prévue	Personne(s) contactée(s)	Téléphone
Comité Jeunesse NDG	Fiduciaire	Simeon Pompey	514-872-6055
Prévention CDN-NDG	Formation en sécurité, situations dangereuses	Joseph Lambert	514-736-2732
Table des coordonnateurs CDN-NDG	Travail de concertation visant l'amélioration des services de camp de jour	Amélie Franck	514-872-6011
Dépôt Alimentaire NDG	Partenaire pour offrir des collations saines aux enfants	Beccah Fraser	514-486-4680
Tremplin Santé	Formation en saines habitudes de vie	Tina Tran	514-907-9016
CIUSSS Centre-Ouest de l'Île	Formation programme Alliance	Stacy Kling	514-484-7878

3. Prévisions budgétaires

Votre budget doit être **équilibré**.

3.1 Pour l'ensemble des activités de l'organisme	Montant
Revenus	
Dépenses	
Surplus/déficit	

5/9

3.2 Pour le Plan d'action/Projet

Donnez vos prévisions budgétaires pour la première année du (des) plan(s) d'action que vous soumettez.

A) Revenus		Montant
Contribution de la Ville de Montréal	Arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (pour le Plan d'action/Projet)	20 000 $
	Autres services de la Ville de Montréal	
Contributions du gouvernement provincial (précisez)	Projet emploi été	13 000 $
Contributions du gouvernement fédéral (précisez)		
Contributions d'autres sources (précisez)		
Revenus autonomes	Cotisations des membres	
	Tarification des activités	35 000 $
	Location d'installations et d'équipements	
	Activités d'autofinancement	2 000 $
	Autres revenus	950 $
	TOTAL DES REVENUS=	70 950 $

B) Dépenses		Nb d'heure	Taux horaire	Montant
Salaires et avantages sociaux	Coordination	280	17 $	5 544 $
	Animation	2345	12 $	33 768 $
	Intervention			
	Gestion et soutien administratif	360	14 $	6 048 $
	Accueil			
	Soutien technique			
	Surveillance			
	Entretien			
	Autres			
Honoraires	Services professionnels			6 160 $
Frais de location	Bâtiments			
	Équipements			
Frais d'entretien	Bâtiments			
	Équipements			
Frais de déplacement et transport				6 500 $
Matériel et fournitures				1 000 $
Dépenses d'activités (ex. frais d'entrées)				10 000 $
Autres dépenses				1 000 $
	TOTAL DES DÉPENSES =			70 020 $

4. Locaux, espaces et ressources matérielles (pour le Plan d'action/Projet)

4.1 Détermination des besoins

Les organismes peuvent bénéficier de locaux gratuits pour la réalisation du Plan d'action/Projet convenu, en fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'Arrondissement.

	Ensemble des activités de l'organisme	Plan d'action/ Projet
Nombre d'employés à temps complet (1820 heures par année)	1	0
Nombres d'employés à temps partiel et occasionnels	24	
Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à la réalisation du plan d'action spécifique au Plan d'action/Projet		100
Pourcentage d'heures consacrées aux autres activités reliées à la mission de l'organisme		

4.2 Ressources locatives (locaux, gymnase, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité
Salles multifonctionnelles	8
Bureaux	2
Salles de trangement	2
Cuisine	1

4.3 Ressources matérielles (tables, chaises, équipement sportif, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité
Tables	27
Chaises	85
Bibliothèques	4
Cuisinière	1
Réfrigérateur	1
Filets de hockey cosom	2
Fax/imprimante/scanner	1

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Engagement de l'organisme

Nous soussigné | Comité Jeunesse NDG - Centre Walkley |

Après avoir pris connaissance du Programme - Camp de jour Walkley
nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts, complets et conformes au registre de notre organisation. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif ou conseil municipal de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui y sont établies.

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet et nous nous engageons à remettre à la Ville, à l'échéance du Plan d'action/Projet, toute somme non engagée dans la réalisation des activités convenues avec la Ville dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet.

Signature _____
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande de soutien

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la demande de soutien | Date
Nelton Simeon Pompey - Directeur Animation | 2018-22-02

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

A. Documents obligatoires au moment de la demande financière

- ☒ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé
- ☒ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

B. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

- ☐ Copie du certificat d'assurances requis pour le Plan d'action/Projet
- ☐ Plan d'action modifié si requis

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés.

a) dans une enveloppe directement à l'attention de

Demande de soutien financier
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS)
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie bureau 400
Montréal (Québec) H3X 2H9

ou

b) numérisés et envoyés par courriel à: manon.leveille@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que:

Les renseignements demandés doivent être inscrits sur le formulaire ;

Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme | Camp de jour Walkley | seront automatiquement retournés à l'organisme.

Pour tous renseignements, veuillez contacter votre agent de développement attitré.

8/9

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Extrait authentique du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de

Nom légal de l'organisme
Comité Jeunesse NDG - Centre Walkley

Tenue le jour/date/mois/année (ex. mercredi 3 avril 2016)
Jeudi 22 février 2018

Lieu et heure
12:00

No de résolution (si applicable)

Attendu que la corporation désire signer une convention dans le cadre du Programme: Camp de jour
avec la Ville de Montréal, Division de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Simeon Nelton Pompey à représenter la Corporation et à signer tous documents nécessaires aux fins du dossier de la convention avec la Ville de Montréal.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Simeon Nelton Pompey à signer tous documents liés aux affaires courantes de l'organisme cité.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Simeon Nelton Pompey à signer tous documents liés aux documents liés aux affaires bancaires de l'organisme cité.

Président	**Secrétaire**
Brian O'Connell	Michael Held
Nom en lettres moulées	Nom en lettres moulées
Signature	Signature
2018-22-02	2018-22-02
Date	Date

9/9

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autoriation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Centre communautaire Walkley	5650, chemin de la Côte-Saint-Luc Montréal (Québec) H3X 2E4	Tout le centre	Installation déjà incluse dans la convention de loisirs intervenue avec l'organisme pour la période de janvier 2017 à décembre 2018. CA17 170011 – 16 janvier 2017.			

Équipements

Équipement déjà inclût dans la convention de loisirs intervenue avec l'organisme pour la période de janvier 2017 à décembre 2018. CA17 0011 – 16 janvier 2017.

ANNEXE 3
NORMES DE VISIBILITÉ

Non applicable

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

NOM DE L'ORGANISME: **Comité jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce (camp de jour Walkley)**

ADRESSE: **5319, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal (QC) H4A 1L2**

NOM DE LA PERSONNE AUTORISÉE: **Simeon Pompey**

NUMÉRO DE TÉLÉPHONE: **514-872-6055**

GDD#: **1187772002**

Chef de section : **April Léger** **Agent de développement :** Nadia Mohammed

Volet	Nombre de mois	Contribution mensuelle	Contribution annuelle	Nombre des versements	Date du 1er versement	Montant du 1er vers.	Date du 2e versement	Montant du 2e vers.
CAMPS DE JOUR								
année:								
2018	12	1 666,67 $	20 000,00 $	1	15-mai-18	20 000,00 $		
Sous total			20 000,00 $					

Total 2018	**20 000,00 $**

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA04 17044, article 5 :

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **COMITÉ JEUNESSE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**, personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 5319, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal (Québec) H4A 1L2, agissant et représentée par Monsieur Nelton Simeon Pompey, directeur animation, dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription TPS : 1006477671
N° d'inscription TVQ : 141207548
Numéro d'organisme de charité : s/o

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de de promouvoir des programmes et activités relatifs aux loisirs et activités sociales, culturelles et éducatives, au bénéfice de la population de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme camp de jour pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme de camp de jour**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** :	la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;
2.2 « **Annexe 2** » :	les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
2.3 « **Annexe 3** » :	exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;
2.4 « **Annexe 4** » :	le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;
2.5 «**Responsable**» :	le (la) Directeur (trice) de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
2.6 « **Installations** » :	les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
2.7 « **Projet** » :	l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;
2.8 « **Rapport annuel** » :	document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
2.9 « **Reddition de compte** » :	les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.10 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.11 « **Unité administrative** » : l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de dix-sept-mille-cinquante-quatre dollars et quatorze cents (17 054,14 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 INSTALLATIONS

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 novembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité joints, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, au plus tard dix (10) jours ouvrables après le début du trimestre un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.6 **AUTORISATIONS ET PERMIS**

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.
L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5319, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal (Québec) H4A 1L2, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directeur animation. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6^{e} étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

COMITÉ JEUNESSE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Par : _____
Nelton Simeon Pompey, directeur animation

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, le e jour de …… 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce Montréal

Demande de soutien

Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce Montréal

Date de réception de la demande

Formulaire de demande de soutien financier

Programme: Camps de jour (1) - Notre Dame de Grâce - 5319 av, Notre Dame de Grâce

Année : 2018

1. Identification de l'organisme

Nom légal de l'organisme
comité Jeunesse Notre Dame de Grâce

No d'enregistrement REQ: 1145693223

Date d'incorporation: 87-08-05

Adresse (no civique, rue, ville, province, code postal)
5319 av, Notre Dame de Grâce

Représentant désigné: Nelton Simeon Pompey

Titre: Directeur Animation

Numéro de téléphone: 514-872-6055

Adresse courriel: admin@cjndg.org

Site internet: www.cjndg.org

Mission de l'organisme, tel qu'inscrite dans vos lettres patentes (maximum 5 lignes)
Le CJNDG travaille au sein de la communauté à façonner une communauté solide et saine en améliorant la qualité de vie du quartier et de ses habitants. Il collabore avec l'arrondissement CDN/NDG, et divers partenaires à développer des programmes intéressants et stimulants qui incluent l'aspect multiculturel et diversifié de sa collectivité.

Décrivez brièvement la raison de la demande de soutien
Demande de soutien financier afin de pouvoir offrir aux résidents un camp de jour de loisirs qui est abordable et répond aux besoins de la communauté. Les activités offertes dans le cadre de ce camp de jour permettront aux enfants de 6 à 12 ans de découvrir la ville de Montréal et ses attraits récréo-touristiques en plus d'être initiés à plusieurs sports et loisirs, à des activités culturelles et scientifiques. Il est important pour nous de pouvoir offrir un service abordable sans compromettre la qualité des activités offertes afin de permettre aux enfants de découvrir le plus d'activités et champs d'intérêts possible.

2. Description du Plan d'action/Projet

Date de début: 01-06-2018

Date de fin: 01-10-2018

2.1 Objectif général du Programme

Offrir en priorité des activités de loisir aux jeunes de 6 à 12 ans de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pendant la saison estivale.

2.2 Objectifs spécifiques du Programme

Permettre aux jeunes d'explorer et d'être initiés à des activités de loisir physiques et sportives, récréatives, récréotouristiques, culturelles, scientifiques et de plein air.

Permettre aux jeunes de découvrir les différents attraits et ressources de l'arrondissement ainsi que les diverses installations récréotouristiques de la région de Montréal.

2.3 Objectifs opérationnels du Plan d'action/Projet (avec indicateurs)	Moyen/Ressources	Suivi de gestion/ Outils de mesure	Résultats attendus
1. Accessibilité. Atteindre 105 inscriptions au camp de jour NDG en offrent un camp tout inclus, à un prix abordable en assurant 75% des places réservées aux enfants et les familles en besoin residant dans l'arrondissement - 40 hrs semaine entre le 27 juin et le 11 août 2017 de 9h à	1.1 Diffusé l'information dans les écoles et les garderies du quartier. 1.2 Communiquer les parents des enfants inscrit des années précédentes par l'entremise de notre système électronique d'inscription	1.1.1 Mise à jours hebdomadaire du site web 1.1.2 Monitorer les pré-inscriptions et assurer le niveau de 75% est accordé au résident de l'arrondissement CDN-NDG 1.1.3 Ouvertures de selection	Avoir atteint un minimum de 95 inscriptions à temps plein (7 semaines) 75% des tous les participants provenant de l'arrondissement CDN-NDG Faire découvrir aux jeunes les attraits et ressources de
2. Recruter, embaucher et encadrer des jeunes bilingues avec les qualifications	2.1 Recruter des candidats potentiels parmi notre réseau Universitaire début mars	2.1.1 Entrevus et embauches: Qualification du personnel au dossier	100% des employés seront certifiés en premiers soins.
3. Assurer la sécurité des utilisateurs internes et externes	3.1 Planifier la présence des employés à la formation : sécurité aquatique	3.1.2 Réception d'une lettre d'entente signé par l'employé une fois la formation complété.	100% des employés seront certifiés en premiers soins.
4 Assurer l'amélioration continue de nos camps de jours	4.1 Organiser une soirée d'information et de rencontre pour les parents avant le début	4.2.1 Évaluer et adresser le contenu du sondage	Avoir atteint un cote de satifcation - Satisfait ou +

000000NDG - Daycamp

Objectifs opérationnels	Moyen/Ressources	Suivi de gestion/Outils de mesure	Résultats attendus
1. Accessibilité. Atteindre 105 inscriptions au camp de jour NDG en offrant un camp tout inclus, à un prix abordable en assurant 75% des places réservées aux enfants et les familles en besoin résidant dans l'arrondissement - 40 hrs semaine entre le 27 juin et le 11 août 2017 de 9h a 16h du lundi au vendredi - Accueil prolongé des 7:30am à 9:00am et de 16h à 18h du lundi au vendredi 7 semaines de camps- $550.00 avec un rabais de $10.00 pour chaque enfants additionnels Coût semaine - $170.00 7 semaines d'acceuil prolongé - $285.00 Coût 7 semaines AM - $150.00 since we are extending to 7:30 am. Coût 7 semaines PM - $200.00 Coût 1 semaine AM - $30.00 Coût 1 semaine PM - $35.00 1.2 Assurer d'offrir et planifier des activités attrayantes et des thématiques ciblées par DCSLDS de l'arrondissement CDN-NDG aux jeunes do 6 à 12 ans 1.4 Adapter les heures du bureau administratif aux heures du camp	1.1 Diffusé l'information dans les écoles et les garderies du quartier. 1.2 Communiquer les parents des enfants inscrit des années précédentes par l'entremise de notre système électronique d'inscription 1.3 Offrir la pré-inscription aux résidents de l'arrondissement Pré-inscription en ligne - du 1er – 7 mars Pré-inscription en-ligne non-résident de retour du 8 - 14 mars Nouvelles inscriptions - résidents de l'arrodissement du 15 mars au 30 avril Non-résidents 1 - 15 mai Inscription hebdomadaire du 22 mai au 15 juin si l'espace le permet. 1.5 Offrir différent mode de paiement : paiements post-dates, carte de crédit/débit, e-chèque 1.6 Mise à jour du site web comprenant toutes informations pertinentes d'un camp tout inclus, planifier des activités attrayantes et des thématique ciblées par la DCSLDS et l'arrondissement CDN-NDG. 1.7 Travaillé en collaboration avec la paroisse Notre-Dame-de-Grâce, CSSS, Batshaw CIUSS afin d'aider les familles en besoin 1.2.1 Partager l'information des objectifs spécifiques avec les animateurs du camp et s'assurer que les activités répondent aux critères cibler par la DCSLDS.	1.1.1 Mise à jours hebdomadaire du site web 1.1.2 Monitorer les pré-inscriptions et assurer le niveau de 75% est accordé au résident de l'arrondissement CDN-NDG 1.1.3 Ouvertures de sélection hebdomadaire prévue pour la mi-juin (créer une liste d'attente) 1.1.4 Sondage auprès des parents: Comment avez-vous entendu parler de nous? 1.1.5 Visualiser les rapports d'inscriptions hebdomadaire 1.1.6 Suivi prés des demandes d'inscription parvenant de la CSSS et la paroisse pour 7 camps de l'arrondissement 1.1.7 Remise de rapport de fréquentation	Avoir atteint un minimum de 95 inscriptions à temps plein (7 semaines) 75% des tous les participants provenant de l'arrondissement CDN-NDG Faire découvrir aux jeunes les attraits et ressources de l'arrondissement CDN-NDG et de la région de Montréal
2. Recruter, embaucher et encadrer des jeunes bilingues avec les qualifications nécessaires et en nombre suffisant afin d'assurer le respect des ratios d'encadrement de la DCSLDS	2.1 Recruter des candidats potentiels parmi notre réseau Universitaire début mars 2.2 Inviter nos anciens employés ou accompagnateurs la possibilité d'un retour a nos camps de jour ayant les qualifications et les compétences requises de la DCSLDS. 2.3 Participer à la table des camps de jour de l'Arrondissement 1.2.2 Assurer la planification des activités du camp 2 semaines d'avance afin d'assurer de bien	2.1.1 Entrevus et embauches: Qualification du personnel au dossier 2.2.1 Accuser de réception des retours d'employés	100% des employés seront certifiés en premiers soins. Accusé de réception de tous les formulaires d'incidents/accidents et transmis à la Ville de Montréal

000000NDG - Daycamp

3. Assurer la sécurité des utilisateurs internes et externes	3.1 Planifier la présence des employés à la formation : sécurité aquatique 3.2 Assurer que l'accompagnateur a pris connaissance du guide de pratique de sécurité 3.3 Assurer que le personnel complète les formulaires d'accidents/incidents au besoin 3.4 Assurer d'avoir une trousse de premier soins complète pour chaque animateur/coordonateur	3.1.2 Réception d'une lettre d'entente signé par l'employé une fois la formation complété. Afficher au dossier d'employé. 3.2.1 Assurer d'avoir en main une copie de la certification valide au moment de l'entrée en fonctions du personnel par l'un des fournisseurs reconnus par la DCSLDS 3.3.1 Assurer l'accusé de confirmation signé par l'accompagnateur d'avoir pris connaissance du guide	100% des employés seront certifiés en premiers soins. Accusé de réception de tous les formulaires d'incidents/accidents et transmis à la Ville de Montréal
4. Assurer l'amélioration continue de nos camps de jours	4.1 Organiser une soirée d'information et de rencontre pour les parents avant le début du camp. Adresser les commentaires positifs et négatifs de l'année précédente. A déterminer 4.2 Distribuer un sondage de satisfaction mi- juillet et à la fin du camp.	4.2.1 Évaluer et adresser le contenu du sondage	Avoir atteint un cote de satifcation - Satisfait ou +

2.4 Activités offertes dans le cadre du Programme/Projet

Activité*	Clientèle cible/ groupe d'âge	Nb de participants prévus	Durée Nb sem	Nb heure/sem	Coût/ participant
Camp de jour	6 à 12 ans	90	7	35	$550.00
Camp de jour - Semaine	6 à 12 ans	30	1	35	$170.00
Accueil prolongé - AM/PM	6 à 12 ans	15	7	17.5	$285.00
Accueil prolongé - AM	6 à 12 ans	2	7	7.5	$150.00
Accueil prolongé - PM	6 à 12 ans	3	7	10	$200.00
Accueil prolongé - AM	6 à 12 ans	5	1	7.5	$30.00
Accueil prolongé - PM	6 à 12 ans	10	1	10	$35.00

*Au besoin, vous pouvez joindre la programmation de l'organisme.

2.5 Personnel et/ou bénévoles

Pour le Plan d'action/Projet	Total d'heures de bénévolat pour le Plan d'action/Projet	Nombre de personnes
Bénévoles (sauf le temps consacré aux réunions du C.A.)		

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet

Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	Nbr de postes		Tâches effectuées	Formation demandée et expérience recherchée exemple, 1er soins, bacc, DEC, etc.
	Temps plein	Temps partiel		
Réception		1.2	Accueil les parent et répondre aux appels de parents,	Secondaire IV +
Payroll		1.5	Paye, Déductions à la source, réquisition de chèques, etc.	Expériences QuickBook Pro,windows,
Directeur camp de jour		1	Soutien au délégué de la Ville de Montréal, camp de jour. Gestion de personnel, Suivi de budget, application des règles de sécurité et de bonne conduite, Animation des réunions régulières du personnel d'animation.	DEC ou Minimum, 500 heures d'expérience en animation, formation appropriée ou une expérience équivalente (gestion, supervision, relations interpersonnelles, animation de réunion), 1er soins
Animator		8		

2.6 Collaboration prévue pour le Plan d'action/Projet

Autre(s) organisme(s) associé(s), comité(s) et/ou table(s) de concertation

Nom de l'organisme,Table, etc.	Rôle ou contribution prévue	Personne(s) contactée(s)	Téléphone

3. Prévisions budgétaires

Votre budget doit être **équilibré**.

3.1 Pour l'ensemble des activités de l'organisme	Montant
Revenus	1,239,603 $
Dépenses	1,194,196 $
Surplus/déficit	45,408 $

3.2 Pour le Plan d'action/Projet

Donnez vos prévisions budgétaires pour la première année du (des) plan(s) d'action que vous soumettez.

A) Revenus		Montant
Contribution de la Ville de Montréal	Arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (pour le Plan d'action/Projet)	17,054 $
	Autres services de la Ville de Montréal	
Contributions du gouvernement provincial (précisez)		
Contributions du gouvernement fédéral (précisez)		
	Summer grants	27,186 $
Contributions d'autres sources (précisez)		
Revenus autonomes	Cotisations des membres	
	Tarification des activités	54,900 $
	Location d'installations et d'équipements	
	Activités d'autofinancement	10,000 $
	Autres revenus	
	TOTAL DES REVENUS=	109,140 $

B) Dépenses		Nb d'heure	Taux horaire	Montant
Salaires et avantages sociaux	Coordination	400	15.5 $	7,316 $
	Animation - camp de jours	2560	13 $	39,090 $
	Directeur - Camp de jours	400	18 $	8,496 $
	Gestion et soutien administratif = payroll, schedules, amelia, registration, etc.	250	14 $	4,130 $
	Accueil - reception et camp de jours(480)	350	12.50 $	5,163 $
	Soutien technique			
	Surveillance - accueil prolongé	184	12 $	2,605 $
	Entretien			
	Autres			
Honoraires	Services professionnels			
Frais de location	Bâtiments			
	Équipements			
Frais d'entretien	Bâtiments			
	Équipements			
Frais de déplacement et transport				9,500 $
Matériel et fournitures				2,695 $
Dépenses d'activités (ex. frais d'entrées)				13,541 $
CIT's - Dons - Amelia fees				12,600 $
	TOTAL DES DÉPENSES =			105,136 $

4. Locaux, espaces et ressources matérielles (pour le Plan d'action/Projet)

4.1 Détermination des besoins

Les organismes peuvent bénéficier de locaux gratuits pour la réalisation du Plan d'action/Projet convenu, en fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'Arrondissement.

	Ensemble des activités de l'organisme	Plan d'action/ Projet
Nombre d'employés à temps complet (1820 heures par année)		3
Nombres d'employés à temps partiel et occasionnels		11
Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à la réalisation du plan d'action spécifique au Plan d'action/Projet		90
Pourcentage d'heures consacrées aux autres activités reliées à la mission de l'organisme		

4.2 Ressources locatives (locaux, gymnase, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité
Bureau administratif	1
Gym	1

4.3 Ressources matérielles (tables, chaises, équipement sportif, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Engagement de l'organisme

Nous soussigné | comité Jeunesse Notre Dame de Grâce |

Après avoir pris connaissance du Programme - Camps de jour (1) - Notre Dame de Grâce - 5319 av, Notre Dame , nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts, complets et conformes au registre de notre organisation. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif ou conseil municipal de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui y sont établies.

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet et nous nous engageons à remettre à la Ville, à l'échéance du Plan d'action/Projet, toute somme non engagée dans la réalisation des activités convenues avec la Ville dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet.

Signature _____
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande de soutien

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la demande de soutien | Nelton Simeon Pompey - Directeur Animation |

Date | 28-02-2018 |

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

A. Documents obligatoires au moment de la demande financière

- ☒ formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé
- ☒ une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

B. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

- ☐ une copie du certificat d'assurances requis pour le Plan d'action/Projet
- ☐ le plan d'action modifié si requis

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés.

a) dans une enveloppe directement à l'attention de

Demande de soutien financier
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS)
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie bureau 400
Montréal (Québec) H3X 2H9

ou

b) numérisés et envoyés par courriel à: manon.leveille@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que:

Les renseignements demandés doivent être inscrits sur le formulaire ;

Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme | Camps de jour (1) - Notre Dame de Grâce - 5319 av, Notre Dame de Grâce | seront automatiquement retournés à l'organisme.

Pour tous renseignements, veuillez contacter votre agent de développement attitré.

7/8

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Extrait authentique du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de

Nom légal de l'organisme
comité Jeunesse Notre Dame de Grâce

Tenue le jour/date/mois/année (ex. mercredi 3 avril 2016)
Mercredi 28 février 2018

Lieu et heure
3757 av, Prud'homme, Montréal, QC 18:00

No de résolution (si applicable)

Attendu que la corporation désire signer une convention dans le cadre du Programme: Camps de jour (1) - Notre Dame de Grâce - 5319 av, Notre Dame de Grâce
avec la Ville de Montréal, Division de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Nelton Simeon Pompey à représenter la Corporation et à signer tous documents nécessaires aux fins du dossier de la convention avec la Ville de Montréal.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Nelton Simeon Pompey à signer tous documents liés aux affaires courantes de l'organisme cité.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Nelton Simeon Pompey à signer tous documents liés aux documents liés aux affaires bancaires de l'organisme cité.

Président	**Secrétaire**
Brian O'Connell	Michael Held
Nom en lettres moulées	Nom en lettres moulées
Signature	Signature
28 février 2018	28 février 2018
Date	Date

8/8

1187772002
Comité Jeunesse Notre-Dame-de-Grâce (1)

Initiales _____

Initiales _____

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autoriation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Centre Le Manoir	5319, avenue Notre-Dame-de-Grâce Montréal (Québec) H4A 1L2	Bureaux administratifs Entrepôts Gymnases Salle C Caisses Salon (simulateur)	Installation déjà incluse dans la convention de loisirs intervenue avec l'organisme pour la période de janvier 2017 à décembre 2018. CA17 170011 – 16 janvier 2017.			

Équipements

Équipement déjà inclût dans la convention de loisirs intervenue avec l'organisme pour la période de janvier 2017 à décembre 2018. CA17 0011 – 16 janvier 2017.

ANNEXE 3
NORMES DE VISIBILITÉ

Non applicable

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

NOM DE L'ORGANISME: **Comité jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce (camp de jour NDG)**

ADRESSE: **5319, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal (QC) H4A 1L2**

NOM DE LA PERSONNE AUTORISÉE: **Simeon Pompey**

NUMÉRO DE TÉLÉPHONE: **514-872-6055**

GDD#: **1187772002**

Chef de section : **April Léger** **Agent de développement :** Nadia Mohammed

Volet	Nombre de mois	Contribution mensuelle	Contribution annuelle	Nombre des versements	Date du 1er versement	Montant du 1er vers.	Date du 2e versement	Montant du 2e vers.
Camp de jour NDG								
année:								
2018	12	1 421,18 $	17 054,14 $	1	15-mai-18	17 054,14 $		
Sous total			17 054,14 $					
Total 2018			**17 054,14 $**					

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA04 17044, article 5 :

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **JEUNESSE BENNY**, personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 6380, avenue Somerled PH2, Montréal (Québec) H4V 1S1, agissant et représentée par Monsieur Peter Ford, directeur, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

N° d'inscription TPS : s/o
N° d'inscription TVQ : s/o
Numéro d'organisme de charité : s/o

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de de promouvoir des programmes et activités relatifs aux loisirs et activités sociales, culturelles et éducatives, au bénéfice de la population de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme camp de jour pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme de camp de jour**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 «**Responsable**» : le (la) Directeur (trice) de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.10 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.11 « **Unité administrative** » : l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de vingt-cinq mille dollars (25 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 INSTALLATIONS

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DU PROJET

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 novembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité joints, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, au plus tard dix (10) jours ouvrables après le début du trimestre un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au le 6380, avenue Somerled PH2, Montréal (Québec) H4V 1S1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6^{e} étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

JEUNESSE BENNY

Par : _____
Peter Ford, président

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, le e jour de …… 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce Montréal

Demande de soutien

Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce Montréal

Date de réception de la demande

Formulaire de demande de soutien financier

Programme: **Camps de jour**

Année : **2018**

1. Identification de l'organisme

Nom légal de l'organisme
JEUNESSE BENNY

No d'enregistrement REQ
1145693199

Date d'incorporation
2 mars 1990

Adresse (no civique, rue, ville, province, code postal)
PH2-6380 av. SOMERLED MONTRÉAL, QC H4V 1S1

Représentant désigné
PETER FORD

Titre
PRESIDENT

Numéro de téléphone
514-953-4979

Adresse courriel
pford.benny@gmail.com

Site internet
www.centrebenny.org

Mission de l'organisme, tel qu'inscrite dans vos lettres patentes (maximum 5 lignes)
To recruit local youth and their famillies to participate in summer programs, after-school programs and park diversion programs, in order to promote a better community, through the use of public spaces such as pools, parks, recreation centers, schools and other community resources.

Décrivez brièvement la raison de la demande de soutien
We are requesting funding from the Borough in order to provide quality, affordable summer day camp experiences to famillies from CDN-NDG and to recruit and train local students as summer councillors.These funds will also allow us to provide unique summer activities such as multi-cultural activities, hiking, biking, camping, cinema, swimming and trips and special outings around the City of Montreal.

1/8

2. Description du Plan d'action/Projet

Date de début
le 18 juin 2017

Date de fin
le 10 août 2017

2.1 Objectif général du Programme

Offrir en priorité des activités de loisir aux jeunes de 6 à 12 ans de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pendant la saison estivale.

2.2 Objectifs spécifiques du Programme

Permettre aux jeunes d'explorer et d'être initiés à des activités de loisir physiques et sportives, récréatives, récréotouristiques, culturelles, scientifiques et de plein air.

Permettre aux jeunes de découvrir les différents attraits et ressources de l'arrondissement ainsi que les diverses installations récréotouristiques de la région de Montréal.

2.3 Objectifs opérationnels du Plan d'action/Projet (avec indicateurs)	Moyen/Ressources	Suivi de gestion/ Outils de mesure	Résultats attendus
Attendre notre cible en nombres maximales d'inscriptions de jeunes du quartier pour notre camp de jour.	Diffusion via notre site internet, dans les écoles, parmi les partenaires de notre reseau. Offrir des reductions pour des familles et ceux qui s'inscrivent pour l'été au complet. Communiquer avec les parents des jeunes inscrits de l'été dernier. Adapter l'horaire du camp et service de garde aux besoins des parents de CDN- NDG.	Compléter les rapports d'inscription et de frequentations aux différentes activités. Sondage de satisfaction auprès les utilisateurs.	Atteinte de notre capacité de 150 inscriptions.

1187772002
Jeunesse Benny

Initiales _____

Initiales _____

Recruter, embaucher et encadrer les jeunes avec les qualifies et en nombre suffisant pour assurer le respect des ratios d'encadrement du volet.	Recruter des candidats potentiels parmi notre réseau. Site internet et parmi nos anciens employés ou participants ayant démontré leur competence et intérêt de suivre les formations requis. Entrevues et embauche de personnes qualifies. Formation pré-camp S'informer des ressources disponibles aux camps de jour en matière de formation.	Compléter fiche de qualification des employés. Cartes de competences. Cartable de formation.	100% des employés ayant suivi les cours requis avant le début du camp.
Réaliser une programation diversifiée, de qualité et adaptée à la clientele du secteur.	Assurer une variété dans la nature des activités proposes qui touchent les divers domains pour chacun des groups d'âge. Realiser 50 sorties par été. Planification des avtivités en pré-saison. Participaction des moniteurs dans l'elaboration du contenu des activités.	Compléter fiches de diversité de programmation. Retour, satisfaction des utilisateurs et parents.	Maintenir une programmation qui offer 25 activités et 1 sorties par semaine par groupe d'âgee.

1187772002
Jeunesse Benny

Initiales _____

Initiales _____

2.4 Activités offertes dans le cadre du Programme/Projet

Activité*	Clientèle cible/ groupe d'âge	Nb de participants prévus	Durée Nb sem	Nb heure/sem	Coût/ participant
CAMP DE JOUR ESTIVALE	Enfants 6-12 ans	150	8	35	560$
Groupes d'âges					
ENFANTS 6-7 ANS					
ENFANTS 8-9 ANS					
ENFANTS 10-11 ANS					
ENFANTS 12 ANS					
Activitiés					
JEUX ET SPORTS					
BRICOLAGE					
PROJETS CULTUREL					
RANDONNÉE					
CYCLISME					
CANÔTS-KAYAK					
NATATION					
EXPÉRIENCES EN NATURE					
SORTIES HEBDOMADAIRES					
VOYAGES EN CAMPING					
CINEMA					

*Au besoin, vous pouvez joindre la programmation de l'organisme.

2.5 Personnel et/ou bénévoles

Pour le Plan d'action/Projet	Total d'heures de bénévolat pour le Plan d'action/Projet	Nombre de personnes
Bénévoles (sauf le temps consacré aux réunions du C.A.)	50	15

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan

Fonctions (coordonnateur, animateur-moniteur, autre)	Nbr de postes		Tâches effectuées	Formation demandée et expérience recherchée exemple: 1er soins, bacc, DEC, etc.
	Temps plein	Temps partiel		
Day Camp Councillors	10		Organisation/supervision des activités pour leur groupe	1er soins, Animation,
Day Camp Coordinator	1			

2.6 Collaboration prévue pour le Plan d'action/Projet

Nom de l'organisme,Table, etc.	Rôle ou contribution prévue	Personne(s) contactée(s)	Téléphone
VdeM Arrondissement CDN-NDG	Coordination et support	plusieurs personnes	
Comité jeunesse NDG	Support administrative et expertise	plusieurs personnes	
Club de plein air NDG	Équipement et expertise	plusieurs personnes	
Conseil Communautaire NDG	Diffusion d'information	plusieurs personnes	
Table jeunesse NDG	Diffusion d'information	plusieurs personnes	
Badshaw Youth Centers / CLSC Benny	Information	plusieurs personnes	

3. Prévisions budgétaires

Votre budget doit être **équilibré**.

3.1 Pour l'ensemble des activités de l'organisme	Montant
Revenus	175,000 $
Dépenses	170,000 $
Surplus/déficit	5,000 $

1187772002
Jeunesse Benny

Initiales _____

Initiales _____

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

3.2 Pour le Plan d'action/Projet

Donnez vos prévisions budgétaires pour la première année du (des) plan(s) d'action que vous soumettez.

A) Revenus		Montant
Contribution de la Ville de Montréal	Arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (pour le Plan d'action/Projet)	25,000 $
	Autres services de la Ville de Montréal	
Contributions du gouvernement provincial (précisez)		0 $
Contributions du gouvernement fédéral (précisez)		8,320 $
Contributions d'autres sources (précisez)		
Revenus autonomes	Cotisations des membres	900 $
	Tarification des activités	80,000 $
	Location d'installations et d'équipements	
	Activités d'autofinancement	
	Autres revenus	
	TOTAL DES REVENUS=	114,220 $

B) Dépenses		Nb d'heure	Taux horaire	Montant
Salaires et avantages sociaux	Coordination	560	16.00	10,300 $
	Animation	4480	12.00	67,200 $
	Intervention			
	Gestion et soutien administratif			
	Accueil			
	Soutien technique			
	Surveillance			
	Entretien			
	Autres			
Honoraires	Services professionnels			
Frais de location	Bâtiments			
	Équipements			2,000 $
Frais d'entretien	Bâtiments			4,000 $
	Équipements			
Frais de déplacement et transport				8,000 $
Matériel et fournitures				8,000 $
Dépenses d'activités (ex. frais d'entrées)				14,500 $
Autres dépenses				
	TOTAL DES DÉPENSES =			114,000 $

6/8

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

4. Locaux, espaces et ressources matérielles (pour le Plan d'action/Projet)

4.1 Détermination des besoins

Les organismes peuvent bénéficier de locaux gratuits pour la réalisation du Plan d'action/Projet convenu, en fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'Arrondissement.

	Ensemble des activités de l'organisme	Plan d'action/ Projet
Nombre d'employés à temps complet (1820 heures par année)	0	
Nombres d'employés à temps partiel et occasionnels	25	15
Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à la réalisation du plan d'action spécifique au Plan d'action/Projet		100%
Pourcentage d'heures consacrées aux autres activités reliées à la mission de l'organisme	0%	

4.2 Ressources locatives (locaux, gymnase, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité
Centre Benny (temps plein)	temps plein
Piscines de la Ville de Montréal	visites quotidiennes
Bibliothèque Benny	visites occasione
Centre sportifs NDG	selon disponibilité
Centre Monkland	selon disponibilité

4.3 Ressources matérielles (tables, chaises, équipement sportif, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité
Tables, chaises, ballons, hockey cosom, badminton, basketball, soccer, vollevball, Pinnies, nets, lacrosse, flag football, parachutes, day camp kits, first aid kits	
Velos, casques, canoes, kayak, inflatable games, earthball, hoses, sprinklers, raquettes, ski-fond, patins, tentes	
Machine barbe à papa, machine mais à soufflé, bbq, corn pots, planche en bois, plantes	

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Engagement de l'organisme

Nous soussigné JEUNESSE BENNY

Après avoir pris connaissance du Programme - Camps de jour
nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts, complets et conformes au registre de notre organisation. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif ou conseil municipal de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui y sont établies.

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet et nous nous engageons à remettre à la Ville, à l'échéance du Plan d'action/Projet, toute somme non engagée dans la réalisation des activités convenues avec la Ville dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet.

Signature _____
Représentant dédigné par l'organisme pour la présente demande de soutien

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la demande de soutien
PETER FORD PRESIDENT

Date Feb. 23, 2018

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

A. Documents obligatoires au moment de la demande financière

- Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé
- Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

B. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

- Copie du certificat d'assurances requis pour le Plan d'action/Projet
- Plan d'action modifié si requis

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés.

a) par la poste ou **en personne**, dans une enveloppe directement à l'attention de:

Demande de soutien financier
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS)
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie bureau 400
Montréal (Québec) H3X 2H9

ou

b) numérisés et envoyés **par courriel** à: hela.dhaou@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que:

Les renseignements demandés doivent être inscrits sur le formulaire ;

Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme Camps de jour seront automatiquement retournés à l'organisme.

Pour tous renseignements, veuillez contacter votre agent de développement attitré.

7/8

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Extrait authentique du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de

Nom légal de l'organisme
JEUNESSE BENNY

Tenue le jour/date/mois/année (ex. mercredi 3 avril 2016)
10 février 2018

Lieu et heure
CENTRE BENNY 9h

No de résolution (si applicable)

Attendu que la corporation désire signer une convention dans le cadre du Programme: Camps de jour avec la Ville de Montréal, Division de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M. PETER FORD à représenter la Corporation et à signer tous documents nécessaires aux fins du dossier de la convention avec la Ville de Montréal.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M. PETER FORD à signer tous documents liés aux affaires courantes de l'organisme cité.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M. PETER FORD à signer tous documents liés aux documents liés aux affaires bancaires de l'organisme cité.

Président	**Secrétaire**
PETER FORD	ANTHONY PIETRANTONIO
Nom en lettres moulées	Nom en lettres moulées
Peter Ford	Anthony Pietrantonio
Signature	Signature
Feb. 22, 2018	Feb 22, 2018
Date	Date

8/8

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autoriation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Centre Benny (École Ste-Monica) (Entente locale convenue avec la Commission scolaire English Montreal CSEM)	6440, rue de Terrebonne Montréal (Québec) H4B 1B1	Gymnase Sous-sol	27 juin 2018	17 août 2018	Lundi au vendredi	7h à 18h

Équipements

Article	N^{o} Inventaire	Quantité
s/o		

ANNEXE 3
NORMES DE VISIBILITÉ

Non applicable

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

NOM DE L'ORGANISME: **Jeunesse Benny**

ADRESSE: **6380, avenue Somerled, Montréal (QC) H4V 1S1**

NOM DE LA PERSONNE AUTORISÉE: **Peter Ford**

NUMÉRO DE TÉLÉPHONE: **514-872-6720**

GDD#: **1187772002**

Chef de section : **April Léger** **Agent de développement :** Geneviève Bienvenu

Volet	Nombre de mois	Contribution mensuelle	Contribution annuelle	Nombre des versements	Date du 1er versement	Montant du 1er vers.	Date du 2e versement	Montant du 2e vers.
CAMPS DE JOUR								
année:								
2018	12	2 083,33 $	25 000,00 $	1	15-mai-18	25 000,00 $		
Sous total			25 000,00 $					

Total 2018	**25 000,00 $**

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA04 17044, article 5 :

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LOISIRS SPORTIFS DE LA CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**, personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 4880, avenue Van Horne, Montréal (Québec) H3W 1J3, agissant et représentée par Madame Claudine Perreault, directrice générale, dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription TPS : 141753020RT0001
N° d'inscription TVQ : 1019925176
Numéro d'organisme de charité : s/o

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de de promouvoir des programmes et activités relatifs aux loisirs et activités sociales, culturelles et éducatives, au bénéfice de la population de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme camp de jour pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme de camp de jour**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 «**Responsable**» : le (la) Directeur (trice) de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.10 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.11 « **Unité administrative** » : l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de onze mille quatre cent soixante-neuf dollars et cinquante-six cents (11 468, 56 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 INSTALLATIONS

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DU PROJET

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 novembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité joints, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, au plus tard dix (10) jours ouvrables après le début du trimestre un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 RESPONSABILITÉ

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 4880, avenue Van Horne, Montréal (Québec) H3W 1J3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6^{e} étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

LOISIRS SPORTIFS DE LA CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Par : _____
Claudine Perreault, directrice générale

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, le e jour de …… 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Date de réception de la demande

Formulaire de demande de soutien financier

Programme: Camp de jour Simonne-Monet
Année : 2018

1. Identification de l'organisme

Nom légal de l'organisme
Loisirs sportifs Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

No d'enregistrement REQ	Date d'incorporation
1146326229	1996-11-21

Adresse (no civique, rue, ville, province, code postal)
4880 avenue Van Horne, Montréal (QC) H3W 1J3

Représentant désigné	Titre
Claudine Perreault	Directrice générale

Numéro de téléphone	Adresse courriel
514-342-9988	cperreault@loisirssportifscdn-ndg.com

Site internet
www.loisirssportifscdn-ndg.com

Mission de l'organisme, tel qu'inscrite dans vos lettres patentes (maximum 5 lignes)
Offrir à l'ensemble de la population l'accès à des programmes d'activités physiques et sportives, variés et de qualités. Promouvoir les saines habitudes de vie qui s'y rattachent en collaborant, en participant et en travaillant en complémentarité avec les différents partenaires des milieux : municipal, communautaire, scolaire et de la santé.

Décrivez brièvement la raison de la demande de soutien
Nous demandons à l'Arrondissement un soutien financier pour la réalisation d'un camp de jour Simonne-Monet qui se déroulera du 25 juin au 17 août 2018. Nous espérons le tout conforme au Programme camp de jour de l'Arrondissement et soyez assurés que le service sera offert en priorité aux enfants de 6 à 12 ans résidant dans l'arrondissement CDN-NDG.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

2. Description du Plan d'action/Projet

Date de début	Date de fin
2018-06-18	17 aout 2018

2.1 Objectif général du Programme

Offrir en priorité des activités de loisir aux jeunes de 6 à 12 ans de l'arrondissement de CDN- NDG pendant la saison estivale.

2.2 Objectifs spécifiques du Programme

Permettre aux jeunes d'explorer et d'être initiés à des activités de loisirs physiques et sportives, récréatives, récréotouristiques, culturelles, scientifiques et de plein air.

Permettre aux jeunes de découvrir les différents attraits et ressources de l'arrondissement ainsi que les diverses installations récréotouristiques de la région de Montréal.

2.3 Objectifs opérationnels du Plan d'action/Projet (avec indicateurs)	Moyen/Ressources	Suivi de gestion/ Outils de mesure	Résultats attendus
(SVP voir le plan d'action joint à notre demande de subvention)			

Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Plan d'action 2018 du Camp Simonne-Monet – *Volet Camp de jour*

(Consolidation des acquis et continuation d'atteinte des objectifs)

Camp de jour

Objectif général : offrir aux jeunes de 5 à 12 ans du quartier Côte-des-Neiges un camp qui leur permettra de vivre des vacances amusantes et enrichissantes.

Objectifs spécifiques :

- assurer aux jeunes campeurs un environnement dynamique, chaleureux et sécuritaire selon les normes prévues et ce, grâce à notre personnel qualifié.
- offrir aux campeurs une programmation variée, actuelle et de qualité : jeux, baignades, sorties, sports collectifs, loisirs scientifiques, activités culturelles et spéciales.
- favoriser l'apprentissage et le développement personnel des jeunes campeurs.
- augmenter le nombre d'inscriptions au camp tout en respectant la capacité d'accueil de l'installation et les ratios établis par la Ville de Montréal.
- prioriser les élèves de l'école Simonne-Monet et les résidents aux environs de l'école (Dupuis, St-Kevin, Lacombe, Côte-Sainte-Catherine, Bourret).

⇨ L'atteinte de ces objectifs se fera dans le respect des différentes ententes établies entre la Ville et ses différents partenaires et selon les différents principes directeurs et politiques de la Ville de Montréal.

Dossiers	*Objectifs opérationnels*	*Moyens*	*Suivis/mesure*	*Résultats attendus*	*Réalisé*
PROGRAMMATION	⇨ Diversifier la programmation du camp.	⇨ Programmer une activité par semaine ou prévoir des semaines thématiques pour chaque volet d'activité : - récréatif - culturel - scientifique - physique et sportif - récréotouristique ⇨ Intégrer des ateliers à la formation des moniteurs de camp afin qu'ils planifient un programme d'activités diversifiées. ⇨ Mettre une banque d'activités à la disposition des moniteurs avec le matériel nécessaire pour les réaliser.	⇨ Évaluation des outils de planification des moniteurs et réajustement au besoin ⇨ Suivi des horaires hebdomadaires de chaque groupe ⇨ Suivi terrain par le responsable de camp (participation aux activités) ⇨ Évaluation et mise à jour des diverses activités disponibles ⇨ Sondage de satisfaction des parents par rapport à la diversification des activités	⇨ Une (1) activité par semaine et par volet dont : - 7 activités scientifiques - 7 activités récréotouristiques - 14 activités culturelles - 7 sorties ⇨ Initiation des jeunes à diverses activités ⇨ Accroissement des connaissances des jeunes	⇨

Page | 1

Camp de jour	Dossiers	Objectifs opérationnels	Moyens	Suivis/mesure	Résultats attendus	Réalisé
	PROGRAMMATION (SUITE)	⇨ Promouvoir la pratique de l'activité libre.	⇨ Inclure un temps d'activités libres dans notre programmation de tous les jours afin d'offrir aux jeunes un libre choix. ⇨ Intégrer cette bonne pratique à la formation des moniteurs de camp afin que ces derniers soient bien outillés pour accompagner les jeunes dans leurs pratiques d'activités libres.	⇨ Boîte à suggestions pour recueillir les activités libres proposées par les jeunes ⇨ Horaire hebdomadaire ⇨ Sondage d'appréciation des jeunes en rapport aux activités libres	⇨ Intérêt des jeunes ⇨ Créativité des jeunes ⇨ Implication des jeunes ⇨ Autonomie des jeunes	
		⇨ Initier les jeunes au développement durable. (Saine alimentation)	⇨ Animer des capsules « Tremplin santé » à tous les jours. ⇨ Organiser un atelier de cuisine par semaine avec le livre des recettes du CDN actif et en santé. ⇨ Organiser des ateliers de jardinage urbain en collaboration avec la SOCENV et l'école Simonne-Monet. ⇨ Intégrer ces bonnes pratiques à la formation des moniteurs de camp.	⇨ Adhésion et mise en place du programme Tremplin Santé ⇨ Horaire hebdomadaire ⇨ Sondage d'appréciation des jeunes en rapport aux ateliers qui leur ont été proposés pendant le camp ⇨ Suivi au niveau des nouveaux apprentissages des jeunes	⇨ Un (1) atelier de cuisine santé par semaine (sensibilisation) ⇨ Entretien du jardin de l'école par les jeunes campeurs ⇨ Apprentissage des rudiments relatifs au jardinage ⇨ Éveil au développement durable ⇨ Éveil aux enjeux écologiques et environnementaux	
		⇨ Inciter les jeunes à adopter un mode de vie physiquement actif.	⇨ Varier les activités physiques : sports, danse, marche exploratoire (rallye), etc. ⇨ Inclure des notions éducatives sur l'importance de bouger tous les jours. ⇨ Faire la promotion des activités gratuites du quartier et dans les parcs pour inciter les jeunes à bouger. Ex. : baignade libre et activités gratuites offertes au parc Jean-Brillant.	⇨ Horaire hebdomadaire ⇨ Grille de planification des activités offertes aux campeurs ⇨ Liste de présence quotidienne des jeunes campeurs ⇨ Sondage d'appréciation des jeunes en rapport avec le mode de vie physiquement actif qui leur est proposé	⇨ Une (1) heure d'activité physique chaque jour passé au camp ⇨ Une meilleure implication des jeunes campeurs ⇨ Diversification des activités sportives offertes dans le cadre de la promotion d'un mode de vie physiquement actif ⇨ Une (1) sortie de baignade libre par semaine ⇨ Une (1) sortie par semaine au parc Jean-Brillant	

Camp de jour	Dossiers	Objectifs opérationnels	Moyens	Suivis/mesure	Résultats attendus	Réalisé
	PARTICIPATION	⇨ Augmenter le nombre d'inscriptions au camp.	⇨ Cibler une (1) ou deux (2) écoles de plus dans nos efforts publicitaires. ⇨ Diffuser une publicité ciblée sur le réseau social Facebook selon des critères géographiques et démographiques bien précis. ⇨ Anticiper la période d'inscription habituelle du camp afin de permettre une deuxième vague de promotion.	⇨ Rapports d'inscription fournis par notre logiciel d'inscription Sports-Plus ⇨ Données statistiques et analytiques de la publicité diffusée sur Facebook ⇨ Calendrier des inscriptions	⇨ Une augmentation d'environ 15% du nombre d'inscriptions (le camp passera de 60 à 70 campeurs.) ⇨ Une réussite de la campagne publicitaire avec un bon rapport de conversion du nombre de clics obtenus en nombre d'inscriptions réelles	
		⇨ Assurer l'accessibilité au camp.	⇨ Analyser les obstacles financiers, physiques ou sociaux qui pourraient empêcher certains jeunes de participer au camp et trouver des solutions. ⇨ Travailler avec les partenaires du milieu tels que les écoles et le CIUSSS du quartier pour trouver ensemble des solutions permettant d'accroître l'accessibilité au camp. ⇨ Mettre en évidence notre politique de rabais social, d'accessibilité, de paiement ou de remboursement flexible dans tous nos supports de communication et de promotion relatifs au camp.	⇨ Données statistiques des rabais sociaux accordés par notre organisme aux familles défavorisées ⇨ Données statistiques relatives aux familles référencées par les écoles et le CIUSSS du quartier ⇨ Compte-rendu des efforts de concertation avec les organismes du milieu ⇨ Politique de paiement et de remboursement flexible	⇨ Un camp beaucoup plus accessible à un plus grand nombre de jeunes grâce à notre politique de paiement et remboursement flexible, aux rabais sociaux et aux efforts de concertation conjugués entre nous et nos partenaires du milieu ⇨ Une politique de remboursement conforme à la Loi sur la protection du consommateur ⇨ Une politique de paiement flexible et échelonnée	
		⇨ Intégrer les jeunes campeurs aux prises avec certaines limitations ou besoins spéciaux.	⇨ Analyser, comprendre et surtout répondre aux besoins spécifiques des jeunes aux prises avec certaines limitations physiques ou cognitives. ⇨ Embaucher des moniteurs de camp qualifiés afin de s'assurer d'une bonne prise en charge desdits jeunes.	⇨ Grille d'analyse des besoins ⇨ Définition des critères d'embauche du personnel qualifié en fonction des besoins spéciaux desdits jeunes	⇨ Une meilleure compréhension des besoins spéciaux des jeunes aux prises avec des limitations ⇨ Embauche d'un personnel qualifié capable de gérer les besoins spéciaux desdits jeunes ⇨ Une meilleure intégration et estime de soi desdits jeunes	

Camp de jour

Dossiers	Objectifs opérationnels	Moyens	Suivis/mesure	Résultats attendus	Réalisé
SÉCURITÉ	⇨ Offrir une formation en sécurité et procédures d'urgence à tous les moniteurs de camp.	⇨ Formation en encadrement de groupe en collaboration avec Prévention CDN-NDG ⇨ Formation en situation d'urgence en collaboration avec Prévention CDN-NDG ⇨ Formation en premiers soins RCR-DEA de niveau C qui est valide pour deux (2) ans. ⇨ Trousse de premiers soins et liste d'appel d'urgence obligatoires pour chaque moniteur accompagnant les jeunes campeurs	⇨ Liste de présence des employés à la formation en encadrement de groupe ⇨ Liste de présence des employés à la formation en situation d'urgence ⇨ Liste de présence des employés à la formation en premiers soins RCR-DEA de niveau C ⇨ Liste d'inventaire de la trousse de premiers soins et liste d'appel d'urgence	⇨ Un meilleur encadrement des jeunes campeurs par une équipe de moniteurs bien qualifiée ⇨ Une meilleure intervention auprès des jeunes en cas de situation d'urgence ⇨ Une meilleure utilisation des trousses de premiers soins par les moniteurs de camp ⇨ Une liste d'appel d'urgence actualisée et accessible ⇨ Une meilleure compréhension des moniteurs quant à leurs responsabilités et obligations relatives à la sécurité et au bien-être des jeunes campeurs	
	⇨ Mettre en place des procédures claires pour diverses situations d'urgence.	⇨ Mettre à la disposition des moniteurs des référentiels clarifiant les attentes de notre organisation ainsi que les actions ou mesures à prendre dans diverses situations d'urgence. ⇨ Intégrer lesdites procédures aux différentes formations offertes aux moniteurs de camp.	⇨ Référentiels sur les différents scénarios possibles en situation d'urgence ⇨ Référentiels sur les mesures ou actions à prendre en cas d'une telle ou telle autre situation d'urgence (pour les moniteurs)	⇨ Une meilleure compréhension des moniteurs pour ce qui est des attentes de notre organisme en cas de situation d'urgence ⇨ Une documentation actualisée de nos procédures d'urgence ⇨ Une augmentation du pouvoir d'action des moniteurs en cas de situations d'urgence	
	⇨ Sensibiliser et préparer les jeunes campeurs en cas de situations d'urgence.	⇨ Effectuer différentes simulations afin de préparer les jeunes à savoir quoi faire en cas de situation d'urgence. ⇨ Éduquer et rappeler régulièrement les jeunes campeurs les différentes consignes de sécurité à adopter en cas de situations d'urgence.	⇨ Horaires hebdomadaires ⇨ Référentiels sur les mesures ou actions à prendre en cas d'une telle ou telle autre situation d'urgence (pour les jeunes)	⇨ Une meilleure compréhension et respect des comportements sécuritaires par les jeunes campeurs ⇨ Une meilleure sécurité pour tous	

Camp de jour					
Dossiers	Objectifs opérationnels	Moyens	Suivis/mesure	Résultats attendus	Réalisé
CONCERTATION	⇨ Participer activement aux diverses rencontres de la Table de concertation des clubs de vacances de notre arrondissement. ⇨ Partager nos expériences, idées et savoir-faire avec nos partenaires du milieu.	⇨ S'assurer de la présence de notre coordonnatrice de camps aux diverses rencontres de la Table de concertation des clubs de vacances de l'arrondissement. ⇨ S'assurer également de la présence du responsable de camps lors des rencontres des coordonnateurs.	⇨ Suivi et supervision ⇨ Compte-rendu des réunions de la Table de concertation des clubs de vacances de l'arrondissement	⇨ Une meilleure représentation et visibilité de notre organisme sur différents comités en rapport avec les clubs de vacances ⇨ Un meilleur partage des expériences et savoir-faire avec nos partenaires du milieu	

Approuvé par le Conseil d'administration, le 27 février 2018.

Page | 5

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

2.4 Activités offertes dans le cadre du Programme/Projet

Activité*	Clientèle cible/ groupe d'âge	Nb de participants prévus	Durée Nb sem	Nb heure/sem	Coût/ participant
Activites de loisirs	5-12 ans	85	8	40	70/semaine
Activites physiques et sportives					
Art et culturel					
Activites scientifiques					
Activites recréotouristiques					
(SVP voir notre programmation-type)					

*Au besoin, vous pouvez joindre la programmation de l'organisme.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

2.5 Personnel et/ou bénévoles

Pour le Plan d'action/Projet	Total d'heures de bénévolat pour le Plan d'action/Projet	Nombre de personnes
Bénévoles (sauf le temps consacré aux réunions du C.A.)	0	0

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet

Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	Nbr de postes: Temps plein	Nbr de postes: Temps partiel	Tâches effectuées	Formation demandée et expérience recherchée exemple: 1er soins, bacc, DEC, etc.
Responsable	1		Le responsable du camp sportif forme, encadre et supervise l'ensemble du personnel et les bénévoles du camp. Il assure la sécurité, la qualité et le bon fonctionnement du camp. Dans le cadre de la programmation du camp, il planifie le programme d'activités général, les activités aquatiques et le calendrier du camp, il assure la qualité des programmes d'activités pour chaque groupe.	1er soins, expérience et/ou formation dans le domaine de l'animation sportive requise.
Moniteurs	7	2	Le moniteur de camp de jour encadre et anime un groupe de jeunes au sein du camp de jour Simonne- Monet géré par LSCDN-NDG. Il assure la sécurité, la discipline et le bien-être des jeunes en tout-temps. Dans le cadre de la programmation du camp, il planifie, organise et anime les activités de son groupe lors des jours réguliers.	1er soins, expérience et/ou formation dans le domaine de l'animation sportive requise.

2.6 Collaboration prévue pour le Plan d'action/Projet

Autre(s) organisme(s) associé(s), comité(s) et/ou table(s) de concertation

Nom de l'organisme,Table, etc.	Rôle ou contribution prévue	Personne(s) contactée(s)	Téléphone
Ecole Simonne-Monet			

3. Prévisions budgétaires

Votre budget doit être **équilibré**.

3.1 Pour l'ensemble des activités de l'organisme	Montant
Revenus	65 969 $
Dépenses	65 212 $
Surplus/déficit	757 $

3.2 Pour le Plan d'action/Projet

Donnez vos prévisions budgétaires pour la première année du (des) plan(s) d'action que vous soumettez.

A) Revenus		Montant
Contribution de la Ville de Montréal	Arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (pour le Plan d'action/Projet)	11 469 $
	Autres services de la Ville de Montréal	
Contributions du gouvernement provincial (précisez)		
Contributions du gouvernement fédéral (précisez)	Emploi Canada	6 500 $
Contributions d'autres sources (précisez)		
Revenus autonomes	Cotisations des membres	48 000 $
	Tarification des activités	
	Location d'installations et d'équipements	
	Activités d'autofinancement	
	Autres revenus	
	TOTAL DES REVENUS=	65 969 $

B) Dépenses		Nb d'heure	Taux horaire	Montant
Salaires et avantages sociaux	Coordination	379	16 $	7 188 $
	Animation	3138	12 $	38 780 $
	Intervention			
	Gestion et soutien administratif			
	Accueil			
	Soutien technique			
	Surveillance			
	Entretien			
	Autres			
Honoraires	Services professionnels			
Frais de location	Bâtiments			
	Équipements			
Frais d'entretien	Bâtiments			
	Équipements			
Frais de déplacement et transport				3 000 $
Matériel et fournitures				6 635 $
Dépenses d'activités (ex. frais d'entrées)				8 250 $
Autres dépenses				1 360 $
	TOTAL DES DÉPENSES =			65 212 $

5/8

4. Locaux, espaces et ressources matérielles (pour le Plan d'action/Projet)

4.1 Détermination des besoins

Les organismes peuvent bénéficier de locaux gratuits pour la réalisation du Plan d'action/Projet convenu, en fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'Arrondissement.

	Ensemble des activités de l'organisme	Plan d'action/ Projet
Nombre d'employés à temps complet (1820 heures par année)	7	
Nombres d'employés à temps partiel et occasionnels	2	
Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à la réalisation du plan d'action spécifique au Plan d'action/Projet		
Pourcentage d'heures consacrées aux autres activités reliées à la mission de l'organisme		

4.2 Ressources locatives (locaux, gymnase, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité

4.3 Ressources matérielles (tables, chaises, équipement sportif, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Engagement de l'organisme

Nous soussigné | Loisirs sportifs Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce |

Après avoir pris connaissance du Programme - Camp de jour Simonne-Monet
nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts, complets et conformes au registre de notre organisation. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif ou conseil municipal de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui y sont établies.

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet et nous nous engageons à remettre à la Ville, à l'échéance du Plan d'action/Projet, toute somme non engagée dans la réalisation des activités convenues avec la Ville dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet.

Signature Claudine Perreault
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande de soutien

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la demande de soutien | Date
Directrice générale, CLAUDINE PERREAULT | 27-févr-18

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

A. Documents obligatoires au moment de la demande financière

- ☑ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé
- ☑ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

B. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

- ☑ Copie du certificat d'assurances requis pour le Plan d'action/Projet
- ☐ Plan d'action modifié si requis

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés.

a) dans une enveloppe directement à l'attention de Demande de soutien financier
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS)
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie bureau 400
Montréal (Québec) H3X 2H9

ou

b) numérisés et envoyés par courriel à: manon.leveille@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que :

Les renseignements demandés doivent être inscrits sur le formulaire ;

Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme Camp de jour Simonne-Monet seront automatiquement retournés à l'organisme.

Pour tous renseignements, veuillez contacter votre agent de développement attitré.

7/8

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Extrait authentique du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de

Nom légal de l'organisme
Loisirs sportifs Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Tenue le jour/date/mois/année (ex. mercredi 3 avril 2016)
Mardi 27 février 2018

Lieu et heure
Centre sportif Côte-des-Neiges (17h00-19h00)

No de résolution (si applicable)

Attendu que la corporation désire signer une convention dans le cadre du Programme: Camp de jour Simonne-Monet avec la Ville de Montréal, Division de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Claudine Perreault à représenter la Corporation et à signer tous documents nécessaires aux fins du dossier de la convention avec la Ville de Montréal.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Claudine Perreault à signer tous documents liés aux affaires courantes de l'organisme cité.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Claudine Perreault à signer tous documents liés aux documents liés aux affaires bancaires de l'organisme cité.

Président	**Secrétaire**
David Mahoney	Louis-Philippe Caron
Nom en lettres moulées	Nom en lettres moulées
Signature	Signature
27-févr-18	27-févr-18
Date	Date

8/8

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autoriation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
École Simonne-Monet (Entente locale convenue avec la Commission scolaire de Montréal CSDM)	3850, avenue Dupuis, Montréal (Québec) H3T 1E5	Gymnase Local	27 juin 2018	10 août 2018	Lundi au vendredi	7h à 18h

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité
s/o		

ANNEXE 3
NORMES DE VISIBILITÉ

Non applicable

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

NOM DE L'ORGANISME: **Loisirs sportifs Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce (Camp de jour Simonne-Monet)**

ADRESSE: **4880, avenue Van Horne, Montréal (QC) H3W 1J3**

NOM DE LA PERSONNE AUTORISÉE: **Claudine Perreault**

NUMÉRO DE TÉLÉPHONE: **514-342-9988 poste 224**

GDD#: **1187772002**

Chef de section : **Mario L.** **Agent de développement :** Panagiota Papadakis

Volet	Nombre de mois	Contribution mensuelle	Contribution annuelle	Nombre des versements	Date du 1er versement	Montant du 1er vers.	Date du 2e versement	Montant du 2e vers.
CAMPS DE JOUR								
année:								
2018	12	955,71 $	11 468,56 $	1	15-mai-18	11 468,56 $		
Sous total			11 468,56 $					

Total 2018	**11 468,56 $**

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA04 17044, article 5 :

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **WESTHAVEN-ELMHURST COMMUNITY RECREATION ORGANISATION**, personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 7405, avenue Harley, Montréal (Québec) H4B 1L5, agissant et représentée par Madame Taharima Habib, coordonnatrice, dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription TPS : s/o
N° d'inscription TVQ : s/o
Numéro d'organisme de charité : s/o

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de de promouvoir des programmes et activités relatifs aux loisirs et activités sociales, culturelles et éducatives, au bénéfice de la population de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme camp de jour pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme de camp de jour**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 «**Responsable**» : le (la) Directeur (trice) de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.10 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.11 « **Unité administrative** » : l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de vingt mille dollars (20 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 INSTALLATIONS

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 novembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité joints, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, au plus tard dix (10) jours ouvrables après le début du trimestre un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 RESPONSABILITÉ

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 7405, avenue Harley, Montréal (Québec) H4B 1L5, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Coordonnatrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6^{e} étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

WESTHAVEN-ELMHURST COMMUNITY RECREATION ORGANISATION

Par : _____
Taharima Habib, coordonnatrice

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, le e jour de …… 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Date de réception de la demande

Formulaire de demande de soutien financier

Programme: Camp de jour
Année : 2018

1. Identification de l'organisme

Nom légal de l'organisme
Westhaven-Elmhurst Community Recreation Organisation

No d'enregistrement REQ: 1143202613
Date d'incorporation: 1995-03-03

Adresse (no civique, rue, ville, province, code postal)
7405 avenue Harley, Montreal, QC, H4B 1L5

Représentant désigné: Taharima Habib
Titre: Coordonnatrice

Numéro de téléphone: 514-872-6134
Adresse courriel: westhavenrecreation@gmail.com

Site internet
http://www.westhavenrecreation.org

Mission de l'organisme, tel qu'inscrite dans vos lettres patentes (maximum 5 lignes)
To aid the localcommunity in having their social and recreational needs met by: 1) establishing programs that correspond to the community's demographics and provide information on those services and activities available. 2) Uniting the community around common issues and concerns. 3) Working in partnership with community and health organizations, as well as all levels of the government. 4) Helping to maintain the quality of service provided.

Décrivez brièvement la raison de la demande de soutien
To be able to offer affordable recreational activities to children ages 6 to 12 in the borough of Côte-des-Neiges and Notre-Dame-de-Grâce during the summer time. This grant will allow us to plan activities that will stimulate intellectual curiosity and promote physical exercise.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

2. Description du Plan d'action/Projet

Date de début	Date de fin
25 juin 2018	10 août 2018

2.1 Objectif général du Programme

Offrir en priorité des activités de loisir aux jeunes de 6 à 12 ans de l'arrondissement de CDN- NDG pendant la saison estivale

2.2 Objectifs spécifiques du Programme

Permettre aux jeunes d'explorer et d'être initiés à des activités de loisir physiques et sportives, récréatives, récréotouristiques, culturelles, scientifiques et de plein air.

Permettre aux jeunes de découvrir les différents attraits et ressources de l'arrondissement ainsi que les diverses installations récréotouristiques de la région de Montréal.

2.3 Objectifs opérationnels du Plan d'action/Projet (avec indicateurs)	Moyen/Ressources	Suivi de gestion/ Outils de mesure	Résultats attendus
1) Increase the number of campers	Contact last years campers, promote camp program through the city's grape vine, through other community organisations, on our social media, on our website, in neighborhood school and talk to parents during the year-long programs, during spring break and the Open House	Flyers produced, write up blurbs for online posts, compile all the registrations and write up an end-of-camp report	Get 95 kids aged 6-12
2) Provide a secure space for the campers	Require all camp counsellors and staff to go through safety/security training given by Tandem, make sure that all staff members are First Aid class C certified	Mandatory 5-day training for all the staff working during camp, during which we have safety and security training, along with interventional training from Equitas, NoHateSpeechMontreal.	The campers are in a safe and secure environment and the staff is responsive to all situations.
3) Develop new leisure activities that also stimulate learning	Plan 2 new activities and affordable outtings by using the partnerships built with other community organizations in Montreal. Collaboration with other camps to benefit from their plans too.	Ask the kids about activities and programs during the year and incorporate their insight into camp planning. Develop theme-based activities per week to get the kids excited and engaged.	Find about 2 new activities per week for the 7 weeks. Bring two new activities that can be done by the entire camp.

4) Promote the year-long programs that the kids can participate in during camp	Talk to parents, hand out flyers on their way home, and send newly registered families newsletters every few weeks with updates.	Rely on statistics of participation from reports of previous year's programs that might interest the kids and parents	Increase in numbers of kids attending year-long programs such as the afterschool program.

2.4 Activités offertes dans le cadre du Programme/Projet

Activité*	Clientèle cible/ groupe d'âge	Nb de participants prévus	Durée Nb sem	Nb heure/sem	Coût/ participant
Summer Camp	6 à 12	90	7	35	315
Extended hours - Morning + Evening	6 à 12	5	7	15	230
Extended hours - Evenings	6 à 12	6	7	5	130

*Au besoin, vous pouvez joindre la programmation de l'organisme.

2.5 Personnel et/ou bénévoles

Pour le Plan d'action/Projet	Total d'heures de bénévolat pour le Plan d'action/Projet	Nombre de personnes
Bénévoles (sauf le temps consacré aux réunions du C.A.)		

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet

Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	Nbr de postes		Tâches effectuées	Formation demandée et expérience recherchée exemple: 1er soins, bacc, DEC, etc.
	Temps plein	Temps partiel		
Coordinator	x		Coordinate the activities, oversee the staff and the campers	1st aid, DEC
Counsellor	x		Assure the safety of the campers and organize activities	1st aid, DEC
Counsellor	x		Assure the safety of the campers and organize activities	1st aid, DEC
Counsellor	x		Assure the safety of the campers and organize activities	1st aid, DEC
Counsellor	x		Assure the safety of the campers and organize activities	1st aid, DEC
Counsellor	x		Assure the safety of the campers and organize activities	1st aid, DEC

2.6 Collaboration prévue pour le Plan d'action/Projet

Autre(s) organisme(s) associé(s), comité(s) et/ou table(s) de concertation

Nom de l'organisme,Table, etc.	Rôle ou contribution prévue	Personne(s) contactée(s)	Téléphone
Table de Camp de Jour	advisory, community events	Agnes Por	514-872-1765
Comité jeunesse	first aid kits donations, equipment rentals	Simeon Pompey	514-872-6055
Centre communautaire St-Raymond	event organizing	Simeon Pompey	514-872-1765
PDQ 11	event organizing	Ann-Nathalie Côté	514-280-0411
Tandem/Prévention CDN-NDG	training, workshops	Joseph	514-736-2732
CLSC/Batshaw	grants for neighbourhood youth	Social worker	

3. Prévisions budgétaires

Votre budget doit être **équilibré**.

3.1 Pour l'ensemble des activités de l'organisme	Montant
Revenus	142 598 $
Dépenses	121 671 $
Surplus/déficit	20 927 $

1187772002
Westhaven-Elmhurst Community Recreation Organisation

Initiales _____

Initiales _____

3.2 Pour le Plan d'action/Projet

Donnez vos prévisions budgétaires pour la première année du (des) plan(s) d'action que vous soumettez.

A) Revenus		**Montant**
Contribution de la Ville de Montréal	Arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (pour le Plan d'action/Projet)	20 000 $
	Autres services de la Ville de Montréal	
Contributions du gouvernement provincial (précisez)		
Contributions du gouvernement fédéral (précisez)	Canada Summer Jobs Grant (potential: requested for 6, budgeted for 4)	16 800 $
Contributions d'autres sources (précisez)		
Revenus autonomes	Cotisations des membres	
	Tarification des activités	28 350 $
	Location d'installations et d'équipements	
	Activités d'autofinancement	2 000 $
	Autres revenus	
	TOTAL DES REVENUS=	67 150 $

B) Dépenses		**Nb d'heure**	**Taux horaire**	**Montant**
Salaires et avantages sociaux	Coordination	250	17,00 $	4 250 $
	Animation	1920	12,00 $	23 040 $
	Honorarium			4 800 $
	Gestion et soutien administratif			
	Accueil			
	Soutien technique			
	Surveillance			
	Entretien			
	Autres			
Honoraires	Services professionnels			
Frais de location	Bâtiments			
	Équipements			
Frais d'entretien	Bâtiments			
	Équipements			
Frais de déplacement et transport				2 000 $
Matériel et fournitures				2 000 $
Dépenses d'activités (ex. frais d'entrées)				9 500 $
Autres dépenses				4 900 $
	TOTAL DES DÉPENSES =			50 490 $

4. Locaux, espaces et ressources matérielles (pour le Plan d'action/Projet)

4.1 Détermination des besoins

Les organismes peuvent bénéficier de locaux gratuits pour la réalisation du Plan d'action/Projet convenu, en fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'Arrondissement.

	Ensemble des activités de l'organisme	Plan d'action/ Projet
Nombre d'employés à temps complet (1820 heures par année)	1	13
Nombres d'employés à temps partiel et occasionnels	4	0
Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à la réalisation du plan d'action spécifique au Plan d'action/Projet	[redacted]	100
Pourcentage d'heures consacrées aux autres activités reliées à la mission de l'organisme	100	

4.2 Ressources locatives (locaux, gymnase, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité
Rooms	4
Gym	1
Office	1
Kitchen	1

4.3 Ressources matérielles (tables, chaises, équipement sportif, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité
Tables	10
Chairs	100
Laptops	3
Desktop Computers	6
Sports Equipment	50-70
Office furniture	5
Refrigerator	1
Audiovisual Equipment	1
Storage Equipment	10
Benches	2

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Engagement de l'organisme

Nous soussigné Westhaven-Elmhurst Community Recreation Organisation

Après avoir pris connaissance du Programme - Camp de jour
nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts, complets et conformes au registre de notre organisation. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif ou conseil municipal de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui y sont établies.

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet et nous nous engageons à remettre à la Ville, à l'échéance du Plan d'action/Projet, toute somme non engagée dans la réalisation des activités convenues avec la Ville dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet.

Signature _____
Représentant dédigné par l'organisme pour la présente demande de soutien

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la demande de soutien
Taharima Habib - Coordinator

Date
13/02/2018

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

A. Documents obligatoires au moment de la demande financière

- ☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé
- ☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

B. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

- ☐ Copie du certificat d'assurances requis pour le Plan d'action/Projet
- ☐ Plan d'action modifié si requis

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés.

a) dans une enveloppe directement à l'attention de
Demande de soutien financier
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS)
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie bureau 400
Montréal (Québec) H3X 2H9

ou

b) numérisés et envoyés par courriel à: manon.leveille@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que:

Les renseignements demandés doivent être inscrits sur le formulaire ;

Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme Camp de jour seront automatiquement retournés à l'organisme.

Pour tous renseignements, veuillez contacter votre agent de développement attitré.

1187772002
Westhaven-Elmhurst Community Recreation Organisation

Initiales _____

Initiales _____

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Extrait authentique du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de

Nom légal de l'organisme
Westhaven-Elmhurst Community Recreation Organisation

Tenue le jour/date/mois/année (ex. mercredi 3 avril 2016)
Wednesday February 21st, 2018

Lieu et heure
Westhaven at 6:30PM

No de résolution (si applicable)

Attendu que la corporation désire signer une convention dans le cadre
du Programme: Camp de jour
avec la Ville de Montréal, Division de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Taharima Habib à représenter la Corporation et à signer tous documents nécessaires aux fins du dossier de la convention avec la Ville de Montréal.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Taharima Habib à signer tous documents liés aux affaires courantes de l'organisme cité.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Taharima Habib à signer tous documents liés aux affaires bancaires de l'organisme cité.

Président	**Secrétaire**
Emmerika Alexander	Desirée Bernard
Nom en lettres moulées	Nom en lettres moulées
Signature	Signature
01-Mar-18	01-Mar-18
Date	Date

9/9

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autoriation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Centre Westhaven	7405, rue Harley Montréal (Québec) H4B 1L5	Centre au complet	Installation déjà incluse dans la convention de loisirs intervenue avec l'organisme pour la période de janvier 2017 à décembre 2018. CA17 170011 – 16 janvier 2017.			

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité
s/o		

ANNEXE 3
NORMES DE VISIBILITÉ

Non applicable

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

NOM DE L'ORGANISME: **Westhaven Elmhurst Community Recreation Association**

ADRESSE: **7405, avenue Harley, Montréal (QC) H4B 1L5**

NOM DE LA PERSONNE AUTORISÉE: **Anita Quitana**

NUMÉRO DE TÉLÉPHONE: **514-872-6134**

GDD#: **1187772002**

Chef de section : **April Léger** **Agent de développement :** Geneviève Bienvenu

Volet	Nombre de mois	Contribution mensuelle	Contribution annuelle	Nombre des versements	Date du 1er versement	Montant du 1er vers.	Date du 2e versement	Montant du 2e vers.
CAMPS DE JOUR								
année:								
2018	12	1 666,67 $	20 000,00 $	1	15-mai-18	20 000,00 $		
Sous total			20 000,00 $					

Total 2018	**20 000,00 $**

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA04 17044, article 5 :

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LOISIRS SOLEIL INC.**, personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 2994, chemin Bedford, Montréal (Québec) H3S 1G6, agissant et représentée par Madame Diane Lauzon, présidente, dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription TPS : s/o
N° d'inscription TVQ : s/o
Numéro d'organisme de charité : s/o

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de de promouvoir des programmes et activités relatifs aux loisirs et activités sociales, culturelles et éducatives, au bénéfice de la population de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme camp de jour pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme de camp de jour**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 «**Responsable**» : le (la) Directeur (trice) de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.10 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.11 « **Unité administrative** » : l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de vingt-cinq mille dollars (25 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 INSTALLATIONS

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DU PROJET

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 novembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité joints, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, au plus tard dix (10) jours ouvrables après le début du trimestre un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.6 **AUTORISATIONS ET PERMIS**

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 RESPONSABILITÉ

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2994, chemin Bedford, Montréal (Québec) H3S 1G6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Présidente. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6^{e} étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

LOISIRS SOLEIL INC.

Par : _____
Diane Lauzon, présidente

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, le e jour de …….. 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Date de réception de la demande

Formulaire de demande de soutien financier

Programme: Camp de jour
Année : 2018

1. Identification de l'organisme

Nom légal de l'organisme
LOISIRS SOLEIL INC.

No d'enregistrement REQ
2430-8876

Date d'incorporation
1987-03-20

Adresse (no civique, rue, ville, province, code postal)
2994 CHEMIN BEDFORD, MONTRÉAL, H3S-1G6

Représentant désigné
DIANE LAUZON

Titre
PRÉSIDENTE

Numéro de téléphone
514-738-1924

Adresse courriel
diane_lauzon@hotmail.com

Site internet

Mission de l'organisme, tel qu'inscrite dans vos lettres patentes (maximum 5 lignes)
Promouvoir des programmes d'activités relatifs aux loisirs et aux activités sociales, culturelles,éducatives au bénéfice de la population et en particulier celle du quartier Côte des Neiges de Montréal. De créer des facilités et améliorer celles qui existent déjà afin de répondre aux besoins des résidents du quartier, relatifs aux loisirs ... d'encourager la participation des citoyens en ce qui concerne les programmes et activités ci-dessus mentionnés . Recevoir des dons, legs et autres contributions de même nature en argent, en valeurs mobilières ou immobilières...administrer de tels dons et organiser des campagnes de souscriptions dans le but de recueillir des fonds pour des fins charitables.

Décrivez brièvement la raison de la demande de soutien
Nous voulons soutenir les familles à faibles revenus du quartier Côte des Neiges référés par les intervenants des écoles , du CLSC . Ces familles souvent monoparentales à faible revenu et certaines nouvellement arrivées ne pourraient pas offrir un camp de jour à leurs enfants sans votre aide. Le prix demandé, même s'il est modique, est quand même trop élevé pour leur capacité à payer. Plus de 40% des enfants inscrits au camp sont subventionnés par le CLSC, le Conseil des Eglises et Mini Prix pour un montant approximatif de 10500$ inclus dans les frais de participation au camp.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

2. Description du Plan d'action/Projet

Date de début	Date de fin
2018-06-27	17-août-18

2.1 Objectif général du Programme

Offrir en priorité des activités de loisir aux jeunes de 6 à 12 ans de l'arrondissement de CDN- NDG pendant la saison estivale. Nous planifions un projet pilote pour 15 enfants de 13 ans afin de se faire une banque d'aide moniteurs dans le futur

2.2 Objectifs spécifiques du Programme

Permettre aux jeunes d'explorer et d'être initiés à des activités de loisir physiques et sportives, récréatives, récréotouristiques, culturelles, scientifiques et de plein air.

Permettre aux jeunes de découvrir les différents attraits et ressources de l'arrondissement ainsi que les diverses installations récréotouristiques de la région de Montréal.

2.3 Objectifs opérationnels du Plan d'action/Projet (avec indicateurs)	Moyen/Ressources	Suivi de gestion/ Outils de mesure	Résultats attendus
Offrir une variété d'activités: artistiques, culturelles, sportives, touristiques et scientifiques aux enfants de 6-12 ans du quartier CDN pour lesquels les services de gardes sont fermés pendant la saison estivale	Nous offrons un camp de jour de 7 semaines consécutives de 9hà15h30 du lundi au jeudi et de 9h à 13h les vendredis soit un camp de 30h00 semaine et s'ajoute au besoin le service d'accueil prolongé	Le coordonnateur assure la gestion des activités. Accompagné du CA ,nous assurons l'inscription, le suivi des fréquentations On procède à la vérification des qualifications et à l'embauche du personnel, à sa formation et à son évaluation. Nous complétons tous les rapports demandés. Nous effectuons un suivi comptable.	Nous inscrivons 165 enfants de 6 à 12 ans pour une période de 7 semaines pour toutes nos activités de loisirs. Nous embauchons 15 personnes, 11 aide moniteurs

1187772002
Loisirs Soleil inc.

Initiales _____

Initiales _____

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

2.4 Activités offertes dans le cadre du Programme/Projet

Activité*	Clientèle cible/ groupe d'âge	Nb de participants prévus	Durée Nb sem	Nb heure/sem	Coût/ participant
sport et loisirs	6- 12 ans	165 enf	7 sem	30hrs	240/enf
coût 240$/enfant pour l'été et 20$ rabais p					220/enf
accueil prolongé	6-12 ans	40 enf	7 sem	25hrs	210$/pour l'ét
Rally au Vieux Port					
Biodôme Jardin Botanique Insectarium					
Cinéma (6-7 vendredi)					
Bowling Mini Putt					
Aquadôme					
Zoo de Granby					
La Ronde Cachalot					
Écho Quartier					
Maison de la Culture CDN					
Musée A&A					
piscine Benny- Van Horne-Kent					
Parc Jarry. Mont Royal,Jean Drapeau					
Théâtre La Roulotte					
Tennis Kent					
Pateaugeoire Kent etJarry					
Rallye au Vieux Port					
Tournois de Basket ball- soccer					
Centre des Sciences et Imax					
Spectacle de fin d'été					
Sleep Over					
activités récréatives, sportives et					
scientifiques					

*Au besoin, vous pouvez joindre la programmation de l'organisme.

2.5 Personnel et/ou bénévoles

Pour le Plan d'action/Projet	Total d'heures de bénévolat pour le Plan d'action/Projet	Nombre de personnes
Bénévoles (sauf le temps consacré aux réunions du C.A.)	300	4

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet

Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	Nbr de postes		Tâches effectuées	Formation demandée et expérience recherchée exemple: 1er soins, bacc, DEC, etc.
	Temps plein	Temps partiel		
coordonnateur	1		Gestion du personnel et du plan d'action et activités	RCR DEA Bacc domaine
animateur	12		animer les enfants par des activités diversifiées , assurer la s	RCR DEA DAFA, DEC
aide moniteur	11		assister l'animateur	etudiant au secondaire
accompagnateur	1		accompagner un jeune ayant une particularité	Éducation spécialisée
accueil		2	animer les enfants par des activités diversifiées , assurer la s	RCR DEA technique de SD
			avant et après les heures du camp	expérience en loisirs.

2.6 Collaboration prévue pour le Plan d'action/Projet

Autre(s) organisme(s) associé(s), comité(s) et/ou table(s) de concertation

Nom de l'organisme,Table, etc.	Rôle ou contribution prévue	Personne(s) contactée(s)	Téléphone
Comité Jeunesse Notre Dame de Grâc	Soutien aux organismes	Sherryl G	514-872-6055
Comité Jeunesse Notre Dame de Grâc	comptabilité (paye)	Christine Venne	514-872-4167
Ville de Montréal	AGENT DE DÉVELOPPEMENT	Stéphane Livernoche	514-872-5014
Ville de Montréal	Animateur en Loisirs NDG CDN	Michael Hill	514-872-1627

3. Prévisions budgétaires

Votre budget doit être **équilibré**.

3.1 Pour l'ensemble des activités de l'organisme	Montant
Revenus estimé 2018 plu le fond de démarage	122 158 $
Dépenses estimées pour 2018	98 591 $
Surplus/déficit	23 567 $

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

3.2 Pour le Plan d'action/Projet

Donnez vos prévisions budgétaires pour la première année du (des) plan(s) d'action que vous soumettez.

A) Revenus		Montant
Contribution de la Ville de Montréal	Arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (pour le Plan d'action/Projet)	25 000 $
	Autres services de la Ville de Montréal	
Contributions du gouvernement provincial (précisez)		
Contributions du gouvernement fédéral (précisez)	Placement Carrière Été2018	13 000 $
Contributions d'autres sources (précisez)	CLSC	4 400 $
	Conseil des Églises	5 000 $
	Alter Go sport et Loisirs	2 500 $
Revenus autonomes	Cotisations des membres (incluant le projet Recrue 13 ans	39 650 $
	Tarification des activités	
	Location d'installations et d'équipements	
	Activités d'autofinancement	
	solde bancaire 31 dec. 2017 32958,47	32 958 $
	TOTAL DES REVENUS=	122 508 $

B) Dépenses		Nb d'heure	Taux horaire	Montant
Salaires et avantages sociaux	Coordination	300	15 $	4 500 $
	Animation	3240	13 $	42 120 $
	Intervention accompagnateur	210	13 $	2 730 $
	Gestion et soutien administratif			
	Accueil responsable	175	15 $	2 625 $
	Soutien technique			
	Surveillance accueil	140	13 $	1 820 $
	Entretien			
	frais de l'employeur 16,287%			8 762 $
Honoraires	Services professionnels			
Frais de location	Bâtiments			
	Équipements			
Frais d'entretien	Bâtiments			
	Équipements			
Frais de déplacement et transport				3 600 $
Matériel et fournitures				1 400 $
Dépenses d'activités (ex. frais d'entrées)				20 000 $
Autres dépenses RCR,Tshirt,Assurance Bénévole, administration				11 034 $
	TOTAL DES DÉPENSES =			98 591 $

4. Locaux, espaces et ressources matérielles (pour le Plan d'action/Projet)

4.1 Détermination des besoins

Les organismes peuvent bénéficier de locaux gratuits pour la réalisation du Plan d'action/Projet convenu, en fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'Arrondissement.

	Ensemble des activités de l'organisme	Plan d'action/ Projet
Nombre d'employés à temps complet (1820 heures par année)		
Nombres d'employés à temps partiel et occasionnels	16	camp de jour
Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à la réalisation du plan d'action spécifique au Plan d'action/Projet	20%	
Pourcentage d'heures consacrées aux autres activités reliées à la mission de l'organisme	80%	

4.2 Ressources locatives (locaux, gymnase, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité
Gymnase de l'école St Pascal Baylon	1
Couloir- toilette- le bureau et la cour de récréation	1
Local 601-2 au 6767 Côte des Neiges les lundis et mercredis 9H30 À 12H00	2
En cas de pluie locaux selon la disponibilité au 6767 Côte des Neiges	1à2
Estrade - système de son	1

4.3 Ressources matérielles (tables, chaises, équipement sportif, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité
tables à dîner avec banc intégré	2
frigo	1
Chaises pour le spectacle (selon la disponibilité)	160
Etagère dans le couloir pour ranger le matériel d'art et de jeux	1
2 grandes poubelles intérieures et une pour l'extérieur	3
bac de recyclage	1
buts pour les jeux intérieurs au gymnase.	2
bancs dans le gymnase	quatre (4)
ligne téléphonique ou le cellulaire 514-872-6000	1
1 table dans le bureau	1

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Engagement de l'organisme

Nous soussigné LOISIRS SOLEIL INC.

Après avoir pris connaissance du Programme - Camp de jour
nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts, complets et conformes au registre de notre organisation. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif ou conseil municipal de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui y sont établies.

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet et nous nous engageons à remettre à la Ville, à l'échéance du Plan d'action/Projet, toute somme non engagée dans la réalisation des activités convenues avec la Ville dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet.

Signature Diane Lauzon

Représentant dédigné par l'organisme pour la présente demande de soutien

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la demande de soutien
Diane Lauzon Présidente

Date
08-févr-18

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

A. Documents obligatoires au moment de la demande financière

- ☑ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé
- ☑ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

B. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

- ☐ Copie du certificat d'assurances requis pour le Plan d'action/Projet
- ☐ Plan d'action modifié si requis

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés.

a) dans une enveloppe directement à l'attention de

Demande de soutien financier
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS)
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie bureau 400
Montréal (Québec) H3X 2H9

ou

b) numérisés et envoyés par courriel à: manon.leveille@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que:

Les renseignements demandés doivent être inscrits sur le formulaire ;

Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme Camp de jour seront automatiquement retournés à l'organisme.

Pour tous renseignements, veuillez contacter votre agent de développement attitré.

7/8

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Extrait authentique du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de

Nom légal de l'organisme
LOISIRS SOLEIL INC.

Tenue le jour/date/mois/année (ex. mercredi 3 avril 2016) 20-janv-18 Lieu et heure 15 h au 6767 Côte-des-Neiges, local 601-3

No de résolution (si applicable)

Attendu que la corporation désire signer une convention dans le cadre
du Programme: Camp de jour
avec la Ville de Montréal, Division de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Diane Lauzon Présidente à représenter la Corporation et à signer tous documents nécessaires aux fins du dossier de la convention avec la Ville de Montréal.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Diane Lauzon Présidente à signer tous documents liés aux affaires courantes de l'organisme cité.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme Diane Lauzon Présidente et Marise Chérilus à signer tous documents liés aux documents liés aux affaires bancaires de l'organisme cité.

Président	**Secrétaire**
Diane Lauzon Nom en lettres moulées	Aline Ducolombier Nom en lettres moulées
Diane Lauzon Signature	 Signature
08-févr-18 Date	08-févr-18 Date

8/8

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autoriation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
École St-Pascal-Baylon (Entente locale convenue avec la Commission scolaire de Montréal CSDM)	6320 ch. De la Côte-des-Neiges, Montréal, (Québec) H3S 2A4	Gymnase Bureau ville Espace corridor	27 juin 2018	17 août 2018	Lundi au vendredi	6h45 à 18h30

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité
s/o		

ANNEXE 3
NORMES DE VISIBILITÉ

Non applicable

Annexe 4

NOM DE L'ORGANISME:	**Loisirs Soleil inc.**
ADRESSE:	**2994, avenue Bedford, Montréal (Qc) H3S 1G6**
NOM DE LA PERSONNE AUTORISÉE:	**Diane Lauzon**
NUMÉRO DE TÉLÉPHONE:	**514-738-1924**
GDD#:	**1187772002**

Chef de section : **April Léger** **Agent de développement :** **Stéphane Livernoche**

Volet	Nombre de mois	Contribution mensuelle	Contribution annuelle	Nombre des versements	Date du 1er versement	Montant du 1er vers.	Date du 2e versement	Montant du 2e vers.
CAMPS DE JOUR								
année:								
2018	12	2 083,33 $	25 000,00 $	1	15-mai-18	25 000,00 $		
Sous total			25 000,00 $					

Total 2018	**25 000,00 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1187772002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Autoriser la signature de douze (12) conventions de contribution financière avec neuf (9) organismes pour la réalisation de camps de jour pour la période estivale 2018 et octroyer des contributions financières totalisant une somme de 258 301,93 $, incluant toutes les taxes, si applicables.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1187772002 Certification de fonds_Camps d'été.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Muy-Heak TANG TONGSOMSONG
Agente de gestion des ressources financières et matérielles
Tél : 514 868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-03

Geneviève REEVES
Directrice par intérim

Tél : 514 868-4358
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.09

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1181247004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 70 000 $, incluant toutes les taxes si applicables, à Prévention Côte-Des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour la réalisation des activités du projet « Travail de rue à Côte-des-Neiges » dans le cadre du programme de prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue et à la violence - Année 2018. Approuver le projet de convention à cet effet.

Il est recommandé:
D'accorder une contribution financière de 70 000 $ incluant toutes les taxes si applicables à Prévention Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour la réalisation des activités du projet «Travail de rue secteur Darlington» dans le cadre du programme de prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue et à la violence - Année 2018. Approuver le projet de convention à cet effet. .

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-03 16:13

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1181247004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 70 000 $, incluant toutes les taxes si applicables, à Prévention Côte-Des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour la réalisation des activités du projet « Travail de rue à Côte-des-Neiges » dans le cadre du programme de prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue et à la violence - Année 2018. Approuver le projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal accorde un budget de soutien financier annuel de 70 000$, toutes taxes comprises si applicables, à chacun des huit arrondissements ciblés par le dossier prioritaire de la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue et à la violence. Ces arrondissements sont Ahuntsic/Cartierville, Côte-Des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Lasalle, Mercier/Hochelaga-Maisonneuve, Montréal-Nord, Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles, Sud-Ouest et Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension.
Les arrondissements ciblés déterminent la répartition de la somme qui leur est accordée en fonction des besoins rencontrés sur leurs territoires respectifs. À l'arrondissement de Côte-Des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce ce budget est octroyé annuellement depuis 2006 à l'organisme Prévention Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour le projet *Travailleur de rue secteur Darlington.*

Pour l'année 2018, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) recommande d'octroyer le budget de 70 000$ à l'organisme Prévention Côte-Des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce afin de poursuivre les activités du pro
jet qui se nomme maintenant *Travail de rue à Côte-des-Neiges* auprès des jeunes en difficulté, jusqu'au 31 décembre 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 170165 - lundi 5 juin 2017
Autoriser la signature d'une convention de contribution financière à intervenir entre l'arrondissement et Prévention Côte-Des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (fiduciaire de la Table jeunesse Côte-des-Neiges) pour la réalisation de l'intervention de soutien dans le cadre du dossier municipal de prévention à l'adhésion des jeunes aux gangs de rue pour l'année 2017 et autoriser l'octroi d'une contribution financière non récurrente de 70 000 $, incluant toutes les taxes applicables.

DESCRIPTION

Nom de l'organisme: Prévention Côte-Des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Nom du projet : Travail de rue à Côte-des-Neiges

Brève description du projet : Ce projet est reconduit pour une douzième année consécutive. Il vise à rejoindre la population adolescente et les jeunes adultes du quartier Côte-des-Neiges qui vivent des situations problématiques majeures. Par le biais du travail de rue, l'organisme établit et maintient des liens d'entraide entre ces jeunes et des personnes adultes significatives. Il cherche aussi à faciliter l'accessibilité aux ressources institutionnelles et communautaires pour les jeunes qui ne sont pas rejoints par celles-ci et qui sont donc marginalisés.

Cette année, l'organisme compte augmenter le nombre d'interventions en direction des jeunes et de leurs parents pour les orienter vers les organismes adéquats en fonction de leurs besoins. Pour ce faire, la travailleuse de rue interviendra en plus étroite collaboration avec les écoles secondaires (La Voie et Collège Notre-Dame).

En collaboration avec le Carrefour Jeunesse Emploi de CDN, des ateliers seront proposés aux étudiants de 6e année et de secondaire 5 afin de mieux les préparer aux changements auxquels ils vont faire face et de leur permettre de développer des habiletés qui les aideront à mieux traverser ces périodes de transition.

Montant de la contribution financière: 70 000 $, toutes taxes comprises si applicables.

JUSTIFICATION

Prévenir l'adhésion des jeunes aux gangs de rue par l'approche du travail de rue permet de rejoindre les jeunes en rupture avec leur famille et les institutions locales. La mobilité de la travailleuse de rue permet non seulement une présence sécuritaire, mais également des services d'écoute, d'orientation, et même d'accompagnement qui contribue grandement à réduire les risques de délinquance. Compte tenu de l'expertise développée par l'organisme Prévention Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, du rapport d'évaluation du projet réalisé en 2018 et du besoin constaté sur le territoire de travailler et d'assurer une présence continue auprès de cette clientèle spécifique du quartier, il est justifié d'accorder la subvention de 70 000$, toutes taxes comprises si applicables..
Le projet présenté est en lien avec les priorités de l'arrondissement en matière d'intervention jeunesse. Il est aussi retenu comme prioritaire par la Table de concertation jeunesse de Côte-des-Neiges et par le comité de vigie du poste de quartier (PDQ) 26.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget de 70 000 $, toutes taxes comprises si applicables, pour le projet «Travail de rue à Côte-des-Neiges», est prévu au budget du Service de la diversité sociale et des sports de la Ville de Montréal.
Cette contribution financière demeure non récurrente.

AF - Général - Ville de Montréal - Budget régulier - Gangs de rue - Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - Développement social Contribution à d'autres organismes - Autres organismes - Prévention	**Prévention Côte-des-Neies--Notre-Dame-de-Grâce**
2101-0010000-111227-05803-61900-016491-0000-001397	**70 000 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces projets s'inscrivent dans l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Augmentation de la sécurité des lieux publics.
Augmentation du sentiment de sécurité de la population générale.
Meilleure autonomie des jeunes dans leur processus de développement.
Création de liens entre les jeunes et les intervenants et aussi entre les jeunes eux-mêmes.
Jouer un rôle d'observateurs et de vigie quant aux mouvements dans le quartier, les alliances entre les groupes, la mouvance des jeunes et les dangers potentiels.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'échéancier du projet s'étend jusqu'au 31 décembre 2018. Le projet fera l'objet de suivi de la part de l'arrondissement et 33de l'organisme promoteur.
Une visite est prévue à la mi-étape et un rapport final est attendu pour le 31 janvier 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jocelyne LEBRUN, Service de la diversité sociale et des sports
Michelle DESJARDINS, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-04-24

Michaelle RICHÉ
Conseillère en développement communautaire

Tél : 514-872-6086
Télécop. : 514-872-6086

Sonia GAUDREAULT
Directrice

Tél : 872-6364
Télécop. : 872-4585

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1181247004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Accorder une contribution financière de 70 000 $, incluant toutes les taxes si applicables, à Prévention Côte-Des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour la réalisation des activités du projet « Travail de rue à Côte-des-Neiges » dans le cadre du programme de prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue et à la violence - Année 2018. Approuver le projet de convention à cet effet.

GDR 2018-Prévention CDN-NDG.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michaelle RICHÉ
Conseillère en développement communautaire

Tél : 514-872-6086
Télécop. : 514-872-6086

Montréal

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER
2018

Prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue

Nom de l'organisme : **Prévention Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce**

Titre du projet : **Travail de rue à Côte-des-Neiges**

Réservé à l'administration

Date de début du projet : **2018-05-08** (Année-Mois-Jour)

Montant demandé : **70 000$**

Date de fin du projet : **2018-12-31** (Année-Mois-Jour)

Montant accordé : $

Date de dépôt de la demande : (Année-Mois-Jour)

JOINDRE LA POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE À JOUR

Lorsque vous remplissez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet.

L'utilisation du formulaire est obligatoire et tous les renseignements demandés sont nécessaires à l'étude de votre demande. Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « *Informations supplémentaires* » à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande

- ☑ Lettres patentes de votre organisme (charte).
- ☑ Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme.
- ☑ Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours.
- ☑ Le budget détaillé du projet global (identifiez, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les partenaires financiers).
- ☑ Une résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la convention avec la Ville.
- ☑ Dans les dix jours suivant la signature de la convention, ou avant cette date, nous exigerons une copie de votre police d'assurance responsabilité civile comportant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme **coassuré**.
- ☐ Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.).

Section 1 – Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme : **Prévention Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce**	
Adresse : **6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 598**	
Ville : **Montréal**	Code Postal : **H3S 2T6**
Numéro d'inscription TPS : **13747 0019 RT0001**	Numéro d'inscription TVQ : **1009346712DQ0001**
Numéro de charité : **13747 0019 RR0001**	
Arrondissement : **Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce**	
Responsable de l'organisme : **Terri Ste.Marie**	
Fonction : **Directrice générale**	
Téléphone : **514-736-2732 (#22)**	Télécopieur : **514-736-2734**
Courriel : terriprevndg@gmail.com	Site Web : www.preventioncdnndg.org
Votre organisme est-il à but non lucratif? ☑ oui ☐ non	

Mission de l'organisme (activités régulières offertes par l'organisme)

Prévention Côte-des-Neiges—Notre—Dame-de-Grâce est l'un des organismes communautaires les plus reconnus dans l'arrondissement et il a comme mission de s'engager à fournir des programmes qui améliorent le sentiment d'appartenance à la communauté et ce, en travaillant fort afin de faire une différence positive à travers la prévention, la diffusion d'informations, l'éducation et l'empowerment. Nous sommes un organisme à but non lucratif actif dans la communauté depuis 1989. Nous gérons plusieurs programmes et projets communautaires qui mettent l'accent sur la responsabilisation des citoyens qui vivent, travaillent et s'amusent dans l'arrondissement CDN—NDG afin d'améliorer leur qualité de vie pour eux ainsi que pour leur communauté. Notre objectif est d'offrir outils, services et expertises afin de répondre aux besoins de tous les résidents (jeunes, adultes, familles, femmes, aînés, nouveaux arrivants et population à besoins spécifiques). **Les principaux services offerts sont :**

- Élaborer des programmes éducatifs et récréatifs de prévention du crime destinés aux jeunes, aux adultes et aux ainés ainsi que d'autres programmes répondant aux besoins et aux préoccupations de la communauté.
- Collaborer avec d'autres organismes communautaires offrant des programmes et des services dans les environs afin d'améliorer la qualité de vie des résidents de la communauté.
- Assurer et soutenir le développement, la planification et la gestion de programmes de prévention du crime visant la protection et/ou l'amélioration du cadre de vie et de l'environnement des populations montréalaises destinés notamment aux clientèles particulières, enfants, femmes, ainés ou autres, répondant aux besoins et aux préoccupations de la communauté dans une optique de développement social et d'implication communautaire.

Section 2 – Présentation du projet

Titre du projet : Travail de rue à Côte-des-Neiges
Personne responsable du projet : **Terri Ste.Marie**
Fonction : **Directrice générale**
Téléphone : **514-736-2732 (#22)** Télécopieur : **514-736-2734**
Courriel : terriprevndg@gmail.com
☐ Nouvelle initiative ☑ Reconduction de projet
Motifs de la reconduction : Les jeunes à risque du quartier sont nombreux à nécessiter un suivi à long terme. Également, les attroupements négatifs dans les lieux publics, les méfaits causés par des jeunes tels l'intimidation, la fraude et les épisodes de violence constituent une réalité encore présente dans le quartier.

Contexte du projet

Décrire la situation problématique constatée dans le milieu et, s'il y lieu, le lien avec le plan d'action local

Le quartier Côte-des-Neiges est un quartier où sont présentes de nombreuses problématiques, ce qui se traduit pour les jeunes du quartier par une exposition à une multitude de facteurs de risque : pauvreté, manque d'encadrement familial, difficulté d'intégration et d'adaptation, exclusion sociale, mauvaise influence des pairs, violence, consommation et autres. Le fait d'être entouré par ces facteurs de risque augmente chez les jeunes leur prédisposition à vivre eux-mêmes des situations problématiques. Par exemple, une consommation excessive, des difficultés scolaires, l'absence d'adultes significatifs sont autant de circonstances qui peuvent mener les jeunes à faire de mauvais choix. Si on ajoute à cela un manque d'activités sociales et de loisirs et une perte de repères familiaux, les jeunes risquent de se retrouver, tôt ou tard, attirés par les gangs de rue ou les groupes criminalisés. Ces gangs peuvent alors représenter pour ces jeunes un repère identitaire et une « solution » à certains de leurs problèmes. Le quartier Côte-des-Neiges compte de nombreuses familles démunies et souvent monoparentales, un taux élevé d'immigration, un manque important d'activités et de services pour les 18-25 ans et un haut taux de décrochage scolaire et de difficultés d'apprentissage, autant de facteurs qui peuvent mener les jeunes à s'impliquer dans divers méfaits et activités criminelles. Pour le quartier Côte-des-Neiges, les méfaits les plus présents chez les jeunes sont la violence, l'intimidation, la fraude, le taxage, le vandalisme, les vols et recels ainsi que la consommation et la vente de stupéfiants. Les jeunes qui sentent difficilement qu'ils ont leur place au sein de leur famille ou au sein de la société, par leurs difficultés scolaires ou leurs difficultés à trouver un emploi vu leur manque d'expérience ou de motivation, sont plus à même de se retrouver à traîner dans les parcs, les rues, les ruelles et les stations de métro et deviennent ainsi plus à risque, se transformant en cibles idéales pour les gangs de rue et les groupes criminalisés.

But du projet

Prévenir l'adhésion des jeunes aux gangs de rue. La modalité d'approche du travail de rue est réaliste lorsque l'on tient compte de la réalité des jeunes à risque. Le fait que la travailleuse de rue soit mobile et se déplace permet de rejoindre un plus grand nombre de jeunes qui, eux aussi, sont souvent mobiles. Transitant dans leur quartier, les jeunes ne sont pas toujours au même endroit et ne s'affilient pas toujours à un organisme communautaire ou à une activité se déroulant à un lieu fixe. Ils se regroupent souvent entre amis et flânent sur le territoire, souvent sans but précis. Le fait de se retrouver en groupe, tout en n'ayant pas d'objectif précis ni d'encadrement, augmente les risques de comportements risqués ou dérangeants. La mobilité de la travailleuse de rue lui permet d'offrir non seulement une présence sécuritaire mais également des services d'écoute, d'orientation, de référencement et même d'accompagnement et cela contribue grandement à réduire les risques que les jeunes fassent des méfaits ou se retrouvent en situation de vulnérabilité. L'approche de la travailleuse de rue permet la création de liens de confiance avec les jeunes car elle se présente à eux sans juger ni blâmer et devient ainsi une référence et même un modèle pour ces jeunes. Le suivi que la travailleuse de rue fait avec eux leur offre des alternatives aux comportements néfastes, des groupes d'appartenance positifs ainsi que des activités de socialisation constructives et formatrices. Nous croyons réellement que le fait d'aller vers les jeunes, là où ils se trouvent, pour leur offrir des services (plutôt que d'attendre que les jeunes aillent vers les services), augmente positivement les chances d'avoir un impact dans leur vie et de pouvoir les aider. Également, la travailleuse de rue travaille en étroite collaboration avec les organismes et institutions de la communauté, en créant des partenariats et des liens privilégiés avec eux. **De plus, durant la période estivale, nous embauchons des animateurs de parcs afin de rejoindre et d'animer les jeunes qui ne sont pas reliés à des camps de jour ou autres centres communautaires.**

Cela lui permet d'avoir à proximité un éventail de services à offrir aux jeunes, qui seront adaptés à la particularité et aux besoins de chacun, dans le but de les aider à résoudre bon nombre de leurs problématiques. Nous avons pu voir l'efficacité d'une intervention chez un jeune lorsque la personne en qui il a mis sa confiance peut l'accompagner dans toutes les sphères de ses démarches et encourager la confiance que le jeune peut mettre en d'autres services, intervenants et institutions. Les liens de confiance entre les spécialistes de l'intervention ont un impact sur les résultats de l'intervention, laquelle bénéficie aux jeunes concernés mais également à la communauté. Effectivement, chaque jeune aidé peut devenir un émissaire de changement en ce fait qu'il a un pouvoir d'influence positive sur ses pairs. Voici une liste non exhaustive des partenaires de la travailleuse de rue : Carrefour Jeunesse Emploi Côte-des-Neiges, École secondaire Lavoie, CLSC Côte-des-Neiges, Table de concertation Jeunesse de Côte-des-Neiges, Centre Communautaire de Loisirs Côte-des-Neiges, Baobab familial, Maison des jeunes Côte-des-Neiges, Unité d'intervention mobile L'Anonyme, Médecins du Monde, Centre communautaire Mountain Sights, Bibliothèque Interculturelle et l'équipe d'intervenants communautaires de Prévention CDN-NDG.

Clientèle(s) ciblée(s)

- ☒ Familles à risque
- ☒ Jeunes à risque
- ☐ Jeunes impliqués dans un gang
- ☒ Victimes/témoins

Façon d'entrer en contact avec la clientèle

☒ Réception de références – préciser de quel(s) organisme(s) : Baobab familial, Carrefour Jeunesse Emploi CDN, Multicaf, Maison des jeunes CDN, Centre communautaire Mountain Sights

☐ Envoi(s) de lettres d'invitation (poste Canada, courriel, etc.)

☒ Appel(s) téléphonique(s)

☒ Face à face

☒ Suite à la diffusion de publicité (site Internet, média sociaux, dépliants, affiches, etc.)

☒ Autre, l'identifier : Présence et travail de proximité dans des endroits ciblés du quartier où des jeunes à risque sont susceptibles de se trouver.

Axe(s) d'intervention

Axe communication

- ☒ Information/sensibilisation

Axe prévention

- ☒ Éducation/apprentissage
- ☒ Insertion socioprofessionnelle (école/emploi)
- ☒ Développement d'habiletés et de compétences

Axe répression/dissuasion

- ☐ Arrestation (SPVM)
- ☐ Mesures sentencielles (autorités concernées)

☐	Autres mesures de contrôle/protection
☐	Justice alternative
Axe recherche	
☐	Bibliographie/recension
☐	Production de données
☐	Diagnostic/portrait de milieu
☒	Évaluation

Cibles d'intervention (Cocher et décrire)

1. ☐ Influence/pression des pairs –
2. ☐ Attitudes et comportements : violence –
3. ☐ Attitudes et comportements : sexualité –
4. ☐ Attitudes et comportements : toxicomanie –
5. ☒ Attitudes et comportements : délinquance – Interventions de prévention ponctuelles et ciblées lors de situations qui peuvent mener à la délinquance telles les incivilités, intimidation, vandalisme, violence, etc.
6. ☒ Résolution des problèmes/conflits – Interventions de médiation lors de conflits entre jeunes ou entre jeunes et adultes (parents, commerçants ou autres). Exemple : vols à l'étalage, conflits familiaux, taxage.
7. ☐ Santé mentale (post-trauma, anxiété) –
8. ☒ Expulsion/décrochage/motivation scolaire – Offrir aux jeunes d'autres alternatives d'études et d'orientations professionnelles et des projets de réinsertion à l'emploi. Faire de la sensibilisation et la promotion des programmes offerts par les écoles et organismes (activités parascolaires, sportives, bénévolat, stages). Animer un atelier de passage primaire-secondaire pour les élèves de 6e année et un atelier de préparation au CÉGEP et à la « vie d'adulte » pour les élèves de secondaire 5.
9. ☐ Échecs/difficultés scolaires –
10. ☐ Climat scolaire sécuritaire –
11. ☐ Démarches d'employabilité –
12. ☐ Pairs prosociaux –
13. ☒ Habiletés parentales – Médiation et démystification sur le dévelopement des adolescents auprès des parents afin qu'ils comprennent mieux la réalité de leurs enfants. Références vers les organismes et programmes pertinents à leurs besoins.
14. ☐ Isolement social des parents/difficultés économiques –
15. ☒ Habiletés de la vie courante (ex. budget, santé, participation citoyenne) – Faire la promotion auprès des jeunes de saines habitudes de vie. Référer les jeunes à différents services leur permettant d'améliorer leur qualité de vie. Accompagner les jeunes dans l'établissement de meilleures habiletés selon leurs besoins. Encourager les jeunes à s'impliquer dans leur communauté. Planifier et animer des ateliers sur des thèmes tels le budget, la cuisine et les droits des locataires.
16. ☐ Implication/responsabilisation des jeunes dans l'organisation des activités –
17. ☒ Autre (**Animateurs de parcs) : Via diverses activités et sorties extérieures (et intérieures les jours de pluie) Rejoindre et animer les jeunes qui ne sont pas reliés à des camps de jour ou autres centres communautaires, dans les différents parcs de Côte-des-Neiges.**

Section 3 – Lieu(x) de déroulement du projet

Lieu(x) où se tiendra le projet
☒ École(s), les identifier : École secondaire Lavoie, École Mile-End, Collège Notre-Dame
☒ Parc(s), les identifier : Jean-Brillant, De la Savane, Kent, Mackenzie-King, Van Horne, Nelson-Mandela, Place Darlington
☒ Lieux publics (ex. station de métro, commerces, etc.), les identifier : Stations de métro Côte-des-Neiges, Snowdon, Plamondon, Côte-Sainte-Catherine et Namur, Plaza Côte-des-Neiges, les restaurants McDonald's du quartier, restaurant La Belle Province sur Décarie
☐ HLM (Habitation à loyer modique), les identifier :
☒ Autres, les identifier : Maison des jeunes CDN, Centre Communautaire Mountain Sights, Centre Communautaire de Loisirs CDN, Centre sportif CDN, Bibliothèques CDN et Interculturelle

Section 4 – Activité(s) et moyens prévus pour les réaliser

Activité(s)/moyen(s) --- Cocher et décrire
1. ☒ Aide/soutien – Offrir de l'écoute active, des conseils et du soutien dans les démarches
2. ☒ Référence – Références vers les ressources pertinentes selon les besoins des jeunes, dans le quartier Côte-des-Neiges ou ailleurs à Montréal
3. ☒ Accompagnement – Accompagnement dans les démarches et vers les ressources pertinentes selon les besoins des jeunes (Carrefour Jeunesse Emploi, CLSC, aide juridique, etc.)
4. ☐ Groupe de discussion –
5. ☒ Médiation – Offrir de la médiation en cas de conflits ou de mésententes entre des jeunes ou entre un jeune et une autre personne (parent, commerçant, etc.)
6. ☐ Occupationnel –
7. ☐ Artistique –
8. ☒ Développement d'une relation significative – Développer une relation de confiance privilégiée et confidentielle avec les jeunes rencontrés. Cette relation permet aux jeunes de s'exprimer en toute confiance et amène la travailleuse de rue à assurer un suivi avec les jeunes afin de conserver ce lien privilégié.
9. ☒ Mobilisation communautaire (prise en charge collective des problèmes de la communauté) – Mobilisation et concertation avec l'équipe d'intervenants de Prévention CDN-NDG et avec les organismes et institutions jeunesse du quartier, participation aux rencontres de la Table Jeunesse CDN et au comité d'intervention terrain en itinérance à CDN.
10. ☒ Éducation (apprentissage visant à outiller les jeunes et/ou familles) – La travailleuse de rue suit des formations sur différents sujets afin d'être plus à même d'offrir le soutien dont les jeunes et leurs familles ont besoin (santé mentale, consommation, gangs de rue, etc.)
11. ☒ Identification de la « clientèle à risque » – Approche et analyse éco-systémique (individu, école, famille, communauté) basé sur l'identification de facteurs de risque tels que : immigration, difficultés d'intégration, logement, sécurité alimentaire, difficultés familiales, violence, pauvreté, décrochage scolaire, employabilité, etc.

Activité(s)/moyen(s) --- Cocher et décrire
12. ☒ Sensibilisation/information du personnel scolaire – Partage de ressources et d'informations avec les professionnels scolaires (Intervenants communautaires scolaires, travailleurs sociaux, psycho-éducateurs, infirmières, etc.).
13. ☒ Sensibilisation/information des parents –Conseils personnalisés aux parents pour les aider à démystifier la réalité de leurs jeunes et ce qu'ils vivent au quotidien.
14. ☒ Présence dans les endroits ciblés (intervention de proximité) – Assurer une présence continue dans les parcs, stations de métro, centre communautaires, école secondaire et autres endroits fréquentés par les jeunes.
15. ☐ Organisation d'événements rassembleurs –
16. ☐ Mentorat (modèles positifs de réussite qui les aident/soutiennent) –
17. ☐ Autre –

Section 5 – Résultats attendus en lien avec les cibles d'intervention

Résultats indiquant que les cibles d'intervention du projet seront atteintes
(ajouter à la fin du formulaire si espace restreint)

1. Augmentation du nombre de demandes d'interventions de la part des jeunes, des parents et des partenaires

Une augmentation du nombre de demandes d'intervention démontrera que la travailleuse de rue devient une personne-ressource clé dans le quartier Côte-des-Neiges en matière de prévention. Les demandes provenant de parents et de partenaires sont souvent liées à un besoin d'intervention en matière de délinquance et en résolution de conflits.

Également, une augmentation du nombre de demandes d'interventions signifiera inévitablement une augmentation du nombre de références faites aux jeunes vers les services et ressources qui s'offrent à eux.

2. Travail en plus étroite collaboration avec les écoles et augmentation du nombre d'écoles partenaires

Dans l'optique d'agir pour contrer le décrochage scolaire, la travailleuse de rue travaillera à l'amélioration de ses liens avec les intervenants de l'école Lavoie, lieu où elle est déjà connue, visant à améliorer la communication avec les différents acteurs impliqués dans la lutte au décrochage scolaire. De plus, elle travaillera à développer des partenariats avec l'école secondaire Mile-End ainsi qu'avec le collège Notre-Dame, entre autres en y animant un atelier pour les élèves de secondaire 5.

3. Les jeunes rejoints par les ateliers offerts aux élèves de 6e année et de secondaire 5 se sentent plus à l'aise face à l'école et plus outillés à affronter les défis qui les attendent.

La travailleuse de rue va animer, en collaboration avec une intervenante du Carrefour Jeunesse Emploi, des ateliers pour les élèves de 6e année et pour les élèves de secondaire 5. L'atelier pour les élèves de 6e année est un atelier de passage primaire-secondaire, visant à démystifier les mythes du secondaire, à préparer les élèves à ce qui les attend (cadenas, agenda, horaire, etc) et à répondre à leurs questions. L'atelier pour les élèves de secondaire 5 vise à les outiller face au CÉGEP et à l'université mais également face au développement de nombreuses habiletés qui les aideront dans leur entrée dans la vie d'adulte (cuisine, budget, droits des locataires, etc).

Les élèves seront questionnés avant et après les ateliers et, de cette façon, nous pourrons valider si l'atelier a contribué à faire diminuer leurs craintes, à stimuler leur motivation scolaire et à les rendre plus outillés.

Section 6 – Soutien financier du projet

Postes budgétaires	Financement municipal (lutte aux gangs de rue)	Réservé à l'administration	Autres partenaires financiers (les identifier)			Budget total
A – Personnel lié au projet			**Prévention CDN—NDG**	**Table Jeunesse CDN**		
Titre : Travailleuse de rue 22 $/hre **x** 35 hre/sem X 35 semaines (26 950$) **+** Avantages sociaux (4918$) **=**	31 868.00 $	$	$	$	$	**31 868.00 $**
Titre : Animateur-chef de parcs 15 $/hre **x** 35 hre/sem x 14 semaines (7350$) **+** Avantages sociaux (1342$) **=**	8 692.00 $	$	$	$	$	**8 692.00 $**
Titre : Animateur-trice de parcs 13 $/hre **x** 30 hre/sem x 14 semaines (5070$) **+** Avantages sociaux (925$) **=**	5 995.00 $	$	$	$	$	**5 995.00 $**
SOUS TOTAL SECTION A	**46 555.00 $**	**$**	**$**	**$**	**$**	**46 555.00 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet (environ 20 %)						
Équipement : achat ou location	2 000,00 $	$	2000.00 $	$	$	**4 000,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	1 500,00 $	$	2000.00 $	$	$	**3 500,00 $**
Photocopies, publicité	1 000,00 $	$	1000.00 $	$	$	**2 000,00 $**
Déplacements / Dépannage / Activités	9 900.00 $	$	200,00 $	200,00 $	$	**10 300.00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	1 045,00 $	$	1000.00 $	$	$	**2 045.00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	1 000,00 $	$	1000.00 $	$	$	**2 000,00 $**
SOUS TOTAL SECTION B	**16 445.00 $**	**$**	**7 200,00 $**	**200,00 $**	**$**	**23 845.00 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet (maximum 10 %)						
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	7 000,00 $	$	5 000,00 $	2 000,00 $	$	**14 000,00 $**
SOUS TOTAL SECTION C	**7 000,00 $**	**$**	**5 000,00 $**	**2 000,00 $**	**$**	**14 000,00 $**
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	**70 000,00 $**	**$**	**12 200,00 $**	**2 200,00 $**	**$**	**84 400,00 $**

Section 7 – Contribution des partenaires associés au projet

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
Table de Concertation Jeunesse Côte-des-Neiges Joël Poirier, coordonnateur 514-872-5946 coordination@tablejeunessecdn.com	Comité d'encadrement, partage d'information sur la réalité du quartier, consultations, références, pivot entre les organismes et institutions jeunesse du quartier.
Centre Communautaire de loisirs Côte-des-Neiges Monique Göhler, coordonnatrice jeunesse 514-733-1478 mgohler55@yahoo.ca	Comité d'encadrement, expertise auprès des jeunes, ressource (lieu de référencement et d'intervention). De nombreux cours, ateliers et activités sportives offerts dans ce centre font partie des alternatives proposées aux jeunes. Les intervenants de ce centre sont sensibilisés à notre travail et offrent une excellente intervention en sports et loisirs pour les jeunes.
CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal Kathy Roach, travailleuse communautaire / agente pivot ÉMES 514-232-4446 kathy.roach.dlm@ssss.gouv.qc.ca	Comité d'encadrement, expertise-conseil, liaison avec l'école Mile-End, concertation via les rencontres cliniques.
École secondaire Lavoie Lucien Fortin, directeur 514-736-3500 fortinl@csdm.qc.ca	Accès à l'école comme lieu d'intervention sur l'heure du dîner et après l'école. Collaboration avec l'équipe de professionnels de l'école, référencement, expertise-conseil et suivis.
Carrefour Jeunesse Emploi Côte-des-Neiges Ruth-Danielle Détournel, intervenante pour la persévérance scolaire « Créneau Jeunesse » 514-342-5678 #259 ruthddetournel@gmail.com	Expertise-conseil, ressources (lieu de référencement et d'intervention), concertation, partenariat avec l'intervenante du projet Créneau jeunesse pour les jeunes de 15-17 ans sur les enjeux de la persévérance et du raccrochage scolaire ainsi que de la pré-employabilité. Les activités et services du CJE font partie des alternatives proposées aux jeunes à risque.

Section 8 – Échéancier

Durée du projet (nombre de semaines) **35**
Date de début du projet (format : AAAA – MM – JJ) **2018-05-08**
Date de remise du rapport d'étape ***NE S'APPLIQUE PAS***
Date de fin de projet (format : AAAA – MM – JJ) **2018-12-31**
Date de remise du rapport final (format : AAAA – MM – JJ) **2019-01-30** (délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet)

Section 9 – Informations supplémentaires

Dès le mois d'avril 2018, les rencontres du comité Outreach de Prévention CDN-NDG reprendront. Ces rencontres réunissent tous les intervenants de l'organisme qui font du travail d'intervention de terrain, soit les 5 travailleurs de rue jeunesse, la travailleuse milieu pour jeunes filles adolescentes, les deux travailleuses de milieu pour aînés, la coordonnatrice du projet Cœur Atout pour les aînés et l'agente de mobilisation citoyenne pour le secteur Fielding/Walkley. La travailleuse de rue de Côte-des-Neiges se chargera de l'animation de ces rencontres, qui se tiendront une fois par mois. À chaque rencontre, il sera question d'aborder un sujet d'actualité choisi par les intervenants, de partager des ressources, de revoir en détail certains aspects des procédures du travail d'intervention de terrain (par exemple le budget de dépannage) et de faire une ou plusieurs discussions de cas, selon les besoins des intervenants.

Documents devant être fournis à la personne responsable avant la finalisation du sommaire décisionnel ou au moment déterminé par la convention lorsque spécifié (article 4.1.3 de la convention)

- Lettres patentes (charte) de l'organisme ;
- Déclaration de l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec ;
- Rapport d'activité ou rapport annuel de l'organisme ;
- Rapport financier de la dernière année des prévisions budgétaires pour l'année en cours ;
- Résolution du conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville de Montréal ;
- Copie de la police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassuré (article 10.1 de la convention ainsi que 10.2 et 10.3)

Obligations particulières de l'organisme

En considération de l'aide financière accordée par la Ville, l'organisme bénéficiaire (l'Organisme) s'engage à :

- Réaliser des interventions propres à la prévention de type secondaire afin de contrer l'adhésion des jeunes aux gangs de rue, à la violence ou à la victimisation;
- S'engage à ce que son ou ses (en fonction du nombre de projets par arrondissement) représentants (intervenants) assiste aux formations ou rencontres à être organisées par la Ville ou ses partenaires désignés, au cours de la durée de cette convention ;
- S'engage à travailler en partenariat selon les actions priorisées par le milieu, le diagnostic réalisé ou tout autre document ou approche prévue à cette fin par l'arrondissement ;

Engagement de l'organisme

Nous nous engageons à respecter toutes les obligations prévues à la Convention de contribution financière.

Signature de la personne autorisée par l'organisme

Nom : **Terri Ste.Marie**	Fonction : **Directrice générale**
Date **2018-05-03** (Année-Mois-Jour)	Signature T. Ste.Marie



Convention de contribution financière Gang de Rue Prévention.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant sa place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **PRÉVENTION CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE,** personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 598, Montréal, Québec, H3S 2T6 agissant et représentée par Terri Ste-Marie, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 137470019
N° d'inscription T.V.Q. : 1009346712 DQ0001
N° d'inscription d'organisme de charité : 1374 70019 RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme soutien pour offrir aux citoyens son expertise et des outils afin d'améliorer leur qualité de vie concernant la sécurité urbaine, l'environnement et autres préoccupations sociales;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La Directrice

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable,

l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil

d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de soixante dix mille dollars (70 000$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de cinquante six mille dollars (56 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de quatorze mille dollars (14 000 $), au plus tard le (31 janvier 2019).

Le versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de minimum de 2 millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 598, Montréal, Québec, H3S 2T6 et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160 boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

PRÉVENTION CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRACE

Par : _____
Terri Ste-Marie, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de mai 2018 (Résolution

ANNEXE 1 PROJET

Montréal

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER 2018

Prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue

Nom de l'organisme : **Prévention Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce**

Titre du projet : **Travail de rue à Côte-des-Neiges**

Réservé à l'administration			
Date de début du projet : **2018-05-08** (Année-Mois-Jour)		Montant demandé :	**70 000$**
Date de fin du projet : **2018-12-31** (Année-Mois-Jour)		Montant accordé :	$
Date de dépôt de la demande : (Année-Mois-Jour)			
JOINDRE LA POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE À JOUR			

Lorsque vous remplissez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet.

L'utilisation du formulaire est obligatoire et tous les renseignements demandés sont nécessaires à l'étude de votre demande. Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « *Informations supplémentaires* » à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande	
☑	Lettres patentes de votre organisme (charte).
☑	Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme.
☑	Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours.
☑	Le budget détaillé du projet global (identifiez, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les partenaires financiers).
☑	Une résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la convention avec la Ville.
☑	Dans les dix jours suivant la signature de la convention, ou avant cette date, nous exigerons une copie de votre police d'assurance responsabilité civile comportant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme **coassuré**.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.).

Section 1 – Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme : **Prévention Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce**	
Adresse : **6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 598**	
Ville : **Montréal**	Code Postal : **H3S 2T6**
Numéro d'inscription TPS : **13747 0019 RT0001**	Numéro d'inscription TVQ : **1009346712DQ0001**
Numéro de charité : **13747 0019 RR0001**	
Arrondissement : **Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce**	
Responsable de l'organisme : **Terri Ste.Marie**	
Fonction : **Directrice générale**	
Téléphone : **514-736-2732 (#22)**	Télécopieur : **514-736-2734**
Courriel : terriprevndg@gmail.com	Site Web : www.preventioncdnndg.org
Votre organisme est-il à but non lucratif? ☑ oui ☐ non	

Mission de l'organisme (activités régulières offertes par l'organisme)

Prévention Côte-des-Neiges—Notre—Dame-de-Grâce est l'un des organismes communautaires les plus reconnus dans l'arrondissement et il a comme mission de s'engager à fournir des programmes qui améliorent le sentiment d'appartenance à la communauté et ce, en travaillant fort afin de faire une différence positive à travers la prévention, la diffusion d'informations, l'éducation et l'empowerment. Nous sommes un organisme à but non lucratif actif dans la communauté depuis 1989. Nous gérons plusieurs programmes et projets communautaires qui mettent l'accent sur la responsabilisation des citoyens qui vivent, travaillent et s'amusent dans l'arrondissement CDN—NDG afin d'améliorer leur qualité de vie pour eux ainsi que pour leur communauté. Notre objectif est d'offrir outils, services et expertises afin de répondre aux besoins de tous les résidents (jeunes, adultes, familles, femmes, aînés, nouveaux arrivants et population à besoins spécifiques). **Les principaux services offerts sont :**

- Élaborer des programmes éducatifs et récréatifs de prévention du crime destinés aux jeunes, aux adultes et aux ainés ainsi que d'autres programmes répondant aux besoins et aux préoccupations de la communauté.
- Collaborer avec d'autres organismes communautaires offrant des programmes et des services dans les environs afin d'améliorer la qualité de vie des résidents de la communauté.
- Assurer et soutenir le développement, la planification et la gestion de programmes de prévention du crime visant la protection et/ou l'amélioration du cadre de vie et de l'environnement des populations montréalaises destinés notamment aux clientèles particulières, enfants, femmes, ainés ou autres, répondant aux besoins et aux préoccupations de la communauté dans une optique de développement social et d'implication communautaire.

Section 2 – Présentation du projet

Titre du projet : Travail de rue à Côte-des-Neiges
Personne responsable du projet : **Terri Ste.Marie**
Fonction : **Directrice générale**
Téléphone : **514-736-2732 (#22)** Télécopieur : **514-736-2734**
Courriel : terriprevndg@gmail.com
☐ Nouvelle initiative ☑ Reconduction de projet
Motifs de la reconduction : Les jeunes à risque du quartier sont nombreux à nécessiter un suivi à long terme. Également, les attroupements négatifs dans les lieux publics, les méfaits causés par des jeunes tels l'intimidation, la fraude et les épisodes de violence constituent une réalité encore présente dans le quartier.

Contexte du projet

Décrire la situation problématique constatée dans le milieu et, s'il y lieu, le lien avec le plan d'action local

Le quartier Côte-des-Neiges est un quartier où sont présentes de nombreuses problématiques, ce qui se traduit pour les jeunes du quartier par une exposition à une multitude de facteurs de risque : pauvreté, manque d'encadrement familial, difficulté d'intégration et d'adaptation, exclusion sociale, mauvaise influence des pairs, violence, consommation et autres. Le fait d'être entouré par ces facteurs de risque augmente chez les jeunes leur prédisposition à vivre eux-mêmes des situations problématiques. Par exemple, une consommation excessive, des difficultés scolaires, l'absence d'adultes significatifs sont autant de circonstances qui peuvent mener les jeunes à faire de mauvais choix. Si on ajoute à cela un manque d'activités sociales et de loisirs et une perte de repères familiaux, les jeunes risquent de se retrouver, tôt ou tard, attirés par les gangs de rue ou les groupes criminalisés. Ces gangs peuvent alors représenter pour ces jeunes un repère identitaire et une « solution » à certains de leurs problèmes.

Le quartier Côte-des-Neiges compte de nombreuses familles démunies et souvent monoparentales, un taux élevé d'immigration, un manque important d'activités et de services pour les 18-25 ans et un haut taux de décrochage scolaire et de difficultés d'apprentissage, autant de facteurs qui peuvent mener les jeunes à s'impliquer dans divers méfaits et activités criminelles. Pour le quartier Côte-des-Neiges, les méfaits les plus présents chez les jeunes sont la violence, l'intimidation, la fraude, le taxage, le vandalisme, les vols et recels ainsi que la consommation et la vente de stupéfiants.

Les jeunes qui sentent difficilement qu'ils ont leur place au sein de leur famille ou au sein de la société, par leurs difficultés scolaires ou leurs difficultés à trouver un emploi vu leur manque d'expérience ou de motivation, sont plus à même de se retrouver à traîner dans les parcs, les rues, les ruelles et les stations de métro et deviennent ainsi plus à risque, se transformant en cibles idéales pour les gangs de rue et les groupes criminalisés.

But du projet

Prévenir l'adhésion des jeunes aux gangs de rue. La modalité d'approche du travail de rue est réaliste lorsque l'on tient compte de la réalité des jeunes à risque. Le fait que la travailleuse de rue soit mobile et se déplace permet de rejoindre un plus grand nombre de jeunes qui, eux aussi, sont souvent mobiles. Transitant dans leur quartier, les jeunes ne sont pas toujours au même endroit et ne s'affilient pas toujours à un organisme communautaire ou à une activité se déroulant à un lieu fixe. Ils se regroupent souvent entre amis et flânent sur le territoire, souvent sans but précis. Le fait de se retrouver en groupe, tout en n'ayant pas d'objectif précis ni d'encadrement, augmente les risques de comportements risqués ou dérangeants. La mobilité de la travailleuse de rue lui permet d'offrir non seulement une présence sécuritaire mais également des services d'écoute, d'orientation, de référencement et même d'accompagnement et cela contribue grandement à réduire les risques que les jeunes fassent des méfaits ou se retrouvent en situation de vulnérabilité. L'approche de la travailleuse de rue permet la création de liens de confiance avec les jeunes car elle se présente à eux sans juger ni blâmer et devient ainsi une référence et même un modèle pour ces jeunes. Le suivi que la travailleuse de rue fait avec eux leur offre des alternatives aux comportements néfastes, des groupes d'appartenance positifs ainsi que des activités de socialisation constructives et formatrices. Nous croyons réellement que le fait d'aller vers les jeunes, là où ils se trouvent, pour leur offrir des services (plutôt que d'attendre que les jeunes aillent vers les services), augmente positivement les chances d'avoir un impact dans leur vie et de pouvoir les aider. Également, la travailleuse de rue travaille en étroite collaboration avec les organismes et institutions de la communauté, en créant des partenariats et des liens privilégiés avec eux.

Cela lui permet d'avoir à proximité un éventail de services à offrir aux jeunes, qui seront adaptés à la particularité et aux besoins de chacun, dans le but de les aider à résoudre bon nombre de leurs problématiques. Nous avons pu voir l'efficacité d'une intervention chez un jeune lorsque la personne en qui il a mis sa confiance peut l'accompagner dans toutes les sphères de ses démarches et encourager la confiance que le jeune peut mettre en d'autres services, intervenants et institutions. Les liens de confiance entre les spécialistes de l'intervention ont un impact sur les résultats de l'intervention, laquelle bénéficie aux jeunes concernés mais également à la communauté. Effectivement, chaque jeune aidé peut devenir un émissaire de changement en ce fait qu'il a un pouvoir d'influence positive sur ses pairs. Voici une liste non exhaustive des partenaires de la travailleuse de rue : Carrefour Jeunesse Emploi Côte-des-Neiges, École secondaire Lavoie, CLSC Côte-des-Neiges, Table de concertation Jeunesse de Côte-des-Neiges, Centre Communautaire de Loisirs Côte-des-Neiges, Baobab familial, Maison des jeunes Côte-des-Neiges, Unité d'intervention mobile L'Anonyme, Médecins du Monde, Centre communautaire Mountain Sights, Bibliothèque Interculturelle et l'équipe d'intervenants communautaires de Prévention CDN-NDG.

Clientèle(s) ciblée(s)	
☒	Familles à risque
☒	Jeunes à risque
☐	Jeunes impliqués dans un gang
☒	Victimes/témoins

Façon d'entrer en contact avec la clientèle

☒ Réception de références – préciser de quel(s) organisme(s) : Baobab familial, Carrefour Jeunesse Emploi CDN, Multicaf, Maison des jeunes CDN, Centre communautaire Mountain Sights

☐ Envoi(s) de lettres d'invitation (poste Canada, courriel, etc.)

☒ Appel(s) téléphonique(s)

☒ Face à face

☒ Suite à la diffusion de publicité (site Internet, média sociaux, dépliants, affiches, etc.)

☒ Autre, l'identifier : Présence et travail de proximité dans des endroits ciblés du quartier où des jeunes à risque sont susceptibles de se trouver.

Axe(s) d'intervention	
Axe communication	
☒	Information/sensibilisation
Axe prévention	
☒	Éducation/apprentissage
☒	Insertion socioprofessionnelle (école/emploi)
☒	Développement d'habiletés et de compétences
Axe répression/dissuasion	
☐	Arrestation (SPVM)
☐	Mesures sentencielles (autorités concernées)

☐	Autres mesures de contrôle/protection
☐	Justice alternative
Axe recherche	
☐	Bibliographie/recension
☐	Production de données
☐	Diagnostic/portrait de milieu
☒	Évaluation

Cibles d'intervention (Cocher et décrire)

1. ☐ Influence/pression des pairs –
2. ☐ Attitudes et comportements : violence –
3. ☐ Attitudes et comportements : sexualité –
4. ☐ Attitudes et comportements : toxicomanie –
5. ☒ Attitudes et comportements : délinquance – Interventions de prévention ponctuelles et ciblées lors de situations qui peuvent mener à la délinquance telles les incivilités, intimidation, vandalisme, violence, etc.
6. ☒ Résolution des problèmes/conflits – Interventions de médiation lors de conflits entre jeunes ou entre jeunes et adultes (parents, commerçants ou autres). Exemple : vols à l'étalage, conflits familiaux, taxage.
7. ☐ Santé mentale (post-trauma, anxiété) –
8. ☒ Expulsion/décrochage/motivation scolaire – Offrir aux jeunes d'autres alternatives d'études et d'orientations professionnelles et des projets de réinsertion à l'emploi. Faire de la sensibilisation et la promotion des programmes offerts par les écoles et organismes (activités parascolaires, sportives, bénévolat, stages). Animer un atelier de passage primaire-secondaire pour les élèves de 6e année et un atelier de préparation au CÉGEP et à la « vie d'adulte » pour les élèves de secondaire 5.
9. ☐ Échecs/difficultés scolaires –
10. ☐ Climat scolaire sécuritaire –
11. ☐ Démarches d'employabilité –
12. ☐ Pairs prosociaux –
13. ☒ Habiletés parentales – Médiation et démystification sur le développement des adolescents auprès des parents afin qu'ils comprennent mieux la réalité de leurs enfants. Références vers les organismes et programmes pertinents à leurs besoins.
14. ☐ Isolement social des parents/difficultés économiques –
15. ☒ Habiletés de la vie courante (ex. budget, santé, participation citoyenne) – Faire la promotion auprès des jeunes de saines habitudes de vie. Référer les jeunes à différents services leur permettant d'améliorer leur qualité de vie. Accompagner les jeunes dans l'établissement de meilleures habiletés selon leurs besoins. Encourager les jeunes à s'impliquer dans leur communauté. Planifier et animer des ateliers sur des thèmes tels le budget, la cuisine et les droits des locataires.
16. ☐ Implication/responsabilisation des jeunes dans l'organisation des activités –
17. ☐ Autre (l'identifier) :

Section 3 – Lieu(x) de déroulement du projet

Lieu(x) où se tiendra le projet
☒ École(s), les identifier : École secondaire Lavoie, École Mile-End, Collège Notre-Dame
☒ Parc(s), les identifier : Jean-Brillant, De la Savane, Kent, Mackenzie-King, Van Horne, Nelson-Mandela, Place Darlington
☒ Lieux publics (ex. station de métro, commerces, etc.), les identifier : Stations de métro Côte-des-Neiges, Snowdon, Plamondon, Côte-Sainte-Catherine et Namur, Plaza Côte-des-Neiges, les restaurants McDonald's du quartier, restaurant La Belle Province sur Décarie
☐ HLM (Habitation à loyer modique), les identifier :
☒ Autres, les identifier : Maison des jeunes CDN, Centre Communautaire Mountain Sights, Centre Communautaire de Loisirs CDN, Centre sportif CDN, Bibliothèques CDN et Interculturelle

Section 4 – Activité(s) et moyens prévus pour les réaliser

Activité(s)/moyen(s) --- Cocher et décrire
1. ☒ Aide/soutien – Offrir de l'écoute active, des conseils et du soutien dans les démarches
2. ☒ Référence – Références vers les ressources pertinentes selon les besoins des jeunes, dans le quartier Côte-des-Neiges ou ailleurs à Montréal
3. ☒ Accompagnement – Accompagnement dans les démarches et vers les ressources pertinentes selon les besoins des jeunes (Carrefour Jeunesse Emploi, CLSC, aide juridique, etc.)
4. ☐ Groupe de discussion –
5. ☒ Médiation – Offrir de la médiation en cas de conflits ou de mésententes entre des jeunes ou entre un jeune et une autre personne (parent, commerçant, etc.)
6. ☐ Occupationnel –
7. ☐ Artistique –
8. ☒ Développement d'une relation significative – Développer une relation de confiance privilégiée et confidentielle avec les jeunes rencontrés. Cette relation permet aux jeunes de s'exprimer en toute confiance et amène la travailleuse de rue à assurer un suivi avec les jeunes afin de conserver ce lien privilégié.
9. ☒ Mobilisation communautaire (prise en charge collective des problèmes de la communauté) – Mobilisation et concertation avec l'équipe d'intervenants de Prévention CDN-NDG et avec les organismes et institutions jeunesse du quartier, participation aux rencontres de la Table Jeunesse CDN et au comité d'intervention terrain en itinérance à CDN.
10. ☒ Éducation (apprentissage visant à outiller les jeunes et/ou familles) – La travailleuse de rue suit des formations sur différents sujets afin d'être plus à même d'offrir le soutien dont les jeunes et leurs familles ont besoin (santé mentale, consommation, gangs de rue, etc.)
11. ☒ Identification de la « clientèle à risque » – Approche et analyse éco-systémique (individu, école, famille, communauté) basé sur l'identification de facteurs de risque tels que : immigration, difficultés d'intégration, logement, sécurité alimentaire, difficultés familiales, violence, pauvreté, décrochage scolaire, employabilité, etc.

Activité(s)/moyen(s) --- Cocher et décrire
12. ☒ Sensibilisation/information du personnel scolaire – Partage de ressources et d'informations avec les professionnels scolaires (Intervenants communautaires scolaires, travailleurs sociaux, psycho-éducateurs, infirmières, etc.).
13. ☒ Sensibilisation/information des parents –Conseils personnalisés aux parents pour les aider à démystifier la réalité de leurs jeunes et ce qu'ils vivent au quotidien.
14. ☒ Présence dans les endroits ciblés (intervention de proximité) – Assurer une présence continue dans les parcs, stations de métro, centre communautaires, école secondaire et autres endroits fréquentés par les jeunes.
15. ☐ Organisation d'événements rassembleurs –
16. ☐ Mentorat (modèles positifs de réussite qui les aident/soutiennent) –
17. ☐ Autre –

Section 5 – Résultats attendus en lien avec les cibles d'intervention

Résultats indiquant que les cibles d'intervention du projet seront atteintes (ajouter à la fin du formulaire si espace restreint)
1. Augmentation du nombre de demandes d'interventions de la part des jeunes, des parents et des partenaires Une augmentation du nombre de demandes d'intervention démontrera que la travailleuse de rue devient une personne-ressource clé dans le quartier Côte-des-Neiges en matière de prévention. Les demandes provenant de parents et de partenaires sont souvent liées à un besoin d'intervention en matière de délinquance et en résolution de conflits. Également, une augmentation du nombre de demandes d'interventions signifiera inévitablement une augmentation du nombre de références faites aux jeunes vers les services et ressources qui s'offrent à eux.
2. Travail en plus étroite collaboration avec les écoles et augmentation du nombre d'écoles partenaires Dans l'optique d'agir pour contrer le décrochage scolaire, la travailleuse de rue travaillera à l'amélioration de ses liens avec les intervenants de l'école Lavoie, lieu où elle est déjà connue, visant à améliorer la communication avec les différents acteurs impliqués dans la lutte au décrochage scolaire. De plus, elle travaillera à développer des partenariats avec l'école secondaire Mile-End ainsi qu'avec le collège Notre-Dame, entre autres en y animant un atelier pour les élèves de secondaire 5.
3. Les jeunes rejoints par les ateliers offerts aux élèves de 6e année et de secondaire 5 se sentent plus à l'aise face à l'école et plus outillés à affronter les défis qui les attendent. La travailleuse de rue va animer, en collaboration avec une intervenante du Carrefour Jeunesse Emploi, des ateliers pour les élèves de 6e année et pour les élèves de secondaire 5. L'atelier pour les élèves de 6e année est un atelier de passage primaire-secondaire, visant à démystifier les mythes du secondaire, à préparer les élèves à ce qui les attend (cadenas, agenda, horaire, etc) et à répondre à leurs questions. L'atelier pour les élèves de secondaire 5 vise à les outiller face au CÉGEP et à l'université mais également face au développement de nombreuses habiletés qui les aideront dans leur entrée dans la vie d'adulte (cuisine, budget, droits des locataires, etc). Les élèves seront questionnés avant et après les ateliers et, de cette façon, nous pourrons valider si l'atelier a contribué à faire diminuer leurs craintes, à stimuler leur motivation scolaire et à les rendre plus outillés.

Section 6 – Soutien financier du projet

Postes budgétaires	Financement municipal (lutte aux gangs de rue)	Réservé à l'administration	Autres partenaires financiers (les identifier)			Budget total
A – Personnel lié au projet			**Table Jeunesse CDN**	**Prévention CDN-NDG**		
Titre : Travailleuse de rue 19 $/hre x 35 hre/sem. + 121,36 $ Avantages sociaux/sem. x 35 sem. =	27 522.60 $	$	$	$	$	**27 522.60 $**
Titre : Animateur-chef de parcs 14 $/hre x 35 hre/sem. + 89,43 $ Avantages sociaux/sem. x 12 sem. =	5 258,48 $	$	$	$	$	**5 258,48 $**
Titre : $/hre x hre/sem. + $ Avantages sociaux/sem. x sem. =	$	$	$	$	$	**$**
SOUS TOTAL SECTION A	**32 781.08 $**	**$**	**$**	**$**	**$**	32 781.08 $
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet (environ 20 %)						
Équipement : achat ou location	5000,00 $	$	$	2000,00 $	$	**7000,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	2500,00 $	$	$	2000,00 $	$	**4500,00 $**
Photocopies, publicité	2500,00 $	$	$	1000,00 $	$	**3500,00 $**
Déplacements / Dépannage / Activités	14 218.92 $	$	200,00 $	200,00 $	$	**14 618.92 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	5000,00 $	$	$	$	$	**5000,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	1000,00 $	$	$	$	$	**1000,00 $**
SOUS TOTAL SECTION B	**30 218.92 $**	**$**	**200,00 $**	**5 200,00 $**	**$**	35 618.92 $
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet (maximum 10 %)						
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	7 000,00 $	$	2 000,00 $	5000,00 $	$	**14 000,00 $**
SOUS TOTAL SECTION C	**7 000,00** $	$	**2 000,00** $	**5000,00** $	$	14 000,00 $
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	**70 000,00 $**	**$**	**2 200,00 $**	**10 200,00 $**	**$**	82 400,00 $

Initiale_____
Initiale_____

Section 7 – Contribution des partenaires associés au projet

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
Table de Concertation Jeunesse Côte-des-Neiges Joël Poirier, coordonnateur 514-872-5946 coordination@tablejeunessecdn.com	Comité d'encadrement, partage d'information sur la réalité du quartier, consultations, références, pivot entre les organismes et institutions jeunesse du quartier.
Centre Communautaire de loisirs Côte-des-Neiges Monique Göhler, coordonnatrice jeunesse 514-733-1478 mgohler55@yahoo.ca	Comité d'encadrement, expertise auprès des jeunes, ressource (lieu de référencement et d'intervention). De nombreux cours, ateliers et activités sportives offerts dans ce centre font partie des alternatives proposées aux jeunes. Les intervenants de ce centre sont sensibilisés à notre travail et offrent une excellente intervention en sports et loisirs pour les jeunes.
CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal Kathy Roach, travailleuse communautaire / agente pivot ÉMES 514-232-4446 kathy.roach.dlm@ssss.gouv.qc.ca	Comité d'encadrement, expertise-conseil, liaison avec l'école Mile-End, concertation via les rencontres cliniques.
École secondaire Lavoie Lucien Fortin, directeur 514-736-3500 fortinl@csdm.qc.ca	Accès à l'école comme lieu d'intervention sur l'heure du dîner et après l'école. Collaboration avec l'équipe de professionnels de l'école, référencement, expertise-conseil et suivis.
Carrefour Jeunesse Emploi Côte-des-Neiges Ruth-Danielle Détournel, intervenante pour la persévérance scolaire « Créneau Jeunesse » 514-342-5678 #259 ruthddetournel@gmail.com	Expertise-conseil, ressources (lieu de référencement et d'intervention), concertation, partenariat avec l'intervenante du projet Créneau jeunesse pour les jeunes de 15-17 ans sur les enjeux de la persévérance et du raccrochage scolaire ainsi que de la pré-employabilité. Les activités et services du CJE font partie des alternatives proposées aux jeunes à risque.

Section 8 – Échéancier

Durée du projet (nombre de semaines) **35**
Date de début du projet (format : AAAA – MM – JJ) **2018-05-08**
Date de remise du rapport d'étape ***NE S'APPLIQUE PAS***
Date de fin de projet (format : AAAA – MM – JJ) **2018-12-31**
Date de remise du rapport final (format : AAAA – MM – JJ) **2019-01-30** (délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet)

Section 9 – Informations supplémentaires

Dès le mois d'avril 2018, les rencontres du comité Outreach de Prévention CDN-NDG reprendront. Ces rencontres réunissent tous les intervenants de l'organisme qui font du travail d'intervention de terrain, soit les 5 travailleurs de rue jeunesse, la travailleuse milieu pour jeunes filles adolescentes, les deux travailleuses de milieu pour aînés, la coordonnatrice du projet Cœur Atout pour les aînés et l'agente de mobilisation citoyenne pour le secteur Fielding/Walkley. La travailleuse de rue de Côte-des-Neiges se chargera de l'animation de ces rencontres, qui se tiendront une fois par mois. À chaque rencontre, il sera question d'aborder un sujet d'actualité choisi par les intervenants, de partager des ressources, de revoir en détail certains aspects des procédures du travail d'intervention de terrain (par exemple le budget de dépannage) et de faire une ou plusieurs discussions de cas, selon les besoins des intervenants.

Documents devant être fournis à la personne responsable avant la finalisation du sommaire décisionnel ou au moment déterminé par la convention lorsque spécifié (article 4.1.3 de la convention)

- Lettres patentes (charte) de l'organisme ;
- Déclaration de l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec ;
- Rapport d'activité ou rapport annuel de l'organisme ;
- Rapport financier de la dernière année des prévisions budgétaires pour l'année en cours ;
- Résolution du conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville de Montréal ;
- Copie de la police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassuré (article 10.1 de la convention ainsi que 10.2 et 10.3)

Obligations particulières de l'organisme

En considération de l'aide financière accordée par la Ville, l'organisme bénéficiaire (l'Organisme) s'engage à :

- Réaliser des interventions propres à la prévention de type secondaire afin de contrer l'adhésion des jeunes aux gangs de rue, à la violence ou à la victimisation;
- S'engage à ce que son ou ses (en fonction du nombre de projets par arrondissement) représentants (intervenants) assiste aux formations ou rencontres à être organisées par la Ville ou ses partenaires désignés, au cours de la durée de cette convention ;
- S'engage à travailler en partenariat selon les actions priorisées par le milieu, le diagnostic réalisé ou tout autre document ou approche prévue à cette fin par l'arrondissement ;

Engagement de l'organisme

Nous nous engageons à respecter toutes les obligations prévues à la Convention de contribution financière.

Signature de la personne autorisée par l'organisme

Nom : **Terri Ste.Marie**	Fonction : **Directrice générale**
Date **2018-04-04** (Année-Mois-Jour)	Signature

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y

installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1181247004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Accorder une contribution financière de 70 000 $, incluant toutes les taxes si applicables, à Prévention Côte-Des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour la réalisation des activités du projet « Travail de rue à Côte-des-Neiges » dans le cadre du programme de prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue et à la violence - Année 2018. Approuver le projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



Certification des fonds - GDD 1181247004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514-872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-02

Cédric AGO
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CERTIFICATION DES FONDS

NO GDD : 1181247004

BUDGET FONCTIONNEMENT

No d'engagement 2018: QV81247004

Imputation de la dépense :	**2018**
2101.0010000.111222.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000 AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Projet Gangs de rue - CDN/NDG*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	70 000.00 $
Total de la dépense :	**70 000.00 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.10

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1185265009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense totalisant 920 $ à divers organismes pour l'achat de billets pour plusieurs événements.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'autoriser une dépense totalisant 920 $ à divers organismes pour l'achat de billets pour plusieurs événements.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Le Grand Pas / The Big Step 2410A, Park Row Ouest Montréal (Québec) H4B 2G4 a/s Monsieur Jean-Ricardo André Président	Pour l'achat de deux billets dans le cade de l'événement de levée de fonds qui a eu lieu le 4 avril 2018, laquelle aidera Le Grand Pas à poursuivre son travail bénévole auprès des sans-abris et des Inuit (Premières Nations).	TOTAL: 100 $ Christian Arseneault 100 $
DÉPÔT ALIMENTAIRE NDG 146, av. de Marlowe Montréal H4L 3L5 **ou** 22528, succ. Monkland Montréal H4A 3T4 a/s Monsieur Daniel Rotman Directeur général	Pour autoriser une dépense de 120 $, soit l'achat de 6 billets pour le spectacle de **Burton Street Singers** qui sera présenté au Kensington Presbyterian Church le samedi 28 avril 2018.	TOTAL: 120 $ Sue Montgomery 120 $
Fondation Léa-Roback 106 – 1600, av. De Lorimier Montréal (Québec) H2K 3W5 a/s Madame Karine Hébert Administratrice au c.a. de la Fondation Léa-Roback et Responsable du comité 25e anniversaire	Pour l'achat d'une publicité concernant la soirée d'inauguration de l'exposition sur Léa Roback qui aura lieu le 3 mai 2018 à l'Atrium de la Bibliothèque publique juive, au 5151, ch. de la Côte-Ste-Catherine.	TOTAL: 350 $ Sue Montgomery 175 $ Peter McQueen 175 $

L'Association Culturelle des Guyannais de Montréal **Guyana Cultural Association of Montreal** 690, rue Rochelea Longueuil (Québec) J3Y 4S8 a/s Madame Barbara Fraser	Pour la l'achat de 2 billets pour « *Tea Party with a Flair* » qui aura lieu le 6 mai 2018 au Centre Communautaire St. Raymond.	TOTAL: 50 $ Sue Montgomery 50 $
La Maison Bleue : milieu de vie préventif à l'enfance 3735, av. Plamondon Montréal (Québec) H3S 1L8	Pour l'achat de billets pour le Gala bénéfice de la Maison Bleue qui aura lieu au Théâtre Rialto le 31 mai 2018.	TOTAL: 300 $ Sue Montgomery 150 $ Magda Popeanu 150 $

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-04 12:05

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185265009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense totalisant 920 $ à divers organismes pour l'achat de billets pour plusieurs événements.

CONTENU

CONTEXTE

À la demande de Sue Montgomery, mairesse de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, de Peter McQueen, conseiller de la Ville pour le district de Notre-Dame-de-Grâce. de Magda Popeanu, conseillère de la Ville pour le district de Côte-des-Neiges et de Christian Arseneault, conseiller de la Ville pour le district de Loyola autoriser une dépense totalisant 920$ pour l'achat de billets à divers organismes pour des événements socio-communautaires. Ces contributions totalisant 920 $, proviennent des budgets discrétionnaires des élus.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

Autoriser une dépense totalisant 920 $ pour l'achat de billets à divers organismes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le dossier vise à autoriser une dépense de 920.00 $ pour l'achat à divers organismes de billets pour plusieurs événements. La dépense totale est imputée au budget des élus, tel que décrit dans la certification de fonds.

Les fonds nécessaires sont disponibles à la Direction des services administratifs et du greffe dans le centre de responsabilité 300714 - CDN Soutien aux élus locaux.

La dépense sera imputé au compte suivant:

2406.0010000.300714.01101.53801.014022.0.0.0

Le fonds sont réservés par les demandes d'achat no. 549453, 549459, 549465, 549466 et 549467.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Manon PROVOST
Chargée de secrétariat

Tél : 514-872-4863
Télécop. : 514-868-3327

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-02

Daniel SANGER
Directeur de cabinet

Tél : 514-868-3527
Télécop. : 514-868-3327

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185265009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Objet :	Autoriser une dépense totalisant 920 $ à divers organismes pour l'achat de billets pour plusieurs événements.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1185265009 - Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en ressources financières
Tél : 514-872-0419

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-03

Hélène BROUSSEAU
Directrice par intérim
Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1184570005

Calcul de la dépense 2018

Calcul des dépenses						
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne
Contrat	920,00 $	- $	- $	920,00 $	- $	920,00 $
Total des dépenses	**920,00 $**	**- $**	**- $**	**920,00 $**	**- $**	**920,00 $**

	Montant	%
Portion Ville-Centre		0,0%
CDN-NDG	920,00 $	100,0%

SIMON
Système Intégré Montréal

Date : 04/05/2018 12:12 PM

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Avertissement !

Demandeur : Diego Andres Martinez Téléphone : 514-868-3488

Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Période : MAI Année : 2018 **MAI-18** Description de l'écriture : 180503umart1m - Achat de billets pour plusieurs événements - GDD 1185265009

Virement de crédits demandé en vertu de :

- ○ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
- ◉ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no. GDD1185265009

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	2406	0010000	300714	01101	54304	000000	0000	000000	000000	00000	00000		920,00	GDD 1185265009
2	2406	0010000	300714	01101	53801	014022	0000	000000	000000	00000	00000	920,00		GDD 1185265009
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13												à	de	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.11

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1185153006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à Les Entreprises Michaudville inc., le contrat au montant de 12 960 000,00 $, taxes incluses, pour les travaux de remplacements des entrées de service d'eau en plomb, de réfections de chaussées et de trottoirs, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RESEP-1-2018) (rues locales), et autoriser une dépense à cette fin de 13 275 000,00 $, incluant les taxes et les frais accessoires (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN -NDG-18-AOP-TP-012.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder à Les Entreprises Michaudville inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat au montant de 12 960 000,00 $, taxes incluses, pour les travaux de remplacements des entrées de service d'eau en plomb, de réfections de chaussées et de trottoirs, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement Côte-Des-Neiges–Notre-Dame de-Grâce - RESEP-1-2018 (rues locales), au prix et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-012.

D'autoriser une dépense à cette fin de 13 275 000,00 $, comprenant les contingences au montant de 1 178 181,82 $, taxes incluses, les incidences au montant de 315 000 $, taxes incluses, et tous les frais accessoires.

D'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, le cas échéant, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-02 09:29

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1185153006**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à Les Entreprises Michaudville inc., le contrat au montant de 12 960 000,00 $, taxes incluses, pour les travaux de remplacements des entrées de service d'eau en plomb, de réfections de chaussées et de trottoirs, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RESEP-1-2018) (rues locales), et autoriser une dépense à cette fin de 13 275 000,00 $, incluant les taxes et les frais accessoires (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-012.

CONTENU

CONTEXTE

À Montréal, de nombreux bâtiments sont susceptibles d'être desservis par des entrées de service en plomb. Les maisons de type « après-guerre » *(Wartime Housing)* construites entre les années 1940 et 1950, et les immeubles de 8 logements et moins, construits avant 1970, sont les bâtiments les plus susceptibles d'avoir des entrées de service en plomb.

Depuis 2005, la Ville de Montréal est sensibilisée à cette problématique. En collaboration avec de nombreux partenaires, dont la Direction régionale de santé publique du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal (DRSP), la Chaire Industrielle en Eau Potable de l'école Polytechnique de Montréal et le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, la Ville de Montréal a mis en place une méthodologie de dépistage des entrées de service en plomb, ainsi qu'un programme de remplacement étalé sur 20 ans.

Les travaux de remplacement des entrées de service de plomb sont financés par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau.

D'ici 2026, la Ville de Montréal s'est engagée à éliminer toutes les entrées de service en plomb sur le domaine public, et ce, grâce à un plan d'action axé sur la proactivité.

La problématique des entrées de service d'eau en plomb touche 16 des 19 arrondissements de la Ville de Montréal (seuls L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, Pierrefonds-Roxboro et Saint-Léonard sont exempts d'entrées de service en plomb).

L'objectif principal que l'arrondissement s'est fixé en collaboration avec la DGSRE est d'effectuer les travaux de remplacements de service d'eau en plomb en 2018 de la liste des rues du présent contrat, afin de pouvoir procéder à la réalisation des travaux de réfection routière (trottoirs et chaussée) des mêmes rues dans le

cadre des projets de PRR, PCPR et PRCPR en 2019, et ce, pour éviter une excavation dans une chaussée récente et en bon état.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 170063 - lundi le 12 mars 2018 : Approuver, dans le cadre du « Programme de réfection routière du réseau local » PRR-1-2018 (rues locales), PRR-2-2018 (rues locales), du « Programme complémentaire de planage-revêtement » PCPR-2018 (rues locales), du « Programme de réhabitation de chaussée par planage-revêtement » PRCPR-2018 (rues locales) et de « Remplacements des entrées de service d'eau en plomb » RESEP-1-2018 et RESEP-2-2018 (rues locales) les listes des rues visées par les travaux de réfections des chaussées et des trottoirs, incluant les changements des entrées de service d'eau en plomb, ainsi que des travaux seulement de remplacement des entrées de service d'eau en plomb sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

DESCRIPTION

Un contrat doit être octroyé pour les travaux de remplacements des entrées de service d'eau en plomb, de réfections de chaussées et de trottoirs, là où requis, sur les différentes rues en mauvais état, telles qu'identifiées sur la liste des rues détaillées ci-dessous.

Dans le cadre de ce contrat, les interventions qui seront prises en charge sont énumérées comme suit :

1. Dépistage des entrées de service d'eau;
2. Remplacement des entrées d'eau en plomb (lorsque présent);
3. La réfection de chaussées et de sections de trottoirs, excavés par le remplacement des entrées en plomb ;

La présente a pour but d'autoriser la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce à effectuer les dépenses requises relatives aux travaux associés à la réalisation du « Programme de remplacement de service d'eau en plomb RESEP-1-2018 », ainsi que d'autres dépenses imprévues, mais liées aux travaux décrits.

Remplacement des entrées de service d'eau en plomb (RESEP-1-2018)

1 - Remplacement des entrées de service d'eau en plomb - 2018
2 - Infrastructures (trottoirs, planage et pavage) - 2019

Numéro	Rue	De	A	District	Type
1	Vendôme	Sherbrooke	Côte-Saint-Antoine	Notre-Dame-de-Grâce	Local
2	Vendôme	Côte-Saint-Antoine	Notre-Dame-de-Grâce	Notre-Dame-de-Grâce	Local
3	Harvard	Monkland	Terrebonne	Notre-Dame-de-Grâce	Local
4	Harvard	Terrebonne	Somerled	Notre-Dame-de-Grâce	Local
5	Harvard	Somerled	Côte-Saint-Luc	Notre-Dame-de-Grâce	Local

6	Melrose	Terrebonne	Somerled	Notre-Dame-de-Grâce	Local
7	Draper	Terrebonne	Somerled	Notre-Dame-de-Grâce	Local
8	Draper	Monkland	Terrebonne	Notre-Dame-de-Grâce	Local
9	Clifton	Saint-Jacques	Upper-Lachine	Notre-Dame-de-Grâce	Local
10	Clifton	Upper-Lachine	Fin de rue	Notre-Dame-de-Grâce	Local
11	Beaconsfield	Sherbrooke	Notre-Dame-de-Grâce	Notre-Dame-de-Grâce	Local
12	West Hill	Somerled	Randall	Loyola	Local
13	West Hill	Randall	West Hill	Loyola	Local
14	West Hill	West Hill	Biermans	Loyola	Local
15	West Hill	Biermans	Fielding	Loyola	Local
16	Randall	West Hill	West Hill	Loyola	Local
17	Randall	West Hill	Fielding	Loyola	Local
18	Borden	Somerled	Fielding	Loyola	Local
19	King-Edward	Fielding	Chester	Loyola	Local
20	King-Edward	Chester	Côte-Saint-Luc	Loyola	Local
21	Rosedale	Fielding	Chester	Loyola	Local
22	Doherty	Chester	Côte-Saint-Luc	Loyola	Local
23	Doherty	Fielding	Chester	Loyola	Local
24	Westmore	Chester	Connaught	Loyola	Local

Il est recommandé d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme et autorisé par l'Autorité des Marchés Financiers (l'AMF), soit à l'entreprise **Les entreprises Michaudville inc.**, pour un montant de **12 960 000,00 $** (incluant les taxes et les travaux contingents).

Vous trouverez ci-après la liste des entreprises ayant soumissionné et les prix soumis par chacune d'elles :

SOUMISSION CDN-NDG-18-AOP-TP-012 **Travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb, de réfection de chaussées et de trottoirs, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, RESEP-1-2018**		
SOUMISSIONS		
1	SANEXEN	13 432 606,28 $
2	LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.	12 960 000,00 $

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	SANEXEN
2	DEMIX CONSTRUCTION, DIVISION DE CRH CANADA INC.
3	FORACTION INC.
4	GROUPE TNT INC.
5	LES ENTREPRISES COGENEX INC.
6	LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
7	LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC

8	CONSTRUCTION BEU-VAL INC.

JUSTIFICATION

Les travaux de remplacement des entrées de services de plomb sont financés par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau.

Sur les huit (8) preneurs du cahier des charges, deux (2) ont déposé une soumission, six (6) preneurs de cahier de charge n'ont pas soumissionné.

Résultat de la soumission publique :

Remplacement des entrées de service d'eau en plomb #1 (RESEP-1-2018)	
Firmes soumissionnaires	Total (contigences et taxes incluses)
SANEXEN	13 432 606,28 $
MICHAUDVILLE	12 960 000,00 $
Dernière estimation réalisée	14 975 608,73 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)	13 196 303,14 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100	-1,76%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)	472 606,28 $
Ecart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100	3,65%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)	(2 015 608,73 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	-13,46%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)	472 606,28 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100	3,65%

(*)T.P.S de 5% et T.V.Q de 9.975%

Le prix du plus bas soumissionnaire, **Les entreprises Michaudville inc.** à 12 960 000,27 $ taxes incluses est inférieur d'environ 13,46% à l'estimation des coûts de 14 975 608,73 $ taxes incluses, soit une différence de coûts de 2 015 608,73 $ taxes incluses. Cet écart entre le prix du plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation la plus récente nous semble acceptable.

Aussi, la plus basse soumission conforme est complète et tous les travaux semblent bien y avoir été considérés.

Ainsi, la Direction des travaux publics recommande l'octroi du présent contrat de travaux à l'entrepreneur **Les entreprises Michaudville inc.** plus bas soumissionnaire conforme, pour un montant de 11 272 015,66 $ avant taxes, soit un montant total de 12 960 000,00 $ incluant toutes les taxes. Ce montant total inclut 10 % de contingences équivalant au montant de 1 024 728,70 $, avant taxes, pour un total de 1 178 181,82 $, incluant toutes les taxes.

De plus, un montant de 315 000,00 taxes incluses est recommandé pour couvrir les frais des travaux incidents au contrat. Ce montant réservé aux incidences n'est pas inclus au contrat de l'entrepreneur et servira à payer des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux de construction des travaux et les frais de service du bureau conseil pour la gestion et la surveillance des travaux .

La dépense totale à autoriser est de 13 275 000,00 $ toutes taxes incluses.

L'adjudicataire est le plus bas soumissionnaire conforme.

L'adjudicataire, **Les entreprises Michaudville inc.** a fourni une autorisation émise par l'Autorité des Marchés Financiers pour pouvoir conclure un contrat ou sous contrat auprès des organismes publics, tel que requis en vertu du décret 1049-2013, ainsi qu'une attestation fiscale émise par Revenu Québec. Ces documents ont été vérifiés par la division du greffe de l'arrondissement et sont joints en pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

Une approbation a préalablement été effectuée par la DGSRE afin de s'assurer que les rues sélectionnées dans le cadre de ce contrat ne nécessiteront aucun travaux d'infrastructures souterraines, et ce, ni à court ni à moyen terme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Budget à autoriser :

Le budget requis pour financer le « Programme de remplacement de service d'eau en plomb RESEP-1-2018 », lequel inclut tous les travaux de remplacement des entrées d'eau en plomb et la réfection des excavations, est de **13 275 000,00 $** toutes taxes incluses. La dépense de l'enveloppe budgétaire sera financée à **100 %** par la DGSRE concernant tous les travaux reliés aux remplacements des entrées d'eau en plomb.

La portion de la DRE, du montant de 13 275 000,00 $, taxes incluses, représente un montant de 12 121 844,43 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, est financée par le règlement d'emprunt 17-083.

La répartition des coûts est détaillée dans le tableau suivant :

Partage des coûts de la soumission **RESEP-1-2018** (taxes incluses)	
	Budget DGSRE (PTI 2018)
Coût des travaux de remplacement de services en plomb	11 781 818,18
Contingences	1 178 181,82 $
Services de laboratoire pour le contrôle qualitatif	125 000,00 $
Service d'une firme de génie - gestion et surveillance	190 000,00 $

Total des dépenses du contrat **CDN-NDG-18-AOP-TP-012**	**13 275 000,00 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le remplacement des entrées de service d'eau en plomb vise à améliorer la santé des citoyens de l'arrondissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le plomb est reconnu pour avoir des effets néfastes sur la santé humaine. D'ici 2026, la Ville de Montréal s'est engagée à éliminer toutes les entrées de service en plomb sur le domaine public.

Une gestion rigoureuse et un suivi permanent seront assurés par l'arrondissement en ce qui a trait au volet "signalisation et circulation". L'impact sur la circulation est décrit dans les cahiers des charges des documents d'appel d'offres.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les citoyens riverains des rues concernées par les travaux du programme de réfection routière du réseau local du projet susmentionné seront informés, par lettre, de la nature et la durée des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

La durée du projet est de 6 mois, débutant au mois de **juin** et se terminant au mois de **décembre 2018**.
Travaux à réaliser par l'entrepreneur (échéancier approximatif) :

- Remplacement des entrées d'eau en plomb 15 juin - 15 novembre 2018
- Réfection des excavations 15 juillet - 15 décembre 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Il est à noter que conformément aux règlements en vigueur, les cahiers des charges préparés pour les documents d'appel d'offres des différents contrats faisaient mention, de manière explicite, à l'ensemble des soumissionnaires, des clauses administratives générales en prévention de la collusion et de la fraude, afin de mettre en exergue la transparence et la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

Les dossiers respecteront au meilleur de nos connaissances les encadrements suivants :

- gestion des contingences et des incidences;
- politique de gestion contractuelle des contrats;
- loi visant à prévenir, combattre et sanctionner certaines pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction;
- dispositions visant à favoriser l'intégrité en matière de contrats;
- l'accréditation de l'autorité des marchés financiers pour conclure un contrat ou sous-contrat public, entre autres avec la Ville de Montréal;
- respect des clauses contractuelles en matière de la santé et de la sécurité du travail (SST);
- application de la grille d'évaluation de l'entrepreneur en charge des travaux.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Geneviève REEVES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau

Lecture :

Mathieu-Pierre LABERGE, 1er mai 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Farid OUARET
INGENIEUR

Tél : 514 872-7408
Télécop. : 872-0918

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-30

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1185153006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder à Les Entreprises Michaudville inc., le contrat au montant de 12 960 000,00 $, taxes incluses, pour les travaux de remplacements des entrées de service d'eau en plomb, de réfections de chaussées et de trottoirs, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RESEP-1-2018) (rues locales), et autoriser une dépense à cette fin de 13 275 000,00 $, incluant les taxes et les frais accessoires (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN -NDG-18-AOP-TP-012.

RBQ.pdfAMF.pdfSouimission.pdfRÉSULTATS RESEP1.pdfRécapitulatif PV RESEP1.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Farid OUARET
INGENIEUR

Tél : 514 872-7408
Télécop. : 872-0918

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC
270, RUE BRUNET
MONT-SAINT-HILAIRE (QUEBEC) J3G 4S6

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142707943

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 907130-ZZBT-0463643
Date et heure de délivrance de l'attestation : 19 mars 2018 à 13 h 53 min 52 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 30 juin 2018

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 12 novembre 2015

LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
A/S MONSIEUR ROBERT PHANEUF
270, RUE BRUNET
MONT-SAINT-HILAIRE (QC) J3G 4S6

N° de client : 2700000245

Objet : Renouvellement de votre autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, nous désirons vous fournir de l'information concernant le renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public de LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC. pour laquelle vous êtes le répondant.

L'autorisation de votre entreprise est valide jusqu'au **9 avril 2016** et devra être renouvelée si vous souhaitez la conserver.

Renouvellement de votre autorisation

Afin de poursuivre l'exécution de vos contrats publics en cours, vous devez présenter à l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») une demande de renouvellement de votre autorisation au moins 90 jours avant la date de son expiration[1], c'est-à-dire le ou avant le **11 janvier 2016**.

- Si nous recevons votre demande avant cette date, l'autorisation de votre entreprise demeure valide, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant sa révocation, jusqu'à ce que l'Autorité procède à son renouvellement. Vous serez donc autorisé à poursuivre l'exécution de vos contrats publics en cours durant la période d'analyse de votre demande, de même qu'à conclure de nouveaux contrats ou sous-contrats publics.

  Afin d'être en mesure de déposer votre demande de renouvellement dans les délais requis, nous vous suggérons d'effectuer cette transaction par le biais des services en ligne de l'Autorité. Vous trouverez en annexe les étapes à suivre pour soumettre votre demande.

[1] Article 21.41 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, c. C-65.1).

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

- Si nous ne recevons pas votre demande dans les délais requis, **le nom de votre entreprise sera retiré du registre des entreprises autorisées** (le « REA ») à la date d'expiration de votre autorisation. **Votre entreprise ne sera donc plus en mesure de conclure de nouveaux contrats/sous-contrats publics à partir de cette date.** Cependant, vous pourrez poursuivre vos contrats/sous-contrats publics en cours d'exécution jusqu'à ce que l'Autorité statue sur votre demande de renouvellement.

Non-renouvellement de votre autorisation

Si vous ne souhaitez pas renouveler votre autorisation, vous trouverez en annexe les étapes à suivre pour soumettre une demande de non-renouvellement à l'aide des services en ligne de l'Autorité.

Il est important de noter que même si vous soumettez une demande de non-renouvellement avant la date anniversaire de votre autorisation, votre droit d'exercice **demeurera valide jusqu'à la date d'expiration prévue.**

Notez que si vous exécutez un contrat/sous-contrat public en tant que contractant/sous-contractant et que votre autorisation est expirée, vous serez réputé en défaut d'exécuter ce contrat/sous-contrat public au terme d'un délai de 60 jours suivant la date d'expiration de l'autorisation[2].

Renouvellement/non-renouvellement d'une autorisation par une entreprise étrangère

Si votre entreprise est considérée comme étrangère, nous vous invitons à consulter le site Web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca. Veuillez accéder à la section **Contrats publics et ESM**, puis choisir l'onglet **Contrats publics**. Vous y trouverez plus d'information sur la façon de soumettre votre demande de renouvellement ou de non-renouvellement de votre autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public.

Pour toute question concernant votre dossier, veuillez communiquer avec la Direction des contrats publics et des entreprises de services monétaires au 1 877 525-0337, poste 4848, ou par courriel au direction-tcop-esm@lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Direction des contrats publics et des entreprises de services monétaires

p.j. Annexe - Étapes à suivre pour soumettre une demande de renouvellement ou une demande de non-renouvellement

[2] Ibid.; article 21.19

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 17 décembre 2015

LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
270, RUE BRUNET
MONT-SAINT-HILAIRE QC J3G 4S6

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700000245
N° de demande :	1530857839
N° de confirmation de paiement :	000180236916

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0028

Québec, le 10 avril 2013

Les Entreprises Michaudville inc.
À l'attention de : Robert Phaneuf
270, Brunet
Mont-Saint-Hilaire (Québec) J3G 4S6

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à
Les Entreprises Michaudville inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0028 n° d'identification de l'Autorité : 2700000245

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de conclure un contrat/sous contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Les Entreprises Michaudville inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 9 avril 2016 et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

La Direction des contrats publics et
des entreprises de services monétaires

Québec ☒
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal ☐
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

Montréal

COPIE

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : CDN-NDG-18-AOP-TP-012

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Service du greffe Bureau Accès Montréal-Arrondissement CDN-NDG 5160,BOUL,Décarie,RDC Montréal (Québec) H3X 2H9, avant 11h
19	**mars**	**2018**	**12**	**avril**	**2018**	

Travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb, de réfection de chaussée et de trottoirs, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce N° CDN-NDG-18-AOP-TP-012 (RESEP-1-2018)

Description et sommaire de soumission	Montant
Travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb, de réfection de chaussée et de trottoirs, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce N° CDN-NDG-18-AOP-TP-012 (RESEP-1-2018)	
Montant total avant taxes :	11 272 015.66 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	563 600.78 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	1 124 383.56 $
Montant total :	**12 960 000.00 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142707943

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Les entreprises Michaudville inc.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

270 rue Brunet, Mont-Saint-Hilaire, Québec J3H 0M6

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone :	450-446-9933	
MARTIN BENOIT, ING, GÉRANT DE PROJETS	Télécopieur :	450-446-1933	
	Courriel :	mbenoit@michaudville.com	
Signature:	Jour	Mois	Année
	12	avril	2018

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RÉSULTAT DE SOUMISSION PUBLIQUE
Date de publication : 19 mars 2018
Date d'ouverture : 12 avril 2018

CDN-NDG-18-AOP-TP-012
Travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb, de réfection de chaussées et de trottoirs, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (RESEP-1-2018)

SOUMISSIONS		
1	SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	13 432 606,28 $
2	LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.	12 960 000,00 $

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	CONSTRUCTION BAU-VAL INC.
2	DEMIX CONSTRUCTION, DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.
3	FORACTION INC.
4	GROUPE TNT INC.
5	LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.
6	LES ENTREPRISES COGENEX INC.
7	LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
8	SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.

Préparé le 12 avril 2018

…2

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

SOUMISSION PUBLIQUE
CDN-NDG-18-AOP-TP-012

Procès-verbal d'ouverture de soumissions tenue aux bureaux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le **jeudi 12 avril 2018** à **11 heures.**

Sont présents :

• Geneviève Reeves	secrétaire d'arrondissement	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe
• Farid Ouaret	ingénieur	Direction des travaux publics
• Fethi Fathi	agent technique en ingénierie municipale	Direction des travaux publics
• Vladimir Charles	agent technique en ingénierie municipale	Direction des travaux publics
• Driss Bendaoud	agent technique en ingénierie municipale	Direction des travaux publics
• Viviane Gauthier	analyste de dossiers	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe

Les soumissions reçues pour **CDN-NDG-18-AOP-TP-012 Travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb, de réfection de chaussées et de trottoirs, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (RESEP-1-2018)** sont ouvertes par la secrétaire d'arrondissement de la division du greffe. Les firmes mentionnées soumettent des prix :

SOUMISSIONNAIRES	**PRIX**
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	13 432 606,28 $
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.	12 960 000,00 $

L'appel d'offres public de la Direction de travaux publics a été publié dans Le Devoir et sur le site SEAO le 19 mars 2018.

La secrétaire d'arrondissement transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à la Direction des travaux publics, pour étude et rapport

Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185153006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder à Les Entreprises Michaudville inc., le contrat au montant de 12 960 000,00 $, taxes incluses, pour les travaux de remplacements des entrées de service d'eau en plomb, de réfections de chaussées et de trottoirs, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RESEP-1-2018) (rues locales), et autoriser une dépense à cette fin de 13 275 000,00 $, incluant les taxes et les frais accessoires (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN -NDG-18-AOP-TP-012.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Analyse des soumissions RESEP-1 2018.pdf GDD Contrat RESEP-1 2018.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-9492

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-01

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe
Tél : 514 868-4358
Division :

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **CDN-NDG-18-AOP-TP-012**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMF[1]	Attestation fiscale	Liste PGC[2]	RENA[3]	Liste RBQ[4]	Licence RBQ[5]	LFRI[6]	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	1172408883	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	Attestation fiscale valide jusq'au 30 avril 2018*	Conforme**
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.	1142707943	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		Conforme

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013, 795-2014 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2018-04-13**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-04-13**.
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2018-04-13**.
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.
6. Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant en date du **2018-04-13**.

* L'attestation fiscale doit être valide au moment de l'octroi du contrat. Le soumissionnaire pourrait en soumettre une nouvelle. Aucun impact dans le présent cas car n'est pas le plus bas soumissionnaire

** sous réserve de remédier aux défauts mineurs

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : CDN-NDG18-AOP-TP-012

No du GDD : 1185153006

Titre de l'appel d'offres : Travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb, de réfection de chaussées et de trottoirs, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement (RESEP-1)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 19 - 3 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 4 - 4 - 2018

Ouverture faite le : 12 - 4 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 4 - 4 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 15 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 25

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 10 - 8 - 2018

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	13 432 606,28 $		
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.	12 960 000,00 $	√	

Information additionnelle

Les prix soumis comprennent des contingences de 10 %.
Désistements : 1 firme mentionne le délai de soumission, 1 firme mentionne son inscription à la LFRI, 1 firme mentionne diverses raisons, notamment la durée de l'appel d'offres, le financement, les pénalités prévues et les risques importants pour les entrepreneurs, 1 firme indique avoir soumis un prix à titre de sous-traitant.

Préparé par : Julie Faraldo-Boulet

Le 1 - 5 - 2018

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1185153006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder à Les Entreprises Michaudville inc., le contrat au montant de 12 960 000,00 $, taxes incluses, pour les travaux de remplacements des entrées de service d'eau en plomb, de réfections de chaussées et de trottoirs, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RESEP-1-2018) (rues locales), et autoriser une dépense à cette fin de 13 275 000,00 $, incluant les taxes et les frais accessoires (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN -NDG-18-AOP-TP-012.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Info_comptable DRE 1185153006.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : 514-872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-01

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier, PS Développement

Information financière pour dépense PTI - Service de l'eau

GDD #	1185153006

Taux 2017: 1.0951303727

Direction	DRE

Engagement #	EAU5153006	Date	01/05/2018

Provenance

Description du règlement d'emprunt:

Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout												Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 17-083	6130	7717083	802705	01909	57201	000000	0000	169431	000000	98001	00000	13 275 000.00 $	12 121 844.43 $	12 121 846 $

Imputation

Description:

Entrées de service en plomb - diverses rue CDN-NDG												Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6130	7717083	802705	04121	57201	000000	0000	172766	000000	13020	00000	11 781 818.18 $	10 758 370.40 $	10 758 371 $
Contingences	6130	7717083	802705	04121	57201	000000	0000	172766	070008	13020	00000	1 178 181.82 $	1 075 837.04 $	1 075 838 $
Incidences	6130	7717083	802705	04121	54301	000000	0000	172766	070003	13020	00000	315 000.00 $	287 636.99 $	287 637 $

Total Direction :	13 275 000.00 $	12 121 844.43 $	12 121 846 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.12

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1181247003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 482 042 $, incluant toutes les taxes si applicables, à 21 organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, en raison de la reconduction à venir de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) / Approuver les projets de convention à cet effet.

Il est recommandé:

D'accorder un soutien financier totalisant la somme de 482 042 $ à 21 organismes pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, conformément au tableau de résumé des projets qui est joint à l'annexe 1 du sommaire, dans le cadre de la reconduction à venir de l'Entente administrative
sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018).

D'approuver les 24 projets de convention entre la Ville de Montréal et ces 21 organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à
100 % par l'agglomération, pour un montant de 482 042 $.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-03 08:58

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1181247003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 482 042 $, incluant toutes les taxes si applicables, à 21 organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, en raison de la reconduction à venir de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) / Approuver les projets de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

La *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion* sociale a institué une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et créé le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement des initiatives et la réalisation de projets. En 2012, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) et la Ville de Montréal ont conclu une sixième entente administrative (2013-2015) en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale portant sur la gestion du FQIS au titre des Alliances pour la solidarité.
Le Ministère octroie alors à la Ville de Montréal une contribution financière de 18 M$ sur deux années, soit 9 M$ par année, pour la période de 2013-2014 et 2014-2015. Cette entente a été prolongée à deux reprises pour un montant de 9 M$ par année. La première, en 2015, pour la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2016, puis l'autre, en 2016, courant pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017.

En février 2017, la Ville de Montréal et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) conviennent de prolonger à nouveau l'entente administrative (2013-2017) de 6 mois, soit du 1er avril au 30 septembre 2017, pour un montant de 4,5 M$ en attendant le dépôt du troisième plan de lutte contre la pauvreté que le gouvernement du Québec prévoyait déposer à l'automne 2017. Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 ne sera finalement adopté qu'en décembre 2017. De nouvelles Alliances pluriannuelles pour la solidarité seront conclues

prochainement avec l'ensemble des régions du Québec, dont la Ville de Montréal, dans le cadre du nouveau Plan d'action gouvernemental. Afin de poursuivre les actions de lutte contre la pauvreté auprès des Montréalaises et des Montréalais dans le besoin, la Ville et le MTESS se sont entendus pour renouveler l'Entente administrative 2013-2018 pour une période de sept mois, soit du 1er avril 2018 au 31 octobre 2018, pour une somme de 5,25 M$.

Les projets, initiatives et interventions financés dans le cadre de cette entente doivent répondre, notamment, aux critères suivants :

- s'inscrire dans les grandes politiques et orientations du gouvernement ainsi que soutenir les priorités stratégiques montréalaises en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

· faire l'objet d'une analyse partagée des besoins et des priorités et d'une concertation avec les représentants du milieu. Ils doivent répondre aux objectifs des planifications stratégiques régionales et des plans d'action de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi qu'aux objectifs de la Stratégie nationale;

· viser à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment par des projets d'intervention en matière de développement social et communautaire, de prévention de la pauvreté, d'aide à l'intégration en emploi des personnes éloignées du marché du travail, d'insertion sociale, d'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté dans les territoires à concentration de pauvreté.

Le soutien financier accordé ne doit pas se substituer aux programmes réguliers des ministères ou organismes, mais peut contribuer à les bonifier. De plus, seuls les organismes et/ou les personnes morales à but non lucratif y sont admissibles. En ce qui a trait aux salaires, ils doivent correspondre à ceux habituellement versés par l'organisme aux employés occupants des postes et effectuant des tâches comparables ou aux salaires versés par des organismes comparables du milieu local ou régional. Ils doivent également tenir compte de l'expérience et de la compétence des personnes embauchées. Le nombre d'heures salariées admissibles est celui qui correspond aux exigences de l'emploi et aux pratiques en usage au sein de l'organisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Relativement à l'Entente administrative entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal
CG17 0195 du 18 mai 2017
Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, dans le cadre des Alliances pour la solidarité, entre le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, afin de prolonger de six mois ladite entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 4,5 M$ pour la période du 1er avril 2017 au 30 septembre 2017.

CG16 0194 du 24 mars 2016
Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, dans le cadre des alliances pour la solidarité, entre le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, afin de prolonger d'un an ladite entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 9 M$ pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017.

CG15 0418 du 18 juin 2015
Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds

québécois d'initiatives sociales, dans le cadre des alliances pour la solidarité, entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, afin de prolonger d'un an ladite entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 9 M$ pour la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2016.

CG12 0286 du 23 août 2012
Approuver un projet d'entente administrative sur la gestion du fonds d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité avec la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale ayant pour but de convenir des modalités administratives pour laquelle la Ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 18 M$ sur deux ans, soit 9 M$ en 2013 - 2014 et 9 M$ en 2014 - 2015, aux fins du financement au cours des années civiles 2013 et 2014 d'une Alliance de solidarité.

Relativement à la répartition du budget pour l'arrondissement de Côte-Des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

CA17 170126 du 1er mai 2017
D'accorder un soutien financier totalisant la somme de 482 042 $ aux organismes mentionnés à l'annexe 1 du présent sommaire décisionnel, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales au titre des Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2017).

CA16 170088 du 4 avril 2016
Approuver 28 projets de conventions de partenariat relatifs au versement de contributions financières pour une durée d'un an, soit une somme de 482 042 $ (incluant toutes les taxes applicables) pour l'année 2016-2017, dans le cadre de l'entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Ville-MTESS 2016-2017).

CA15 170128 - 4 mai 2015
Autoriser la signature de 28 conventions de partenariat et le versement de contributions financières, totalisant 482 042 $ (incluant toutes les taxes applicables) dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales et des Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2016) pour la période du 2 avril 2015 au 31 mars 2016.

DESCRIPTION

La Direction de la culture des sports loisirs et du développement social (DCSLDS) a lancé un appel à projets le 3 février 2017 auprès d'organismes reconnus par l'arrondissement dans les catégories partenaire, associé et collaborateur afin d'obtenir des projets offrant un impact auprès des populations vulnérables. Un nombre de cinquante-sept (57) organismes a été invité à déposer un projet dans le cadre de cet appel. À la suite d'une évaluation par un comité de sélection interne, 24 projets ont été recommandés au conseil d'arrondissement pour financement pour la période du 8 mai 2017 au 31 mars 2018. Depuis l'automne 2017, le Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) discute avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), afin de convenir des suites de l'entente, de lutte contre la pauvreté 2013-2017. Le SDSS nous informait le 19 janvier 2018 qu'un addenda à l'entente actuelle (2013-2017) d'une durée d'un an serait signé avec le Ministère. Il s'agit d'un financement transitoire. En cours d'année, la Division de la lutte contre la pauvreté et l'itinérance du Service de la diversité sociale et des sports ainsi que le MTESS seront mobilisés pour élaborer une nouvelle Alliance pour la solidarité pour la Ville de Montréal.

En attendant cette nouvelle entente et les nouvelles balises qui découleront du nouveau Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 et afin de ne pas créer une discontinuité dans les projets, la DCLDS recommande de reconduire les 24 projets pour l'exercice financier 2018-2019 selon les mêmes termes et conditions (y compris les mêmes contributions)
et d'octroyer aux organismes les contributions indiquées en regard de chaque projet pour la période du 8 mai 2017 au 31 mars 2018.

Ces projets ont fait l'objet d'un suivi et d'une analyse rigoureuse par la DCSLDS au cours de l'année écoulée. Eu égard à l'évaluation des rapports d'étapes, 21 projets ont été jugés conformes. Quant aux trois autres projets, ils ont été considérés satisfaisants, mais les organismes concernés devront avoir apporté les ajustements demandés afin de répondre adéquatement aux exigences de la Direction pour que leurs rapports finaux soient jugés conformes. À cet effet, une communication écrite a été transmise à tous les organismes. Le tableau de résumé des projets est joint à l'annexe 1 du sommaire.

JUSTIFICATION

Les problématiques identifiées dans les projets comportent des éléments qui touchent la qualité de vie des citoyens. Les résultats souhaités de l'intervention visent à améliorer les conditions dans lesquelles les clientèles évoluent. Les projets visent principalement les clientèles suivantes : les familles immigrantes les familles à faibles revenus, les enfants, les jeunes, les aînés et certaines problématiques socio urbaines.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un montant de 9 M$ a été réservé dans le budget 2018 du Service de la diversité sociale et des sports dans le but de soutenir des projets de lutte contre la pauvreté. Cette dépense sera entièrement assumée par l’agglomération. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.
Le soutien financier que la Ville a accordé à ces organismes au cours des trois dernières années, pour les mêmes projets, se résume comme suit :

Nom de l'organisme	Titre du projet	Soutien accordé			Soutien recommandé pour 2018	% Soutien projet global
		2015	2016	2017		
QUARTIER CDN - 12 projets						
Association des parents de Côte-des-Neiges	Les fins de semaine, les pères Co-OH pères!	6 000 $	6 000 $	17 500 $	17 500 $	51 %
Baobab Familial	Du Baobab à l’érable	-	-	13 957 $	13 957 $	100 %
Centre communautaire de Loisirs de la Côte-des-Neiges	Moi j'embarque	20 734 $	20 734 $	20 734 $	20 734 $	68 %
Le Centre communautaire de Loisirs de la Côte-des-Neiges	Pour bien animer	20 000 $	20 000 $	20 000 $	20 000 $	36 %

Centre Communautaire Mountain Sights	Place plus grande à l'intégration des femmes immigrantes isolées du secteur Mountain Sights et des alentours	14 000 $	14 000 $	14 000 $	14 000 $	66 %
Centre des Aînés Côte-des-Neiges	Ponts vers la participation communautaire des aînés	12 000 $	12 000 $	12 000 $	19 632 $	63 %
Club Ami	Un quartier à vivre	37 000 $	37 000 $	37 000 $	30 542 $	73 %
Femmes du monde à Côte-des-Neiges	Femmes et autonomie comme réponse à l'exclusion	13 000 $	13 000 $	13 000 $	13 534 $	94 %
MultiCaf (La cafétéria communautaire MultiCaf)	Aide, assistance et référence de première ligne	23 000 $	23 000 $	23 000 $	20 000 $	51 %
Projet Genèse	Jeunes familles au courant de leurs droits en matière de logement	18 000 $	18 000 $	18 000 $	19 600 $	88 %
Relais Côte-des-Neiges	Cuisinons ensemble	10 000 $	10 000 $	10 000 $	15 160 $	64 %
Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV)	Réseau des jardins urbains de CDN	8 885 $	8 885 $	8 885 $	8 885 $	96 %
QUARTIER NDG - 12 projets						
À deux mains./Head & Hands Inc.	Programme de sécurité alimentaire	12 000 $	12 000 $	16 450 $	16 450 $	24 %
Bienvenue à NDG	Je m'engage: Clef de la Ville	10 000 $	10 000 $	18 925 $	18 925 $	75 %
Carrefour Jeunesse emploi NDG	Table jeunesse : jeunes leaders NDG	15 000 $	15 000 $	16 008 $	16 008 $	100 %
Conseil communautaire de Notre-Dame-de-Grâce inc.	Bien planifier pour mieux intervenir dans les secteurs défavorisés	69 000 $	69 000 $	67 010 $	67 010 $	37 %
*Conseil communautaire de Notre-Dame-de-Grâce Fiduciaire pour L'Envol des Femmes	Envol de femmes : nutrition counts	14 000 $	14 000 $	15 000 $	15 000 $	100 %
Dépôt alimentaire NDG	Boîte à lunch	27 000 $	27 000 $	24 850 $	24 850 $	23 %
Dépôt alimentaire NDG	Le Réseau des Jardins de la Victoire	8885 $	1 777 $	8 885 $	8 885 $	11 %

Dépôt alimentaire NDG	Programme de support et de références à travers la communauté	25 000 $	25 000 $	21 500 $	21 500 $	32 %
Les Habitations Sherbrooke Forest	Faire fleurir la forêt	10 000 $	10 000 $	16 500 $	16 500 $	59 %
L'institut Fraser-Hickson, Montréal	Nouveau secteur et activités-Mini-Biblio	-	-	20 000 $	20 000 $	29 %
Les Maisons Transitionnelles O3	M.O.M. - Mère organisant des menus	15 000 $	15 000 $	15 000 $	15 000 $	82 %
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Activités familiales Walkley	26 538 $	26 538 $	28 370 $	28 370 $	32 %
	TOTAL	**482 042 $**	**482 042 $**	**482 042 $**	**482 042 $**	

* Conseil Communautaire fiduciaire pour les années 2015-2016-2017

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces projets s'inscrivent dans l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La reconduction de ces projets permettra d'assurer une continuité des interventions et maintenir la mobilisation des partenaires communautaires à la lutte contre la pauvreté

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique, Annexe 2 du projet de convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conforme au calendrier de réalisation de chacun des projets. Le projet fera l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement Un premier rapport est souhaité à la mi-étape et un rapport final est requis au plus tard le mois suivant la date de fin du projet. L'organisme s'engage à fournir les rapports d'étape et finaux aux dates prévues à cet effet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jocelyne LEBRUN, Service de la diversité sociale et des sports

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michaelle RICHÉ
Conseillère en développement communautaire

Tél : 514-872-6086
Télécop. : 514-872-4585

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-01

Sonia GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 872-6364
Télécop. :




Ass des parents de CDN Convention MTESS 2018.pdfCELO CDN Convention MTESS 2018.pdf



Baobab familial Convention MTESS 2018.pdf



Centre comm Mountain Sight Convention MTESS 2018.pdf



CELO CDN_Table Jeunesse CDN_ Convention MTESS 2018.pdf




Centre des aînés CDN Convention MTESS 2018.pdfClub Ami Convention MTESS 2018.pdf



La cafétéria communautaire Multicaf Convention MTESS 2018.pdf



Projet Genèse Convention MTESS 2018.pdf



Femmes du Monde à Côte-des-Neiges Convention MTESS 2018.pdf



Relais CDN Convention MTESS 2018.pdf



Société environnementale de Côte-des-Neiges Convention MTESS 2018.pdf




À Deux Mains Convention MTESS 2018.pdfBienvenue NDG convention MTESS 2018.pdf



Carrefour Jeunesse emploi NDG convention MTESS 2018.pdf



Conseil communautaire NDG convention MTESS 2018.pdf



Dépôt alimentaire NDG convention-1 MTESS 2018.pdf



Dépôt alimentaire NDG convention-2 MTESS 2018.pdf



Dépôt alimentaire NDG convention-3 MTESS 2018.pdf



L'envol des femmmes convention MTESS 2018.pdf



Les Habitations Sherbrooke Forest convention MTESS 2018.pdf



L'Institut Fraser-Hickson Convention MTESS 2018.pdf



Prévention CDN-NDG convention MTESS 2018.pdf



Les Maisons Transitionnelles O3 convention MTESS 2018.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant sa place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ASSOCIATION DES PARENTS DE CÔTE-DES-NEIGES**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), ayant sa place d'affaires au 6767 chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 498, Montréal, Québec, H3S 2T6, agissant et représentée par Awatef Simou, coordonatrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 106731284
N° d'inscription T.V.Q. : 10064483
N° d'inscription d'organisme de charité : 10673 1284RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir du soutien aux parents de jeunes enfants de Côte-des-Neiges et particulièrement aux familles nouvellement immigrantes;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de communication publique mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de communication publique joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle accordée par le conseil d'arrondissement est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATION DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de dix-sept mille cinq cent dollars (17 500 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

[POUR UN TERME D'UN AN]

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de treize mille cent vingt cinq dollars (13 125 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de quatre mille trois cent soixante quinze dollars (4 375 $), au plus tard le (30 avril 2019),

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6767 chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 489, Montréal, Québec, H3S 2T6, et tout avis doit être adressé à l'attention de la coordonnatrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6^{e} étage, Montréal, Québec, H3X 2H9,, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

Association des parents de Côte-des-Neiges

Par : _____
Awatef Simou, coordonnatrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le e 1 jour de mai 2018 (Résolution CA).

ANNEXE 1

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Association des Parents de Côte-des-Neiges**
Titre du projet	**Les fins de semaine, les pères CO-OH-PÈRES!**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé	**17 549,00 $**	Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☐	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☐	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☐	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☐	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☐	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☐	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Association des Parents de Côte-des-Neiges**		
Adresse	**6767 chemin de la côte-des-neiges**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H3S 2T6**
Numéro d'inscription TPS	**106731284**	Numéro d'inscription TVQ	**10064483**
Numéro de charité	**10673 1284 RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Côte-des-Neiges (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Outremont**		
Circonscription électorale fédérale	**Outremont**		
Responsable de l'organisme	**Madame**	**Awatef SIMOU**	
Fonction	**Coordonnatrice**		
Téléphone	**514-341-2844**	Télécopieur	
Courriel	**COORDINATION@ASSOCIATION-PARENTS-CDN.ORG**	Site web	**ASSOCIATION-PARENTS-CDN.ORG**
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Oui**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Objectifs généraux: Offrir du soutien aux parents de jeunes enfants de Côte-Des-Neiges et particulièrement aux familles nouvellement immigrantes. Permettre aux parents la mise en commun de leurs idées et la création de projets pouvant répondre à leurs besoin. Favoriser l'épanouissement des enfants et le bien-être des parents. L'Association des Parents de Côte-Des-Neiges fonde son action sur des valeurs d'écologie, d'entraide et de partage et favorise le partenariat avec d'autres organismes. L'Association est plus qu'un lieu de service. C'est un lieu où on donne et on reçoit. Elle s'appuie sur les forces vives des parents-membres. Leur esprit d'initiative et leur créativité. Son dynamisme témoigne de la richesse de cette réciprocité

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Les fins de semaine, les pères CO-OH-PÈRES!**		
Personne responsable du projet	**Madame**	Awatef SIMOU	
Fonction	**Coordonnatrice**		
Téléphone	514-341-2844	Télécopieur	
Courriel	COORDINATION@ASSOCIATION-PARENTS-CDN.ORG		
Nouvelle initiative	**Cliquer pour menu déroulant**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Grande satisfaction des parents, besoins comblés des parents surtout des papas, très nette amélioration chez les enfants		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Ayant participé à des focus groupes mis en place à Côte-des-Neiges dans le cadre d'une planification stratégique du quartier, nous avons relevé plusieurs problèmatiques dont: La non-accessibilité aux loisirs(tarif cher) et l'absence des papas dans le développement de l'enfant. En effet, les résidents de Côte-des-Neiges sont majoritairement issus d'une nouvelle immigration; ils n'ont pas de revenus ou ont un revenu qui leur permet à peine de payer les frais de logement et de nourriture et encore moins faire des sorties en famille, acheter des jouets à leurs enfants ou même les inscrire à des activités sportives.Cette non-accessibilité aux loisirs crée un sentiment de frustration tant chez l'enfant que chez le parent à faible revenu. De plus, les papas qui cherchent du travail ou travaillent la semaine n'ont presque jamais l'occasion de jouer avec leurs enfants et de passer de bons moments avec eux. Ils ne participent donc pas au développement de leurs enfants. Cette absence crée un sentiment d'exclusion de la vie familiale.

Nos statistiques internes ont bien montré la nécessité d'ouvrir les fins de semaine puisqu'elle répond à un besoin réel dans le quartier. En effet, suite à la demande de nos parents membres et grâce à la contribution de nos partenaires dont la ville de Montréal, nous avons commencé à ouvrir les dimanches et quelques samedis, et depuis, nous avons constaté une forte présence des papas et une belle implication de leur part dans le développement de l'enfant et dans la vie familiale en générale. À titre d'exemple, l'année dernière, nous avons ouvert tous les samedis et dimanches et avons eu 4764 visites les fins de semaine dont 746 papas, 1607 mamans et 2368 enfants.

La mission de l'Association des Parents de Côte-des-Neiges vise le développement de l'enfant et l'accompagnement des parents dans celui-ci. Or, la problèmatique de l'absence du père étant donné qu'il travaille ou il cherche du travail pendant la semaine ne lui donne pas la possibilité de profiter pleinement de notre mission. En effet, les horaires classiques désaventagent la présence et la participation du père. Afin de remédier à cette problèmatique, nous désirons ouvrir nos portes les fins de semaine.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Nous désirons offrir aux parents et surtout les papas qui travaillent la semaine et ne sont disponibles que les fins de semaine, l'occasion et l'opportunité de jouer et passer un moment de plaisir avec leurs enfants dans un espace sécuritaire, stimulant et preque gratuit. Le projet " Les fins de semaine, les pères co-oh-pères!" permettra aux papas de découvrir combien leur présence est importante pour le développement de l'enfant. Il leur permettera aussi de s'approprier certaines pratiques de jeu qui stimulent et développent la motricité des enfants puisque des ateliers seront donnés pendant certaines fins de semaine. Ce projet sera également une occasion pour les papas de se faire un réseau, d'approcher de nouveaux membres et profiter de leurs expériences, ce qui leur ouvrirait peut être de nouvelles pistes pour les recherches d'emploi et logement. Le projet offre aussi un répit aux mamans puisque c'est le papa qui va jouer et s'occuper de l'enfant. L'enfant quant à lui profitera d'une banque de jouets gratuite qui l'aidera à se développer et grandir. Ainsi; nous évitons aux parents une dépense dispendieuse mais essentielle qui est l'achat des jouets.

Pour mettre en place ce projet, en plus des animatrices, nous engagerons un animateur homme immigrant, Ils seront sur place pour accueillir les membres, faciliter les échanges entre les pères, les référer aux organismes nécessaires et les conseiller quant aux choix des jouets mis à leur disposition selon l'âge et le besoin de leur enfant. Ils vont aussi organiser et animer des ateliers où parents et enfants vont se retrouver, jouer et passer de bons moments ensemble .

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Familles	Parents	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	100	100
Familles	Personnes à faible revenu	Minorités visibles	100	100
Petite-enfance (0 - 5 ans)	Langue maternelle AUTRE que le français et l'anglais	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	200	200
		TOTAL	400	400

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	NON

aa

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Soutien à la famille et à la petite enfance**	
2	**Projets d'insertion sociale et économique pour les immigrants et les jeunes**	
3	**Égalité entre les hommes et les femmes**	

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Favoriser la participation des papas au développement de leurs enfants en offrant des horaires qui favorisent leur présence dans le parc intérieur de la Joujouthèque. Augmenter le taux de participation des papas aux activités régulières de notre organisme. Susciter chez les familles-membres, une réflexion et un échange concernant la place des pères dans les familles nouvellements arrivées au Québec. Favoriser l'apprentissage par le jeu, en mettant à la disposition des enfants des jouets que les parents ne sont pas obligés d'acheter. Offrir des heures de plaisir et de loisir aux enfants et leurs parents en participant à des activités familiales gratuites. Enfin et non le moindre, créer un lien et des souvenirs mémorables avec son enfant qui marqueront sa vie.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Aménager des heures d'ouvertures non classiques permettra à 200 papas de participer aux activités des fins de semaine, d'être soutenus dans leurs compétences parentales, d'acquérir une certaine confiance, pour intervenir efficacement dans la réussite éducative et le développement de leurs enfants et nourrir ainsi le plaisir d'être papa.
B	Permettre à 200 parents d'intégrer le jeu dans leur routine de vie quotidienne. Mettre à la disposition des 200 parents une activité familiale gratuite les fins de semaine.
C	Mettre à la disposition de 400 enfants (minimum) une banque de jouets qui les aideront à leur développement. Permettre aux 200 parents d'emprunter des jouets pour leurs enfants sans se soucier du coût des jouets.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Ouvrir notre parc intérieur les samedis et les dimanches de 9h00 à 12h et de 13h00 à 17h, du 9 mai 2018 au 23 décembre 2018 et du 7 janvier 2019 au 31 mars 2019, les parents y passeront de bons moments et plus précisemment les papas joueront avec leurs enfants. Des animateurs(trices) seront engagés pour permettre aux parents d'emprunter des jouets et les conseiller quant aux choix des jouets qui correspondent à l'âge ou aux besoins de leurs enfants.
B	Un intervenant homme sera engagé pour animer des groupes de jeux papa/enfant , il facilitera les échanges avec les pères et soulignera la nécessité de leur contribution dans la vie ludique et éducative de leurs enfants.
C	Des ateliers spécifiques pour les papas seront mis en place une fin de semaine par mois du 9 mai 2018 au 23 décembre 2018 et du 7 janvier 2019 au 31 mars 2019, ce sera une intervention ciblée auprès des papas, pour mettre en valeur l'importance de leur place auprès de leurs enfants et rehausser le plaisir de partager des moments ludiques tous les samedis et dimanches avec leurs enfants, tout en participant à leur développement. Le thème de l'atelier variera à chaque mois.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Environ 200 papas d'immigration récente consacreront du temps de qualité à leurs enfants tous les samedis et dimanches	Cahier de bord	Liste des présences
B	Permettre à 200 parents une sortie ludique, éducative et gratuite dans notre parc intérieur tous les samedis et dimanches et d'intégrer le jeu dans la routine de la vie quotidienne.	Assiduité	Nombre de familles rejointes
C	À travers les cafés-rencontres, 100 papas développeront des compétences parentales, prendront confiance dans leur capacité à s'occuper de leurs enfants et s'investiront plus dans la vie de ces derniers.	Réalisation de cafés-rencontres	Nombre d'activités

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								HGM	APCDN		
A — Personnel lié au projet											
1	Titre: Cliquer pour menu déroulant						5 500,00 $		4 625,00 $		10 125,00 $
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	13,5	7	18	45	2	10 125,00 $					
2	Titre: Cliquer pour menu déroulant						6 017,00 $	5 053,00 $			11 070,00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	15	7	18	45	2	11 070,00 $					
3	Titre: Cliquer pour menu déroulant								3 993,50 $		3 993,50 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	20,5	3	20	45	1	3 667,50 $					
4	Titre: Cliquer pour menu déroulant						3 105,00 $				3 105,00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	24,5	2	20	45	1	3 105,00 $					
Sous-Total Section A							14 622,00 $	5 053,00 $	8 618,50 $	0,00 $	28 293,50 $
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location							570,00 $				570,00 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation							400,00 $				400,00 $
Photocopies, publicité							248,00 $				248,00 $
Déplacements											0,00 $
Locaux, conciergerie ou surveillance											0,00 $
Assurances (frais supplémentaires)							109,00 $				109,00 $
Sous-Total Section B							1 327,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	1 327,00 $
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							1 600,00 $				1 600,00 $
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							17 549,00 $	5 053,00 $	8 618,50 $	0,00 $	31 220,50 $
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »										**2,5**	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	*REGROUPEMENT POUR LA VOLARISATION DE LA PATERNITÉ: 514-528-9227 *CLSC CDN(encours de négociation pour partenariat)	Expertise-conseil Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
2	CRC-CDN :514-868-5160	Prêt de local Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
3	TABLE FAMILLE CÔTE-DES-NEIGES Halte garderie mobile de CDN: 514-739-7731	Référence/recrutement des participants Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
4	SIARI 514-738-4763	Référence/recrutement des participants Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
5	Mini-biblio 514-872-0517	Ressources humaines Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	09
Date de remise du rapport d'étape	2018	Octobre	31
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
APCDN	Association des Parents de CDN
HGM-CDC	Halte garderie Mobile de la CDC

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Concernant l'analyse différenciée selon les sexes (ADS): notre projet prend en compte cet aspect, vu que le projet prends en considération les besoins de répit des mamans et incite plus d'implication des pères dans le développement de l'enfant et dans la vie de famille.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Awatef SIMOU	Fonction	Coordonnatrice			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes		Oui	Date	2018	Mars	28
Signature	A Simo					

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S’assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d’au moins une caméra lorsqu’il y a une captation de l’événement par une chaîne de télévision ou lors d’une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l’avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d’événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d’événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l’encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l’activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l’adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l’Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d’un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant sa place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIR DE LA CÔTE-DES-NEIGES** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), ayant sa place d'affaires au 5347, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, Québec, H3T 1Y4, agissant et représentée par Claude Lavoie, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 119767895TR0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1006184509TQ0001
N° d'inscription d'organisme de charité : 119767895RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir aux citoyens de Côte-des-Neiges un milieu de vie rassembleur, harmonieux, participatif, visant l'épanouissement personnel et le développement collectif par le loisir, l'action communautaire et l'éducation populaire;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de communication publique mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : le Directeur ou son représentant autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de communication publique joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.2 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.3 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle accordée par le conseil d'arrondissement est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt mille sept cent trente quatre dollars (20 734 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

6.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de quinze mille cinq cent cinquante-un dollars (15 551 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de cinq mille cent quatre-vingt-trois dollars (4 183 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

6.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

6.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 19
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31mars 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

11.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

11.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

11.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5347, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, Québec, H3T 1Y4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISR DE LA CÔTE-DES-NEIGES

Par : _____
Claude Lavoie, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de mai 2018 (Résolution CA).

ANNEXE 1 PROJET

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Cliquer pour menu déroulant**
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Centre Communautaire de Loisir de la Côte-des-Neiges (Celo)**
Titre du projet	**Moi J'embarque**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS	
Montant demandé	Montant accordé
Numéro de projet	

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☐	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☐	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☐	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Centre Communautaire de Loisir de la Côte-des-Neiges (Celo)**		
Adresse	**5347 Chemin de la Côte des Neiges**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H3T 1Y4**
Numéro d'inscription TPS	**119767895TR0001**	Numéro d'inscription TVQ	**1006184509TQ0001**
Numéro de charité	**119767895RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Côte-des-Neiges (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Outremont**		
Circonscription électorale fédérale	**Outremont**		
Responsable de l'organisme	**Madame**	**Denise Beaulieu**	
Fonction	**Directrice générale**		
Téléphone	**514-733-1478 poste 212**	Télécopieur	**nil**
Courriel	direction.generale@cclcdn.qc.ca	Site web	www.celocdn.org
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Oui**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Offrir aux citoyens de Côte-des-Neiges un milieu de vie rassembleur, harmonieux, participatif, visant l'épanouissement personnel et le développement collectif par le loisir, l'action communautaire et l'éducation populaire. Il a comme objectifs de favoriser la création de liens, de soutenir et de valoriser les personnes, de favoriser les apprentissages et le développement de compétences, d'améliorer la qualité de vie des personnes. Le Centre offre aux personnes de tous âges un grand éventail d'activités sportives, physiques, socio-culturelles, de plein air, éducatives et communautaires, du lundi au dimanche, de 8h30 à 22h, tout au long de l'année.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Moi J'embarque**		
Personne responsable du projet		Denise Beaulieu	
Fonction		**Directrice générale**	
Téléphone	514-733-1478 poste 212	Télécopieur	nil
Courriel	direction.generale@cclcdn.qc.ca		
Nouvelle initiative	**Cliquer pour menu déroulant**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Nous voulons que nos jeunes travaillent avec d'autres partenaires du quartier en organisant des activités dans leur milieu.		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

CDN compte beaucoup de jeunes de 15 ans et plus immigrants ou issus de la 2e génération d'immigrants. Cette réalité entraîne un vécu propre à ces jeunes:chocs culturels, discrimination, difficulté d'intégration, difficultés scolaires, etc. Les jeunes 16-20 ans ont plus de difficulté à se trouver un emploi de qualité car ils n'ont pas d'expérience significative qui pourrait les aider à vendre leur candidature. Certains n'ont pas de diplôme parce qu'ils ont décroché de l'école et/ou ne savent pas trop dans quel domaine se diriger. Ils finissent par perdre confiance en leur capacité, s'isolent de plus en plus, ou traînent dans les lieux publics développant des comportements à risque. De plus certains parmi ces jeunes plus vulnérables sont plus difficile à rejoindre, soit parce que ces jeunes sont plus effacés dans le milieu scolaire et sont de ce fait plus difficilement repérables, soit ils ont décrochés du monde scolaire et sont dans un "no were"

Par ailleurs, il n'existe que très peu de projets ou d'activités pour les 18-25 ans dans le quartier CDN. C'est du moins le constat fait par les tables du quartier CDN. Le Centre est un des rares organismes qui leur offre des défis à leur mesure et le seul qui leur offre une formation, gratuite de surcroit, en organisation ainsi que l'opportunité de faire leurs armes en événementiel et ainsi tester leurs aptitudes et goût pour l'organisation. Dans la même foulée, peut-être que certains se découvriront des talents en graphisme, en relations publiques, même en comptabilité puisqu'ils devront élaborer et gérer un petit budget, l'idée du projet étant aussi qu'ils découvrent leurs apptitudes et intérêts personnels et d'ouvrir leurs horizons sur des champs de possibilités.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Le projet consiste à accueillir au Centre des jeunes de 16 à 25 ans plus à risque, à les former en organisation et à leur permettre d'organiser des activités communautaires et de loisir s'adressant à diverses clientèles. Ces jeunes recevront une formation théorique sur l'organisation d'événements (30h, planification,organisation, évaluation, apprentissage des logiciels excel, photoshop, éclairage et son) . Ils apprendront aussi à parler en plublic en faisant une présentation du plan de leur événement devant le personnel du Celo. Par la suite, ils pourront mettre en pratique ce qu'ils ont appris en organisant 2 à 3 activités, selon l'ampleur de leur projet et le moment de l'année soit au Celo même ou chez un partenaire du Celo. Les jeunes choisiront les partenaires avec lequels ils veulent travailler et en fonction des clientèles qu'ils veulent rejoindre. Les apprentissages pratiques dureront environ 75 heures réparties sur 4 mois sans compter le temps de préparation qui sera effectué à la maison. Nous inviterons aussi des personnes du milieu de l'événementiel qui viendront parler aux jeunes de leur travail et de ce milieu de travail. Dans l'année, 2 groupes de 12 jeunes, pour un total de 24 jeunes, seront rejoints.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Adolescents (12 - 17 ans)	Étudiants	Minorités ethniques	8	3
Jeunes adultes (18 - 35)	Étudiants	Minorités ethniques	6	3
Cliquer pour menu déroulant	Travailleurs à faible revenu	Minorités ethniques	3	1
		TOTAL	**17**	**7**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**Cliquer pour menu déroulant**
Prévention du décrochage scolaire et insertion socioprofessionnelle des jeunes	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Prévention du décrochage scolaire et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes de 15 à 30 ans**
2	**Projets d'insertion sociale et économique pour les immigrants et les jeunes**
3	**Soutien à la vie communautaire**

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Donner confiance aux jeunes dans leur capacité et leur faire vivre une expérience qui leur servira de point d'appui pour leur insertion socio-professionnelle.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Permettre à 24 jeunes de développer des compétences organisationnelles transférables dans leur vie étudiante ou dans un futur emploi.
B	Leur faire découvrir leurs forces et leurs faiblesses dans le travail.
C	Créer un sentiment d'appartenance à un groupe positif, au Celo

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	4 semaines pour faire le recrutement des 12 jeunes par groupe. Cette activité sera effectuée à 2 reprises, soit en avril et en septembre. Des kiosques seront érigés dans les écoles Lavoie et Saint Luc et si possible dans les écoles publiques limitrophes à CDN-NDG qui rejoignent des jeunes de l'arrondissement. Un dépliant sera créé pour distribuer dans les écoles et dans les organsimes ou autres points sensibles du quartier. L'information sera aussi mise sur le site facebook et le site web du Celo. La coordonnatrice rencontrera chacun des jeunes afin d'expliquer le projet, vérifier les motivations du jeune, créer un lien avec le jeune.
B	Organisation de 2 activités pour la prise de contact, la création de liens et pour la formation de l'esprit d'équipe, en mai et en octobre. 4 à 6 semaines pour faire la formation de chacun des groupes de jeunes, soit en mai-juin et en octobre-novembre. Chaque scéance de formation pourra durer entre 3 et 6 heures. La très grande majorité des jeunes étant encore à l'école, il faut ajuster le projet à leur disponibilité et à leur calendrier scolaire.
C	16 semaines de travaux pratiques, pour chacun des groupes, soit de mai à septembre et de octobre à mars. Chacun des groupes de jeunes aura à imaginer et organiser de A à Z, 1 événement majeur. Ils organiseront aussi un événement de moindre envergure en collaboration avec un organisme du quartier. De plus, les jeunes se grefferont à divers moments aux événements du Celo soit en prenant en charge l'organisation d'une activité ou un un aspect de l'organisation d'un événement. Au total, les jeunes participeront `a l'organisation de 8 à 10 activités, dont au moins 2 avec un partenaire du quartier.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Le jeune aura acquis des connaissances en planification, en organisation, en comptabilité, en art de la scène et sera capable évalué les résultats de son action.	Auto-évaluation	Nombre d'ateliers / de cours
B	Le jeune aura été capable identifier les forces sur lesquels il pourra s'appuyer dans un éventuel travail et les faiblesses sur lesquels il doit travailler.	Évaluation	Cliquer pour menu déroulant
C	Le jeune se sera intégré à l'équipe et au Celo	Évaluation	Nombre de rencontres (individuelles/groupe/équipe)

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire	Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers — CCLCDN			Budget total
A — Personnel lié au projet					
1 Titre: Cliquer pour menu déroulant					
$/h. 17,15 · hrs/sem 24 · $ avant. sociaux/ sem. 63,84 · # sem 47 · # Poste 1 · Total **22 345,68 $**	**20 734,00 $**	1 611,68 $			**22 345,68 $**
2 Titre: Cliquer pour menu déroulant					
$/h. 21,77 · h./sem 14 · $ avant. sociaux/ sem. 47,18 · # sem 3 · # Poste 1 · Total **1 055,88 $**	**0,00 $**	1 056,00 $			**1 056,00 $**
3 Titre: Cliquer pour menu déroulant					
$/h. · h./sem · $ avant. sociaux/ sem. · # sem · # Poste · Total **0,00 $**					**0,00 $**
4 Titre: Cliquer pour menu déroulant					
$/h. · h./sem · $ avant. sociaux/ sem. · # sem · # Poste · Total **0,00 $**					**0,00 $**
Sous-Total Section A	**20 734,00 $**	**2 667,68 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**23 401,68 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)					
Équipement: achat ou location		125,00 $			**125,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		1 200,00 $			**1 200,00 $**
Photocopies, publicité		250,00 $			**250,00 $**
Déplacements		480,00 $			**480,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0,00 $			**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0,00 $			**0,00 $**
Sous-Total Section B	**0,00 $**	**2 055,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**2 055,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)					
Frais administratifs du projet	**0,00 $**	2 341,00 $			**2 341,00 $**
Sous-Total Section C					
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	**20 734,00 $**	**7 063,68 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**27 797,68 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité » **1**

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Table Jeunesse	Référence/recrutement des participants Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
2	Arrondissement CDN/NDG	Prêt de local Ressources matérielles Cliquer pour menu déroulant
3		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
4		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
5		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	mai	08
Date de remise du rapport d'étape	2018	Octobre	31
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Denise Beaulieu	Fonction		Directrice générale		
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes		Oui	Date	2018	Mars	29
Signature		Denise Beaulieu				

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.1. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.2. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.3. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S’assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d’au moins une caméra lorsqu’il y a une captation de l’événement par une chaîne de télévision ou lors d’une webdiffusion.

2.4. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l’avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d’événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d’événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l’encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l’activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l’adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l’Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d’un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant sa place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **BAOBAB FAMILIAL** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), ayant sa place d'affaires au 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 599, Montréal, Québec, H3 s 2T6, agissant et représentée par Vanessa Sykes Tremblay, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. :
N° d'inscription T.V.Q. :
N° d'inscription d'organisme de charité : 893582825RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir des ressources pour les familles nouvellement arrivées à Côte-des-Neiges;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de communication publique mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : le Directeur ou son représentant autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de communication publique joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 à déposer auprès du déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

~~4.5.7~~ à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation1du Projet;

4.5.8 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle accordée par le conseil d'arrondissement est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATION DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de treize mille neuf cent cinquante sept dollars (13 957 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

[POUR UN TERME D'UN AN]

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de dix mille quatre cent soixante sept dollars et soixante quinze cents (10 468 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de trois mille quatre cent quatre vingt neuf dollars (3 489 $), au plus tard le (30 avril 2019),

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 599, Montréal, Québec, H3 s 2T6 et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

BAOBAB FAMILIAL

Par : _____
Vanessa Sykes Tremblay, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de mai 2018 (Résolution CA).

ANNEXE 1 PROJET

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	Insertion sociale et économique des jeunes et des immigrants
	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Nom de l'organisme (lettres patentes)	Baobab Familial
Titre du projet	Du Baobab à l'érable (toujours inspiré par Boucar Diouf)

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	Oui

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS	
Montant demandé	Montant accordé
Numéro de projet	

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

Lettres patentes de votre organisme (charte)
Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville
Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Baobab Familial**		
Adresse	**6767 chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 599**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H3S 2T6**
Numéro d'inscription TPS		Numéro d'inscription TVQ	
Numéro de charité	**893582825RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Côte-des-Neiges (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Outremont**		
Circonscription électorale fédérale	**Outremont**		
Responsable de l'organisme	**Madame**	**Vanessa Sykes Tremblay**	
Fonction	**Directrice générale**		
Téléphone	**514 734-4097**	Télécopieur	**514 734-0244**
Courriel	direction@baobabfamilial.org	Site web	www.baobabfamilial.org
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Le Baobab Familial est une maison des familles fondée en 1998 par les petites sœurs de l'Assomption en collaboration avec les familles du quartier suite au constat qu'il manquait de ressources pour les familles nouvellement arrivées à Côte-des-Neiges. C'est un milieu de vie et un lieu de rencontres qui favorise l'entraide, les échanges et le sentiment d'appartenance à son milieu.
Les services offerts incluent une halte-garderie, de l'aide aux devoirs, des sorties familiales, des ateliers thématiques, des café-rencontres, un programme pour adolescents, etc. Ces services ne sont pas une fin en soi mais un moyen de tisser un lien de confiance afin de prévenir et intervenir par une approche globale auprès de la famille.
Plus de 250 familles sont membres du Baobab (cotisation de 2$ par famille par année). En 2016-2017, elles proviennent de 61 pays différents et ont en moyenne 2.2 enfants. Toutes sont résidentes de Côte-des-Neiges et plus particulièrement du secteur Darlington, le plus défavorisé de cet arrondissement.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Du Baobab à l'érable (toujours inspiré par Boucar Diouf)**		
Personne responsable du projet	**Madame**	Vanessa Sykes Tremblay et Tamar-Anne Duverger	
Fonction	**Animatrice**		
Téléphone	514 734-4097	Télécopieur	514 734-0244
Courriel	direction@baobabfamilial.org		
Nouvelle initiative	**Cliquer pour menu déroulant**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le	Les 3 initiatives présentées dans ce projet rencontrent beaucoup de succès. La formule des déjeuners thématiques va rester la même. Les soupers communautaires vont évoluer pour s'adapter aux demandes des		

Les familles de Côte-des-Neiges et plus particulièrement celles du secteur Darlington constituent une population de nouveaux arrivants (34% des immigrants sont ici depuis - de 5 ans, 50% depuis - de 10 ans). Ces familles sont souvent allophones et ne connaissent pas toujours les ressources existantes.
En ce sens, certaines correspondent parfaitement à la définition des familles isolées, c'est-à-dire des familles avec un ou plusieurs enfants ayant moins de 5 ans, ayant des besoins et ne profitant pas pleinement des ressources et des services qui pourraient leur bénéficier. Le Baobab Familial est par ailleurs co-porteur dans un projet de la table famille s'intitulant La Ruche , dont l'objectif est de rejoindre les familles isolées afin de créer un lien avec une structure qui pourra ensuite les accompagner.

Lors des focus groupes de janvier 2017 effectués auprès des résidents dans le cadre de la planification de quartier (PIC), il est ressorti qu'il y a beaucoup d'entraide au sein même d'une communauté (bonding) mais peu entre les communautés (bridging). Nous avons en effet remarqué lors de nos activités que les réseaux se forment parmi les gens de la même culture. Ainsi, les hispanophones se regroupent dans un coin, tandis que les tamouls sont ailleurs. L'isolement culturel vient ainsi s'ajouter à l'isolement individuel. Il y a un besoin d'aller plus loin dans la création de liens entre les communautés culturelles et de leur faire partager un milieu de vie et des projets communs.
La cohésion sociale et l'enrichissement communautaire basé sur de l'interculturel (bridging) est garant d'une société plus inclusive, il est donc important de travailler sur cet aspect surtout si les résidents eux-mêmes soulèvent une faille dans ce domaine. Dans les mêmes focus groupes, un des aspects qui est ressorti est le fort sentiment d'appartenance des habitants à leur quartier Côte-des-Neiges, il est donc possible de travailler à moyen et à long terme.

L'immigration est un déracinement et est source de stress. Dans la période d'adoption, nous remarquons quotidiennement que les familles issues de milieu défavorisé sont souvent occupées à répondre prioritairement aux besoins primaires (logement, nourriture) et manquent de temps pour tisser des liens avec d'autres personnes, organiser des moments de détente et d'échange, réfléchir sur leur parcours migratoire et leurs besoins en tant que personnes, et non comme parents. Les blessures identitaires qui en découlent constituent souvent un frein à une réelle intégration qui pourrait être grandement facilitée et accélérée par un accompagnement plus individuel. Les personnes nouvellement arrivées ont besoin d'être sollicitées et mobilisées pour réfléchir à leur projet de vie, leur intégration dans la société et leur place sur le marché de l'emploi. Nous rencontrons beaucoup de mamans qui se sont investies dans la vie familiale au détriment de leurs projets personnels et qui, avec l'entrée des enfants à l'école primaire, se retrouvent perdue et démotivée.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Le Baobab Familial a développé une expertise pour créer des liens de confiance avec les familles et nous avons une approche gloable qui met la personne et son environnement au centre de l'intervention. Ce projet vise à combler des mailles du filet de sécurité que nous tentons de tisser pour et avec les familles.
Les familles nous parlent de leurs besoins de mieux connaitre les ressources disponibles, les autres communautés culturelles, d'avoir des moments propres à eux de plaisir mais aussi de réflexion sur leur parcours et leurs motivations actuelles.
Par l'entremise de 3 activités (ateliers, déjeuners thématiques et soupers communautaires), nous souhaitons y remédier et ainsi augmenter l'autonomisation et l'intégration des familles dans la société québécoise.

Chaque dernier vendredi de chaque mois, nous offrons des soupers communautaires. Par manque de ressources, nous n'avons pas pu améliorer la formule en offrant un service de halte-garderie et en incluant des thématiques spécifiques afin de mobiliser certaines communautés.
Grâce à ce financement, nous avons donc fait appel à une éducatrice de la Halte-garderie mobile de CDN. Aussi, la personne responsable aurait la tâche de mobiliser les communautés culturelles à l'avance pour organiser la soirée. Une cuisine collective avec les adoleschents est organisée et des invitations sont envoyées aux familles des autres communautés culturelles en mettant l'accent chaque fois sur certaines familles particulièrement vulnérables ou encore des communautés plus isolées.

De nombreux organismes qui travaillent en interculturel attestent du bienfait de groupes de paroles ou d'ateliers sur le parcours migratoire. L'atelier sur le parcours migratoire prend donc tout son sens dans un quartier tel que CDN. Nous avons développé un nouveau partenariat pour cet atelier avec la Maison des naissances de CDN puisque l'atelier du printemps 2018 sera tenu dans leur salle chaleureuse du comité des parents. Cela permet de l'offrir aussi à une clientèle à laquelle nous n'avons pas forcément accès. Les partenariats avec la Halte-garderie mobile et Moisson Montréal pour les collations perdurent.

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Familles	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	Personnes à faible revenu	50	10
Adolescents (12 - 17 ans)	Minorités ethniques	Étudiants	10	10
Petite-enfance (0 - 5 ans)	Langue maternelle AUTRE que le français et l'anglais	Cliquer pour menu déroulant	30	30
		TOTAL	90	50

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Précisez le quartier ou le secteur	Darlington
Plusieurs arrondissements ou villes liées	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	NON
Non	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	Soutien à la vie communautaire	Mobilisation des familles isolées, création de liens entre les communautés, intégration à la société d'accueil.
2	Soutien à la famille et à la petite enfance	Développement des connaissances et compétences parentales, socialisation et francisation des 0-5 ans.
3	Projets d'insertion sociale et économique pour les immigrants et les jeunes	Engagement communautaire, augmentation de l'estime de soi et développement d'un projet de vie.

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

L'objectif à long terme vise l'amélioration des conditions de vie (lutte à la pauvreté) des résidents en augmentant la cohésion sociale, la vie communautaire, l'estime de soi, les connaissances et les pouvoirs d'agir des familles. Cela s'insère dans la vision de contribuer à la construction d'un quartier plus inclusif où il fait bon vivre.
Briser l'isolement des familles de Côte-des-Neiges, augmenter le niveau des connaissances des ressources du quartier, favoriser le passage de la survie (répondre aux besoins primaires du logement et de l'alimentation) au développement d'un projet de vie afin d'augmenter et accélérer l'intégration (prise en charge des familles par elles-mêmes).

A	D'ici au 31 mars 2019, 10 soupers communautaires sont organisés. Les jeunes du programme Bao-Ados viennent préparer une partie des plats favorisant ainsi leur engagement dans la vie communautaire. L'objectif est de créer des liens entre les communautés culturelles et entre les générations ainsi que valoriser les différentes communautés culturelles en les mobilisant. Une halte-garderie est offerte grâce aux éducatrices de la HGM de CDN. Entre 16 et 20 familles participent à chaque repas totalisant environ 25 adultes et 40 enfants.
B	D'ici au 31 mars 2019, 1 atelier sur le parcours migratoire permet à 15 personnes de panser des blessures, de faciliter leur intégration à la société d'accueil, de briser leur isolement et de mettre en place un projet de vie.
C	D'ici au 31 mars 2017, 8 déjeuners thématiques sont planifiés afin d'augmenter le niveau de connaissances des familles (50 parents) sur les ressources et le fonctionnement de la société québécoise ainsi qu'améliorer les compétences parentales. Un accent particulier sera encore mis pour répondre aux préoccupations des papas (groupe que nous avons de la difficulté à rejoindre pour différentes raisons comme des horaires non compatibles avec les heures d'ouvertures du Baobab Familial ainsi que les préjugés que certains papas entretiennent par rapport aux ressources communautaires. Il y a donc le besoin d'engager des animateurs masculins reliés à leur domaine d'intérêt. D'autres préoccupations ont émergées suite à différentes études ou portrait de quartier telles que le rôle de la DPJ, par exemple.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Déjeuners thématiques sur les ressources du quartier et de la ville sur des sujets tels que le système de santé, les élections, la discipline, le système scolaire, la DPJ, etc. Ces déjeuners thématiques sont planifiés dans le cadre de nos cafés rencontres du mercredi matin et ont lieu de 9h30 à 11h30 les derniers mercredis de chaque mois, soit 10 par année. De nombreux organismes sont déjà partenaires (CLSC, École La Voie, Pro Bono, CSPE, Maison Bleue, etc.). Thé/café, et une grosse collation santé sont offerts. Une attention particulière est donnée aux familles qui ne viennent pas aux autres activités du Baobab Familial et que nous considérons comme isolées.
B	Soupers communautaires dans la salle 602 du 6767 ch. Côte-des-Neiges. Ces soupers qui ont lieu les derniers vendredis de chaque mois réunissent en moyenne 10 familles (pour un total de 40 personnes). Nous souhaitons redéfinir les soupers communautaires en investissant davantages au niveau des ressources humaines, en offrant une halte-garderie (demande des parents afin d'avoir des moments de qualité et d'échanges entre adultes) et en proposant une thématique par mois. Les adolescents sont mobilisés pour cuisiner, favorisant ainsi des liens entre les générations e tleur ancrage dans la vie communautaire. De plus, en 2018-2019 et suite aux suggestions des familles, nous aouhaitons apporter un aspect davantage ludique et actif que culturel (ex karaoké, soirée jeux, etc.).
C	Un atelier (une au printemps 2019) sur le parcours migratoire et l'intégration avec des séances de travail sur diverses thématiques telles que les valeurs d'ici et ailleurs, le déracinement, la société d'accueil, les différences (communication, discipline, etc.), l'emploi, le système éducatif, etc. seront donnés à raison de 2h par semaine pour une durée de 8 semaines. Des ressources externes seront invitées et disponibles sur demande. Un accompagnement individuel est offert tout au long du processus. Ce genre d'introspection peut parfois faire ressurgir des blessures plus profondes et un soutien psychosocial gratuit est prévu par le CSPE et Marie-Rosaire Kalanga, fondatrice du Baobab et psychologue en interculturel.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Les familles bénéficient d'un moment de partage, d'échanges, de détente et de plaisir, hors des contraintes des tâches de la vie quotidienne. Des liens se créent et permettent de briser un certain isolement.	Témoignage (verbal/écrit)	Liste des présences
B	Par les déjeuners tématiques et ateliers, les familles de CDN sont mieux outillées et informées. Elles connaissent les ressources et apprennent à demander de l'aide en cas de besoin. En les accompagnant, on développe aussi leur pouvoir d'agir en les rendant plus autonomes.	Témoignage (verbal/écrit)	Nombre de familles rejointes
C	Les familles sont capables de surmonter les difficultés liées au processus d'immigration et leur intégration est ainsi facilitée. Si des blessures plus profondes ou des besoins émergent, l'équipe d'intervenants est capable de les accompagner afin de créer des résidents plus engagés et une	Suivi des participants	Liste des présences

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								Moisson Montréal	Baobab Familial	Ministère de la Famille	
A — Personnel lié au projet											
1	Titre — Animateur(trice)						3 579,20 $				3 579,20 $
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	19,87	2	5	40	2	3 579,20 $					
2	Titre — Éducateur(trice)						3 579,20 $				3 579,20 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	19,87	4	10	40	1	3 579,20 $					
3	Titre — Intervenant(e)						1 789,60 $				1 789,60 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	19,87	2	5	40	1	1 789,60 $					
4	Titre — Animateur(trice) spécialisé(e)						2 147,52 $				2 147,52 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	19,87	6	15	16	1	2 147,52 $					
Sous-Total Section A							11 095,52 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	11 095,52 $
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location							100,00 $				100,00 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation							1 281,00 $				1 281,00 $
Photocopies, publicité							400,00 $				400,00 $
Déplacements							100,00 $				100,00 $
Locaux, conciergerie ou surveillance											0,00 $
Assurances (frais supplémentaires)											0,00 $
Sous-Total Section B							1 881,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	1 881,00 $
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							1 000,00 $				1 000,00 $
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							13 956,52 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	13 956,52 $
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »										0,5	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Centre de ressources communautaires (CRC) 6767 chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, QC	Prêt de local Prêt d'équipement Cliquer pour menu déroulant
2	CDC de Côtes des Neiges 6767 chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, QC	Prêt d'équipement Expertise-conseil Cliquer pour menu déroulant
3	Maison des Naissances de Côte-des-Neiges 6560 Chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, QC H3S 2A7	Prêt de local Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
4	Moisson Montréal 6880 Chemin de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent, QC H4T 2A1	Ressources matérielles Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
5		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	10
Date de remise du rapport d'étape	2018	Septembre	31
Date de fin de projet	2019	Mars	30
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
CDC	Corporation de développement communautaires
HGM	Halte-garderie mobile
CDN	Côte-des-Neiges

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Le Baobab Familial a un régime de salaire unique qui est indexé chaque année de 2%. Les intervenantes, éducatrices ou animatrices sont donc payées 19.87$/h.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Vanessa Sykes Tremblay	**Fonction**		**Directrice**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes		**Oui**	**Date**	2018	Avril	10	
	Signature	V. Sykes T					

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

    - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

    - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

    - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y

installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant sa place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE COMMUNAUTAIRE MOUNTAIN SIGHTS**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), ayant sa place d'affaires au 7802 avenue Mountain Sights, Montréal, Québec, H4P 2B2 agissant et représentée par Liza Novak, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 144428190RT
N° d'inscription T.V.Q. : 1148086411
N° d'inscription d'organisme de charité : 1444281900R0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de venir en aide aux personnes pauvres habitant dans Côte-des-Neiges et plus particulièrement dans le secteur Mountain Sights.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à

pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de communication publique mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La Directrice

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de communication publique joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.3 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.4 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle accordée par le conseil d'arrondissement est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quatorze mille dollars (14 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

[POUR UN TERME D'UN AN]

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de dix mille cinq cents dollars (10 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de trois mille cinq cents dollars (3 500 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

11.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

11.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

11.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
. DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 7802, avenue Mountain Sights, Montréal, Québec, HH4P 2B2, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

CENTRE COMMUNAUTAIRE MOUNTAIN SIGHTS

Par : _____
Liza Novak, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de mai 2018 (Résolution CA).

ANNEXE 1 PROJET

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce** **Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Centre communautaire Mountain Sights**
Titre du projet	**Place à l'intégratin des femmes immigrantes et isolées du secteur Mountain Sighs et ses alentours**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS	
Montant demandé	Montant accordé
Numéro de projet	

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☐	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☐	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☐	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☐	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☐	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Centre communautaire Mountain Sights**		
Adresse	**7802 ave Mountain Sights**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H4P 2B2**
Numéro d'inscription TPS	**144428190RT**	Numéro d'inscription TVQ	**114808641**
Numéro de charité	**1444281900R0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Snowdon (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Mont-Royal**		
Circonscription électorale fédérale	**Mont-Royal**		
Responsable de l'organisme	**Madame**	**Liza Novak**	
Fonction	**Directrice**		
Téléphone	**514-737-4644**	Télécopieur	**514-737-4142**
Courriel	c.c.m.s@videotron.ca	Site web	
Votre organisme est-il à but non lucratif		**Oui**	
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus		Non	
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Le Centre communautaire Mountain Sights a pour mission de venir en aide aux personnes pauvres habitant dans Côte-des-Neiges et plus particulièrement dans le secteur Mountain Sights

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Place à l'intégratin des femmes immigrantes et isolées du secteur Mountain Sighs et ses alentours**		
Personne responsable du projet	**Madame**	Liza Novak	
Fonction	**Directrice**		
Téléphone	514-737-4644	Télécopieur	514-737-4142
Courriel	lizanovak@videotron.ca		
Nouvelle initiative	**Cliquer pour menu déroulant**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Ce projet répond concrètement aux besoins des femmes immigrantes isolées, en siuation de dépendance et de pauvreté. La sécurité alimentaire et la santé globale sont des préoccupations constantes. La continuité du projet vise la consolidation des acquis, des résultats positifs, encore fragiles.		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Mountain Sights est un secteur défavorisé, multiethnique, densément peuplé, situé au Nord-Ouest de Côte-des-Neiges, et géographiquement isolé des services de proximité. Il est reconnu comme un quartier sensible par les autorités municipales et provinciales. Il compte plus de mille cinq-cents habitants; la plupart sont nés à l'extérieur du pays. 38% des ménages ont au moins deux enfants. De nombreux nouveaux arrivants s'y installent chaque année. Les résidents sont confrontés à de multiples problèmes : pauvreté, surpeuplement dans des logements trop petits, souvent insalubres (OCPM, 2010; Projet Genèse, 2017), exclusion liée à leur statut d'immigrant et à d'autres motifs de discrimination. Selon nos observations et contacts réguliers avec les usagers du Centre, ces problèmes affectent largement les femmes. La plupart sont en situation de dépendance et assument un rôle traditionnel de mère au foyer et d'épouse au service des besoins de la famille. Les hommes exercent souvent un rôle d'autorité au sein de la famille et auprès de leur conjointe. Malgré les avancements vers une plus grande égalité entre les femmes et les hommes, ce derniers ont toujours plus de liberté à vaquer à d'autres occupations en dehors du foyer. Quant à ces dernières, elles vivent davantage l'isolement et la pauvreté.

Réalités sur le terrain : une tendance ethnocentrique chez certaines communautés véhiculant des valeurs traditionnelles, différentes formes de pressions qui veulent maintenir les femmes « à leur place »; perte du réseau de support et familial élargi;connaissance limitée de la langue; isolement géographique services existants; manque de services de proximité, entre autres au niveau alimentaire, sont des facteurs rendant plus difficile l'intégration des femmes habitant dans le secteur. Elles ont besoin d'un espace pour elle, de ressourcement, d'émancipation personnelle, de développer un réseau plus diversifié, d'activités qui rejoignent leurs préoccupations et leurs intérêts. La sécurité alimentaire et la santé sont des sujets qui leur tiennent à cœur. Ils répondent directement et concrètement à des besoins communs .

Notre organisme est l'unique ressource communautaire dans le secteur nommé Le Triangle qui inclut le voisinage Mountain Sights. Il s'avère être un point de repère important et accessible pour les membres de la communauté à la recherche de soutien et de solutions à leurs différents problèmes et besoins liée, en grande partie à la situation de pauvreté et d'exclusion à laquelle elles sont confrontés quotidiennement. La sécurité alimentaire et la santé globale sont d'importants enjeux sociaux sur lesquels les femmes peuvent agir dans le cadre de ce projet afin d'améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs familles.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Rejoindre les femmes immigrantes de diverses cultures et de tous les âges en situation d'isolement et de pauvreté; leur offrir un espace d'épanouissement, de prise en charge (empowerment) et de participation dans le cadre d'activités de groupe portant sur la sécurité alimentire et la santé globale. Elles apprennent et partagent leurs connaissances dans une atmosphère conviviale sur divers sujets, entre autres, l'alimentation , la nutrition, les recette santé à faible coût, les traditions culinères, les méthodes de culture et de cuisson, l'approvisionnement de nourriture, etc. En décidant et en travaillant ensemble à la réalisation d'activités concrètes, elles développent la confiance en soi, le leadership, des connaissances nouvelles, un lien de confiance entre participantes et avec les intervenantes du Centre. Leurs apprensissages sont transférables dans leur milieu de vie. Elles s'intègrent progressivement à la vie du Centre et accèdent à d'autres services et activités pouvant bénéficier la famille.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Cliquer pour menu déroulant	Personnes à faible revenu	Minorités ethniques	45	
Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant		
Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant		
		TOTAL	45	-

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Sécurité alimentaire**	Ateliers en alimentation et la santé, activités horticoles, projets-activités spéciuax.
2	**Autres : (préciser à droite)**	Inégration des femmes immigrantes vivant l'exclusion et la pauvreté.
3	**Égalité entre les hommes et les femmes**	Empowerment des femmes, développement de la confiance, de l'affirmation de soi, du leadership et des habilités.

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Favoriser l'intégration et l'empowerment des femmes, en particulier les immigrantes habitant dans le secteur Mountain Sights et ses alentours concernées par la problématique de la sécurité alimentaire et la santé globale.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Assurer aux femmes un espace convivial et des activités sur les questions de sécurité alimentaire et de santé qui rejoignent leurs préoccupations et leurs intérêts communs: 60 participantes.
B	Encourager le développement du « leadership », de la confiance et des aptitudes des femmes de tous les âge et dans un contexte de groupe multiculturel.
C	Promouvoir la prise en charge des femmes de diverses cultures et orginines sur leurs conditions de vie dans les domaines de l'alimentation et de la santé global.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Ateliers de cuisine, activités thématiques avec service de halte garderie et jardinage (hebdomadaire durant la saison de plantation).Durée: environ 2.5 hrs chaque activité. Fréquence: hebdomadairement pendant 41 semaines.
B	Activités / Projets communs par et pour les femmes et jumelage avec d'autres secteurs d'activités du Centre (ex.: fêtes et repas communautaire, bazar). Durée environ 2.5 heures chaque. Fréquence: 4 fois.
C	Sorties en rapport avec l'alimentation, la santé en milieu urbain et rural (ex.: marché local, ferme) Durée: environ 7 heures chaque. Fréquence: 2 fois.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Participation accrue des femmes et de nouvelles recrues de milieux différents dans les activités.	Assiduité	Nombre de participants
B	Participation à d'autres activités du Centre.	Suivi des participants	Autres : (préciser ci-dessous) Nombre de références et d'insciptions
C	Prise d'initiatives, de responsabilités, de partage d'idées et de connaissances; affirmation de soi, travail de groupe, (écoute, prise de décision, suivi, etc.), aisance personnelle et avec d'autres; ouverture à faire des apprentissages	Compte-rendu	Nombre de réalisations

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire	Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers CCMS			Budget total
A — Personnel lié au projet					
Responsable Titre – et animatrice 1 — $/h. 14,5 — hrs/sem 10 — $ avant. sociaux/sem. 29 — # sem 41 — # Poste 1,6 — Total **11 414,40 $**	**11 414,40 $**				**11 414,40 $**
Éducateur(trice) Titre 2 — $/h. 15 — h./sem 3 — $ avant. sociaux/sem. 0 — # sem 23 — # Poste 1 — Total **1 035,00 $**	**500,00 $**	535,00 $			**1 035,00 $**
Cliquer pour menu déroulant Titre 3 — $/h. — h./sem — $ avant. sociaux/sem. — # sem — # Poste — Total **0,00 $**					**0,00 $**
Cliquer pour menu déroulant Titre 4 — $/h. — h./sem — $ avant. sociaux/sem. — # sem — # Poste — Total **0,00 $**					**0,00 $**
Sous-Total Section A	**11 914,40 $**	**535,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**12 449,40 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)					
Équipement: achat ou location	**0,00 $**				**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	**1 000,00 $**				**1 000,00 $**
Photocopies, publicité	**0,00 $**	300,00 $			**300,00 $**
Déplacements	**600,00 $**				**600,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		1 400,00 $			**1 400,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)					**0,00 $**
Sous-Total Section B	**1 600,00 $**	**1 700,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**3 300,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)					
Frais administratifs du projet	**485,60 $**				**485,60 $**
Sous-Total Section C					
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	**14 000,00 $**	**2 235,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**16 235,00 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de
« Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, 5160 rue Décarie, Montréal, Qc	Prêt de local Expertise-conseil Cliquer pour menu déroulant
2	Société environnementale de Côte-des-Neiges, 6767 Côte-des-Neiges Montreal, Qc	Ressources humaines Ressources matérielles Expertise-conseil
3	MultiCaf, 3592 ave Appleton, Montréal, Qc.	Autres (précisez ci-dessous) Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cueillette et livraison de nourriture de Moisson Montreal
4		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
5		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2017	Mai	09
Date de remise du rapport d'étape	2018	Octobre	31
Date de fin de projet	2019	Mars	30
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
CCMS	Centre comunautaire Mountain Sights
SOCNV	Société environnementtale de Côte-des-Neiges
MultiCaf	MultiCaf, cafétériat communautaire et banque alimentaire

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

1. Les résidents de l'avenue Mountain Sights sont témoins de la complète transformation de leur milieu par la revitalisation urbaine en cours dans le secteur nommé Le Triangle depuis quelques années. Ils se sentent envahis par l'érection de nombreux immeubles de plusieurs étages totalisants, à date, plus de 2000 de nouveaux condominiums de moyennes et de hautes gammes.
Malgré des améliorations constatées (ex. : travaux de réfection des rues améliorant la sécurité piétonnière à certains endroits), les résidents interrogés, majoritairement des femmes, indiquent éprouver dávantage l'isolement et l'insécurité. (Source : témoignages et discussion en focus groups au Centre, 2016) : hausse de loyer, pression de certains propriétaires sur des locataires de longue date pour qu'ils déménagent et autres. De plus, ils constatent leurs besoins exprimés publiquement sont largement laissés-pour-compte dans ce développement urbain. (Rapport de consultation publique, OCPM, 2010). Le manque de services de proximité accessibles, tel que des épiceries à prix abordable, CPE, établissements de santé et d'éducation publiques et autres, demeure un problème chronique qui touchent plus souvent les femmes et les familles à faible revenu du secteur.

2. Ci-joint la résolution du conseil d'administration du CCMS. Les autres documents vous ont déja été fourmis.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Liza Novak	Fonction	Directrice				
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes		Cliquer pour menu déroulant	Date	2018	Avril	11	
Signature	Liza Novak						

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S’assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d’au moins une caméra lorsqu’il y a une captation de l’événement par une chaîne de télévision ou lors d’une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l’avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d’événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d’événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l’encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l’activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l’adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l’Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d’un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant sa place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIR DE LA CÔTE-DES-NEIGES(FIDUCIAIRE POUR TABLE JEUNESSE CDN)** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), ayant sa place d'affaires au 5347, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, Québec, H3T 1Y4, agissant et représentée par Claude Lavoie, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 119767895TR0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1006184509TQ0001
N° d'inscription d'organisme de charité : 119767895RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de la Table Jeunesse de la CDN est d'agir collectivement et concrètement afin d'assurer le bien-être et le développement des jeunes de 0 à 25 ans du quartier Côte-des-Neiges;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de communication publique mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de communication publique joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle accordée par le conseil d'arrondissement est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale

de vingt mille dollars (20 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

[POUR UN TERME D'UN AN]

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de quinze mille dollars (15 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de cinq mille dollars (5 000 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à

payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31mars 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5347, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, Québec, H3T 1Y4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIR DE LA CÔTE-DES-NEIGES (FIDUCIAIRE POUR TABLE JEUNESSE CDN)

Par : _____
Claude Lavoie, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de mai 2018 (Résolution CA).

ANNEXE 1 PROJET

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Formulaire complet. Merci.
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
	Cliquer pour menu déroulant
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Centre Communautaire de Loisir de Côte-des-Neiges (fiduciaire de la Table de Concertation Jeunesse de CDN)**
Titre du projet	**Pour bien animer**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☐	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☐	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☐	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☐	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☐	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☐	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Centre Communautaire de Loisir de Côte-des-Neiges (fiduciaire de la Table de Concertation Jeunesse de CDN)**		
Adresse	**5347 chemin de la Côte-des-Neiges**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H3T 1Y4**
Numéro d'inscription TPS	**119767895TR0001**	Numéro d'inscription TVQ	**1006184509TQ0001**
Numéro de charité	**119767895RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Côte-des-Neiges (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Outremont**		
Circonscription électorale fédérale	**Outremont**		
Responsable de l'organisme	**Madame**	**Denise Beaulieu**	
Fonction	**Directrice générale**		
Téléphone	**514-733-1478**	Télécopieur	**514-733-7481**
Courriel	direction.generale@cclcdn.qc.ca	Site web	www.cclcdn.qc.ca
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

* Il est important de mentionner que le CCL CDN est impliqué dans ce projet qu'à titre de fiduciaire. La TJ CDN est une initiative des intervenants du milieu. Depuis plusieurs années, elle regroupe les organismes communautaires, écoles et institutions de CDN afin d'oeuvrer collectivement et de manière concertée à l'amélioration de la qualité de vie des jeunes du quartier. Sa mission est d'agir collectivement et concrètement afin d'assurer le bien-être et le développement des jeunes de 0 à 25 ans du quartier CDN. Lieu d'échange, de partage d'expertise et de réseautage, la TJ CDN a pu, grâce à l'expertise de ses membres, développer de nombreux projets (Travail de rue, Intervenants Communautaire Scolaire, Hypersexualisation, Pour bien animer, etc.)

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Pour bien animer**		
Personne responsable du projet	**Madame**	Odile Laforest	
Fonction	**Coordonnatrice**		
Téléphone	514-872-4946	Télécopieur	514-733-7481
Courriel	coordination@tablejeunessecdn.com		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Ce projet est essentiel pour répondre aux besoins des partenaires. Il a fait ses preuves dans l'insertion socio-professionnelle des jeunes et nous rejoignons des jeunes différents chaque année.		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Côte-des-Neiges est caractérisé par une grande diversité culturelle et un fort niveau de défavorisation. Les 5-19ans y sont plus représentés que dans l'ensemble de la population montréalaise. 27,4% de la population totale du territoire du CLSC CDN et le taux de chômage est de 13% comparativement à 9% pour l'île de Montréal (Carrefour Jeunesse-Emploi de Côte-des-Neiges, Analyse des données du Recensement de 2011, publication 2017)."Lorsque l'on compare les 45 quartiers/municipalités sur l'île de Montréal, Côte-des-Neiges arrive en première place en nombre de personnes sans revenu en 2010. Le revenu médian est de 18 968$ (île de Montréal : 24 541$) et le revenu moyen est de 29 663$ (île de Montréal : 36 748$). " (Portrait du quartier Côte-des-neiges par la CDC CDN).

De nombreux facteurs tels que le la défavorisation matérielle et sociale, la consommation, la violence, le faible sentiment d'appartenance à l'école, le peu d'aspiration professionnelle, l'influence néfaste de pairs délinquants ou encore un milieu familial inadéquat sont autant d'éléments de cette problématique.

Il existe dans l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (CDN—NDG) un grand nombre de camps de jour et d'installations publiques nécessitant un personnel compétent pour pourvoir les différents postes offerts durant l'été. Puisque la qualité des camps de jour dépend principalement de la dynamique des animateurs, les organismes aspirent tous à avoir des équipes solides et bien formées. C'est pour ces raisons que la Table de Concertation Jeunesse de Côte-des-Neiges (Table Jeunesse),en concertation avec l'arrondissement CDN—NDG, le Centre communautaire de Loisir de la Côte-des-Neiges (CCLCDN), a développé ce projet qui permet d'assurer une relève de qualité en animation et en loisir, et qui contribue au succès des camps de jour du quartier et à la satisfaction des parents.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Le projet "Pour bien animer" consiste à offrir aux jeunes de 15 à 19 ans une formation qualifiante aux fonctions d'animateur. Cette formation est dipensée sous forme d'ateliers ainsi que de stages pratiques. Ces jeunes recevront une formation théorique(Diplôme d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur, sécurité dans les camps de jours, techniques d'animation et d'intervention auprès des jeunes) pour une durée totale de 35h pour l'année sur une période de 15 semaines. Pour le volet pratique, ils doivent réaliser 35h pour l'année sur une période de 17 semaines dans les organismes communautaires, les écoles et lors d'évémenents de quartier. Chaque année pour s'ajuster aux besoins des jeunes et des partenaires, le projet se réinvente. C'est ainsi que cette année nous souhaitons pouvoir inviter des jeunes qui travaillent déjà en animation et nous effectuerons aussi un jumelage avec des jeunes du Cegep étudiant en technique de loisirs, le but étant de faire découvrir à nos jeunes les possibilités qui existent dans les champs d'études en animation. Parallèment, nous poursuivrons l'expansion entamée en 2016 vers le quartier de NDG afin de rejoindre un maximum de jeunes qui y vivent et ainsi leur permettre d'intervenir directement dans leur milieu de vie.

Ce projet vise à lutter contre la pauvreté par la qualification et la formation des jeunes, prévient l'exclusion sociale par les activités de socialisation positives, favorise le rapprochement avec la communauté, prévient l'oisiveté, favorise l'épanouissement personnel et s'adapte aux spécificités des jeunes. Un des autres grands avantages du projet est de combler la demande en animation tout au long de l'année. Nous sommes constamment sollicités pour envoyer nos stagiaires dans les organismes partenaires. Cet aspect du projet permet aux jeunes de mieux connaître leur quartier et développer leurs réseaux socio-professionnels. Pour ce qui est de la gestion quotidienne du projet, une coordonnatrice est embauchée 35h/semaine. Elle a pour mandat de coordonner le recrutement des participants, de planifier les formations et les suivis terrains. Elle travaille en étroite collaboration et en concertation avec les organismes et écoles du quartier. Elle doit favoriser le développement des jeunes en planifiant des événements et des activités de cohésion de groupe. La coordonnatrice assure aussi la gestion du budget et produit des rapports. Elle effecute un suivi constant des jeunes et pendant la période estivale continue à les encadrer dans leur milieu de travail.

Un des points forts du projet est que nous faisons appel à des formateurs, tout au long du projet,provenant notre quartier, principalement de nos partenaires tels que le Carrefour Jeunesse Emploi de CDN, le Centre Communautaire de Loisir de CDN et Prévention CDN-NDG.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Adolescents (12 - 17 ans)	Étudiants	Minorités ethniques	10	13
Adolescents (12 - 17 ans)	Minorités ethniques	Personnes à faible revenu	9	10
Jeunes adultes (18 - 35)	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	Personnes à faible revenu	10	13
		TOTAL	29	36

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	NON
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	Prévention du décrochage scolaire et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes de 15 à 30 ans	Favoriser l'employabilité des jeunes et le développement de compétences
2	Projets d'insertion sociale et économique pour les immigrants et les jeunes	Favoriser l'implication sociale des jeunes immigrants
3	Accompagnement en loisir	Formation pour la préparation d'une relève pour les camps de jour

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Offrir l'opportunité à des jeunes de 15 à 19 ans de se former dans le domaine de l'animation et ainsi pouvoir décrocher des emplois de qualité mieux payés.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Avoir 65 jeunes par année ayant complété la formation théorique et pratique durant l'année.
B	Que les jeunes découvrent leurs forces et qualités professionnelles dans le cadre de cette formation.
C	Offrir l'opportunité de vivre une première expérience d'emploi significative.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Formation théorique (Diplôme d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur, sécurité dans les camps de jours, techniques d'animation et d'intervention auprès des jeunes, etc.) 2.3 heures Hebdomadaire (total de 35h/année sur une période de 15 semaines par année)
B	Stages pratiques dans les organismes communautaires, les écoles, dans le cadre des événements de quartier, etc. 2 heures Hebdomadaire (total de 35h/année sur une période de 17 semaines par année)
C	Formation en premiers soins (8 heures deux fois par année pour un total de 16h par année sur une période de 4 semaines/année) et Formation en employabilité (3 heures deux fois par année pour un total de 6h par année sur une période de 3 semaines/année)

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Développer les compétences des jeunes en animation	**Suivi des participants**	**Autres : (préciser ci-dessous)**
		Atteindre les objectifs de la formation donnée par le FQCCL.	Jeunes ayant complété 35 heures de formations théoriques, ainsi que la formation en 1ers soins, en sécurité de camps de jours et
B	Avoir 65 jeunes par année qui ont effectué 35 heures de stages pratiques dans les organismes du milieu, leur permettant d'acquérir une expérience de terrain solide menant au développement du savoir-être et du savoir-faire	**Suivi des participants**	**Autres : (préciser ci-dessous)**
		L'atteinte des objectifs d'apprentissage en situation de stage.	Jeunes ayant complété 35 heures de stages pratiques.
C	Avoir 40 jeunes qui se sont trouvés un emploi pour la saison estivale dans les domaines reliés à la formation Pour bien Animer	**Autres : (préciser ci-dessous)**	**Autres : (préciser ci-dessous)**
		La qualité des partenariats établis avec les camps et les organismes de l'arrondissement.	Nombre de jeunes travaillant durant l'été dans les camps.

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								CELO(PIMJ)	Dev. Social		
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Coordonnateur(trice)** (avril 2018 à mars 2019)					**12 642,00 $**	8 779,00 $	6 271,00 $		**27 592,00 $**
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	17,45	30	103,6	44	1	**27 592,40 $**					
2	Titre	**Coordonnateur(trice)** (juin à septembre 2018)					**2 926,00 $**		4 390,00 $		**7 316,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	17,45	35	120,86	10	1	**7 316,10 $**					
3	Titre	**Formateur(trice)**							4 147,00 $		**4 147,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
4	Titre	**Animateur(trice)**						6 300,00 $			**6 300,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	12	10,5		1	50	**6 300,00 $**					
Sous-Total Section A							**15 468,00 $**	**15 079,00 $**	**14 808,00 $**	**0,00 $**	**45 355,00 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location							**140,00 $**	4 292,00 $	1 018,00 $		**5 450,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation							**445,00 $**		825,00 $		**1 270,00 $**
Photocopies, publicité							**281,00 $**		100,00 $		**381,00 $**
Déplacements							**166,00 $**		249,00 $		**415,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance											**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)											**0,00 $**
Sous-Total Section B							**1 032,00 $**	**4 292,00 $**	**2 192,00 $**	**0,00 $**	**7 516,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							**3 500,00 $**				**3 500,00 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**20 000,00 $**	**19 371,00 $**	**17 000,00 $**	**0,00 $**	**56 371,00 $**
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »										**1/2 poste**	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Carrefour Jeunesse-emploi de Côte-des-Neiges 6555, chemin de la Côte-des-Neiges, Suite 240	Expertise-conseil Soutien technique Cliquer pour menu déroulant Formations en employabilité
2	Centre Sportif Côte-des-Neiges 4880, Ave Van Horne	Expertise-conseil Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Lieu de stages et de formations pour les jeunes
3	Centre Communautaire de Loisir de Côte-des-Neiges 5347, chemin Côte-des-Neiges, Mtl, H3T 1Y4	Expertise-conseil Prêt de local Cliquer pour menu déroulant Lieu de stages et de formations pour les jeunes
4	Centre de Ressources communautaire de CDN 6767 chemin de la Côte-	Prêt de local Prêt d'équipement Cliquer pour menu déroulant
5	Centre Communautaire Mountain Sights 7802, avenue Mountain Sights, Montréal, QC, H4P 2B2	Expertise-conseil Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Lieu de stages et de formations pour les jeunes

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	08
Date de remise du rapport d'étape	2018	Novembre	23
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
PIMJ	Programme d'Intervention de Milieu pour les Jeunes 12 À 30 ans par l'intermédiaire du Centre Communautaire du Loisir de CDN (CELO)
Dev. Social	Fonds de développement social de l'Arrondissement CDN -NDG

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Précisions quant au poste animateurs(trices)
C'est un montant forfaitaire donné aux jeunes qui complètent les 35h de stage pratique à titre de dédommagement.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Denise Beaulieu	**Fonction**	**Directrice générale**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**	**Date**	2018	Avril	16	
Signature						

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S’assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d’au moins une caméra lorsqu’il y a une captation de l’événement par une chaîne de télévision ou lors d’une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l’avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d’événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d’événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l’encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l’activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l’adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l’Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d’un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant sa place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE DES AINES COTE-DES-NEIGES**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), ayant sa place d'affaires au 6600 avenue Victoria, Montréal, Québec, H3W 3G7 agissant et représentée par Amisi Roger Risasi, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. :
N° d'inscription T.V.Q. :
N° d'inscription d'organisme de charité : 132841065RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'accueillir les aînés autonomes et semi-autonomes de toutes provenances sociales, économiques et culturelles et de leur proposer diverses activités et services sociocommunautaires tout en encourageant la création des liens, de réseaux d'entraide et la participation à la vie démocratique de l'organisme.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de communication publique mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La Directrice;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de communication publique joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de seize mille quatre cent cinquante dollars (16 450 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de quatorze mille sept cent vingt-quatre dollars (14 724 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de quatre neuf cent-huit dollars (4 908 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6600, avenue Victoria, Montréal, Québec, H3W 3G7 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

CENTRE DES AÎNÉS CÔTE-DES-NEIGES

Par : _____
Amisi Roger Risasi, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de mai 2018 (Résolution CA).

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
	Aînés
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**CENTRE DES AÎNÉS CÔTE-DES-NEIGES**
Titre du projet	**" Ponts vers la participation communautaire des aînés (PPCA) "**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☐	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☐	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☐	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☐	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☐	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**CENTRE DES AÎNÉS CÔTE-DES-NEIGES**		
Adresse	**6600, avenue Victoria, bureau 101**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H3W 3G7**
Numéro d'inscription TPS		Numéro d'inscription TVQ	
Numéro de charité	**13284 1065 RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Darlington (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Mont-Royal**		
Circonscription électorale fédérale	**Outremont**		
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**RISASI, AMISI ROGER**	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	**(514) 344 - 1210**	Télécopieur	**(514) 344 - 9679**
Courriel	direction@ainecdn.org	Site web	www.ainecdn.org
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Oui**		
Si oui, laquelle/lesquelles	Pour le Centre des Aînés CDN, le travail de milieu permet de rejoindre une clientèle d'aînés vulnérables, fragilisés ou à risque d'exclusion sociale qui n'irait pas d'emblée vers les services offerts par les organismes.		

1.2 — Mission de l'organisme

Fondé en 1990, le Centre des Aînés Côte-des-Neiges est un organisme communautaire du quartier Côte-des-Neiges et des environs, dont la mission est d'accueillir les aînés autonomes et semi-autonomes de toutes provenances sociales, économiques et culturelles et de leur proposer diverses activités et services sociocommunautaires tout en encourageant la création de liens, de réseaux d'entraide et la participation à la vie démocratique de l'organisme.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**" Ponts vers la participation communautaire des aînés (PPCA) "**		
Personne responsable du projet		RISASI, AMISI ROGER	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	(514) 344 - 1210	Télécopieur	(514) 344 - 9679
Courriel	direction@ainecdn.org		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	L'année 2018-2019, le projet focalisé sur 3 HLMs (HLM Bourret, HLM Place Lucy et HLM Place Newman) ayant pour objectif de mobiliser 120 aînés en situation de vulnérabilité et isolés.		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Le projet "PPCA" vise à offrir une réponse concrète aux difficultés de participation communautaire des aînés. Difficultés qui entraînent des problèmes de pauvreté, d'exclusion sociale et d'isolement pour les aînés vulnérables, à faible revenu, du quartier CDN. Une difficulté majeure, "la peur" face aux structures de support existantes s'ajoute à la vulnérabilité des aînés et vient freiner leur mise en mouvement dans un processus de participation communautaire; et les empêche de s'impliquer et de donner leur plein potentiel.

Le projet s'adresse à la clientèle d'aînés de 60 ans et plus, démunis, à mobilité réduite, en situation de vulnérabilité et d'exclusion sociale vivant dans 3 HLMs ciblées (HLM Bourret, HLM Place Lucy, HLM Place Newman) du secteur Snowdon. Le choix de ces 3 HLMs est dû à leur situation dans un secteur orphelin absent d'organismes communautaires fournissant des services à la population. Le défi est aussi de percer ce milieu composé d'un grand nombre d'aînés allophones. Ces aînés ne connaissent pas les ressources à leur disposition et vivent en dehors des circuits habituels d'informations. Bien souvent ils n'osent pas demander d'aide lorsqu'ils en ont besoin en raison de leur éducation, culture valeurs.

* Problématiques particulières dans ces 3 HLMs : infestation de coquerelles par manque d'entretien ménager régulier suite à la perte d'autonomie, encombrement d'objets, fragilité psychologique, solitude, pauvreté et besoin d'aide aux formulaires.
* Comportements à risque : alcoolisme, abus, santé mentale et physique, médicaments, itinérance.
* Les milieux de ces 3 HLMs sont souvent aux prises avec des conflits internes qui minent les relations entre les aînés et ne favorisent pas les interventions nécessaires.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Le projet "Ponts vers la participation communautaire des aînés" vise à inciter les aînés vulnérables et isolés, en majorité d'origine immigrante vivant dans 3 HLMs (HLM Bourret, HLM Place Lucy, HLM Place Newman) à s'adresser au Centre des Aînés CDN qui pourra les orienter vers les ressources existantes, les aider à développer du support entre pairs et leur offrir des activités communautaires adaptées à leur rythme, dans leur résidence, en collaboration avec certains partenaires du milieu. La travailleuse de milieu aura comme tâches : AXE 1 (repérage des aînés vulnérables et isolés) - AXE 2 (approche individuelle et accompagnement) - AXE 3 (approche collective et activités de socialisation).

L'objectif principal du projet "PPCA" est d'être à l'écoute des préoccupations des aînés en situation de vulnérabilité, isolés, autonomes et de leurs besoins, vivant dans les HLMs sans activités afin de vulgariser les options offertes par le Centre des Aînés Côte-des-Neiges, à l'aide de ses divers services et activités.

Zones d'interventions de projet : * Milieux fermés (Volet résidentiel) : HLM Bourret (89 logements), HLM Place Lucy (66 logements), HLM Place Newman (62 logements). * Milieux ouverts fréquentés par les aînés (Volet commercial ou parcs) : suspension temporaire d'interventions !

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Aînés (65 ans et +)	Personnes en perte d'autonomie	Personnes seules	60	60
Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant		
Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant		
		TOTAL	60	60

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Cliquer pour menu déroulant**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	NON
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Insertion sociale des clientèles à risque**	
2	**Aînés**	
3	**Autres : (préciser à droite)**	Soutien aux aînés vulnérables et isolés vivant dans les 3 HLMs (HLM Bourret, HLM Place Lucy, HLM Place Newman).

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

L'objectif général du projet "PPCA" consiste toujours à utiliser le potentiel d'intermédiaire et de mobilisateur du Centre des Aînés CDN pour : 1) développer des activités qui vont faciliter l'intégration et la participation des aînés en majorité d'origine immigrante vivant dans les HLMs (HLM Bourret, HLM Place Lucy, HLM Place Newman) à la vie communautaire du quartier, essentiellement ceux à faibles revenus, à mobilité réduite et aux prises avec des situations de pauvreté, d'exclusion sociale et d'isolement; 2) mobiliser quelques partenaires pertinents du milieu, provenant autant du secteur communautaire que du secteur institutionnel. Les activités de concertation aideront le Centre à développer une meilleure compréhension du phénomène de l'isolement chez les aînés.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Repérer et rejoindre plus de 120 personnes aînées (hommes et femmes) en situation de vulnérabilité et d'isolement, âgées entre 60 ans et plus qui vivent dans les 3 HLMs, aux prises avec des problèmes d'exclusion sociale.
B	Soutenir le travail de socialisation fait par les comités de locataires dans les HLMs pour aînés de notre quartier afin de contrer l'isolement et l'exclusion sociale chez certains aînés en situation de vulnérabilité et à faible revenu.
C	Créer un espace de partage, de communication, d'entraide et de participation - lieu physique (un local d'activités) et social (comités, groupe de discussion, etc.). La plus grande majorité d'activités se déroulent dans l'enceinte des HLMs.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Continuer à accmpagner et à soutenir les 120 aînés repérés, âgés de 60 ans et plus, qui vivent seuls, confrontés à de sérieux problèmes de vulnérabilité liés à la pauvreté, à l'isolement et à l'exclusion sociale.
B	Sonder et valider les besoins des participants. Planifier des ateliers sur des thèmes définis pour établir une approche en relation d'aide. Effectuer les présences-terrain, travail de corridor et aides individuelles selon les besoins.
C	Gérer et animer des activités socioculturelles et de loisirs dans les 3 HLMs. Échanger les expériences des participants dans leurs recherches pour contrer l'isolement et la solitude. Rechercher des solutions collectives.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Une solidarité efficace entre les participants conduisant à des réseaux alternatifs d'entraide. Objectif du résultat : de 120 aînés en situation de vulnérabilité repérés, mobiliser au moins 80%.	**Suivi des participants**	**Nombre de participants**
		Réalisation de Café-rencontres	Nombre d'activités
B	La mise en mouvement des aînés participants au projet pour trouver des solutions aux divers obstacles. Objectif : le taux de réussite sera au moins de 90% si la demande est faite au Centre des Aînés CDN pour de l'aide.	**Mobilisation**	**Nombre de références**
		Assiduité	Nombre d'interventions, de soutiens
C	Le nombre de rencontres avec les aînés spécifiquement reliés à la problématique d'isolement et d'exclusion sociale. La présence et l'assiduité des participants aux activités.	**Suivi des participants**	**Nombre d'interventions, de soutiens**
		Focus groupe	Statistiques

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								CIUSSS CSM	MFA		
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Agent(e) de liaison**					**15 138,89 $**	10 000,00 $			**25 138,89 $**
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	16,5	28	72,87	47	1	**25 138,89 $**					
2	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									**0,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
3	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									**0,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
4	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									**0,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
Sous-Total Section A							**15 138,89 $**	**10 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**25 138,89 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location							**300,00 $**		200,00 $		**500,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation							**700,00 $**		300,00 $		**1 000,00 $**
Photocopies, publicité							**700,00 $**		360,00 $		**1 060,00 $**
Déplacements							**400,00 $**		400,00 $		**800,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance							**100,00 $**		100,00 $		**200,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)							**700,00 $**		400,00 $		**1 100,00 $**
Sous-Total Section B							**2 900,00 $**	**0,00 $**	**1 760,00 $**	**0,00 $**	**4 660,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							**1 594,11 $**				**1 594,11 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**19 633,00 $**	**10 000,00 $**	**1 760,00 $**	**0,00 $**	**31 393,00 $**
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »										**0,75**	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	TARANTO, Valeria, organisatrice communautaire : Office Municipal d'Habitation de Montréal 5800, rue Saint-Denis, bur. 502 Montréal (Qc)	Participation au comité aviseur,concertation Expertise-conseil Prêt de local
2	DUPONT, Stéphanie, organisatrice communautaire : CIUSSS Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal Téléphone : (514) 484 - 7878	Expertise-conseil Promotion, sensibilisation Participation au comité aviseur,concertation
3	KRASKA, Elizabeth, agente sociocommunautaire SPVM/Poste de quartier 26 7405, av. Mountain Sights Montréal (Qc) H4P 2B1	Participation au comité aviseur,concertation Ressources matérielles Expertise-conseil
4	LAVIGNE, Patricia, directrice Centre de bénévolat Côte-des-Neiges 4945, ch. de la Côte-des-Neiges, bur. 06 Montréal (Qc) H3V 1H5	Participation au comité aviseur,concertation Référence/recrutement des participants Promotion, sensibilisation
5	PATRICE, Jean-Sébastien, directeur général MultiCaf - cafétéria communautaire 3600, rue Barclay, bur. 320 Montréal (Qc) H3S 1K5	Participation au comité aviseur,concertation Promotion, sensibilisation Référence/recrutement des participants

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	09
Date de remise du rapport d'étape	2018	Octobre	22
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
CIUSSS CSM	Centre Intégré Universitaire de Santé et Services Sociaux Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
MFA	Ministère de la Famille et des Aînés

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Le travail de milieu a permis de rejoindre une clientèle qui n'irait pas d'emblée vers les services offerts par les organisations. On considère également que l'intervention développée dans le cadre du projet "Ponts vers la participation communautaire des aînés (PPCA)" répond à la mission établie initialement, soit d'offrir des services adaptés aux besoins spécifiques des aînés et de participer à l'amélioration de leurs conditions de vie.

L'expérience développée dans le travail de milieu a aussi permis de constater l'importance d'agir en respectant les dynamiques présentes dans chacun des milieux de vie (HLMs) et que l'intervention doit s'adapter aux différentes réalités. Pour ce faire, la travailleuse de milieu doit être en mesure de s'ajuster rapidement, mais surtout doit être capable de bien identifier les problématiques propres à chaque HLM et conserver une neutralité à toute épreuve face aux conflits vécus dans les milieux de vie. En ce sens, le soutien des ressources de l'office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) et des comités de locataires est essentiel.

Globalement, le travail ne milieu de vie ressemble sur plusieurs aspects au travail de rue. L'approche et l'intervention en milieu de vie est généralement plus facile qu'en travail de rue puisque, contrairement aux parcs, restaurants ou cafés, la présence des aînés dans les HLMs n'est pas aléatoire. De plus, dans plusieurs habitations collectives (HLMs), on retrouve habituellement une structure associative (comité de locataires, comité de résidents, etc.) pouvant appuyer le travail des travailleurs de milieu.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	RISASI, AMISI ROGER	**Fonction**	**Directeur général**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**	**Date**	2018	Avril	09	
Signature						

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S’assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d’au moins une caméra lorsqu’il y a une captation de l’événement par une chaîne de télévision ou lors d’une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l’avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d’événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d’événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l’encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l’activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l’adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l’Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d’un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant sa place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CLUB AMI**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), ayant sa place d'affaires au 6767 Chemin de la Côte-des-Neiges bureau 596, Montréal, Québec, H3S 2T6 agissant et représentée par Louise Tremblay, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 893445478RT001
N° d'inscription T.V.Q. : 1006481473TQ0002
N° d'inscription d'organisme de charité : 893445478RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission la réinsertion sociale des personnes aux prises avec des problèmes majeures et persistants de santé mentale.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à

pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de communication publique mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La Directrice

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de communication publique joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.3 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.4 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle accordée par le conseil d'arrondissement est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATION DE LA VILLE

6.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trente mille cinq cent quarante-deux dollars (30 542 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

6.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt-deux mille neuf cent-sept dollars (22 907 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de sept mille six cent trente-cinq dollars (7 635 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

6.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

6.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
DÉFAUT

8.1 Il y a défaut :

8.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

8.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

8.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

8.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

8.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

8.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

8.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 9
RÉSILIATION

9.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

9.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

9.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 10
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 11
ASSURANCES

11.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

11.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

11.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 12
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6767 Chemin de la Côte-des-Neiges bureau 596, Montréal, Québec, H3S 2T6 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

CLUB AMI

Par : :
_____
Louise Tremblay, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de mai 2018 (Résolution CA).

ANNEXE 1 PROJET

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Cliquer pour menu déroulant**
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Club Ami, la santé mentale par 'entraide et l'intégration socio-professionnelle Inc.**
Titre du projet	**Un quartier à vivre**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Non**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS	
Montant demandé	Montant accordé
Numéro de projet	

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☐	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☐	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☐	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☐	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☐	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☐	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Club Ami, la santé mentale par 'entraide et l'intégration socio-professionnelle inc.**		
Adresse	**6767 Côte-des-Neiges local 596**		
Ville	**Cliquer pour menu déroulant**	Code postal	**H3S 2T6**
Numéro d'inscription TPS	**893445478RT0001**	Numéro d'inscription TVQ	**1006481473TQ0002**
Numéro de charité	**893445478RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Côte-des-Neiges (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Outremont**		
Circonscription électorale fédérale	**Outremont**		
Responsable de l'organisme	**Louise Tremblay**		
Fonction	**Directrice**		
Téléphone	**5 147 397 931**	Télécopieur	
Courriel club.ami@hotmail.com		Site web	clubami.qc.ca
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Club Ami est un organisme à but non lucratif dont la mission est la réinsertion sociale des personnes aux prises avec des problèmes majeurs et persistants de santé mentale. Nous opérons un centre de jour afin d'offrir des services d'animation, d'éducation, de soutien, d'écoute et références aux personnes les plus fragilisées de notre société. À ce jour, nous comptons sur un membership de plus de 120 membres inscrits et ne cessons d'accueillir de nouvelles personnes référées par les institutions (CLSC, Hôpitaux, organismes communautaires et enfin, le bouche à oreille). Nous recevons en moyenne entre 40 et 50 personnes quotidiennement. Nos membres habitent majoritairement dans l'Arrondissement Côte-des-Neiges/NDG. Notre équipe les accueille du lundi au jeudi pour un total de 28 heures par semaine.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Un quartier à vivre**		
Personne responsable du projet		Louise Tremblay	
Fonction	**Directrice**		
Téléphone	5 147 397 931	Télécopieur	
Courriel	ltremblay@clubami.qc.ca		
Nouvelle initiative	**Cliquer pour menu déroulant**	Reconduction du projet	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Continuité des services		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Les personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale souffrent d'un manque d'estime de soi et ont tendance à s'exclure et se percevoir comme un fardeau pour la société. Leur intégration sociale et communautaire est une problématique qui préoccupe la communauté et ce, particulièrement depuis la désinstitutionnalisation. Ceci dit, 90 % des personnes ayant des problèmes de santé mentale vivent dans la communauté. Ces personnes vulnérables , dont la fragilité personnelle se double d'une fragilité économique, sont exposées à l'isolement et à l'exclusion sociale. Souvent, par méconnaissance, plusieurs usagers ont de la difficulté à accéder aux nombreuses ressources communautaires, institutionnelles, de loisirs et culturelles présentes dans le quartier. Il est d'autant plus nécessaire de les outiller afin que ceux-ci puissent avoir accès aux services de proximité et faire des choix avisés. Ceux-ci ont besoin de bonnes conditions de vie pour mieux s'épanouir et faire des choix avisés et s'intégrer dans la société. Ils ont besoin de se sentir citoyens à part entière.

Par ailleurs, la population aurait grandement intérêt à mieux connaître la santé mentale. En effet, plus les membres de la communauté sont familiers avec la maladie mentale, inversement , moins ils ont de préjugés et d'attitude négative envers cette population et plus l'intégration sociale est possible. Toutes conditions qui nuisent à l'adaptation sociale a de graves répercussions chez la personne touchée et peut entraîner des effets particulièrement négatifs sur sa santé globale.

2.3 — Résumé synthèse du projet

La poursuite du projet Un quartier à vivre continuera à favoriser l'accès aux ressources peu ou mal connues des personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale. Notre membership augmente et se diversifie d'années en années et ces nouvelles personnes n'ont pas nécessairement une bonne connaissance des ressources dont elles auraient besoin afin d'améliorer leurs conditions de vie. Nous continuerons d'organiser des circuits de visites chez nos partenaires communautaires, institutionnels et culturels du quartier.

Par ailleurs, nous continuerons de déployer des stratégies afin que nos membres reçoivent le soutien dont ils ont besoin pour s'impliquer dans la communauté. Nous poursuivrons les activités entreprises l'an dernier, activités visant à outiller nos membres afin que ceux-ci puissent exercer leurs droits en particulier par la prise de parole et la participation citoyenne.

Le volet sensibillisation de la maladie mentale a toujours été au cœur de notre pratique car nous croyons fermement qu'une meilleure connaissance de la problématique santé mentale parmi la population, diminue la stigmatisation et favorise la cohésion sociale. Notre campagne de sensibilisation, bien qu'elle soit semblable dans sa finalité, diffèrera de moyens (voir 2,10 C).

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Adultes (36 - 64 ans)	Personnes ayant un problème de santé mentale	Prestataires d'assistance emploi	25	27
Aînés (65 ans et +)	Personnes ayant des limitations fonctionnelles	Personnes à faible revenu	3	5
Jeunes adultes (18 - 35)	Personnes ayant un problème de santé mentale	Personnes à faible revenu	3	3
		TOTAL	31	35

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	NON
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	Insertion sociale des clientèles à risque
2	Soutien à la vie communautaire
3	Intervention sur les problématiques socio-urbaines

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Poursuivre notre démarches afin d'impliquer plus d'une soixantaine de nos membres en continuant et développant des activités favorisant le sentiment d'appartenance au quartier. Aider les personnes les plus démunies aux prises avec des problèmes sévères et persistants de santé mentale à mieux s'intégrer dans leur communauté.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Faciliter et promouvoir l'accès aux ressources locales, tant du secteur communautaire, institutionnel, culturel et autres chez les personnes les plus vulnérables du quartier. Favoriser la prise de décisions. Encourager les usagers et usagères de Club Ami à nommer leurs besoins. Améliorer leur qualité de vie.
B	Rapprocher les membres de la communauté. Pour les personnes atteintes, le fait de passer du temps, de créer des liens et de participer à des activités dans la communauté favorise leur intégration.sociale.Dans la mesure de leurs moyens, les usagers de Club Ami développeront le sentiment d'agir et d'avoir un certain impact dans la société.
C	Aller à la rencontre des acteurs du quartier ainsi que vers la population en général afin de les sensibiliser aux réalités vécues par les personnes atteintes. Il est vrai que certains membres de la communauté qui ne sont pas familiers avec la maladie mentale peuvent développer des attitudes négatives envers celles-ci. Afin de lutter contre cette perception, et travailler sur une compréhension mutuelle, connaître l'autre, en somme. Nous continuerons à développer des moyens afin de favoriser la compréhension de la maladie mentale chez la population en général.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Dans la continuité, nous réaliserons deux activités de rencontres avec les groupes dans nos locaux ainsi que deux visites mensuelles extérieures à raison de quatre à cinq participants à la fois. À la fin du projet, plus d'une soixantaine de personnes auront bénéficié du programme. Nous inviterons les groupes à venir présenter leur organisme dans le cadre d'une activité interactive. Poue ce qui est des visites extérieures, la formule rallye s'est avérée la plus participative.
B	Accompagnés par unE intervenantE, nos membres participeront à des activités des groupes; nous pensons à la Corvée organisée par la SOCENV, aux mobilisation basées sur des enjeux qui les concernent: Projet Genèse qui travaille à la défense des droits, l'OEIL pour le droit au logement de qualité etc. Pour que nos membres comprennent les rouages des institutions municipales, ils assisteront aux Conseild d'Arrondisseront. De concert avec la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges, nous organiserons une assemblée publique dans le cadre des élections provinciales cet automne. Nous assisterons à des spectacles offerts par la Maison de la Culture. De plus, de concert avec la'Arrondissement CDN et la Bibliothèque interculturelle de CDN, nous participerons à des ateliers mensuels onffert par le Fab Lab, encourageant la notion d'essai, le savoir-faire, la créativité et l'entraide communautaire.
C	Comme l'an dernier, la fin de notre projet sera soulignée par un événement rassembleur auquel sera conviée la population en général. Encore une fois, nous aurons la chance de compter sur la collaboration de l'équipe du Fab Lab pour nous accompagner dans notre démarche. Nous pensons, entre autres à une exposition photo de nos membres. Comme cela est la marque de Club Ami, nous laisserons les participants décider de la forme et du fond.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Nos membres connaissent mieux les ressources du quartier. Ils peuvent les utiliser en toute connaissance. Ils développent leur sentiment d'appartenance au quartier et améliorent leurs conditions de vie.	Réalisation de cafés-rencontres	Nombre d'activités
B	Nos membres participent à des actions communes et s'impliquent dans des activités stimulantes. Ils se font de plus en plus confiance et améliorent leur estime de soi.	Réalisation de cafés-rencontres	Liste des présences
		20	
C	La population se familiarise avec la problématique santé mentale dans un cadre ludique et d'un point de vue positif. Celle-ci intègre mieux la notion de maladie mentale et , nous l'espérons, évolue au niveau de la perception, du comportement et de l'attitude envers les membres les plus fragiles de notre société	Réalisation d'exposition	Nombre de participants
			85

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire	Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
		Club Ami			
A — Personnel lié au projet					
1 Titre: **Animateur(trice)** — $/h. 18 ; hrs/ sem 28 ; $ avant. sociaux/ sem. 85,7 ; # sem 46 ; # Poste 1 ; Total **27 126,20 $**	20 000,00 $	7 126,20 $			27 126,20 $
2 Titre: **Cliquer pour menu déroulant** — $/h. 26 ; h./sem 5 ; $ avant. sociaux/ sem. 22,1 ; # sem 46 ; # Poste 1 ; Total **6 996,60 $**		6 578,00 $			6 578,00 $
3 Titre: **Cliquer pour menu déroulant** — $/h. ; h./sem ; $ avant. sociaux/ sem. ; # sem ; # Poste ; Total **0,00 $**					0,00 $
4 Titre: **Cliquer pour menu déroulant** — $/h. ; h./sem ; $ avant. sociaux/ sem. ; # sem ; # Poste ; Total **0,00 $**					0,00 $
Sous-Total Section A	20 000,00 $	13 704,20 $	0,00 $	0,00 $	33 704,20 $
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)					
Équipement: achat ou location	1 000,00 $				1 000,00 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation	5 042,00 $				5 042,00 $
Photocopies, publicité	500,00 $				500,00 $
Déplacements	500,00 $				500,00 $
Locaux, conciergerie ou surveillance					0,00 $
Assurances (frais supplémentaires)					0,00 $
Sous-Total Section B	7 042,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	7 042,00 $
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)					
Frais administratifs du projet	3 500,00 $				3 500,00 $
Sous-Total Section C					
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	30 542,00 $	13 704,20 $	0,00 $	0,00 $	44 246,20 $
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »				1	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1 Arrondissement Côte-des-Neiges/NDG	Prêt de local Prêt de local Cliquer pour menu déroulant
2 CDC de Côte-des-Neiges et ses groupes membres	Don d'équipement Expertise-conseil Promotion, sensibilisation
3 Bibliothèque interculturelle de CDN/ Projet Fab Lab	Expertise-conseil Ressources humaines Soutien technique
4	Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
5	Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	14
Date de remise du rapport d'étape	2018	Novembre	12
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Louise Tremblay	Fonction	Directrice			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes		Cliquer pour menu déroulant	Date	2018	Avril	11
Signature	Louise Tremblay					

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE

1. LE CONTEXTE

Ce protocole de communication publique vise à préciser les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires dans la mise en œuvre de la présente Convention.

2. LES PRINCIPES DIRECTEURS

2.1 Tous les Projets réalisés dans le cadre de la présente Convention doivent faire l'objet d'une communication auprès du public et des clientèles concernées, à moins d'une entente à l'effet contraire entre la Ville et le MTESS.

2.2 Afin d'assurer le partage de la visibilité entre le MTESS et la Ville ainsi que la cohérence de la visibilité gouvernementale et l'impact auprès du public, les partenaires de l'Entente mentionnée ci-haut conviennent du présent protocole de communication publique.

2.3 Tous les moyens de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- Le titre du programme.
- La contribution financière des partenaires.
- La nature du Projet.
- Les partenaires de l'Entente mentionnée ci-haut (Ville et MTESS).

Dans le cas où des partenaires d'importance se joindraient au MTESS et à la Ville pour un Projet donné, leur visibilité serait assurée selon leur implication, sur accord des deux parties de l'Entente.

3. SIGNATURE COMMUNE

Tous les outils de communication relatifs à la présente Convention (communiqués, lettres d'annonces, bannières, panneaux, etc.) doivent porter la même signature

Logo Ville Logo MTESS



Logos 2016 Ville + MTESS

4. LES MODALITÉS DE COMMUNICATION

4.1 Annonce publique

L'annonce des Projets réalisés par l'Organisme de la présente Convention est effectuée de façon conjointe par la Ville et le MTESS.

Les annonces ont lieu à l'occasion de cérémonies officielles ou de conférences de presse organisées conjointement et/ou par voie de communiqués de presse

conjoints, selon les modalités fixées au préalable entre l'Organisme, le MTESS et la Ville au moins dix (10) jours avant la tenue de l'événement.

4.2 Programmes conjoints

Tous les programmes conjoints doivent être annoncés et promus comme tels auprès des organismes et individus visés conformément à la clause de visibilité prévue au point 6. Tous les documents d'information produits dans ce contexte doivent porter la signature commune.

5. STRATÉGIE DE COMMUNICATION

Certaines réalisations de l'Entente mentionnée ci-haut peuvent être extrêmement riches et porteuses de retombées nationales et internationales. À cet égard, les partenaires concernés conviennent d'accorder une attention particulière et des budgets spécifiques aux projets les plus prometteurs et de développer des stratégies de communication adaptées leur assurant une plus large visibilité.

6. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

6.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à l'Organisme dans le cadre de cette Entente doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les partenaires. La Ville est responsable d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'elle signe avec l'Organisme subventionné dans le cadre de cette Entente.

6.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

Lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, l'Organisme subventionné dans le cadre de cette Entente, ou rémunéré à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doit mentionner sur le document que celui-ci, ou le Projet auquel il se réfère, a été réalisé grâce au partenariat entre le MTESS et la Ville et faire mention des partenaires.

De plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la référence au partenariat entre le MTESS et la Ville doit également être accompagnée de la signature commune.

Par ailleurs, si le projet d'un Organisme donne lieu à un événement public, l'Organisme doit convier la Ville et le MTESS à y participer, et ce, au moins dix (10) jours à l'avance.

La visibilité accordée aux partenaires de l'Entente mentionnée ci-haut n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au Projet subventionné, sur accord du gouvernement du Québec et de la Ville.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant sa place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LA CAFÉTÉRIA COMMUNAUTAIRE MULTICAF** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), ayant sa place d'affaires au 3600, avenue Barclay, bureau 320, Montréal, Québec, H3S 1K5, agissant et représenté par Jean-Sébastien Patrice, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'i; le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 133112821RP0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1143699263
N° d'inscription d'organisme de charité : 113112821RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission l'amélioration des conditions de vie et l'atteinte de la sécurité alimentaire de toutes les personnes à faible revenu sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de communication publique mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice;

2.7 « **Unité administrative** » : la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de communication publique joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.3 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.4 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle accordée par le conseil d'arrondissement est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATION DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt mille dollars (20 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

[POUR UN TERME D'UN AN]

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de quinze mille dollars (15 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de cinq mille dollars (5 000 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 mars 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 3600, avenue Barclay, bureau 320, Montréal, Québec, H3S 1K5 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général . Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

LA CAFÉTÉRIA COMMUNAUTAIRE MULTICAF

Par : _____
Jean-Sébastien Patrice, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de mai 2018 (Résolution CA).

ANNEXE 1 PROJET

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**La cafétéria communautaire MultiCaf**
Titre du projet	**Aide assistance et référence dans le cadre de la vie communautaire du centre de jour**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

	Lettres patentes de votre organisme (charte)
	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	La cafétéria communautaire MultiCaf		
Adresse	3600 Barclay		
Ville	Montréal	Code postal	H3S 1K5
Numéro d'inscription TPS	133112821RP0001	Numéro d'inscription TVQ	1143699263
Numéro de charité	133112821RR0001		
Arrondissement — Ville liée	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce		
District électoral municipal	Darlington (CDN-NDG)		
Circonscription électorale provinciale	Mont-Royal		
Circonscription électorale fédérale	Outremont		
Responsable de l'organisme	Monsieur	Jean-Sébastien Patrice	
Fonction	Directeur général		
Téléphone	514 733-0554	Télécopieur	514 733-2760
Courriel	j-spatrice@multicaf.org	Site web	multicaf.org
Votre organisme est-il à but non lucratif	Oui		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	Non		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

MultiCaf est un organisme de lutte à la pauvreté qui inscrit son action dans l'amélioration des conditions de vie et l'atteinte de la sécurité alimentaire de toutes les personnes à faible revenu de son territoire.
Pour accomplir cette mission, de concert avec les organismes du quartier et de Montréal, MultiCaf s'engage à :
- Offrir divers services et activités répondant aux besoins alimentaires de sa région;
- Offrir des services d'information et de référence aux usagers et membres de l'organisme;
- Identifier les causes et les problèmes reliés à la pauvreté afin de développer des stratégies pour mieux intégrer les personnes à faible revenu dans leur milieu;
- Sensibiliser la communauté aux problèmes reliés à la pauvreté et à la sécurité alimentaire.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	Aide assistance et référence dans le cadre de la vie communautaire du centre de jour		
Personne responsable du projet	Jean-Sébastien Patrice		
Fonction	Directeur général		
Téléphone	514 733-0554	Télécopieur	514 733-2760
Courriel	j-spatrice@multicaf.org		
Nouvelle initiative	Non	Reconduction du projet	Oui
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Consolider les services d'aide aux usagers, notamment auprès des plus démunie et cela dans une optique de renforcement de la vie communautaire,		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Le quartier Côte-des-Neiges et, plus particulièrement la zone du bas de la côte ou se trouve MultiCaf est un lieu de résidence de nombreuses familles et individus défavorisés et de nombreux arrivants à Montréal. Nous intervenons en première ligne par le soutien alimentaire, déjeuner et dîner à la cafétéria communautaire(300 dîners par jours), ainsi que par le biais de la banque alimentaire (800 ménages par mois) et le support en produits lactés. Cette aide de premier niveau nous permet d'être une source de référencement majeure vers les ressources communautaires ou publiques du quartier pouvant aider les usagers selon leurs besoins et défis particuliers. De plus, nous assumons un suivi individuel et personnel auprès de nos usagers qui sont itinérents ou qui sont à risque élevé d'itinérence (logements insalubres, insécurité ou instabilité résidentielle).

Notre organisme apporte à ces personnes de nombreux service en dehors du dépannage et des repas. Des ateliers, kiosques, clinique d'impôts, clinique de vaccination etc.
Il nous est apparu important de consolider ces diverses activités qui répondent à un besoin des usagers, tout en renforçant la vie communautaire et l'"empowerment".
Il ne s'agit plus alors juste d'offrir des services, mais de les concevoir avec ceux qui en ont besoin.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Consolider, améliorer et maintenir les différents services d'aide, d'accueil et de référencement pour les personnes en prise avec des difficultés économiques et sociales importantes. Mettre en place des activités réalisés avec les usagers eux-même, notament en ce qui concerne la sécurité alimentaire, le "vivre ensemble", les habiletés artistiques, et la citoyenneté.
Cela se fait par le biais d'ateliers, de kiosques mis en place pour aider les usagers à la prise en charge de leurs défits sociaux. (plus particulièrement au sujet de la sécurité alimentaire, mais aussi de leur droits, les questions de logement, de citoyenneté...)

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Résidents du secteur	Personnes ayant un problème de santé mentale	Personnes seules	125	265
Résidents du secteur	Personnes à faible revenu	Minorités ethniques	160	432
Résidents du secteur	Personnes sans-abris	Personnes seules	28	69
		TOTAL	313	766

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**	
Précisez le quartier ou le secteur	Côte-des-Neiges	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Sécurité alimentaire**	
2	**Intervention sur les problématiques socio-urbaines**	
3	**Insertion sociale des clientèles à risque**	

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Assurer un suivi aux personnes démunies dans leur quête d'amélioration de leur condition de vie
Mettre en places des activités permettant aux usagers de l'organisme de prendre en charge leur vie (empowerment) par des Kiosques et des ateliers.
Redynamiser la vie communautaire de l'organisme en impliquant les usagers dans l'organisation des activités.
En plus de kiosques et d'atelier créer des animations autour de la sécurité alimentaire, les aptitudes artistiques et la vie culturelle, le "vivre ensemble" et la vie citoyenne.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Rencontrer minimalement 650 personnes qui utilisent le service de cafétéria pour informer, accompagner individuellement et encadrer les personnes en situation de pauvreté.
B	Mettre en place 15 activités durant l'été en réalisation avec les membres eux même et le support des étudiants d'été. Ces activités feront l'objet d'un bilan/évaluation au regard des changements sociaux apportés aux bénéficiaires.
C	Pérenniser le service d'accompagnement d'urgence qui comprend un soutien de repas, de douche, de laverie et d'aide psycho sociale... 5 jours semaine.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Tenir deux kiosques et deux ateliers par mois, visant à outiller les usagers et leur permettre de répondre ainsi aux différentes problématiques qu'ils rencontrent: - logement - famille - intégration - budget etc.
B	Développer avec les usagers des activités durant l'été Sécurité alimentaire : Cuisines collectives, atelier faire son épicerie et analyse de circulaire, participation aux activités de multicaf dans la mise en place des différents projets d'agriculture urbaine. Vivre ensemble : semaines des différentes cultures, soirées, expos, débats, présentations d'objets, dîner à saveur culturelle... Citoyenneté : explication des institutions, rencontre avec les candidats de l'élection générale, droit au logement, solutions aux dettes... Accès à la culture : ateliers, expos d'œuvres des membres, visite d'expo, de centres culturels, soirées talents...
C	Accueil et accompagnement des personnes référées par d'autres organismes qui peuvent avoir besoin à tout moment d'un repas, d'une douche, de laverie et d'aide psychosociale.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Au moins deux kiosques et deux ateliers par mois	Compte-rendu	Nombre d'ateliers / de cours
B	au moins 500 personnes touchées par ses ateliers/ animation...	Évaluation Auto évaluations et formulaire sur les changements apportés	Nombre de participants
C	Pérénité du service d'accueil d'urgence	Suivi des participants Suivi psychosocial	Nombre d'interventions, de soutiens

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire	Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers: MultiCaf	Services Canada/emplois et placement et DGOP	Centraide	Budget total
A — Personnel lié au projet					
1 Titre: Intervenant(e) à la vie communautaire — $/h. 19,72; hrs/sem 35; $ avant. sociaux/sem. 110; # sem 52; # Poste 1; Total 41 610,40 $	20 000,00 $	21 610,40 $			41 610,40 $
2 Titre: Animateur(trice) — $/h. 15; h./sem 40; $ avant. sociaux/sem. 60; # sem 8; # Poste 2; Total 10 560,00 $		2 080,00 $	8 480,00 $		10 560,00 $
3 Titre: Travailleur(euse) social(e) — $/h. 21,96; h./sem 35; $ avant. sociaux/sem. 120; # sem 52; # Poste 1; Total 46 207,20 $			46 207,20 $		46 207,20 $
4 Titre: Coordonnateur(trice) — $/h. 25,82; h./sem 35; $ avant. sociaux/sem. 125; # sem 52; # Poste 1; Total 53 492,40 $		26 746,20 $		26 746,20 $	53 492,40 $
Sous-Total Section A	20 000,00 $	50 436,60 $	54 687,20 $	26 746,20 $	151 870,00 $
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)					
Équipement: achat ou location		500,00 $			500,00 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation		1 000,00 $			1 000,00 $
Photocopies, publicité		250,00 $			250,00 $
Déplacements		125,00 $			125,00 $
Locaux, conciergerie ou surveillance					0,00 $
Assurances (frais supplémentaires)					0,00 $
Sous-Total Section B	0,00 $	1 875,00 $	0,00 $	0,00 $	1 875,00 $
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)					
Frais administratifs du projet		950,00 $			950,00 $
Sous-Total Section C					
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	20 000,00 $	53 261,60 $	54 687,20 $	26 746,20 $	154 695,00 $

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité » **3/4 de poste ou 0.75%**

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	les organismes de Côte-des-Neiges (CDC) ACEF Emploi Été Canada	Référence/recrutement des participants Expertise-conseil Autres (précisez ci-dessous) Finacement des Emplois d'été
2	Étudiants de Mc Gill et UDM (pro Bono) : informations juridiques Œil, Organisme d'éducation et d'information au logement Projet Genèse (organisme de défense des droits)	Promotion, sensibilisation Promotion, sensibilisation Promotion, sensibilisation
3	Musée des beaux arts et Maison de la culture de Côte-des-Neiges	Promotion, sensibilisation Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
4		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
5		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Avril	03
Date de remise du rapport d'étape	2018	Octobre	31
Date de fin de projet	2019	Mars	29
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**29**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
ACEF	Association Coopérative Économie Familiale
CDC	Coorporation de Développement Communautaire

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Jean-Sébastien Patrice	Fonction	Cliquer pour menu déroulant		
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	Cliquer pour menu déroulant	Date	2018	Avril	03
Signature					

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S’assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d’au moins une caméra lorsqu’il y a une captation de l’événement par une chaîne de télévision ou lors d’une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l’avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d’événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d’événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l’encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l’activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l’adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l’Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d’un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant sa place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **PROJET GENÈSE,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), ayant sa place d'affaires au 4735 Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal, Québec, H3W 1M1 agissant et représentée par Michael Chervin, directeur général, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 86868 6767 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1146204533
N° d'inscription d'organisme de charité : 86868 6767 RRT0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'améliorer les conditions de vie des personnes défavorisées.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à

pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de communication publique mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La Directrice

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de communication publique joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.1 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.2 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.3 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.4 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle accordée par le conseil d'arrondissement est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de dix-neuf mille six cents dollars (19 600 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2.1 Versements

[POUR UN TERME D'UN AN]

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de quatorze mille sept cents dollars (14 700 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de quatre mille neuf cents dollars (4 900 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile 4735 Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal, Québec, H3W 1M1 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

PROJET GENÈSE

Par :

_____
Michael Chervin, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de mai 2018 (Résolution CA).

ANNEXE 1 PROJET

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Projet Genèse / Project Genesis**
Titre du projet	**Jeunes familles au courant de leurs droits en matière de logement : une des clés pour de meilleurs conditions de logement dans CDN - Phase 2**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☑	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☑	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☐	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Côte-des-Neiges (CDN) est l'un des quartiers les plus pluriethniques de Montréal, dans lequel 53% des résident.e.s sont des immigrant.e.s. Reflétant cette réalité, en 2016-2017, le Centre des services individuels sans rendez-vous de Projet Genèse a effectué plus de 8 840 consultations en personne et de suivis auprès de gens originaires de 128 pays, sans comptant les consultations effectuées par téléphone. De ces interventions en personne et de suivis, plus de trois mille portaient directement sur des questions en matière de logement. CDN est le quartier avec la plus forte proportion de ménages locataires (79,3% selon l'Enquête nationale sur les ménages 2011) et ayant plusieurs bâtiments datant d'il y a plus de 50 ans. De plus, 35% de la population de CDN vivent avec un faible revenu, donc plus de 34,000 personnes du quartier. Les familles avec enfants contituent 67,5% de la population. 53% des résident.e.s de CDN sont membres d'un groupe de minorités visibles. Quant à la langue, 46% de la population de CDN sont allophones. Dans notre quartier, l'état des logements est l'une des conditions de vie parmi les plus importantes et a un lien direct avec la santé des résident.e.s, notamment des enfants.

Agir pour améliorer la salubrité des batiments du quartier est une des grandes priorités de la planification pluriannuelle du quartier de CDN recemment adoptée par la CDC-CDN, instance de concertation d'organismes communautaires de CDN, une planification reflétant du travail collaboratif auprès de plusieurs instances. Contribuant à la réalisation de cette priorité du quartier, le Projet Genèse est membre actif de l'équipe des organismes communautaires de l'arrondissement CDN-NDG agissant sur la salubrité, ainsi que membre actif du Chantier Salubrité de la planification stratégique du quartier. La salubrité et l'application du code municipal à ce sujet sont parmi des champs d'action importants de l'arrondissement CDC-NDG et de la Ville. De plus, des logements abordables constituent aussi une des priorités de la planification stratégique du quartier. Le Projet Genèse est membre actif de la Table de concertation sur le logement social de la CDC-CDN. L'arrondissement et la Ville sont des acteurs importants quant à l'accès aux logements sociaux et au développement de nouveaux logements sociaux. L'abordabilité des loyers est un très grand facteur influançant la qualité de vie des résident.e.s; après avoir payé le loyer au 1er du mois, il ne reste souvent que très peu d'argent pendant le mois pour vivre.

Par le biais des programmes de Projet Genèse en services individuels et en organisation communautaire, nous constatons le grand nombre de résident.e.s vivant dans la pauvreté qui ont une faible connaissance de leurs droits et de leurs responsabilités en tant que locataires. Les obstacles à bien saisir les questions en matière de logement sont nombreux, incluant des obstacles au niveau de la langue, de l'alphabétisation, et de la compléxité de plusieurs processus bureaucratiques. En même temps, on constate les nombreuses améliorations aux conditions de vie des résident.e.s quand ils/elles s'approprient des éléments d'une question en matière de logement et décident de les appliquer à leur situation afin de régler un problème. Mieux connaitre ses droits comme locataire, c'est une des clés pour l'amélioration des conditions de vie dans le quartier. Quand il s'agit d'un ménage familial avec enfants, ces améliorations, parfois déterminantes pour la santé, tel un traitement réussi pour l'élimination de moissisures, peuvent souvent avoir des impacts très significatifs.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Projet Genèse travaille depuis quelques années à améliorer et renforcer les connaissances des locataires du quartier, notamment des jeunes familles, en matière de logement. Équipés de cette expérience pratique, qui inclue nos apprentissages sur quelques années, nous visons maintenant à continuer avec le Phase 2 de ce nouveau projet à rejoindre des résident.e.s de CDN, notamment des jeunes familles vivant dans la pauvreté, qui sont relativement peu ou pas familiers avec les réseaux communautaires ou publics, et donc davantage isolés ou éloignés de ces ressources importantes. Tout en continuant avec des partenaires de ces réseaux, ce projet propose une continuité de nouvelles actions qui nous lancent davantage vers des lieux publics (des centres d'achat; des parcs; des affiches informatives dans des vitrines de petites commerces, etc.) afin de rejoindre des résident.e.s visé.e.s par le projet avec des outils informatifs accessibles qui ne nécessitent pas un haut degré d'alphabétisation. Nous anticipons par ce projet de rejoindre autant de femmes que d'hommes.

Visant à rejoindre plus de 1 500 résident.e.s de l'arrondissement par une diversité de méthodes, ce projet veut sensibiliser les gens, surtout des familles à faible revenu étant peu ou pas rejointes par les réseaux communautaires ou publics, sur leurs droits et responsabilités en tant que locataires ou augmenter leurs connaissances en matière de logement, incluant l'accès au logement social. Afin de réaliser cette sensibilisation et cette augmentation des connaissances, ce projet favorise une large gamme de moyens. Certains moyens sont plus intensifs quant au contenu et à la durée avec les gens, tels des ateliers structurés au sein d'organismes ou d'associations de l'arrondissement. Certains moyens sont plus restraints au niveau de contenu, avec un ou deux messages informatifs mais qui peuvent rejoindre un plus grand nombre de personnes, tels des affiches informatives et des dépliants informatifs. De plus, certains moyens du projet permettent la possibilité de conversations entre intervenant.e.s et résident.e.s, notamment des jeunes familles, qui portent sur leurs propres préoccupations directes en matière de logement avec un potentiel de développement substantiel de connaissances, telles des tournées dans des parcs et des activités populaires d'information, par exemple lors d'une épluchette de blé d'inde.

L'intervenant.e du projet aura parmi ses tâches à plannifier toutes les activités selon l'échéancier du projet, les développer et les réaliser de façon collaborative avec ses collègues et les ressources du milieu. Les tâches incluent la mise sur pied de huit ateliers en matière de logement, ainsi que la reprise de contact avec les organismes et associations ayant reçu nos dépliants déstinés aux locataires au cours des quelques dernières années, afin de répondre à leurs besoins actuels pour ces dépliants, incluant des besoins relatifs aux langues parmi les onze langues disponibles. Les tâches incluent aussi la création et la distribution d'un mini-calendrier concis et informatif destiné aux locataires, ainsi que des affiches, d'une carte postale et d'un aimant de réfridgérateur informatifs et leur distribution dans le quartier. De plus, l'intervenant.e aura à organiser huit tournées dans des parcs et dans d'autres lieux publics, ainsi que deux activités populaires dans des lieux publics. En gardant en premier plan les visées du projet, l'intervenant.e aura à garder une trace de toutes les activités réalisées (dates; lieux; nombre de participant.e.s; etc.), ainsi qu'à observer et à évaluer les effets immédiats et les impacts à moyen terme du projet.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Familles	Parents	Personnes à faible revenu	220	220
Jeunes adultes (18 - 35)	Personnes à faible revenu	Minorités visibles	320	320
Jeunes adultes (18 - 35)	Langue maternelle AUTRE que le français et l'anglais	Immigrants (+ de 5 ans au pays)	250	250
		TOTAL	**790**	**790**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**

aa

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Intervention sur les problématiques socio-urbaines**	
2	**Soutien à la famille et à la petite enfance**	
3	**Égalité entre les hommes et les femmes**	

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Dans le but d'améliorer les conditions de vie du quartier -- et en particulier celles des résident.e.s qui se trouvent davantage isolé.e.s des réseaux communataires et publics en les fréquantant peu ou pas, notamment des jeunes parent.e.s et jeunes adultes vivant dans la pauvreté -- l'objectif est que les barrières d'accès à l'information utile et pratique en matière de logement (droits, recours, responsabilité des locataires et des propriétaires sur le marché locatif privé, accès au logement social) soient réduites.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Permettre à approx. 80 personnes de l'arrondissement, notamment des jeunes parents, d'augmenter leurs connaissances sur leurs droits et responsabilités au marché locatif privé et/ou sur l'accès au logement social.
B	Permettre à approx. 1 200 résident.e.s du quartier -- participant peu ou pas aux réseaux communautaires ou publics -- d'augmenter leurs connaissances en matière de logement, en ayant accès aux informations écrites et visuelles sur le sujet, par le biais d'outils accessibles qui favorisent la compréhension quel que soit le degré d'alphabétisation de la personne.
C	Sensibiliser approx. 200 résident.e.s participant peu ou pas aux réseaux communautaires ou publics sur leurs droits et responsabilités liés au marché locatif privé et/ou sur l'accès au logement social. De plus, permettre à approx. 100 résident.e.s participant peu ou pas aux réseaux communautaires ou publics d'être mieux informés sur les questions de logement.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Huit ateliers de trois heures chacun (avec une moyenne de 10 personnes par atelier) dans des groupes communautaires, des associations communautaires, des lieux confessionnaux du quartier, et potentiellement dans un café du quartier, qui rejoignent davantage des populations plus éloigné.e.s des réseaux communautaires ou publics du quartier, notamment des jeunes parents.
B	1. Retour auprès de tous les groupes ou associations comm. ayant reçu au fil des ans des pamphlets (disponibles en 11 langues) portant sur les droits et les responsabilités des locataires afin de remettre en stock ou de re-distribuer ces pamphets aux organismes ayant besoin de recharge pour leurs participant.e.s. 2. Production et distribution de 4 moyens (dont 2 affiches, 1 carte postale, et au moins 1 aimant de réfrigérateur) informatifs et accessibles (100 copies de chacun des moyens = 400) en matière de logement (par exemple, en automne : chauffage, en hiver : augmentations de loyer) dans des lieux publics (par exemple, à l'interieur de vitrines de marchands locaux) et de façon visée et restrainte auprès des locataires de bâtiments pertinents ou concernés. 3. Production et distribution d'au moins 400 copies d'un calendier destiné aux locataires à faible revenu, avec des moments de l'année pertinents indiqués (par exemple, quant à
C	1. Huit tournées en matière de logement dans des parcs, évenements spéciaux et centres d'achats du quartier (chacune rejoignant une moyenne de 25 personnes). 2. Deux activités populaires d'information (avec une moyenne de 50 personnes chacune), incluant une épluchette de blé d'inde ou un BBQ, dans des espaces publics en vue de consciemmement rejoindre des résident.e.s, notamment de jeunes parents, plus éloigné.e.s des réseaux communautaires ou publics.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Approx. 80 personnes de l'arrondissement, surtout des jeunes parents ou des jeunes adultes au sein d'une famille, ont augmenté leurs connaissances sur les droits des locataires et/ou l'accès au logement social.	Réalisation de formation	Nombre de participants
B	Approx. 1 200 personnes plus éloignées des réseaux communautaires ou publics, notamment des jeunes parents vivant dans la pauvreté, ont eu accès à un dépliant, à une affiche informative ou à un calendrier modeste pour améliorer leurs connaissances pratiques en matière de logement.	Réalisation d'une publication (article/bulletin/journal/bottin/outil de promotion)	Nombre de dépliants distribués
C	Approx. 200 personnes, dont des jeunes parents vivant dans la pauvreté, ont compris qu'elles ont des droits comme locataires. De plus, approx. 100 personnes, notamment des jeunes parents à faible revenu, ont été sensibilisés aux questions de logement.	Grille d'observation	Nombre de participants

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers: Projet Genèse			Budget total
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	Cliquer pour menu déroulant					17 000,00 $	1 612,88 $			18 612,88 $
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	20,75	30	93,38	26	1	18 612,88 $					
2	Titre	Cliquer pour menu déroulant					1 000,00 $	240,72 $			1 240,72 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	20,75	2	6,22	26	1	1 240,72 $					
3	Titre	Cliquer pour menu déroulant									0,00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
4	Titre	Cliquer pour menu déroulant									0,00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
Sous-Total Section A							18 000,00 $	1 853,60 $	0,00 $	0,00 $	19 853,60 $
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location							200,00 $	100,00 $			300,00 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation							300,00 $	200,00 $			500,00 $
Photocopies, publicité							425,00 $	600,00 $			1 025,00 $
Déplacements							75,00 $	25,00 $			100,00 $
Locaux, conciergerie ou surveillance											0,00 $
Assurances (frais supplémentaires)											0,00 $
Sous-Total Section B							1 000,00 $	925,00 $	0,00 $	0,00 $	1 925,00 $
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							600,00 $	200,00 $			800,00 $
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							19 600,00 $	2 978,60 $	0,00 $	0,00 $	22 578,60 $
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »											1

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Centre communautaire Mountain Sights, 7802 av. Mountain Sights, CDN	Prêt de local Référence/recrutement des participants Promotion, sensibilisation
2	Plaza Côte-des-Neiges, 6700 ch. de la Côte-des-Neiges, CDN	Support logistique Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
3	La Maison bleue de Côte-des-Neiges, 3735 av. Plamondon, CDN	Prêt de local Référence/recrutement des participants Promotion, sensibilisation
4	La Mosquée Baitul Mukarram, 4225 av. de Courtrai, CDN	Support logistique Référence/recrutement des participants Promotion, sensibilisation
5	(Autres organismes, associations et/ou écoles à identifier)	Cliquer pour menu déroulant Référence/recrutement des participants Promotion, sensibilisation

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	09
Date de remise du rapport d'étape	Année	Mois	Jour
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	2019	Avril	30

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
CDN	Côte-des-Neiges
CDC-CDN	Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Michael Chervin	Fonction	Directeur général				
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes		Oui	Date	2018	Avril	17	
Signature							

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

    - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

    - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

    - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y

installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant sa place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **FEMMES DU MONDE À CÔTE-DES-NEIGES,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), ayant sa place d'affaires au 6767 Chemin de la Côte-des-Neiges bureau 597, Montréal, Québec, H3S 2T6 agissant et représentée par Anne-Richard Webb, coordonnatrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 86868 6767 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1146204533
N° d'inscription d'organisme de charité : 86868 6767 RRT0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de briser l'isolement et d'améliorer les conditions de vie des femmes.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à

pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de communication publique mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La Directrice

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de communication publique joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle accordée par le conseil d'arrondissement est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention

ARTICLE 5
OBLIGATION DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de treize mille cinq cent trente-quatre deux dollars (13 534 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

[POUR UN TERME D'UN AN]

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de dix mille cent cinquante-un dollars (10 151 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de trois mille trois cent quatre-vingt-trois dollars (3 383 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile 6767 Chemin de la Côte-des-Neiges bureau 597, Montréal, Québec, H3S 2T6 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

FEMMES DU MONDE À CÔTE-DES-NEIGES

Par : _____
Anne-Richard Webb, coordonnatrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de mai 2018 (Résolution CA).

ANNEXE 1 PROJET

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Femmes du monde à Côte-des-Neiges**
Titre du projet	**Alimentation et empowerment dans la communauté**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☑	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☑	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Femmes du monde à Côte-des-Neiges**		
Adresse	**6767 chemin Côte-des-Neiges, bureau 597**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H3S 2T6**
Numéro d'inscription TPS	**86868 6767 RT0001**	Numéro d'inscription TVQ	**1146204533**
Numéro de charité	**86868 6767 RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Cliquer pour menu déroulant**		
Circonscription électorale provinciale	**Cliquer pour menu déroulant**		
Circonscription électorale fédérale	**Cliquer pour menu déroulant**		
Responsable de l'organisme	**Madame**	**Anne Richard-Webb**	
Fonction	**Coordonnatrice**		
Téléphone	**514-735-9027**	Télécopieur	**514-735-6778**
Courriel fdmcdn@oricom.ca		Site web	www.femmesdumondecdn.org
Votre organisme est-il à but non lucratif		**Oui**	
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus		**Non**	
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Femmes du monde à Côte-des-Neiges est un lieu ayant comme mission de briser l'isolement et d'améliorer les condtions de vie des femmes. Les services sont offerts sans rendez-vous : écoute, soutien et références. Une halte-garderie est disponible pendant les activités. Par souci d'inclusion, les services et activités sont bilingues. Activités éducatives: groupes d'entraide en violence conjugale, ateliers, causeries (information, partage, sensibilisation), ateliers de conversation française et anglaise, dîners interculturels, soirées cinéma, sorties. Certaines activités, en collaboration avec le milieu, visent la sensibilisation de la population à des enjeux tels que la violence faite aux femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Alimentation et empowerment dans la communauté**		
Personne responsable du projet	**Madame**	Patrizia Vinci	
Fonction	**Organisatrice) communautaire**		
Téléphone	514-735-9027	Télécopieur	514-735-6778
Courriel	fdmcdn@oricom.ca		
Nouvelle initiative	**Cliquer pour menu déroulant**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Le projet de cette année est une suite de 2017-2018 .Entre autres, nous allons visiter un jardin collectif, une coopérative d'alimentation et, à l'aide du livre de recettes produit cette année, organiser des cuisines collectives dans d'autres groupes communautaires.		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Les femmes immigrantes sont majoritaires dans Côte-des-Neiges et, pour plusieurs, l'immigration devient synonyme d'isolement tant au niveau social qu'économique. L'isolement a un impact sur la méconnaissance de ses propres compétences et capacités d'agir ayant comme conséquences une pauvreté accrue. La sécurité alimentaire est un des enjeux de base dont les femmes sont particulièrement responsables et qui représente un grand défi quand elles ont de faibles revenus. C'est cette population fragile que nous voulons cibler afin de briser l'isolement, renforcer la confiance en soi et dans leurs compétences et leur faire connaître de nouvelles resssources afin de fournir des outils concrets pour une prise en charge.

Ce projet s'incrit dans les orientations de prévention de la pauvreté et d'insertion sociale par l'intervention sur des clientèles à risque de la Ville de Montréal. La lutte à la pauvreté à travers une meilleure information des ressources existantes est aussi mise de l'avant dans les perspectives de travail du Plan d'action Pauvreté de la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges. Le plan d'action de Femmes du monde à Côte-des-Neiges identifie l'empowerment comme moyen d'inclusion sociale.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Au cours des dernières années, nous avons accompagné des femmes dans leur démarche d'apprentissage du défi alimentaire. Nous avons discuté budget, panier d'épicerie, lecture des étiquettes des produits. Elles ont pu participer à des cuisines avec des aliments qu'elles ne connaissaient pas. L'année dernière, elles ont travaillé ensemble pour choisir, tester et nous partager leurs recettes faciles faites à partir d'aliments qu'on trouve facilement et qui ne sont pas chers. Le livre de recettes a eu beaucoup de succès ce qui démontre un réel besoin des femmes à améliorer les conditions de vie dans le domaine alimentaire. Cette année, nous proposons aux femmes d'aller voir ce qui se fait ailleurs. Nous prévoyons visiter la Société environnementale de Côte-des-Neiges pour ses jardins collectifs, les Fermes Lufa pour leur offre d'agriculture urbaine, le Café Santropol et l'organisme Petites-Mains qui en profitera pour nous présenter son service d'insertion en emploi pour femmes immigrantes particulièrement leur offre de traiteur. Nous utiliserons le livre de recettes pour aller faire des cuisines collectives dans d'autres organismes où l'on trouve une forte présence de participantes. Et nous bénéficierons de la présence d'une nutritionniste lors de ces cuisines.

La travailleuse fera les démarches avec les groupes cités plus haut. Elle encadrera et animera les sorties dans les organismes, la préparation et la réalisation des cuisines collectives. Elle aura aussi la responsabilité de gérer le budget et les évaluations.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Adultes (36 - 64 ans)	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	Minorités ethniques	15	-
Adultes (36 - 64 ans)	Immigrants (+ de 5 ans au pays)	Minorités visibles	25	
Adultes (36 - 64 ans)	Personnes seules	Personnes à faible revenu	20	
		TOTAL	**60**	**-**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Insertion sociale des clientèles à risque**
2	**Sécurité alimentaire**
3	**Soutien à la vie communautaire**

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Faire des apprentissages sur le défi alimentaire et les partager en rehaussant l'estime de soi et en permettant à des femmes de diminuer leur exclusion sociale.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Permettre à 60 femmes de partager leur vécu et d'accroître leur empowerment dans le domaine de la sécurité alimentaire.
B	Faire des apprentissages sur les ressources, projets ou services existants dans le domaine de la sécurité alimentaire.
C	Partager les connaissances acquises par des femmes, lors de la procution du livre de recettes, avec des femmes fréquentant d'autres organismes communautaires.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	1 causerie de 3 heures pour rappeler le travail accompli, présentation du nouveau projet et discussion avec les participantes de leur insécurité alimentaire et de leur implication dans ce projet. Contact avec les partenaires dont une nutritionniste, travail de promotion, de recrutement des participantes et des suivis. Planification du projet.
B	4 sorties (5 heures chacune) dans des organismes en lien avec la sécurité alimentaire permettant aux femmes de connaître de nouvelles ressources et des façons de faire différentes: jardins collectifs, service de traiteur, agriculture urbaine, coopératives en alimentation.
C	3 rencontres de préparation (3 heures chacune) pour animer la discussion autour des recettes choisies; 3 cuisines (6 heures chacune) dans 3 organismes permettant à nos participantes de partager leurs connaissances avec de nouvelles femmes; 1 rencontre d'évaluation de 3 heures à la fin du projet. Les cuisines seront: 1 à Femmes du monde, 1 chez MultiCaf, 1 à Femmes du monde avec des femmes du Centre des femmes d'ici et d'ailleurs.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Les femmes partagent leur vécu en lien avec la sécurité alimentaire.	Témoignage (verbal/écrit)	Nombre de participants
B	Les femmes connaissent de nouvelles ressources et façons de faire en sécurité alimentaire.	Témoignage (verbal/écrit)	Nombre de participants
C	Les femmes augmentent leur estime d'elle-même en partageant avec de nouvelles femmes leurs recettes et leurs connaissances.	Évaluation	Liste des présences

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire	Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers FDMCDN			Budget total
A — Personnel lié au projet					
Organisateur(trice) communautaire Titre 1 $/h. | hrs/ sem | $ avant. sociaux/ sem. | # sem | # Poste | Total 25,22 | 6,5 | 39,34 | 47 | 1 | **9 553,69 $**	**9 553,69 $**				**9 553,69 $**
Nutritionniste Titre 2 $/h. | h./sem | $ avant. sociaux/ sem. | # sem | # Poste | Total 25 | 4 | | 3 | 1 | **300,00 $**	**300,00 $**				**300,00 $**
Cliquer pour menu déroulant Titre 3 $/h. | h./sem | $ avant. sociaux/ sem. | # sem | # Poste | Total **0,00 $**					**0,00 $**
Cliquer pour menu déroulant Titre 4 $/h. | h./sem | $ avant. sociaux/ sem. | # sem | # Poste | Total **0,00 $**					**0,00 $**
Sous-Total Section A	**9 853,69 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**9 853,69 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)					
Équipement: achat ou location	**0,00 $**				**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	**1 105,00 $**				**1 105,00 $**
Photocopies, publicité	**900,00 $**				**900,00 $**
Déplacements	**0,00 $**	800,00 $			**800,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	**0,00 $**				**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	**0,00 $**				**0,00 $**
Sous-Total Section B	**2 005,00 $**	**800,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**2 805,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)					
Frais administratifs du projet	**1 400,00 $**				**1 400,00 $**
Sous-Total Section C					
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	**13 258,69 $**	**800,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**14 058,69 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de
« Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité » **1/4 poste**

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Prêt d'équipement Prêt de local Soutien technique
2	MultiCaf, cafétaria communautaire de CDN 3591, avenue Appleton, Mtl, H3S 1K5	Promotion, sensibilisation Référence/recrutement des participants Prêt de local
3	SOCENV 6767, chemin Côte-des-Neiges, bureau 591, Mtl, H3S 2T6	Promotion, sensibilisation Référence/recrutement des participants Prêt de local
4	Corporation de Développement communautaire de Côte-des-Neiges 6767 chemin Côte-des-Neiges, bureau 695, Mtl H3S 2T6	Prêt d'équipement Promotion, sensibilisation Cliquer pour menu déroulant
5	Petites Mains 7595, boul. St-Laurent, Mtl H2R 1W9	Promotion, sensibilisation Ressources humaines Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	08
Date de remise du rapport d'étape	2018	Septembre	30
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Anne Richard-Webb	**Fonction**		**Coordonnatrice**		
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**	**Date**	2018	Avril	10	
Signature	Anne Richard-Webb					

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S’assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d’au moins une caméra lorsqu’il y a une captation de l’événement par une chaîne de télévision ou lors d’une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l’avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d’événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d’événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l’encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l’activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l’adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l’Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d’un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant sa place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **RELAIS CÔTE-DES-NEIGES,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), ayant sa place d'affaires au 6600 avenue Victoria, bureau 100, Montréal, Québec, H3W 3G8 agissant et représentée par Jocelyne Martin, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 8860808RP0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1006001374
N° d'inscription d'organisme de charité : 8860808RP0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de favoriser le bien-être et le développement des familles de Côte-des-Neiges par le biais d'activités éducatives, socioculturelles et communautaires réalisées en partenariat avec les organismes du milieu.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à

pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de communication publique mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La Directrice

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de communication publique joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.4 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.5 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quinze mille cent soixante dollars (15 160 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

[POUR UN TERME D'UN AN]

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de onze mille trois cent soixante-dix dollars (11 370 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de trois mille sept cents quatre-dix (3 790 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 22 décembre 2017.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12

. **12.1** L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile 6600 avenue Victoria, bureau 100, Montréal, Québec, H3W 3G8 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

RELAIS CÔTE-DES-NEIGES

Par : _____
Jocelyne Martin, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de mai 2018 (Résolution CA).

ANNEXE 1 PROJET

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Cliquer pour menu déroulant**
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Relais Côte des Neiges**
Titre du projet	**Cuisinons ensemble**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS	
Montant demandé	Montant accordé
Numéro de projet	

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☐	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☐	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☐	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☐	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☐	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☐	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Relais Côte des Neiges**		
Adresse	**100- 6600 ave. Victoria**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H3W3G8**
Numéro d'inscription TPS	**8860808RP0001**	Numéro d'inscription TVQ	**1006001374**
Numéro de charité	**8860808RP0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Darlington (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Mont-Royal**		
Circonscription électorale fédérale	**Mont-Royal**		
Responsable de l'organisme	**Madame**	**Jocelyne Martin**	
Fonction	**Directrice**		
Téléphone	**514 735-3498**	Télécopieur	
Courriel	relaiscdn@videotron.ca	Site web	
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Nous sommes un organisme oeuvrant à favoriser le bien-être et le développement des familles de Côte des Neiges par le biais d'activités éducatives, socio-culturelles et communautaires réalisées en partenariat avec les organismes du milieu.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Cuisinons ensemble**		
Personne responsable du projet	**Madame**	Jocelyne Martin	
Fonction		**Directrice**	
Téléphone	514 735-3498	Télécopieur	
Courriel	relaiscdn@videotron.ca		
Nouvelle initiative	**Cliquer pour menu déroulant**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Les familes ont grandement apprécié ce projet, en participant de façon constante à chaque atelier hebdomadaire et ont sollicité la poursuite de ce projet.		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Les mauvaises habitudes de vie débutent tôt. L,alimentation déficiente et le sédentarisme ont des répercussions sur la santé physiques et mentales. Les jeunes augmentent grandement leur risque de souffrir non seulement de carences nutritionnelles, mais aussi: de retard de croissance, de troubles de développement cognitif et comportemental; de caries dentaires, d'obésité et de maladies chroniques. Une alimentation pauvre en fruits et légumes et en produits laitiers, mais comportant une forte proportion d'aliments camelotes est associé à des performances scolaires plus faibles.Les jeunes de notre quartier n'échappent pas à ce constat . Selon nos observations, la quarantaine d'enfants que nous recevons hebdomadairement dont l'âge varie entre 8 et 15 ans ont de très mauvaises habitudes alimentaires. D'ailleurs les parents nous ont fait part de leurs inquiétudes en ce qui a trait à l'alimentation des jeunes.

L'attirance des jeunes marquée pour la malbouffe proposée par des chaînes de restauration rapide est alléchante pour eux. Lorsque nous avons proposé aux parents de réaliser un projet de cuisine parents/préado, leurs réponses furent positives. Tenant compte que les familles que nous desservons sont issues de l'immigration et que leurs revenus sont faibles, nous souhaitons alors par ce projet les aider à réduire les coûts reliés à l'alimentation et en même temps sensibiliser les jeunes à l'importance des repas équilibrés.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Par ce projet, nous voulons réaliser deux ateliers de cuisine par semaine avec dans chaque groupe 5 préado (filles/garçons) accompagnés de leurs parents afin de développer leur goût, les inciter à découvrir des nouveaux aliments, apprendre et développer leur volonté et l'envie de cuisiner. Chaque semaine, l'animatrice embauchée réunira ls parents les préados recrutés et planifiera avec eux des recettes simples, peu coûteuses et nutritives. Par la suite, ils cuisineront ensemble les plats qu'ils auront préalablement choisis et en feront le partage selon le nombre de portions déjà établis. Nous souhaitons également avoir une rencontre mensuelle pour faire le point sur le déroulement du projet et apporter des ajustements si nécessaire. De plus, une nutritionniste du CIUSSS de la Montagne viendra pour les sensibiliser sur l'importance de se nourrir de façon équilibrée.

La personne embauchée devra dans un premier temps recruter les familles intéressées, planifier les ateliers hebdomadaires ainsi que les rencontres avec les parents et les préado. Elle s'occupera également de concevoir le dépliant nécessaire à la publicité du projet et de les distribuer aux familles du Relais et dans des endroits stratégiques (écoles, bibliothèque, organismes familles, CIUSSS) . Elle sera la personne responsable des achats en lien avec le projet. À chaque semaine, elle fera un compte-rendu lors de la réunion d'équipe et rédigera le rapport final pour la Ville.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Familles	Langue maternelle AUTRE que le français et l'anglais	Personnes à faible revenu	12	2
Adolescents (12 - 17 ans)	Minorités visibles	Langue maternelle AUTRE que le français et l'anglais	4	2
Enfants (6 - 11 ans)	Immigrants (+ de 5 ans au pays)	Langue maternelle AUTRE que le français et l'anglais	7	3
		TOTAL	**23**	**7**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	Nord-ouest de Côte des neiges
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**

aa

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Sécurité alimentaire**
2	**Soutien à la famille et à la petite enfance**
3	**Intervention sur les problématiques socio-urbaines**

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Donner aux jeunes le privilège de cuisiner avec leur parent ds plats simples et nutritifs tout en leur fournissant des outils nécessaires pour qu'ils puissent mettre en pratique ce qu'ils ont appris durant le projet.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Susciter le goût de cuisiner des plats simples et nutritifs
B	Permettre aux participants un espace de socialisation et d'échanges avec d'autres participants
C	Favoriser la connaissance des valeurs nutritives des aliments

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	A) Planification de deux recettes simples par semaine (2h/semaine) B) Achat des ingrédients avec les participants désignés par le groupe (deux heures/semaine) C) Réalisation des cuisines avec le groupe (4 heures/semaine) D) Planification et organisation des réunions avec les groupes (2 heures/semaine)
B	A) Recrutement des familles ayant des préadolescents pour cuisiner avec nous une fois/semaine pour une durée de deux heures pour chacun des groupes (3 heures par jour pendant une semaine ou deux) B) Une rencontre d'information avec les parents et leurs préado (deux heures) C) Réunions avec les groupes une fois par mois pour suivre le déroulement du projet et y apporter les ajustements nécessaires (trois hres/mois pour chaque groupe)
C	A)Deux rencontres avec une une nutritioniste pour sensibiliser à l'importance de se nourrir de façon équilibrée (quatre heures) B) Atelier pour apprendre à mieux lire les étiquettes (deux heures) C) Café-rencontre sur le Guide alimentaire canadien (deux heures)

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
		Autres : (préciser ci-dessous)	**Nombre de plats cuisinés**
A	Améliorer les habitudes alimentaires des participants	Acquisition de connaissances nutritionnelles saines et peu coûteuses	
		Autres : (préciser ci-dessous)	**Nombre de familles rejointes**
B	Briser l'isolement des familles	Participation des familles aux ateliers de cuisine accompagnées de leurs enfants	
		Réalisation de cafés-rencontres	**Nombre de rencontres (individuelles/groupe/équipe)**
C	Développement accru des enjeux alimentaires		

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire	Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers: Relais CDN	Moisson Montréal		Budget total
A — Personnel lié au projet					
Animateur(trice) — Titre					
1 — $/h. 15 · hrs/sem 21 · $ avant. sociaux/ sem. 45 · # sem 36 · # Poste 1 · Total **12 960,00 $**	**12 960,00 $**				**12 960,00 $**
Directeur(trice) des programmes — Titre					
2 — $/h. 24 · h./sem 3 · $ avant. sociaux/ sem. 12 · # sem 36 · # Poste 1 · Total **2 923,00 $**		2 923,00 $			**2 923,00 $**
Cliquer pour menu déroulant — Titre					
3 — $/h. · h./sem · $ avant. sociaux/ sem. · # sem · # Poste · Total **0,00 $**					**0,00 $**
Cliquer pour menu déroulant — Titre					
4 — $/h. · h./sem · $ avant. sociaux/ sem. · # sem · # Poste · Total **0,00 $**					**0,00 $**
Sous-Total Section A	**12 960,00 $**	**2 923,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**15 883,00 $**
B- Frais d'activités générés par le projet *(environ 20 %)*					
Équipement: achat ou location					**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	**500,00 $**		250,00 $		**750,00 $**
Photocopies, publicité	**200,00 $**				**200,00 $**
Déplacements					**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance					**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)					**0,00 $**
Sous-Total Section B	**700,00 $**	**0,00 $**	**250,00 $**	**0,00 $**	**950,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet *(environ 10 %)*					
Frais administratifs du projet	**1 500,00 $**				**1 500,00 $**
Sous-Total Section C					
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	**15 160,00 $**	**2 923,00 $**	**250,00 $**	**0,00 $**	**18 333,00 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité » **1**

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	École des Nations	Référence/recrutement des participants Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
2	Tables de quartier	Référence/recrutement des participants Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
3	CIUSSS	Ressources humaines Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
4	Arrondissement Côte des Neiges/Notre Dame de Grâce	Prêt d'équipement Autres (précisez ci-dessous) Cliquer pour menu déroulant Soutien financier
5	Moisson-Montréal	Autres (précisez ci-dessous) Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Nourriture

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	21
Date de remise du rapport d'étape			
Date de fin de projet	2019	Février	08
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Mars**	**08**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom Jocelyne Martin Fonction Directrice

J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes Cliquer pour menu déroulant Date 2018 Mars 27

Signature

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

    - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

    - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

    - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y

installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant sa place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ ENVIRONNEMENTALE DE CÔTE-DES-NEIGES,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), ayant sa place d'affaires au 6767 Chemin de la Côte-des-Neiges bureau 591, Montréal, Québec, H3S 2T6 agissant et représentée par Charles Mercier, Directeur, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 89655 9838 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1018922734 TQ0002
N° d'inscription d'organisme de charité :

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de protéger l'environnement et réduire les déchets de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de communication publique mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La Directrice

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de communication publique joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.5 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.6 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

6.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de huit mille huit cent quatre-vingt-cinq dollars (8 885 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

6.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de six mille six cent soixante-trois dollars et soixante-quinze cents (6 663.75 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de deux mille deux cent vingt et un dollars et vingt-cinq cents (2 221.25 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

6.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

6.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 7
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

7.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

7.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

7.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 8
DÉFAUT

8.1 Il y a défaut :

8.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

8.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

8.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

8.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

8.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

8.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

8.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 9
RÉSILIATION

9.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

9.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

9.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 10
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 27 octobre 2017.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 11
ASSURANCES

11.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

11.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

11.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 12
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile 6767 Chemin de la Côte-des-Neiges bureau 591, Montréal, Québec, H3S 2T6 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

SOCIÉTÉ ENVIRONNEMENTALE DE CÔTE-DES-NEIGES

Par : _____
Charles Mercier, Directeur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de mai 2018 (Résolution CA).

ANNEXE 1 PROJET

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
	Cliquer pour menu déroulant
Nom de l'organisme (lettres patentes)	Société environnementale de Côte-des-Neiges
Titre du projet	Réseau des jardins urbains de Côte-des-Neiges - Volet lutte contre la pauvreté

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	Oui

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé	8 885,00 $	Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☑	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☑	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Société environnementale de Côte-des-Neiges**		
Adresse	**591-6767, chemin de la Côte-des-Neiges**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H3S 2T6**
Numéro d'inscription TPS	**89655 9838 RT0001**	Numéro d'inscription TVQ	**1018922734 TQ0002**
Numéro de charité			
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Darlington (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Mont-Royal**		
Circonscription électorale fédérale	**Outremont**		
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**Charles Mercier**	
Fonction	**Directeur**		
Téléphone	**514 738-7848**	Télécopieur	
Courriel	charles@socenv.ca	Site web	www.socenv.ca
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

- Protéger l'environnement et réduire les déchets dans l'arrondissement de CDN—NDG;
- Éduquer et sensibiliser les résidents de l'arrondissement de CDN-NDG à la protection et à l'embellissement de leur environnement, notamment en organisant des ateliers environnementaux et horticoles, en opérant un bureau d'information, en organisant des corvées annuelles de nettoyage et de revitalisation d'espaces collectifs;
- Éduquer et sensibiliser les citoyens, institutions et commerces à faire leur part dans le nettoyage de leur environnement;
- Soulager la pauvreté des résidents de l'arrondissement de CDN—NDG en répondant aux besoins alimentaires des personnes démunies par l'établissement de jardins collectifs et d'ateliers d'éducation visant une prise en charge de leur sécurité alimentaire, ainsi qu'en effectuant la collecte de meubles usagés et leur redistribution aux personnes démunies qui en font la demande;
- Promouvoir des méthodes de jardinage respectueuses de l'environnement sur les terrains publics et privés, en donnant des conseils, des ateliers, des démonstrations pratiques et des brochures d'information aux jardiniers des jardins communautaires et au grand public.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Réseau des jardins urbains de Côte-des-Neiges - Volet lutte contre la pauvreté**		
Personne responsable du projet	**Monsieur**	Marc Laverlochère	
Fonction	**Chargé de projet**		
Téléphone	514 738-7848	Télécopieur	
Courriel	marc@socenv.ca		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Le potentiel de l'agriculture urbaine dans la lutte contre la pauvreté/exclusion est loin d'être réalisé: nous aimerions renforcer les jardins collectifs du réseau et en créer 1-2 nouveaux.		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Le quartier de Côte-des-Neiges présente une plus grande proportion d'habitants à faible revenu que la Ville de Montréal, donc plus de citoyens en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Selon des données de 2011, la proportion de personnes ayant un faible revenu après impôt est de 28,9 % à Côte-des-Neiges vs 24,6 à Montréal (source: Portrait statistique de la population du territoire du CSSS de la Montagne 2011, p. 125).

Parmi les outils susceptibles d'alléger les impacts de la défavorisation matérielle (pauvreté) et sociale (exclusion), la pratique du jardinage collectif présente un intérêt certain car elle offre, dans le cadre d'une même activité simple, peu coûteuse et accessible à tous les âges, des bienfaits sur les plans suivants: socialisation/création de réseaux, empowerment via l'implication dans un projet, sécurité alimentaire (quantité et/ou diversité des aliments frais) et santé globale.

Or, l'accès à la pratique du jardinage collectif, et conséquemment à ses bienfaits, est plus limité dans le quartier Côte-des-Neiges qu'ailleurs à Montréal, pour les 2 raisons suivantes:
i) la proportion des ménages locataires, donc avec accès difficile à un terrain cultivable, est de 69,0 % à Côte-des-Neiges vs 60,7 % à Montréal (source: Ibid., p. 129);
ii) le nombre de jardinets communautaires par rapport à la population est plus faible à Côte-des-Neiges que dans les autres arrondissements de Montréal: par exemple, on compte 1 jardinet pour 524 habitants à Côte-des-Neiges, 1 pour 452 dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, 1 pour 428 dans Outremont, 1 pour 168 dans l'arrondissement de Villeray--St-Michel--Parc-Extension, , 1 pour 145 dans Rosemont--La Petite-Patrie... (sources: statistiques Ville de Montréal).

Cet accès moindre aux infrastructures de jardinage communautaire, conjugué avec la défavorisation d'une partie de la population, rend plus pertinent l'aménagement et l'animation d'autres lieux de pratique du jardinage à Côte-des-Neiges, comme les jardins collectifs faisant partie du présent projet.

Le projet répond aussi à un objectif de la Politique en faveur des saines habitures de vie: "créer des environnements qui facilitent l'adoption d'une saine alimentation et d'un mode de vie physiquement actif."

2.3 — Résumé synthèse du projet

Le projet "Réseau des jardins collectifs de Côte-des-Neiges - Volet lutte contre la pauvreté" offre aux personnes seules de tous âges et aux familles (adultes et enfants) de Côte-des-Neiges, en majorité issus de l'immigration, l'opportunité de d'améliorer la sécurité alimentaire de leur ménage et de s'impliquer avec d'autres citoyens, en jardinant ensemble dans un jardin collectif associé à un immeuble de logement social (HLM, OBNL d'habitation ou coopérative d'habitation). C'est par cette dernière caractéristique que nous ciblons les populations les plus vulnérables du quartier.
Le chargé de projet assume les responsabilités suivantes: promotion publique des jardins, mobilisation des jardiniers, formation horticole et autre, ententes avec les partenaires pour prêt de terrain, fourniture gratuite des outils, semences et amendements essentiels au bon jardinage, animation et soutien des groupes de jardiniers, suivi des jardins au long de la saison et fermeture à l'automne. Les services offerts sont modulés selon les caractéristiques de chaque jardin: capacité de l'organisme partenaire à contribuer, âge et expérience des jardiniers, degré d'autonomie du groupe de jardiniers.

En 2018, si les démarches de création de nouveaux jardins portent fruit, nous allons nous concentrer sur les activités avec les jardiniers (familles, aînés et adultes) dans les jardins, et accorder moins d'importance aux ateliers horticoles d'introduction à l'agriculture urbaine avec les jeunes qui ne sont pas associés à un jardin en soi. En effet, le recrutement et la motivation des jeunes sont plus difficiles et donnent des résultats plus ponctuels, moins durables que l'aménagement et l'animation d'un jardin proprement dit (qui est appellé à durer plusieurs années).

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Familles	Minorités ethniques	Personnes à faible revenu	35	25
Aînés (65 ans et +)	Minorités ethniques	Personnes à faible revenu	20	10
Adultes (36 - 64 ans)	Minorités ethniques	Personnes seules	10	10
		TOTAL	**65**	**45**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	Territoire de Côte-des-Neiges
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Soutien à la vie communautaire**	Ateliers dans les jardins collectifs, implication des familles
2	**Sécurité alimentaire**	Augmentation de la qualité/diversité des aliments, apprentissages horticoles.
3	**Aînés**	Exercice en plein air, activités sociales, repas collectifs

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Offrir aux résidants de CDN intéressés par le jardinage, mais limités par un ou des facteurs (manque de connaissances, santé précaire, pauvreté, isolement, non-accès à un jardin privé ou communautaire, etc.), la possibilité de jardiner collectivement, avec un soutien horticole et logistique, dans tous les terrains disponibles qui sont associés à des immeubles de logement social.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Recruter des résidants d'âges variés (personnes âgées ou familles) pour devenir jardiniers dans un jardin du réseau des jardins collectifs de CDN
B	Offrir aux résidants des immeubles ciblés par le projet, mais qui sont incapables de jardiner pour des raisons de santé ou autres, des activités sociales reliées aux jardins.
C	

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	- Ouverture des jardins existants: Place Newman, Place Lucy (en réévaluation), Vézina, 6950 ch. CDN, Habitations communautaires sur avenue Mountain Sights - Ouverture de nouveaux jardins sur terrains d'immeubles de logement social: HLM Gatineau et 0-2 autres à confirmer - Séances de jardinage bi-hebdomadaires à mensuelles (entre mai et octobre)
B	- Repas communautaires pendant l'été, intégrant en partie des récoltes du jardin ou des informations sur la préparation de certains légumes: 1-2/jardin à Place Newman, Place Lucy (à déterminer car en réévaluation depuis 2017) et HLM Gatineau.
C	

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	85 personnes jardineront sur une base régulière dans un des jardins du projet.	**Compte-rendu**	**Nombre de participants**
		Et photos	
B	25 résidents non-jardiniers auront participé aux activités de jardins	**Compte-rendu**	**Nombre de participants**
		Et photos	
C		**Cliquer pour menu déroulant**	**Cliquer pour menu déroulant**

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	Chargé(e) de projet					6 496,00 $				6 496,00 $
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	19	10	34	29	1	6 496,00 $					
2	Titre	Cliquer pour menu déroulant									0,00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
3	Titre	Cliquer pour menu déroulant									0,00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
4	Titre	Cliquer pour menu déroulant									0,00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
Sous-Total Section A							6 496,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	6 496,00 $
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location							350,00 $				350,00 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation							975,00 $				975,00 $
Photocopies, publicité							74,00 $				74,00 $
Déplacements							100,00 $				100,00 $
Locaux, conciergerie ou surveillance											0,00 $
Assurances (frais supplémentaires)											0,00 $
Sous-Total Section B							1 499,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	1 499,00 $
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							890,00 $				890,00 $
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							8 885,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	8 885,00 $
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »										**0,33**	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) 415, rue St-Antoine O., Montréal QC a/s Mme Brigitte Laliberté (514 868-5000 p. 84126)	Prêt de terrain Référence/recrutement des participants Prêt de local
2	Habitations populaires de Parc-Extension (HAPOPEX) 445, rue Jean-Talon O., bureau 201, Montréal QC H3N 1R1 a/s Chantal Labrosse (514 655-9944), à confirmer pour l'année 2018	Prêt de terrain Référence/recrutement des participants Prêt de local
3	Habotations communautaires de Côte-des-Neiges 410-6555, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal QC H3S 2A6 a/s Mme Raymonde Turcotte (514 735-0117)	Prêt de terrain Référence/recrutement des participants Prêt de local
4	Coopérative Fleur de l'île 4955, rue Buchan, Montréal QC H4P 1S4 (contact précis en 2018 à confirmer)	Prêt de local Prêt d'équipement Référence/recrutement des participants
5		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	08
Date de remise du rapport d'étape	Année	Mois	Jour
Date de fin de projet	2018	Novembre	23
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2018**	**Décembre**	**23**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Le départ de notre chargée de projet en janvier 2018 nous a empêché de faire en janvier-février certains contacts préalables nécessaires au démarrage des partenariats en avril. Par conséquent, notre nouveau chargé de projet a commencé ces démarches préalables un peu plus tard que d'habitude, à son arrivée en mars 2018, mais cela pourrait occasionner de léger retards dans l'ouverture de certains jardins.

Voici les conclusion de l'analyse différenciée selon le sexe du projet:
- Pour la clientèle aînée, on observe plus de participation féminine, mais ce n'est pas problématique car cela reflète le profil démographique
- Pour la clientèle familiale, on observe une participation égale des 2 sexes, ce qui reflète aussi la situation des familles dans les logements sociaux qui sont souvent biparentales
- Pour la clientèle de personnes seules adultes, nous observons la participation différenciée selon le sexe afin d'évaluer s'il existe une inégalité problématique.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Charles Mercier	**Fonction**	**Directeur**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes		**Cliquer pour menu déroulant**	**Date**	2018	Avril	11
Signature	Charles Mercier					

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S’assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d’au moins une caméra lorsqu’il y a une captation de l’événement par une chaîne de télévision ou lors d’une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l’avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d’événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d’événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l’encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l’activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l’adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l’Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d’un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant sa place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **À DEUX MAINS,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), ayant sa place d'affaires au 5833, Sherbrooke ouest, C.P. 206 Succursale N-D-G, Montréal, Québec, H4A 3P5 agissant et représentée par Andréa Clarke, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 1006097266
N° d'inscription T.V.Q. :
N° d'inscription d'organisme de charité : 1311454415R0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de travailler avec les jeunes pour promouvoir leur bien-être physique et mental

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de communication publique mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La Directrice

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de communication publique joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle accordée par le conseil d'arrondissement, est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale

de seize mille quatre cent cinquante dollars (16 450 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

[POUR UN TERME D'UN AN]

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de douze mille cent trois cent trente-huit dollars (12 338 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de quatre mille cent douze dollars (4 112 $), au plus tard le (30 avril 2019),

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile 5833, Sherbrooke ouest, C.P. 206 Succursale N-D-G, Montréal, Québec, H4A 3P5 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

À DEUX MAINS

Par : _____
Andrée Clarke, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de mai 2017 (Résolution CA).

ANNEXE 1 PROJET

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**À deux mains / Head & Hands**
Titre du projet	**Programme de sécurité alimentaire**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

Lettres patentes de votre organisme (charte)
Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**À deux mains / Head & Hands**		
Adresse	**3465 Avenue Benny**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H4B2R9**
Numéro d'inscription TPS	**1006097266**	Numéro d'inscription TVQ	
Numéro de charité	**131454415R0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Notre-Dame-de-Grâce**		
Circonscription électorale fédérale	**Westmount–Ville-Marie**		
Responsable de l'organisme	**Madame**	**Andrea Clarke**	
Fonction	**Cliquer pour menu déroulant**		
Téléphone	**5144810277**	Télécopieur	
Courriel	admin@headandhands.ca	Site web	www.headandhands.ca
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	Non		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

À deux mains envisage une société dans laquelle tous les jeunes ont un rôle à jouer et sont inspirés par les innombrables possibilités qui s'offrent à eux. À deux mains a pour mission de travailler avec les jeunes pour favoriser leur bien-être, et ce, à tous les niveaux. Selon notre approche préventive, holistique et basé sur le non jugement, notre organisme s'engage à créer un environnement sans discrimination, où tous les jeunes sont acceptés. Nous facilitons la transformation sociale et l'autonomisation des jeunes en tenant compte de leurs besoins actuels, tant au sein de notre communauté que de la société dans son ensemble.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Programme de sécurité alimentaire**		
Personne responsable du projet	**Madame**	Allyson Flynn	
Fonction	**Coordonnatrice**		
Téléphone	5144810277	Télécopieur	5144812336
Courriel	ypp_pjp@headandhands.ca		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	L'insécurité alimentaire demeure une problématique majeure à NDG, et nous voulons toujours outillons les jeunes parents à bien se nourrir et à bien nourrir leur famille de manière conforme a leurs demandes et besoins ce qui mène a ces modifications.		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

La sécurité alimentaire fut identifiée comme étant un problème pour plusieurs populations vulnérables du quartier, particulièrement pour les jeunes parents qui font face à nombreuses barrières à l'accès de nourriture saine et variée, ainsi que de ressources et connaissances en matière de nutrition. Selon un rapport de Centraide de 2014, une personne sur quatre vits sous le taux de pauvreté. Cela force plusieurs familles de faire le choix entre payer leurs factures ou acheter des aliments sains. Les jeunes parents sont à plus haut risque d'isolement social et de pauvreté entre autres à cause des vulnérabilités associées au faible revenu, au niveau d'instruction limité, à l'emploi, à la monoparentalité ou même à une situation immigrante. (Suite dans les informations supplémentaires).

2.3 — Résumé synthèse du projet

En tenant compte du succès du projet de l'an dernier, le Programme de sécurité alimentaire du Programme des jeunes parents (PJP) comprend trois différents volets: 1) Ateliers mensuels de cuisine collective. Les participants du PJP bénéficient de la proximité sociale et de l'esprit collectif lorsqu'ils font la cuisine et mangent ensemble. Les parents y ont l'occasion de partager leurs connaissances, leurs compétences, et leurs idées avec la communauté. Les ateliers permettront aux participants d'apporter chez eux des repas pour durer la semaine qui seront d'une haute qualité nutritive pour leurs familles. 2) Visites régulières et activités à un jardin communautaire local et visites des ressources en sécurité alimentaire du quartier (ex. dépôt alimentaire N.D.G.); 3) La création collective (par les pairs) d'un guide-ressources (un livre de recettes) destiné à l'emploi domestique. Ces projets seront coordonnés par le personnel du PJP et par les jeunes parents participants.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Petite-enfance (0 - 5 ans)	Minorités visibles	Familles monoparentales	19	16
Enfants (6 - 11 ans)	Langue maternelle l'ANGLAIS	Personnes à faible revenu	7	9
Jeunes adultes (18 - 35)	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	Personnes à faible revenu	31	10
		TOTAL	57	35

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	NON
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	Sécurité alimentaire
2	Insertion sociale des clientèles à risque
3	Soutien à la famille et à la petite enfance

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Pour combattre l'exclusion sociale et les barrières à la sécurité alimentaire que vivent les jeunes parents et leurs enfants à Notre-Dame-de-Grâce, tout en bâtissant la confiance en soi et une communauté pour les membres de cette population.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Assurer l'accès à de la nourriture saine et nutritive pour les parents et leurs enfants qui participent au PJP.
B	Briser l'exclusion sociale et culturelle des jeunes parents et de leurs enfants. Augmenter l'estime et la confiance en soi des participants et procurer un espace confortable et sécuritaire pour les parents afin de développer leurs habilités de cuisinier et leur connaissance de la nutrition afin de pouvoir partager ces aquis avec leur famille.
C	Accroître l'intérêt des participants dans la bonne cuisine santé et développer l'acquisition de compétences, visant l'inclusion de la communauté la plus large possible et le partage de ces connaissances avec celle-ci. Faire la promotion de l'échange culturel et de la nutrition saine. Encourager la connaissance des autres ressources en sécurité alimentaire à Notre-Dame-de-Grâce.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Une fois par mois les parents devront travailler en équipe pour planifier, faire le budget et préparer l'équivalent d'une semaine en nouriture saine qu'ils apporteront ensuite à la maison pour leur famille. Les parents apprendront à incorporer des légumes en saison, des grains abordables et des protéines à la planification de leur menu. La cuisine collective sera une opportunité pour les parents de socialiser et de partager leurs histoires, traditions et recettes provenant de differentes cultures.
B	Les parents et leur enfants feront des visites à un jardin communautaire pour apprendre à cultiver et récolter des légumes locaux qu'ils apporteront ensuite à la maison. Les parents visiteront des ressources et des banques alimentaire.
C	Les participants créeront un guide de recettes pour la cuisine multiculturelle, fait par et pour les pairs. Ce guide comprendra les recettes pour les repas cuisinés collectivement, des astuces pour magasiner avec un budget restreint, comment cuisiner avec des nouveaux ingrédients, et de l'information sur la sécurité alimentaire. De plus, les participants auront l'occasion de planifier un événement-repas afin de partager leurs acquis avec la communauté de NDG. Nous aimerions faire ce guide de recettes en version en ligne accompagné de quelques exemplaires physiques cette année afin de donner aux parents une manière plus accessible de partager leurs acquis et de plus, l'opportunité de partager leurs acquis via les médias sociaux.

2.11 — Résultats attendus

	Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A * Les parents pourront acceder plus facilement aux ressources de securité alimentaire dans le quartier de NDG/CDN avec leurs connaissances acquises par plusieurs visites * Tous les participants ont accès à 2-3 repas santé chaque mois. * Les parents rapporteront à la maison des légumes frais du jardin communautaire.	Témoignage (verbal/écrit)	Nombre de plats cuisinés
B *Les participants acquerront des connaissances sur la cuisine ainsi que sur les expériences et cultures des autres participants * Un meilleur esprit de communauté. * Une meilleure confiance en soi.	Témoignage (verbal/écrit)	Nombre de participants
C *Les parents apprendront sur la nutrition *Une diminution de la perception des difficultés à cuisiner santé avec un budget restreint *L'information sera diffusée aux autres jeunes parents de la communauté par le nouveau livre de recettes.	Réalisation d'une publication (article/bulletin/journal/bottin/ou til de promotion)	Nombre de familles rejointes

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers: Agence de la santé publique	Acronymes des autres partenaires financiers: À Deux Mains		Budget total
A — Personnel lié au projet											
1	Titre: Coordonnateur(trice)						5 000,00 $		15 934,72 $		20 934,72 $
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	24,23	9	218,07	48	1	20 934,72 $					
2	Titre: Apprenti(e) horticulteur(trice)						5 000,00 $	8 868,00 $	15 506,40 $		29 374,40 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	16,69	20	333,8	44	1	29 374,40 $					
3	Titre: Cliquer pour menu déroulant										0,00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
4	Titre: Cliquer pour menu déroulant										0,00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
Sous-Total Section A							10 000,00 $	8 868,00 $	31 441,12 $	0,00 $	50 309,12 $
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location											0,00 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation							3 000,00 $	300,00 $	2 050,00 $		5 350,00 $
Photocopies, publicité							250,00 $				250,00 $
Déplacements							2 000,00 $	2 500,00 $			4 500,00 $
Locaux, conciergerie ou surveillance								2 300,00 $	2 000,00 $		4 300,00 $
Assurances (frais supplémentaires)											0,00 $
Sous-Total Section B							5 250,00 $	5 100,00 $	4 050,00 $	0,00 $	14 400,00 $
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							1 200,00 $		1 200,00 $		2 400,00 $
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							16 450,00 $	13 968,00 $	36 691,12 $	0,00 $	67 109,12 $
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »											

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	NDG Food Depot Montréal, QC H4A 2X7 (514) 483-4680	Expertise-conseil Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant dépot alimentaire
2	Action Communiterre 6244 Sherbrooke O Montreal, QC H4B 1M2 (514) 484-0223	Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant jardin communautaire
3	Moisson Montreal 6880 Ch. de la Côte-de-Liesse, Montréal, QC	Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant dépot alimentaire pour organismes communautaires
4	Project "Digital Literacy" Eric Craven	Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Soutien technique

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	15
Date de remise du rapport d'étape	2018	Octobre	30
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Allyson Flynn	Fonction	Coordonnatrice			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	Oui	Date	2018	Avril	11	
Signature						

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S’assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d’au moins une caméra lorsqu’il y a une captation de l’événement par une chaîne de télévision ou lors d’une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l’avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d’événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d’événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l’encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l’activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l’adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l’Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d’un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant sa place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **BIENVENUE À NOTRE-DAME-DE-GRÂCE,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), ayant sa place d'affaires au 5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, Québec, H4A 1N1 agissant et représentée par Luis Miguel Cristancho, directeur, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. :
N° d'inscription T.V.Q. :
N° d'inscription d'organisme de charité : 810207530RR001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de faciliter l'intégration des immigrants (nouvellement arrivés ou autres) à la vie communautaire de Notre-Dame-de-Grâce ainsi qu'à la société d'accueil et de favoriser les relations interculturelles;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de communication publique mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La Directrice

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

Initiale_____
Initiale_____

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de communication publique joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale

de dix huit mille neuf cent vingt cinq dollars (18 925 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

[POUR UN TERME D'UN AN]

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de quatorze mille cent quatre vingt quatorze dollars (14 194 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de quatre mille sept cent trente et un dollars (4 731 $), au plus tard le (30 avril 2019),

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.1 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.2 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ETHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile 6370, rue Sherbrooke ouest, Montréal, Québec, H4B 1M9 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

BIENVENUE A NOTRE-DAME-DE-GRACE

Par : _____
Luis Miguel Cristancho, directeur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de mai 2018 (Résolution CA).

ANNEXE 1 PROJET

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce**
Titre du projet	**Clef de la Ville**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé	**18 000,00 $**	Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☑	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☑	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☐	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

Ville de montréal - Division - Lutte à la pauvreté et l'itinérance

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce**		
Adresse	**2180 Belgrave**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H4A 2L8**
Numéro d'inscription TPS		Numéro d'inscription TVQ	
Numéro de charité	**810207530RR001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Notre-Dame-de-Grâce**		
Circonscription électorale fédérale	**Notre-Dame-de-Grâce–Lachine**		
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**Luis Miguel Cristancho**	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	**5145615850**	Télécopieur	
Courriel	bienvenuendg@ndg.ca	Site web	
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce est un organisme à but non-lucratif qui a pour mission de faciliter l'intégration des immigrants (nouvellement arrivés ou autres) à la vie communautaire de Notre-Dame-de-Grâce ainsi qu'à la société d'accueil et de favoriser les relations interculturelles.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Clef de la Ville**		
Personne responsable du projet	**Monsieur**	Luis Miguel Cristancho	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone 514 561 5850		Télécopieur	
Courriel	bienvenuendg@ndg.ca		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction			

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Les familles immigrantes et monoparentales de l'arrondissement sont souvent trop touchées par la pauvreté pour profiter de l'offre culturelle de la ville. Elles se trouvent isolées par les difficultées financières et les barrières linguistiques et culturelles. Ajoutons é cela le manque de repéres qui mine la confiance des parents et les difficultés du climat. Une intervention ciblée, organisée par des pairs en qui la famille a confiance pourra les aider a surmonter ses obstacles afin d'apprivoiser leur ville et y trouver leur place.

Le besoin d'encourager la harmonie sociale en permettant des familles de différentes culturelles de mieux se connaître et d'apprécier l'humanité de l autre et tout ce qu ils partagent en tant qu'être humain.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Ce projet vise à approfondir la connassaince des parents participant de leur ville tout en brisant leur isolement. Bienvenue à NDG embauchera une organisatrice pour planifier des sorties culturelles et éducatives pour les familles, recherchera les lieux à visiter, et coordonnera le recrutement des participants et des parents accompagnateurs, ainsi que tout aspect logistique. Nous prévoyons 8 activités entre avril et décembre 2018, avec une participation totale de 350 personnes. Les parents accompagnateurs seront formé à la tâche et accompagneront les familles aux sorties. Par la concertation avec les partennaires, la direction accompagnée de l'équipe, mettra en place un plan de partenariat et de communication afin de favoriser la participation.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Familles	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	Personnes à faible revenu	120	60
Petite-enfance (0 - 5 ans)	Langue maternelle AUTRE que le français et l'anglais	Minorités visibles	60	50
Enfants (6 - 11 ans)	Minorités ethniques	Minorités visibles	40	20
		TOTAL	**220**	**130**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Cliquer pour menu déroulant**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
	Ville-Marie
	Côte-Saint-Luc (ville liée)
	LaSalle
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	NON
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Insertion sociale des clientèles à risque**	Participation des parents immigrants dans la vie culturelle de leur ville.
2	**Soutien à la famille et à la petite enfance**	Création de réseau social, briser l'isolement.
3	**Soutien à la vie communautaire**	Implication des familles dans les activités du quartier et construction d'une société harmonieuse.

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Diminuer l'isolement des familles immigrantes, issues de milieux défavorisés, et faire en sorte que les parents aient un sentiment d appartenance à leur nouvelle ville et un niveau de confiance qui leur permettra de planifier eux-mêmes des sorties avec leurs enfants et leurs amis. Encourager la participation des pères aux sorties. À long terme, ces familles deviendront des citoyens à part entière de la société québécoise et apprécieront encore mieux la diversité culturelle et éthnique de Montréal

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Faciliter l'accès des familles issues de l'immigration et ou de milieux défavorisés à des sites culturelles, éducatives, historiques à Montréal. Favoriser la participation des pères en les consultant davantage sur le choix des sorties.
B	Développer un nouveau plan de partenariat et de communication qui engagera des nouveaux organismes dans le projet et ménera à l'inscription de 100 familles de plus.
C	Favoriser l'ouverture à la culture québécoise et aux autres cultures. Faciliter les échanges et le partage culturel.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Huit sorties culturelles ou récréatives d'une durée d environ 4 heures chaque, parfois suivi d un échange et une collation (45 min) à des sites tels: Pointe-à-Callière; Grande Bibliothèque; Maison St-Gabriel; Jardin Botanique; Parc Mont-Royal; Place des Arts
B	Conseils aux familles participantes à Bienvenue à NDG (deux fois par familles, 15 min) quant à des sorties qui seraient appropriées pour leurs enfants. Animation qui rassemblent les parents et facilite les échanges (deux fois, 1 hr chaque)
C	Formation de 3 parents accompagnateurs et "ambassadeurs culturelles de Montréal" (3hrs chaque). Discussions (2 fois, 45 minute chaque): histoire et carte de la ville; activités gratuites, festivals, moyens de transport et recherche sur internet.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Un plus grande ouverture à d autres expressions culturelles; un plus grand intérêt à connaître les autres cultures, à s'ouvrir à la culture Québécoise, etc.	Témoignage (verbal/écrit)	Nombre de références
B	Une meillure connaissance des activités à Montréal. Les individus qui deviendront des accompanateurs augmenteront leur confiance en soi et aménéront d'autres familles à participer aux sorties.	Questionnaire	Nombre de participants
C	350 participations des familles Bienvenue à NDG et recruté de parmi un nombre grandissant de partenaires; la qualité de cette participation. Faire le suivi différencié des sexes de cette participation.	Suivi des participants	Liste des présences

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire	Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
		MIDI			
A — Personnel lié au projet					
1 Titre: **Directeur(trice)** — $/h. 30; hrs/sem 2; $ avant. sociaux/ sem. 10; # sem 48; # Poste 1; Total **3 360,00 $**	**3 360,00 $**	3 360,00 $			**6 720,00 $**
2 Titre: **Intervenant(e)** — $/h. 21; h./sem 10; $ avant. sociaux/ sem. 32; # sem 48; # Poste 1; Total **11 616,00 $**	**11 616,00 $**	1 900,00 $			**13 516,00 $**
3 Titre: **Cliquer pour menu déroulant** — $/h.; h./sem; $ avant. sociaux/ sem.; # sem; # Poste; Total **0,00 $**					**0,00 $**
4 Titre: **Cliquer pour menu déroulant** — $/h.; h./sem; $ avant. sociaux/ sem.; # sem; # Poste; Total **0,00 $**					**0,00 $**
Sous-Total Section A	**14 976,00 $**	**5 260,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**20 236,00 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)					
Équipement: achat ou location	**549,00 $**	500,00 $			**1 049,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	**300,00 $**				**300,00 $**
Photocopies, publicité					**0,00 $**
Déplacements	**700,00 $**				**700,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	**600,00 $**				**600,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)					**0,00 $**
Sous-Total Section B	**2 149,00 $**	**500,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**2 649,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)					
Frais administratifs du projet	**1 800,00 $**				**1 800,00 $**
Sous-Total Section C					
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	**18 925,00 $**	**5 760,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**24 685,00 $**
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »				**2**	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Conseil communautaire NDG Table Jeunesse NDG	Expertise-conseil Référence/recrutement des participants Cliquer pour menu déroulant
2		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
3		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
4		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
5		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Avril	01
Date de remise du rapport d'étape	2018	Novembre	01
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
MIDI	Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'inclusion

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Luis Miguel Cristancho	Fonction	Directeur				
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes		Oui	Date	2018	Avril	11	
Signature	Luis Miguel Cristancho G						

Initiale_____
Initiale_____

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y

installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant sa place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (FIDUCIAIRE POUR LA TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE DE NDG),** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), ayant sa place d'affaires au 6370, rue Sherbrooke ouest, Montréal, Québec, H4B 1M9 agissant et représentée par Hans Heisinger, directeur, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 872 775 754 RT 0001
N° d'inscription T.V.Q. :
N° d'inscription d'organisme de charité : 8727784 SYRR 0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de favoriser l'intégration socio-professionnelle des jeunes adultes (16 à 35 ans) dans la société québécoise;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de communication publique mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La Directrice

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de communication publique joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.1 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.2 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.3 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.4 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale

de seize mille huit dollars (16 008 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

[POUR UN TERME D'UN AN]

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de douze mille six dollars (12 006 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de quatre mille deux dollars (4 002 $) au plus tard le (30 avril 2019),

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.8

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 10
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

11.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

11.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

11.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile 6370, rue Sherbrooke ouest, Montréal, Québec, H4B 1M9 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Par : _____
Hans Heisinger, directeur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de mai 2018 (Résolution CA).

ANNEXE 1 PROJET

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Carrefour jeunesse-emploi NDG**
Titre du projet	**Jeunes leaders NDG**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS	
Montant demandé	Montant accordé
Numéro de projet	

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☑	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☑	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☑	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Carrefour jeunesse-emploi NDG**		
Adresse	**6370 Sherbrooke Ouest**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H4B 1M9**
Numéro d'inscription TPS	**872 775 754 RT 0001**	Numéro d'inscription TVQ	**102 128 881 DQ 0001**
Numéro de charité	**8727784 SYRR 0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Loyola (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Notre-Dame-de-Grâce**		
Circonscription électorale fédérale	**Notre-Dame-de-Grâce–Lachine**		
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**Hans Heisinger**	
Fonction	**Directeur**		
Téléphone	**514-482-6665**	Télécopieur	**514-482-8185**
Courriel hans.heisinger@cje-ndg.com		Site web www.cje-ndg.com	
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Oui**		
Si oui, laquelle/lesquelles	Le district est Loyola non pas Notre-Dame-de-Grâce		

1.2 — Mission de l'organisme

Fondé en 1999, le Carrefour Jeunesse-Emploi NDG est un organisme sans but lucratif qui a pour mission de favoriser l'intégration socio-professionnelle des jeunes adultes dans la société québécoise. Le CJE intervient principalement auprès des jeunes de 16 à 35 ans résidant dans les quartiers Notre-Dame-de-Grâce, Côte St-Luc, Hampstead et Montréal Ouest. Il offre une gamme de services bilingues gratuits, notamment en matière de réinsertion sociale, de recherche d'emploi, de retour aux études et de sensibilisation à la réalité entrepreneuriale.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Jeunes leaders NDG**		
Personne responsable du projet	**Madame**	Marie-Charles Boivin	
Fonction	**Coordonnatrice**		
Téléphone	514-482-6665 #204	Télécopieur	514-482-8185
Courriel	concertationjeunesse@ndg.ca		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Notre recrutement auprès de la clientèle vulnérable des jeunes du programme de cheminement particulier et des classes d'accueil de l'annexe de l'école St-Luc a surpassé nos attentes. Nous renouvellerons cette expérience en ajoutant un volet d'engagement pour les anciens jeunes.		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Les jeunes du quartier n'ont souvent pas l'impression d'avoir une place dans la communauté ni que leur voix est écoutée. Cela s'ajoute aux défis que rencontrent les jeunes au niveau de leur confiance en soi, de leur sentiment d'appartenance et de leur intégration à la société. Ce constat est ressorti du forum sur l'intégration socioprofessionnelle des jeunes de NDG (2008 - Table jeunesse NDG). En réponse à cet enjeu, le plan d'action jeunesse y étant affilié prône le développement de projets visant à promouvoir la voix des jeunes et à les outiller face à leurs défis socio-professionels. Le projet Jeunes leaders NDG en est un des résultats.

AJOUT POUR 2018-2019 : En se basant sur notre rapport, nous souhaitons trouver un manière de poursuivre l'engagement des jeunes ayant déjà participé à Jeunes leaders mais qui ont encore besoin de soutien. Il n'est pas évident de référer ces jeunes vers d'autres groupes de la communauté car ils sont attachés aux animateurs. Ces jeunes se verront proposé de faire du bénévolat en rejoignant le nouveau cuisiner-intervenant jeunesse dans la préparation et le service du repas. De plus, ils devront à l'occasion co-animer certaines rencontres du groupe.

L'expérience de l'année dernière dans le recrutement des jeunes de l'annexe St-Luc en cheminement particulier de formation et en classe d'accueil a été un succès. 46 jeunes se sont présenté à la séance d'information. Nous souhaitons reprendre ce moyen de promotion en 2018-2019 pour offrir la chance à de nouveaux jeunes de participer. Tel que montré dans l'étude de Marie McAndrew (2015), les élèves immigrants ayant accumulé du retard au secondaire sont les plus à risque au décrochage. À l'annexe St-Luc, une majorité d'élèves sont immigrants et allophones. Ils sont également en retard académique et parfois même sous-scolarisés. Ils souffrent aussi d'un manque de soutien et d'un réseau social déficient. Plusieurs n'ont pas encore eu la chance de se créer un groupe d'amis. S'ajoute à cette réalité un sentiment d'exclusion dû au fait qu'ils étudient dans un immeuble à part. Certains jeunes parlent du sentiment d'infériorité qu'ils ressentent par rapport aux élèves de la bâtisse principale. La directrice adjointe de l'annexe affirme que ces adolescents ont besoin de repères pour se construire une identité multiple dans un contexte d'immigration. Elle ajoute que Jeunes leaders NDG serait grandement pertinent pour ces élèves. Il est important de leur montrer comment prendre pleinement leur place dans la société.

Depuis 10 ans, plus de 120 jeunes ont participé au programme et plus de 850 en ont bénéficié directement. Les participants ont pu renforcer leur leadership, leur habileté à communiquer, leur sentiment d'appartenance, leur capacité à travailler en équipe et à s'exprimer en français. Ce qui frappe par dessus tout est la confiance en soi que dégagent les jeunes après le programme. De plus, plusieurs anciens participants ont été embauchés par divers organismes de la communauté tels que Head and Hands, Boite à lunch ou les camps de jour. Au niveau des impacts dans la communauté, notons également les projets mis en place par les jeunes pour répondre aux problématiques ciblées. Par exemple, les jeunes ont organisé une mobilisation qui a mené à l'ouverture d'un terrain de basket-ball extérieur à NDG. Un film a été produit pour sensibiliser les jeunes à la dépression. L'année dernière, ils ont monter un receuil de témoignages sur la confiance en soi. En plus des bénéfices mentionnés, les jeunes leaders sont des informateurs clés qui permettent de mieux connaître et comprendre les besoins des jeunes.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Au moins 12 jeunes de 14 à 17 ans recrutés à l'annexe St-Luc auront l'opportunité de développer leur confiance en soi et leur leadership, d'apprendre à exprimer leurs idées en public et de créer un projet collectif. Au fil du projet, les jeunes acquéreront des aptitudes et des outils qui leur permettront de prendre leur place dans le quartier et de mieux s'intégrer à notre société.

Exemeple video du projet: https://www.youtube.com/watch?v=XLDF5IrjuGs

Voir également le rapport 2016-2017 ci-joint.

Déroulement du projet:
- Septembre-octobre: Promotion et recrutement des jeunes. Atelier de sélection pour la création du groupe et rencontre individuelles avec les jeunes.
- Octobre-mai : Réunion de 3 hrs/sem pour les jeunes avec des ateliers de formation, des jeux collaboratifs et des débats sur les besoins de la communauté. 1 cuisiner intervenant-jeunesse cuisinne des repas avec les ancines jeunes leaders. 3 sorties et 2 activités de bénévolat par an se déroulant la fin de semaine. Les animateurs se rencontrent aussi une fois/sem pour planifier le projet.
- Décembre: Processus démocratique pour la sélection d'un projet pour et par les jeunes (avec l'expertise du Forum jeunesse de Mtl);
- Janvier-février: Planification d'une stratégie d'action et d'un échéancier;
- Février-avril : Division des tâches et accompagnement dans leur réalisation. Rencontres individuelles avec les jeunes (plan d'action)
- Mai : mise en place d'un projet venant répondre à une problématique du quartier
- Fin mai: Célébration, retour sur le projet et évaluation

Avec Jeunes leaders NDG, nous souhaitons avoir une égalité de représentation des filles et des garçons. Cela contribue aux échanges et à la dynamique du groupe. Lorsqu'il y a des discussions sur les enjeux du quartier, les besoins des garçons et des filles sont ainsi pris en considération et discutés. Tout au long du projet, nous prenons en compte les intérêts et les contraintes des jeunes du projets peu importe leur sexe. Nous cherchons à ce que tous les jeunes participent de façon équitable. Nous nous donnons comme mission de mettre en confiance et d'encourager les jeunes qui sont plus en retrait.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Adolescents (12 - 17 ans)	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	Personnes sous-scolarisées	1	1
Adolescents (12 - 17 ans)	Minorités visibles	Langue maternelle AUTRE que le français et l'anglais	4	4
Cliquer pour menu déroulant	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	Étudiants	4	4
		TOTAL	**9**	**9**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**	
Précisez le quartier ou le secteur	Notre-Dame-de-Grâce	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**non**

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Insertion sociale des clientèles à risque**	
2	**Projets d'insertion sociale et économique pour les immigrants et les jeunes**	
3	**Soutien à la vie communautaire**	

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Diminuer l'exclusion des jeunes en développant leur leadership et leur confiance en soi et en leur donnant les outils nécessaires pour leur permettre de prendre leur place au sein de leur communauté

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Créer, de septembre à mai, un groupe qui permet de donner une voix à 12 jeunes et de promouvoir leurs opinions auprès des acteurs de la communauté. 4 jeunes sont également engagé bénévolement pour cuisiner et parfois co-animer le groupe de 12 jeunes
B	Faciliter l'insertion de 16 jeunes qui vivent des obstacles d'intégration socioprofessionnelle, en leur donnant les outils dont ils ont besoin pour réussir (leadership, confiance en soi, capacité à s'exprimer, connaissance des services et organismes, apprentissage de la langue française, etc.)
C	Supporter 16 jeunes pour qu'ils passent à l'action et deviennent des agents de changement social. Durant l'année, les jeunes mettent en place un projet communautaire en réponse à un enjeu qu'ils ont constaté. 4 de ces jeunes sont d'anciens participants qui s'impliquent bénévolement.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Promouvoir le projet et recruter les jeunes (6 semaines). Organiser des activités de groupe de 3 heures par semaine pendant 27 semaines + sorties.
B	À chaque semaine pendant 27 semaines, réaliser des ateliers de formation et activités d'engagement citoyen : jeux brise glace, activités de cohésion de groupe et de connaissance de soi, débats, activités de bénévolat (2), ateliers sur le leadership, la planification de projet, l'organisation d'événement, le travail d'équipe, mise en pratique de l'expression orale devant un groupe, pratique du français, etc. Accompagner les jeunes dans leur développement personnel: tour de table pour parler de la vie des jeunes, discussion de groupe sur les enjeux vécus par les jeunes, soutien personnalisé en cas de besoin et 2 rencontres individuelles par année pour dresser un plan d'action individualisé.
C	Discuter des besoins et atouts de NDG et identifier un projet (réunions de l'automne); développer une stratégie d'action, diviser les tâches et accompagner les jeunes dans la mise en place du projet (réunions de l'hiver et du printemps).

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Un groupe d'au moins 16 jeunes vivant des obstacles à l'intégration se réunit 1 fois par semaine pour participer à des activités de leadership.	**Rapport (quotidien/hebdomadaire/mensuel/trimestriel)**	**Nombre de participants**
B	Les jeunes ayant des obstacles à l'intégration sont en voie de réussir une meilleure insertion sociale (auto-évaluation). Les animateurs observent le développement des jeunes (augmentation de l'estime de soi, meilleure capacité à s'exprimer, meilleure connaissance du français, etc).	**Auto-évaluation** Observations des animateurs	**Nombre d'heures d'accompagnement**
C	Les jeunes ont choisi collectivement le projet qu'ils veulent entreprendre, ils ont développé eux-mêmes une stratégie d'action (et ils ont mis en œuvre leur projet "pour et par les jeunes"). Leur projet rejoint au moins une cinquantaine de personnes.	**Compte-rendu** Auto-évaluation par les jeunes	**Nombre de réalisations** Nombre de personnes rejointes par le projet des jeunes

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire	Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
A — Personnel lié au projet					
Chargé(e) de projet Titre : Coordinnation et intervention 1 — $/h. 25 ; hrs/sem 1,75 ; $ avant. sociaux/ sem. 7,88 ; # sem 38 ; # Poste 1 ; Total **1 961,94 $**	**1 961,94 $**				**1 961,94 $**
Intervenant(e) Titre : 2 — $/h. 19 ; h./sem 6,5 ; $ avant. sociaux/ sem. 22,23 ; # sem 34 ; # Poste 1 ; Total **4 954,82 $**	**4 954,82 $**				**4 954,82 $**
Intervenant(e) Titre : 3 — $/h. 16 ; h./sem 6,5 ; $ avant. sociaux/ sem. 18,72 ; # sem 34 ; # Poste 1 ; Total **4 172,48 $**	**4 172,48 $**				**4 172,48 $**
Cuisinier(ère) Titre : Il est également intervenant jeunesse auprès des anciens jeunes leaders 4 — $/h. 16,5 ; h./sem 3 ; $ avant. sociaux/ sem. 8,91 ; # sem 30 ; # Poste 1 ; Total **1 752,30 $**	**0,00 $**				**0,00 $**
Sous-Total Section A	**11 089,24 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**11 089,24 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)					
Équipement: achat ou location	**2 730,00 $**				**2 730,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	**464,00 $**				**464,00 $**
Photocopies, publicité	**125,00 $**				**125,00 $**
Déplacements					**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance					**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)					**0,00 $**
Sous-Total Section B	**3 319,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**3 319,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)					
Frais administratifs du projet	**1 600,00 $**				**1 600,00 $**
Sous-Total Section C					
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	**16 008,24 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**16 008,24 $**
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »				**0,5**	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Forum jeunesse de l'ile de Montréal 425, Boul. de Maisonneuve Ouest #1100, Montréal, Québec, H3A 3G5 Téléphone: 514-842-2400 Poste: 2716 1 500 $	Ressources humaines Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Animation des ateliers spécialisés pour le choix et la planification de projet
2	Membres de la Table de concertation jeunesse NDG 2 500 $	Expertise-conseil Prêt de local Cliquer pour menu déroulant
3	Prevention CDN-NDG 1 000 $	Expertise-conseil Ressources humaines Cliquer pour menu déroulant Des employés de Prevention CDN-NDG viennent animer des ateliers spécialisés à l'occasion. De plus, l'animateur est un membre de l'équipe de Prevention CDN-NDG afin de bénéficier des expertises de l'organisme
4	Carrefour jeunesse-emploi NDG 6370 Sherbrooke ouest Montréal, Qc, H4B 1M9 2 500 $	Prêt de local Fournitures Cliquer pour menu déroulant Les réunions et la cuisine sont dans les locaux du CJE
5		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Août	06
Date de remise du rapport d'étape	2018	Décembre	30
Date de fin de projet	2019	Mars	30
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Hans Heisinger	Fonction		Directeur		
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes		Cliquer pour menu déroulant	Date	2018	Avril	10
Signature						

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y

installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant sa place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CONSEIL COMMUNAUTAIRE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), ayant sa place d'affaires au 5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, bureau 204, Québec, H4A 1N1 agissant et représentée par Halah Al-Ubaidi, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. :
N° d'inscription T.V.Q. :
N° d'inscription d'organisme de charité : 810207530RR001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de promouvoir, améliorer et soutenir le bien-être de la communauté de Notre-Dame-de-Grâce et de ses résidents. Il joue le rôle « concertation locale » via son mandat lié à la table de quartier;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de communication publique mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La Directrice

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3

OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de communication publique joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq 5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de soixante sept mille cent dix dollars (67 010 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

[POUR UN TERME D'UN AN]

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de cinquante mille deux cent cinquante sept dollars et cinquante cents (50 257 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de seize mille sept cent cinquante trois dollars (16 753 $), au plus tard le (30 avril 2019),

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

11.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

11.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

11.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile 5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, Québec, H4A 1N1 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

CONSEIL COMMUNAUTAIRE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Par : _____
Halah Al-Ubaidi, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de mai 2018 (Résolution CA).

ANNEXE 1 PROJET

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Conseil Communautaire Notre-Dame-de-Grâce, Inc**
Titre du projet	**Bien planifier pour mieux intervenir dans les secteurs défavorisés**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Non**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☑	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☑	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Conseil Communautaire Notre-Dame-de-Grâce, Inc**		
Adresse	**5964 avenue Notre-Dame-de-Grâce #204**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H4A 1N1**
Numéro d'inscription TPS		Numéro d'inscription TVQ	
Numéro de charité	**107766131RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	***Loyola (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Notre-Dame-de-Grâce**		
Circonscription électorale fédérale	**Notre-Dame-de-Grâce–Westmount**		
Responsable de l'organisme	**Madame**	**Halah AL-Ubaidi**	
Fonction	**Directrice générale**		
Téléphone	**514 484- 1471 (226)**	Télécopieur	**514 484-1687**
Courriel	admin@ndg.ca	Site web	www.ndg.ca
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	Oui		
Si oui, laquelle/lesquelles	Nous commençons la planification pour 2017-2021		

1.2 — Mission de l'organisme

Le Conseil communautaire de NDG est un organisme qui agit pour promouvoir, améliorer et soutenir le bien-être de la communauté de Notre-Dame-de-Grâce et de ses résidents.

Le Conseil communautaire de Notre-Dame-de-Grâce est un lieu de mise en réseau et un centre d'information communautaire pour le quartier de Notre-Dame-de-Grâce. Il travaille avec les résidents et les organismes par le biais de l'organisation communautaire et de mesures d'encadrement visant à faire face aux préoccupations du milieu et à trouver des solutions, Le Conseil met l'accent sur la qualité de vie, la justice sociale et sur la participation citoyennes des résidents de Notre-Dame-de-Grâce. Il joue le rôle concertation locale via son mandat lié à la Table de quartier.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Bien planifier pour mieux intervenir dans les secteurs défavorisés**		
Personne responsable du projet	**Madame**	Halah AL-Ubaidi	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	514 484 -1471 (226)	Télécopieur	514 484-1687
Courriel	admin@ndg.ca		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	L'objectif est de favoriser le développement communautaire participatif pour permettre le travail collectif entre toutes les parties prenantes en portant une attention particulière à l'implication des résidents. Nous lançons une planification intégrale dans les quatre secteurs pour 2017-2021.		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Les secteurs Fielding Walkley, Benny Farm, Westhaven et St Raymond présentent des indicateurs, exposés dans le rapport de la Direction régionale de santé publique de Montréal (CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal 2016), qui confirment que dans ces quatre (4) secteurs la défavorisation matérielle est combinée à la défavorisation sociale. Cette tendance est constante dans plusieurs domaines tels que: la sécurité alimentaire, le décrochage scolaire, le logement ou la sécurité urbaine pour en nommer que quelques-uns. Il est donc primordial d'agir afin d'éviter à ce segment de la population de basculer en situation de pauvreté. Il est important de souligner que la specificité de chaque secteur est prise en compte. Ainsi, la densité de population, le manque d'infrastructure appropriée qui caractérisent Fielding-Walkley sont pris en considération dans nos actions. Benny Farm et Sherbrooke Forest sont des lieux de défavorisation sociale où il faut intervenir dans un tissus social complexe. À Saint-Raymond et Westhaven, l'enclavement géographique est un enjeux majeur, nous contournons cet obstacle en développant des services de proximité.

Afin d'adapter son action aux besoins des résidents des 4 secteurs vulnérables, le Conseil a formé, avec ses partenaires, des comités où les résidents peuvent avoir un échange quant à leurs préoccupations et développer leur capacité afin de leur permettre d'agir sur leur qualité de vie. Le Conseil a pour rôle de soutenir ces comités afin de les aider à agir sur leur milieu . Le soutien à ce projet permettra au Conseil de conserver ses acquis , c'est-à dire de maintenir la mobilisation, de développer plus avant les capacités des résidents et de consacrer plus de temps aux comités développées dans les quatre(4) zones. les quatre secteurs bénéficient également du soutien financier de Centraide ce qui nous permettra d'avoir une présence plus marquée dans ces secteurs.Le Conseil consacre la totalité des fonds qui lui sont octroyés à ce projet et encourage les partenaires à y contribuer également pour assurer un impact maximal

Notre intervention au cours des trois (3) dernières années a révélé des enjeux récurrents tels que l'isolement, le besoin de logements abordables, salubres appropriés à la configuration des familles. Les déserts alimentaires , le manque d'infrastructures communautaires et l'accès aux services d'emploi et de francisation sont au nombre des difficultés que vit la population. Cela nous a conduit a développer, avec nos partenaires, plusieurs projets afin de répondre à ces besoins. Les marchés saisonniers dans Saint-Raymond et Fielding Walkley ,les jardins communautaires à Westhaven, les services aux locataires et la francistaion dans le secteurs Fielding Walkley sont certains des outils mis en place. Depuis 2015, nous avons aussi choisi de travailler avec la communauté chinoise isolée. Nous avons organisé la célébration de la nouvelle année lunaire comme un stratégie pour mobiliser cette communauté et accroitre leur participation en vue de faciliter leur intégration dans la vie communautaire. Par le biais de la culture, nous sommes parvenus à dépasser la barrière linguistique et culturelle puis a instaurer un intérêt mutuel.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Le projet Bien planifier pour mieux intervenir dans les secteurs défavorisés a pour objectif d'assurer la coordination et la mobilisation des partenaires et des citoyens afin de créer un système à même de mieux répondre aux enjeux des secteurs vulnérables du quartier NDG. Chacun des secteurs a une réalité sociale qui lui est propre . Pour répondre à ces différences, le projet est conçu en fonction des besoins spécifiques des quatre (4) zones. En pratique, par le biais d'organisateurs communautaires notre action consiste à rassembler et mobiliser les acteurs du milieux et les résidents afin que ces derniers soit informés des initiatives en cours dans leur quartier. Il est important de souligner que notre action est en harmonie avec le plan stratégique communautaire NDG 2017-2021. Nous agissons également en cohésion avec les orientations de laTable Ronde de l'arrondisssement pour le réduction de la pauvreté.

Les organisateurs communautaires affectés aux secteurs vulnérables conduisent des activités de mobilisation des résidents sur le terrain , et s'assurent que les partenaires participent aux actions de développement urbain. Pour ce faire, les organisateurs communautaires assurent la visibilité et la commununication des activités, des projets et des services par le biais de notre site internet. Ils organisent aussi des réunions communautaires, des assemblées publiques qui ont pour finalité la cohésion sociale. Les projets visent à améliorer la qualité de vie, il peut s'agir de fête de quartier,de manifestations culturelles ou d'initiatives d'appropriation de l'espace public . Les organisateurs encouragent aussi les partenaires à s'investir dans les secteurs afin de palier au manque de services et de minimser le sentiment de pauvreté chez les résidents. Les services et initiatives sont toujours développés en partenariat avec les résidents. Les centres communautaires sont les principaux partenaires aü coeur de notre action et sont indispensables dans toute la démarche.

La mobilisation des familles originaires d'Asie en particulier la communauté chinoise, est un projet spécifiquement conçu pour opérer un rapprochement durable avec cette communauté. Grâce au soutien de notre coordinatrice d'origine chinoise, nous avons été en mesure de mobiliser et d'accroître la participation de cette communauté pour faciliter leur intégration dans le quartier . Cette année, nous avons commencé à voir les fruits de notre intervention. Par exemple : Un membre de cette communauté s'est joint au conseil d'administration du Conseil communautaire de NDG. Plusieurs se sont joints au personnel du Conseil pendant la marche de Centraide. De plus, certains se sont inscrits aux cours de conversation en anglais et en français offerts par les bénévoles du Conseil. Nous allons étendre cette initiative à d'autres communautés culturelles, en particulier dans le secteur de Walkley Fielding.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Population en général	Personnes à faible revenu	Minorités ethniques	300	100
Résidents du secteur	Minorités visibles	Minorités visibles	100	50
Familles	Langue maternelle AUTRE que le français et l'anglais	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	70	40
		TOTAL	**470**	**190**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	Fielding-Walkley, Westhaven, St-Raymond, Benny Farm
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Soutien à la vie communautaire**	
2	**Insertion sociale des clientèles à risque**	
3	**Tables de quartier**	

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Assurer la coordination des différentes interventions de revitalisation et de mobilisation dans les 4 secteurs vulnérables

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Développer des solutions et des services de qualité adaptés aux besoins des résidents pour se sortir d'une situation précaire .
B	Développer et renforcer les actions collectives en place , créer un espace pour les résidents dans cette concertation
C	Soutenir une démarche collective de mobilisation, engager et autonomiser les résidents pour être plus actifs dans leur quartier.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Services hebdomadaires, en matière de logement , Cliniques d'impôt gratuites annuelles, des marchés alimentaires ainsi qu'un jardin collectif qui assure des produits de saison aux résidents chaque été et chaque automne, Kiosques d'information , des assembliées publiques etc...
B	Consolider et coordonner des rencontres de comités : Comités de voisinage (4-6) réunions dans chaque secteur.
C	Développer des activités culturelles et sociales pour: briser l'isolement, mettre l 'emphase sur les enjeux importants dans chaque secteur, créér un sentiment d'appartenance et de fierté .Quelques exemples: 4 Fêtes de quartier (4 hrs), 2 parking Day (4hrs), 2 activités sociales (2hrs) , 4 Promenades de Jane (4hrs), 1 Fête culturel (6hrs).

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Diminution de la précarité dans le secteurs grâce à une plus grande proximité de services de base gratuits ou abordables. Résidents mieux informés et plus proactifs.	**Témoignage (verbal/écrit)**	**Nombre d'activités**
B	Renforcement des partenariats et plus d'engagement citoyen.	**Autres : (préciser ci-dessous)**	**Nombre de partenaires**
		Participants plus engagés.	
C	Contacts privilégiés avec les résidents et meilleure source d'information relative à leurs besoins.	**Autres : (préciser ci-dessous)**	**Nombre de familles rejointes**
		Cohésion sociale	

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								DSP -Meseure 17	Centraide	NDGCC	
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	Organisateur(trice) communautaire					48,222.72 $	7,534.80 $	47,720.40 $	9,544.08 $	113,022.00 $
		Secteurs Prioritaires (défavorisés)									
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	21	28	88.2	52	3	105,487.20 $					
2	Titre	Travailleur(euse) de milieu					4,000.00 $	992.00 $	832.00 $		5,824.00 $
		Walkely -Fielding									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	16	2		26	7	5,824.00 $					
3	Titre	Travailleur(euse) de milieu					4,000.00 $	992.00 $	832.00 $		5,824.00 $
		Walkely -Fielding									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	16	2		26	7	5,824.00 $					
4	Titre	Intervenant(e)					2,152.80 $	3,231.20 $	32,292.00 $	59,200.00 $	96,876.00 $
	$/h	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	18	30	81	52	3	96,876.00 $					
Sous-Total Section A							58,375.52 $	12,750.00 $	81,676.40 $	68,744.08 $	221,646.00 $
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location										1,000.00 $	1,000.00 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation							1,200.48 $		500.00 $	1,200.00 $	2,900.48 $
Photocopies, publicité										2,000.00 $	2,000.00 $
Déplacements							734.00 $	750.00 $		1,000.00 $	2,484.00 $
Locaux, conciergerie ou surveillance										30,000.00 $	30,000.00 $
Assurances (frais supplémentaires)										5,000.00 $	5,000.00 $
Sous-Total Section B							1,934.48 $	750.00 $	500.00 $	40,200.00 $	43,384.48 $
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							6,700.00 $	1,500.00 $	823.60 $	10,200.00 $	19,223.60 $
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							67,010.00 $	15,000.00 $	83,000.00 $	119,144.08 $	284,154.08 $
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »										20	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Prevention CDN NDG	Ressources humaines
	LogisAction NDG	Ressources humaines
	CSSS Cavendish	Participation au comité aviseur,concertation
	Community Centers (Walkley, Loyola , Westhaven , Saint Raymond)	Member de Comité de voisinage
2	Arroundissement CDN NDG et SPVM Quartier 11	Participation au comité aviseur,concertation
	CSDM - Ecole Saint Raymond, SHADD Business Center et Université Concordia	Participation au comité aviseur,concertation
	Shebrook Forest et HLM Saint Raymond	Participation au comité aviseur,concertation
	Residents (Westhaven, SaintRaymond , Benny Farm /Sherbrooke Forest , Walkley /Fielding)	Member de Comité de voisinage ou/et de résidents
3	Pedestrian Cyclist association	Expertise-conseil
	NDG Food Depot	Ressources humaines
	Cheap Art Collective / Art Hive	Ressources humaines
4	Sauvent le Falaise	Cliquer pour menu déroulant
	ICNA Food Bank	Cliquer pour menu déroulant
	Fondation de la visit	Cliquer pour menu déroulant
5		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	09
Date de remise du rapport d'étape	Année	Mois	Jour
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Nous avons reçu un soutien financier dans le cadre de la mesure Environnement favorable à la santé dans le secteur Westhaven (Mesure 17).L'objectif général est de mobiliser les résidents et d'autres acteurs clés pour des solutions visant à l'amélioration de l'aménagement de ce quartier enclavé afin de favoriser la mobilité et le transport actif et diminuer l'isolement social des résidants.

Nous avons reçu un soutien financier dans le cadre de Programme d'art Mural. Le projet de murale en mosaïque vise à améliorer et revitaliser le mur d'un bâtiment commercial au centre du secteur St-Raymond.

*Précision:Notre circonscription municipale est Notre-Dame-de-Grâce-Loyola

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Halah Al-Ubaidi	**Fonction**	**Directrice générale**				
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes		**Cliquer pour menu déroulant**	**Date**	2018	Avril	10	
Signature							

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant sa place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **DÉPÔT ALIMENTAIRE NDG,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), ayant sa place d'affaires au 2146, avenue Marlowe, Montréal, Québec, H4A 3L5 agissant et représentée par Daniel Rotman, directeur général, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 89132 8007RP0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1161410866
N° d'inscription d'organisme de charité : 89132 8007 RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de s'attaquer aux enjeux de sécurité alimentaire dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce et les environs;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de communication publique mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La Directrice

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de communication publique joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle accordée par le conseil d'arrondissement est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale

de seize mille quatre cent cinquante dollars (21 500 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

[POUR UN TERME D'UN AN]

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt et un mille cinq cent dollars (16 125 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de cinq mille trois cent soixante quinze dollars (5 375 $), au plus tard le (30 avril 2019),

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile 2146, avenue Marlowe, Montréal, Québec, H4A 3L5 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

DÉPÔT ALIMENTAIRE NDG

Par : _____
Daniel Rotman, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de mai 2018 (Résolution CA).

ANNEXE 1 PROJET

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Formulaire complet. Merci.
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Dépôt alimentaire NDG**
Titre du projet	**Programmes de support et références à travers la communauté**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

	Lettres patentes de votre organisme (charte)
	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Dépôt alimentaire NDG**		
Adresse	**6505 av. Somerled**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H4V 1S7**
Numéro d'inscription TPS	**89132 8007 RP0001**	Numéro d'inscription TVQ	**1161410866**
Numéro de charité	**89132 8007 RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Loyola (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Notre-Dame-de-Grâce**		
Circonscription électorale fédérale	**Notre-Dame-de-Grâce–Lachine**		
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**Daniel Rotman**	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	**514 483-4680**	Télécopieur	**nd**
Courriel	direction@depotndg.org	Site web	www.depotndg.org
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Oui**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Le Dépôt alimentaire NDG est un organisme communautaire à but non-lucratif qui travaille en collaboration avec d'autres partenaires de la communauté pour s'attaquer aux enjeux de la sécurité alimentaire dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce et les environs.
Nos objectifs sont de réduire les difficultés de la pauvreté:

- en améliorant la sécurité alimentaire pour ceux qui ont un revenu insuffisant,
- en facilitant l'accès à une saine alimentation,
- en réduisant l'isolement social et en encourageant l'intégration sociale de tous les membres de la communauté,
- en informant le public au sujet des enjeux de la pauvreté et de la faim.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Programmes de support et références à travers la communauté**		
Personne responsable du projet	**Monsieur**	Daniel Rotman	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	514 483-4680 ext 207	Télécopieur	nd
Courriel	direction@depotndg.org		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction			

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Nous avons reçu de nombreuses nouvelles demandes d'assistance alimentaire de la part d'un nombre croissant de demandeurs d'asile originaires du Nigéria, d'Érythrée, de Colombie et de Venezzuela, ainsi que d'arrivées en provenance de Syrie et d'Haïti - grandes familles, couples et individus. Notre nouvel emplacement a rendu les services du Dépôt plus accessibles aux personnes ayant besoin d'aide dans le secteur Walkley-Fielding, et plus de 20 nouveaux dossiers sont ouverts chaque semaine. Au moment où les gens arrivent aux portes du Dépôt alimentaire NDG, ils ont généralement des besoins, des problèmes ou des obstacles qui sont devenus des facteurs de complication dans leur vie. La moitié des personnes que nous rencontrons sont des familles et l'autre moitié, des individus. Ils sont de plus de 50 pays, incluent tous les âges de la naissance à 90 ans et plus, parlent plus de 30 langues et ont besoin d'aide pour accéder à suffisamment de nourriture pour créer la stabilité leur permettant de pouvoir s'occuper d'autres problèmes auxquels ils font face. Certains sont confrontés à la pauvreté pour la première fois, d'autres ont des problèmes chroniques et vivent dans la pauvreté depuis des années. La pauvreté conduit à l'isolement social, à la dépression, au manque d'autonomie et est connue pour être associée à une maladie chronique.

Le Dépôt alimentaire NDG et l'arrondissement CDN/NDG partagent la vision d'une communauté saine, exempte de pauvreté et de faim, comme le met en évidence notre collaboration dans la table ronde sur la lutte contre la pauvreté, et le travail continu du Dépôt de coordonner la Table de sécurité alimentaire avec plus de 20 partenaires communautaires ayant des programmes axés sur la sécurité alimentaire. Afin de renforcer la résilience de la communauté en matière de sécurité alimentaire, des programmes et des ressources pluridimensionnels sont nécessaires pour réduire l'isolement social, développer/partager des compétences et des connaissances, construire des réseaux et donner un sentiment d'appartenance à tous les membres de la communauté. Le Dépôt évalue les besoins de la collectivité en collaboration avec des partenaires et y répond avec des programmes concrets et conformes aux buts et objectifs établis. Les personnes qui se retrouvent dans des situations vulnérables ont besoin d'un accès rapide aux ressources propres à leur situation, et pour certaines personnes, une aide et un soutien individualisé sont essentiels pour les guider dans les périodes difficiles. Nos services sont offerts dans une atmosphère accueillante qui privilégie la dignité et le respect de chaque individu et assure la confidentialité de nos interactions avec eux.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Deux jours par semaine tout au long de l'année, des services de ressources et d'orientation sont offerts à toute personne qui accède à notre service de dépannage alimentaire ou à nos programmes de repas communautaires. Notre centre de ressources est composé d'un travailleur social à temps plein, d'un coordonnateur de bénévole, de stagiaires formés en travail social, d'un expert en logement du Conseil communautaire et d'organismes invités ayant des compétences dans les domaines tels que la santé, les droits, la justice sociale, etc. Lors de la première entrevue avec les nouveaux participants, les domaines d'intervention sont identifiés et les ressources nécessaires sont données à ceux qui en font la demande. Les informations clés et temporelles sont présentées à tout le monde lors de l'inscription. Les événements et les activités ou programmes actuels sont mis en évidence sur chaque table et dans l'espace café de la salle de distribution. Le personnel du service de ressources circule dans toute la salle et diffuse l'information, en s'adressant aux personnes individuellement. Grâce à ces mesures, plus de 500 personnes qui viennent dans cet espace sur une base hebdomadaire ont accès à une multitude de mesures de soutien.

Notre travail auprès des personnes vulnérables, y compris les personnes âgées, les immigrants nouvellement arrivés, les personnes âgées seules, les familles monoparentales et les personnes ayant des problèmes de santé mentale ou physique nécessite souvent une intervention plus profonde et à plus long terme. Offrir des programmes d'accès aux aliments (paniers alimentaires d'urgence, repas communautaires gratuits) qui respectent la dignité, et créer un climat de confiance dans le temps, permettent un accompagnement individualisé pour tous. Ceux qui ont besoin de ressources ponctuelles et ceux qui ont des difficultés compliquées peuvent obtenir de l'aide pour améliorer leur situation et reprendre ainsi le contrôle de leur vie.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Adultes (36 - 64 ans)	Personnes à faible revenu	Personnes seules	200	200
Aînés (65 ans et +)	Personnes à faible revenu	Personnes en perte d'autonomie	150	100
Résidents du secteur	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	Personnes à faible revenu	300	300
		TOTAL	**650**	**600**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Lachine**
	LaSalle
	Côte-Saint-Luc (ville liée)
	Hampstead (ville liée)
	Westmount (ville liée)
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**

aa

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Sécurité alimentaire**	Accès aux fruits et légumes frais et produits alimentaires sains, repas communautaires nutritifs
2	**Intervention sur les problématiques socio-urbaines**	Accompaniement et référence des personnes vulnérables, activités qui réduisent l'isolation des personnes et leur integrées
3	**Soutien à la vie communautaire**	Kiosques d'informations, ateliers, groupes de discussion, ressources, mobilisation

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Notre but est d'assurer que les gens ne sont pas isolés, en insécurité alimentaire sevère, ou sans ressources nécessaires pour une bonne qualité de la vie. Le Dépôt utilise la "bonne bouffe" comme un moyen de rassembler les gens autour de la table. Une fois qu'on a gagné leur confiance, on peut : soutenir et accompagner les personnes qui se trouvent dans des situations économiques et sociale difficiles; améliorer leur accès à une alimentation saine; les aider à bâtir leurs réseaux, à bonifier leurs compétences et à trouver des solutions à leurs problèmes avec nos partenaires dans la communauté; réduire leur isolation; partager nos connaissances. Nous avons la capacité d'accompagner les personnes à risques et vulnérables afin qu'elles trouvent des solutions concrètes.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Évaluer les situations personnelles et déterminer les besoins des personnes ciblées (personnes âgées, demandeurs d'asile et nouveaux immigrants, femmes monoparentales, adultes célibataires) qui sont les plus à risque de tomber entre les mailles du filet de la pauvreté.
B	Soutenir les personnes les plus vulnerables. Augmenter le nombre de personnes qui nécessitent des références à des ressources appropriées et le nombre de personnes accompagnées de manière personalisée, selon leur situation.
C	Faciliter l'accès à l'information et aux ressources qui peuvent améliorer la situation des personnes défavorisés, dans les secteurs suivants : logement, intégration, santé mentale, emplois, santé, transport en commun, légal, financier, victimes d'abus, taxes, francisation etc, qu'elles soient extérnes ou internes. (Nous collaborons avec 86 organisations différentes comme ressources externes, elles comptent pour 80% des références et comme ressources internes nous avons les programmes du Dépôt comptant pour 20%)

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Séances d'évaluation pendant une première entrevue avec les nouveaux participants du service alimentaire d'urgence - (tenues avec rendezvous une fois par semaine) à l'année. Deuxième entrevue ou intervention pour les personnes qui utilisent le service de dépannage alimentaire pendant plus de 6 mois et de façon continue(c'est pendant l'inscription pour la reception des paniers que les participants sont sélectionés pour la deuxéme entrevue).
B	Offrir un kiosque avec une équipe compétente au cours de nos heures de service alimentaire, donner des rendez-vous pour les besoins spéciaux, accompagner les participants individuellement, identifier les besoins et transmettre l'information lors de l'inscription, apprendre à connaître les individus. La formation du personnel et le maintien à jour des ressources sont quelques-unes des méthodes que nous utilisons (durée et fréquence: 9 à 15 heures par semaine, selon les besoins et l'horaire).
C	Offrir des ateliers et des kiosques d'information de façon régulière dans les domaines les plus pertinants en collaboration avec nos partenaires communautaires – logement (augmentation -6 heures par semaine), et au moins une clinique mensuelle additionelle (2 à 3 heures) sur une base rotative. Tous ces ateliers et kiosques d'information s'attaquent à une variété de sujets incluant - cuisine saine, trouver un emploi, droits et responsabilités, cliniques santé, services à la jeunesse, services pour nouveaux arrivants etc. ainsi que des groupes de discussion sur sujets variés. Environ 10 ateliers/cliniques supplémentaires par année. Mobiliser les citoyen(nes) à participer à l'amélioration de leur vie, et les inclures dans la vie communautaire.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Identifier les situations et besoins de plus de 1,000 nouvelles familles et individus (app. 2,500 personnes) à faible revenu et adapter les plans d'action pour les cas les plus urgents	**Suivi des participants** Entrevues, rencontres, info-kiosk	**Nombre de participants**
B	Plus de personnes référées aux ressources externes et aux activités du Dépôt ou aux autres programmes offerts par nos partenaires.	**Évaluation** Sondage annuel des participants	**Nombre d'heures d'accompagnement**
C	Un nombre élevé de personnes participent aux ateliers et demandent des renseignements aux kiosques d'information.	**Sondage**	**Nombre de participants**

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire	Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
A — Personnel lié au projet					
1 Titre: **Coordonnateur(trice)** — $/h. 22 · hrs/sem 35 · $ avant. sociaux/sem. 161,7 · # sem 46 · # Poste 1 · Total **42 858,20 $**	**15 000,00 $**	20 000,00 $	7 858,20 $		**42 858,20 $**
2 Titre: **Directeur(trice)** — $/h. 28 · h./sem 7 · $ avant. sociaux/sem. 41,16 · # sem 46 · # Poste 1 · Total **10 909,36 $**	**5 000,00 $**	0,00 $	5 909,36 $		**10 909,36 $**
3 Titre: **Cliquer pour menu déroulant** — $/h. · h./sem · $ avant. sociaux/sem. · # sem · # Poste · Total **0,00 $**					**0,00 $**
4 Titre: **Cliquer pour menu déroulant** — $/h. · h./sem · $ avant. sociaux/sem. · # sem · # Poste · Total **0,00 $**					**0,00 $**
Sous-Total Section A	**20 000,00 $**	**20 000,00 $**	**13 767,56 $**	**0,00 $**	**53 767,56 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)					
Équipement: achat ou location			1 000,00 $		**1 000,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	**250,00 $**		500,00 $		**750,00 $**
Photocopies, publicité	**250,00 $**		500,00 $		**750,00 $**
Déplacements			75,00 $		**75,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance					**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)					**0,00 $**
Sous-Total Section B	**500,00 $**	**0,00 $**	**2 075,00 $**	**0,00 $**	**2 575,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)					
Frais administratifs du projet	**1 000,00 $**		**2 500,00 $**		**3 500,00 $**
Sous-Total Section C					
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	**21 500,00 $**	**20 000,00 $**	**18 342,56 $**	**0,00 $**	**59 842,56 $**
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »				**1**	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Conseil communautaire NDG – Halah Al-Ubaidi admin@ndg.ca, LogisAction Fahimeh logement@ndg.ca	Participation au comité aviseur,concertation Promotion, sensibilisation Référence/recrutement des participants
2	Conseil des ainés-ainées NDG - Sherry McLeod directrice smcleod@ndgscc.ca	Expertise-conseil Cliquer pour menu déroulant Autres (précisez ci-dessous) Partenaires en le programme Café boomer pour adultes de 55-70ans
3	CLSC Cavendish - Santé mentale - Lori Goodhand, securité alimentaire - Sylvie Laferriere 6484 av. Monkland Montreal QC H4B 1H3 514 484-	Référence/recrutement des participants Participation au comité aviseur,concertation Expertise-conseil
4	Carrefour Jeunesse Emploi 6370 rue Sherbrooke O. Montreal H4B 1M9 Hans Heisinger Hans.heisinger@cje-ndg.com 514 482-6665 poste 203	Promotion, sensibilisation Référence/recrutement des participants Expertise-conseil
5	Head and Hands Andrea Clarke 3465 av. Benny, Montréal, H4B 2R9 514 481-0277	Référence/recrutement des participants Participation au comité aviseur,concertation Promotion, sensibilisation

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	14
Date de remise du rapport d'étape	2018	Octobre	31
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Suite : Section 4 YMCA NDG - Homebase pour les hommes, Linday Whitelaw - Lindsay.Whitelaw@ymcaquebec.ca, 4335 av. Hampton, Montréal, H4A 2L3 Référence, recrutement, expertise, conseil, promotion et sensibilisation

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Daniel Rotman	**Fonction**	**Directeur général**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**	**Date**	2018	Avril	09	
Signature						

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S’assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d’au moins une caméra lorsqu’il y a une captation de l’événement par une chaîne de télévision ou lors d’une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l’avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d’événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d’événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l’encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l’activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l’adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l’Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d’un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant sa place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **DÉPÔT ALIMENTAIRE NDG,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), ayant sa place d'affaires au 2146, avenue Marlowe, Montréal, Québec, H4A 3L5 agissant et représentée par Daniel Rotman, directeur général, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 89132 8007RP0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1161410866
N° d'inscription d'organisme de charité : 89132 8007 RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a POUR mission de s'attaquer aux enjeux de sécurité alimentaire dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce et les environs;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de communication publique mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La Directrice

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de communication publique joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la

présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque que la contribution financière annuelle accordée par le conseil d'arrondissement, est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de huit mille huit cent quarte vingt cinq dollars (8 885 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

[POUR UN TERME D'UN AN]

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de six mille six cent soixante trois dollars et soixante quinze cents (6 664 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de deux mille cent vingt et un dollars (2 221 $), au plus tard 30 jours après la fin du projet,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ETHIQUE

L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

7.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

7.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

7.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

11.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par

accident ou événement une protection minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

11.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

11.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile 2146, avenue Marlowe, Montréal, Québec, H4A 3L5 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

DEPOT ALIMENTAIRE NDG

Par : _____
Daniel Rotman, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de mai 2018 (Résolution CA).

ANNEXE 1 PROJET

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Formulaire complet. Merci.
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Dépôt alimentaire NDG**
Titre du projet	**Le réseau des jardins de la Victoire**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☐	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☑	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Dépôt alimentaire NDG**		
Adresse	**6505 av. Somerled**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H4V 1S7**
Numéro d'inscription TPS	**89132 8007 RP0001**	Numéro d'inscription TVQ	**1161410866**
Numéro de charité	**89132 8007 RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Loyola (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Notre-Dame-de-Grâce**		
Circonscription électorale fédérale	**Notre-Dame-de-Grâce–Lachine**		
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**Daniel Rotman**	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	**514 483-4680**	Télécopieur	**nd**
Courriel direction@depotndg.org		Site web	www.depotndg.org
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Oui**		
Si oui, laquelle/lesquelles	Session additionel hebdomadaire, plus de participants vulnérables ciblés		

1.2 — Mission de l'organisme

Le Dépôt alimentaire NDG est un organisme communautaire à but non-lucratif qui travaille en collaboration avec d'autres partenaires de la communauté pour s'attaquer aux enjeux de la sécurité alimentaire dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce et les environs.
Nos objectifs sont de réduire les difficultés de la pauvreté:

- en améliorant la sécurité alimentaire pour ceux qui ont un revenu insuffisant,
- en facilitant l'accès à une saine alimentation,
- en réduisant l'isolement social et en encourageant l'intégration sociale de tous les membres de la communauté,
- en informant le public au sujet des enjeux de la pauvreté et de la faim.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Le réseau des jardins de la Victoire**		
Personne responsable du projet	**Monsieur**	Daniel Rotman	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	514 483-4680 ext 207	Télécopieur	nd
Courriel	direction@depotndg.org		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Le réseau des jardins de la Victoire**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	12 sessions de jardinage hebdomadaire; 1 session additionnelle pour un jardin dans le secteur Fielding-Walkley; Augmentation de participation par des résidents ciblés (vivant dans une situation de pauvreté).		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Une famille sur quatre dans la région de NDG vit dans la pauvreté avec près de 30% d'enfants inclus dans la mesure de faible revenu. Trois déserts alimentaires, ou des zones dont l'accès aux aliments frais et abordables sont peu accessibles, ont été identifiés par la Direction de la Santé Publique: - Westhaven, Walkley-Fielding et St. Raymond. En consultation avec les résidents par le biais de groupes de discussion, de sondages, de forums publics et de conversations, un mandat clair a émergé - ces résidents veulent une action et une implication dans la mise à leur disposition de fruits et légumes frais et sont prêts à participer au développement des solutions durables.

La vision du Dépôt alimentaire NDG et de l'arrondissement CDN / NDG est d'avoir une communauté saine exempte de pauvreté et de faim, comme le met en évidence notre collaboration dans la nouvelle table ronde sur la lutte contre la pauvreté. Afin de renforcer la résilience de la communauté en matière de sécurité alimentaire (pauvreté), des programmes et des ressources pluridimensionnels sont nécessaires pour réduire l'isolement social, développer / partager des compétences et des connaissances, construire des réseaux et donner un sentiment d'appartenance à tous les membres de la communauté. Les jardins collectifs répartis dans l'arrondissement offrent des solutions de rechange aux programmes de dépannage alimentaire en enseignant aux gens de tout âge, comment cultiver leur propre nourriture d'une manière durable et écologique, et comment adopter de saines habitudes de vie tout en échangeant avec d'autres personnes provenant de milieux divers. La participation des jeunes des quartiers ciblés donne du pouvoir à la communauté et modèle le succès collaboratif. Les produits cultivés sont également mis à la disposition d'une population plus vaste et en situation d'insécurité alimentaire à travers les programmes alimentaires du Dépôt.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Cette année, nous offrons l'animation de séances de jardinage dans nos 6 jardins collectif, et cette demande couvre l'animation de 3 d'entre-eux.
Une session supplémentaire sera ajoutée au jardin Racines de Paix dans le secteur Fielding-Walkley. Ce jardin a plus que doublé de superficie durant les dernières années, et nous pouvons maintenant accueillir plus de jardiniers et augmenter la production de légumes frais. Nous continuons nos efforts d'augmenter la participation des résidents utilisant le programme de dépannage alimentaire.

Cette année represente la 3e année de notre programme de jardins incubateurs, situé au Parc de la Confédération. Ces parcelles sont attribuées aux familles et aux personnes qui dépendent du programme de dépannage alimentaire du Dépôt et qui sont prêtes à prendre en charge leur propre sécurité alimentaire. Nous continuons travailler pour soutenir les membres courants et accueillir et former des nouveaux membres dans des bonnes pratiques d'agriculture durable.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Adultes (36 - 64 ans)	Personnes à faible revenu	Minorités visibles	60	30
Aînés (65 ans et +)	Personnes à faible revenu	Personnes seules	30	15
Enfants (6 - 11 ans)	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	Personnes à faible revenu	50	50
		TOTAL	**140**	**95**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**

aa

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Sécurité alimentaire**	Acces au legumes frais, developpement des compétences, education en nutrition et sains habitudes de vie
2	**Insertion sociale des clientèles à risque**	Faciliter l'intégration sociale des participants ayant des déficiences physiques, mentales et autres, ou qui se sentent
3	**Soutien à la famille et à la petite enfance**	Animation de séances de jardinage collectif et sessions spéciales pour les enfants

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Nous utilisons l'agriculture urbaine comme un moyen d'accroître la participation des citoyens. Pour les participants vivant dans les secteurs Westhaven et Walkley, les jardins collectifs visent à promouvoir de saines habitudes de vie, réduire l'exclusion sociale et de soutenir l'agriculture urbaine. Les activités prévues sont conçues pour autonomiser les participants, en développant leurs connaissances théoriques et pratiques associées à la nutrition, l'horticulture, l'environnement, et la justice et la solidarité sociale.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Améliorer la sécurité alimentaire et promouvoir de saines habitudes de vie pour plus de 200 participants; augmenter l'activité physique en plein air, faciliter la consommation de fruits et légumes. Développer des connaissances en horticulture et nutrition.
B	Développer de nouveaux liens sociaux pour combattre l'isolement et l'exclusion sociale des personnes vulnérables par leur intégration aux activités de jardinage collectif.
C	Utiliser les activités de jardinage pour promouvoir des saines habitudes de vie des jeunes. Sensibiliser les enfants aux enjeux de sécurité alimentaire et de l'environnement.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Des animateurs formés en horticulture et developpement communautaire permettent d'offrir des activités de jardinage adaptées à tous les besoins particuliers des divers participants. On offre 12 sessions (3hrs) par semaine pour 200+ adultes et enfants pendant toute la saison (26 semaines).
B	Emphase sur le recruitement des plus de personnes vulnerables et de minorites visibles. Cibler des participants du depannage alimentaire pour le programme de jardins incubateurs (6 mois). Developper des competences et leur reseau social.
C	Developpement d'un partenariat avec le YMCA pour offrir le service de garde gratuitement pour les familles qui sont membres de jardins, pendant leur session de jardinage hebdomadaire - deux sessions par semaine. Avec ce model, plus de familles peuvent participer, et les enfants vont être sensibilisé des avantages du jardinage et beaucoup plus.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Développement des connaissances en horticulture et en nutrition, 3 hr par semaine pour la saison qui compte 26 semaines, pour au moins 175 adultes et enfants	**Auto-évaluation** Sondage	**Nombre de participants**
B	Développement de nouveaux competences, de liens sociaux et de nouvelles ressources de soutien.	**Sondage** À la mi- et à la fin de la saison	**Nombre d'heures d'accompagnement**
C	Développement de saines habitudes de vie et de sensibilisation par rapport a l'environnement.	**Témoignage (verbal/écrit)** Après chaque activité	**Nombre de participants**

Initiale_____
Initiale_____

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire	Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers: Centraide	Dépôt alimentaire NDG		Budget total
A — Personnel lié au projet					
1 — Titre: Responsable — Responsable de programmes d'agriculture urbaine		28 168,61 $			**28 168,61 $**
$/h. 24 · hrs/sem 20 · $ avant. sociaux/sem. 61,704 · # sem 52 · # Poste 1 · Total **28 168,61 $**					
2 — Titre: Animateur(trice) spécialisé(e) — Animatrice horticole et sociale	**6 219,50 $**		12 071,50 $		**18 291,00 $**
$/h. 16,5 · h./sem 32 · $ avant. sociaux/sem. 81,7 · # sem 30 · # Poste 1 · Total **18 291,00 $**					
3 — Titre: Animateur(trice) spécialisé(e) — Animatrice horticole et sociale			19 099,80 $		**19 099,80 $**
$/h. 15 · h./sem 19,5 · $ avant. sociaux/sem. 61,2 · # sem 27 · # Poste 2 · Total **19 099,80 $**					
4 — Titre: Cliquer pour menu déroulant					**0,00 $**
$/h. · h./sem · $ avant. sociaux/sem. · # sem · # Poste · Total **0,00 $**					
Sous-Total Section A	**6 219,50 $**	**28 168,61 $**	**31 171,30 $**	**0,00 $**	**65 559,41 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)					
Équipement: achat ou location	**1 777,00 $**		15 000,00 $		**16 777,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation			500,00 $		**500,00 $**
Photocopies, publicité					**0,00 $**
Déplacements			2 000,00 $		**2 000,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance					**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)					**0,00 $**
Sous-Total Section B	**1 777,00 $**	**0,00 $**	**17 500,00 $**	**0,00 $**	**19 277,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)					
Frais administratifs du projet	**888,50 $**				**888,50 $**
Sous-Total Section C					
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	**8 885,00 $**	**28 168,61 $**	**48 671,30 $**	**0,00 $**	**85 724,91 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité » **50% 1 poste**

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Commission Scolaire de Montréal (CSDM)- École les enfants du monde, 5350 av. Rosedale H4V 2H9 Marie-Josée Normandin	Prêt de terrain Référence/recrutement des participants Participation au comité aviseur,concertation
2	Centre Walkley Directrice Kadi Diop 6650 ch. de la Côte-Saint-Luc, Montréal, QC H4V 1G8 kadi.diop@gmail.com	Référence/recrutement des participants Promotion, sensibilisation Cliquer pour menu déroulant
3	Ville de Montreal - arrondissement CDN/NDG Stéphane Livernoche slivernoche@ville.montreal.qc.ca	Prêt de terrain Ressources matérielles Cliquer pour menu déroulant
4	Réno-Dépot -7277 rue Saint-Jacques, Montréal, QC H4B 1W1, 514) 482-7267	Ressources matérielles Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
5	École Secondaire Loyola, Sean Donovan 7272 rue Sherbrooke O. H4B 1R2. csp-1@loyola.ca	Prêt de terrain Expertise-conseil Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	14
Date de remise du rapport d'étape	Année	Mois	Jour
Date de fin de projet	2018	Novembre	16
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2018**	**Décembre**	**16**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Suite section 4 - 6. CONTRIBUTION DES AUTRES PARTENAIRES : Université Concordia CITY FARM SCHOOL - 7141 Sherbrooke West, Jackie Martin jackie@cityfarmschool: ressources materielles, expertise-conseil, partage de ressources humaines; LA FERME aux LEGUMES D'HIVERTS 5971 1er rang Saite-Cecile, Saint Felix -de Valois, QC J0K 2M0 (450)758-6334 ressources matérielles, expertise-conseil, support logistique; English Montreal School Board, Académie Royal West, Montréal-ouest, 189 Easton, H4X 1L4.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Daniel Rotman	**Fonction**	**Directeur général**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**	**Date**	2018	Avril	09	
Signature						

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

    - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

    - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

    - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant sa place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **DÉPÔT ALIMENTAIRE NDG,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), ayant sa place d'affaires au 2146, avenue Marlowe, Montréal, Québec, H4A 3L5 agissant et représentée par Daniel Rotman, directeur général, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 89132 8007RP0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1161410866
N° d'inscription d'organisme de charité : 89132 8007 RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a POUR mission de s'attaquer aux enjeux de sécurité alimentaire dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce et les environs;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de communication publique mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La Directrice

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de communication publique joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
DÉCLARATION ET GARANTIES

5.1 L'Organisme déclare et garantit :

5.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

5.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

5.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 12 de la présente Convention;

5.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DE LA VILLE

6.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt-un mille cinq cents dollars (24 850 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

6.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de dix-huit mille six cent trente sept dollars (18 637 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de six mille deux cent treize dollars (6 213 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

6.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

6.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 7
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

7.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

7.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

7.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 8
DÉFAUT

8.1 Il y a défaut :

8.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

8.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

8.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

8.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

8.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

8.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

8.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 9
RÉSILIATION

9.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

9.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

9.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 10
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 11
ASSURANCES

11.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

11.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

11.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 12
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile 2146, avenue Marlowe, Montréal, Québec, H4A 3L5 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

DÉPÔT ALIMENTAIRE NDG

Par : _____
Daniel Rotman, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de mai 2017 (Résolution CA).

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Formulaire complet. Merci.
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Dépôt alimentaire NDG**
Titre du projet	**Programme jeunesse du Dépôt alimentaire NDG - Rayonnement des ateliers Boîte à lunch**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

	Lettres patentes de votre organisme (charte)
	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Dépôt alimentaire NDG**		
Adresse	**6505 av. Somerled**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H4V 1S7**
Numéro d'inscription TPS	**89132 8007 RP0001**	Numéro d'inscription TVQ	**1161410866**
Numéro de charité	**89132 8007 RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Loyola (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Notre-Dame-de-Grâce**		
Circonscription électorale fédérale	**Notre-Dame-de-Grâce–Lachine**		
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**Daniel Rotman**	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	**514 483-4680**	Télécopieur	**nd**
Courriel	direction@depotndg.org	Site web	www.depotndg.org
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Oui**		
Si oui, laquelle/lesquelles	Addresse de l'organisme - nous avons démenagé.		

1.2 — Mission de l'organisme

Le Dépôt alimentaire NDG est un organisme communautaire à but non-lucratif qui travaille en collaboration avec d'autres partenaires de la communauté pour s'attaquer aux enjeux de la sécurité alimentaire dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce et les environs.
Nos objectifs sont de réduire les difficultés de la pauvreté:

- en améliorant la sécurité alimentaire pour ceux qui ont un revenu insuffisant,
- en facilitant l'accès à une saine alimentation,
- en réduisant l'isolement social et en encourageant l'intégration sociale de tous les membres de la communauté,
- en informant le public au sujet des enjeux de la pauvreté et de la faim.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Programme jeunesse du Dépôt alimentaire NDG - Rayonnement des ateliers Boîte à lunch**		
Personne responsable du projet	**Monsieur**	Daniel Rotman	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	514 483-4680 ext 207	Télécopieur	nd
Courriel	direction@depotndg.org		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Les éléments ajustés comprennent l'élargissement de l'offre d'ateliers parascolaires pour élèves primaires et la précision de nouveaux partenaires pour nos programmes ados et pour les ateliers en famille.		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Les besoins des jeunes de notre quartier au niveau de l'alimentation s'inscrivent dans une problématique de sécurité alimentaire qui est à la fois vaste et complexe. Cette problématique est un sujet prioritaire au Comité jeunesse de NDG et à la Table de sécurité alimentaire, correspond au plan du Conseil communautaire NDG, et est inscrite dans le plan d'action de l'arrondissement et dans la politique en faveur des saines habitudes de vie. Un symptôme principal du problème : les enfants arrivent à l'école ou aux centres communautaires avec des déjeuners et/ou collations insuffisants ou inappropriés. Les causes sont multiples et touchent: les moyens économiques des parents; le manque de connaissances et de compétences en nutrition; le fait que les familles cuisinent de moins en moins; les habitudes alimentaires des enfants et des parents et les différences culturelles. Ces causes multiples exigent des solutions multi-facettes incluant des programmes qui visent l'accès, l'éducation alimentaire, et le plaidoyer. Le Dépot alimentaire NDG travaille en collaboration avec la communauté pour s'attaquer à cette problématique de manière à assurer la dignité, l'engagement communautaire et le développement du potentiel humain.

Les bénéfices d'une éducation à la saine alimentation pour les jeunes de notre communauté sont multiples et ne peuvent pas être sous-estimés. L'éducation à la saine alimentation peut changer en mieux la vie des jeunes : en réduisant l'obésité infantile, en renforçant la confiance en soi des jeunes et l'appropriation de leurs accomplissements, en développant leur appréciation des fruits et légumes, en élargissant leurs horizons culturels et en bâtissant leurs connaissances en nutrition et des compétences importantes pour la vie. Le programme jeunesse du Dépôt alimentaire NDG, avec Boîte à lunch à son cœur, se dédie à cette idée, et a consciencieusement développé ses projets autour des modèles participatifs d'évaluation et de développement, valorisant une méthodologie rigoureuse et des partenariats collaboratifs, tout en veillant à ce que nos activités demeurent gratuites et accessibles à tous. Le programme parascolaire Boîte à lunch est l'un de nos projets les plus novateurs et fait partie de la communauté NDG depuis plus d'une douzaine d'années. Ce programme s'est bâti une réputation de qualité, de fiabilité et de soin de la part des résidents et des institutions locales.

Les ateliers gratuits de cuisine et de nutrition s'adressent aux enfants (âgés de 9 à 10 ans) et aux adolescents (âgés de 13 à 16 ans) et à leurs familles pour les guider vers des choix alimentaires sains grâce à l'apprentissage expérientiel et la préparation de repas sains. La demande pour le programme parascolaire et les services éducatifs connexes continue de croître au sein de NDG et à travers Montréal. L'inscription à l'automne 2017 pour le programme parascolaire au primaire a encore une fois vu le double de jeunes inscrits que de places disponibles dans les ateliers, malgré une augmentation de 36 places grâce à l'expansion du programme. De plus, le nombre de demandes pour des activités Boîte à Lunch ou des ressources éducatives connexes provenant des écoles, des organismes communautaires, des camps d'été, tant à NDG qu'à l'extérieur, continue à augmenter. On retrouve des défis similaires et des échos des mêmes problématiques dans chaque milieu de vie de l'enfant, que ce soit dans les écoles, les centres communautaires, à la maison avec les parents, ou aux camps de jour. Le besoin se manifeste clairement de s'attaquer à l'insécurité alimentaire des jeunes de façon systématique et coordonnée, et le programme jeunesse du Dépôt reste l'incontournable ressource pour entreprendre ce défi.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Grâce à notre expérience et savoir-faire, ainsi que la trousse d'outils de Boîte à lunch, le programme jeunesse du Dépôt est désormais la ressource incontournable en éducation alimentaire à NDG. Concrètement, nous avons 3 volets sur lesquelles nous développons nos activités. Ces volets réussissent à rejoindre les jeunes dans leurs différents milieux de vie : 1) le programme parascolaire Boîte à Lunch, offert aux élèves d'âge primaire (4e et 5e années) et d'âge secondaire ; 2) les services éducatifs aux écoles (primaires et secondaires) et les activités et interventions aux camps de jour; et 3) les activités en famille et pour parents, qui engagent les parents à s'impliquer en tant que participants, bénévoles, et co-animateurs à travers des activités novatrices comme la série d'ateliers « Ma famille en santé », offerte dans les écoles, et les ateliers de cuisine culturelle (découverte d'une culture du monde).

1) Le programme parascolaire: Pour l'année scolaire 2017-2018, nous avons augmenté notre offre d'ateliers pour élèves d'âge primaire de 5 à 7 ateliers hebdomadaire avec grand succès, rajoutant 36 places dans le programme, ce qui nous a permis de baisser légèrement la proportion des jeunes sur la liste d'attente pour la première fois depuis des années. Nous planifions poursuivre les 7 ateliers dans l'année scolaire 2018-2019, puisque nous voyons que la demande pour ce programme n'a aucune intention de baisser. Nous poursuivrons aussi notre programme pour adolescents d'écoles secondaires, offerts notamment aux jeunes nouveaux arrivants en classes d'accueil et aux jeunes en cheminement particulier de formation (souvent aussi des immigrants), et aux jeunes participants du Dépôt alimentaire NDG. Nous allons poursuivre nos partenariats établis cette année avec des projets pour ados comme Jeunes Leaders et Project Jeunes au CJE, et le Teen Zone du YMCA pour rejoindre les adolescents vulnérables qui pourraient particulièrement bénéficier de notre programme.
2) Les services éducatifs et les interventions aux camps de jour : Nous allons poursuivre nos activités populaires de cuisine et de nutrition dans les camps de jours des centres communautaires de NDG, ainsi que dans les salles de classes des enseignants des écoles de NDG-CDN.

Nous allons élargir notre offre d'activités interactives dans les camps de jour: Nous serons desormais présents dans les camps de jour du Centre Walkley, du Centre Loyola, du Centre Westhaven, et du Centre Saint Raymond.
3) Les activités en famille et pour parents : « Ma famille en santé », notre série d'ateliers très populaires en saine alimentation pour parents, a été offerte à trois occasions en janvier 2018: à l'école Les enfants du monde, à l'école des cinq continents, et chez nous au Dépôt alimentaire NDG. Nous allons continuer à offrir cette série de façon régulière dans les écoles du quartier. Nos ateliers de cuisine culturelle continuent à rassembler les familles de notre communauté autour d'un nouvel arrivant qui présente un repas de sa culture d'origine.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Enfants (6 - 11 ans)	Étudiants	Personnes à faible revenu	450	450
Adolescents (12 - 17 ans)	Étudiants	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	100	100
Adultes (36 - 64 ans)	Parents	Personnes à faible revenu	400	200
		TOTAL	**950**	**750**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	Secteurs Walkley-Fielding, Saint Raymond, Westhaven, Loyola
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**

aa

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Sécurité alimentaire**	Accès aux fruits et légumes frais, éducation alimentaire, repas sains, repas communautaires, cuisiner en famille.
2	**Soutien à la famille et à la petite enfance**	Ateliers pour parents et en famille, offre de repas, cuisiner en famille, partage de ressources, éducation alimentaire.
3	**Soutien à la vie communautaire**	Ateliers communautaires, partage de ressources, partenariat avec les centres communautaires, animation dans des lieux

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Renforcer la sécurité alimentaire des jeunes.
Bâtir des compétences de base en cuisine chez nos jeunes participants et encourager les familles à cuisiner ensemble.
Promouvoir l'adoption de saines habitudes de vie et de bon réflexes alimentaires.
Renforcer la confiance en soi et l'autonomie alimentaire des jeunes participants.
Faciliter l'ouverture à la diversité culturelle à travers la nourriture.
Valoriser la coopération et la solidarité.
Cultiver des consommateurs critiques qui sont sensibles aux défis socio-environnementaux de l'alimentation responsable.
Augmenter les compétences, les connaissances et les comportements autour de la nourriture saine.
Faciliter les points d'accès à d'autres programmes et services du Dépôt et apporter un soutien communautaire aux familles.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	1) Bâtir les connaissances, compétences, et habitudes en saine alimentation – Encourager les jeunes et leurs parents à cuisiner d'avantage à la maison, bâtir la confiance pour utiliser les outils de cuisine, outiller les jeunes et leurs parents à faire des choix santé. 2) Améliorer l'accès à /et la consommation des aliments frais et entier – En offrant des activités accessibles à tous où les aliments frais et entiers sont mis en vedette et au menu; en soutenant les familles et en les connectant aux ressources qui leur permettent d'augmenter leur consommation d'aliments frais et entiers. 3) Développer l'ouverture aux nouveaux aliments – À travers les « ingrédients vedettes » et en saisissant toute opportunité de découverte et dégustation de nouveaux aliments, en favorisant les aliments frais et entiers. 4) Développer l'ouverture aux différentes cultures – En cuisinant des recettes du monde, en engageant des nouveaux arrivants et immigrants en position de leadership, en saisissant toute opportunité de découverte et dégustation d'aliments et recettes d'autres cultures.
B	5) Faciliter une compréhension de base de l'assiette santé et du système alimentaire, et l'identification des aliments entiers. 6) Faciliter une compréhension des règles de sécurité et d'hygiène dans la cuisine et développer la capacité de les suivre. 7) Rapprocher les parents à leur communauté et les connecter aux ressources qui leur sont disponibles.
C	

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Les ateliers parascolaires Boîte à Lunch: a) 8 cours de 10 semaines au niveau primaire (aux élèves en 4ième et 5ième années) offerts à 2 reprises pendant l'année scolaire (session d'automne et session d'hiver), offerts dans différentes écoles et centres communautaires à NDG pour pouvoir rejoindre le maximum d'élèves, en visant particulièrement les secteurs vulnérables de NDG (Saint Raymond, Westhaven, Fielding-Walkley). Capacité de 18 élèves par cours. b) 4 cours de 20 semaines au niveau secondaire suivant un modèle "drop-in" (séance libre), où les fréquentations régulières sont incitées, visant particulièrement les nouveaux arrivants, immigrants, et jeunes en cheminement particulier de formation et les secteurs
B	Services éducatifs et activités aux camps de jour: a) Offre de 4 activités à la carte d'une durée de 1 heure aux écoles primaires et secondaires à NDG. Nous visons offrir 5 instances d'ateliers. b) Offre de 3 activités à la carte d'une durée de 1 heure (atelier de création de smoothies, atelier de sushi, et atelier « une salade dont tu es le héros ») aux camps de jour de NDG, y inclus les Centre Walkley, Westhaven, Saint Raymond et Loyola. Nous visons offrir 12 cohortes de chaque activité, pour un total de 36 activités.
C	Ateliers de cuisine communautaires en famille: a) 3 séries de 3 ateliers "Ma famille en santé", offertes le soir aux écoles du quartier et ciblant les parents qui participent en famille pour leur apprendre des concepts de base en saine alimentation et nutrition de façon interactive, et pour qu'ils découvrent de nouveaux aliments et inculquent les bases de la cuisine à leurs enfants. un certificat est offert pour ceux qui complètent la serie de 3 ateliers. b) 18 ateliers de cuisine culturelle offerts les samedis et co-animés par 9 membres de communautés culturelles distinctes. Les participants préparent ensemble un menu de la culture en vedette et le déguste par la suite.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Repas nutritifs préparés par et pour les jeunes; plaisir en cuisine manifesté, compétences culinaires acquises et connaissances en saine alimentation augmentées; découverte de nouveaux aliments; changement dans les habitudes et dans l'estime de soi des jeunes, participants retenus tout au long du programme.	**Évaluation**	**Nombre de plats cuisinés**
		Activités de feedback interactif, questionnaire pour des parents, sondage de compétences.	Plus de 2700
B	Activités interactives en cuisine et en saine alimentation menées; repas et collations nutritives préparés par et pour les jeunes, plaisir en cuisine manifesté, nouvelles compétences et connaissances acquises; découverte de nouveaux aliments; plusieurs partenaires impliqués (écoles, centres, et organismes communautaires).	**Témoignage (verbal/écrit)**	**Nombre de plats cuisinés**
		Questionnaire pour enseignants et animateurs, témoignages des jeunes.	Plus de 500
C	Ateliers en famille en cuisine et en saine alimentation menés; repas nutritifs préparés en famille, les familles cuisinent d'avantage ensemble, connaissances sur les ressources communautaires augmentées, découverte de nouveaux aliments, recettes, et cultures.	**Questionnaire**	**Nombre de plats cuisinés**
		Questionnaire pour participants, témoignanges écrits et verbal.	Plus de 1000

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire	Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers: Dépôt alimentaire NDG	MLCAFS		Budget total
A — Personnel lié au projet					
1 Titre: Coordonnateur(trice) — Coordonnateur(trice) des programmes jeunesse			48 448,40 $		**48 448,40 $**
$/h. 22 · hrs/sem 35 · $ avant. sociaux/sem. 161,7 · # sem 52 · # Poste 1 · Total **48 448,40 $**					
2 Titre: Coordonnateur(trice) adjoint(e) — Coordonnateur(trice) des ateliers Boîte à lunch NDG	**22 500,00 $**	11 775,20 $	4 054,00 $		**38 329,20 $**
$/h. 18 · h./sem 35 · $ avant. sociaux/sem. 107,1 · # sem 52 · # Poste 1 · Total **38 329,20 $**					
3 Titre: Animateur(trice) — Animateur(trice) des ateliers parascolaires		20 101,00 $	12 542,00 $		**32 643,00 $**
$/h. 15,5 · h./sem 15 · $ avant. sociaux/sem. 39,525 · # sem 20 · # Poste 6 · Total **32 643,00 $**					
4 Titre: Animateur(trice) — Animateur(trice) des ateliers communautaires		8 487,18 $			**8 487,18 $**
$/h. 15,5 · h./sem 3 · $ avant. sociaux/sem. 7,905 · # sem 52 · # Poste 3 · Total **8 487,18 $**					
Sous-Total Section A	**22 500,00 $**	**40 363,38 $**	**65 044,40 $**	**0,00 $**	**127 907,78 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)					
Équipement: achat ou location	**250,00 $**	400,00 $	440,00 $		**1 090,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		700,00 $			**700,00 $**
Photocopies, publicité	**150,00 $**	350,00 $			**500,00 $**
Déplacements	**150,00 $**	300,00 $			**450,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance					**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)					**0,00 $**
Sous-Total Section B	**550,00 $**	**1 750,00 $**	**440,00 $**	**0,00 $**	**2 740,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)					
Frais administratifs du projet	**1 800,00 $**	**4 000,00 $**	**5 000,00 $**		**10 800,00 $**
Sous-Total Section C					
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	**24 850,00 $**	**46 113,38 $**	**70 484,40 $**	**0,00 $**	**141 447,78 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité » — **1 poste à 60%**

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Comité Jeunesse NDG Marie-Charles Boivin, coordinatrice 514 482 6665 ext 204	Référence/recrutement des participants Soutien technique Expertise-conseil
2	Commission scolaire de Montréal Lise Couvrette, agente de développement 514 766 1239 poste 1477	Référence/recrutement des participants Prêt de local Prêt d'équipement
3	Centre Saint Raymond (Nadine Collins, coordinatrice, 514 872 1765) Centre Westhaven (Taharima Habib, coordinatrice, 514 872 6734) Centre Walkley (Kadi Diop, coordinatrice, 514 872 1391) Direction de la culture, des sports, des loisirs, et de développment sociale (Kenneth Whittaker, Intervenant de loisirs NDG, 514 872-9537)	Référence/recrutement des participants Prêt de local Prêt d'équipement
4	CSSS Cavendish Sylvie Lafferière, organisatrice communautaire 514 485-7811 poste 3236	Promotion, sensibilisation Participation au comité aviseur,concertation Expertise-conseil
5	Bienvenu à NDG Angela Aldinucci, Interim Director 514 561 5850	Référence/recrutement des participants Promotion, sensibilisation Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Juin	01
Date de remise du rapport d'étape	2018	Décembre	31
Date de fin de projet	2019	Mai	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Juin**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
MLCAFS	Maple Leaf Center for Action on Food Security
CIF	Community Innovation Fund (Quebec Community Groups Network)

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Site web de Boîte à Lunch: http://boitealunchndg.org

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Daniel Rotman	**Fonction**	**Directeur général**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**	**Date**	2018	Avril	06	
Signature						

Initiale_____
Initiale_____

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE

1. LE CONTEXTE

Ce protocole de communication publique vise à préciser les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires dans la mise en œuvre de la présente Convention.

2. LES PRINCIPES DIRECTEURS

2.1 Tous les Projets réalisés dans le cadre de la présente Convention doivent faire l'objet d'une communication auprès du public et des clientèles concernées, à moins d'une entente à l'effet contraire entre la Ville et le MTESS.

2.2 Afin d'assurer le partage de la visibilité entre le MTESS et la Ville ainsi que la cohérence de la visibilité gouvernementale et l'impact auprès du public, les partenaires de l'Entente mentionnée ci-haut conviennent du présent protocole de communication publique.

2.3 Tous les moyens de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- Le titre du programme.
- La contribution financière des partenaires.
- La nature du Projet.
- Les partenaires de l'Entente mentionnée ci-haut (Ville et MTESS).

Dans le cas où des partenaires d'importance se joindraient au MTESS et à la Ville pour un Projet donné, leur visibilité serait assurée selon leur implication, sur accord des deux parties de l'Entente.

3. SIGNATURE COMMUNE

Tous les outils de communication relatifs à la présente Convention (communiqués, lettres d'annonces, bannières, panneaux, etc.) doivent porter la même signature

Logo Ville Logo MTESS



Logos 2016 Ville + MTESS

4. LES MODALITÉS DE COMMUNICATION

4.1 Annonce publique

L'annonce des Projets réalisés par l'Organisme de la présente Convention est effectuée de façon conjointe par la Ville et le MTESS.

Les annonces ont lieu à l'occasion de cérémonies officielles ou de conférences de presse organisées conjointement et/ou par voie de communiqués de presse conjoints, selon les modalités fixées au préalable entre l'Organisme, le MTESS et la Ville au moins dix (10) jours avant la tenue de l'événement.

4.2 Programmes conjoints

Tous les programmes conjoints doivent être annoncés et promus comme tels auprès des organismes et individus visés conformément à la clause de visibilité prévue au point 6. Tous les documents d'information produits dans ce contexte doivent porter la signature commune.

5. STRATÉGIE DE COMMUNICATION

Certaines réalisations de l'Entente mentionnée ci-haut peuvent être extrêmement riches et porteuses de retombées nationales et internationales. À cet égard, les partenaires concernés conviennent d'accorder une attention particulière et des budgets spécifiques aux projets les plus prometteurs et de développer des stratégies de communication adaptées leur assurant une plus large visibilité.

6. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

6.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à l'Organisme dans le cadre de cette Entente doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les partenaires. La Ville est responsable d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'elle signe avec l'Organisme subventionné dans le cadre de cette Entente.

6.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

Lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, l'Organisme subventionné dans le cadre de cette Entente, ou rémunéré à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doit mentionner sur le document que celui-ci, ou le Projet auquel il se réfère, a été réalisé grâce au partenariat entre le MTESS et la Ville et faire mention des partenaires.

De plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la référence au partenariat entre le MTESS et la Ville doit également être accompagnée de la signature commune.

Par ailleurs, si le projet d'un Organisme donne lieu à un événement public, l'Organisme doit convier la Ville et le MTESS à y participer, et ce, au moins dix (10) jours à l'avance.

La visibilité accordée aux partenaires de l'Entente mentionnée ci-haut n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au Projet subventionné, sur accord du gouvernement du Québec et de la Ville.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant sa place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **L'ENVOL DES FEMMES,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), ayant sa place d'affaires au 6897 Avenue Somerled Montréal Québec H4V 1V2 agissant et représentée par Grace Campbell, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. :
N° d'inscription T.V.Q. :
N° d'inscription d'organisme de charité : 810207530RR001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'aider les mères monoparentales à se construire un réseau social et à acquérir des informations sur les enjeux sociaux et de santé pertinents pour elles et leurs enfants.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de communication publique mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La Directrice

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de communication publique joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quinze mille dollars (15 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

[POUR UN TERME D'UN AN]

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de quinze mille deux cent cinquante dollars (11 250 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de trois mille cinq sept cent cinquante dollars (3 750 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile 4455, ave Benny, app. 106, Montréal Québec H4B 2S2 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

L'ENVOL DES FEMMES

Par : _____
Grace Campbell, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de mai 2018 (Résolution CA).

ANNEXE 1 PROJET

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Nom de l'organisme (lettres patentes)	L'Envol des Femmes
Titre du projet	La Nutrition est un atout (Nutrition Counts)

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	Non

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé	15 000,00 $	Montant accordé	
Numéro de projet		1082	

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☐	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☐	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☐	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**L'Envol des Femmes**		
Adresse	**6897 Avenue Somerled**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H4V 1V2**
Numéro d'inscription TPS		Numéro d'inscription TVQ	
Numéro de charité	**86367 4263 RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Notre-Dame-de-Grâce**		
Circonscription électorale fédérale	**Notre-Dame-de-Grâce–Lachine**		
Responsable de l'organisme	**Grace Campbell**		
Fonction	**Directeur exécutif**		
Téléphone	**514-485-7814**	Télécopieur	**514-485-3517**
Courriel	womenontherise@bellnet.ca	Site web	www.womenontherise.ca
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Oui**		
Si oui, laquelle/lesquelles	des mise à jour		

1.2 — Mission de l'organisme

L'Envol des Femmes est une organisme qui s'adhère à sa mission "d'aider les mères à s'aider elles mêmes." Nous faisons cela pae le bias des programmes et services pour soutenir les parents d'enfants âgés de 0 à 5 ans. L'organisation à été crée en 1991 par le CLSNDG après deux études qui ont souligné la nécessité pour des services aux familles monoparentales, aux problèmes d'isolement associes aux nouveaux immigrants et des familles en générale. En 1999 l'organisation a été reconnue en tant qu'entité indépendante. L'Envol des Femmes met l'emphase sur 3 aspects: Bâtir l'autonomisation, réduire l'isolement et améliorer les compétences sociales des enfants.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**La Nutrition est un atout (Nutrition Counts)**		
Personne responsable du projet	Grace Campbell		
Fonction	**Directrice exécutive**		
Téléphone	514-485-7814	Télécopieur	514-485-7814
Courriel	womenontherise@bellnet.ca		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction			

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Les familles que nous acceuillons vivent sur l'assistance sociale ou sous le seuil de la pauvreté. Elles sont des mères monoparentale et la plupart d'elles sont incapables de fournir un repas frais et nutritif à leurs enfants. En leur présentant et en leur fournissant un repas nutritif, varié et diverse, on espère ameliorer leur qualité de vie à travers l'education et la socialisation. Par conséquent, nous voulons réduire la faim et l'isolement.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Le programme "Nutrition Counts" est une série d'ateliers de cuisine axés sur la préparation de repas nutritifs à petit coût. Il met l'emphase sur l''amélioration des connaissances culinaires, l'alimentation saine et équilibrée, ainsi que l'ouverture culturelle à travers l'échange de recettes. L'équipe est composée d'une coordonatrice, un chef de cuisine et 2 sous-chefs. Le chef sera responsable d'élaborer les menu du mois, les achats de dendrées, la répartition de tâches et d'autres responsabilités connexes. Chaque mois, à tour de rôle, les membres de l'équipe prendront la relève comme chef. Suivant le saison, l'introduction d'un nouveau fruit ou légume, les techniques de préparation et de cuisson, ainsi que leurs valeures nutritives, l'atelier donnera au mères participants de L'Envol des Femmes le savoir faire d'utiliser, goûter et profiter de ces aliments saisonniers, et ce, tout en respectant le Guide Alimentaire Canadien. Pendant la séance de cuisson, un échange de connaissance et une sensibilisation culturelles se déroule au tour de la cuisine.

Depuis le début du projet, 4 personne ont évolué et ont trouvé de l'emploi comme cuisinières à la chaîne et aides-cuisinière.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Familles	Familles monoparentales	Victimes de violence conjugale	35	-
Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant		
Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant		
		TOTAL	35	-

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Insertion sociale des clientèles à risque**
2	**Sécurité alimentaire**
3	**Soutien à la famille et à la petite enfance**

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Le programme servira comme formation de pré-employabilité où les participantes peuvent développer des compétences transférables pour trouver un emploi. Non seulement, elles amélioreront leurs connaissances et leurs compétences culinaires, elles vont développer leurs sens de leadership, améliorer leur entregent, et mieux travailler en équipe. Les participants vont apprendre des bonnes habitudes à propos de la manipulation d'aliments, de leurs choix alimentaires et promouvoir le santé et le bien-être de leurs familles.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Apprendre au 15 mères à préparer des repas santé à petit prix en utilisant les fruits et légume en saison, en consultant et comparant les soldes des circulaires de plusieurs supermarché, en achetant en gros les aliment secs, préparer des recettes qui emploient des légume en saison.
B	Former 15 mères à développer des compétences en gestion du temps, d'adopter des bonnes habitudes d'hygiene à la préparation des aliments et cuisson, améliorer leurs compétences en leadership, entregents et confiance en soi.
C	Fournir des occasions pour qu'elles puissent mettre en practique leurs acquis non seulement dans leurs vies quotidiennes mais aussi aux grandes occasions telles que nos fêtes de Noël, nos levée du fonds, et leurs fêtes familiales. Savoir cuisiner pour de nombreux gens. Capacité de respecter et suire un plan d'action.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	OBJECTIFS : 1.PLANIFICATION DE MENU - (a.) Organiser des réunions mensuelles pour la planification des menus, budgets, répartition des tâches, etc. (b) Recherche des recettes sur internet et livres de recettes. (c) Réunion hebdomadaire de l'équipe sur les recettes de la semaine et répartir les tâche d'achats. 2. GESTION DU BUDGET- (a) Cunsulter les circulaires de plusieurs supermarchés chaque semaine. (b) Identifier les meilleures soldes de la semaine. (c) Répartir les tâches dachats des épiceries. (d) La coordinatrice établira une relation amicale et bénéfique avec les boucheries et épiceries à proximité du centre de des Femmes pour avoir des prix avantageux sur les dendrées le plus important comme les viandes.
B	3.GESTION DU TEMPS - (a) Arriver à l'heures. (b) Préparer les repas à temps. (c) Finir toutes les tâches avant la fin de séance. (d) Organisation des tâches. 4. ALIMENTATION SANTE ET EQUILIBREE - (a) Formation de base en hygiène et salubrité alimentaires. (b) Donner des atelier sur la nutrition un fois par mois. (c) Faire connaître la Guide Alimentaire Canadien. (d) Faire connaître la Guide de fruits et légumes saisonnier du Québec. (e) Incorporer ces légumes dans les recettes qu'on cuisine. (f) Rechercher de nouvelles recettes variées, saines et légères. (g) Adapter et convertir les recettes plus santé comme utiliser moins de sucre, rôtir ou griller, utiliser moins de graisse, utiliser l'huile d'olive, etc. (h) Mettre l'emphase sur l'importance du petit déjeuner sur le développement physique et mentale des enfants, surtout sur les écoliers. (i) Etablir un potager sur le lieu.
C	4. LIVRE DE RECETTES - (a) A la fin du programme, compiler les recettes cuisinées durant lannée et faire un livre de recettes, incluant des recettes des autres pays. 5. ECHANGE ET SENSIBILISATION CULTURELLE - (a) Echange et exploration des recettes de différent pays du membres de L'Envol des Femmes

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Enrichir et agrandir le savoir et les connaissances alimentaires des participants, comment cuisiner et manger sainement à petit budget	Rapport (quotidien/hebdomadaire/mensuel/trimestriel)	Liste des présences
B	Améliorer les compétences et techniques de cuisine, les variétés de differentes fruits, légumes et herbes du Québec et leurs saisonnalité et disponibilité dans le marché.	Compte-rendu	Nombre de groupes d'achat
C	Acquérir des compétences transférables et utiles pour trouver un emploi: gerer un équipe, développer l'entregents, développer la confiance en leurs habilité et avoir la confiance en soi.	Retour aux études ou marché du travail	Statistiques

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire	Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
A — Personnel lié au projet					
1 Titre: **Animateur(trice)** — $/h. 11,25 ; hrs/sem 5 ; $ avant. sociaux/ sem. 8,4375 ; # sem 47 ; # Poste 1 ; Total **3 040,31 $**	**3 040,31 $**				**3 040,31 $**
2 Titre: **Cuisinier(ère)** — $/h. 11,25 ; h./sem 5 ; $ avant. sociaux/ sem. 8,4375 ; # sem 47 ; # Poste 1 ; Total **3 040,31 $**	**3 040,31 $**				**3 040,31 $**
3 Titre: **Aide-cuisinier(ère)** — $/h. 11,25 ; h./sem 5 ; $ avant. sociaux/ sem. 8,4375 ; # sem 47 ; # Poste 1 ; Total **3 040,31 $**	**3 040,31 $**				**3 040,31 $**
4 Titre: **Aide-cuisinier(ère)** — $/h. 11,25 ; h./sem 5 ; $ avant. sociaux/ sem. 8,4375 ; # sem 47 ; # Poste 1 ; Total **3 040,31 $**	**3 040,31 $**				**3 040,31 $**
Sous-Total Section A	**12 161,24 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**12 161,24 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)					
Équipement: achat ou location	**1 058,76 $**				**1 058,76 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	**300,00 $**				**300,00 $**
Photocopies, publicité	**50,00 $**				**50,00 $**
Déplacements					**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance					**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)					**0,00 $**
Sous-Total Section B	**1 408,76 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**1 408,76 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)					
Frais administratifs du projet	**1 430,00 $**				**1 430,00 $**
Sous-Total Section C					
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	**15 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**15 000,00 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité » **4**

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
Génération Foundation	Fournitures
1	Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
2	Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
3	Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
4	Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
5	Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	09
Date de remise du rapport d'étape	Année	Mois	Jour
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Grace Campbell	**Fonction**	**Directeur exécutif**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**	**Date**	2018	Mars	11	
Signature	Grace Campbell					

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y

installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant sa place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LES HABITATIONS SHERBROOKE FOREST,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), ayant sa place d'affaires au 6402, rue Sherbrooke ouest, Montréal, Québec, H4B 1N2 agissant et représentée par Arnold Bennett, agent développement communautaire, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. :
N° d'inscription T.V.Q. :
N° d'inscription d'organisme de charité : 1143424688

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de sécuriser des contrats de gestion d'immeubles de la catégorie ``logements abordables'' ainsi que d'accroître la banque de ces logements;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de communication publique mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La Directrice

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de communication publique joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle accordée par le conseil d'arrondissement, est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATION DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale

de seize mille six cent cinquante dollars (16 500 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

[POUR UN TERME D'UN AN]

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de douze mille trois cent soixante quinze dollars (12 375 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de quatre mille cent vingt cinq dollars (4 125 $), au plus tard le (30 avril 2019),

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GATANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile 6402, rue Sherbrooke ouest, Montréal, Québec, H4B 1N2 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

LES HABITATIONS SHERBROOKE FOREST

Par : _____
Arnold Bennett, Président

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de mai 2018 (Résolution CA).

ANNEXE 1 PROJET

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Les habitations Sherbrooke Forest**
Titre du projet	**Faire florir la forêt: le développement communautaire et la participation citoyenne à Sherbrooke Forest (Com Dev)**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé	**16,000.00 $**	Montant accordé	**16,000.00 $**
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

v	Lettres patentes de votre organisme (charte)
v	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
v	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
v	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
v	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
v	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
v	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

Initiale_____
Initiale_____

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	Les habitations Sherbrooke Forest		
Adresse	2- 6402, Rue Sherbrooke O		
Ville	Montréal	Code postal	H4B 1N2
Numéro d'inscription TPS			
Numéro de charité	114342688		
Arrondissement — Ville liée	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce		
District électoral municipal	Loyola (CDN-NDG)		
Circonscription électorale provinciale	Notre-Dame-de-Grâce		
Circonscription électorale fédérale	Notre-Dame-de-Grâce—Lachine		
Responsable de l'organisme	Monsieur	Arnold Bennett	
Fonction	Président		
Téléphone	5144846595 5144889227	Télécopieur	5144889664
Courriel	teninform@videotron.ca	Site web	sherbrookeforest.com
Votre organisme est-il à but non lucratif	Oui		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	Non		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Les habitations Sherbrooke Forest a comme mission de sécuriser des contrats de gestion d'immeubles de la catégorie "logements abordables" ainsi d'accroître la banque de ces logements.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	Faire florir la forêt: le développement communautaire et la participation citoyenne à Sherbrooke Forest (Com Dev)		
Personne responsable du projet	Monsieur	Arnold Bennett	
Fonction	Président		
Téléphone	514-488-9227	Télécopieur	514-484-9664
Courriel	teninform@videotron.ca		
Nouvelle initiative	Non	Reconduction du projet	Oui
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	L'objectif est de favoriser le développement communataire participatif pour permettre le travail collectif entre toutes les parties prenantes en portant une attention particulière pour la mobilisation des résidents. Nous assurons maintenant l'implication des résidents à chaque étape.		

2.2 — *Problématique dans laquelle s'inscrit le projet*

Les problèmes les plus importants auxquels sont confrontés nos résidents sont les barrières linguistiques et les possibilités d'emploi, qu'ils soient nés au Canada ou qu'ils soient arrivés récemment, qu'ils aient besoin d'aide du français. Ils ont également besoin de voir la valeur en eux-mêmes. Le développement communautaire est un moyen dynamique de donner aux gens des expériences qui les aident à reconnaître leur propre valeur et à les encourager à s'intégrer.

Notre intervention dans ces (4) années a révéleé des enjeux récurrents tels que l'isolement, barrières linguistiques et emploi.

Un autre obstacle est la confiance. Si les habitants ne font pas confiance, ils ne vont pas se faire valoir sur des questions importantes qui affectent leur vie de tous les jours.

2.3 — *Résumé synthèse du projet*

Le but premier est d'augmenter le sentiment d'appartenance communautaire et le bien-être des résidents des différentes habitations. L'organisateur communautaire travaillera avec une approche participatoire pour co-créer des projets basés sur les besoins et les intérêts des résidents et participants. Le projet incluera des activités sociales ciblées pour les personnes agées, un programme d'information sur la sécurité, des interventions avec les jeunes pour éviter les problèmes de délinquance, au développement d'activités parascolaire pour les enfants.

Nous essayons une approche communautaire qui englobe de nombreuses parties de la vie des résidents. Cette année, nous coordonnons des ateliers de contes, pour aider les résidents volent la valeur de leur participation et de prendre confiance en eux-mêmes. Les ateliers d'histoires contées sont conçus pour aider les résidents à être concis et clair quand ils essaient de s'exprimer et aussi à être fiers de ce que l'histoire qu'ils aimeraient dire, que ce soit leur histoire en direct, un événement, les antécédents familiaux, etc etc

Les résidents et les bénévoles ont organisé un vernissage et un atelier durant La Semaine des Arts pour la deuxieme année consécutives. Les résidents ont également suggéré que notre cuisine collective fonctionne une fois par semaine et nous l'avons rétablie régulièrement au-delà des sessions avec les jeunes

2.4 — *Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet*

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Adultes (36 - 64 ans)	Immigrants (+ de 5 ans au pays)	Langue maternelle AUTRE que le français et l'anglais	60	50
Jeunes adultes (18 - 35)	Langue maternelle l'ANGLAIS	Décrocheurs scolaires	20	20

Aînés (65 ans et +)	Bénévoles	Personnes à faible revenu	25	20
		TOTAL	105	90

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	NON
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	Soutien à la vie communautaire	1
2	Prévention du décrochage scolaire et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes de 15 à 30 ans	2
3	Projets d'insertion sociale et économique pour les immigrants et les jeunes	3

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Batir un sentiment de bien-etre et developper une vie communautaire pour les residents des habitations. Par example: Aller chercher le potentiel des residents pour ameliorer leur qualite de vie, faciliter l'integration sociale et les relations, entre voisins, creer un sentiment d'appartenance, batir la capacite des residents de devenir des citoyens engages. Par example, les habitents ont mobilise une ruche d'art tous les samedis, les résidents ont insisté pour que nous relançions une cuisine communautaire.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Identifier rapidement les besoins communautaires de les residents vulnerable comme personne âgées ou les immigrants.
	Développer des programmes basés sur les besoins essentiel en collaboration avec les résidents; les personnes âgées, les immigrants y les familles monoparentale

B	
C	Développer une participation plus accrue entre les locataires: les personnes âgées, les immigrants y les monoparentale

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats
(incluant la durée et fréquence)

A	En partenariat avec le collectif Benny Farm, CJE et Conseil Communautaire Notre-Dame-de-Grâce, nous travaillons à trouver des occassions d'emploi pour nos résidents. Les résidents ont rejoint le CJE se réunitau moins deux fois par mois et le cours de de français ont été disponibles au moins deux sessions par an. Les résidents qui ne parlent ni français ni anglais ont aussi participé à des cours de conversation en français et / ou en anglais donnés au conseil communautaire de NDG.
B	En collaboration avec le programme 'Jeune en Action' CJE nous mobilisons pour offrir des activités de résidents tels que la cuisson sur un budget, upcycling, comment trouver du travail etc (les jeunes sont principelement des résidents des bâtiments et les résidents sont également invités) 1 fois par semaine. Les femmes monoparentales dirigent les activités pour donner aux participants une idée réaliste de la budgétisation
C	Fête des voisins/Halloween/Noël organisée par les citoyens eux-mêmes avec le soutien de la travailleuse communautaire. Organiser les féte poer partager les traditions et créer de nouvelles traditions avec les voisins. Une fois par année chacun. Ces activités sont devenues une extension de la ruche artistique, en mettant l'accent sur les arts & l'artisant que complètent les vacances, ou la période de l'année etc etc

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Participation accrue de familles immigrantes dans la vie communautaire grâce aux nouvelles compétences lingistiques	**Mobilisation**	**Liste des présences**
		suive des participants	Nombres des partenaires
B	Diminuation de la déléquence des jeunes grâce à un encadrement et de programmes structurés	**Suivi des participants**	**Nombre de bénévoles**
			Nombres des partenaires
C	Une participation des résidents des événements et de la vie communautaire grâce aux liens développés entre eux ainsi qu'avec l'organisateurcommunautaire	**Assiduité**	**Nombre de participants**
			Nombres de partenaires

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire		Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
			NDGCC	HSFI		
A — Personnel lié au projet						
Titre	**Agent(e) de développement communautaire**					

1	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total	15,000.00 $		3,734.00 $		18,734.00 $
	17.25	21	17.25	52	1	18,734.00 $					
2	Titre	Cliquer pour menu déroulant						4,160.00 $			4,160.00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	16	4	16	52	1	4,160.00 $					
3	Titre	Cliquer pour menu déroulant									0.00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0.00 $					
4	Titre	Cliquer pour menu déroulant									0.00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0.00 $					
Sous-Total Section A							15,000.00 $	4,160.00 $	3,734.00 $	0.00 $	23,894.00 $
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location											0.00 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation								300.00 $			300.00 $
Photocopies, publicité								300.00 $			300.00 $
Déplacements								300.00 $			300.00 $
Locaux, conciergerie ou surveillance								200.00 $	300.00 $		500.00 $
Assurances (frais supplémentaires)											0.00 $
Sous-Total Section B							0.00 $	1,100.00 $	300.00 $	0.00 $	1,400.00 $
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							500.00 $	900.00 $	300.00 $		1,700.00 $
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							15,500.00 $	6,160.00 $	4,334.00 $	0.00 $	26,994.00 $
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »										75	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Conseil Communautaire Notre-Dame-de-Grâce, Bienvenue à NDG	Expertise-conseil
		Participation au comité aviseur,concertation
		Prêt de local
		Resources Humaines, Matérielles, autres (photocopy)

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Le nouvel intervenant communautaire a reçu une formation en counseling et cela a été une compétence formidable qui a accru la participation à

L'année dernière nous avons essayé d'obtenir leur sans fil pour la résidence. Nous allons réessayer cette année car c'est un outil important

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Arnold Bennett	Fonction	Président			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	Oui	Date	2018	Avril	12	
Signature						

Initiale_____
Initiale_____

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S’assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d’au moins une caméra lorsqu’il y a une captation de l’événement par une chaîne de télévision ou lors d’une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l’avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d’événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d’événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l’encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l’activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l’adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l’Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d’un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant sa place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **INSTITUT FRASER-HICKSON,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), ayant sa place d'affaires au 3755, rue Botrel, Montréal, Québec, H4A 3G8 agissant et représentée par Helen Fortin, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 10740 3446 RT001
N° d'inscription T.V.Q. : 1006 6130030
N° d'inscription d'organisme de charité : 10740 3446 RR001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'enrichir la communauté et améliorer les niveaux d'alphabétisation en travaillant de concert avec nos partenaires, à faciliter l'accès aux livres et à nos services en commerçant par les jeunes et les populations vulnérables;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à

pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de communication publique mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La Directrice

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de communication publique joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque que la contribution financière annuelle accordée par le conseil d'arrondissement est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATION DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt mille dollars (20 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

[POUR UN TERME D'UN AN]

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de quinze mille cent trois dollars (15 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de cinq mille cent douze dollars (5 000 $), au plus tard le (30 avril 2019),

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3.1 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATION DE GARANTIE

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile 3755, rue Botrel, Montréal, Québec, H4A 3G8 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

INSTITUT FRASER-HICKSON

Par : _____
Helen Fortin, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de mai 2018 (Résolution CA).

ANNEXE 1 PROJET

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	
	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**L'Institut Fraser Hickson, Montréal**
Titre du projet	**Nouveaux secteurs et activités - MINIBIBLIO**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé	**20 000$**	Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☑	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☑	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☑	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**L'Institut Fraser Hickson, Montréal**		
Adresse	**3755 rue Botrel, S-102**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H4A 3G8**
Numéro d'inscription TPS	**107403446RT0001**	Numéro d'inscription TVQ	**1006163030**
Numéro de charité	**107403446RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Notre-Dame-de-Grâce**		
Circonscription électorale fédérale	**Westmount–Ville-Marie**		
Responsable de l'organisme	**Mme**	**Helen Fortin**	
Fonction	**Directrice générale**		
Téléphone	**514-872-0517**	Télécopieur	
Courriel	helen@fraserhickson.ca	Site web	www.fraserhickson.ca
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Enrichir la communauté et améliorer les niveaux d'alphabétisation en travaillant, de concert avec nos partenaires, à faciliter l'accès aux livres et à nos services en commençant par les plus jeunes et les populations vulnérables.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Nouveaux secteurs et activités - MINIBIBLIO**		
Personne responsable du projet	**Mme**	Helen Fortin	
Fonction	**Directrice Générale**		
Téléphone	514-872-0517	Télécopieur	
Courriel	helen@fraserhickson.ca		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Le succès des initiatives d'alphabétisation rendues possibles grâce au soutien que nous avons reçu en 2017-2018 a été très excitant, et nous sommes impatients de pouvoir bâtir de cet investissement en 2018-2019.		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Selon le dernier Portrait statistique de la population sur le territoire de CDN-NDG, rédigé par Christian Paquin en avril 2014, presque le tiers des résidents (32%) de l'arrondissement vivent avec un faible revenu (comparativement à la moyenne montréalaise de 26,4%). En moyenne, pour tout l'arrondissement CDN-NDG, les femmes sont désavantagées quant au revenu, gagnant seulement 88% du salaire des hommes. Sans surprises, se sont les secteurs dans lesquels nous retrouvons de fortes populations immigrantes et de minorités visibles, où nous observons les plus faibles revenus et même une décroissance des revenus de 2005 à 2010.

Conclusion, les inégalités dans l'arrondissement semblent être stables ou s'accroître. Les femmes, les immigrants et les minorités visibles en font toujours les frais. Pour palier à cela, l'arrondissement CDN-NDG rédige présentement une nouvelle stratégie autour d'une Table ronde sur la réduction de la pauvreté dans l'Arrondissement CDN/NDG. Cette table vise à redéfinir la manière dont une communauté combat la pauvreté en prenant exemple sur le succès récent de l'initiative du groupe Tamarack et des Vibrant Communities (Communautés vivantes).

Les Communautés vivantes ont une approche multi-sectorielle qui vise l'engagement de toute la société afin d'implanter des projets qui ont un impact sur toute la commuanuté. L'Institut Fraser Hickson, une pierre angulaire du quartier depuis 1885, suggère de combattre la pauvreté en utilisant l'alphabétisation. Voici quelques bénéfices et coûts sociaux reliés à l'alphabétisation et l'éducation de la petite enfance (la population ciblée par L'Insitut Fraser Hickson):

1) Pour chaque dollar investit en éducation de la petite enfance, les coûts sociaux sont réduits et l'augmentation des impôts perçus des parents augmentent de deux dollars (ecereport.ca/en/benefits-early-childhood-education/).

2) L'analphabétisme au Québec dépasse la moyenne nationale, 60% des citoyens ont de la difficulté avec des documents complexes et 10% peuvent à peine lire. (Fondation pour l'alphabétisation,https://www.fondationalphabetisation.org/)

2.3 — Résumé synthèse du projet

MINIBIBLIO

Depuis 2013, en partenariat avec plus de 15 organismes locaux reconnus par la Ville de Montréal (YMCA, la Ruche d'Art, Fondation du Dr. Julien, Garderie Vendôme, MAB-Mackay Rehabilitation Centre, le centre culturel St-Raymond, Imagine West, L'hôpital général pour enfants, etc...) et en partenariat avec la Ville de Montréal, Fraser Hickson a ouvert 15 nouvelles micro bibliothèques sur le territoire de CDN-NDG. La mission principale de ces micro bibliothèques est d'offrir des livres gratuitement à la population et, en particulier, à la petite enfance et aux familles. En 2018-2019, nous désirons ouvrir 20 nouvelles micro bibliothèques sur les secteurs de WestHaven, Loyola, Fielding-Walkley, St-Raymond ainsi que le secteur Darlington à CDN. Nous désirons également stimuler la lecture dans des endroits où les familles n'ont pas nécessairement le réflexe d'aller à la bibliothèque. Les usagers peuvent consulter les livres sur place ou emprunter les livres et les rapporter à la maison. Fraser Hickson offre des livres en français et en anglais à toute la population.

La lecture et les niveaux d'alphabétisation (Niveau 1, 2, 3, 4, 5) sont au coeur de la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale. En offrant un libre accès aux livres en dehors du réseau traditionnel des librairies et des bibliothèques, la Fraser Hickson offre à la population l'opportunité d'accéder à la lecture.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Petite-enfance (0 - 5 ans)	Personnes à faible revenu	Familles monoparentales	1,000	1,000
Familles	Minorités visibles	Analphabètes	1,000	1,000
Aînés (65 ans et +)	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	500	500
		TOTAL	**2,500**	**2,500**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	NON
Non	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Soutien à la famille et à la petite enfance**	Soutien aux populations ainées
2	**Projets d'insertion sociale et économique pour les immigrants et les jeunes**	
3	**Intervention sur les problématiques socio-urbaines**	

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Réduire la pauvreté et les inégalités socio-économiques

Soutenir la famille et la petite enfance en augmentant les niveaux d'alphabétisation auprès des jeunes et des familles

Favoriser l'insertion sociale auprès des immigrants et des minorités visibles

Faire la promotion de l'égalité entre homme et femmes

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Permettre à 2000 nouvelles familles de développer des compétences parentales dans la médiation de la lecture en leur offrant 5000 livres, 5 formations et 20 bénévoles du mois de mai 2018 au mois de mars 2019.
B	Offrir un accès gratuit à 5000 livres aux familles grâce à un reseau de micro bibliothèques sur le territoire CDN-NDG, dont 35 déjà existantes et 20 nouvelles qui ouvriront en 2018-2019 grâce à l'embauche d'une coordinatrice de mai 2018 à mars 2019.
C	Embaucher une femme issue d'une minorité visible pour promouvoir l'égalité homme-femme et contrer l'exclusion sociale et la pauvreté auprès des minorités visibles et des nouveaux arrivants.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	1) Nous engagerons une femme issue d'une minorité visible, résidente de CDN-NDG, qui est dans une situation de faible revenu afin de lui offrir un poste à la hauteur de son expérience en tant que coordonnatrice. À travers un processus rigoureux de sélection, nous avons déjà identifiées une telle candidate qualifiée. 2) Nous ouvrirons 20 nouvelles micro bibliothèques sur le territoire dans les endroits suivants entre le mois de mai 2018 à mars 2019 à raison de 2 micro bibliothèques par mois, notamment dans les secteurs de WestHaven, Loyola, Fielding-Walkley, St-Raymond ainsi que le secteur Darlington à CDN . Nous offrirons de 50 à 200 nouveaux titres et titres de collection à ces micro bibliothèques selon leur
B	3) Nous achèterons 2500 nouveaux titres pour fournir les documents à ces 20 nouvelles micro bibliothèques. Nous redistribuerons également les nombreux dons que nous recevons des particuliers, des organismes (PBS, Literacy Quebec, First Book Canada) et des entreprises. 4) Nous lancerons une campagne de recrutement sur nos réseaux sociaux au printemps 2018 (mois de mai), dans nos micro bibliothèques avec la création et l'affichage de 30 d'affiches encourageant les usagers à devenir des bénévoles qui désirent offrir la médiation de la lecture.
C	6) Les formations seront données par Communication-Jeunesse (en français par Léa Fauvel) et Literacy Quebec. Lire un plaisir à partager : l'importance de la médiation littéraire auprès des jeunes Cette formation présente la lecture et l'animation du livre pour la jeunesse comme un processus qui a comme objectif ultime de propager le plaisir de lire chez les jeunes. D'une activité solitaire, la lecture devient un rendez-vous collectif qui permet de partager son plaisir. Conçue pour les animateurs culturels et les parents, la formation aborde de manière concrète les principes de base en médiation de la lecture et amène le participant à réfléchir sur sa propre pratique. Les ateliers seront gratuits pour les bénévoles et employés de nos organismes partenaires. Les ateliers seront également ouverts au public pour toute personnne désirant de faire de la médiation de la

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Meilleure promotion des micro bibliothèques grace aux 10 à 20 nouveaux bénévoles.	**Témoignage (verbal/écrit)**	**Nombre de familles rejointes**
		ecrit	2000
B	L'ouverture de 20 nouvelles micro bibliothèques sur le territoire CDN-NDG.	**Rapport (quotidien/hebdomadaire/mensuel/trimestriel)**	**Nombre de familles rejointes**
		Rappport mensuel	2000
C	L'offre de 5 ateliers professionnels offerts aux bénévoles et employés de nos organismes qui toucheront de 60 à 90 personnes.	**Réalisation de formation**	**Nombre de participants**
		5	100

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	Coordonnateur(trice)					12,000.00 $	7,360.00 $			19,360.00 $
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	22	21	22	40	1	19,360.00 $					
2	Titre	Technicien(enne)						10,400.00 $			10,400.00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	24	10	20	40	1	10,400.00 $					
3	Titre	Animateur(trice) spécialisé(e)					3,000.00 $	1,485.00 $			4,485.00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0.00 $					
4	Titre	Cliquer pour menu déroulant									0.00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0.00 $					
Sous-Total Section A							15,000.00 $	19,245.00 $	0.00 $	0.00 $	34,245.00 $
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location									20,000.00 $		20,000.00 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation							1,700.00 $		600.00 $		2,300.00 $
Photocopies, publicité									3,000.00 $		3,000.00 $
Déplacements							800.00 $		400.00 $		1,200.00 $
Locaux, conciergerie ou surveillance											0.00 $
Assurances (frais supplémentaires)								1,200.00 $			1,200.00 $
Sous-Total Section B							2,500.00 $	1,200.00 $	24,000.00 $	0.00 $	27,700.00 $
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							2,500.00 $	4,500.00 $			7,000.00 $
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							20,000.00 $	24,945.00 $	24,000.00 $	0.00 $	68,945.00 $
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »											

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Ville de Montréal	Prêt de local Participation au comité avis,sur,concertation Cliquer pour menu déroulant
2	Fondation du Dr. Julien	Participation au comité avis,sur,concertation Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
3	Communication-jeunesse	Participation au comité avis,sur,concertation Expertise conseil Cliquer pour menu déroulant
4		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
5		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	09
Date de remise du rapport d'étape	2018	Octobre	31
Date de fin de projet	2019	Avril	30
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	2019	Mai	30

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
Fondations	Fondation Rossy
Fondations	Fondation Power Corporation
Fondations	Fondation Eric T. Webster

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Helen Fortin	Fonction	Directrice Générale			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	Oui	Date	2018	Avril	11	
Signature	Helen Fortin					

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y

installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant sa place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **PRÉVENTION CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), ayant sa place d'affaires au 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 598, Montréal, Québec, H3S 2T6 agissant et représentée par Terri Ste-Marie, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 137470019
N° d'inscription T.V.Q. : 1009346712 DQ0001
N° d'inscription d'organisme de charité : 1374 70019 RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir aux citoyens son expertise et des outils afin d'améliorer leur qualité de vie concernant la sécurité urbaine, l'environnement et autres préoccupations sociales;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de communication publique mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La Directrice

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3

Initiale_____
Initiale_____

OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de communication publique joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
DÉCLARATION ET GARANTIES

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt huit mille trois cent soixante dix dollars (28 370 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

[POUR UN TERME D'UN AN]

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt et un mille deux cent soixante dix sept dollars et cinquante cents (21 277.50 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de sept mille quatre vingt treize dollars (7 093 $), au plus tard le (30 avril 2019),

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 598, Montréal, Québec, H3S 2T6 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

PRÉVENTION CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Par : _____
Terri Ste-Marie, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 7e jour de mai 2018 (Résolution CA).

ANNEXE 1 PROJET

Demande de soutien financier 2017-2018

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Problématiques socio-urbaines**
	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce**
Titre du projet	**Activités familiales Walkley**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

	Lettres patentes de votre organisme (charte)
	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce**		
Adresse	**6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 598**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H3S 2T6**
Numéro d'inscription TPS	**137470019**	Numéro d'inscription TVQ	**1009346712DQ0001**
Numéro de charité	**137470019RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Darlington (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Mont-Royal**		
Circonscription électorale fédérale	**Outremont**		
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**Alain Mankarios**	
Fonction	**Directeur**		
Téléphone	**514-736-2732**	Télécopieur	**514-736-2734**
Courriel	alprevndg@gmail.com	Site web	**info@preventioncdnndg.org**
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Prévention CDN—NDG est un organisme sans but lucratif actif au sein de la communauté depuis 1989. Notre mission est d'offrir aux citoyen(e)s de l'arrondissement CDN—NDG, des ressources humaines et des outils pour augmenter leur qualité de vie dans leur milieu, dans leur communauté et dans l'arrondissement. Qu'il s'agisse de sécurité urbaine, de prévention de la criminalité ou de questions environnementales, notre but est d'offrir des services qui répondent aux préoccupations de tous : jeunes, adultes, femmes, aînés, nouveaux arrivants, familles et population à besoins spécifiques. Nous sommes partenaire et membre actif de la Démarche de Mobilisation et Revitalisation du secteur Fielding-Walkley.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Activités familiales Walkley**		
Personne responsable du projet	**Madame**	Kadi Diop	
Fonction	**Coordonnatrice**		
Téléphone	514-872-1391	Télécopieur	514-872-1391
Courriel	walkley.center@gmail.com		
Nouvelle initiative	**Oui**	**Reconduction du projet**	**Non**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction			

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Le secteur Walkley-Fielding est une zone de défavorisation ciblée par l'arrondissement où des problématiques de pauvreté, de bas niveau de scolarisation, de sécurité urbaine et d'isolement sont présentes. Un des enjeux importants est le manque de sentiment d'appartenance généralisé dans le secteur et dans le Centre Walkley pour les familles ayant de jeunes enfants. Les familles ayant de jeunes enfants et nouvellement arrivées ont peu ou pas de moyens pour se créer ou recréer un réseau social fort pouvant le soutenir dans le quotidien familial. Il y a peu d'activités de loisirs qui sont offertes pour les familles de jeunes enfants et en lien avec la Politique de l'enfant, nous désirons nous inscrire sur le "continuum de services qui répond aux différents besoins des enfants notamment en favorisant la découverte, l'apprentissage et l'épanouissement".

Par le biais de l'activité Fruits de la Communauté, financé par l'entente Ville-MESS, nous avons pu rencontrer un grand nombre de familles avec des enfants d'âge scolaire et les amener à se créer un lien d'appartenance avec le secteur Fielding-Walkley et plus particulièrement avec le centre Walkley. La clientèle la plus assidue au cours de trois dernière années a été les mères de famille uniquement et elles ont souvent remarqué l'absence des pères de familles lors des activités et ateliers pour familles qui ont été offerts. Selon la politique de l'enfant de la Ville de Montréal, nous désirons "soutenir les actions qui accompagnent les enfants dans leur parcours éducatif vers l'autonomie" en encourageant une participation active des deux parents le plus possible dans les activités de loisirs des enfants.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Les activités familiales Walkley prendront la forme d'un café-rencontre hebdomadaire invitant les familles avec un accent mis sur les familles ayant des enfants en bas âge. Lors de ces café-rencontres, les familles seront accueillies et animées par une chargée de projet, specialisée en programmation familiale qui gèrera la planification, la promotion, le développement de partenariats et la présentation des ateliers de compétences parentales, des activités de loisirs (ex. cuisine, bricolage, couture, etc.) ainsi qu'une période d'échange permettant aux parents de partager leurs expériences et de se soutenir les uns les autres dans le but de développer une communauté entourant les enfants tout au long de leur développement.

Des activités mère-enfant et père-enfant seront offertes afin d'encourager les deux parents à prendre part au développement et à la réussite des enfants en plus de leur permettre d'échanger librement et sans structure formelle sur les réalités de la maternité et de la paternité dans notre quartier. Afin de ne pas stigmatiser les enfants dans la communauté, ces activités seront ouvertes aux figures maternelles ou paternelles dans le cas ou les enfants ne viveraient pas avec leurs parents biologiques. Ces activités de sports et de loisirs seront offertes par des intervenants spécialisés dans les activités de loisirs qui feront la planification et l'animation des activités sous la responsabilité de la chargée de projet.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Familles	Parents	Minorités ethniques	50	35
Petite-enfance (0 - 5 ans)	Familles monoparentales	Minorités ethniques	30	15
Enfants (6 - 11 ans)	Familles monoparentales	Minorités ethniques	50	45
		TOTAL	130	95

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	Fielding-Walkley
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	NON
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Soutien à la famille et à la petite enfance**	
2	**Égalité entre les hommes et les femmes**	
3	**Intervention sur les problématiques socio-urbaines**	

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Créer un réseau de familles ou tous les membres participent de façon égale au développement des enfants et ou les enfants se sentent soutenus à part entière. De faire la promotion de l'égalité des mères et des pères dans leur implication dans le developpement des enfants, des tâches ménagères et dans les rôles de leadership familiale. De permettre aux parents de valoriser leur savoir et de partager leurs expériences entre eux, peu importe l'âge de leurs enfants. De créer une communauté forte dans laquelle tous se sentent inclus et valorisés.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Permettre aux parents de se sentir soutenus par une communauté par la participation à des activités familiales hebdomadaires créées pour eux sur une période d'un an.
B	Créer des activités ou les pères participent activement au développement et au bien-être de leurs enfants par le biais d'activités sportives variées mensuelles sur une période d'un an.
C	Faciliter un dialogue entre les différents parents de la communauté et faire valoir leurs expériences et créer un sentiment de "vivre-ensemble" par le biais d'activités saisonnières familiales multiculturelles ouvertes à la communauté sur une période d'un an.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Café-rencontre hebdomadaire avec un service de garde offert gratuitement durant lequel des ateliers sur des thèmes variés (compétences parentales, routines, saine alimentation, système scolaire, etc.) seront offerts. Une routine sera établie afin de sécuriser les enfants et les parents puisqu'ils seront séparés pendant une heure sur les 2h30 de l'activité. Des jeux "brise-glace" entre parents seront également faits afin de créer une cohésion de groupe dès le début de chaque rencontre, ensuite ils participeront à un atelier et l'activité se terminera par une collation en groupe et une routine de départ. Ces ateliers seront offerts par session de 12 semaines (automne, hiver, printemps/été).
B	Une activité mère-enfant et une activité père-enfant par mois durant laquelle les dyades participeront à des activités de loisirs et de sports adaptés aux âges des enfants. Ces activités auront lieu au centre Walkley mais également dans les infrastructures municipales accessibles aux familles afin de leur faire découvrir la gamme de services disponibles dans leur quartier (bibliothèques, centres sportifs, etc.). Animation des activités et soutien au parents sera offert par des animateurs de loisirs familiaux. La planification des activités sera effectuée par une chargée de projet qui veillera à la diversité des activités et à l'évitement des activités genrées uniquement. 24 activités par année.
C	Réalisation de fêtes familiales de fin de saison sous des thèmes multiculturels. Ces fêtes seront organisées par les parents participants aux activités afin d'inviter et de montrer à la communauté leurs réalisations à la fin de chaque saison. Les thématiques seront décidées collectivement et permettront à tous de partager des éléments de leur culture d'appartenance à tous les membres de la communauté locale. L'animation sera faite par les animateurs de loisirs familiaux et les familles seront épaulés tout au long du processus par la chargée de projet et les animateurs lors de période prévues à cet effet pendant les activités en dyade et pendant les café-rencontres.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Participation active et soutenue aux activités par des familles	**Assiduité**	**Nombre de familles rejointes**
		Participation continue de 15 familles	25 familles rejointes
B	Activités dyadiques mère-enfant/père-enfant	**Suivi des participants**	**Nombre d'activités**
		Sondages qualitatifs auprès des parents.	24 activités/année
C	Création de lieux d'échange dans un cadre événementiel pour familles de jeunes enfants	**Compte-rendu**	**Liste des présences**
		Communiqués de presses/photos/rapports écrits	300 (100 personnes/fête familiale)

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								Centre communautaire Walkley	Table 0-5 Cavendish		
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Chargé(e) de projet**					**20 482,00 $**				**20 482,00 $**
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	15,5	25	78	44	1	**20 482,00 $**					
2	Titre	**Coordonnateur(trice)**					**2 814,80 $**	35 201,20 $			**38 016,00 $**
		Centre Walkley									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	16,5	40	132	48	1	**38 016,00 $**					
3	Titre	**Animateur(trice)**							6 600,00 $		**6 600,00 $**
		Sorties familiales									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	12,5	5	12,5	44	2	**6 600,00 $**					
4	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									**0,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
Sous-Total Section A							**23 296,80 $**	**35 201,20 $**	**6 600,00 $**	**0,00 $**	**65 098,00 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location							**500,00 $**	500,00 $			**1 000,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation							**500,00 $**	500,00 $			**1 000,00 $**
Photocopies, publicité							**250,00 $**				**250,00 $**
Déplacements							**1 500,00 $**				**1 500,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance							**0,00 $**	5 000,00 $			**5 000,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)							**0,00 $**	750,00 $			**750,00 $**
Sous-Total Section B							**2 750,00 $**	**6 750,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**9 500,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							**2 323,20 $**				**2 323,20 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**28 370,00 $**	**41 951,20 $**	**6 600,00 $**	**0,00 $**	**76 921,20 $**
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »											

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Table 0-5 ans Cavendish Olivier Fortier, Coordonnateur 514-376-3301 poste 306	Expertise-conseil Participation au comité aviseur,concertation Support logistique
2	CIUSSS Ouest de l'Île de Montréal Sylvie Laferrière, Organisatrice communautaire 514-485-7811 poste 3236	Participation au comité aviseur,concertation Expertise-conseil Promotion, sensibilisation
3	Association pour le développement jeunesse Loyola Brigid Glustein, Directrice 514-872-6721	Participation au comité aviseur,concertation Référence/recrutement des participants Prêt de local
4	Loisirs Sportifs Côte-Des-Neiges-Notre-Dame-De-Grâce Derek Walsh, Gestionnaire 514-481-4634 poste 209	Prêt de local Promotion, sensibilisation Ressources humaines
5	Comité Jeunesse Notre-Dame de Grâce Simeon Pompey, Directeur 514-872-6055	Expertise-conseil Soutien administratif Ressources matérielles

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2017	Mai	09
Date de remise du rapport d'étape	2017	Octobre	31
Date de fin de projet	2018	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2018**	**Avril**	**31**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Par la participation à la Su-Père Conférence, nous nous aprêtons à entammer une évaluation de partenariat avec le Regroupement pour la Valorisation de la Paternité pour l'évenutelle mise en place, à long terme, du programme "Relais-Père" qui sera une continuation des activités en dyade père-enfant tel que présenté ci-haut.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Terri Ste Marie	**Fonction**	Directrice	**Cliquer pour menu déroulant**		
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Cliquer pour menu déroulant**	**Date**	2018 **Année**	04 **Mois**	20 **Jour**	
Signature	T. Ste Marie					

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S’assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d’au moins une caméra lorsqu’il y a une captation de l’événement par une chaîne de télévision ou lors d’une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l’avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d’événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d’événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l’encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l’activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l’adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l’Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d’un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant sa place d'affaires au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA0417044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LES MAISONS TRANSITIONNELLES O3,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), ayant sa place d'affaires au 3970, boulevard Cavendish appartement 1, Montréal, Québec, H4B 2N3 agissant et représentée par Fiona Keats, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. :
N° d'inscription T.V.Q. :
N° d'inscription d'organisme de charité : 1143424688

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2015 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu de prolonger l'Entente dans un premier temps, jusqu'au 31 mars 2016, puis jusqu'au 31 mars 2017 et finalement jusqu'au 30 septembre 2017;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme mission d'offrir l'hébergement abordable aux jeunes familles vulnérables à faible revenu, réintroduire la stabilité au seuil des familles en éliminant la pauvreté, l'isolement et l'itinérance;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de communication publique mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de

la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Le Directeur ou son représentant autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au protocole de communication publique joint à la présente Convention à l'Annexe 2 (ci-après le « **Protocole de visibilité** »), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations dans ses états financiers;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 12 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville

afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
DÉCLARATION ET GARANTIES

5.1 L'Organisme déclare et garantit :

5.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

5.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

5.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 12 de la présente Convention;

5.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DE LA VILLE

6.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quinze mille dollars (15 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

6.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de onze mille deux cent cinquante dollars (11 250 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de trois mille sept cent cinquante dollars (3 750 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

6.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

6.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 7
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

7.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

7.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

7.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 8
DÉFAUT

8.1 Il y a défaut :

8.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

8.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

8.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

8.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

8.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

8.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

8.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 9
RÉSILIATION

9.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

9.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

9.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 10
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 11
ASSURANCES

11.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

11.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

11.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 12
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile 3970, boulevard Cavendish appartement 1, Montréal, Québec, H4B 2N3 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa

nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3X 1H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

LES MAISONS TRANSITIONNELLES O3

Par : _____
Fiona Keats, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 1er jour de mai 2017 (Résolution CA).

ANNEXE 1
PROJET

Voir document ci-joint.

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2017-2018

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	Problématiques socio-urbaines
	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Nom de l'organisme (lettres patentes)	Les Maisons Transitionnelles O3
Titre du projet	M.O.M Mère Organisant des Menus

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	Oui

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☑	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☑	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Les Maisons Transitionnelles O3**		
Adresse	**3970 Cavendish #1**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H4B 2N3**
Numéro d'inscription TPS	**859542803**	Numéro d'inscription TVQ	**1206345582**
Numéro de charité	**85954-2805-RT0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Loyola (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Notre-Dame-de-Grâce**		
Circonscription électorale fédérale	**Notre-Dame-de-Grâce–Lachine**		
Responsable de l'organisme	**Madame**	**Fiona Keats**	
Fonction	**Directrice**		
Téléphone	**514-369-0757**	Télécopieur	**514-369-2954**
Courriel director@o3onourown.com		Site web	www.o3onourown.com
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus			Oui
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Notre mission est: • offrir l'hébergement abordable et sécuritaire aux jeunes familles vulnérables à faible revenu. • réintroduire la stabilité au seuil des familles en éliminant la pauvreté, l'isolement et l'itinérance. • aider les familles à développer leurs capacités parentales. • aider les familles à résoudre favorablement leurs obstacles financiers, personnels et familiaux à court et long terme • soutenir la planification de futures possibilités en découvrant leur habilités, connaissances, expériences de travail et opportunités d'études. • offrir l'accès aux ressources nécessaires à aider les parents à prendre leur vie en main et à faire de bons choix • de développer une communauté au sein des parents dans notre organisme

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**M.O.M Mère Organisant des Menus**		
Personne responsable du projet	**Madame**	Fiona Keats	
Fonction	**Directrice**		
Téléphone	514-369-0757	Télécopieur	514-369-2954
Courriel	director@o3onourown.com		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Le projet assure que nos participants ont accès au nourriture saine, les compétences pour préparer des repas sains et des opportunités d'interagir avec leurs voisins. Cette année, nous ajouterons 2 nouveaux éléments à notre projet, un jardin et une animatrice expérimenté de cuisine.		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

MTO3 est une communauté de 29 familles, jeunes, vulnérables et à risque. La pluspart de nos familles sont dirigés par une mère monoparentale. Tous nos familles ont au moins un enfant de moins de cinq ans. La plupart de nos chefs de nos familles reçoivent l'aide sociale ou emploi Québec, dépendant s'ils sont au maison avec leurs enfants ou à l'école finissant leurs études secondaires. Un grand nombre de nos enfants sont des clients du département de la protection jeunesse (DPJ).

Chaque jour les familles de O3 luttent de fournir des aliments sains sur les tables dans leurs maisons. Deux raisons sont un revenu insuffisant et la hausse du cout de la nourriture. Durant les soirs de semaine, O3 offre des ateliers auprès de nos familles sur différents thèmes (établissement du budget, des relations saines, la gestion de la colère etc.). Avant ces ateliers, les familles sont offerts un repas. Un repas partagé ensemble et fourni gratuitement auprès de nos familles est un moyen important de réduire l'un des nombreux stress nos familles éprouvent dans leur vie quotidienne. Il sagit aussie une belle opportuniter d'engager les mère resident dans la cuisine et de leurs enseigner comment faire des repas saine a prix modique. Cette année les mère aurrant aussie la chance d'apprende comment construire et maintenir une une petite jardin.

Notre projet s'inscrit dans le cadre du plan stratégique du quartier de NDG et du volet visant à accroître la sécurité alimentaire des résidents de NDG qui sont financièrement et / ou socialement vulnérables en mettant l'accent sur les secteurs vulnérables de NDG, y compris le site de Benny Farm où nous sommes situés .

2.3 — Résumé synthèse du projet

La préparation du repas offre une mère la possibilité de gagner un peu plus d'argent pour sa famille, de développer ses compétences (menu planification, budgétisation, nutrition et jardinage) et d'assumer de nouvelles responsabilités. Cette subvention permet aussi les mères afin d'aider la gardienne des enfants dans la salle de jeux, s'ils ne participent pas au programme de la soirée. Sous la supervision de notre gardienne des enfants, les mères peuvent développer ou améliorer leurs habilités parentaux.

Chaque fois que nous offrons un repas avant un atelier, on choisit 1 chef, qui planifie le menu, achete les ingredients et prépare le repas. Les taches pour les soirs de répit sont la même pour la mère chef mais cette mère est aussi la gardienne d'enfants. Nous prevoyons toujours 32 semaines avec deux repas par semaine.
Pour la ressource humaine nous essaierons d'embaucher les mères différentes pour chaque opportunité. Cette année, nous allons également embaucher un animatrice de cuisine avec plus d'expériences qui enseignera aux mères à améliorer leurs compétences.

L'année dernière, nous avons eu plusieurs mères comme chefs de cuisine et nous avons réalisé la nécessité d'avoir quelqu'un avec plus de compétences dand la cuisine qui peuvent fournir plus d'orientation et de formation pour les mères. Cette année, nous allons embaucher une animatrice de cuisine et de jardin à temps partiel qui a les compétences nécessaires pour aider à renforcer les compétences de nos mères résidentes. Nous allons également planter un jardin afin que nous puissions utiliser plus de nourriture fraîche dans notre programme de cuisine ainsi que d'enseigner à nos résidents sur le jardinage urbain.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Jeunes adultes (18 - 35)	Familles monoparentales	Personnes sous-scolarisées	29	1
Petite-enfance (0 - 5 ans)	Minorités visibles	Langue maternelle l'ANGLAIS	17	14
Cliquer pour menu déroulan	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant		
		TOTAL	46	15

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	NON
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	Sécurité alimentaire	Nous offrons un repas 2 fois par semaine pour 32 semaines et animation d'un jardin
2	Insertion sociale des clientèles à risque	Offrant des possibilités d'emploi des parents isolés et vulnérables construit la confiance en soi et offre des possibilités
3	Soutien à la famille et à la petite enfance	Le partage des repas offre à nos familles un moment sans stress et agrandit leurs réseau d'amis.

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

L'objectif du projet est de réduire les risques associés aux jeunes parents vulnerables et leurs enfants. Améliorer la sécurité alimentaire pour que les jeunes enfants et jeunes parents peut avoir des résultats positifs à long terme pour leur santé. Le partage des repas offre à nos familles un moment sans stress pour rencontrer leurs voisines et de partager leurs experiences (le developpement d'un reseau social et le répartition des obstacles à leur isolement).

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Donner à 29 familles monoparentales qui souffre defaible revenu, l'occasion d'avoir accès à des repas sains, d'apprendre de nouvelles habiletés culinaires et jardinage et d'établir des relations de soutien avec d'autres mères.
B	Offrir à 29 mères la possibilité d'améliorer leurs compétences parentales en offrant des services de garde de relève tout en étant guidé et supervisé par notre éducateur.
C	Donner a plusieur de nos mère la chance de gagner un peut plus d'argent suplémentaire

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Mères qui offrent des repas reçoivent un certain type de bénéficier de ce programme (L'augmentation des revenus, l'amélioration des compétences, l'augmentation de réseau social, des repas gratuits). Nous offrent 2 repas par semaine pour 32 semaine Les participants qui vient aux programs reçoivent un repas avant leur atelier et la chance de connecter avec leurs voisin afin d'aggrandor leurs reseaux social
B	Les mères impliquer dans la cuisine aurant aussie la chance d'etre impliquer dans le jardin. L'animation du jardin prendra place du mois de juin a septembre (16 semaine , 2 fois par semaine.)
C	Le temps de répit offre des avantages aux familles. (mères avaient du temps libre pour des activités personnelles, les enfants ont reçu un repas, les enfants ont apprécié leur expérience)

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Mères qui offrent des repas reçoivent un certain type de bénéficier de ce programme (L'augmentation des revenus, l'amélioration des compétences, l'augmentation de réseau social, des repas gratuits)	**Témoignage (verbal/écrit)**	**Nombre de participants**
		Questionnaire	compte-rendu
B	Les participants qui reçoivent un repas avant leur atelier reçoivent un certain type de bénéficier de ce programme (Combien de participants a mangé?, quel type de bénéfice? repas gratuit, réseau social?)	**Témoignage (verbal/écrit)**	**Nombre de participants**
		Questionnaire	compte-rendu
C	Le temps de répit offre des avantages aux familles. (mères avaient du temps libre pour des activités personnelles, les enfants ont reçu un repas, les enfants ont apprécié leur expérience)	**Témoignage (verbal/écrit)**	**Nombre de participants**
		Questionnaire	compte-rendu

SECTION 3- Budget prévisionnel

	Poste budgétaire						Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								Carrière éte	Don Privée		
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Animateur(trice)**					**2 400,00 $**	2 400,00 $			**4 800,00 $**
		de cuisine et jardin et mère resident									
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	12,5	12		32	1	**4 800,00 $**					
2	Titre	**Gardien(ne) d'enfants**					**2 000,00 $**				**2 000,00 $**
		Mère Resident									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	12,5	5		32	1	**2 000,00 $**					
3	Titre	**Coordonnateur(trice)**					**3 680,00 $**				**3 680,00 $**
		MTO3 Personnelle									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	23	5		32	1	**3 680,00 $**					
4	Titre	**Gardien(ne) d'enfants**					**2 640,00 $**				**2 640,00 $**
		MTO3 Staff									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	16,5	5		32	1	**2 640,00 $**					
						Sous-Total Section A	**10 720,00 $**	**2 400,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**13 120,00 $**
B- Frais d'activités générés par le projet *(environ 20 %)*											
Équipement: achat ou location											**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation							**2 780,00 $**		1 000,00 $		**3 780,00 $**
Photocopies, publicité											**0,00 $**
Déplacements											**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance											**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)											**0,00 $**
						Sous-Total Section B	**2 780,00 $**	**0,00 $**	**1 000,00 $**	**0,00 $**	**3 780,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet *(environ 10 %)*											
Frais administratifs du projet							**1 500,00 $**				**1 500,00 $**
						Sous-Total Section C					
						TOTAL DES CONTRIBUTIONS	**15 000,00 $**	**2 400,00 $**	**1 000,00 $**	**0,00 $**	**18 400,00 $**
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »										**0,25**	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	NDG Food Depot - Volet Agriculture Urbaine et boite a lunch 2146 Avenue de Marlowe, Montreal QC H4A 3L5	Ressources matérielles Expertise-conseil Soutien technique
2	Bénévoles avec l'experience dans la cuisine	Expertise-conseil Ressources humaines Cliquer pour menu déroulant
3		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
4		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
5		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2017	Avril	01
Date de remise du rapport d'étape	2017	Octobre	31
Date de fin de projet	2018	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2018**	**Avril**	**31**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Fiona Keats	Fonction	Directrice			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	Cliquer pour menu déroulant	Date	2017	Mars	02	
Signature						

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE

1. LE CONTEXTE

Ce protocole de communication publique vise à préciser les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires dans la mise en œuvre de la présente Convention.

2. LES PRINCIPES DIRECTEURS

2.1 Tous les Projets réalisés dans le cadre de la présente Convention doivent faire l'objet d'une communication auprès du public et des clientèles concernées, à moins d'une entente à l'effet contraire entre la Ville et le MTESS.

2.2 Afin d'assurer le partage de la visibilité entre le MTESS et la Ville ainsi que la cohérence de la visibilité gouvernementale et l'impact auprès du public, les partenaires de l'Entente mentionnée ci-haut conviennent du présent protocole de communication publique.

2.3 Tous les moyens de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- Le titre du programme.
- La contribution financière des partenaires.
- La nature du Projet.
- Les partenaires de l'Entente mentionnée ci-haut (Ville et MTESS).

Dans le cas où des partenaires d'importance se joindraient au MTESS et à la Ville pour un Projet donné, leur visibilité serait assurée selon leur implication, sur accord des deux parties de l'Entente.

3. SIGNATURE COMMUNE

Tous les outils de communication relatifs à la présente Convention (communiqués, lettres d'annonces, bannières, panneaux, etc.) doivent porter la même signature

Logo Ville Logo MTESS



Logos 2016 Ville + MTESS

4. LES MODALITÉS DE COMMUNICATION

4.1 Annonce publique

L'annonce des Projets réalisés par l'Organisme de la présente Convention est effectuée de façon conjointe par la Ville et le MTESS.

Les annonces ont lieu à l'occasion de cérémonies officielles ou de conférences de presse organisées conjointement et/ou par voie de communiqués de presse

conjoints, selon les modalités fixées au préalable entre l'Organisme, le MTESS et la Ville au moins dix (10) jours avant la tenue de l'événement.

4.2 Programmes conjoints

Tous les programmes conjoints doivent être annoncés et promus comme tels auprès des organismes et individus visés conformément à la clause de visibilité prévue au point 6. Tous les documents d'information produits dans ce contexte doivent porter la signature commune.

5. STRATÉGIE DE COMMUNICATION

Certaines réalisations de l'Entente mentionnée ci-haut peuvent être extrêmement riches et porteuses de retombées nationales et internationales. À cet égard, les partenaires concernés conviennent d'accorder une attention particulière et des budgets spécifiques aux projets les plus prometteurs et de développer des stratégies de communication adaptées leur assurant une plus large visibilité.

6. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

6.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à l'Organisme dans le cadre de cette Entente doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les partenaires. La Ville est responsable d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'elle signe avec l'Organisme subventionné dans le cadre de cette Entente.

6.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

Lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, l'Organisme subventionné dans le cadre de cette Entente, ou rémunéré à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doit mentionner sur le document que celui-ci, ou le Projet auquel il se réfère, a été réalisé grâce au partenariat entre le MTESS et la Ville et faire mention des partenaires.

De plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la référence au partenariat entre le MTESS et la Ville doit également être accompagnée de la signature commune.

Par ailleurs, si le projet d'un Organisme donne lieu à un événement public, l'Organisme doit convier la Ville et le MTESS à y participer, et ce, au moins dix (10) jours à l'avance.

La visibilité accordée aux partenaires de l'Entente mentionnée ci-haut n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au Projet subventionné, sur accord du gouvernement du Québec et de la Ville.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1181247003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 482 042 $, incluant toutes les taxes si applicables, à 21 organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, en raison de la reconduction à venir de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) / Approuver les projets de convention à cet effet.

GDD 1181247003- DOSSIER FINAL.xlsx
MTESS 2018-2019 Bienvenue à NDG.pdf
MTESS 2018-2019 Association des parents de CDN.pdf
DEM_MTESS 2018-19_ A DEUX MAINS.pdf
MTESS 2018-2019 Baobab Familial.pdf
MTESS 2018-2019 Maisons Transtionnelles O3.pdf
MTESS 2018-2019 Club Ami.pdf
MTESS 2018-2019 MultiCaf.pdf
MTESS 2018-2019 Projet Genèse.pdf
MTESS 2018-2019 CJE_NDG.pdf
MTESS 2018-2019 CELO-TCJ.pdf
MTESS 2018-2019 HSF.pdf
MTESS 2018-2019 Fraser Hickson.pdf
MTESS 2018-2019 CDA CDN.pdf
MTESS 2018-2019 FDM CDN.pdf
MTESS 2018-2019 Conseil Communautaire NDG.pdf
MTESS 2018-2019- CELO.pdf
MTESS 2018-2019-Mountain Sights.pdf
MTESS 2018-2019-Relais CDN.pdf
MTESS 2018-2019-Prévention CDN-NDG.pdf
MTESS 2018-2019-L'Envol des Femmes.pdf



MTESS 2018-2019-SOCENV.pdf



MTESS 2018-2019-Dépôt alimentaire Programme jeunesse Boîtes à lunch.pdf



MTESS 2018-2019-Dépôt alimentaire Jardins de la Victoire.pdf



MTESS 2018-2019-Dépôt alimentaire Programme de support et références.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michaelle RICHÉ
Conseillère en développement communautaire

Tél : 514-872-6086
Télécop. : 514-872-4585

Projet MTESS 2018-2019		
Organismes	**Projets**	**Central**
Côte-des-Neiges		
Association des parents de CDN	Les fins de semaine, lespères CO-OH-PÈRES!	17 500 $
Baobab familial	du baobab à l'érable	13 957 $
Cafétéria communautaire Multicaf	Aide, assistance et référence de première ligne	20 000 $
Centre communautaire de loisir de Côte-des-Neiges	Moi j'embarque	20 734 $
Centre communautaire de loisir de Côte-des-Neiges / Table jeunesse de Côte-des-Neiges	Table jeunesse : Pour bien animer	20 000 $
Centre communautaire Mountain Sights	Place à l'intégration des femmes immigrantes et isolées du secteur Mountain Sights et ses alentours	14 000 $

Centre des aînés Côte-des-Neiges	Ponts vers la participation communautaire des aînés	19 632 $
Club Ami	Un quartier à vivre	30 542 $
Femmes du Monde de CDN	Femmes et autonomie comme réponse à l'exclusion	13 534 $
Projet Genèse	Jeunes familles au courant de leurs droits en matière de logement	19 600 $
Relais CDN	Cuisinons ensemble	15 160 $

Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV)	Réseau des jardins urbain de CDN	8 885 $
	SOUS-TOTAL CDN	**213 544 $**

Notre-Dame-de-Grâce

À deux mains (head and hands)	Programme de sécurité alimentaire	16 450 $
Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce	Je m'engage : Clef de la ville	18 925 $
Carrefour jeunesse emploi NDG / Table de concertation jeunesse NDG	Table jeunesse : Jeunes Leader NDG	16 008 $

Conseil Communautaire de NDG	Bien planifier pour mieux intervenir dans les secteurs défavorisées	67 010 $
L'Envol des femmes	Nutrition counts	15 000 $
Dépôt alimentaire NDG	Programme de support et de référence à travers la communauté	21 500 $
Dépôt alimentaire NDG	Le réseau des jardins de la Victoire	8 885 $
Dépôt alimentaire NDG	Boîtes à lunch	24 850 $

Habitations Sherbrooke Forest	Faire florir la forêt	16 500 $
Institut fraser-hickson	Nouveaux secteurs et activités - Minibiblio	20 000 $
Les Maisons Transitionnelles O3	M.O.M. - mères organisant des menus	15 000 $
Prévention CDN/NDG	Activitiés familiales Walkley	28 370 $
	SOUS-TOTAL NDG	**268 498 $**
		482 042 $

Résumé du projet

Favoriser la particpation des papas au développement de leurs enfants en offrant des horaires flexibles de la joujouthèque. Susciter chez les familles-membres une réflexion et un échange concernant la place des pères dans les familles nouvellement arrivées au Québec.

Ce projet vise à combler des mailles du filet de sécurité que nous tentons de tisser pour et avec les familles.
Les familles nous parlent de leurs besoins de mieux connaître les ressources disponibles, les autres communautés culturelles, d'avoir des moments propres à eux de plaisir mais aussi de réflexion sur leur parcours et leurs motivations actuelles. Par l'entremise de 3 activités (ateliers, déjeuners thématiques et soupers communautaires), nous souhaitons y remédier et ainsi augmenter l'autonomisation et l'intégration des familles dans la société québécoise.

Consolider, améliorer et maintenir les différents services d'aide, d'accueil et de références pour les personnes aux prises avec des difficultés économiques et sociales importantes. Mettre en place des activités réalisée avec des usagers eux-même, notamment en ce qui concerne la sécurité alimentaires, le vivre-ensemble, les habiletés artistiques et la citoyenneté, par le biais d'ateliers, de kiosques mis en place par aider les usages à la prise en charge de leurs défis sociaux,

Donner confiance aux jeunes dans leur capacité et leur faire vivre une expérience qui leur servira de point d'appui pour leur insertion socioprofessionnelle. Développer chez les jeunes des compétences en gestion et organisation qui leur serviront ultérieurement tant dans leur parcours scolaire que dans un éventuel emploi. Leur faire découvrir leurs forces et leurs faiblesses dans le travail. Créer un sentiment d'appartenance positive à un groupe grâce au travail d'équipe.

Offrir l'opportunité à des jeunes de 15 à 19 ans de se former dans le domaine de l'animation et ainsi grâce à cette première expérience de pouvoir décrocher des emplois de qualité mieux payés. Avoir 65 jeunes par année ayant complété la formation théorique et pratique durant l'année. Que les jeunes découvrent leurs forces et qualités professionnelles dans le cadre de cette formation.

Favoriser l'intégration et l'empowerment des femmes, en particulier les immigrantes, du secteur Mountain Sights et ses alentours concernées par la problématique de sécurité alimentaire et de la santé. Assurer aux femmes un espace convivial et des activités sur les questions de sécurité alimentaire et de santé qui rejoignent leurs préoccupations et leurs intérêts communs: 60 participantes.

L'objectif du projet "Pont vers la Participation Communautaire des Aînés" vise à inciter les aînés vulnérables en majorité d'origine immigrante et consiste toujours à utiliser le potentiel d'intermédiaire et de mobilisation du Centre des Aînés CDN pour : 1) développer des activités qui vont faciliter l'intégration et la participation des aînés vivant dans les HLM (HLM Bourret, HLM Place Lucy, HLM Place Newman) à la vie communautaire du quartier, essentiellement ceux à faibles revenus, à mobilité réduite et aux prises avec des situations de pauvreté, d'exclusion sociale et d'isolement 2) repérer certains aînés vulnérables qui fréquentent les lieux publics (Centres d'achats, Parcs, etc.).

La poursuite du projet «Un quartier à vivre» continuera à favoriser l'accès aux ressources peu ou mal connues des personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale. Le membership augmente et se diversifie d'années en années et ces nouvelles personnes ont besoin de mieux connaître les ressources dont elles ont besoin pour améliorer leurs conditions de vie. Nous continuons d'organiser des circuits de visites chez nos partenaires communautaires, institutionnels et culturels du quartier et d'impliquer les membres dans la communauté pour devenir des membres actifs. Le volet sensibilisation à la santé mentale parmi la population est aussi un de nos objectifs pour faire diminuer la stigmatisation et favoriser une meilleure cohésion sociale.

L'année dernière, elles ont travaillé ensemble pour choisir, tester et nous partager leurs recettes faciles faites à partir d'aliments qu'on trouve facilement et qui ne sont pas chers. Le livre de recettes a eu beaucoup de succès ce qui démontre un réel besoin des femmes à améliorer les conditions de vie dans le domaine alimentaire. Cette année, nous proposons aux femmes d'aller voir ce qui se fait ailleurs. Nous prévoyons visiter la Société environnementale de Côte-des-Neiges pour ses jardins collectifs, les Fermes Lufa pour leur offre d'agriculture urbaine, le Café Santropol et l'organisme Petites-Mains qui en profitera pour nous présenter son service d'insertion en emploi pour femmes immigrantes particulièrement leur offre de traiteur. Nous utiliserons le livre de recettes pour aller faire des cuisines collectives dans d'autres organismes où l'on trouve une forte présence de participantes. Et nous bénéficierons de la présence d'une nutritionniste lors de ces cuisines.

Projet Genèse travaille depuis quelques années à améliorer et renforcer les connaissances des locataires du quartier, notamment des jeunes familles, en matière de logement. Fort de cette expérience pratique, nous visons maintenant à continuer la Phase 2 de ce nouveau projet pour rejoindre des résident.e.s de CDN, notamment des jeunes familles vivant dans la pauvreté, qui sont relativement peu ou pas familiers avec les réseaux communautaires ou publics, et donc davantage isolés ou éloignés de ces ressources importantes. Tout en continuant avec des partenaires de ces réseaux, ce projet propose une continuité de nouvelles actions qui nous lancent davantage vers des lieux publics (des centres d'achat; des parcs; des affiches informatives dans des vitrines de petites commerces, etc.) afin de rejoindre plus de 1 500 résident.e.s visé.e.s avec des outils informatifs accessibles qui ne nécessitent pas un haut degré d'alphabétisation. Nous anticipons par ce projet de rejoindre autant de femmes que d'hommes.

Donner aux jeunes le goût de cuisiner avec leurs parents des plats sains, et peu couteux tout en leur fournissant les outils nécessaires pour qu'ils puissent mettre en pratique ce qu'ils ont appris durant le projet.
A) Susciter le goût de cuisiner des plats simples et nutritifs B) Permettre aux participants un espace de socialisation et d'échanges avec d'autres participants C) Favoriser la connaissance des valeurs nutritives des aliments.

Le projet offre aux personnes seules de tous âges et aux familles de Côte-des-Neiges, en majorité issus de l'immigration, l'opportunité de d'améliorer la sécurité alimentaire de leur ménage et de s'impliquer avec d'autres citoyens, en jardinant ensemble dans un jardin collectif associé à un immeuble de logement social (HLM, OBNL d'habitation ou coopérative d'habitation), En 2018, si les démarches de création de nouveaux jardins portent fruit, nous allons nous concentrer sur les activités avec les jardiniers (familles, aînés et adultes) dans les jardins, et accorder moins d'importance aux ateliers horticoles d'introduction à l'agriculture urbaine avec les jeunes qui ne sont pas associés à un jardin en soi. En effet, le recrutement et la motivation des jeunes sont plus difficiles et donnent des résultats plus ponctuels, moins durables que l'aménagement et l'animation d'un jardin proprement dit (qui est appellé à durer plusieurs années).

En tenant compte du succès du projet de l'an dernier, le Programme de sécurité alimentaire du Programme des jeunes parents (PJP) comprend trois différents volets: 1) Ateliers mensuels de cuisine collective. Les participants du PJP bénéficient de la proximité sociale et de l'esprit collectif lorsqu'ils font la cuisine et mangent ensemble. Les parents y ont l'occasion de partager leurs connaissances, leurs compétences, et leurs idées avec la communauté. Les ateliers permettront aux participants d'apporter chez eux des repas pour durer la semaine qui seront d'une haute qualité nutritive pour leurs familles. 2) Visites régulières et activités à un jardin communautaire local et visites des ressources en sécurité alimentaire du quartier (ex. dépôt alimentaire N.D.G.); 3) La création collective (par les pairs) d'un guide-ressources (un livre de recettes) destiné à l'emploi domestique. Ces projets seront coordonnés par le personnel du PJP et par les jeunes parents participants.

Augmenter la capacité d'agir des personnes isolées et les accompagner dans l'acquisition ou le renforcement de leurs compétences et connaissances tout en leur permettant de participer à la vie de la collectivité.
Diminuer l'isolement des familles immigrantes, issues de milieux défavorisés, et faire en sorte que les parents aient un sentiment d'appartenance à leur nouvelle ville et un niveau de confiance qui leur permettra de planifier eux-mêmes des sorties avec leurs enfants et leurs amis. À long terme, ces familles deviendront des citoyens à part entières de la société québécoise et apprécieront encore mieux la diversité culturelle et ethnique de Montréal.

Diminuer l'exclusion des jeunes en développant leur leadership et leur confiance en soi et en leur donnant les outils nécessaires pour leur permettre de prendre leur place au sein de leur communauté. Créer, de septembre à mai, un groupe qui permet de donner une voix à 12 jeunes de l'annexe de l'école secondaire St-Luc et de promouvoir leurs opinions auprès des acteurs de la communauté.Faciliter l'insertion de 12 jeunes qui vivent des obstacles d'intégration socioprofessionnelle, en leur donnant les outils dont ils ont besoin pour réussir (leadership, confiance en soi, capacité à s'exprimer, connaissance des services et organismes, apprentissage de la langue française, etc.) pour qu'ils passent à l'action et deviennent des agents de changement social. Durant l'année, les jeunes mettent en place un projet communautaire en réponse à un enjeu qu'ils ont constaté.

Assurer la coordination des différentes interventions de revitalisation et de mobilisation dans les secteurs vulnérables. Développer des services de qualité adaptés aux besoins des résidents et ce en collaboration avec les résidents et les partenaires.Soutenir une démarche collective de mobilisation, engager et autonomiser les résidents pour être plus actifs dans leur quartier.

L'objectif à long terme du projet est que les mères développent des compétences culinaires à des fins de pré-employabilité et pour développer des modes de vie alimentaires sains pour leurs familles. Il s'agit de les encourager à acheter et cuisiner des produits frais afin de promouvoir la santé et le mieux-être des familles. À long terme, ces petits changements vont améliorer leurs relations avec la nourriture.

Grâce à notre expérience et savoir-faire, ainsi que la trousse d'outils de Boîte à lunch, le programme jeunesse du Dépôt est désormais la ressource incontournable en éducation alimentaire à NDG. Concrètement, nous avons 3 volets sur lesquelles nous développons nos activités. Ces volets réussissent à rejoindre les jeunes dans leurs différents milieux de vie : 1) le programme parascolaire Boîte à Lunch, offert aux élèves d'âge primaire (4e et 5e années) et d'âge secondaire ; 2) les services éducatifs aux écoles (primaires et secondaires) et les activités et interventions aux camps de jour; et 3) les activités en famille et pour parents, qui engagent les parents à s'impliquer en tant que participants, bénévoles, et co-animateurs à travers des activités novatrices comme la série d'ateliers « Ma famille en santé », offerte dans les écoles, et les ateliers de cuisine culturelle (découverte d'une culture du monde).

Cette année, nous offrons l'animation de séances de jardinage dans nos 6 jardins collectif, et cette demande couvre l'animation de 3 d'entre-eux. Une session supplémentaire sera ajoutée au jardin Racines de Paix dans le secteur Fielding-Walkley. Ce jardin a plus que doublé de superficie durant les dernières années, et nous pouvons maintenant accueillir plus de jardiniers et augmenter la production de légumes frais. Nous continuons nos efforts d'augmenter la participation des résidents utilisant le programme de dépannage alimentaire.Cette année représente la 3e année de notre programme de jardins incubateurs, situé au Parc de la Confédération. Ces parcelles sont attribuées aux familles et aux personnes qui dépendent du programme de dépannage alimentaire du Dépôt et qui sont prêtes à prendre en charge leur propre sécurité alimentaire.

Deux jours par semaine tout au long de l'année, des services de ressources et d'orientation sont offerts à toute personne qui accède à notre service de dépannage alimentaire ou à nos programmes de repas communautaires. Notre centre de ressources est composé d'un travailleur social à temps plein, d'un coordonnateur de bénévole, de stagiaires formés en travail social, d'un expert en logement du Conseil communautaire et d'organismes invités ayant des compétences dans les domaines tels que la santé, les droits, la justice sociale, etc. Lors de la première entrevue avec les nouveaux participants, les domaines d'intervention sont identifiés et les ressources nécessaires sont données à ceux qui en font la demande. Les informations clés et temporelles sont présentées à tout le monde lors de l'inscription. Les événements et les activités ou programmes actuels sont mis en évidence sur chaque table et dans l'espace café de la salle de distribution. Le personnel du service de ressources circule dans toute la salle et dif

Bâtir un sentiment de bien-être et développer une vie communautaire pour les résidents des habitations. Par exemple : aller chercher le potentiel des résidents pour améliorer leur qualité de vie, faciliter l'intégration sociale et les relations entre voisins, créer un sentiment d'appartenance, bâtir la capacité des résidents de devenir des citoyens engagés. Par exemple, les habitants ont mobilisé et dirigé une ruche d'art tous les samedis. Ils planifient, préparent et exécutent les programmes. Identifier rapidement les besoins communautaires des résidents vulnérables comme les personnes âgées ou les immigrants.
Développer des programmes basés sur les besoins essentiels en collaboration avec les résidents,Développer une participation plus accrue entre les locataires; les personnes âgées, les immigrants et les familles mono parentales.

Depuis 2013, en partenariat avec plus de 15 organismes locaux reconnus par la Ville de Montréal (YMCA, la Ruche d'Art, Fondation du Dr. Julien, Garderie Vendôme, MAB-Mackay Rehabilitation Centre, le centre culturel St-Raymond, Imagine West, L'hôpital général pour enfants, etc…) et en partenariat avec la Ville de Montréal, Fraser Hickson a ouvert 15 nouvelles micro bibliothèques sur le territoire de CDN-NDG. La mission principale de ces micro bibliothèques est d'offrir des livres gratuitement à la population et, en particulier, à la petite enfance et aux familles. En 2018-2019, nous désirons ouvrir 20 nouvelles micro bibliothèques sur les secteurs de WestHaven, Loyola, Fielding-Walkley, St-Raymond ainsi que le secteur Darlington à CDN. Nous désirons également stimuler la lecture dans des endroits où les familles n'ont pas nécessairement le réflexe d'aller à la bibliothèque. Les usagers peuvent consulter les livres sur place ou emprunter les livres et les rapporter à la maison. Fraser Hickson
e

Améliorer la sécurité alimentaire pour que les jeunes enfants et jeunes parents puissent avoir des résultats positifs à long terme pour leur santé. Le partage des repas offre à nos familles un moment sans stress pour rencontrer leurs voisines et partager leurs expériences (le développement d'un réseau social). Donner à 29 familles monoparentales qui souffrent de faible revenu, l'occasion d'avoir accès à des repas sains, d'apprendre de nouvelles habiletés culinaires et de jardinage et d'établir des relations de soutien avec d'autres mères. Offrir à 29 mères la possibilité d'améliorer leurs compétences parentales en offrant des services de garde de relève tout en étant guidées et supervisées par notre éducateur.

Créer un réseau de familles où tous les membres participent de façon égale au développement des enfants et où les enfants se sentent soutenus à part entière. Faire la promotion de l'égalité des mères et des pères dans leur implication dans le développement des enfants, des tâches ménagères et dans les rôles de leadership familial. De permettre aux parents de valoriser leur savoir et de partager leurs expériences, peu importe l'âge de leurs enfants. De créer une communauté forte dans laquelle tous se sentent inclus et valorisés.

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	
	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce**
Titre du projet	**Clef de la Ville**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé	**18 000,00 $**	Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☑	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☑	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☐	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce**		
Adresse	**2180 Belgrave**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H4A 2L8**
Numéro d'inscription TPS		Numéro d'inscription TVQ	
Numéro de charité	**810207530RR001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Notre-Dame-de-Grâce**		
Circonscription électorale fédérale	**Notre-Dame-de-Grâce–Lachine**		
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**Luis Miguel Cristancho**	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	**5145615850**	Télécopieur	
Courriel	bienvenuendg@ndg.ca	Site web	
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce est un organisme à but non-lucratif qui a pour mission de faciliter l'intégration des immigrants (nouvellement arrivés ou autres) à la vie communautaire de Notre-Dame-de-Grâce ainsi qu'à la société d'accueil et de favoriser les relations interculturelles.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Clef de la Ville**		
Personne responsable du projet	**Monsieur**	Luis Miguel Cristancho	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	514 561 5850	Télécopieur	
Courriel	bienvenuendg@ndg.ca		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction			

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Les familles immigrantes et monoparentales de l'arrondissement sont souvent trop touchées par la pauvreté pour profiter de l'offre culturelle de la ville. Elles se trouvent isolées par les difficultées financières et les barriéres linguistiques et culturelles. Ajoutons é cela le manque de repéres qui mine la confiance des parents et les difficultés du climat. Une intervention ciblée, organisée par des pairs en qui la famille a confiance pourra les aider a surmonter ses obstacles afin d'apprivoiser leur ville et y trouver leur place.

Le besoin d'encourager la harmonie sociale en permettant des familles de différentes culturelles de mieux se connaître et d'apprécier l'humanité de l autre et tout ce qu ils partagent en tant qu'être humain.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Ce projet vise à approfondir la connassaince des parents participant de leur ville tout en brisant leur isolement. Bienvenue à NDG embauchera une organisatrice pour planifier des sorties culturelles et éducatives pour les familles, recherchera les lieux à visiter, et coordonnera le recrutement des participants et des parents accompagnateurs, ainsi que tout aspect logistique. Nous prévoyons 8 activités entre avril et décembre 2018, avec une participation totale de 350 personnes. Les parents accompagnateurs seront formé à la tâche et accompagneront les familles aux sorties. Par la concertation avec les partennaires, la direction accompagnée de l'équipe, mettra en place un plan de partenariat et de communication afin de favoriser la participation.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Familles	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	Personnes à faible revenu	120	60
Petite-enfance (0 - 5 ans)	Langue maternelle AUTRE que le français et l'anglais	Minorités visibles	60	50
Enfants (6 - 11 ans)	Minorités ethniques	Minorités visibles	40	20
		TOTAL	**220**	**130**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Cliquer pour menu déroulant**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
	Ville-Marie
	Côte-Saint-Luc (ville liée)
	LaSalle
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	NON
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Insertion sociale des clientèles à risque**	Participation des parents immigrants dans la vie culturelle de leur ville.
2	**Soutien à la famille et à la petite enfance**	Création de réseau social, briser l'isolement.
3	**Soutien à la vie communautaire**	Implication des familles dans les activités du quarteir et construction d'une société harmonieuse.

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Diminuer l'isolement des familles immigrantes, issues de milieux défavorisés, et faire en sorte que les parents aient un sentiment d appartenance à leur nouvelle ville et un niveau de confiance qui leur permettra de planifier eux-mêmes des sorties avec leurs enfants et leurs amis. Encourager la participation des pères aux sorties. À long terme, ces familles deviendront des citoyens à part entière de la société québécoise et apprécieront encore mieux la diversité culturelle et éthnique de Montréal.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Faciliter l'accès des familles issues de l'immigration et ou de milieux défavorisés à des sites culturelles, éducatives, historiques à Montréal. Favoriser la participation des pères en les consultant davantage sur le choix des sorties.
B	Développer un nouveau plan de partenariat et de communication qui engagera des nouveaux organismes dans le projet et ménera à l'inscription de 100 familles de plus.
C	Favoriser l'ouverture à la culture québécoise et aux autres cultures. Faciliter les échanges et le partage culturel.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Huit sorties culturelles ou récréatives d'une durée d environ 4 heures chaque, parfois suivi d un échange et une collation (45 min) à des sites tels: Pointe-à-Callière; Grande Bibliothèque; Maison St-Gabriel; Jardin Botanique; Parc Mont-Royal; Place des Arts
B	Conseils aux familles participantes à Bienvenue à NDG (deux fois par familles, 15 min) quant à des sorties qui seraient appropriées pour leurs enfants. Animation qui rassemblent les parents et facilite les échanges (deux fois, 1 hr chaque)
C	Formation de 3 parents accompagnateurs et "ambassadeurs culturelles de Montréal" (3hrs chaque). Discussions (2 fois, 45 minute chaque): histoire et carte de la ville; activités gratuites, festivals, moyens de transport et recherche sur internet.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Un plus grande ouverture à d autres expressions culturelles; un plus grand intérêt à connaître les autres cultures, à s'ouvrir à la culture Québécoise, etc.	**Témoignage (verbal/écrit)**	**Nombre de références**
B	Une meillure connaissance des activités à Montréal. Les individus qui deviendront des accompanateurs augmenteront leur confiance en soi et aménéront d'autres familles à participer aux sorties.	**Questionnaire**	**Nombre de participants**
C	350 participations des familles Bienvenue à NDG et recruté de parmi un nombre grandissant de partenaires; la qualité de cette participation. Faire le suivi diffeerencié des sexes de cette participation.	**Suivi des participants**	**Liste des présences**

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								MIDI			
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Directeur(trice)**					**3 360,00 $**	3 360,00 $			**6 720,00 $**
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	30	2	10	48	1	**3 360,00 $**					
2	Titre	**Intervenant(e)**					**11 616,00 $**	1 900,00 $			**13 516,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	21	10	32	48	1	**11 616,00 $**					
3	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									**0,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
4	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									**0,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
Sous-Total Section A							**14 976,00 $**	**5 260,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**20 236,00 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location							**549,00 $**	500,00 $			**1 049,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation							**300,00 $**				**300,00 $**
Photocopies, publicité											**0,00 $**
Déplacements							**700,00 $**				**700,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance							**600,00 $**				**600,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)											**0,00 $**
Sous-Total Section B							**2 149,00 $**	**500,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**2 649,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							**1 800,00 $**				**1 800,00 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**18 925,00 $**	**5 760,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**24 685,00 $**
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »										**2**	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Conseil communautaire NDG Table Jeunesse NDG	Expertise-conseil Référence/recrutement des participants Cliquer pour menu déroulant
2		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
3		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
4		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
5		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Avril	01
Date de remise du rapport d'étape	2018	Novembre	01
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
MIDI	Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'inclusion

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Luis Miguel Cristancho	**Fonction**	**Directeur**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**		**Date**	2018	Avril	11
Signature	Luis Miguel Cristancho G					

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Association des Parents de Côte-des-Neiges**
Titre du projet	**Les fins de semaine, les pères CO-OH-PÈRES!**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé	**17 549,00 $**	Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☐	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☐	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☐	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☐	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☐	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☐	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

581/763

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Association des Parents de Côte-des-Neiges**		
Adresse	**6767 chemin de la côte-des-neiges**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H3S 2T6**
Numéro d'inscription TPS	**106731284**	Numéro d'inscription TVQ	**10064483**
Numéro de charité	**10673 1284 RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Côte-des-Neiges (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Outremont**		
Circonscription électorale fédérale	**Outremont**		
Responsable de l'organisme	**Madame**	**Awatef SIMOU**	
Fonction	**Coordonnatrice**		
Téléphone	**514-341-2844**	Télécopieur	
Courriel	**COORDINATION@ASSOCIATION-PARENTS-CDN.ORG**	Site web	**ASSOCIATION-PARENTS-CDN.ORG**
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Oui**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Objectifs généraux: Offrir du soutien aux parents de jeunes enfants de Côte-Des-Neiges et particulièrement aux familles nouvellement immigrantes. Permettre aux parents la mise en commun de leurs idées et la création de projets pouvant répondre à leurs besoin. Favoriser l'épanouissement des enfants et le bien-être des parents. L'Association des Parents de Côte-Des-Neiges fonde son action sur des valeurs d'écologie, d'entraide et de partage et favorise le partenariat avec d'autres organismes. L'Association est plus qu'un lieu de service. C'est un lieu où on donne et on reçoit. Elle s'appuie sur les forces vives des parents-membres. Leur esprit d'initiative et leur créativité. Son dynamisme témoigne de la richesse de cette réciprocité

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Les fins de semaine, les pères CO-OH-PÈRES!**		
Personne responsable du projet	**Madame**	Awatef SIMOU	
Fonction	**Coordonnatrice**		
Téléphone	514-341-2844	Télécopieur	
Courriel	COORDINATION@ASSOCIATION-PARENTS-CDN.ORG		
Nouvelle initiative	**Cliquer pour menu déroulant**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Grande satisfaction des parents, besoins comblés des parents surtout des papas, très nette amélioration chez les enfants		

582/763

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Ayant participé à des focus groupes mis en place à Côte-des-Neiges dans le cadre d'une planification stratégique du quartier, nous avons relevé plusieurs problèmatiques dont: La non-accessibilité aux loisirs(tarif cher) et l'absence des papas dans le développement de l'enfant. En effet, les résidents de Côte-des-Neiges sont majoritairement issus d'une nouvelle immigration; ils n'ont pas de revenus ou ont un revenu qui leur permet à peine de payer les frais de logement et de nourriture et encore moins faire des sorties en famille, acheter des jouets à leurs enfants ou même les inscrire à des activités sportives.Cette non-accessibilité aux loisirs crée un sentiment de frustration tant chez l'enfant que chez le parent à faible revenu. De plus, les papas qui cherchent du travail ou travaillent la semaine n'ont presque jamais l'occasion de jouer avec leurs enfants et de passer de bons moments avec eux. Ils ne participent donc pas au développement de leurs enfants. Cette absence crée un sentiment d'exclusion de la vie familiale.

Nos statistiques internes ont bien montré la nécessité d'ouvrir les fins de semaine puisqu'elle répond à un besoin réel dans le quartier. En effet, suite à la demande de nos parents membres et grâce à la contribution de nos partenaires dont la ville de Montréal, nous avons commencé à ouvrir les dimanches et quelques samedis, et depuis, nous avons constaté une forte présence des papas et une belle implication de leur part dans le développement de l'enfant et dans la vie familiale en générale. À titre d'exemple, l'année dernière, nous avons ouvert tous les samedis et dimanches et avons eu 4764 visites les fins de semaine dont 746 papas, 1607 mamans et 2368 enfants.

La mission de l'Association des Parents de Côte-des-Neiges vise le développement de l'enfant et l'accompagnement des parents dans celui-ci. Or, la problèmatique de l'absence du père étant donné qu'il travaille ou il cherche du travail pendant la semaine ne lui donne pas la possibilité de profiter pleinement de notre mission. En effet, les horaires classiques désaventagent la présence et la participation du père. Afin de remédier à cette problèmatique, nous désirons ouvrir nos portes les fins de semaine.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Nous désirons offrir aux parents et surtout les papas qui travaillent la semaine et ne sont disponibles que les fins de semaine, l'occasion et l'opportunité de jouer et passer un moment de plaisir avec leurs enfants dans un espace sécuritaire, stimulant et preque gratuit. Le projet " Les fins de semaine, les pères co-oh-pères!" permettra aux papas de découvrir combien leur présence est importante pour le développement de l'enfant. Il leur permettera aussi de s'approprier certaines pratiques de jeu qui stimulent et développent la motricité des enfants puisque des ateliers seront donnés pendant certaines fins de semaine. Ce projet sera également une occasion pour les papas de se faire un réseau, d'approcher de nouveaux membres et profiter de leurs expériences, ce qui leur ouvrirait peut être de nouvelles pistes pour les recherches d'emploi et logement. Le projet offre aussi un répit aux mamans puisque c'est le papa qui va jouer et s'occuper de l'enfant. L'enfant quant à lui profitera d'une banque de jouets gratuite qui l'aidera à se développer et grandir. Ainsi; nous évitons aux parents une dépense dispendieuse mais essentielle qui est l'achat des jouets.

Pour mettre en place ce projet, en plus des animatrices, nous engagerons un animateur homme immigrant, Ils seront sur place pour accueillir les membres, faciliter les échanges entre les pères, les référer aux organismes nécessaires et les conseiller quant aux choix des jouets mis à leur disposition selon l'âge et le besoin de leur enfant. Ils vont aussi organiser et animer des ateliers où parents et enfants vont se retrouver, jouer et passer de bons moments ensemble .

583/763

2.4 — Population (s) ciblée (s) *DIRECTEMENT* par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Familles	Parents	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	100	100
Familles	Personnes à faible revenu	Minorités visibles	100	100
Petite-enfance (0 - 5 ans)	Langue maternelle AUTRE que le français et l'anglais	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	200	200
		TOTAL	**400**	**400**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Soutien à la famille et à la petite enfance**	
2	**Projets d'insertion sociale et économique pour les immigrants et les jeunes**	
3	**Égalité entre les hommes et les femmes**	

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Favoriser la participation des papas au développement de leurs enfants en offrant des horaires qui favorisent leur présence dans le parc intérieur de la Joujouthèque. Augmenter le taux de participation des papas aux activités régulières de notre organisme. Susciter chez les familles-membres, une réflexion et un échange concernant la place des pères dans les familles nouvellements arrivées au Québec. Favoriser l'apprentissage par le jeu, en mettant à la disposition des enfants des jouets que les parents ne sont pas obligés d'acheter. Offrir des heures de plaisir et de loisir aux enfants et leurs parents en participant à des activités familiales gratuites. Enfin et non le moindre, créer un lien et des souvenirs mémorables avec son enfant qui marqueront sa vie.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Aménager des heures d'ouvertures non classiques permettra à 200 papas de participer aux activités des fins de semaine, d'être soutenus dans leurs compétences parentales, d'acquérir une certaine confiance, pour intervenir efficacement dans la réussite éducative et le développement de leurs enfants et nourrir ainsi le plaisir d'être papa.
B	Permettre à 200 parents d'intègrer le jeu dans leur routine de vie quotidienne. Mettre à la disposition des 200 parents une activité familiale gratuite les fins de semaine.
C	Mettre à la disposition de 400 enfants (minimum) une banque de jouets qui les aideront à leur développement. Permettre aux 200 parents d'emprunter des jouets pour leurs enfants sans se soucier du coût des jouets.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Ouvrir notre parc intérieur les samedis et les dimanches de 9h00 à 12h et de 13h00 à 17h, du 9 mai 2018 au 23 décembre 2018 et du 7 janvier 2019 au 31 mars 2019, les parents y passeront de bons moments et plus précisemment les papas joueront avec leurs enfants. Des animateurs(trices) seront engagés pour permettre aux parents d'emprunter des jouets et les conseiller quant aux choix des jouets qui correspondent à l'âge ou aux besoins de leurs enfants.
B	Un intervenant homme sera engagé pour animer des groupes de jeux papa/enfant , il facilitera les échanges avec les pères et soulignera la nécessité de leur contribution dans la vie ludique et éducative de leurs enfants.
C	Des ateliers spécifiques pour les papas seront mis en place une fin de semaine par mois du 9 mai 2018 au 23 décembre 2018 et du 7 janvier 2019 au 31 mars 2019, ce sera une intervention ciblée auprès des papas, pour mettre en valeur l'importance de leur place auprès de leurs enfants et rehausser le plaisir de partager des moments ludiques tous les samedis et dimanches avec leurs enfants, tout en participant à leur développement. Le thème de l'atelier variera à chaque mois.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Environ 200 papas d'immigration récente consacreront du temps de qualité à leurs enfants tous les samedis et dimanches	**Cahier de bord**	**Liste des présences**
B	Permettre à 200 parents une sortie ludique, éducative et gratuite dans notre parc intérieur tous les samedis et dimanches et d'intégrer le jeu dans la routine de la vie quotidienne,	**Assiduité**	**Nombre de familles rejointes**
C	À travers les cafés-rencontres, 100 papas développeront des compétences parentales, prendront confiance dans leur capacité à s'occuper de leurs enfants et s'investiront plus dans la vie de ces derniers.	**Réalisation de cafés-rencontres**	**Nombre d'activités**

585/763

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								HGM	APCDN		
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	Cliquer pour menu déroulant					5 500,00 $		4 625,00 $		10 125,00 $
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	13,5	7	18	45	2	10 125,00 $					
2	Titre	Cliquer pour menu déroulant					6 017,00 $	5 053,00 $			11 070,00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	15	7	18	45	2	11 070,00 $					
3	Titre	Cliquer pour menu déroulant							3 993,50 $		3 993,50 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	20,5	3	20	45	1	3 667,50 $					
4	Titre	Cliquer pour menu déroulant					3 105,00 $				3 105,00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	24,5	2	20	45	1	3 105,00 $					
Sous-Total Section A							14 622,00 $	5 053,00 $	8 618,50 $	0,00 $	28 293,50 $
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location							570,00 $				570,00 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation							400,00 $				400,00 $
Photocopies, publicité							248,00 $				248,00 $
Déplacements											0,00 $
Locaux, conciergerie ou surveillance											0,00 $
Assurances (frais supplémentaires)							109,00 $				109,00 $
Sous-Total Section B							1 327,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	1 327,00 $
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							1 600,00 $				1 600,00 $
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							17 549,00 $	5 053,00 $	8 618,50 $	0,00 $	31 220,50 $

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »	**2,5**

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	*REGROUPEMENT POUR LA VOLARISATION DE LA PATERNITÉ: 514-528-9227 *CLSC CDN(encours de négociation pour partenariat)	Expertise-conseil Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
2	CRC-CDN :514-868-5160	Prêt de local Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
3	TABLE FAMILLE CÔTE-DES-NEIGES Halte garderie mobile de CDN: 514-739-7731	Référence/recrutement des participants Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
4	SIARI 514-738-4763	Référence/recrutement des participants Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
5	Mini-biblio 514-872-0517	Ressources humaines Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	09
Date de remise du rapport d'étape	2018	Octobre	31
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
APCDN	Association des Parents de CDN
HGM-CDC	Halte garderie Mobile de la CDC

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Concernant l'analyse différenciée selon les sexes (ADS): notre projet prend en compte cet aspect, vu que le projet prends en considération les besoins de répit des mamans et incite plus d'implication des pères dans le développement de l'enfant et dans la vie de famille.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Awatef SIMOU		**Fonction**	**Coordonnatrice**		
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes		**Oui**	**Date**	2018	Mars	28
	Signature					

588/763

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Insertion sociale et économique des jeunes et des immigrants**
	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Baobab Familial**
Titre du projet	**Du Baobab à l'érable (toujours inspiré par Boucar Diouf)**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

	Lettres patentes de votre organisme (charte)
	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Baobab Familial**		
Adresse	**6767 chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 599**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H3S 2T6**
Numéro d'inscription TPS		Numéro d'inscription TVQ	
Numéro de charité	**893582825RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Côte-des-Neiges (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Outremont**		
Circonscription électorale fédérale	**Outremont**		
Responsable de l'organisme	**Madame**	**Vanessa Sykes Tremblay**	
Fonction	**Directrice générale**		
Téléphone	**514 734-4097**	Télécopieur	**514 734-0244**
Courriel	direction@baobabfamilial.org	Site web	www.baobabfamilial.org
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Le Baobab Familial est une maison des familles fondée en 1998 par les petites sœurs de l'Assomption en collaboration avec les familles du quartier suite au constat qu'il manquait de ressources pour les familles nouvellement arrivées à Côte-des-Neiges. C'est un milieu de vie et un lieu de rencontres qui favorise l'entraide, les échanges et le sentiment d'appartenance à son milieu.
Les services offerts incluent une halte-garderie, de l'aide aux devoirs, des sorties familiales, des ateliers thématiques, des café-rencontres, un programme pour adolescents, etc. Ces services ne sont pas une fin en soi mais un moyen de tisser un lien de confiance afin de prévenir et intervenir par une approche globale auprès de la famille.
Plus de 250 familles sont membres du Baobab (cotisation de 2$ par famille par année). En 2016-2017, elles proviennent de 61 pays différents et ont en moyenne 2.2 enfants. Toutes sont résidentes de Côte-des-Neiges et plus particulièrement du secteur Darlington, le plus défavorisé de cet arrondissement.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Du Baobab à l'érable (toujours inspiré par Boucar Diouf)**		
Personne responsable du projet	**Madame**	Vanessa Sykes Tremblay et Tamar-Anne Duverger	
Fonction	**Animatrice**		
Téléphone	514 734-4097	Télécopieur	514 734-0244
Courriel	direction@baobabfamilial.org		
Nouvelle initiative	**Cliquer pour menu déroulant**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Les 3 initiatives présentées dans ce projet rencontrent beaucoup de succès. La formule des déjeuners thématiques va rester la même. Les soupers communautaires vont évoluer pour s'adapter aux demandes des familles. Les ateliers évoluent en continu (voir section 2.10C).		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Les familles de Côte-des-Neiges et plus particulièrement celles du secteur Darlington constituent une population de nouveaux arrivants (34% des immigrants sont ici depuis - de 5 ans, 50% depuis - de 10 ans). Ces familles sont souvent allophones et ne connaissent pas toujours les ressources existantes.
En ce sens, certaines correspondent parfaitement à la définition des familles isolées, c'est-à-dire des familles avec un ou plusieurs enfants ayant moins de 5 ans, ayant des besoins et ne profitant pas pleinement des ressources et des services qui pourraient leur bénéficier. Le Baobab Familial est par ailleurs co-porteur dans un projet de la table famille s'intitulant La Ruche , dont l'objectif est de rejoindre les familles isolées afin de créer un lien avec une structure qui pourra ensuite les accompagner.

Lors des focus groupes de janvier 2017 effectués auprès des résidents dans le cadre de la planification de quartier (PIC), il est ressorti qu'il y a beaucoup d'entraide au sein même d'une communauté (bonding) mais peu entre les communautés (bridging). Nous avons en effet remarqué lors de nos activités que les réseaux se forment parmi les gens de la même culture. Ainsi, les hispanophones se regroupent dans un coin, tandis que les tamouls sont ailleurs. L'isolement culturel vient ainsi s'ajouter à l'isolement individuel. Il y a un besoin d'aller plus loin dans la création de liens entre les communautés culturelles et de leur faire partager un milieu de vie et des projets communs.
La cohésion sociale et l'enrichissement communautaire basé sur de l'interculturel (bridging) est garant d'une société plus inclusive, il est donc important de travailler sur cet aspect surtout si les résidents eux-mêmes soulèvent une faille dans ce domaine. Dans les mêmes focus groupes, un des aspects qui est ressorti est le fort sentiment d'appartenance des habitants à leur quartier Côte-des-Neiges, il est donc possible de travailler à moyen et à long terme.

L'immigration est un déracinement et est source de stress. Dans la période d'adoption, nous remarquons quotidiennement que les familles issues de milieu défavorisé sont souvent occupées à répondre prioritairement aux besoins primaires (logement, nourriture) et manquent de temps pour tisser des liens avec d'autres personnes, organiser des moments de détente et d'échange, réfléchir sur leur parcours migratoire et leurs besoins en tant que personnes, et non comme parents. Les blessures identitaires qui en découlent constituent souvent un frein à une réelle intégration qui pourrait être grandement facilitée et accélérée par un accompagnement plus individuel. Les personnes nouvellement arrivées ont besoin d'être sollicitées et mobilisées pour réfléchir à leur projet de vie, leur intégration dans la société et leur place sur le marché de l'emploi. Nous rencontrons beaucoup de mamans qui se sont investies dans la vie familiale au détriment de leurs projets personnels et qui, avec l'entrée des enfants à l'école primaire, se retrouvent perdue et démotivée.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Le Baobab Familial a développé une expertise pour créer des liens de confiance avec les familles et nous avons une approche gloable qui met la personne et son environnement au centre de l'intervention. Ce projet vise à combler des mailles du filet de sécurité que nous tentons de tisser pour et avec les familles.
Les familles nous parlent de leurs besoins de mieux connaitre les ressources disponibles, les autres communautés culturelles, d'avoir des moments propres à eux de plaisir mais aussi de réflexion sur leur parcours et leurs motivations actuelles.
Par l'entremise de 3 activités (ateliers, déjeuners thématiques et soupers communautaires), nous souhaitons y remédier et ainsi augmenter l'autonomisation et l'intégration des familles dans la société québécoise.

Chaque dernier vendredi de chaque mois, nous offrons des soupers communautaires. Par manque de ressources, nous n'avons pas pu améliorer la formule en offrant un service de halte-garderie et en incluant des thématiques spécifiques afin de mobiliser certaines communautés.
Grâce à ce financement, nous avons donc fait appel à une éducatrice de la Halte-garderie mobile de CDN. Aussi, la personne responsable aurait la tâche de mobiliser les communautés culturelles à l'avance pour organiser la soirée. Une cuisine collective avec les adoleschents est organisée et des invitations sont envoyées aux familles des autres communautés culturelles en mettant l'accent chaque fois sur certaines familles particulièrement vulnérables ou encore des communautés plus isolées.

De nombreux organismes qui travaillent en interculturel attestent du bienfait de groupes de paroles ou d'ateliers sur le parcours migratoire. L'atelier sur le parcours migratoire prend donc tout son sens dans un quartier tel que CDN. Nous avons développé un nouveau partenariat pour cet atelier avec la Maison des naissances de CDN puisque l'atelier du printemps 2018 sera tenu dans leur salle chaleureuse du comité des parents. Cela permet de l'offrir aussi à une clientèle à laquelle nous n'avons pas forcément accès. Les partenariats avec la Halte-garderie mobile et Moisson Montréal pour les collations perdurent.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Familles	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	Personnes à faible revenu	50	10
Adolescents (12 - 17 ans)	Minorités ethniques	Étudiants	10	10
Petite-enfance (0 - 5 ans)	Langue maternelle AUTRE que le français et l'anglais	Cliquer pour menu déroulant	30	30
		TOTAL	**90**	**50**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	Darlington
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**
Non	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Soutien à la vie communautaire**	Mobilisation des familles isolées, création de liens entre les communautés, intégration à la société d'accueil.
2	**Soutien à la famille et à la petite enfance**	Développement des connaissances et compétences parentales, socialisation et francisation des 0-5 ans.
3	**Projets d'insertion sociale et économique pour les immigrants et les jeunes**	Engagement communautaire, augmentation de l'estime de soi et développement d'un projet de vie.

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

L'objectif à long terme vise l'amélioration des conditions de vie (lutte à la pauvreté) des résidents en augmentant la cohésion sociale, la vie communautaire, l'estime de soi, les connaissances et les pouvoirs d'agir des familles. Cela s'insère dans la vision de contribuer à la construction d'un quartier plus inclusif où il fait bon vivre.
Briser l'isolement des familles de Côte-des-Neiges, augmenter le niveau des connaissances des ressources du quartier, favoriser le passage de la survie (répondre aux besoins primaires du logement et de l'alimentation) au développement d'un projet de vie afin d'augmenter et accélérer l'intégration (prise en charge des familles par elles-mêmes).

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	D'ici au 31 mars 2019, 10 soupers communautaires sont organisés. Les jeunes du programme Bao-Ados viennent préparer une partie des plats favorisant ainsi leur engagement dans la vie communautaire. L'objectif est de créer des liens entre les communautés culturelles et entre les générations ainsi que valoriser les différentes communautés culturelles en les mobilisant. Une halte-garderie est offerte grâce aux éducatrices de la HGM de CDN. Entre 16 et 20 familles participent à chaque repas totalisant environ 25 adultes et 40 enfants.
B	D'ici au 31 mars 2019, 1 atelier sur le parcours migratoire permet à 15 personnes de panser des blessures, de faciliter leur intégration à la société d'accueil, de briser leur isolement et de mettre en place un projet de vie.
C	D'ici au 31 mars 2017, 8 déjeuners thématiques sont planifiés afin d'augmenter le niveau de connaissances des familles (50 parents) sur les ressources et le fonctionnement de la société québécoise ainsi qu'améliorer les compétences parentales. Un accent particulier sera encore mis pour répondre aux préoccupations des papas (groupe que nous avons de la difficulté à rejoindre pour différentes raisons comme des horaires non compatibles avec les heures d'ouvertures du Baobab Familial ainsi que les préjugés que certains papas entretiennent par rapport aux ressources communautaires. Il y a donc le besoin d'engager des animateurs masculins reliés à leur domaine d'intérêt. D'autres préoccupations ont émergées suite à différentes études ou portrait de quartier telles que le rôle de la DPJ, par exemple.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Déjeuners thématiques sur les ressources du quartier et de la ville sur des sujets tels que le système de santé, les élections, la discipline, le système scolaire, la DPJ, etc. Ces déjeuners thématiques sont planifiés dans le cadre de nos cafés rencontres du mercredi matin et ont lieu de 9h30 à 11h30 les derniers mercredis de chaque mois, soit 10 par année. De nombreux organismes sont déjà partenaires (CLSC, École La Voie, Pro Bono, CSPE, Maison Bleue, etc.). Thé/café, et une grosse collation santé sont offerts. Une attention particulière est donnée aux familles qui ne viennent pas aux autres activités du Baobab Familial et que nous considérons comme isolées.
B	Soupers communautaires dans la salle 602 du 6767 ch. Côte-des-Neiges. Ces soupers qui ont lieu les derniers vendredis de chaque mois réunissent en moyenne 10 familles (pour un total de 40 personnes). Nous souhaitons redéfinir les soupers communautaires en investissant davantages au niveau des ressources humaines, en offrant une halte-garderie (demande des parents afin d'avoir des moments de qualité et d'échanges entre adultes) et en proposant une thématique par mois. Les adolescents sont mobilisés pour cuisiner, favorisant ainsi des liens entre les générations e tleur ancrage dans la vie communautaire. De plus, en 2018-2019 et suite aux suggestions des familles, nous aouhaitons apporter un aspect davantage ludique et actif que culturel (ex karaoké, soirée jeux, etc.).
C	Un atelier (une au printemps 2019) sur le parcours migratoire et l'intégration avec des séances de travail sur diverses thématiques telles que les valeurs d'ici et ailleurs, le déracinement, la société d'accueil, les différences (communication, discipline, etc.), l'emploi, le système éducatif, etc. seront donnés à raison de 2h par semaine pour une durée de 8 semaines. Des ressources externes seront invitées et disponibles sur demande. Un accompagnement individuel est offert tout au long du processus. Ce genre d'introspection peut parfois faire ressurgir des blessures plus profondes et un soutien psychosocial gratuit est prévu par le CSPE et Marie-Rosaire Kalanga, fondatrice du Baobab et psychologue en interculturel.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Les familles bénéficient d'un moment de partage, d'échanges, de détente et de plaisir, hors des contraintes des tâches de la vie quotidienne. Des liens se créent et permettent de briser un certain isolement.	**Témoignage (verbal/écrit)**	**Liste des présences**
B	Par les déjeuners tématiques et ateliers, les familles de CDN sont mieux outillées et informées. Elles connaissent les ressources et apprennent à demander de l'aide en cas de besoin. En les accompagnant, on développe aussi leur pouvoir d'agir en les rendant plus autonomes.	**Témoignage (verbal/écrit)**	**Nombre de familles rejointes**
C	Les familles sont capables de surmonter les difficultés liées au processus d'immigration et leur intégration est ainsi facilitée. Si des blessures plus pronfondes ou des besoins émergent, l'équipe d'intervenants est capable de les accompagner afin de créer des résidents plus engagés et une communauté plus résiliente.	**Suivi des participants**	**Liste des présences**

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								Moisson Montréal	Baobab Familial	Ministère de la Famille	
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Animateur(trice)**					**3 579,20 $**				**3 579,20 $**
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	19,87	2	5	40	2	**3 579,20 $**					
2	Titre	**Éducateur(trice)**					**3 579,20 $**				**3 579,20 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	19,87	4	10	40	1	**3 579,20 $**					
3	Titre	**Intervenant(e)**					**1 789,60 $**				**1 789,60 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	19,87	2	5	40	1	**1 789,60 $**					
4	Titre	**Animateur(trice) spécialisé(e)**					**2 147,52 $**				**2 147,52 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	19,87	6	15	16	1	**2 147,52 $**					
Sous-Total Section A							**11 095,52 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**11 095,52 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location							**100,00 $**				**100,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation							**1 261,00 $**				**1 261,00 $**
Photocopies, publicité							**400,00 $**				**400,00 $**
Déplacements							**100,00 $**				**100,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance											**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)											**0,00 $**
Sous-Total Section B							**1 861,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**1 861,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							**1 000,00 $**				**1 000,00 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**13 956,52 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**13 956,52 $**
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »										**0,5**	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Centre de ressources communautaires (CRC) 6767 chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, QC	Prêt de local Prêt d'équipement Cliquer pour menu déroulant
2	CDC de Côtes des Neiges 6767 chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, QC	Prêt d'équipement Expertise-conseil Cliquer pour menu déroulant
3	Maison des Naissances de Côte-des-Neiges 6560 Chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, QC H3S 2A7	Prêt de local Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
4	Moisson Montréal 6880 Chemin de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent, QC H4T 2A1	Ressources matérielles Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
5		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	10
Date de remise du rapport d'étape	2018	Septembre	31
Date de fin de projet	2019	Mars	30
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
CDC	Corporation de développement communautaires
HGM	Halte-garderie mobile
CDN	Côte-des-Neiges

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Le Baobab Familial a un régime de salaire unique qui est indexé chaque année de 2%. Les intervenantes, éducatrices ou animatrices sont donc payées 19.87$/h.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Vanessa Sykes Tremblay		**Fonction**	**Directrice**		
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes		**Oui**	**Date**	2018	Avril	10
Signature	V. Sykes T					

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Les Maisons Transitionelles O3**
Titre du projet	**M.O.M Mère Organisant des Menus**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☐	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☐	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☐	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☐	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☐	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☐	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Les Maisons Transitionelles O3**		
Adresse	**3970 Cavendish #1**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H4B 2N3**
Numéro d'inscription TPS	**859542803**	Numéro d'inscription TVQ	**1206345582**
Numéro de charité	**85954-2805-RT0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Loyola (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Notre-Dame-de-Grâce**		
Circonscription électorale fédérale	**Notre-Dame-de-Grâce–Lachine**		
Responsable de l'organisme	**Madame**	**Ushana Houston**	
Fonction	**Directrice**		
Téléphone	**514-369-0757**	Télécopieur	**514-369-2954**
Courriel	director@o3onoourown.com	Site web	www.o3onourown.com
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Oui**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Notre mission est: • offrir l'hébergement abordable et sécuritaire aux jeunes familles vulnérables à faible revenu. • réintroduire la stabilité au seuil des familles en éliminant la pauvreté, l'isolement et l'itinérance. • aider les familles à développer leurs capacités parentales. • aider les familles à résoudre favorablement leurs obstacles financiers, personnels et familiaux à court et long terme • soutenir la planification de futures possibilités en découvrant leurs compétences connaissances, expériences de travail et opportunités d'études. • offrir l'accès aux ressources nécessaires à aider les parents à prendre leur vie en main et à faire de bons choix • développer une communauté au sein des parents dans notre organisme

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**M.O.M Mère Organisant des Menus**		
Personne responsable du projet	**Madame**	Ushana Houston	
Fonction	**Administratrice**		
Téléphone	514-369-0757	Télécopieur	514-369-2954
Courriel	director@o3onourown.com		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Le projet assure que nos participants ont accès au nourriture saine, les compétences pour préparer des repas sains et des opportunités d'interagir avec leurs voisins. Cette année, nous ajoutons une série de café-rencontres entre les mamans.		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

MTO3 est une communauté de 29 familles, jeunes, vulnérables et à risque. La plupart de nos familles sont dirigées par une mère monoparentale. Toutes nos familles ont au moins un enfant de moins de cinq ans. La plupart des chefs de nos familles reçoivent l'aide sociale ou l'Eemploi Québec, dépendant de si elles sont à la maison avec leurs enfants ou à l'école poursuivant leurs études .

Chaque jour les familles de O3 luttent de fournir des aliments sains sur les tables dans leurs maisons. Deux raisons sont un revenu insuffisant et la hausse du cout de la nourriture. Durant les soirs de semaine, O3 offre des ateliers auprès de nos familles sur différents thèmes (établissement du budget, des relations saines, être en plein essor dans votre éducation et votre carrière, etc.). Avant ces ateliers, les familles sont offerts un repas. Un repas partagé ensemble et fourni gratuitement auprès de nos familles est un moyen important de réduire l'un des nombreux stresses nos familles éprouvent dans leurs vies quotidiennes. Il s'agit aussi d'une belle opportunité d'engager les mères résidentes dans la cuisine et de leur enseigner comment faire des repas sains à prix modique.

Notre projet s'inscrit dans le cadre du plan stratégique du quartier de NDG et du volet visant à accroître la sécurité alimentaire des résidents de NDG qui sont financièrement et / ou socialement vulnérables en mettant l'accent sur les secteurs vulnérables de NDG, y compris le site de Benny Farm où nous sommes situés .

2.3 — Résumé synthèse du projet

Sécurité alimentaire

Nous proposons deux ateliers par semaine, par exemple en plein essor à l'école et de votre carrière, augmentant la capacité parentale et la budgétisation. Les participants sont invités à dîner avec eux et leurs enfants dans notre communauté, avant que ne commence le programme.

Pour beaucoup de nos familles, c'est leur principal repas de la journée et très probablement les repas plus nutritifs de la semaine. Ce programme aide à promouvoir la sécurité alimentaire, parce que grâce à des budgets limités et des contraintes économiques, que beaucoup de nos jeunes parents ne peuvent pas se permettre de fournir constamment saine, équilibrée des repas pour leurs familles.

Nous avons choisi simple, facile à exécuter des recettes, qui inspirent nos parents de les répéter à la maison.

Réduire la marginalisation économique et sociale

Nos offres de programme résidents une opportunité pour l'emploi, grâce à la cuisson et garde d'enfants. Le revenu supplémentaire aide nos mères à joindre les deux bouts alors qu'ils sont étudiants et travailleurs vers leurs objectifs.

Pour la cuisson : mères préparent repas deux fois par semaine avant les ateliers.

Pour la garde d'enfants : nous offrir du répit à nos résidents deux fois par mois. Les mères peuvent s'inscrire pour les quarts de garde d'enfants, travaillant sous la supervision de notre éducatrice.

Ces opportunités non seulement fournissent un revenu, mais aussi aident à rompre l'isolement. Il encourage les mamans de sortir de leur zone

Soutien de famille & Petite Enfance

Nous offrons des services de relève deux fois par mois. Ce service est essentiel, car beaucoup de nos mères sont chefs de famille monoparentale et n'ont pas de tout soutien extérieur. Répit qui leur permet à certains le temps de se reposer, recharger ou passer le temps quelle que soit la manière dont ils ont besoin.

Cette subvention permet d'embaucher des mères afin d'aider notre éducatrice dans notre salle de jeux au cours de la relève. Les mères augmentent leur capacité parentale et développent leur confiance en tant que parents par le biais de ce travail.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Jeunes adultes (18 - 35)	Familles monoparentales	Personnes sous-scolarisées	29	2
Petite-enfance (0 - 5 ans)	Minorités visibles	Langue maternelle l'ANGLAIS	22	17
Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant		
		TOTAL	**51**	**19**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Sécurité alimentaire**	Nous offrons un repas 2 fois par semaine pour 32 semaines et animation d'un jardin
2	**Insertion sociale des clientèles à risque**	Offrant des possibilités d'emploi des parents isolés et vulnérables construit la confiance en soi et offre des possibilités interactives
3	**Soutien à la famille et à la petite enfance**	Le partage des repas offre à nos familles un moment sans stress et agrandit leurs réseau d'amis.

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

L'objectif du projet est de réduire les risques associés aux jeunes parents vulnerables et leurs enfants. Améliorer la sécurité alimentaire pour que les jeunes enfants et jeunes parents peut avoir des résultats positifs à long terme pour leur santé. Le partage des repas offre à nos familles un moment sans stress pour rencontrer leurs voisines et de partager leurs experiences (le developpement d'un reseau social et le répartition des obstacles à leur isolement).

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Accroître la sécurité alimentaire des 29 familles à O3, qui comprend l'accès à des repas sains et en améliorant leurs talents culinaires.
B	Réduire le risque de : (i) offre emploi aux mères afin d'augmenter leurs revenus et (ii) aider les mères à réduire leur isolement par collage au moment des repas et de socialiser avec eux pendant le répit
C	Offre de répit et l'occasion pour les mères d'augmenter leur capacité parentale. Ils développent leurs compétences parentales en travaillant avec notre éducatrice dans la salle de jeux au cours de la relève.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Mères qui offrent des repas reçoivent un certain type de bénéficier de ce programme (L'augmentation des revenus, l'amélioration des compétences, l'augmentation de réseau social, des repas gratuits). Nous offrent 2 repas par semaine pour 32 semaine Les participants qui vient aux programs reçoivent un repas avant leur atelier et la chance de connecter avec leurs voisin afin d'aggrandir leurs reseaux social
B	Les mères auront la chance de participer aux café-rencontre a chaque 2 semaines pendant 32 semaines (16 rencontres).
C	Le temps de répit offre des avantages aux familles. (mères avaient du temps libre pour des activités personnelles, les enfants ont reçu un repas, les enfants ont apprécié leur expérience)

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Mères qui offrent des repas reçoivent un certain type de bénéficier de ce programme (L'augmentation des revenus, l'amélioration des compétences, l'augmentation de réseau social, des repas gratuits)	**Cliquer pour menu déroulant**	**Cliquer pour menu déroulant**
		Questionnaire	compte-rendu
B	Les participants qui reçoivent un repas avant leur atelier reçoivent un certain type de bénéficier de ce programme (Combien de participants a mangé?, quel type de bénéfice? repas gratuit, réseau social?)	**Cliquer pour menu déroulant**	**Cliquer pour menu déroulant**
		Questionnaire	compte-rendu
C	Le temps de répit offre des avantages aux familles. (mères avaient du temps libre pour des activités personnelles, les enfants ont reçu un repas, les enfants ont apprécié leur expérience)	**Cliquer pour menu déroulant**	**Cliquer pour menu déroulant**
		Questionnaire	compte-rendu

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								Carrière été	Don Privée		
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Animateur(trice)** de cuisine et des café-rencontres					**2,496.00 $**	2,496.00 $			**4,992.00 $**
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	13	12		32	1	**4,992.00 $**					
2	Titre	**Gardien(ne) d'enfants** Mère Résidente					**2,000.00 $**				**2,000.00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	12.5	5		32	1	**2,000.00 $**					
3	Titre	**Coordonnateur(trice)** MTO3 Personnelle					**3,520.00 $**				**3,520.00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	22	5		32	1	**3,520.00 $**					
4	Titre	**Gardien(ne) d'enfants** MTO3 Staff					**2,880.00 $**				**2,880.00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	18	5		32	1	**2,880.00 $**					
Sous-Total Section A							**10,896.00 $**	**2,496.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**13,392.00 $**
B- Frais d'activités générés par le projet *(environ 20 %)*											
Équipement: achat ou location											**0.00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation							**2,960.00 $**		1,000.00 $		**3,960.00 $**
Photocopies, publicité											**0.00 $**
Déplacements											**0.00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance											**0.00 $**
Assurances (frais supplémentaires)											**0.00 $**
Sous-Total Section B							**2,960.00 $**	**0.00 $**	**1,000.00 $**	**0.00 $**	**3,960.00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet *(environ 10 %)*											
Frais administratifs du projet							**1,500.00 $**				**1,500.00 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**15,356.00 $**	**2,496.00 $**	**1,000.00 $**	**0.00 $**	**18,852.00 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de
« Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »

0.25

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Bénévoles avec l'experience dans la cuisine	Expertise-conseil Ressources humaines Cliquer pour menu déroulant
2		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
3		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
4		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
5		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	10
Date de remise du rapport d'étape	Année	Mois	Jour
Date de fin de projet	2018	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2018**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom		**Fonction**	**Cliquer pour menu déroulant**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Cliquer pour menu déroulant**	**Date**	2018	Avril	10	
Signature	Ushara M. Houston					

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	Cliquer pour menu déroulant
Nom de l'organisme (lettres patentes)	Club Ami, la santé mentale par 'entraide et l'intégration socio-professionnelle Inc.
Titre du projet	Un quartier à vivre

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	Non

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☐	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☐	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☐	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☐	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☐	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☐	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Club Ami, la santé mentale par 'entraide et l'intégration socio-professionnelle Inc.**		
Adresse	**6767 Côte-des-Neiges local 596**		
Ville	**Cliquer pour menu déroulant**	Code postal	**H3S 2T6**
Numéro d'inscription TPS	**893445478RT0001**	Numéro d'inscription TVQ	**1006481473TQ0002**
Numéro de charité	**893445478RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Côte-des-Neiges (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Outremont**		
Circonscription électorale fédérale	**Outremont**		
Responsable de l'organisme		**Louise Tremblay**	
Fonction	**Directrice**		
Téléphone	**5 147 397 931**	Télécopieur	
Courriel	club.ami@hotmail.com	Site web	clubami.qc.ca
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Club Ami est un organisme à but non lucratif dont la mission est la réinsertion sociale des personnes aux prises avec des problèmes majeurs et persistants de santé mentale. Nous opérons un centre de jour afin d'offrir des services d'animation, d'éducation, de soutien, d'écoute et références aux personnes les plus fragilisées de notre société. À ce jour, nous comptons sur un membership de plus de 120 membres inscrits et ne cessons d'accueillir de nouvelles personnes référées par les institutions (CLSC, Hôpitaux, organismes communautaires et enfin, le bouche à oreille). Nous recevons en moyenne entre 40 et 50 personnes quotidiennement. Nos membres habitent majoritairement dans l'Arrondissement Côte-des-Neiges/NDG. Notre équipe les accueille du lundi au jeudi pour un total de 28 heures par semaine.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Un quartier à vivre**		
Personne responsable du projet		Louise Tremblay	
Fonction	**Directrice**		
Téléphone	5 147 397 931	Télécopieur	
Courriel	ltremblay@clubami.qc.ca		
Nouvelle initiative	**Cliquer pour menu déroulant**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Continuité des services		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Les personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale souffrent d'un manque d'estime de soi et ont tendance à s'exclure et se percevoir comme un fardeau pour la société. Leur intégration sociale et communautaire est une problématique qui préoccupe la communauté et ce, particulièrement depuis la désinstitutionnalisation. Ceci dit, 90 % des personnes ayant des problèmes de santé mentale vivent dans la communauté. Ces personnes vulnérables , dont la fragilité personnelle se double d'une fragilité économique, sont exposées à l'isolement et à l'exclusion sociale. Souvent, par méconnaissance, plusieurs usagers ont de la difficulté à accéder aux nombreuses ressources communautaires, institutionnelles, de loisirs et culturelles présentes dans le quartier. Il est d'autant plus nécessaire de les outiller afin que ceux-ci puissent avoir accès aux services de proximité et faire des choix avisés. Ceux-ci ont besoin de bonnes conditions de vie pour mieux s'épanouir et faire des choix avisés et s'intégrer dans la société. Ils ont besoin de se sentir citoyens à part entière.

Par ailleurs, la population aurait grandement intérêt à mieux connaître la santé mentale. En effet, plus les membres de la communauté sont familiers avec la maladie mentale, inversement , moins ils ont de préjugés et d'attitude négative envers cette population et plus l'intégration sociale est possible. Toutes conditions qui nuisent à l'adaptation sociale a de graves répercussions chez la personne touchée et peut entraîner des effets particulièrement négatifs sur sa santé globale.

2.3 — Résumé synthèse du projet

La poursuite du projet Un quartier à vivre continuera à favoriser l'accès aux ressources peu ou mal connues des personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale. Notre membership augmente et se diversifie d'années en années et ces nouvelles personnes n'ont pas nécessairement une bonne connaissance des ressources dont elles auraient besoin afin d'améliorer leurs conditions de vie. Nous continuerons d'organiser des circuits de visites chez nos partenaires communautaires, institutionnels et culturels du quartier.

Par ailleurs, nous continuerons de déployer des stratégies afin que nos membres recoivent le soutien dont ils ont besoin pour s'impliquer dans la communauté. Nous poursuivrons les activités entreprises l'an dernier, activités visant à outiller nos membres afin que ceux-ci puissent exercer leurs droits en particulier par la prise de parole et la participation citoyenne.

Le volet sensibillisation de la maladie mentale a toujours été au cœur de notre pratique car nous croyons fermement qu'une meilleure connaissance de la problématique santé mentale parmi la population, diminue la stigmatisation et favorise la cohésion sociale. Notre campagne de sensibilisation, bien qu'elle soit semblable dans sa finalité, diffèrera de moyens (voir 2,10 C).

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Adultes (36 - 64 ans)	Personnes ayant un problème de santé mentale	Prestataires d'assistance emploi	25	27
Aînés (65 ans et +)	Personnes ayant des limitations fonctionnelles	Personnes à faible revenu	3	5
Jeunes adultes (18 - 35)	Personnes ayant un problème de santé mentale	Personnes à faible revenu	3	3
		TOTAL	**31**	**35**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Insertion sociale des clientèles à risque**	
2	**Soutien à la vie communautaire**	
3	**Intervention sur les problématiques socio-urbaines**	

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Poursuivre notre démarches afin d'impliquer plus d'une soixantaine de nos membres en continuant et développant des activités favorisant le sentiment d'appartenance au quartier. Aider les personnes les plus démunies aux prises avec des problèmes sévères et persistants de santé mentale à mieux s'intégrer dans leur communauté.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Faciliter et promouvoir l'accès aux ressources locales, tant du secteur communautaire, institutionnel, culturel et autres chez les personnes les plus vulnérables du quartier. Favoriser la prise de décisions. Encourager les usagers et usagères de Club Ami à nommer leurs besoins. Améliorer leur qualité de vie.
B	Rapprocher les membres de la communautè. Pour les personnes atteintes, le fait de passer du temps, de créer des liens et de participer à des activités dans la communauté favorise leur intégration.sociale.Dans la mesure de leurs moyens, les usagers de Club Ami développeront le sentiment d'agir et d'avoir un certain impact dans la société.
C	Aller à la rencontre des acteurs du quartier ainsi que vers la population en général afin de les sensibiliser aux réalités vécues par les personnes atteintes. Il est vrai que certains membres de la communauté qui ne sont pas familiers avec la maladie mentale peuvent développer des attitudes négatives envers celles-ci. Afin de lutter contre cette perception, et travailler sur une compréhension mutuelle, connaître l'autre, en somme. Nous continuerons à développer des moyens afin de favoriser la compréhension de la maladie mentale chez la population en général.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Dans la continuité, nous réaliserons deux activités de rencontres avec les groupes dans nos locaux ainsi que deux visites mensuelles extérieures à raison de quatre à cinq participants à la fois. À la fin du projet, plus d'une soixantaine de personnes auront bénéficié du programme. Nous inviterons les groupes à venir présenter leur organisme dans le cadre d'une activité interactive. Poue ce qui est des visites extérieures, la formule rallye s'est avérée la plus participative.
B	Accompagnés par unE intervenantE, nos membres participeront à des activités des groupes; nous pensons à la Corvée organisée par la SOCENV, aux mobilisation basées sur des enjeux qui les concernent: Projet Genèse qui travaille à la défense des droits, l'OEIL pour le droit au logement de qualité etc. Pour que nos membres comprennent les rouages des institutions municipales, ils assisteront aux Conseild d'Arrondisseront. De concert avec la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges, nous organiserons une assemblée publique dans le cadre des élections provinciales cet automne. Nous assisterons à des spectacles offerts par la Maison de la Culture. De plus, de concert avec la'Arrondissement CDN et la Bibliothèque interculturelle de CDN, nous participerons à des ateliers mensuels onffert par le Fab Lab, encourageant la notion d'essai, le savoir-faire, la créativité et l'entraide communautaire.
C	Comme l'an dernier, la fin de notre projet sera soulignée par un événement rassembleur auquel sera conviée la population en général. Encore une fois, nous aurons la chance de compter sur la collaboration de l'équipe du Fab Lab pour nous accompagner dans notre démarche. Nous pensons, entre autres à une exposition photo de nos membres. Comme cela est la marque de Club Ami, nous laisserons les participants décider de la forme et du fond.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Nos membres connaissent mieux les ressources du quartier. Ils peuvent les utiliser en toute connaissance. Ils développent leur sentiment d'appartenance au quartier et améliorent leurs conditions de vie.	**Réalisation de cafés-rencontres**	**Nombre d'activités**
B	Nos membres participent à des actions communes et s'impliquent dans des activités stimulantes. Ils se font de plus en plus confiance et améliorent leur estime de soi.	**Réalisation de cafés-rencontres**	**Liste des présences**
		20	
C	La population se familiarise avec la problématique santé mentale dans un cadre ludique et d'un point de vue positif. Celle-ci intègre mieux la notion de maladie mentale et , nous l'espérons, évolue au niveau de la perception, du comportement et de l'attitude envers les membres les plus fragiles de notre société	**Réalisation d'exposition**	**Nombre de participants**
			85

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire	Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
		Club Ami			
A — Personnel lié au projet					
1 Titre: **Animateur(trice)** — $/h. 18 · hrs/sem 28 · $ avant. sociaux/sem. 85,7 · # sem 46 · # Poste 1 · Total **27 126,20 $**	**20 000,00 $**	7 126,20 $			**27 126,20 $**
2 Titre: **Cliquer pour menu déroulant** — $/h. 26 · h./sem 5 · $ avant. sociaux/sem. 22,1 · # sem 46 · # Poste 1 · Total **6 996,60 $**		6 578,00 $			**6 578,00 $**
3 Titre: **Cliquer pour menu déroulant** — $/h. · h./sem · $ avant. sociaux/sem. · # sem · # Poste · Total **0,00 $**					**0,00 $**
4 Titre: **Cliquer pour menu déroulant** — $/h. · h./sem · $ avant. sociaux/sem. · # sem · # Poste · Total **0,00 $**					**0,00 $**
Sous-Total Section A	**20 000,00 $**	**13 704,20 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**33 704,20 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)					
Équipement: achat ou location	**1 000,00 $**				**1 000,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	**5 042,00 $**				**5 042,00 $**
Photocopies, publicité	**500,00 $**				**500,00 $**
Déplacements	**500,00 $**				**500,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance					**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)					**0,00 $**
Sous-Total Section B	**7 042,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**7 042,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)					
Frais administratifs du projet	**3 500,00 $**				**3 500,00 $**
Sous-Total Section C					
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	**30 542,00 $**	**13 704,20 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**44 246,20 $**
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »				**1**	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Arrondissement Côte-des-Neiges/NDG	Prêt de local Prêt de local Cliquer pour menu déroulant
2	CDC de Côte-des-Neiges et ses groupes membres	Don d'équipement Expertise-conseil Promotion, sensibilisation
3	Bibliothèque interculturelle de CDN/ Projet Fab Lab	Expertise-conseil Ressources humaines Soutien technique
4		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
5		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	14
Date de remise du rapport d'étape	2018	Novembre	12
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Louise Tremblay	Fonction	Directrice			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	Cliquer pour menu déroulant	Date	2018	Avril	11	
Signature	Louise Tremblay					

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	
	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**La cafétéria communautaire MultiCaf**
Titre du projet	**Aide assistance et référence dans le cadre de la vie communautaire du centre de jour**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

	Lettres patentes de votre organisme (charte)
	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**La cafétéria communautaire MultiCaf**		
Adresse	**3600 Barclay**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H3S 1K5**
Numéro d'inscription TPS	**133112821RP0001**	Numéro d'inscription TVQ	**1143699263**
Numéro de charité	**133112821RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Darlington (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Mont-Royal**		
Circonscription électorale fédérale	**Outremont**		
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**Jean-Sébastien Patrice**	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	**514 733-0554**	Télécopieur	**514 733-2760**
Courriel	j-spatrice@multicaf.org	Site web	multicaf.org
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	Non		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

MultiCaf est un organisme de lutte à la pauvreté qui inscrit son action dans l'amélioration des conditions de vie et l'atteinte de la sécurité alimentaire de toutes les personnes à faible revenu de son territoire.
Pour accomplir cette mission, de concert avec les organismes du quartier et de Montréal, MultiCaf s'engage à :
- Offrir divers services et activités répondant aux besoins alimentaires de sa région;
- Offrir des services d'information et de référence aux usagers et membres de l'organisme;
- Identifier les causes et les problèmes reliés à la pauvreté afin de développer des stratégies pour mieux intégrer les personnes à faible revenu dans leur milieu;
- Sensibiliser la communauté aux problèmes reliés à la pauvreté et à la sécurité alimentaire.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Aide assistance et référence dans le cadre de la vie communautaire du centre de jour**		
Personne responsable du projet		Jean-Sébastien Patrice	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	514 733-0554	Télécopieur	514 733-2760
Courriel	j-spatrice@multicaf.org		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Consolider les services d'aide aux usagers, notament auprès des plus démunie et cela dans une optique de renforcement de la vie communautaire,		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Le quartier Côte-des-Neiges et, plus particulièrement la zone du bas de la côte ou se trouve MultiCaf est un lieu de résidence de nombreuses familles et individus défavorisés et de nombreux arrivants à Montréal. Nous intervenons en première ligne par le soutien alimentaire, déjeuner et dîner à la cafétéria communautaire(300 dîners par jours), ainsi que par le biais de la banque alimentaire (800 ménages par mois) et le support en produits lactés. Cette aide de premier niveau nous permet d'être une source de référencement majeure vers les ressources communautaires ou publiques du quartier pouvant aider les usagers selon leurs besoins et défis particuliers. De plus, nous assumons un suivi individuel et personnel auprès de nos usagers qui sont itinérents ou qui sont à risque élevé d'itinérence (logements insalubres, insécurité ou instabilité résidentielle).

Notre organisme apporte à ces personnes de nombreux service en dehors du dépannage et des repas. Des ateliers, kiosques, clinique d'impôts, clinique de vaccination etc.
Il nous est apparu important de consolider ces diverses activités qui répondent à un besoin des usagers, tout en renforçant la vie communautaire et l'"empowerment".
Il ne s'agit plus alors juste d'offrir des services, mais de les concevoir avec ceux qui en ont besoin.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Consolider, améliorer et maintenir les différents services d'aide, d'accueil et de référencement pour les personnes en prise avec des difficultés économiques et sociales importantes. Mettre en place des activités réalisés avec les usagers eux-même, notament en ce qui concerne la sécurité alimentaire, le "vivre ensemble", les habiletés artistiques, et la citoyenneté.
Cela se fait par le biais d'ateliers, de kiosques mis en place pour aider les usagers à la prise en charge de leurs défits sociaux. (plus particulièrement au sujet de la sécurité alimentaire, mais aussi de leur droits, les questions de logement, de citoyenneté...)

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Résidents du secteur	Personnes ayant un problème de santé mentale	Personnes seules	125	265
Résidents du secteur	Personnes à faible revenu	Minorités ethniques	160	432
Résidents du secteur	Personnes sans-abris	Personnes seules	28	69
		TOTAL	313	766

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	Côte-des-Neiges
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	NON
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Sécurité alimentaire**	
2	**Intervention sur les problématiques socio-urbaines**	
3	**Insertion sociale des clientèles à risque**	

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Assurer un suivi aux personnes démunies dans leur quête d'amélioration de leur condition de vie
Mettre en places des activités permettant aux usagers de l'organisme de prendre en charge leur vie (empowerment) par des Kiosques et des ateliers.
Redynamiser la vie communautaire de l'organisme en impliquant les usagers dans l'organisation des activités.
En plus de kiosques et d'atelier créer des animations autour de la sécurité alimentaire, les aptitudes artistiques et la vie culturelle, le "vivre ensemble" et la vie citoyenne.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Rencontrer minimalement 650 personnes qui utilisent le service de cafétéria pour informer, accompagner individuellement et encadrer les personnes en situation de pauvreté.
B	Mettre en place 15 activités durant l'été en réalisation avec les membres eux même et le support des étudiants d'été. Ces activités feront l'objet d'un bilan/évaluation au regard des changements sociaux apportés aux bénéficiaires.
C	Pérenniser le service d'accompagnement d'urgence qui comprend un soutien de repas, de douche, de laverie et d'aide psycho sociale... 5 jours semaine.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Tenir deux kiosques et deux ateliers par mois, visant à outiller les usagers et leur permettre de répondre ainsi aux différentes problématiques qu'ils rencontrent: - logement - famille - intégration - budget etc.
B	Développer avec les usagers des activités durant l'été Sécurité alimentaire : Cuisines collectives, atelier faire son épicerie et analyse de circulaire, participation aux activités de multicaf dans la mise en place des différents projets d'agriculture urbaine. Vivre ensemble : semaines des différentes cultures, soirées, expos, débats, présentations d'objets, dîner à saveur culturelle... Citoyenneté : explication des institutions, rencontre avec les candidats de l'élection générale, droit au logement, solutions aux dettes... Accès à la culture : ateliers, expos d'œuvres des membres, visite d'expo, de centres culturels, soirées talents...
C	Accueil et accompagnement des personnes référées par d'autres organismes qui peuvent avoir besoin à tout moment d'un repas, d'une douche, de laverie et d'aide psychosociale.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Au moins deux kiosques et deux ateliers par mois	**Compte-rendu**	**Nombre d'ateliers / de cours**
B	au moins 500 personnes touchées par ses ateliers/ animation...	**Évaluation**	**Nombre de participants**
		Auto évaluations et formulaire sur les changements apportés	
C	Pérénité du service d'accueil d'urgence	**Suivi des participants**	**Nombre d'interventions, de soutiens**
		Suivi psychosocial	

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								MultiCaf	Services Canada/emplois et placement et DGOP	Centraide	
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	Intervenant(e) à la vie communautaire					20 000,00 $	21 610,40 $			41 610,40 $
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	19,72	35	110	52	1	41 610,40 $					
2	Titre	Animateur(trice)						2 080,00 $	8 480,00 $		10 560,00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	15	40	60	8	2	10 560,00 $					
3	Titre	Travailleur(euse) social(e)							46 207,20 $		46 207,20 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	21,96	35	120	52	1	46 207,20 $					
4	Titre	Coordonnateur(trice)						26 746,20 $		26 746,20 $	53 492,40 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	25,82	35	125	52	1	53 492,40 $					
Sous-Total Section A							20 000,00 $	50 436,60 $	54 687,20 $	26 746,20 $	151 870,00 $
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location								500,00 $			500,00 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation								1 000,00 $			1 000,00 $
Photocopies, publicité								250,00 $			250,00 $
Déplacements								125,00 $			125,00 $
Locaux, conciergerie ou surveillance											0,00 $
Assurances (frais supplémentaires)											0,00 $
Sous-Total Section B							0,00 $	1 875,00 $	0,00 $	0,00 $	1 875,00 $
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet								950,00 $			950,00 $
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							20 000,00 $	53 261,60 $	54 687,20 $	26 746,20 $	154 695,00 $

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »	**3/4 de poste ou 0.75%**

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	les organismes de Côte-des-Neiges (CDC) ACEF Emploi Été Canada	Référence/recrutement des participants Expertise-conseil Autres (précisez ci-dessous) Finacement des Emplois d'été
2	Étudiants de Mc Gill et UDM (pro Bono) : informations juridiques Œil, Organisme d'éducation et d'information au logement Projet Genèse (organisme de défense des droits)	Promotion, sensibilisation Promotion, sensibilisation Promotion, sensibilisation
3	Musée des beaux arts et Maison de la culture de Côte-des-Neiges	Promotion, sensibilisation Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
4		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
5		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Avril	03
Date de remise du rapport d'étape	2018	Octobre	31
Date de fin de projet	2019	Mars	29
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**29**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
ACEF	Association Coopérative Économie Familiale
CDC	Coorporation de Développement Communautaire

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Jean-Sébastien Patrice	**Fonction**	**Cliquer pour menu déroulant**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Cliquer pour menu déroulant**	**Date**	2018	Avril	03	
Signature						

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	
	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Projet Genèse / Project Genesis**
Titre du projet	**Jeunes familles au courant de leurs droits en matière de logement : une des clés pour de meilleurs conditions de logement dans CDN - Phase 2**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☑	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☑	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☐	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Projet Genèse / Project Genesis**		
Adresse	**4735 chemin de la Côte-Ste-Catherine**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H3W 1M1**
Numéro d'inscription TPS		Numéro d'inscription TVQ	
Numéro de charité	**1119105336RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Darlington (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Mont-Royal**		
Circonscription électorale fédérale	**Mont-Royal**		
Responsable de l'organisme		**Michael Chervin**	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	**514-738-2036, poste 302**	Télécopieur	**514-738-6385**
Courriel	michael@genese.qc.ca	Site web	www.genese.qc.ca
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Le Projet Genèse est un organisme communautaire voué à la justice sociale, à la prise de contrôle par les gens sur leur vie, et à l'égalité. Avec nos membres, nous travaillons en faveur du changement social, dans la perspective d'améliorer les conditions de vie des personnes défavorisées (que ce soit en raison de leur faible revenu, de leur faible scolarisation, de leur âge, de leur statut de nouvel arrivant, etc.). De façon plus spécifique, nos objectifs sont:
1) D'améliorer l'accès aux services sociaux, gouvernementaux et communautaires;
2) De fournir des services d'organisation communautaire sur des enjeux qui préoccupent la population du quartier;
3) De promouvoir la participation au Projet Genèse, de même que dans les autres organismes qui ont un impact sur leur vie.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Jeunes familles au courant de leurs droits en matière de logement : une des clés pour de meilleurs conditions de logement dans CDN - Phase 2**		
Personne responsable du projet		Michael Chervin	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	514-738-2036, poste 302	Télécopieur	514-738-6385
Courriel	michael@genese.qc.ca		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction			

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Côte-des-Neiges (CDN) est l'un des quartiers les plus pluriethniques de Montréal, dans lequel 53% des résident.e.s sont des immigrant.e.s. Reflétant cette réalité, en 2016-2017, le Centre des services individuels sans rendez-vous de Projet Genèse a effectué plus de 8 840 consultations en personne et de suivis auprès de gens originaires de 128 pays, sans comptant les consultations effectuées par téléphone. De ces interventions en personne et de suivis, plus de trois mille portaient directement sur des questions en matière de logement. CDN est le quartier avec la plus forte proportion de ménages locataires (79,3% selon l'Enquête nationale sur les ménages 2011) et ayant plusieurs bâtiments datant d'il y a plus de 50 ans. De plus, 35% de la population de CDN vivent avec un faible revenu, donc plus de 34,000 personnes du quartier. Les familles avec enfants contituent 67,5% de la population. 53% des résident.e.s de CDN sont membres d'un groupe de minorités visibles. Quant à la langue, 46% de la population de CDN sont allophones. Dans notre quartier, l'état des logements est l'une des conditions de vie parmi les plus importantes et a un lien direct avec la santé des résident.e.s, notamment des enfants.

Agir pour améliorer la salubrité des batiments du quartier est une des grandes priorités de la planification pluriannuelle du quartier de CDN recemment adoptée par la CDC-CDN, instance de concertation d'organismes communautaires de CDN, une planification reflétant du travail collaboratif auprès de plusieurs instances. Contribuant à la réalisation de cette priorité du quartier, le Projet Genèse est membre actif de l'équipe des organismes communautaires de l'arrondissement CDN-NDG agissant sur la salubrité, ainsi que membre actif du Chantier Salubrité de la planification stratégique du quartier. La salubrité et l'application du code municipal à ce sujet sont parmi des champs d'action importants de l'arrondissement CDC-NDG et de la Ville. De plus, des logements abordables constituent aussi une des priorités de la planification stratégique du quartier. Le Projet Genèse est membre actif de la Table de concertation sur le logement social de la CDC-CDN. L'arrondissement et la Ville sont des acteurs importants quant à l'accès aux logements sociaux et au développement de nouveaux logements sociaux. L'abordabilité des loyers est un très grand facteur influançant la qualité de vie des résident.e.s; après avoir payé le loyer au 1er du mois, il ne reste souvent que très peu d'argent pendant le mois pour vivre.

Par le biais des programmes de Projet Genèse en services individuels et en organisation communautaire, nous constatons le grand nombre de résident.e.s vivant dans la pauvreté qui ont une faible connaissance de leurs droits et de leurs responsabilités en tant que locataires. Les obstacles à bien saisir les questions en matière de logement sont nombreux, incluant des obstacles au niveau de la langue, de l'alphabétisation, et de la compléxité de plusieurs processus bureaucratiques. En même temps, on constate les nombreuses améliorations aux conditions de vie des résident.e.s quand ils/elles s'approprient des éléments d'une question en matière de logement et décident de les appliquer à leur situation afin de régler un problème. Mieux connaitre ses droits comme locataire, c'est une des clés pour l'amélioration des conditions de vie dans le quartier. Quand il s'agit d'un ménage familial avec enfants, ces améliorations, parfois déterminantes pour la santé, tel un traitement réussi pour l'élimination de moissisures, peuvent souvent avoir des impacts très significatifs.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Projet Genèse travaille depuis quelques années à améliorer et renforcer les connaissances des locataires du quartier, notamment des jeunes familles, en matière de logement. Équipés de cette expérience pratique, qui inclue nos apprentissages sur quelques années, nous visons maintenant à continuer avec le Phase 2 de ce nouveau projet à rejoindre des résident.e.s de CDN, notamment des jeunes familles vivant dans la pauvreté, qui sont relativement peu ou pas familiers avec les réseaux communautaires ou publics, et donc davantage isolés ou éloignés de ces ressources importantes. Tout en continuant avec des partenaires de ces réseaux, ce projet propose une continuité de nouvelles actions qui nous lancent davantage vers des lieux publics (des centres d'achat; des parcs; des affiches informatives dans des vitrines de petites commerces, etc.) afin de rejoindre des résident.e.s visé.e.s par le projet avec des outils informatifs accessibles qui ne nécessitent pas un haut degré d'alphabétisation. Nous anticipons par ce projet de rejoindre autant de femmes que d'hommes.

Visant à rejoindre plus de 1 500 résident.e.s de l'arrondissement par une diversité de méthodes, ce projet veut sensibiliser les gens, surtout des familles à faible revenu étant peu ou pas rejointes par les réseaux communautaires ou publics, sur leurs droits et responsabilités en tant que locataires ou augmenter leurs connaissances en matière de logement, incluant l'accès au logement social. Afin de réaliser cette sensibilisation et cette augmentation des connaissances, ce projet favorise une large gamme de moyens. Certains moyens sont plus intensifs quant au contenu et à la durée avec les gens, tels des ateliers structurés au sein d'organismes ou d'associations de l'arrondissement. Certains moyens sont plus restraints au niveau de contenu, avec un ou deux messages informatifs mais qui peuvent rejoindre un plus grand nombre de personnes, tels des affiches informatives et des dépliants informatifs. De plus, certains moyens du projet permettent la possibilité de conversations entre intervenant.e.s et résident.e.s, notamment des jeunes familles, qui portent sur leurs propres préoccupations directes en matière de logement avec un potentiel de développement substantiel de connaissances, telles des tournées dans des parcs et des activités populaires d'information, par exemple lors d'une épluchette de blé d'inde.

L'intervenant.e du projet aura parmi ses tâches à plannifier toutes les activités selon l'échéancier du projet, les développer et les réaliser de façon collaborative avec ses collègues et les ressources du milieu. Les tâches incluent la mise sur pied de huit ateliers en matière de logement, ainsi que la reprise de contact avec les organismes et associations ayant reçu nos dépliants déstinés aux locataires au cours des quelques dernières années, afin de répondre à leurs besoins actuels pour ces dépliants, incluant des besoins relatifs aux langues parmi les onze langues disponibles. Les tâches incluent aussi la création et la distribution d'un mini-calendrier concis et informatif destiné aux locataires, ainsi que des affiches, d'une carte postale et d'un aimant de réfridgérateur informatifs et leur distribution dans le quartier. De plus, l'intervenant.e aura à organiser huit tournées dans des parcs et dans d'autres lieux publics, ainsi que deux activités populaires dans des lieux publics. En gardant en premier plan les visées du projet, l'intervenant.e aura à garder une trace de toutes les activités réalisées (dates; lieux; nombre de participant.e.s; etc.), ainsi qu'à observer et à évaluer les effets immédiats et les impacts à moyen terme du projet.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Familles	Parents	Personnes à faible revenu	220	220
Jeunes adultes (18 - 35)	Personnes à faible revenu	Minorités visibles	320	320
Jeunes adultes (18 - 35)	Langue maternelle AUTRE que le français et l'anglais	Immigrants (+ de 5 ans au pays)	250	250
		TOTAL	**790**	**790**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Intervention sur les problématiques socio-urbaines**	
2	**Soutien à la famille et à la petite enfance**	
3	**Égalité entre les hommes et les femmes**	

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Dans le but d'améliorer les conditions de vie du quartier -- et en particulier celles des résident.e.s qui se trouvent davantage isolé.e.s des réseaux communataires et publics en les fréquantant peu ou pas, notamment des jeunes parent.e.s et jeunes adultes vivant dans la pauvreté -- l'objectif est que les barrières d'accès à l'information utile et pratique en matière de logement (droits, recours, responsabilité des locataires et des propriétaires sur le marché locatif privé, accès au logement social) soient réduites.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Permettre à approx. 80 personnes de l'arrondissement, notamment des jeunes parents, d'augmenter leurs connaissances sur leurs droits et responsabilités au marché locatif privé et/ou sur l'accès au logement social.
B	Permettre à approx. 1 200 résident.e.s du quartier -- participant peu ou pas aux réseaux communautaires ou publics -- d'augmenter leurs connaissances en matière de logement, en ayant accès aux informations écrites et visuelles sur le sujet, par le biais d'outils accessibles qui favorisent la compréhension quel que soit le degré d'alphabétisation de la personne.
C	Sensibiliser approx. 200 résident.e.s participant peu ou pas aux réseaux communautaires ou publics sur leurs droits et responsabilités liés au marché locatif privé et/ou sur l'accès au logement social. De plus, permettre à approx. 100 résident.e.s participant peu ou pas aux réseaux communautaires ou publics d'être mieux informés sur les questions de logement.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Huit ateliers de trois heures chacun (avec une moyenne de 10 personnes par atelier) dans des groupes communautaires, des associations communautaires, des lieux confessionnaux du quartier, et potentiellement dans un café du quartier, qui rejoignent davantage des populations plus éloigné.e.s des réseaux communautaires ou publics du quartier, notamment des jeunes parents.
B	1. Retour auprès de tous les groupes ou associations comm. ayant reçu au fil des ans des pamphlets (disponibles en 11 langues) portant sur les droits et les responsabilités des locataires afin de remettre en stock ou de re-distribuer ces pamphets aux organismes ayant besoin de recharge pour leurs participant.e.s. 2. Production et distribution de 4 moyens (dont 2 affiches, 1 carte postale, et au moins 1 aimant de réfrigérateur) informatifs et accessibles (100 copies de chacun des moyens = 400) en matière de logement (par exemple, en automne : chauffage, en hiver : augmentations de loyer) dans des lieux publics (par exemple, à l'interieur de vitrines de marchands locaux) et de façon visée et restrainte auprès des locataires de bâtiments pertinents ou concernés. 3. Production et distribution d'au moins 400 copies d'un calendier destiné aux locataires à faible revenu, avec des moments de l'année pertinents indiqués (par exemple, quant à
C	1. Huit tournées en matière de logement dans des parcs, évenements spéciaux et centres d'achats du quartier (chacune rejoignant une moyenne de 25 personnes). 2. Deux activités populaires d'information (avec une moyenne de 50 personnes chacune), incluant une épluchette de blé d'inde ou un BBQ, dans des espaces publics en vue de consciemmement rejoindre des résident.e.s, notamment de jeunes parents, plus éloigné.e.s des réseaux communautaires ou publics.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Approx. 80 personnes de l'arrondissement, surtout des jeunes parents ou des jeunes adultes au sein d'une famille, ont augmenté leurs connaissances sur les droits des locataires et/ou l'accès au logement social.	**Réalisation de formation**	**Nombre de participants**
B	Approx. 1 200 personnes plus éloignées des réseaux communautaires ou publics, notamment des jeunes parents vivant dans la pauvreté, ont eu accès à un dépliant, à une affiche informative ou à un calendrier modeste pour améliorer leurs connaissances pratiques en matière de logement.	**Réalisation d'une publication (article/bulletin/journal/bottin/outil de promotion)**	**Nombre de dépliants distribués**
C	Approx. 200 personnes, dont des jeunes parents vivant dans la pauvreté, ont compris qu'elles ont des droits comme locataires. De plus, approx. 100 personnes, notamment des jeunes parents à faible revenu, ont été sensibilisés aux questions de logement.	**Grille d'observation**	**Nombre de participants**

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								Projet Genèse			
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	Cliquer pour menu déroulant					17 000,00 $	1 612,88 $			18 612,88 $
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	20,75	30	93,38	26	1	18 612,88 $					
2	Titre	Cliquer pour menu déroulant					1 000,00 $	240,72 $			1 240,72 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	20,75	2	6,22	26	1	1 240,72 $					
3	Titre	Cliquer pour menu déroulant									0,00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
4	Titre	Cliquer pour menu déroulant									0,00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
Sous-Total Section A							18 000,00 $	1 853,60 $	0,00 $	0,00 $	19 853,60 $
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location							200,00 $	100,00 $			300,00 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation							300,00 $	200,00 $			500,00 $
Photocopies, publicité							425,00 $	600,00 $			1 025,00 $
Déplacements							75,00 $	25,00 $			100,00 $
Locaux, conciergerie ou surveillance											0,00 $
Assurances (frais supplémentaires)											0,00 $
Sous-Total Section B							1 000,00 $	925,00 $	0,00 $	0,00 $	1 925,00 $
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							600,00 $	200,00 $			800,00 $
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							19 600,00 $	2 978,60 $	0,00 $	0,00 $	22 578,60 $

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »	**1**

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Centre communautaire Mountain Sights, 7802 av. Mountain Sights, CDN	Prêt de local Référence/recrutement des participants Promotion, sensibilisation
2	Plaza Côte-des-Neiges, 6700 ch. de la Côte-des-Neiges, CDN	Support logistique Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
3	La Maison bleue de Côte-des-Neiges, 3735 av. Plamondon, CDN	Prêt de local Référence/recrutement des participants Promotion, sensibilisation
4	La Mosquée Baitul Mukarram, 4225 av. de Courtrai, CDN	Support logistique Référence/recrutement des participants Promotion, sensibilisation
5	(Autres organismes, associations et/ou écoles à identifier)	Cliquer pour menu déroulant Référence/recrutement des participants Promotion, sensibilisation

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	09
Date de remise du rapport d'étape	Année	Mois	Jour
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
CDN	Côte-des-Neiges
CDC-CDN	Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Michael Chervin	**Fonction**	**Directeur général**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**	**Date**	2018	Avril	17	
Signature						

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	
	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Carrefour jeunesse-emploi NDG**
Titre du projet	**Jeunes leaders NDG**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☑	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☑	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☑	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Carrefour jeunesse-emploi NDG**		
Adresse	**6370 Sherbrooke Ouest**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H4B 1M9**
Numéro d'inscription TPS	**872 775 754 RT 0001**	Numéro d'inscription TVQ	**102 128 881 DQ 0001**
Numéro de charité	**8727784 SYRR 0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Loyola (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Notre-Dame-de-Grâce**		
Circonscription électorale fédérale	**Notre-Dame-de-Grâce–Lachine**		
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**Hans Heisinger**	
Fonction	**Directeur**		
Téléphone	**514-482-6665**	Télécopieur	**514-482-8185**
Courriel	hans.heisinger@cje-ndg.com	Site web	www.cje-ndg.com
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Oui**		
Si oui, laquelle/lesquelles	Le district est Loyola non pas Notre-Dame-de-Grâce		

1.2 — Mission de l'organisme

Fondé en 1999, le Carrefour Jeunesse-Emploi NDG est un organisme sans but lucratif qui a pour mission de favoriser l'intégration socio-professionnelle des jeunes adultes dans la société québécoise. Le CJE intervient principalement auprès des jeunes de 16 à 35 ans résidant dans les quartiers Notre-Dame-de-Grâce, Côte St-Luc, Hampstead et Montréal Ouest. Il offre une gamme de services bilingues gratuits, notamment en matière de réinsertion sociale, de recherche d'emploi, de retour aux études et de sensibilisation à la réalité entrepreneuriale.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Jeunes leaders NDG**		
Personne responsable du projet	**Madame**	Marie-Charles Boivin	
Fonction	**Coordonnatrice**		
Téléphone	514-482-6665 #204	Télécopieur	514-482-8185
Courriel	concertationjeunesse@ndg.ca		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Notre recrutement auprès de la clientèle vulnérable des jeunes du programme de cheminement particulier et des classes d'accueil de l'annexe de l'école St-Luc a surpassé nos attentes. Nous renouvellerons cette expérience en ajoutant un volet d'engagement pour les anciens jeunes.		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Les jeunes du quartier n'ont souvent pas l'impression d'avoir une place dans la communauté ni que leur voix est écoutée. Cela s'ajoute aux défis que rencontrent les jeunes au niveau de leur confiance en soi, de leur sentiment d'appartenance et de leur intégration à la société.
Ce constat est ressorti du forum sur l'intégration socioprofessionnelle des jeunes de NDG (2008 - Table jeunesse NDG). En réponse à cet enjeu, le plan d'action jeunesse y étant affilié prône le développement de projets visant à promouvoir la voix des jeunes et à les outiller face à leurs défis socio-professionels. Le projet Jeunes leaders NDG en est un des résultats.

AJOUT POUR 2018-2019 : En se basant sur notre rapport, nous souhaitons trouver un manière de poursuivre l'engagement des jeunes ayant déjà participé à Jeunes leaders mais qui ont encore besoin de soutien. Il n'est pas évident de référer ces jeunes vers d'autres groupes de la commaunté car ils sont attachés aux animateurs. Ces jeunes se verront proposé de faire du bénévolat en rejoignant le nouveau cuisiner-intervenant jeunesse dans la préparation et le service du repas. De plus, ils devront à l'occasion co-animer certaines rencontres du groupe. Finalement, nous garderons une place pour qu'un jeune qui en aurait véritablement besoin devienne co-animateur du programme (voir le

L'expérience de l'année dernière dans le recrutement des jeunes de l'annexe St-Luc en cheminement particulier de formation et en classe d'accueil a été un succès. 46 jeunes se sont présenté à la séance d'information. Nous souhaitons reprendre ce moyen de promotion en 2018-2019 pour offrir la chance à de nouveaux jeunes de participer. Tel que montré dans l'étude de Marie McAndrew (2015), les élèves immigrants ayant accumulé du retard au secondaire sont les plus à risque au décrochage. À l'annexe St-Luc, une majorité d'élèves sont immigrants et allophones. Ils sont également en retard académique et parfois même sous-scolarisés. Ils souffrent aussi d'un manque de soutien et d'un réseau social déficient. Plusieurs n'ont pas encore eu la chance de se créer un groupe d'amis. S'ajoute à cette réalité un sentiment d'exclusion dû au fait qu'ils étudient dans un immeuble à part. Certains jeunes parlent du sentiment d'infériorité qu'ils ressentent par rapport aux élèves de la bâtisse principale. La directrice adjointe de l'annexe affirme que ces adolescents ont besoin de repères pour se construire une identité multiple dans un contexte d'immigration. Elle ajoute que Jeunes leaders NDG serait grandement pertinent pour ces élèves. Il est important de leur montrer comment prendre pleinement leur place dans la société.

Depuis 10 ans, plus de 120 jeunes ont participé au programme et plus de 850 en ont bénéficié directement. Les participants ont pu renforcer leur leadership, leur habileté à communiquer, leur sentiment d'appartenance, leur capacité à travailler en équipe et à s'exprimer en français. Ce qui frappe par dessus tout est la confiance en soi que dégagent les jeunes après le programme. De plus, plusieurs anciens participants ont été embauchés par divers organismes de la communauté tels que Head and Hands, Boite à lunch ou les camps de jour. Au niveau des impacts dans la communauté, notons également les projets mis en place par les jeunes pour répondre aux problématiques ciblées. Par exemple, les jeunes ont organisé une mobilisation qui a mené à l'ouverture d'un terrain de basket-ball extérieur à NDG. Un film a été produit pour sensibiliser les jeunes à la dépression. L'année dernière, ils ont monter un receuil de témoignages sur la confiance en soi. En plus des bénéfices mentionnés, les jeunes leaders sont des informateurs clés qui permettent de mieux connaître et comprendre les besoins des jeunes.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Au moins 12 jeunes de 14 à 17 ans recrutés à l'annexe St-Luc auront l'opportunité de développer leur confiance en soi et leur leadership, d'apprendre à exprimer leurs idées en public et de créer un projet collectif. Au fil du projet, les jeunes acquéreront des aptitudes et des outils qui leur permettront de prendre leur place dans le quartier et de mieux s'intégrer à notre société.

Exemeple video du projet: https://www.youtube.com/watch?v=XLDF5IrjuGs

Voir également le rapport 2016-2017 ci-joint.

Déroulement du projet:
- Septembre-octobre: Promotion et recrutement des jeunes. Atelier de sélection pour la création du groupe et rencontre individuelles avec les jeunes.
- Octobre-mai : Réunion de 3 hrs/sem pour les jeunes avec des ateliers de formation, des jeux collaboratifs et des débats sur les besoins de la communauté. 1 cuisiner intervenant-jeunesse cuisinne des repas avec les ancines jeunes leaders. 3 sorties et 2 activités de bénévolat par an se déroulant la fin de semaine. Les animateurs se rencontrent aussi une fois/sem pour planifier le projet.
- Décembre: Processus démocratique pour la sélection d'un projet pour et par les jeunes (avec l'expertise du Forum jeunesse de Mtl);
- Janvier-février: Planification d'une stratégie d'action et d'un échéancier;
- Février-avril : Division des tâches et accompagnement dans leur réalisation. Rencontres individuelles avec les jeunes (plan d'action)
- Mai : mise en place d'un projet venant répondre à une problématique du quartier
- Fin mai: Célébration, retour sur le projet et évaluation

Avec Jeunes leaders NDG, nous souhaitons avoir une égalité de représentation des filles et des garçons. Cela contribue aux échanges et à la dynamique du groupe. Lorsqu'il y a des discussions sur les enjeux du quartier, les besoins des garçons et des filles sont ainsi pris en considération et discutés. Tout au long du projet, nous prenons en compte les intérêts et les contraintes des jeunes du projets peu importe leur sexe. Nous cherchons à ce que tous les jeunes participent de façon équitable. Nous nous donnons comme mission de mettre en confiance et d'encourager les jeunes qui sont plus en retrait.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Adolescents (12 - 17 ans)	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	Personnes sous-scolarisées	1	1
Adolescents (12 - 17 ans)	Minorités visibles	Langue maternelle AUTRE que le français et l'anglais	4	4
Cliquer pour menu déroulant	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	Étudiants	4	4
		TOTAL	**9**	**9**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	Notre-Dame-de-Grâce
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**non**

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Insertion sociale des clientèles à risque**	
2	**Projets d'insertion sociale et économique pour les immigrants et les jeunes**	
3	**Soutien à la vie communautaire**	

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Diminuer l'exclusion des jeunes en développant leur leadership et leur confiance en soi et en leur donnant les outils nécessaires pour leur permettre de prendre leur place au sein de leur communauté

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Créer, de septembre à mai, un groupe qui permet de donner une voix à 12 jeunes et de promouvoir leurs opinions auprès des acteurs de la communauté. 4 jeunes sont également engagé bénévolement pour cuisiner et parfois co-animer le groupe de 12 jeunes
B	Faciliter l'insertion de 16 jeunes qui vivent des obstacles d'intégration socioprofessionnelle, en leur donnant les outils dont ils ont besoin pour réussir (leadership, confiance en soi, capacité à s'exprimer, connaissance des services et organismes, apprentissage de la langue française, etc.)
C	Supporter 16 jeunes pour qu'ils passent à l'action et deviennent des agents de changement social. Durant l'année, les jeunes mettent en place un projet communautaire en réponse à un enjeu qu'ils ont constaté. 4 de ces jeunes sont d'anciens participants qui s'impliquent bénévolement.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Promouvoir le projet et recruter les jeunes (6 semaines). Organiser des activités de groupe de 3 heures par semaine pendant 27 semaines + sorties.
B	À chaque semaine pendant 27 semaines, réaliser des ateliers de formation et activités d'engagement citoyen : jeux brise glace, activités de cohésion de groupe et de connaissance de soi, débats, activités de bénévolat (2), ateliers sur le leadership, la planification de projet, l'organisation d'événement, le travail d'équipe, mise en pratique de l'expression orale devant un groupe, pratique du français, etc. Accompagner les jeunes dans leur développement personnel: tour de table pour parler de la vie des jeunes, discussion de groupe sur les enjeux vécus par les jeunes, soutien personnalisé en cas de besoin et 2 rencontres individuelles par année pour dresser un plan d'action individualisé.
C	Discuter des besoins et atouts de NDG et identifier un projet (réunions de l'automne); développer une stratégie d'action, diviser les tâches et accompagner les jeunes dans la mise en place du projet (réunions de l'hiver et du printemps).

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Un groupe d'au moins 16 jeunes vivant des obstacles à l'intégration se réunit 1 fois par semaine pour participer à des activités de leadership.	**Rapport (quotidien/hebdomadaire/mensuel/trimestriel)**	**Nombre de participants**
B	Les jeunes ayant des obstacles à l'intégration sont en voie de réussir une meilleure insertion sociale (auto-évaluation). Les animateurs observent le développement des jeunes (augmentation de l'estime de soi, meilleure capacité à s'exprimer, meilleure connaissance du français, etc).	**Auto-évaluation**	**Nombre d'heures d'accompagnement**
		Observations des animateurs	
C	Les jeunes ont choisi collectivement le projet qu'ils veulent entreprendre, ils ont développé eux-mêmes une stratégie d'action (et ils ont mis en œuvre leur projet "pour et par les jeunes"). Leur projet rejoint au moins une cinquantaine de personnes.	**Compte-rendu**	**Nombre de réalisations**
		Auto-évaluation par les jeunes	Nombre de personnes rejointes par le projet des jeunes

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Chargé(e) de projet**					**1 961,94 $**				**1 961,94 $**
		Coordinnation et intervention									
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	25	1,75	7,88	38	1	**1 961,94 $**					
2	Titre	**Intervenant(e)**					**4 954,82 $**				**4 954,82 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	19	6,5	22,23	34	1	**4 954,82 $**					
3	Titre	**Intervenant(e)**					**4 172,48 $**				**4 172,48 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	16	6,5	18,72	34	1	**4 172,48 $**					
4	Titre	**Cuisinier(ère)**					**0,00 $**				**0,00 $**
		Il est également intervenant jeunesse auprès des anciens jeunes leaders									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	16,5	3	8,91	30	1	**1 752,30 $**					
Sous-Total Section A							**11 089,24 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**11 089,24 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location							**2 730,00 $**				**2 730,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation							**464,00 $**				**464,00 $**
Photocopies, publicité							**125,00 $**				**125,00 $**
Déplacements											**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance											**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)											**0,00 $**
Sous-Total Section B							**3 319,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**3 319,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							**1 600,00 $**				**1 600,00 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**16 008,24 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**16 008,24 $**
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »										**0,5**	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Forum jeunesse de l'ile de Montréal 425, Boul. de Maisonneuve Ouest #1100, Montréal, Québec, H3A 3G5 Téléphone: 514-842-2400 Poste: 2716 1 500 $	Ressources humaines Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Animation des ateliers spécialisés pour le choix et la planification de projet
2	Membres de la Table de concertation jeunesse NDG 2 500 $	Expertise-conseil Prêt de local Cliquer pour menu déroulant
3	Prevention CDN-NDG 1 000 $	Expertise-conseil Ressources humaines Cliquer pour menu déroulant Des employés de Prevention CDN-NDG viennent animer des ateliers spécialisés à l'occasion. De plus, l'animateur est un membre de l'équipe de Prevention CDN-NDG afin de bénéficier des expertises de l'organisme
4	Carrefour jeunesse-emploi NDG 6370 Sherbrooke ouest Montréal, Qc, H4B 1M9 2 500 $	Prêt de local Fournitures Cliquer pour menu déroulant Les réunions et la cuisine sont dans les locaux du CJE
5		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Août	06
Date de remise du rapport d'étape	2018	Décembre	30
Date de fin de projet	2019	Mars	30
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Hans Heisinger	**Fonction**	**Directeur**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Cliquer pour menu déroulant**	**Date**	2018	Avril	10	
Signature						

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Formulaire complet. Merci.
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
	Cliquer pour menu déroulant
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Centre Communautaire de Loisir de Côte-des-Neiges (fiduciaire de la Table de Concertation Jeunesse de CDN)**
Titre du projet	**Pour bien animer**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☐	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☐	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☐	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☐	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☐	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☐	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Centre Communautaire de Loisir de Côte-des-Neiges (fiduciaire de la Table de Concertation Jeunesse de CDN)**			
Adresse	**5347 chemin de la Côte-des-Neiges**			
Ville	**Montréal**		Code postal	**H3T 1Y4**
Numéro d'inscription TPS	**119767895TR0001**		Numéro d'inscription TVQ	**1006184509TQ0001**
Numéro de charité	**119767895RR0001**			
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**			
District électoral municipal	**Côte-des-Neiges (CDN-NDG)**			
Circonscription électorale provinciale	**Outremont**			
Circonscription électorale fédérale	**Outremont**			
Responsable de l'organisme	**Madame**	**Denise Beaulieu**		
Fonction	**Directrice générale**			
Téléphone	**514-733-1478**		Télécopieur	**514-733-7481**
Courriel	direction.generale@cclcdn.qc.ca		Site web	www.cclcdn.qc.ca
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**			
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**			
Si oui, laquelle/lesquelles				

1.2 — Mission de l'organisme

* Il est important de mentionner que le CCL CDN est impliqué dans ce projet qu'à titre de fiduciaire. La TJ CDN est une initiative des intervenants du milieu. Depuis plusieurs années, elle regroupe les organismes communautaires, écoles et institutions de CDN afin d'oeuvrer collectivement et de manière concertée à l'amélioration de la qualité de vie des jeunes du quartier. Sa mission est d'agir collectivement et concrètement afin d'assurer le bien-être et le développement des jeunes de 0 à 25 ans du quartier CDN. Lieu d'échange, de partage d'expertise et de réseautage, la TJ CDN a pu, grâce à l'expertise de ses membres, développer de nombreux projets (Travail de rue, Intervenants Communautaire Scolaire, Hypersexualisation, Pour bien animer, etc.)

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Pour bien animer**			
Personne responsable du projet	**Madame**	Odile Laforest		
Fonction	**Coordonnatrice**			
Téléphone	514-872-4946		Télécopieur	514-733-7481
Courriel	coordination@tablejeunessecdn.com			
Nouvelle initiative	**Non**		**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Ce projet est essentiel pour répondre aux besoins des partenaires. Il a fait ses preuves dans l'insertion socio-professionnelle des jeunes et nous rejoignons des jeunes différents chaque année.			

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Côte-des-Neiges est caractérisé par une grande diversité culturelle et un fort niveau de défavorisation. Les 5-19ans y sont plus représentés que dans l'ensemble de la population montréalaise. 27,4% de la population totale du territoire du CLSC CDN et le taux de chômage est de 13% comparativement à 9% pour l'île de Montréal (Carrefour Jeunesse-Emploi de Côte-des-Neiges, Analyse des données du Recensement de 2011, publication 2017)."Lorsque l'on compare les 45 quartiers/municipalités sur l'île de Montréal, Côte-des-Neiges arrive en première place en nombre de personnes sans revenu en 2010. Le revenu médian est de 18 968$ (île de Montréal : 24 541$) et le revenu moyen est de 29 663$ (île de Montréal : 36 748$). " (Portrait du quartier Côte-des-neiges par la CDC CDN).

De nombreux facteurs tels que le la défavorisation matérielle et sociale, la consommation, la violence, le faible sentiment d'appartenance à l'école, le peu d'aspiration professionnelle, l'influence néfaste de pairs délinquants ou encore un milieu familial inadéquat sont autant d'éléments de cette problématique.

Il existe dans l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (CDN—NDG) un grand nombre de camps de jour et d'installations publiques nécessitant un personnel compétent pour pourvoir les différents postes offerts durant l'été. Puisque la qualité des camps de jour dépend principalement de la dynamique des animateurs, les organismes aspirent tous à avoir des équipes solides et bien formées. C'est pour ces raisons que la Table de Concertation Jeunesse de Côte-des-Neiges (Table Jeunesse),en concertation avec l'arrondissement CDN—NDG, le Centre communautaire de Loisir de la Côte-des-Neiges (CCLCDN), a développé ce projet qui permet d'assurer une relève de qualité en animation et en loisir, et qui contribue au succès des camps de jour du quartier et à la satisfaction des parents.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Le projet "Pour bien animer" consiste à offrir aux jeunes de 15 à 19 ans une formation qualifiante aux fonctions d'animateur. Cette formation est dipensée sous forme d'ateliers ainsi que de stages pratiques. Ces jeunes recevront une formation théorique(Diplôme d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur, sécurité dans les camps de jours, techniques d'animation et d'intervention auprès des jeunes) pour une durée totale de 35h pour l'année sur une période de 15 semaines. Pour le volet pratique, ils doivent réaliser 35h pour l'année sur une période de 17 semaines dans les organismes communautaires, les écoles et lors d'évémenents de quartier. Chaque année pour s'ajuster aux besoins des jeunes et des partenaires, le projet se réinvente. C'est ainsi que cette année nous souhaitons pouvoir inviter des jeunes qui travaillent déjà en animation et nous effectuerons aussi un jumelage avec des jeunes du Cegep étudiant en technique de loisirs, le but étant de faire découvrir à nos jeunes les possibilités qui existent dans les champs d'études en animation. Parallèment, nous poursuivrons l'expansion entamée en 2016 vers le quartier de NDG afin de rejoindre un maximum de jeunes qui y vivent et ainsi leur permettre d'intervenir directement dans leur milieu de vie.

Ce projet vise à lutter contre la pauvreté par la qualification et la formation des jeunes, prévient l'exclusion sociale par les activités de socialisation positives, favorise le rapprochement avec la communauté, prévient l'oisiveté, favorise l'épanouissement personnel et s'adapte aux spécificités des jeunes. Un des autres grands avantages du projet est de combler la demande en animation tout au long de l'année. Nous sommes constamment sollicités pour envoyer nos stagiaires dans les organismes partenaires. Cet aspect du projet permet aux jeunes de mieux connaître leur quartier et développer leurs réseaux socio-professionnels. Pour ce qui est de la gestion quotidienne du projet, une coordonnatrice est embauchée 35h/semaine. Elle a pour mandat de coordonner le recrutement des participants, de planifier les formations et les suivis terrains. Elle travaille en étroite collaboration et en concertation avec les organismes et écoles du quartier. Elle doit favoriser le développement des jeunes en planifiant des événements et des activités de cohésion de groupe. La coordonnatrice assure aussi la gestion du budget et produit des rapports. Elle effecute un suivi constant des jeunes et pendant la période estivale continue à les encadrer dans leur milieu de travail.

Un des points forts du projet est que nous faisons appel à des formateurs, tout au long du projet,provenant notre quartier, principalement de nos partenaires tels que le Carrefour Jeunesse Emploi de CDN, le Centre Communautaire de Loisir de CDN et Prévention CDN-NDG.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Adolescents (12 - 17 ans)	Étudiants	Minorités ethniques	10	13
Adolescents (12 - 17 ans)	Minorités ethniques	Personnes à faible revenu	9	10
Jeunes adultes (18 - 35)	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	Personnes à faible revenu	10	13
		TOTAL	**29**	**36**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Prévention du décrochage scolaire et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes de 15 à 30 ans**	Favoriser l'employabilité des jeunes et le développement de compétences
2	**Projets d'insertion sociale et économique pour les immigrants et les jeunes**	Favoriser l'implication sociale des jeunes immigrants
3	**Accompagnement en loisir**	Formation pour la préparation d'une relève pour les camps de jour

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Offrir l'opportunité à des jeunes de 15 à 19 ans de se former dans le domaine de l'animation et ainsi pouvoir décrocher des emplois de qualité mieux payés.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Avoir 65 jeunes par année ayant complété la formation théorique et pratique durant l'année.
B	Que les jeunes découvrent leurs forces et qualités professionnelles dans le cadre de cette formation.
C	Offrir l'opportunité de vivre une première expérience d'emploi significative.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Formation théorique (Diplôme d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur, sécurité dans les camps de jours, techniques d'animation et d'intervention auprès des jeunes, etc.) 2.3 heures Hebdomadaire (total de 35h/année sur une période de 15 semaines par année)
B	Stages pratiques dans les organismes communautaires, les écoles, dans le cadre des événements de quartier, etc. 2 heures Hebdomadaire (total de 35h/année sur une période de 17 semaines par année)
C	Formation en premiers soins (8 heures deux fois par année pour un total de 16h par année sur une période de 4 semaines/année) et Formation en employabilité (3 heures deux fois par année pour un total de 6h par année sur une période de 3 semaines/année)

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Développer les compétences des jeunes en animation	**Suivi des participants**	**Autres : (préciser ci-dessous)**
		Atteindre les objectifs de la formation donnée par le FQCCL.	Jeunes ayant complété 35 heures de formations théoriques, ainsi que la formation en 1ers soins, en sécurité de camps de jours et
B	Avoir 65 jeunes par année qui ont effectué 35 heures de stages pratiques dans les organismes du milieu, leur permettant d'acquérir une expérience de terrain solide menant au développement du savoir-être et du savoir-faire	**Suivi des participants**	**Autres : (préciser ci-dessous)**
		L'atteinte des objectifs d'apprentissage en situation de stage.	Jeunes ayant complété 35 heures de stages pratiques.
C	Avoir 40 jeunes qui se sont trouvés un emploi pour la saison estivale dans les domaines reliés à la formation Pour bien Animer	**Autres : (préciser ci-dessous)**	**Autres : (préciser ci-dessous)**
		La qualité des partenariats établis avec les camps et les organismes de l'arrondissement.	Nombre de jeunes travaillant durant l'été dans les camps.

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								CELO(PIMJ)	Dev. Social		
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Coordonnateur(trice)**					**12 542,00 $**	8 779,00 $	6 271,00 $		**27 592,00 $**
		(avril 2018 à mars 2019)									
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	17,45	30	103,6	44	1	**27 592,40 $**					
2	Titre	**Coordonnateur(trice)**					**2 926,00 $**		4 390,00 $		**7 316,00 $**
		(juin à septembre 2018)									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	17,45	35	120,86	10	1	**7 316,10 $**					
3	Titre	**Formateur(trice)**							4 147,00 $		**4 147,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
4	Titre	**Animateur(trice)**						6 300,00 $			**6 300,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	12	10,5		1	50	**6 300,00 $**					
Sous-Total Section A							**15 468,00 $**	**15 079,00 $**	**14 808,00 $**	**0,00 $**	**45 355,00 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location							**140,00 $**	4 292,00 $	1 018,00 $		**5 450,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation							**445,00 $**		825,00 $		**1 270,00 $**
Photocopies, publicité							**281,00 $**		100,00 $		**381,00 $**
Déplacements							**166,00 $**		249,00 $		**415,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance											**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)											**0,00 $**
Sous-Total Section B							**1 032,00 $**	**4 292,00 $**	**2 192,00 $**	**0,00 $**	**7 516,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							**3 500,00 $**				**3 500,00 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**20 000,00 $**	**19 371,00 $**	**17 000,00 $**	**0,00 $**	**56 371,00 $**
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »										**1/2 poste**	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Carrefour Jeunesse-emploi de Côte-des-Neiges 6555, chemin de la Côte-des-Neiges, Suite 240	Expertise-conseil
		Soutien technique
		Cliquer pour menu déroulant
		Formations en employabilité
2	Centre Sportif Côte-des-Neiges 4880, Ave Van Horne	Expertise-conseil
		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
		Lieu de stages et de formations pour les jeunes
3	Centre Communautaire de Loisir de Côte-des-Neiges 5347, chemin Côte-des-Neiges, Mtl, H3T 1Y4	Expertise-conseil
		Prêt de local
		Cliquer pour menu déroulant
		Lieu de stages et de formations pour les jeunes
4	Centre de Ressources communautaire de CDN 6767 chemin de la Côte-	Prêt de local
		Prêt d'équipement
		Cliquer pour menu déroulant
5	Centre Communautaire Mountain Sights 7802, avenue Mountain Sights, Montréal, QC, H4P 2B2	Expertise-conseil
		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
		Lieu de stages et de formations pour les jeunes

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	08
Date de remise du rapport d'étape	2018	Novembre	23
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
PIMJ	Programme d'Intervention de Milieu pour les Jeunes 12 À 30 ans par l'intermédiaire du Centre Communautaire du Loisir de CDN (CELO)
Dev. Social	Fonds de développement social de l'Arrondissement CDN -NDG

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Précisions quant au poste animateurs(trices)
C'est un montant forfaitaire donné aux jeunes qui complètent les 35h de stage pratique à titre de dédommagement.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Denise Beaulieu		**Fonction**	**Directrice générale**		
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes		**Oui**	**Date**	2018	Avril	16
Signature						

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Les habitations Sherbrooke Forest**
Titre du projet	**Faire florir la forêt: le développement communautaire et la participation citoyenne à Sherbrooke Forest (Com Dev)**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé	**16,000.00 $**	Montant accordé	**16,000.00 $**
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

v	Lettres patentes de votre organisme (charte)
v	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
v	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
v	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
v	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
v	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
v	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Les habitations Sherbrooke Forest**		
Adresse	**2- 6402, Rue Sherbrooke O**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H4B 1N2**
Numéro d'inscription TPS			
Numéro de charité	**114342688**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Loyola (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Notre-Dame-de-Grâce**		
Circonscription électorale fédérale	**Notre-Dame-de-Grâce–Lachine**		
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**Arnold Bennett**	
Fonction	**Président**		
Téléphone	**5144846595 5144889227**	Télécopieur	**5144889664**
Courriel	teninform@videotron.ca	Site web	sherbrookeforest.com
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Les habitations Sherbrooke Forest a comme mission de sécuriser des contrats de gestion d'immeubles de la catégorie "logements abordables" ainsi d'accroître la banque de ces logements.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Faire florir la forêt: le développement communautaire et la participation citoyenne à Sherbrooke Forest (Com Dev)**		
Personne responsable du projet	**Monsieur**	Arnold Bennett	
Fonction	**Président**		
Téléphone	514-488-9227	Télécopieur	514-484-9664
Courriel	teninform@videotron.ca		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	L'objectif est de favoriser le développement communataire participatif pour permettre le travail collectif entre toutes les parties prenantes en portant une attention particulière pour la mobilisation des résidents. Nous assurons maintenant l'implication des résidents à chaque étape.		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Les problèmes les plus importants auxquels sont confrontés nos résidents sont les barrières linguistiques et les possibilités d'emploi, qu'ils soient nés au Canada ou qu'ils soient arrivés récemment, qu'ils aient besoin d'aide du français. Ils ont également besoin de voir la valeur en eux-mêmes. Le développement communautaire est un moyen dynamique de donner aux gens des expériences qui les aident à reconnaître leur propre valeur et à les encourager à s'intégrer.

Notre intervention dans ces (4) années a révéleé des enjeux récurrents tels que l'isolement, barrières linguistiques et emploi.

Un autre obstacle est la confiance. Si les habitants ne font pas confiance, ils ne vont pas se faire valoir sur des questions importantes qui affectent leur vie de tous les jours.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Le but premier est d'augmenter le sentiment d'appartenance communautaire et le bien-être des résidents des différentes habitations. L'organisateur communautaire travaillera avec une approche participatoire pour co-créer des projets basés sur les besoins et les intérêts des résidents et participants. Le projet incluera des acticvités sociales ciblées pour les personnes agées, un programme d'information sur la sécurité, des interventions avec les jeunes pour éviter les problèmes de délinquance, au développement d'activités parascolaire pour les enfants.

Nous essayons une approche communautaire qui englobe de nombreuses parties de la vie des résidents. Cette année, nous coordonnons des ateliers de contes, pour aider les résidents voient la valeur de leur participation et de prendre confiance en eux-mêmes. Les ateliers d'histoires contées sont conçus pour aider les résidents à être concis et clair quand ils essaient de s'exprimer et aussi à être fiers de ce que l'histoire qu'ils aimeraient dire, que ce soit leur histoire en direct, un événement, les antécédents familiaux, etc etc

Les résidents et les bénévoles ont organisé un vernissage et un atelier durant La Semaine des Arts pour la deuxieme année consécutives. Les résidents ont également suggéré que notre cuisine collective fonctionne une fois par semaine et nous l'avons rétablie régulièrement au-delà des sessions avec les jeunes

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Adultes (36 - 64 ans)	Immigrants (+ de 5 ans au pays)	Langue maternelle AUTRE que le français et l'anglais	60	50
Jeunes adultes (18 - 35)	Langue maternelle l'ANGLAIS	Décrocheurs scolaires	20	20

Aînés (65 ans et +)	Bénévoles	Personnes à faible revenu	25	20
		TOTAL	105	90

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Soutien à la vie communautaire**	1
2	**Prévention du décrochage scolaire et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes de 15 à 30 ans**	2
3	**Projets d'insertion sociale et économique pour les immigrants et les jeunes**	3

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Batir un sentiment de bien-etre et developper une vie communautaire pour les residents des habitations. Par example: Aller chercher le potentiel des residents pour ameliorer leur qualite de vie, faciliter l'integration sociale et les relations, entre voisins, creer un sentiment d'appartenance, batir la capacite des residents de devenir des citoyens engages. Par example, les habitents ont mobilise une ruche d'art tous les samedis, les résidents ont insisté pour que nous relançions une cuisine communautaire.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Identifier rapidement les besoins communautaires de les residents vulnerable comme personne âgées ou les immigrants.
	Développer des programmes basés sur les besoins essentiel en collaboration avec les résidents; les personnes âgées, les immigrants y les familles monoparentale

B	
C	Développer une participation plus accrue entre les locataires: les personnes âgées, les immigrants y les monoparentale

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	En partenarait avec le collectif Benny Farm, CJE et Conseil Communautaire Notre-Dame-de-Grâce, nous traivallons à trouver des occassions d'emploi pour nos résidents. Les résidents ont rejoint le CJE se réunitau moins deux fois par mois et le cours de de français ont été disponibles au moins deux sessions par an. Les résidents qui ne parlent ni français ni anglais ont aussi participé à des cours de conversation en français et / ou en anglais donnés au conseil communautaire de NDG.
B	En collaboration avec le programme 'Jeune en Action' CJE nous mobilisons pour offrir des activités de résidents tels que la cuisson sur un budget, upcycling, comment trouver du travail etc (les jeunes sont principalement des résidents des bâtiments et les résidents sont également invités) 1 fois par semaine. Les femmes monoparentales dirigent les activités pour donner aux participants une idée réaliste de la budgétisation
C	Fête des voisins/Halloween/Noël organisée par les citoyens eux-mêmes avec le soutien de la travailleuse communautaire. Organiser les féte poer partager les traditions et créer de nouvelles traditions avec les voisins. Une fois par année chacun. Ces activités sont devenues une extension de la ruche artistique, en mettant l'accent sur les arts & l'artisant que complètent les vacances, ou la période de l'année etc etc

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Participation accrue de familles immigrantes dans la vie communautaire grâce aux nouvelles compétences lingistiques	**Mobilisation**	**Liste des présences**
		suive des participants	Nombres des partenaires
B	Diminuation de la déléquence des jeunes grâce à un encadrement et de programmes structurés	**Suivi des participants**	**Nombre de bénévoles**
			Nombres des partenaires
C	Une participation des résidents des événements et de la vie communautaire grâce aux liens développés entre eux ainsi qu'avec l'organisateurcommunautaire	**Assiduité**	**Nombre de participants**
			Nombres de partenaires

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire		Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
			NDGCC	HSFI		
A — Personnel lié au projet						
Titre	**Agent(e) de développement communautaire**					

1	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total	16,000.00 $		3,734.00 $		19,734.00 $
	17.25	21	17.25	52	1	19,734.00 $					
2	Titre	Cliquer pour menu déroulant						4,160.00 $			4,160.00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	16	4	16	52	1	4,160.00 $					
3	Titre	Cliquer pour menu déroulant									0.00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0.00 $					
4	Titre	Cliquer pour menu déroulant									0.00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0.00 $					
						Sous-Total Section A	16,000.00 $	4,160.00 $	3,734.00 $	0.00 $	23,894.00 $
						B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)					
						Équipement: achat ou location					0.00 $
						Fournitures de bureau, matériel d'animation		300.00 $			300.00 $
						Photocopies, publicité		300.00 $			300.00 $
						Déplacements		300.00 $			300.00 $
						Locaux, conciergerie ou surveillance		200.00 $	300.00 $		500.00 $
						Assurances (frais supplémentaires)					0.00 $
						Sous-Total Section B	0.00 $	1,100.00 $	300.00 $	0.00 $	1,400.00 $
						C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)					
						Frais administratifs du projet	500.00 $	900.00 $	300.00 $		1,700.00 $
						Sous-Total Section C					
						TOTAL DES CONTRIBUTIONS	16,500.00 $	6,160.00 $	4,334.00 $	0.00 $	26,994.00 $
						NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »				**75**	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Conseil Communautaire Notre-Dame-de-Grâce, Bienvenue à NDG	Expertise-conseil
		Participation au comité aviseur,concertation
		Prêt de local
		Resources Humaines, Matérielles, autres (photocopy)

2	Prévention CDN NDG, SPVM, EMRII, OBM Program le Pont, CJE, Eco-Quartier	Expertise-conseil Prêt de terrain Promotion, sensibilisation réferences/ recrutement des participants
3	Eco-Quartier, Le reseau (La Ruche D'art), Piste Cyclart, Cheap Art Collective, Centre Walkley, Centre COmmunautaire Monkland, HCNDG, Chez soi, CLSC Benny	Expertise-conseil Promotion, sensibilisation Prêt de local
4	Centre Walkley, Centre Communautaire Monkland, HCNDG, Chez Soi, CLSC Benny	Promotion, sensibilisation Expertise-conseil Prêt de local
5	La Semaine des Arts, Notre Dame des Arts	Autres (précisez ci-dessous) Autres (précisez ci-dessous) Référence/recrutement des participants 1. Nous sommes dans la programmation de la semaine des arts 2. Nous sommes dans la programmation de Notre Dame des Arts 1 fois par l'année

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	Jour
Date de remise du rapport d'étape	2018	Janvier	Jour
Date de fin de projet	2018	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2018**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
1. HSFI 2.CJE	Les Habitations Sherbrooke Forest 2. Centre Jeunesse Emploi
3.HCNDG	Les Habitaions Communautaire Notre-Dame-de-Grâce
4. EMRII	4. L'équipe mobile de réference et d'intervention en itinerance
5.OBM	Old Brewery Mission

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Le nouvel intervenant communautaire a reçu une formation en counseling et cela a été une compétence formidable qui a accru la participation à

L'année dernière nous avons essayé d'obtenir leur sans fil pour la résidence. Nous allons réessayer cette année car c'est un outil important

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Arnold Bennett	**Fonction**	**Président**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**	**Date**	2018	Avril	12	
Signature						

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	
	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**L'Institut Fraser Hickson, Montréal**
Titre du projet	**Nouveaux secteurs et activités - MINIBIBLIO**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé	**20 000$**	Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☑	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☑	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☑	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**L'Institut Fraser Hickson, Montréal**			
Adresse	**3755 rue Botrel, S-102**			
Ville	**Montréal**		Code postal	**H4A 3G8**
Numéro d'inscription TPS	**107403446RT0001**		Numéro d'inscription TVQ	**1006163030**
Numéro de charité	**107403446RR0001**			
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**			
District électoral municipal	**Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG)**			
Circonscription électorale provinciale	**Notre-Dame-de-Grâce**			
Circonscription électorale fédérale	**Westmount–Ville-Marie**			
Responsable de l'organisme	**Mme**	**Helen Fortin**		
Fonction	**Directrice générale**			
Téléphone	**514-872-0517**		Télécopieur	
Courriel	helen@fraserhickson.ca		Site web	www.fraserhickson.ca
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**			
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**			
Si oui, laquelle/lesquelles				

1.2 — Mission de l'organisme

Enrichir la communauté et améliorer les niveaux d'alphabétisation en travaillant, de concert avec nos partenaires, à faciliter l'accès aux livres et à nos services en commençant par les plus jeunes et les populations vulnérables.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Nouveaux secteurs et activités - MINIBIBLIO**			
Personne responsable du projet	**Mme**	Helen Fortin		
Fonction	**Directrice Générale**			
Téléphone	514-872-0517		Télécopieur	
Courriel	helen@fraserhickson.ca			
Nouvelle initiative	**Non**		**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Le succès des initiatives d'alphabétisation rendues possibles grâce au soutien que nous avons reçu en 2017-2018 a été très excitant, et nous sommes impatients de pouvoir bâtir de cet investissement en 2018-2019.			

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Selon le dernier Portrait statistique de la population sur le territoire de CDN-NDG, rédigé par Christian Paquin en avril 2014, presque le tiers des résidents (32%) de l'arrondissement vivent avec un faible revenu (comparativement à la moyenne montréalaise de 26,4%). En moyenne, pour tout l'arrondissement CDN-NDG, les femmes sont désavantagées quant au revenu, gagnant seulement 88% du salaire des hommes. Sans surprises, se sont les secteurs dans lesquels nous retrouvons de fortes populations immigrantes et de minorités visibles, où nous observons les plus faibles revenus et même une décroissance des revenus de 2005 à 2010.

Conclusion, les inégalités dans l'arrondissement semblent être stables ou s'accroître. Les femmes, les immigrants et les minorités visibles en font toujours les frais. Pour palier à cela, l'arrondissement CDN-NDG rédige présentement une nouvelle stratégie autour d'une Table ronde sur la réduction de la pauvreté dans l'Arrondissement CDN/NDG. Cette table vise à redéfinir la manière dont une communauté combat la pauvreté en prenant exemple sur le succès récent de l'initiative du groupe Tamarack et des Vibrant Communities (Communautés vivantes).

Les Communautés vivantes ont une approche multi-sectorielle qui vise l'engagement de toute la société afin d'implanter des projets qui ont un impact sur toute la commuanuté. L'Institut Fraser Hickson, une pierre angulaire du quartier depuis 1885, suggère de combattre la pauvreté en utilisant l'alphabétisation. Voici quelques bénéfices et coûts sociaux reliés à l'alphabétisation et l'éducation de la petite enfance (la population ciblée par L'Insitut Fraser Hickson):

1) Pour chaque dollar investit en éducation de la petite enfance, les coûts sociaux sont réduits et l'augmentation des impôts perçus des parents augmentent de deux dollars (ecereport.ca/en/benefits-early-childhood-education/).

2) L'analphabétisme au Québec dépasse la moyenne nationale, 60% des citoyens ont de la difficulté avec des documents complexes et 10% peuvent à peine lire. (Fondation pour l'alphabétisation,https://www.fondationalphabetisation.org/)

2.3 — Résumé synthèse du projet

MINIBIBLIO

Depuis 2013, en partenariat avec plus de 15 organismes locaux reconnus par la Ville de Montréal (YMCA, la Ruche d'Art, Fondation du Dr. Julien, Garderie Vendôme, MAB-Mackay Rehabilitation Centre, le centre culturel St-Raymond, Imagine West, L'hôpital général pour enfants, etc…) et en partenariat avec la Ville de Montréal, Fraser Hickson a ouvert 15 nouvelles micro bibliothèques sur le territoire de CDN-NDG. La mission principale de ces micro bibliothèques est d'offrir des livres gratuitement à la population et, en particulier, à la petite enfance et aux familles. En 2018-2019, nous désirons ouvrir 20 nouvelles micro bibliothèques sur les secteurs de WestHaven, Loyola, Fielding-Walkley, St-Raymond ainsi que le secteur Darlington à CDN. Nous désirons également stimuler la lecture dans des endroits où les familles n'ont pas nécessairement le réflexe d'aller à la bibliothèque. Les usagers peuvent consulter les livres sur place ou emprunter les livres et les rapporter à la maison. Fraser Hickson offre des livres en français et en anglais à toute la population.

La lecture et les niveaux d'alphabétisation (Niveau 1, 2, 3, 4, 5) sont au coeur de la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale. En offrant un libre accès aux livres en dehors du réseau traditionnel des librairies et des bibliothèques, la Fraser Hickson offre à la population l'opportunité d'accéder à la lecture.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Petite-enfance (0 - 5 ans)	Personnes à faible revenu	Familles monoparentales	1,000	1,000
Familles	Minorités visibles	Analphabètes	1,000	1,000
Aînés (65 ans et +)	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	500	500
		TOTAL	**2,500**	**2,500**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**
Non	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Soutien à la famille et à la petite enfance**	Soutien aux populations ainées
2	**Projets d'insertion sociale et économique pour les immigrants et les jeunes**	
3	**Intervention sur les problématiques socio-urbaines**	

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Réduire la pauvreté et les inégalités socio-économiques

Soutenir la famille et la petite enfance en augmentant les niveaux d'alphabétisation auprès des jeunes et des familles

Favoriser l'insertion sociale auprès des immigrants et des minorités visibles

Faire la promotion de l'égalité entre homme et femmes

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Permettre à 2000 nouvelles familles de développer des compétences parentales dans la médiation de la lecture en leur offrant 5000 livres, 5 formations et 20 bénévoles du mois de mai 2018 au mois de mars 2019.
B	Offrir un accès gratuit à 5000 livres aux familles grâce à un reseau de micro bibliothèques sur le territoire CDN-NDG, dont 35 déjà existantes et 20 nouvelles qui ouvriront en 2018-2019 grâce à l'embauche d'une coordinatrice de mai 2018 à mars 2019.
C	Embaucher une femme issue d'une minorité visible pour promouvoir l'égalité homme-femme et contrer l'exclusion sociale et la pauvreté auprès des minorités visibles et des nouveaux arrivants.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	1) Nous engagerons une femme issue d'une minorité visible, résidente de CDN-NDG, qui est dans une situation de faible revenu afin de lui offrir un poste à la hauteur de son expérience en tant que coordonnatrice. À travers un processus rigoureux de sélection, nous avons déjà identifiées une telle candidate qualifiée. 2) Nous ouvrirons 20 nouvelles micro bibliothèques sur le territoire dans les endroits suivants entre le mois de mai 2018 à mars 2019 à raison de 2 micro bibliothèques par mois, notamment dans les secteurs de WestHaven, Loyola, Fielding-Walkley, St-Raymond ainsi que le secteur Darlington à CDN . Nous offrirons de 50 à 200 nouveaux titres et titres de collection à ces micro bibliothèques selon leur
B	3) Nous achèterons 2500 nouveaux titres pour fournir les documents à ces 20 nouvelles micro bibliothèques. Nous redistribuerons également les nombreux dons que nous recevons des particuliers, des organismes (PBS, Literacy Quebec, First Book Canada) et des entreprises. 4) Nous lancerons une campagne de recrutement sur nos réseaux sociaux au printemps 2018 (mois de mai), dans nos micro bibliothèques avec la création et l'affichage de 30 d'affiches encourageant les usagers à devenir des bénévoles qui désirent offrir la médiation de la lecture.
C	6) Les formations seront données par Communication-Jeunesse (en français par Léa Fauvel) et Literacy Quebec. Lire un plaisir à partager : l'importance de la médiation littéraire auprès des jeunes Cette formation présente la lecture et l'animation du livre pour la jeunesse comme un processus qui a comme objectif ultime de propager le plaisir de lire chez les jeunes. D'une activité solitaire, la lecture devient un rendez-vous collectif qui permet de partager son plaisir. Conçue pour les animateurs culturels et les parents, la formation aborde de manière concrète les principes de base en médiation de la lecture et amène le participant à réfléchir sur sa propre pratique. Les ateliers seront gratuits pour les bénévoles et employés de nos organismes partenaires. Les ateliers seront également ouverts au public pour toute personnne désirant de faire de la médiation de la

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Meilleure promotion des micro bibliothèques grace aux 10 à 20 nouveaux bénévoles.	**Témoignage (verbal/écrit)**	**Nombre de familles rejointes**
		ecrit	2000
B	L'ouverture de 20 nouvelles micro bibliothèques sur le territoire CDN-NDG.	**Rapport (quotidien/hebdomadaire/mensuel/trimestriel)**	**Nombre de familles rejointes**
		Rappport mensuel	2000
C	L'offre de 5 ateliers professionnels offerts aux bénévoles et employés de nos organismes qui toucheront de 60 à 90 personnes.	**Réalisation de formation**	**Nombre de participants**
		5	100

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Coordonnateur(trice)**					**12,000.00 $**	7,360.00 $			**19,360.00 $**
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	22	21	22	40	1	**19,360.00 $**					
2	Titre	**Technicien(enne)**						10,400.00 $			**10,400.00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	24	10	20	40	1	**10,400.00 $**					
3	Titre	**Animateur(trice) spécialisé(e)**					**3,000.00 $**	1,485.00 $			**4,485.00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0.00 $					
4	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									**0.00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0.00 $					
Sous-Total Section A							**15,000.00 $**	**19,245.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**34,245.00 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location									20,000.00 $		**20,000.00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation							**1,700.00 $**		600.00 $		**2,300.00 $**
Photocopies, publicité									3,000.00 $		**3,000.00 $**
Déplacements							**800.00 $**		400.00 $		**1,200.00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance											**0.00 $**
Assurances (frais supplémentaires)								1,200.00 $			**1,200.00 $**
Sous-Total Section B							**2,500.00 $**	**1,200.00 $**	**24,000.00 $**	**0.00 $**	**27,700.00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							**2,500.00 $**	**4,500.00 $**			**7,000.00 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**20,000.00 $**	**24,945.00 $**	**24,000.00 $**	**0.00 $**	**68,945.00 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de
« Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Ville de Montréal	Prêt de local
		Participation au comité aviseur,concertation
		Cliquer pour menu déroulant
2	Fondation du Dr. Julien	Participation au comité aviseur,concertation
		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
3	Communication-jeunesse	Participation au comité aviseur,concertation
		Expertise-conseil
		Cliquer pour menu déroulant
4		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
5		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	09
Date de remise du rapport d'étape	2018	Octobre	31
Date de fin de projet	2019	Avril	30
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Mai**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
Fondations	Fondation Rossy
Fondations	Fondation Power Corporation
Fondations	Fondation Eric T. Webster

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Helen Fortin	**Fonction**	**Directrice Générale**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**		**Date**	2018	Avril	11
Signature	Helen Fortin					

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
	Aînés
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**CENTRE DES AÎNÉS CÔTE-DES-NEIGES**
Titre du projet	**" Ponts vers la participation communautaire des aînés (PPCA) "**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☐	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☐	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☐	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☐	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☐	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**CENTRE DES AÎNÉS CÔTE-DES-NEIGES**		
Adresse	**6600, avenue Victoria, bureau 101**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H3W 3G7**
Numéro d'inscription TPS		Numéro d'inscription TVQ	
Numéro de charité	**13284 1065 RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Darlington (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Mont-Royal**		
Circonscription électorale fédérale	**Outremont**		
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**RISASI, AMISI ROGER**	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	**(514) 344 - 1210**	Télécopieur	**(514) 344 - 9679**
Courriel	direction@ainecdn.org	Site web	www.ainecdn.org
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Oui**		
Si oui, laquelle/lesquelles	Pour le Centre des Aînés CDN, le travail de milieu permet de rejoindre une clientèle d'aînés vulnérables, fragilisés ou à risque d'exclusion sociale qui n'irait pas d'emblée vers les services offerts par les organismes.		

1.2 — Mission de l'organisme

Fondé en 1990, le Centre des Aînés Côte-des-Neiges est un organisme communautaire du quartier Côte-des-Neiges et des environs, dont la mission est d'accueillir les aînés autonomes et semi-autonomes de toutes provenances sociales, économiques et culturelles et de leur proposer diverses activités et services sociocommunautaires tout en encourageant la création de liens, de réseaux d'entraide et la participation à la vie démocratique de l'organisme.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**" Ponts vers la participation communautaire des aînés (PPCA) "**		
Personne responsable du projet		RISASI, AMISI ROGER	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	(514) 344 - 1210	Télécopieur	(514) 344 - 9679
Courriel	direction@ainecdn.org		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	L'année 2018-2019, le projet focalisé sur 3 HLMs (HLM Bourret, HLM Place Lucy et HLM Place Newman) ayant pour objectif de mobiliser 120 aînés en situation de vulnérabilité et isolés.		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Le projet "PPCA" vise à offrir une réponse concrète aux difficultés de participation communautaire des aînés. Difficultés qui entraînent des problèmes de pauvreté, d'exclusion sociale et d'isolement pour les aînés vulnérables, à faible revenu, du quartier CDN. Une difficulté majeure, "la peur" face aux structures de support existantes s'ajoute à la vulnérabilité des aînés et vient freiner leur mise en mouvement dans un processus de participation communautaire; et les empêche de s'impliquer et de donner leur plein potentiel.

Le projet s'adresse à la clientèle d'aînés de 60 ans et plus, démunis, à mobilité réduite, en situation de vulnérabilité et d'exclusion sociale vivant dans 3 HLMs ciblées (HLM Bourret, HLM Place Lucy, HLM Place Newman) du secteur Snowdon. Le choix de ces 3 HLMs est dû à leur situation dans un secteur orphelin absent d'organismes communautaires fournissant des services à la population. Le défi est aussi de percer ce milieu composé d'un grand nombre d'aînés allophones. Ces aînés ne connaissent pas les ressources à leur disposition et vivent en dehors des circuits habituels d'informations. Bien souvent ils n'osent pas demander d'aide lorsqu'ils en ont besoin en raison de leur éducation, culture valeurs.

* Problématiques particulières dans ces 3 HLMs : infestation de coquerelles par manque d'entretien ménager régulier suite à la perte d'autonomie, encombrement d'objets, fragilité psychologique, solitude, pauvreté et besoin d'aide aux formulaires.
* Comportements à risque : alcoolisme, abus, santé mentale et physique, médicaments, itinérance.
* Les milieux de ces 3 HLMs sont souvent aux prises avec des conflits internes qui minent les relations entre les aînés et ne favorisent pas les interventions nécessaires.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Le projet "Ponts vers la participation communautaire des aînés" vise à inciter les aînés vulnérables et isolés, en majorité d'origine immigrante vivant dans 3 HLMs (HLM Bourret, HLM Place Lucy, HLM Place Newman) à s'adresser au Centre des Aînés CDN qui pourra les orienter vers les ressources existantes, les aider à développer du support entre pairs et leur offrir des activités communautaires adaptées à leur rythme, dans leur résidence, en collaboration avec certains partenaires du milieu. La travailleuse de milieu aura comme tâches : AXE 1 (repérage des aînés vulnérables et isolés) - AXE 2 (approche individuelle et accompagnement) - AXE 3 (approche collective et activités de socialisation).

L'objectif principal du projet "PPCA" est d'être à l'écoute des préoccupations des aînés en situation de vulnérabilité, isolés, autonomes et de leurs besoins, vivant dans les HLMs sans activités afin de vulgariser les options offertes par le Centre des Aînés Côte-des-Neiges, à l'aide de ses divers services et activités.

Zones d'interventions de projet : * Milieux fermés (Volet résidentiel) : HLM Bourret (89 logements), HLM Place Lucy (66 logements), HLM Place Newman (62 logements). * Milieux ouverts fréquentés par les aînés (Volet commercial ou parcs) : suspension temporaire d'interventions !

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Aînés (65 ans et +)	Personnes en perte d'autonomie	Personnes seules	60	60
Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant		
Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant		
		TOTAL	60	60

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Cliquer pour menu déroulant**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	NON
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Insertion sociale des clientèles à risque**	
2	**Aînés**	
3	**Autres : (préciser à droite)**	Soutien aux aînés vulnérables et isolés vivant dans les 3 HLMs (HLM Bourret, HLM Place Lucy, HLM Place Newman).

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

L'objectif général du projet "PPCA" consiste toujours à utiliser le potentiel d'intermédiaire et de mobilisateur du Centre des Aînés CDN pour : 1) développer des activités qui vont faciliter l'intégration et la participation des aînés en majorité d'origine immigrante vivant dans les HLMs (HLM Bourret, HLM Place Lucy, HLM Place Newman) à la vie communautaire du quartier, essentiellement ceux à faibles revenus, à mobilité réduite et aux prises avec des situations de pauvreté, d'exclusion sociale et d'isolement; 2) mobiliser quelques partenaires pertinents du milieu, provenant autant du secteur communautaire que du secteur institutionnel. Les activités de concertation aideront le Centre à développer une meilleure compréhension du phénomène de l'isolement chez les aînés.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Repérer et rejoindre plus de 120 personnes aînées (hommes et femmes) en situation de vulnérabilité et d'isolement, âgées entre 60 ans et plus qui vivent dans les 3 HLMs, aux prises avec des problèmes d'exclusion sociale.
B	Soutenir le travail de socialisation fait par les comités de locataires dans les HLMs pour aînés de notre quartier afin de contrer l'isolement et l'exclusion sociale chez certains aînés en situation de vulnérabilité et à faible revenu.
C	Créer un espace de partage, de communication, d'entraide et de participation - lieu physique (un local d'activités) et social (comités, groupe de discussion, etc.). La plus grande majorité d'activités se déroulent dans l'enceinte des HLMs.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Continuer à accmpagner et à soutenir les 120 aînés repérés, âgés de 60 ans et plus, qui vivent seuls, confrontés à de sérieux problèmes de vulnérabilité liés à la pauvreté, à l'isolement et à l'exclusion sociale.
B	Sonder et valider les besoins des participants. Planifier des ateliers sur des thèmes définis pour établir une approche en relation d'aide. Effectuer les présences-terrain, travail de corridor et aides individuelles selon les besoins.
C	Gérer et animer des activités socioculturelles et de loisirs dans les 3 HLMs. Échanger les expériences des participants dans leurs recherches pour contrer l'isolement et la solitude. Rechercher des solutions collectives.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Une solidarité efficace entre les participants conduisant à des réseaux alternatifs d'entraide. Objectif du résultat : de 120 aînés en situation de vulnérabilité repérés, mobiliser au moins 80%.	**Suivi des participants**	**Nombre de participants**
		Réalisation de Café-rencontres	Nombre d'activités
B	La mise en mouvement des aînés participants au projet pour trouver des solutions aux divers obstacles. Objectif : le taux de réussite sera au moins de 90% si la demande est faite au Centre des Aînés CDN pour de l'aide.	**Mobilisation**	**Nombre de références**
		Assiduité	Nombre d'interventions, de soutiens
C	Le nombre de rencontres avec les aînés spécifiquement reliés à la problématique d'isolement et d'exclusion sociale. La présence et l'assiduité des participants aux activités.	**Suivi des participants**	**Nombre d'interventions, de soutiens**
		Focus groupe	Statistiques

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								CIUSSS CSM	MFA		
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Agent(e) de liaison**					**15 138,89 $**	10 000,00 $			**25 138,89 $**
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	16,5	28	72,87	47	1	**25 138,89 $**					
2	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									**0,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
3	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									**0,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
4	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									**0,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
Sous-Total Section A							**15 138,89 $**	**10 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**25 138,89 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location							**300,00 $**		200,00 $		**500,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation							**700,00 $**		300,00 $		**1 000,00 $**
Photocopies, publicité							**700,00 $**		360,00 $		**1 060,00 $**
Déplacements							**400,00 $**		400,00 $		**800,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance							**100,00 $**		100,00 $		**200,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)							**700,00 $**		400,00 $		**1 100,00 $**
Sous-Total Section B							**2 900,00 $**	**0,00 $**	**1 760,00 $**	**0,00 $**	**4 660,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							**1 594,11 $**				**1 594,11 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**19 633,00 $**	**10 000,00 $**	**1 760,00 $**	**0,00 $**	**31 393,00 $**
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »										**0,75**	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	TARANTO, Valeria, organisatrice communautaire : Office Municipal d'Habitation de Montréal 5800, rue Saint-Denis, bur. 502 Montréal (Qc)	Participation au comité aviseur,concertation Expertise-conseil Prêt de local
2	DUPONT, Stéphanie, organisatrice communautaire : CIUSSS Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal Téléphone : (514) 484 - 7878	Expertise-conseil Promotion, sensibilisation Participation au comité aviseur,concertation
3	KRASKA, Elizabeth, agente sociocommunautaire SPVM/Poste de quartier 26 7405, av. Mountain Sights Montréal (Qc) H4P 2B1	Participation au comité aviseur,concertation Ressources matérielles Expertise-conseil
4	LAVIGNE, Patricia, directrice Centre de bénévolat Côte-des-Neiges 4945, ch. de la Côte-des-Neiges, bur. 06 Montréal (Qc) H3V 1H5	Participation au comité aviseur,concertation Référence/recrutement des participants Promotion, sensibilisation
5	PATRICE, Jean-Sébastien, directeur général MultiCaf - cafétéria communautaire 3600, rue Barclay, bur. 320 Montréal (Qc) H3S 1K5	Participation au comité aviseur,concertation Promotion, sensibilisation Référence/recrutement des participants

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	09
Date de remise du rapport d'étape	2018	Octobre	22
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
CIUSSS CSM	Centre Intégré Universitaire de Santé et Services Sociaux Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
MFA	Ministère de la Famille et des Aînés

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Le travail de milieu a permis de rejoindre une clientèle qui n'irait pas d'emblée vers les services offerts par les organisations. On considère également que l'intervention développée dans le cadre du projet "Ponts vers la participation communautaire des aînés (PPCA)" répond à la mission établie initialement, soit d'offrir des services adaptés aux besoins spécifiques des aînés et de participer à l'amélioration de leurs conditions de vie.

L'expérience développée dans le travail de milieu a aussi permis de constater l'importance d'agir en respectant les dynamiques présentes dans chacun des milieux de vie (HLMs) et que l'intervention doit s'adapter aux différentes réalités. Pour ce faire, la travailleuse de milieu doit être en mesure de s'ajuster rapidement, mais surtout doit être capable de bien identifier les problématiques propres à chaque HLM et conserver une neutralité à toute épreuve face aux conflits vécus dans les milieux de vie. En ce sens, le soutien des ressources de l'office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) et des comités de locataires est essentiel.

Globalement, le travail ne milieu de vie ressemble sur plusieurs aspects au travail de rue. L'approche et l'intervention en milieu de vie est généralement plus facile qu'en travail de rue puisque, contrairement aux parcs, restaurants ou cafés, la présence des aînés dans les HLMs n'est pas aléatoire. De plus, dans plusieurs habitations collectives (HLMs), on retrouve habituellement une structure associative (comité de locataires, comité de résidents, etc.) pouvant appuyer le travail des travailleurs de milieu.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	RISASI, AMISI ROGER	**Fonction**	**Directeur général**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**	**Date**	2018	Avril	09	
Signature						

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Femmes du monde à Côte-des-Neiges**
Titre du projet	**Alimentation et empowerment dans la communauté**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☑	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☑	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Femmes du monde à Côte-des-Neiges**			
Adresse	**6767 chemin Côte-des-Neiges, bureau 597**			
Ville	**Montréal**		Code postal	**H3S 2T6**
Numéro d'inscription TPS	**86868 6767 RT0001**		Numéro d'inscription TVQ	**1146204533**
Numéro de charité	**86868 6767 RR0001**			
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**			
District électoral municipal	**Cliquer pour menu déroulant**			
Circonscription électorale provinciale	**Cliquer pour menu déroulant**			
Circonscription électorale fédérale	**Cliquer pour menu déroulant**			
Responsable de l'organisme	**Madame**	**Anne Richard-Webb**		
Fonction	**Coordonnatrice**			
Téléphone	**514-735-9027**		Télécopieur	**514-735-6778**
Courriel	fdmcdn@oricom.ca		Site web	www.femmesdumondecdn.org
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**			
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**			
Si oui, laquelle/lesquelles				

1.2 — Mission de l'organisme

Femmes du monde à Côte-des-Neiges est un lieu ayant comme mission de briser l'isolement et d'améliorer les condtions de vie des femmes. Les services sont offerts sans rendez-vous : écoute, soutien et références. Une halte-garderie est disponible pendant les activités. Par souci d'inclusion, les services et activités sont bilingues. Activités éducatives: groupes d'entraide en violence conjugale, ateliers, causeries (information, partage, sensibilisation), ateliers de conversation française et anglaise, dîners interculturels, soirées cinéma, sorties. Certaines activités, en collaboration avec le milieu, visent la sensibilisation de la population à des enjeux tels que la violence faite aux femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Alimentation et empowerment dans la communauté**			
Personne responsable du projet	**Madame**	Patrizia Vinci		
Fonction	**Organisatrice) communautaire**			
Téléphone	514-735-9027		Télécopieur	514-735-6778
Courriel	fdmcdn@oricom.ca			
Nouvelle initiative	**Cliquer pour menu déroulant**		**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Le projet de cette année est une suite de 2017-2018 .Entre autres, nous allons visiter un jardin collectif, une coopérative d'alimentation et, à l'aide du livre de recettes produit cette année, organiser des cuisines collectives dans d'autres groupes communautaires.			

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Les femmes immigrantes sont majoritaires dans Côte-des-Neiges et, pour plusieurs, l'immigration devient synonyme d'isolement tant au niveau social qu'économique. L'isolement a un impact sur la méconnaissance de ses propres compétences et capacités d'agir ayant comme conséquences une pauvreté accrue. La sécurité alimentaire est un des enjeux de base dont les femmes sont particulièrement responsables et qui représente un grand défi quand elles ont de faibles revenus. C'est cette population fragile que nous voulons cibler afin de briser l'isolement, renforcer la confiance en soi et dans leurs compétences et leur faire connaître de nouvelles resssources afin de fournir des outils concrets pour une prise en charge.

Ce projet s'incrit dans les orientations de prévention de la pauvreté et d'insertion sociale par l'intervention sur des clientèles à risque de la Ville de Montréal. La lutte à la pauvreté à travers une meilleure information des ressources existantes est aussi mise de l'avant dans les perspectives de travail du Plan d'action Pauvreté de la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges. Le plan d'action de Femmes du monde à Côte-des-Neiges identifie l'empowerment comme moyen d'inclusion sociale.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Au cours des dernières années, nous avons accompagné des femmes dans leur démarche d'apprentissage du défi alimentaire. Nous avons discuté budget, panier d'épicerie, lecture des étiquettes des produits. Elles ont pu participer à des cuisines avec des aliments qu'elles ne connaissaient pas. L'année dernière, elles ont travaillé ensemble pour choisir, tester et nous partager leurs recettes faciles faites à partir d'aliments qu'on trouve facilement et qui ne sont pas chers. Le livre de recettes a eu beaucoup de succès ce qui démontre un réel besoin des femmes à améliorer les conditions de vie dans le domaine alimentaire. Cette année, nous proposons aux femmes d'aller voir ce qui se fait ailleurs. Nous prévoyons visiter la Société environnementale de Côte-des-Neiges pour ses jardins collectifs, les Fermes Lufa pour leur offre d'agriculture urbaine, le Café Santropol et l'organisme Petites-Mains qui en profitera pour nous présenter son service d'insertion en emploi pour femmes immigrantes particulièrement leur offre de traiteur. Nous utiliserons le livre de recettes pour aller faire des cuisines collectives dans d'autres organismes où l'on trouve une forte présence de participantes. Et nous bénéficierons de la présence d'une nutritionniste lors de ces cuisines.

La travailleuse fera les démarches avec les groupes cités plus haut. Elle encadrera et animera les sorties dans les organismes, la préparation et la réalisation des cuisines collectives. Elle aura aussi la responsabilité de gérer le budget et les évaluations.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Adultes (36 - 64 ans)	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	Minorités ethniques	15	-
Adultes (36 - 64 ans)	Immigrants (+ de 5 ans au pays)	Minorités visibles	25	
Adultes (36 - 64 ans)	Personnes seules	Personnes à faible revenu	20	
		TOTAL	**60**	**-**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Insertion sociale des clientèles à risque**	
2	**Sécurité alimentaire**	
3	**Soutien à la vie communautaire**	

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Faire des apprentissages sur le défi alimentaire et les partager en rehaussant l'estime de soi et en permettant à des femmes de diminuer leur exclusion sociale.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Permettre à 60 femmes de partager leur vécu et d'accroître leur empowerment dans le domaine de la sécurité alimentaire.
B	Faire des apprentissages sur les ressources, projets ou services existants dans le domaine de la sécurité alimentaire.
C	Partager les connaissances acquises par des femmes, lors de la procution du livre de recettes, avec des femmes fréquentant d'autres organismes communautaires.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	1 causerie de 3 heures pour rappeler le travail accompli, présentation du nouveau projet et discussion avec les participantes de leur insécurité alimentaire et de leur implication dans ce projet. Contact avec les partenaires dont une nutritionniste, travail de promotion, de recrutement des participantes et des suivis. Planification du projet.
B	4 sorties (5 heures chacune) dans des organismes en lien avec la sécurité alimentaire permettant aux femmes de connaître de nouvelles ressources et des façons de faire différentes: jardins collectifs, service de traiteur, agriculture urbaine, coopératives en alimentation.
C	3 rencontres de préparation (3 heures chacune) pour animer la discussion autour des recettes choisies; 3 cuisines (6 heures chacune) dans 3 organismes permettant à nos participantes de partager leurs connaissances avec de nouvelles femmes; 1 rencontre d'évaluation de 3 heures à la fin du projet. Les cuisines seront: 1 à Femmes du monde, 1 chez MultiCaf, 1 à Femmes du monde avec des femmes du Centre des femmes d'ici et d'ailleurs.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Les femmes partagent leur vécu en lien avec la sécurité alimentaire.	**Témoignage (verbal/écrit)**	**Nombre de participants**
B	Les femmes connaissent de nouvelles ressources et façons de faire en sécurité alimentaire.	**Témoignage (verbal/écrit)**	**Nombre de participants**
C	Les femmes augmentent leur estime d'elle-même en partageant avec de nouvelles femmes leurs recettes et leurs connaissances.	**Évaluation**	**Liste des présences**

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								FDMCDN			
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Organisateur(trice) communautaire**					**9 553,69 $**				**9 553,69 $**
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	25,22	6,5	39,34	47	1	**9 553,69 $**					
2	Titre	**Nutritionniste**					**300,00 $**				**300,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	25	4		3	1	**300,00 $**					
3	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									**0,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
4	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									**0,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
Sous-Total Section A							**9 853,69 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**9 853,69 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location							**0,00 $**				**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation							**1 105,00 $**				**1 105,00 $**
Photocopies, publicité							**900,00 $**				**900,00 $**
Déplacements							**0,00 $**	800,00 $			**800,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance							**0,00 $**				**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)							**0,00 $**				**0,00 $**
Sous-Total Section B							**2 005,00 $**	**800,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**2 805,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							**1 400,00 $**				**1 400,00 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**13 258,69 $**	**800,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**14 058,69 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »	**1/4 poste**

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Prêt d'équipement Prêt de local Soutien technique
2	MultiCaf, cafétaria communautaire de CDN 3591, avenue Appleton, Mtl, H3S 1K5	Promotion, sensibilisation Référence/recrutement des participants Prêt de local
3	SOCENV 6767, chemin Côte-des-Neiges, bureau 591, Mtl, H3S 2T6	Promotion, sensibilisation Référence/recrutement des participants Prêt de local
4	Corporation de Développement communautaire de Côte-des-Neiges 6767 chemin Côte-des-Neiges, bureau 695, Mtl H3S 2T6	Prêt d'équipement Promotion, sensibilisation Cliquer pour menu déroulant
5	Petites Mains 7595, boul. St-Laurent, Mtl H2R 1W9	Promotion, sensibilisation Ressources humaines Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	08
Date de remise du rapport d'étape	2018	Septembre	30
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Anne Richard-Webb	**Fonction**	**Coordonnatrice**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**		**Date**	2018	Avril	10
Signature	Anne Richard-Webb					

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Conseil Communautaire Notre-Dame-de-Grâce, Inc**
Titre du projet	**Bien planifier pour mieux intervenir dans les secteurs défavorisés**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Non**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☑	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☑	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Conseil Communautaire Notre-Dame-de-Grâce, Inc**		
Adresse	**5964 avenue Notre-Dame-de-Grâce #204**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H4A 1N1**
Numéro d'inscription TPS		Numéro d'inscription TVQ	
Numéro de charité	**107766131RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	***Loyola (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Notre-Dame-de-Grâce**		
Circonscription électorale fédérale	**Notre-Dame-de-Grâce–Westmount**		
Responsable de l'organisme	**Madame**	**Halah AL-Ubaidi**	
Fonction	**Directrice générale**		
Téléphone	**514 484- 1471 (226)**	Télécopieur	**514 484-1687**
Courriel	admin@ndg.ca	Site web	www.ndg.ca
Votre organisme est-il à but non lucratif		**Oui**	
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus		**Oui**	
Si oui, laquelle/lesquelles	Nous commençons la planification pour 2017-2021		

1.2 — Mission de l'organisme

Le Conseil communautaire de NDG est un organisme qui agit pour promouvoir, améliorer et soutenir le bien-être de la communauté de Notre-Dame-de-Grâce et de ses résidents.

Le Conseil communautaire de Notre-Dame-de-Grâce est un lieu de mise en réseau et un centre d'information communautaire pour le quartier de Notre-Dame-de-Grâce. Il travaille avec les résidents et les organismes par le biais de l'organisation communautaire et de mesures d'encadrement visant à faire face aux préoccupations du milieu et à trouver des solutions, Le Conseil met l'accent sur la qualité de vie, la justice sociale et sur la participation citoyennes des résidents de Notre-Dame-de-Grâce. Il joue le rôle concertation locale via son mandat lié à la Table de quartier.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Bien planifier pour mieux intervenir dans les secteurs défavorisés**		
Personne responsable du projet	**Madame**	Halah AL-Ubaidi	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	514 484 -1471 (226)	Télécopieur	514 484-1687
Courriel	admin@ndg.ca		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	L'objectif est de favoriser le développement communautaire participatif pour permettre le travail collectif entre toutes les parties prenantes en portant une attention particulière à l'implication des résidents. Nous lançons une planification intégrale dans les quatre secteurs pour 2017-2021.		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Les secteurs Fielding Walkley, Benny Farm, Westhaven et St Raymond présentent des indicateurs, exposés dans le rapport de la Direction régionale de santé publique de Montréal (CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal 2016), qui confirment que dans ces quatre (4) secteurs la défavorisation matérielle est combinée à la défavorisation sociale. Cette tendance est constante dans plusieurs domaines tels que: la sécurité alimentaire, le décrochage scolaire, le logement ou la sécurité urbaine pour en nommer que quelques-uns. Il est donc primordial d'agir afin d'éviter à ce segment de la population de basculer en situation de pauvreté. Il est important de souligner que la specificité de chaque secteur est prise en compte. Ainsi, la densité de population, le manque d'infrastructure appropriée qui caractérisent Fielding-Walkley sont pris en considération dans nos actions. Benny Farm et Sherbrooke Forest sont des lieux de défavorisation sociale où il faut intervenir dans un tissus social complexe. À Saint-Raymond et Westhaven, l'enclavement géographique est un enjeux majeur, nous contournons cet obstacle en développant des services de proximité.

Afin d'adapter son action aux besoins des résidents des 4 secteurs vulnérables, le Conseil a formé, avec ses partenaires, des comités où les résidents peuvent avoir un échange quant à leurs préoccupations et développer leur capacité afin de leur permettre d'agir sur leur qualité de vie. Le Conseil a pour rôle de soutenir ces comités afin de les aider à agir sur leur milieu . Le soutien à ce projet permettra au Conseil de conserver ses acquis , c'est-à dire de maintenir la mobilisation, de développer plus avant les capacités des résidents et de consacrer plus de temps aux comités développées dans les quatre(4) zones. les quatre secteurs bénéficient également du soutien financier de Centraide ce qui nous permettra d'avoir une présence plus marquée dans ces secteurs.Le Conseil consacre la totalité des fonds qui lui sont octroyés à ce projet et encourage les partenaires à y contribuer également pour assurer un impact maximal

Notre intervention au cours des trois (3) dernières années a révélé des enjeux récurrents tels que l'isolement, le besoin de logements abordables, salubres appropriés à la configuration des familles. Les déserts alimentaires , le manque d'infrastructures communautaires et l'accès aux services d'emploi et de francisation sont au nombre des difficultés que vit la population. Cela nous a conduit a développer, avec nos partenaires, plusieurs projets afin de répondre à ces besoins. Les marchés saisonniers dans Saint-Raymond et Fielding Walkley ,les jardins communautaires à Westhaven, les services aux locataires et la francistaion dans le secteurs Fielding Walkley sont certains des outils mis en place. Depuis 2015, nous avons aussi choisi de travailler avec la communauté chinoise isolée. Nous avons organisé la célébration de la nouvelle année lunaire comme un stratégie pour mobiliser cette communauté et accroitre leur participation en vue de faciliter leur intégration dans la vie communautaire. Par le biais de la culture, nous sommes parvenus à dépasser la barrière linguistique et culturelle puis a instaurer un intérêt mutuel.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Le projet Bien planifier pour mieux intervenir dans les secteurs défavorisés a pour objectif d'assurer la coordination et la mobilisation des partenaires et des citoyens afin de créer un système à même de mieux répondre aux enjeux des secteurs vulnérables du quartier NDG. Chacun des secteurs a une réalité sociale qui lui est propre . Pour répondre à ces différences, le projet est conçu en fonction des besoins spécifiques des quatre (4) zones. En pratique, par le biais d'organisateurs communautaires notre action consiste à rassembler et mobiliser les acteurs du milieux et les résidents afin que ces derniers soit informés des initiatives en cours dans leur quartier. Il est important de souligner que notre action est en harmonie avec le plan stratégique communautaire NDG 2017-2021. Nous agissons également en cohésion avec les orientations de laTable Ronde de l'arrondisssement pour le réduction de la pauvreté.

Les organisateurs communautaires affectés aux secteurs vulnérables conduisent des activités de mobilisation des résidents sur le terrain , et s'assurent que les partenaires participent aux actions de développement urbain. Pour ce faire, les organisateurs communautaires assurent la visibilité et la commununication des activités, des projets et des services par le biais de notre site internet. Ils organisent aussi des réunions communautaires, des assemblées publiques qui ont pour finalité la cohésion sociale. Les projets visent à améliorer la qualité de vie, il peut s'agir de fête de quartier,de manifestations culturelles ou d'initiatives d'appropriation de l'espace public . Les organisateurs encouragent aussi les partenaires à s'investir dans les secteurs afin de palier au manque de services et de minimser le sentiment de pauvreté chez les résidents. Les services et initiatives sont toujours développés en partenariat avec les résidents. Les centres communautaires sont les principaux . partenaires au coeur de notre action et sont indispensables dans toute la démarche.

La mobilisation des familles originaires d'Asie en particulier la communauté chinoise, est un projet spécifiquement conçu pour opérer un rapprochement durable avec cette communauté. Grâce au soutien de notre coordinatrice d'origine chinoise, nous avons été en mesure de mobiliser et d'accroître la participation de cette communauté pour faciliter leur intégration dans le quartier . Cette année, nous avons commencé à voir les fruits de notre intervention. Par exemple : Un membre de cette communauté s'est joint au conseil d'administration du Conseil communautaire de NDG. Plusieurs se sont joints au personnel du Conseil pendant la marche de Centraide. De plus, certains se sont inscrits aux cours de conversation en anglais et en français offerts par les bénévoles du Conseil. Nous allons étendre cette initiative à d'autres communautés culturelles, en particulier dans le secteur de Walkley Fielding.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Population en général	Personnes à faible revenu	Minorités ethniques	300	100
Résidents du secteur	Minorités visibles	Minorités visibles	100	50
Familles	Langue maternelle AUTRE que le français et l'anglais	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	70	40
		TOTAL	**470**	**190**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	Fielding-Walkley, Westhaven, St-Raymond, Benny Farm
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**

aa

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Soutien à la vie communautaire**	
2	**Insertion sociale des clientèles à risque**	
3	**Tables de quartier**	

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Assurer la coordination des différentes interventions de revitalisation et de mobilisation dans les 4 secteurs vulnérables

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Développer des solutions et des services de qualité adaptés aux besoins des résidents pour se sortir d'une situation précaire .
B	Développer et renforcer les actions collectives en place , créer un espace pour les résidents dans cette concertation
C	Soutenir une démarche collective de mobilisation, engager et autonomiser les résidents pour être plus actifs dans leur quartier.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Services hebdomadaires, en matière de logement , Cliniques d'impôt gratuites annuelles, des marchés alimentaires ainsi qu'un jardin collectif qui assure des produits de saison aux résidents chaque été et chaque automne, Kiosques d'information , des assembliées publiques etc...
B	Consolider et coordonner des rencontres de comités : Comités de voisinage (4-6) réunions dans chaque secteur.
C	Développer des activités culturelles et sociales pour: briser l'isolement, mettre l 'emphase sur les enjeux importants dans chaque secteur, créér un sentiment d'appartenance et de fierté .Quelques exemples: 4 Fêtes de quartier (4 hrs), 2 parking Day (4hrs), 2 activités sociales (2hrs) , 4 Promenades de Jane (4hrs), 1 Fête culturel (6hrs).

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Diminution de la précarité dans le secteurs grâce à une plus grande proximité de services de base gratuits ou abordables. Résidents mieux informés et plus proactifs.	**Témoignage (verbal/écrit)**	**Nombre d'activités**
B	Renforcement des partenariats et plus d'engagement citoyen.	**Autres : (préciser ci-dessous)** Participants plus engagés.	**Nombre de partenaires**
C	Contacts privilégiés avec les résidents et meilleure source d'information relative à leurs besoins.	**Autres : (préciser ci-dessous)** Cohésion sociale	**Nombre de familles rejointes**

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								DSP -Meseure 17	Centraide	NDGCC	
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	Organisateur(trice) communautaire					48,222.72 $	7,534.80 $	47,720 40 $	9,544.08 $	113,022.00 $
		Secteurs Prioritaires (défavorisés)									
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	21	28	88.2	52	3	105,487.20 $					
2	Titre	Travailleur(euse) de milieu					4,000.00 $	992.00 $	832.00 $		5,824.00 $
		Walkely -Fielding									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	16	2		26	7	5,824.00 $					
3	Titre	Travailleur(euse) de milieu					4,000.00 $	992.00 $	832 00 $		5,824.00 $
		Walkely -Fielding									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	16	2		26	7	5,824.00 $					
4	Titre	Intervenant(e)					2,152.80 $	3,231.20 $	32,292 00 $	59,200.00 $	96,876.00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	18	30	81	52	3	96,876.00 $					
Sous-Total Section A							**58,375.52 $**	**12,750.00 $**	**81,676.40 $**	**68,744.08 $**	**221,546.00 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location										1,000.00 $	**1,000.00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation							**1,200.48 $**		500.00 $	1,200.00 $	**2,900.48 $**
Photocopies, publicité										2,000.00 $	**2,000.08 $**
Déplacements							**734.00 $**	750.00 $		1,000.00 $	**2,484.00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance										30,000.00 $	**30,000.00 $**
Assurances (frais supplémentaires)										5,000.00 $	**5,000.00 $**
Sous-Total Section B							**1,934.48 $**	**750.00 $**	**500.00 $**	**40,200.00 $**	**43,384.48 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							**6,700.00 $**	**1,500.00 $**	**823.60 $**	**10,200.00 $**	**19,223.60 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**67,010.00 $**	**15,000.00 $**	**83,000.00 $**	**119,144.08 $**	**284,154.08 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »	**20**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Nous avons reçu un soutien financier dans le cadre de la mesure Environnement favorable à la santé dans le secteur Westhaven (Mesure 17).L'objectif général est de mobiliser les résidents et d'autres acteurs clés pour des solutions visant à l'amélioration de l'aménagement de ce quartier enclavé afin de favoriser la mobilité et le transport actif et diminuer l'isolement social des résidants.

Nous avons reçu un soutien financier dans le cadre de Programme d'art Mural. Le projet de murale en mosaïque vise à améliorer et revitaliser le mur d'un bâtiment commercial au centre du secteur St-Raymond.

*Précision:Notre circonscription municipale est Notre-Dame-de-Grâce-Loyola

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Halah Al-Ubaidi	**Fonction**	**Directrice générale**				
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes		**Cliquer pour menu déroulant**	**Date**	2018	Avril	10	
Signature							

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Prevention CDN NDG	Ressources humaines
	LogisAction NDG	Ressources humaines
	CSSS Cavendish	Participation au comité aviseur,concertation
	Community Centers (Walkley, Loyola , Westhaven , Saint Raymond)	Member de Comité de voisinage
2	Arroundissement CDN NDG et SPVM Quartier 11	Participation au comité aviseur,concertation
	CSDM - Ecole Saint Raymond, SHADD Business Center et Université Concordia	Participation au comité aviseur,concertation
	Shebrooke Forest et HLM Saint Raymond	Participation au comité aviseur,concertation
	Residents (Westhaven, SaintRaymond , Benny Farm /Sherbrooke Forest , Walkley /Fielding)	Member de Comité de voisinage ou/et de résidents
3	Pedestrian Cyclist association	Expertise-conseil
	NDG Food Depot	Ressources humaines
	Cheap Art Collective / Art Hive	Ressources humaines
4	Sauvent le Falaise	Cliquer pour menu déroulant
	ICNA Food Bank	Cliquer pour menu déroulant
	Fondation de la visite	Cliquer pour menu déroulant
5		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

	Année	Mois	Jour
Date de début du projet	2018	Mai	09
Date de remise du rapport d'étape			
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Cliquer pour menu déroulant**
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Centre Communautaire de Loisir de la Côte-des-Neiges (Celo)**
Titre du projet	**Moi J'embarque**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS	
Montant demandé	Montant accordé
Numéro de projet	

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☐	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☐	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☐	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Centre Communautaire de Loisir de la Côte-des-Neiges (Celo)**		
Adresse	**5347 Chemin de la Côte des Neiges**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H3T 1Y4**
Numéro d'inscription TPS	119767895TR0001	Numéro d'inscription TVQ	1006184509TQ0001
Numéro de charité	119767895RR0001		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Côte-des-Neiges (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Outremont**		
Circonscription électorale fédérale	**Outremont**		
Responsable de l'organisme	**Madame**	**Denise Beaulieu**	
Fonction	**Directrice générale**		
Téléphone	**514-733-1478 poste 212**	Télécopieur	**nil**
Courriel	direction.generale@cclcdn.qc.ca	Site web	www.celocdn.org
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Oui**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Offrir aux citoyens de Côte-des-Neiges un milieu de vie rassembleur, harmonieux, participatif, visant l'épanouissement personnel et le développement collectif par le loisir, l'action communautaire et l'éducation populaire. Il a comme objectifs de favoriser la création de liens, de soutenir et de valoriser les personnes, de favoriser les apprentissages et le développement de compétences, d'améliorer la qualité de vie des personnes. Le Centre offre aux personnes de tous âges un grand éventail d'activités sportives, physiques, socio-culturelles, de plein air, éducatives et communautaires, du lundi au dimanche, de 8h30 à 22h, tout au long de l'année.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Moi J'embarque**		
Personne responsable du projet	Denise Beaulieu		
Fonction	**Directrice générale**		
Téléphone	514-733-1478 poste 212	Télécopieur	nil
Courriel	direction.generale@cclcdn.qc.ca		
Nouvelle initiative	**Cliquer pour menu déroulant**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Nous voulons que nos jeunes travaillent avec d'autres partenaires du quartier en organisant des activités dans leur milieu.		

2.2 — *Problématique dans laquelle s'inscrit le projet*

CDN compte beaucoup de jeunes de 15 ans et plus immigrants ou issus de la 2e génération d'immigrants. Cette réalité entraîne un vécu propre à ces jeunes:chocs culturels, discrimination, difficulté d'intégration, difficultés scolaires, etc. Les jeunes 16-20 ans ont plus de difficulté à se trouver un emploi de qualité car ils n'ont pas d'expérience significative qui pourrait les aider à vendre leur candidature. Certains n'ont pas de diplôme parce qu'ils ont décroché de l'école et/ou ne savent pas trop dans quel domaine se diriger. Ils finissent par perdre confiance en leur capacité, s'isolent de plus en plus, ou traînent dans les lieux publics développant des comportements à risque. De plus certains parmi ces jeunes plus vulnérables sont plus difficile à rejoindre, soit parce que ces jeunes sont plus effacés dans le milieu scolaire et sont de ce fait plus difficilement repérables, soit ils ont décrochés du monde scolaire et sont dans un "no were"

Par ailleurs, il n'existe que très peu de projets ou d'activités pour les 18-25 ans dans le quartier CDN. C'est du moins le constat fait par les tables du quartier CDN. Le Centre est un des rares organismes qui leur offre des défis à leur mesure et le seul qui leur offre une formation, gratuite de surcroit, en organisation ainsi que l'opportunité de faire leurs armes en événementiel et ainsi tester leurs aptitudes et goût pour l'organisation. Dans la même foulée, peut-être que certains se découvriront des talents en graphisme, en relations publiques, même en comptabilité puisqu'ils devront élaborer et gérer un petit budget, l'idée du projet étant aussi qu'ils découvrent leurs apptitudes et intérêts personnels et d'ouvrir leurs horizons sur des champs de possibilités.

2.3 — *Résumé synthèse du projet*

Le projet consiste à accueillir au Centre des jeunes de 16 à 25 ans plus à risque, à les former en organisation et à leur permettre d'organiser des activités communautaires et de loisir s'adressant à diverses clientèles. Ces jeunes recevront une formation théorique sur l'organisation d'événements (30h, planification,organisation, évaluation, apprentissage des logiciels excel, photoshop, éclairage et son) . Ils apprendront aussi à parler en plublic en faisant une présentation du plan de leur événement devant le personnel du Celo. Par la suite, ils pourront mettre en pratique ce qu'ils ont appris en organisant 2 à 3 activités, selon l'ampleur de leur projet et le moment de l'année soit au Celo même ou chez un partenaire du Celo. Les jeunes choisiront les partenaires avec lequels ils veulent travailler et en fonction des clientèles qu'ils veulent rejoindre. Les apprentissages pratiques dureront environ 75 heures réparties sur 4 mois sans compter le temps de préparation qui sera effectué à la maison. Nous inviterons aussi des personnes du milieu de l'événementiel qui viendront parler aux jeunes de leur travail et de ce milieu de travail. Dans l'année, 2 groupes de 12 jeunes, pour un total de 24 jeunes, seront rejoints.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Adolescents (12 - 17 ans)	Étudiants	Minorités ethniques	8	3
Jeunes adultes (18 - 35)	Étudiants	Minorités ethniques	6	3
Cliquer pour menu déroulant	Travailleurs à faible revenu	Minorités ethniques	3	1
		TOTAL	**17**	**7**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**Cliquer pour menu déroulant**
Prévention du décrochage scolaire et insertion socioprofessionnelle des jeunes	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Prévention du décrochage scolaire et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes de 15 à 30 ans**
2	**Projets d'insertion sociale et économique pour les immigrants et les jeunes**
3	**Soutien à la vie communautaire**

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Donner confiance aux jeunes dans leur capacité et leur faire vivre une expérience qui leur servira de point d'appui pour leur insertion socio-professionnelle.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Permettre à 24 jeunes de développer des compétences organisationnelles transférables dans leur vie étudiante ou dans un futur emploi.
B	Leur faire découvrir leurs forces et leurs faiblesses dans le travail.
C	Créer un sentiment d'appartenance à un groupe positif, au Celo

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	4 semaines pour faire le recrutement des 12 jeunes par groupe. Cette activité sera effectuée à 2 reprises, soit en avril et en septembre. Des kiosques seront érigés dans les écoles Lavoie et Saint Luc et si possible dans les écoles publiques limitrophes à CDN-NDG qui rejoignent des jeunes de l'arrondissement. Un dépliant sera créé pour distribuer dans les écoles et dans les organsimes ou autres points sensibles du quartier. L'information sera aussi mise sur le site facebook et le site web du Celo. La coordonnatrice rencontrera chacun des jeunes afin d'expliquer le projet, vérifier les motivations du jeune, créer un lien avec le jeune.
B	Organisation de 2 activités pour la prise de contact, la création de liens et pour la formation de l'esprit d'équipe, en mai et en octobre. 4 à 6 semaines pour faire la formation de chacun des groupes de jeunes, soit en mai-juin et en octobre-novembre. Chaque scéance de formation pourra durer entre 3 et 6 heures. La très grande majorité des jeunes étant encore à l'école, il faut ajuster le projet à leur disponibilité et à leur calendrier scolaire.
C	16 semaines de travaux pratiques, pour chacun des groupes, soit de mai à septembre et de octobre à mars. Chacun des groupes de jeunes aura à imaginer et organiser de A à Z, 1 événement majeur. Ils organiseront aussi un événement de moindre envergure en collaboration avec un organisme du quartier. De plus, les jeunes se grefferont à divers moments aux événements du Celo soit en prenant en charge l'organisation d'une activité ou un un aspect de l'organisation d'un événement. Au total, les jeunes participeront `a l'organisation de 8 à 10 activités, dont au moins 2 avec un partenaire du quartier.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Le jeune aura acquis des connaissances en planification, en organisation, en comptabilité, en art de la scène et sera capable évalué les résultats de son action.	**Auto-évaluation**	**Nombre d'ateliers / de cours**
B	Le jeune aura été capable identifier les forces sur lesquels il pourra s'appuyer dans un éventuel travail et les faiblesses sur lesquels il doit travailler.	**Évaluation**	**Cliquer pour menu déroulant**
C	Le jeune se sera intégré à l'équipe et au Celo	**Évaluation**	**Nombre de rencontres (individuelles/groupe/équipe)**

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire	Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers — CCLCDN			Budget total
A — Personnel lié au projet					
Cliquer pour menu déroulant — Titre					
1 — $/h. / hrs/ sem / $ avant. sociaux/ sem. / # sem / # Poste / Total	**20 734,00 $**	1 611,68 $			**22 345,68 $**
17,15 / 24 / 63,84 / 47 / 1 / **22 345,68 $**					
Cliquer pour menu déroulant — Titre					
2 — $/h. / h./sem / $ avant. sociaux/ sem. / # sem / # Poste / Total	**0,00 $**	1 056,00 $			**1 056,00 $**
21,77 / 14 / 47,18 / 3 / 1 / **1 055,88 $**					
Cliquer pour menu déroulant — Titre					
3 — $/h. / h./sem / $ avant. sociaux/ sem. / # sem / # Poste / Total					**0,00 $**
0,00 $					
Cliquer pour menu déroulant — Titre					
4 — $/h. / h./sem / $ avant. sociaux/ sem. / # sem / # Poste / Total					**0,00 $**
0,00 $					
Sous-Total Section A	**20 734,00 $**	**2 667,68 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**23 401,68 $**
B- Frais d'activités générés par le projet *(environ 20 %)*					
Équipement: achat ou location		125,00 $			**125,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		1 200,00 $			**1 200,00 $**
Photocopies, publicité		250,00 $			**250,00 $**
Déplacements		480,00 $			**480,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0,00 $			**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0,00 $			**0,00 $**
Sous-Total Section B	**0,00 $**	**2 055,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**2 055,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet *(environ 10 %)*					
Frais administratifs du projet	**0,00 $**	**2 341,00 $**			**2 341,00 $**
Sous-Total Section C					
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	**20 734,00 $**	**7 063,68 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**27 797,68 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité » 1

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Table Jeunesse	Référence/recrutement des participants Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
2	Arrondissement CDN/NDG	Prêt de local Ressources matérielles Cliquer pour menu déroulant
3		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
4		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
5		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	mai	08
Date de remise du rapport d'étape	2018	Octobre	31
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Denise Beaulieu	Fonction		Directrice générale		
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes		Oui	Date	2018	Mars	29
	Signature	Denise Beaulieu				

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Centre communautaire Mountain Sights**
Titre du projet	**Place à l'intégratin des femmes immigrantes et isolées du secteur Mountain Sighs et ses alentours**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS	
Montant demandé	Montant accordé
Numéro de projet	

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☐	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☐	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☐	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☐	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☐	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Centre communautaire Mountain Sights**		
Adresse	**7802 ave Mountain Sights**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H4P 2B2**
Numéro d'inscription TPS	**144428190RT**	Numéro d'inscription TVQ	**114808641**
Numéro de charité	**1444281900R0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Snowdon (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Mont-Royal**		
Circonscription électorale fédérale	**Mont-Royal**		
Responsable de l'organisme	**Madame**	**Liza Novak**	
Fonction	**Directrice**		
Téléphone	**514-737-4644**	Télécopieur	**514-737-4142**
Courriel	c.c.m.s@videotron.ca	Site web	
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Le Centre communautaire Mountain Sights a pour mission de venir en aide aux personnes pauvres habitant dans Côte-des-Neiges et plus particulièrement dans le secteur Mountain Sights

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Place à l'intégratin des femmes immigrantes et isolées du secteur Mountain Sighs et ses alentours**		
Personne responsable du projet	**Madame**	Liza Novak	
Fonction	**Directrice**		
Téléphone	514-737-4644	Télécopieur	514-737-4142
Courriel	lizanovak@videotron.ca		
Nouvelle initiative	**Cliquer pour menu déroulant**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Ce projet répond concrètement aux besoins des femmes immigrantes isolées, en situation de dépendance et de pauvreté. La sécurité alimentaire et la santé globale sont des préoccupations constantes. La continuité du projet vise la consolidation des acquis, des résultats positifs, encore fragiles.		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Mountain Sights est un secteur défavorisé, multiethnique, densément peuplé, situé au Nord-Ouest de Côte-des-Neiges, et géographiquement isolé des services de proximité. Il est reconnu comme un quartier sensible par les autorités municipales et provinciales. Il compte plus de mille cinq-cents habitants; la plupart sont nés à l'extérieur du pays. 38% des ménages ont au moins deux enfants. De nombreux nouveaux arrivants s'y installent chaque année. Les résidents sont confrontés à de multiples problèmes : pauvreté, surpeuplement dans des logements trop petits, souvent insalubres (OCPM, 2010; Projet Genèse, 2017), exclusion liée à leur statut d'immigrant et à d'autres motifs de discrimination. Selon nos observations et contacts réguliers avec les usagers du Centre, ces problèmes affectent largement les femmes. La plupart sont en situation de dépendance et assument un rôle traditionnel de mère au foyer et d'épouse au service des besoins de la famille. Les hommes exercent souvent un rôle d'autorité au sein de la famille et auprès de leur conjointe. Malgré les avancements vers une plus grande égalité entre les femmes et les hommes, ce derniers ont toujours plus de liberté à vaquer à d'autres occupations en dehors du foyer. Quant à ces dernières, elles vivent davantage l'isolement et la pauvreté.

Réalités sur le terrain : une tendance ethnocentrique chez certaines communautés véhiculant des valeurs traditionnelles, différentes formes de pressions qui veulent maintenir les femmes « à leur place »; perte du réseau de support et familial élargi;connaissance limitée de la langue; isolement géographique services existants; manque de services de proximité, entre autres au niveau alimentaire, sont des facteurs rendant plus difficile l'intégration des femmes habitant dans le secteur. Elles ont besoin d'un espace pour elle, de ressourcement, d'émancipation personnelle, de développer un réseau plus diversifié, d'activités qui rejoignent leurs préoccupations et leurs intérêts. La sécurité alimentaire et la santé sont des sujets qui leur tiennent à cœur. Ils répondent directement et concrètement à des besoins communs .

Notre organisme est l'unique ressource communautaire dans le secteur nommé Le Triangle qui inclut le voisinage Mountain Sights. Il s'avère être un point de repère important et accessible pour les membres de la communauté à la recherche de soutien et de solutions à leurs différents problèmes et besoins liée, en grande partie à la situation de pauvreté et d'exclusion à laquelle elles sont confrontés quotidiennement. La sécurité alimentaire et la santé globale sont d'importants enjeux sociaux sur lesquels les femmes peuvent agir dans le cadre de ce projet afin d'améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs familles.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Rejoindre les femmes immigrantes de diverses cultures et de tous les âges en situation d'isolement et de pauvreté; leur offrir un espace d'épanouissement, de prise en charge (empowerment) et de participation dans le cadre d'activités de groupe portant sur la sécurité alimentire et la santé globale. Elles apprennent et partagent leurs connaissances dans une atmosphère conviviale sur divers sujets, entre autres, l'alimentation , la nutrition, les recette santé à faible coût, les traditions culinères, les méthodes de culture et de cuisson, l'approvisionnement de nourriture, etc. En décidant et en travaillant ensemble à la réalisation d'activités concrètes, elles développent la confiance en soi, le leadership, des connaissances nouvelles, un lien de confiance entre participantes et avec les intervenantes du Centre. Leurs apprensissages sont transférables dans leur milieu de vie. Elles s'intègrent progressivement à la vie du Centre et accèdent à d'autres services et activités pouvant bénéficier la famille.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Cliquer pour menu déroulant	Personnes à faible revenu	Minorités ethniques	45	
Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant		
Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant		
		TOTAL	**45**	-

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Sécurité alimentaire**	Ateliers en alimentation et la santé, activités horticoles, projets-activités spéciuax.
2	**Autres : (préciser à droite)**	Inégration des femmes immigrantes vivant l'exclusion et la pauvreté.
3	**Égalité entre les hommes et les femmes**	Empowerment des femmes, développement de la confiance, de l'affirmation de soi, du leadership et des habilités.

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Favoriser l'intégration et l'empowerment des femmes, en particulier les immigrantes habitant dans le secteur Mountain Sights et ses alentours concernées par la problématique de la sécurité alimentaire et la santé globale.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Assurer aux femmes un espace convivial et des activités sur les questions de sécurité alimentaire et de santé qui rejoignent leurs préoccupations et leurs intérêts communs: 60 participantes.
B	Encourager le développement du « leadership », de la confiance et des aptitudes des femmes de tous les âge et dans un contexte de groupe multiculturel.
C	Promouvoir la prise en charge des femmes de diverses cultures et orginines sur leurs conditions de vie dans les domaines de l'alimentation et de la santé global.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Ateliers de cuisine, activités thématiques avec service de halte garderie et jardinage (hebdomadaire durant la saison de plantation).Durée: environ 2.5 hrs chaque activité. Fréquence: hebdomadairement pendant 41 semaines.
B	Activités / Projets communs par et pour les femmes et jumelage avec d'autres secteurs d'activités du Centre (ex.: fêtes et repas communautaire, bazar). Durée environ 2.5 heures chaque. Fréquence: 4 fois.
C	Sorties en rapport avec l'alimentation, la santé en milieu urbain et rural (ex.: marché local, ferme) Durée: environ 7 heures chaque. Fréquence: 2 fois.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
		Assiduité	**Nombre de participants**
A	Participation accrue des femmes et de nouvelles recrues de milieux différents dans les activités.		
		Suivi des participants	**Autres : (préciser ci-dessous)**
B	Participation à d'autres activités du Centre.		Nombre de références et d'insciptions
		Compte-rendu	**Nombre de réalisations**
C	Prise d'initiatives, de responsabilités, de partage d'idées et de connaissances; affirmation de soi, travail de groupe, (écoute, prise de décision, suivi, etc.), aisance personnelle et avec d'autres; ouverture à faire des apprentissages		

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire	Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers — CCMS			Budget total
A — Personnel lié au projet					
Responsable — Titre : et animatrice 1 — $/h. 14,5 ; hrs/sem 10 ; $ avant. sociaux/sem. 29 ; # sem 41 ; # Poste 1,6 ; Total **11 414,40 $**	**11 414,40 $**				**11 414,40 $**
Éducateur(trice) — Titre : 2 — $/h. 15 ; h./sem 3 ; $ avant. sociaux/sem. 0 ; # sem 23 ; # Poste 1 ; Total **1 035,00 $**	**600,00 $**	535,00 $			**1 035,00 $**
Cliquer pour menu déroulant — Titre : 3 — $/h. ; h./sem ; $ avant. sociaux/sem. ; # sem ; # Poste ; Total **0,00 $**					**0,00 $**
Cliquer pour menu déroulant — Titre : 4 — $/h. ; h./sem ; $ avant. sociaux/sem. ; # sem ; # Poste ; Total **0,00 $**					**0,00 $**
Sous-Total Section A	**11 914,40 $**	**535,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**12 449,40 $**
B- Frais d'activités générés par le projet *(environ 20 %)*					
Équipement: achat ou location	**0,00 $**				**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	**1 000,00 $**				**1 000,00 $**
Photocopies, publicité	**0,00 $**	300,00 $			**300,00 $**
Déplacements	**600,00 $**				**600,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		1 400,00 $			**1 400,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)					**0,00 $**
Sous-Total Section B	**1 600,00 $**	**1 700,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**3 300,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet *(environ 10 %)*					
Frais administratifs du projet	**485,60 $**				**485,60 $**
Sous-Total Section C					
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	**14 000,00 $**	**2 235,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**16 235,00 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, 5160 rue Décarie, Montréal, Qc	Prêt de local Expertise-conseil Cliquer pour menu déroulant
2	Société environnementale de Côte-des-Neiges, 6767 Côte-des-Neiges Montreal, Qc	Ressources humaines Ressources matérielles Expertise-conseil
3	MultiCaf, 3592 ave Appleton, Montréal, Qc.	Autres (précisez ci-dessous) Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cueillette et livraison de nourriture de Moisson Montreal
4		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
5		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2017	Mai	09
Date de remise du rapport d'étape	2018	Octobre	31
Date de fin de projet	2019	Mars	30
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
CCMS	Centre comunautaire Mountain Sights
SOCNV	Société environnementtale de Côte-des-Neiges
MultiCaf	MultiCaf, cafétériat communautaire et banque alimentaire

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

1. Les résidents de l'avenue Mountain Sights sont témoins de la complète transformation de leur milieu par la revitalisation urbaine en cours dans le secteur nommé Le Triangle depuis quelques années. Ils se sentent envahis par l'érection de nombreux immeubles de plusieurs étages totalisants, à date, plus de 2000 de nouveaux condominiums de moyennes et de hautes gammes.
Malgré des améliorations constatées (ex. : travaux de réfection des rues améliorant la sécurité piétonnière à certains endroits), les résidents interrogés, majoritairement des femmes, indiquent éprouver davantage l'isolement et l'insécurité. (Source : témoignages et discussion en focus groups au Centre, 2016) : hausse de loyer, pression de certains propriétaires sur des locataires de longue date pour qu'ils déménagent et autres. De plus, ils constatent leurs besoins exprimés publiquement sont largement laissés-pour-compte dans ce développement urbain. (Rapport de consultation publique, OCPM, 2010). Le manque de services de proximité accessibles, tel que des épiceries à prix abordable, CPE, établissements de santé et d'éducation publiques et autres, demeure un problème chronique qui touchent plus souvent les femmes et les familles à faible revenu du secteur.

2. Ci-joint la résolution du conseil d'administration du CCMS. Les autres documents vous ont déja été fourmis.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Liza Novak	**Fonction**		**Directrice**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes		**Cliquer pour menu déroulant**	**Date**	2018	Avril	11	
Signature	Liza Novak						

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Cliquer pour menu déroulant**
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Relais Côte des Neiges**
Titre du projet	**Cuisinons ensemble**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS	
Montant demandé	Montant accordé
Numéro de projet	

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☐	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☐	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☐	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☐	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☐	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☐	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Relais Côte des Neiges**		
Adresse	**100- 6600 ave. Victoria**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H3W3G8**
Numéro d'inscription TPS	**8860808RP0001**	Numéro d'inscription TVQ	**1006001374**
Numéro de charité	**8860808RP0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Darlington (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Mont-Royal**		
Circonscription électorale fédérale	**Mont-Royal**		
Responsable de l'organisme	**Madame**	**Jocelyne Martin**	
Fonction	**Directrice**		
Téléphone	**514 735-3498**	Télécopieur	
Courriel	relaiscdn@videotron.ca	Site web	
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Nous sommes un organisme oeuvrant à favoriser le bien-être et le développement des familles de Côte des Neiges par le biais d'activités éducatives, socio-culturelles et communautaires réalisées en partenariat avec les organismes du milieu.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Cuisinons ensemble**		
Personne responsable du projet	**Madame**	Jocelyne Martin	
Fonction	**Directrice**		
Téléphone	514 735-3498	Télécopieur	
Courriel	relaiscdn@videotron.ca		
Nouvelle initiative	**Cliquer pour menu déroulant**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Les familes ont grandement apprécié ce projet, en participant de façon constante à chaque atelier hebdomadaire et ont sollicité la poursuite de ce projet.		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Les mauvaises habitudes de vie débutent tôt. L,alimentation déficiente et le sédentarisme ont des répercussions sur la santé physiques et mentales. Les jeunes augmentent grandement leur risque de souffrir non seulement de carences nutritionnelles, mais aussi: de retard de croissance, de troubles de développement cognitif et comportemental; de caries dentaires, d'obésité et de maladies chroniques. Une alimentation pauvre en fruits et légumes et en produits laitiers, mais comportant une forte proportion d'aliments camelotes est associé à des performances scolaires plus faibles.Les jeunes de notre quartier n'échappent pas à ce constat . Selon nos observations, la quarantaine d'enfants que nous recevons hebdomadairement dont l'âge varie entre 8 et 15 ans ont de très mauvaises habitudes alimentaires. D'ailleurs les parents nous ont fait part de leurs inquiétudes en ce qui a trait à l'alimentation des jeunes.

L'attirance des jeunes marquée pour la malbouffe proposée par des chaînes de restauration rapide est alléchante pour eux. Lorsque nous avons proposé aux parents de réaliser un projet de cuisine parents/préado, leurs réponses furent positives. Tenant compte que les familles que nous desservons sont issues de l'immigration et que leurs revenus sont faibles, nous souhaitons alors par ce projet les aider à réduire les coûts reliés à l'alimentation et en même temps sensibiliser les jeunes à l'importance des repas équilibrés.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Par ce projet, nous voulons réaliser deux ateliers de cuisine par semaine avec dans chaque groupe 5 préado (filles/garçons) accompagnés de leurs parents afin de développer leur goût, les inciter à découvrir des nouveaux aliments, apprendre et développer leur volonté et l'envie de cuisiner. Chaque semaine, l'animatrice embauchée réunira ls parents les préados recrutés et planifiera avec eux des recettes simples, peu coûteuses et nutritives. Par la suite, ils cuisineront ensemble les plats qu'ils auront préalablement choisis et en feront le partage selon le nombre de portions déjà établis. Nous souhaitons également avoir une rencontre mensuelle pour faire le point sur le déroulement du projet et apporter des ajustements si nécessaire. De plus, une nutritionniste du CIUSSS de la Montagne viendra pour les sensibiliser sur l'importance de se nourrir de façon équilibrée.

La personne embauchée devra dans un premier temps recruter les familles intéressées, planifier les ateliers hebdomadaires ainsi que les rencontres avec les parents et les préado. Elle s'occupera également de concevoir le dépliant nécessaire à la publicité du projet et de les distribuer aux familles du Relais et dans des endroits stratégiques (écoles, bibliothèque, organismes familles, CIUSSS) . Elle sera la personne responsable des achats en lien avec le projet. À chaque semaine, elle fera un compte-rendu lors de la réunion d'équipe et rédigera le rapport final pour la Ville.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Familles	Langue maternelle AUTRE que le français et l'anglais	Personnes à faible revenu	12	2
Adolescents (12 - 17 ans)	Minorités visibles	Langue maternelle AUTRE que le français et l'anglais	4	2
Enfants (6 - 11 ans)	Immigrants (+ de 5 ans au pays)	Langue maternelle AUTRE que le français et l'anglais	7	3
		TOTAL	**23**	**7**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**	
Précisez le quartier ou le secteur	Nord-ouest de Côte des neiges	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	
	Cliquer pour menu déroulant	

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**

aa

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Sécurité alimentaire**
2	**Soutien à la famille et à la petite enfance**
3	**Intervention sur les problématiques socio-urbaines**

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Donner aux jeunes le privilège de cuisiner avec leur parent ds plats simples et nutritifs tout en leur fournissant des outils nécessaires pour qu'ils puissent mettre en pratique ce qu'ils ont appris durant le projet.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Susciter le goût de cuisiner des plats simples et nutritifs
B	Permettre aux participants un espace de socialisation et d'échanges avec d'autres participants
C	Favoriser la connaissance des valeurs nutritives des aliments

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	A) Planification de deux recettes simples par semaine (2h/semaine) B) Achat des ingrédients avec les participants désignés par le groupe (deux heures/semaine) C) Réalisation des cuisines avec le groupe (4 heures/semaine) D) Planification et organisation des réunions avec les groupes (2 heures/semaine)
B	A) Recrutement des familles ayant des préadolescents pour cuisiner avec nous une fois/semaine pour une durée de deux heures pour chacun des groupes (3 heures par jour pendant une semaine ou deux) B) Une rencontre d'information avec les parents et leurs préado (deux heures) C) Réunions avec les groupes une fois par mois pour suivre le déroulement du projet et y apporter les ajustements nécessaires (trois hres/mois pour chaque groupe)
C	A)Deux rencontres avec une une nutritioniste pour sensibiliser à l'importance de se nourrir de façon équilibrée (quatre heures) B) Atelier pour apprendre à mieux lire les étiquettes (deux heures) C) Café-rencontre sur le Guide alimentaire canadien (deux heures)

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
		Autres : (préciser ci-dessous)	**Nombre de plats cuisinés**
A	Améliorer les habitudes alimentaires des participants	Acquisition de connaissances nutritionnelles saines et peu coûteuses	
		Autres : (préciser ci-dessous)	**Nombre de familles rejointes**
B	Briser l'isolement des familles	Participation des familles aux ateliers de cuisine accompagnées de leurs enfants	
		Réalisation de cafés-rencontres	**Nombre de rencontres (individuelles/groupe/équipe)**
C	Développement accru des enjeux alimentaires		

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire	Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
		Relais CDN	Moisson Montréal		
A — Personnel lié au projet					
Animateur(trice) — Titre					
1 — $/h. 15 · hrs/sem 21 · $ avant. sociaux/ sem. 45 · # sem 36 · # Poste 1 · Total **12 960,00 $**	**12 960,00 $**				**12 960,00 $**
Directeur(trice) des programmes — Titre					
2 — $/h. 24 · h./sem 3 · $ avant. sociaux/ sem. 12 · # sem 36 · # Poste 1 · Total **2 923,00 $**		2 923,00 $			**2 923,00 $**
Cliquer pour menu déroulant — Titre					
3 — $/h. · h./sem · $ avant. sociaux/ sem. · # sem · # Poste · Total **0,00 $**					**0,00 $**
Cliquer pour menu déroulant — Titre					
4 — $/h. · h./sem · $ avant. sociaux/ sem. · # sem · # Poste · Total **0,00 $**					**0,00 $**
Sous-Total Section A	**12 960,00 $**	**2 923,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**15 883,00 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)					
Équipement: achat ou location					**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	**500,00 $**		250,00 $		**750,00 $**
Photocopies, publicité	**200,00 $**				**200,00 $**
Déplacements					**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance					**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)					**0,00 $**
Sous-Total Section B	**700,00 $**	**0,00 $**	**250,00 $**	**0,00 $**	**950,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)					
Frais administratifs du projet	**1 500,00 $**				**1 500,00 $**
Sous-Total Section C					
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	**15 160,00 $**	**2 923,00 $**	**250,00 $**	**0,00 $**	**18 333,00 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité » **1**

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	École des Nations	Référence/recrutement des participants Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
2	Tables de quartier	Référence/recrutement des participants Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
3	CIUSSS	Ressources humaines Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
4	Arrondissement Côte des Neiges/Notre Dame de Grâce	Prêt d'équipement Autres (précisez ci-dessous) Cliquer pour menu déroulant Soutien financier
5	Moisson-Montréal	Autres (précisez ci-dessous) Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Nourriture

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	21
Date de remise du rapport d'étape			
Date de fin de projet	2019	Février	08
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Mars**	**08**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom: Jocelyne Martin — Fonction: Directrice

J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes — Cliquer pour ricnu déroulant — Date: 2018 Mars 27

Signature: Jocelyne Martin

Demande de soutien financier 2017-2018

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Problématiques socio-urbaines**
	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce**
Titre du projet	**Activités familiales Walkley**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

	Lettres patentes de votre organisme (charte)
	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce**			
Adresse	**6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 598**			
Ville	**Montréal**		Code postal	**H3S 2T6**
Numéro d'inscription TPS	**137470019**		Numéro d'inscription TVQ	**1009346712DQ0001**
Numéro de charité	**137470019RR0001**			
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**			
District électoral municipal	**Darlington (CDN-NDG)**			
Circonscription électorale provinciale	**Mont-Royal**			
Circonscription électorale fédérale	**Outremont**			
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**Alain Mankarios**		
Fonction	**Directeur**			
Téléphone	**514-736-2732**		Télécopieur	**514-736-2734**
Courriel	alprevndg@gmail.com		Site web	**info@preventioncdnndg.org**
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**			
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**			
Si oui, laquelle/lesquelles				

1.2 — Mission de l'organisme

Prévention CDN—NDG est un organisme sans but lucratif actif au sein de la communauté depuis 1989. Notre mission est d'offrir aux citoyen(e)s de l'arrondissement CDN—NDG, des ressources humaines et des outils pour augmenter leur qualité de vie dans leur milieu, dans leur communauté et dans l'arrondissement. Qu'il s'agisse de sécurité urbaine, de prévention de la criminalité ou de questions environnementales, notre but est d'offrir des services qui répondent aux préoccupations de tous : jeunes, adultes, femmes, aînés, nouveaux arrivants, familles et population à besoins spécifiques. Nous sommes partenaire et membre actif de la Démarche de Mobilisation et Revitalisation du secteur Fielding-Walkley.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Activités familiales Walkley**			
Personne responsable du projet	**Madame**	Kadi Diop		
Fonction	**Coordonnatrice**			
Téléphone	514-872-1391		Télécopieur	514-872-1391
Courriel	walkley.center@gmail.com			
Nouvelle initiative	**Oui**		**Reconduction du projet**	**Non**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction				

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Le secteur Walkley-Fielding est une zone de défavorisation ciblée par l'arrondissement où des problématiques de pauvreté, de bas niveau de scolarisation, de sécurité urbaine et d'isolement sont présentes. Un des enjeux importants est le manque de sentiment d'appartenance généralisé dans le secteur et dans le Centre Walkley pour les familles ayant de jeunes enfants. Les familles ayant de jeunes enfants et nouvellement arrivées ont peu ou pas de moyens pour se créer ou recréer un réseau social fort pouvant le soutenir dans le quotidien familial. Il y a peu d'activités de loisirs qui sont offertes pour les familles de jeunes enfants et en lien avec la Politique de l'enfant, nous désirons nous inscrire sur le "continuum de services qui répond aux différents besoins des enfants notamment en favorisant la découverte, l'apprentissage et l'épanouissement".

Par le biais de l'activité Fruits de la Communauté, financé par l'entente Ville-MESS, nous avons pu rencontrer un grand nombre de familles avec des enfants d'âge scolaire et les amener à se créer un lien d'appartenance avec le secteur Fielding-Walkley et plus particulièrement avec le centre Walkley. La clientèle la plus assidue au cours de trois dernière années a été les mères de famille uniquement et elles ont souvent remarqué l'absence des pères de familles lors des activités et ateliers pour familles qui ont été offerts. Selon la politique de l'enfant de la Ville de Montréal, nous désirons "soutenir les actions qui accompagnent les enfants dans leur parcours éducatif vers l'autonomie" en encourageant une participation active des deux parents le plus possible dans les activités de loisirs des enfants.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Les activités familiales Walkley prendront la forme d'un café-rencontre hebdomadaire invitant les familles avec un accent mis sur les familles ayant des enfants en bas âge. Lors de ces café-rencontres, les familles seront accueillies et animées par une chargée de projet, specialisée en programmation familiale qui gèrera la planification, la promotion, le développement de partenariats et la présentation des ateliers de compétences parentales, des activités de loisirs (ex. cuisine, bricolage, couture, etc.) ainsi qu'une période d'échange permettant aux parents de partager leurs expériences et de se soutenir les uns les autres dans le but de développer une communauté entourant les enfants tout au long de leur développement.

Des activités mère-enfant et père-enfant seront offertes afin d'encourager les deux parents à prendre part au développement et à la réussite des enfants en plus de leur permettre d'échanger librement et sans structure formelle sur les réalités de la maternité et de la paternité dans notre quartier. Afin de ne pas stigmatiser les enfants dans la communauté, ces activités seront ouvertes aux figures maternelles ou paternelles dans le cas ou les enfants ne viveraient pas avec leurs parents biologiques. Ces activités de sports et de loisirs seront offertes par des intervenants spécialisés dans les activités de loisirs qui feront la planification et l'animation des activités sous la responsabilité de la chargée de projet.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Familles	Parents	Minorités ethniques	50	35
Petite-enfance (0 - 5 ans)	Familles monoparentales	Minorités ethniques	30	15
Enfants (6 - 11 ans)	Familles monoparentales	Minorités ethniques	50	45
		TOTAL	130	95

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	Fielding-Walkley
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	NON
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Soutien à la famille et à la petite enfance**	
2	**Égalité entre les hommes et les femmes**	
3	**Intervention sur les problématiques socio-urbaines**	

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Créer un réseau de familles ou tous les membres participent de façon égale au développement des enfants et ou les enfants se sentent soutenus à part entière. De faire la promotion de l'égalité des mères et des pères dans leur implication dans le developpement des enfants, des tâches ménagères et dans les rôles de leadership familiale. De permettre aux parents de valoriser leur savoir et de partager leurs expériences entre eux, peu importe l'âge de leurs enfants. De créer une communauté forte dans laquelle tous se sentent inclus et valorisés.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Permettre aux parents de se sentir soutenus par une communauté par la participation à des activités familiales hebdomadaires créées pour eux sur une période d'un an.
B	Créer des activités ou les pères participent activement au développement et au bien-être de leurs enfants par le biais d'activités sportives variées mensuelles sur une période d'un an.
C	Faciliter un dialogue entre les différents parents de la communauté et faire valoir leurs expériences et créer un sentiment de "vivre-ensemble" par le biais d'activités saisonnières familiales multiculturelles ouvertes à la communauté sur une période d'un an.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Café-rencontre hebdomadaire avec un service de garde offert gratuitement durant lequel des ateliers sur des thèmes variés (compétences parentales, routines, saine alimentation, système scolaire, etc.) seront offerts. Une routine sera établie afin de sécuriser les enfants et les parents puisqu'ils seront séparés pendant une heure sur les 2h30 de l'activité. Des jeux "brise-glace" entre parents seront également faits afin de créer une cohésion de groupe dès le début de chaque rencontre, ensuite ils participeront à un atelier et l'activité se terminera par une collation en groupe et une routine de départ. Ces ateliers seront offerts par session de 12 semaines (automne, hiver, printemps/été).
B	Une activité mère-enfant et une activité père-enfant par mois durant laquelle les dyades participeront à des activités de loisirs et de sports adaptés aux âges des enfants. Ces activités auront lieu au centre Walkley mais également dans les infrastructures municipales accessibles aux familles afin de leur faire découvrir la gamme de services disponibles dans leur quartier (bibliothèques, centres sportifs, etc.). Animation des activités et soutien au parents sera offert par des animateurs de loisirs familiaux. La planification des activités sera effectuée par une chargée de projet qui veillera à la diversité des activités et à l'évitement des activités genrées uniquement. 24 activités par année.
C	Réalisation de fêtes familiales de fin de saison sous des thèmes multiculturels. Ces fêtes seront organisées par les parents participants aux activités afin d'inviter et de montrer à la communauté leurs réalisations à la fin de chaque saison. Les thématiques seront décidées collectivement et permettront à tous de partager des éléments de leur culture d'appartenance à tous les membres de la communauté locale. L'animation sera faite par les animateurs de loisirs familiaux et les familles seront épaulés tout au long du processus par la chargée de projet et les animateurs lors de période prévues à cet effet pendant les activités en dyade et pendant les café-rencontres.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Participation active et soutenue aux activités par des familles	**Assiduité**	**Nombre de familles rejointes**
		Participation continue de 15 familles	25 familles rejointes
B	Activités dyadiques mère-enfant/père-enfant	**Suivi des participants**	**Nombre d'activités**
		Sondages qualitatifs auprès des parents.	24 activités/année
C	Création de lieux d'échange dans un cadre événementiel pour familles de jeunes enfants	**Compte-rendu**	**Liste des présences**
		Communiqués de presses/photos/rapports écrits	300 (100 personnes/fête familiale)

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
								Centre communautaire Walkley	Table 0-5 Cavendish		
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Chargé(e) de projet**					**20 482,00 $**				**20 482,00 $**
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	15,5	25	78	44	1	**20 482,00 $**					
2	Titre	**Coordonnateur(trice)**					**2 814,80 $**	35 201,20 $			**38 016,00 $**
		Centre Walkley									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	16,5	40	132	48	1	**38 016,00 $**					
3	Titre	**Animateur(trice)**							6 600,00 $		**6 600,00 $**
		Sorties familiales									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	12,5	5	12,5	44	2	**6 600,00 $**					
4	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									**0,00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
Sous-Total Section A							**23 296,80 $**	**35 201,20 $**	**6 600,00 $**	**0,00 $**	**65 098,00 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location							**500,00 $**	500,00 $			**1 000,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation							**500,00 $**	500,00 $			**1 000,00 $**
Photocopies, publicité							**250,00 $**				**250,00 $**
Déplacements							**1 500,00 $**				**1 500,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance							**0,00 $**	5 000,00 $			**5 000,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)							**0,00 $**	750,00 $			**750,00 $**
Sous-Total Section B							**2 750,00 $**	**6 750,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**9 500,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							**2 323,20 $**				**2 323,20 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**28 370,00 $**	**41 951,20 $**	**6 600,00 $**	**0,00 $**	**76 921,20 $**
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »											

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Table 0-5 ans Cavendish Olivier Fortier, Coordonnateur 514-376-3301 poste 306	Expertise-conseil Participation au comité aviseur,concertation Support logistique
2	CIUSSS Ouest de l'Île de Montréal Sylvie Laferrière, Organisatrice communautaire 514-485-7811 poste 3236	Participation au comité aviseur,concertation Expertise-conseil Promotion, sensibilisation
3	Association pour le développement jeunesse Loyola Brigid Glustein, Directrice 514-872-6721	Participation au comité aviseur,concertation Référence/recrutement des participants Prêt de local
4	Loisirs Sportifs Côte-Des-Neiges-Notre-Dame-De-Grâce Derek Walsh, Gestionnaire 514-481-4634 poste 209	Prêt de local Promotion, sensibilisation Ressources humaines
5	Comité Jeunesse Notre-Dame de Grâce Simeon Pompey, Directeur 514-872-6055	Expertise-conseil Soutien administratif Ressources matérielles

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2017	Mai	09
Date de remise du rapport d'étape	2017	Octobre	31
Date de fin de projet	2018	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2018**	**Avril**	**31**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Par la participation à la Su-Père Conférence, nous nous aprêtons à entammer une évaluation de partenariat avec le Regroupement pour la Valorisation de la Paternité pour l'évenutelle mise en place, à long terme, du programme "Relais-Père" qui sera une continuation des activités en dyade père-enfant tel que présenté ci-haut.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Terri Ste Marie	**Fonction**	Directrice	**Cliquer pour menu déroulant**		
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Cliquer pour menu déroulant**	**Date**	2018 **Année**	04 **Mois**	20 **Jour**	
Signature	T. Ste Marie					

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Nom de l'organisme (lettres patentes)	L'Envol des Femmes
Titre du projet	La Nutrition est un atout (Nutrition Counts)

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	Non

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé	15 000,00 $	Montant accordé	
Numéro de projet		1082	

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☐	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☐	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☐	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**L'Envol des Femmes**		
Adresse	**6897 Avenue Somerled**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H4V 1V2**
Numéro d'inscription TPS		Numéro d'inscription TVQ	
Numéro de charité	**86367 4263 RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Notre-Dame-de-Grâce**		
Circonscription électorale fédérale	**Notre-Dame-de-Grâce–Lachine**		
Responsable de l'organisme		**Grace Campbell**	
Fonction		**Directeur exécutif**	
Téléphone	**514-485-7814**	Télécopieur	**514-485-3517**
Courriel	womenontherise@bellnet.ca	Site web	www.womenontherise.ca
Votre organisme est-il à but non lucratif		**Oui**	
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus		**Oui**	
Si oui, laquelle/lesquelles	des mise à jour		

1.2 — Mission de l'organisme

L'Envol des Femmes est une organisme qui s'adhère à sa mission "d'aider les mères à s'aider elles mêmes." Nous faisons cela pae le bias des programmes et services pour soutenir les parents d'enfants âgés de 0 à 5 ans. L'organisation à été crée en 1991 par le CLSNDG après deux études qui ont souligné la nécessité pour des services aux familles monoparentales, aux problèmes d'isolement associes aux nouveaux immigrants et des familles en générale. En 1999 l'organisation a été reconnue en tant qu'entité indépendante. L'Envol des Femmes met l'emphase sur 3 aspects: Bâtir l'autonomisation, réduire l'isolement et améliorer les compétences sociales des enfants.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**La Nutrition est un atout (Nutrition Counts)**		
Personne responsable du projet		Grace Campbell	
Fonction		**Directrice exécutive**	
Téléphone	514-485-7814	Télécopieur	514-485-7814
Courriel	womenontherise@bellnet.ca		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction			

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Les familles que nous acceuillons vivent sur l'assistance sociale ou sous le seuil de la pauvreté. Elles sont des mères monoparentale et la plupart d'elles sont incapables de fournir un repas frais et nutritif à leurs enfants. En leur présentant et en leur fournissant un repas nutritif, varié et diverse, on espère ameliorer leur qualité de vie à travers l'education et la socialisation. Par conséquent, nous voulons réduire la faim et l'isolement.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Le programme "Nutrition Counts" est une série d'ateliers de cuisine axés sur la préparation de repas nutritifs à petit coût. Il met l'emphase sur l''amélioration des connaissances culinaires, l'alimentation saine et équilibrée, ainsi que l'ouverture culturelle à travers l'échange de recettes. L'équipe est composée d'une coordonatrice, un chef de cuisine et 2 sous-chefs. Le chef sera responsable d'élaborer les menu du mois, les achats de dendrées, la répartition de tâches et d'autres responsabilités connexes. Chaque mois, à tour de rôle, les membres de l'équipe prendront la relève comme chef. Suivant le saison, l'introduction d'un nouveau fruit ou légume, les techniques de préparation et de cuisson, ainsi que leurs valeures nutritives, l'atelier donnera au mères participants de L'Envol des Femmes le savoir faire d'utiliser, goûter et profiter de ces aliments saisonniers, et ce, tout en respectant le Guide Alimentaire Canadien. Pendant la séance de cuisson, un échange de connaissance et une sensibilisation culturelles se déroule au tour de la cuisine.

Depuis le début du projet, 4 personne ont évolué et ont trouvé de l'emploi comme cuisinières à la chaîne et aides-cuisinière.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Familles	Familles monoparentales	Victimes de violence conjugale	35	-
Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant		
Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant	Cliquer pour menu déroulant		
		TOTAL	**35**	**-**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**
aa	

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Insertion sociale des clientèles à risque**
2	**Sécurité alimentaire**
3	**Soutien à la famille et à la petite enfance**

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Le programme servira comme formation de pré-employabilité où les participantes peuvent développer des compétences transférables pour trouver un emploi. Non seulement, elles amélioreront leurs connaissances et leurs compétences culinaires, elles vont développer leurs sens de leadership, améliorer leur entregent, et mieux travailler en équipe. Les participants vont apprendre des bonnes habitudes à propos de la manipulation d'aliments, de leurs choix alimentaires et promouvoir le santé et le bien-être de leurs familles.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Apprendre au 15 mères à préparer des repas santé à petit prix en utilisant les fruits et légume en saison, en consultant et comparant les soldes des circulaires de plusieurs supermarché, en achetant en gros les aliment secs, préparer des recettes qui emploient des légume en saison.
B	Former 15 mères à développer des compétences en gestion du temps, d'adopter des bonnes habitudes d'hygiene à la préparation des aliments et cuisson, améliorer leurs compétences en leadership, entregents et confiance en soi.
C	Fournir des occasions pour qu'elles puissent mettre en practique leurs acquis non seulement dans leurs vies quotidiennes mais aussi aux grandes occasions telles que nos fêtes de Noël, nos levée du fonds, et leurs fêtes familiales. Savoir cuisiner pour de nombreux gens. Capacité de respecter et suire un plan d'action.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	OBJECTIFS : 1.PLANIFICATION DE MENU - (a.) Organiser des réunions mensuelles pour la planification des menus, budgets, répartition des tâches, etc. (b) Recherche des recettes sur internet et livres de recettes. (c) Réunion hebdomadaire de l'équipe sur les recettes de la semaine et répartir les tâche d'achats. 2. GESTION DU BUDGET- (a) Cunsulter les circulaires de plusieurs supermarchés chaque semaine. (b) Identifier les meilleures soldes de la semaine. (c) Répartir les tâches dachats des épiceries. (d) La coordinatrice établira une relation amicale et bénéfique avec les boucheries et épiceries à proximité du centre de des Femmes pour avoir des prix avantageux sur les dendrées le plus important comme les viandes.
B	3.GESTION DU TEMPS - (a) Arriver à l'heures. (b) Préparer les repas à temps. (c) Finir toutes les tâches avant la fin de séance. (d) Organisation des tâches. 4. ALIMENTATION SANTE ET EQUILIBREE - (a) Formation de base en hygiène et salubrité alimentaires. (b) Donner des atelier sur la nutrition un fois par mois. (c) Faire connaître la Guide Alimentaire Canadien. (d) Faire connaître la Guide de fruits et légumes saisonnier du Québec. (e) Incorporer ces légumes dans les recettes qu'on cuisine. (f) Rechercher de nouvelles recettes variées, saines et légères. (g) Adapter et convertir les recettes plus santé comme utiliser moins de sucre, rôtir ou griller, utiliser moins de graisse, utiliser l'huile d'olive, etc. (h) Mettre l'emphase sur l'importance du petit déjeuner sur le développement physique et mentale des enfants, surtout sur les écoliers. (i) Etablir un potager sur le lieu.
C	4. LIVRE DE RECETTES - (a) A la fin du programme, compiler les recettes cuisinées durant lannée et faire un livre de recettes, incluant des recettes des autres pays. 5. ECHANGE ET SENSIBILISATION CULTURELLE - (a) Echange et exploration des recettes de différent pays du membres de L'Envol des Femmes

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Enrichir et agrandir le savoir et les connaissances alimentaires des participants, comment cuisiner et manger sainement à petit budget	Rapport (quotidien/hebdomadaire/mensuel/trimestriel)	Liste des présences
B	Améliorer les compétences et techniques de cuisine, les variétés de differentes fruits, légumes et herbes du Québec et leurs saisonnalité et disponibilité dans le marché.	Compte-rendu	Nombre de groupes d'achat
C	Acquérir des compétences transférables et utiles pour trouver un emploi: gerer un équipe, développer l'entregents, développer la confiance en leurs habilité et avoir la confiance en soi.	Retour aux études ou marché du travail	Statistiques

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire	Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
A — Personnel lié au projet					
1 Titre: **Animateur(trice)** — $/h. 11,25 ; hrs/sem 5 ; $ avant. sociaux/sem. 8,4375 ; # sem 47 ; # Poste 1 ; Total **3 040,31 $**	**3 040,31 $**				**3 040,31 $**
2 Titre: **Cuisinier(ère)** — $/h. 11,25 ; h./sem 5 ; $ avant. sociaux/sem. 8,4375 ; # sem 47 ; # Poste 1 ; Total **3 040,31 $**	**3 040,31 $**				**3 040,31 $**
3 Titre: **Aide-cuisinier(ère)** — $/h. 11,25 ; h./sem 5 ; $ avant. sociaux/sem. 8,4375 ; # sem 47 ; # Poste 1 ; Total **3 040,31 $**	**3 040,31 $**				**3 040,31 $**
4 Titre: **Aide-cuisinier(ère)** — $/h. 11,25 ; h./sem 5 ; $ avant. sociaux/sem. 8,4375 ; # sem 47 ; # Poste 1 ; Total **3 040,31 $**	**3 040,31 $**				**3 040,31 $**
Sous-Total Section A	**12 161,24 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**12 161,24 $**
B- Frais d'activités générés par le projet *(environ 20 %)*					
Équipement: achat ou location	**1 058,76 $**				**1 058,76 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	**300,00 $**				**300,00 $**
Photocopies, publicité	**50,00 $**				**50,00 $**
Déplacements					**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance					**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)					**0,00 $**
Sous-Total Section B	**1 408,76 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**1 408,76 $**
C- Frais d'administration générés par le projet *(environ 10 %)*					
Frais administratifs du projet	**1 430,00 $**				**1 430,00 $**
Sous-Total Section C					
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	**15 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**15 000,00 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité » **4**

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
Génération Foundation	Fournitures
1	Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
2	Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
3	Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
4	Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
5	Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	09
Date de remise du rapport d'étape	Année	Mois	Jour
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Grace Campbell	Fonction	Directeur exécutif			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes		Oui	Date	2018	Mars	11
Signature						

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
	Cliquer pour menu déroulant
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Société environnementale de Côte-des-Neiges**
Titre du projet	**Réseau des jardins urbains de Côte-des-Neiges - Volet lutte contre la pauvreté**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé	**8 885,00 $**	Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☑	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☑	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Société environnementale de Côte-des-Neiges**			
Adresse	**591-6767, chemin de la Côte-des-Neiges**			
Ville	**Montréal**		Code postal	**H3S 2T6**
Numéro d'inscription TPS	**89655 9838 RT0001**		Numéro d'inscription TVQ	**1018922734 TQ0002**
Numéro de charité				
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**			
District électoral municipal	**Darlington (CDN-NDG)**			
Circonscription électorale provinciale	**Mont-Royal**			
Circonscription électorale fédérale	**Outremont**			
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**Charles Mercier**		
Fonction	**Directeur**			
Téléphone	**514 738-7848**		Télécopieur	
Courriel	charles@socenv.ca		Site web	www.socenv.ca
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**			
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Non**			
Si oui, laquelle/lesquelles				

1.2 — Mission de l'organisme

- Protéger l'environnement et réduire les déchets dans l'arrondissement de CDN—NDG;
- Éduquer et sensibiliser les résidents de l'arrondissement de CDN-NDG à la protection et à l'embellissement de leur environnement, notamment en organisant des ateliers environnementaux et horticoles, en opérant un bureau d'information, en organisant des corvées annuelles de nettoyage et de revitalisation d'espaces collectifs;
- Éduquer et sensibiliser les citoyens, institutions et commerces à faire leur part dans le nettoyage de leur environnement;
- Soulager la pauvreté des résidents de l'arrondissement de CDN—NDG en répondant aux besoins alimentaires des personnes démunies par l'établissement de jardins collectifs et d'ateliers d'éducation visant une prise en charge de leur sécurité alimentaire, ainsi qu'en effectuant la collecte de meubles usagés et leur redistribution aux personnes démunies qui en font la demande;
- Promouvoir des méthodes de jardinage respectueuses de l'environnement sur les terrains publics et privés, en donnant des conseils, des ateliers, des démonstrations pratiques et des brochures d'information aux jardiniers des jardins communautaires et au grand public.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Réseau des jardins urbains de Côte-des-Neiges - Volet lutte contre la pauvreté**			
Personne responsable du projet	**Monsieur**	Marc Laverlochère		
Fonction	**Chargé de projet**			
Téléphone	514 738-7848		Télécopieur	
Courriel	marc@socenv.ca			
Nouvelle initiative	**Non**		**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Le potentiel de l'agriculture urbaine dans la lutte contre la pauvreté/exclusion est loin d'être réalisé: nous aimerions renforcer les jardins collectifs du réseau et en créer 1-2 nouveaux.			

2.2 — *Problématique dans laquelle s'inscrit le projet*

Le quartier de Côte-des-Neiges présente une plus grande proportion d'habitants à faible revenu que la Ville de Montréal, donc plus de citoyens en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Selon des données de 2011, la proportion de personnes ayant un faible revenu après impôt est de 28,9 % à Côte-des-Neiges vs 24,6 à Montréal (source: Portrait statistique de la population du territoire du CSSS de la Montagne 2011, p. 125).

Parmi les outils susceptibles d'alléger les impacts de la défavorisation matérielle (pauvreté) et sociale (exclusion), la pratique du jardinage collectif présente un intérêt certain car elle offre, dans le cadre d'une même activité simple, peu coûteuse et accessible à tous les âges, des bienfaits sur les plans suivants: socialisation/création de réseaux, empowerment via l'implication dans un projet, sécurité alimentaire (quantité et/ou diversité des aliments frais) et santé globale.

Or, l'accès à la pratique du jardinage collectif, et conséquemment à ses bienfaits, est plus limité dans le quartier Côte-des-Neiges qu'ailleurs à Montréal, pour les 2 raisons suivantes:
i) la proportion des ménages locataires, donc avec accès difficile à un terrain cultivable, est de 69,0 % à Côte-des-Neiges vs 60,7 % à Montréal (source: Ibid., p. 129);
ii) le nombre de jardinets communautaires par rapport à la population est plus faible à Côte-des-Neiges que dans les autres arrondissements de Montréal: par exemple, on compte 1 jardinet pour 524 habitants à Côte-des-Neiges, 1 pour 452 dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, 1 pour 428 dans Outremont, 1 pour 168 dans l'arrondissement de Villeray--St-Michel--Parc-Extension, , 1 pour 145 dans Rosemont--La Petite-Patrie... (sources: statistiques Ville de Montréal).

Cet accès moindre aux infrastructures de jardinage communautaire, conjugué avec la défavorisation d'une partie de la population, rend plus pertinent l'aménagement et l'animation d'autres lieux de pratique du jardinage à Côte-des-Neiges, comme les jardins collectifs faisant partie du présent projet.

Le projet répond aussi à un objectif de la Politique en faveur des saines habitures de vie: "créer des environnements qui facilitent l'adoption d'une saine alimentation et d'un mode de vie physiquement actif."

2.3 — *Résumé synthèse du projet*

Le projet "Réseau des jardins collectifs de Côte-des-Neiges - Volet lutte contre la pauvreté" offre aux personnes seules de tous âges et aux familles (adultes et enfants) de Côte-des-Neiges, en majorité issus de l'immigration, l'opportunité de d'améliorer la sécurité alimentaire de leur ménage et de s'impliquer avec d'autres citoyens, en jardinant ensemble dans un jardin collectif associé à un immeuble de logement social (HLM, OBNL d'habitation ou coopérative d'habitation). C'est par cette dernière caractéristique que nous ciblons les populations les plus vulnérables du quartier.
Le chargé de projet assume les responsabilités suivantes: promotion publique des jardins, mobilisation des jardiniers, formation horticole et autre, ententes avec les partenaires pour prêt de terrain, fourniture gratuite des outils, semences et amendements essentiels au bon jardinage, animation et soutien des groupes de jardiniers, suivi des jardins au long de la saison et fermeture à l'automne. Les services offerts sont modulés selon les caractéristiques de chaque jardin: capacité de l'organisme partenaire à contribuer, âge et expérience des jardiniers, degré d'autonomie du groupe de jardiniers.

En 2018, si les démarches de création de nouveaux jardins portent fruit, nous allons nous concentrer sur les activités avec les jardiniers (familles, aînés et adultes) dans les jardins, et accorder moins d'importance aux ateliers horticoles d'introduction à l'agriculture urbaine avec les jeunes qui ne sont pas associés à un jardin en soi. En effet, le recrutement et la motivation des jeunes sont plus difficiles et donnent des résultats plus ponctuels, moins durables que l'aménagement et l'animation d'un jardin proprement dit (qui est appellé à durer plusieurs années).

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Familles	Minorités ethniques	Personnes à faible revenu	35	25
Aînés (65 ans et +)	Minorités ethniques	Personnes à faible revenu	20	10
Adultes (36 - 64 ans)	Minorités ethniques	Personnes seules	10	10
		TOTAL	**65**	**45**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	Territoire de Côte-des-Neiges
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	NON

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Soutien à la vie communautaire**	Ateliers dans les jardins collectifs, implication des familles
2	**Sécurité alimentaire**	Augmentation de la qualité/diversité des aliments, apprentissages horticoles.
3	**Aînés**	Exercice en plein air, activités sociales, repas collectifs

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Offrir aux résidants de CDN intéressés par le jardinage, mais limités par un ou des facteurs (manque de connaissances, santé précaire, pauvreté, isolement, non-accès à un jardin privé ou communautaire, etc.), la possibilité de jardiner collectivement, avec un soutien horticole et logistique, dans tous les terrains disponibles qui sont associés à des immeubles de logement social.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Recruter des résidants d'âges variés (personnes âgées ou familles) pour devenir jardiniers dans un jardin du réseau des jardins collectifs de CDN
B	Offrir aux résidants des immeubles ciblés par le projet, mais qui sont incapables de jardiner pour des raisons de santé ou autres, des activités sociales reliées aux jardins.
C	

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	- Ouverture des jardins existants: Place Newman, Place Lucy (en réévaluation), Vézina, 6950 ch. CDN, Habitations communautaires sur avenue Mountain Sights - Ouverture de nouveaux jardins sur terrains d'immeubles de logement social: HLM Gatineau et 0-2 autres à confirmer - Séances de jardinage bi-hebdomadaires à mensuelles (entre mai et octobre)
B	- Repas communautaires pendant l'été, intégrant en partie des récoltes du jardin ou des informations sur la préparation de certains légumes: 1-2/jardin à Place Newman, Place Lucy (à déterminer car en réévaluation depuis 2017) et HLM Gatineau.
C	

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	85 personnes jardineront sur une base régulière dans un des jardins du projet.	**Compte-rendu**	**Nombre de participants**
		Et photos	
B	25 résidents non-jardiniers auront participé aux activités de jardins	**Compte-rendu**	**Nombre de participants**
		Et photos	
C		**Cliquer pour menu déroulant**	**Cliquer pour menu déroulant**

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	Chargé(e) de projet					6 496,00 $				6 496,00 $
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	19	10	34	29	1	6 496,00 $					
2	Titre	Cliquer pour menu déroulant									0,00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
3	Titre	Cliquer pour menu déroulant									0,00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
4	Titre	Cliquer pour menu déroulant									0,00 $
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
						0,00 $					
Sous-Total Section A							6 496,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	6 496,00 $
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location							350,00 $				350,00 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation							975,00 $				975,00 $
Photocopies, publicité							74,00 $				74,00 $
Déplacements							100,00 $				100,00 $
Locaux, conciergerie ou surveillance											0,00 $
Assurances (frais supplémentaires)											0,00 $
Sous-Total Section B							1 499,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	1 499,00 $
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							890,00 $				890,00 $
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							8 885,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	8 885,00 $
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »										**0,33**	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) 415, rue St-Antoine O., Montréal QC a/s Mme Brigitte Laliberté (514 868-5000 p. 84126)	Prêt de terrain Référence/recrutement des participants Prêt de local
2	Habitations populaires de Parc-Extension (HAPOPEX) 445, rue Jean-Talon O., bureau 201, Montréal QC H3N 1R1 a/s Chantal Labrosse (514 655-9944), à confirmer pour l'année 2018	Prêt de terrain Référence/recrutement des participants Prêt de local
3	Habotations communautaires de Côte-des-Neiges 410-6555, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal QC H3S 2A6 a/s Mme Raymonde Turcotte (514 735-0117)	Prêt de terrain Référence/recrutement des participants Prêt de local
4	Coopérative Fleur de l'île 4955, rue Buchan, Montréal QC H4P 1S4 (contact précis en 2018 à confirmer)	Prêt de local Prêt d'équipement Référence/recrutement des participants
5		Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	08
Date de remise du rapport d'étape	Année	Mois	Jour
Date de fin de projet	2018	Novembre	23
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2018**	**Décembre**	**23**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Le départ de notre chargée de projet en janvier 2018 nous a empêché de faire en janvier-février certains contacts préalables nécessaires au démarrage des partenariats en avril. Par conséquent, notre nouveau chargé de projet a commencé ces démarches préalables un peu plus tard que d'habitude, à son arrivée en mars 2018, mais cela pourrait occasionner de léger retards dans l'ouverture de certains jardins.

Voici les conclusion de l'analyse différenciée selon le sexe du projet:
- Pour la clientèle aînée, on observe plus de participation féminine, mais ce n'est pas problématique car cela reflète le profil démographique
- Pour la clientèle familiale, on observe une participation égale des 2 sexes, ce qui reflète aussi la situation des familles dans les logements sociaux qui sont souvent biparentales
- Pour la clientèle de personnes seules adultes, nous observons la participation différenciée selon le sexe afin d'évaluer s'il existe une inégalité problématique.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Charles Mercier	Fonction	Directeur			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes		Cliquer pour menu déroulant	Date	2018	Avril	11
Signature	Charles Mercier					

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Formulaire complet. Merci.
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Dépôt alimentaire NDG**
Titre du projet	**Programme jeunesse du Dépôt alimentaire NDG - Rayonnement des ateliers Boîte à lunch**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

	Lettres patentes de votre organisme (charte)
	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Dépôt alimentaire NDG**		
Adresse	**6505 av. Somerled**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H4V 1S7**
Numéro d'inscription TPS	**89132 8007 RP0001**	Numéro d'inscription TVQ	**1161410866**
Numéro de charité	**89132 8007 RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Loyola (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Notre-Dame-de-Grâce**		
Circonscription électorale fédérale	**Notre-Dame-de-Grâce–Lachine**		
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**Daniel Rotman**	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	**514 483-4680**	Télécopieur	**nd**
Courriel	direction@depotndg.org	Site web	www.depotndg.org
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Oui**		
Si oui, laquelle/lesquelles	Addresse de l'organisme - nous avons démenagé.		

1.2 — Mission de l'organisme

Le Dépôt alimentaire NDG est un organisme communautaire à but non-lucratif qui travaille en collaboration avec d'autres partenaires de la communauté pour s'attaquer aux enjeux de la sécurité alimentaire dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce et les environs.
Nos objectifs sont de réduire les difficultés de la pauvreté:

- en améliorant la sécurité alimentaire pour ceux qui ont un revenu insuffisant,
- en facilitant l'accès à une saine alimentation,
- en réduisant l'isolement social et en encourageant l'intégration sociale de tous les membres de la communauté,
- en informant le public au sujet des enjeux de la pauvreté et de la faim.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Programme jeunesse du Dépôt alimentaire NDG - Rayonnement des ateliers Boîte à lunch**		
Personne responsable du projet	**Monsieur**	Daniel Rotman	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	514 483-4680 ext 207	Télécopieur	nd
Courriel	direction@depotndg.org		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	Les éléments ajustés comprennent l'élargissement de l'offre d'ateliers parascolaires pour élèves primaires et la précision de nouveaux partenaires pour nos programmes ados et pour les ateliers en famille.		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Les besoins des jeunes de notre quartier au niveau de l'alimentation s'inscrivent dans une problématique de sécurité alimentaire qui est à la fois vaste et complexe. Cette problématique est un sujet prioritaire au Comité jeunesse de NDG et à la Table de sécurité alimentaire, correspond au plan du Conseil communautaire NDG, et est inscrite dans le plan d'action de l'arrondissement et dans la politique en faveur des saines habitudes de vie. Un symptôme principal du problème : les enfants arrivent à l'école ou aux centres communautaires avec des déjeuners et/ou collations insuffisants ou inappropriés. Les causes sont multiples et touchent: les moyens économiques des parents; le manque de connaissances et de compétences en nutrition; le fait que les familles cuisinent de moins en moins; les habitudes alimentaires des enfants et des parents et les différences culturelles. Ces causes multiples exigent des solutions multi-facettes incluant des programmes qui visent l'accès, l'éducation alimentaire, et le plaidoyer. Le Dépot alimentaire NDG travaille en collaboration avec la communauté pour s'attaquer à cette problématique de manière à assurer la dignité, l'engagement communautaire et le développement du potentiel humain.

Les bénéfices d'une éducation à la saine alimentation pour les jeunes de notre communauté sont multiples et ne peuvent pas être sous-estimés. L'éducation à la saine alimentation peut changer en mieux la vie des jeunes : en réduisant l'obésité infantile, en renforçant la confiance en soi des jeunes et l'appropriation de leurs accomplissements, en développant leur appréciation des fruits et légumes, en élargissant leurs horizons culturels et en bâtissant leurs connaissances en nutrition et des compétences importantes pour la vie. Le programme jeunesse du Dépôt alimentaire NDG, avec Boîte à lunch à son cœur, se dédie à cette idée, et a consciencieusement développé ses projets autour des modèles participatifs d'évaluation et de développement, valorisant une méthodologie rigoureuse et des partenariats collaboratifs, tout en veillant à ce que nos activités demeurent gratuites et accessibles à tous. Le programme parascolaire Boîte à lunch est l'un de nos projets les plus novateurs et fait partie de la communauté NDG depuis plus d'une douzaine d'années. Ce programme s'est bâti une réputation de qualité, de fiabilité et de soin de la part des résidents et des institutions locales.

Les ateliers gratuits de cuisine et de nutrition s'adressent aux enfants (âgés de 9 à 10 ans) et aux adolescents (âgés de 13 à 16 ans) et à leurs familles pour les guider vers des choix alimentaires sains grâce à l'apprentissage expérientiel et la préparation de repas sains. La demande pour le programme parascolaire et les services éducatifs connexes continue de croître au sein de NDG et à travers Montréal. L'inscription à l'automne 2017 pour le programme parascolaire au primaire a encore une fois vu le double de jeunes inscrits que de places disponibles dans les ateliers, malgré une augmentation de 36 places grâce à l'expansion du programme. De plus, le nombre de demandes pour des activités Boîte à Lunch ou des ressources éducatives connexes provenant des écoles, des organismes communautaires, des camps d'été, tant à NDG qu'à l'extérieur, continue à augmenter. On retrouve des défis similaires et des échos des mêmes problématiques dans chaque milieu de vie de l'enfant, que ce soit dans les écoles, les centres communautaires, à la maison avec les parents, ou aux camps de jour. Le besoin se manifeste clairement de s'attaquer à l'insécurité alimentaire des jeunes de façon systématique et coordonnée, et le programme jeunesse du Dépôt reste l'incontournable ressource pour entreprendre ce défi.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Grâce à notre expérience et savoir-faire, ainsi que la trousse d'outils de Boîte à lunch, le programme jeunesse du Dépôt est désormais la ressource incontournable en éducation alimentaire à NDG. Concrètement, nous avons 3 volets sur lesquelles nous développons nos activités. Ces volets réussissent à rejoindre les jeunes dans leurs différents milieux de vie : 1) le programme parascolaire Boîte à Lunch, offert aux élèves d'âge primaire (4e et 5e années) et d'âge secondaire ; 2) les services éducatifs aux écoles (primaires et secondaires) et les activités et interventions aux camps de jour; et 3) les activités en famille et pour parents, qui engagent les parents à s'impliquer en tant que participants, bénévoles, et co-animateurs à travers des activités novatrices comme la série d'ateliers « Ma famille en santé », offerte dans les écoles, et les ateliers de cuisine culturelle (découverte d'une culture du monde).

1) Le programme parascolaire: Pour l'année scolaire 2017-2018, nous avons augmenté notre offre d'ateliers pour élèves d'âge primaire de 5 à 7 ateliers hebdomadaire avec grand succès, rajoutant 36 places dans le programme, ce qui nous a permis de baisser légèrement la proportion des jeunes sur la liste d'attente pour la première fois depuis des années. Nous planifions poursuivre les 7 ateliers dans l'année scolaire 2018-2019, puisque nous voyons que la demande pour ce programme n'a aucune intention de baisser. Nous poursuivrons aussi notre programme pour adolescents d'écoles secondaires, offerts notamment aux jeunes nouveaux arrivants en classes d'accueil et aux jeunes en cheminement particulier de formation (souvent aussi des immigrants), et aux jeunes participants du Dépôt alimentaire NDG. Nous allons poursuivre nos partenariats établis cette année avec des projets pour ados comme Jeunes Leaders et Project Jeunes au CJE, et le Teen Zone du YMCA pour rejoindre les adolescents vulnérables qui pourraient particulièrement bénéficier de notre programme.
2) Les services éducatifs et les interventions aux camps de jour : Nous allons poursuivre nos activités populaires de cuisine et de nutrition dans les camps de jours des centres communautaires de NDG, ainsi que dans les salles de classes des enseignants des écoles de NDG-CDN.

Nous allons élargir notre offre d'activités interactives dans les camps de jour: Nous serons desormais présents dans les camps de jour du Centre Walkley, du Centre Loyola, du Centre Westhaven, et du Centre Saint Raymond.
3) Les activités en famille et pour parents : « Ma famille en santé », notre série d'ateliers très populaires en saine alimentation pour parents, a été offerte à trois occasions en janvier 2018: à l'école Les enfants du monde, à l'école des cinq continents, et chez nous au Dépôt alimentaire NDG. Nous allons continuer à offrir cette série de façon régulière dans les écoles du quartier. Nos ateliers de cuisine culturelle continuent à rassembler les familles de notre communauté autour d'un nouvel arrivant qui présente un repas de sa culture d'origine.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Enfants (6 - 11 ans)	Étudiants	Personnes à faible revenu	450	450
Adolescents (12 - 17 ans)	Étudiants	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	100	100
Adultes (36 - 64 ans)	Parents	Personnes à faible revenu	400	200
		TOTAL	**950**	**750**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	Secteurs Walkley-Fielding, Saint Raymond, Westhaven, Loyola
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Cliquer pour menu déroulant**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**

aa

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Sécurité alimentaire**	Accès aux fruits et légumes frais, éducation alimentaire, repas sains, repas communautaires, cuisiner en famille.
2	**Soutien à la famille et à la petite enfance**	Ateliers pour parents et en famille, offre de repas, cuisiner en famille, partage de ressources, éducation alimentaire.
3	**Soutien à la vie communautaire**	Ateliers communautaires, partage de ressources, partenariat avec les centres communautaires, animation dans des lieux

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Renforcer la sécurité alimentaire des jeunes.
Bâtir des compétences de base en cuisine chez nos jeunes participants et encourager les familles à cuisiner ensemble.
Promouvoir l'adoption de saines habitudes de vie et de bon réflexes alimentaires.
Renforcer la confiance en soi et l'autonomie alimentaire des jeunes participants.
Faciliter l'ouverture à la diversité culturelle à travers la nourriture.
Valoriser la coopération et la solidarité.
Cultiver des consommateurs critiques qui sont sensibles aux défis socio-environnementaux de l'alimentation responsable.
Augmenter les compétences, les connaissances et les comportements autour de la nourriture saine.
Faciliter les points d'accès à d'autres programmes et services du Dépôt et apporter un soutien communautaire aux familles.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	1) Bâtir les connaissances, compétences, et habitudes en saine alimentation – Encourager les jeunes et leurs parents à cuisiner d'avantage à la maison, bâtir la confiance pour utiliser les outils de cuisine, outiller les jeunes et leurs parents à faire des choix santé. 2) Améliorer l'accès à /et la consommation des aliments frais et entier – En offrant des activités accessibles à tous où les aliments frais et entiers sont mis en vedette et au menu; en soutenant les familles et en les connectant aux ressources qui leur permettent d'augmenter leur consommation d'aliments frais et entiers. 3) Développer l'ouverture aux nouveaux aliments – À travers les « ingrédients vedettes » et en saisissant toute opportunité de découverte et dégustation de nouveaux aliments, en favorisant les aliments frais et entiers. 4) Développer l'ouverture aux différentes cultures – En cuisinant des recettes du monde, en engageant des nouveaux arrivants et immigrants en position de leadership, en saisissant toute opportunité de découverte et dégustation d'aliments et recettes d'autres cultures.
B	5) Faciliter une compréhension de base de l'assiette santé et du système alimentaire, et l'identification des aliments entiers. 6) Faciliter une compréhension des règles de sécurité et d'hygiène dans la cuisine et développer la capacité de les suivre. 7) Rapprocher les parents à leur communauté et les connecter aux ressources qui leur sont disponibles.
C	

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Les ateliers parascolaires Boîte à Lunch: a) 8 cours de 10 semaines au niveau primaire (aux élèves en 4ième et 5ième années) offerts à 2 reprises pendant l'année scolaire (session d'automne et session d'hiver), offerts dans différentes écoles et centres communautaires à NDG pour pouvoir rejoindre le maximum d'élèves, en visant particulièrement les secteurs vulnérables de NDG (Saint Raymond, Westhaven, Fielding-Walkley). Capacité de 18 élèves par cours. b) 4 cours de 20 semaines au niveau secondaire suivant un modèle "drop-in" (séance libre), où les fréquentations régulières sont incitées, visant particulièrement les nouveaux arrivants, immigrants, et jeunes en cheminement particulier de formation et les secteurs
B	Services éducatifs et activités aux camps de jour: a) Offre de 4 activités à la carte d'une durée de 1 heure aux écoles primaires et secondaires à NDG. Nous visons offrir 5 instances d'ateliers. b) Offre de 3 activités à la carte d'une durée de 1 heure (atelier de création de smoothies, atelier de sushi, et atelier « une salade dont tu es le héros ») aux camps de jour de NDG, y inclus les Centre Walkley, Westhaven, Saint Raymond et Loyola. Nous visons offrir 12 cohortes de chaque activité, pour un total de 36 activités.
C	Ateliers de cuisine communautaires en famille: a) 3 séries de 3 ateliers "Ma famille en santé", offertes le soir aux écoles du quartier et ciblant les parents qui participent en famille pour leur apprendre des concepts de base en saine alimentation et nutrition de façon interactive, et pour qu'ils découvrent de nouveaux aliments et inculquent les bases de la cuisine à leurs enfants. un certificat est offert pour ceux qui complètent la serie de 3 ateliers. b) 18 ateliers de cuisine culturelle offerts les samedis et co-animés par 9 membres de communautés culturelles distinctes. Les participants préparent ensemble un menu de la culture en vedette et le déguste par la suite.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Repas nutritifs préparés par et pour les jeunes; plaisir en cuisine manifesté, compétences culinaires acquises et connaissances en saine alimentation augmentées; découverte de nouveaux aliments; changement dans les habitudes et dans l'estime de soi des jeunes, participants retenus tout au long du programme.	**Évaluation**	**Nombre de plats cuisinés**
		Activités de feedback interactif, questionnaire pour des parents, sondage de compétences.	Plus de 2700
B	Activités interactives en cuisine et en saine alimentation menées; repas et collations nutritives préparés par et pour les jeunes, plaisir en cuisine manifesté, nouvelles compétences et connaissances acquises; découverte de nouveaux aliments; plusieurs partenaires impliqués (écoles, centres, et organismes communautaires).	**Témoignage (verbal/écrit)**	**Nombre de plats cuisinés**
		Questionnaire pour enseignants et animateurs, témoignages des jeunes.	Plus de 500
C	Ateliers en famille en cuisine et en saine alimentation menés; repas nutritifs préparés en famille, les familles cuisinent d'avantage ensemble, connaissances sur les ressources communautaires augmentées, découverte de nouveaux aliments, recettes, et cultures.	**Questionnaire**	**Nombre de plats cuisinés**
		Questionnaire pour participants, témoignanges écrits et verbal.	Plus de 1000

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire	Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers: Dépôt alimentaire NDG	MLCAFS		Budget total
A — Personnel lié au projet					
1 — Titre: Coordonnateur(trice) — Coordonnateur(trice) des programmes jeunesse			48 448,40 $		**48 448,40 $**
$/h. 22 · hrs/sem 35 · $ avant. sociaux/sem. 161,7 · # sem 52 · # Poste 1 · Total **48 448,40 $**					
2 — Titre: Coordonnateur(trice) adjoint(e) — Coordonnateur(trice) des ateliers Boîte à lunch NDG	**22 500,00 $**	11 775,20 $	4 054,00 $		**38 329,20 $**
$/h. 18 · h./sem 35 · $ avant. sociaux/sem. 107,1 · # sem 52 · # Poste 1 · Total **38 329,20 $**					
3 — Titre: Animateur(trice) — Animateur(trice) des ateliers parascolaires		20 101,00 $	12 542,00 $		**32 643,00 $**
$/h. 15,5 · h./sem 15 · $ avant. sociaux/sem. 39,525 · # sem 20 · # Poste 6 · Total **32 643,00 $**					
4 — Titre: Animateur(trice) — Animateur(trice) des ateliers communautaires		8 487,18 $			**8 487,18 $**
$/h. 15,5 · h./sem 3 · $ avant. sociaux/sem. 7,905 · # sem 52 · # Poste 3 · Total **8 487,18 $**					
Sous-Total Section A	**22 500,00 $**	**40 363,38 $**	**65 044,40 $**	**0,00 $**	**127 907,78 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)					
Équipement: achat ou location	**250,00 $**	400,00 $	440,00 $		**1 090,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		700,00 $			**700,00 $**
Photocopies, publicité	**150,00 $**	350,00 $			**500,00 $**
Déplacements	**150,00 $**	300,00 $			**450,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance					**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)					**0,00 $**
Sous-Total Section B	**550,00 $**	**1 750,00 $**	**440,00 $**	**0,00 $**	**2 740,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)					
Frais administratifs du projet	**1 800,00 $**	**4 000,00 $**	**5 000,00 $**		**10 800,00 $**
Sous-Total Section C					
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	**24 850,00 $**	**46 113,38 $**	**70 484,40 $**	**0,00 $**	**141 447,78 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité » **1 poste à 60%**

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Comité Jeunesse NDG Marie-Charles Boivin, coordinatrice 514 482 6665 ext 204	Référence/recrutement des participants Soutien technique Expertise-conseil
2	Commission scolaire de Montréal Lise Couvrette, agente de développement 514 766 1239 poste 1477	Référence/recrutement des participants Prêt de local Prêt d'équipement
3	Centre Saint Raymond (Nadine Collins, coordinatrice, 514 872 1765) Centre Westhaven (Taharima Habib, coordinatrice, 514 872 6734) Centre Walkley (Kadi Diop, coordinatrice, 514 872 1391) Direction de la culture, des sports, des loisirs, et de développment sociale (Kenneth Whittaker, Intervenant de loisirs NDG, 514 872-9537)	Référence/recrutement des participants Prêt de local Prêt d'équipement
4	CSSS Cavendish Sylvie Lafferière, organisatrice communautaire 514 485-7811 poste 3236	Promotion, sensibilisation Participation au comité aviseur,concertation Expertise-conseil
5	Bienvenu à NDG Angela Aldinucci, Interim Director 514 561 5850	Référence/recrutement des participants Promotion, sensibilisation Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Juin	01
Date de remise du rapport d'étape	2018	Décembre	31
Date de fin de projet	2019	Mai	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Juin**	**30**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
MLCAFS	Maple Leaf Center for Action on Food Security
CIF	Community Innovation Fund (Quebec Community Groups Network)

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Site web de Boîte à Lunch: http://boitealunchndg.org

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Daniel Rotman	**Fonction**	**Directeur général**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**	**Date**	2018	Avril	06	
Signature						

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Formulaire complet. Merci.
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Dépôt alimentaire NDG**
Titre du projet	**Le réseau des jardins de la Victoire**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

☑	Lettres patentes de votre organisme (charte)
☑	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
☐	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
☑	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
☑	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
☑	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
☐	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Dépôt alimentaire NDG**		
Adresse	**6505 av. Somerled**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H4V 1S7**
Numéro d'inscription TPS	**89132 8007 RP0001**	Numéro d'inscription TVQ	**1161410866**
Numéro de charité	**89132 8007 RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Loyola (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Notre-Dame-de-Grâce**		
Circonscription électorale fédérale	**Notre-Dame-de-Grâce–Lachine**		
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**Daniel Rotman**	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	**514 483-4680**	Télécopieur	**nd**
Courriel direction@depotndg.org		Site web	www.depotndg.org
Votre organisme est-il à but non lucratif		**Oui**	
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus			**Oui**
Si oui, laquelle/lesquelles	Session additionel hebdomadaire, plus de participants vulnérables ciblés		

1.2 — Mission de l'organisme

Le Dépôt alimentaire NDG est un organisme communautaire à but non-lucratif qui travaille en collaboration avec d'autres partenaires de la communauté pour s'attaquer aux enjeux de la sécurité alimentaire dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce et les environs.
Nos objectifs sont de réduire les difficultés de la pauvreté:

- en améliorant la sécurité alimentaire pour ceux qui ont un revenu insuffisant,
- en facilitant l'accès à une saine alimentation,
- en réduisant l'isolement social et en encourageant l'intégration sociale de tous les membres de la communauté,
- en informant le public au sujet des enjeux de la pauvreté et de la faim.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Le réseau des jardins de la Victoire**		
Personne responsable du projet	**Monsieur**	Daniel Rotman	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	514 483-4680 ext 207	Télécopieur	nd
Courriel	direction@depotndg.org		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Le réseau des jardins de la Victoire**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction	12 sessions de jardinage hebdomadaire; 1 session additionnelle pour un jardin dans le secteur Fielding-Walkley; Augmentation de participation par des résidents ciblés (vivant dans une situation de pauvreté).		

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Une famille sur quatre dans la région de NDG vit dans la pauvreté avec près de 30% d'enfants inclus dans la mesure de faible revenu. Trois déserts alimentaires, ou des zones dont l'accès aux aliments frais et abordables sont peu accessibles, ont été identifiés par la Direction de la Santé Publique: - Westhaven, Walkley-Fielding et St. Raymond. En consultation avec les résidents par le biais de groupes de discussion, de sondages, de forums publics et de conversations, un mandat clair a émergé - ces résidents veulent une action et une implication dans la mise à leur disposition de fruits et légumes frais et sont prêts à participer au développement des solutions durables.

La vision du Dépôt alimentaire NDG et de l'arrondissement CDN / NDG est d'avoir une communauté saine exempte de pauvreté et de faim, comme le met en évidence notre collaboration dans la nouvelle table ronde sur la lutte contre la pauvreté. Afin de renforcer la résilience de la communauté en matière de sécurité alimentaire (pauvreté), des programmes et des ressources pluridimensionnels sont nécessaires pour réduire l'isolement social, développer / partager des compétences et des connaissances, construire des réseaux et donner un sentiment d'appartenance à tous les membres de la communauté. Les jardins collectifs répartis dans l'arrondissement offrent des solutions de rechange aux programmes de dépannage alimentaire en enseignant aux gens de tout âge, comment cultiver leur propre nourriture d'une manière durable et écologique, et comment adopter de saines habitudes de vie tout en échangeant avec d'autres personnes provenant de milieux divers. La participation des jeunes des quartiers ciblés donne du pouvoir à la communauté et modèle le succès collaboratif. Les produits cultivés sont également mis à la disposition d'une population plus vaste et en situation d'insécurité alimentaire à travers les programmes alimentaires du Dépôt.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Cette année, nous offrons l'animation de séances de jardinage dans nos 6 jardins collectif, et cette demande couvre l'animation de 3 d'entre-eux.
Une session supplémentaire sera ajoutée au jardin Racines de Paix dans le secteur Fielding-Walkley. Ce jardin a plus que doublé de superficie durant les dernières années, et nous pouvons maintenant accueillir plus de jardiniers et augmenter la production de légumes frais. Nous continuons nos efforts d'augmenter la participation des résidents utilisant le programme de dépannage alimentaire.

Cette année represente la 3e année de notre programme de jardins incubateurs, situé au Parc de la Confédération. Ces parcelles sont attribuées aux familles et aux personnes qui dépendent du programme de dépannage alimentaire du Dépôt et qui sont prêtes à prendre en charge leur propre sécurité alimentaire. Nous continuons travailler pour soutenir les membres courants et accueillir et former des nouveaux membres dans des bonnes pratiques d'agriculture durable.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Adultes (36 - 64 ans)	Personnes à faible revenu	Minorités visibles	60	30
Aînés (65 ans et +)	Personnes à faible revenu	Personnes seules	30	15
Enfants (6 - 11 ans)	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	Personnes à faible revenu	50	50
		TOTAL	**140**	**95**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**

aa

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Sécurité alimentaire**	Acces au legumes frais, developpement des compétences, education en nutrition et sains habitudes de vie
2	**Insertion sociale des clientèles à risque**	Faciliter l'intégration sociale des participants ayant des déficiences physiques, mentales et autres, ou qui se sentent
3	**Soutien à la famille et à la petite enfance**	Animation de séances de jardinage collectif et sessions spéciales pour les enfants

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Nous utilisons l'agriculture urbaine comme un moyen d'accroître la participation des citoyens. Pour les participants vivant dans les secteurs Westhaven et Walkley, les jardins collectifs visent à promouvoir de saines habitudes de vie, réduire l'exclusion sociale et de soutenir l'agriculture urbaine. Les activités prévues sont conçues pour autonomiser les participants, en développant leurs connaissances théoriques et pratiques associées à la nutrition, l'horticulture, l'environnement, et la justice et la solidarité sociale.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Améliorer la sécurité alimentaire et promouvoir de saines habitudes de vie pour plus de 200 participants; augmenter l'activité physique en plein air, faciliter la consommation de fruits et légumes. Développer des connaissances en horticulture et nutrition.
B	Développer de nouveaux liens sociaux pour combattre l'isolement et l'exclusion sociale des personnes vulnérables par leur intégration aux activités de jardinage collectif.
C	Utiliser les activités de jardinage pour promouvoir des saines habitudes de vie des jeunes. Sensibiliser les enfants aux enjeux de sécurité alimentaire et de l'environnement.

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Des animateurs formés en horticulture et developpement communautaire permettent d'offrir des activités de jardinage adaptées à tous les besoins particuliers des divers participants. On offre 12 sessions (3hrs) par semaine pour 200+ adultes et enfants pendant toute la saison (26 semaines).
B	Emphase sur le recruitement des plus de personnes vulnerables et de minorites visibles. Cibler des participants du depannage alimentaire pour le programme de jardins incubateurs (6 mois). Developper des competences et leur reseau social.
C	Developpement d'un partenariat avec le YMCA pour offrir le service de garde gratuitement pour les familles qui sont membres de jardins, pendant leur session de jardinage hebdomadaire - deux sessions par semaine. Avec ce model, plus de familles peuvent participer, et les enfants vont être sensibilisé des avantages du jardinage et beaucoup plus.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Développement des connaissances en horticulture et en nutrition, 3 hr par semaine pour la saison qui compte 26 semaines, pour au moins 175 adultes et enfants	**Auto-évaluation** Sondage	**Nombre de participants**
B	Développement de nouveaux competences, de liens sociaux et de nouvelles ressources de soutien.	**Sondage** À la mi- et à la fin de la saison	**Nombre d'heures d'accompagnement**
C	Développement de saines habitudes de vie et de sensibilisation par rapport a l'environnement.	**Témoignage (verbal/écrit)** Après chaque activité	**Nombre de participants**

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire	Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers: Centraide	Dépôt alimentaire NDG		Budget total
A — Personnel lié au projet					
1 — Titre: Responsable — Responsable de programmes d'agriculture urbaine $/h. 24 · hrs/sem 20 · $ avant. sociaux/sem. 61,704 · # sem 52 · # Poste 1 · Total **28 168,61 $**		28 168,61 $			**28 168,61 $**
2 — Titre: Animateur(trice) spécialisé(e) — Animatrice horticole et sociale $/h. 16,5 · h./sem 32 · $ avant. sociaux/sem. 81,7 · # sem 30 · # Poste 1 · Total **18 291,00 $**	**6 219,50 $**		12 071,50 $		**18 291,00 $**
3 — Titre: Animateur(trice) spécialisé(e) — Animatrice horticole et sociale $/h. 15 · h./sem 19,5 · $ avant. sociaux/sem. 61,2 · # sem 27 · # Poste 2 · Total **19 099,80 $**			19 099,80 $		**19 099,80 $**
4 — Titre: Cliquer pour menu déroulant $/h. · h./sem · $ avant. sociaux/sem. · # sem · # Poste · Total **0,00 $**					**0,00 $**
Sous-Total Section A	**6 219,50 $**	**28 168,61 $**	**31 171,30 $**	**0,00 $**	**65 559,41 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)					
Équipement: achat ou location	**1 777,00 $**		15 000,00 $		**16 777,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation			500,00 $		**500,00 $**
Photocopies, publicité					**0,00 $**
Déplacements			2 000,00 $		**2 000,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance					**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)					**0,00 $**
Sous-Total Section B	**1 777,00 $**	**0,00 $**	**17 500,00 $**	**0,00 $**	**19 277,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)					
Frais administratifs du projet	**888,50 $**				**888,50 $**
Sous-Total Section C					
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	**8 885,00 $**	**28 168,61 $**	**48 671,30 $**	**0,00 $**	**85 724,91 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité » **50% 1 poste**

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Commission Scolaire de Montréal (CSDM)- École les enfants du monde, 5350 av. Rosedale, H4V 2H9 Marie-Josée Normandin	Prêt de terrain Référence/recrutement des participants Participation au comité aviseur,concertation
2	Centre Walkley Directrice Kadi Diop 6650 ch. de la Côte-Saint-Luc, Montréal, QC H4V 1G8, kadi.diop@gmail.com	Référence/recrutement des participants Promotion, sensibilisation Cliquer pour menu déroulant
3	Ville de Montreal - arrondissement CDN/NDG Stéphane Livernoche slivernoche@ville.montreal.qc.ca	Prêt de terrain Ressources matérielles Cliquer pour menu déroulant
4	Réno-Dépot -7277 rue Saint-Jacques, Montréal, QC H4B 1W1, 514) 482-7267	Ressources matérielles Cliquer pour menu déroulant Cliquer pour menu déroulant
5	École Secondaire Loyola, Sean Donovan 7272 rue Sherbrooke O. H4B 1R2, csp-1@loyola.ca	Prêt de terrain Expertise-conseil Cliquer pour menu déroulant

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	14
Date de remise du rapport d'étape	Année	Mois	Jour
Date de fin de projet	2018	Novembre	16
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2018**	**Décembre**	**16**

SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Suite section 4 - 6. CONTRIBUTION DES AUTRES PARTENAIRES : Université Concordia CITY FARM SCHOOL - 7141 Sherbrooke West, Jackie Martin jackie@cityfarmschool: ressources materielles, expertise-conseil, partage de ressources humaines; LA FERME aux LEGUMES D'HIVERTS 5971 1er rang Saite-Cecile, Saint Felix -de Valois, QC J0K 2M0 (450)758-6334 ressources matérielles, expertise-conseil, support logistique; English Montreal School Board, Académie Royal West, Montréal-ouest, 189 Easton, H4X 1L4.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Daniel Rotman	**Fonction**	**Directeur général**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**	**Date**	2018	Avril	09	
Signature						

Demande de soutien financier 2018-2019

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Formulaire complet. Merci.
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Provenance(s) budgétaire(s) de l'Entente	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Nom de l'organisme (lettres patentes)	**Dépôt alimentaire NDG**
Titre du projet	**Programmes de support et références à travers la communauté**

Est-ce que le projet tient compte de l'analyse différenciée par les sexes (ADS)	**Oui**

Réservé au responsable SLDS ou au responsable de la DDS			
Montant demandé		Montant accordé	
Numéro de projet			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 7 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire, à cette demande.

Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

	Lettres patentes de votre organisme (charte)
	Déclaration pour l'année en cours au Registraire des entreprises du Québec
	Rapport d'activité ou rapport annuel de votre organisme
	Rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
	Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville.
	Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
	Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 — ORGANISME

1.1 — Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	**Dépôt alimentaire NDG**		
Adresse	**6505 av. Somerled**		
Ville	**Montréal**	Code postal	**H4V 1S7**
Numéro d'inscription TPS	**89132 8007 RP0001**	Numéro d'inscription TVQ	**1161410866**
Numéro de charité	**89132 8007 RR0001**		
Arrondissement — Ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**		
District électoral municipal	**Loyola (CDN-NDG)**		
Circonscription électorale provinciale	**Notre-Dame-de-Grâce**		
Circonscription électorale fédérale	**Notre-Dame-de-Grâce–Lachine**		
Responsable de l'organisme	**Monsieur**	**Daniel Rotman**	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	**514 483-4680**	Télécopieur	**nd**
Courriel	direction@depotndg.org	Site web	www.depotndg.org
Votre organisme est-il à but non lucratif	**Oui**		
S'il s'agit d'une reconduction de projet Y-a-t-il des modifications dans une des données ci-dessus	**Oui**		
Si oui, laquelle/lesquelles			

1.2 — Mission de l'organisme

Le Dépôt alimentaire NDG est un organisme communautaire à but non-lucratif qui travaille en collaboration avec d'autres partenaires de la communauté pour s'attaquer aux enjeux de la sécurité alimentaire dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce et les environs.
Nos objectifs sont de réduire les difficultés de la pauvreté:

- en améliorant la sécurité alimentaire pour ceux qui ont un revenu insuffisant,
- en facilitant l'accès à une saine alimentation,
- en réduisant l'isolement social et en encourageant l'intégration sociale de tous les membres de la communauté,
- en informant le public au sujet des enjeux de la pauvreté et de la faim.

SECTION 2 — PROJET

2.1 — Présentation du projet

Titre du projet	**Programmes de support et références à travers la communauté**		
Personne responsable du projet	**Monsieur**	Daniel Rotman	
Fonction	**Directeur général**		
Téléphone	514 483-4680 ext 207	Télécopieur	nd
Courriel	direction@depotndg.org		
Nouvelle initiative	**Non**	**Reconduction du projet**	**Oui**
Motif de la demande, dans le cas d'une reconduction			

2.2 — Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Nous avons reçu de nombreuses nouvelles demandes d'assistance alimentaire de la part d'un nombre croissant de demandeurs d'asile originaires du Nigéria, d'Érythrée, de Colombie et de Venezzuela, ainsi que d'arrivées en provenance de Syrie et d'Haïti - grandes familles, couples et individus. Notre nouvel emplacement a rendu les services du Dépôt plus accessibles aux personnes ayant besoin d'aide dans le secteur Walkley-Fielding, et plus de 20 nouveaux dossiers sont ouverts chaque semaine. Au moment où les gens arrivent aux portes du Dépôt alimentaire NDG, ils ont généralement des besoins, des problèmes ou des obstacles qui sont devenus des facteurs de complication dans leur vie. La moitié des personnes que nous rencontrons sont des familles et l'autre moitié, des individus. Ils sont de plus de 50 pays, incluent tous les âges de la naissance à 90 ans et plus, parlent plus de 30 langues et ont besoin d'aide pour accéder à suffisamment de nourriture pour créer la stabilité leur permettant de pouvoir s'occuper d'autres problèmes auxquels ils font face. Certains sont confrontés à la pauvreté pour la première fois, d'autres ont des problèmes chroniques et vivent dans la pauvreté depuis des années. La pauvreté conduit à l'isolement social, à la dépression, au manque d'autonomie et est connue pour être associée à une maladie chronique.

Le Dépôt alimentaire NDG et l'arrondissement CDN/NDG partagent la vision d'une communauté saine, exempte de pauvreté et de faim, comme le met en évidence notre collaboration dans la table ronde sur la lutte contre la pauvreté, et le travail continu du Dépôt de coordonner la Table de sécurité alimentaire avec plus de 20 partenaires communautaires ayant des programmes axés sur la sécurité alimentaire. Afin de renforcer la résilience de la communauté en matière de sécurité alimentaire, des programmes et des ressources pluridimensionnels sont nécessaires pour réduire l'isolement social, développer/partager des compétences et des connaissances, construire des réseaux et donner un sentiment d'appartenance à tous les membres de la communauté. Le Dépôt évalue les besoins de la collectivité en collaboration avec des partenaires et y répond avec des programmes concrets et conformes aux buts et objectifs établis. Les personnes qui se retrouvent dans des situations vulnérables ont besoin d'un accès rapide aux ressources propres à leur situation, et pour certaines personnes, une aide et un soutien individualisé sont essentiels pour les guider dans les périodes difficiles. Nos services sont offerts dans une atmosphère accueillante qui privilégie la dignité et le respect de chaque individu et assure la confidentialité de nos interactions avec eux.

2.3 — Résumé synthèse du projet

Deux jours par semaine tout au long de l'année, des services de ressources et d'orientation sont offerts à toute personne qui accède à notre service de dépannage alimentaire ou à nos programmes de repas communautaires. Notre centre de ressources est composé d'un travailleur social à temps plein, d'un coordonnateur de bénévole, de stagiaires formés en travail social, d'un expert en logement du Conseil communautaire et d'organismes invités ayant des compétences dans les domaines tels que la santé, les droits, la justice sociale, etc. Lors de la première entrevue avec les nouveaux participants, les domaines d'intervention sont identifiés et les ressources nécessaires sont données à ceux qui en font la demande. Les informations clés et temporelles sont présentées à tout le monde lors de l'inscription. Les événements et les activités ou programmes actuels sont mis en évidence sur chaque table et dans l'espace café de la salle de distribution. Le personnel du service de ressources circule dans toute la salle et diffuse l'information, en s'adressant aux personnes individuellement. Grâce à ces mesures, plus de 500 personnes qui viennent dans cet espace sur une base hebdomadaire ont accès à une multitude de mesures de soutien.

Notre travail auprès des personnes vulnérables, y compris les personnes âgées, les immigrants nouvellement arrivés, les personnes âgées seules, les familles monoparentales et les personnes ayant des problèmes de santé mentale ou physique nécessite souvent une intervention plus profonde et à plus long terme. Offrir des programmes d'accès aux aliments (paniers alimentaires d'urgence, repas communautaires gratuits) qui respectent la dignité, et créer un climat de confiance dans le temps, permettent un accompagnement individualisé pour tous. Ceux qui ont besoin de ressources ponctuelles et ceux qui ont des difficultés compliquées peuvent obtenir de l'aide pour améliorer leur situation et reprendre ainsi le contrôle de leur vie.

2.4 — Population (s) ciblée (s) DIRECTEMENT par le projet

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Adultes (36 - 64 ans)	Personnes à faible revenu	Personnes seules	200	200
Aînés (65 ans et +)	Personnes à faible revenu	Personnes en perte d'autonomie	150	100
Résidents du secteur	Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)	Personnes à faible revenu	300	300
		TOTAL	**650**	**600**

2.5 — Lieu de déroulement du projet (champ obligatoire)

Un seul arrondissement ou ville liée	**Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Précisez le quartier ou le secteur	
Plusieurs arrondissements ou villes liées	**Lachine**
	LaSalle
	Côte-Saint-Luc (ville liée)
	Hampstead (ville liée)
	Westmount (ville liée)
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant
	Cliquer pour menu déroulant

2.6 Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI)

Le projet se déroule-t-il dans le cadre d'une démarche RUI	**NON**

aa

2.7 — Domaines d'intervention ciblés

(Vous devez choisir les trois premières priorités et les inscrire par ordre d'importance)

1	**Sécurité alimentaire**	Accès aux fruits et légumes frais et produits alimentaires sains, repas communautaires nutritifs
2	**Intervention sur les problématiques socio-urbaines**	Accompaniement et référence des personnes vulnérables, activités qui réduisent l'isolation des personnes et leur integrées
3	**Soutien à la vie communautaire**	Kiosques d'informations, ateliers, groupes de discussion, ressources, mobilisation

2.8 — Objectif général (long terme du projet)

Notre but est d'assurer que les gens ne sont pas isolés, en insécurité alimentaire sevère, ou sans ressources nécessaires pour une bonne qualité de la vie. Le Dépôt utilise la "bonne bouffe" comme un moyen de rassembler les gens autour de la table. Une fois qu'on a gagné leur confiance, on peut : soutenir et accompagner les personnes qui se trouvent dans des situations économiques et sociale difficiles; améliorer leur accès à une alimentation saine; les aider à bâtir leurs réseaux, à bonifier leurs compétences et à trouver des solutions à leurs problèmes avec nos partenaires dans la communauté; réduire leur isolation; partager nos connaissances. Nous avons la capacité d'accompagner les personnes à risques et vulnérables afin qu'elles trouvent des solutions concrètes.

2.9 — Objectifs spécifiques (à court terme du projet)

A	Évaluer les situations personnelles et déterminer les besoins des personnes ciblées (personnes âgées, demandeurs d'asile et nouveaux immigrants, femmes monoparentales, adultes célibataires) qui sont les plus à risque de tomber entre les mailles du filet de la pauvreté.
B	Soutenir les personnes les plus vulnerables. Augmenter le nombre de personnes qui nécessitent des références à des ressources appropriées et le nombre de personnes accompagnées de manière personalisée, selon leur situation.
C	Faciliter l'accès à l'information et aux ressources qui peuvent améliorer la situation des personnes défavorisés, dans les secteurs suivants : logement, intégration, santé mentale, emplois, santé, transport en commun, légal, financier, victimes d'abus, taxes, francisation etc, qu'elles soient extérnes ou internes. (Nous collaborons avec 86 organisations différentes comme ressources externes, elles comptent pour 80% des références et comme ressources internes nous avons les programmes du Dépôt comptant pour 20%)

2.10 — Activités prévues et/ou services offerts pour l'atteinte des résultats

(incluant la durée et fréquence)

A	Séances d'évaluation pendant une première entrevue avec les nouveaux participants du service alimentaire d'urgence - (tenues avec rendezvous une fois par semaine) à l'année. Deuxième entrevue ou intervention pour les personnes qui utilisent le service de dépannage alimentaire pendant plus de 6 mois et de façon continue(c'est pendant l'inscription pour la reception des paniers que les participants sont sélectionés pour la deuxéme entrevue).
B	Offrir un kiosque avec une équipe compétente au cours de nos heures de service alimentaire, donner des rendez-vous pour les besoins spéciaux, accompagner les participants individuellement, identifier les besoins et transmettre l'information lors de l'inscription, apprendre à connaître les individus. La formation du personnel et le maintien à jour des ressources sont quelques-unes des méthodes que nous utilisons (durée et fréquence: 9 à 15 heures par semaine, selon les besoins et l'horaire).
C	Offrir des ateliers et des kiosques d'information de façon régulière dans les domaines les plus pertinants en collaboration avec nos partenaires communautaires – logement (augmentation -6 heures par semaine), et au moins une clinique mensuelle additionelle (2 à 3 heures) sur une base rotative. Tous ces ateliers et kiosques d'information s'attaquent à une variété de sujets incluant - cuisine saine, trouver un emploi, droits et responsabilités, cliniques santé, services à la jeunesse, services pour nouveaux arrivants etc. ainsi que des groupes de discussion sur sujets variés. Environ 10 ateliers/cliniques supplémentaires par année. Mobiliser les citoyen(nes) à participer à l'amélioration de leur vie, et les inclures dans la vie communautaire.

2.11 — Résultats attendus

		Outils qualitatifs	Outils quantitatifs
A	Identifier les situations et besoins de plus de 1,000 nouvelles familles et individus (app. 2,500 personnes) à faible revenu et adapter les plans d'action pour les cas les plus urgents	**Suivi des participants** Entrevues, rencontres, info-kiosk	**Nombre de participants**
B	Plus de personnes référées aux ressources externes et aux activités du Dépôt ou aux autres programmes offerts par nos partenaires.	**Évaluation** Sondage annuel des participants	**Nombre d'heures d'accompagnement**
C	Un nombre élevé de personnes participent aux ateliers et demandent des renseignements aux kiosques d'information.	**Sondage**	**Nombre de participants**

SECTION 3- Budget prévisionnel

Poste budgétaire	Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
A — Personnel lié au projet					
1 Titre: Coordonnateur(trice) — $/h. 22 ; hrs/sem 35 ; $ avant. sociaux/ sem. 161,7 ; # sem 46 ; # Poste 1 ; Total **42 858,20 $**	**15 000,00 $**	20 000,00 $	7 858,20 $		**42 858,20 $**
2 Titre: Directeur(trice) — $/h. 28 ; h./sem 7 ; $ avant. sociaux/ sem. 41,16 ; # sem 46 ; # Poste 1 ; Total **10 909,36 $**	**5 000,00 $**	0,00 $	5 909,36 $		**10 909,36 $**
3 Titre: Cliquer pour menu déroulant — $/h. ; h./sem ; $ avant. sociaux/ sem. ; # sem ; # Poste ; Total **0,00 $**					**0,00 $**
4 Titre: Cliquer pour menu déroulant — $/h. ; h./sem ; $ avant. sociaux/ sem. ; # sem ; # Poste ; Total **0,00 $**					**0,00 $**
Sous-Total Section A	**20 000,00 $**	**20 000,00 $**	**13 767,56 $**	**0,00 $**	**53 767,56 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)					
Équipement: achat ou location			1 000,00 $		**1 000,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	**250,00 $**		500,00 $		**750,00 $**
Photocopies, publicité	**250,00 $**		500,00 $		**750,00 $**
Déplacements			75,00 $		**75,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance					**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)					**0,00 $**
Sous-Total Section B	**500,00 $**	**0,00 $**	**2 075,00 $**	**0,00 $**	**2 575,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)					
Frais administratifs du projet	**1 000,00 $**		**2 500,00 $**		**3 500,00 $**
Sous-Total Section C					
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	**21 500,00 $**	**20 000,00 $**	**18 342,56 $**	**0,00 $**	**59 842,56 $**
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »				**1**	

SECTION 4 — CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AUTRE QUE FINANCIÈRE

	Noms et coordonnées des partenaires	Type (s) de soutien
1	Conseil communautaire NDG – Halah Al-Ubaidi admin@ndg.ca, LogisAction Fahimeh logement@ndg.ca	Participation au comité aviseur,concertation Promotion, sensibilisation Référence/recrutement des participants
2	Conseil des ainés-ainées NDG - Sherry McLeod directrice smcleod@ndgscc.ca	Expertise-conseil Cliquer pour menu déroulant Autres (précisez ci-dessous) Partenaires en le programme Café boomer pour adultes de 55-70ans
3	CLSC Cavendish - Santé mentale - Lori Goodhand, securité alimentaire - Sylvie Laferriere 6484 av. Monkland Montreal QC H4B 1H3 514 484-	Référence/recrutement des participants Participation au comité aviseur,concertation Expertise-conseil
4	Carrefour Jeunesse Emploi 6370 rue Sherbrooke O. Montreal H4B 1M9 Hans Heisinger Hans.heisinger@cje-ndg.com 514 482-6665 poste 203	Promotion, sensibilisation Référence/recrutement des participants Expertise-conseil
5	Head and Hands Andrea Clarke 3465 av. Benny, Montréal, H4B 2R9 514 481-0277	Référence/recrutement des participants Participation au comité aviseur,concertation Promotion, sensibilisation

SECTION 5 — ÉCHÉANCIER

Date de début du projet	2018	Mai	14
Date de remise du rapport d'étape	2018	Octobre	31
Date de fin de projet	2019	Mars	31
Date de remise du rapport final (maximum 30 jours après la date de fin de projet)	**2019**	**Avril**	**30**

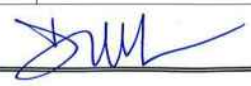
SECTION 6 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 7 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Suite : Section 4 YMCA NDG - Homebase pour les hommes, Linday Whitelaw - Lindsay.Whitelaw@ymcaquebec.ca, 4335 av. Hampton, Montréal, H4A 2L3 Référence, recrutement, expertise, conseil, promotion et sensibilisation

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Daniel Rotman	**Fonction**	**Directeur général**			
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes		**Oui**	**Date**	2018	Avril	09
Signature						

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1181247003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 482 042 $, incluant toutes les taxes si applicables, à 21 organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, en raison de la reconduction à venir de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) / Approuver les projets de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds - GDD 1181247003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-02

Cédric AGO
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1444
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier
Point de service Brennan

CERTIFICATION DES FONDS

NO GDD : 1181247003

BUDGET FONCTIONNEMENT

No d'engagement 2017: QV81247003

L'engagement de gestion a été pris dans le compte ci-dessous:

1001.0014000.200160.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - CDN / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes	482 042.00 $

Imputation de la dépense :

Imputation budgétaire	Libellé textuel	Nom de l'organisme	Titre du projet	Montant
QUARTIER CDN - 12 projets				
1001.0014000.200160.05803.61900.016491.0000.002854.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - CDN / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Association des parents de Côte-des-Neiges - Les fins de semaine, les pères Co-OH pères!	Association des parents de Côte-des-Neiges	Les fins de semaine, les pères Co-OH pères!	17 500.00 $
1001.0014000.200160.05803.61900.016491.0000.002802.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - CDN / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Baobab familial - Du baobab à l'érable	Baobab familial	Du baobab à l'érable	13 957.00 $
1001.0014000.200160.05803.61900.016491.0000.001060.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - CDN / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Centre communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges - Moi, j'embarque	Centre communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges	Moi j'embarque	20 734.00 $

1001.0014000.200160.05803.61900.016491.0000.001409.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - CDN / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Centre comm. De loisir de la Côte-des-Neiges (Fiduciaire pour la Table jeunesse de Côte-des-Neiges) - Pour bien animer	Centre communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges fiduciaire pour la Table jeunesse de CDN	Pour bien animer	20 000.00 $
1001.0014000.200160.05803.61900.016491.0000.001061.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - CDN / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Centre comm. Mountain Sights - Place plus grande à l'intégration des femmes immigrantes du secteur Mountain Sights	Centre communautaire Mountain Sights	Place à l'intégration des femmes immigrantes et isolées du secteur Mountain Sights et ses alentours	14 000.00 $
1001.0014000.200160.05803.61900.016491.0000.001063.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - CDN / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Centre des aînés de Côte-des-Neiges - Ponts vers la participation communautaire des aînés	Centre des aînés de Côte-des-Neiges	Ponts vers la participation communautaire des aînés	19 632.00 $
1001.0014000.200160.05803.61900.016491.0000.001064.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - CDN / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Club Ami - Je me présente… je persiste et signe…	Club ami, la santé mentale par l'entraide et l'intégration socio-professionnelle inc.	Un quartier à vivre	30 542.00 $
1001.0014000.200160.05803.61900.016491.0000.001410.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - CDN / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Femmes du monde à Côte-des-Neiges - Femmes et autonomie comme réponse à l'exclusion	Femmes du monde à Côte-des-Neiges	Femmes et autonomie comme réponse à l'exclusion	13 534.00 $
1001.0014000.200160.05803.61900.016491.0000.1067.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - CDN / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / La Cafétéria communautaire MultiCaf - Aide, assistance et référence de première ligne	La Cafétéria communautaire MultiCaf	Aide, assistance et référence de première ligne	20 000.00 $

1001.0014000.200160.05803.61900.016491.0000.001068.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - CDN / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Projet Genèse - Jeunes familles au courant de leurs droits en matière de logement	Projet Genèse	Jeunes familles au courant de leurs droits en matière de logement	19 600.00 $
1001.0014000.200160.05803.61900.016491.0000.001070.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - CDN / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Relais Côte-des-Neiges - Cuisinons ensemble	Relais Côte-des-Neiges	Cuisinons ensemble	15 160.00 $
1001.0014000.200160.05803.61900.016491.0000.001072.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - CDN / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Société environnementale de Côte-des-Neiges - Réseau des jardins urbains de CDN	Société environnementale de Côte-des-Neiges	Réseau des jardins urbains de CDN	8 885.00 $
QUARTIER NDG - 12 projets				
1001.0014000.200160.05803.61900.016491.0000.001075.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - CDN / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / À deux mains - Programme de sécurité alimentaire	À deux mains	Programme de sécurité alimentaire	16 450.00 $
1001.0014000.200160.05803.61900.016491.0000.001984.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - CDN / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Bienvenue à NDG - Je m'engage: Clef de la Ville	Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce	Je m'engage : Clef de la Ville	18 925.00 $
1001.0014000.200160.05803.61900.016491.0000.001078.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - CDN / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Carrefour jeunesse emploi de NDG, fiduciaire pour la Table de concertation jeunesse de NDG - Jeunes leaders NDG	Carrefour jeunesse emploi de NDG, fiduciaire pour la Table de concertatiion jeunesse de NDG	Jeunes leaders NDG	16 008.00 $

1001.0014000.200160.05803.61900.016491.0000.001412.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - CDN / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce - Bien planifier pour mieux intervenir dans les secteurs défavorisés	Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce	Bien planifier pour mieux intervenir dans les secteurs défavorisées	67 010.00 $
1001.0014000.200160.05803.61900.016491.0000.002803.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - CDN / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce fiduciaire pour l'Envol des femmes (ancien # projet1082) - Nutrition counts	Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce fiduciaire pour L'Envol des femmes (ancien # projet 1082)	Nutrition counts	15 000.00 $
1001.0014000.200160.05803.61900.016491.0000.002066.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - CDN / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Dépôt alimentaire NDG - Boîtes à lunch	Dépôt alimentaire NDG	Boîtes à lunch	24 850.00 $
1001.0014000.200160.05803.61900.016491.0000.002067.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - CDN / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Dépôt alimentaire NDG - Le réseau des jardins de la victoire	Dépôt alimentaire NDG	Le réseau des jardins de la victoire	8 885.00 $
1001.0014000.200160.05803.61900.016491.0000.001080.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - CDN / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Dépôt alimentaire NDG - Programmes de support et de références à travers la communauté	Dépôt alimentaire NDG	Programmes de support et de références à travers la communauté	21 500.00 $
1001.0014000.200160.05803.61900.016491.0000.001415.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - CDN / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Les habitations Sherbrooke Fores - Faire florir la forêt	Les habitations sherbrooke forest	Faire florir la forêt	16 500.00 $

1001.0014000.200160.05803.61900.016491.0000.002804.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - CDN / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / L'institut Fraser-Hickson Montréal - Nouveaux secteurs et activités Minibiblio	L'institut Fraser-Hickson Montréal	Nouveaux secteurs et activités Minibiblio	20 000.00 $
1001.0014000.200160.05803.61900.016491.0000.001083.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - CDN / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Les maisons transitionnelles O3 - M.O.M.-Mère organisant des menus	Les maisons transitionnelles O3	M.O.M. mère organisant des menus	15 000.00 $
1001.0014000.200160.05803.61900.016491.0000.001413.000000.00000.00000	AF-Général-Agglomération / Crédits associés à des revenus dédiés / Contrat de ville - CDN / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes / Prévention Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Activités familiales Walkley	Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Activités familiales Walkley	28 370.00 $
Total de la dépense :				**482 042.00 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.13

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1185265008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 10 200 $.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 10 200 $.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Paroisse Notre-Dame-de-Grâce 5333, av. Notre-Dame-de-Grâce Montréal (Québec) H4A 1L1 a/s Maya Antaki Coordonnatrice des projets commumautaires a/s Carole Gélinas Coordonnatrice adjointe – camps d'été	Pour favoriser la participation de plus de 135 enfants âgés de 6 à 16 ans à des activités aux camps de jour, de vacances, etc. offert aux enfants âgés de 6 à 16 ans	**TOTAL : 750 $** Sue Montgomery : 250 $ Peter McQueen 500 $
Société québécoise d'ensemble-claviers 4397, avenue Coolbrook Montréal (Québec) H4A 3G1 a/s Mme Irina Krasnyanskaya Directrice artistique	Pour soutenir les activités de la 6e l'édition du festival « Saisons Russes de Montréal de Montréal 2018 » de la Ville de Montréal.	**TOTAL : 600 $** Marvin Rotrand 100 $ Peter McQueen 100 $ Magda Popeanu 300 $ Christian Arseneault 100 $
Productions Alma Viva 2370, av. de Hampton Montréal (Québec) H4A 2K6	Pour aider à la présentation d'une soirée d'opéra dans le parc Trenholme durant la Semaine des Arts de NDG.	**TOTAL : 1 000 $** Christian Arseneault 1 000 $

a/s Nadia Neiazy		
Les Femmes Pionnières des Caraïbes du Canada inc. **The Caribbean Pioneer Women of Canada Inc.** 6767, ch. Côte-Saint-Luc, #308 Montréal, (Québec) H4V 2Z6 a/s Janet Smith	Pour faciliter l'organisation des activités culturelles, récréationnelles et sociales de cet organisme.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 100 $ Marvin Rotrand 200 $ Magda Popeanu 200 $
Fondation Mon Nouveau Bercail 1012, chemin Saint-Clare Mont-Royal (Québec) H3R 2N1 a/s M. Garbens Jean Coordonnateur	Pour assurer la réussite de lla 1re édition de l'événement « La Diversité est politiquement correcte » qui aura lieu le 9 juin 2018. Cet organisme accompagne les nouveaux arrivants dans leur processus d'installation et d'intégration dans notre arrondissement.	**TOTAL : 600 $** Sue Montgomery 200 $ Marvin Rotrand 100 $ Magda Popeanu 300 $
Ensemble vocal Carpe Diem 8833, rue Lajeunesse Montréal (Québec) H2M 1R8 a/s Madame Magdalena Filitis	Pour encourager les activités de cet ensemble vocal.	**TOTAL : 200 $** Magda Popeanu 200 $
Métèque Atelier/Galerie d'Art s.e.n.c. 5442, ch. de la Côte-Saint-Luc Montréal (Québec) H3X 1C5 a/s Madame Carolina Echeverria Directrice artistique	Pour aider à la réalisation de divers projets permettant de sortir les nouveaux arrivants de leur isolation et de prendre part à des projets artistiques.	**TOTAL : 700 $** Sue Montgomery 200 $ Peter McQueen 200 $ Magda Popeanu 200 $ Christian Arseneault 100 $
Coopérative de solidarité en environnement la Maison verte 5785, rue Sherbrooke ouest Montréal (Québec) H4A 1X2 a/s Monsieur James Hugues a/s Monsieur John McKay	Pour soutenir l'organisation des activités de l'événement « NDG Off the Wall / Hors les murs NDG » qui sera présenté le 24 août 2018 au parc Notre-Dame-de-Grâce.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 100 $ Peter McQueen 300 $ Christian Arseneault 100 $
L'Envol des femmes / Women on the Rise 6870, rue de Terrebonne Montréal (Québec) H4B 1C5 a/s Monsieur Nusrat Shimul Vice-président	Pour participer au succès du Déjeuner-Pancake annuel organisé par cet organisme qui vient en aide aux femmes et enfants en difficulté.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 300 $ Christian Arseneault 200 $
YMCA Notre-Dame-de-Grâce 4335, av. de Hampton Montréal (Québec) H4A 2L3 a/s Madame Galia Benatuil Coordonnatrice programmes jeunesse	Pour le maintien de son programme de service à la communauté livré par des d'adolescents dans le but d'une intégration socio-économique.	**TOTAL : 450 $** Sue Montgomery 150 $ Peter McQueen 300 $

Association des locataires de l'Habitation Goyer 2929, rue Goyer, #99 Montréal (Québec) H3S 2V5 a/s Madame Sharon Drisdelle Présidente	Afin d'aider à la poursuite des activités offertes aux personnes âgées résidant à l'Habitation Goyer.	**TOTAL : 100 $** Sue Montgomery 100 $
Association Bangladesh Greater Noakhali 6420, av. Victoria, #216 Montréal (Québec) H3W 2S7 a/s Monsieur Hossain Belait Président	Afin d'aider à la réussite de ses activités socio-communautaires et humanitaires organisées par cette association.	**TOTAL : 300 $** Marvin Rotrand 200 $ Lionel Perez 100 $
Société Bangladesh de Montréal inc. / Bangladesh Society of Montreal inc. 4600 Isabella, #606 Montréal, Québec, H4V 2P1 a/s Monsieur Toufiq Ezaz Président	Pour apporter notre soutien à la planification et à l'organisation des activités socio-culturelles de cet organisme.	**TOTAL : 300 $** Marvin Rotrand 150 $ Lionel Perez 150 $
Ligue de basketball des Philippines CDN/NDG 6546, av. McLynn Montréal (Québec) H3X 2R6 a/s Monsieur Royland Sanguir Président	Afin de permettre à plus de 400 joueurs de notre arrondissement répartis en 46 équipes de jouer au basketball.	**TOTAL : 1 250 $** Marvin Rotrand 750 $ Lionel Perez 500 $
Centre d'Orientation des Nouveaux Arrivants et immigrants de Montréal (CONAM) 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 693-4, 6e étage Montréal (Québec) H3S 2T6 a/s M. Alfred Mandaka Directeur général	Pour soutenir ce Centre qui offre de l'encadrement afin de faciliter l'intégration des immigrants africains dans notre arrondissement en collaboration avec les instances gouvernementales.	**TOTAL : 200 $** Sue Montgomery 200 $
Association des locataires de l'Habitation Mayfair inc. 6900, chemin de la Côte Saint-Luc, #508 Montréal (Québec) H4V 2Y9 a/s Madame Rita Del Grande	Afin d'aider à la réussite du programme d'activités des résidents, majoritairement des aîné-e-s.	**TOTAL : 250 $** Sue Montgomery 250 $
Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce 2180, av. Belgrave Montréal (Québec) H4A 2L8 a/s Madame Geneviève Polese Coordonnatrice de projets	Pour aider à la poursuite du développement du programme visant la réussite éducative et sociale des enfants et le bien-être des familles.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 250 $ Peter McQueen 250 $
La Promenade des arts NDG/ *NDG Arts Walk*	Pour soutenir les activités organisées par la Promenade des	TOTAL **: 500 $**

2319, avenue de Hampton, bureau 1 Montréal (Québec) H4A 2K5 a/s M. MacLeod G. Scott **CHÈQUE AU FIDUCIAIRE: CONCORDIA UNIVERSITY** 1455, boul. de Maisonneuve Ouest Bureau BA 268 Montréal (Québec) H3G 1M8 a/s Madame Janis Timm-Bottos	arts NDG dans le cadre de la Semaine des arts de NDG le 26 août 2017 dont le fiduciaire est le Dépôt alimentaire NDG.	Sue Montgomery 125 $ Peter McQueen 250 $ Christian Arseneault 125 $
Association des locataires de l'Habitation Monkland 5959 Monkland #206 Montréal (Québec) H4A 3R9 a/s Madame Dora Tyson Présidente	Pour aider à l'organisation des célébrations pour la Saint-Jean-Baptiste et de la Fête du Canada.	**TOTAL : 1 000 $** Sue Montgomery 250 $ Peter McQueen 750 $

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-04 12:04

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185265008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 10 200 $.

CONTENU

CONTEXTE

À la demande de Sue Montgomery, mairesse de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, de Marvin Rotrand, conseiller de la Ville pour le district de Snowdon, de Peter McQueen, conseiller de la Ville pour le district de Nore-Dame-de-Grâce, de Magda Popeanu, conseillère de la Ville pour le district de Côte-des-Neiges et de Christian Arseneault, conseiller de la Ville pour le district de Loyola, autoriser le versement de contributions financières non récurrentes de 10 200 $. à divers organismes sportifs, communautaires ou bénévoles qui ont comme objectifs d'encourager, de récompenser, de souligner ou de permettre la participation des citoyens de notre arrondissement à des événements ou de mettre en valeur et de faire connaître notre patrimoine. Ces contributions totalisant 10 200 $, proviennent des budgets discrétionnaires des élus.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

Autoriser aux divers organismes les contributions financières totalisant la somme de 10 200 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le dossier vise à autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente à différents organismes pour un montant total de 10 200 $. La dépense totale est imputée au budget des élus, tel que décrit dans la certification de fonds.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Manon PROVOST
Chargée de secrétariat

Tél : 514-872-4863
Télécop. : 514-868-3327

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-02

Daniel SANGER
Directeur de cabinet

Tél : 514-868-3527
Télécop. : 514-868=3327

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185265008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 10 200 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1185265008 Contributions financières Mai 2018.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en ressources financières
Tél : 514-872-0419

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-03

Hélène BROUSSEAU
Directrice par intérim
Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Numéro de dossier	**1185265008**
Nature du dossier	**Contributions financières**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente à différents organismes pour un montant total de 10 200 $ comme suit :

Organisme	DA	Lionel Perez	Magda Popeanu	Marvin Rotrand	Peter McQueen	Sue Montgomery	Christian Arsenault	Total
Association Bangladesh Greater Noakhali	549409	(100 $)		(200 $)				(300 $)
Association des locataires de l'Habitation Goyer	549405					(100 $)		(100 $)
Association des locataires de l'Habitation Monkland	549449				(750 $)	(250 $)		(1 000 $)
Association des locataires de l'Habitation Mayfair inc.	549431					(250 $)		(250 $)
Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce	549436				(250 $)	(250 $)		(500 $)
Centre d'Orientation des Nouveaux Arrivants et immigrants de Montréal (CONAM)	549422					(200 $)		(200 $)
Coopérative de solidarité en environnement la Maison verte	549368				(300 $)	(100 $)	(100 $)	(500 $)
Ensemble vocal Carpe Diem	549351		(200 $)					(200 $)
Fondation Mon Nouveau Bercail	549344		(300 $)	(100 $)		(200 $)		(600 $)
L'Envol des femmes / Women on the Rise	549396					(300 $)	(200 $)	(500 $)
La Promenade des arts NDG / NDG Arts Walk	549442				(250 $)	(125 $)	(125 $)	(500 $)
Les Femmes Pionnières des Caraïbes du Canada inc.	549331		(200 $)	(200 $)		(100 $)		(500 $)
Ligue de basketball des Philippines CDN/NDG	549417	(500 $)		(750 $)				(1 250 $)

Organisme	DA	Lionel Perez	Magda Popeanu	Marvin Rotrand	Peter McQueen	Sue Montgomery	Christian Arsenault	Total
Métèque Atelier/Galerie d'Art s.e.n.c.	549358		(200 $)		(200 $)	(200 $)	(100 $)	(700 $)
Paroisse Notre-Dame-de-Grâce	549295				(500 $)	(250 $)		(750 $)
Productions Alma Viva	549324						(1 000 $)	(1 000 $)
Société Bangladesh de Montréal inc. / Bangladesh Society of Montreal inc.	549413	(150 $)		(150 $)				(300 $)
Société québécoise d'ensemble-claviers	549308		(300 $)	(100 $)	(100 $)		(100 $)	(600 $)
YMCA Notre-Dame-de-Grâce	549400				(300 $)	(150 $)		(450 $)
TOTAL		(750 $)	(1 200 $)	(1 500 $)	(2 650 $)	(2 475 $)	(1 625 $)	(10 200 $)

La dépense totale est imputée au budget des élus comme suit :

Élu	Imputation	Total
Lionel Perez	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.000557.0	(750 $)
Magda Popeanu	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.001577.0	(1 200 $)
Marvin Rotrand	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.000137.0	(1 500 $)
Peter McQueen	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.000558.0	(2 650 $)
Sue Montgomery	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.003047.0	(2 475 $)
Christian Arsenault	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.003048.0	(1 625 $)
		(10 200 $)

Les fonds ont été réservés par les demandes d'achat inscrites au tableau.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.14

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1187772016

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières totalisant 15 000 $, incluant toutes les taxes si applicables, réparties comme suit : 7 500 $ à l'Association des Philippins de Montréal et banlieues (F.A.M.A.S.) pour la réalisation de l'événement « Pista Sa Nayon » (Fête des villages) et 7 500 $ au Conseil des associations canadiennes philippines du Québec pour la réalisation de l'événement « Journée de l'indépendance » pour la saison estivale 2018.

Il est recommandé:
D' autoriser le versement de contributions financières totalisant 7 500 $ (incluant toutes les taxes si applicables), réparties comme suit :7 500 $ à l'Association des Philippins de Montréal et banlieues (F.A.M.A.S.) pour la réalisation de l'événement « Pista Sa Nayon » (Fête des villages) et 7 500 $ au Conseil des associations canadiennes philippines du Québec pour la réalisation de l'événement « Journée de l'indépendance » pour la saison estivale 2018.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-03 09:00

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187772016**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières totalisant 15 000 $, incluant toutes les taxes si applicables, réparties comme suit : 7 500 $ à l'Association des Philippins de Montréal et banlieues (F.A.M.A.S.) pour la réalisation de l'événement « Pista Sa Nayon » (Fête des villages) et 7 500 $ au Conseil des associations canadiennes philippines du Québec pour la réalisation de l'événement « Journée de l'indépendance » pour la saison estivale 2018.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis plusieurs années, les organismes Association des Philippins de Montréal et banlieues (F.A.M.A.S.) et Conseil des associations canadiennes philippines du Québec (le «Conseil») organisent des événements importants pour la communauté philippine de l'arrondissement. Conformément à l'énoncé de sa mission, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) contribue annuellement au succès de ces événements, notamment :

- en facilitant l'obtention des permis nécessaires;
- en fournissant une scène pour les représentations culturelles;
- en fournissant les branchements électriques requis;
- en fournissant des tables à pique-nique et des barricades.

En plus du soutien logistique offert par l'arrondissement, F.A.M.A.S. et le Conseil ont chacun fait une demande de soutien financier pour les aider à couvrir des dépenses d'acquisition ou de location de matériel nécessaire à la réalisation de l'édition 2018 de leur événement respectif. Ce sommaire vise à octroyer une contribution de 7 500 $, taxes comprises si applicables, à chaque organisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 170113 (13 avril 2017) - Autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 7 500 $ (incluant toutes les taxes si applicables), à l'Association des Philippins

de Montréal et Banlieues (F.A.M.A.S.) pour la réalisation de l'événement « Pista Sa Nayon » (Fête des villages) le 16 juillet 2017. Autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 7 500 $ (incluant toutes les taxes si applicables), au Conseil des associations canadiennes philippines du Québec pour la réalisation de l'événement « Journée de l'indépendance des Philippines » le 17 juin 2017.

DESCRIPTION

Il s'agit de demandes de soutien financier formulées par F.A.M.A.S. pour la tenue de la Fête des villages des Philippines (« Pista Sa Nayon ») qui aura lieu le 15 juillet 2018 au parc MacKenzie-King et par le «Conseil» pour la Journée de l'indépendance des Philippines qui aura lieu le 17 juin 2018, également au parc MacKenzie-King. Les contributions serviront entre autres à couvrir des dépenses d'acquisition ou de location de tentes pour les événements prévus dans ce parc.

JUSTIFICATION

L'Arrondissement a adopté, en juin 2016, le Cadre de référence pour l'attribution de soutien locatif et financier en sports et loisirs. Dans ce document, l'Arrondissement confirme ses orientations stratégiques. L'offre de services en sports et loisirs doit répondre aux attentes de la population et viser le bien-être collectif. Elle se définit en fonction des divers groupes d'âge, des familles et des différentes communautés établies sur le territoire de l'Arrondissement. Elle vise à établir des liens sociaux entre les personnes et les groupes et encourage la promotion de saines habitudes de vie. L'Arrondissement a comme stratégie principale de collaborer avec les OSBL issus du milieu dans le but de réaliser la mission même du loisir public. Afin de répondre à l'ensemble des besoins des citoyens, l'offre de services est structurée en fonction des trois niveaux de services et de mise en oeuvre que sont la proximité de voisinage, le quartier et l'Arrondissement. La proximité de voisinage englobe notamment les espaces verts, les parcs de voisinage, les sentiers de marche et de vélo et les pataugeoires; autrement dit les principaux lieux de convergence où se développent les liens sociaux et la réciprocité. L'offre de services permet de participer à la construction de ces liens d'appartenance entre les citoyens, notamment par la proposition de camps de jour et l'organisation de fêtes de quartier. L'offre de services pour la pratique de loisir sera développée avec les groupes ou associations communautaires et dans le respect des cultures locales. Elle sera accessible à tous et favorisera la socialisation et la participation d'un maximum de personnes. Elle fera la promotion de la santé, sera récréative et incitera au plaisir et à la détente, soit à la manière du bon voisinage.
Dans cet esprit, les deux organismes répondent aux besoins de voisinage dans leur milieu respectif. F.A.M.A.S. organise « Pista Sa Nayon », soit la Fête des villages des Philippines qui se tiendra le 15 juillet 2018. Différentes activités culturelles et de loisir sont organisées afin de rejoindre plus de 1800 membres de la communauté ainsi que les citoyens intéressés à mieux connaître la culture philippine. Quant à la Journée de l'indépendance des Philippines, 17 juin 2018, elle est réalisée par le «Conseil» et attire plus de 1500 citoyens de la communauté philippine qui résident dans l'arrondissement et ailleurs dans l'agglomération. Cet organisme intervient auprès des clientèles plus isolées de la communauté, telles que les jeunes et les aînés, facilitant ainsi le développement de leur plein potentiel citoyen.

En plus d'un soutien financier, l'arrondissement offre de l'équipement (barricades, tables, scène mobile et électricité). Un représentant de la DCSLDS est présent sur le site lors de ces événements et peut évaluer le bon déroulement. Le représentant peut donc fournir ses recommandations pour l'autorisation des deux événements et du soutien financier. En 2017, ces événements ont attiré plus de 1500 citoyens qui ont pu profiter des différentes activités en place. Le budget alloué par l'arrondissement représente près de 42 % du budget total de l'événement. En 2017, les deux organismes ont bien utilisé ces contributions, et ce, selon les modalités demandées.

Ces événements permettent de réaliser certains objectifs poursuivis par l'Arrondissement dans sa Déclaration pour un arrondissement en santé et soutiennent le «vivre ensemble» par la participation et l'ouverture de ces organismes à faire vivre différentes expériences aux citoyens de l'arrondissement.

Conformément aux procédures établies par l'Arrondissement, les organismes ont déposé une demande d'aide financière et fourni tous les documents et informations nécessaires pour être reconnus admissibles uniquement pour la réalisation des événements publics.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Une contribution financière non récurrente de 7500 $ pour chaque organisme est prévue au budget de fonctionnement de la DCSLDS. Ces contributions incluent toutes les taxes si applicables.
Les crédits ont été réservés par les demandes d'achats: 545733, 546594.

Les contributions consenties serviront à la location et l'achat de matériel pour la mise en oeuvre des événements

Imputation	Montant	Demande financier	Demande d'achat
Association des Philippins de Montréal et banlieues (F.A.M.A.S.) 2406.0010000.300741.07123.61900.016490	7500 $	2018	545733
Conseil des associations canadiennes philippines du Québec 2406.0010000.300741.07123.61900.016490	7500 $	2018	546594

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Permets l'application de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal en y intervenant sur les quatre piliers: soit le sport, le loisir, le développement social et la culture.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans une approche de vivre ensemble et compte tenu du caractère cosmopolite de l'Arrondissement, ces événements favorisent à la fois le développement du sentiment d'appartenance à un quartier et les échanges interculturelles nécessaires pour assurer un milieu de vie de qualité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sous la responsabilité des deux organismes.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Remise des contributions financières aux organismes;

- Visite terrain lors des événements;
- Soutien logistique pour l'organisation des deux événements;
- Suivis et évaluation de la réalisation des événements;
- Bilan des événements avec les promoteurs et réception du budget réel.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Muy-Heak TANG TONGSOMSONG)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude OUELLET
Chef de division sports

Tél : 514 872-5014
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-02

Marie-Claude OUELLET
Chef de division sports, loisirs

Tél : 514 872-6365
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sonia GAUDREAULT
Directrice
Tél : 514 872-6364
Approuvé le : 2018-05-02

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1187772016

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières totalisant 15 000 $, incluant toutes les taxes si applicables, réparties comme suit : 7 500 $ à l'Association des Philippins de Montréal et banlieues (F.A.M.A.S.) pour la réalisation de l'événement « Pista Sa Nayon » (Fête des villages) et 7 500 $ au Conseil des associations canadiennes philippines du Québec pour la réalisation de l'événement « Journée de l'indépendance » pour la saison estivale 2018.



PJ CONSEIL DES ASSOC-05022018104041.pdf



DEM-SOUTIEN FIN-FAMAS-05022018105400.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude OUELLET
Chef de division sports

Tél : 514 872-5014
Télécop. :

CONSEIL DES ASSOCIATIONS CANADIENNES PHILIPPINES DU QUEBEC
COUNCIL OF CANADIAN FILIPINO ASSOCIATIONS OF QUEBEC
6767 ch. de la Cote-des-Neiges, bur. 692-3, Montreal, Quebec, Canada H3S 2T6
Gerry Danzil, President Téléphone 514-651-4288

Letter for Financial Aid Request

Remis en main propre
le 19-01-2018
CD pour Sonia Gaudreault

11 January 2018

Ms. Sonia Gaudreault
Direction de la culture, des sports et des loisirs
et du developpement social
Arrondissement Cote-des-Neiges-Notre-dame-des-Grace
Montreal, QC H3X 2H9

Ms. Gaudreault,

The Council of Canadian Filipino Associations of Quebec is hosting the annual Celebration of the 120th Anniversary of the Declaration of Philippine Independence, at MacKenzie King Park, on Sunday June 17, 2018.

A parade will be featured in the morning, from 11:30am to 1:30pm. The parade will consist of the colors, floats of the various associations and organizations and participating businesses, and other interested parties. We are expecting 1500 to 2000 people attending the activities in the park and in the surrounding streets.

After the parade, a sumptuous lunch will be served at the park for our guest speakers, municipal and borough officials, as well as federal and Quebec officials, and invited multicultural performing groups. Food is provided by sponsors, various Filipino associations, and business organizations.

The multicultural show will start at 2:30pm until 7:30pm and will feature performing groups of invited cultural communities.

For all these activities, we would like to request for your financial support of $7,500 and kind assistance in obtaining the required permits and materials (portable stage with electric hook-ups, picnic tables, 100 garbage bins, metal barricades to contain the events in the park). Your support and financial assistance will ensure the success of this annual Celebration of the 120th Anniversary of the Declaration of Philippine Independence.

We have designated Mr. James de la Paz as the overall coordinator of this event, one of the largest general assembly in our community.

Science Mobile

Yours truly,

Gerry Danzil
CCFAQ President

Cc: Lionel Perez, Councillor for Darlington

Attached herewith is PROJECTED FINANCIAL STATEMENTS

CONSEIL DES ASSOCIATIONS CANADIENNES PHILIPPINES DU QUEBEC
COUNCIL OF CANADIAN FILIPINO ASSOCIATIONS OF QUEBEC
6767 ch. de la Cote-des-Neiges, bur. 692-3, Montreal, Quebec, Canada H3S 2T6
Gerry Danzil, President Téléphone 514-651-4288

PROJECTED FINANCIAL STATEMENTS

120th Anniversary of Declaration of Philippine Independence
Sunday June 17, 2018

INCOME		
Grant from NDG-CDN Borough		$ 7,500.00
Tent rentals		$ 2,200.00
Souvenir program ads		$ 1,500.00
Donations - cash		$ 1,000.00
Donations - in kind		$ 3,300.00
		$15,500.00
EXPENSES		
Tents		$ 5,900.00
Insurance		$ 1,700.00
Souvenir program		$ 2,000.00
Car rentals and decorations		$ 700.00
Honorarium		
Cannons	$ 1,000.00	
Black Watch Pipers	$ 350.00	
Folkloric dance groups	$ 500.00	$ 1,850.00
Food and supply items		$ 2,000.00
Sound system		$ 800.00
Supplies		$ 250.00
Media coverage		$ 300.00
		$15,500.00

Budget prévisionnel de l'édition 2018

CONSEIL DES ASSOCIATIONS CANADIENNE PHILIPPINES DU QUEBEC
COUNCIL OF CANADIAN FILIPINO ASSOCIATIONS OF QUEBEC
6767 ch. Cote-des-Neiges, 6ieme étage, Montreal, Quebec, Canada H3S 2T6
President Gerry C. Danzil, tél 514-651-4288
Directeurs-Administrateurs
Salvador B. Cabugao, tel. 514-664-8426 James de la Paz, tel. 514-577-7787

MISSION AND ACTIVITIES 2018

MISSION

The Council of Canadian Filipino Associations of Quebec (CCFAQ) was incorporated and registered on June 2, 2011 and held its organizational meeting on September 30, 2012. It took over the mandate, functions and activities of the Federation of Filipino Canadian Associations of Quebec (FFCAQ) when this predecessor organization was subjected to a litigation handled by the Registrar des Entreprises du Quebec.

The administration and leadership of the CCFAQ accordingly continued the management and operations of the FFCAQ. Significant projects like the celebrations of the Philippine Independence Day parade, multicultural showcase, picnic and food fair, seminars on drug addiction, on immigration, and on youth involvement take months of planning, preparation, invitations, and implementation. As the umbrella organization of associations of Philippine ancestry, the Council functions as an educational centre engaged in providing education, information, programs, direct services, and facilities to the public in general and the community in particular.

MISSION

The Council strives to serve as the effective voice of the Filipino Canadian community. It is committed to working towards the development of a strong community, proud of its cultural heritage and active in the building of a just, humane and prosperous Canadian society. It provides the infrastructure to determine, assess, analyze, take positive actions, and evaluate the results of such actions, the needs and aspirations of the constituent organizations and communities. It adheres to the fundamental multicultural goals of identity, civic participation and social justice.

OBJECTS

The Objects of the Council are:

1. To function as an educational center engaged in providing education, information, programs, direct services, and facilities to the public in general, particularly on community and social development.
2. To increase the public's knowledge, appreciation, and studies about intercultural relations and about a particular culture, including languages and dialects, customs, traditions and best practices, heritage, art, history, and political, economic and social aspects of people's lives.
3. To provide counseling and other support and referral services for immigrants and refugees in need, including language instruction, employment training, job search activities, translation services, and information on culture and life.
4. To support activities to build, develop and strengthen communities such as increasing their capacity to identify and eliminate barriers to full participation in society; and to promote positive relations among cultural communities and help minimize racial ignorance and discrimination.

ACTIVITIES 2018

The **Community Calendar 2018** outlines the **Activities** of the Council for the calendar year 2018. The main event is the celebration of the *120th Anniversary of the Declaration of Philippine Independence.* As the Council is the umbrella organization of constituent associations and community members and friends, the Council is mandated to perform and accomplish it objectives and aspirations

The **Activities for the year 2018** consists of programs and projects pertaining to the following categories of events:

Social Development

Culture

Events

Sports/Loisirs

SOCIAL DEVELOPMENT

Social Development consists of Counselling and referrals for Family and Community which includes:

Basic computer courses
Drug Addiction
Immigration seminar
CPR training

CULTURE

Culture refers to participation and cooperation of Member Associations and local organizations in their respective projects and activities such as:

Board of directors' meetings
General assembly including Elections
Consultation meetings
Support of core values
- **Benevolence**
- **Scholarship**

EVENTS

Events refers to the participation and partnering of the **Borough of CDN-NDG** and the **Ville de Montreal**, and **provincial** and **federal** governments, and local **police** and security agencies, as well as to the functions and liaison for the **Embassy of the Philippines** and other **cultural communities** for various activities, projects and promotions.

Events includes:
120th Anniversary of Philippine Independence
157th Anniversary of Dr. Jose Rizal's Birth

The celebration of the **120th Anniversary of Philippine Independence Day of June 12 1896**, in our adapted country of residence **Canada**, in the **Borough of CDN-NDG,** in **Ville de Montreal**.

The **Event** is for everyone, citizens, immigrants from the mother country, and visitors to the borough and city to showcase a very important part of history of a democratic nation achieving independence from colonial and foreign rule, our culture and character, and embracing the culture and prosperity offered by our host country.

During the showcase, government officials who join the celebrations are introduced to the public as they greet the community and convey messages of unity, camaraderie and good citizenship. Friends and visitors are treated to free lunches and delicacies as well and discussions of civic participation.

Events involves the planning for a weekend proximate to this date considering the weather forecast, cooperation of the associations and organizations, invitations to other cultural communities, involvement and support of businesses catering to the needs of constituents, security and insurance, availability of funding sources, and liaison with the offices of the borough, city, and provincial governments.

There are about 8 community groups presenting dances and cultural events of their native countries. The stage is always provided by the city. The stage would require additional protection or amount of insurance to about $250,000 according to the city. The stage and grounds feature multicultural performances of participating cultural communities such as Japan, Mexico, Algeria, Greece, Italy, Barbados, Turkey, and China. Quebec and Philippine folk dances are always favorites.

The parade consists of the colors, floats of the various associations and organizations and participating businesses, and other interested parties. The parade will consist of about ten floats and cars adorned with their association logos followed by members of associations and groups of the community.

All the rents are rented. There will be about 40 tents in the park including tents rented by restaurants and service businesses. The tents of various restaurant and eateries feature Filipino food and delicacies. .

No vehicle traffic is allowed inside the park.

The activities and presentations are basically the same as in previous years. We expect to attract hundreds of attendants from all walks of life in the borough. In all, total attendees are expected to be 2,000 people as in previous years.

Towards the conclusion of the day's event is the holding of a karaoke singing contest while families, friends and visitors enjoy their getting togethergh, a security of about 12 volunteers with the assistance of the city police.

SPORTS/LOISIRS

Sports/Loisirs refers to the Council's administration officers working with the **Borough of CDN-NDG**, with the assistance of the staff of the **Embassy of the Philippines**, **Member Associations**, other associations and groups, other Non-Profit Organizations, private and business enterprises, tour groups, other fund-raisers, religious groups, families, individuals

Sports/Loisirs includes the following:

Chess Club valentines party
Zumbathon-disco
UPS 1st Canvassing of Ms. UPS, Ms. Valentines
Ms. Philippine Independence, Ms. Canada
Winter Disco
Spring Disco
Trip to Ottawa, Parliament Hill, Tulip Festival
Picnic and Apple Picking
Field Trip to Mont-Tremblant
Family Sports Festival with Jesus is Lord
Christmas Parties

CONSEIL DES ASSOCIATIONS CANADIENNES PHILIPPINES DU QUEBEC
COUNCIL OF CANADIAN FILIPINO ASSOCIATIONS OF QUEBEC
6767 ch. de la Cote-des-Neiges, bur. 692-3, Montreal, Quebec, Canada H3S 2T6
Gerry Danzil, President Téléphone 514-651-4288

FINANCIAL STATEMENTS
Philippine Independence Anniversary
JUNE 17, 2017

		BUDGET	ACTUAL
INCOME			
Grant from NDG-CDN Borough		$ 7,500.00	
Tent rentals		2,200.00	
Souvenir program ads		1,500.00	
Donations - cash		1,000.00	
- in kind		3,300.00	
		15,500.00	
EXPENSES			
Tents		5,900.00	
Insurance		1,700.00	
Souvenir program		2,000.00	
Car rentals and decorations		700.00	
Honorarium			
Cannons	$1,000		
Black Watch Pipers	350		
Folkloric dance groups	500	1,850.00	
Food and items		2,000.00	
Sound system		800.00	
Supplies		250.00	
Media coverage		300.00	
		15,500.00	
NET		$ -0-	

ANNEXE 1 – BUDGET DU PROJET
ARRONDISSEMENT DE CDN-NDG
PROGRAMME DE SOUTIEN POUR LA RÉALISATION D'UN PROJET OU D'UN ÉVÉNEMENT DANS LE CADRE DU 375e DE MONTRÉAL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Le budget doit être équilibré.
Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci en ventilant l'utilisation du soutien financier demandé.
Si une subvention vous est accordée, vous devrez compléter la colonne << RÉEL >> de ce formulaire en reportant les sommes inscrites lors du dépôt de la demande initiale, et devrez l'annexer à votre rapport final.

NOM DE L'ORGANISME	COUNCIL OF CANADIAN FILIPINO ASSOCIATIONS OF QUEBEC
NOM DU PROJET OU DE L'ÉVÉNEMENT	PHILIPPINE INDEPENDENCE 120th ANNIVERSARY
DATE DE RÉALISATION	JUNE 17, 2018 (SUNDAY)

REVENUS	BUDGET PRÉVU (à compléter lors du dépôt de la demande)	BUDGET RÉEL (à compléter lors de la remise du rapport final)	EXPLICATION (expliquer les écarts par rapport aux montants prévisionnels, s'il y a lieu)
SUBVENTION			
Fédéral *(précisez les programmes)*			
Provincial *(précisez les programmes)*			
Municipal *(précisez les programmes)*			
Direction de la culture, des sports, du loisir et du développement social			
Arrondissement	7,500	7500	
Autre *(précisez)*			
Autre *(précisez)*			
TOTAL DES SUBVENTIONS	7500	7500	
REVENUES AUTONOMES			
Commandites *(précisez)*			
Commandites en biens et services (précisez) TENT RENTALS	3750	6750	
Dons *(précisez)*	1131	1365	
Campagne de financement *(précisez)*			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits promotionnels			
Vente de boissons non-alcoolisées			
Vente de nourriture			
Autre *(précisez)* ADVERTISEMENTS	1277	1600	
Autre *(précisez)*			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	6158	9715	
TOTAL DES REVENUS	13,658	17215	

ANNEXE 1 – BUDGET DU PROJET
ARRONDISSEMENT DE CDN-NDG
PROGRAMME DE SOUTIEN POUR LA RÉALISATION D'UN PROJET OU D'UN ÉVÉNEMENT DANS LE CADRE DU 375e DE MONTRÉAL

NOM DE L'ORGANISME	
NOM DU PROJET OU DE L'ÉVÉNEMENT	
DATE DE RÉALISATION	

DÉPENSES	BUDGET PRÉVU (à compléter lors du dépôt de la demande)	BUDGET RÉÉL (à compléter lors de la remise du rapport final)	EXPLICATION (expliquer les écarts par rapport aux montants prévisionnels, s'il y a lieu)
CONCEPTION, RÉALISATION ET MISE EN ŒUVRE DU PROJET OU DE L'ÉVÉNEMENT			
Salaire *(précisez ou incluez la ventilation des dépenses)*			
Honoraires professionnels *(précisez ou incluez la ventilation des dépenses)*	2600	2600	
Main d'œuvre technique *(précisez ou incluez la ventilation des dépenses)*			
Droits d'auteur, droits de reproduction *(s'il y a lieu)* oui	✓ 3546	3840	
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.) oui	✓ 4052	6275	
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication non	✓ 800	800	
Location d'installations sanitaires			
Assurances	1260	1700	
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boissons non-alcoolisées			
Achat de nourriture	1606	2000	
Achat de produits promotionnels			
Autre *(précisez)*			
Autre *(précisez)*			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	13828	17215	
PROMOTION ET PUBLICITÉ DU PROJET OU DE L'ÉVÉNEMENT			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placements média (journaux, Internet, télé, radio)			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
TOTAL DES DÉPENSES			
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	13828	17215	

7500$ pour couvrir
Droits d'auteurs + location d'équipement.

01.05.2018

DOCUMENTS À JOINDRE AVEC LE FORMULAIRE

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

☐ Le formulaire de demande d'un projet ou d'un événement dans le cadre du 375e de Montréal;

☐ La liste des membres du conseil d'administration appuyant la demande et désignant le signataire autorisé à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement CDN-NDG dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;

☐ Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;

☐ La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;

☐ Le budget détaillé de l'événement indiquant clairement les commandites et les échanges de services (Annexe 1);

☐ Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet ou de l'événement;

☐ Dans le cas d'un projet ou d'un événement regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation à l'événement signée par les représentants des organismes partenaires;

☐ Le cas échéant, une copie de l'entente liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;

☐ Des lettres d'appui des partenaires, s'il y a lieu;

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de CDN-NDG. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

En contrepartie du soutien financier accordé par l'arrondissement de CDN-NDG, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet ou l'événement tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète de l'événement, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet ou de l'événement tel qu'approuvée par l'arrondissement.
- Aviser promptement et faire approuver par la Direction tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet ou événement pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que << l'événement a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de CDN-NDG >> dans tous les documents relatifs audit projet ou l'événement;
- Aviser promptement l'arrondissement dans l'éventualité où le projet ou l'événement doit être annulé par le promoteur;
- Produire à la satisfaction de la Direction un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet ou de l'événement soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

ENGAGEMENT DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

Nous soussignés_____ (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Programme de soutien financier pour la réalisation d'un projet ou d'un événement dans le ~~cadre du 375e de Montréal~~ dans l'arrondissement de CDN-NDG*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande de soutien financier, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande de soutien financier par l'arrondissement de CDN-NDG.

Date : 20-04-2018 Signataire : _____

Nom et fonction du représentant autorisé : PRESIDENT

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Date de réception de la demande

Formulaire de demande de soutien financier

Type: Soutien à la réalisation d'activités ___ Soutien à la réalisation d'un événement ✓
Autre, précisez ___

Année : 2018

1. Identification de l'organisme

Nom légal de l'organisme
Filipino Association of Montreal and Suburbs

No d'enregistrement REQ
1147663737

Date d'incorporation
1905-05-16

Adresse (no civique, rue, ville, province, code postal)
4708 Van Horne Avenue, Montreal H3W 1H7

Représentant désigné
Mercy Umipig-Sia

Titre
Vice President Internal

Numéro de téléphone
514-344-7477

Adresse courriel
gonzjops@yahoo.com

Site internet

Mission de l'organisme, tel qu'inscrite dans vos lettres patentes (maximum 5 lignes)
FAMAS is a non-partisan and non-profit organization incorporated under Part Three of the Quebec Companies Act No. Chap C-38, a. 218. FAMAS is committed and dedicated to fulfill its mission through a multidisciplinary approach and collaborative relationships among our members, the Executive Board and the Board of Trustees, which includes: 1) to work together with the community as partners who value caring, respect, accountability, excellence and competence; 2) to strive to achieve its goals and objectives that influence the kind of community we take pride in; 3) to encourage service, participation and leadership from within the organization to provide for the members' present and future needs.

Décrivez brièvement la raison de la demande de soutien

The funds will be used to cover the usual and incidental expenses during the preparation and the actual mounting of the event.

2. Description du Plan d'action/Projet

Date de début	Date de fin
2018-07-15	15-Jul-18

2.1 Objectif général du Programme / Activités / Événements

Provide a venue conducive for the enhancement of social bonds among Filipinos and other communities of Montreal.

2.2 Objectifs spécifiques du Programme / Activités / Événements

Introduce Filipino culture to non-Filipinos living in Montreal through culinary arts, crafts, songs, dances and sports.

2.3 Objectifs opérationnels du Plan d'action/Projet (avec indicateurs)	Moyen/Ressources	Suivi de gestion/ Outils de mesure	Résultats attendus
REMPLACER LE TEXTE Ex. Offrir une variété d'activités en sports et loisirs à la clientèle ciblée par la DCSLDS	REMPLACER LE TEXTE Ex. Offrir 10 cours en pratique sportive, offrir 10 cours en loisirs culturel, offrir 5 plages de pratique libre en pratique sportive supervisés par 2 animateurs	REMPLACER LE TEXTE Ex. Compléter les rapports d'inscription et de fréquentations aux différentes activités	REMPLACER LE TEXTE Ex. 200 citoyens différents dans les clientèles ciblées ont fréquentés les activités en sports et loisirs pour une proportion de 80% des inscriptions aux cours et à l'objectif d'occupation des plages en pratique libre.

2.4 Activités offertes dans le cadre du Programme/Projet/Acitivité/Événement

Activité*	Clientèle cible/ groupe d'âge	Nb de participants prévus	Durée Nb sem	Nb heure/sem	Coût/ participant
Zumba	All	50			
Cultural Show	All	2000			
Sports	all	2000			

*Au besoin, vous pouvez joindre la programmation de l'organisme.

2.5 Personnel et/ou bénévoles

Pour le Plan d'action/Projet	Total d'heures de bénévolat pour le Plan d'action/Projet	Nombre de personnes
Bénévoles (sauf le temps consacré aux réunions du C.A.)	12	50

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet

Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	Nbr de postes		Tâches effectuées	Formation demandée et expérience recherchée exemple: 1er soins, Bacc, DEC, etc.
	Temps plein	Temps partiel		
coordinator	10		Oversee preparations concerning the event, ensure that the event goes without glitches and trouble shoot during the event	
security	50		Secure the premises of the event and ensure the safety of the participants.	
first aid providers	20		Provide first aid to those requiring it.	

2.6 Collaboration prévue pour le Plan d'action/Projet

Autre(s) organisme(s) associé(s), comité(s) et/ou table(s) de concertation

Nom de l'organisme,Table, etc.	Rôle ou contribution prévue	Personne(s) contactée(s)	Téléphone
10 restaurants	Sell food items	Mercy Umipig-Sia	514-586-1737
44 small businesses and organizations	Exhibitors	Mercy Umipig-Sia	514-586-1737

3. Prévisions budgétaires

Votre budget doit être **équilibré**.

3.1 Pour l'ensemble des activités de l'organisme	Montant
Revenus	17,320 $
Dépenses	12,600 $
Surplus/déficit	4,720 $

3.2 Pour le Plan d'action/Projet

Donnez vos prévisions budgétaires pour la première année du (des) plan(s) d'action que vous soumettez.

A) Revenus		Montant
Contribution de la Ville de Montréal	Arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (pour le Plan d'action/Projet)	7,500 $
	Autres services de la Ville de Montréal	
Contributions du gouvernement provincial (précisez)		
Contributions du gouvernement fédéral (précisez)		
Contributions d'autres sources (précisez)		
Revenus autonomes	Cotisations des membres	
	Tarification des activités	
	Location d'installations et d'équipements	
	Activités d'autofinancement	
	Autres revenus	
	TOTAL DES REVENUS =	7,500 $

B) Dépenses		Nb d'heure	Taux horaire	Montant	
Salaires et avantages sociaux	Coordination				
	Animation				
	Intervention				
	Gestion et soutien administratif				
	Accueil				
	Soutien technique				
	Surveillance				
	Entretien				
	Autres				
Honoraires	Services professionnels				
Frais de location	Bâtiments				
	Équipements (location de tentes)		6.000 $	6,800 $	oui, en partie
Frais d'entretien	Bâtiments				
	Équipements				
Frais de déplacement et transport					
Matériel et fournitures	(location tables + chaises)		1500 $	4,800 $	oui, en partie
Dépenses d'activités (ex. frais d'entrées)				1,000 $	
Autres dépenses					
	TOTAL DES DÉPENSES =			12,600 $	

7500 $ contribution Ville de Montréal

02 mai 2018

4. Locaux, espaces et ressources matérielles (pour le Plan d'action/Projet)

4.1 Détermination des besoins

Les organismes peuvent bénéficier de locaux gratuits pour la réalisation du Plan d'action/Projet convenu, en fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'Arrondissement.

	Ensemble des activités de l'organisme	Plan d'action/ Projet
Nombre d'employés à temps complet (1820 heures par année)		
Nombres d'employés à temps partiel et occasionnels		
Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à la réalisation du plan d'action spécifique au Plan d'action/Projet		
Pourcentage d'heures consacrées aux autres activités reliées à la mission de l'organisme		

4.2 Ressources locatives (locaux, gymnase, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité

4.3 Ressources matérielles (tables, chaises, équipement sportif, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité
garbage cans	50
picnic tables	60
barricades	

FILIPINO ASSOCIATION OF MONTREAL AND SUBURBS INC.

Pista sa Nayon Event

Forecast Financial Statement as of July 16, 2017

	Year 2016		Year 2017	
REVENUE				
CDN & NDG BOROUGH Contribution	$ 7 500,00		$ 7 500,00	
Tent Rentals Collection	$ 6 311,29		$ 6 469,07	
Souvenir Program Advertisements	$ 3 307,50		$ 3 390,19	
TOTAL REVENUES		$ 17 118,79		$ 17 359,26
EXPENSES				
Chapiteau National Tent	$ 8 371,19		$ 8 580,47	
Souvenir Program Printing	630,00		645,75	
Supplies and Cutlery	157,50		161,44	
Gifts	126,00		129,15	
Food and Beverages	649,64		665,88	
Pista sa Nayon Streamer	126,00		129,15	
Sound System	525,00		540,00	
Tent Installers tip	60,00		65,00	
Table & Chair rentals	1 500,00		1 537,50	
Parlor Games	140,00		143,50	
4 Large Lechon	750,00		1 080,00	
Delivery & packaging fee	220,00		225,50	
TOTAL EXPENSES		$ 13 255,33		$ 13 903,34
NET INCOME		$ 3 863,46		$ 3 455,92

Prepared by:

Aristia Elumbaring

2018

Utilisation de la contribution autorisée par.

6000 $

1500 $

7500 $

contribution Ville de MTL.

02 mai 2018

Accountant

Noted by:

Corazon Aberin
President

Engagement de l'organisme

Nous soussigné Filipino Association of Montreal and Suburbs

Nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts, complets et conformes au registre de notre organisation. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues dans l'entente à intervenir entre nous (OSBL) et l'arrondissement advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif ou conseil municipal de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui y sont établies.

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet et nous nous engageons à remettre à la Ville, à l'échéance du Plan d'action/Projet, toute somme non engagée dans la réalisation des activités convenues avec la Ville dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet.

Signature : Mercy U. Sia
Représentant dédigné par l'organisme pour la présente demande de soutien

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la demande de soutien
Mercy Umipig-Sia, Vice President Internal

Date
24-Apr-18

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

A. Documents obligatoires au moment de la demande financière

- ☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé
- ☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

B. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

- ☐ Copie du certificat d'assurances requis pour le Plan d'action/Projet
- ☐ Plan d'action modifié si requis

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés.

a) dans une enveloppe directement à l'attention de :

Demande de soutien financier
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS)
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie bureau 400
Montréal (Québec) H3X 2H9

ou

b) numérisés et envoyés par courriel à : **dcslds-cdn-ndg@ville.montreal.qc.ca**

Veuillez noter que :

Tous les renseignements demandés doivent être inscrits sur le formulaire ;
Les dossiers incomplets et/ou non signés seront automatiquement retournés à l'organisme.

Pour tout renseignement, veuillez contacter votre agent de développement attitré.

Extrait authentique du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de

Nom légal de l'organisme
Filipino Association of Montreal and Suburbs

Tenue le jour/date/mois/année (ex. mercredi 3 avril 2016) | Lieu et heure

No de résolution (si applicable)

Attendu que la corporation désire signer une convention dans le cadre d'une demande de soutien avec la Ville de Montréal, Division de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

IL EST RÉSOLU :
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme _____ à représenter la Corporation et à signer tous documents nécessaires aux fins du dossier de la convention avec la Ville de Montréal.

IL EST RÉSOLU :
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme _____ à signer tous documents liés aux affaires courantes de l'organisme cité.

IL EST RÉSOLU :
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme _____ à signer tous documents liés aux documents liés aux affaires bancaires de l'organisme cité.

Président	**Secrétaire**
Nom en lettres moulées	Nom en lettres moulées
Signature	Signature
Date	Date

FILIPINO ASSOCIATION OF MONTREAL AND SUBURBS, INC.
(FAMAS)
Association des Philippins de Montréal et Banlieues, Inc.
4708 Van Horne Ave., Montreal, Quebec, Canada, H3W 1H7 Telephone : 514-341-7477
famas.ca

Resolution No. 06-02-02-18

In a meeting held by the Executive Board of the Filipino Association of Montreal and Suburbs on February 2, 2018, 4 pm, at the Philippine Community Center, 4708 Van Horne Avenue, Montreal, the following resolution was adopted:

That any of the following may sign for and on behalf of the Filipino Association of Montreal and Suburbs, Inc. (FAMAS) with the City of Montreal:

CESAR MANUEL
MYRLIN UMIPIG-SIA
JOSEPH V. GONZALES

CESAR MANUEL
MYRLIN UMIPIG SIA
ROMEO REMEGIO
JOSEPH V. GONZALES
LORENZA PENULLAR
EDWIN ROSETE
PIA BAUTISTA
LEAH BALDELOVAR
PINKY MAGHARI PELLEJO
GLENDA LASATEN
EMELY BOADO
ALONA AMANO
MICHAEL SUPAN

CERTIFIED TRUE COPY:

JOSEPH V. GONZALES
Secretary

FAMAS Pista sa Nayon 2018
July 15, 2018
McKenzie-King Park

PROGRAMME

8:00 AM	Arrival of participating associations and businesses
9:00 AM	Intergroup social bonding
9:30 AM	ZUMBA with Richel Llacer and Friends
10:30 AM	Games
12:00 NN	Holy Mass with Rev. Fr. Savarimuthu Yessapan, celebrant
1:00 PM	Parade of Colors Knights of Columbus (bearers of colors), Sagalas, guests, municipal/city officials, Philippine Embassy Officials, FAMAS Executive Board, participating organizations and businesses, FAMAS reigning beauties, FAMAS volunteers, event committee members, Hermanos and Hermanas Mayores, FAMAS friends National Anthems with the Panday Tinig Choral Ensemble Welcome Address and Presentation of Hermanos and Hermanos Mayores Declaration of the Opening of the Pista sa Nayon 2018 by the Hermanos and Hermanas Mayores
1:30 PM	ANNOUNCEMENTS Search for Mutya ng Pista sa Nayon 2018 Raffle Draw
2:00 PM	Messages from Guests Acknowledgment Socio-Cultural Presentations
2:30 PM	Parlor Games, Volleyball and Chess Competitions
4:00 PM	Crowning of Mutya ng Pista sa Nayon 2018 Awarding of Prizes
4:30 PM	Continuation of Socio-Cultural Presentations

FILIPINO ASSOCIATION OF MONTREAL AND SUBURBS

Association des Philippins de Montréal et Banlieues, Inc.

invites everyone to the

PISTA NA PO 2018

Sunday, July 15, 2018, 8 am to 8 pm

McKenzie-King Park
4900 Chemin Côte-Ste-Catherine,
Montreal, QC H3W

ENJOY the free cultural show
JOIN indigenous Filipino Games
SAVOUR Filipino cuisine at the food stalls
BUY Philippine made products

For the people of Montreal and suburbs

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

120th Year of Philippine Independence
Flag Raising Ceremony

Tuesday, June 12, 2018, 9 AM
Philippine Community Center
4708 Van Horne Ave., Montreal

Programme

PHILIPPINE NATIONAL ANTHEM

PANUNUMPA SA WATAWAT

INVOCATION

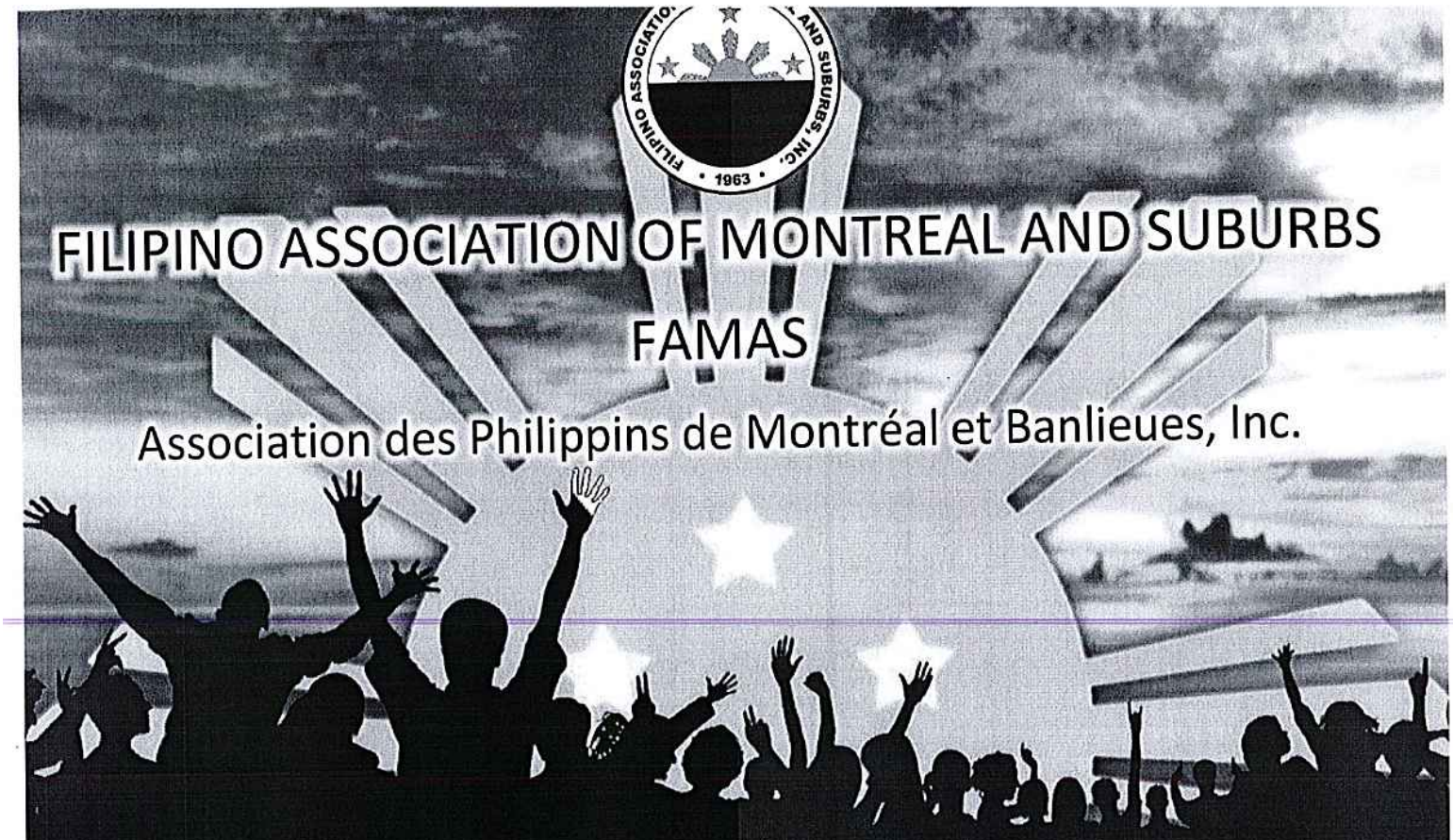
WELCOME ADDRESS

INSPIRATIONAL TALK

MESSAGES FROM GUESTS

ACKNOWLEDGEMENT

FILIPINO BUFFET BREAKFAST



FILIPINO ASSOCIATION OF MONTREAL AND SUBURBS

FAMAS

Association des Philippins de Montréal et Banlieues, Inc.

cordially invites you to the

120th Year of Philippine Independence

and

55th Anniversary of FAMAS Dinner Ball

at 6 pm on Saturday, June 9, 2018 at the Holiday Inn Airport,
6500 Cote de Liesse, Montreal, Quebec H4T 1E3

and the

Flag Raising Ceremony

at 9 am on Tuesday, June 12, 2018 at the Philippine Community Center,
4708 Van Horne Avenue, Montreal H3W 1H7

in celebration of the first

Filipino Heritage Month.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1187772016

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières totalisant 15 000 $, incluant toutes les taxes si applicables, réparties comme suit : 7 500 $ à l'Association des Philippins de Montréal et banlieues (F.A.M.A.S.) pour la réalisation de l'événement « Pista Sa Nayon » (Fête des villages) et 7 500 $ au Conseil des associations canadiennes philippines du Québec pour la réalisation de l'événement « Journée de l'indépendance » pour la saison estivale 2018.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1187772016 Certification de fonds.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Muy-Heak TANG TONGSOMSONG
Agente de gestion des ressources financières et matérielles
Tél : 514 868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-02

Geneviève REEVES
Directrice par intérim

Tél : 514 872-3511
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

No. de dossier	**1187772016**
Nature du dossier	**Contribution financière**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à autoriser le versement de contributions financières totalisant 15 000 $ (incluant toutes les taxes si applicables), réparties comme suit : 7 500 $ à l'Association des Philippins de Montréal et banlieues (F.A.M.A.S.) pour la réalisation de l'événement « Pista Sa Nayon » (Fête des villages) et 7 500 $ au Conseil des associations canadiennes philippines du Québec pour la réalisation de l'événement « Journée de l'indépendance » pour la saison estivale 2018.

Imputer la dépense comme suit :

GDD 1187772016 – F.A.M.A.S. et Conseil des associations canadiennes philippines du Québec

Imputation	2018
2406.0010000.300741.07123.61900.016490 .0000.000000.000000.00000.0000 CR : CDN - Gestion sports, loisirs, dév. soc. A : Exploitation des centres commun. - Act. récréatives O : Contribution à d'autres organismes SO : Organismes sportifs et récréatifs	15 000,00 $
Total	**15 000,00 $**

Les crédits ont été réservés par les demandes d'achat numéro 545733 et 546594.

Cette dépense est entièrement assumée par le budget de fonctionnement de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1187772018

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la cession à titre gratuit d'un lot de près 22 000 documents retirés de la collection des bibliothèques (Benny, Notre-Dame-de-Grâce, Côte-des-Neiges et Interculturelle) de l'arrondissement de Côte-Des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce aux organismes Les Amis de la Bibliothèque de Montréal et Les partenaires de Benny.

IL EST RECOMMANDÉ:
De céder aux organismes « Les Amis de la Bibliothèque de Montréal et Les Partenaires de Benny » un lot de 22 000 documents retirés (élagués) des collections des 4 bibliothèques de l'arrondissement de Côtes-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-02 10:26

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1187772018

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la cession à titre gratuit d'un lot de près 22 000 documents retirés de la collection des bibliothèques (Benny, Notre -Dame-de-Grâce, Côte-des-Neiges et Interculturelle) de l'arrondissement de Côte-Des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce aux organismes Les Amis de la Bibliothèque de Montréal et Les partenaires de Benny.

CONTENU

CONTEXTE

Pour maintenir le niveau de qualité et d'actualité des collections ainsi que pour respecter l'espace disponible pour le rangement, les quatre bibliothèques de l'arrondissement doivent éliminer de façon régulière des documents périmés, abîmés ou devenus de moindre intérêt. Depuis 1998, la Ville de Montréal cède les documents élagués par l'ensemble des bibliothèques à l'organisme Les Amis de la Bibliothèque de Montréal, un organisme sans but lucratif voué à la promotion de la lecture et des bibliothèques auprès de la population montréalaise. L'opération permet aux «Amis» d'organiser un solde de livres et de réinjecter la majeure partie des bénéfices dans le programme d'animation des bibliothèques. Dans le même sens, l'arrondissement soutient la mission de l'organisme Les partenaires de Benny, un organisme du quartier Notre-Dame-de-Grâce, en lui cédant une partie des documents élagués dont les bénéfices seront réinvestis à la bibliothèque Benny.
La demande actuelle vise à approuver, pour l'exercice 2018, la cession de documents aux deux organismes de manière à libérer des espaces d'entreposage et à injecter des sommes nouvelles dans le programme d'animation des quatre bibliothèques.

De plus, compte tenu du caractère annuel de l'élagage et de l'accumulation des documents, la Division culture, bibliothèque souhaite élargir l'offre de documents élagués à divers organismes partenaires intéressés en tenant compte de la proximité des installations, des collaborations en cours, des clientèles rejointes et de l'intérêt des organismes, des livres élagués pourraient également être cédés à deux organismes sans but lucratif.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 170135 De céder aux organismes « Les Amis de la Bibliothèque de Montréal et Les Partenaires de Benny » un lot de 12 000 documents retirés (élagués) des collections des 4 bibliothèques de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

DESCRIPTION

Cession d'environ 20 000 documents périmés, abîmés ou de moindre intérêt, et qui seront offerts aux ventes annuelles organisées par les organismes, et dont les profits seront réinvestis dans le programme d'animation des bibliothèques de Montréal, incluant les quatre bibliothèques de notre arrondissement.
Amis de la Bibliothèque de Montréal :
· 8 100 documents de la bibliothèque Interculturelle
· 7 920 documents de la bibliothèque de Côte-des-Neiges
· 2 000 documents de la bibliothèque Notre-Dame-de-Grâce
· 2 000 documents de la bibliothèque de Benny

Cession aux Partenaires de Benny :

- environ 2 000 documents (65 boîtes)

Tous ces documents, livres et périodiques, adultes et jeunes, ont été élagués et entreposés à partir de juin 2017. Tous ces documents sont déjà identifiés «Retiré de la collection de la Bibliothèque de la Ville de Montréal».

JUSTIFICATION

La cession de ces documents représente un intérêt pour l'Arrondissement qui bénéficie d'avantages liés à la libération d'espaces d'entreposage ainsi qu'a la gestion déléguée d'une vente de livres, tout en profitant de la bonification de son programme d'animation en bibliothèques.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

En 2018, Les Amis de la bibliothèque verseront 1 900 $ par bibliothèque (taxes incluses) et ils paieront des projets d'animation. Les Partenaires de Benny verseront à la bibliothèque Benny les sommes recueillies pour des projets d'animation. L'arrondissement assurera le coût de transport (environ 4 000 $) pour Les Amis de la bibliothèque de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Récupération de livres élagués pour en faire profiter les citoyens.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le financement des organismes Les Amis de la Bibliothèque de Montréal et Les Partenaires de Benny reposent principalement sur le solde annuel de livres. Les livres vendus proviennent de l'élagage réalisé dans les bibliothèques des arrondissements de l'ancienne Ville de Montréal.
- Aucun impact pour les collections;
- Vente au rabais auprès du public de l'Arrondissement lui permettant d'acheter à peu de frais des livres et des périodiques, pour les adultes et les jeunes;
- Réduction de l'entreposage d'ouvrages périmés ou abîmés;
- Bonification du programme d'animation et de médiation dans les bibliothèques.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Prise en charge par Les Amis de la bibliothèque de Montréal et Les Partenaires de Benny. Les organismes produiront une série d'outils de communication (affiches - dépliants - communiqués) pour annoncer les événements. En ce qui concerne Les Amis de la bibliothèque de Montréal, l'information concernant la Foire du livre annuelle sera diffusée dans les bibliothèques et les journaux de quartier

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les Amis de la bibliothèque de Montréal: la vente est prévue du samedi 19 mai au dimanche 27 mai 2018;
Les Partenaires de Benny: la vente est prévue à la fin du mois de juin

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Ivan FILION, Service de la culture
Hélène BROUSSEAU, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Hélène BROUSSEAU, 27 avril 2018
Ivan FILION, 27 avril 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Raymond CARRIER
Chef division culture

Tél : 514-868-5024
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-26

Sonia GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 868-4956
Télécop. : 514-872-4585

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1186954002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter les surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2017, d'une somme de 3 017 100 $, et affecter un montant de 1 700 000 $ à la réalisation de divers projets et un montant de 1 317 000 $ au surplus libre.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'adopter les surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2017, d'une somme de 3 017 100 $, et affecter un montant de 1 700 000 $ à la réalisation de divers projets et un montant de 1 317 000 $ au surplus libre.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-02 10:25

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186954002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter les surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2017, d'une somme de 3 017 100 $, et affecter un montant de 1 700 000 $ à la réalisation de divers projets et un montant de 1 317 000 $ au surplus libre.

CONTENU

CONTEXTE

Le 23 avril 2018, le conseil municipal a approuvé **La politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus dégagés au 31 décembre 2017** qui indique que la Ville de Montréal transfère le surplus de gestion généré par les arrondissements en 2017. Cet excédent représente pour l'arrondissement Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce une somme de 3 017 100 $, après ajustements, au terme de l'exercice 2017.

Le surplus de l'année est constitué des montants suivants:

Surplus d'opération - dépenses		**927 000 $**
- Activités de déneigement	107 300 $	
- Autres activités	819 700 $	
Excédent des revenus		**1 109 600 $**
- Récupération des frais et de réclamations	85 400 $	
- Occupation du domaine public	429 900 $	
- Services techniques divers	57 000 $	
- Licences et permis divers	176 000 $	
- Constats de surveillance du stationnement	174 000 $	
- Amendes et pénalités	58 600 $	
- Autres revenus divers	128 700 $	
Ajustements du service des finances		**980 500 $**
- Affectation aux dépenses non capitalisables - plan d'action canopée	248 700 $	
- Revenus de taxation	48 400 $	

- Santé et sécurité au travail (SST)		
Correction budget SBA versus répartition	26 600 $	
Imputabilité SST réel vs coûts estimés	(1 819 300 $)	
- Mutualisation des surplus de revenus de permis		
Répartition des surplus de revenus de permis de construction et de modification	2 031 000 $	
- Libérations syndicales		
Libérations syndicales cols bleus 2017 - remboursement du syndicat (estimation)	31 500 $	
Libérations syndicales cols bleus 2017 payées par la Ville - répartition entre les arrondissements	36 400 $	
Libérations syndicales cols bleus 2016 - remboursement du syndicat - écart avec facturation réelle	5 400 $	
Libérations syndicales cols bleus 2016 - payées par la Ville - redressement des répartitions	1 500 $	
- Déchets, matières recyclables et résiduelles	(310 900 $)	
- Revenus excédentaires - contrôle animalier	51 800 $	
- Remboursement – régime de retraite	667 400 $	
- Compensation pour l'annulation d'appels d'offres	12 000 $	
- Remboursement fonds d'énergie	(50 000 $)	
TOTAL		**3 017 100 $**

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1185205001: Adopter la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus dégagés de l'exercice 2017, la détermination des surplus de gestion des arrondissements, adopter l'affectation de surplus 2017 à des projets spécifiques.

1176954002 : Adopter les surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2016, d'une somme de 5 084 600 $, et affecter un montant de 5 045 000 $ à la réalisation de divers projets et au surplus libre pour 39 600 $.

1175205001: Adopter la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus dégagés de l'exercice 2016, la détermination des surplus de gestion des arrondissements, adopter l'affectation de surplus 2016 à des projets spécifiques.

1166954003: Adopter l'affectation des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2015, d'une somme de 7 332 083 $, à la réalisation de divers projets pour un montant de 7 295 000 $ et au surplus libre pour 37 100 $.

1165205001: Adopter la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus dégagés de l'exercice 2015, la détermination des surplus de gestion des arrondissements, adopter l'affectation de surplus 2015 à des projets spécifiques.

1152077003: Adopter l'affectation des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2014, d'une somme de 5 600 500 $, au remboursement de la réserve pour stabilisation du déneigement pour un montant de 600 000 $, au renflouement de la réserve SST au montant de 350 000 $ et à la réalisation de divers projets spécifiques pour un montant de 4 650 500 $.

1155205001: Adopter la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus dégagés de l'exercice 2014, la détermination des surplus de gestion des arrondissements, adopter l'affectation de surplus 2014 à des projets spécifiques.

1142077001: Adopter l'affectation des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2013, d'une somme de 2 690 048 $, à l'augmentation de la réserve pour stabilisation du déneigement pour un montant de 1 250 000 $ et à la réalisation de divers projets spécifiques pour un montant de 1 440 048 $. Renflouer également la réserve pour imprévus d'une somme additionnelle de 250 000 $ à partir des surplus libres antérieurs de l'arrondissement.

1145205001: Adopter la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus dégagés de l'exercice 2013, la détermination des surplus de gestion des arrondissements, adopter l'affectation de surplus 2013 à des projets spécifiques.

DESCRIPTION

La politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2017 de la Ville de Montréal propose l'affectation des sommes provenant du surplus 2017, par ordre de priorité :

1. Le comblement du déficit cumulé au 31 décembre 2017 en fonction du plan de remboursement adopté par le conseil d'arrondissement ;

2. Le comblement, jusqu'à concurrence de 50 % du budget annuel d'enlèvement de la neige de l'arrondissement, de la réserve dédiée à la stabilisation du coût du déneigement à partir des surplus dégagés de cette activité. La somme allouée à la création de cette réserve ne peut dépasser le surplus de gestion établi ;

3. Le comblement, jusqu'à concurrence de 100 % du budget annuel (estimé des coûts 2017), d'une réserve dédiée à la stabilisation des coûts « santé et sécurité au travail » à partir des surplus dégagés de ce poste budgétaire. La somme allouée à la création de cette mesure ne peut dépasser le surplus de gestion établi ;

4. Le comblement, jusqu'à concurrence de 1,5 % du budget annuel de l'arrondissement, de la réserve pour imprévus, dans la mesure où il existe un solde disponible ;

Tout solde du surplus de gestion de 2017, déterminé pour l'arrondissement, est considéré comme un surplus libre à l'usage de l'arrondissement pour se doter d'une marge de manoeuvre ou combler certains besoins.

Les montants transférés aux réserves pour enlèvement de la neige, « santé et sécurité au travail » et pour imprévus tiennent compte des soldes disponibles de ces réserves inscrites aux livres comptables au moment de l'affectation.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

En conformité avec la politique d'utilisation des surplus de l'exercice 2017, l'arrondissement Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce propose d'affecter le surplus de gestion de cet exercice de la façon suivante :

SURPLUS 2017	**3 017 100 $**
Mesure d'apaisement de la circulation	1 000 000 $
Rénovation de parcs et amélioration du domaine public	400 000 $
Soutien aux logements précaires (insalubrité, itinérance, négligence)	300 000 $
Surplus libre	1 317 100 $
Total surplus de gestion à répartir	**3 017 100 $**

De plus, il est proposé de retourner au surplus libre les soldes résiduels de 150 500 $ pour la génératrice à dégeler, 300 000 $ pour l'opération de nid-de-poule, 145 000 $ pour les inspecteurs en bâtiment 2017 puisqu'ils ont été financés par le budget de fonctionnement en 2017 et la somme non utilisée de 300 000 $ du montant original de 400 000 $ affecté à l'équilibre budgétaire 2018.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

L'utilisation des réserves, des projets prévus dans les aspects financiers ou du surplus libre devra faire l'objet d'une résolution du conseil d'arrondissement au préalable.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Pierre P BOUTIN, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Lucie BÉDARD_URB, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en gestion des ressources financières
Arrondissement CDN-NDG

Tél : 514-868-3814
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-30

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement et directrice par intérim, Direction des services administratifs et du greffe

Tél : 514 868-4358
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1183558012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance pour la fermeture de la rue Buchan entre le lot 2 648 742 (après le 4955 Buchan) et l'avenue Victoria, excepté les véhicules autorisés.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'édicter une ordonnance pour permettre l'installation de bornes de protection flexibles sur la rue Buchan face au lot 2 648 742 et pour interdire la circulation automobile sur la rue Buchan entre l'avenue Victoria et le lot 2 648 742, à l'exception des véhicules autorisés, conformément aux plans de signalisation fournis en annexe;

De conserver toute autre réglementation en vigueur.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-01 13:08

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1183558012**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance pour la fermeture de la rue Buchan entre le lot 2 648 742 (après le 4955 Buchan) et l'avenue Victoria, excepté les véhicules autorisés.

CONTENU

CONTEXTE

La requalification du secteur Le Triangle est un projet de création d'un milieu de vie au cœur de Montréal. À proximité de plusieurs lieux d'emplois et desservi par deux stations de métro, le secteur va accueillir, d'ici 2025, près de 3 300 nouvelles unités de logement.
Le projet prévoit donc le réaménagement de plusieurs voies publiques de ce secteur, notamment les rues Buchan et Paré ainsi qu'une partie des avenues Victoria et Mountain Sights, séparé en quatre phases distinctes (phases 2 à 5) et cela sur une période de quatre ans (2015 – 2018).

L'aménagement du domaine public de la rue Buchan étant terminé, cette rue a développé un caractère plus urbain, notamment par l'aménagent d'un cul-de-sac, juste après le 4955 Buchan afin d'y limiter la circulation.

Ce changement requiert une décision du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 170293 - 22 novembre 2017 - Adoption d'une ordonnance relative à la réduction de la vitesse à 20 km/h sur la rue Buchan , 30 km/h sur la rue Paré et à l'implantation d'une traverse piétonne sur les rues Buchan et Paré.
CA17 170265 – 11 septembre 2017 -- Accorder un contrat à Aménagement Côté Jardin Inc. pour l'aménagement de l'avenue Victoria entre les rues de la Savane et Jean-Talon, incluant cette dernière intersection. Aussi, des travaux de planage pour la sécurisation du passage inférieur de Victoria entre Jean-Talon et Mackenzie, et autoriser une dépense à cette fin de 5 700 198,10 $, plus les taxes pour un total de 6 553 802,77 $, comprenant les contingences au montant de 854 843,84 $, taxes incluses, les incidences au montant de 822 370,24 $, taxes incluses, et tous les frais accessoires le cas échéant – (6 soumissionnaires) – Appel d'offres publics CDN-NDG-17-AOP-DAUSE-001.

CA16 170116 – 5 mai 2016 – Accorder à Les Entreprises de construction Ventec inc. le contrat pour l'aménagement de la rue Buchan à partir de l'avenue Mountain Sights jusqu'à l'amorce de la future esplanade Victoria (300 m vers l'est), incluant la création d'une placette à l'angle de l'avenue Mountain Sights et de la rue Buchan, et autoriser une dépense

à cette fin de 2 432 447,03 $, comprenant toutes les taxes et frais accessoires le cas échéant - (8 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-16-AOP-DAUSE-006.

CM13 0144, 25 février 2013 : Adoption du Règlement (13-006) autorisant un emprunt de 30 900 000 $ pour le financement de travaux de réaménagement (1124223004);

CA12 170332 - 10 octobre 2012 - Octroi d'un contrat de services professionnels à la firme Catalyse urbaine pour les études complémentaires, la planification et la préparation des plans et devis visant le réaménagement des surfaces dans le territoire ayant fait l'objet d'un concours de design urbain, en tant que lauréate de ce concours, et ce, conformément à l'autorisation accordée par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) datée du 15 septembre 2010 pour un montant de 1 174 000 $ (1 349 806,50 avec taxes) (1123886006).

DESCRIPTION

La rue Buchan a été aménagée selon le concept d'une rue partagée par les piétons, les cyclistes et les voitures, dans le but de consolider le caractère piétonnier des quartiers montréalais, conformément au 15^{e} chantier du Plan de transport et traduisant ainsi l'effervescence des différents milieux montréalais.
Le concept de rues partagées constitue un nouveau concept d'aménagement des voies publiques, lequel se caractérise par les aménagements suivants :

• La priorité est accordée aux piétons sur l'ensemble de la chaussée.

• Les usagers adoptent un comportement prudent et respectueux envers les autres usagers plus vulnérables.

• La limite de vitesse est fixée à 20 km/h.

• Les cyclistes peuvent circuler à contresens dans les rues partagées à sens unique, sauf s'il y a une signalisation qui indique le contraire.

• L'aménagement est cohérent avec le concept, c'est-à-dire qu'il tient compte de la priorité accordée aux piétons et qu'il assure le confort et la sécurité de leurs déplacements, notamment ceux des personnes handicapées. Un espace où les véhicules ne peuvent pas circuler ou se stationner, qui est détectable par les personnes handicapées visuelles et déneigé en hiver, peut être prévu en bordure des bâtiments adjacents. Le cas échéant, l'aménagement devra être adapté au caractère saisonnier de la rue partagée.

De plus, un cul-de-sac (intersection en « T ») avec bollards flexibles pour le passage des véhicules d'urgence, sera aménagé face au lot 2 648 742 permettant la fermeture partielle de la rue Buchan, afin d'y limiter la circulation.

L'arrondissement ajoutera donc des panneaux annonçant le cul-de-sac et « défense d'entrée excepté véhicules autorisés.»

JUSTIFICATION

Le réaménagement du domaine public de cette rue lui conférera une vocation plus résidentielle. L'ajout de cette signalisation contribuera aussi à améliorer la perception de la sécurité générale des résidents du secteur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

À titre d'information, les travaux de signalisation seront effectués par les ateliers de Rosemont-Petite-Patrie et les coûts seront inférieurs à 2 000,00 $. Lorsque les travaux seront réalisés, les ateliers Rosemont-Petite-Patrie procéderont par facturation interne.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet Le Triangle / Namur-Jean-Talon propose la densification et la diversification des activités pour créer un nouveau milieu de vie. Deux idées maîtresses ont guidé les interventions : le concept de AATC (Aménagement axé sur les transports en commun - traduction libre de TOD Transit-Oriented Development) ainsi que celui de zones de rencontres (woornef), soit de favoriser le partage de la rue entre plusieurs types d'usagers. Il constitue également une manière de concrétiser les intentions formulées dans le Plan d'urbanisme, les politiques et stratégies municipales.

Mesures envisagées :
• Réaménagement des rues ;
• Construction de logement social ;
• Ajout de parcs et espaces verts ;
• Récupération des eaux de pluie ;
• Mixité des fonctions ;
• Réduction de la consommation énergétique.

De par sa proximité des stations de métro Namur et de la Savane, le projet permet de réduire la dépendance à l'automobile par une offre de solutions de remplacement en transport durable avec la réalisation de projets structurants du Plan de transport, le tout en conformité avec l'action 2 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publication d'un avis public dans les journaux locaux annonçant l'adoption de l'ordonnance par le conseil d'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ordre de travail à transmettre aux ateliers de Rosemont-Petite-Patrie. L'installation de la signalisation devrait être exécutée d'ici la fin du printemps 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pascal TROTTIER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Jean-Philippe DESMARAIS, Service des infrastructures_voirie et transports
Lucie CAREAU, Service de la mise en valeur du territoire
Geneviève REEVES, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Geneviève REEVES, 26 avril 2018
Pascal TROTTIER, 19 avril 2018
Lucie CAREAU, 19 avril 2018
Jean-Philippe DESMARAIS, 19 avril 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacques LEMIEUX
Ingénieur

Tél : 514 872-3897
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-20

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement

Tél : 514-872-2345
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1183558012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Édicter une ordonnance pour la fermeture de la rue Buchan entre le lot 2 648 742 (après le 4955 Buchan) et l'avenue Victoria, excepté les véhicules autorisés.

Avis favorable à la réalisation du projet de la part du SIM

Avis favorable_SIM.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacques LEMIEUX
Ingénieur

Tél : 514 872-3897
Télécop. : 000-0000




1. Projet ordonnance fermeture Buchan.pdfAnnexe A - 1 de 2 - 1183558012.pdf



Annexe A - 2 de 2 - 1183558012.pdf#

RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
(R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, paragraphes 1, 3 et 9)

Ordonnance numéro OCA18 170XX (C-4.1) relative à la fermeture de la rue Buchan, face au lot 2 648 72

À la séance ordinaire du XX XXXXXX 2018, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

Sur la rue Buchan, conformément aux plans de signalisation fournis en annexe :

- L'installation de bornes de protection flexibles face au lot 2 648 742;
- L'interdiction de circuler entre l'avenue Victoria et le lot 2 648 742, à l'exception des véhicules autorisés;

De conserver toute autre réglementation en vigueur.

ANNEXE A

Plans de signalisation – rue Buchan.


GDD 1183558012

_____

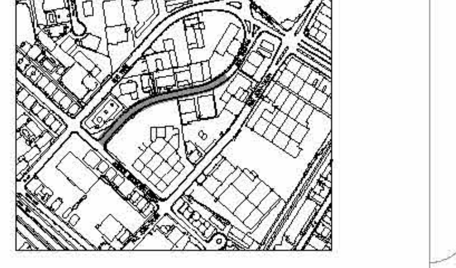
ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE XX XXXXXXXX 2018

_____
La mairesse d'arrondissement,
Sue Montgomery

_____
La secrétaire d'arrondissement,
Geneviève Reeves



Plan clé



Émission

N°	Date	Description	Prép. par	Resp. projet
01	2018 / 03 / 20	POUR CONSTRUCTION REV.1	D.G.	L.G.G.
00	2017 / 11 / 03	ÉMIS POUR CONSTRUCTION	D.G.	L.G.G.

Intervenants

CONSULTANT ET COORDONNÉES :

AXOR EXPERTS-CONSEILS

Relevé au terrain:

Dessiné par:
D. Guanuman, tech. — 2017 / 10 / 19

Préparé par:
L. G.Geargeours, ing. — 2017 / 10 / 19

Ingénieur(e):
L. G.Geargeours, ing.

Sceau de l'ingénieur(e):

Consultant voirie

Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce
Montréal
Direction du développement du territoire
Division des études techniques

Projet:

RÉFECTION RUE BUCHAN

Arrondissement(s):
CÔTE-DES-NEIGES NOTRE-DAME DE GRÂCE

Nature des travaux:

Titre du plan:

MARQUAGE ET SIGNALISATION PROPOSÉS

DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle:
1 : 250

N° de plan: **03631-518-CV-001** | Émission: **00** | Révision: **01**

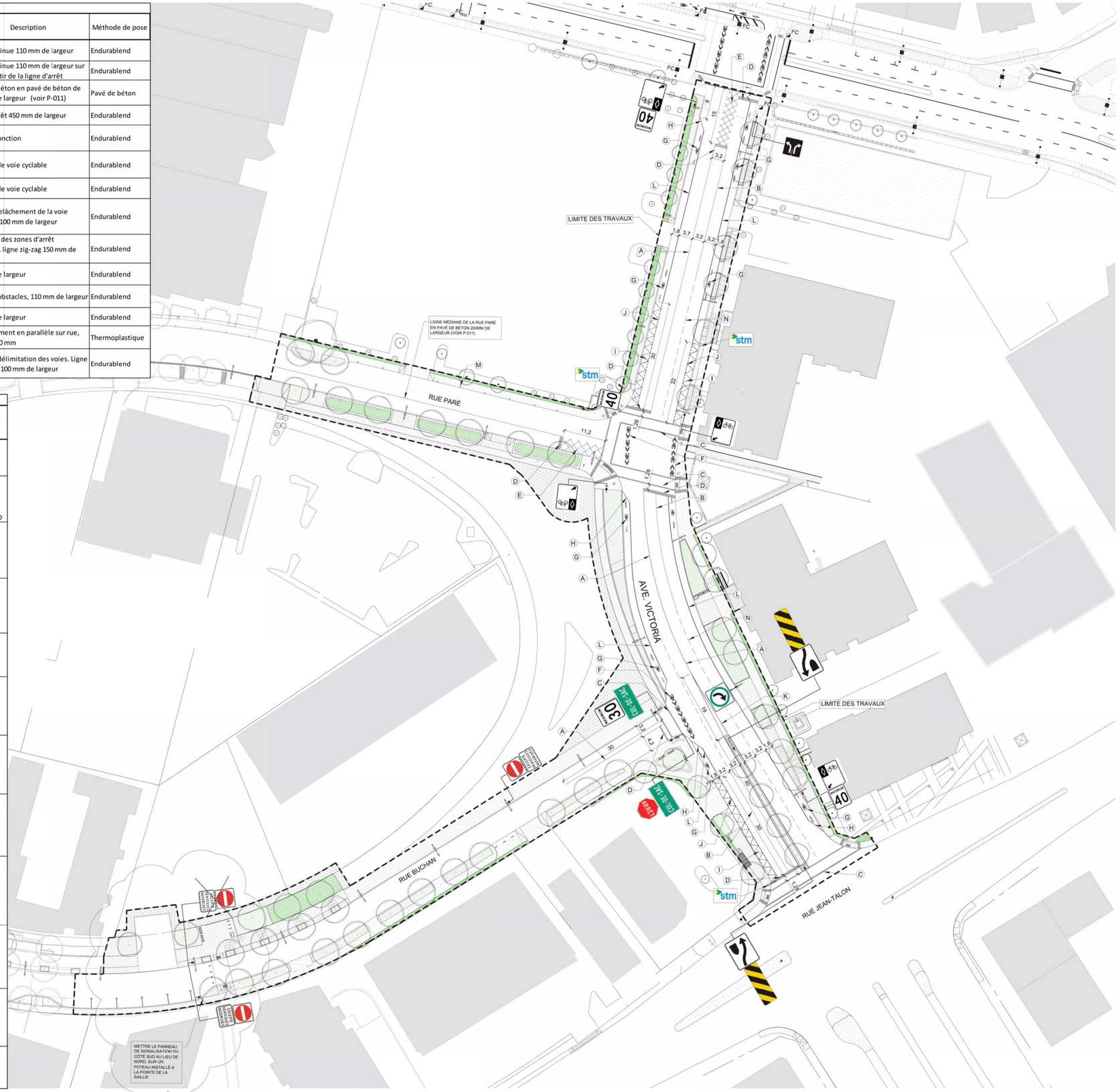
Tableau des types de ligne de marquage

Référence au plan	Détail	Quantité	Code de couleur	Référence norme MTQ	Description	Méthode de pose
A		127 m.lin.	Jaune	Tome V, chapitre 6, dessin 56A	Ligne continue 110 mm de largeur	Endurablend
B		90 m.lin.	Blanche	Tome V, chapitre 6, dessin 011	Ligne continue 110 mm de largeur sur 30 m à partir de la ligne d'arrêt	Endurablend
C		150 m.lin.	Blanche	Tome V, chapitre 6, dessin 56A	Passage piéton en pavé de béton de 125 mm de largeur (voir P-011)	Pavé de béton
D		40 m.lin.	Blanche	Tome V, chapitre 6, dessin 56A	Ligne d'arrêt 450 mm de largeur	Endurablend
E		87 m.ca	Blanche	Tome V, chapitre 6 et dessin 066	Boîte de jonction	Endurablend
F		3	Blanche	Tome V, chapitre 7, Annexe E,	Symbole de voie cyclable	Endurablend
G		6	Blanche	Tome V, chapitre 7, Annexe E,	Symbole de voie cyclable	Endurablend
H		16 m.lin.	Blanche	Tome V, chapitre 6 dessin 39	Ligne de relâchement de la voie réservée, 100 mm de largeur	Endurablend
I		210 m.lin.	Jaune	Tome V, chapitre 7, dessin 014 et Annexe K, chapitre 6	Marquage des zones d'arrêt d'autobus, ligne zig-zag 150 mm de largeur	Endurablend
J		103 m.lin.	Blanche	Tome V, chapitre 7 dessin 014 et Annexe K, chapitre 6	100 mm de largeur	Endurablend
K		118 m.lin.	Jaune	Tome V, chapitre 6 dessin 054	Abords d'obstacles, 110 mm de largeur	Endurablend
L		282 m.lin.	Blanche	Tome V, chapitre 7, Annexe A	100 mm de largeur	Endurablend
M		8	Blanche	Tome V, chapitre 6 dessin 058	Stationnement en parallèle sur rue, largeur 100 mm	Thermoplastique
N		152 m.lin.	Blanche	Tome V, chapitre 6	Ligne de délimitation des voies. Ligne pointillée 100 mm de largeur	Endurablend

Panneau de signalisation

Panneau	Quantité	Couleur de lettres ou symbole sur couleur de fond	Dimension	Poteau et manchon	Nom
CUL-DE-SAC	2	Blanc sur Vert	600 x 300	1	I-375-1
	1	Blanc sur Noir	600 x 600	1	P-100-6-G-D
	2	Noir sur Jaune	300 x 900	0	D-290-D
	2	Blanc sur Rouge	600 x 600	0	P-40
EXCEPTÉ VÉHICULES AUTORISÉS	2	Noir sur Blanc	600 x 450	0	P-110-p-2
	2	Noir sur Blanc	600 x 750	1	P-90-D
	1	Noir et Vert sur Blanc	600 x 600	0	P-110-2-D
MAXIMUM 40	3	Noir sur Blanc	600x750	1	P-70-2-40
MAXIMUM 30	1	Noir sur Blanc	600x750	0	P-70-2-20
	4	Fond de mâcle: noir Noir sur Blanc	600x750	1	P-250-2-G (sans les mois)
ARRÊT	1	Blanc sur Rouge	600 x600	0	P-10
stm	3	Voir STM	Voir STM	2	

*NOTE :
- L'ENTREPRENEUR DOIT INSTALLER SEULEMENT LES MANCHONS DANS LE BÉTON L'INSTALLATION DE LA SIGNALISATION EST FAIT PAR D'AUTRES.
- LES PANNEAUX DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS SUR LES LAMPADAIRES OU FÛTS DES FEUX DE CIRCULATION LORSQUE C'EST POSSIBLE.
- LA LOCALISATION DES BASES DE LAMPADAIRES ET DES FÛTS DES FEUX DE CIRCULATION EST MONTRÉE À TITRE INDICATIF SEULEMENT. VOIR PLAN DES BASES ET CONDUITS POUR POSITION FINALE DES LAMPADAIRES ET DES FÛTS DES FEUX DE CIRCULATION.
- L'ENTREPRENEUR DOIT INSTALLER SEULEMENT LES MANCHONS DANS LE BÉTON. L'INSTALLATION DES PANNEAUX EST FAITS PAS D'AUTRES.



1 P-012 PLAN DE SIGNALISATION ET MARQUAGE

ECHELLE 1:500

Légende

- PAVÉ DE BÉTON 100MM
- BOÎTE DE JONCTION
- ARRÊT D'AUTOBUS
- VÉGÉTAUX ET/OU PELOUSE (HAUTEUR MAX=0.9M)
- NOUE DE BIORÉTENTION
- JARDIN DE PLUIE
- TROTTOIR EN BÉTON
- CHAUSSÉE EN PAVÉ DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ (VOIR FEUILLET P-011)
- REVÊTEMENT BITUMINEUX TEMPORAIRE
- PIERRE CONCASSÉE TEMPORAIRE
- POTEAU HYDRO-QUÉBEC EXISTANT À PROTÉGER
- LIMITE DES TRAVAUX
- BASE DE LAMPADAIRE AVEC CACHE-BASE EN GRANIT, SAUF QUAND INSTALLÉ DANS PELOUSE (VOIR FEUILLET P-010)
- ARBRE PROPOSÉ
- ARBRE EXISTANT
- STATIONNEMENT
- FÛT FEUX CIRCULATION ET PIÉTON AVEC CACHE-BASE EN GRANITE
- SILVA CELL.

Plan repère



Émission(s) / Révision(s)

REV.	DATE	DESCRIPTION	Préparé par	Vérifié par
1	2018-03-22	REV 1: PANNEAU SUR BUCHAN	J.P.	J.P.
1	2017-08-23	ÉMIS POUR CONSTRUCTION	M.C.	J.P.
0	2017-05-23	ÉMIS POUR SOUMISSION	A.M.L.	J.P.

Orientation

N

REPÈRE GÉODÉSIQUE: 64KM075

RUE DE LA SAVANE / AVENUE VICTORIA

ALTITUDE: 49,570 m

LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83

Intervenants

CLIENT :
Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce Montréal

ADRESSE :
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises,
5160 Décarie, 4ième étage bureau 410
T: 514 872-3897

ARCHITECTES :
CATALYSE URBAINE
architecture architecture de paysage design urbain

ADRESSE :
1100 de Condé Montreal QC
H3K 2E3
T: 514-934-6346
F: 514-934-1414

Dessiné par :
Anne-Marie Lafontaine, architecte paysagiste
Vérifié par :
Juliette Patterson et Aristomen Anéziris,ing.
Responsable du projet (ville de Montréal) :
Jacques Lemieux, ing.
Responsable du projet (consultant) :
Juliette Patterson

AMÉNAGEMENT
Architecte
Architecte paysagiste :
Juliette Patterson,

Sceau de l'architecte :

N° de soumission : CDNAIDG-17-AOP-DAUSE-001

Original signé le :

LOCALISATION :
AVENUE VICTORIA, DE LA RUE DE LA SAVANE À JEAN-TALON

ARRONDISSEMENT(S): CÔTE-DES-NEIGES--NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

TITRE DU PLAN :
PLAN DE SIGNALISATION ET MARQUAGE

NATURE DES TRAVAUX :
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER

DIMENSIONS EN MILLIMÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle : Indiquée
sauf indication contraire

Plan No :	Feuillet :	Révision :
AMÉNAGEMENT	P-012	01

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1187772015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 7 mai 2018 » joint au sommaire décisionnel, et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

Il est recommandé:
D'autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 7 mai 2018 » joint au sommaire décisionnel, et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-01 13:04

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187772015**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 7 mai 2018 » joint au sommaire décisionnel, et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

CONTENU

CONTEXTE

Des organismes et promoteurs de l'Arrondissement de Côte-Des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG) organisent différents événements sur le domaine public depuis plusieurs années. La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) soumet au conseil d'arrondissement un dossier comportant des événements publics, identifiés en annexe, dont le déroulement est prévu dans l'arrondissement.
Sous réserve de l'obtention de tous les documents officiels requis pour l'émission des permis nécessaires à la tenue de chacun des événements identifiés à l'annexe I, au plus tard 72 heures avant la date prévue de l'événement, la DCSLDS sollicite l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public pour une période temporaire et déroger aux règlements suivants de la Ville de Montréal, s'il y a lieu :

· règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3, article 20);
· règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8);
· règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1 article 8 (vente) et article 3 (consommation).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 170094 (1187772012) D'autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements

publics pour le conseil d'arrondissement du 11 avril 2018 » joint au sommaire décisionnel, et édicter les ordonnances numéros OCA18 17015, OCA18 17016 et OCA18 17017 autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

DESCRIPTION

Les événements sont de différentes catégories. Ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, civique, commémorative et festive ou encore constituer des collectes de fonds. Les événements se déroulant sur le territoire de l'arrondissement sont d'ampleur locale.
L'occupation du domaine public peut se traduire de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou de plusieurs rues ou de plusieurs artères formant un circuit; ou alors par l'occupation d'une combinaison de lieux telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue.

JUSTIFICATION

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais. Ces événements contribuent a l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Ils permettent aux citoyens de découvrir un arrondissement dynamique et chaleureux. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous.
Afin de les réaliser, plusieurs autorisations peuvent être nécessaires, par exemple :
1. le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles favorisant la familiarisation avec les autres cultures;

2. la vente d'aliments et d'articles promotionnels, de boissons alcoolisées ou non, permet aux organismes d'autofinancer les événements.

Conformément aux procédures établies par l'arrondissement, les organismes ont fourni tous les documents et informations nécessaires pour être reconnus et obtenir le soutien de l'arrondissement pour la réalisation des événements publics inscrits sur la liste en annexe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses des directions interpellées pour le soutien à la réalisation des événements sont assumées à même les budgets de fonctionnement. Les coûts additionnels reliés aux événements sont assumés par les promoteurs.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Permets l'application de la politique de développement durable de la Ville de Montréal en y intervenant sur les quatre piliers, soit le sport, le loisir, le développement social et la culture.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Impacts importants et positifs pour les organismes et les citoyens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances seront publiées dans les journaux.
Selon le cas, les organisateurs annonceront leur événement dans les quotidiens, le journal

de quartier, les réseaux sociaux, et ce, après autorisation de leur publicité par les responsables de la DCSLDS de l'Arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les événements listés en annexe seront soumis pour avis aux différents services et intervenants concernés pour négociation des parcours et approbation des mesures de sécurité et des plans d'installation. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage.
Une « autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs sur réception, au plus tard 72 heures avant la date de l'événement, de l'avenant d'assurance responsabilité civile et de tout autre document requis conformément aux règles de l'Arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

April LÉGER
Chef de section sports loisirs dév. social

Tél : 514 872-0322
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-25

Marie-Claude OUELLET
Chef de division culture, sports et loisirs

Tél : 514 872-6365
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1187772015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 7 mai 2018 » joint au sommaire décisionnel, et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

Liste finale des événements au CA du 7 mai 2018_V260418.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

April LÉGER
Chef de section sports loisirs dév. social

Tél : 514 872-0322
Télécop. :

Liste finale des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 7 mai 2018

Événements (page 1 de 2)	Requérant	Endroit	Date	Occupation	Vente	Camion bouffe de rue	Demande de permis d'alcool	consommation d'alcool	Bruit	Véhicule hyppomobile	Nombre éventuel de participant	Fermeture de rue	Statue
Journée de commémoration pour les personnes mortes au Srilanka	Association des Srilankais Tamil	Parc Van Horme	18-mai-18	17:00 à 20:00	non	non	non	non	17:00 à 20:00	non	100	non	Accepté sous condition
Balconfête NDG Porchfest cérémonie d'ouverture	Conseil communautaire NDG	Parc NDG	19-mai-18	10:00 à 13:00	oui	non	non	non	10:00 à 12:00	non	150	non	Accepté sous condition
Tournoi de soccer	Soccer NDG	Parc Georges-Saint-Pierre	26 et 27 mai 2018	7:00 à 20:00	oui	non	non	non	non	non	150	non	Accepté sous condition
Teen LeaderShip BBQ	Association de la communauté noire de Côte-des-Neiges	Parc Nelson-Mandela	02-juin-18	11:00 à 18:00	non	non	non	non	12:00 à 17:00	non	25	non	Accepté sous condition
Journée de rapprochement interculturel intergénérationnel NDG-CDN, édition 2018	Association YEMBA Canada	Parc Mackenzie-King	02-juin-18	7:00 à 19:00	oui	non	non	non	9:00 à 17:00	non	650	non	Accepté sous condition
Corvée de Nettoyage Mountain Sights	Centre Communautaire Mountain Sights	Rue	02-juin-18	8:30 à 14:30	non	non	non	non	9:00 à 14:00	non	100	Fermeture de la rue Mountian Sights entre Ferrier et Paré	Accepté sous condition
Fête de voisinage Hillsdale	Particulier	Rue	09-juin-18	10:00 à 21:00	non	non	non	non	non	non	30	Fermeture du chemin Hillsdale (rond point) délimité par l'avenue Van Horne	Accepté sous condition
Fête de voisinage Prud'homme	Particulier	Ruelle	09-juin-18	11:00 à 21:00	non	non	non	non	11:00 à 20:00	non	50	Fermeture de la ruelle Botrel/Prud'homme entre Côte-Ste-Antoine et Ave. NDG	Accepté sous condition
156th Anniversary of Philippine National Hero, Dr. Jose Rizal	Order of the Knights of Rizal	Parc Mackenzie-King	16-juin-18	8:00 à 19:00	non	non	non	non	9:00 à 18:00	non	150	non	Accepté sous condition
Fête de fin d'année scolaire	École primaire Saint-Pascal-Baylon	Parc Kent	19-juin-18	8:00 à 15:30	non	non	non	non	10:00 à 15:00	non	400	non	Accepté sous condition

Liste finale des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 7 mai 2018

Événements (page 2 de 2)	Requérant	Endroit	Date	Occupation	Vente	Camion bouffe de rue	Demande de permis d'alcool	consommation d'alcool	Bruit	Véhicule hyppomobile	Nombre éventuel de participant	Fermeture de rue	Statue
Fête de fin d'année scolaire	École primaire Simone-Monet	Parc Kent	22-juin-18	8:00 à 15:30	non	non	non	non	10:00 à 15:00	non	400	non	Accepté sous condition
Pique-nique et activités sportives	L'Association Montréalaise Valvai	Parc de La Savane	23-juin-18	10:00 à 21:00	non	non	non	non	15:00 à 20:00	non	100	non	Accepté sous condition
Montreal Jerk Fest	Grenada Day Montreal Organisation	Parc de La Savane	24-juin-18	8:00 à 23:00	oui	non	oui	non	15:00 à 20:00	non	1000	non	Accepté sous condition
Fête de lancement des parcs animés	Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges	Parc kent	05-juil-18	13:30 à 20:00	non	non	non	non	15:00 à 19:00	non	500	non	Accepté sous condition
Rock the park III	Fonds Einick Gitelman	Parc Benny	14-juil-18	8:00 à 22:00	oui	non	oui	oui	15:00 à 20:00	non	500-700	non	Accepté sous condition

Identification du document : Bruit

RÈGLEMENT SUR LE BRUIT
(R.R.V.M., chapitre B-3, article 20)

Ordonnance relative à l'événement

Programmation d'événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du 7 mai 2018, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce » :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur ou, selon le cas, le bruit de percussion est exceptionnellement permis sur le site identifié au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 7 mai 2018** (voir en pièce jointe);

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA mesuré à 35 m des appareils sonores installés sur le site identifié au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 7 mai 2018** (voir en pièce jointe);

3. L'autorisation visée à l'article 1 est valable selon le site, la date et l'horaire de l'événement indiqué au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 7 mai 2018** (voir en pièce jointe).
.

RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
(R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8)
Ordonnance relative à l'événement

Programmation d'événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du 7 mai 2018 le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements publics de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce »:

1. La fermeture des rues ou le ralentissement de la circulation tel que décrit au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 7 mai 2018** (voir en pièce jointe);

2. L'autorisation est valable selon la date et les heures identifiées au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 7 mai 2018** (voir en pièce jointe).

Identification du document : Paix

RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC

(R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8)

Ordonnance relative à l'événement

Programmation des événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du 7 mai 2018, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce » :

1. Il est permis de vendre des articles promotionnels reliés à ces événements, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non ainsi que de consommer des boissons alcoolisées, sur le site identifié au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 7 mai 2018,** (voir en pièce jointe). Les boissons alcoolisées doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, sur ce site exclusivement;

2. Les autorisations visées à l'article 1 sont valables selon le site, la date de présentation et l'horaire de l'événement identifié au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 7 mai 2018**, (voir en pièce jointe);

3. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec les règlements de la Communauté urbaine de Montréal, notamment, le Règlement sur les aliments (93, modifié).

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.03

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1183558015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement autorisant l'occupation du domaine public sur les lots 6 049 214 et 6 049 219 du cadastre du Québec, afin d'y établir les conditions relatives à cette occupation dans le cadre de la réalisation du projet immobilier Westbury.

ATTENDU QU'en raison de la construction d'un ensemble immobilier sur l'ancien site de l'usine Armstrong, au 6911, boulevard Décarie, Les Développements Armstrong inc. doivent, dans le cadre de l'approbation du morcellement de la propriété, céder maintenant à la Ville, les lots dédiés aux futures rues et au parc, alors qu'il ont besoin de ces espaces afin de manoeuvrer adéquatement sur le site pour réaliser les constructions prévues.

ATTENDU QUE la Ville n'entend pas aménager et rendre les espaces dédiés au domaine public accessibles à l'ensemble des citoyens avant que les travaux de construction du Projet Westbury ne soient substantiellement avancés, accepte que Les Développements Armstrong inc. occupent le domaine public aux termes et conditions prévus au présent règlement;

IL EST RECOMMANDÉ :

De donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté le "Règlement sur l'occupation du domaine public pour la réalisation du projet Westbury" concernant les lots 6 049 214 et 6 049 219 du cadastre du Québec, et dont la présentation du projet de règlement est faite à même le sommaire décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-01 13:07

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1183558015**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement autorisant l'occupation du domaine public sur les lots 6 049 214 et 6 049 219 du cadastre du Québec, afin d'y établir les conditions relatives à cette occupation dans le cadre de la réalisation du projet immobilier Westbury.

CONTENU

CONTEXTE

Dans la perspective de développer les diverses phases du projet immobilier situé sur l'ancien site de l'industrie Armstrong, au 6911, boulevard Décarie, la compagnie "Les développements Armstrong inc." doit procéder préalablement au morcellement des divers lots de construction et à la cession, à la Ville, des espaces dédiés aux rues et à un futur parc. Cette mécanique incontournable oblige toutefois le promoteur à empiéter sur ces espaces publics cédés, pendant les travaux de construction.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 170049 - 13 février 2017 - Adoption du Projet particulier PP-95 visant la construction d'un ensemble immobilier mixte commercial et résidentiel de 5 à 12 étages sur l'ancien site des industries Armstrong, au 6911, boulevard Décarie.

- CA18 170097 - 11 avril 2018 - Approbation par Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA), autorisant la construction de la phase I du Projet Westbury, situé le long de la voie ferrée au 5139, avenue de Courtrai.

DESCRIPTION

Le projet immobilier comporte 7 immeubles distincts, la création de nouvelles rues et l'aménagement d'un parc dans la partie centrale du projet. Dans la perspective de développer ce projet, le promoteur doit préalablement morceler son terrain afin que chacun des immeubles soit construit sur son propre lot. De plus, en vertu de nos règlements, les lots dédiés à l'aménagement des rues et du parc doivent nécessairement être cédés dès ce moment à la Ville.
Une fois cédés, les nouveaux espaces publics ne peuvent être occupés que par la Ville. Néanmoins, nos règlements font en sorte que si quelqu'un d'autre souhaite occuper les lots municipaux pour un certain temps, il doit débourser un montant de location pour l'usage de ceux-ci.

Le promoteur souhaite réaliser plusieurs travaux de construction et a exprimé le désir de

continuer à manoeuvrer à travers l'ensemble du site et requiert ainsi l'usage des lots appartenant désormais à la Ville. En plus de faciliter les déplacements des véhicules lourds, le promoteur souhaite entreposer divers matériaux de construction pour ces chantiers.

Le Règlement sur l'occupation du domaine public à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M. c.O-0.1) n'a pas été conçu pour gérer la présente situation, mais pour gérer une occupation partielle d'un trottoir ou d'une rue afin d'y autoriser la présence d'une terrasse, ou l'empiétement d'une rue de façon très contrôlée, afin de faciliter l'exécution de travaux de construction privés. Dans le cas présent est prévu une occupation générale de l'ensemble des espaces, pour une longue période.

L'arrondissement n'a pas besoin dès maintenant de ces terrains et l'usage que le promoteur souhaite en faire, permet justement d'éviter un empiétement des rues avoisinantes pour la réalisation des travaux de construction des différentes phases. La cession imminente des lots sera peu utile à la Ville tant que le projet Westbury ne sera pas réalisé en bonne partie et que la rue soit alors utile pour l'usage des nouveaux citoyens demeurant dans l'un des nouveaux bâtiments.

Le coût pour une occupation permanente du domaine public en vertu du Règlement sur l'occupation du domaine public à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce serait de 125 277,68 $ par année pour ces terrains. L'arrondissement propose plutôt d'établir la tarification selon l'équivalent des taxes applicables à ces espaces publics, si ces derniers étaient demeurés privés.

Afin de saisir la nature des montants en jeu, nous avons estimé le montant de la location en fonction d'une superficie de terrain de 9 684,2 m², soit la superficie des lots 6 049 214 et 6 049 219. Le montant de la location, déterminé selon le principe de l'équivalence des taxes qu'y aurait été perçu, est de 30 247,18 $ par année, sur la base du taux de taxation de 2018 (3,6238 $ / 100 $) et de la valeur au rôle, au mètre carré, établie pour la propriété visée selon l'exercice financier de 2018 (86,19 $ / m², soit 834 681,19 $). Ainsi, le produit de la valeur du terrain visé, par le taux de taxe applicable, donne les 30 247,18 $ par années (834 681,19 X 0,036238), qui sera demandé à partir du moment où l'arrondissement approuvera l'opération cadastrale créant les lots 6 049 214 et 6049 219.

Si la valeur foncière du terrain ou le taux de taxation venait à changer en cours d'année, le loyer d'occupation du domaine public, serait révisé pour l'année suivante. Il en est de même si le promoteur signale qu'il ne requiert plus l'occupation d'une portion du domaine public. Dans ce cas, le montant de location serait revu à la baisse pour l'année suivante.

La Division des études techniques de la Direction des travaux publics de l'arrondissement assurera le suivi du paiement, alors que la division des ressources financières et matérielles de la Direction des services administratifs et du greffe de l'arrondissement assurera le mode de facturation, le tout, en fonction du Règlement sur l'occupation du domaine public pour la réalisation du projet Westbury, faisant l'objet du présent dossier.

JUSTIFICATION

Considérant que l'espace dédié aux rues et au parc doit être cédé dès maintenant en vertu des dispositions réglementaires applicables au morcellement de la propriété, même si l'usage public de ces espaces n'est pas envisagé par l'arrondissement immédiatement;

- Considérant que le promoteur a besoin d'espace pour manoeuvrer à travers l'ensemble du site et de ce fait, permet ainsi d'éviter l'occupation d'une partie des rues avoisinantes pour réaliser les travaux;

- Considérant que le fait de concentrer ces travaux sur un site bien circonscrit facilitera la réalisation des travaux dans un environnement contrôlé rendant les manoeuvres plus sécuritaires;
- Considérant que sans l'obligation de céder maintenant les espaces dédiés aux rues et au parc, cette propriété aurait continué à générer des revenus de taxes municipales.

La Direction recommande l'adoption du Règlement sur l'occupation du domaine public pour la réalisation du projet Westbury.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : Conseil d'arrondissement du 7 mai 2018

- Adoption : Conseil d'arrondissement du 4 juin 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pascal TROTTIER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Hélène BROUSSEAU, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Pascal TROTTIER, 18 avril 2018
Hélène BROUSSEAU, 18 avril 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Richard GOURDE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 872-3389
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-18

Gisèle BOURDAGES
conseiller(ere) en amenagement- c/e

Tél : 514 872-7600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2018-04-25

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1183558015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter un règlement autorisant l'occupation du domaine public sur les lots 6 049 214 et 6 049 219 du cadastre du Québec, afin d'y établir les conditions relatives à cette occupation dans le cadre de la réalisation du projet immobilier Westbury.



- Projet Westbury : Projet Westbury.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Richard GOURDE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 872-3389
Télécop. :

Projet Westbury :



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1183558015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter un règlement autorisant l'occupation du domaine public sur les lots 6 049 214 et 6 049 219 du cadastre du Québec, afin d'y établir les conditions relatives à cette occupation dans le cadre de la réalisation du projet immobilier Westbury.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement.

FICHIERS JOINTS

Règl. occupation dom. public_Projet Westbury.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate - Droit public et législation
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-26

Véronique BELPAIRE
Avocate - Chef de division
Tél : 514 872-3832
Division : Droit public et législation

RCA18 XXXXX **RÈGLEMENT SUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR LA RÉALISATION DU PROJET WESTBURY**

VU les articles 67, 67.1, 190 et 190.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du _____ 2018, le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. Dans le cadre d'un projet de développement immobilier situé sur l'ancien site de l'industrie Armstrong situé au 6911, boulevard Décarie, il est permis à la compagnie Les Développements Armstrong inc., ses successeurs et leurs représentants, incluant tout acquéreur subséquent et les entreprises de construction dont ils retiennent les services, d'occuper le domaine public, à savoir les lots 6 049 214 et 6 044 219 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, tels que délimités à l'annexe 1 du présent règlement, le tout conformément aux conditions et exigences prévues à l'annexe 2.

2. Toute disposition du *Règlement sur l'occupation du domaine public à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (R.R.V.M., c. O-0.1) non incompatible avec le présent règlement s'applique à cette occupation.

3. Le présent règlement entre en vigueur lors de l'approbation de l'opération cadastrale créant les lots 6 049 214 et 6 049 219 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

_____

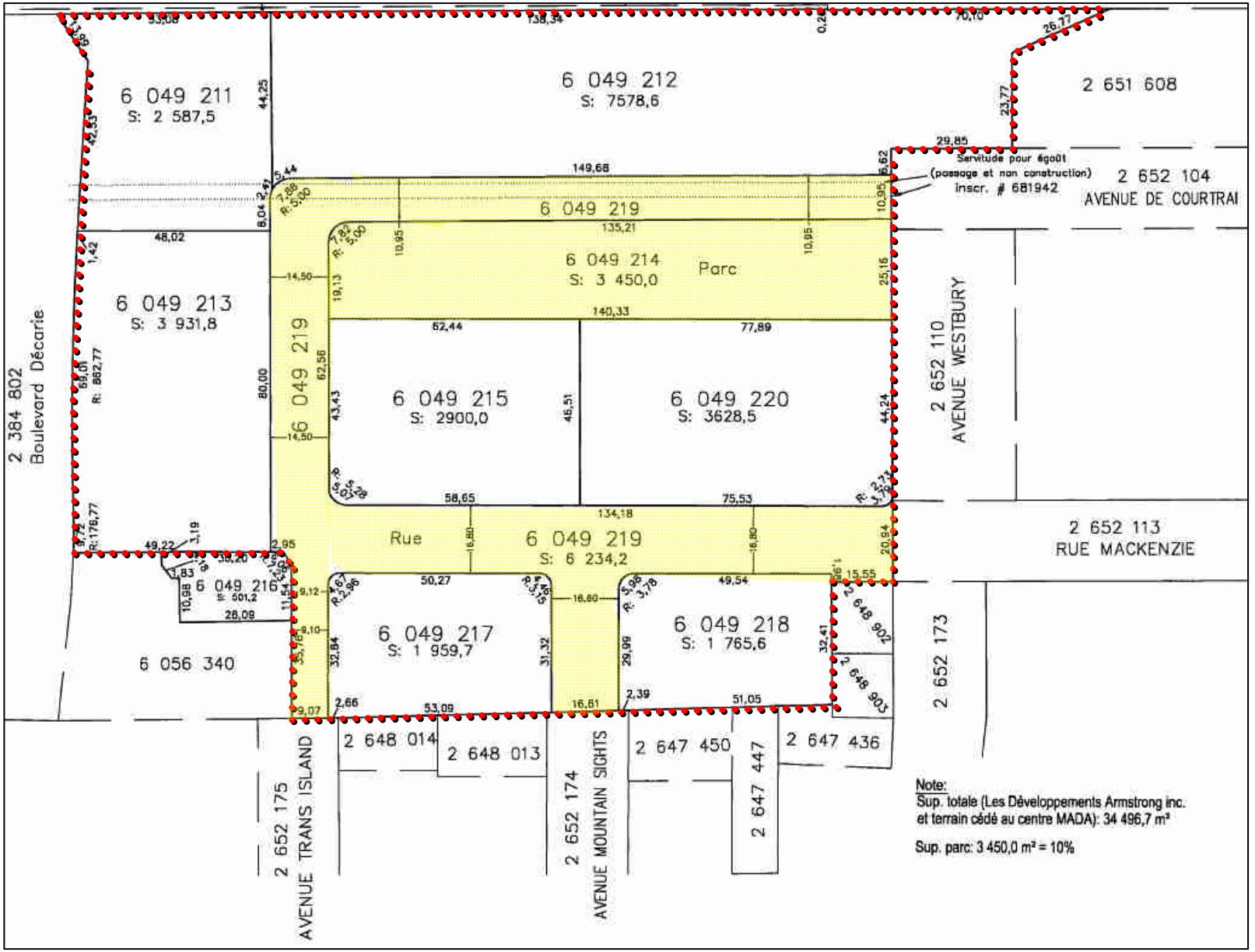
ANNEXE 1
DESCRIPTION DE L'EMPLACEMENT

ANNEXE 2
CONDITIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

_____

GDD 1183558015

ANNEXE 1
DESCRIPTION DE L'EMPLACEMENT



Lots :
6 049 214 et
6 049 219
(domaine public à être occupé)

Ensemble des lots associés au projet Westbury

ANNEXE 2
CONDITIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

1. IDENTIFICATION DU BÉNÉFICIAIRE

Dans le présent document, le mot « Bénéficiaire » désigne Les Développements Armstrong inc., ses successeurs et leurs représentants, incluant tout acquéreur subséquent et les entreprises de construction dont ils retiennent les services.

2. IDENTIFICATION DE L'EMPLACEMENT

2.1. Le domaine public, destiné à être occupé initialement par le Bénéficiaire, d'une superficie 9684,2 m^2, est celui identifié au plan joint à l'annexe 1.

2.2. Au terme de chaque année d'occupation du domaine public, le Bénéficiaire peut placer une demande de révision de la superficie du domaine public qu'il occupe, afin d'en réduire l'importance. Cependant, en aucun moment par la suite, il ne pourra être ajouté des espaces destinés à l'occupation du domaine public dans le cadre du présent règlement.

2.3. Lors d'une demande de révision de la superficie du domaine public qu'il occupe, le Bénéficiaire doit soumettre à la Ville un plan illustrant les dimensions et la superficie de chacune des parties qu'il continu d'occuper et celle qu'il n'occupe plus, accompagné de la description technique correspondante, le tout dûment signé et scellé par un arpenteur-géomètre. Il doit également démontrer qu'il rencontre toute autre exigence du présent règlement.

3. AUTORISATION

3.1. L'occupation du domaine public par le Bénéficiaire est autorisée et un permis d'occupation aux fins d'une occupation permanente est délivré si le Bénéficiaire se conforme aux exigences du présent règlement. Toute demande de révision de l'occupation d'une partie du domaine public constitue une nouvelle demande d'occupation du domaine public et est assujettie aux frais relatifs à une nouvelle demande de permis pour une occupation permanente du domaine public en vertu du règlement sur les tarifs en vigueur.

3.2. L'occupation est requise pour la réalisation des travaux municipaux, tel que définis à l'*Entente relative à des travaux d'infrastructures – projet Westbury*, ainsi que le projet de construction, tel que défini au PPCMOI PP-95.

4. CLÔTURE

4.1. Le Bénéficiaire doit installer, à ses frais, une clôture à maille de fer ou de type Oméga, d'une hauteur de 1,8 mètres, permettant de limiter l'accès à son chantier et à tous les espaces du domaine public qu'il occupe. Toute partie du domaine public ne bénéficiant plus d'un droit d'occupation du domaine public doit également être rendue inaccessible par l'installation d'une clôture de même nature par le Bénéficiaire, à moins qu'il en soit convenu autrement avec la Ville. Tout autre type de clôture doit être spécifiquement autorisé par la Ville. De plus, il doit y installer tous les panneaux de signalisation requis par la Ville.

5. DURÉE

5.1. L'occupation d'un lot ou d'une partie de lot prend fin sur réception d'un avis formel du Bénéficiaire indiquant la superficie de ce lot ou de cette partie de lot qu'il n'occupe plus. Toute partie du domaine public ne bénéficiant plus du droit d'occupation doit alors être entièrement libérée de tout équipement, ouvrages, amoncellement de tout type de matériaux et nivelé.

5.2. L'occupation du domaine public sur le lot 6 049 214, correspondant à l'espace dédié à l'aménagement d'un parc public, prend fin au moment où le Bénéficiaire remet à la Ville une étude de caractérisation du sol démontrant que ce lot a conservé le niveau de décontamination existant avant son occupation.

5.3. Malgré les articles 5.1 et 5.2, la Ville se réserve le droit de mettre fin à l'occupation des lots 6 049 214 et 6 044 219 ou d'une partie de ces derniers, suivant un préavis de 180 jours au Bénéficiaire, afin notamment de réaliser l'aménagement d'un parc. Elle peut exiger du Bénéficiaire qu'il retire à ses frais les ouvrages, équipements et amoncellement de tout type de matériaux occupant ces lots. De plus, elle peut requérir du Bénéficiaire, toujours à ses frais, la réalisation de l'étude de caractérisation du sol mentionnée à l'article 5.2.

6. ASSURANCES

Le Bénéficiaire doit contracter et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente permission d'occuper le domaine public, une police d'assurance responsabilité civile tel que prévue à l'*Entente relatives à des travaux municipaux – Projet Westbury*.

7. TARIFICATION

7.1. Le tarif annuel d'occupation du domaine public, payable par le Bénéficiaire, correspond à la valeur des taxes qu'aurait générée la portion de terrain identifiée par les lots 6 049 214 et 6 049 219, s'ils étaient demeurés une propriété taxable, avec pour référence la valeur des taxes applicables sur les lots 6 049 211, 6 049 212, 6 049 213, 6 049 215, 6 049 217, 6 049 218 et 6 049 220. Le montant est établi en fonction des valeurs correspondantes au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement.

7.2. Le tarif annuel exigé sera réévalué au terme d'une période de 12 mois d'occupation en fonction de la valeur au rôle de la propriété et du taux de taxation de référence applicable le 30^{e} jour précédent le paiement des frais d'occupation annuel du domaine public. Une demande de révision, dûment complétée, déposée par le Bénéficiaire 30 jours avant le renouvellement du paiement des frais annuels d'occupation du domaine public, peut également entrainer une révision des frais, en fonction de la superficie réduite que le bénéficiaire entend faire au cours de l'année suivante.

7.3. Le tarif exigé est payable à la date du premier jour de l'occupation du domaine public, pour une période de 1 an. Par la suite, le tarif est payable à la même date l'année suivante, en tenant compte de toute réévaluation ou révision, s'il y a lieu.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.04

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1183558010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276); le Règlement régissant la démolition des immeubles (RCA02 17009); le Règlement sur les clôtures et les haies à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (c. C-5); le Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (c. O-1); le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RCA07 17121); et le Règlement sur les usages conditionnels (RCA06 17097); afin de remplacer l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et d'y intégrer des grilles des usages et des spécifications.

IL EST RECOMMANDÉ :
De donner un avis de motion annonçant qu'il sera adopté un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276); le Règlement régissant la démolition des immeubles (RCA02 17009); le Règlement sur les clôtures et les haies à l'égard de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (c. C-5); le Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (c. O-1); le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Côte-des-Neiges –Notre-Dame-de-Grâce (RCA07 17121); et le Règlement sur les usages conditionnels (RCA06 17097); afin de remplacer l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et d'y intégrer des grilles des usages et des spécifications.

D'adopter, tel que soumis, le projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276); le Règlement régissant la démolition des immeubles (RCA02 17009); le Règlement sur les clôtures et les haies à l'égard de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (c. C-5); le Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges –Notre-Dame-de-Grâce (c. O-1); le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RCA07

17121); et le Règlement sur les usages conditionnels (RCA06 17097); afin de remplacer l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et d'y intégrer des grilles des usages et des spécifications;

De mandater le secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-02 10:24

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1183558010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276); le Règlement régissant la démolition des immeubles (RCA02 17009); le Règlement sur les clôtures et les haies à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (c. C-5); le Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (c. O-1); le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RCA07 17121); et le Règlement sur les usages conditionnels (RCA06 17097); afin de remplacer l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et d'y intégrer des grilles des usages et des spécifications.

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), adopté en 2001, découle directement de l'ancien règlement d'urbanisme de la Ville de Montréal datant de 1994 et du premier plan d'urbanisme de 1992.
Sa structure, datant d'il y a 25 ans, est basée sur une approche de planification plutôt que sur une approche d'application règlementaire et est peu efficiente en matière administrative (modification et application) et de diffusion règlementaire (services aux citoyens). Une mise à jour de la structure du règlement est donc proposée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Le présent projet de règlement consiste à simplifier la structure du Règlement d'urbanisme (01-276). À cet effet, il déplace, remplace et reformule certaines dispositions, mais sans en changer le contenu. Il n'apporte donc aucune modification règlementaire susceptible d'avoir un impact opposable aux citoyens.
Les modifications apportées au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-275) se résument comme suit :

· Remplacer l’actuelle annexe A, constituée de plusieurs ensembles de dispositions thématiques en 40 plans, par :

o Un plan des zones;

o Un plan des secteurs et immeubles d’intérêt;

o Une grille des usages et des spécifications pour chacune des zones du territoire;

· Transférer à ces nouvelles grilles, plusieurs dizaines des dispositions actuellement prévues dans le texte du règlement et applicables uniquement dans certaines zones;

· Reformuler des dispositions pour tenir compte du changement dans les titres de l’annexe A et pour considérer les zones plutôt que les secteurs.

Les modifications aux autres règlements consistent à reformuler plusieurs dispositions pour tenir compte du changement dans les titres de l’annexe A du Règlement d’urbanisme (01-276).

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) recommande l'adoption du présent règlement pour les raisons suivantes :

· Faciliter l’application et la diffusion du règlement en regroupant dans un tableau (grille des usages et des spécifications) les dispositions applicables à une zone;

· Faciliter les futures modifications règlementaires en minimisant les interrelations textuelles et les changements cartographiques nécessaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s’applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s’applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s’applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publication dans les journaux locaux et assemblée publique de consultation conformément aux obligations de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (R.L.R.Q., c. A-19.1).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ce projet de règlement ne contient pas de dispositions propres à un règlement susceptible d'approbation référendaire en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (R.L.R.Q., c. A-19.1).
Procédure d'adoption :

· 2018-05-07 : Avis de motion et adoption du projet de règlement;

· 2018-05 : Assemblée publique de consultation sur le projet de règlement;

· 2018-06-04 : Adoption du règlement;

· Certificat de conformité au plan d'urbanisme et entrée en vigueur du règlement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce projet de règlement est conforme aux dispositions de la Charte et du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, ainsi qu'à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (R.L.R.Q., c. A-19.1).
À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sébastien MANSEAU
conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-872-1832
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-24

Gisèle BOURDAGES
conseiller(ere) en amenagement- c/e

Tél : 514 872-7600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement

Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2018-04-25

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1183558010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276); le Règlement régissant la démolition des immeubles (RCA02 17009); le Règlement sur les clôtures et les haies à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (c. C-5); le Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (c. O-1); le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (RCA07 17121); et le Règlement sur les usages conditionnels (RCA06 17097); afin de remplacer l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et d'y intégrer des grilles des usages et des spécifications.

PROJET DE RÈGLEMENT

Projet de règlement.doc

ANNEXE A.1
PLAN DES ZONES

Annexe A.1.pdf

ANNEXE A.2
PLAN DES SECTEURS ET IMMEUBLES D'INTÉRÊTS

Annexe A.2.pdf

ANNEXE A.3
GRILLE DES USAGES ET DES SPÉCIFICATIONS

Annexe A.3.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sébastien MANSEAU
conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-872-1832
Télécop. : 000-0000

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RCAXX-XXXXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276); LE RÈGLEMENT RÉGISSANT LA DÉMOLITION DES IMMEUBLES (RCA02 17009); LE RÈGLEMENT SUR LES CLÔTURES ET LES HAIES À L'ÉGARD DE L'ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (C. C-5); LE RÈGLEMENT SUR LES OPÉRATIONS CADASTRALES À L'ÉGARD DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (C. O-1); LE RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (RCA07 17121); ET LE RÈGLEMENT SUR LES USAGES CONDITIONNELS (RCA06 17097); AFIN DE REMPLACER L'ANNEXE A DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) ET D'Y INTÉGRER DES GRILLES DES USAGES ET DES SPÉCIFICATIONS.

Vu les articles 113, 115, 145.15, 145.31, 145.36 et 148.0.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du _____, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

CHAPITRE I
LE RÈGLEMENT SUR LES CLÔTURES ET LES HAIES

1. L'article 3.1 du Règlement sur les clôtures et les haies à l'égard de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (c. C-5) est modifié par :

1° Le remplacement de « à l'annexe A » par « au « Plan des secteurs et immeubles d'intérêts » de l'annexe A.2 »;

2° La suppression de « de l'ancienne Ville de Montréal »;

3° Le remplacement de « Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce » par « Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) ».

2. L'article 10 de ce règlement est modifié par la suppression de « , sauf dans un secteur exclusif de la famille industrie ».

CHAPITRE II
LE RÈGLEMENT RÉGISSANT LA DÉMOLITION

3. L'article 2 du Règlement régissant la démolition des immeubles (RCA02 17009) est modifié par le remplacement de « à l'annexe A » par « au « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » de l'annexe A.2 ».

CHAPITRE III
LE RÈGLEMENT SUR LES OPÉRATIONS CADASTRALES

4. L'article 13 du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (c. O-1) est modifié par :

1° Le remplacement de « le secteur visé » par « la zone visée »;

2° Le remplacement de « un secteur autre que celui visé » par « une zone autre que celle visée ».

5. L'article 24.1 de ce règlement est modifié par le remplacement de « aux plans intitulés « Secteurs et immeubles significatifs » S-2 et S-4 de l'annexe A » par « au « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » de l'annexe A.2 ».

6. L'article 24.2 de ce règlement est modifié par le remplacement de « aux plans « Bois et écoterritoires » B-1 à B-4 de l'annexe A » par « au « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » de l'annexe A.2 ».

7. L'article 24.4 de ce règlement est modifié par :

1° Le remplacement de « un secteur » par « une zone »;

2° Le remplacement de « dans le même secteur d'usages prescrits à l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) » par « dans la même zone ou groupe de zones contigües partageant les mêmes usages autorisés ».

8. L'article 24.5 de ce règlement est modifié par le remplacement de « dans le même secteur d'usages prescrits à l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) » par « dans la même zone ou groupe de zones contigües partageant les mêmes usages autorisés ».

CHAPITRE IV
LE RÈGLEMENT SUR LES PIIA

9. Le titre de la section 2 du chapitre 2 du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (RCA07 17121) est remplacé par le suivant :

« **SECTION 2**
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINTE-JUSTINE »

10. L'article 16 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **16.** La présente section s'applique aux secteurs identifiés 1 à 4 à l'annexe A du présent règlement. »

11. L'article 17 de ce règlement est modifié par la suppression de « englobant les zones 0476 et 0809 ».

12. L'article 28 de ce règlement est modifié par :

1° L'ajout de « , au secteur 2 tel qu'identifié à l'annexe A du présent règlement, » après « s'applique »;

2° La suppression de « pour la zone 0809 ».

CHAPITRE V
LE RÈGLEMENT SUR USAGES CONDITIONNELS

13. L'article 12.17 du Règlement sur les usages conditionnels (RCA06 17097) est modifié par le remplacement de « 0034 et 0842 » par « C.6-0034 et C.6-0842 ».

CHAPITRE VI
LE RÈGLEMENT D'URBANISME

14. L'article 6 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) est modifié par le remplacement de « Les plans intitulés « Zones » de l'annexe A » par « Le « Plan des zones » de l'annexe A.1 ».

15. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 6, du chapitre suivant :

« **CHAPITRE IV**
GRILLES DES USAGES ET DES SPÉCIFICATIONS

6.1. En plus de toute autre disposition du présent règlement, une grille des usages et des spécifications incluse à l'annexe A.3 est applicable à chacune des zones.

6.2. Chaque grille des usages et des spécifications de l'annexe A.3 comporte une section « Zone » qui identifie la zone concernée selon le découpage du plan de zones de l'annexe A.1.

6.3. Chaque grille des usages et des spécifications de l'annexe A.3 comporte une section « Catégories d'usages autorisées » qui inclut les sous-sections « Catégorie d'usages principale » et « Autres catégories d'usages ».

La sous-section « Catégorie d'usages principale » identifie, parmi les catégories d'usages prévues au titre III, la catégorie d'usages principale pour la zone concernée. La catégorie d'usages principale est une catégorie d'usages autorisée pour la zone concernée, sous réserve des dispositions particulières.

La sous-section « Autres catégories d'usages » identifie, parmi les catégories d'usages prévues au titre III, celles autorisées pour la zone concernée, sous réserve des dispositions particulières.

6.4. Chaque grille des usages et des spécifications de l'annexe A.3 comporte une section « Classes d'occupation » qui identifie, le cas échéant, la classe d'occupation applicable à chaque catégorie d'usages autorisée pour la zone concernée.

Lorsqu'une lettre apparait à la fin de la ligne d'une catégorie d'usages, celle-ci est autorisée aux conditions applicables à cette classe d'occupation.

Lorsqu'aucune lettre n'apparait à la fin de la ligne d'une catégorie d'usages, celle-ci est autorisée sans que les conditions liées aux classes d'occupation y soient applicables.

6.5. Chaque grille des usages et des spécifications de l'annexe A.3 comporte une section « Densité » qui prescrit, le cas échéant, l'indice de superficie de plancher (ISP) minimal et maximal pour la zone concernée.

6.6. Chaque grille des usages et des spécifications de l'annexe A.3 comporte une section « Implantation » qui prescrit, le cas échéant, pour la zone concernée :

1° le mode d'implantation pour la zone concernée;

2° le taux d'implantation minimal et maximal pour la zone concernée;

3° la marge avant minimale et maximale pour la zone concernée;

4° la marge latérale minimale et maximale pour la zone concernée;

5° la marge arrière minimale et maximale pour la zone concernée.

6.7. Chaque grille des usages et des spécifications de l'annexe A.3 comporte une section « Limites de hauteur » qui prescrit, le cas échéant, pour la zone concernée :

1° la hauteur minimale et maximale en étage pour la zone concernée;

2° la hauteur minimale et maximale en mètre pour la zone concernée.

6.8. Chaque grille des usages et des spécifications de l'annexe A.3 comporte une section « Dispositions particulières » qui prescrit, le cas échéant, des usages ou normes spécifiques applicables à la zone concernée. ».

16. L'article 8 de ce règlement est abrogé.

17. L'article 9 de ce règlement est modifié par le remplacement de « Dans un secteur de hauteur » par « Dans une zone où la hauteur est prescrite à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3, ».

18. L'article 10 de ce règlement est modifié par le remplacement de « Dans un secteur de hauteur en mètres, » par « Dans une zone où la hauteur est prescrite à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3 en mètres seulement, ».

19. L'article 20 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **20.** Malgré l'article 17, un étage additionnel sous les combles est autorisé sous un toit à pignon ou un toit à versants existant le 23 septembre 1998.

Des lucarnes peuvent être ajoutées à la condition que le rehaussement occasionné par leur ajout sur un versant du toit n'excède pas 40 % de la superficie de ce versant et que le faîte du toit ne soit pas rehaussé. ».

20. Les articles 20.1 et 23.1 de ce règlement sont abrogés.

21. L'article 24 de ce règlement est modifié par le remplacement de « Sous réserve des limites de hauteur prescrites aux plans de l'annexe A, la hauteur en mètres et en étages d'un bâtiment situé entre 2 bâtiments adjacents d'un même secteur de hauteur en mètres et en étages » par « Dans une zone où la hauteur est prescrite en mètres et en étages, en plus de respecter les limites de hauteurs prescrites à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3, la hauteur d'un bâtiment situé entre 2 bâtiments adjacents d'une même zone ou d'une zone contiguë où sont prescrites les mêmes limites de hauteurs ».

22. Le premier alinéa de l'article 25 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« Sous réserve des limites de hauteur prescrites à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3, la hauteur en mètres et en étages d'un bâtiment adjacent à un terrain vacant, à une ruelle, à un terrain de coin, à une limite d'une zone où la hauteur en mètres et en étages prescrites est différente, à un bâtiment dérogatoire aux hauteurs en mètres ou en étages minimales ou maximales prescrites, ne doit pas : ».

23. L'article 26 de ce règlement est modifié par :

1° Le remplacement de « aux plans de l'annexe A » par « à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3 »;

2° Le remplacement de « le même secteur de hauteur en mètres et en étages » par « la même zone ou dans une zone contiguë où sont prescrites les mêmes limites de hauteurs ».

24. L'article 27 de ce règlement est modifié par le remplacement de « aux plans de l'annexe A » par « à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3 ».

25. L'article 28 de ce règlement est modifié par le remplacement de « aux plans de l'annexe A, la hauteur d'un bâtiment peut être approuvée conformément au titre VIII » par « à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3 et lorsqu'approuvée conformément au titre VIII, la hauteur d'un bâtiment peut varier de plus ou moins 1 étage par rapport aux règles d'insertion prévues aux articles 24 à 27 ».

26. L'article 28.1 de ce règlement est abrogé.

27. Les articles 28.2 et 28.3 de ce règlement sont modifiés par le remplacement de « aux plans de l'annexe A » par « à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3 ».

28. L'intitulé de la section V du chapitre II du titre II est modifié par le remplacement de « SECTEUR » par « ZONE ».

29. L'article 29 de ce règlement est modifié par :

1° La suppression de « ou à un secteur de zonage »;

2° Le remplacement de « ce secteur » par « cette zone ».

30. L'article 30.2 de ce règlement est abrogé.

31. L'article 34 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **34.** La densité d'une construction doit être égale ou inférieure à la densité maximale prescrite pour la zone à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3.

La densité d'une construction doit être égale ou supérieure à la densité minimale prescrite pour la zone à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3. ».

32. L'article 40 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« **40.** Le taux d'implantation d'un terrain doit être égal ou inférieur au taux d'implantation maximal prescrit pour la zone à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3.

Le taux d'implantation d'un terrain doit être égal ou supérieur au taux d'implantation minimal prescrit pour la zone à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3. ».

33. L'article 45.1 de ce règlement est modifié par :

1° Le remplacement de « Sous réserve des taux d'implantation prescrits aux plans de l'annexe A intitulés « Taux d'implantation minimaux et maximaux – Densités

minimales et maximales » » par « En plus de respecter les taux d'implantation prescrits à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3 »;

2° Le remplacement de « un secteur » par « une zone »;

3° Le remplacement de « l'annexe A intitulée « Taux d'implantation minimaux et maximaux – Densités minimales et maximales » » par « la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3 »;

4° Le remplacement de « aux plans de l'annexe A intitulée « Taux d'implantation minimaux et maximaux – Densités minimales et maximales » » par « à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3 ».

34. L'article 46 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« **46.** L'implantation d'un bâtiment doit être conforme aux modes d'implantation prescrits par zone à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3. ».

35. L'article 48 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

36. L'article 48.1 de ce règlement est modifié par la suppression de « à l'exception d'un bâtiment situé dans les zones 0065, 0087, 0382, 0663 ou 0746 ».

37. Le premier alinéa de l'article 49 de ce règlement est remplacé par l'alinéa suivant :

« Lorsque deux modes d'implantation différents sont prescrits simultanément pour une zone à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3, en plus de respecter les modes prescrits, un bâtiment doit respecter les exigences suivantes : ».

38. L'article 50 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« **50.** Sous réserve des modalités prévues aux articles 52 à 55 et sauf pour les constructions autorisées au titre IV, aucune partie de bâtiment ne doit être située dans une marge. ».

39. Les articles 53, 54 et 55 de ce règlement sont modifiés par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

40. L'article 56 de ce règlement est modifié par :

1° Le remplacement de « Lorsqu'aucun alignement n'est prescrit aux plans de l'annexe A » par « Lorsque la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3 ne prescrit pas de marge avant, »;

2° Le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

41. Les articles 67 et 68 de ce règlement sont modifiés par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

42. La sous-section 4 de la section I du chapitre VI du titre II de ce règlement est abrogée, incluant l'article 70.2.

43. L'article 71 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« **71.** Un mur latéral d'un bâtiment non érigé sur la limite latérale d'un terrain doit être implanté à une distance égale ou supérieure à la marge latérale minimale prescrite par zone à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3.

Un mur latéral d'un bâtiment non érigé sur la limite latérale d'un terrain doit être implanté à une distance égale ou inférieure à la marge latérale maximale prescrite par zone à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3. ».

44. L'article 75 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« **75.** Le mur arrière d'un bâtiment doit être implanté à une distance égale ou supérieure à la marge arrière minimale prescrite par zone à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3. ».

45. L'article 75.1 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur d' » par une zone où est autorisée ».

46. L'article 76 de ce règlement est abrogé.

47. Les articles 81, 84 et 86 de ce règlement sont modifiés par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

48. La sous-section 1 de la section VII du chapitre VII du titre II de ce règlement est abrogée, incluant l'article 88.3.

49. L'article 89 est modifié par le remplacement de « les plans de l'annexe A intitulés « Secteurs et immeubles significatifs » » par « le « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » de l'annexe A.2 ».

50. L'article 90 de ce règlement est modifié par le remplacement de « localisé dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, tel qu'identifié de la sorte aux plans intitulés « Secteurs et immeubles significatifs » S-2 et S-4 de l'annexe A de ce règlement » par « identifié sur le « Plan des secteurs et immeubles d'intérêts » de l'annexe A.2 ».

51. L'article 93 de ce règlement est modifié par le remplacement de « sur les plans de l'annexe A intitulés « Secteurs et immeubles significatifs » par « au « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » de l'annexe A.2 ».

52. Les articles 94 et 95 de ce règlement sont modifiés par le remplacement de « tels qu'illustrés aux plans de l'annexe A intitulés « Secteurs et immeubles significatifs » du présent règlement » par « au « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » de l'annexe A.2 ».

53. L'article 107 de ce règlement est modifié par le remplacement de « les plans de l'annexe A intitulés « Secteurs et immeubles significatifs » » par « le plan des secteurs et immeubles d'intérêt » de l'annexe A.2 ».

54. L'article 109.1 de ce règlement est abrogé.

55. Les articles 118.1 et 118.2 de ce règlement sont modifiés par le remplacement de « localisé dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, tel qu'identifié de la sorte aux plans intitulés « Secteurs et immeubles significatifs » S-2 et S-4 de l'annexe A de ce règlement » par « identifié au « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » de l'annexe A.2 ».

56. L'article 118.8 de ce règlement est modifié par le remplacement de « les plans de l'annexe A intitulés « Secteurs et immeubles significatifs » par « le « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » de l'annexe A.2, ».

57. L'article 121 de ce règlement est modifié par le remplacement de « aux plans intitulés « Bois et écoterritoires » B-1, B-2, B-3 et B-4 de l'annexe A » par « au « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » de l'annexe A.2 ».

58. L'article 122.4 de ce règlement est modifié par le remplacement de « aux plans intitulés « Territoires d'intérêt écologique » de l'annexe A » par « au « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » de l'annexe A.2 ».

59. L'article 122.5 de ce règlement est abrogé.

60. Les articles 122.5.1 et 122.5.2 de ce règlement sont modifiés par le remplacement de « aux plans intitulés « Espaces verts protégés » EV-2 et EV-4 de l'annexe A » par « au « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » de l'annexe A.2 ».

61. Les articles 122.5.3 et 122.5.9 de ce règlement sont modifiés par le remplacement de « les plans intitulés « Territoires d'intérêt écologique » de l'annexe A » par « le « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » de l'annexe A.2 ».

62. L'article 123 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **123.** L'occupation d'un terrain et d'un bâtiment doivent être conformes aux usages prescrits par zone à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3. »

63. L'article 124 de ce règlement est modifié par le remplacement de « seuls les plans visés à l'article 123 s'appliquent » par « seule la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3 s'applique ».

64. L'article 125 de ce règlement est modifié par le remplacement de « secteur » par « zone ».

65. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 125, de l'article suivant :

« **125.1** Aux fins du présent règlement, lorsqu'une disposition fait référence à une catégorie d'usages sans préciser la classe d'occupation, cette disposition s'applique à une zone où est autorisée une telle catégorie d'usages, sans égard, le cas échéant, à la classe d'occupation.

À l'inverse, lorsqu'une disposition fait référence à une catégorie d'usages en précisant la classe d'occupation, cette disposition s'applique seulement à une zone où est autorisée une telle catégorie d'usages selon cette classe d'occupation. ».

66. L'article 130 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

67. Le tableau de l'article 132 est remplacé par le suivant :

«

FAMILLES	CATÉGORIES	
HABITATION	•1 logement	H.1
	•2 logements	H.2
	•3 logements	H.3
	•4 à 8 logements	H.4
	•8 à 12 logements	H.5
	•12 à 36 logements	H.6
	•36 logements et plus	H.7
COMMERCE	•commerces et services d'appoint	C.1(1), C.1(2)
	•commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C.2
	•commerces et services en secteur désigné	C.3(8), C.3(9), C.3(10)
	•commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C.4
	•restaurant rapide	C.4.1
	•commerces et services en secteur de forte intensité commerciale	C.5
	•commerces lourds	C.6(1), C.6(2)
	•commerces de gros et entreposage	C.7
	•Débit de boissons alcooliques et salle d'amusement	C.8
INDUSTRIE	•industrie légère compatible à d'autres activités urbaines	I.1
	•industrie légère	I.2
	•industrie en secteur désigné	I.3(2)
	•industrie	I.4(1), I.4(2)
	•industrie lourde	I.5
	•industrie d'insertion difficile	I.6
	•industrie du tri et de la récupération	I.7(1), I.7(2)
ÉQUIPEMENTS	•espaces et lieux publics	E.1(1), E.1(2), E.1(3), E.1(4)

COLLECTIFS ET INSTITUTIONNELS		
	•équipements de sport et de loisirs	E.2(1), E.2(2)
	•équipements éducatifs et culturels	E.4(1), E.4(2), E.4(3), E.4(4)
	•équipements cultuels, d'hébergement et de santé	E.5(1), E.5(2), E.5(3)
	•équipements civiques et administratifs	E.6(1), E.6(2), E.6(3)
	•équipements de transport et de communication et infrastructures	E.7(1), E.7(2), E.7(3)

».

68. L'article 133 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le 3e paragraphe, du paragraphe suivant :

« 3.1° « la catégorie I.4 » regroupe les catégories I.4(1) et I.4(2); ».

69. Les articles 136, 145 et 146 de ce règlement sont modifiés par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

70. L'article 161 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **161.** Sous réserve du deuxième alinéa, la superficie de plancher d'un établissement occupé par un usage spécifique de la catégorie C.1, C.2, C.3, C.4, C.5, C.6 ou C.8 ne doit pas excéder 10 000 m².

La superficie de plancher d'un établissement occupé par l'usage épicerie santé, ne doit pas excéder 4 000 m². ».

71. L'intitulé de la section II du chapitre IV du titre III de ce règlement est modifié par le remplacement de « CLASSES D'OCCUPATION » par « ZONAGE VERTICAL ».

72. Les articles 163, 164,165, 166.1, 172 et 174.1 de ce règlement sont abrogés.

73. L'article 177 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

74. La sous-section 2 de la section III du chapitre IV du titre III de ce règlement est abrogée, incluant les articles 178 et 179.

75. L'article 182 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

76. La sous-section 4 de la section III du chapitre IV du titre III de ce règlement est abrogée, incluant l'article 183.

77. L'article 186 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

78. L'article 186.1 de ce règlement est abrogé.

79. La sous-section 2 de la section IV du chapitre IV du titre III de ce règlement est abrogée, incluant les articles 187, 188 et 189.

80. L'article 192 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

81. La sous-section 2 de la section V du chapitre IV du titre III de ce règlement est abrogée, incluant l'article 193.

82. Les articles 195 et 198 de ce règlement sont modifiés par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

83. L'article 198.1 de ce règlement est abrogé.

84. La sous-section 2 de la section VI du chapitre IV du titre III de ce règlement est abrogée, incluant l'article 199.

85. L'article 202 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

86. La sous-section 2 de la section VII du chapitre IV du titre III de ce règlement est abrogée, incluant les articles 203, 204 et 205.

87. L'article 208.1 de ce règlement est abrogé.

88. L'article 210 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

89. Les articles 211, 212, 213 et 214 de ce règlement sont abrogés.

90. L'article 215 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

91. La sous-section 2 de la section IX du chapitre IV du titre III de ce règlement est abrogée, incluant les articles 218, 219, 220 et 221.

92. L'article 226 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

93. L'article 226.1 de ce règlement est abrogé.

94. L'article 228 de ce règlement est modifié par :

1° Le remplacement de « un secteur » par « une zone »;

2° La suppression de « situés dans ce secteur ou dans tout autre secteur ».

95. La sous-section 2 de la section XI du chapitre IV du titre III de ce règlement est abrogée, incluant les articles 229 et 230.

96. Les articles 237 et 238 de ce règlement sont modifiés par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

97. L'article 239 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« **239.** Dans une zone où est autorisée la catégorie C.8, un établissement exploitant l'érotisme doit être situé à une distance minimale de 1 000 m d'un autre établissement exploitant l'érotisme et à une distance minimale de 25 m d'un hôtel ou d'une salle d'amusement d'un hôtel. ».

98. L'article 240 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

99. L'article 241 de ce règlement est modifié par :

1° Le remplacement de « un secteur » par « une zone »;

2° La suppression de « situé dans ce secteur ou dans tout autre secteur ».

100. L'article 242 de ce règlement est modifié par :

1° Le remplacement de « un secteur » par « une zone »;

2° La suppression de « situés dans ce secteur ou dans tout autre secteur ».

101. L'article 245 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

102. L'article 245.1 de ce règlement est modifié par l'insertion, après « chapitre », de « ou à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3 ».

103. L'article 248 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

104. La sous-section 2 de la section II du chapitre V du titre III de ce règlement est abrogée, incluant les articles 251, 252, 253 et 254.

105. L'article 257 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

106. L'article 258 de ce règlement est abrogé.

107. L'article 259 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

108. Les articles 260, 261 et 262 de ce règlement sont abrogés.

109. La sous-section 2 de la section IV du chapitre V du titre III de ce règlement est abrogée, incluant l'article 265.

110. L'intitulé de la section V du chapitre V du titre III de ce règlement est modifié par le remplacement de « INDUSTRIE – CATÉGORIE I.4 » par « INDUSTRIE – CATÉGORIE I.4(1) et I.4(2) ».

111. L'article 266 de ce règlement est modifié par le remplacement de « La catégorie I.4 regroupe » par « Les catégories I.4(1) et I.4(2) regroupent ».

112. L'article 267 de ce règlement est modifié par le remplacement de « La catégorie I.4 comprend » par « Les catégories I4(1) et I.4(2) comprennent ».

113. L'article 268 de ce règlement est modifié par :

1° Le remplacement de « un secteur » par « une zone »;

2° La suppression de « la classe A de »;

3° Le remplacement de « I.4 » par « I.4(1) ».

114. L'article 269 de ce règlement est modifié par :

1° Le remplacement de « un secteur » par « une zone »;

2° La suppression de « la classe B de »;

3° Le remplacement de « I.4 » par « I.4(2), en plus des usages autorisés de la catégorie I.4(1), »;

4° La suppression du premier paragraphe et de ses sous-paragraphes;

5° La suppression des sous-paragraphes b, d, f et g du second paragraphe.

115. La sous-section 2 de la section V du chapitre V du titre III de ce règlement est abrogée, incluant les articles 270, 271, 272 et 273.

116. L'article 276 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

117. La sous-section 2 de la section VI du chapitre V du titre III de ce règlement est abrogée, incluant les articles 277 et 278.

118. L'article 281 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

119. La sous-section 2 de la section VII du chapitre V du titre III de ce règlement est abrogée, incluant l'article 282.

120. La sous-section 2 de la section VIII du chapitre V du titre III de ce règlement est abrogée, incluant l'article 285.

121. La sous-section 4 de la section VIII du chapitre V du titre III de ce règlement est abrogée, incluant l'article 287.

122. La section IX du chapitre V du titre III de ce règlement est abrogée, incluant l'article 288.

123. Les articles 290, 293.1, 299, 305, 311, 312, 317 et 322 de ce règlement sont modifiés par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

124. L'article 323.1 de ce règlement est abrogé.

125. L'article 328 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

126. L'article 337.3 de ce règlement est abrogé.

127. L'article 340 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

128. L'article 340.1 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 28.1, 48.1, 70.1 et 329.2 » par « 48.1, 70.1, 329.2 et 668.2 ».

129. L'intitulé de la section II du chapitre II du titre IV est modifié par le remplacement de « SECTEUR DE COMMERCE » par « ZONE COMMERCIALE ».

130. L'article 341 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

131. Les articles 342 et 343 de ce règlement sont abrogés.

132. L'article 344 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

133. L'intitulé de la section III du chapitre II du titre IV est modifié par le remplacement de « SECTEUR D'INDUSTRIE » par « ZONE INDUSTRIELLE ».

134. Les articles 345 et 345.0.1 de ce règlement sont modifiés par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

135. Les articles 345.1 et 345.2 sont modifiés par le remplacement de « localisé dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, tel qu'identifié de la sorte aux plans intitulés « Secteurs et immeubles significatifs » S-2 et S-4 de l'annexe A de ce règlement » par « identifié au « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » de l'annexe A.2 ».

136. L'article 346 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« **346.** Lorsqu'une disposition particulière le prévoit à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3, un café-terrasse en plein-air est autorisé s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques. ».

137. L'article 350 de ce règlement est modifié par :

1° Le remplacement de « un secteur » par « une zone »;

2° Le remplacement de « ce secteur » par « cette zone ».

138. Les articles 351, 357, 358, 364, 365, 367 et 373 de ce règlement sont modifiés par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

139. L'article 379 de ce règlement est modifié par le remplacement de « métropolitain identifié sur les plans intitulés « Bois et écoterritoires » de l'annexe A » par « illustré au « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » de l'annexe A.2 ».

140. L'article 380 de ce règlement est modifié par le remplacement de « annexe A » par « annexe G ».

141. L'article 382.1 de ce règlement est modifié par le remplacement de « localisé dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, tel qu'identifié de la sorte aux plans intitulés « Secteurs et immeubles significatifs » S-2 et S-4 de l'annexe A de ce règlement » par « identifié au « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » de l'annexe A.2 ».

142. L'article 399 de ce règlement est modifié par :

1° Le remplacement de « Secteur » par « Zone »;

2° L'insertion, après « à l'exception des catégories », de « d'usages »;

3° La suppression de « , lorsqu'aucune catégorie de la famille habitation n'est autorisée ».

143. Les articles 400, 407, 431 et 434 de ce règlement sont modifiés par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

144. Les articles 437, 438, 439, 439.1, 439.2 et 440 de ce règlement sont abrogés.

145. L'article 441 de ce règlement est modifié par :

1° Le remplacement de « Dans un secteur autre qu'un secteur visé aux articles 437, 438, 439, 439.1 et 439.2, la » par « Sous réserve d'une disposition particulière à la « Grilles des usages et des spécifications » de l'annexe A.3, la ».

2° Le remplacement de « le secteur concerné » par « la zone concernée ».

146. L'article 445 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

147. L'article 446 de ce règlement est modifié par :

1° Le remplacement de « le secteur concerné » par « la zone concernée »;

2° L'insertion, après le 3e alinéa, de l'alinéa suivant :

« La superficie d'une enseigne ne doit pas excéder 10 m². ».

148. L'article 448 de ce règlement est modifié par :

1° Le remplacement de « un secteur » par « une zone »;

2° Le remplacement de « secteurs autres que ceux énumérés » par « zones autres que celles énumérées ».

149. L'article 449 de ce règlement est abrogé.

150. L'article 450 de ce règlement est modifié par le remplacement de « le secteur concerné » par « la zone concernée ».

151. L'article 452.1 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

152. Les articles 459 et 464 de ce règlement sont abrogés.

153. La section VII.I du chapitre II du titre V de ce règlement est abrogée, incluant l'article 465.1.

154. Les articles 466 et 467 de ce règlement sont modifiés par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

155. Les articles 470 et 471 de ce règlement sont abrogés.

156. Les articles 485 et 492 de ce règlement sont modifiés par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

157. L'article 492.1 de ce règlement est abrogé.

158. Les articles 499 et 500 de ce règlement sont modifiés par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

159. L'article 500.1 de ce règlement est abrogé.

160. Les articles 508, 509, 518, 519, 520 et 521 de ce règlement sont modifiés par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

161. L'article 522 de ce règlement est modifié par :

1° Le remplacement de « un secteur » par « une zone »;

2° Le remplacement de « celui visé » par « celle visée ».

162. Les articles 541 et 544 de ce règlement sont modifiés par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

163. L'article 546 de ce règlement est modifié par :

1° Le remplacement de « un secteur » par « une zone »;

2° Le remplacement de « un tel secteur » par « une telle zone ».

164. L'article 547 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

165. L'article 565 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 567 à 570.1 » par « 568 à 570.1 ou d'une disposition particulière prévue à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3 ».

166. L'article 567 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

167. L'article 570 de ce règlement est modifié par :

1° Le remplacement de « secteurs suivants » par « zones suivantes »;

2° Le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

168. Les articles 570.1, 578, 626, 628, 629, 630, 631, 632, 635, 637 et 639 de ce règlement sont modifiés par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

169. L'intitulé de la sous-section 2 de la section IX du chapitre I du titre VII est modifié par le remplacement de « SECTEUR » par « ZONE ».

170. L'article 643 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

171. L'intitulé de la sous-section 3 de la section IX du chapitre I du titre VII est modifié par le remplacement de « SECTEUR » par « ZONE ».

172. L'article 644 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

173. L'intitulé de la sous-section 4 de la section IX du chapitre I du titre VII est modifié par le remplacement de « SECTEUR » par « ZONE ».

174. L'article 645 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

175. L'intitulé de la sous-section 5 de la section IX du chapitre I du titre VII est modifié par le remplacement de « SECTEUR » par « ZONE ».

176. L'article 646 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

177. L'intitulé de la sous-section 6 de la section IX du chapitre I du titre VII est modifié par le remplacement de « SECTEUR » par « ZONE ».

178. L'article 647 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

179. L'intitulé de la sous-section 7 de la section IX du chapitre I du titre VII est modifié par le remplacement de « SECTEUR » par « ZONE ».

180. L'article 648 de ce règlement est modifié par le remplacement de « un secteur » par « une zone ».

181. La section XI du chapitre I du titre VII de ce règlement est abrogée, incluant les articles 649.1, 649.2 et 649.3.

182. L'article 657 de ce règlement est modifié par le remplacement de « le secteur » par « la zone ».

183. La sous-section 1 de la section III du chapitre II du titre VII de ce règlement est abrogée, incluant l'article 662.3.

184. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 668.1, des articles suivant :

« **668.2.** Les critères d'évaluation pour la hauteur d'un bâtiment conçu pour l'usage carburant de la famille commerce dans les zones I.2-0212 et H.2-4-0527 sont les suivants :

1° les bâtiments doivent tendre à assurer un encadrement volumétrique optimal pour les piétons;

2° les caractéristiques des bâtiments, ainsi que des installations doivent tendre à minimiser les impacts visuels et sonores sur le tissu urbain environnant;

3° les bâtiments, les installations et l'aménagement paysager doivent s'intégrer au tissu urbain environnant par l'utilisation de matériaux appropriés et la qualité d'intégration du projet sur le plan architectural;

4° les caractéristiques des bâtiments ainsi que ses aménagements paysagers doivent tendre à diminuer l'impact des murs aveugles exposés sur les bâtiments voisins et les voies publiques;

5° la hauteur des parapets ne doit pas être inférieure à celle de la partie haute de la marquise;

6° les parapets doivent avoir une hauteur qui permet l'intégration architecturale des équipements mécaniques.

668.3. En plus des critères énoncés à l'article 668, les critères d'évaluation pour l'alignement de construction d'un bâtiment ou groupe de bâtiments situé dans la zone H.5-6-0201 sont les suivants :

1° la contribution du bâtiment et des aménagements extérieurs à l'encadrement de la rue;

2° le bâtiment doit contribuer à maintenir ou rehausser le caractère de la voie publique en cherchant à atténuer les disparités entre les nouveaux bâtiments et les secteurs déjà construits de l'arrondissement;

3° l'alignement de construction des bâtiments dont les lots sont attenants à la voie ferrée doivent tenir compte d'un déplacement possible de la voie publique.

668.4. En plus des critères énoncés à l'article 668, les critères d'évaluation pour l'architecture d'un bâtiment situé dans la zone H.5-6-0201 sont les suivants :

1° la construction ou l'agrandissement d'un bâtiment doit contribuer à maintenir ou rehausser le caractère de la voie publique en cherchant à atténuer les

disparités entre les nouveaux bâtiments et les secteurs déjà construits de l'arrondissement;

2° l'architecture d'un bâtiment doit prendre en considération le caractère des constructions localisées dans les zones avoisinantes de l'arrondissement, tant au niveau des parements, des formes de toits, des couronnements, ou encore contribuer à l'amélioration générale du cadre bâti de l'arrondissement;

3° l'architecture d'un bâtiment doit respecter, mettre en valeur ou s'adapter aux caractéristiques du terrain et au caractère d'ensemble du milieu, ou y être compatible quant à l'implantation et aux matériaux;

4° l'architecture d'un bâtiment doit participer à la cohérence de la rue et de la zone, en accord avec l'emplacement de la construction projetée. ».

668.5. Afin de maintenir un lien visuel avec le mont Royal, en plus de tout autre critère applicable, un projet assujetti au présent article doit favoriser la mise en valeur des vues sur le mont Royal telles que perçues depuis l'avenue de Monkland et la rue Cordner (arrondissement de LaSalle).

668.6. Afin de maintenir un lien visuel avec le mont Royal, en plus de tout autre critère applicable, un projet assujetti au présent article doit favoriser la mise en valeur des vues sur le mont Royal et, entre autres, sur le dôme de l'oratoire Saint-Joseph, depuis le site de la cour Glen et notamment, à partir des espaces pouvant être identifiés comme des lieux à caractère public extérieur situés dans les zones E.5(3)-0793 et E.5(3)-0800.

668.7. Afin de maintenir un lien visuel avec le mont Royal, en plus de tout autre critère applicable, un projet assujetti au présent article doit favoriser la mise en valeur des vues sur le mont Royal et notamment, lorsque possible, sur le pavillon principal de l'Université de Montréal, à partir de la vue encadrée depuis le chemin Canora (Ville Mont-Royal et arrondissement de CDN-NDG), et de la vue depuis le parc Récréation Mont-Royal (Ville Mont-Royal).

668.8. Afin de maintenir un lien visuel avec le mont Royal, en plus de tout autre critère applicable, un projet assujetti au présent article doit favoriser la mise en valeur des vues sur le mont Royal et notamment sur l'oratoire Saint-Joseph et le pavillon principal de l'Université de Montréal.

185. L'annexe A de ce règlement est remplacé par l'annexe A.1 intitulée « Plan des zones », l'annexe A.2 intitulée « Plan des secteurs et immeubles d'intérêts » et l'annexe A.3 intitulée « Grille des usages et des spécifications », jointes en annexe au présent règlement.

ANNEXE A.1
PLAN DES ZONES

ANNEXE A.2
PLAN DES SECTEURS ET IMMEUBLES D'INTÉRÊTS

ANNEXE A.3
GRILLE DES USAGES ET DES SPÉCIFICATIONS

GDD : 1183558010

Annexe A.1 - Plan des zones

Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276)

Limite de zone

Secteur Glenmount - Voir règlement 01-281

Limite de propriété

0 250 500 m

1 : 7 000

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

v.2018-04-30

Secteur Glenmount
Voir règlement 01-281

Ville Mont-Royal

Ville de Côte St-Luc

Ville de Hampstead

Arrondissement Outremont

Arrondissement Sud-Ouest

Arrondissement LaSalle

Ville de Westmount

Arrondissement Ville-Marie

Annexe A.2 - Plan des secteurs et immeubles d'intérêt

Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276)

- Alignement soumis à la procédure du titre VIII
- Lieu de culte d'intérêt (LC)
- Immeuble significatif
- Grande propriété à caractère institutionnel
- Cours d'eau
- Espace vert (EV : A/B)
- Falaise Saint-Jacques
- Corridor forestier
- Milieu naturel protégé
- Milieu naturel protégé - Limite de 100 m
- Mosaïque de milieu naturel
- Bois
- Bois - Limite de 30 m
- Site patrimonial déclaré du Mont-Royal et Écoterritoire du Mont-Royal
- Écoterritoire de la falaise Saint-Jacques
- Secteur du Mont-Royal
- Secteur significatif soumis à des critères
- Secteur significatif soumis à des normes
- Secteur Glenmount - voir règlement 01-281
- Limite de propriété

0 250 500 m

1 : 7 000

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

v.2018-04-30

Ville Mont-Royal

Secteur Glenmount
Voir règlement 01-281

Ville de Côte St-Luc

Ville de Hampstead

Arrondissement Outremont

Arrondissement Sud-Ouest

Arrondissement LaSalle

Ville de Westmount

Arrondissement Ville-Marie

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0001**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
I.3(2)	Industrie en secteur désigné	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.7(1)	Équipements de transport et de communication et infrastructures	-
E.7(2)	Équipements de transport et de communication et infrastructures	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

4. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie I.3(2), y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment, à l'exception des activités d'un studio de production d'une entreprise liée aux médias qui peuvent être exercées à l'extérieur.

5. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Zone **0002**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.7(1)	Équipements de transport et de communication et infrastructures	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	4
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

3. Afin de maintenir un lien visuel avec le mont Royal, une demande de permis de construction d'un nouveau bâtiment et une demande de permis de transformation pour un agrandissement consistant en l'ajout d'un étage, est assujetti à l'approbation en vertu du titre VIII et en fonction du critère de l'article 668.8.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0003**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.2(2)	Équipements de sport et de loisirs	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. Afin de maintenir un lien visuel avec le mont Royal, une demande de permis de construction d'un nouveau bâtiment et une demande de permis de transformation pour un agrandissement consistant en l'ajout d'un étage, est assujetti à l'approbation en vertu du titre VIII et en fonction du critère de l'article 668.8.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0004**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.3(9)	Pôles de bureaux Décarie et Vendôme	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
I.2	Industrie légère	C
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	4	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	4	12
Hauteur (m)	-	44

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un restaurant peut comprendre un débit de boissons alcooliques comme usage complémentaire aux conditions suivantes :

- la superficie maximale occupée à des fins de vente et de consommation de boissons alcooliques ne doit pas excéder 20 % de la superficie occupée par la salle à manger du restaurant;
- aucune enseigne visible de l'extérieur du bâtiment ne doit signaler la présence de cet usage complémentaire.

4. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

5. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

6. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

8. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0005**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.6(1)	Commerces lourds	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
C.1(2)	Commerces et services d'appoint	C
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	9	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.1(2) ne doit pas excéder 200 m² par établissement.

3. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

4. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.6, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

5. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

6. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

7. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0006**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
I.2	Industrie légère	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.6(1)	Commerces lourds	A
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
C.1(2)	Commerces et services d'appoint	C
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.1(2) ne doit pas excéder 200 m² par établissement.

4. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

5. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.6, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

6. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

7. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

8. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

9. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

10. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Zone **0007**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.3(9)	Pôles de bureaux Décarie et Vendôme	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
I.2	Industrie légère	C
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	6
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	4	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	4	12
Hauteur (m)	-	44

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.6(1), seul l'usage «véhicules automobiles (location, vente)» est autorisé.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. L'usage « véhicules automobiles (entretien, réparation) » est également autorisé comme usage complémentaire à un concessionnaire automobile.

5. Un restaurant peut comprendre un débit de boissons alcooliques comme usage complémentaire aux conditions suivantes :

- la superficie maximale occupée à des fins de vente et de consommation de boissons alcooliques ne doit pas excéder 20 % de la superficie occupée par la salle à manger du restaurant;
- aucune enseigne visible de l'extérieur du bâtiment ne doit signaler la présence de cet usage complémentaire.

6. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

7. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.6, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

8. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

9. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

10. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

12. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0008**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0009**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	1	2
Hauteur (m)	-	7

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0010**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	1	2
Hauteur (m)	-	7

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0011**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	1	2
Hauteur (m)	-	7

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0012**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	1	2
Hauteur (m)	-	7

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0013**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(4)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0014**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4	4 à 8 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0015**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.3(9)	Pôles de bureaux Décarie et Vendôme	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
I.2	Industrie légère	C
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un restaurant peut comprendre un débit de boissons alcooliques comme usage complémentaire aux conditions suivantes :

- la superficie maximale occupée à des fins de vente et de consommation de boissons alcooliques ne doit pas excéder 20 % de la superficie occupée par la salle à manger du restaurant;
- aucune enseigne visible de l'extérieur du bâtiment ne doit signaler la présence de cet usage complémentaire.

4. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

5. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

6. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

7. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0016**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0017**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0018**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0019**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.7(1)	Équipements de transport et de communication et infrastructures	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	5,5	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0020**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.7(1)	Équipements de transport et de communication et infrastructures	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0021**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-6	2 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0022**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0023**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-3	2-3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0024**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.3(9)	Pôles de bureaux Décarie et Vendôme	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
I.2	Industrie légère	C
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	6
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	4	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	4	12
Hauteur (m)	-	44

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un restaurant peut comprendre un débit de boissons alcooliques comme usage complémentaire aux conditions suivantes :

- la superficie maximale occupée à des fins de vente et de consommation de boissons alcooliques ne doit pas excéder 20 % de la superficie occupée par la salle à manger du restaurant;
- aucune enseigne visible de l'extérieur du bâtiment ne doit signaler la présence de cet usage complémentaire.

4. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

5. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

6. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

8. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0025**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0026**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0027**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0028**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-6	2 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0029**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0030**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0031**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	1	1
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Malgré l'article 17, un étage additionnel sous les combles est autorisé et des lucarnes peuvent être ajoutées, à la condition que le rehaussement occasionné par leur ajout sur un versant du toit n'excède pas 40 % de la superficie de ce versant.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0032**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	1	1
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Malgré l'article 17, un étage additionnel sous les combles est autorisé et des lucarnes peuvent être ajoutées, à la condition que le rehaussement occasionné par leur ajout sur un versant du toit n'excède pas 40 % de la superficie de ce versant.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0033**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

0034

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.6	Commerces lourds	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	B
I.2	Industrie légère	C
C.1(2)	Commerces et services d'appoint	C
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un usage commercial ou équipement collectif et institutionnel autorisé peut être établi dans un bâtiment existant lorsque ce bâtiment a une hauteur en étages égale ou supérieure à quatre étages.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.1(2) ne doit pas excéder 200 m² par établissement.

5. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

6. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.6.

7. L'étalage extérieur de véhicules automobiles est autorisé dans une cour avant lorsque l'espace utilisé à cette fin est aménagé conformément aux articles 586 à 589.

8. Un établissement de jeux récréatifs est autorisé à l'extérieur dans une cour ou sur un terrain non bâti.

9. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

10. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.7. Toutefois, l'entreposage extérieur de matériaux en vrac ou de produits usagés, à l'exclusion d'un véhicule, est interdit pour un usage de la catégorie C.7.

11. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

12. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

13. Lorsque l'entreposage extérieur est autorisé, il doit être localisé dans une autre cour et la superficie ne doit pas dépasser celle occupée par l'établissement. L'étalage extérieur en cour avant de véhicules automobiles est interdit.

14. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

15. Malgré les sections II et IX du chapitre I du titre VII, un usage dérogatoire ne peut être agrandi.

16. Malgré la section IX du chapitre I du titre VII, dans un bâtiment de moins de 4 étages, un usage dérogatoire ne peut être remplacé par un autre usage dérogatoire. Toutefois, un usage dérogatoire peut être remplacé par un usage autorisé dans un bâtiment d'une hauteur minimale de quatre étages.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES (suite)

17. Malgré l'article 662, le taux d'implantation d'un bâtiment dont la hauteur en étages n'atteint pas la hauteur minimale autorisée ne peut être augmenté.

18. Lors du remplacement d'une enseigne ou du message qui y est inscrit, la superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

19. Le nouvel occupant d'un établissement dont l'usage dérogatoire est protégé par droits acquis doit respecter une superficie maximale d'enseigne de 2 m².

Zone **0035**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-6	2 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.1(1)	Commerces et services d'appoint	A
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un usage de la catégorie C.1(1) est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.
2. La superficie de plancher occupée par un usage de la catégorie C.1(1) ne doit pas excéder 100 m² par établissement ou 200 m2 pour l'usage épicerie santé. Toutefois, la superficie d'un établissement est limité à 150 m2 dans un bâtiment dont la construction a été autorisée par la ville avant le 17 août 1994, pour les usages suivants : objets d'artisanat, brocante; atelier d'artiste et d'artisan; services personnels et domestiques.
3. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.
4. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.
5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.
6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0036**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	1	1
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Malgré l'article 17, un étage additionnel sous les combles est autorisé et des lucarnes peuvent être ajoutées, à la condition que le rehaussement occasionné par leur ajout sur un versant du toit n'excède pas 40 % de la superficie de ce versant.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0037**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0038**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	1	1
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Malgré l'article 17, un étage additionnel sous les combles est autorisé et des lucarnes peuvent être ajoutées, à la condition que le rehaussement occasionné par leur ajout sur un versant du toit n'excède pas 40 % de la superficie de ce versant.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0039**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0040**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	1	1
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Malgré l'article 17, un étage additionnel sous les combles est autorisé et des lucarnes peuvent être ajoutées, à la condition que le rehaussement occasionné par leur ajout sur un versant du toit n'excède pas 40 % de la superficie de ce versant.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0041**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0042**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0043**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.7	36 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	4	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	12
Hauteur (m)	-	37

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0044**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0045**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0046**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0047**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0048**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0049**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0050**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0051**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-6	4 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0052**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	1	2
Hauteur (m)	-	7

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0053**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.6	Commerces lourds	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	B
I.2	Industrie légère	C
C.1(2)	Commerces et services d'appoint	C
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.1(2) ne doit pas excéder 200 m² par établissement.

4. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

5. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.6.

6. L'étalage extérieur de véhicules automobiles est autorisé dans une cour avant lorsque l'espace utilisé à cette fin est aménagé conformément aux articles 586 à 589.

7. Un établissement de jeux récréatifs est autorisé à l'extérieur dans une cour ou sur un terrain non bâti.

8. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

9. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.7. Toutefois, l'entreposage extérieur de matériaux en vrac ou de produits usagés, à l'exclusion d'un véhicule, est interdit pour un usage de la catégorie C.7.

10. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

11. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

12. Lorsque l'entreposage extérieur est autorisé, il doit être localisé dans une autre cour et la superficie ne doit pas dépasser celle occupée par l'établissement. L'étalage extérieur en cour avant de véhicules automobiles est interdit.

13. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

14. Lors du remplacement d'une enseigne ou du message qui y est inscrit, la superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

15. Le nouvel occupant d'un établissement dont l'usage dérogatoire est protégé par droits acquis doit respecter une superficie maximale d'enseigne de 2 m².

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0054**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0055**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0056**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0057**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	6
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	4	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	12
Hauteur (m)	-	37

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0058**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0059**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	1	1
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Malgré l'article 17, un étage additionnel sous les combles est autorisé et des lucarnes peuvent être ajoutées, à la condition que le rehaussement occasionné par leur ajout sur un versant du toit n'excède pas 40 % de la superficie de ce versant.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0060**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
I.4	Industrie	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.2, seul l'usage «bureau» est autorisé.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

5. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

6. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

7. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

8. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

9. Un usage de la catégorie I.4 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain.

10. Toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment. Toutefois, une aire d'entreposage extérieur est autorisée lorsque le terrain n'est pas adjacent à une zone où est autorisée une catégorie d'usages de la famille habitation. Un terrain adjacent à une ruelle dont l'axe constitue la limite d'une zone où est autorisée une catégorie de la famille habitation est considéré comme adjacent à cette zone.

11. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0061**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0062**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0063**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0064**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0065**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Malgré l'article 48.1, le mode d'implantation d'un bâtiment conçu pour l'usage carburant de la famille commerce ne peut pas être autorisé conformément au titre VIII.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

5. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0066**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0067**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

Zone **0068**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0069**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	1	1
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Malgré l'article 17, un étage additionnel sous les combles est autorisé et des lucarnes peuvent être ajoutées, à la condition que le rehaussement occasionné par leur ajout sur un versant du toit n'excède pas 40 % de la superficie de ce versant.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0070**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0071**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(3)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0072**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Somerled, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0073**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0074**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0075**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0076**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0077**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0078**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0079**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0080**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0081**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0082**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0083**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0084**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0085**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0086**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Somerled, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0087**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Malgré l'article 48.1, le mode d'implantation d'un bâtiment conçu pour l'usage carburant de la famille commerce ne peut pas être autorisé conformément au titre VIII.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

5. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0089**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0090**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.4.1	Restaurant rapide	-
C.6(1)	Commerces lourds	A
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

4. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

5. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.6, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0091**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.4.1	Restaurant rapide	-
C.6(1)	Commerces lourds	A
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

4. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

5. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.6, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

Zone **0092**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0093**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0094**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
I.4	Industrie	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.2, seul l'usage «bureau» est autorisé.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

5. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

6. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

7. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

8. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

9. Un usage de la catégorie I.4 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain.

10. Toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment. Toutefois, une aire d'entreposage extérieur est autorisée lorsque le terrain n'est pas adjacent à une zone où est autorisée une catégorie d'usages de la famille habitation. Un terrain adjacent à une ruelle dont l'axe constitue la limite d'une zone où est autorisée une catégorie de la famille habitation est considéré comme adjacent à cette zone.

11. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Zone **0095**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.4.1	Restaurant rapide	-
C.6(1)	Commerces lourds	A
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

4. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

5. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.6, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0096**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0097**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
I.2	Industrie légère	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

4. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

5. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

6. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

7. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Zone **0098**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.6	Commerces lourds	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	B
I.4	Industrie	B
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

4. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.6.

5. L'étalage extérieur de véhicules automobiles est autorisé dans une cour avant lorsque l'espace utilisé à cette fin est aménagé conformément aux articles 586 à 589.

6. Un établissement de jeux récréatifs est autorisé à l'extérieur dans une cour ou sur un terrain non bâti.

7. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

8. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.7. Toutefois, l'entreposage extérieur de matériaux en vrac ou de produits usagés, à l'exclusion d'un véhicule, est interdit pour un usage de la catégorie C.7.

9. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

10. Un usage de la catégorie I.4 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain.

11. Toutes les opérations doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment. Toutefois, une aire d'entreposage extérieur est autorisée.

12. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Zone **0099**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0100**

CATÉGORIES D'USAGES		
CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES		
DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0101**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.4.1	Restaurant rapide	-
C.6(1)	Commerces lourds	A
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

4. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

5. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.6, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0102**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0103**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(3)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0104**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0105**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Somerled, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0106**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0107**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0108**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0109**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Somerled, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0110**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.1(1)	Commerces et services d'appoint	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un usage de la catégorie C.1(1) est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.
2. La superficie de plancher occupée par un usage de la catégorie C.1(1) ne doit pas excéder 100 m² par établissement ou 200 m2 pour l'usage épicerie santé. Toutefois, la superficie d'un établissement est limité à 150 m2 dans un bâtiment dont la construction a été autorisée par la ville avant le 17 août 1994, pour les usages suivants : objets d'artisanat, brocante; atelier d'artiste et d'artisan; services personnels et domestiques.
3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0111**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.5-6	8 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0112**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Somerled, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0113**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Somerled, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0114**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0115**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	1	1
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Malgré l'article 17, un étage additionnel sous les combles est autorisé et des lucarnes peuvent être ajoutées, à la condition que le rehaussement occasionné par leur ajout sur un versant du toit n'excède pas 40 % de la superficie de ce versant.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0116**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-4	2 à 8 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0117**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(2)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0118**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.2(1)	Équipements de sport et de loisirs	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0119**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-4	2 à 8 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0120**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0121**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0122**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0123**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0124**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Monkland, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. Sur l'avenue Somerled, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

4. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0125**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0126**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	2
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0127**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0128**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-5	2 à 12 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0129**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.7(1)	Équipements de transport et de communication et infrastructures	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

3. Malgré l'article 109, tout agrandissement de l'immeuble significatif, toute construction d'une dépendance ainsi que toute intervention sur la croix de chemin doit faire l'objet d'une approbation en vertu du titre VIII en fonction de la mise en valeur de la croix.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0130**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0131**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0132**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Somerled, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0133**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0134**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.5-6	8 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0135**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0136**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	2
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0137**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.6	Commerces lourds	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	B
I.2	Industrie légère	C
C.1(2)	Commerces et services d'appoint	C
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.1(2) ne doit pas excéder 200 m² par établissement.

4. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

5. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.6.

6. L'étalage extérieur de véhicules automobiles est autorisé dans une cour avant lorsque l'espace utilisé à cette fin est aménagé conformément aux articles 586 à 589.

7. Un établissement de jeux récréatifs est autorisé à l'extérieur dans une cour ou sur un terrain non bâti.

8. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

9. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.7. Toutefois, l'entreposage extérieur de matériaux en vrac ou de produits usagés, à l'exclusion d'un véhicule, est interdit pour un usage de la catégorie C.7.

10. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

11. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

12. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0138**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0139**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(3)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0140**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0141**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0142**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0143**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
I.2	Industrie légère	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

4. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

5. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

6. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

7. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0144**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0145**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0146**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0147**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0148**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0149**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0150**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0151**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0152**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0153**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0154**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	6
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	100
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Sur la rue Sherbrooke Ouest, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

3. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

4. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

5. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

6. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0155**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0156**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-6	4 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur la rue Sherbrooke Ouest, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0157**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0158**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.7(2)	Équipements de transport et de communication et infrastructures	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.7(1)	Équipements de transport et de communication et infrastructures	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Zone **0159**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0160**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0161**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0162**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0163**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.1(1)	Commerces et services d'appoint	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique)» sont autorisés.

2. Un usage de la catégorie C.1(1) est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage de la catégorie C.1(1) ne doit pas excéder 100 m² par établissement ou 200 m2 pour l'usage épicerie santé. Toutefois, la superficie d'un établissement est limité à 150 m2 dans un bâtiment dont la construction a été autorisée par la ville avant le 17 août 1994, pour les usages suivants : objets d'artisanat, brocante; atelier d'artiste et d'artisan; services personnels et domestiques.

5. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

6. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0164**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0165**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0166**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.6(2)	Équipements civiques et administratifs	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0167**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.6(1), seul l'usage «véhicules automobiles (location, vente)» est autorisé.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

5. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

6. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.6.

7. L'étalage extérieur de véhicules automobiles est autorisé dans une cour avant lorsque l'espace utilisé à cette fin est aménagé conformément aux articles 586 à 589.

8. Un établissement de jeux récréatifs est autorisé à l'extérieur dans une cour ou sur un terrain non bâti.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0168**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	1	1
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Malgré l'article 17, un étage additionnel sous les combles est autorisé et des lucarnes peuvent être ajoutées, à la condition que le rehaussement occasionné par leur ajout sur un versant du toit n'excède pas 40 % de la superficie de ce versant.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0169**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-5	4 à 12 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0170**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0171**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0172**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0173**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur la rue Sherbrooke Ouest, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

5. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0174**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4	4 à 8 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0175**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Malgré les dispositions de l'article 166, un usage spécifique est autorisé au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée d'un bâtiment.

4. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

5. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

6. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

7. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

8. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0176**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0177**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-6	1 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0178**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0179**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0180**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0181**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Monkland, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0182**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0183**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Somerled, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

5. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0184**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0185**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0186**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0187**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.4(3)	Équipements éducatifs et culturels	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0188**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.4(3)	Équipements éducatifs et culturels	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0189**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
I.2	Industrie légère	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	4
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	4	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

4. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

5. Pour la catégorie d'usage E.7(1), seul l'usage «ateliers municipaux» est autorisé.

6. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

7. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

8. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0190**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Malgré les dispositions de l'article 166, un usage spécifique est autorisé au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée d'un bâtiment.

4. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

5. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

6. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

7. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

8. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0191**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-6	2 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0192**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Somerled, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

5. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0193**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0194**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0195**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(2)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.6(1)	Équipements civiques et administratifs	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0196**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0197**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.5	Commerces et services en secteur de forte intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.4.1	Restaurant rapide	-
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique) et studio de production» sont autorisés.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. Un usage spécifique de la catégorie C.5 peut être implanté au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.5 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

7. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

8. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

9. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

10. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0198**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0199**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.5	Commerces et services en secteur de forte intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique) et studio de production» sont autorisés.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. Un usage spécifique de la catégorie C.5 peut être implanté au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.5 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

7. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

8. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

9. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

10. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Zone **0200**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0201**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.5-6	8 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	4
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. L'alignement de construction doit faire l'objet d'une approbation en vertu du titre VIII selon les critères énoncés aux articles 668 et 668.3.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

6. L'architecture d'un bâtiment doit faire l'objet d'une approbation en vertu du titre VIII selon les critères énoncés aux articles 668 et 668.4.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0202**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.5	Commerces et services en secteur de forte intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.4.1	Restaurant rapide	-
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique) et studio de production» sont autorisés.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. Un usage spécifique de la catégorie C.5 peut être implanté au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.5 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

7. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

8. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

9. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

10. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Zone **0203**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.2(1)	Équipements de sport et de loisirs	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0204**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0205**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4	4 à 8 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0206**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0207**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0208**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.6(2)	Équipements civiques et administratifs	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0209**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0210**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Monkland, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0211**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0212**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
I.2	Industrie légère	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Malgré les dispositions générales de la section I du chapitre II du titre II et les articles 24 à 27, un bâtiment conçu pour l'usage carburant de la famille commerce dont la hauteur minimale déroge à celle prescrite peut être autorisé conformément au titre VIII, selon les critères prévues à l'article 668.2.

4. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

5. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

6. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

7. Un usage de la catégorie I.2 est autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

8. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

9. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0213**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0214**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0215**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Somerled, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0216**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0217**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0218**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0219**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

0220

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
I.4	Industrie	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	B
C.6	Commerces lourds	B
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	4	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

6. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.6.

7. L'étalage extérieur de véhicules automobiles est autorisé dans une cour avant lorsque l'espace utilisé à cette fin est aménagé conformément aux articles 586 à 589.

8. Un établissement de jeux récréatifs est autorisé à l'extérieur dans une cour ou sur un terrain non bâti.

9. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

10. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.7. Toutefois, l'entreposage extérieur de matériaux en vrac ou de produits usagés, à l'exclusion d'un véhicule, est interdit pour un usage de la catégorie C.7.

11. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

12. Un usage de la catégorie I.4 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain.

13. Toutes les opérations doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment. Toutefois, une aire d'entreposage extérieur est autorisée.

14. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0221**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Malgré les dispositions de l'article 166, un usage spécifique est autorisé au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée d'un bâtiment.

4. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

5. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

6. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

7. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

8. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0222**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-4	2 à 8 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur la rue Sherbrooke Ouest, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. Sur l'avenue Monkland, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

4. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0223**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.2(1)	Équipements de sport et de loisirs	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0224**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.5-6	8 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0225**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0226**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(2)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0227**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0228**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-6	4 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0229**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0230**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0231**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.6(1)	Équipements civiques et administratifs	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0232**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0233**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0234**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.7	Équipements de transport et de communication et infrastructures	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	4
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

3. Malgré l'article 492, un module publicitaire n'est pas autorisé.

4. Malgré l'article 500, un panneau publicitaire n'est pas autorisé.

Zone **0235**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0236**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0237**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.1(1)	Commerces et services d'appoint	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur la rue Sherbrooke Ouest, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. Sur l'avenue Monkland, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

3. Un usage de la catégorie C.1(1) est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage de la catégorie C.1(1) ne doit pas excéder 100 m² par établissement ou 200 m2 pour l'usage épicerie santé. Toutefois, la superficie d'un établissement est limité à 150 m2 dans un bâtiment dont la construction a été autorisée par la ville avant le 17 août 1994, pour les usages suivants : objets d'artisanat, brocante; atelier d'artiste et d'artisan; services personnels et domestiques.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0238**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(2)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0239**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.2(1)	Équipements de sport et de loisirs	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.4(2)	Équipements éducatifs et culturels	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0240**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-5	4 à 12 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0241**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Monkland, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0242**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0243**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0244**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(2)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.5(3)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0245**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0246**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Monkland, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0247**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(2)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	1	1
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Malgré l'article 17, un étage additionnel sous les combles est autorisé et des lucarnes peuvent être ajoutées, à la condition que le rehaussement occasionné par leur ajout sur un versant du toit n'excède pas 40 % de la superficie de ce versant.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0248**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0249**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0250**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(2)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0251**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.2(1)	Équipements de sport et de loisirs	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0252**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0253**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0254**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Somerled, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

5. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0255**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	1	1
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Malgré l'article 17, un étage additionnel sous les combles est autorisé et des lucarnes peuvent être ajoutées, à la condition que le rehaussement occasionné par leur ajout sur un versant du toit n'excède pas 40 % de la superficie de ce versant.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0256**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0257**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4.1	Restaurant rapide	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.6	Commerces lourds	B
C.7	Commerces de gros et entreposage	B
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
I.2	Industrie légère	C
C.8	D	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Malgré les dispositions générales de la section I du chapitre II du titre II et les articles 24 à 27, un bâtiment conçu pour l'usage carburant de la famille commerce dont la hauteur minimale déroge à celle prescrite peut être autorisé conformément au titre VIII, selon les critères prévues à l'article 668.2.

4. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

5. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.6.

6. L'étalage extérieur de véhicules automobiles est autorisé dans une cour avant lorsque l'espace utilisé à cette fin est aménagé conformément aux articles 586 à 589.

7. Un établissement de jeux récréatifs est autorisé à l'extérieur dans une cour ou sur un terrain non bâti.

8. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

9. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.7. Toutefois, l'entreposage extérieur de matériaux en vrac ou de produits usagés, à l'exclusion d'un véhicule, est interdit pour un usage de la catégorie C.7.

10. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

11. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

12. Aucun établissement ne peut apposer une enseigne sur un mur opposé à la rue Saint-Jacques ou au boulevard Sainte-Anne-de-Bellevue, ou implanter une enseigne au sol exposant une face du côté opposé à la rue Saint-Jacques ou au boulevard Sainte-Anne-de-Bellevue, à moins que cet établissement ne soit implanté sur un lot transversal donnant à la fois sur ces deux voies publiques. Malgré toute réglementation existante, tout établissement possédant une telle enseigne, doit être conforme à la présente disposition dans un délai ne dépassant pas 36 mois à compter du 29 juillet 2003.

Zone **0258**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	1	1
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Malgré l'article 17, un étage additionnel sous les combles est autorisé et des lucarnes peuvent être ajoutées, à la condition que le rehaussement occasionné par leur ajout sur un versant du toit n'excède pas 40 % de la superficie de ce versant.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0259**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(2)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0260**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.2(1)	Équipements de sport et de loisirs	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0261**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0262**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0263**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Somerled, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0264**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0265**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0266**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0267**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0268**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0269**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Somerled, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0270**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0271**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-5	4 à 12 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0272**

CATÉGORIES D'USAGES		
CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES		
DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0273**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(3)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0274**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.5-7	8 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur la rue Sherbrooke Ouest, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0275**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0276**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Somerled, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

5. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0277**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Somerled, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

5. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0278**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0279**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0280**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0281**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0282**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0283**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0284**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(3)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.5(2)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0285**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.1(1)	Commerces et services d'appoint	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	5
Hauteur (m)	-	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique)» sont autorisés.

2. Un usage de la catégorie C.1(1) est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage de la catégorie C.1(1) ne doit pas excéder 100 m² par établissement ou 200 m2 pour l'usage épicerie santé. Toutefois, la superficie d'un établissement est limité à 150 m2 dans un bâtiment dont la construction a été autorisée par la ville avant le 17 août 1994, pour les usages suivants : objets d'artisanat, brocante; atelier d'artiste et d'artisan; services personnels et domestiques.

5. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

6. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0286**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0287**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-7	4 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0288**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0289**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Somerled, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

5. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0290**

CATÉGORIES D'USAGES		
CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES		
DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0291**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0292**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0293**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Malgré les dispositions de l'article 166, un usage spécifique est autorisé au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée d'un bâtiment.

4. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

5. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

6. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

7. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

8. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0294**

CATÉGORIES D'USAGES		
CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES		
DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0295**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0296**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.2(1)	Équipements de sport et de loisirs	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0297**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.5-6	8 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Somerled, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0298**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Somerled, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0299**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0300**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0301**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(3)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.5(2)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0302**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0303**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4.1	Restaurant rapide	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.6	Commerces lourds	B
C.7	Commerces de gros et entreposage	B
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
I.2	Industrie légère	C
C.8	D	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	4	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

4. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.6.

5. L'étalage extérieur de véhicules automobiles est autorisé dans une cour avant lorsque l'espace utilisé à cette fin est aménagé conformément aux articles 586 à 589.

6. Un établissement de jeux récréatifs est autorisé à l'extérieur dans une cour ou sur un terrain non bâti.

7. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

8. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.7. Toutefois, l'entreposage extérieur de matériaux en vrac ou de produits usagés, à l'exclusion d'un véhicule, est interdit pour un usage de la catégorie C.7.

9. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

10. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

11. Aucun établissement ne peut apposer une enseigne sur un mur opposé à la rue Saint-Jacques ou au boulevard Sainte-Anne-de-Bellevue, ou implanter une enseigne au sol exposant une face du côté opposé à la rue Saint-Jacques ou au boulevard Sainte-Anne-de-Bellevue, à moins que cet établissement ne soit implanté sur un lot transversal donnant à la fois sur ces deux voies publiques. Malgré toute réglementation existante, tout établissement possédant une telle enseigne, doit être conforme à la présente disposition dans un délai ne dépassant pas 36 mois à compter du 29 juillet 2003.

Zone **0304**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Somerled, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0305**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0306**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.7(1)	Équipements de transport et de communication et infrastructures	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	4
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Zone **0307**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0308**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.5	Commerces et services en secteur de forte intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique) et studio de production» sont autorisés.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. Un usage spécifique de la catégorie C.5 peut être implanté au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.5 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

7. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

8. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

9. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

10. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Zone **0309**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Monkland, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0310**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.7(1)	Équipements de transport et de communication et infrastructures	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	9	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Zone **0311**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(3)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.5(2)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0312**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Malgré les dispositions de l'article 166, un usage spécifique est autorisé au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée d'un bâtiment.

4. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

6. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0313**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0314**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-6	2 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0315**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Malgré les dispositions de l'article 166, un usage spécifique est autorisé au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée d'un bâtiment.

4. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

6. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0316**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0317**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau et clinique médicale» sont autorisés.

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

6. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

8. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0318**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Somerled, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0319**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0320**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-7	4 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Monkland, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0321**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Monkland, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0322**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.5-6	8 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	4
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	5
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

3. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

4. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

5. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0323**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.5	Commerces et services en secteur de forte intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique) et studio de production» sont autorisés.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. Un usage spécifique de la catégorie C.5 peut être implanté au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.5 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

7. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

8. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

9. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

10. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0324**

CATÉGORIES D'USAGES		
CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES		
DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0325**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0326**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Monkland, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0327**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.5	Commerces et services en secteur de forte intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique) et studio de production» sont autorisés.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. Un usage spécifique de la catégorie C.5 peut être implanté au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.5 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

7. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

8. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

9. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

10. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0328**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0329**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-6	2 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0330**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.5-7	8 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur la rue Sherbrooke Ouest, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0331**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0332**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.5	Commerces et services en secteur de forte intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique) et studio de production» sont autorisés.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. Un usage spécifique de la catégorie C.5 peut être implanté au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.5 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

7. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

8. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

9. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

10. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0333**

CATÉGORIES D'USAGES		
CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES		
DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0334**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0335**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(3)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0336**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0337**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0338**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-6	2 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0339**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0340**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Monkland, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0341**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0342**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.1(1)	Commerces et services d'appoint	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	5
Hauteur (m)	-	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique)» sont autorisés.

2. Un usage de la catégorie C.1(1) est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage de la catégorie C.1(1) ne doit pas excéder 100 m² par établissement ou 200 m2 pour l'usage épicerie santé. Toutefois, la superficie d'un établissement est limité à 150 m2 dans un bâtiment dont la construction a été autorisée par la ville avant le 17 août 1994, pour les usages suivants : objets d'artisanat, brocante; atelier d'artiste et d'artisan; services personnels et domestiques.

5. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

6. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0343**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0344**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-6	2 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0345**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0346**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0347**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0348**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0349**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-6	2 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	4
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

6. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

8. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0350**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(3)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0351**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.5-7	8 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0352**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	5
Hauteur (m)	-	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0353**

CATÉGORIES D'USAGES		
CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES		
DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0354**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Monkland, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0355**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0356**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0357**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(2)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0358**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau et clinique médicale» sont autorisés.

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

6. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

8. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0359**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.5-7	8 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur la rue Sherbrooke Ouest, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0360**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Malgré les dispositions de l'article 166, un usage spécifique est autorisé au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée d'un bâtiment.

4. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

6. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0361**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-5	2 à 12 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur la rue Sherbrooke Ouest, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0362**

CATÉGORIES D'USAGES		
CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-6	2 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES		
DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0363**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

4. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

5. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0364**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(3)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0365**

CATÉGORIES D'USAGES		
CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-6	2 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES		
DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0366**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(3)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	3	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	30

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0367**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-6	2 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0368**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-5	2 à 12 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0369**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0370**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-3	2-3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0371**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0372**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0373**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0374**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	6
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	3	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	4	10
Hauteur (m)	-	30

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

4. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

5. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0375**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	100
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

Zone **0376**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0377**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

4. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

5. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0378**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0379**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0380**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0381**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0382**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.1(1)	Commerces et services d'appoint	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	5
Hauteur (m)	-	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique)» sont autorisés.

2. Sur l'avenue Somerled, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

3. Malgré l'article 48.1, le mode d'implantation d'un bâtiment conçu pour l'usage carburant de la famille commerce ne peut pas être autorisé conformément au titre VIII.

4. Un usage de la catégorie C.1(1) est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

5. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

6. La superficie de plancher occupée par un usage de la catégorie C.1(1) ne doit pas excéder 100 m² par établissement ou 200 m2 pour l'usage épicerie santé. Toutefois, la superficie d'un établissement est limité à 150 m2 dans un bâtiment dont la construction a été autorisée par la ville avant le 17 août 1994, pour les usages suivants : objets d'artisanat, brocante; atelier d'artiste et d'artisan; services personnels et domestiques.

7. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

8. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

9. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0383**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-6	2 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0384**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0385**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0386**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0387**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0388**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

4. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

5. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0389**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(2)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0390**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(2)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	6
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	3	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	4	10
Hauteur (m)	-	30

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0391**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0392**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Somerled, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0393**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-5	4 à 12 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0394**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.2(1)	Équipements de sport et de loisirs	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0395**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0396**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

Zone **0397**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0398**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	6
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	3	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	4	10
Hauteur (m)	-	30

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0399**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

4. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0400**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0401**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Monkland, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

5. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0402**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0404**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0405**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	100
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0406**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	5
Hauteur (m)	-	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Somerled, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0407**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0408**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-6	4 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0409**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0410**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0411**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0412**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0413**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0414**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0415**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-4	2 à 8 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0416**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	100
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0417**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Monkland, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0418**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Monkland, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

5. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0419**

CATÉGORIES D'USAGES		
CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-6	2 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES		
DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0420**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	4	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur la rue Sherbrooke Ouest, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0421**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0422**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0423**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-5	2 à 12 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0424**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Monkland, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

5. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0425**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Monkland, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

5. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0426**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(2)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0427**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0428**

CATÉGORIES D'USAGES		
CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES		
DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0429**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0430**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.2(1)	Équipements de sport et de loisirs	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0431**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(2)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0432**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	100
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0433**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0434**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0435**

CATÉGORIES D'USAGES		
CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES		
DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0436**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.7(1)	Équipements de transport et de communication et infrastructures	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Zone **0437**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0438**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.2(1)	Équipements de sport et de loisirs	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0439**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0440**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.5	Commerces et services en secteur de forte intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique) et studio de production» sont autorisés.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. Un usage spécifique de la catégorie C.5 peut être implanté au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.5 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

7. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

8. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

9. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

10. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Zone **0441**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(2)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0442**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-6	2 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0443**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0444**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0445**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-5	2 à 12 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0446**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0447**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-6	4 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau et clinique médicale» sont autorisés.

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

6. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

8. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0448**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0449**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

4. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0450**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Monkland, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

5. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0451**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0452**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0453**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0454**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.7	36 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	3	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	4	10
Hauteur (m)	-	30

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0455**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	1	2
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0456**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(2)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0457**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0458**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-6	4 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau et clinique médicale» sont autorisés.

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

6. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

8. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0459**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0460**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0461**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(2)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0462**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0463**

CATÉGORIES D'USAGES		
CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-6	4 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES		
DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau et clinique médicale» sont autorisés.

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

6. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

8. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0464**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0465**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.7	36 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0466**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0467**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

4. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0468**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.7	36 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0469**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0470**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-6	4 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0471**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «atelier d'artiste et d'artisan, bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique), studio de production et salon funéraire.» sont autorisés.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

7. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

8. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

9. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0473**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.4(3)	Équipements éducatifs et culturels	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0474**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-6	4 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0475**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0476**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(3)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0477**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-5	4 à 12 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0478**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	5
Hauteur (m)	-	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0479**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.1(1)	Commerces et services d'appoint	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique)» sont autorisés.

2. Un usage de la catégorie C.1(1) est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage de la catégorie C.1(1) ne doit pas excéder 100 m² par établissement ou 200 m2 pour l'usage épicerie santé. Toutefois, la superficie d'un établissement est limité à 150 m2 dans un bâtiment dont la construction a été autorisée par la ville avant le 17 août 1994, pour les usages suivants : objets d'artisanat, brocante; atelier d'artiste et d'artisan; services personnels et domestiques.

5. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

6. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0480**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-7	4 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	3	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	4	10
Hauteur (m)	-	30

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0481**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	4	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	6	12
Hauteur (m)	-	37

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0482**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(3)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0483**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-4	2 à 8 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0484**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0485**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0486**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

4. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0487**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-3	2-3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0488**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0489**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.2(1)	Équipements de sport et de loisirs	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0490**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(2)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	6	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0491**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.4(3)	Équipements éducatifs et culturels	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0492**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-4	2 à 8 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0493**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.5	Commerces et services en secteur de forte intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique) et studio de production» sont autorisés.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. Un usage spécifique de la catégorie C.5 peut être implanté au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.5 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

7. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

8. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

9. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

10. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0494**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0495**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

4. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0496**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

4. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0497**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	100
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Sur la rue Sherbrooke Ouest, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

3. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

4. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

5. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

6. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0498**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.4(3)	Équipements éducatifs et culturels	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0499**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	1	3
Hauteur (m)	-	14,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0500**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(3)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0501**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0502**

CATÉGORIES D'USAGES		
CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES		
DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0503**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0504**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-5	4 à 12 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0505**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0506**

CATÉGORIES D'USAGES		
CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-5	4 à 12 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES		
DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0507**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	6	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0508**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «atelier d'artiste et d'artisan, bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique), studio de production et salon funéraire.» sont autorisés.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

7. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

8. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

9. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0509**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0510**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0511**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0512**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	4	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Le taux d'implantation et la hauteur en mètres et en étages ne doivent pas être supérieurs aux taux d'implantation et aux hauteurs existant en date du 6 mai 2009. Un bâtiment peut seulement être agrandi au-delà du taux d'implantation et au-delà de la hauteur en date du 6 mai 2009, aux fins de permettre la construction ou l'agrandissement d'un ascenseur, d'une cage d'escalier, d'un puits mécanique, d'un espace technique, d'un vestibule, ou d'un autre espace de nature semblable.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0513**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	2
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0514**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0515**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	3	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	6	9
Hauteur (m)	-	27

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0516**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	100
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Sur la rue Sherbrooke Ouest, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

3. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

4. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

5. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

6. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0517**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

4. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0518**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0519**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0520**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H	Habitation	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
I.2	Industrie légère	C
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

6. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

7. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

8. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

9. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

10. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

11. Le quota de superficie alloué à une enseigne est celui édicté pour la catégorie d'usages principale I.1.

Zone **0521**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0522**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0523**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.5-7	8 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0524**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Monkland, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0525**

CATÉGORIES D'USAGES		
CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-5	4 à 12 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES		
DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0526**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.5-7	8 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0527**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-4	2 à 8 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0528**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.5-6	8 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	5
Hauteur (m)	-	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0529**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0530**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0531**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0532**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0533**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0534**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0535**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-6	4 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0536**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

4. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0537**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.1(1)	Commerces et services d'appoint	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
H.1-5	1 à 12 logements	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

2. Un usage de la catégorie C.1(1) est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage de la catégorie C.1(1) ne doit pas excéder 100 m² par établissement ou 200 m2 pour l'usage épicerie santé. Toutefois, la superficie d'un établissement est limité à 150 m2 dans un bâtiment dont la construction a été autorisée par la ville avant le 17 août 1994, pour les usages suivants : objets d'artisanat, brocante; atelier d'artiste et d'artisan; services personnels et domestiques.

5. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

6. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0538**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

4. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0539**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(2)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	4	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	12
Hauteur (m)	-	37

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0540**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0541**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.5	Commerces et services en secteur de forte intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique) et studio de production» sont autorisés.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. Un usage spécifique de la catégorie C.5 peut être implanté au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.5 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

7. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

8. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

9. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

10. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0542**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	6
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	4	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	14
Hauteur (m)	-	44

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. Afin de maintenir un lien visuel avec le mont Royal, une demande de permis de construction d'un nouveau bâtiment d'une hauteur de plus de 12 étages et une demande de permis de transformation pour un agrandissement situé à une hauteur de plus de 12 étages, est assujetti à l'approbation en vertu du titre VIII et en fonction du critère de l'article 668.7.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0543**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0544**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	100
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	5
Hauteur (m)	-	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

Zone **0545**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0546**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.7(1)	Équipements de transport et de communication et infrastructures	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	4	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

0547

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau et clinique médicale» sont autorisés.

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

6. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

8. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0548**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	5
Hauteur (m)	-	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0549**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.5-7	8 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0550**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0551**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-7	4 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0552**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	5	12

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0553**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	100
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Sur la rue Sherbrooke Ouest, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

3. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

4. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

5. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

6. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0554**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0555**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.5	Commerces et services en secteur de forte intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique) et studio de production» sont autorisés.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. Un usage spécifique de la catégorie C.5 peut être implanté au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.5 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

7. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

8. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

9. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

10. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Zone **0556**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0557**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0558**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.5	Commerces et services en secteur de forte intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	60
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique) et studio de production» sont autorisés.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. Un usage spécifique de la catégorie C.5 peut être implanté au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.5 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

7. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

8. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

9. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

10. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Zone **0559**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0560**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0561**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-7	4 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0562**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(2)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0564**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0565**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0566**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	15
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	4	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Hauteur en mètres et en étages du bâtiment telle qu'elle était en date du 6 mai 2009.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0567**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0568**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0569**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	100
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Sur la rue Sherbrooke Ouest, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

3. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

4. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

5. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

6. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0570**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.6(1)	Équipements civiques et administratifs	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0571**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0572**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-7	4 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0573**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.5	Commerces et services en secteur de forte intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique) et studio de production» sont autorisés.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. Un usage spécifique de la catégorie C.5 peut être implanté au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.5 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

7. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

8. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

9. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

10. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Zone **0574**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0575**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.6(1)	Équipements civiques et administratifs	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0576**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-3	2-3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0577**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.5	Commerces et services en secteur de forte intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique) et studio de production» sont autorisés.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. Un usage spécifique de la catégorie C.5 peut être implanté au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.5 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

7. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

8. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

9. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

10. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0578**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0579**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0580**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0581**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.1(1)	Commerces et services d'appoint	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique)» sont autorisés.

2. Un usage de la catégorie C.1(1) est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage de la catégorie C.1(1) ne doit pas excéder 100 m² par établissement ou 200 m2 pour l'usage épicerie santé. Toutefois, la superficie d'un établissement est limité à 150 m2 dans un bâtiment dont la construction a été autorisée par la ville avant le 17 août 1994, pour les usages suivants : objets d'artisanat, brocante; atelier d'artiste et d'artisan; services personnels et domestiques.

5. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

6. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0582**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0583**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-7	4 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. Aucun établissement ne peut apposer une enseigne sur un mur opposé à la rue Saint-Jacques ou au boulevard Sainte-Anne-de-Bellevue, ou implanter une enseigne au sol exposant une face du côté opposé à la rue Saint-Jacques ou au boulevard Sainte-Anne-de-Bellevue, à moins que cet établissement ne soit implanté sur un lot transversal donnant à la fois sur ces deux voies publiques. Malgré toute réglementation existante, tout établissement possédant une telle enseigne, doit être conforme à la présente disposition dans un délai ne dépassant pas 36 mois à compter du 29 juillet 2003.

Zone **0584**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0585**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0586**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0587**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0588**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0589**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0590**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.1(2)	Commerces et services d'appoint	C
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	4	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.1(2) ne doit pas excéder 200 m² par établissement.

3. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

4. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

5. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Zone **0591**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.1(1)	Commerces et services d'appoint	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique)» sont autorisés.

2. Un usage de la catégorie C.1(1) est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage de la catégorie C.1(1) ne doit pas excéder 100 m² par établissement ou 200 m2 pour l'usage épicerie santé. Toutefois, la superficie d'un établissement est limité à 150 m2 dans un bâtiment dont la construction a été autorisée par la ville avant le 17 août 1994, pour les usages suivants : objets d'artisanat, brocante; atelier d'artiste et d'artisan; services personnels et domestiques.

5. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

6. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0592**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.5(2)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0593**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Monkland, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0594**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0595**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	4	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Les usages suivants sont spécifiquement interdits :

1º La vente ou la location de véhicules automobiles;
2º La vente de carburant;
3º La vente de pièces et d'accessoires automobiles.

4. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

5. Aucun établissement ne peut apposer une enseigne sur un mur opposé à la rue Saint-Jacques ou au boulevard Sainte-Anne-de-Bellevue, ou implanter une enseigne au sol exposant une face du côté opposé à la rue Saint-Jacques ou au boulevard Sainte-Anne-de-Bellevue, à moins que cet établissement ne soit implanté sur un lot transversal donnant à la fois sur ces deux voies publiques. Malgré toute réglementation existante, tout établissement possédant une telle enseigne, doit être conforme à la présente disposition dans un délai ne dépassant pas 36 mois à compter du 29 juillet 2003.

Zone **0596**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0597**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.5-7	8 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0598**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0599**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0600**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0601**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.3-6	3 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	100
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0602**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0603**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0604**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	5	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0605**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0606**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0607**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	40
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	10

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0608**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-7	4 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0609**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0610**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0611**

CATÉGORIES D'USAGES		
CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES		
DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0612**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	100
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

4. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

5. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0613**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0614**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0615**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0616**

CATÉGORIES D'USAGES		
CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES		
DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0617**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.5	Commerces et services en secteur de forte intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique) et studio de production» sont autorisés.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. Un usage spécifique de la catégorie C.5 peut être implanté au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.5 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

7. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

8. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

9. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

10. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0618**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	5
Hauteur (m)	-	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0619**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0620**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau et clinique médicale» sont autorisés.

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

6. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

8. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0621**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0622**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(3)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	6	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0623**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0624**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0625**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0626**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Monkland, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0627**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0628**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0630**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(3)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0631**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.7	36 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0632**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Monkland, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

5. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

0633

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H	Habitation	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.6(1)	Commerces lourds	A
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
C.1(1)	Commerces et services d'appoint	A
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un usage de la catégorie C.1(1) est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. Un usage de la catégorie C.6 ou C.7 est interdit à un niveau d'un bâtiment qui a été conçu à des fins d'habitation.

4. La superficie de plancher occupée par un usage de la catégorie C.1(1) ne doit pas excéder 100 m² par établissement ou 200 m2 pour l'usage épicerie santé. Toutefois, la superficie d'un établissement est limité à 150 m2 dans un bâtiment dont la construction a été autorisée par la ville avant le 17 août 1994, pour les usages suivants : objets d'artisanat, brocante; atelier d'artiste et d'artisan; services personnels et domestiques.

5. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

6. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.6, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

7. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

8. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

9. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

10. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

11. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

12. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

13. Le quota de superficie alloué à une enseigne est celui édicté pour la catégorie d'usages principale I.1.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0634**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.5-7	8 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0635**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0636**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0637**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.5-7	8 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0638**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	5	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0639**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	1	2
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0640**

CATÉGORIES D'USAGES		
CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES		
DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0641**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0642**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0643**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0644**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-4	2 à 8 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0645**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0646**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-7	2 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	5
Hauteur (m)	-	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0647**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0648**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0649**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0650**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau et clinique médicale» sont autorisés.

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

6. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

8. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0651**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0652**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0653**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0654**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0655**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-7	2 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0656**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0657**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau et clinique médicale» sont autorisés.

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

6. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

8. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0658**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0659**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-7	2 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0660**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.5-6	8 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0661**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	1	2
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0662**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.5-6	8 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0663**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	5
Hauteur (m)	-	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Malgré l'article 48.1, le mode d'implantation d'un bâtiment conçu pour l'usage carburant de la famille commerce ne peut pas être autorisé conformément au titre VIII.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0664**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	65
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	3	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	9
Hauteur (m)	-	27

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0665**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0666**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	6
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	4	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	4	12
Hauteur (m)	-	44

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. Afin de maintenir un lien visuel avec le mont Royal, une demande de permis de construction d'un nouveau bâtiment d'une hauteur de plus de 23 m ou 6 étages et une demande de permis de transformation pour un agrandissement situé à une hauteur de plus de 23 m ou 6 étages, est assujetti à l'approbation en vertu du titre VIII et en fonction du critère de l'article 668.5.

Zone **0667**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0668**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Les usages suivants sont spécifiquement interdits :

1º La vente ou la location de véhicules automobiles;
2º La vente de carburant;
3º La vente de pièces et d'accessoires automobiles.

4. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0669**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H	Habitation	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.6(1)	Commerces lourds	A
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
C.1(1)	Commerces et services d'appoint	A
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un usage de la catégorie C.1(1) est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. Un usage de la catégorie C.6 ou C.7 est interdit à un niveau d'un bâtiment qui a été conçu à des fins d'habitation.

4. La superficie de plancher occupée par un usage de la catégorie C.1(1) ne doit pas excéder 100 m² par établissement ou 200 m2 pour l'usage épicerie santé. Toutefois, la superficie d'un établissement est limité à 150 m2 dans un bâtiment dont la construction a été autorisée par la ville avant le 17 août 1994, pour les usages suivants : objets d'artisanat, brocante; atelier d'artiste et d'artisan; services personnels et domestiques.

5. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

6. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.6, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

7. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

8. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

9. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

10. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

11. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

12. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

13. Le quota de superficie alloué à une enseigne est celui édicté pour la catégorie d'usages principale I.1.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0670**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-6	2 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0671**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-4	2 à 8 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Pour la catégorie d'usage C.2, seul l'usage «bureau» est autorisé.

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

6. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

8. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0672**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(4)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0673**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-4	2 à 8 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0674**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H	Habitation	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.6(1)	Commerces lourds	A
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
C.1(1)	Commerces et services d'appoint	A
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un usage de la catégorie C.1(1) est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. Un usage de la catégorie C.6 ou C.7 est interdit à un niveau d'un bâtiment qui a été conçu à des fins d'habitation.

4. La superficie de plancher occupée par un usage de la catégorie C.1(1) ne doit pas excéder 100 m² par établissement ou 200 m2 pour l'usage épicerie santé. Toutefois, la superficie d'un établissement est limité à 150 m2 dans un bâtiment dont la construction a été autorisée par la ville avant le 17 août 1994, pour les usages suivants : objets d'artisanat, brocante; atelier d'artiste et d'artisan; services personnels et domestiques.

5. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

6. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.6, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

7. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

8. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

9. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

10. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

11. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

12. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

13. Le quota de superficie alloué à une enseigne est celui édicté pour la catégorie d'usages principale I.1.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0675**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0676**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0677**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.1(1)	Commerces et services d'appoint	A
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	65
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	3	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	9
Hauteur (m)	-	27

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un usage de la catégorie C.1(1) est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.
2. La superficie de plancher occupée par un usage de la catégorie C.1(1) ne doit pas excéder 100 m² par établissement ou 200 m2 pour l'usage épicerie santé. Toutefois, la superficie d'un établissement est limité à 150 m2 dans un bâtiment dont la construction a été autorisée par la ville avant le 17 août 1994, pour les usages suivants : objets d'artisanat, brocante; atelier d'artiste et d'artisan; services personnels et domestiques.
3. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.
4. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.
5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.
6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0678**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0679**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.1(1)	Commerces et services d'appoint	A
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un usage de la catégorie C.1(1) est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.
2. La superficie de plancher occupée par un usage de la catégorie C.1(1) ne doit pas excéder 100 m² par établissement ou 200 m2 pour l'usage épicerie santé. Toutefois, la superficie d'un établissement est limité à 150 m2 dans un bâtiment dont la construction a été autorisée par la ville avant le 17 août 1994, pour les usages suivants : objets d'artisanat, brocante; atelier d'artiste et d'artisan; services personnels et domestiques.
3. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.
4. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.
5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.
6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0680**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0681**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0682**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0683**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.2(1)	Équipements de sport et de loisirs	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0684**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0685**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0686**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0687**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-3	2-3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0688**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0689**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	20
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	4	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	5	14
Hauteur (m)	-	44

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0690**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0691**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0692**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0693**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(2)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0694**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0695**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0697**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	4	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	5	14
Hauteur (m)	-	44

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0698**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0699**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0700**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0701**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-6	4 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0702**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0703**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0704**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0705**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	5
Hauteur (m)	-	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0707**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(2)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.6(2)	Équipements civiques et administratifs	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0708**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0709**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

0710

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur le chemin Upper-Lachine, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

5. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0711**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0712**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0713**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0714**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0715**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.2(1)	Équipements de sport et de loisirs	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0716**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0717**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0719**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0720**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0721**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-3	2-3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0722**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0723**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0724**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur le chemin Upper-Lachine, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0725**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0726**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-6	4 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0727**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(2)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0728**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0729**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0730**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0731**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0732**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	4	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Les usages suivants sont spécifiquement interdits :

1º carburant;

2º pièces et accessoires d'automobile.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

5. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0733**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0734**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	100
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

4. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

5. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0735**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0736**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-6	2 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

0737

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur le chemin Upper-Lachine, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

5. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0738**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	100
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Sur la rue Sherbrooke Ouest, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

4. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0739**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	5	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0740**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0741**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	100
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Sur la rue Sherbrooke Ouest, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

4. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0742**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H	Habitation	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.6(1)	Commerces lourds	A
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
C.1(1)	Commerces et services d'appoint	A
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un usage de la catégorie C.1(1) est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. Un usage de la catégorie C.6 ou C.7 est interdit à un niveau d'un bâtiment qui a été conçu à des fins d'habitation.

4. La superficie de plancher occupée par un usage de la catégorie C.1(1) ne doit pas excéder 100 m² par établissement ou 200 m2 pour l'usage épicerie santé. Toutefois, la superficie d'un établissement est limité à 150 m2 dans un bâtiment dont la construction a été autorisée par la ville avant le 17 août 1994, pour les usages suivants : objets d'artisanat, brocante; atelier d'artiste et d'artisan; services personnels et domestiques.

5. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

6. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.6, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

7. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

8. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

9. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

10. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

11. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

12. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

13. Le quota de superficie alloué à une enseigne est celui édicté pour la catégorie d'usages principale I.1.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0743**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(3)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.6(1)	Équipements civiques et administratifs	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0744**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	100
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

4. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

5. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0745**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0746**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.1(1)	Commerces et services d'appoint	A
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	5	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Malgré l'article 48.1, le mode d'implantation d'un bâtiment conçu pour l'usage carburant de la famille commerce ne peut pas être autorisé conformément au titre VIII.

2. Un usage de la catégorie C.1(1) est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage de la catégorie C.1(1) ne doit pas excéder 100 m² par établissement ou 200 m2 pour l'usage épicerie santé. Toutefois, la superficie d'un établissement est limité à 150 m2 dans un bâtiment dont la construction a été autorisée par la ville avant le 17 août 1994, pour les usages suivants : objets d'artisanat, brocante; atelier d'artiste et d'artisan; services personnels et domestiques.

4. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

5. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0747**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0748**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	100
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Sur la rue Sherbrooke Ouest, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

4. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0750**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0751**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	4	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0752**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H	Habitation	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.6(1)	Commerces lourds	A
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
C.1(1)	Commerces et services d'appoint	A
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un usage de la catégorie C.1(1) est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. Un usage de la catégorie C.6 ou C.7 est interdit à un niveau d'un bâtiment qui a été conçu à des fins d'habitation.

4. La superficie de plancher occupée par un usage de la catégorie C.1(1) ne doit pas excéder 100 m² par établissement ou 200 m2 pour l'usage épicerie santé. Toutefois, la superficie d'un établissement est limité à 150 m2 dans un bâtiment dont la construction a été autorisée par la ville avant le 17 août 1994, pour les usages suivants : objets d'artisanat, brocante; atelier d'artiste et d'artisan; services personnels et domestiques.

5. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

6. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.6, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

7. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

8. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

9. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

10. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

11. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

12. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

13. Le quota de superficie alloué à une enseigne est celui édicté pour la catégorie d'usages principale I.1.

Zone **0753**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	5	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0754**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0755**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-4	2 à 8 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur le chemin Upper-Lachine, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0756**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	4	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0757**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0758**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	100
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

4. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

5. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0760**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	4	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0761**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-6	2 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0762**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0763**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0764**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	60
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	3	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	5	8
Hauteur (m)	-	27

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0765**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0766**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur le chemin Upper-Lachine, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0767**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0768**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(3)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0769**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	4	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0770**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0771**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.1(1)	Commerces et services d'appoint	A
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	60
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	5
Hauteur (m)	-	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un usage de la catégorie C.1(1) est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.
2. La superficie de plancher occupée par un usage de la catégorie C.1(1) ne doit pas excéder 100 m² par établissement ou 200 m2 pour l'usage épicerie santé. Toutefois, la superficie d'un établissement est limité à 150 m2 dans un bâtiment dont la construction a été autorisée par la ville avant le 17 août 1994, pour les usages suivants : objets d'artisanat, brocante; atelier d'artiste et d'artisan; services personnels et domestiques.
3. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.
4. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.
5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.
6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0772**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0773**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.1(1)	Commerces et services d'appoint	A
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	60
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un usage de la catégorie C.1(1) est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

2. La superficie de plancher occupée par un usage de la catégorie C.1(1) ne doit pas excéder 100 m² par établissement ou 200 m2 pour l'usage épicerie santé. Toutefois, la superficie d'un établissement est limité à 150 m2 dans un bâtiment dont la construction a été autorisée par la ville avant le 17 août 1994, pour les usages suivants : objets d'artisanat, brocante; atelier d'artiste et d'artisan; services personnels et domestiques.

3. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

4. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0774**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(3)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0775**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(3)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0776**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0777**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

Zone **0778**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	4	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Les usages suivants sont spécifiquement interdits :

1º La vente ou la location de véhicules automobiles;
2º La vente de carburant;
3º La vente de pièces et d'accessoires automobiles.

4. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

5. Aucun établissement ne peut apposer une enseigne sur un mur opposé à la rue Saint-Jacques ou au boulevard Sainte-Anne-de-Bellevue, ou implanter une enseigne au sol exposant une face du côté opposé à la rue Saint-Jacques ou au boulevard Sainte-Anne-de-Bellevue, à moins que cet établissement ne soit implanté sur un lot transversal donnant à la fois sur ces deux voies publiques. Malgré toute réglementation existante, tout établissement possédant une telle enseigne, doit être conforme à la présente disposition dans un délai ne dépassant pas 36 mois à compter du 29 juillet 2003.

Zone **0779**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0780**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur le chemin Upper-Lachine, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0781**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.2(1)	Équipements de sport et de loisirs	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H.1-3	1 à 3 logements	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0782**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0783**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

Zone **0784**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur le chemin Upper-Lachine, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0785**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0786**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. Les usages suivants sont spécifiquement interdits :

1º carburant;

2º pièces et accessoires d'automobile.

3. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

4. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

6. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0787**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.5-6	8 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0788**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	3	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	4	10
Hauteur (m)	-	30

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

3. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

4. Afin de maintenir un lien visuel avec le mont Royal, une demande de permis de construction d'un nouveau bâtiment et une demande de permis de transformation pour un agrandissement situé à une hauteur de plus de 7,5 m ou 2 étages, est assujetti à l'approbation en vertu du titre VIII et en fonction du critère de l'article 668.6.

Zone **0789**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0790**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

Zone **0791**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0792**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(3)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	3	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	4	10
Hauteur (m)	-	30

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0793**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(3)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	0.5	2
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	3	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	4	10
Hauteur (m)	-	30

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. Afin de maintenir un lien visuel avec le mont Royal, une demande de permis de construction d'un nouveau bâtiment et une demande de permis de transformation pour un agrandissement situé à une hauteur de plus de 4 m, est assujetti à l'approbation en vertu du titre VIII et en fonction du critère de l'article 668.6.

Zone **0794**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

Zone **0795**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

Zone **0796**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

Zone **0797**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.3(10)	Secteur de la cour Glen	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	6
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	3	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	4	10
Hauteur (m)	-	30

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Afin de maintenir un lien visuel avec le mont Royal, une demande de permis de construction d'un nouveau bâtiment et une demande de permis de transformation pour un agrandissement situé à une hauteur de plus de 7,5 m ou 2 étages, est assujetti à l'approbation en vertu du titre VIII et en fonction du critère de l'article 668.6.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0798**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.7(1)	Équipements de transport et de communication et infrastructures	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.6	Commerces lourds	B
C.1(2)	Commerces et services d'appoint	C
I.2	Industrie légère	C
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	4	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.1(2) ne doit pas excéder 200 m² par établissement.

4. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

5. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.6.

6. L'étalage extérieur de véhicules automobiles est autorisé dans une cour avant lorsque l'espace utilisé à cette fin est aménagé conformément aux articles 586 à 589.

7. Un établissement de jeux récréatifs est autorisé à l'extérieur dans une cour ou sur un terrain non bâti.

8. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

9. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

10. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Zone **0799**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.6	Commerces lourds	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.1(2)	Commerces et services d'appoint	C
I.2	Industrie légère	C
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.1(2) ne doit pas excéder 200 m² par établissement.

4. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

5. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.6, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

6. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

7. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

8. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Zone **0800**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(3)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	3	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	23

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. Afin de maintenir un lien visuel avec le mont Royal, une demande de permis de construction d'un nouveau bâtiment et une demande de permis de transformation pour un agrandissement situé à une hauteur de plus de 4 m, est assujetti à l'approbation en vertu du titre VIII et en fonction du critère de l'article 668.6.

Zone **0801**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	18,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0803**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.6	Commerces lourds	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	B
I.2	Industrie légère	C
C.1(2)	Commerces et services d'appoint	C
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.1(2) ne doit pas excéder 200 m² par établissement.

4. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

5. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.6.

6. L'étalage extérieur de véhicules automobiles est autorisé dans une cour avant lorsque l'espace utilisé à cette fin est aménagé conformément aux articles 586 à 589.

7. Un établissement de jeux récréatifs est autorisé à l'extérieur dans une cour ou sur un terrain non bâti.

8. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

9. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.7. Toutefois, l'entreposage extérieur de matériaux en vrac ou de produits usagés, à l'exclusion d'un véhicule, est interdit pour un usage de la catégorie C.7.

10. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

11. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

12. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Zone **0804**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	1	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0805**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.5(2)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	4	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	12
Hauteur (m)	-	37

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0806**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
I.2	Industrie légère	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	4
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	4	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

4. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

5. Pour la catégorie d'usage E.7(1), seul l'usage «ateliers municipaux» est autorisé.

6. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

7. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

8. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0807**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.5-6	8 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	4
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	5
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

3. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

4. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

5. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0808**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.7	Équipements de transport et de communication et infrastructures	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	4
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

3. Malgré l'article 492, un module publicitaire n'est pas autorisé.

4. Malgré l'article 500, un panneau publicitaire n'est pas autorisé.

Zone **0809**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(3)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0810**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.5	Commerces et services en secteur de forte intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique) et studio de production» sont autorisés.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. Un usage spécifique de la catégorie C.5 peut être implanté au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.5 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

7. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

8. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

9. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

10. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Zone **0811**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.6	Commerces lourds	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	B
I.2	Industrie légère	C
C.1(2)	Commerces et services d'appoint	C
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.1(2) ne doit pas excéder 200 m² par établissement.

4. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

5. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.6.

6. L'étalage extérieur de véhicules automobiles est autorisé dans une cour avant lorsque l'espace utilisé à cette fin est aménagé conformément aux articles 586 à 589.

7. Un établissement de jeux récréatifs est autorisé à l'extérieur dans une cour ou sur un terrain non bâti.

8. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

9. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.7. Toutefois, l'entreposage extérieur de matériaux en vrac ou de produits usagés, à l'exclusion d'un véhicule, est interdit pour un usage de la catégorie C.7.

10. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

11. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

12. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0812**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.3(9)	Pôles de bureaux Décarie et Vendôme	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
I.2	Industrie légère	C
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	4	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un restaurant peut comprendre un débit de boissons alcooliques comme usage complémentaire aux conditions suivantes :

- la superficie maximale occupée à des fins de vente et de consommation de boissons alcooliques ne doit pas excéder 20 % de la superficie occupée par la salle à manger du restaurant;
- aucune enseigne visible de l'extérieur du bâtiment ne doit signaler la présence de cet usage complémentaire.

4. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

5. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

6. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

8. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

Zone **0813**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Malgré les dispositions de l'article 166, un usage spécifique est autorisé au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée d'un bâtiment.

4. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

5. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

6. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

7. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

8. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0817**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

5. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0818**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.4.1	Restaurant rapide	-
C.6(1)	Commerces lourds	A
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

4. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

5. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.6, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0819**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0820**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0821**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.4-6	4 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0822**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H	Habitation	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.6(1)	Commerces lourds	A
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
C.1(1)	Commerces et services d'appoint	A
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un usage de la catégorie C.1(1) est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. Un usage de la catégorie C.6 ou C.7 est interdit à un niveau d'un bâtiment qui a été conçu à des fins d'habitation.

4. La superficie de plancher occupée par un usage de la catégorie C.1(1) ne doit pas excéder 100 m² par établissement ou 200 m2 pour l'usage épicerie santé. Toutefois, la superficie d'un établissement est limité à 150 m2 dans un bâtiment dont la construction a été autorisée par la ville avant le 17 août 1994, pour les usages suivants : objets d'artisanat, brocante; atelier d'artiste et d'artisan; services personnels et domestiques.

5. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

6. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.6, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

7. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

8. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

9. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

10. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

11. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

12. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

13. Le quota de superficie alloué à une enseigne est celui édicté pour la catégorie d'usages principale I.1.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0823**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0824**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0825**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
I.2	Industrie légère	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
C.1(2)	Commerces et services d'appoint	C
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	4	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.1(2) ne doit pas excéder 200 m² par établissement.

4. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

5. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

6. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

7. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

8. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0826**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.1(2)	Commerces et services d'appoint	C
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	4	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.1(2) ne doit pas excéder 200 m² par établissement.

3. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

4. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

5. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0827**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0828**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0829**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H	Habitation	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

3. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

4. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

5. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0830**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	4	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

4. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

5. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0831**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.4(3)	Équipements éducatifs et culturels	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0832**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(3)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0833**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0834**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0835**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	4	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	12
Hauteur (m)	-	37

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Monkland, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0836**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0837**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.1(1)	Commerces et services d'appoint	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique)» sont autorisés.

2. Un usage de la catégorie C.1(1) est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage de la catégorie C.1(1) ne doit pas excéder 100 m² par établissement ou 200 m2 pour l'usage épicerie santé. Toutefois, la superficie d'un établissement est limité à 150 m2 dans un bâtiment dont la construction a été autorisée par la ville avant le 17 août 1994, pour les usages suivants : objets d'artisanat, brocante; atelier d'artiste et d'artisan; services personnels et domestiques.

5. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

6. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0838**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.1(1)	Commerces et services d'appoint	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique)» sont autorisés.

2. Un usage de la catégorie C.1(1) est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage de la catégorie C.1(1) ne doit pas excéder 100 m² par établissement ou 200 m2 pour l'usage épicerie santé. Toutefois, la superficie d'un établissement est limité à 150 m2 dans un bâtiment dont la construction a été autorisée par la ville avant le 17 août 1994, pour les usages suivants : objets d'artisanat, brocante; atelier d'artiste et d'artisan; services personnels et domestiques.

5. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

6. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0839**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

4. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

5. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0840**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
I.2	Industrie légère	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	3	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	23

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

4. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

5. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

6. Un usage de la catégorie I.2 est autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

7. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

8. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

0842

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.6	Commerces lourds	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
I.2	Industrie légère	C
C.1(2)	Commerces et services d'appoint	C
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un usage commercial ou équipement collectif et institutionnel autorisé peut être établi dans un bâtiment existant lorsque ce bâtiment a une hauteur en étages égale ou supérieure à quatre étages.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.1(2) ne doit pas excéder 200 m² par établissement.

5. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

6. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.6, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

7. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

8. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

9. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

10. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

11. Lorsque l'entreposage extérieur est autorisé, il doit être localisé dans une autre cour et la superficie ne doit pas dépasser celle occupée par l'établissement. L'étalage extérieur en cour avant de véhicules automobiles est interdit.

12. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

13. Malgré les sections II et IX du chapitre I du titre VII, un usage dérogatoire ne peut être agrandi.

14. Malgré la section IX du chapitre I du titre VII, dans un bâtiment de moins de 4 étages, un usage dérogatoire ne peut être remplacé par un autre usage dérogatoire. Toutefois, un usage dérogatoire peut être remplacé par un usage autorisé dans un bâtiment d'une hauteur minimale de quatre étages.

15. Malgré l'article 662, le taux d'implantation d'un bâtiment dont la hauteur en étages n'atteint pas la hauteur minimale autorisée ne peut être augmenté.

16. Lors du remplacement d'une enseigne ou du message qui y est inscrit, la superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

Zone **0843**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.6	Commerces lourds	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	4	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

4. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.6, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

5. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

6. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

7. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

8. Le nouvel occupant d'un établissement dont l'usage dérogatoire est protégé par droits acquis doit respecter une superficie maximale d'enseigne de 2 m².

Zone **0844**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0845**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0846**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0847**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0849**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0851**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.7(1)	Équipements de transport et de communication et infrastructures	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0852**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0854**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur l'avenue Somerled, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0855**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.7	36 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0856**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0857**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.8	D	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0858**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.5	Commerces et services en secteur de forte intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	1	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique) et studio de production» sont autorisés.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. Un usage spécifique de la catégorie C.5 peut être implanté au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.5 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

7. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

8. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

9. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

10. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0865**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau et clinique médicale» sont autorisés.

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

6. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

8. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0866**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0867**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Malgré les dispositions de l'article 166, un usage spécifique est autorisé au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée d'un bâtiment.

4. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

5. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

6. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

7. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

8. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0868**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Malgré les dispositions de l'article 166, un usage spécifique est autorisé au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée d'un bâtiment.

4. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

5. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

6. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

7. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

8. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0869**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	4	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

4. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

5. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0870**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H	Habitation	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

3. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

4. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

5. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0872**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0873**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0874**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.3(10)	Secteur de la cour Glen	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	3	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	4	10
Hauteur (m)	-	30

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Afin de maintenir un lien visuel avec le mont Royal, une demande de permis de construction d'un nouveau bâtiment et une demande de permis de transformation pour un agrandissement situé à une hauteur de plus de 7,5 m ou 2 étages, est assujetti à l'approbation en vertu du titre VIII et en fonction du critère de l'article 668.6.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0875**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur la rue Sherbrooke Ouest, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

5. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0877**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Malgré les dispositions de l'article 166, un usage spécifique est autorisé au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée d'un bâtiment.

4. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

5. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

6. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

7. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

8. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0878**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.4(3)	Équipements éducatifs et culturels	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	20
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	4	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Les dispositions relatives au calcul de la hauteur, prévues à la section II du chapitre II du titre II, ne s'appliquent pas.

2. Les hauteurs en mètres et en étages maximales prescrites sont celles de chacune des parties de bâtiment dont la construction a été autorisée avant le 18 septembre 2008.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. À moins qu'il ne soit démontré qu'une telle intervention est nécessaire à la conservation et à la mise en valeur du milieu naturel et malgré les articles 122 et 122.3, les interventions suivantes sont interdites à l'intérieur d'un bois illustré au «Plan des secteurs et immeubles d'intérêt» de l'annexe A.2 :

- une opération de remblai ou de déblai;
- une construction et l'agrandissement d'une construction, à l'exception d'une clôture, d'un sentier piétonnier aménagé non pavé d'au plus 2 m de largeur ou d'un monument communautaire pour une urne cinéraire érigé en bordure d'un sentier;
- l'élimination du couvert végétal, sauf pour la réalisation d'une construction autorisée.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0879**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.4(3)	Équipements éducatifs et culturels	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	20
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	11	17,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Les dispositions relatives au calcul de la hauteur, prévues à la section II du chapitre II du titre II, ne s'appliquent pas.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. À moins qu'il ne soit démontré qu'une telle intervention est nécessaire à la conservation et à la mise en valeur du milieu naturel et malgré les articles 122 et 122.3, les interventions suivantes sont interdites à l'intérieur d'un bois illustré au «Plan des secteurs et immeubles d'intérêt» de l'annexe A.2 :

- une opération de remblai ou de déblai;
- une construction et l'agrandissement d'une construction, à l'exception d'une clôture, d'un sentier piétonnier aménagé non pavé d'au plus 2 m de largeur ou d'un monument communautaire pour une urne cinéraire érigé en bordure d'un sentier;
- l'élimination du couvert végétal, sauf pour la réalisation d'une construction autorisée.

Zone **0883**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	*
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. L'usage complexe sportif et socioculturel ou communautaire est autorisé.

3. Malgré toute disposition contraire dans ce règlement, l'usage complexe sportif et socioculturel ou communautaire est autorisé à l'extérieur ou l'intérieur d'un bâtiment.

Zone **0884**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(2)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0885**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	5
Hauteur (m)	-	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0886**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	4	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	5	14
Hauteur (m)	-	44

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0887**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0888**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0889**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	15
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	4	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Hauteur en mètres et en étages du bâtiment telle qu'elle était en date du 6 mai 2009.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0890**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	60
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0891**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.5	Commerces et services en secteur de forte intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique) et studio de production» sont autorisés.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. Un usage spécifique de la catégorie C.5 peut être implanté au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.5 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

7. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

8. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

9. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

10. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0892**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.5	Commerces et services en secteur de forte intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique) et studio de production» sont autorisés.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. Un usage spécifique de la catégorie C.5 peut être implanté au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.5 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

7. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

8. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

9. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

10. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0893**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.5	Commerces et services en secteur de forte intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique) et studio de production» sont autorisés.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. Un usage spécifique de la catégorie C.5 peut être implanté au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.5 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

7. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

8. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

9. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

10. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Zone **0897**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0898**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0899**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0900**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6-7	12 logements et plus	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	60
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0901**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(3)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	30
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0908**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	15
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	4	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	35,85

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0909**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	15
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	18,35

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0910**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	15
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	3	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	25,85

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0911**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	4	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Hauteur en mètres et en étages du bâtiment telle qu'elle était en date du 6 mai 2009.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0916**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0919**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0920**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

Zone **0921**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
I.2	Industrie légère	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

4. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

5. L'usage bureau est autorisé à un niveau d'un bâtiment existant lorsque ce bâtiment remplit l'une des conditions suivantes : sa hauteur est égale ou supérieure à 4 étages; il est désigné comme immeuble significatif; il est situé dans un secteur significatif.

6. Un usage de la catégorie I.2 est autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

7. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :

- aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

8. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Zone **0932**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-3	1 à 3 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0936**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(2)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0937**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(2)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0938**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(2)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0939**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(2)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0940**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(2)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0941**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(2)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	-	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0943**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(1)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.1(3)	Espaces et lieux publics	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	-	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	-	-
Marge arrière (m)	-	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	-	-

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0944**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.4(3)	Équipements éducatifs et culturels	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0945**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(2)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0946**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.1(2)	Espaces et lieux publics	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	30
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Zone **0947**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(3)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0948**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.5	Commerces et services en secteur de forte intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Pour la catégorie d'usage C.2, seul les usages «bureau, centre d'activités physiques, clinique médicale, école d'enseignement spécialisé, galerie d'art, hôtel, institution financière, laboratoire (sauf si dangereux ou nocif), salle de billard, services personnels et domestiques (sauf blanchisserie et buanderie automatique) et studio de production» sont autorisés.

3. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

4. Un usage spécifique de la catégorie C.5 peut être implanté au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.5 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

7. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

8. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

9. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

10. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Zone **0949**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-6	2 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1	4
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

6. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

8. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0950**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	-
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

4. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0951**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

4. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0952**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	6
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

4. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0953**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.6	12 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0954**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-6	2 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0955**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1	1 logement	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	-	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0956**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.4(1)	Équipements éducatifs et culturels	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé	
Taux d'implantation (%)	-	35
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	1	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0957**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.1-2	1 à 2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	50
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	2
Hauteur (m)	-	9

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0958**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

4. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

5. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0959**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2	2 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

3. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0960**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
E.5(1)	Équipements cultuels, d'hébergement et de santé	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1183558003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise pour l'immeuble situé aux 2263-2265 avenue, Belgrave conformément au Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., c. C-11).

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder une dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise pour l'immeuble situé aux 2263-2265 rue Belgrave, conformément au Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., c. C-11).

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-01 13:04

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1183558003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise pour l'immeuble situé aux 2263-2265 avenue, Belgrave conformément au Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., c. C-11).

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises a reçu une demande de dérogation à l'interdiction de convertir (3001372607) le 4 janvier 2018 afin de permettre la conversion d'un immeuble résidentiel en copropriété divise verticale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

R.R.V.M., c. C-11 - En 1993, l'administration adoptait le Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise.
Règlement 97-185 - En octobre 1997, le conseil municipal adoptait une modification au Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., c. C-11).

L.R.Q. c. C-11.4, art. 134 – Depuis le 1er janvier 2002, le conseil d'arrondissement exerce la compétence de la ville sur l'octroi des dérogations à l'interdiction de convertir un immeuble en copropriété divise.

RCA03 17035 - Le 4 août 2003, le conseil d'arrondissement adoptait un règlement modifiant le Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., c. C-11) de l'ancienne Ville de Montréal à l'égard de l'arrondissement de Côte des Neiges—Notre-Dame-de-Grâce afin de restreindre l'admissibilité à l'octroi d'une dérogation aux immeubles ne comportant que 2 logements dont l'un d'eux est occupé par un ou des propriétaires, et ce, en ne tenant plus compte du taux d'inoccupation.

RCA18 17296 – Le 12 mars 2018, le conseil d'arrondissement adoptait le Règlement modifiant le *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (R.R.V.M. c. C-11) afin d'imposer une période de 5 ans suite à la réduction du nombre de logement comme condition à l'octroi d'une dérogation à l'interdiction de convertir.

DESCRIPTION

Il s'agit d'une demande de dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise concernant un immeuble résidentiel situé aux 2263-2265 avenue Belgrave (lot 2 606 677).

Cet immeuble comprend un logement occupé par le propriétaire et un logement vacant.
Propriétaire(s) : Greg Sams et Christina Sciortino

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est favorable à la présente demande étant donné les raisons suivantes :
· cet immeuble est admissible à l'octroi d'une dérogation à l'interdiction de convertir;
· à la suite de la parution de l'avis public publié le 4 avril 2018, aucun commentaire n'a été transmis au secrétaire d'arrondissement dans les délais requis.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de cette dérogation, le propriétaire devra obtenir l'autorisation de convertir auprès de la Régie du logement.
Un permis de lotissement délivré par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises sera aussi nécessaire pour la création du numéro de plan cadastral complémentaire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M. c. C-11) tel que modifié par le règlement RCA03 17035.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hugo LAFONTAINE-JACOB
agent(e) de recherche

Tél : 514-872-4133
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-26

Gisèle BOURDAGES
conseiller(ere) en amenagement- c/e

Tél : 514 872-7600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

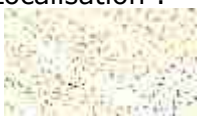
Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2018-04-26

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1183558003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Accorder une dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise pour l'immeuble situé aux 2263-2265 avenue, Belgrave conformément au Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., c. C-11).

Localisation :



Localisation.PNG

Avis d'intention :
(aucun locataire actuellement)

Avis public :

Dérog condo Girouard et Belgrave 2A.pdfDérog condo Girouard et Belgrave 1F.pdf

Courriel commentaires :

2018-04-26_Commentairse greffe.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hugo LAFONTAINE-JACOB
agent(e) de recherche

Tél : 514-872-4133
Télécop. :


avenue de Clifton
avenue Belgrave
avenue de Hampton
boulevard De Maisonneuve Ouest
H.1-3
H.2-3
H
C.6(1)A
C.7A
C.1(1)A
2265
2255
2167
2273
2277
2285
2287
2295
2299
2305
2307
2309
2315
2317
2319
2327
2339
2341
2331
2329
2333
2326
2322
2314
2310
2302
2296
2292
2286
2280
2262
2248
2242
2253
2241
2231
2227
2219
2215
2211
2209
2203
2198
2197
2195
2193
2189
2191
2220
2229
2221
2217
2213
2207
2201
2187
2183
2181
2256
2252
2234
2271
2281
2289
2291
2283
2279
2275
2269
2263
2259
2257
2251
2247
2245
2239
2235
2233
2225
2297
2293
2288
2282
2284
2276
2272
2274
2268
2260
2254
2246
2240
2236
2238
2230
2224
2228
2218
2212
2206
2200
2194
2180
2174
2320
2312
2308
2306
2300
2294
2299
2324
2330
2334
2270
2266

Public notice

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

APPLICATIONS FOR A VARIANCE FROM THE BAN ON CONVERSION

BY-LAW CONCERNING THE CONVERSION OF IMMOVABLES TO DIVIDED CO-OWNERSHIP (R.B.C.M., c. C-11)

The Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce Borough Council, at its regular meeting scheduled for **7 p.m.** on **Monday, May 7, 2018** at 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, will study the applications for a variance from a ban on converting the following immovables to divided co-ownership:

4458-4460, avenue Girouard
2263-2265, avenue Belgrave

Any interested person may be heard by the Borough Council in relation to these applications.

Any interested person may also send the Borough Secretary his or her written comments on this matter within 10 days of the publication of this notice, i.e. no later than April 16, 2018, by completing and signing the form provided by the city for this purpose at Accès Montréal offices. These comments are to be sent to the Division du greffe, at 5160, boulevard Décarie, Suite 600, Montréal, Québec, H3X 2H9.

For additional information please contact the Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, at 514 872-2345.

GIVEN in Montréal, April 4, 2018.

La secrétaire d'arrondissement,

Geneviève Reeves, avocate

Avis public

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

DEMANDES DE DÉROGATION À L'INTERDICTION DE CONVERTIR

RÈGLEMENT SUR LA CONVERSION DES IMMEUBLES EN COPROPRIÉTÉ DIVISE (R.R.V.M. c. C-11)

Le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, à sa séance ordinaire fixée au **lundi 7 mai 2018 à 19 heures**, au 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, étudiera les demandes de dérogation à l'interdiction de conversion d'un immeuble en copropriété divise relative aux immeubles suivants :

4458-4460, avenue Girouard
2263-2265, avenue Belgrave

Toute personne intéressée peut se faire entendre par le conseil d'arrondissement relativement à ces demandes.

Toute personne intéressée peut également faire parvenir au secrétaire d'arrondissement les commentaires écrits qu'elle désire faire valoir dans les dix (10) jours suivant la publication du présent avis, soit au plus tard le 16 avril 2018, en remplissant et en signant le formulaire fourni par la Ville à cet effet et disponible dans les bureaux Accès Montréal. Ces commentaires doivent être reçus à la Division du greffe, 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, au 514 872-2345.

FAIT à Montréal, le 4 avril 2018.

La secrétaire d'arrondissement,

Geneviève Reeves, avocate

Conversion condo - Girouard et Belgrave

Danièle LAMY A : Hugo LAFONTAINE-JACOB 2018-04-26 08:05

Cc : Geneviève REEVES, Sylvie COUTELLIER, Steve DESJARDINS

Bonjour,

Le 4 avril 2018, un avis public relativement à l'objet en titre a dûment été publié.
La présente est pour vous confirmer que depuis cette parution, aucun commentaire n'a été déposé à la Direction des services administratifs et du greffe en regard aux demandes de dérogation à l'interdiction de convertir, pour les immeubles ci-après énumérés :

- **4458-4460, avenue Girouard**
- **2263-2265, avenue Belgrave**

Dérog condo Girouard et Belgrave 1F.pdf

Espérant le tout à votre satisfaction.

Danièle Lamy
Secrétaire d'unité administrative – Division du greffe

pour Geneviève Reeves, avocate
Secrétaire d'arrondissement

Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie, bureau 600
Montréal (Québec) H3X 2H9
Téléphone : 514 868-4561
Télécopieur : 514 868-3538
danielelamy@ville.montreal.qc.ca
ville.montreal.qc.ca/cdn-ndg
Suivez-nous :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.06

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1183558014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise pour l'immeuble situé aux 4458-4460, avenue Girouard conformément au Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., c. C-11).

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder une dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise pour l'immeuble situé aux 4458-4460, avenue Girouard, conformément au Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., c. C-11).

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-01 13:05

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1183558014**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise pour l'immeuble situé aux 4458-4460, avenue Girouard conformément au Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., c. C-11).

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises a reçu une demande de dérogation à l'interdiction de convertir (3001411869) le 23 mars 2018 afin de permettre la conversion d'un immeuble résidentiel en copropriété divise verticale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

R.R.V.M., c. C-11 - En 1993, l'administration adoptait le Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise.
Règlement 97-185 - En octobre 1997, le conseil municipal adoptait une modification au Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., c. C-11).

L.R.Q. c. C-11.4, art. 134 – Depuis le 1er janvier 2002, le conseil d'arrondissement exerce la compétence de la ville sur l'octroi des dérogations à l'interdiction de convertir un immeuble en copropriété divise.

RCA03 17035 - Le 4 août 2003, le conseil d'arrondissement adoptait un règlement modifiant le Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., c. C-11) de l'ancienne Ville de Montréal à l'égard de l'arrondissement de Côte des Neiges—Notre-Dame-de-Grâce afin de restreindre l'admissibilité à l'octroi d'une dérogation aux immeubles ne comportant que 2 logements dont l'un d'eux est occupé par un ou des propriétaires, et ce, en ne tenant plus compte du taux d'inoccupation.

RCA18 17296 – Le 12 mars 2018, le conseil d'arrondissement adoptait le Règlement modifiant le *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (R.R.V.M. c. C-11) afin d'imposer une période de 5 ans suite à la réduction du nombre de logement comme condition à l'octroi d'une dérogation à l'interdiction de convertir.

DESCRIPTION

Il s'agit d'une demande de dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise concernant un immeuble résidentiel situé aux 4458-4460, avenue Girouard (lot 2 607 681).

Cet immeuble comprend un logement occupé par le propriétaire et un logement vacant.
Propriétaire(s) : Mike Discenza

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est favorable à la présente demande étant donné les raisons suivantes :
- cet immeuble est admissible à l'octroi d'une dérogation à l'interdiction de convertir;
- à la suite de la parution de l'avis public publié le 4 avril 2018, aucun commentaire n'a été transmis au secrétaire d'arrondissement dans les délais requis.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de cette dérogation, le propriétaire devra obtenir l'autorisation de convertir auprès de la Régie du logement.
Un permis de lotissement délivré par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises sera aussi nécessaire pour la création du numéro de plan cadastral complémentaire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise à l’égard de l’arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M. c. C-11).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hugo LAFONTAINE-JACOB
agent(e) de recherche

Tél : 514-872-4133
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-26

Gisèle BOURDAGES
conseiller(ere) en amenagement- c/e

Tél : 514 872-7600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

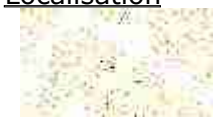
Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2018-04-26

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1183558014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Accorder une dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise pour l'immeuble situé aux 4458-4460, avenue Girouard conformément au Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., c. C-11).

Localisation



Localisation.PNG
Avis d'intention
(logement vacant)

Avis public

Dérog condo Girouard et Belgrave 2A.pdfDérog condo Girouard et Belgrave 1F.pdf
Courriel commentaires

2018-04-26_Commentairse greffe.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hugo LAFONTAINE-JACOB
agent(e) de recherche

Tél : 514-872-4133
Télécop. : 000-0000


E.1(1)
H.6
H.2
H.1-2
rue de Terrebonne
place Guillaume-Couture
avenue Girouard
avenue Old Orchard
4510
4500
4503
4501
4499
5510
4482
4478
4480
4470
4458
4466
4477
4469
4465
4459
4457
4453
4445
4443
4441
4435
4433
4450
4455
4438
4434
4432
4424
4455
4431
4427
4425
4419
4413
4407
4405
4403
4401
4395
4393
4391
4389
4436
4428
4418
4414
4404
4394
4386
4384
4476
4474
4464
4462
4460
4423
4421
4417
4429
4145 212
4145 142
3 015 357
3 015 231
3 015 355
2 607 674
2 607 672
2 607 670
2 607 676
2 607 681
2 607 680
2 607 671
2 607 673
2 607 675
2 607 649
2 607 651
2 607 653
2 607 660
2 607 720
2 605 428
2 605 427
2 605 429
2 605 430
2 605 405
4 143 584
4 143 617
4 143 784
4 143 762
4 143 806

Public notice

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

APPLICATIONS FOR A VARIANCE FROM THE BAN ON CONVERSION

BY-LAW CONCERNING THE CONVERSION OF IMMOVABLES TO DIVIDED CO-OWNERSHIP (R.B.C.M., c. C-11)

The Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce Borough Council, at its regular meeting scheduled for **7 p.m.** on **Monday, May 7, 2018** at 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, will study the applications for a variance from a ban on converting the following immovables to divided co-ownership:

4458-4460, avenue Girouard
2263-2265, avenue Belgrave

Any interested person may be heard by the Borough Council in relation to these applications.

Any interested person may also send the Borough Secretary his or her written comments on this matter within 10 days of the publication of this notice, i.e. no later than April 16, 2018, by completing and signing the form provided by the city for this purpose at Accès Montréal offices. These comments are to be sent to the Division du greffe, at 5160, boulevard Décarie, Suite 600, Montréal, Québec, H3X 2H9.

For additional information please contact the Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, at 514 872-2345.

GIVEN in Montréal, April 4, 2018.

La secrétaire d'arrondissement,

Geneviève Reeves, avocate

Avis public

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

DEMANDES DE DÉROGATION À L'INTERDICTION DE CONVERTIR

RÈGLEMENT SUR LA CONVERSION DES IMMEUBLES EN COPROPRIÉTÉ DIVISE (R.R.V.M. c. C-11)

Le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, à sa séance ordinaire fixée au **lundi 7 mai 2018 à 19 heures**, au 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, étudiera les demandes de dérogation à l'interdiction de conversion d'un immeuble en copropriété divise relative aux immeubles suivants :

4458-4460, avenue Girouard
2263-2265, avenue Belgrave

Toute personne intéressée peut se faire entendre par le conseil d'arrondissement relativement à ces demandes.

Toute personne intéressée peut également faire parvenir au secrétaire d'arrondissement les commentaires écrits qu'elle désire faire valoir dans les dix (10) jours suivant la publication du présent avis, soit au plus tard le 16 avril 2018, en remplissant et en signant le formulaire fourni par la Ville à cet effet et disponible dans les bureaux Accès Montréal. Ces commentaires doivent être reçus à la Division du greffe, 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, au 514 872-2345.

FAIT à Montréal, le 4 avril 2018.

La secrétaire d'arrondissement,

Geneviève Reeves, avocate

Conversion condo - Girouard et Belgrave

Danièle LAMY A : Hugo LAFONTAINE-JACOB 2018-04-26 08:05

Cc : Geneviève REEVES, Sylvie COUTELLIER, Steve DESJARDINS

Bonjour,

Le 4 avril 2018, un avis public relativement à l'objet en titre a dûment été publié.
La présente est pour vous confirmer que depuis cette parution, aucun commentaire n'a été déposé à la Direction des services administratifs et du greffe en regard aux demandes de dérogation à l'interdiction de convertir, pour les immeubles ci-après énumérés :

- **4458-4460, avenue Girouard**
- **2263-2265, avenue Belgrave**

Dérog condo Girouard et Belgrave 1F.pdf

Espérant le tout à votre satisfaction.

Danièle Lamy
Secrétaire d'unité administrative – Division du greffe

pour Geneviève Reeves, avocate
Secrétaire d'arrondissement

Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie, bureau 600
Montréal (Québec) H3X 2H9
Téléphone : 514 868-4561
Télécopieur : 514 868-3538
danielelamy@ville.montreal.qc.ca
ville.montreal.qc.ca/cdn-ndg
Suivez-nous :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.07

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1183558017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à permettre l'agrandissement du bâtiment principal sis au 4818, chemin de la Côte-des-Neiges, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

IL EST RECOMMANDÉ :
D'adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), un premier projet de résolution approuvant le projet particulier visant l'agrandissement du bâtiment principal situé au 4818, chemin de la Côte-des-Neiges.

De mandater le secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

SECTION I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété sise au 4818, chemin de la Côte-des-Neiges, tel qu'illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » joint en annexe A à la présente résolution.

SECTION II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la modification et l'occupation du bâtiment sis au 4818, chemin de la Côte-des-Neiges, est autorisée aux conditions prévues à la présente résolution.

3. Aux fins de l'article 2, il est permis de déroger au paragraphe 1 de l'article 626 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), en permettant une superficie maximale de plancher de 600 m^2.

SECTION III
CONDITIONS ET CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

4. La demande de permis de transformation du bâtiment doit être approuvée conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) en tenant compte des critères énoncés aux articles 118.1,3°, 122.3 et 668.

5. Les détails de l'éclairage devront démontrer que la dispersion lumineuse vers le ciel est minimisée.

6. Une lettre de garantie bancaire au montant de 14 800 $ sera exigée avant l'émission du permis, afin d'assurer le respect, lors des travaux, des mesures nécessitant une protection maximale des 5 arbres cités dans l' « inventaire phytosanitaire et protection d'arbres » daté du 18 février 2018, joint en Annexe B à la présente résolution.

SECTION IV
DÉLAI DE RÉALISATION

7. La demande de permis de transformation doit être déposée dans les 60 mois suivant l'adoption de la présente résolution.

8. En cas de non-respect de l'article 7, l'autorisation prévue à la présente résolution est nulle et sans effet.

9. Les travaux d'aménagement paysager doivent être terminés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de transformation du bâtiment.

ANNEXE A
Plan intitulé « Territoire d'application »

ANNEXE B
Document intitulé « inventaire phytosanitaire et protection d'arbres ».

GDD : 1183558017

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-01 13:09

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1183558017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à permettre l'agrandissement du bâtiment principal sis au 4818, chemin de la Côte-des-Neiges, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Le Club de tennis Hillside souhaite agrandir son bâtiment principal sis au 4818, chemin de la Côte-des-Neiges.
Ce projet déroge au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), eu égard notamment à la limite de superficie maximale autorisée de l'usage dérogatoire « restaurant ».

Le projet est admissible à une évaluation, dans le cadre du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

Conditions actuelles
Le Club de tennis Hillside, club privé établi depuis 1925, se situe sur un site comprenant un bâtiment principal (Club House), des dépendances (Proshop et remises), une piscine, 6 terrains de tennis et des terrasses de bois.

Son bâtiment principal, construit en 1977, compte 2 étages et est paré de blocs de béton.

Situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal et à moins de 30 mètres d'un boisé d'intérêt, le Club jouit d'un environnement naturel hors du commun en milieu urbain.

Dissimulé en retrait du chemin de la Côte-des-Neiges, il est également dans un secteur de zonage résidentiel H.6-7 permettant des bâtiments de 12 à 36 logements et plus, des maisons de chambres, des maisons de retraite, des hôtels-appartements et des gîtes touristiques.

Le projet

En vue d'offrir à ses membres des services répondant à leurs attentes et d'assurer la pérennité des installations, le Club propose des travaux de remise en état du bâtiment principal existant et un agrandissement réparti sur 2 étages.

Cet agrandissement se situerait dans la marge résiduelle avec le bâtiment voisin, soit le 4824, chemin de la Côte-des-Neiges, espace actuellement occupé pour la gestion des déchets et l'entreposage extérieur.

La superficie totale de plancher passerait ainsi de 433 m^2 à 571 m^2 (25 %) et offrirait un plus grand vestiaire pour les femmes, un accès pour les personnes à mobilité réduite, une cuisine et une salle à manger plus vaste et une salle d'entreposage des déchets, assurant ainsi une meilleure fonctionnalité du projet.

L'architecture

Afin de laisser place à la végétation environnante, l'enveloppe de l'agrandissement et le bloc de béton existant seraient traités de manière uniforme avec un nouvel enduit cimentaire de couleur neutre et discrète.

Contexte boisé

Le Club de tennis Hillside repose sur un lot fortement boisé, de même que les lots environnants.

Comme de nombreux arbres se situent à proximité des infrastructures devant subir réfection, l'étude «Inventaire phytosanitaire et protection d'arbres » a été fournie en vue de conserver et de protéger les arbres situés sur le site.

Des mesures de protection y sont édictées afin de contrer les traumatismes causés à certains arbres lors des travaux. Il est à noter que cette étude été a été accueillie favorablement par la Division des parcs et de la voirie de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce.

Critères d'évaluation

Les critères sur lesquels est faite l’évaluation de la demande d’autorisation d’un projet particulier sont les suivants :

1. Respect du Plan d’urbanisme de la Ville de Montréal;
2. Compatibilité des occupations prévues au projet avec le milieu d’insertion;
3. Qualités d’intégration du projet sur le plan de l’implantation, de la volumétrie, de la densité et de l’aménagement des lieux;
4. Avantages des propositions d’intégration ou de démolition des constructions existantes et de celles pour la conservation ou la mise en valeur d’éléments architecturaux;
5. Avantages des propositions et impacts sur les éléments patrimoniaux;
6. Avantages des propositions de mise en valeur des espaces extérieurs et des plantations;
7. Impacts environnementaux du projet, notamment sur le plan de l’ensoleillement, du vent, du bruit, des émanations et de la circulation;
8. Qualité de l’organisation fonctionnelle du projet, en regard notamment du stationnement, des accès et de la sécurité;

9. Avantages des composantes culturelles ou sociales du projet;
10. Faisabilité du projet selon l'échéancier de réalisation prévu;
11. Tout projet de construction d'un nouveau bâtiment ou d'agrandissement à l'exception d'une habitation de 3 étages et moins ou d'un bâtiment de 8 logements et moins doit avoir pour objectif d'atteindre, le plus possible, l'accessibilité universelle, en tenant compte des critères suivants :
    - Favoriser l'aménagement de plain-pied de l'accès principal au bâtiment;
    - Favoriser l'aménagement de sentiers sécuritaires, sans obstacle, bien délimité et éclairé, le plus direct possible entre un bâtiment et une voie publique;
    - Planifier le positionnement du stationnement pour personnes à mobilité réduite le plus près possible de l'entrée principale du bâtiment, en évitant autant que possible une séparation entre le bâtiment et le stationnement par une voie de circulation;
    - Dans le cas d'un bâtiment situé à l'intérieur d'un secteur patrimonial ou ayant des caractéristiques patrimoniales d'intérêt, favoriser l'intégration des critères du présent article tout en respectant les caractéristiques architecturales d'intérêt du bâtiment en évitant des ruptures importantes avec le cadre bâti du secteur patrimonial.

Dérogation au Règlement d'urbanisme (01-276)

- article 626,1° car la superficie maximale autorisée pour un usage dérogatoire de la famille commerce est supérieure à 100 m^2 .

Présentation du dossier devant le comité consultatif d'urbanisme (CCU)

Le dossier a été présenté à la séance du CCU du 18 avril 2018 et a reçu un avis favorable, avec conditions (voir note additionnelle en pièce jointe).

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises a analysé la demande de projet particulier quant au respect des critères d'évaluation énoncés à l'article 9 du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (RCA02 17017). La Direction est favorable à la demande pour les raisons suivantes :

- le projet satisfait à l'ensemble des critères d'évaluation applicables pour une demande de projet particulier;
- l'usage dérogatoire du Club de tennis Hillside, sis en secteur résidentiel (H.6-7) depuis de nombreuses années, est compatible avec le secteur résidentiel dans lequel il se situe, car aucune plainte n'a été enregistrée à son égard;
- le faible agrandissement du bâtiment (25 %) n'aurait aucun impact sur l'ensoleillement, car les bâtiments voisins sont de plus grande hauteur;
- la réduction des nuisances liées à la gestion des déchets par l'ajout d'une salle à déchets réfrigérée;
- le projet vise particulièrement les améliorations fonctionnelles des accès et services déjà offerts et non l'augmentation de capacité du Club;
- le projet limiterait les surfaces minéralisées et maximiserait la couverture végétale;
- l'agrandissement s'intégrerait à la construction et au milieu en respectant les caractéristiques architecturales, naturelles et paysagères, les hauteurs et les implantations existantes.

Cependant, les conditions suivantes s'appliquent :

- les travaux devront être approuvés conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme (01-276) en tenant compte des critères énoncés aux articles 118.1,3°, 122.3 et 668;
- une lettre de garantie bancaire de 14 800 $ sera exigée avant l'émission du permis, afin d'assurer le respect, lors des travaux, des mesures nécessitant une protection maximale des 5 arbres cités dans l'inventaire phytosanitaire du 18 février 2018.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

18 avril 2018	Présentation au comité consultatif d'urbanisme (CCU)
7 mai 2018	Adoption du 1er projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)
Date à confirmer	Parution de l'avis public et affichage
Date à confirmer	Consultation publique
4 juin 2018	Adoption du 2e projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)
Juin 2018	Avis public
Juin 2018	Procédure d'approbation référendaire
26 juin 2018	Adoption de la résolution par le conseil d'arrondissement (CA)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Mélissandre ASSELIN-BLAIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique TURCOTTE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-3551
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-24

Gisèle BOURDAGES
conseiller(ere) en amenagement- c/e

Tél : 514 872-7600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2018-05-01

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1183558017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à permettre l'agrandissement du bâtiment principal sis au 4818, chemin de la Côte-des-Neiges, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).



Extrait_PV_4.3_4818, chemin de la Côte-des-Neiges.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique TURCOTTE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-3551
Télécop. : 000-0000

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, le mercredi 18 avril, **à 18 h 30**

5160, boul. Décarie, **4e étage, à la salle Est/Ouest**

Extrait du compte rendu

4.3 Étude d'une demande de projet particulier visant à permettre l'agrandissement du bâtiment principal sis au 4818, chemin de la Côte-des-Neiges, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Responsable du dossier	:	Dominique Turcotte, conseillère en aménagement
Adresse(s)	:	4818, chemin de la Côte-des-Neiges

LE COMITÉ RECOMMANDE

D'autoriser la demande aux conditions suivantes :

- les travaux devront être approuvés conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme (01-276) en tenant compte des critères énoncés aux articles 118.1,3°, 122.3 et 668;
- une lettre de garantie bancaire de 14 800 $ sera exigée avant l'émission du permis, afin d'assurer le respect, lors des travaux, des mesures nécessitant une protection maximale des 5 arbres cités dans l'inventaire phytosanitaire du 18 février 2018.
- que le requérant fournisse les détails de l'éclairage afin de démontrer que la dispersion lumineuse vers le ciel est minimisée

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1183558017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à permettre l'agrandissement du bâtiment principal sis au 4818, chemin de la Côte-des-Neiges, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir document ci-joint

FICHIERS JOINTS

Résolution PPCMOI_4818, ch. Côte-des-Neiges_2018-04-24_V_2.doc
Annexe A.pdf
Annexe B.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mélissandre ASSELIN-BLAIN
Avocate
Tél : 514-872-6503

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-25

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES – NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RÉSOLUTION
XXXXXXXXX

Adopter un premier projet de résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), afin de permettre l'agrandissement du bâtiment principal situé au 4818, chemin de la Côte-des-Neiges.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), un premier projet de résolution approuvant le projet particulier visant l'agrandissement du bâtiment principal situé au 4818, chemin de la Côte-des-Neiges.

De mandater le secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

SECTION I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété sise au 4818, chemin de la Côte-des-Neiges, tel qu'illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » joint en annexe A à la présente résolution.

SECTION II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la modification et l'occupation du bâtiment sis au 4818, chemin de la Côte-des-Neiges, est autorisée aux conditions prévues à la présente résolution.

3. Aux fins de l'article 2, il est permis de déroger au paragraphe 1 de l'article 626 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), en permettant une superficie maximale de plancher de 600 m^2.

SECTION III
CONDITIONS ET CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

4. La demande de permis de transformation du bâtiment doit être approuvée conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) en tenant compte des critères énoncés aux articles 118.1,3°, 122.3 et 668.

5. Les détails de l'éclairage devront démontrer que la dispersion lumineuse vers le ciel est minimisée.

6. une lettre de garantie bancaire au montant de 14 800 $ sera exigée avant l'émission du permis, afin d'assurer le respect, lors des travaux, des mesures nécessitant une protection maximale des 5 arbres cités dans l' « inventaire phytosanitaire et protection d'arbres » daté du 18 février 2018, joint en Annexe B à la présente résolution.

SECTION IV
DÉLAI DE RÉALISATION

7. La demande de permis de transformation doit être déposée dans les 60 mois suivant l'adoption de la présente résolution.

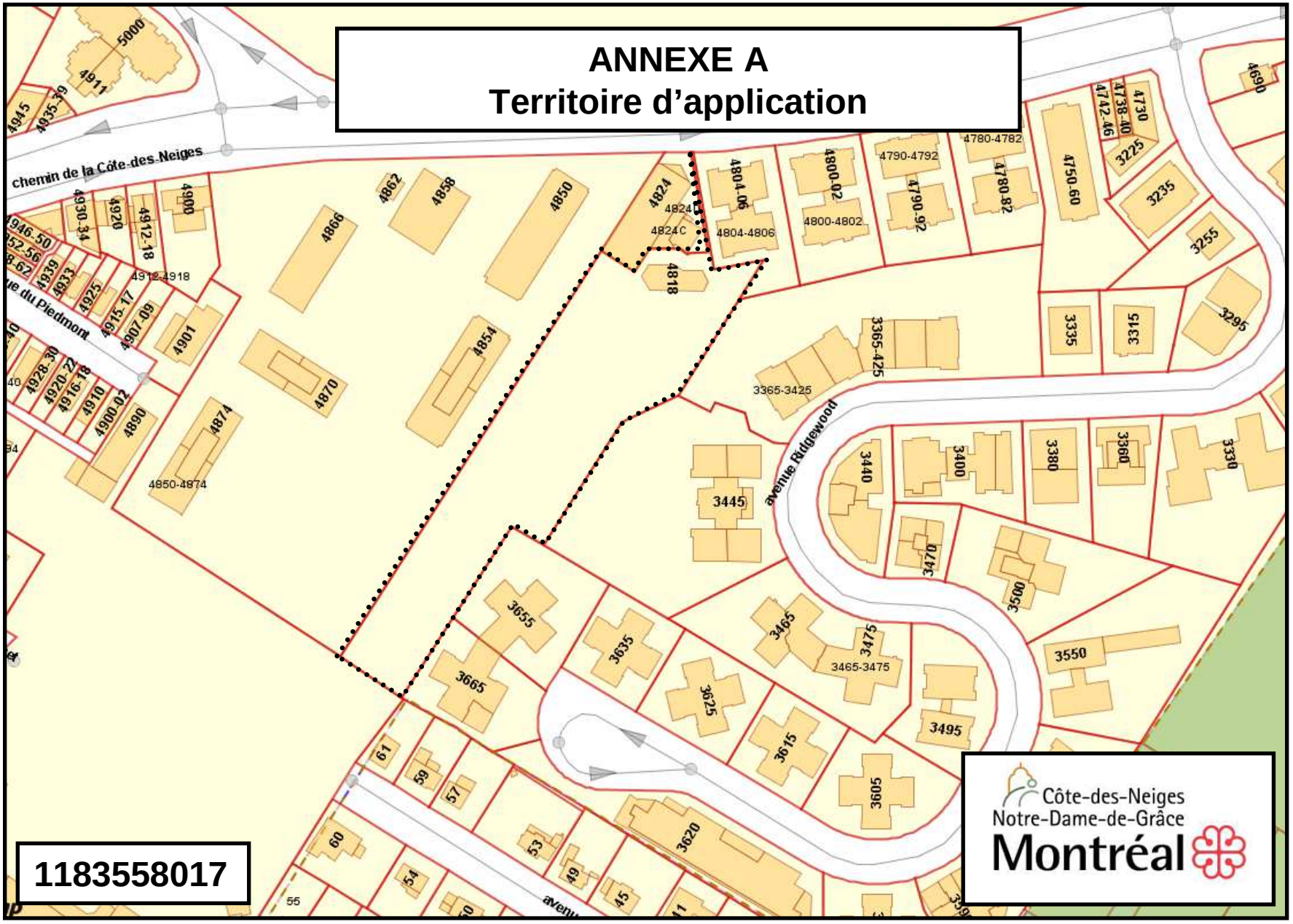
8. En cas de non-respect de l'article 7, l'autorisation prévue à la présente résolution est nulle et sans effet.

9. Les travaux d'aménagement paysager doivent être terminés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de transformation du bâtiment.

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « TERRITOIRE D'APPLICATION »

ANNEXE B
INVENTAIRE PHYTOSANITAIRE ET PROTECTION D'ARBRES

GDD : 1183558017


ANNEXE A
Territoire d'application
chemin de la Côte-des-Neiges
avenue Ridgewood
1183558017
Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

18 FEVRIER 2018

INVENTAIRE PHYTOSANITAIRE ET PROTECTION D'ARBRES

INVENTAIRE PHYTOSANITAIRE ET PROTECTION D'ARBRES À, THE HILLSIDE TENNIS CLUB, AU 4818 COTE-DES-NEIGES À MONTRÉAL

Lamontagne Consultants
Consultants en arboriculture et Foresterie urbaine

815, Boulevard du Loiret
Québec (Québec) G2L2Z2
lamontagneconsultants@gmail.com

Table des matières

Mise en situation 1
Mandat 1
Propriété à l'étude 1
Localisation de la propriété et des arbres numérotés 2
Localisation des arbres requérant une protection maximale 3
Plan 1 ..... *3*
Méthodologie et informations utiles concernant l'inventaire 3
Inventaire dendrologique *4*
Évaluation phytosanitaire (condition des végétaux) *4*
Inventaire dendrologique et évaluation phytosanitaire 4
Remarques et recommandations 1
Conclusion 1
Devis d'exécution général lors de travaux situés à proximité des arbres 2
a) Avant les travaux *4*
b) Pendant les travaux *6*
c) Après les travaux *8*
Suivi post construction *9*
Conclusion du devis 9
Photos 11

Lamontagne Consultants
Consultants en arboriculture et foresterie urbaine

Mise en situation

Une rénovation complète des bâtiments, structures extérieures et des terrains est prévue pour le lot commercial **2174907,** propriété de The Hillside Tennis Club inc.

De nombreux arbres mature sont présent à proximité des infrastructures devant subir réfection. Le lot sur lequel est situé le Tennis Club et les lots environnement sont fortement boisé. Les arbres contribuent à la quiétude des usagers et des citoyens et ont par conséquent une grande valeur pour les propriétaires du Tennis Club.

Mandat

À la demande de Monsieur Jean Jacques Binoux de Version paysage, nous avons procédé a une étude concernant l'inventaire phytosanitaire la conservation et la protection des arbres situés sur le site.

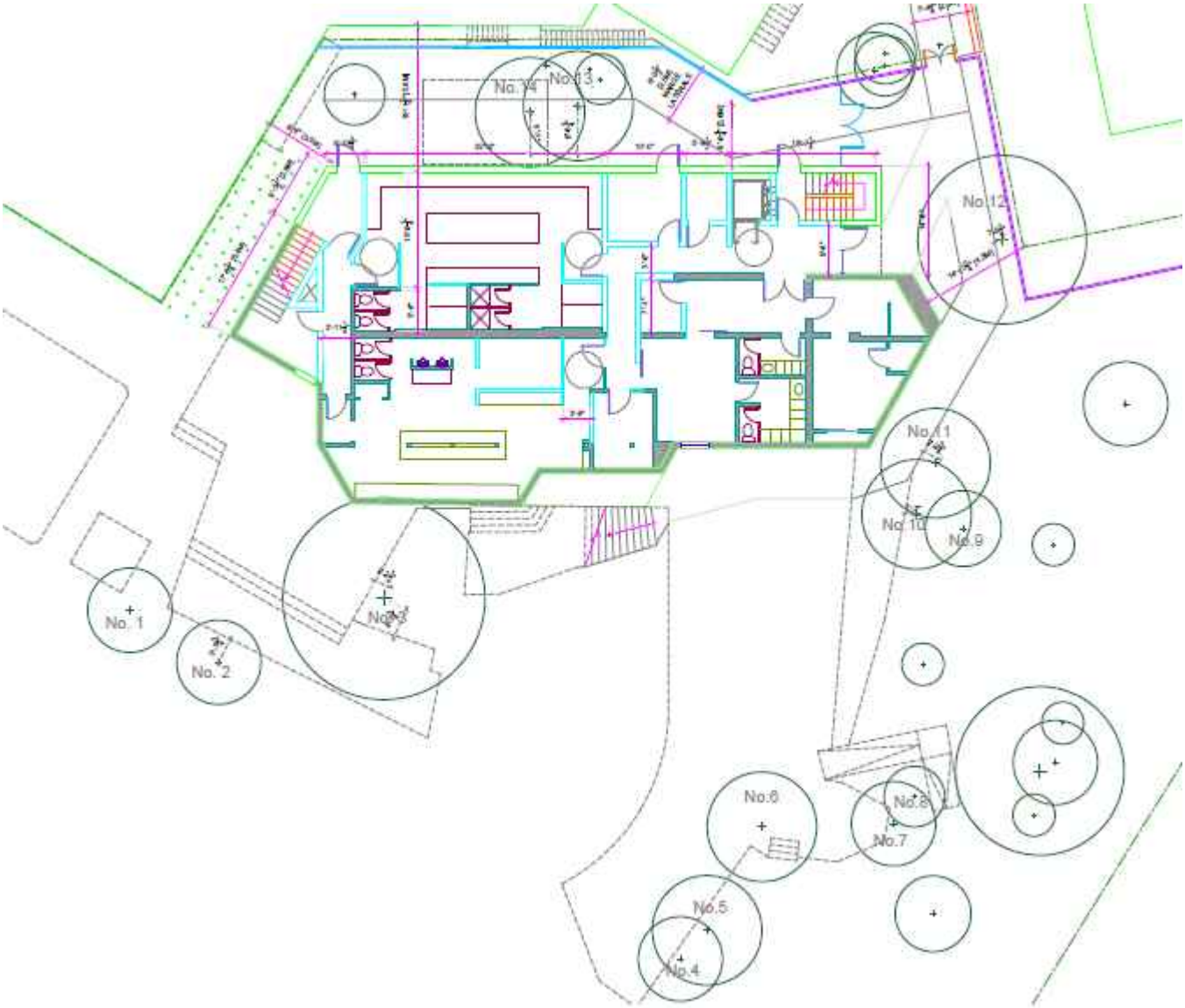
Suite aux informations reçues par M. Binoux, nous avons procédé à une étude phytosanitaire pour déterminer la condition et la viabilité de ces arbres à la suite d'une construction à proximité.

Plusieurs mesures seront à prendre dans l'optique de conservation de ces arbres tels des travaux de précoupe racinaire, de zone d'interdiction d'empiétement et d'installation de matériaux de protection pour les troncs. Ces mesures seront détaillées plus avant dans le rapport

Propriété à l'étude

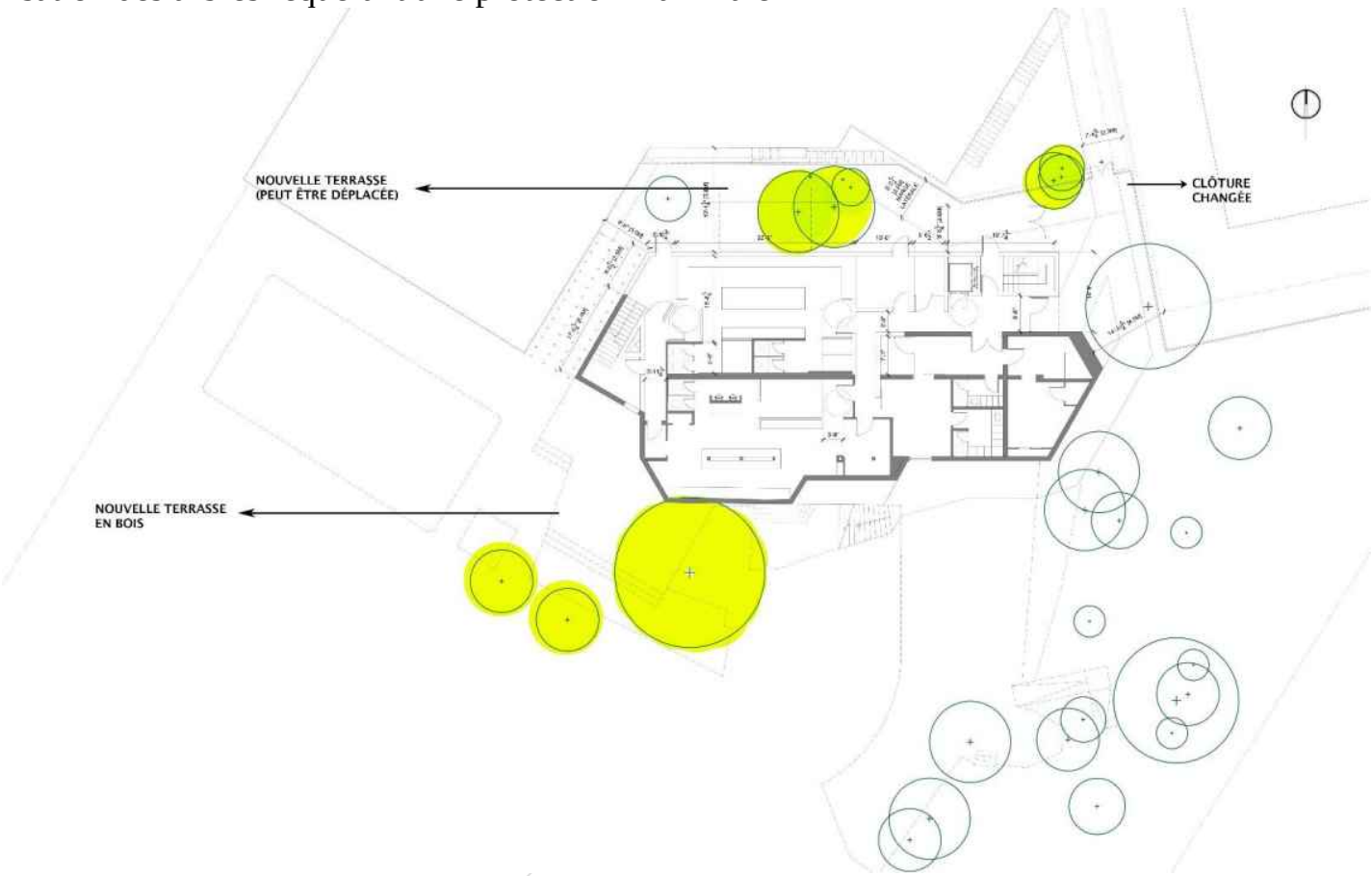
Nom :	**THE HILLSIDE TENNIS CLUB INC**
Adresse postale :	**4818 CH DE LA COTE-DES-NEIGES, MONTREAL QUEBEC, H3V 1G2**
Adresse :	**4818 Chemin de la Côte-des-Neiges**
Arrondissement :	**Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce**
Numéro de lot :	**2174907**
Utilisation prédominante :	**Immeuble commercial**
Numéro d'unité de voisinage :	**3549**

Localisation de la propriété et des arbres numérotés



Lamontagne Consultants
Consultants en arboriculture et foresterie urbaine

Localisation des arbres requérant une protection maximale



Plan 1 : Illustration du bâtiment et des structures adjacentes. Les arbres spécifiés en jaune sont ceux requérant une protection maximale. Il s'agit des arbres No. 1, 2, 3, 13 et 14

Méthodologie et informations utiles concernant l'inventaire

Nous avons effectué notre inventaire lors d'une visite sur le terrain, le 22 janvier 2018. M. Olivier Lamontagne, arboriculteur ISA certifié et M. Jean Lamontagne, professeur et consultant en arboriculture a procédé à l'inventaire et à l'évaluation. Nous avons inventorié les végétaux à l'aide d'un ruban circonférentiel et d'un ruban à mesurer.

Inventaire dendrologique

Pour effectuer l'inventaire dendrologique des végétaux, nous avons relevé le diamètre de chacun des végétaux. Le calcul du diamètre s'est fait avec un ruban circonférentiel à hauteur de poitrine (D.H.P.), mesure prise à 1,4 m de hauteur.

Évaluation phytosanitaire (condition des végétaux)

Les principaux critères évalués pour octroyer le facteur de condition sont les suivants :

- l'état du tronc
- l'état du feuillage
- le système racinaire apparent
- l'état des branches primaires charpentières
- la solidité des embranchements
- l'état des branches secondaires et des rameaux
- l'apparence des bourgeons
- la croissance en longueur des rameaux terminaux
- la présence et la quantité de branches mortes ou affaiblies
- la présence de signes d'insectes et de maladies
- le développement de la cime : symétrique, déséquilibrée ou incomplète
- l'espérance de vie

Inventaire dendrologique et évaluation phytosanitaire

No.	Essence	Nom latin	D.H.P. (cm)	Condition (%)	Localisation spécifique
1	Tilleul américain	Tilia americana	35	75	0,8m de clôture du tennis
2	Tilleul américain	Tilia americana	30	75	0,8m de clôture du tennis
3	Peuplier deltoïde	Populus deltoïdes	74	60	Contre clôture de terrasse
4	Érable à sucre	Acer saccharum	30	75	0,1m de clôture de terrasse
5	Tilleul américain	Tilia americana	45	70	0,3m de clôture de terrasse
6	Érable à sucre	Acer saccharum	46	60	Contre terrasse
7	Érable à sucre	Acer saccharum	30	60	Contre terrasse
8	Érable à sucre	Acer saccharum	19	70	1m de la terrasse
9	Érable à sucre	Acer saccharum	24	70	2,5m de la terrasse
10	Tilleul américain	Tilia americana	38	70	2,5m de la terrasse
11	Érable de Norvège	Acer platinoïdes	37	60	2,5m de la terrasse
12	Tilleul américain	Tilia americana	56	60	Contre clôture d'entrée
13	Peuplier deltoïde	Populus deltoïdes	60	40	Derrière bâtiment
14	Peuplier deltoïde	Populus deltoïdes	60	40	Derrière bâtiment

Remarques et recommandations

Les arbres No. 1 à 12 évalués ont dans l'ensemble une bonne condition. Ces arbres poussent sur un terrain entretenu et préservé. Bien que l'inventaire ait été fait à l'hiver 2018, nous n'avons pas perçu de problème de stress racinaire ou de problème de sol. Les arbres sont pour la plupart dominant et codominant et sont très haut. Aucun problème de structure n'a été observé. Quelques branches mortes de faible calibre sont présente mais ne menace pas directement la sécurité des usagers du Tennis club. Un élagage serait toutefois bénéfique à leur condition.

Les arbres No. 13 et No. 14 sont dans une condition phytosanitaire plutôt faible. Ce sont des arbres à grand déploiement et ont atteint leur développement maximal. De nombreuses branches mortes de fort calibre ont été observées et des fourches majeures devraient être expertisé de plus près par des élagueurs-grimpeurs pour attester de leur sécurité.

Cependant si des travaux correctifs pour éliminer les branches mortes et pour assurer la sécurité de la structure sont effectué, ces arbres peuvent être conservé si le devis de protection cité plus bas est respecté.

Conclusion

De nombreux arbres subiront des impacts suite aux travaux. Le stress racinaire sera important et les mesures détaillées plus bas dans le *Devis d'exécution général lors de travaux situés à proximité des arbres* seront nécessaire pour procurer à ces arbres toutes les chances de s'en remettre.

Jean Lamontagne
Consultant en arboriculture

Olivier Lamontagne
Consultant en arboriculture

Lamontagne Consultants
Consultants en arboriculture et Foresterie urbaine

Devis d'exécution général lors de travaux situés à proximité des arbres

Lamontagne Consultants
Consultants en arboriculture et Foresterie urbaine

Tableau des arbres et détermination de la ZPO

No.	Nom latin	D.H.P. (cm)	Zone de protection optimale
1	Tilia americana	35	Construction à proximité
2	Tilia americana	30	Construction à proximité
3	Populus deltoïdes	74	Construction à proximité
4	Acer saccharum	30	Respectée
5	Tilia americana	45	Respectée
6	Acer saccharum	46	Respectée
7	Acer saccharum	30	Respectée
8	Acer saccharum	19	Respectée
9	Acer saccharum	24	Respectée
10	Tilia americana	38	Respectée
11	Acer platinoïdes	37	Respectée
12	Tilia americana	56	Respectée
13	Populus deltoïdes	60	Construction à proximité
14	Populus deltoïdes	60	Construction à proximité

Pour tous les arbres présents sur le site de construction, les mesures détaillés sous a) sont nécessaire.

Pour les arbres No. 1,2,3,13 et 14, les mesures sous b) et c) sont nécessaire.

a) Avant les travaux

Détermination du rayon de la zone de protection optimale d'un arbre

Déterminer la zone de protection optimale d'un arbre est un concept simple, qui se base sur des observations faites sur le terrain. La ZPO d'un arbre correspond à sa projection de la cime au sol, ou au diamètre de sa couronne.

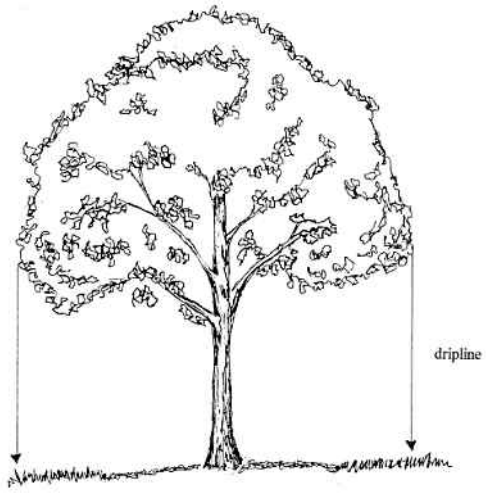


Figure 1.

Lorsque la ZPO est respectée, les mesures détaillées plus bas ne sont pas toutes nécessaire. Plus nous approchons du tronc des arbres, des précautions majeures doivent être utilisées si nous voulons conserver ces arbres.

Localisation des aires de circulation et d'entreposage des matériaux

Localiser avec précision l'emplacement des chemins empruntés par la machinerie pour se rendre aux lieux d'excavation ainsi que les endroits où seront entreposés les matériaux. Une localisation précoce de ces accès préviendra plus tard bon nombre de blessures et de bris racinaires, soit par compaction du sol ou par création de roulières néfaste au système racinaire nourricier de l'arbre.

Dégagement des aires de travail

Le dégagement des aires de travail est un élagage permettant de dégager les aires de construction, les voies de circulation de la machinerie et l'emplacement des sites où seront déposés les équipements et les matériaux lourds. Ceci a pour but de faciliter le travail de la machinerie lourde en réduisant les risques de blessures aux

arbres. On procède alors, si nécessaire au raccourcissement ou au relevage des branches qui nuisent au passage des équipements, et qui seront trop proche de la future résidence

Nous recommandons de relever, si nécessaire, la couronne des arbres à environ quatre (4) mètres de hauteur. Nous conseillons également un élagage d'assainissement qui consiste à supprimer les branches qui sont interférentes, mortes, malades, nuisibles, brisées, peu vigoureuses, avec écorce incluse et faiblement attachées.

Les rejets gourmands et les chicots sont également éliminés au cours de cette opération. Notre expérience nous a démontré que ces travaux augmentent sensiblement la résistance des arbres soumis à des stress majeurs.

Zones de protection

Il est primordial de ne pas circuler sur la zone de protection optimale des arbres. L'installation d'une clôture est recommandée pour que la machinerie ne s'aventure pas dans la zone de protection optimale des arbres.

L'entreposage de matériaux de construction doit également se faire loin des végétaux et en prenant soin d'éviter le système racinaire des arbres.

Pour tous les arbres à risque d'être endommagés, il faut procéder à l'installation de protection individuelle.

b) Pendant les travaux

No.	Nom latin	D.H.P. (cm)	Zone de protection optimale
1	Tilia americana	35	Construction à proximité
2	Tilia americana	30	Construction à proximité
3	Populus deltoïdes	74	Construction à proximité
13	Populus deltoïdes	60	Construction à proximité
14	Populus deltoïdes	60	Construction à proximité

La protection individuelle s'installe de la manière suivante :

Installer des pièces de bois d'une dimension minimale de 40 mm sur 90 mm et de 1,8 mètre de hauteur sur tout le pourtour du tronc

Fixer les pièces de bois par l'extérieur à l'aide de deux bandes de plastique ou d'acier qui doivent être appuyées sur deux bandes de caoutchoucs ou équivalent.

Prévention de la compaction du sol

Aucune circulation de véhicule lourd ou dépôt de matériau ne seront tolérés à l'intérieur de la projection de la cime, à l'exception de l'endroit ou aura lieu l'excavation. Les arbres situés à proximité des excavations devraient être protégés par la mise en place de clôtures entourant la projection de la cime de l'arbre au sol. Pour les zones de circulation nécessaires à l'intérieur de la projection de la cime de l'arbre au sol, on étendra, selon les besoins, soit une couche de matériau non compactant (ex. : copeaux de bois) d'une épaisseur de 300 mm sur une membrane de géotextile perméable à l'air et à l'eau, soit des feuilles d'acier, du concassé ou encore une technique empêchant la compaction du sol.

Ces travaux sont effectués si les travaux sont prévus pour une longue période ou si les arbres ont une grande valeur ornementale ou patrimoniale

Mesures pour minimiser la perte de racines

Mesures de préservation du système radiculaire près des excavations

Les mesures de préservation du système radiculaire près des excavations sont applicables aux arbres désignés par le consultant en arboriculture qui peuvent se trouver à proximité des types de travaux suivants :

- arbres situés près d'excavations de toute profondeur à faire à partir de la surface du sol existant pour l'installation de sous-fondations granulaires destinées à supporter des aménagements de matériaux inertes
- arbres situés près d'excavations de toute profondeur à faire à partir de la surface du sol existant pour l'installation de services souterrains en tranchée, excavations à être comblées par de la terre végétale et destinée à être plantée avec du gazon ou d'autres végétaux

Précoupe et décapage progressif du sol

La position de la limite de précoupe qui pourra être faite le plus proche des arbres existants à préserver sera marquée directement sur le sol par le consultant en arboriculture lors des travaux.

Cette méthode de travail consiste à faire une précoupe du sol et des racines des arbres existants qui s'y trouvent à l'aide d'une scie à béton et à procéder par la suite au décapage du sol à l'aide de la machinerie ou manuellement, selon le type d'excavation à faire par l'entrepreneur.

Procéder successivement à trois précoupes faites sur une profondeur de 100 mm à 125 mm avec une scie à béton ou alternative ou une trancheuse sur la longueur marquée à la peinture.

Après chaque précoupe, décaper le sol naturel existant, incluant les racines, seulement sur la profondeur où la précoupe a été faite.

Au besoin, procéder à plus de trois précoupes de manière à atteindre une profondeur de 300 mm.

Entre 300 mm et 500 mm de profondeur, procéder au décapage graduel du sol sans avoir réalisé de précoupe systématique à l'aide de la machinerie ou manuellement, selon le type d'excavation à faire par l'entrepreneur.

Si des racines de 50 mm de diamètre ou plus sont rencontrées entre 300 et 500 mm de profondeur, les sectionner nettement avec un outil tranchant ou avec la scie à béton.

Au-delà de 500 mm de profondeur, aucune mesure particulière de préservation des racines n'est exigée, sinon de couper nettement les racines rencontrées.

Lors de l'excavation, une tranchée la plus franche et verticale possible doit être effectuée. Le système racinaire des arbres en est un de surface et il faut primordialement sauvegarder le plus possible cette couche superficielle. Pour minimiser la perte racinaire, si la tranchée est profonde ou si le sol est instable la pose d'un mur de type Berlinois ou avec plaque d'acier et bloc de béton pour garder le sol en place lors de l'excavation, est recommandé pour assurer la sécurité des travailleurs en contrebas.

Arrosage

Un arrosage en profondeur de tous les arbres doit être fait durant la saison estivale après une période de sept (7) jours consécutifs sans pluie.

c) Après les travaux

Remblayage des arbres

Un remblayage final doit être fait autour des arbres à l'aide de terre végétale sur une profondeur minimale de 300 mm. Ceci a pour but d'assurer le développement optimal de nouvelles radicelles. Le remblayage **ne doit pas être fait au dessus du collet original** de l'arbre sinon les radicelles et le tronc seraient étouffés.

Élagage

Un élagage pourra être nécessaire après les travaux afin de réparer les branches brisées lors des travaux. Tous les travaux d'arboriculture seront effectués selon les normes du Bureau de normalisation du Québec (BNQ) NQ0605-100, NQ0605-200 et BNQ0630-900.

Fertilisation

Une fertilisation granulaire avec mycorhizes et matière organique sera bénéfique après les travaux afin d'aider les arbres à surmonter les dommages subis et pour aider au développement du système racinaire endommagé. Pour les arbres qui auront perdu plus de 40 % de leur système racinaire, des implants posés dans le cambium les aideront à refaire leur système racinaire.

Aération

Si le sol à proximité des arbres a été compacté, ou si des ornières ont été causées, il faudra alors procéder à l'aération du sol.

Suivi post construction

À la fin des travaux, il faudra établir un programme d'entretien des arbres incluant la fertilisation et l'élagage pendant les deux (2) années suivants les travaux.

Par la suite, des travaux d'arboriculture seront faits selon la réaction de ceux-ci aux modifications de leur environnement. Ces travaux d'arboriculture doivent être le résultat d'observations périodiques sur une période de (2) ans suivant la fin des travaux.

Conclusion du devis

Les arbres concernés par ce rapport subiront d'importants traumatismes au cours des travaux prévus. Une application très rigoureuse des mesures avancées ici permettront à ces arbres de survivre malgré la perte racinaire.

- Une protection contre l'empiètement et la compaction des sols.
- Un dégagement des aires de travaux et une protection du tronc pour abaisser la probabilité d'accrochage et de déchirure des branches.
- Une précoupe racinaire avant le début de l'excavation et une coupe franche des racines restantes pendant l'excavation pour éviter la déchirure des racines et améliorer la cicatrisation des blessures.
- Une fertilisation et une aération du sol en procédant à la perforation du sol et à l'application de mycorhizes, de matière organique et de compost dans les trous autour de l'arbre.
- Une fertilisation spécialisée (implants dans le cambium) après les travaux ou au début du printemps prochain, pour permettre une reprise rapide de l'arbre malgré une perte importante de son système racinaire nourricier. Ces implants, testés a de maintes reprises par notre firme et ayant obtenus d'excellent résultats et ce de

manière répétées, permettent la survie d'arbre dont les racines ont été éliminées à plus de 40% de leur masse totale.

Ces mesures permettront de protéger les arbres et de leurs permettre de croitre pour les prochaines années au bénéfice des propriétaires et des gens du quartier.

Photos



Photo 1 Arbres No. 1 et 2



Photo 2 Arbre No.3



Photo 3 Arbres No.4,5,6,7,et8



Photo 4 Arbres No. 9,10 et 11

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 51.01

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1185284003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Désigner comme rue piétonne et place publique la bretelle du chemin de la Côte-des-Neiges direction sud située entre le chemin Queen-Mary et la rue du Frère-André, du 9 juillet au 7 septembre 2018, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses du 22 mai au 31 octobre 2018 et d'équipements d'embellissement et édicter les ordonnances.

Il est recommandé :
D'autoriser l'aménagement de la Placette CDN

D'édicter, en vertu du *Règlement sur la circulation et le stationnement* (R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8), l'ordonnance jointe à la présente permettant la fermeture de la bretelle du Chemin de la Côte-des-Neiges direction sud entre Queen-Mary et la rue du Frère-André, telle que montrée sur le plan en pièce jointe, du 9 juillet au 7 septembre 2018 et autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation des cafés terrasses du 22 mai au 31 octobre 2018.

D'édicter, en vertu du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), l'ordonnance jointe à la présente permettant de vendre des articles promotionnels, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non alcoolisées, conformément aux exigences de l'ordonnance du 22 mai au 31 octobre 2018.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-04 08:27

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1185284003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Désigner comme rue piétonne et place publique la bretelle du chemin de la Côte-des-Neiges direction sud située entre le chemin Queen-Mary et la rue du Frère-André, du 9 juillet au 7 septembre 2018, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses du 22 mai au 31 octobre 2018 et d'équipements d'embellissement et édicter les ordonnances.

CONTENU

CONTEXTE

À l'instar de 2017, une partie du chemin de la Côte-des-Neiges sera aménagé en place publique pour l'été 2018 dans le cadre du Programme d'implantation de rues piétonnes et partagées (PIRPP).
Pour permettre la fermeture de la bretelle du chemin de la Côte-des-Neiges, des ordonnances doivent être adoptées par le Conseil d'arrondissement.

La place publique sera aménagée sur la chaussée de la bretelle du Chemin de la Côte-des-Neiges ainsi que sur le talus adjacent entre la rue du Frère-André et le Chemin Queen-Mary (tel que montré sur le plan en pièce jointe). La date d'ouverture de la place publique est prévue pour le 14 juillet 2018. Du 9 juillet au 13 juillet, le mobilier sera installé pour transformer la rue en place publique. La circulation des La circulation des véhicules reprendra après la Fête du travail. La période du 4 au 7 septembre servira pour le démontage des installations.

Étant donné que l'animation de la Placette débutera plus tard cette année, les commerçants pourront débuter l'occupation de la rue avec des terrasses à partir du 14 mai. Toutefois, la circulation demeurera ouverte aux véhicules jusqu'au 9 juillet. La rue et la Placette seront prêtées à la Société de développement commerciale Expérience CDN et elles pourront être utilisées par celle-ci ou les commerçants qui sont sur son territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 170170 Désigner, comme rue piétonne et place publique la bretelle du chemin de la Côte-des-Neiges direction sud située entre le chemin Queen-Mary et la rue du Frère-André,

du 23 juin au 15 octobre 2016, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et d'équipements d'embellissement et édicter les ordonnances.(1162703004)
CA17 170138 Désigner, comme rue piétonne et place publique la bretelle du chemin de la Côte-des-Neiges direction sud située entre Queen-Mary et la rue du Frère-André, du 26 mai au 8 septembre 2017, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et d'équipements d'embellissement et édicter les ordonnances. (1172703003)

DESCRIPTION

La place publique accueillera des espaces pour les commerces adjacents et des lieux d'animation. Un petit pavillon temporaire a été construit pour servir de kiosque d'informations pour les touristes. Ce kiosque sera pris en charge par la Société de développement commerciale Expérience CDN. Tous les aménagements seront conformes aux normes d'accessibilité universelle.
Le mobilier utilisé comporte des tables et des chaises amovibles ainsi que des chaises adirondack. Une petite estrade a été construite pour accueillir des animations. Cette année des tables d'échecs seront ajoutées.

Les aménagements sont situés dans le Site patrimonial du mont Royal et en partie sur une rue résidentielle. Une attention particulière sera portée aux nuisances qui pourraient nuire à la qualité de vie du quartier résidentiel. Les aménagements ont été autorisés par le Ministère de la Culture.

JUSTIFICATION

L'Oratoire St-Joseph attire 2 millions de visiteurs chaque année. Ce monument de réputation internationale offre une expérience paysagère hors du commun. Malgré ces qualités, l'accès à l'Oratoire est principalement planifié pour les véhicules. L'objectif est d'amener les visiteurs de l'Oratoire à se rendre sur le Chemin de la Côte-des-Neiges pour ensuite découvrir à pied le noyau villageois.
La place publique étant aménagée devant des commerces, les commerçants ont été rencontrés à plusieurs reprises et le concept d'aménagement a été développé en collaboration avec eux.

L'intersection des Chemins de la Côte-des-Neiges et Queen-Mary comporte beaucoup d'espace pavé et ce n'est pas un environnement très intéressant pour les piétons. Ce projet pilote permettra de mesurer l'intérêt à redonner une partie de cet espace pavé aux piétons.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis BRUNET
Conseiller en planification

Tél : 514 872-1569
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-03

Stephane P PLANTE
Directeur d'arrondissement

Tél : 514-872-6339
Télécop. :

RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT

(R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8)

Ordonnance relative à la Placette CDN entre Queen-Mary et la rue du Frère André

À la séance du 7 mai 2018 le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète :

1. La fermeture de la bretelle du Chemin de la Côte-des-Neiges direction sud entre Queen-Mary et la rue du Frère-André, telle que montrée en pièce jointe;

2. La fermeture visée à l'article 1 est valable du 9 juillet 2018 jusqu'au 7 septembre 2018 en continuité.

3. L'occupation des unités de stationnement et d'une partie du trottoir en face de chacun des commerces situés au rez-de-chaussée ou au sous-sol et touchés par la fermeture visée à l'article 1 est autorisée du 22 mai au 31 octobre 2018 en continuité.

RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC
(R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8)

Ordonnance relative à la Placette CDN entre Queen-Mary et la rue du Frère-André

À la séance du 7 mai 2018, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. Sur la Placette CDN, les commerces adjacents à la Placette CDN peuvent vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, devant leur commerce sur la bretelle du Chemin de la Côte-des-Neiges direction sud entre Queen-Mary et la rue du Frère-André. Sur la Placette CDN ainsi que sur le terre-plein adjacent la Société de développement commerciale expérience CDN ou un de ses membres peut vendre des articles promotionnels dans le cadre d'une activité d'animation.

2. Les autorisations visées à l'article 1 sont valables du 22 mai au 31 octobre 2018, entre 9 h et 23 h, en ce qui a trait à la vente d'articles promotionnels, de nourriture ainsi que de boissons, de même que du 22 mai au 31 octobre 2018, entre 10 h et 23 h, quant à la consommation de boissons alcoolisées.

3. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits
alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1185284003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Désigner comme rue piétonne et place publique la bretelle du chemin de la Côte-des-Neiges direction sud située entre le chemin Queen-Mary et la rue du Frère-André, du 9 juillet au 7 septembre 2018, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses du 22 mai au 31 octobre 2018 et d'équipements d'embellissement et édicter les ordonnances.



Place Publique.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis BRUNET
Conseiller en planification

Tél : 514 872-1569
Télécop. :


Second Cup
Exo Fruits
Tais Toi Et Mange
Caverne (La), Pogrebok)
Kashin Sushi
BMO Banque de Montréal
Scotiabank
Chemin Queen Mary
Avenue Gatineau
Chemin de la Côte-des-Neiges
Entreprise Simon Pierre
Studio la Volière
Chez Dany (Cote des Neiges)
Metro Côte-des-Neiges
Pharmaprix
Ambulante Vétérinaire de Côte des Neiges...
Canada Post
Rue du Piedmont
Chez Thony
Bio-Esthétique Laser Inc
Duc de Lorraine
Pères de Sainte-Croix
Rue du Frere Andre
Piétonnisation pour l'été
Collège Notre Dame
Chemin Queen Mary

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.01

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1184535006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 mars 2018.

Il est recommandé :
De déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 mars 2018.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-01 12:57

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1184535006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 mars 2018.

CONTENU

CONTEXTE

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 mars 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danielle MAJOR
Secrétaire de direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. : 514 872-7474

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-23

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-4358
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1184535006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 mars 2018.

Décisions déléguées Ressources humaines mars 2018.pdf

Factures non associées à un bon de commande mars 2018.pdf

Liste des bons de commande approuvés mars 2018.pdf

Rapport Visa mars 2018.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danielle MAJOR
Secrétaire de direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. : 514 872-7474

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RESSOURCES HUMAINES - RÉCAPITULATIF DES DÉCISIONS
Mars 2018

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	À COMPTER DE	AUTRES
0,6	Déplacement d'un fonctionnaire	5	DSAG	C/S sport loisirs dev social	24 mars 2018	Déplacement
			DSAG	Responsable soutien aux élus	10 mars 2018	Embauche
			DSAG	C/S sports loisirs dev social	17 fev 2018	Promotion
			DSAG	C/M d'arrondissement voirie parcs	10 fev 2018	Promotion
			DSAG	Agent ress. Humaine	17 fev 2018	Changement d'accréditation syndicale
07.0	Nomination d'un fonctionnaire salarié représenté par une association accréditée	12	DSAG	Préposé aux travaux	3 fev 2018	Titularisation
			DSAG	Agent principale comm sociales	10 mars 2018	Promotion
			DSAG	Préposé aux travaux généraux	24 fev 2018	Titularisation
			DSAG	Agent technique genie civil	17 mars 2018	Changement d'accréditation syndicale
			DSAG	Ingénieur	15 mars 2018	Promotion
			DSAG	Maxim'eau	1 janvier 2018	Titularisation
			DSAG	Conseiller en aménagement	10 mars 2018	Déplacement
			DSAG	Ingénieur	22 février 2018	Déplacement
			DSAG	Bibliothecaire occasionnel	3 mars 2018	Déplacement
			DSAG	Préposé à l'accueil	3 mars 2018	Déplacement
			DSAG	Inspecteur du cadre bati	17 mars 2018	Déplacement
			DSAG	Aide-bibliothecaire	17 fev 2018	Embauche
09,0	La résiliation d'un contrat, mise en dispo, mise à pied d'un fonctionnaire par une association accréditée	2	DSAG	Conseiller en aménagement	24 avril 2018	Cessation
			DSAG	Préposé aux travaux généraux	16 février 2018	Cessation
10,0	La résiliation d'un contrat de travail, la mise en disponibilité, la retrogradation ou la mise à pied d'un fonctionnaire ou d'un employé est délégué au directeur d'arrondissement le cas échéant du fonctionnaire de niveau B.	1	DSAG	Agente communication	12 fevrier 2018	Cessation

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RESSOURCES HUMAINES - RÉCAPITULATIF DES DÉCISIONS
Mars 2018

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	À COMPTER DE	AUTRES
11,0	Exercice d'un pouvoir relatif aux conditions de travail d'un fonctionnaire en regard des dispositions des conventions collectives	2	DSAG	Préposé à l'entretien	6 fevrier 2018	Imposer une journée de suspension
			DSAG	Aide-bibliothecaire	23 janvier 2018	Imposer 4 journées de suspension
0,12	Exercice d'un pouvoir relatif aux conditions de travail d'un fonctionnaire	7	DSAG	Assistant interventions loisirs	1 jan au 31 dec 2018	Autoriser l'octroi allocation automobile
			DSAG	Assistant interventions loisirs	1 jan au 31 dec 2018	Autoriser l'octroi allocation automobile
			DSAG	Régisseure direction culture sports loisirs	1 fev au 31 dec 2018	Autoriser l'octroi allocation automobile
			DSAG	Régisseure direction culture sports loisirs	1 fev au 31 dec 2018	Autoriser l'octroi allocation automobile
			DSAG	Assistant interventions loisirs	1 jan au 31 dec 2018	Autoriser l'octroi allocation automobile
			DSAG	Cadre sur mandat	1 janv au 31 dec 2018	Autoriser l'octroi allocation automobile
			DSAG	Préposé l'information cadre bati	8 septembre 2018	Interruption d'affectation
0,13	L'abolition, le transfert ou la modification d'un poste est déléguée: 2e au fonctionnaire de niveau B Concerné dans les autres cas	1	DSAG	Inspecteur domaine public #74115 agent de developpement #73964 Responsable tech prod #70427	–	Autoriser l'abolation des postes permanents

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Factures payées non associées à un bon de commande pour le mois de mars 2018
Saisie décentralisée des factures (SDF)

Approbateur	Date d'approbation	Nom fournisseur	Description	Montant
ANGELY, MARION	13 mars 2018	THEORET-LEGAULT, OLIVIER	Kilométrage et stationnement février 2018.	39,62
	7 mars 2018	THEORET-LEGAULT, OLIVIER	Kilométrage pour le mois de janvier 2018	10,49
			Total	**50,11**
BEAUCHEMIN, SONIA	23 mars 2018	LANDREVILLE, SOPHIE	Kilométrage et stationnement pour janv. et mars 2018	85,42
				85,42
BAUDIN, CYRIL	15 mars 2018	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	Service d'impression de cartes professionnelles pour René Molinié	18,85
	19 mars 2018	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	Service d'impression de cartes professionnelles pour Robert Lecours	17,85
			Total	**36,70**
BEDARD, LUCIE	21 mars 2018	MALAKA ACKAOUI	Présence au CCU pour janv. et mars 2018	150,00
	21 mars 2018	MARK CALCE	Présence au CCU pour février 2018	75,00
	23 mars 2018	COMTOIS, CLAUDE	Frais de taxi (participation à l'assemblée du Conseil du patrimoinede Montréal)	27,60
	8 mars 2018	DESJARDINS, STEVE	Kilométrage et stationnement pour nov.,déc 2017 et janv., fév. 2018	178,52
	21 mars 2018	DJEMILA HADJ-HAMOU	Présence au CCU pour janv., fév. et mars 2018	225,00
	21 mars 2018	BRUCE ALLAN	Présence au CCU pour janv., février et mars 2018	225,00
	21 mars 2018	GENEVIEVE COUTU	Présence au CCU pour janv., février et mars 2018	225,00
	21 mars 2018	ISABELLE DUMAS	Présence au CCU pour mars 2018	75,00
	21 mars 2018	KHALIL DIOP	Présence au CCU pour janv., février et mars 2018	225,00
			Total	**1 406,12**
BOUTIN, PIERRE	5 mars 2018	PETITE CAISSE VILLE DE MONTREAL	Renflouement de la petite caisse CDN-NDG.	34,28
	5 mars 2018	PETITE CAISSE VILLE DE MONTREAL	Renflouement de la petite caisse CDN-NDG.	32,86
	5 mars 2018	PETITE CAISSE VILLE DE MONTREAL	Renflouement de la petite caisse CDN-NDG.	31,49
	5 mars 2018	PETITE CAISSE VILLE DE MONTREAL	Renflouement de la petite caisse CDN-NDG.	46,9
			Total	**145,53**
BROUSSEAU, HELENE	27 févr. 2018	MARTINEZ, DIEGO ANDRES	Kilométrage et stationnement pour janvier 2018	22,93
			Total	**22,93**
CARRIER, RAYMOND	13 mars 2018	AGENCE D'ARTISTES ET DE CONCERTS DANIELLE LEFEBVRE INC.	Artistes	1 889,77
	12 mars 2018	ANGELA LONARDO	Artistes	500,00
	14 mars 2018	CARMELIA LEE	Artistes	67,50
	12 mars 2018	COMMUNICATION JEUNESSE	Formation à la bibliothèque CDN	78,74
	12 mars 2018	COMPAGNIE DE PRODUCTION LES FOUTOUKOURS	Artistes	1 364,84
	1 mars 2018	COMTE, VALERIE	Prix activités Club TD	493,98
	12 mars 2018	FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM POUR ENFANTS DE MONTREAL	Projections des films	577,43
	1 mars 2018	FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM POUR ENFANTS DE MONTREAL	Projections des films	577,43
	12 mars 2018	GAUTHIER, STEPHANE	Achats et décorations de Noël	58,60
	13 mars 2018	GUILLAUME JABBOUR	Artistes	1 500,00
	19 mars 2018	JEAN DE JULIO-PAQUIN	Artistes	400,00
	1 mars 2018	JEUNESSES MUSICALES CANADA	Artistes	314,96
	1 mars 2018	JEUNESSES MUSICALES CANADA	Artistes	1 942,27
	1 mars 2018	JEUNESSES MUSICALES CANADA	Artistes	1 207,36
	13 mars 2018	L'AGENCE STATION BLEUE INC.	Artistes	3 930,73
	19 mars 2018	LA TANIERE	Artistes	1 889,77
	13 mars 2018	LES ATELIERS CINQ EPICES	Artistes	250,00
	14 mars 2018	LES YOGISTOIRES	Artistes	262,47
	16 mars 2018	LOCALEM	Artistes	350,00
	28 févr. 2018	MAI(G)WENN ET LES ORTEILS	Artistes	2 000,00
	13 mars 2018	MAI(G)WENN ET LES ORTEILS	Artistes	325,00
	21 mars 2018	MINISTRE DES FINANCES	Balance-permis exploitation salles	26,02
	12 mars 2018	NADERE ARTS VIVANTS	Artistes	2 414,71
	16 mars 2018	NORMAN CORNETT	Artistes	500,00

Approbateur	Date d'approbation	Nom fournisseur	Description	Montant
CARRIER, RAYMOND	1 mars 2018	PHILIPPE GIRARD	Artistes	2 000,00
	1 mars 2018	PIERRE EMMANUEL POIZAT	Artistes	1 500,00
	16 mars 2018	PUBLICITE SAUVAGE INC.	Impression et installation pour événement	341,21
	1 mars 2018	RICHARD, CAROLINE	Achat pour loges-artistes	55,18
	12 mars 2018	SOCIETE QUEBECOISE D'ENSEMBLE-CLAVIERS	Artistes	1 300,00
	13 mars 2018	SYLVIE FULLUM	Artistes	314,96
	27 févr. 2018	SYLVIE FULLUM	Animation 5e volet sur les plantes aromatiques biblio. Interculturelle	314,96
	19 mars 2018	TENON MORTAISE, COMPAGNIE DE THEATRE-DANSE	Artistes	898,00
	12 mars 2018	THEATRE LE CLOU.	Artistes	2 834,66
	23 mars 2018	THIBAULT, YANICK	Kilométrage fév. 2018	25,45
	16 mars 2018	TOMOKO INUI	Artistes	1 000,00
	12 mars 2018	TREMOLO	Artistes	241,73
	1 mars 2018	ATELIER TRICORNE	Artistes	281,64
			Total	**34 029,37**
DESJARDINS, STEVE	8 mars 2018	LAZZOUZI, SADEK	Couvres-chaussures jetables pour inspecteurs.	72,74
			Total	**72,74**
GAUDREAULT, SONIA	8 mars 2018	OUELLET, MARIE-CLAUDE	Kilométrage-février 2018	38,49
	8 mars 2018	OUELLET, MARIE-CLAUDE	Kilométrage-janvier 2018	54,78
			Total	**93,27**
GAUTHIER, STEPHANE	6 mars 2018	BRASSEUL, LAURE	Remboursements pour l'achats d'objets pour bacs sensoriels, peinture sur galets et	192,50
	6 mars 2018	BRASSEUL, LAURE	Remb. beurre pour cinéma BIC et alcool pour nettoyage DVD	12,17
	21 mars 2018	CANTIN, CATHERINE	Remb. pour dépenses atelier scientifique BIC	23,84
	21 mars 2018	GAO, YUAN	Remboursement de vernis pour atelier de bijoux BIC	4,77
	22 mars 2018	HELENE DENIS	Mots partagés BIC 2018	100,00
	6 mars 2018	PROVENCHER, CLAUDIE	Achats dollarama pour Montreal Joue BIC	4,49
	6 mars 2018	PROVENCHER, CLAUDIE	Achats Renaud Bray cadeaux Montreal Joue Bic	196,60
	6 mars 2018	PROVENCHER, CLAUDIE	Achats Renaud Bray Livres cadeaux Montreal Joue BIC	70,79
			Total	**605,16**
HOOPER, CHANTAL	5 mars 2018	SANIVAC	Location de 2 toilettes chimiques chauffées isolées pour le parc NDG	144,88
	5 mars 2018	SANIVAC	Location de 2 toilettes chimiques chauffées isolées pour le parc Mackenzie-King	217,32
	5 mars 2018	SANIVAC	Location de 2 toilettes chimiques chauffées isolées pour le parc Trenholme	144,88
	5 mars 2018	SANIVAC	Location de 3 toilettes chimiques pour le parc NDG	217,32
	5 mars 2018	SANIVAC	Location de 3 toilettes chimiques pour le parc NDG	209,58
	1 mars 2018	SANIVAC	Location de 2 toilettes chimiques isolées chauffées pour le parc Trenholme	189,26
	20 mars 2018	VORTEX STRUCTURES AQUATIQUES INTERNATIONALES INC	Support sur site, service à la clientèle au parc Georges-St-Pierre	133,86
			Total	**1 257,10**
OUELLET, MARIE-CLAUDE	6 mars 2018	BINOUX, JULIEN	Kilométrage janvier 2018	34,20
	6 mars 2018	HILL PAQUIN, MICHAEL	Carte OPUS	83,00
	6 mars 2018	LIVERNOCHE, STEPHANE	Carte OPUS	83,00
	1 mars 2018	PELLEJERO-DION, GABRIEL	Remboursement-requal moniteur en sauvetage	82,82
	1 mars 2018	RACHIELE, LOUIS	Remboursement-clés portes Aréna	38,30
			Total	**321,32**
PLANTE, STÉPHANE	28 févr. 2018	BROUSSEAU, HELENE	Kilométrage et stationnement pour le mois de janvier 2018	35,43
	28 févr. 2018	BROUSSEAU, HELENE	Copie des clés du coffre fort	31,74
	9 mars 2018	BROUSSEAU, HELENE	Kilométrage et stationnement février 2018	45,63
	8 mars 2018	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	Cartes d'affaires pour Louis Brunet	18,85
			Total	**131,65**
REEVES, GENEVIEVE	27 févr. 2018	ARSENEAULT, CHRISTIAN	Stationnement participant à la rencontre de la Table Ronde contre la pauvreté.	19,57
	16 mars 2018	MONTGOMERY, SUE	Achat de café et lait pour le bureau des élus	144,94
	2 mars 2018	SANGER, DANIEL	Stylet pour tablette et cartouches d'encre pour stylo Parker	19,03
	16 mars 2018	SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES CANADA INC.	Cadre : photos des élus	57,74
	8 mars 2018	2946-8980 QUEBEC INC.	Cartes d'affaires pour Catherine Lavarenne	10,96
			Total	**252,24**
STINGACIU, IRINEL-MARIA	22 mars 2018	KEINER, TANIS	Achats activités bibliothèque Benny	27,20
	27 févr. 2018	MARYSE PERRON	Artistes	325,00
			Total	**352,2**

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Listes des bons de commandes approuvés pour le mois de mars 2018

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Date d'approbation	Nom fournisseur	Numéro de l'entente	Montant de l'engagement	Description
ANGELY, MARION	1261130	9 mars 2018	ARBITRAGE MARCEL MORIN INC.		314,96	Arbitrage de griefs - Honoraires de remise du 10 avril 2018.
	1259905	2 mars 2018	CENTRE PATRONAL DE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC		251,97	Formation: Suivi des cas de lésions professionnelles, le 8 mars 2018.
	1262324	16 mars 2018	GESTION NOVAFOR INC.		2 939,65	Appareil de communication
	1262345	16 mars 2018	GROUPE LE CORRE ET ASSOCIES INC.		3 149,62	Service - Formation en développement interpersonnel/relationnel
	1262956	20 mars 2018	PHENIX CONSEIL		1 377,96	Médecin
	1261475	13 mars 2018	L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE		734,91	Service de taxi - Bon de commande ouvert 2018
	1257952	8 mars 2018	LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTEE		2 378,68	Ameublement mobilier de bureau
BAUDIN, CYRIL	1259898	2 mars 2018	3289419 CANADA (COLLINS)		119,05	Vêtement et équipement de travail
	1253766	16 mars 2018	ADDISON ELECTRONIQUE MONTREAL		421,68	Appareil électronique
	1260129	5 mars 2018	AEROCHEM INC.		1 839,01	Achat de dégraisseur pour les parcs.
	1252628	15 mars 2018	CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC		1 049,87	mises à jour de Normes-Ouvrages routiers
	1261548	13 mars 2018	COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)		262,47	Formation Retraite pour Daniel De Guise.
	1260133	5 mars 2018	ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE		205,25	Vêtement et équipement de travail
	1259929	2 mars 2018	FONDERIE LAPERLE DIR. TUYAUTERIES CANADA LTEE	1005686	4 990,02	Aménagement exterieur-travaux publics
	1260836	8 mars 2018	MONTREAL STENCIL INC		229,60	Accessoire de bureau
	1263229	21 mars 2018	ONOMAT CANADA INC.		2 377,97	Accessoire et pièce de remplacement pour outil
	1259548	2 mars 2018	PRODUITS SANY	1048199	407,86	Produit ménager pour la voirie.
	1263222	21 mars 2018	REVOLUTION ENVIRONMENTAL SOLUTIONS LP		801,05	Service - Collecte de matières dangereuses (DDD)
	1259678	1 mars 2018	RENO-DEPOT		25,18	Produit d'éclairage
	1260130	5 mars 2018	SECURITE LANDRY INC		366,13	Vêtement et équipement de travail
	1251607	8 mars 2018	SERRUMAX INC		1 049,87	Bon de commande ouvert 2018 - Serrurerie pour voirie et aqueduc
	1261588	13 mars 2018	SIGNEL SERVICES INC		2 705,52	Panneaux de signalisations.
	1262409	16 mars 2018	TECHNO CVC INC.		435,70	Appareil spécialisé pour la mécanique
	1261607	13 mars 2018	U. CAYOUETTE INC.		79,71	Service d'entreposage
BEAUCHEMIN, SONIA	1259941	2 mars 2018	BOO! DESIGN INC.		1 254,60	Service-infographie
	1263942	23 mars 2018	2946-8980 QUEBEC INC.		156,96	Réparation/Entretien - Article, accessoire et équipement de bureau
	1264300	27 mars 2018	DISTRIBUTIONS LG INC.		209,97	Service - Distribution
	1264088	26 mars 2018	TABASKO COMMUNICATIONS INC.		427,30	Service - Impression
	1264108	26 mars 2018			577,43	Service - Infographie, graphisme
	1265082	29 mars 2018	JEAN BEAUDIN		398,95	Service - Photographie
	1264573	28 mars 2018	MONTREAL STENCIL INC		34,77	Article, accessoire et équipement de bureau
	1262696	19 mars 2018	HEC MONTREAL		887,93	Service-formation en développement interpersonnel
	1262368	16 mars 2018	L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE		314,96	Service de taxi - bon de commande ouvert 2018
	1260173	5 mars 2018	LES MORDUS DE LA LANGUE INC.		409,45	Service - Révision
	1262982	20 mars 2018	TRADUCTIONS TOM DONOVAN INC.		143,83	Service-rédaction
	1260217	5 mars 2018	VIF COMMUNICATION INC.		4 813,68	Logiciel-installation et maintenance
BEDARD, LUCIE	1259981	2 mars 2018	ALERTE COURRIER P.M.E.		21,38	Service - Postal, messagerie (Alerte courrier - février 2018)
	1264963	29 mars 2018			32,06	Service - Postal, messagerie (Alerte courrier - février 2018)
	1264967	29 mars 2018	AVEC PLAISIRS		138,11	Service - Traiteur
	1263334	22 mars 2018	CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.		194,50	Service - Traiteur
	1260248	6 mars 2018	L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE		69,06	Frais - Transport en commun, taxi, stationnement
	1261538	13 mars 2018	MONTREAL STENCIL INC		56,42	Accessoire de bureau
BOUTIN, PIERRE	1262302	16 mars 2018	COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)		10 000,00	Projets de médiation culturelle
	1263655	22 mars 2018	BAU-VAL CMM	1192507	15 748,12	Asphalte, bitume
	1258176	14 mars 2018	COMPILATION DE BASE DE DONNEES TRAFFIC INC.		4 693,99	Services professionnel pour la réalisation 7 comptages par vidéo.
	1262434	16 mars 2018	EMMANUELLE LOSLIER		2 000,00	Consultation en architecture de paysage - Parc NDG
	1257955	14 mars 2018	GROUPE SECURITE C.L.B. INC.		13,91	Service-sécurité

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Date d'approbation	Nom fournisseur	Numéro de l'entente	Montant de l'engagement	Description
BOUTIN, PIERRE	1263380	22 mars 2018	HEC MONTREAL		1 423,37	Service - Formation en développement interpersonnel/relationnel
	1263209	21 mars 2018	LES JARDINS W.G. CHARLEBOIS INC.		9 445,85	Végétaux
	1263172	21 mars 2018	LES SERRES RIEL INC		9 433,76	Végétaux
	1260410	6 mars 2018	REMORQUAGE BURSTALL CONRAD		22 826,38	Service-remorquage
	1261873	14 mars 2018	SAKO ELECTRIQUE LTEE		332,05	Service électricien-raccord électrique
	1262364	16 mars 2018	SOCIETE CANADIENNE DES POSTES		9 863,13	Service - messagerie - Courrier de quartier
	1260101	5 mars 2018	TRAFIC INNOVATION INC.		15 926,60	Service-signalisation routière
CARRIER, RAYMOND	1261352	12 mars 2018	ALIMENTATION ERIC DA PONTE INC. - METRO		524,94	BC OUVERT 2018 : ACHAT BREUVAGE ET NOURRITURE
	1256004	22 mars 2018	BRAULT & BOUTHILLIER LTEE		5,25	Service - Postal, messagerie
	1258228	20 mars 2018	BRAULT & BOUTHILLIER LTEE		5,25	Livraison
	1262304	16 mars 2018	BRAULT & BOUTHILLIER LTEE		1 317,96	Matériel artistique
	1260521	7 mars 2018	BRAULT & BOUTHILLIER LTEE		112,64	Matériel artistique
	1263078	21 mars 2018	COMPUGEN INC.		341,21	Moniteur Dell 24 pouces
	1263077	21 mars 2018	C.P.U. DESIGN INC.		1 251,66	Ordinateur
	1263080	21 mars 2018	NETTOYAGE DE TOILES BRISEBOIS		600,95	Réparation/Entretien - Équipement de scène
	1263083	21 mars 2018	QUINCAILLERIE COTE DES NEIGES		1 422,48	Matériels de construction
	1263703	22 mars 2018	R.M. LEDUC & CIE INC.		2 338,61	Chevalet
	1263085	21 mars 2018	SOLOTECH INC		1 026,78	Coffre équipement technique
	1261353	12 mars 2018	ASSOCIATION DES BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES DU QUEBEC		2 408,69	Cotisation annuelle
DESJARDINS, STEVE	1262240	15 mars 2018	ARBO-DESIGN INC.		5 826,81	Abattage arbre
	1249056	20 mars 2018	PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.		4 199,50	Huissier de justice
	1263713	22 mars 2018	SINISTRE MONTREAL		1 128,35	Location - Clôture, barricade
HOOPER, CHANTAL	1259880	2 mars 2018	ACKLANDS - GRAINGER INC.		231,15	Abris temporaire
	1263402	22 mars 2018	3289419 CANADA (COLLINS)		158,73	Botte, soulier et couvre-chaussure
	1250575	13 mars 2018	CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC		839,90	Guide, brochure et affiche
	1263223	21 mars 2018	CLEMENT HYDRAULITECH INC.		314,96	Service - Inspection
	1264200	26 mars 2018	ACKLANDS - GRAINGER INC.		55,39	Accessoire et pièce de remplacement pour outil
	1259894	2 mars 2018	ACKLANDS - GRAINGER INC.		661,35	Fourniture imprimerie
	1261578	13 mars 2018	ARBO-DESIGN INC.		2 123,90	Service-abbatage
	1260009	2 mars 2018	DEMENAGEMENT LA CAPITALE		2 624,69	Service-Déménagement
	1242715	2 mars 2018	GESTION NOVAFOR INC.		74,91	Pièces et accessoires
	1263215	21 mars 2018			821,69	Accessoire et pièce de remplacement pour outil
	1263238	21 mars 2018			884,69	Accessoire et pièce de remplacement pour outil
	1259874	2 mars 2018			361,42	Trousse de premier soins élagueur.
	1261608	13 mars 2018			518,97	Équipements élagage
	1264777	28 mars 2018	INOLEC		21,00	Frais d'estimation Cloueuse menuiserie.
	1259867	2 mars 2018	J. CARRIER FOURNITURES INDUSTRIELLES INC.		658,28	Outillage
	1263235	21 mars 2018	LEE VALLEY TOOLS LTD.		46,09	Accessoire et pièce de remplacement pour outil
	1259868	2 mars 2018	J. CARRIER FOURNITURES INDUSTRIELLES INC.		50,13	Outillage
	1255514	5 mars 2018	JEAN GUGLIA & FILS ENR.		17,80	Frais de transport
	1259892	2 mars 2018			273,77	Vêtement et équipement de travail
	1259870	2 mars 2018	LE GROUPE J.S.V. INC		72,11	commande d'outil
	1263227	21 mars 2018	LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION R. OLIGNY LTEE		265,61	Bois de construction
	1261574	13 mars 2018	MULTI-PRESSIONS L.C. INC.		1 049,87	Entretien appreil
	1263862	23 mars 2018	OUTILLAGES EXPRESS		1 183,43	Outil électrique
	1264769	28 mars 2018	PEPINIERE ROUGEMONT ENR		22 451,58	Végétaux
	1255407	2 mars 2018	PPG REVETEMENTS ARCHITECTURAUX CANADA INC.		6,19	Peinture pour les parcs
	1263892	23 mars 2018	MONTREAL STENCIL INC		78,06	Article, accessoire et équipement de bureau
	1263243	21 mars 2018	QUINCAILLERIE NOTRE-DAME DE ST-HENRI INC.		96,33	Outil manuel
	1261699	13 mars 2018	PRODUITS SANY	1048199	208,43	Produits d'entretien
	1261604	13 mars 2018	REAL HUOT INC.		303,94	Quincaillerie
	1259860	2 mars 2018	RENO-DEPOT		3 149,62	Bon de commande ouvert 2018 - Parcs
	1261598	13 mars 2018	RENO-DEPOT		297,58	Quincaillerie
	1264197	26 mars 2018	SECURITE LANDRY INC		412,30	Équipement contre les chutes
	1259936	2 mars 2018	SOCIETE INTERNATIONALE D'ARBORICULTURE QUEBEC INC. (S.I.A.Q.)		292,92	Formation

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Date d'approbation	Nom fournisseur	Numéro de l'entente	Montant de l'engagement	Description
HOOPER, CHANTAL	1261600	13 mars 2018	TENAQUIP LIMITED		197,71	Outil
	1264201	26 mars 2018	U. CAYOUETTE INC.		505,70	Outil électrique
	1264772	28 mars 2018			1 490,74	Outil électrique
	1236313	13 mars 2018	VERMEER CANADA INC.		45,14	Matériel médical
	1262563	19 mars 2018	VORTEX STRUCTURES AQUATIQUES INTERNATIONALES INC		1 034,13	Réparation des jeux d'eau pour le parc Loyola.
	1262580	19 mars 2018			1 034,13	Réparation des jeux d'eau pour le parc NDG.
LEGER, APRIL	1260523	7 mars 2018	AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.		1 132,55	Manutention
	1264823	28 mars 2018	AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.		145,82	Trousse de premier soin murale
	1259605	9 mars 2018	ARTICLES DE PUBLICITE CONCEPT PLUS		2 209,00	Impression
	1259776	1 mars 2018	PRODUITS SANY	1048199	554,54	Produits d'entretien
	1260356	6 mars 2018	PRODUITS SANY	1048199	179,48	Produits d'entretien
	1261354	12 mars 2018	STORES J. FAUTEUX INC.		272,97	Réparation
	1261484	13 mars 2018	TENAQUIP LIMITED		26,66	Produits d'entretien
OUELLET, M-CLAUDE	1260056	5 mars 2018	DEV-ID INC.		2 771,67	Formation en informatique
	1264974	29 mars 2018	DEPOT ALIMENTAIRE NDG		5 000,00	Programme des jardins communautaires.
	1263079	21 mars 2018	PRODUITS SANY		33,27	Produit ménager
	1264990	29 mars 2018	SOCIETE ENVIRONNEMENTALE COTE-DES-NEIGES		5 249,37	Jardins communautaires
	1262463	16 mars 2018	PRODUITS SANY		340,47	Produits d'entretien
	1262623	19 mars 2018	PRODUITS SANY	1048199	142,73	Produits d'entretien
	1262577	19 mars 2018	PRODUITS SANY		753,47	Produits d'entretien
	1259883	2 mars 2018	TECHNOLOGIES STAY CONNECTED INC.		10 839,96	Service-soutien unformatique
PLANTE, STÉPHANE	1260998	8 mars 2018	ALEXANDRE CAMPEAU-VALLEE		293,96	Service - Photographie
	1264577	28 mars 2018	AFFLECK DE LA RIVA, ARCHITECTES		16 010,60	Architecte - Gestion de projet
	1259750	1 mars 2018	AUAMQ (L'ASSOCIATION DES URBANISTES)		95,00	Participation conférence
	1261383	12 mars 2018	DEVIN ALFARO CLARK		5 400,00	Honoraires professionnels
	1250471	1 mars 2018	GESTION ENVIRONNEMENTALE T. HARRIS		157,48	Contrôle de qualité
	1250476	2 mars 2018	GESTION ENVIRONNEMENTALE T. HARRIS		157,48	Contrôle de qualité
REEVES, GENEVIEVE	1262874	20 mars 2018	COMPUGEN INC.		279,90	Matériel informatique
	1262689	19 mars 2018	MONTREAL STENCIL INC		23,93	Accessoire de bureau
	1261690	13 mars 2018	SERRUMAX INC		109,92	Réparation
	1261869	14 mars 2018	VIDEOTRON S.E.N.C		300,84	Service de télévision
TROTTIER, PASCAL	1259988	2 mars 2018	CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC		89,14	Brochure
	1260003	2 mars 2018	COLLEGE AHUNTSIC.		120,74	Formation
	1264992	29 mars 2018	FORMATIONS QUALITEMPS INC.		409,45	Service - Formation en développement interpersonnel/relationnel
			Total		**260 888,03**	

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Achats effectués par l'entremise de cartes de crédit
(période de facturation du mois de mars 2018)

Carte de crédit au nom de : Serv. administratif CDN NDG Limite : 20 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	01-03-2018	Flywier	Formation Fab Lab	Activité Fab Lab	6 138,08 $
2	12-03-2018	Archambault	Achat d'un livre		43,10 $
3	13-03-2018	Postes Canada	Achat de timbres		62,46 $
4	28-03-2018	Journal de Montréal	Frais d'abonnement mensuel (Bureau des Élus)		14,64 $
					6 258,28 $

Carte de crédit au nom de : Direction CSLDS CDN Limite : 5 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
					0,00 $

Carte de crédit au nom de : Direction travaux publics Limite : 500$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	03-2018	Registre foncier du Québec	Consultation		21,00 $
2	08-03-2018	Postes Canada	Envoi postal		7,61 $
3	14-03-2018	Postes Canada	Envoi postal		7,61 $
4	20-03-2018	Postes Canada	Envoi postal		22,82 $
5	16-03-2018	Postes Canada	Envoi postal		7,61 $
					66,65 $

Carte de crédit au nom de : Steve Desjardins Limite : 500$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	03-2018	Registre foncier du Québec	Consultation		27,00 $
					27,00 $

6 351,93 $

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.02

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1183571007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt, par la secrétaire d'arrondissement, de trois procès-verbaux de correction et des actes du conseil modifiés qui s'y rapportent, pour y corriger les erreurs qui apparaissent de façon évidente à la seule lecture des documents soumis à l'appui de la décision prise.

IL EST RECOMMANDÉ :
De prendre acte du dépôt des trois procès-verbaux de correction signés par la secrétaire d'arrondissement en date du 20 avril 2018, et auxquels sont joints copie des Feuillets annexés aux règlements suivants :

- Feuillet H-2 de l'Annexe 1 du Règlement modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), afin de redéfinir les paramètres de la zone 0234 et d'ajouter trois zones à même la zone 0201, d'attribuer pour certaines ou toutes ces zones des normes de hauteur en étages et en mètres, des catégories d'usages, des taux d'implantation minimaux et maximaux et de densités minimales et maximales, ainsi que d'exiger le dépôt d'un PIIA pour un bâtiment dans la zone 0201, dans un secteur nord-est du quartier Côte -des-Neiges – secteur chemins Bates et de Bedford* (RCA05 17076);

- Feuillets Z-2, H-2, MI-2, TID-2, TID-3 et TID-4 de l'Annexe A du Règlement modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin de modifier certaines dispositions relatives à la hauteur, à la densité, au taux d'implantation et au calcul de la superficie d'un bâtiment et modifiant divers plans* (RCA05 17082);

- Feuillet H-4 de l'Annexe 2 et Feuillet Z-4 de l'Annexe 1 du *Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement d'urbanisme d'une partie de l'arrondissement Mont-Royal (01-281), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (RCA07 17121), le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), le Règlement sur le opérations cadastrales (R.R.V.M., c. O-1) et le Règlement sur les usages conditionnels (RCA06 17097), notamment à des fins de concordance au Schéma*

d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) (RCA16 17267).

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-01 12:59

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1183571007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt, par la secrétaire d'arrondissement, de trois procès-verbaux de correction et des actes du conseil modifiés qui s'y rapportent, pour y corriger les erreurs qui apparaissent de façon évidente à la seule lecture des documents soumis à l'appui de la décision prise.

CONTENU

CONTEXTE

Des erreurs se sont glissées lors de la confection de certains Feuillets joints en annexe des Règlements RCA05 17076, RCA05 17082 et RCA16 17267. Ces erreurs se sont reproduites par la suite lors de l'adoption de règlements ayant pour effet de remplacer les Feuillets en question.

Ainsi de petits décalages ont été identifiés faisant en sorte qu'il n'y a pas d'uniformité entre la limite des zones et la limite des secteurs. Il a également été porté à notre attention que deux nouvelles zones ont été créées en omettant de leur attribuer un numéro.

Des corrections sont donc nécessaires afin d'assurer la cohérence des limites de secteurs et de zones, en s'assurant de respecter les règles prescrites à l'article 4 du Règlement 01-276 qui se lit comme suit :

> Les limites des secteurs et parties de rues montrées aux plans joints en annexe correspondent aux repères suivants et à leurs prolongements :
> 1° les limites de la ville;
> 2° les limites territoriales des arrondissements;
> 3° l'axe des voies publiques;
> 4° l'axe des ruelles;
> 5° l'axe des voies ferrées;
> 6° les lignes de lotissement;
> 7° les lignes de terrain qui font l'objet d'une résolution ou d'un avis d'imposition de
> réserve en vertu de la loi;
> 8° les repères physiques illustrés;
> 9° la distance mesurée à l'échelle du plan, à défaut d'un autre repère.

Il convient également d'attribuer un numéro aux deux zones non identifiées.

À cet égard, l'article 92.1 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) constitue un instrument juridique approprié, puisqu'il habilite le greffier ou le secrétaire-trésorier d'une municipalité à modifier un procès-verbal, une résolution, une ordonnance, un règlement ou tout autre acte du conseil pour y corriger une erreur apparaissant de façon évidente à la simple lecture des documents soumis à l'appui de la décision prise par l'instance compétente. Dans un tel cas, le greffier joint à l'original du document modifié un procès-verbal de la correction effectuée et il dépose à la prochaine séance du conseil, du comité exécutif ou du conseil d'arrondissement, selon le cas, une copie du document modifié et du procès-verbal de correction.

L'article 27 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4) stipule en outre que le secrétaire d'arrondissement est investi, pour les fins des compétences du conseil d'arrondissement, des pouvoirs et devoirs d'un greffier municipal.

Compte tenu de ce qui précède, un procès-verbal de correction a été dressé et signé par le secrétaire d'arrondissement en date du 17 mai 2018. Il est joint à la présente pour dépôt à la séance du conseil d'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA05 170375 | 2005-11-15 : Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin de redéfinir les paramètres de la zone 0234 et d'ajouter trois zones à même la zone 0201, d'attribuer pour certaines ou toutes ces zones des normes de hauteur en étages et en mètres, des catégories d'usages, des taux d'implantation minimaux et maximaux et de densités minimales et maximales, ainsi que d'exiger le dépôt d'un PIIA pour un bâtiment dans la zone 0201, dans un secteur nord-est du quartier Côte-des-Neiges - Secteur des chemins Bates et Bedford (RCA05 17076).
CA06 170005 | 2006-01-16 : Adopter un règlement de concordance au Plan d'urbanisme révisé de la Ville de Montréal modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin de réduire le territoire d'application de l'article permettant à un bâtiment conçu pour l'usage carburant de déroger à la hauteur minimale, de ne pas tenir compte des bâtiments dont la hauteur est dérogatoire dans un périmètre de 50 m d'une construction de 23 m et plus, d'introduire les notions de densité et de taux d'implantation minimaux, de modifier les éléments exclus du calcul de la superficie d'un bâtiment et de modifier les plans annexes portant sur les zones, la hauteur, les taux d'implantation et densités, les modes d'implantation et les usages (RCA05 17082).

CA16 170203 | 2016-06-27 : Adopter, avec changement, le règlement RCA16 17267 modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement d'urbanisme d'une partie de l'arrondissement Mont-Royal (01-281), le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA07 17021) le Règlement sur les usages conditionnels (RCA06 17097) et le Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M., c. O-1) notamment afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) (RCA16 17276).

DESCRIPTION

Règlement RCA05 17076

Une erreur s'est glissée lors de la confection du Feuillet joint en Annexe 1 du Règlement RCA05 17076 portant sur les secteurs de limites de hauteur (H-2) en fixant la limite à

l'extrémité sud de l'emprise de la voie ferrée plutôt que dans son axe. Cette erreur s'est reproduite par la suite lors de l'adoption des règlements RCA05 17082 et RCA16 17267, dont les modifications ont eu pour effet de remplacer la totalité du feuillet H-2.

L'erreur est corrigée en déplaçant la limite du secteur de hauteur à l'axe de la voie ferrée, tel qu'illustré à l'extrait corrigé du Feuillet H-2 de l'Annexe 1 du Règlement RCA05 17076

Règlement RCA05 17082

De petits décalages ont été identifiés quant aux limites des secteurs et des zones lors de la confection des plans (Feuillets) joints en Annexe A du RCA05 17082 :
1. en dessinant la nouvelle zone 0812 (Feuillet Z-2), les nouveaux secteurs de limites de hauteur (Feuillet H-2) et les nouveaux secteurs de modes d'implantation (Feuillet MI-2) à la limite de l'emprise de l'autoroute plutôt que dans son axe (son centre*)* ;
2. en dessinant les nouveaux secteurs de limites de hauteur (Feuillet H-2) et les nouveaux secteurs de taux d'implantation et densités (Feuillet TID-2) à la limite de la zone 0005 - prolongement de la rue Sax – plutôt qu'aux limites du lot 2 648 238, et en omettant d'ajuster en conséquence les limites de la zone 0005 (Feuillet Z-2);
3. en dessinant les nouveaux secteurs de limites de hauteur (Feuillet H-2) à la limite de l'emprise de l'avenue Trans Island plutôt que dans son axe (son centre);
4. en dessinant le nouveau secteur de taux d'implantation et densités (Feuillets TID-3 et TID-4) dans l'axe de l'emprise ferroviaire sans respecter les limites des zones 0590, 0608 et 0755 (Feuillet Z-2) qui sont dessinées dans l'axe de l'emprise du boulevard De Maisonneuve, adjacent à l'emprise ferroviaire;
5. en dessinant la nouvelle limite sud-est du secteur de taux d'implantation et densités (Feuillet TID-2) en suivant le prolongement de l'axe principal des limites de la zone 0015 sans tenir compte du caractère irrégulier de la ligne dessinée au coin sud-est de cette zone (Feuillet Z-2).

Ces erreurs se sont reproduites par la suite lors de l'adoption du Règlement RCA10 17179, dont les modifications ont eu pour effet de remplacer la totalité du Feuillet TID-4 et lors de l'adoption du Règlement RCA16 17267, dont les modifications ont eu pour effet de remplacer la totalité des Feuillets H-2, MI-2, TID-2, TID-3 et TID-4.

Les erreurs sont corrigées :
1. en déplaçant la limite de la zone 0812, des secteurs de limites de hauteur et de modes d'implantation dans l'axe de l'emprise de l'autoroute, tel qu'illustré aux extraits des Feuillets Z-2, H-2 et MI-2 de l'Annexe A du Règlement RCA05 17082 joints à la présente (Annexe 1);
2. en déplaçant la limite de la zone 0005, des secteurs de limites de hauteur et des secteurs de taux d'implantation et densités à la limite du lot 2 648 238, tel qu'illustré aux extraits des Feuillets Z-2, H-2 et TID-2 de l'Annexe A du Règlement RCA05 17082 joints à la présente (Annexe 2);
3. en déplaçant le secteur de limites de hauteur aux limites des zones 0095, 0101 et 0818 situées dans l'axe de l'emprise de l'avenue Trans Island, tel qu'illustré à l'extrait du Feuillet H-2 de l'Annexe A du Règlement RCA05 17082 joint à la présente (Annexe 3);
4. en déplaçant la limite du secteur de taux d'implantation et densités jusqu'aux limites des zones 0590, 0608 et 0755 situées dans l'axe de l'emprise du boulevard De Maisonneuve, tel qu'illustré aux extraits des Feuillets TID-3 et TID-4 de l'Annexe A du Règlement RCA05 17082 joint à la présente (Annexe 4);
5. en déplaçant la limite du secteur de taux d'implantation et densités en tenant compte les limites du coin sud-est de la zone 0015, tel qu'illustré à l'extrait du Feuillet TID-2 de l'annexe A du Règlement RCA05 17082 joint à la présente (Annexe 5).

Règlement RCA16 17267

Une erreur s'est glissée :

- lors de la confection de l’extrait du feuillet H-4 de l’annexe 2 du règlement RCA16 17267 en dessinant la limite du nouveau secteur de hauteur en décalage avec la limite de la zone 0498.
- en omettant d’attribuer un numéro à la nouvelle zone formée d’une partie de la zone 0630 et à la nouvelle zone formée d’une partie de la zone 0901 lors de la confection de l’extrait du Feuillet Z-4.

les erreurs décrites plus haut sont corrigées :

- en ajustant la limite du nouveau secteur de limite de hauteur à la limite de la zone 0498, tel qu’illustré à l’extrait corrigé du Feuillet H-4 (Annexe 2 du Règlement RCA16 17267);
- en attribuant respectivement les numéros d’identifications 0945 et 0946 à la nouvelle zone formée d’une partie de la zone 0630 et à la nouvelle zone formée d’une partie de la zone 0901 tel qu’illustré à l’extrait corrigé du Feuillet Z-4 (Annexe 1 du Règlement RCA16 17267).

JUSTIFICATION

Il importe de corriger ces petites erreurs avant de remplacer les plans de zones et de secteurs joints à l'annexe A Règlement 01-276 par un plan des zones, un plan des secteurs et immeubles d’intérêt et une grille des usages et des spécifications pour chacune des zones du territoire (Sommaire décisionnel 1183558010).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à l'article 92.1 de la *Loi sur les cités et villes* .

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lucie BÉDARD_URB, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Gisèle BOURDAGES, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Sébastien MANSEAU, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Gisèle BOURDAGES, 24 avril 2018
Lucie BÉDARD_URB, 24 avril 2018
Sébastien MANSEAU, 24 avril 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe

Tél : 514 868-4358
Télécop. : 514 868-3538

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-24

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement et directrice par intérim
Direction des services administratifs et du greffe

Tél : 514 868-4358
Télécop. : 514 868-3538



PV de correction RCA05 17076.pdf



PV de correction RCA05 17082.pdf



PV de correction RCA16 17267.pdf

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

PROCÈS-VERBAL DE CORRECTION

Règlements RCA05 17076, RCA05 17082 et RCA16 17267

Le 20 avril 2018

ATTENDU QU'en vertu de l'article 92.1 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), « Le greffier est autorisé à modifier un procès-verbal, un règlement, une résolution, une ordonnance ou un autre acte du conseil, du comité exécutif ou d'un conseil d'arrondissement, pour y corriger une erreur qui apparaît de façon évidente à la simple lecture des documents soumis à l'appui de la décision prise. Dans un tel cas, le greffier joint à l'original du document modifié un procès-verbal de la correction effectuée et il dépose à la prochaine séance du conseil, du comité exécutif ou du conseil d'arrondissement, selon le cas, une copie du document modifié et du procès-verbal de correction »;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 27 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), la secrétaire d'arrondissement est investi, pour les fins des compétences du conseil d'arrondissement, des pouvoirs et devoirs d'un greffier municipal;

ATTENDU QUE la limite des zones - territoire donné à l'intérieur duquel la limite de hauteur, le mode d'implantation, le taux d'implantation et la densité ainsi que les usages prescrits sont uniformes - identifiées aux Plans Z-1 à Z-4 joints en Annexe A du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276)*, doit nécessairement correspondre à la limite des secteurs portant sur la limite de hauteur, le mode d'implantation, le taux d'implantation et la densité ainsi que sur les usages prescrits, identifiés respectivement aux Plans H-1 à H-4, MI-1 à MI-4, TID-1 à TID-4, et U-1 à U-4 joints en Annexe A du Règlement précité;

ATTENDU QUE les limites de secteurs montrés aux Plans joints en Annexe A du Règlement 01-276 doivent notamment correspondre aux limites de l'axe des voies ferrées (article 4 du Règlement 01-276);

ATTENDU QU'un petit décalage a été identifié lors de la confection des Plans (Feuillets) joints en Annexe 1 du *Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), afin de redéfinir les paramètres de la zone 0234 et d'ajouter trois zones à même la zone 0201, d'attribuer pour certaines ou toutes ces zones des normes de hauteur en étages et en mètres, des catégories d'usages, des taux d'implantation minimaux et maximaux et de densités minimales et maximales, ainsi que d'exiger le dépôt d'un PIIA pour un bâtiment dans la zone 0201, dans un secteur nord-est du quartier Côte-des-Neiges – secteur chemins Bates et de Bedford* (RCA05 17076), adopté à la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 15 novembre 2005;

ATTENDU QUE les limites des trois Feuillets joints en annexe 1 du Règlement RCA05 17076 concernant respectivement les zones (Z-2), les secteurs d'usages (U-2) et les secteurs de taux d'implantation et densités (TID-2) ont été fixées à l'axe de la voie ferrée (son centre) conformément à l'article 4 du Règlement 01-276;

ATTENDU QU'une erreur s'est glissée lors de la confection du quatrième Feuillet joint en Annexe 1 du Règlement RCA05 17076 portant sur les secteurs de limites de hauteur (H-2) en fixant la limite à l'extrémité sud de l'emprise de la voie ferrée plutôt que dans son axe;

ATTENDU QUE cette erreur s'est reproduite par la suite lors de l'adoption des Règlements RCA05 17082 et RCA16 17267, dont les modifications ont eu pour effet de remplacer la totalité du Feuillet H-2.

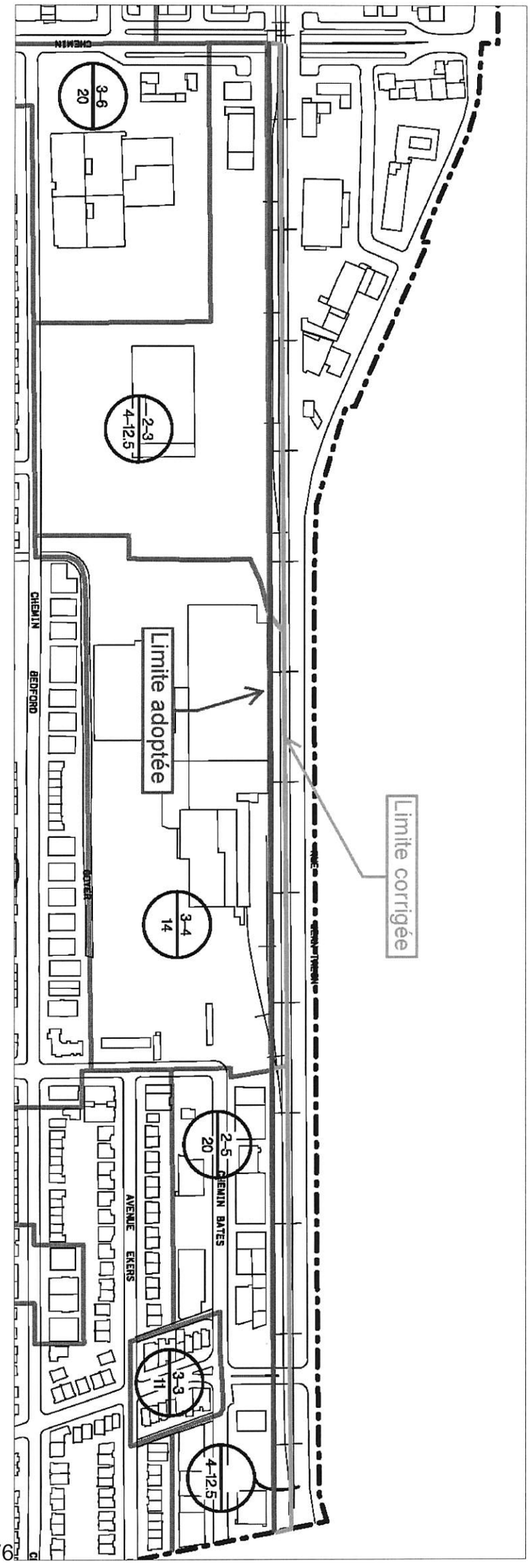
EN CONSÉQUENCE, l'erreur décrite plus haut est corrigée en déplaçant la limite du secteur de hauteur à l'axe de la voie ferrée, tel qu'illustré à l'extrait corrigé du Feuillet H-2 de l'Annexe 1 du Règlement RCA05 17076 joint à la présente.

EN FOI DE QUOI j'ai rédigé le présent procès-verbal de correction ce 20^{e} jour du mois d'avril 2018.

Geneviève Reeves

La secrétaire d'arrondissement,
Geneviève Reeves, avocate

ANNEXE
EXTRAIT CORRIGÉ DU FEUILLET H-2 DE L'ANNEXE 1 DU RÈGLEMENT


Limite adoptée
Limite corrigée
CHEMIN BEDFORD
AVENUE EKERS
CHEMIN BATES
3-6
20
2-3
4-12.5
3-4
14
2-5
20
3-3
11
4-12.5

RCA05 17076

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

PROCÈS-VERBAL DE CORRECTION

Règlements RCA05 17082 et RCA10 17179

Le 20 avril 2018

ATTENDU QU'en vertu de l'article 92.1 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), « Le greffier est autorisé à modifier un procès-verbal, un règlement, une résolution, une ordonnance ou un autre acte du conseil, du comité exécutif ou d'un conseil d'arrondissement, pour y corriger une erreur qui apparaît de façon évidente à la simple lecture des documents soumis à l'appui de la décision prise. Dans un tel cas, le greffier joint à l'original du document modifié un procès-verbal de la correction effectuée et il dépose à la prochaine séance du conseil, du comité exécutif ou du conseil d'arrondissement, selon le cas, une copie du document modifié et du procès-verbal de correction »;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 27 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), la secrétaire d'arrondissement est investi, pour les fins des compétences du conseil d'arrondissement, des pouvoirs et devoirs d'un greffier municipal;

ATTENDU QUE la limite des zones - territoire donné à l'intérieur duquel la limite de hauteur, le mode d'implantation, le taux d'implantation et la densité ainsi que les usages prescrits sont uniformes - identifiées aux plans Z-1 à Z-4 joints en Annexe A du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276)*, doit nécessairement correspondre à la limite des secteurs portant sur la limite de hauteur, le mode d'implantation, le taux d'implantation et la densité ainsi que sur les usages prescrits, identifiés respectivement aux Plans H-1 à H-4, MI-1 à MI-4, TID-1 à TID-4, et U-1 à U-4 joints en Annexe A du Règlement précité;

ATTENDU QUE les limites de secteurs montrés aux Plans joints en Annexe A du Règlement 01-276 doivent notamment correspondre aux limites de l'axe des voies publiques, des voies ferrées et des lignes de lotissement (article 4 du Règlement 01-276);

ATTENDU QUE de petits décalages ont été identifiés quant aux limites des secteurs et des zones lors de la confection des plans (Feuillets) joints en Annexe A du *Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin de modifier certaines dispositions relatives à la hauteur, à la densité, au taux d'implantation et au calcul de la superficie d'un bâtiment et modifiant divers plans* (RCA05 17082), adopté à la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 16 janvier 2006 :

1. en dessinant la nouvelle zone 0812 (Feuillet Z-2), les nouveaux secteurs de limites de hauteur (Feuillet H-2) et les nouveaux secteurs de modes d'implantation (Feuillet MI-2) à la limite de l'emprise de l'autoroute plutôt que dans son axe (son centre);

2. en dessinant les nouveaux secteurs de limites de hauteur (Feuillet H-2) et les nouveaux secteurs de taux d'implantation et densités (Feuillet TID-2) à la limite de la zone 0005 - prolongement de la rue Sax – plutôt qu'aux limites du lot 2 648 238, et en omettant d'ajuster en conséquence les limites de la zone 0005 (Feuillet Z-2);

3. en dessinant les nouveaux secteurs de limites de hauteur (Feuillet H-2) à la limite de l'emprise de l'avenue Trans Island plutôt que dans son axe (son centre);

4. en dessinant le nouveau secteur de taux d'implantation et densités (Feuillets TID-3 et TID-4) dans l'axe de l'emprise ferroviaire sans respecter les limites des zones 0590, 0608 et 0755 (Feuillet Z-2) qui sont dessinées dans l'axe de l'emprise du boulevard De Maisonneuve, adjacent à l'emprise ferroviaire;

5. en dessinant la nouvelle limite sud-est du secteur de taux d'implantation et densités (Feuillet TID-2) en suivant le prolongement de l'axe principal des limites de la zone 0015 sans tenir compte du caractère irrégulier de la ligne dessinée au coin sud-est de cette zone (Feuillet Z-2);

ATTENDU QUE ces erreurs se sont reproduites par la suite lors de l'adoption du Règlement RCA10 17179, dont les modifications ont eu pour effet de remplacer la totalité du Feuillet TID-4 et lors de l'adoption du Règlement RCA16 17267, dont les modifications ont eu pour effet de remplacer la totalité des Feuillets H-2, MI-2, TID-2, TID-3 et TID-4.

EN CONSÉQUENCE, les erreurs décrites plus haut sont corrigées :

1. en déplaçant la limite de la zone 0812, des secteurs de limites de hauteur et de modes d'implantation dans l'axe de l'emprise de l'autoroute, tel qu'illustré aux extraits des Feuillets Z-2, H-2 et MI-2 de l'Annexe A du Règlement RCA05 17082 joints à la présente (Annexe 1);

2. en déplaçant la limite de la zone 0005, des secteurs de limites de hauteur et des secteurs de taux d'implantation et densités à la limite du lot 2 648 238, tel qu'illustré aux extraits des Feuillets Z-2, H-2 et TID-2 de l'Annexe A du Règlement RCA05 17082 joints à la présente (Annexe 2);

3. en déplaçant le secteur de limites de hauteur aux limites des zones 0095, 0101 et 0818 situées dans l'axe de l'emprise de l'avenue Trans Island, tel qu'illustré à l'extrait du Feuillet H-2 de l'Annexe A du Règlement RCA05 17082 joint à la présente (Annexe 3);

4. en déplaçant la limite du secteur de taux d'implantation et densités jusqu'aux limites des zones 0590, 0608 et 0755 situées dans l'axe de l'emprise du boulevard De Maisonneuve, tel qu'illustré aux extraits des Feuillets TID-3 et TID-4 de l'Annexe A du Règlement RCA05 17082 joint à la présente (Annexe 4);

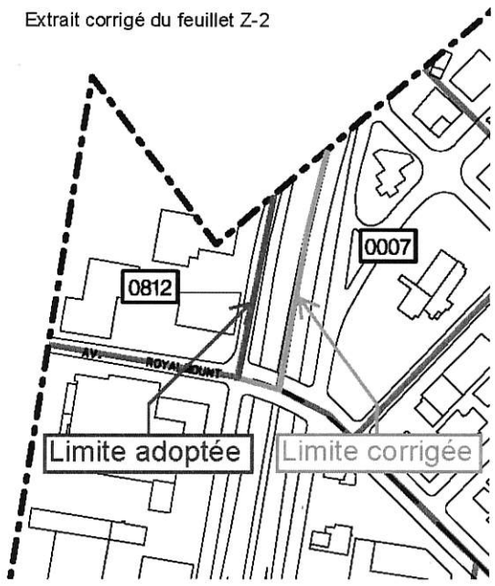
5. en déplaçant la limite du secteur de taux d'implantation et densités en tenant compte les limites du coin sud-est de la zone 0015, tel qu'illustré à l'extrait du Feuillet TID-2 de l'annexe A du Règlement RCA05 17082 joint à la présente (Annexe 5).

EN FOI DE QUOI j'ai rédigé le présent procès-verbal de correction ce 20e jour du mois d'avril 2018.

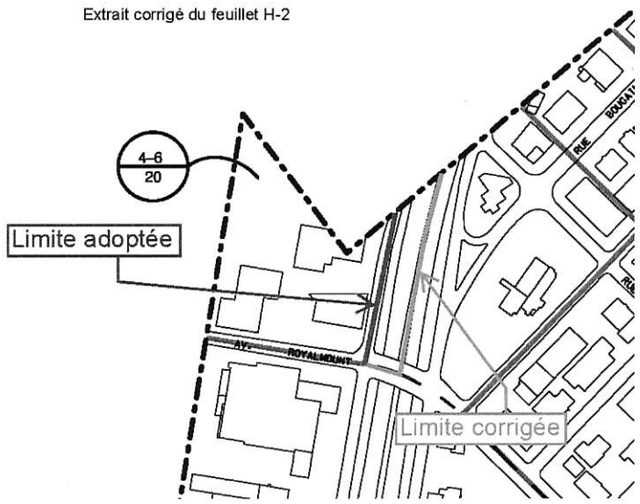
La secrétaire d'arrondissement,
Geneviève Reeves, avocate

ANNEXE 1
EXTRAITS CORRIGÉS DES FEUILLETS Z-2, H-2 ET MI-2 DE L'ANNEXE A DU RÈGLEMENT RCA05 17082

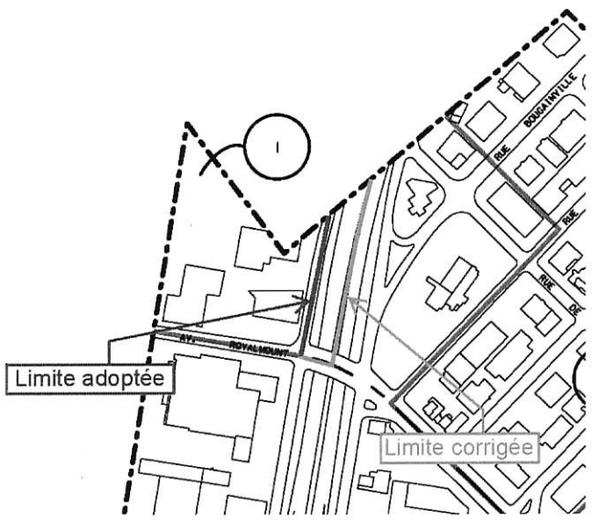
Extrait corrigé du feuillet Z-2



Extrait corrigé du feuillet H-2

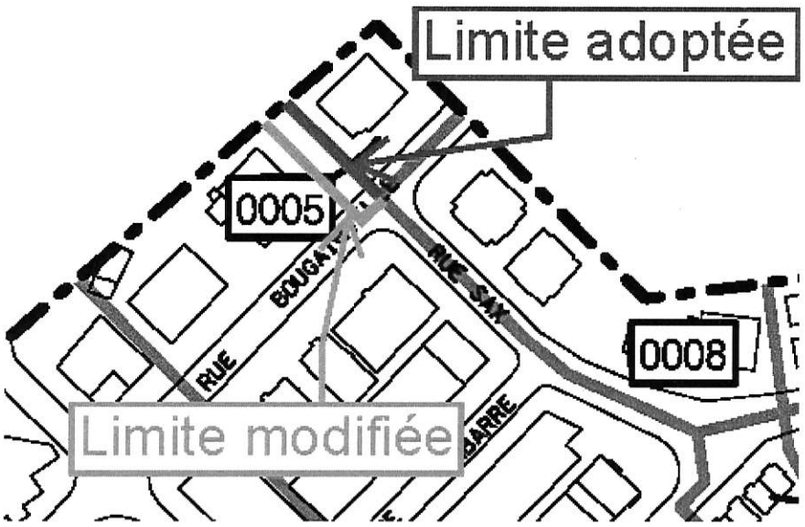


Extrait corrigé du feuillet MI-2

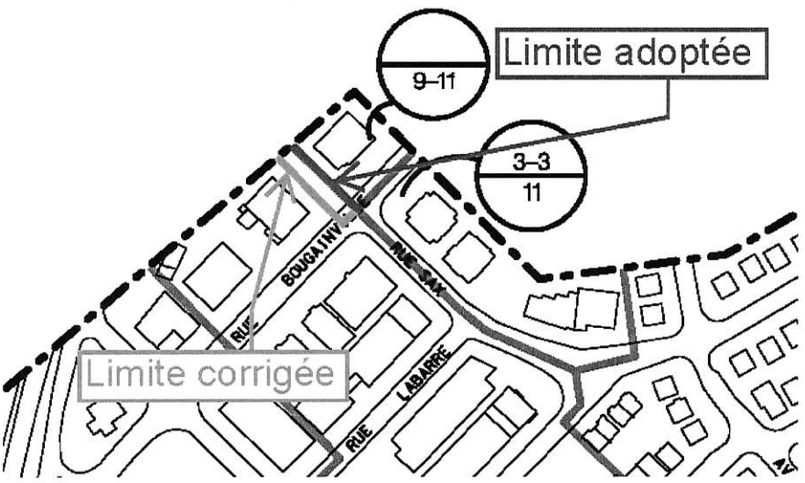


ANNEXE 2
EXTRAITS CORRIGÉS DES FEUILLETS Z-2, H-2 ET TID-2 DE L'ANNEXE A DU RÈGLEMENT RCA05 17082

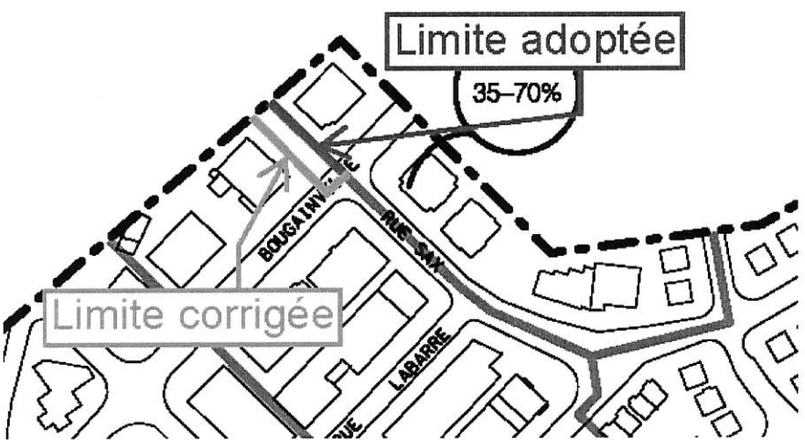
Extrait corrigé du feuillet Z-2



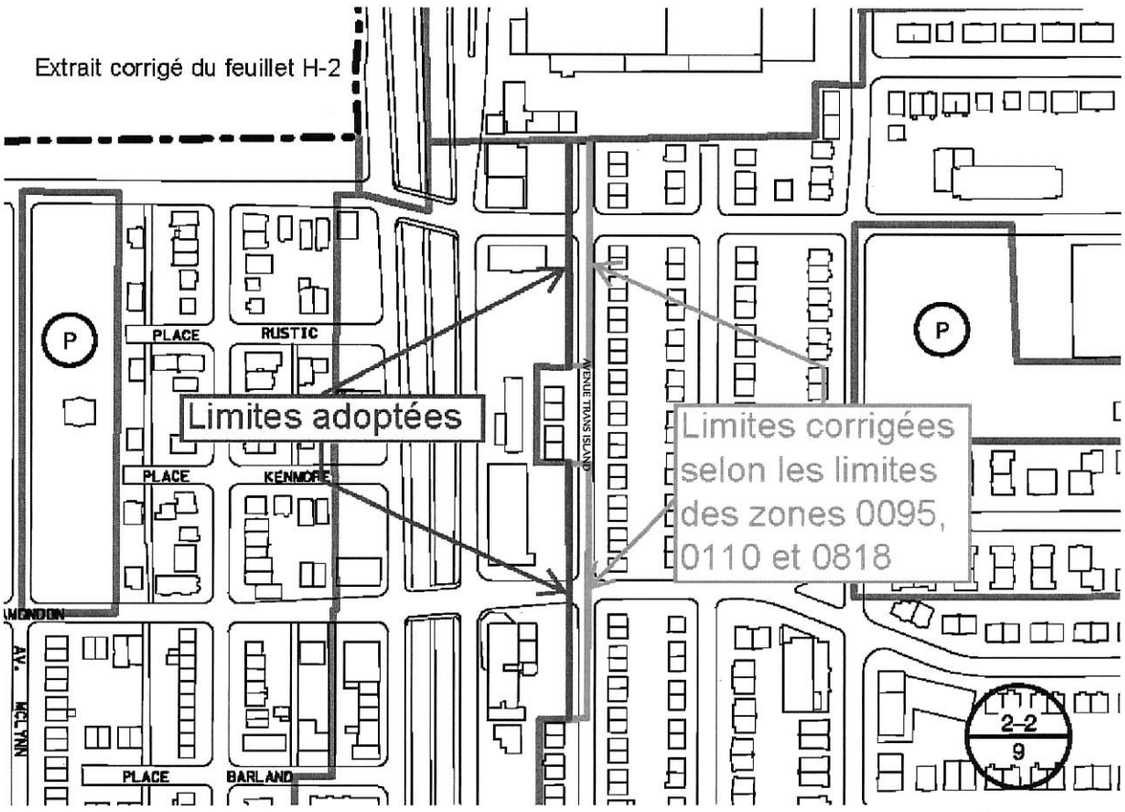
Extrait corrigé du feuillet H-2



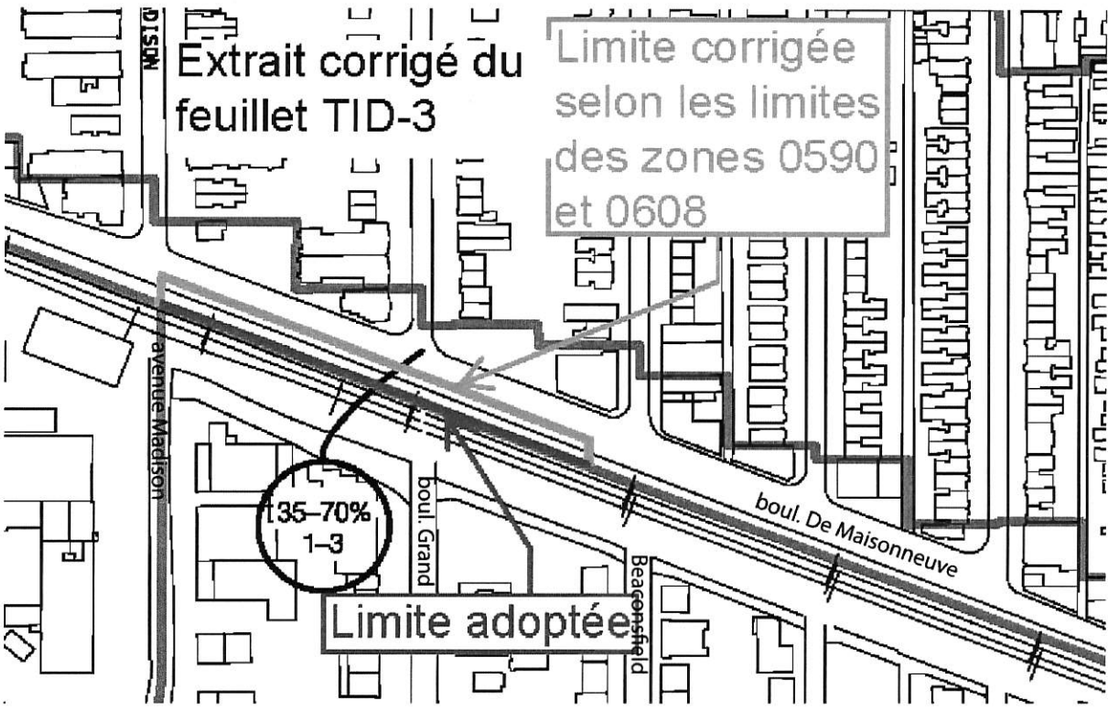
Extrait corrigé du feuillet TID-2

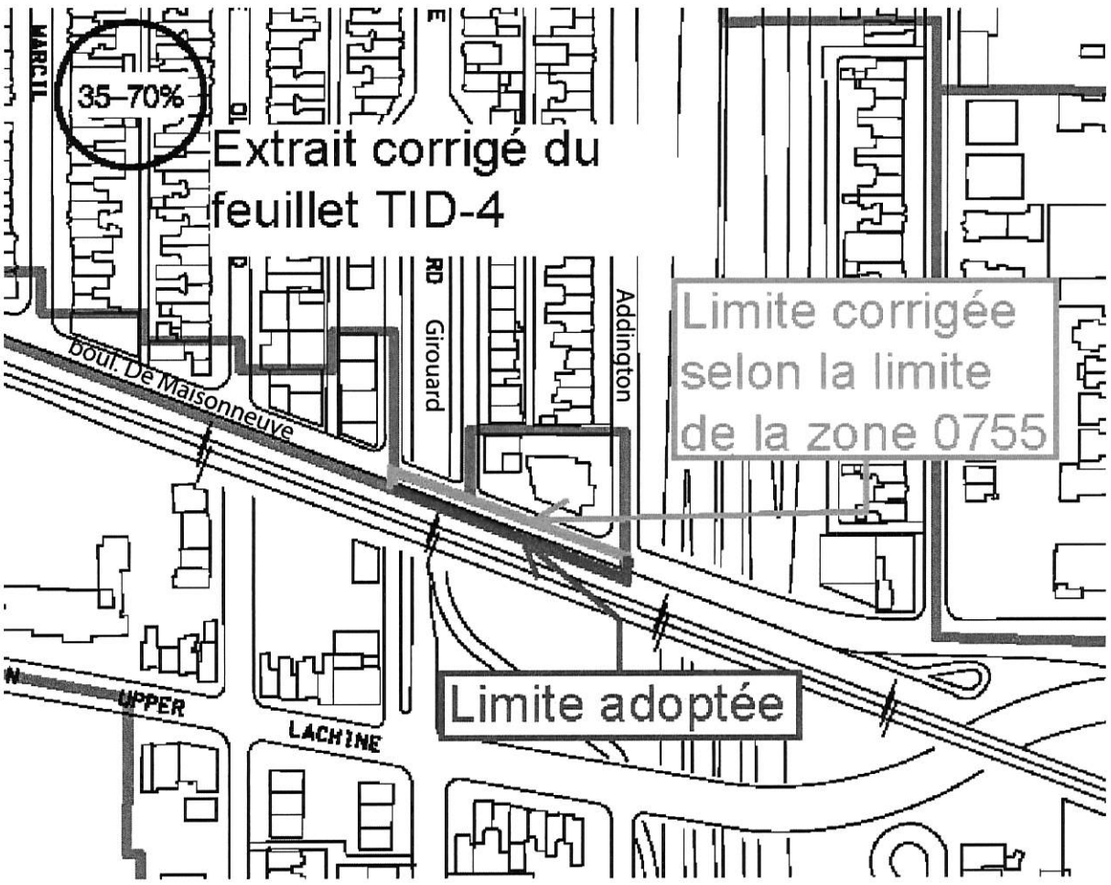


ANNEXE 3
EXTRAIT CORRIGÉ DU FEUILLET H-2 DE L'ANNEXE A DU RÈGLEMENT RCA05 17082

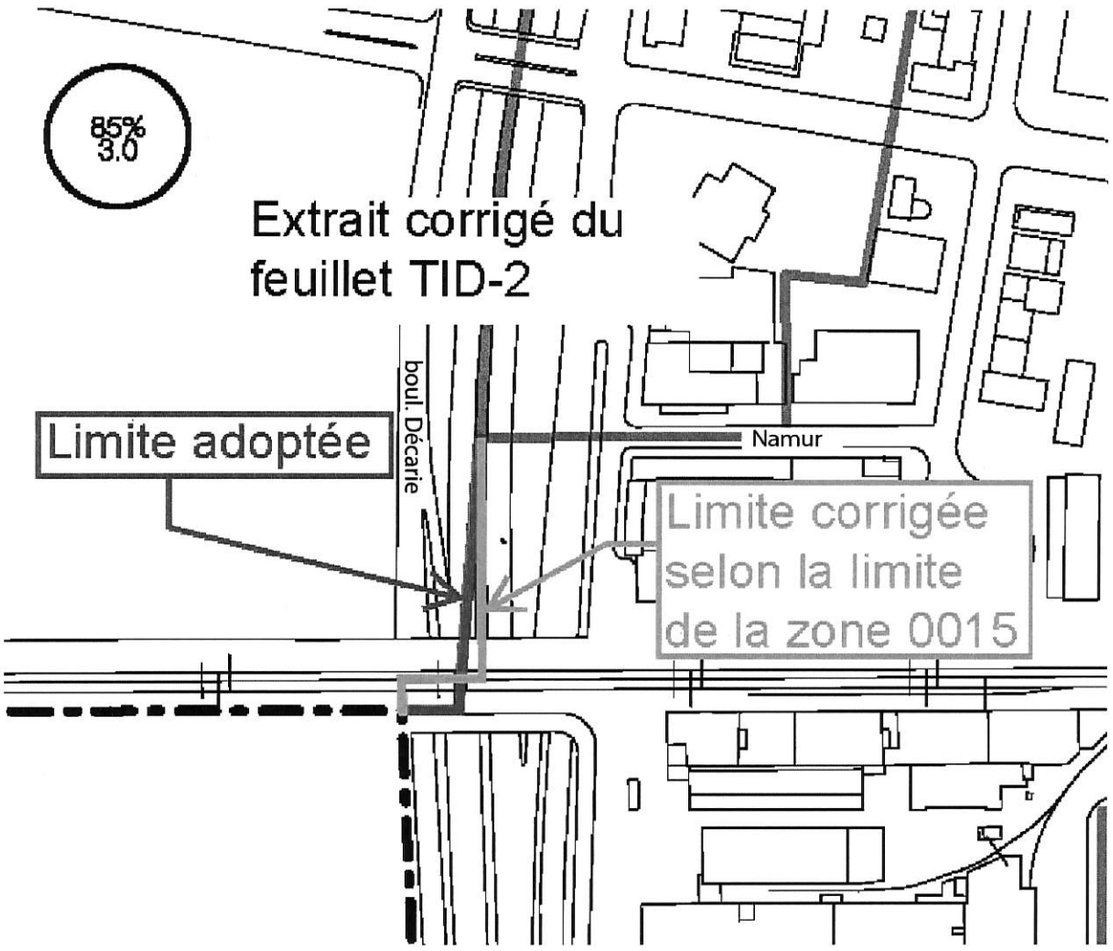


ANNEXE 4
EXTRAITS CORRIGÉS DES FEUILLETS TID-3 ET TID-4 DE L'ANNEXE A DU RÈGLEMENT RCA05 17082





ANNEXE 5
EXTRAIT CORRIGÉ DU FEUILLET TID-2 DE L'ANNEXE A DU RÈGLEMENT RCA05 17082



Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

PROCÈS-VERBAL DE CORRECTION

Règlement RCA16 17267

Le 20 avril 2018

ATTENDU QU'en vertu de l'article 92.1 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), « Le greffier est autorisé à modifier un procès-verbal, un règlement, une résolution, une ordonnance ou un autre acte du conseil, du comité exécutif ou d'un conseil d'arrondissement, pour y corriger une erreur qui apparaît de façon évidente à la simple lecture des documents soumis à l'appui de la décision prise. Dans un tel cas, le greffier joint à l'original du document modifié un procès-verbal de la correction effectuée et il dépose à la prochaine séance du conseil, du comité exécutif ou du conseil d'arrondissement, selon le cas, une copie du document modifié et du procès-verbal de correction »;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 27 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), la secrétaire d'arrondissement est investi, pour les fins des compétences du conseil d'arrondissement, des pouvoirs et devoirs d'un greffier municipal;

ATTENDU QUE la limite des zones - territoire donné à l'intérieur duquel la limite de hauteur, le mode d'implantation, le taux d'implantation et la densité ainsi que les usages prescrits sont uniformes - identifiées aux plans Z-1 à Z-4 joints en Annexe A du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276)*, doit nécessairement correspondre à la limite des secteurs portant sur la limite de hauteur, le mode d'implantation, le taux d'implantation et la densité ainsi que sur les usages prescrits, identifiés respectivement aux Plans H-1 à H-4, MI-1 à MI-4, TID-1 à TID-4, et U-1 à U-4 joints en Annexe A du Règlement précité;

ATTENDU QUE des erreurs évidentes apparaissent au *Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement d'urbanisme d'une partie de l'arrondissement Mont-Royal (01-281), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (RCA07 17121), le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), le Règlement sur le opérations cadastrales (R.R.V.M., c. O-1) et le Règlement sur les usages conditionnels (RCA06 17097), notamment à des fins de concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029)* (RCA16 17267), adopté à la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 27 juin 2016 :

- en dessinant le nouveau secteur de limite de hauteur (Feuillet H-4 de l'Annexe 2 du Règlement RCA16 17267) en décalage avec la limite de la zone 0498 (Feuillet Z-4 de l'Annexe 1 du Règlement RCA16 17267);

- en omettant d'attribuer un numéro à la nouvelle zone formée d'une partie de la zone 0630 et à la nouvelle zone formée d'une partie de la zone 0901 lors de la confection de l'extrait du Feuillet Z-4 de l'Annexe 1 du Règlement RCA16 17267.

EN CONSÉQUENCE, les erreurs décrites plus haut sont corrigées :

- en ajustant la limite du nouveau secteur de limite de hauteur à la limite de la zone 0498, tel qu'illustré à l'extrait corrigé du Feuillet H-4 (Annexe 2 du Règlement RCA16 17267) joint à la présente;

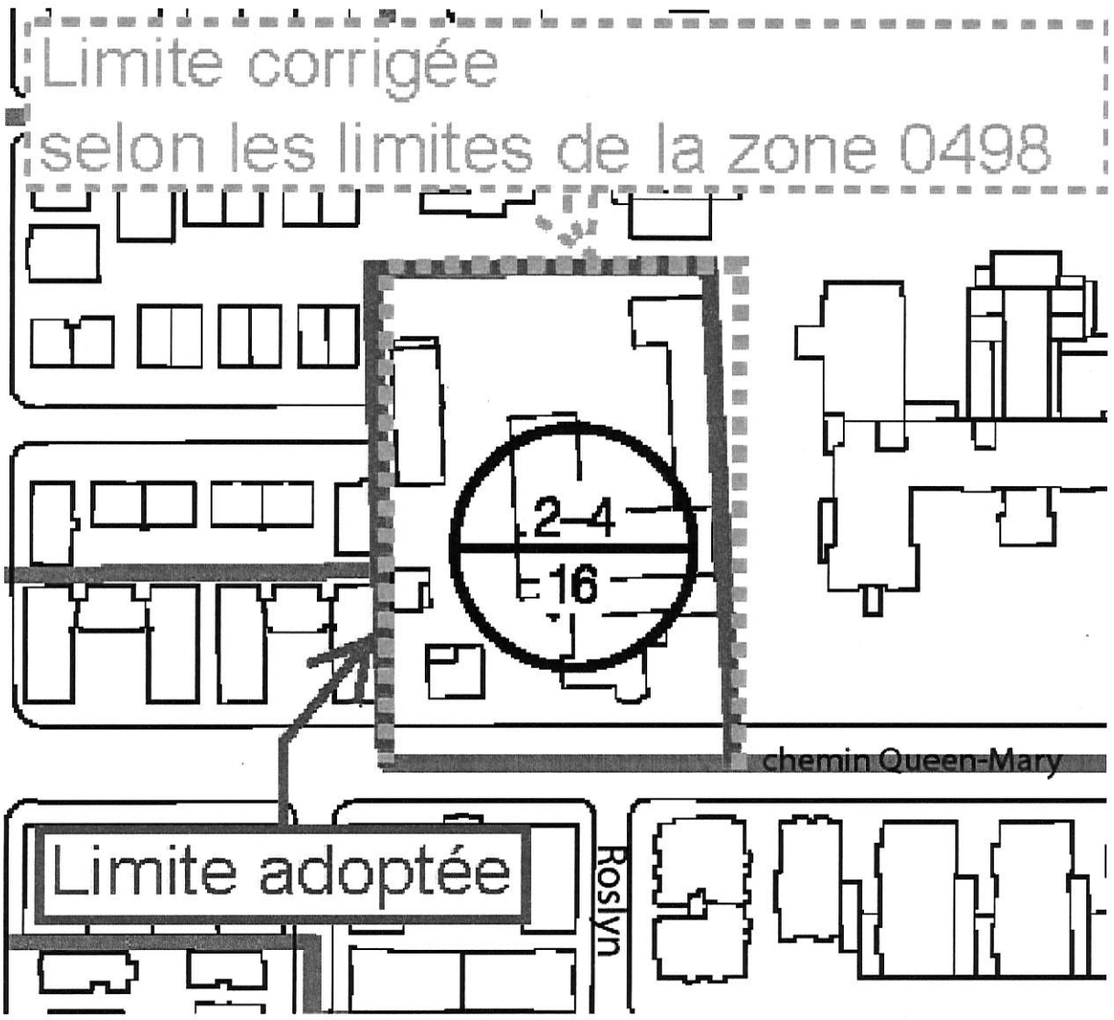
- en attribuant respectivement les numéros d'identifications 0945 et 0946 à la nouvelle zone formée d'une partie de la zone 0630 et à la nouvelle zone formée d'une partie de la zone 0901 tel qu'illustré à l'extrait corrigé du Feuillet Z-4 (Annexe 1 du Règlement RCA16 17267) joint à la présente.

EN FOI DE QUOI j'ai rédigé le présent procès-verbal de correction ce 20e jour du mois d'avril 2018.

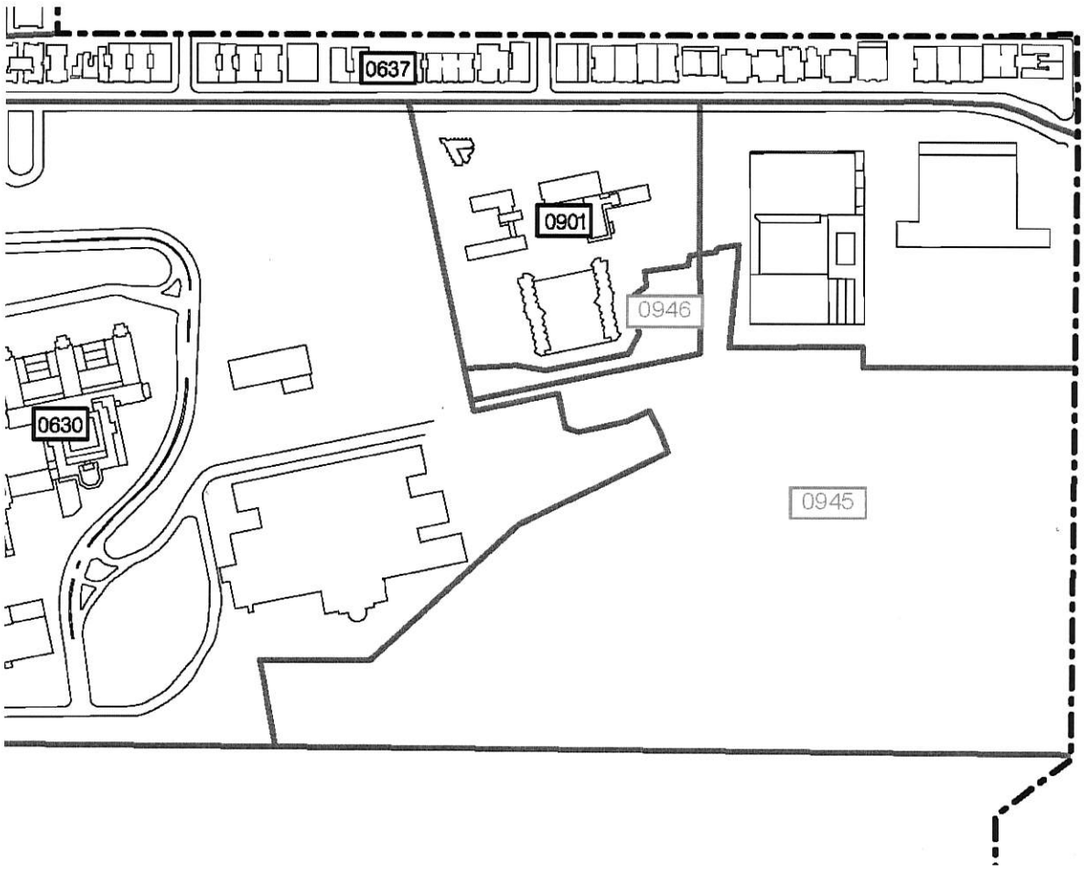
Geneviève Reeves

La secrétaire d'arrondissement,
Geneviève Reeves, avocate

ANNEXE 1
EXTRAIT CORRIGÉ DU FEUILLET H-4 DE L'ANNEXE 2 DU RÈGLEMENT
RCA16 17267



ANNEXE 2
EXTRAIT CORRIGÉ DU FEUILLET Z-4 DE L'ANNEXE 1 DU RÈGLEMENT RCA16 17267



Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 61.01

2018/05/07
19:00

Dossier # : 1186954001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2018 en date du 31 mars 2018, pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et de l'état des revenus et des dépenses réels au 31 mars 2018 comparé avec le 31 mars 2017.

IL EST RECOMMANDÉ :
De déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2018 en date du 31 mars 2018, pour l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce et de l'état des revenus et des dépenses réels au 31 mars 2018 comparé avec le 31 mars 2017

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2018-05-01 13:02

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186954001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2018 en date du 31 mars 2018, pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et de l'état des revenus et des dépenses réels au 31 mars 2018 comparé avec le 31 mars 2017.

CONTENU

CONTEXTE

L'article 105.4 de la Loi sur les cités et villes, modifié par la Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs (2017, chapitre 13) prévoit ce qui suit :

> «**105.4.** Au cours de chaque semestre, le trésorier dépose, lors d'une séance du conseil, deux états comparatifs.
>
> Le premier compare les revenus et dépenses de l'exercice financier courant, réalisés jusqu'au dernier jour du mois qui s'est terminé au moins 15 jours avant celui où l'état est déposé, et ceux de l'exercice précédent qui ont été réalisés au cours de la période correspondante de celui-ci.
>
> Le second compare les revenus et dépenses dont la réalisation est prévue pour l'exercice financier courant, au moment de la préparation de l'état et selon les renseignements dont dispose alors le trésorier, et ceux qui ont été prévus par le budget de cet exercice.
>
> Les états comparatifs du premier semestre doivent être déposés au plus tard lors d'une séance ordinaire tenue au mois de mai. Ceux du second semestre doivent être déposés lors de la dernière séance ordinaire tenue au moins quatre semaines avant la séance où le budget de l'exercice financier suivant doit être adopté.»

Le deuxième alinéa de l'article 130 de la Charte de la Ville de Montréal prévoit que le conseil d'arrondissement «exerce au nom de la ville, à l'égard de ses compétences et compte tenu des adaptations nécessaires, tous les pouvoirs et est soumis à toutes les obligations que la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou une autre loi attribue ou impose au conseil d'une municipalité locale». Dans la mesure où le conseil d'arrondissement perçoit des revenus et fait des dépenses, qu'il est responsable de la gestion du budget d'arrondissement adopté

par le conseil municipal et qu'il est soumis à toutes les obligations que la Loi sur les cités et villes impose au conseil d'une municipalité, nous sommes d'avis que l'obligation prévus à l'article 105.4 précité s'applique au conseil d'arrondissement.

Par ailleurs, selon les directives du Service des finances de la Ville de Montréal, quatre résultats périodiques et évolutions budgétaires sont exigés et produits par les unités d'affaires. Les évolutions budgétaires sont fixées au 31 mars, 30 juin et 31 août et les états financiers au 31 décembre. Les arrondissements sont tenus de produire ces évolutions pour leur unité.

Dans un processus de saine gestion, il est indispensable de réviser périodiquement la situation financière en examinant la tendance des résultats. Ainsi, l'évolution budgétaire s'avère un instrument très efficace pour permettre le suivi des revenus et des charges autant pour les gestionnaires des unités d'affaires que pour l'administration municipale.

Les objectifs du processus de production des résultats financiers sont les suivants :

- Présenter les dépenses et les revenus anticipés par rapport au budget et d'en dégager les écarts les plus significatifs,
- Faciliter la planification des besoins financières,
- Allouer stratégiquement les ressources financières disponibles aux besoins les plus prioritaires
- Permettre une reddition de comptes à l'administration municipale de l'avancement réel des différents projets ou programmes et des charges de fonctionnement
- Uniformiser l'enregistrement des informations financières aux livres comptables de la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

GDD 1176954005 : Déposer une projection de l'évolution des dépenses et des revenus pour l'année 2017 en date du 31 août 2017.

GDD 1166954004 : Déposer une projection de l'évolution des dépenses et des revenus pour l'année 2017 en date du 30 juin 2017.

GDD 1166954003 : Déposer une projection de l'évolution des dépenses et des revenus pour l'année 2017 en date du 31 mars 2017.

GDD 1176954002 : Adopter l'affectation des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2016.

GDD 1164535013 : Déposer une projection de l'évolution des dépenses et des revenus pour l'année 2016 en date du 31 août 2016.

GDD 1166954004 : Déposer une projection de l'évolution des dépenses et des revenus pour l'année 2016 en date du 30 juin 2016.

GDD 1166954002 : Déposer une projection de l'évolution des dépenses et des revenus pour l'année 2016 en date du 31 mars 2016.

DESCRIPTION

Déposer une projection de l'évolution des dépenses et des revenus pour l'année 2018 en date du 31 mars, conformément au calendrier prévu par le service des finances.

JUSTIFICATION

L'évolution budgétaire au 31 mars 2018 anticipe un surplus de gestion de 1 014 336 $ pour l'arrondissement. Cette prévision annonce un déficit de 278 234 $ pour les dépenses d'opération ainsi qu'un excédant de 1 292 570 $ du côté des recettes locales.

Rappelons que le principe de mutualisation des recettes des permis de construction et de modification est en vigueur depuis 2015, sur la base du budget de référence de 2014. L'excédent de ces recettes tient compte des montants estimés mutualisés des revenus de permis de construction et de modification.

Aux fins d'estimation de ces permis pour 2018, on prévoit des recettes de l'ordre de 2 912 100 $, soit un excédant de 1 600 000 $ après avoir soustrait le budget de référence de 1 312 100 $ (établi en 2014). Après la mutualisation, on estime dans une approche conservatrice un ajustement de l'ordre de 992 000 $.

Les recettes réelles mutualisées remises à l'arrondissement seront toutefois connues lors de la préparation des états financiers au printemps 2019.

L'état comparatif des revenus réels dressé au 31 mars 2018, présenté en pièce jointe, montre un écart défavorable de 95 787 $, soit 6% de moins qu'à la même période l'année précédente. L'état comparatif des dépenses réelles dressé à la même date, présenté en pièce jointe, montre une variation favorable de l'ordre de 651 102 $, équivalent à 4.5% de réduction de dépenses par rapport à la même date de l'année 2017.

Les explications concernant ces variations sont incluses dans les fichiers en pièces jointes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir les tableaux déposés au service des finances en annexe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lucie BÉDARD_URB, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Pierre P BOUTIN, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Sonia BEAUCHEMIN, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en gestion des ressources financières
Arrondissement CDN-NDG

Tél : 514-868-3814
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-23

Geneviève REEVES
Directrice par intérim

Tél : 514 868-4358
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1186954001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2018 en date du 31 mars 2018, pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et de l'état des revenus et des dépenses réels au 31 mars 2018 comparé avec le 31 mars 2017.



Explication des écarts CDN-NDG.xls



Comparatif Réel 2017-2018.xls

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en gestion des ressources financières
Arrondissement CDN-NDG

Tél : 514-868-3814
Télécop. :

CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
Évolution budgétaire au 31 mars 2018
Analyse des écarts par familles de REVENUS
(en milliers de dollars)

Note: Le budget original VISION II correspond à l'origine ORTO

Objet	Compétences de nature locale					Compétences d'agglomération					Total – Compétences					Explicatio
	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Local
Taxes – Autres	85.2	85.2	85.2	85.2	-	-	-	-		-	85.2	85.2	85.2	85.2	-	Explication non requise
Autres services rendus	2 640.0	2 640.0	583.1	2 472.5	(167.5)	-	-	-		-	2 640.0	2 640.0	583.1	2 472.5	(167.5)	(0,1): Services culturels et récréatifs 3,1: Vente de documents - cahiers de charge, rapports d'accidents, etc. 167,4: Location occupation temporaire du domaine public. 30,2: Services techniques et travaux divers. (368,1) : Budget de permis inclut dans les autres services rendus
Licences et permis	114.0	114.0	526.2	1 489.1	1 375.1	-	-	-		-	114.0	114.0	526.2	1 489.1	1 375.1	**15,0 : Imposition de droits** **992,0 : Permis de construction et de modification: l'arrondissement prévoit des revenus de permis de construction de 600 000$ et de modification de 1 000 000$ en 2018. Les indices de référence sont les résultats des 19 arrondissements entre 2015 et 2017. Ainsi, l'écart favorable prévu s'élève à 62% du revenu réel estimé de 1,6 M$, soit 992 000 $. De plus, l'arrondissement prévoit 368 100$ de revenus d'étude de demande, soit le montant prévu au budget 2018.** **368,1 : Budget des permis inclut dans les autres services rendus**
Contraventions – Circulation et stationnement	220.0	220.0	288.0	305.0	85.0	-	-	-		-	220.0	220.0	288.0	305.0	85.0	85,0 Constats - surveillance du stationnement (TP)
Autres – Amendes et pénalités	57.9	57.9	15.9	57.9	-	-	-	-		-	57.9	57.9	15.9	57.9	-	Explication non requise
Autres – Autres revenus	5.0	5.0	(9.8)	5.0	-	-	-	-		-	5.0	5.0	(9.8)	5.0	-	Explication non requise
TOTAL	**3 122.1**	**3 122.1**	**1 488.6**	**4 414.7**	**1 292.6**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**3 122.1**	**3 122.1**	**1 488.6**	**4 414.7**	**1 292.6**	

n d'écarts
Agglomération

CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
Évolution budgétaire au 31 mars 2018
Analyse des écarts par familles de DÉPENSES
(en milliers de dollars)

Note: Le budget original VISION II correspond à l'origine ORTO

Objet	Compétences de nature locale					Compétences d'agglomération					Total – Compétences					Explicatio
	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Local
Rémunération	30 314.4	30 354.7	6 562.6	30 893.5	(538.8)	-	-	-		-	30 314.4	30 354.7	6 562.6	30 893.5	(538.8)	(241,7) : Économie anticipée des postes vacants: 243,5 : Temps supplémentaire (578,6) : Écarts salariaux (14,3) : Primes diverses 52,3 : Banque maladie
Cotisations de l'employeur	8 633.4	8 640.4	1 962.8	8 942.1	(301.7)	-	-	-		-	8 633.4	8 640.4	1 962.8	8 942.1	(301.7)	Explication non requise
Transport et communications	608.4	629.4	67.8	532.3	97.1	-	-	-		-	608.4	629.4	67.8	532.3	97.1	105,8 : Dépenses de publicité et d'information (8,7) : Téléphonie et radio communication
Honoraires professionnels	724.2	969.9	66.6	959.9	10.0	-	-	-		-	724.2	969.9	66.6	959.9	10.0	Explication non requise
Services techniques et autres	6 128.7	6 552.3	766.7	6 478.2	74.1	-	-	-		-	6 128.7	6 552.3	766.7	6 478.2	74.1	66,1 : Contrat de transport des terres d'excavation 8,0 : Économie prévu dans les AFD à la DGSRE
Location, entretien et réparation	5 541.4	5 610.2	1 226.9	5 631.8	(21.7)	-	-	-		-	5 541.4	5 610.2	1 226.9	5 631.8	(21.7)	Explication non requise
Biens non durables	5 973.9	5 829.1	1 430.7	5 381.4	447.7	-	-	-		-	5 973.9	5 829.1	1 430.7	5 381.4	447.7	(219,3) : Sel et abrasifs 222,8 : Électricité 210,8 : Pièces et accesoires 109,9 : Achat d'arbres et fournitures horticoles 27,5 : Vêtements, chaussures et accesoires 96,0 : Autres biens non durables
Biens durables	212.9	415.6	59.6	415.6	0.0	-	-	-		-	212.9	415.6	59.6	415.6	0.0	Explication non requise
Contributions à des organismes	4 162.5	4 305.8	1 157.3	4 305.8	(0.0)	-	-	-		-	4 162.5	4 305.8	1 157.3	4 305.8	(0.0)	Explication non requise
Autres objets de dépenses	2 370.5	2 330.8	470.9	2 375.8	(45.0)	-	-	-		-	2 370.5	2 330.8	470.9	2 375.8	(45.0)	Explication non requise
TOTAL	**64 670.3**	**65 638.3**	**13 771.8**	**65 916.5**	**(278.2)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**64 670.3**	**65 638.3**	**13 771.8**	**65 916.5**	**(278.2)**	

n d'écarts
Agglomération

CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
Évolution budgétaire au 31 mars 2018
Analyse des écarts par familles d'AFFECTATIONS
(en milliers de dollars)

Note: Le budget original VISION II correspond à l'origine ORTO

Objet	Compétences de nature locale					Compétences d'agglomération					Total – Compétences					Explicatio
	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Budget original	Budget modifié	Réel	Prévision	Écart budget	Local
Excédent de fonctionnement – Autres	400.0	1 338.6	1 343.6	1 343.6	(5.0)	-	-	-		-	400.0	1 338.6	1 343.6	1 343.6	(5.0)	
TOTAL	**400.0**	**1 338.6**	**1 343.6**	**1 343.6**	**(5.0)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**400.0**	**1 338.6**	**1 343.6**	**1 343.6**	**(5.0)**	

n d'écarts
Agglomération

CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
Évolution budgétaire au 31 mars 2018
Explication de la variation du budget de REVENUS modifié par rapport au budget original
(en milliers de dollars)

Objet	Écart budget		Crédits additionnels		Affectations		N° résolution	Explicatio
	Local (1=3+5)	Agglo (2=4+6)	Local (3)	Agglo (4)	Local (5)	Agglo (6)		Local
REVENUS	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
Total revenus	-	-	-	-	-	-		

n d'écarts

Agglomération

CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
Évolution budgétaire au 31 mars 2018
Explication de la variation du budget de DÉPENSES modifié par rapport au budget original
(en milliers de dollars)

Objet	Écart budget		Crédits additionnels		Affectations		N° résolution	Explicatio
	Local (1=3+5)	Agglo (2=4+6)	Local (3)	Agglo (4)	Local (5)	Agglo (6)		Local
DÉPENSES	29.4	-	29.4				GDD 1180138001 / CE18 0343	Travaux d'harmonisation des locations dans le bibliothèques
	166.3	-			166.3		GDD 1140794035 / CA14	Théâtres Empress
	18.8	-			18.8		GDD 1166954003 / CA16	Travaux divers sur la rue piétonne
	11.0	-			11.0		GDD 1164570017 / CA16	Contribution financière à la CSDM pour rembourser le service de transport
	248.4	-			248.4		GDD 1176863002 / CA17	Fonds d'urgence pour financer les travaux du Règlement sur la salubrité, l'entretien et la securité des logements
	128.3	-			128.3		GDD 1165946007 / CA16	Marquage et signalisation - contrat pour la construction de dos-d'âne
	34.0	-			34.0		GDD 1103824001 / CA10	Programme d'élagage
	7.9	-			7.9		GDD 1166954003 / CA16	Aménagement de la Place Darlington
	18.2	-			18.2		GDD 1167413001 / CA17	Programme de luttte contre l'agrile du frêne
	26.6	-			26.6		GDD 1177551003 / CA17	Contrat de service pour l'aménagement de ruelles vertes - SOCENV
	12.0	-			12.0		GDD 1156953001 / CA15	Contrat de location d'une rétrocaveuse avec opérateur
	31.7	-			31.7		GDD 1157059006 / CA16	Entente entre CDN NDG et Ville Mont Royal pour l'utilisation des installations
	15.6	-			15.6		GDD 1176954002 / CA170	Ouverture du surplus pour 375e anniversaire de la Ville
	68.9	-			68.9		GDD 1177772005 / CA18	Remplacement de mobilier usagé dans le centre socio-communautaire "Le 6767"
	14.4	-			14.4		GDD 1142077001 / CA14	Aire d'animation Jean Brillant
	4.7	-			4.7		GDD 1161351001 / CA16	Projet d'amélioration de trois bibliothèques
	14.1	-			14.1		GDD 1142077001 / CA14	Aménagement de la verrière à la maison de la culture
	1.3	-			1.3		GDD 1145171006 / CA14	Projet de réparation structurale de l'abri d'abrasifs
	116.4	-			116.4		GDD 1175265003 / Ca17	Coordination des travaux de la Table ronde sur la réduction de la pauvreté
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
	-	-						
Total Dépenses	**968.0**	**-**	**29.4**	**-**	**938.6**	**-**		

n d'écarts

Agglomération

Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Dépenses (en dollars)
Exercice 31 mars 2017 et 31 mars 2018

Objet de dépenses	Objet de dépenses	RÉEL MARS 2017
Rémunération globale		8 652 955
Autres familles de dépenses	Transport et communications	108 785
	Services professionnels, techniques et autres	590 157
	Location, entretien et réparation	1 506 784
	Biens durables	35 313
	Biens non durables	1 442 576
	Charges interunités	438 525
	Contributions et quote-parts à des organismes	1 637 849
	Recouvrement de dépenses	10 000
Total Autres familles de dépenses		**5 769 989**
TOTAL		**14 422 944**

RÉEL MARS 2018	Écart Réel		Explication des écarts	
	$	%	Neige	DGSRE
8 525 388	(127 566)	-1.5%	124 446	(157 212)
67 795	(40 990)	-37.7%	0	0
833 321	243 164	41.2%	134 914	(1 516)
1 226 890	(279 894)	-18.6%	0	(7 704)
59 553	24 240	68.6%	0	21 936
1 430 700	(11 876)	-0.8%	(32 711)	15 960
460 875	22 350	5.1%	0	0
1 157 320	(480 529)	-29.3%	0	0
10 000	0	0.0%	0	0
5 246 453	**(523 536)**	**-9.1%**	**102 203**	**28 676**
13 771 842	**(651 102)**	**-4.5%**	**226 649**	**(128 537)**

par activité 2018-2017	
GMR	**Autres activités**
(12 397)	(82 403)
0	(40 990)
0	109 766
0	(272 190)
0	2 304
0	4 875
0	22 350
0	(480 529)
0	0
0	**(654 414)**
(12 397)	**(736 817)**

Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Revenus (en dollars)
Exercice 31 mars 2017 et 31 mars 2018

Objet de revenus	Objet de revenus	RÉEL MARS 2017
Revenus	Permis de modification, construction et étude	705 408
	Location et occupation du domaine public	393 751
	Constats - Surveillance du stationnement	224 575
	Taxe spéc. - Enseignes publicitaires	84 600
	Services techniques	68 480
	Réclamations pour travaux effectués	30 358
	Travaux effectués par la Ville	20 158
	Amendes et pénalités	12 978
	Autres revenus divers	44 102
Total Revenus		**1 584 409**

RÉEL MARS 2018	Écart Réel	
	$	%
538 887	(166 521)	-23.6%
380 109	(13 642)	-3.5%
288 015	63 440	28.2%
85 200	600	0.7%
10 187	(58 293)	-85.1%
25 648	(4 710)	-15.5%
98 044	77 886	386.4%
15 868	2 890	22.3%
46 664	2 562	5.8%
1 488 622	**(95 787)**	**-6.0%**